Débats de l'Assemblée nationale

Table nominative

(H – Z)

établie par le service des Archives
de l'Assemblée nationale

Du 1er octobre 2000 au 30 septembre 2001

11e législature

H

Georges HAGE
Nord (16ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification des amendements à la constitution de l'Organisation internationale pour les migrations (n° 2673) [15 novembre 2000]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba (n° 3161) [26 juin 2001]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome IV : Affaires étrangères (relations culturelles internationales et francophonie) (n° 2626) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Perspectives [23 janvier 2001] (p. 676)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, perspectives [18 avril 2001] (p. 1995)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1445, posée le 18 juin 2001. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3433). Appelée le 19 juin 2001. Services d'oncologie pédiatrie, fonctionnement (p. 4366)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 8039)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 8039, 8040)

Culture : politique culturelle : langue française (p. 8039, 8040)

Enseignement supérieur : étudiants : bourses d'études (p. 8040)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 8040)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : culture (p. 8040)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)

Son intervention (p. 8353)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : hospitalisation d'office (p. 8354)

Droit pénal : peine de mort : relations internationales (p. 8354)

Entreprises : harcèlement moral (p. 8354)

Etrangers : rétention judiciaire : mineurs (p. 8354)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 8354)

Justice : assistants de justice (p. 8354)

Justice : crédits (p. 8353)

Justice : jugements : délais (p. 8354)

Justice : réforme (p. 8354)

Lois : application : présomption d'innocence (p. 8353)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 8353)

Système pénitentiaire (p. 8354)

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

16 - Etrangers : demandeurs d'asile : mineurs (p. 9070)

17 - Droit pénal : peine de mort : pays étrangers (p. 9070)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 50

Son amendement n° 323 (insertion d'un chapitre intitulé : Lutte contre le harcèlement moral au travail) (p. 330) : adopté (p. 332)

Son amendement n° 324 (obligation d'exécuter de bonne foi le contrat de travail) : adopté (p. 333)

Son amendement n° 325 (définition du harcèlement moral au travail) : adopté après modification (p. 333)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 50 quater (définition, sanction et prévention du harcèlement moral)

Son amendement n° 32 (harcèlement par la dégradation des conditions de travail) (p. 3378)

Article 50 sexies (inclusion du harcèlement moral dans l'obligation de protection de la santé des salariés incombant à l'employeur)

Son amendement n° 33 (extension de la prévention à la dégradation délibérée des conditions de travail) (p. 3380)

Après l'article 50 sexies

Son amendement n° 34 (le "danger grave et imminent" constitué par la dégradation délibérée des conditions de travail) (p. 3380)

Après l'article 50 undecies

Son amendement n° 239 (sanctions pénales) (p. 3381)

Article 50 duodecies (harcèlement moral dans la fonction publique)

Son amendement n° 240 corrigé (harcèlement défini par la dégradation délibérée des conditions de travail) (p. 3382)

Projet de loi organique n° 2749 relatif au statut des magistrats

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 585)

Son intervention (p. 590)

Thèmes :

Constitution : révision : justice (p. 590)
Justice : Conseil supérieur de la magistrature : modes de scrutin (p. 590)
Justice : magistrats : carrière (p. 590)
Justice : magistrats : mobilité (p. 590)
Justice : magistrats : recrutement (p. 590)
Justice : tribunaux : personnel (p. 590)

Discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 599)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel (interdiction de décorer des magistrats pendant leur carrière et interdiction du port des décorations) (p. 614)

Proposition de loi n° 2709 relative au nom patronymique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2001] (p. 1291)

Son intervention (p. 1298)

Ses explications de vote (p. 1312)

Vote pour du groupe communiste (p. 1312)

Projet de loi n° 2980 autorisant l'approbation du protocole additionnel au protocole de Sangatte entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord relatif à la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 mai 2001] (p. 2656)

Son intervention (p. 2659)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : Royaume-Uni (p. 2660)
Transports ferroviaires : EUROSTAR : liaison Transmanche (p. 2659)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5101)

Son intervention (p. 5108)

Thèmes :

Famille : filiation naturelle : successions (p. 5108)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 5108)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2001] (p. 5146)

Son intervention (p. 5149)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 5149)
Economie sociale : mutuelles (p. 5150)
Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 5149)
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 5149)
Jeunes : éducation populaire (p. 5150)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 5150)
Syndicats : représentativité (p. 5149)

Vote contre du groupe communiste (p. 5150)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5170)

Son intervention (p. 5173)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 5173)
Banques et établissements financiers : secteur public (p. 5173)
Energie et carburants : compagnie nationale du Rhône (CNR) (p. 5174)
Marchés publics : code des marchés publics : collectivités territoriales (p. 5173)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion : associations (p. 5173)
Postes : La Poste (p. 5173)
Union européenne : construction européenne (p. 5174)
Union européenne : euro (p. 5173)

Abstention du groupe communiste (p. 5174)

Gérard HAMEL

Eure-et-Loir (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladie de Creutzfeldt-Jakob. Contamination par la viande bovine, lutte et prévention [7 novembre 2000] (p. 8068)

Handicapés. Intégration scolaire et sociale. Sourds et malentendants [29 novembre 2000] (p. 9521)

DÉBATS

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2294)

Thèmes :

Communes : maires : sécurité (p. 2294)

Ordre public : sécurité : réforme (p. 2294)

Francis HAMMEL

Somme (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 26 mai 2001] (p. 8451)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur la situation des personnes handicapées en France (n° 3079) [24 juin 2001]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome VIII : Emploi et solidarité (action sociale) (n° 2625) [11 octobre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2559), rénovant l'action sociale et médico-sociale [24 janvier 2001] (n° 2881)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2683) de M. Pierre Lasbordes tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des maisons de retraite et autres maisons de soins publiques [25 avril 2001] (n° 3024)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 3079) de M. Jean-François Mattei visant à créer une commission d'enquête sur la situation des personnes handicapées en France [12 septembre 2001] (n° 3260)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Baisse, répartition [31 octobre 2000] (p. 7819)

Sécurité publique. Inondations. Somme, aides de l'Etat [17 avril 2001] (p. 1899)

Handicapés. Aide sociale. Prestations, récupération sur succession [9 mai 2001] (p. 2676)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1348, posée le 16 avril 2001. Voirie. A 24 (J.O. Questions p. 2169). Appelée le 17 avril 2001. Construction, perspectives (p. 1873)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8838)

Thèmes avant la procédure des questions :

Handicapés : commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) (p. 8840)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 8839)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 8838, 8839)

Politique sociale : solidarité (p. 8838)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 41 soutenu par Mme Nicole Bricq (instauration d'un dégrèvement d'office de 20 % du montant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre de l'habitation principale des personnes à mobilité réduite) : rejeté (p. 9020)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 961)

Son intervention (p. 964)

Thèmes :

Etablissements de santé : accueil (p. 967)

Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 966)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 964, 965)
Institutions sociales et médico-sociales : centres médico-sociaux (p. 965, 966)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 965, 966)
Politique sociale : solidarité (p. 964 à 966)

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 1er (fondements de l'action sociale et médico-sociale)

Soutient l'amendement n° 325 de la commission (responsabilité interministérielle de la promotion de l'autonomie des personnes) (p. 994) : adopté (p. 994)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (insertion de la notion de protection) (p. 994) : adopté (p. 995)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Jean-François Chossy (insertion de la notion de protection) (p. 994)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. François Goulard (insertion de la notion de protection) (p. 995)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (mention des personnes âgées et des personnes handicapées comme bénéficiaires de la loi) (p. 995) : adopté (p. 995)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jean-François Chossy (responsabilité interministérielle en matière de rénovation sociale et médico-sociale) (p. 996)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Patrice Carvalho (responsabilité interministérielle de la promotion de l'autonomie des personnes) (p. 996)

Intervient sur l'amendement n° 105 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (référence aux gestionnaires d'institutions sociales et médico-sociales) (p. 996)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jean-François Chossy (référence aux gestionnaires d'institutions sociales et médico-sociales) (p. 996)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 996) : adopté (p. 996)

Article 2 (principes guidant l'action sociale et médico-sociale)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (notions d'objectifs en matière d'action sociale et médico-sociale) (p. 997) : adopté (p. 997)

Intervient sur le sous-amendement n° 238 de M. Patrice Carvalho (choix d'une terminologie en rapport avec l'obligation de résultats) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 997)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de simplification) (p. 998) : adopté (p. 998)

Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Patrice Carvalho (reconnaissance du caractère de "missions de service public") (p. 1000)

Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Michel Terrot (actions pédagogiques étendues à l'âge adulte) (p. 1001)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (possibilité de formation à tout âge) (p. 1001) : adopté (p. 1001)

Intervient sur l'amendement n° 320 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (accès des enfants handicapés en classe ordinaire) (p. 1002)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Michel Terrot (intégration scolaire adaptée) (p. 1004)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Pierre Lasbordes (intégration scolaire adaptée) (p. 1004)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Bernard Perrut (intégration scolaire adaptée) (p. 1004)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Renaud Muselier (de simplification) (p. 1004)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié de la commission (rôle des gestionnaires des structures associatives) (p. 1004) : adopté (p. 1005)

Intervient sur le sous-amendement n° 240 de M. Patrice Carvalho (extension aux groupements d'associations) à l'amendement n° 7 rectifié de la commission (p. 1005)

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Yves Bur (coordination des départements ministériels) (p. 1005)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (notion d'accueil temporaire) (p. 1006)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Jean-François Chossy (notion d'accueil temporaire) (p. 1006)

Intervient sur l'amendement n° 107 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (notion d'accueil temporaire) (p. 1006)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Jean-François Chossy (intégration des personnes handicapées) (p. 1007)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Denis Jacquat (accès des enfants handicapés dans les structures scolaires ordinaires) (p. 1008)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean-François Chossy (famille et accompagnants des usagers du secteur social et médico-social) (p. 1009)

Article 4 (fixation des droits des usagers du secteur social et médico-social)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (notion de "protection de mineurs en danger") (p. 1010) : adopté (p. 1010)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Patrice Carvalho (extension extradomiciliaire du lieu des prestations) (p. 1010)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean-François Chossy (prestations à temps partiel et dans plusieurs établissements) (p. 1010)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rôle de l'accompagnant et du représentant légal éventuel) (p. 1011) : adopté (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 348 de M. Yves Bur (rôle de l'accompagnant et du représentant légal éventuel) (p. 1011)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rôle de l'accompagnant et du représentant légal éventuel) (p. 1011) : adopté après rectification (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Bernard Perrut (rôle de l'accompagnant et du représentant légal éventuel) (p. 1011)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Jean-François Chossy (évolution du handicap et nouvelles technologies) (p. 1012)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Jean-François Chossy (évolution du handicap et nouvelles technologies) (p. 1012)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Jean-François Chossy (accompagnement psychologique) (p. 1012)

Article 5 (documents devant être remis aux personnes accueillies dans un établissement ou un service social et médico-social)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1013) : adopté (p. 1014)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Jean-François Chossy (institution d'un numéro vert d'appel téléphonique de détresse) (p. 1014)

Article 6 (possibilité de recours à un médiateur)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (droit au choix d'une personne qualifiée) (p. 1014) : adopté (p. 1014)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Pierre Lasbordes (avis du CROSS) (p. 1015)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Jean-François Chossy (avis d'organismes représentant les usagers) (p. 1015)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Bernard Perrut (avis d'organismes représentant les usagers) (p. 1015)

Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Yves Bur (information de l'intéressé et s'il y a lieu de son représentant légal) (p. 1015)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 142 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (institution d'un conseil de la vie sociale) (p. 1016)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (institution d'un conseil de la vie sociale) (p. 1016) : adopté (p. 1016)

Article 7 (règlement de fonctionnement et conseil de la vie sociale)

Soutient l'amendement n° 15 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1017) : adopté (p. 1018)

Intervient sur le sous-amendement n° 115 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (pouvoir du conseil d'administration) à l'amendement n° 15 rectifié de la commission (p. 1017)

Intervient sur le sous-amendement n° 251 de M. Patrice Carvalho (pouvoir des délégués du personnel) à l'amendement n° 15 rectifié de la commission (p. 1017)

Intervient sur le sous-amendement n° 223 de M. Jean-François Chossy (pouvoir des personnes morales gestionnaires d'établissements) à l'amendement n° 15 rectifié de la commission (p. 1017)

Article 8 (élaboration d'un projet d'établissement ou de service)

Soutient l'amendement n° 326 de la commission (de coordination) (p. 1018) : adopté (p. 1018)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Patrice Carvalho (pouvoir des délégués du personnel) (p. 1018)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-François Chossy (évaluation faite à domicile des besoins de la personne handicapée) (p. 1018)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Jean-François Chossy (avis d'un médecin spécialiste) (p. 1018)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-François Chossy (rapport au Parlement) (p. 1019)

Avant l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 321 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (intitulé du chapitre comprenant l'action médico-éducative) (p. 1022)

Article 9 (liste des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-François Chossy (rôle des associations) (p. 1024)

Intervient sur l'amendement n° 242 corrigé de M. Patrice Carvalho (rôle des associations) (p. 1024)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Patrice Carvalho (établissements comportant ou non un système d'internat) (p. 1024)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Pierre Lasbordes (établissements comportant ou non un système d'internat) (p. 1024)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Jean-François Chossy (établissements comportant ou non un système d'internat) (p. 1024)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Michel Terrot (établissements comportant ou non un système d'internat) (p. 1024)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Patrice Carvalho (établissements comportant ou non un système d'internat) (p. 1025)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-François Chossy (établissements comportant ou non un système d'internat) (p. 1025)

Soutient l'amendement n° 16 rectifié de la commission (de précision) (p. 1025) : adopté (p. 1025)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (distinction entre établissements d'accueil pour personnes âgées et établissements d'accueil pour handicapés) (p. 1025) : adopté après modification (p. 1027)

Intervient sur le sous-amendement n° 246 de M. Patrice Carvalho (services d'aide à domicile) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 1025)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 de M. Patrice Carvalho (prise en compte ou non de l'âge des handicapés vieillissants) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 1026)

Intervient sur le sous-amendement n° 213 de M. Jean-François Chossy (prise en compte ou non de l'âge des handicapés vieillissants) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 1026)

Intervient sur le sous-amendement n° 291 de M. Bernard Perrut (prise en compte ou non de l'âge des handicapés vieillissants) à l'amendement n° 17 de la commission (p. 1026)

Son sous-amendement n° 328 (prise en compte ou non de l'âge des handicapés vieillissants) à l'amendement n° 17 de la commission : adopté (p. 1026)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-François Chossy (détermination des listes d'établissements) (p. 1027)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Bernard Perrut (détermination des listes d'établissements) (p. 1027)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (statut des foyers de jeunes travailleurs) (p. 1027) : adopté (p. 1028)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Jean-François Chossy (prise en charge de la maladie d'Alzheimer et de son caractère hautement invalidant) (p. 1028)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Patrice Carvalho (dérogations aux règles techniques de fonctionnement) (p. 1028)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (consultation de la branche professionnelle concernée) (p. 1028) : adopté (p. 1029)

Intervient sur l'amendement n° 109 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (consultation de la branche professionnelle concernée) (p. 1029)

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. François Goulard (consultation de la branche professionnelle concernée) (p. 1029)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1029) : adopté (p. 1029)

Intervient sur l'amendement n° 267 de M. François Goulard (conditions d'accueil temporaire) (p. 1029)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 21 rectifié de la commission (institution d'un Conseil supérieur des établissements et services sociaux et médico-sociaux) (p. 1030) : adopté (p. 1030)

Avant l'article 10

Soutient l'amendement n° 329 de la commission (de coordination) (p. 1030) : adopté (p. 1030)

Article 10 (élargissement des missions des comités de l'organisation sanitaire et sociale)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Pierre Lasbordes (institution d'une commission départementale sociale et médico-sociale) (p. 1030)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Patrice Carvalho (concertation interministérielle) (p. 1031)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Jean-François Chossy (consultation du CNOSS) (p. 1031)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Patrice Carvalho (consultation du CNOSS) (p. 1031)

Soutient l'amendement n° 330 de la commission (rédactionnel) (p. 1031) : adopté (p. 1031)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-François Chossy (rôle des représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements) (p. 1031)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Yves Bur (rôle des représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements) (p. 1031)

Article 11 (convention de coordination des actions sociales et médico-sociales)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 1032) : adopté (p. 1032)

Article 12 (contenu des schémas d'organisation sociale et médico-sociale)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 1032) : adopté (p. 1032)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (compétence en matière de révision des schémas d'organisation sociale et médico-sociale) (p. 1032) : adopté (p. 1032)

Article 13 (procédure d'élaboration des schémas)

Soutient l'amendement n° 25 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1033) : adopté (p. 1033)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Yves Bur (rôle des présidents de conseils généraux) (p. 1033)

Soutient l'amendement n° 26 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1033) : adopté (p. 1033)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-François Chossy (avis conforme délivré par le CROSS) (p. 1034)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Jean-François Chossy (définition des collectivités territoriales compétentes) (p. 1034)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-François Chossy (référence aux associations et à leurs groupements) (p. 1034)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Patrice Carvalho (référence aux associations et à leurs groupements) (p. 1034)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Bernard Perrut (référence aux associations et à leurs groupements) (p. 1034)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-François Chossy (pouvoirs du préfet ou du président de conseil général) (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 27 rectifié de la commission (de coordination) (p. 1035) : adopté (p. 1035)

Soutient l'amendement n° 331 de la commission (délais de mise en place du schéma) (p. 1035) : adopté (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Patrice Carvalho (consultation du CROSS) (p. 1035)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-François Chossy (référence à l'avis du président de conseil général) (p. 1035)

Son amendement n° 346 rectifié (exclusion des centres de rééducation professionnelle des schémas sociaux et médico-sociaux) : adopté (p. 1036)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (transmission des schémas au CROSS) (p. 1036) : adopté (p. 1036)

Avant l'article 14

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (convention pluriannuelle définissant les objectifs) (p. 1036) : adopté après modification (p. 1037)

Soutient le sous-amendement n° 322 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (rôle des centres communaux et intercommunaux d'action sociale) à l'amendement n° 29 de la commission (p. 1036) : adopté (p. 1037)

Intervient sur le sous-amendement n° 236 corrigé de M. Patrice Carvalho (rôle du réseau associatif) à l'amendement n° 29 de la commission (convention pluriannuelle définissant les objectifs) (p. 1037)

Article 14 (coordination des intervenants)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de précision) (p. 1037) : adopté (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Yves Bur (de précision) (p. 1037)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (conventions avec les établissements d'enseignement) (p. 1037) : adopté (p. 1037)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Pascal Terrasse (coopération entre établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 1038)

Article 15 (obligation d'évaluation des prestations fournies)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 1048) : adopté (p. 1048)

Soutient l'amendement n° 332 de la commission (obligation d'évaluation externe) (p. 1049) : adopté (p. 1049)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Jean-François Chossy (place des associations et de leurs regroupements dans le Conseil national d'évaluation) (p. 1049)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Patrice Carvalho (place des associations et de leurs regroupements dans le Conseil national d'évaluation) (p. 1049)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (représentation des personnes accueillies) (p. 1049) : adopté (p. 1049)

Article 16 (création d'un système d'information unifié des données sociales et médico-sociales)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Jean-François Chossy (évaluation des besoins des populations) (p. 1050)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Pascal Terrasse (harmonisation des moyens techniques) (p. 1050)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Jean-François Chossy (insertion de l'intitulé : "De la simplification administrative") (p. 1051)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Jean-François Chossy (instauration d'un guichet départemental unique à vocation informative) (p. 1051)

Article 17 (de la procédure de délivrance de l'autorisation)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 1052) : adopté (p. 1052)

Soutient l'amendement n° 334 de la commission (compétences du comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi) (p. 1052) : adopté (p. 1052)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 1052) : adopté (p. 1052)

Soutient l'amendement n° 333 de la commission (de précision) (p. 1052) : adopté (p. 1052)

Article 18 (examen et périodicité des demandes d'autorisation)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Jean-François Chossy (responsabilité des gestionnaires) (p. 1053)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de coordination) (p. 1053) : adopté (p. 1053)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Jean-François Chossy (communication des réponses) (p. 1053)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Patrice Carvalho (caractère d'approbation tacite en cas de non-réponse dans un délai de deux mois) (p. 1053)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Jean-François Chossy (caractère d'approbation tacite en cas de défaut de réponse) (p. 1054)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Bernard Perrut (caractère d'approbation tacite en cas de défaut de réponse) (p. 1054)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Yves Bur (caractère d'approbation tacite en cas de défaut de réponse) (p. 1054)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (délai de recours contentieux) (p. 1054) : adopté (p. 1054)

Article 19 (autorité compétente pour délivrer les autorisations)

Soutient l'amendement n° 38 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1055) : adopté (p. 1055)

Article 20 (conditions de délivrance de l'autorisation)

Soutient l'amendement n° 335 de la commission (établissements correspondant à des besoins en matière de formation professionnelle) (p. 1055) : adopté (p. 1055)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 1055) : rejeté (p. 1056)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 1056) : adopté (p. 1056)

Soutient l'amendement n° 41 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 1056) : adopté (p. 1056)

Article 22 (conditions de délivrance et effets de l'autorisation)

Soutient l'amendement n° 42 rectifié de la commission (normes choisies pour la visite de conformité) : adopté (p. 1057)

Intervient sur l'amendement n° 310 de M. Yves Bur (accord du conseil général) (p. 1057)

Article 23 (régime de l'autorisation des équipements expérimentaux)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 1057) : adopté (p. 1057)

Article 24 (autorité compétente pour délivrer l'habilitation à recevoir les mineurs confiés par l'autorité judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Yves Bur (autorité conjointe du représentant de l'Etat et du président du conseil général) (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Jean-François Chossy (autorité conjointe du représentant de l'Etat et du président du conseil général) (p. 1058)

Article 25 (définition des stipulations et des parties contractantes des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens)

Soutient l'amendement n° 336 de la commission (de précision) (p. 1058) : adopté (p. 1058)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Patrice Carvalho (prise en compte de l'évolution des besoins) (p. 1058)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (suppression de la durée minimale de trois ans) (p. 1059) : adopté (p. 1059)

Article 26 (pouvoir de contrôle des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Renaud Muselier (procédure contradictoire et observation de l'établissement intéressé) (p. 1059)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Jean-François Mattei (procédure contradictoire et observation de l'établissement intéressé) (p. 1059)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) (p. 1059) : adopté (p. 1059)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Pierre Lasbordes (appel à une personne qualifiée pour médiation) (p. 1060)

Article 27 (pouvoir d'injonction et désignation d'un administrateur provisoire)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 1060) : adopté (p. 1060)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Jean-François Chossy (rédactionnel) (p. 1060)

Intervient sur l'amendement n° 280 de M. Jean-François Mattei (procédure contradictoire) (p. 1060)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de coordination) (p. 1060) : adopté (p. 1060)

Soutient l'amendement n° 324 de la commission (information des représentants du personnel) (p. 1060) : adopté (p. 1060)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (rédactionnel) (p. 1061) : adopté (p. 1061)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (rédactionnel) (p. 1061) : adopté (p. 1061)

Article 28 (fermeture des établissements ou services ouverts, transformés ou ayant accru leur capacité sans l'autorisation nécessaire)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Yves Bur (suppression de l'avis du CNOSS et du CROSS) (p. 1061)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (rédactionnel) (p. 1061) : adopté (p. 1062)

Article 29 (procédure de fermeture par le représentant de l'Etat dans le département des établissements ou services ouverts, transformés ou ayant accru leur capacité sans l'autorisation nécessaire)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 1062) : adopté (p. 1062)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Jean-François Chossy (référence aux normes de qualité) (p. 1062)

Soutient l'amendement n° 338 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1062) : adopté (p. 1062)

Article 30 (placement des personnes accueillies dans un équipement faisant l'objet d'une procédure de fermeture)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (rédactionnel) (p. 1063) : adopté (p. 1063)

Article 34 (autorités compétentes en matière de tarification des établissements sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) (p. 1063) : adopté (p. 1063)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) (p. 1063) : adopté (p. 1063)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 1064) : adopté (p. 1064)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Yves Bur (compétences du représentant de l'Etat et du président du conseil général) (p. 1064)

Soutient l'amendement n° 57 rectifié (de conséquence) (p. 1064) : adopté (p. 1064)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de coordination) (p. 1064) : adopté (p. 1065)

Article 35 (autorités compétentes en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 1065) : adopté (p. 1065)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rédactionnel) (p. 1065) : adopté (p. 1065)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) (p. 1065) : adopté (p. 1065)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 1065) : adopté (p. 1065)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) (p. 1065) : adopté (p. 1066)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) (p. 1066) : adopté (p. 1066)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) (p. 1066) : adopté (p. 1066)

Article 36 (pouvoirs budgétaires de l'autorité compétente en matière de tarification)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (clarification et allègement des règles budgétaires) (p. 1066) : adopté (p. 1067)

Intervient sur le sous-amendement n° 200 de M. Jean-François Chossy (délai générateur d'approbation tacite) à l'amendement n° 66 de la commission (p. 1067)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Patrice Carvalho (dotation annuelle : constitution et calcul) (p. 1068)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Yves Bur (dotation annuelle : constitution et calcul) (p. 1068)

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (dotation annuelle : constitution et calcul) (p. 1068)

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Yves Bur (détermination de la répartition régionale) (p. 1068)

Intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (dotation annuelle : constitution et calcul) (p. 1069)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jacques Blanc (dotation annuelle : constitution et calcul) (p. 1069)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Yves Bur (rapport gouvernemental sur la pérennisation des emplois-jeunes dans le domaine d'aide aux handicapés) (p. 1070)

Article 37 (modalités de tarification des établissements sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 1071) : adopté (p. 1071)

Intervient sur l'amendement n° 353 du Gouvernement (définition réglementaire de l'accueil temporaire) (p. 1071)

Après l'article 37

Soutient l'amendement n° 69 rectifié de la commission (statut des commissions de la tarification sanitaire et sociale) (p. 1072) : adopté (p. 1072)

Article 38 (création des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Patrice Carvalho (caractère budgétaire de l'aide sociale)) (p. 1072)

Article 41 (composition des conseils d'administrations des établissements publics sociaux et médico-sociaux locaux)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Jean-François Chossy (nouvelle répartition des membres des conseils d'administrations des établissements publics sociaux et médico-sociaux locaux) (p. 1073)

Article 42 (incompatibilités avec la qualité de membre du conseil d'administration d'un établissement ou d'un service public social et médico-social)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (inéligibilité des anciens directeurs de l'établissement) (p. 1073) : adopté (p. 1074)

Article 43 (compétences du conseil d'administration)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de cohérence) (p. 1074) : adopté (p. 1074)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de cohérence) (p. 1074) : adopté (p. 1074)

Soutient l'amendement n° 340 de la commission (alignement de règles budgétaires) (p. 1074) : adopté (p. 1074)

Après l'article 43

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (institution des comités techniques d'établissement) (p. 1075) : adopté (p. 1075)

Article 44 (pouvoirs de la tutelle sur les établissements publics sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 341 de la commission (nouvelle rédaction de l'article en rapport avec le code de la santé publique) (p. 1075) : adopté (p. 1075)

Après l'article 44

Soutient l'amendement n° 342 de la commission (de conséquence) (p. 1076) : adopté (p. 1076)

Article 45 (statut des comptables des établissements publics sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (rédactionnel) (p. 1076) : adopté (p. 1076)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 1076) : adopté (p. 1076)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (de précision) (p. 1076) : adopté (p. 1076)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (rédactionnel) (p. 1077) : adopté (p. 1077)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Pascal Terrasse (transposition des dispositions applicables aux marchés publics) (p. 1077)

Article 46

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 1078) : adopté (p. 1078)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) (p. 1078) : adopté (p. 1078)

Soutient l'amendement n° 343 de la commission (de précision) (p. 1078) : adopté (p. 1078)

Après l'article 46

Soutient l'amendement n° 344 de la commission (de conséquence) (p. 1078) : adopté (p. 1078)

Article 47 (coordinations avec la loi n° 75-535 du 30 juin 1975)

Soutient l'amendement n° 80 de la commission (de cohérence) (p. 1079) : adopté (p. 1079)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (de cohérence) (p. 1079) : adopté (p. 1079)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (de cohérence) (p. 1079) : adopté (p. 1079)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (de coordination) (p. 1079) : adopté (p. 1079)

Soutient l'amendement n° 84 rectifié de la commission (de coordination) (p. 1079) : adopté (p. 1079)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de coordination) (p. 1080) : adopté (p. 1080)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Pascal Terrasse (appellation : "centres communaux ou intercommunaux d'action sociale") (p. 1080)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (de coordination) (p. 1080) : adopté (p. 1080)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1080) : adopté (p. 1080)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1080) : adopté (p. 1080)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de cohérence) (p. 1081) : adopté (p. 1081)

Article 48 (autorités compétentes en matière de tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (de coordination) (p. 1081) : adopté (p. 1081)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (de coordination) (p. 1081) : adopté (p. 1081)

Article 49 (modalités de tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (de coordination) (p. 1081) : adopté (p. 1082)

Soutient l'amendement n° 93 corrigé de la commission (de coordination) (p. 1082) : adopté (p. 1082)

Article 50 (modalités de tarification de certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (rédactionnel) (p. 1082) : adopté (p. 1082)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (tarif journalier pour les personnes bénéficiant ou non de l'aide sociale) (p. 1082) : adopté (p. 1082)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) (p. 1083) : adopté (p. 1083)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (rédactionnel) (p. 1083) : adopté (p. 1083)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 150 rectifié de la commission (rôle des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale) (p. 1083) : adopté (p. 1083)

Article 51 (délai de mise en œuvre des dispositions relatives aux droits des usages)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (rédactionnel) (p. 1084) : adopté (p. 1084)

Soutient l'amendement n° 345 de la commission (de coordination) (p. 1084) : adopté (p. 1084)

Article 52 (date d'entrée en vigueur de l'article 17)

Soutient l'amendement n° 199 de M. Dominique Paillé (intégration des lieux de vie dans le cadre de la loi) (p. 1084) : adopté (p. 1084)

Article 53 (agrément des appartements de coordination thérapeutique)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de suppression) (p. 1084) : adopté (p. 1084)

Article 54 (date d'entrée en vigueur de l'article 49)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (rédactionnel) (p. 1084) : adopté (p. 1084)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 354 de la commission (critères d'incapacité à diriger un établissement accueillant des personnes vulnérables en général et âgées en particulier) (p. 1085)

Soutient l'amendement n° 352 de la commission (institution d'une commission départementale de l'accueil des jeunes enfants) (p. 1086) : adopté (p. 1086)

Proposition de loi n° 613 visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux aux familles ayant un enfant handicapé à leur charge

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2861)

Son intervention (p. 2867)

Thèmes :

Associations (p. 2868)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 2867)

Handicapés : logement : logement social (p. 2867)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2867)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 2868)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)

Son intervention (p. 3236)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3236)

Handicapés : réinsertion professionnelle et sociale (p. 3236)

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 14 ter précédemment réservé (droits fondamentaux des personnes handicapées)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (de suppression) (p. 3447)

Guy HASCOËT

Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Economie sociale. Entreprises. Sociétés de personnes, statut [14 novembre 2000] (p. 8502)

M. Jean-Michel Marchand. Associations. Statut. Réforme [27 juin 2001] (p. 5002)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Brigitte Douay. Etablissements de santé. Equipements. Imagerie par résonance magnétique, Cambrai [26 juin 2001] (p. 4831)

M. Yves Nicolin. Professions de santé. Ophtalmologistes. Effectifs de la profession, Roanne [26 juin 2001] (p. 4834)

M. Thierry Mariani. Etablissements de santé. Hôpitaux. Financement, centre hospitalier de Valréas [26 juin 2001] (p. 4829)

M. François Sauvadet. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, Côte d'Or [26 juin 2001] (p. 4832)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6384) ; [4 octobre 2000] (p. 6431, 6470)

Article 9 (article L. 443-3 du code du travail, article L. 443-3-1 nouveau du code du travail, article 20 de la loi du 23 décembre 1988, article 2137 bis A du code général des impôts : économie solidaire)

Son intervention (p. 6432)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (suppression du paragraphe I) (p. 6437)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Louis Dumont (suppression du paragraphe II) (p. 6437)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (définition de l'entreprise solidaire) (p. 6438)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Yves Cochet (définition de l'entreprise solidaire) (p. 6438)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (application de la condition de non cotation aux seuls titres de capital) (p. 6438)

Intervient sur l'amendement n° 164 de M. Yves Cochet (application de la condition de non cotation aux seuls titres de capital) (p. 6438)

Soutient l'amendement n° 277 du Gouvernement (application du dispositif aux entreprises ayant recours à des emplois-jeunes) (p. 6438) : adopté (p. 6439)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) (p. 6439)

Soutient l'amendement n° 276 du Gouvernement (application du dispositif aux entreprises individuelles) (p. 6439) : adopté (p. 6439)

Soutient l'amendement n° 278 du Gouvernement (nouvelle définition du plafond de rémunération) (p. 6440) : devenu sans objet (p. 6441)

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de la commission des affaires culturelles (suppression du critère fondé sur le plafond de rémunération des dirigeants) (p. 6441)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Jean-Louis Dumont (suppression du critère fondé sur le plafond de rémunération des dirigeants) (p. 6441)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Jacques Godfrain (nouvelle définition du plafond de rémunération) (p. 6441)

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Yves Cochet (application du dispositif aux entreprises contrôlées par des entreprises solidaires et aux organismes financiers solidaires) (p. 6441)

Soutient l'amendement n° 280 du Gouvernement (assouplissement des règles applicables aux organismes financiers assimilés aux entreprises solidaires) (p. 6442) : adopté (p. 6442)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Jean-Pierre Balligand (de coordination) (p. 6442)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Yves Cochet (souscription de parts de fonds solidaires dans le cadre des plans d'épargne d'entreprise et des plans d'épargne interentreprises) (p. 6443)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Yves Cochet (modification de la composition des fonds solidaires) (p. 6443)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Louis Dumont (accroissement de la part d'actifs solidaires au sein des fonds solidaires) (p. 6443)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Gérard Charasse (octroi d'avantages aux entreprises qui favorisent l'investissement en fonds solidaires) (p. 6444)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Gérard Charasse (inclusion dans l'actif des fonds solidaires d'une cotisation à un fonds de garantie) (p. 6444)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Yves Cochet (fixation par décret des modalités d'application de l'article) (p. 6445)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jacques Godfrain (suppression du paragraphe IV relatif à la provision pour investissement) (p. 6445)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (simplification de la mise en oeuvre de la provision pour investissement) (p. 6446)

Soutient l'amendement n° 279 du Gouvernement (relèvement du seuil des fonds solidaires lorsque l'émetteur est une entreprise solidaire) (p. 6446) : adopté (p. 6446)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Yves Cochet (mise en place d'un crédit d'impôt en faveur des salariés) (p. 6446)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 401, 427)

Article 9 (économie solidaire)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Yves Cochet (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 431)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Yves Cochet (suppression de la référence aux titres de capital) (p. 431)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Yves Cochet (proportion de salariés devant respecter le plafond de rémunération) (p. 432)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (suppression de l'assimilation des organismes détenant 80 % de titres d'entreprises solidaires à ces mêmes entreprises) (p. 434)

Soutient l'amendement n° 159 du Gouvernement (de coordination) (p. 434) : adopté (p. 434)

Intervient sur l'amendement n° 26 rectifié de la commission (possibilité pour les fonds solidaires d'investir dans des sociétés de capital-risque ou dans des fonds communs de placement à risque à condition que ceux-ci détiennent 20 % de titres d'entreprises solidaires) (p. 434)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Yves Cochet (fixation par décret des conditions d'application de l'article) (p. 435)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Balligand (de coordination) (p. 435)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Yves Cochet (possibilité pour l'entreprise solidaire de choisir une durée de placement inférieure à deux ans) (p. 435)

Soutient l'amendement n° 156 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 436) : adopté (p. 436)

Soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement (de codification) (p. 436) : adopté (p. 436)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 436)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Son intervention (p. 8905)

Sa réponse (p. 8908)

Thèmes avant la procédure des questions :

Economie sociale : crédits (p. 8906)

Economie sociale : généralités : associations (p. 8905, 8906)

Economie sociale : mutuelles (p. 8906)

Réponses aux questions :

Economie sociale : économie sociale : commerce et artisanat (p. 8908, 8909) (M. Pierre Carassus)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Article 3 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnances à la refonte du code de la mutualité)

Son intervention (p. 9852)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 9855)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. François Goulard (de suppression) (p. 9855)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 9855)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jacques Desallangre (de suppression) (p. 9855)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jacques Myard (de suppression) (p. 9855)

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1714)

Son intervention (p. 1714)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : homosexualité (p. 1715)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 1714)

Etrangers : intégration (p. 1715)

Femmes : droits (p. 1714)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : emploi (p. 1715)

Travail : droit du travail (p. 1714)

Travail : égalité professionnelle (p. 1714)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1725)

Article 1er (articles L. 122-35, L. 122-45, L. 611-1 et L. 611-6 du code du travail et articles 225-1 et 225-2 du code pénal : mesures discriminatoires)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. André Aschieri (critère d'âge) (p. 1726)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (présomption de discrimination) (p. 1726)

Intervient sur le sous-amendement n° 21 de M. Maxime Gremetz (précision sur la présomption de discrimination) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 1727)

Intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Maxime Gremetz (notion de doute raisonnable profitable au salarié) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 1727)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Maxime Gremetz (prévention des sanctions discriminatoires autres que le licenciement) (p. 1728)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. André Aschieri (prévention des sanctions discriminatoires autres que le licenciement) (p. 1728)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. André Aschieri (accès du salarié aux informations) (p. 1728)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (pouvoirs de l'inspecteur du travail) (p. 1729)

Intervient sur le sous-amendement n° 22 de M. Maxime Gremetz (présomption de l'infraction) à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (p. 1729)

Article 2 (articles L. 122-45-1 et L. 122-45-2 nouveaux et L. 422-1-1 du code du travail : action en justice et droit d'alerte en matière de discriminations)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 1729)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 1729)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (saisine par les associations) (p. 1730)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 corrigé de M. Maxime Gremetz (saisine par les organisations syndicales) à l'amendement n° 30 de la commission (p. 1730)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. André Aschieri (commission des droits de la personne) (p. 1731)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (différences de traitement fondées sur l'âge) (p. 1732)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Maxime Gremetz (différences de traitement fondées sur l'âge) (p. 1732)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Rudy Salles (amendes en cas de recours abusif) (p. 1732)

Article 4 (articles L. 123-1 et L. 123-6 du code du travail : charge de la preuve et égalité professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (aménagement de la charge de la preuve pour les cas de discrimination entre hommes et femmes) (p. 1733)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (aménagement de la charge de la preuve pour les cas de discrimination entre hommes et femmes) (p. 1733)

Après l'article 4 (article L. 611-8 du code du travail)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. André Aschieri (accès aux constatations des inspecteurs du travail) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Maxime Gremetz (accès aux constatations des inspecteurs du travail) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de M. André Aschieri (accès au registre d'embauche) (p. 1734)

Intervient sur l'amendement n° 27 corrigé de M. Maxime Gremetz (accès au registre d'embauche et au registre du personnel) (p. 1735)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Rudy Salles (campagne annuelle contre les discriminations) (p. 1735)

Article 9 (article L. 767-2 du code de la sécurité sociale : extension de la compétence du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Maxime Gremetz (objectifs du fonds d'action et de soutien) (p. 1736)

Article 10 (article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires : discriminations dans la fonction publique)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (concept d'appartenance ou de non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race) (p. 1737)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (critères d'âge et d'utilisation du droit de recours) (p. 1737)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Thierry Mariani (litige ; charge de preuve) (p. 1737)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du Titre adopté en première lecture) (p. 1738)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Maxime Gremetz (référence explicite dans le Titre à l'embauche et au travail) (p. 1738)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)

Intervention dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2588)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Article 6 (articles L. 135-6 à L. 135-12, L. 251-6-1, L. 651-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et 26 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999, relative à l'épargne et à la sécurité financière)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Maxime Gremetz (contribution des entreprises industrielles sur leurs bénéfices financiers) (p. 2748)

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (approbation des comptes annuels) (p. 2748)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (composition du directoire) (p. 2748)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (critères des placements financiers du Fonds) (p. 2749)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Germain Gengenwin (contrats à durée déterminée pour les pharmaciens exerçant un remplacement) (p. 2759)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Maxime Gremetz (représentation des conjoints de marins-pêcheurs dans les instances socio-professionnelles maritimes) (p. 2759)

Article 7 (ratification de l'ordonnance n° 2001-350 du 19 avril 2001)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. François Goulard (de suppression) (p. 2761)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Yves Bur (de cohérence) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 74 rectifié du Gouvernement (statut de la société coopérative d'intérêt collectif) (p. 2780) : adopté au scrutin public (p. 2785)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4114)

Son intervention (p. 4114)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 4116)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4118)

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 4116)

Chômage : indemnisation : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie, le commerce et l'agriculture (UNEDIC) (p. 4114)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4115)

Grandes écoles : Institut d'études politiques (IEP) (p. 4117)

Jeunes : éducation populaire (p. 4117)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 4115)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4116)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 4116)

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Article 5 (clarification des relations financières entre l'Etat et le régime d'assurance-chômage)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (de simplification) (p. 4125)

Article 6 (articles L. 135-6 à L. 135-14 nouveaux du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4126)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Maxime Gremetz (contribution sur les revenus générés par les placements financiers des entreprises industrielles) (p. 4127)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) (p. 4127)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (conseil de surveillance et directoire du Fonds) (p. 4127)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. Maxime Gremetz (suppression de la disposition instituant le choix de représentants de l'Etat et de personnalités qualifiées) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 4127)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Maxime Gremetz (règlement des litiges entre le conseil de surveillance et le directoire) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 4127)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (suppression de dispositions sur le fonctionnement du conseil de surveillance et du directoire) (p. 4127)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de M. Maxime Gremetz (investissemens par la Caisse des dépôts et consignations) à l'amendement n° 10 de la commission (gestion administrative et financière du Fonds) (p. 4128)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 de M. Germain Gengenwin (appels d'offres à des prestataires de service) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 4128)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. François Goulard (appels d'offres à des prestataires de service) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 4128)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Maxime Gremetz (exclusion des placements sous forme d'instruments financiers ou OPCVM) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 4128)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (suppression du plafond de 5 %) (p. 4128)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (modalités d'exercice de la tutelle de l'Etat) (p. 4128)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement des possibilités de recours aux excédents du Fonds de solidarité vieillesse) (p. 4129)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Maxime Gremetz (modulation du taux de cotisation des entreprises) (p. 4129)

Article 7 supprimé par le Sénat (ratification de l'ordonnance n° 2001-350 du 19 avril 2001)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 4129)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2001] (p. 5146)

Son intervention (p. 5146)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 5147)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 5147)

Economie sociale : mutuelles (p. 5146, 5153)

Emploi : chômage (p. 5147)

Grandes écoles : Institut d'études politiques (IEP) (p. 5147)

Jeunes : éducation populaire (p. 5147)

Propriété intellectuelle : droits d'auteur (p. 5147)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 5147)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2001] (p. 5153)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (mutualité : ventilation de la cotisation entre la mutuelle et l'union fondatrice) (p. 5159)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelle rédaction de l'article 13 : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre) (p. 5160)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Alfred Recours (diffusion de La Chaîne parlementaire) (p. 5161)

Proposition de résolution n° 3031 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes des inondations répétitives et sur les moyens propres à faire face aux aléas climatiques

Avant la discussion de l'article unique [17 mai 2001] (p. 3051)

Sa réponse (p. 3067)

Thèmes :

Assurances : catastrophes naturelles : indemnisation (p. 3067)

Collectivités territoriales : ressources (p. 3069)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3068)

Eau : agences (p. 3068)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 3067)

Sécurité publique : plan ORSEC (p. 3069)

Urbanisme (p. 3068)

Cécile HELLE

Vaucluse (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission nationale consultative des droits de l'homme [J.O. du 7 février 2001] (p. 2109)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 29 mars 2001] (p. 4944)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1459, posée le 18 juin 2001. Professions sociales. Conseillers conjugaux (J.O. Questions p. 3435). Appelée le 19 juin 2001. Statut (p. 4364)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6762)

Son intervention (p. 6767)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 6767, 6768)

Etrangers : intégration (p. 6768)

Syndicats : droits syndicaux (p. 6767)

Travail : égalité professionnelle (p. 6767, 6768)

Ses explications de vote (p. 6801)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6801)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1714)

Son intervention (p. 1720)

Thèmes :
Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 1721)
Emploi : chômage (p. 1721)
Emploi : recrutement (p. 1721)
Femmes : droits (p. 1721)
Syndicats : droits syndicaux (p. 1721)
Travail : égalité professionnelle (p. 1720)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

13 - Archives et bibliothèques : enseignement supérieur (p. 8462)

Pierre HELLIER
Sarthe (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2803 visant à restaurer la gynécologie médicale [13 décembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Bilan [4 octobre 2000] (p. 6424)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1274, posée le 22 janvier 2001. Santé. Aide médicale urgente (J.O. Questions p. 353). Appelée le 23 janvier 2001. Défibrillateurs semi-automatiques, utilisation, personnel, qualification (p. 645)

DÉBATS

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 17

Son amendement n° 142 soutenu par M. Jean-François Mattei (exercice de la gynécologie médicale) (p. 237) : rejeté (p. 239)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Après l'article 17 ter

Son amendement n° 389 précédemment réservé (spécialité de gynécologie médicale) (p. 3457) : rejeté (p. 3458)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 49 (modalités de tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 286 corrigé (de coordination) : adopté (p. 1082)

Intervient sur l'amendement n° 286 corrigé de M. Pierre Hellier (de coordination) (p. 1082)

Michel HERBILLON
Val-de-Marne (8ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du conseil d'administration du centre national d'art et de culture Georges Pompidou [J.O. du 28 octobre 2000] (p. 17233)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3130 tendant à réprimer le racolage passif aux alentours des lieux de culte, des établissements scolaires ou fréquentés régulièrement par des mineurs [12 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [19 juin 2001] (p. 4400)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1312, posée le 29 janvier 2001. Voirie. RN 6 (J.O. Questions p. 488). Appelée le 30 janvier 2001. Rénovation, Maisons-Alfort (p. 869)

n° 1381, posée le 21 mai 2001. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires (J.O. Questions p. 2877). Appelée le 22 mai 2001. Ecole nationale de Maisons-Alfort, locaux, rénovation, délais (p. 3163)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [31 octobre 2000] (p. 7785)

Son intervention (p. 7788)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 7789)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7789)

Culture : crédits (p. 7788, 7789)

Culture : politique culturelle (p. 7788, 7789)

Presse et livres : livres (p. 7789)

Proposition de loi n° 2933 relative à la protection du patrimoine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1637)

Son intervention (p. 1640)

Thèmes :

Impôts et taxes : exonérations (p. 1641)

Patrimoine culturel : classement (p. 1640, 1641)

Patrimoine culturel : conservation (p. 1641)

Patrimoine culturel : objets mobiliers (p. 1641)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 1640, 1641)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1644)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (exonération de droits de mutation) (p. 1652)

Ses explications de vote (p. 1654)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 1654)

Projet de loi n° 2939 relatif aux musées de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2816)

Son intervention (p. 2831)

Thèmes :

Jeux et paris : casinos (p. 2833)

Patrimoine culturel : conservation (p. 2832)

Patrimoine culturel : musées (p. 2831)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 2832)

Discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2835)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (missions des musées de France) (p. 2836)

Article 2 (Conseil des musées de France)

Intervient sur l'amendement n° 33 rectifié du Gouvernement (professionnels des musées) (p. 2837)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (appellation détaillée des professionnels des musées) (p. 2837)

Article 6 (politique tarifaire et fréquentation)

Soutient le sous-amendement n° 46 de M. Christian Kert (extension aux établissements privés) à l'amendement n° 13 de la commission (services d'accueil et droits d'entrée) (p. 2841) : rejeté (p. 2842)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rapport sur le bilan des gratuités et exonérations) (p. 2843)

Article 8 (statut des collections)

Son intervention (p. 2844)

Article 10 (prêts et dépôts)

Soutient l'amendement n° 19 rectifié de la commission (incitations aux prêts d'œuvres d'art entre musées) (p. 2845) : adopté (p. 2846)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (statut juridique des musées nationaux) (p. 2847)

Après l'article 15

Son amendement n° 44 (réductions fiscales favorisant les dons) (p. 2849) : adopté (p. 2851)

Son amendement n° 45 (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprise) (p. 2851) : adopté après rectification (p. 2852)

Son amendement n° 43 (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprises) : rejeté (p. 2853)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (institution d'une taxe sur le produit brut des jeux dans les casinos) (p. 2853)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2833, 2856)

Pierre HÉRIAUD

Loire-Atlantique (9ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17186)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi

de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 38 : Premier ministre (secrétariat général de la défense nationale) (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 12

Son amendement n° 125 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application aux propriétaires de vignobles non exploitants de la déduction fiscale des dépenses de plantation et de replantation) (p. 7266) : rejeté (p. 7267)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8942)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8943)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) (p. 8944)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 8944)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 522)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 522)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 522)

Collectivités territoriales : ressources : réforme (p. 523)

Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2119)

Son intervention (p. 2125)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2125)

Banques et établissements financiers : comptes courants : droit (p. 2125)

Politique sociale : inégalités (p. 2125)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281] ; [26 avril 2001 (p. 2354)

Son intervention (p. 2356)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2356)

Moyens de paiement : cartes bancaires : sécurité (p. 2356)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 7 (art. L. 132-2 du code monétaire et financier : modification des clauses autorisant l'opposition au paiement par carte - utilisation frauduleuse de la carte de paiement)

Intervient sur l'amendement n° 20 corrigé de la commission (opposition en cas d'utilisation frauduleuse des numéros de la carte) (p. 2403)

Intervient sur l'amendement n° 21 corrigé de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 2404)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Son intervention (p. 3950)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 3951)

Finances publiques : généralités : Cour des comptes (p. 3950)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : réductions d'impôt (p. 3951)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3951)

Guy HERMIER

Bouches-du-Rhône (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

Décédé le 28 juillet 2001 (voir indications préliminaires) [J.O. du 31 juillet 2001] (p. 12376)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Patrick HERR

Seine-Maritime (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3131 permettant la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à l'effondrement d'une marnière qui touche directement ou indirectement l'habitat d'un particulier [12 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Risques naturels majeurs. Marnières, affaissements, indemnisation [16 mai 2001] (p. 2968)

DÉBATS

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Son intervention (p. 1460)

Thèmes :

Justice : justice commerciale : histoire (p. 1460)

Justice : justice commerciale : réforme (p. 1461)

Justice : tribunaux de commerce : organisation (p. 1461)

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 102 de M. Christian Martin (sur demande conjointe des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers, organisation d'une concertation sur le transfert de la compétence commerciale des tribunaux de grande instance à des tribunaux de commerce existant ou à créer) (p. 1471) : rejeté (p. 1472)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 105 de M. Roger Lestas (compétence territoriale lorsque activité principale et siège social d'un établissement ne sont pas dans le même ressort) (p. 1541) : rejeté (p. 1542)

Projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Discussion générale commune des projets de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce et du projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire (voir Justice 2545)

Discussion de l'article unique [28 mars 2001] (p. 1558)

Son amendement n° 23 (interdiction de connaître d'un dossier traité en tant que juge élu) : rejeté (p. 1561)

Ses explications de vote (p. 1566)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1566)

Edmond HERVÉ

Ille-et-Vilaine (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 15 : Economie, finances et industrie (poste et télécommunications) (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 12

Son amendement n° 484 précédemment réservé soutenu par M. Augustin Bonrepaux (application du taux réduit de la TVA aux engagements financiers des collectivités locales en faveur des services de télévision) : retiré (p. 7286)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8747)

Thèmes avant la procédure des questions :

DOM-TOM : crédits (p. 8747)

Grandes écoles (p. 8747)

Postes : La Poste (p. 8747, 8748)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8747)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 8747)

Jacques HEUCLIN
Seine-et-Marne (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15960)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15960)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Filiation. Code de la famille, réforme [6 décembre 2000] (p. 9870)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Collectivités territoriales, compétences [24 avril 2001] (p. 2166)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1478, posée le 25 juin 2001. Impôts locaux. Taxe professionnelle (J.O. Questions p. 3583). Suppléé par Mme Odette Grzegrzulka. Appelée le 26 juin 2001. Exonération, conditions d'attribution, entreprises de brochage d'ouvrages de presse (p. 4851)

Francis HILLMEYER
Haut-Rhin (6ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2663 tendant à étendre aux personnes morales les dispositions du code de l'urbanisme qui dispensent du recours à un architecte pour édifier ou modifier une construction de faible importance [18 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Mines et carrières. Bassins miniers. Mines de potasse, emploi et activité [12 décembre 2000] (p. 10124)

Union européenne. Institutions communautaires. Fonctionnement [20 juin 2001] (p. 4534)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 12

Son amendement n° 367 précédemment réservé soutenu par M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7273) : rejeté (p. 7275)

Son amendement n° 370 précédemment réservé (application du taux réduit de TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7276) : non soutenu (p. 7278)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7927)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : bruit : Haut-Rhin (p. 7956)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Soutient l'amendement n° 30 de M. Pierre-Christophe Baguet (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015) : retiré (p. 9016)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Germain Gengenwin (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015) : retiré (p. 9016)

Son amendement n° 6 (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015) : retiré (p. 9016)

Claude HOARAU
La Réunion (5ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 janvier 2001] (p. 1246)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 janvier 2001] (p. 1246)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5264)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5264)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome XVI : Outre-mer (n° 2629) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6635)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : DOM (p. 6635)

Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 6635)

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 6635)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 6635)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 38 supprimé par le Sénat (création de deux départements à la Réunion)

Son intervention (p. 6715)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Michel Tamaya (rétablissement de l'article - création au 1er janvier 2001 des départements de "La Réunion du Nord" et de "La Réunion du Sud") (p. 6717)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 221 du Gouvernement (modalités de création de deux départements à la Réunion) (p. 6722)

Article 2 précédemment réservé (art. L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Son intervention (p. 6733)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (suppression progressive des exonérations en cas de franchissement du seuil de dix salariés) (p. 6737)

Article 5 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes sociales)

Son intervention (p. 6743)

Article 6 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6746)

Article 12 précédemment réservé (art. 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Son intervention (p. 6816)

Après l'article 15

Son amendement n° 197 précédemment réservé (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur du logement social) (p. 6818) : retiré (p. 6819)

Article 16 précédemment réservé (art. L. 340-2 du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain)

Son amendement n° 198 (maintien du régime particulier de la Réunion) : retiré (p. 6819)

Article 18 bis précédemment réservé (adaptation des programmes scolaires)

Soutient l'amendement n° 196 de Mme Huguette Bello (nouvelle rédaction de l'article donnant pouvoir au conseil de l'Education nationale d'adapter les programmes et les méthodes pédagogiques et de se prononcer sur le calendrier et les rythmes scolaires) (p. 6822) : retiré (p. 6822)

Intervient sur l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (insertion de l'article dans le code de l'éducation) (p. 6822)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Michel Tamaya (calendrier des rythmes scolaires) à l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (p. 6822)

Article 21 bis précédemment réservé (continuité territoriale du service public de l'audiovisuel)

Soutient le sous-amendement n° 207 de Mme Huguette Bello (diffusion intégrale et en continu des programmes de France Télévision et de Radio France) à l'amendement n° 11 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6826) : rejeté (p. 6827)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 193 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (groupe de travail proposant des mesures pour mettre un terme à la précarité des agents non titulaires de la fonction publique territoriale) (p. 6840) : retiré (p. 6840)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 88 de M. Bernard Charles (liste unique pour l'élection des conseillers généraux à Saint-Pierre-et-Miquelon) : retiré (p. 6846)

Soutient l'amendement n° 89 de M. Bernard Charles : retiré (p. 6846)

Après l'article 40 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Gérard Grignon (RMI - commission territoriale d'insertion substituée au conseil départemental d'insertion à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6849)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Ernest Moutoussamy (insertion d'un Titre X : Des mesures destinées à favoriser l'activité et l'indépendance des organisations syndicales des départements d'outre-mer) (p. 6852)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8660)

Son intervention (p. 8662)

Thèmes :

Emploi : jeunes : DOM (p. 8661)

Lois : lois d'orientation : DOM (p. 8662)

Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 8661)

Outre-mer : DOM : développement économique (p. 8661)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 8661, 8663)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 8661)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)

Soutient l'amendement n° 26 de M. Michel Tamaya (article 38 : création de deux départements à la Réunion (de suppression) (p. 8689) : adopté (p. 8692)
Soutient l'amendement n° 25 de M. Michel Tamaya (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion (de suppression) (p. 8689) : adopté (p. 8692)
Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Henri Plagnol (consultation pour avis de la population sur la modification du périmètre du département de la Réunion) (p. 8689)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 12 (création d'un nouveau dispositif d'aide à l'investissement outre-mer)

Son amendement n° 429 (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication) : non soutenu ; repris par Mme Christiane Taubira (p. 7226)
Son amendement n° 427 soutenu par M. Michel Bouvard (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur de la pêche) : rejeté (p. 7228)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges
Son intervention (p. 8546)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8547)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 8547)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 8546)
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8546)
Outre-mer : crédits (p. 8546)
Outre-mer : DOM : développement économique (p. 8547)
Outre-mer : Mayotte (p. 8546, 8547)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 8547)
Outre-mer : Polynésie française (p. 8547)
Outre-mer : Polynésie française : fonds publics (p. 8547)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 8546, 8547)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9649)

Son intervention (p. 9662)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : Outre-mer (p. 9662)
Fonctionnaires et agents publics : primes : Outre-mer (p. 9662, 9663)

Proposition de loi n° 2328 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1138)

Son intervention (p. 1141)

Thèmes :

Agroalimentaire : produits : sécurité sanitaire (p. 1141)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 1141, 1142)
Energie et carburants : énergies renouvelables : Outre-mer (p. 1142)
Environnement : changements climatiques (p. 1141, 1142)
Environnement : protection (p. 1142)
Mer et littoral : espaces littoraux (p. 1142)
Outre-mer : La Réunion : transports (p. 1142)
Recherche : Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (p. 1142)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 1142)

Élie HOARAU
La Réunion (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)
Démission le 18 juillet 2001 (voir indications préliminaires) [J.O. du 18 juillet 2001] (p. 11569)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15717)
Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15717)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 octobre 2000] (p. 16402)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 octobre 2000] (p. 16402)

Membre titulaire du Comité de l'initiative française pour les récifs coralliens [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17186)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 24 janvier 2001] (p. 1246)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 24 janvier 2001] (p. 1246)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer (n° 2328) [24 janvier 2001]

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5264)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5264)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2328), tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer [31 janvier 2001] (n° 2903)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Son sous-amendement n° 211 (pas de consultation de la population de la Réunion) à l'amendement n° 182 du Gouvernement (rénovation du pacte unissant l'outre-mer à la République et évolution institutionnelle) : retiré (p. 6713)

Article 38 supprimé par le Sénat (création de deux départements à la Réunion)

Son intervention (p. 6714)

Article 22 précédemment réservé (art. L. 3441-2 à L. 3441-8 du code général des collectivités territoriales : action internationale des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 201 corrigé (propositions au Gouvernement émanant des seules régions monodépartementales) (p. 6828) : adopté après rectification (p. 6829)

Article 23 précédemment réservé (art. L. 4433-4-1 à L. 4433-4-8 du code général des collectivités territoriales : action internationale des régions d'outre-mer et création d'un fonds régional de coopération)

Son amendement n° 187 (coprésidence du comité par le Préfet et le président du conseil régional) (p. 6830) : retiré (p. 6831)

Après l'article 23

Son amendement n° 188 précédemment réservé (participation du président du conseil régional aux travaux préparatoires des commissions instituées entre la France et les Etats de la Caraïbe, les Etats voisins de la Guyane et les Etats de l'océan indien) : retiré (p. 6831)

Article 24 précédemment réservé (art. L. 3444-1 à L. 3444-3, L. 4433-1-1 et L. 4433-3-2 du code général des collectivités territoriales : consultation des assemblées locales des départements d'outre-mer)

Son amendement n° 190 (consultation des conseils généraux des régions monodépartementales) : retiré (p. 6832)

Article 24 ter supprimé par le Sénat précédemment réservé (rapport sur les transports aériens, maritimes et les télécommunications)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 6833) : adopté (p. 6833)

Son amendement n° 192 corrigé (rétablissement de l'article) : adopté (p. 6833)

Après l'article 34

Son amendement n° 193 précédemment réservé soutenu par M. Claude Hoarau (groupe de travail proposant des mesures pour mettre un terme à la précarité des agents non titulaires de la fonction publique territoriale) (p. 6839) : retiré (p. 6840)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8563)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 8563)

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8563)

Outre-mer : crédits (p. 8563)

Outre-mer : DOM : compétences (p. 8563)

Outre-mer : DOM : politiques communautaires (p. 8563)

Proposition de loi n° 2328 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1138)

Ses interventions (p. 1140, 1150)

Thèmes :
Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 1141)
Collectivités territoriales (p. 1140)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 1140, 1141)
Energie et carburants : énergies renouvelables : La Réunion (p. 1150)
Environnement : changements climatiques (p. 1140)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : environnement (p. 1140, 1141)
Outre-mer : La Réunion : transports (p. 1140, 1150)
Pays étrangers : Etats-Unis : environnement (p. 1140)
Politiques communautaires : politiques internes : environnement (p. 1140)
Recherche : Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (p. 1140, 1141)
Traités et conventions : Conférence de Rio (p. 1140)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 1140)

François HOLLANDE
Corrèze (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 255 soutenu par Mme Nicole Bricq (maintien du rattachement du personnel du haras de Pompadour au régime social des salariés agricoles) : adopté après modification (p. 9038)

Robert HONDE
Alpes-de-Haute-Provence (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique hertzienne, développement [6 décembre 2000] (p. 9878)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8184)

Procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8184)

ECONOMIE ET FINANCES

II - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8808)

Son intervention (p. 8815)

Thèmes avant la procédure des questions :
Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 8816)
Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8816)
Commerce extérieur : excédent (p. 8816)
Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8815)
Commerce extérieur : généralités : crédits (p. 8815, 8816)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 2000)
1 - Logement : Associations départementales d'information sur le logement (ADIL) (p. 8794)
Logement : HLM : opérations d'aménagement (p. 8794)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)

Son intervention (p. 8758)

Thèmes avant la procédure des questions :
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8758, 8759)
Energie et carburants : énergie électrique : tarifs (p. 8758)
Energie et carburants : pétrole (p. 8758)

Procédure des questions :
Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8774)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3539)

Son intervention (p. 3543)

Thèmes :

Bois et forêts : forêts privées (p. 3543)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 3543)

Communes : finances : reboisement (p. 3543)

Environnement : protection de la nature : forêts (p. 3543)

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Intervient sur l'amendement n° 175 du Gouvernement (priorité d'action par massif forestier définie par le plan départemental ou régional) (p. 3617)

Philippe HOUILLON

Val-d'Oise (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts et taxes. Contentieux. Traitement [3 octobre 2000] (p. 6341)

Ministères et secrétariats d'Etat. Justice : fonctionnement. Moyens [29 novembre 2000] (p. 9523)

Santé. Politique de la santé. Projet de loi sur les droits des malades, perspectives [17 janvier 2001] (p. 474)

Justice. Fonctionnement. Moyens [23 janvier 2001] (p. 670)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)

Son intervention (p. 8349)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : assistants de justice (p. 8349)

Justice : crédits (p. 8349)

Justice : magistrats : effectifs (p. 8349)

Lois : application : présomption d'innocence (p. 8350)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 8349)

Système pénitentiaire (p. 8350)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 1436)

Son intervention (p. 1444)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : tribunaux de commerce (p. 1436, 1444)

Justice : juges consulaires (p. 1445)

Justice : justice commerciale : réforme (p. 1436, 1444)

Justice : mandataires de justice (p. 1446)

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)

Article 4 (art. L. 411-8 à L. 411-17 du code de l'organisation judiciaire : composition des chambres du tribunal de commerce)

Son amendement n° 81 (présidence de la chambre mixte) : non soutenu (p. 1477)

Son amendement n° 83 (présidence de la chambre mixte) : non soutenu (p. 1480)

Son amendement n° 80 (nombre de mandats successifs des juges élus) : non soutenu (p. 1480)

Son amendement n° 82 (serment des juges) : non soutenu (p. 1481)

Article 8 (art. L. 412-1 à L. 412-6 du code de l'organisation judiciaire : compétence de la chambre mixte - incompatibilité des fonctions de membre de la formation de jugement et de juge-commissaire)

Son amendement n° 84 rectifié (compétences de la chambre mixte) : non soutenu (p. 1484)

Son amendement n° 85 soutenu par M. Pascal Clément (application du droit commun de la procédure civile en cas de connexité entre des affaires soumises à diverses formations du tribunal de commerce) : rejeté (p. 1485)

Son amendement n° 86 soutenu par M. Pascal Clément (pouvoirs du président du tribunal de commerce - présidence d'une chambre) (p. 1485) : rejeté (p. 1487)

Article 11 (art. L. 413-4 à L. 413-7 du code de l'organisation judiciaire : électorat des juges consulaires - élaboration de la liste électorale)

Son amendement n° 87 corrigé soutenu par M. Jean-Paul Charié (condition d'âge prise en compte lors de la première élection) : rejeté (p. 1517)

Son amendement n° 88 (suppression de la limite d'âge d'éligibilité des juges consulaires) : non soutenu (p. 1517)

Son amendement n° 112 soutenu par M. Philippe Houillon (éligibilité des pilotes lamaneurs) : devenu sans objet (p. 1518)

Son amendement n° 89 soutenu par M. Jean-Paul Charié (incompatibilité entre la fonction de juge consulaire et certaines fonctions électives du même ressort) : devenu sans objet (p. 1519)

Article 12 (art. L. 413-8 à L. 413-13 du code de l'organisation judiciaire : scrutin et opérations électorales)

Son amendement n° 90 soutenu par M. Pascal Clément (vote par les moyens de télécommunication) : devenu sans objet (p. 1520)

Son amendement n° 91 soutenu par M. Pascal Clément (élection au scrutin de liste à 2 tours) (p. 1521) : rejeté (p. 1523)

Son amendement n° 93 soutenu par M. Pascal Clément (élections complémentaires en cas de vacance de 1/5 des effectifs) (p. 1523) : rejeté (p. 1524)

Article 14 (art. L. 414-1 à L. 414-3 du code de l'organisation judiciaire : règles déontologiques des juges consulaires)

Son amendement n° 94 soutenu par M. Pascal Clément (décret déterminant les conditions de communication aux tiers de la déclaration d'intérêts des juges élus) (p. 1527) : rejeté (p. 1531)

Article 16 (art. L. 414-13 et L. 414-14 du code de l'organisation judiciaire : formation des juges consulaires)

Son amendement n° 96 soutenu par M. Pascal Clément (suppression du monopole de formation de l'ENM) (p. 1534) : rejeté (p. 1536)

Article 19 (entrée en vigueur de la loi - validité rétroactive de dispositions du code de commerce abrogées)

Son amendement n° 97 soutenu par M. Pascal Clément (maintien des seuls tribunaux de commerce comme juridictions commerciales) : rejeté (p. 1539)

Projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Discussion générale commune des projets de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce et du projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire (voir Justice 2545)

Discussion de l'article unique [28 mars 2001] (p. 1558)

Son amendement n° 22 soutenu par M. Jean-Paul Charié (incompatibilités géographiques) (p. 1560) : rejeté (p. 1561)

Projet de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Discussion générale commune des projets de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce et du projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire (voir Justice 2545)

Discussion des articles [28 mars 2001] (p. 1566) ; [29 mars 2001] (p. 1612)

Article 2 (art. 2 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : inscription sur une liste nationale - ouverture à la concurrence externe)

Son amendement n° 107 (désignation à titre exceptionnel de personnes non inscrites sur la liste) : rejeté (p. 1569)

Son amendement n° 108 soutenu par M. Jean-Paul Charié (interdiction de désignation répétitive d'un administrateur non inscrit) (p. 1571) : rejeté (p. 1572)

Son amendement n° 110 soutenu par M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) : rejeté (p. 1573)

Son amendement n° 109 soutenu par M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) : rejeté (p. 1573)

Article 6 (art. 5-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : instauration d'une limite d'âge)

Son amendement n° 111 soutenu par M. Jean-Paul Charié (de suppression) : rejeté (p. 1577)

Article 8 (art. 11 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : incompatibilités professionnelles)

Son amendement n° 113 soutenu par M. Jean-Paul Charié (incompatibilité avec la qualité de commerçant) (p. 1579) : rejeté (p. 1580)

Son amendement n° 114 soutenu par M. Jean-Paul Charié (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1580) : rejeté (p. 1581)

Son amendement n° 115 (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) : rejeté (p. 1581)

Article 12 (art. 13-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : mise en œuvre de l'action disciplinaire)

Son amendement n° 117 soutenu par M. Pascal Clément (durée maximale de l'interdiction temporaire d'exercer : 18 mois) (p. 1583) : retiré (p. 1584)

Article 15 (art. 19 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition du statut juridique et des missions des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Son amendement n° 118 soutenu par M. Pascal Clément (rédactionnel) : rejeté (p. 1585)

Article 16 (art. 20 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition du statut juridique et des missions des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Son amendement n° 122 soutenu par M. Pascal Clément (désignation à titre exceptionnel de mandataires non-inscrits sur la liste) : rejeté (p. 1586)

Son amendement n° 119 soutenu par M. Pascal Clément (interdiction de désignation répétitive de mandataires non-inscrits) : rejeté (p. 1588)

Son amendement n° 120 soutenu par M. Pascal Clément (incompatibilités) : rejeté (p. 1589)

Son amendement n° 121 soutenu par M. Pascal Clément (incompatibilités) : rejeté (p. 1589)

Article 19 (art. 21-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : instauration d'une limite d'âge)

Son amendement n° 124 soutenu par M. Jean-Paul Charié (de suppression) : rejeté (p. 1591)

Article 23 (art. 27 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : incompatibilités professionnelles)

Son amendement n° 126 soutenu par M. Jean-Paul Charié (incompatibilité avec la qualité de commerçant) : rejeté (p. 1593)

Son amendement n° 127 soutenu par M. Jean-Paul Charié (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) : rejeté (p. 1593)

Article 28 (art. 33 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Son amendement n° 128 soutenu par M. Jean-Paul Charié (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 1595)

Son amendement n° 129 soutenu par M. Jean-Paul Charié (rôle du gouvernement en cas de carence du conseil national) : rejeté (p. 1595)

Article 30 (art. 34-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : carence de la caisse de garantie)

Son amendement n° 130 soutenu par M. Jean-Paul Charié (de suppression) : rejeté (p. 1596)

Article 31 (art. 35 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : obligation d'assurance)

Son amendement n° 131 soutenu par M. Pascal Clément (suppression de la responsabilité sans faute du mandataire ou de l'administrateur) : devenu sans objet (p. 1598)

Article 37 (dispositions transitoires)

Son amendement n° 132 soutenu par M. Jean-Paul Charié (possibilité de poursuivre l'exercice de la profession d'avocat à titre viager) (p. 1613) : rejeté (p. 1614)

Son amendement n° 133 soutenu par M. Jean-Paul Charié (limite d'âge portée à 70 ans pour les professionnels inscrits à la date de la promulgation de la loi) : rejeté (p. 1615)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4038)

Son intervention (p. 4050)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4061)

Thèmes :

Constitution : article 68 : pays étrangers (p. 4051)
Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4038, 4050, 4062)
Justice : Haute cour de justice (p. 4051)
Président de la République (p. 4051)

Explications de vote et vote [19 juin 2001] (p. 4410)

Ses explications de vote (p. 4414)

Robert HUE
Val-d'Oise (5ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

n° 1241, posée le 18 décembre 2000. Etat. Organisation (J.O. Questions p. 7041). Appelée le 19 décembre 2000. Institutions, perspectives (p. 10438)

DÉBATS

Questions orales avec débat sur l'avenir des institutions

[19 décembre 2000] (p. 10413)

Sa question n° 1241 [J.O. Questions du 18 décembre 2000] (p. 7041)

Son intervention (p. 10415)

Thèmes :

Associations : statuts (p. 10417)
Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10415)
Elections et référendums : statut des élus (p. 10417)
Etat : décentralisation : réforme (p. 10416)
Parlement : prérogatives (p. 10417)
Politique économique : généralités (p. 10417)
Politique générale : démocratie (p. 10415)
Politique générale : démocratie : mondialisation (p. 10418)
Politique générale : institutions : réforme (p. 10415)
Président de la République : quinquennat (p. 10415)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Son intervention (p. 3881)

Thèmes :

Démographie : population : Allemagne (p. 3883)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3882)
Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 3883)
Secteur public : services publics : libéralisation (p. 3882)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3882)
Union européenne : directives (p. 3882)
Union européenne : élargissement (p. 3881)
Union européenne : euro (p. 3882)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3883)
Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 3883)

Michel HUNAULT
Loire-Atlantique (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [J.O. du 9 février 2001] (p. 2245)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2951 relative à l'information des acquéreurs d'un bien immobilier situé en zone inondable [27 mars 2001]
Proposition de loi constitutionnelle n° 3223 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution [9 juillet 2001]
Proposition de loi n° 3277 créant un observatoire de lutte contre le blanchiment de l'argent sale et le financement du terrorisme [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Tribunaux. Fonctionnement, effectifs de personnel [7 novembre 2000] (p. 8069)
Justice. Fonctionnement et financement. Perspectives [28 novembre 2000] (p. 9401)
Droit pénal. Délinquance financière. Blanchiment d'argent, contrôle, politiques communautaires [17 janvier 2001] (p. 479)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1268, posée le 25 décembre 2000. Handicapés. Etablissement (J.O. Questions p. 7217). Appelée le 9 janvier 2001. Capacités d'accueil, Loire-Atlantique (p. 13)
n° 1428, posée le 4 juin 2001. Transports aériens. Aéroport international de Notre-Dame-des-Landes (J.O. Questions p. 3150). Appelée le 5 juin 2001. Construction (p. 3792)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)
Procédure des questions :
Régions : Bretagne : aéroports (p. 7771)
Régions : Bretagne : voirie (p. 7771)

Proposition de loi n° 2148 relative à la conduite automobile sous l'emprise de stupéfiants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9707)
Son intervention (p. 9719)
Thèmes :
Droit pénal : délits : sécurité routière (p. 9720)
Sécurité routière : accidents : drogue (p. 9719)
Sécurité routière : accidents : peines (p. 9720)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)
Son intervention (p. 10493)
Thèmes :
Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 10494)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 10493)
Elections et référendums : élection présidentielle (p. 10494)
Parlement : prérogatives (p. 10494)
Politique générale : démocratie (p. 10495)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 10494)
Président de la République (p. 10495)
Président de la République : cohabitation (p. 10495)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)
Son intervention (p. 1685)
Thèmes :
Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 1687)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 1685)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 1686)
Président de la République : cohabitation (p. 1686)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2168)
Son intervention (p. 2178)
Thèmes :
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 2178)
Elections et référendums : calendrier électoral : propositions de loi (p. 2178)
Parlement : prérogatives (p. 2178)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 2178)
Politique générale : institutions : réforme (p. 2179)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 17

Son amendement n° 4 (qualification de spécialistes pour les chirurgiens titulaires de diplômes antérieurs à 1982) (p. 239) : non soutenu (p. 240)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 353)

Son intervention (p. 362)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : généralités (p. 362)

Collectivités territoriales : expérimentation : Constitution (p. 362)

Collectivités territoriales : expérimentation : généralités (p. 362)

Collectivités territoriales : expérimentation : propositions de loi (p. 362)

Ses explications de vote (p. 369)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 369)

François HUWART

Secrétaire d'Etat au commerce extérieur

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Michel Grégoire. Relations internationales. Commerce international. OMC (organisation mondiale du commerce), commerce des services, services publics, préservation [11 octobre 2000] (p. 6660)

M. Yves Cochet. Relations internationales. Politique économique. Sommets de Davos et de Porto Alegre [23 janvier 2001] (p. 669)

M. Jean-Claude Lefort. Relations internationales. Politique économique. Sommets de Davos et Porto Alègre [30 janvier 2001] (p. 904)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Michel Marchand. Sécurité publique. Risques naturels majeurs. coteau ligérien, affaissements, lutte et prévention [10 octobre 2000] (p. 6548)

M. Dominique Baert. Industrie. Machines et équipements. Fusion de Case avec New Holland, conséquences, Croix (Nord) [10 octobre 2000] (p. 6550)

M. Michel Meylan. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [10 octobre 2000] (p. 6553)

M. Jean Vila. Transports aériens. Air France. Desserte de Perpignan [10 octobre 2000] (p. 6551)

M. Patrice Martin-Lalande. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles. Lutte et prévention, financement [10 octobre 2000] (p. 6546)

M. Bertrand Kern. Commerce et artisanat. Centres commerciaux. Implantation, région parisienne [9 janvier 2001] (p. 33)

M. Jean-Pierre Baeumler. Mines et carrières. Mines de potasse d'Alsace. Emploi et activité, perspectives [9 janvier 2001] (p. 29)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Industrie. Informatique. Bull, emploi et activité, Angers [9 janvier 2001] (p. 31)

M. Thierry Mariani. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Douanes, correspondants locaux, restructuration [9 janvier 2001] (p. 28)

M. Jean-Pierre Dufau. Baux. Baux d'habitation. Loyers, montant, zones touristiques [30 janvier 2001] (p. 877)

M. Philippe Martin (51). Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs. Douanes, correspondants locaux, restructuration [30 janvier 2001] (p. 875)

M. Gérard Saumade. Professions de santé. Diététiciens. Exercice de la profession [30 janvier 2001] (p. 873)

M. Jean Pontier. TVA. Récupération. Délais, communes [30 janvier 2001] (p. 876)

M. Claude Billard. Ministères et secrétariats d'Etat. Industrie : personnel. La Poste et France Télécom, fonctionnaires conservant leur statut, carrière [17 avril 2001] (p. 1879)

M. Jacques Desallangre. Postes. La Poste. Maintien, zones rurales [17 avril 2001] (p. 1880)

Mme Hélène Mignon. Impôts locaux. Politique fiscale. Montant des bases, Toulouse [17 avril 2001] (p. 1877)

M. Jean-Luc Préel. Economie sociale. Mutuelles. Assurance maladie maternité, directive européenne [17 avril 2001] (p. 1878)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

II - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8808)

Son intervention (p. 8819)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 8821)

Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8821)

Commerce extérieur : excédent (p. 8819, 8820)

Commerce extérieur : exportations (p. 8819, 8820)

Commerce extérieur : exportations : petites et moyennes entreprises (p. 8821)

Commerce extérieur : généralités : administration (p. 8820, 8821)

Commerce extérieur : généralités : crédits (p. 8820)
Commerce extérieur : importations (p. 8819)
Energie et carburants : pétrole (p. 8819, 8820)
Politique économique : croissance (p. 8819, 8820)
Régions : contrats de plan Etat-régions : exportations (p. 8821)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2000] (p. 8846, 8866) :

- *Deuxième réunion de la commission des finances du 14 novembre 2000*

Son intervention (p. 8866)
Sa réponse (p. 8873)

Thèmes :

Commerce extérieur : aides à l'exportation (p. 8867, 8868, 8875)
Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 8868, 8874, 8875)
Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8868, 8874, 8875)
Commerce extérieur : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) (p. 8874)
Commerce extérieur : excédent (p. 8867, 8874)
Commerce extérieur : exportations (p. 8867, 8874)
Commerce extérieur : Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) (p. 8875)
Commerce extérieur : généralités : crédits (p. 8867, 8868, 8874, 8875)
Commerce extérieur : importations (p. 8867, 8874)
Commerce extérieur : postes d'expansion économique (p. 8874)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets radioactifs (p. 8876)
Energie et carburants : pétrole (p. 8867, 8874, 8876)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : exportations (p. 8868, 8875)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8875)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : Chine (p. 8875)
Politique économique : croissance (p. 8866, 8867)
Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 8875, 8876)
Régions : contrats de plan Etat-régions : exportations (p. 8868, 8875)

- *Questions écrites budgétaires*

Commerce extérieur : postes d'expansion économique (M. Jean-Claude Daniel) (p. 8876)

I

Jean-Louis IDIART
Haute-Garonne (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J.O. du 5 octobre 2000] (p. 15800)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi [J.O. du 19 avril 2001] (p. 6090)

Membre titulaire du comité des finances locales [J.O. du 21 juin 2001] (p. 9866)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 9 : Culture et communication (culture) (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Travail des métaux. Péchiney, emploi et activité, Marignac [24 avril 2001] (p. 2164)

Moyens de paiement. Chèques. Chèques impayés, procédure [29 mai 2001] (p. 3534)

DÉBATS

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6699)

Son intervention (p. 6701)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6701)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 6701)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6701)
Politique économique : généralités (p. 6701)

Vote pour du groupe socialiste (p. 6701)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6891)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6891)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6891)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 195 corrigé de M. Dominique Baert (octroi d'un quotient familial d'1,05 aux personnes vivant seules) (p. 7048) : rejeté (p. 7050)

Soutient l'amendement n° 338 de M. Pascal Terrasse (harmonisation de la définition des établissements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour avec celle retenue en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes) (p. 7084) : retiré (p. 7085)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 196 de M. Dominique Baert (modernisation du statut des sociétés de capital-risque) (p. 7148) : adopté après modification (p. 7149)

Explications de vote et vote [24 octobre 2000] (p. 7349)

Ses explications de vote (p. 7351)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7352)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [31 octobre 2000] (p. 7785)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7785)

Thèmes avant la procédure des questions :

Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 7786)
Culture : crédits (p. 7785 à 7787)
Culture : politique culturelle (p. 7786)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 7786)
Patrimoine culturel : musées (p. 7786)

ECONOMIE ET FINANCES

Questions écrites budgétaires (JO du 18 novembre 2000)

6 - Politique extérieure : coopération économique : dette publique (p. 8861)

7 - Finances publiques : dette publique : gestion (p. 8862)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Article 30 (budget général - services votés)

Soutient l'amendement n° 75 corrigé de la commission (de coordination) (p. 9051) : adopté (p. 9051)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Après l'article 2

Son sous-amendement n° 51 (consultation des conseils municipaux et accord de ceux-ci dans les zones de montagne) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (transposition des directives Natura 2000) (p. 9841) : rejeté (p. 9848)

Proposition de loi organique n° 2540 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2001] (p. 1217, 1251)

Son intervention (p. 1251)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 1251)
Assemblée nationale : propositions de loi (p. 1251)
Constitution : article 40 (p. 1252)
Finances publiques : annualité budgétaire (p. 1251)
Finances publiques : annulations de crédits (p. 1252)
Finances publiques : dépenses (p. 1251)
Finances publiques : fongibilité des crédits (p. 1251)
Finances publiques : procédure budgétaire (p. 1251, 1252)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 1252)
Finances publiques : programmes (p. 1251, 1252)
Lois de règlement (p. 1252)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1251)
Parlement : contrôle : rôle (p. 1251, 1252)
Parlement : Sénat (p. 1251)

Ses explications de vote (p. 1367)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1368)

Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2119)

Son intervention (p. 2121)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2122)
Banques et établissements financiers : comptes courants : droit (p. 2122)
Moyens de paiement : chèques (p. 2121, 2122)
Moyens de paiement : chèques : Gouvernement (p. 2122)
Politique sociale : inégalités (p. 2122)
Union européenne : euro (p. 2122)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2123)

Anne-Marie IDRAC
Yvelines (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5177)

Article 3 (définition de la délégation de service public)

Son amendement n° 90 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (définition de la délégation de service public - notion de risque d'exploitation) (p. 5179) : rejeté (p. 5180)

Françoise IMBERT
Haute-Garonne (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 29 mars 2001] (p. 4944)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Famille. Filiation. Accouchement sous X, levée du secret [17 janvier 2001] (p. 475)

Défense. Armement. Avions de transport militaire, politiques communautaires [26 juin 2001] (p. 4868)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1188, posée le 2 octobre 2000. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école (J.O. Questions p. 5551). Appelée le 3 octobre 2000. Statut (p. 6297)

n° 1326, posée le 26 mars 2001. Police. Commissariats (J.O. Questions p. 1728). Appelée le 27 mars 2001. Circonscription autonome, Colomiers (p. 1380)

n° 1463, posée le 18 juin 2001. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 3436). Suppléée par M. Alain Néri. Appelée le 19 juin 2001. Traumatismes auditifs, reconnaissance, lutte et prévention (p. 4371)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Son intervention (p. 6524)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6524, 6525)

Famille : mineurs : contraception (p. 6524, 6525)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6524, 6525)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7450)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 7450)

Famille : politique familiale (p. 7450, 7451)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale : Toulouse (p. 8022)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - TOURISME

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7835)

Procédure des questions :

Régions : Midi-Pyrénées : tourisme et loisirs (p. 7859)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 44 (article L. 118-2-2 du code du travail : transparence et équité des financements des centres de formation des apprentis CFA)

Son intervention (p. 317)

Article 45 (articles L. 118-2-4 nouveau et L. 119-1-1 du code du travail : circuits de collecte de la taxe d'apprentissage)

Son intervention (p. 322)

Michel INCHAUSPÉ

Pyrénées-Atlantiques (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne salariale [J.O. du 1er décembre 2000] (p. 19142)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2847 portant sur l'extension de la consultation populaire communale au périmètre départemental [9 janvier 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Voirie. Autoroutes. Financement, procédure [25 avril 2001] (p. 2239)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1305, posée le 29 janvier 2001. Voirie. A 65 (J.O. Questions p. 487). Appelée le 30 janvier 2001. Liaison Pau Oléron, construction (p. 861)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6891)

Thème :

Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 6891)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 64 (article L. 225-102-1 nouveau du code de commerce : information des actionnaires sur les rémunérations, avantages, mandats et fonctions des mandataires sociaux, ainsi que sur les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (information sur les rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux et information relative aux conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société) (p. 836)

Ses explications de vote (p. 851)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 852)

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1738)

Son intervention (p. 1743)

Thèmes :

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : enquêtes publiques (p. 1744)

Industrie : construction aéronautique et spatiale : Toulouse (p. 1743)

Marchés publics (p. 1744)

Voirie : autoroutes : Aquitaine (p. 1744)

Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2131)

Après l'article unique

Son amendement n° 1 (alignement de la rémunération des comptes d'épargne non défiscalisés sur celle des comptes de type livret A) (p. 2131) : rejeté (p. 2132)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 49

Son amendement n° 14 soutenu par M. Patrick Ollier (consultation populaire dans le département) (p. 4557) : rejeté (p. 4558)

Après l'article 52

Son amendement n° 15 soutenu par M. Yves Fromion (décret de validation de certaines décisions entre l'Etat et les collectivités territoriales remplacé par un arrêté préfectoral) : rejeté (p. 4564)

Bernadette ISAAC-SIBILLE

Rhône (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Vietnam (n° 2489) [15 novembre 2000]

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 11 janvier 2001] (p. 529)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 19 juin 1980 (n° 3172) [26 juin 2001]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2489), autorisant la ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Vietnam [29 novembre 2000] (n° 2759)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement privé. Etablissements sous contrat. Enseignement public, disparités [5 juin 2001] (p. 3829)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 2 (baisse de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 511 soutenu par M. Germain Gengenwin (relèvement du montant de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs) : rejeté (p. 7021)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8056)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : langue française (p. 8057)

Enseignement supérieur : étudiants : bourses d'études (p. 8057)

Etrangers : immigration clandestine (p. 8057)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 8057)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 8057)

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 8485)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 18 (Fonds d'investissement pour les crèches)

Son amendement n° 236 soutenu par M. Yves Bur (de cohérence) (p. 7590) : rejeté (p. 7591)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 9563) : rejetée (p. 9568)

Thèmes :

Avortement : généralités (p. 9563 à 9566)
Bioéthique : déontologie (p. 9565, 9566)
Famille : mineurs : avortement (p. 9564 à 9566)
Femmes : femmes enceintes (p. 9564, 9565)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9605)

Article 11 (article 223-11 du code pénal : modifications de cohérence en matière de pratique illégale de l'interruption volontaire de grossesse)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9622)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 124 du Gouvernement (séances "d'information et d'éducation à la santé et à la sexualité" dans les établissements scolaires) (p. 9633)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par Mme Christine Boutin (p. 1918)

Thèmes :

Famille : mineurs : avortement (p. 1919)
Femmes : droits (p. 1918)
Femmes : femmes enceintes (p. 1919)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 1919)

Discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1941)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (article L. 2212-3 du code de la santé publique : consultation médicale et contenu du dossier-guide)

Intervient sur le sous-amendement n° 31 deuxième correction de Mme Marie-Thérèse Boisseau (interruption de grossesse réservée aux situations de détresse) à l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1947)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : consultation préalable à une interruption volontaire de grossesse)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (obligation de l'entretien préalable, y compris pour une femme majeure) à l'amendement n° 6 de la commission (choix d'une personne qualifiée pour accompagner une mineure) (p. 1950)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean-François Mattei (acte de naissance sans vie et inhumation en cas d'accouchement d'un fœtus non viable entre le troisième et le sixième mois de gestation) (p. 1959)

Après l'article 18

Son amendement n° 25 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (instauration d'une commission d'aide à la maternité) (p. 1972) : rejeté (p. 1973)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 785)

Son intervention (p. 787)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 788)
Famille : adoption : associations (p. 787)
Famille : adoption : pays étrangers (p. 788)
Parlement : Sénat : adoption (p. 787)

Discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 794)

Article 1er (articles 370-3 à 370-5 nouveaux du code civil : loi applicable quant aux conditions et aux effets de l'adoption - efficacité en France des décisions d'adoption prononcées à l'étranger)

Son amendement n° 2 (de précision - loi nationale de l'adopté déterminant les conditions du consentement à l'adoption et de la représentation de l'adopté) (p. 794) : retiré (p. 795)

Article 3 (conseil supérieur de l'adoption)

Son amendement n° 4 (présence d'un représentant de l'UNAF) (p. 796) : adopté (p. 797)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 15

Son amendement n° 671 rectifié précédemment réservé (possibilité pour un conseiller d'arrondissement de soumettre un projet intéressant l'arrondissement à la délibération et au vote du conseil) (p. 4601) : adopté (p. 4602)

J

Christian JACOB
Seine-et-Marne (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2652 visant à autoriser l'occupation du domaine public assortie du paiement d'un droit d'accès pour l'organisation de manifestations culturelles [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2653 visant à instaurer la transparence sur le paiement des jours de grève dans le secteur public [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 3241 destinée à rapprocher les représentants français au Parlement européen de leurs électeurs [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Contrats territoriaux d'exploitation. Mise en place [10 octobre 2000] (p. 6589)

Agroalimentaire. Farines animales. Interdiction [14 novembre 2000] (p. 8498)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1200, posée le 2 octobre 2000. Communes. Domaine public (J.O. Questions p. 5553). Appelée le 3 octobre 2000. Manifestations culturelles, accès, réglementation (p. 6327)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Juge inacceptable qu'un ministre de la République mette en cause publiquement à la tribune de l'Assemblée les propos du chef de l'Etat et invite le ministre de l'agriculture à revenir au débat relatif au budget de l'agriculture [8 novembre 2000] (p. 8171)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 11

Son amendement n° 108 soutenu par M. Michel Bouvard (constitution par les groupements d'employeurs d'une provision pour garantie des dettes à l'égard des salariés et des organismes créanciers de cotisations obligatoires) : rejeté (p. 7211)

Son amendement n° 112 soutenu par M. Michel Bouvard (suppression du régime d'imposition forfaitaire des exploitants agricoles) : rejeté (p. 7212)

Son amendement n° 105 soutenu par M. Michel Bouvard (relèvement du plafond de la déduction pour investissement des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) : rejeté (p. 7212)

Son amendement n° 110 soutenu par M. Michel Bouvard (faculté pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de constituer une réserve spéciale imposée à un taux proportionnel) (p. 7213) : rejeté (p. 7214)

Son amendement n° 114 soutenu par M. Michel Bouvard (exclusion des apports effectués par un exploitant agricole du champ du régime d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'apports en sociétés) (p. 7214) : rejeté (p. 7215)

Son amendement n° 111 soutenu par M. Michel Bouvard (déplafonnement de la déduction du revenu des cotisations versées par les exploitants agricoles au titre des contrats d'assurance groupe) : retiré (p. 7215)

Son amendement n° 113 soutenu par M. Michel Bouvard (institution d'un impôt sur les sociétés spécifique aux sociétés dont l'objet est agricole) : rejeté (p. 7215)

Son amendement n° 106 soutenu par M. Michel Bouvard (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de titres de sociétés civiles à objet agricole) (p. 7216) : devenu sans objet (p. 7217)

Son amendement n° 107 soutenu par M. Michel Bouvard (extension du bénéfice de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit aux parts de groupements fonciers agricoles ayant été détenues par une société civile immobilière ou une entreprise d'assurance) : rejeté (p. 7217)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8146)

Ses interruptions (p. 8162, 8163)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 novembre 2000] (p. 8171)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides (p. 8147)

Agriculture : installation (p. 8146)

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : farines animales (p. 8146)

Impôts et taxes : exonérations : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8147)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2000] (p. 8189)

Etat B, titre IV

Son amendement n° 67 (réduction des crédits affectés au financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8190) : rejeté (p. 8182)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. François Sauvadet (réduction des crédits affectés au

financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8190)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. François Sauvadet (réduction des crédits affectés au financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8190)

Son amendement n° 68 (réduction de crédits) (p. 8190) : rejeté (p. 8192)

Son amendement n° 69 (réduction de crédits) (p. 8190) : rejeté (p. 8192)

Son amendement n° 70 (réduction de crédits) (p. 8190) : rejeté (p. 8192)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Charles de Courson (lissage des assiettes de cotisations) (p. 8199)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Charles de Courson (lissage des assiettes de cotisations) (p. 8199)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Charles de Courson (non-recours à la "modulation" mise en place par le règlement communautaire du 17 mai 1999) (p. 8295)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 10 (articles 1004, 1005, 1006, 1007, 1007-1 nouveau, 1009, 1010, 1011, 1012, 1014, 1016 et 1018 du code rural : réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole)

Son amendement n° 254 (élection des délégués dans les caisses de mutualité sociale agricole) : rejeté (p. 162)

Son amendement n° 255 soutenu par M. Bernard Accoyer (nombre des administrateurs élus des caisses de mutualité sociale agricole) (p. 163) : rejeté (p. 164)

Son amendement n° 256 soutenu par M. Bernard Accoyer (représentation du collège des employeurs) : rejeté (p. 169)

Son amendement n° 257 soutenu par M. Bernard Accoyer (nouvelle représentation des trois différents collèges) (p. 169) : rejeté (p. 170)

Son amendement n° 258 soutenu par M. Bernard Accoyer (représentation des non-salariés) (p. 170) : rejeté (p. 171)

Son amendement n° 259 soutenu par M. Bernard Accoyer (représentation des exploitants agricoles) (p. 171) : rejeté (p. 172)

Muguette JACQUAINT

Seine-Saint-Denis (3ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16220)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 604)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5009)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Industrie. Emploi et activité. Alsthom, programme de restructuration [11 octobre 2000] (p. 6662)

Industrie. Pharmacie. Aventis, centres de recherche, emploi et activité, Romainville et Vitry-sur-Seine [8 novembre 2000] (p. 8108)

Professions de santé. Sages-femmes. Revendications [28 mars 2001] (p. 1515)

Politique extérieure. Afghanistan. Droits des femmes [9 mai 2001] (p. 2675)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par Mme Christine Boutin (p. 6512)

Son intervention (p. 6518)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6518, 6519)

Famille : mineurs : contraception (p. 6512, 6518)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6513, 6518)

Ses explications de vote (p. 6519)

Vote pour du groupe communiste (p. 6519)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2000] (p. 9410)

Son intervention (p. 9413)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 9414)

Famille : contraception (p. 9413, 9414)
Famille : mineurs : pilules abortives (p. 9413, 9414)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7469)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 7469)
Famille : politique familiale (p. 7469)
Prestations familiales : allocations familiales (p. 7469)
Travail : congé d'accompagnement : enfants (p. 7469)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 3 (article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 : conditions d'exonération de la CRDS sur les revenus de remplacement)

Son intervention (p. 7513)

Article 11 (articles L. 131-10 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Michel Voisin (suppression de la contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 7563)

Son amendement n° 156 (contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 7562) : rejeté (p. 7564)

Article 14 (article L. 841-1 du code de la sécurité sociale : renforcement de l'aide pour l'emploi d'une assistance maternelle agréée (AFEAMA))

Son intervention (p. 7569)

Article 16 (articles L. 135-3 et L. 223-1 du code de la sécurité sociale : prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant)

Son intervention (p. 7578)

Article 17 (article L. 532-4-1 nouveau du code de la sécurité sociale : cumul de l'allocation parentale d'éducation (APE) avec la reprise d'une activité professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Germain Gengenwin (droits des femmes travaillant à temps partiel) (p. 7587)

Soutient l'amendement n° 161 de Mme Jacqueline Fraysse (droits en cas de changement de situation familiale ou professionnelle) (p. 7587) : rejeté (p. 7587)

Article 18 (Fonds d'investissement pour les crèches)

Son intervention (p. 7586)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 387 du Gouvernement (habilitation des professionnels de santé à effectuer des prélèvements) (p. 7655)

Article 42 (article 706-3 du code de procédure pénale : création d'un fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Son intervention (p. 7681)

Article 43 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7688)

Article 44 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie)

Son intervention (p. 7692)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 7703)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 20 supprimé par le Sénat (article L. 161-17-1 nouveau du code de la sécurité sociale : répertoire national des retraites et des pensions)

Soutient le sous-amendement n° 81 de M. Jean-Luc Préel (cas des régimes spéciaux et des pensions des fonctionnaires d'État) à l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement de l'article et des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale sur le répertoire national des retraites et des pensions et mise en conformité avec la loi de janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés) (p. 9305) : rejeté (p. 9305)

Intervient sur le sous-amendement n° 81 de M. Jean-Luc Préel (cas des régimes spéciaux et des pensions des fonctionnaires d'État) à l'amendement n° 28 de la commission (p. 9305)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [5 décembre 2000] (p. 9753)

Son intervention (p. 9755)

Thèmes :

Politique sociale : prestations sociales (p. 9755)
Prestations familiales : allocations familiales (p. 9755)
Produits dangereux : amiante (p. 9755)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Procédure des questions :

Travail : précarité (p. 8244)

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Procédure des questions :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 8911, 8912)
Professions de santé : médecins spécialistes (p. 8912)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)

Procédure des questions :

Automobiles et cycles : pièces et équipements : Seine-Saint-Denis (p. 8771)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9437)

Son intervention (p. 9453)

Thèmes :

Travail : égalité professionnelle (p. 9453, 9454)

Travail : travail de nuit (p. 9453)

Discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9456)

Après l'article 8 septies

Son amendement n° 46 (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9464) : rejeté au scrutin public (p. 9469)

Intervient sur le sous-amendement n° 63 de M. Yves Cochet (repos compensateur et contrepartie de salaire au travail de nuit) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9473)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de la commission (rémunération de la salariée enceinte) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9479)

Ses explications de vote (p. 9485)

Vote contre du groupe communiste (p. 9486)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 925)

Son intervention (p. 927)

Thèmes :

Femmes : égalité professionnelle (p. 927, 928)

Travail : conditions de travail (p. 928)

Travail : licenciements (p. 928)

Travail : travail de nuit (p. 928)

Travail : travail de nuit : femmes (p. 928)

Discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 933)

Article 8 nonies (articles L. 213-1, L. 213-1-1 nouveau, L. 213-2 à L. 213-4, L. 213-4-1 à L. 213-4-3 nouveaux, L. 213-5, L. 213-6 du code du travail, articles L. 333-1 à L. 333-3 nouveaux du code de la sécurité sociale et article L. 713-9 du code rural : travail de nuit)

Son amendement n° 31 (de suppression) : rejeté (p. 940)

Son amendement n° 32 (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté (p. 940)

Vote contre du groupe communiste (p. 944)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2200)

Son intervention (p. 2205)

Thèmes :

Emploi : chômage : femmes (p. 2205)

Femmes : égalité professionnelle (p. 2205)

Travail : travail de nuit : femmes (p. 2205)

Vote contre du groupe communiste (p. 2205)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe de Villiers (p. 9507)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 9531)

Son intervention (p. 9538)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 9568)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9538, 9539)

Avortement : généralités (p. 9507, 9531, 9538 à 9540, 9568)

Avortement : pilules abortives (p. 9539)

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 9539)

Famille : contraception (p. 9507, 9531, 9538)

Famille : mineurs : avortement (p. 9539)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Article 7 (article L. 2212-8 du code de la santé publique : clause de conscience)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de la commission (identification de l'unité fonctionnelle en charge de l'IVG) (p. 9612)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-amendement n° 131 du Gouvernement (installations autorisées : fixation par décret) à l'amendement n° 115 de la commission (suppression des quotas d'actes chirurgicaux consacrés à l'IVG dans les établissements de soins privés) (p. 9615)

Article 11 (article 223-11 du code pénal : modifications de cohérence en matière de pratique illégale de l'interruption volontaire de grossesse)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9622)

Article 12 (article L. 2221-1 du code de la santé publique et articles 84, 85, 86 et 89 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises : abrogation de dispositions sur la propagande en faveur de l'interruption volontaire de grossesse et de dispositions obsolètes)

Son intervention (p. 9625)

Explications de vote et vote [5 décembre 2000] (p. 9746)

Ses explications de vote (p. 9751)

Vote pour du groupe communiste (p. 9752)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1941)

Article 2 supprimé par le Sénat (article L. 2212-1 du code de la santé publique : allongement du délai légal)

Intervient sur l'amendement n° 60 corrigé de M. Jean-François Mattei (prise en compte de l'avis d'une commission d'experts en cas d'IVG pratiquée entre la dixième et la douzième semaine) (p. 1944)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1944)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport au Parlement sur la réduction du coût de la contraception) (p. 1966)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Son intervention (p. 87)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 109)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 88)

Entreprises : Michelin (p. 89)

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 87)

Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 88)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 88)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 87)

Travail : conditions de travail (p. 89, 110)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 89)

Travail : licenciement économique (p. 110)

Travail : réduction du temps de travail (p. 109, 110)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 87, 88)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 1er (articles L. 710-16-1, L. 714-4, L. 714, L. 714-11 nouveau, L. 714-16 et L. 714-18 du code de la santé publique : création d'un projet social d'établissement et d'un volet social dans le contrat d'objectifs et de moyens)

Son intervention (p. 134)

Article 6 (articles L. 666-9, L. 670-2, L. 670-5 du code de la santé publique, l'article 18 de la loi n° 94-630 du 25 juillet 1994 : statut du laboratoire français des fractionnement et des biotechnologies)

Son amendement n° 292 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (de suppression) (p. 144) : rejeté (p. 145)

Son sous-amendement n° 307 (non-libéralisation du prix du plasma humain) à l'amendement n° 32 deuxième rectification de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 145) : rejeté (p. 148)

Article 10 (articles 1004, 1005, 1006, 1007, 1007-1 nouveau, 1009, 1010, 1011, 1012, 1014, 1016 et 1018 du code rural : réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (parité de représentation des salariés et des non-salariés) (p. 167) : adopté (p. 168)

Après l'article 10

Son amendement n° 293 (élections à la Sécurité sociale) (p. 181) : retiré ; repris par M. Germain Gengenwin : rejeté (p. 185)

Son amendement n° 294 (concertation en vue de l'organisation des élections aux conseils d'administration de la sécurité sociale) (p. 181) : adopté après rectification (p. 185)

Article 14 (titre Ier, articles 1er, 1er-1 nouveau et 5 ; titre II, articles 2 et 12 ; titre III, article 13 et titre IV de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil, par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes) : réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées ou handicapées)

Son amendement n° 295 (établissement d'un contrat écrit) : adopté après modification (p. 216)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 239 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (droits des handicapés) (p. 221)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. François Goulard (droits des handicapés) (p. 221)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Pierre Hellier (exercice de la gynécologie médicale) (p. 238)

Intervient sur l'amendement n° 217 corrigé de M. Jean-Pierre Foucher (exercice de la gynécologie médicale) (p. 238)

Son amendement n° 289 rectifié (praticiens agréés maîtres de stage) : rejeté (p. 241)

Son amendement n° 290 soutenu par Mme Jacqueline Fraysse (reconnaissance des diplômes étrangers) (p. 241) : rejeté (p. 243)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 415 du Gouvernement (situation des secrétaires médico-sociales) (p. 249)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 80 rectifié de la commission (dépistage de la dyslexie) (p. 255)

Son amendement n° 301 (congé post-natal ou post-adoption) (p. 257) : rejeté (p. 258)

Son amendement n° 302 (institution d'une autorité administrative chargée de prévenir et réprimer la haine homophobe) (p. 259) : rejeté (p. 260)

Son amendement n° 298 (ajout d'un nouveau chapitre intitulé : "dispositions relatives aux droits de l'enfant") : rejeté (p. 260)

Son amendement n° 300 (application de la convention internationale des droits de l'enfant) : retiré (p. 260)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (protection des médecins ayant constaté des cas de mauvais traitements à enfant) (p. 261)

Article 31 (réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 131 corrigé de M. François Goulard (assouplissement des critères d'obligation de négociation annuelle) (p. 270)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Pierre Foucher (assouplissement des critères d'obligation de négociation annuelle) (p. 270)

Son amendement n° 305 corrigé (saisine du conseil des prud'hommes) (p. 271) : rejeté (p. 272)

Son amendement n° 306 (constatation de la nullité de la procédure de licenciement) (p. 271) : rejeté (p. 272)

Après l'article 31

Son amendement n° 303 (sanctions visant le travail clandestin) (p. 274) : rejeté (p. 275)

Article 32 (article L. 431-5-1 nouveau du code du travail : information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce publique du chef d'entreprise ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi)

Intervient sur le sous-amendement n° 375 de M. Jean-Pierre Foucher (confidentialité des opérations) à l'amendement n° 86 de la commission (choix du moment de l'annonce publique) (p. 276)

Après l'article 32

Son amendement n° 309 (représentation des salariés dans les conseils d'administration et les conseils de surveillance des entreprises) (p. 277) : rejeté (p. 278)

Avant l'article 33

Son amendement n° 310 (définition du licenciement pour motif économique) (p. 279) : rejeté (p. 280)

Article 33 (article L. 321-1-4 nouveau : droit au reclassement avant tout licenciement pour motif économique)

Son sous-amendement n° 311 (renforcement des possibilités de reclassement interne) à l'amendement n° 87 modifié de la commission (exclusion de tout reclassement à un poste de niveau inférieur) (p. 280) : adopté (p. 281)

Après l'article 33

Son amendement n° 312 (réparation des licenciements économiques irréguliers) (p. 282) : devenu sans objet (p. 283)

Article 34 (article L. 321-4-1 du code du travail : validité du plan social et droit au reclassement)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (volume des heures supplémentaires) (p. 286)

Intervient sur le sous-amendement n° 417 du Gouvernement (référence au seul secteur de l'entreprise concerné par les licenciements) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 286)

Après l'article 34

Son amendement n° 315 (saisine des prud'hommes) (p. 286) : rejeté (p. 287)

Son amendement n° 314 (donneur d'ordre et sous-traitant concerné) : rejeté (p. 287)

Son amendement n° 313 (rôle des institutions représentatives du personnel) (p. 287) : rejeté (p. 288)

Avant l'article 35

Soutient le sous-amendement n° 317 deuxième rectification de M. Maxime Gremetz (interdiction de l'usage de CDD successifs) à l'amendement n° 93 de la commission (caractère exceptionnel de l'intérim et des CDD) (p. 288) : rejeté (p. 288)

Soutient l'amendement n° 316 de M. Jean-Pierre Brard (indemnité de précarité pour les agents contractuels de droit public) (p. 290) : retiré

Article 37 (articles L. 122-3-8 et L. 124-5 du code du travail : rupture d'un contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié en cas d'embauche pour une durée indéterminée)

Son amendement n° 320 soutenu par M. Maxime Gremetz (possibilités pour les salariés de rompre un contrat précaire) : rejeté (p. 297)

Article 70 (article 26-1 nouveau de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : application du code du travail maritime aux personnels scientifiques et techniques non marins embarqués sur des navires de recherche océanographique ou halieutique)

Intervient sur l'amendement n° 276 corrigé de M. François Cuillandre (autres navires que Genovir) (p. 341)

Son amendement n° 331 (suppression de la notion d'équipements utilisés temporairement sur le navire) : adopté (p. 341)

Son amendement n° 332 (extension aux autres navires que ceux du Genovir) : adopté (p. 341)

Vote pour du groupe communiste (p. 346)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 32 (information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce publique du chef d'entreprise ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi)

Intervient sur le sous-amendement n° 371 de M. François Goulard (suppression de la réunion de plein droit) à l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 3283)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Maxime Gremetz (présence dans les statuts de l'entreprise d'un engagement de respect de la législation sur les institutions représentatives du personnel ; sanctions en cas de manquement) (p. 3285)

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (action suspensive devant le juge des référés) (p. 3305)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Maxime Gremetz (définition restrictive du licenciement économique) (p. 3318, 3324)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Maxime Gremetz (réintégration ou indemnisation au choix du salarié) (p. 3359)

Intervient sur l'amendement n° 408 de M. Maxime Gremetz (principe d'un régime de "risque licenciement") (p. 3360)

Après l'article 35 B

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Brard (rapport au Parlement sur les agents contractuels de droit public) (p. 3370)

Article 37 supprimé par le Sénat (rupture d'un contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié en cas d'embauche pour une durée indéterminée)

Intervient sur le sous-amendement n° 318 de M. Maxime Gremetz (droit de rupture pour le salarié bénéficiant d'une admission à une formation qualifiante) à l'amendement n° 95 deuxième

rectification de la commission (rétablissement de l'article) (p. 3375)

Article 50 ter supprimé par le Sénat (obligation d'exécution de bonne foi du contrat de travail)

Son intervention (p. 3376)

Article 50 quater (définition, sanction et prévention du harcèlement moral)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Georges Hage (harcèlement par la dégradation des conditions de travail) (p. 3378)

Article 50 sexies (inclusion du harcèlement moral dans l'obligation de protection de la santé des salariés incombant à l'employeur)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Georges Hage (extension de la prévention à la dégradation délibérée des conditions de travail) (p. 3380)

Après l'article 50 sexies

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Georges Hage (le "danger grave et imminent" constitué par la dégradation délibérée des conditions de travail) (p. 3380)

Après l'article 50 undecies

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Georges Hage (sanctions pénales) (p. 3381)

Article 50 duodecies (harcèlement moral dans la fonction publique)

Intervient sur l'amendement n° 240 corrigé de M. Georges Hage (harcèlement défini par la dégradation délibérée des conditions de travail) (p. 3382)

Article 73 supprimé par le Sénat (possibilité laissée aux communes et départements d'accorder des subventions aux structures locales des organisations syndicales)

Son amendement n° 31 rectifié (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 3412)

Article 10 septies précédemment réservé supprimé par le Sénat (concertation sur les élections à la sécurité sociale)

Son amendement n° 2 rectifié (élections à la sécurité sociale) (p. 3440) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3442)

Son amendement n° 1 rectifié (élections à la sécurité sociale) (p. 3440) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3442)

Après l'article 21

Son amendement n° 5 précédemment réservé (instauration d'un comité technique départemental auprès de chaque service d'incendie et de secours) (p. 3462)

Après l'article 28

Son amendement n° 6 précédemment réservé (institution d'une autorité administrative indépendante chargée de favoriser l'égalité de tous les citoyens quelle que soit leur orientation sexuelle) (p. 3466)

Article 28 sexies précédemment réservé (absence de poursuites disciplinaires contre les médecins ayant dénoncé des sévices contre des enfants)

Son amendement n° 7 (renforcement de la protection des médecins signalant des maltraitances) (p. 3468)

Après l'article 28 septies

Son amendement n° 8 précédemment réservé (insertion d'un nouveau chapitre concernant les droits de l'enfant) (p. 3470) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3472)

Son amendement n° 10 précédemment réservé (respect de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant) (p. 3470) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3472)

Son amendement n° 12 précédemment réservé (délivrance aux nouveaux parents d'un carnet d'aide à l'éducation et d'information sur les droits de l'enfant) (p. 3470) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3472)

Son amendement n° 9 précédemment réservé (congés pour naissance) (p. 3470) : SCRUTIN PUBLIC (p. 3472)

Seconde délibération

Après l'article 32 ter

Intervient sur le sous-amendement n° 11 de M. Alain Bocquet (extension de cette disposition aux entreprises d'au moins cinquante et non plus cent salariés) à l'amendement n° 2 du Gouvernement (recours à un médiateur) (p. 4108)

Proposition de loi n° 2494 relative à la médiation familiale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2001] (p. 1833)

Son intervention (p. 1840)

Thème :

Justice : médiation : famille (p. 1840)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Maxime Gremetz (suppression du Titre 1er) (p. 2717)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Michel Vaxès (de cohérence) (p. 3028)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3993)

Article 1er (art. L. 232-1 à L. 232-28 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Son sous-amendement n° 42 soutenu par M. Maxime Gremetz (prise en compte des critères économiques et sociaux en plus du critère d'âge) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 4006) : retiré (p. 4010)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4247)

Son intervention (p. 4257)

Thèmes :

Famille : autorité parentale : réforme (p. 4257)
Famille : domicile : enfants (p. 4258)
Famille : droit de la famille : réforme (p. 4257)
Famille : père : congé parental (p. 4258)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Article 3 (article 371-4 du code civil : relations de l'enfant avec les membres de ses lignées et avec les tiers)

Intervient sur l'amendement n° 17 de Mme Danielle Bousquet (diplôme d'Etat de médiateur) (p. 4266)

Article 4 (articles 372, 372-1, 372-2-1 nouveau et 372-3 à 372-5 nouveaux du code civil : modalités d'exercice de l'autorité parentale)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (médiation inappropriée en cas de violences familiales) (p. 4274)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. François Colcombet (médiation de droit en cas de demande d'un parent, sauf violences familiales graves) (p. 4274)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de Mme Chantal Robin-Rodrigo (possibilité pour le juge d'ordonner une enquête sociale après sa décision sur le mode de garde) (p. 4280)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 406 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (commission départementale du patrimoine) (p. 4567)

Intervient sur l'amendement n° 775 deuxième rectification de M. Maurice Leroy (commission départementale du patrimoine) (p. 4567)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 488 rectifié précédemment réservé de M. Bernard Birsinger (compétences de la commission mixte paritaire communale) (p. 4612) : retiré (p. 4613)

Avant l'article 43

Ses observations : estime que la décentralisation mériterait un grand débat national plutôt que quelques amendements au présent texte (p. 4782)

Article 59 (nouvelle technique de recensement)

Soutient l'amendement n° 494 de M. Jean-Pierre Brard (contrôle des collectivités locales sur les enquêtes de recensement) (p. 4802) : rejeté (p. 4802)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5177)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 68 de M. Jean Vila (rapport annuel à l'assemblée délibérante des personnes publiques sur les marchés soldés dans l'année ou en cours d'exécution) (p. 5184) : rejeté (p. 5185)

Soutient l'amendement n° 67 de M. Jean Vila (exclusion du code des marchés publics de contrats passés avec des associations) (p. 5185) : rejeté (p. 5185)

Avant l'article 6

Soutient l'amendement n° 70 de M. Jean Vila (surveillance de la mise en place du service de base bancaire par la Banque de France et la direction générale de la concurrence) (p. 5188) : rejeté (p. 5189)

Soutient l'amendement n° 69 de M. Jean Vila (bilan triennal du service de base bancaire établi par la Banque de France) (p. 5188) : retiré (p. 5189)

Article 6 (définition du cadre juridique des relations des banques avec leurs clients)

Soutient l'amendement n° 72 de M. Jean Vila (suppression de l'énumération des principales stipulations de la convention de compte) (p. 5190) : rejeté (p. 5190)

Soutient l'amendement n° 71 de M. Jean Vila (rétablissement des délais adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale pour la communication et la contestation de nouveaux tarifs) (p. 5190) : retiré (p. 5190)

Soutient l'amendement n° 73 de M. Jean Vila (non-perception de frais de clôture ou de transfert du compte à la suite d'une proposition d'augmentation des tarifs) (p. 5191) : retiré (p. 5191)

Soutient l'amendement n° 74 de M. Jean Vila (attribution de primes financières ou de produits gratuits - fixation du seuil par arrêté du comité consultatif) (p. 5191) : adopté après rectification (p. 5191)

Soutient l'amendement n° 76 de M. Jean Vila (rédactionnel) (p. 5192) : adopté (p. 5192)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 78 de M. Jean Vila (délais de prescription en matière de litiges relatifs aux prêts à la consommation) (p. 5192) : retiré (p. 5192)

Soutient l'amendement n° 77 de M. Jean Vila (définition du taux de l'usure) (p. 5192) : rejeté (p. 5192)

Article 7 (aménagement du régime des frais et des pénalités libératoires relatifs aux chèques sans provision)

Soutient l'amendement n° 79 de M. Jean Vila (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5194) : rejeté (p. 5194)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Jean Vila (frais perçus au titre du rejet d'un chèque inférieur à 50 euros limités au cinquième de son montant) (p. 5195) : rejeté (p. 5195)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 81 de M. Jean Vila (double affichage des prix jusqu'au 30 juin 2002) (p. 5199) : retiré (p. 5199)

Denis JACQUAT

Moselle (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du conseil national du tourisme [J.O. du 13 octobre 2000] (p. 16310)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18384)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (n° 3307) [31 janvier 2001]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 24 mai 2001] (p. 8359)

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2606) de :

M. Alfred Recours, tome I : recettes et équilibre général ; par M. Claude Evin, tome II : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat, tome III : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau, tome IV : famille ;

et de M. Alfred Recours, M. Claude Evin, M. Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, tome V : examen du rapport annexé à l'article premier, tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [17 octobre 2000] (n° 2633)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2732) par :

M. Alfred Recours : recettes et équilibre général ;

M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau : famille [21 novembre 2000] (n° 2739)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, en lecture définitive, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2779) par :

M. Alfred Recours : recettes et équilibre général ;

M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau : famille [5 décembre 2000] (n° 2780)

Proposition de loi n° 3266 visant à lutter contre la violence en favorisant un comportement citoyen dès le plus jeune âge [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Infirmiers. Revendication [15 novembre 2000] (p. 8579)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7366)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 7367)

Famille : veufs et veuves (p. 7368)

Sécurité sociale : assurance vieillesse (p. 7367, 7368)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7366, 7368)

Sécurité sociale : harmonisation des régimes (p. 7368)

Sécurité sociale : prestations familiales (p. 7368)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 383 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 7591)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Maxime Gremetz (abrogation de la loi n°97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7592)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 375 du Gouvernement (extension de l'assurance veuvage aux personnes sans enfants) (p. 7594)

Article 20 (article L. 161-17-1 nouveau du code de la sécurité sociale : répertoire national des retraites et des pensions)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Jean-François Mattei (de suppression) (p. 7596)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Philippe Douste-Blazy (extension aux régimes spéciaux et de la fonction publique) (p. 7597)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission des finances (information du Parlement sous la forme d'une synthèse de données) (p. 7598)

Article 24 (articles L. 135-3, L. 241-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : affectation du prélèvement de 2 % sur le capital au FSV et au fonds de réserve des retraites)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7602)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Germain Gengenwin (modification de la répartition) (p. 7603)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Patrick Delnatte (modification de la répartition) (p. 7603)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Germain Gengenwin (modification de la répartition) (p. 7603)

Intervient sur l'amendement n° 232 corrigé de M. Bernard Accoyer (modification de la répartition) (p. 7603)

Article 25 (article L. 135-6 du code de la sécurité sociale : alimentation du fonds de réserve pour les retraites)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission des finances (décisions d'affectation prises par voie législative) (p. 7604)

Soutient l'amendement n° 294 de la commission (modalités de gestion et de contrôle des recettes) (p. 7605) : retiré (p. 7606)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission des finances (modalités de gestion et de contrôle des recettes) (p. 7605)

Article 27 (article L. 726-3 du code rural : Fonds additionnel d'action sociale)

Intervient sur l'amendement n° 332 de M. Charles de Courson (versement au fonds spécial d'action sociale) (p. 7608)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9212)

Ses interventions (p. 9114, 9232)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 9232)

Démographie : vieillissement de la population (p. 9214)

Famille : veufs et veuves (p. 9215)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 9215)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 9233)

Préretraites : financement (p. 9214)

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 3 bis A (compensation des exonérations de CRDS)

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (de suppression) (p. 9273)

Article 10 supprimé par le Sénat (article L. 131-9 du code de la sécurité sociale : dépenses du FOREC)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9292)

Article 11 supprimé par le Sénat (articles L. 131-10, L. 135-3 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution provenant du vin) (p. 9296)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Bernard Perrut (suppression de la contribution provenant du vin) à l'amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (p. 9296)

Article 13 (prévisions de recettes par catégorie)

Intervient sur l'amendement n° 142 du Gouvernement (diminution des cotisations des employeurs) (p. 9298)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (diminution des cotisations des employeurs) (p. 9298)

Intervient sur l'amendement n° 118 du Gouvernement (prise en compte de la diminution de la subvention de l'Etat au BAPSA corrélative de l'augmentation de la part de la CSSS affectée à ce budget) (p. 9298)

Intervient sur l'amendement n° 143 du Gouvernement (prise en compte de l'augmentation de la part de la CSSS affectée au BAPSA et de la diminution de la subvention de l'Etat au budget annexe ainsi que de la prise en charge par le FOREC de la fraction d'exonération de cotisations d'allocations familiales, ce qui diminue le montant des cotisations des employeurs) (p. 9299)

Article 19 A supprimé par le Sénat (abrogation de la loi du 25 mars 1997 créant des plans d'épargne retraite)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement de l'article abrogeant la loi du 25 mars 1997 créant des plans d'épargne retraite) (p. 9303) : adopté après modification (p. 9303)

Intervient sur le sous-amendement n° 123 du Gouvernement (mandats des membres des commissions de contrôle des mutuelles et des assurances et accès à l'intéressement et l'actionnariat d'entreprises de certains salariés à France-Télécom) à l'amendement n° 112 rectifié de M. Maxime Gremetz (rétablissement de l'article abrogeant la loi du 25 mars 1997 créant des plans d'épargne retraite) (p. 9303)

Article 19 (article L. 351-11 du code de la sécurité sociale : revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de la revalorisation des retraites du régime général adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9304)

Article 20 supprimé par le Sénat (article L. 161-17-1 nouveau du code de la sécurité sociale : répertoire national des retraites et des pensions)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement de l'article et des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale sur le répertoire national des retraites et des pensions et mise en conformité avec la loi de janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés) (p. 9304) : adopté (p. 9305)

Article 21 (cumul emploi-retraite)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9305) : rejeté (p. 9305)

Article 22 supprimé par le Sénat (article L. 135-3 du code de la sécurité sociale : prise en charge par le Fonds de solidarité vieillesse des cotisations versées à l'ARRCO/AGIRC au titre des périodes de chômage et de préretraite indemnisées par l'Etat)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9306) : adopté (p. 9306)

Article 24 supprimé par le sénat (article L. 135-3, L. 241-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : affectation du prélèvement de 2 % sur le capital au FSV et au Fonds de réserve des retraites)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9306) : adopté (p. 9306)

Article 25 (article L. 135-6 du code de la sécurité sociale : alimentation du fonds de réserve pour les retraites)

Soutient l'amendement n° 125 de M. François Goulard (de suppression) (p. 9307) : rejeté (p. 9307)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9307) : adopté (p. 9307)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [20 novembre 2000) (p. 8955) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 20 novembre 2000

Ses interventions (p. 8962)

Thèmes :

Sports : crédits (p. 8962)

Sports : politique du sport (p. 8962, 8963)

Sports : Stade de France (p. 8963)

Questions écrites budgétaires

1 - Jeunes : politique à l'égard des jeunes : sports (p. 8968)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Après l'article 3

Son amendement n° 259 soutenu par M. Bernard Perrut (accès des enfants handicapés dans les structures scolaires ordinaires) (p. 1007) : rejeté (p. 1008)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)

Son intervention (p. 2015)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2015)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 2015)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 2015)

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2045)

Son amendement n° 111 (notion de "coordination" des services aux personnes âgées) : retiré (p. 2048)

Article L. 232-1 du code de l'action sociale et des familles : fondement du droit au bénéfice de l'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 112 soutenu par M. Georges Colombier (évaluation des droits induits par la perte d'autonomie) : rejeté (p. 2048)

Article L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles : conditions d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 101 (remplacement de la notion de "dépendance" par celle de "perte d'autonomie") : adopté (p. 2049)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Patrice Martin-Lalande (mise en place d'une nouvelle grille) (p. 2050)

Article L. 232-6 du code de l'action sociale et des familles : modalités propres à garantir la qualité de l'aide servie à domicile

Son amendement n° 85 (personnels d'aide servie à domicile ; rémunérations) (p. 2052) : rejeté au scrutin public (p. 2053)

Son amendement n° 83 (qualification des personnels médico-sociaux) (p. 2053) : rejeté (p. 2054)

Son amendement n° 84 (qualification des personnels médico-sociaux) : rejeté (p. 2054)

Article L. 232-7 du code de l'action sociale et des familles : contrôle et sanctions

Son amendement n° 86 (déclaration de l'effectivité de l'aide par le bénéficiaire) : rejeté (p. 2054)

Son amendement n° 88 (impossibilité d'employer un proche parent) (p. 2055) : rejeté (p. 2056)

Article L. 232-12 du code de l'action sociale et des familles : autorité compétente pour l'attribution et le service de l'allocation personnalisée d'autonomie

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (situation d'urgence : montant forfaitaire) (p. 2060)

Répond aux interventions du président de séance (p. 2060)

Article L. 232-13 du code de l'action sociale et des familles : conventions entre le département et ses partenaires

Son amendement n° 90 soutenu par M. Georges Colombier (organismes pouvant faire l'objet de conventions) (p. 2061) : retiré (p. 2062)

Article L. 232-14 du code de l'action sociale et des familles : procédure d'instruction des demandes d'allocation personnalisée d'autonomie, date d'ouverture des droits et conditions de liquidation et de révision

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (révision périodique de l'allocation) (p. 2064)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Patrice Martin-Lalande (périodicité de la révision fixée à deux ans) (p. 2064)

Article L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles : procédure de règlement à l'amiable des litiges

Son amendement n° 106 (représentation des retraités et personnes âgées) (p. 2066) : adopté (p. 2067)

Article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles : recours en récupération

Son amendement n° 100 (suppression du recouvrement sur succession) : retiré (p. 2079)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (suppression du recouvrement sur succession pour l'allocation d'autonomie) (p. 2081)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de M. Patrice Martin-Lalande (coexistence de deux régimes jusqu'au 1er janvier 2004) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 2081)

Après l'article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles :

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Patrice Martin-Lalande (indépendance de l'allocation vis-à-vis de l'obligation alimentaire) (p. 2082)

Article L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 105 (représentation des retraités et personnes âgées au conseil d'administration du Fonds) : adopté (p. 2083)

Son amendement n° 91 (composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance) : devenu sans objet (p. 2084)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Maxime Gremetz (modulation selon des critères sociaux et les départements) (p. 2085)

Reprend l'amendement n° 20 de la commission (prise en compte des revenus pour les personnes âgées les plus démunies) (p. 2087) : rejeté au scrutin public (p. 2088)

Article 4 (article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles : conventionnement de certains établissements)

Son amendement n° 93 (suppression des normes d'admission telles que présentées dans l'article) : rejeté (p. 2093)

Son amendement n° 102 (de coordination) (p. 2093) : adopté (p. 2094)

Son amendement n° 94 (introduction de la notion d' "autorisation de dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale") : rejeté (p. 2094)

Article 5 (article L. 315-1 du code de l'action sociale et des familles : autorités compétentes en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes)

Son intervention (p. 2095)

Son amendement n° 95 soutenu par M. Georges Colombier (suppression de la référence aux conventions tripartites) : adopté (p. 2096)

Son amendement n° 97 soutenu par M. Georges Colombier (référence à la publication au JO de la loi de financement de la sécurité sociale) : rejeté (p. 2096)

Article 6 (article L. 315-6 du code de l'action sociale et des familles : évaluation de la dépendance des personnes âgées accueillies en établissement)

Son amendement n° 98 (de suppression) : rejeté (p. 2098)

Son amendement n° 110 soutenu par M. Georges Colombier (abrogation de l'article L. 315-6 du code de l'action sociale et des familles) : rejeté (p. 2098)

Son amendement n° 103 (notion de "perte d'autonomie") : adopté après rectification (p. 2098)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (avantages fiscaux pour les personnes hébergées) (p. 2101)

Article 11 (article L. 241-10 du code de la sécurité sociale : coordination avec le code de la sécurité sociale)

Son amendement n° 104 (notion de "perte d'autonomie") : adopté (p. 2102)

Ses explications de vote (p. 2106)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2106)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3981)

Son intervention (p. 3990)

Thèmes :

Départements : action sociale (p. 3990)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 3990)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3990)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3990)
Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3990)

Discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3993)

Article 9 bis nouveau (art. 199 quindecies du code général des impôts : majoration de la déduction fiscale pour les dépenses d'hébergement en établissement)

Intervient sur l'amendement n° 73 du Gouvernement (de suppression) (p. 4019)

Ses explications de vote (p. 4022)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 4022)

Proposition de loi n° 2946 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit de tous les aéroports français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 2001] (p. 2132)

Son intervention (p. 2148)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : impôts locaux (p. 2149)
Transports aériens : aéroports : trafic (p. 2149)
Transports aériens : bruit (p. 2148)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2319)

Article 1er (interdiction des mouvements nocturnes d'aéronefs)

Son intervention (p. 2323)

Intervient sur le sous-amendement n° 19 du Gouvernement (suppression de la référence à la date

du 1er mai 2001) à l'amendement n° 16 de la commission (bruit mesuré dans la zone C et à proximité de la limite de la zone B) (p. 2331)

Intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Charles de Courson (suppression de la référence à la date du 1er mai 2001) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 2331)

Article 2 (dérogations)

Son intervention (p. 2334)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Thierry Mariani (compétence de l'ACNUSA étendue à l'ensemble des plates-formes aéroportuaires, civiles ou militaires) (p. 2336)

Article 5 (rapport du Gouvernement sur les initiatives communautaires en matière de nuisances aéroportuaires nocturnes ainsi que sur les initiatives prises au niveau de l'organisation de l'aviation civile internationale en la matière)

Son intervention (p. 2338)

Ses explications de vote (p. 2340)

Abstention du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2340)

Claude JACQUOT
Vosges (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bois et forêts. Forêts communales. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [9 mai 2001] (p. 2672)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1255, posée le 25 décembre 2000. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins (J.O. Questions p. 7215). Appelée le 9 janvier 2001. Enfants de déportés ou résistants, indemnisation (p. 27)

n° 1458, posée le 18 juin 2001. Voirie. RN 59 (J.O. Questions p. 3435). Appelée le 19 juin 2001. Tunnel Maurice-Lemaire, réouverture, perspectives (p. 4394)

DÉBATS

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3539)

Son intervention (p. 3541)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : bois (p. 3541)

Bois et forêts : bûcherons : formation professionnelle (p. 3542)

Bois et forêts : centres régionaux de la propriété forestière (CRPF) (p. 3542)

Bois et forêts : forêts privées (p. 3541)

Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 3541)

Bois et forêts : reboisement : tempêtes (p. 3541)

Communes : finances : reboisement (p. 3542)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3541)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : forêts privées (p. 3542)

Sports : sports de loisirs : forêts (p. 3541)

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Après l'article 5 A

Son amendement n° 183 (échange et cessions d'immeubles forestiers soumis à procédure) (p. 3594) : retiré (p. 3597)

Après l'article 5 C

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (taxe sur les espaces sensibles utilisée pour l'acquisition de forêts, de bois et d'espaces boisés) (p. 3598) : adopté (p. 3598)

Article 8 (groupements d'employeurs)

Son amendement n° 182 (emploi d'agents à temps partiel par les petites communes) (p. 3605) : adopté (p. 3606)

Ses explications de vote (p. 3649)

Vote pour du groupe socialiste (p. 3649)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 2001] (p. 4959)

Son intervention (p. 4964)

Thèmes :

Bois et forêts : filière bois (p. 4964)

Bois et forêts : forêts : sports de loisirs (p. 4964)

Bois et forêts : forêts privées : restructurations (p. 4964)

Environnement : protection : effet de serre (p. 4964)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : forêts (p. 4964)

Janine JAMBU
Hauts-de-Seine (11ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi du Sénat, inscription à l'ordre du jour [14 novembre 2000] (p. 8495)

Logement. Politique du logement. Jeunes [15 novembre 2000] (p. 8580)

Fonctionnaires et agents publics. Traitement. Revalorisation, perspectives [2 mai 2001] (p. 2504)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8729)

Son intervention (p. 8732)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : immeubles d'habitation (p. 8732)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8733)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 8733)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : situation financière (p. 8733)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8733)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8733)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8733)

TVA : taux réduit (p. 8732)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2000] (p. 8776) :

- *Réunion de la commission de la production du 9 novembre 20001*

Son intervention (p. 8783)

Thèmes :

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 8783)

Logement : logement social : loyers (p. 8783)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8783)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8784)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8783)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 8783)

TVA : taux réduit : amélioration de l'habitat (p. 8783)

- *Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 2000)*

14 - Logement : aides et prêts : aides à la personne (p. 8799)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8799)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)

Son intervention (p. 8762)

Thèmes avant la procédure des questions :

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8762)

Télécommunications : France Télécom (p. 8762)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 8762)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : directives : postes (p. 8773)

Postes : La Poste (p. 8772)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9094)

Son intervention (p. 9108)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 9108)

Logement : logement social : construction (p. 9108)

Logement : logement social : HLM (p. 9108)

Logement : logement social : loyers (p. 9108)

Logement : logement social : réhabilitation (p. 9108)

Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 9109)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 9108, 9109)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 9108)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9164)

Titre IV Assurer une offre d'habitat diversifiée et de qualité

Intervient sur l'amendement n° 96 du Gouvernement (maintien à 40 % du seuil de déclenchement du supplément de loyer obligatoire) (p. 9173)

Son amendement n° 106 soutenu par M. Michel Vaxès (montant de l'indemnité forfaitaire versée par le propriétaire lorsque la personne évincée est relogée par la collectivité publique porté à douze mois de loyer brut, charges incluses) : rejeté (p. 9176)

Ses explications de vote (p. 9182)

Vote pour du groupe communiste (p. 9183)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 2000] (p. 10669)

Son intervention (p. 10670)

Thèmes :

Assemblée nationale : groupe communiste (p. 10670)

Emploi : création d'emplois (p. 10670)

Entreprises : aides publiques (p. 10670)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 10670)

Entreprises : comités d'entreprise (p. 10670)

Parlement : rôle (p. 10670)

Vote pour du groupe communiste (p. 10671)

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10672)

Son intervention (p. 10674)

Thèmes :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : sécurité sanitaire (p. 10674)

Politiques communautaires : directives : agro-alimentaire (p. 10674)

Professions de santé : vétérinaires (p. 10674)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 10674)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 557)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 557)

Parlement : prérogatives (p. 558)

Pays étrangers : Arménie (p. 557)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par Mme Christine Boutin (p. 1919)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 1922)

Son intervention (p. 1926)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 1926)

Avortement : généralités (p. 1922)

Famille : contraception (p. 1926)

Femmes : droits (p. 1919, 1926)

Proposition de loi n° 613 visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux aux familles ayant un enfant handicapé à leur charge

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2861)

Son intervention (p. 2866)

Thèmes :

Associations (p. 2867)

Communes : dépenses : logement social (p. 2866)

Logement : mixité sociale (p. 2867)

TVA : taux réduit (p. 2867)

Serge JANQUIN

Pas-de-Calais (10ème circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etablissements de santé. Services d'urgence. Fonctionnement [30 mai 2001] (p. 3658)

Jacky JAULNEAU

Eure-et-Loir (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonction publique hospitalière. Personnel. Revendication [6 février 2001] (p. 1128)

Henry JEAN-BAPTISTE

Mayotte (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Condamne la mise en cause de M. Jean-Paul Virapoullé par M. André Thien Ah Koon [15 novembre 2000] (p. 8563)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8547)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 novembre 2000] (p. 8563)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8549)
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8548)
Outre-mer : crédits (p. 8546)
Outre-mer : DOM : logement (p. 8548)
Outre-mer : institutions (p. 8548, 8549)
Outre-mer : Mayotte (p. 8548, 8549)

Projet de loi n° 2932 relatif à Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2001] (p. 1769)

Son intervention (p. 1774)

Thèmes :

Lois : évaluation : Mayotte (p. 1776)
Outre-mer : institutions : réforme (p. 1775)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 1775, 1778)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : départements (p. 1775, 1777)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 1777)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : histoire (p. 1774)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : institutions (p. 1776)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : législation (p. 1776)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : projets de loi (p. 1775)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : Union européenne (p. 1777)

Discussion des articles [4 avril 2001] (p. 1785)

Article 1er (Mayotte, collectivité territoriale de la République)

Son intervention (p. 1785)

Son amendement n° 59 (fin de la période transitoire : possibilité d'opter pour le statut de DOM) (p. 1785) : rejeté (p. 1786)

Article 2 (calendrier de la mise en place du statut)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (dépôt d'un projet de loi portant modification du statut de Mayotte dans les six mois suivant la transmission de la résolution adoptée par le conseil général) (p. 1787)

Son amendement n° 48 (consultation de la population dans les 3 mois suivant la transmission de la résolution modifiant le statut de Mayotte) (p. 1787) : rejeté (p. 1788)

Son amendement n° 61 (consultation de la population dans les 3 mois suivant la transmission de la résolution modifiant le statut de Mayotte) : rejeté (p. 1788)

Article 3 (spécialité et identité législatives)

Son amendement n° 47 (application de plein droit du droit commercial) (p. 1788) : retiré (p. 1789)

Article 19 (livre V de la troisième partie du code général des collectivités territoriales : modalités d'application du code général des collectivités territoriales à la collectivité départementale de Mayotte)

Son intervention (p. 1803)

Son amendement n° 60 rectifié (création auprès du conseil général d'un conseil unique : conseil économique, social et culturel) (p. 1803) : rejeté (p. 1804)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (possibilité permanente de consultation de la population sur toute modification statutaire) (p. 1805)

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (intervention des sociétés d'économie mixte en matière de coopération régionale) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de la commission (éligibilité au fonds de compensation de la TVA) (p. 1806)

Article 38 (création d'un fonds mahorais de développement)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rédaction d'un rapport annuel par le ministère sur le développement économique de Mayotte) (p. 1811)

Article 40 (création d'une chambre d'agriculture, d'une chambre de commerce et d'industrie et d'une chambre des métiers)

Son amendement n° 62 (report au 1er janvier 2007) (p. 1811) : rejeté (p. 1812)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (institution d'un comité de réflexion sur la modernisation du statut civil de droit local) (p. 1819)

Article 56 (application du code général des impôts et du code des douanes à partir de 2007)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédaction d'un rapport sur les modalités d'application du code des impôts et du code des douanes) (p. 1823)

Article 63 (abrogation des textes en vigueur)

Son amendement n° 63 (de coordination) : retiré (p. 1825)

Son amendement n° 64 (abrogation de l'ordonnance créant une chambre professionnelle) : retiré (p. 1825)

Ses explications de vote (p. 1825)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 2001] (p. 4887)

Son intervention (p. 4889)

Thèmes :

Femmes : droits : Mayotte (p. 4890)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 4890)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : législation (p. 4890)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : politique sociale (p. 4890)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : projet de loi (p. 4889)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : référendums (p. 4889)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : transports aériens (p. 4890)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : Union européenne (p. 4890)
Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4897)

Projet de loi n° 3041 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3707)
Son intervention (p. 3711)
Thèmes :
Assemblée nationale : projets de loi : Outre-mer (p. 3711)
Ordonnances : ratification : Outre-mer (p. 3711)
Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 3711)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 3711)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : emploi (p. 3712)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : immigration (p. 3712)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : protection sociale (p. 3712)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 367)
Son intervention (p. 368)
Ses explications de vote (p. 370)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 370)

Patrick JEANNE
Seine-Maritime (9ème circonscription)
Socialiste

Elu le 22 octobre 2000 (voir indications préliminaires) [24 octobre 2000] (p. 16966)
N'appartient à aucun groupe [J.O. du 23 octobre 2000] (p. 16966)
S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 24 octobre 2000] (p. 17183)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 25 octobre 2000] (p. 17030)
Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)
Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8859)

Jean-Jacques JÉGOU
Val-de-Marne (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15725)
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)
Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 20 octobre 2000] (p. 15886)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne salariale [J.O. du 1er décembre 2000] (p. 19142)
Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2001 [J.O. du 13 décembre 2000] (p. 19735)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2000 [J.O. du 20 décembre 2000] (p. 20227)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget pour 1998 [J.O. du 4 mai 2001] (p. 7073)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier [J.O. du 9 juin 2001] (p. 9207)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Déficit budgétaire. Réduction [14 novembre 2000] (p. 8498)

Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [10 janvier 2001] (p. 127)

Finances publiques. Exécution du budget. Dépenses, efficacité [13 juin 2001] (p. 4171)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'élève contre le caractère chaotique de la discussion du projet de loi sur l'épargne salariale et regrette de ne pas disposer de la totalité des amendements déposés sur ce texte [4 octobre 2000] (p. 6434)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6343, 6373)

Son intervention (p. 6355)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 6357)
Entreprises : épargne salariale (p. 6355 à 6357)
Entreprises : épargne salariale : cotisations (p. 6356)
Entreprises : financement (p. 6355, 6356)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6356)
Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) (p. 6356)
Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 6356)
Politique économique : économie solidaire (p. 6357)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 6355)
Retraites : généralités (p. 6355, 6356)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 6357)
Travail : réduction du temps de travail (p. 6356)
Travail : salaires (p. 6356)

Discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6384) ; [4 octobre 2000] (p. 6431, 6470)

Article 1er (articles L. 444-4 nouveau et L. 441-2, L. 442-4 et L. 443-2 du code du travail : ancienneté minimale requise pour bénéficier des dispositifs d'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (prise en compte de la notion de groupe pour le calcul de l'ancienneté) (p. 6385)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (relèvement de deux à trois mois du délai minimum d'ancienneté) (p. 6385)

Après l'article 1er

Son amendement n° 110 (application du mécanisme de la décote aux sociétés non encore cotées mais dont l'introduction en bourse est prévue) (p. 6386) : rejeté (p. 6387)

Article 2 (articles L. 443-2, L. 443-6 et L. 444-5 nouveau du code du travail, article L. 136-7 du code de la sécurité sociale, article 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale : transfert des valeurs épargnées dans un PEE en cas de départ de l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission des affaires culturelles (conditions de participation de l'employeur en cas de rupture du contrat de travail) (p. 6389)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Daniel Feurtet (centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de 10 % des fonds placés sur les plans d'épargne d'entreprise) (p. 6392)

Article 3 (articles L. 443-3 et L. 444-3 du code du travail : plan d'épargne de groupe)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (application du dispositif aux entreprises relevant du secteur coopératif) (p. 6395)

Article 4 (article 237 bis A du code général des impôts et articles L. 441-2 et L. 441-1 du code du travail : provision pour investissement et dispositions diverses relatives à l'épargne salariale)

Soutient l'amendement n° 236 de M. Jacques Barrot (application de la provision pour investissement à l'ensemble des dispositifs d'épargne salariale et fixation du taux de la provision à 100 % lorsque les sommes sont investies en titres de capital) (p. 6400) : rejeté (p. 6400)

Son amendement n° 112 (taux de la provision) : devenu sans objet (p. 6402)

Soutient l'amendement n° 237 de M. Jacques Barrot (participation des chefs d'entreprise et des mandataires sociaux à l'accord d'intéressement) (p. 6403) : rejeté (p. 6403)

Son amendement n° 111 (suppression du paragraphe III relatif aux modalités d'application de la règle de non-substitution en cas d'accord de réduction du temps de travail) : adopté (p. 6404)

Après l'article 4

Son amendement n° 113 (application d'un taux réduit de l'impôt sur les sociétés lorsqu'une part des bénéfices de l'entreprise est réinvestie dans le capital et qu'une fraction de celui-ci est cédée prioritairement aux salariés) : rejeté (p. 6405)

Article 6 (articles L. 443-1, L. 443-2 et L. 443-7 du code du travail : participation des mandataires sociaux aux PEE)

Son amendement n° 114 (élargissement du champ d'application du dispositif) : rejeté (p. 6411)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 239 de M. Jacques Barrot (régime fiscal applicable aux contributions des employeurs destinées au financement de garanties collectives de retraite et de prévoyance) (p. 6413) : rejeté (p. 6413)

Soutient l'amendement n° 238 de M. Jacques Barrot (allègement des cotisations applicables aux contributions des employeurs destinées au financement de garanties collectives de retraite et de prévoyance) (p. 6413) : rejeté (p. 6413)

Article 9 (article L. 443-3 du code du travail, article L. 443-3-1 nouveau du code du travail, article 20 de la loi du 23 décembre 1988, article 2137 bis A du code général des impôts : économie solidaire)

Son rappel au règlement (cf supra) [4 octobre 2000] (p. 6434)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (définition de l'entreprise solidaire) (p. 6437)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Yves Cochet (définition de l'entreprise solidaire) (p. 6437)

Intervient sur l'amendement n° 277 du Gouvernement (application du dispositif aux entreprises ayant recours à des emplois-jeunes) (p. 6439)

Article 11 (articles L. 132-27, L. 133-5, L. 441-3, L. 442-4, L. 442-5, L. 443-1 et L. 443-8 du code du travail : diverses dispositions relatives à la négociation collective en matière d'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Julien Dray (affirmation de la primauté du salaire sur toute autre forme de rémunération) (p. 6452)

Article 7 précédemment réservé (article L. 443-1-2 nouveau du code du travail : création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 6456)

Son intervention (p. 6459)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission des affaires culturelles (fixation des conditions de déblocage anticipé des sommes épargnées dans le PPESV) (p. 6463)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (non-prise en compte des transferts d'un plan d'épargne d'entreprise vers un PPESV dans le plafond annuel des versements nouveaux) (p. 6471)

Intervient sur l'amendement n° 160 corrigé de M. Yves Cochet (suppression de la possibilité de sortie en rente du PPESV) (p. 6475)

Intervient sur l'amendement n° 6 corrigé de la commission des affaires culturelles (suppression de la possibilité de sortie en rente du PPESV) (p. 6475)

Son sous-amendement n° 290 (instauration d'un crédit d'impôt) à l'amendement n° 274 de M. Daniel Feurtet (assujettissement des sommes versées par les employeurs à une contribution au taux de 16 %) (p. 6476) : rejeté (p. 6477)

Article 8 précédemment réservé (articles L. 443-2, L. 443-5, L. 443-7 du code du travail, articles 81, 163 bis AA, 163 bis B, 231 bis E, 237 bis A, 237 ter du code général des impôts, article 186-3 de la loi du 24 juillet 1966 : dispositions diverses relatives au plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (possibilité pour les entreprises d'effectuer des versements sous forme de titres) (p. 6481)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (majoration des taux de la provision pour investissement pour les PME bénéficiant du taux réduit de l'impôt sur les sociétés) (p. 6482)

Ses explications de vote (p. 6495)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 389)

Son intervention (p. 398)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 399)

Entreprises : épargne salariale (p. 398, 399)

Entreprises : épargne salariale : livret d'épargne (p. 399)

Entreprises : financement (p. 399)

Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) (p. 398)

Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 398)

Politique économique : économie solidaire (p. 399)

Retraites : généralités (p. 398)

Retraites : généralités : système par capitalisation (p. 398)

Discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 401, 427)

Article 2 (articles L. 443-2, L. 443-6 et L. 443-5 (nouveau) du code du travail ; article L. 136-7 du code de la sécurité sociale ; article 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 : transfert des valeurs épargnées dans un PEE lorsque le salarié quitte l'entreprise)

Son sous-amendement n° 114 (utilisation du numéro INSEE) à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 403) : adopté après rectification (p. 405)

Article 4 (article 237 bis A du code général des impôts ; articles L. 441-2, L. 441-4 et L. 442-10 du code du travail : provision pour investissement et dispositions diverses relatives à l'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (suppression du paragraphe III relatif à la validation des accords d'intéressement antérieurs à la promulgation de la présente loi, lorsque ceux-ci ont été conclus ou modifiés à l'occasion d'un accord de réduction du temps de travail, sans respecter le principe de non-substitution de l'intéressement à un élément de rémunération) (p. 411)

Article 6 (articles L. 443-1, L. 443-2 et L. 443-7 du code du travail : participation des mandataires sociaux aux PEE)

Son amendement n° 117 (effectif plafond de l'entreprise pour cette participation) : devenu sans objet (p. 415)

Article 7 (article L. 443-1-2 (nouveau) du code du travail : création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de la fixation en euros du seuil à partir duquel s'applique la contribution à la charge des employeurs) (p. 421)

Article 9 (économie solidaire)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Yves Cochet (proportion de salariés devant respecter le plafond de rémunération) (p. 433)

Intervient sur l'amendement n° 26 rectifié de la commission (possibilité pour les fonds solidaires d'investir dans des sociétés de capital-risque ou dans des fonds communs de placement à risque à condition que ceux-ci détiennent 20 % de titres d'entreprises solidaires) (p. 434)

Article 10 (article L. 443-4 du code du travail : obligation d'offrir des modes de placement sécurisés dans le cadre du PEE)

Son amendement n° 119 (application de l'obligation d'offrir un choix de placement au cas de FCPE investis en titres de l'entreprise) : rejeté (p. 438)

Son amendement n° 118 (application de l'obligation d'offrir un choix de placement dans le cadre des accords de participation) (p. 438) : rejeté (p. 439)

Article 12 (article L. 443-3 du code du travail ; articles 20 et 21 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 : conseils de surveillance des FCPE)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Balligand (fixation au 30 juin 2002 de la date limite pour adapter les règlements des FCPE existants aux nouvelles dispositions législatives) (p. 445)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (délai de mise en conformité) (p. 445)

Ses explications de vote (p. 462)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 462)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [7 février 2001] (p. 1239)

Son intervention (p. 1242)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 1242)

Entreprises : épargne salariale : petites et moyennes entreprises (p. 1242)

Entreprises : financement (p. 1242)

Travail : salaires (p. 1242)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1242)

Projet de loi n° 2534 portant règlement définitif du budget de 1999

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6690)

Article 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1999)

Son intervention (p. 6692)

DEUXIÈME LECTURE

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [6 juin 2001] (p. 3967)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6899)

Son intervention (p. 6913)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 6915, 6916)

Emploi : allégement des charges sociales (p. 6915)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : fiscalité (p. 6915)

Finances publiques : dépenses (p. 6914)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6899, 6913 à 6915)

Finances publiques : recettes (p. 6899)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6915, 6916)

Impôt de solidarité sur la fortune : objets d'art et de collection (p. 6913)

Impôt sur le revenu : barème (p. 6914)

Impôt sur les sociétés : contribution de 10 % (p. 6899)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 6916)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6914, 6915)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6916)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 6915)

Police : effectifs : durée du travail (p. 6915, 6916)

Politique économique : conjoncture (p. 6914)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6915)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Philippe Auberger (comptabilisation en 2001 des recettes non fiscales dues au titre de cette même année) (p. 7003)

Article 2 (baisse de l'impôt sur le revenu)

Son amendement n° 89 (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7021) : rejeté (p. 7024)

Son amendement n° 90 (octroi d'1,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7022) : rejeté (p. 7024)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 32 rectifié de la commission (suppression de l'abattement annuel sur certains revenus mobiliers lorsque le foyer fiscal est imposé au taux marginal de l'impôt sur le revenu) (p. 7046)

Reprend l'amendement n° 195 corrigé de M. Dominique Baert (octroi d'1,05 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7049) : rejeté (p. 7050)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Gilles Carrez (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7051)

Soutient l'amendement n° 2 de M. Bernard Charles (extension aux entreprises individuelles du mécanisme de déduction fiscale pour investissement prévu à l'article 72 D du code général des impôts) (p. 7089) : rejeté (p. 7089)

Son amendement n° 91 (imposition commune des personnes vivant en concubinage) (p. 7090) : rejeté (p. 7091)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Christian Cuvilliez (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7099)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Julien Dray (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 25 millions de francs) (p. 7099)

Son amendement n° 93 soutenu par M. Pierre Méhaignerie (déduction de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des participations prises dans le capital des sociétés non cotées au cours des quatre premières années de leur création) (p. 7105) : rejeté (p. 7107)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7115)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Yves Cochet (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7115)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Julien Dray (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7115)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Julien Dray (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7115)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Joseph Rossignol (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7115)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Georges Sarre (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7115)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Jean-Claude Lefort (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7115)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. Yann Galut (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7115)

Article 5 (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette) due par les personnes physiques pour leurs voitures particulières)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Didier Migaud (exonération, pour les personnes physiques, des véhicules utilitaires dont le poids total autorisé n'excède pas 2 tonnes) (p. 7128)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Michel Bouvard (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7134)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Philippe Auberger (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7134)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gilles Carrez (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7134)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Christian Cuvilliez (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7134)

Article 6 (baisse du taux d'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises)

Son amendement n° 97 (instauration d'un taux d'impôt sur les sociétés différencié en fonction des bénéfices dégagés) : rejeté (p. 7145)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Dominique Baert (modernisation du statut des sociétés de capital-risque) (p. 7149)

Article 7 (réduction de la contribution additionnelle et aménagements de l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 368 de M. Germain Gengenwin (application d'un taux de 5 % en 2001, puis suppression de la contribution additionnelle) (p. 7152) : rejeté (p. 7152)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Pierre Brard (application de la réduction de la contribution additionnelle aux seules entreprises ayant conclu un accord sur la réduction du temps de travail ou créatrices d'emplois) (p. 7154)

Son amendement n° 98 (suppression du paragraphe III relatif à l'aménagement du régime d'imposition des sociétés mères et filiales) (p. 7155) : rejeté (p. 7156)

Soutient l'amendement n° 369 de M. Germain Gengenwin (suppression du paragraphe IV relatif à l'aménagement de l'avoir fiscal) (p. 7156) : rejeté (p. 7156)

Soutient l'amendement n° 508 de M. Jean-François Mattei (suppression du paragraphe V relatif à la diminution des coefficients d'amortissement dégressif) (p. 7157) : rejeté (p. 7158)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Henri Emmanuelli (plafonnement de l'imputation des impôts payés à l'étranger par les groupes de sociétés de manière à ce que l'impôt sur les sociétés supporté effectivement en France ne puisse être réduit de plus de 50 %) (p. 7164)

Soutient l'amendement n° 298 de M. Charles de Courson (application aux entreprises individuelles du mécanisme de déduction fiscale pour investissement dont bénéficient les agriculteurs) : rejeté (p. 7169)

Après l'article 8

Son amendement n° 520 (suppression progressive de la taxe sur les salaires) : rejeté (p. 7171)

Après l'article 9

Son amendement n° 102 (suppression du plafond de l'amortissement exceptionnel en faveur des véhicules propres acquis par une société) (p. 7177) : retiré (p. 7180)

Son amendement n° 101 (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des véhicules propres) (p. 7177) : retiré (p. 7180)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 137 de M. Yves Cochet (octroi d'un avantage fiscal aux exploitants de poids lourds et de bennes à ordures ménagères équipés au gaz naturel de ville ou au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7198) : rejeté (p. 7199)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Soutient l'amendement n° 103 de M. Charles de Courson (aménagement des modalités de réintégration de la déduction pour investissement afin de créer une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 7206) : rejeté (p. 7207)

Soutient l'amendement n° 104 de M. Charles de Courson (suppression de l'effet de seuil en matière d'exonération des plus-values des petites entreprises) : rejeté (p. 7208)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 382 de M. Germain Gengenwin (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des exploitations agricoles à responsabilité limitée comprenant des associés non-parents) (p. 7210) : rejeté (p. 7211)

Soutient l'amendement n° 377 de M. Germain Gengenwin (institution d'une exonération partielle d'imposition des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'une entreprise individuelle) : rejeté (p. 7212)

Soutient l'amendement n° 376 de M. Germain Gengenwin (soumission à une imposition au taux proportionnel de la partie de la déduction pour investissement réintégrée dans le bénéfice imposable des exploitants agricoles) : rejeté (p. 7213)

Soutient l'amendement n° 371 de M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond de recettes

ouvrant droit à l'exonération des plus-values professionnelles) : rejeté (p. 7214)

Soutient l'amendement n° 384 de M. Germain Gengenwin (extension à tous les cas d'apports du régime particulier d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'apports en sociétés) : rejeté (p. 7214)

Soutient l'amendement n° 375 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de la réduction d'impôt au titre des dépenses de formation des chefs d'entreprise) : rejeté (p. 7215)

Soutient l'amendement n° 379 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution annuelle sur les revenus de la location) : rejeté (p. 7216)

Soutient l'amendement n° 373 de M. Germain Gengenwin (application d'un droit d'enregistrement de 1 %, dans la limite de 20 000 F par mutation, aux cessions de droits sociaux) : rejeté (p. 7216)

Soutient l'amendement n° 383 de M. Germain Gengenwin (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de titres de sociétés civiles à objet agricole) (p. 7216) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7217)

Soutient l'amendement n° 381 de M. Germain Gengenwin (paiement fractionné des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission partielle d'une entreprise) : rejeté (p. 7217)

Soutient l'amendement n° 115 de M. Charles de Courson (modification du régime de déduction de la rente du sol en matière de cotisations sociales agricoles) : rejeté (p. 7218)

Soutient l'amendement n° 372 de M. Germain Gengenwin (exonération des plus-values professionnelles réinvesties dans un délai d'un an) : rejeté (p. 7221)

Article 12 (création d'un nouveau dispositif d'aide à l'investissement outre-mer)

Soutient l'amendement n° 385 de M. Germain Gengenwin (pérennisation de la déduction du revenu imposable des investissements outre-mer réalisés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) : retiré (p. 7232)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 120 de M. Pierre Méhaignerie (application du dispositif "Besson" d'amortissement des logements locatifs aux ascendants et descendants) (p. 7235) : rejeté (p. 7236)

Article 17 (modalités d'affectation de la taxe sur les conventions d'assurance, de la taxe sur les véhicules des sociétés et du droit de consommation sur les tabacs)

Intervient sur l'amendement n° 541 corrigé du Gouvernement (relèvement de la fraction de la taxe sur les conventions d'assurance affectée aux régimes de sécurité sociale) (p. 7240)

Soutient l'amendement n° 386 de M. Germain Gengenwin (suppression du paragraphe IV relatif à l'affectation au fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) du reliquat des droits de consommation sur les tabacs) : rejeté (p. 7240)

Article 18 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte spécial n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Son amendement n° 121 (de suppression) (p. 7240) : rejeté (p. 7242)

Article 23 (création du compte d'affectation spéciale n° 902-33 "Fonds de provisionnement des charges de retraites et de désendettement de l'Etat")

Soutient l'amendement n° 509 de M. Philippe Douste-Blazy (affectation à la Caisse d'amortissement de la dette publique de la totalité des recettes perçues au titre des licences pour l'exploitation des réseaux mobiles de troisième génération) (p. 7264) : rejeté (p. 7265)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 125 précédemment réservé de M. Pierre Hériaud (application aux propriétaires de vignobles non exploitants de la déduction fiscale des dépenses de plantation et de replantation) : rejeté (p. 7267)

Son amendement n° 84 précédemment réservé (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) : retiré (p. 7283)

Son amendement n° 118 précédemment réservé (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) : retiré (p. 7283)

Son amendement n° 119 précédemment réservé (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage des voies publiques) (p. 7285) : rejeté (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 129 précédemment réservé de M. Yves Cochet (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 7289)

Article 25 (mesures diverses relatives aux charges sociales des non-salariés agricoles)

Soutient l'amendement n° 431 de M. Charles de Courson (suppression en une seule étape de l'assiette minimale des cotisations d'assurance maladie des exploitants agricoles) (p. 7294) : rejeté (p. 7294)

Article 26 (financement des communautés d'agglomération)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Gilles Carrez (majoration de 400 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Christian Cuvilliez (majoration de 400 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (majoration de 200 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295)

Article 29 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 517 troisième rectification de M. Didier Migaud (suppression des crédits inscrits au titre de la rémunération des organes de direction du Conseil de la politique monétaire) (p. 7313)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (présentation des lignes budgétaires consacrées aux relations financières entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations) (p. 7316)

Soutient l'amendement n° 123 de M. Pierre Méhaignerie (article d'équilibre réduisant le déficit) (p. 7325) : devenu sans objet (p. 7326)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

II - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2000] (p. 8846, 8866) :

- Première réunion de la commission des finances du 14 novembre 2000

Son intervention (p. 8855)

Thème :

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8855, 8856)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 219 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations de plantation d'arbres) (p. 8989) : retiré (p. 8991)

Son amendement n° 220 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de ravalement des bâtiments publics) (p. 8989) : retiré (p. 8991)

Son amendement n° 221 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations d'effacement des fils) (p. 8990) : retiré (p. 8991)

Son amendement n° 222 (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des grosses réparations de voirie) (p. 8990) : retiré (p. 8991)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Blazy (majoration de la population des communes concernées par un plan d'exposition au bruit pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8995)

Soutient l'amendement n° 217 de M. Pierre Méhaignerie (application du dispositif d'aide à l'investissement locatif aux logements occupés par les ascendants ou les descendants du contribuable) (p. 8999) : rejeté (p. 9000)

Son amendement n° 214 (suppression du plafond prévu pour l'amortissement des véhicules de sociétés fonctionnant en bicarburation) : rejeté (p. 9000)

Son amendement n° 213 (institution d'un crédit d'impôt au titre des investissements supplémentaires réalisés pour faire fonctionner à l'électricité, au GNV ou au GPL les véhicules neufs ou d'occasion) (p. 9003) : retiré (p. 9006)

Son amendement n° 225 (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage des voies publiques) (p. 9008) : rejeté (p. 9009)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Bouvard (création d'une taxe sur les documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 9012)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Michel Bouvard (création d'une taxe sur les documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 9012)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Yves Cochet (création d'une taxe sur les documents publicitaires et courriers non adressés) (p. 9012)

Intervient sur l'amendement n° 252 de Mme Nicole Bricq (création d'une taxe sur les documents publicitaires non adressés) (p. 9012)

Soutient l'amendement n° 23 de M. François Vannson (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015) : retiré (p. 9016)

Soutient l'amendement n° 218 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune en fonction de la cotisation d'impôt sur le revenu) (p. 9016) : rejeté (p. 9017)

Son amendement n° 215 (exonération de taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation) : rejeté (p. 9017)

Soutient l'amendement n° 20 de M. Pierre Méhaignerie (réduction de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9025) : rejeté (p. 9026)

Son amendement n° 228 (réduction de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9024) : rejeté (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Bouvard (instauration d'un abattement sur la valeur locative des locaux d'habitation situés à proximité d'infrastructures de transport routier ou ferroviaire) (p. 9029)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yves Cochet (réduction de la valeur locative des biens reconnus comme exposés à des nuisances sonores dans le cadre d'un plan d'exposition au bruit) (p. 9029)

Soutient l'amendement n° 229 de M. Pierre Méhaignerie (lissage de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 9035) : rejeté (p. 9035)

Son amendement n° 216 (rapport récapitulant l'ensemble des subventions versées par l'Etat aux organismes qui vont à l'encontre de la politique d'amélioration de l'environnement) : rejeté (p. 9048)

Avant l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (suppression de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Emmanuelli (suppression de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 9049)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10297)

Son intervention (p. 10302)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10302, 10303)

Etat : réforme (p. 10303)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10303)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10302, 10303)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 10303)
Impôt de solidarité sur la fortune : plafonnement (p. 10303)
Impôts locaux : révisions cadastrales (p. 10303)
Parlement : Sénat (p. 10302, 10303)
Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10302, 10303)
Politique économique : croissance (p. 10303)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10306)

Article 5 bis (diminution des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur les impositions locales)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (de suppression) (p. 10320)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Soutient le sous-amendement n° 313 de M. Germain Gengenwin (date de clôture de l'exercice comptable) à l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10338) : retiré (p. 10338)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Philippe Martin (51) (date de clôture de l'exercice comptable des exploitants viticoles soumis à un régime réel d'imposition) (p. 10338)

Article 11 bis B (exonération des indemnités versées en contrepartie de l'abattage de cheptels bovins touchés par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB))

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un étalement de l'imposition des indemnités) (p. 10340)

Article 19 bis supprimé par le Sénat (exonération de redevance audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351)

Article 26 (financement des communautés d'agglomération)

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10355)

Après l'article 48

Soutient l'amendement n° 236 de M. Pierre Méhaignerie (allégement de la valeur locative des matériels agricoles en matière de taxe professionnelle) (p. 10395) : retiré (p. 10395)

Article 48 ter supprimé par le Sénat (versement de subventions de fonctionnement aux syndicats représentatifs par les communes et par les départements)

Intervient sur le sous-amendement n° 317 de M. Jean Vila (versement de subventions aux structures communales ou intercommunales des organisations syndicales représentatives) à l'amendement n° 199 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10396)

Intervient sur le sous-amendement n° 300 du Gouvernement (communication à la commune d'un rapport détaillant l'utilisation de la subvention accompagné de la présentation des comptes certifiés) à l'amendement n° 199 de la commission (p. 10396)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10303)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9907)

Son intervention (p. 9925)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9925)
Finances publiques : dépenses (p. 9925)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 9925 à 9927)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 9925)
Finances publiques : recettes (p. 9925)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 9925)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9926, 9927)
Politique économique : croissance (p. 9925)
Travail : réduction du temps de travail (p. 9925, 9926)

Discussion des articles [7 décembre 2000] (p. 9963, 10021)

Article 1er (régime fiscal des exploitants d'ouvrages de circulation routière à péages)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Michel Bouvard (suppression des paragraphes VII et VIII) (p. 9965)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Charles de Courson (de coordination) (p. 9966) : rejeté (p. 9966)

Son amendement n° 55 (gel, jusqu'au 31 décembre 2010, des tarifs des péages autoroutiers) : rejeté (p. 9966)

Article 2 (affectation au Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) de la part Etat du droit de consommation sur les tabacs manufacturés perçu en 2000)

Son amendement n° 57 (de suppression) (p. 9966) : rejeté (p. 9967)

Article 3 (consolidation du financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Soutient l'amendement n° 249 de M. Charles de Courson (suppression de l'exclusion du régime agricole du bénéfice de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et couverture du déficit du BAPSA par la C3S, une fois arrêté le montant de la subvention de l'Etat) (p. 9967) : retiré (p. 9968)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (exclusion de la valeur des droits de plantation et de replantation de vigne pour le calcul des plus-values professionnelles) (p. 9968) : retiré (p. 9968)

Article 4 (modification des ressources du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Soutient l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (reversement au compte d'affectation spéciale n° 902-

24 du produit de la cession de titres des sociétés GAN, CIC et UIC) (p. 9969) : rejeté (p. 9969)

Intervient sur l'amendement n° 106 rectifié du Gouvernement (modification de la nomenclature du compte d'affectation spéciale n° 902-24) (p. 9969)

Article 5 (abandon de créances détenues au compte spécial du Trésor n° 903-05 "Prêts du Fonds de développement économique et social")

Son amendement n° 59 (de suppression) (p. 9970) : rejeté (p. 9971)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié du Gouvernement (aménagement de l'assiette de la taxe spéciale alimentant le compte de soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles) (p. 9972)

Article 6 et état A (équilibre général)

Son amendement n° 61 (réduction du déficit budgétaire) (p. 9979) : rejeté (p. 9981)

Article 7 et état B (dépenses ordinaires des services civils - Ouvertures)

Son amendement n° 62 (de conséquence) : retiré (p. 9984)

Intervient sur l'amendement n° 206 du Gouvernement (majoration des crédits de l'environnement) (p. 9987)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 129 du Gouvernement (report d'un an des dispositions relatives aux droits de succession en Corse) (p. 9998)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Gilles Carrez (perception par les communautés d'agglomération créées ex nihilo, la deuxième année d'attribution de leur dotation globale de fonctionnement, d'une attribution par habitant égale au moins à celle perçue l'année précédente, indexée sur l'évolution de la dotation forfaitaire) (p. 10000)

Article 23 (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2001)

Soutient l'amendement n° 63 de M. Charles de Courson (maintien de la valeur locative cadastrale des propriétés non bâties) (p. 10004) : rejeté (p. 10004)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Jean-Louis Dumont (remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers grevant le fioul utilisé pour le chauffage des logements locatifs sociaux HLM) (p. 10006)

Après l'article 27

Son amendement n° 97 (suppression du plafonnement de l'amortissement des véhicules professionnels fonctionnant à l'énergie propre) (p. 10012) : rejeté (p. 10013)

Son amendement n° 99 (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 10013) : rejeté (p. 10014)

Son amendement n° 100 (octroi d'1,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) : rejeté (p. 10014)

Article 26 précédemment réservé (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Son intervention (p. 10031)

Son amendement n° 64 (de suppression) (p. 10034) : rejeté (p. 10038)

Son amendement n° 65 (limitation de la taxation de l'électricité) (p. 10038) : rejeté (p. 10039)

Soutient l'amendement n° 251 de M. Charles de Courson (exonération des produits destinés à être utilisés pour le séchage des produits agricoles) (p. 10040) : rejeté (p. 10040)

Soutient l'amendement n° 246 de M. Charles de Courson (exonération des produits destinés à être utilisés comme matières premières permettant l'obtention d'une matière première agricole) (p. 10043) : rejeté (p. 10044)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Charles de Courson (de précision) (p. 10044) : rejeté (p. 10044)

Son amendement n° 66 (exonération des produits destinés à être utilisés pour le fonctionnement des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité) : rejeté (p. 10044)

Son amendement n° 70 (exonération des produits destinés à être utilisés pour le fonctionnement des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité) : rejeté (p. 10044)

Son amendement n° 69 (exonération des produits destinés à être utilisés pour les productions par réaction chimique ou dans des procédés métallurgiques et d'électrolyse) : rejeté (p. 10045)

Soutient l'amendement n° 253 de M. Germain Gengenwin (exclusion des activités agricoles du champ de la taxe) (p. 10045) : rejeté (p. 10045)

Son amendement n° 72 (de conséquence) : retiré (p. 10046)

Son amendement n° 73 (suppression du critère de la revente pour le bénéfice de l'exonération relative à la production en interne de produits énergétiques) : rejeté (p. 10046)

Son amendement n° 74 (allongement de la période pendant laquelle une entreprise nouvelle est exonérée) (p. 10046) : rejeté (p. 10047)

Son amendement n° 75 (extension à chaque redevable du champ de la franchise de 100 tonnes équivalent pétrole) : retiré (p. 10048)

Son amendement n° 76 (conséquences de l'extension du champ d'application de la franchise) : retiré (p. 10049)

Son amendement n° 77 (application des abattements à l'ensemble des redevables) : rejeté (p. 10051)

Soutient l'amendement n° 247 de M. Charles de Courson (relèvement du seuil de l'abattement) (p. 10052) : rejeté (p. 10052)

Son amendement n° 78 (prise en compte des consommations de produits énergétiques de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10053) : rejeté (p. 10054)

Son amendement n° 79 (extension de la possibilité de contracter un engagement relatif à la réduction des consommations de produits énergétiques et des émissions de dioxyde de carbone) : rejeté (p. 10054)

Son sous-amendement n° 271 (application du dispositif à compter du 1er janvier 2001) à l'amendement n° 165 de M. Didier Migaud (extension de la possibilité de contracter un engagement relatif à la réduction des consommations de produits énergétiques et des émissions de dioxyde de carbone) : rejeté (p. 10055)

Son amendement n° 87 (prise en compte de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre) : rejeté (p. 10055)

Son amendement n° 80 (exonération des entreprises contractant un engagement de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre) (p. 10055) : rejeté (p. 10056)

Son amendement n° 81 (relèvement de la réduction de la taxe) : devenu sans objet (p. 10057)

Soutient l'amendement n° 252 de M. Charles de Courson (conditions d'exigibilité de la taxe en cas de dénonciation des engagements) (p. 10057) : rejeté (p. 10057)

Son amendement n° 85 (plafonnement de la taxe à 0,2 % de la valeur ajoutée produite au cours de l'année précédant l'année de taxation) : rejeté (p. 10058)

Son amendement n° 86 (plafonnement de la taxe à 0,4 % de la valeur ajoutée produite au cours de l'année précédant l'année de taxation) : retiré (p. 10058)

Son amendement n° 132 (déclaration annuelle unique) : rejeté (p. 10059)

Son amendement n° 67 (application de la taxe subordonnée à l'entrée en vigueur d'un accord international sur la réduction de tous les gaz à effet de serre) : rejeté (p. 10063)

Après l'article 27 (suite)

Son amendement n° 101 précédemment réservé (institution d'un crédit d'impôt pour l'acquisition de véhicules propres ou la transformation de véhicules pour les faire fonctionner avec une énergie propre) (p. 10064) : retiré (p. 10067)

Son sous-amendement n° 276 rectifié (extension du dispositif à la transformation de véhicules pour les faire fonctionner avec une énergie propre) à l'amendement n° 138 deuxième rectification précédemment réservé de M. Yves Cochet (institution d'un crédit d'impôt pour l'acquisition de véhicules propres) (p. 10064) : retiré (p. 10067)

Soutient l'amendement n° 243 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068) : rejeté (p. 10069)

Son amendement n° 94 (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 10070) : retiré (p. 10073)

Son amendement n° 244 (non-assujettissement au droit d'enregistrement de 1 % des acquisitions et cessions d'actions des sociétés non cotées effectuées dans le cadre de l'intéressement, de la participation et des plans d'épargne d'entreprise) : rejeté (p. 10073)

Son amendement n° 98 (exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules propres) : rejeté (p. 10074)

Intervient sur l'amendement n° 148 du Gouvernement (aménagement de la définition des petites et moyennes entreprises pouvant bénéficier de l'exonération de taxe professionnelle dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire "tertiaire") (p. 10075)

Soutient l'amendement n° 242 de M. Germain Gengenwin (création d'une provision pour investissement au profit des entreprises de sciage) (p. 10076) : rejeté (p. 10077)

Article 31 (affectation au Fonds national pour l'emploi (FNE) d'une partie du produit de la cotisation versée par les employeurs licenciant des salariés âgés de plus de 50 ans)

Son amendement n° 95 (de suppression) (p. 10080) : rejeté (p. 10081)

Article 32 (versement d'une contribution à l'Etat par les organismes collecteurs paritaires agréés au titre du congé individuel de formation et du compte de temps de formation)

Son amendement n° 96 (doublement du montant de la contribution) : rejeté (p. 10081)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (autorisation donnée à la caisse de mutualité sociale agricole de Corse d'accorder un plan d'échelonnement de la dette sociale portant sur les cotisations patronales des exercices antérieurs au 31 décembre 1998) (p. 10086)

Son amendement n° 93 (publication d'un rapport annuel récapitulant l'ensemble des subventions versées par l'Etat à des organismes, établissements publics et associations non respectueux de l'environnement) : rejeté (p. 10090)

Ses explications de vote (p. 10090)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10090)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10619)

Son intervention (p. 10623)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10623)

Energie et carburants : gaz de pétrole liquéfié (GPL) (p. 10623)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10624)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10623)

Lois de finances rectificatives (p. 10623)

Publicité (p. 10623)

Sécurité sociale : dépenses : santé (p. 10623)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 10623, 10624)

Discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10625)

Article 26 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (simplification du dispositif applicable aux sociétés coopératives) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10650)

Article 27 quater (crédit d'impôt de 10 000 F pour l'acquisition d'un véhicule roulant au GPL ou avec un système mixte électricité-essence)

Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Nicole Bricq (extension du bénéfice du crédit d'impôt aux véhicules pris en location dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat ou d'une durée d'au moins deux ans) (p. 10654)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10655)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10624)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 2000] (p. 10679)

Son intervention (p. 10681)

Thème :

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10682)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10682)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 678)

Son intervention (p. 688)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : politique bancaire : personnes défavorisées (p. 689)

Banques et établissements financiers : réglementation (p. 689)

Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 689)

Marchés financiers : Commission des opérations de bourse (COB) : Conseil des marchés financiers (p. 689)

Marchés financiers : généralités (p. 688, 689)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : offres publiques d'échange (OPE) (p. 688)

Politique économique : généralités (p. 688, 689)

Union européenne : euro (p. 689)

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 28 ter (article L. 441-3 du code de commerce : paiement des fournisseurs)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Paul Charié (obligation pour les fournisseurs d'exiger des pénalités de retard) (p. 706)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Yves Le Déaut (instauration d'un système de lettre de change pour tout achat dont le délai de paiement excède 45 jours) (p. 708)

Article 29 (article L. 442-6 du code de commerce : précision de la notion de pratiques abusives, nullité de certaines clauses illicites et extension des prérogatives des pouvoirs publics devant les juridictions)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une modification rédactionnelle) (p. 720)

Article 4 précédemment réservé (articles L. 432-1 et L. 439-2 du code du travail : information du comité d'entreprise en cas d'offre publique)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Christian Cuvilliez (avis du comité d'entreprise sur le caractère amical ou hostile d'une offre publique d'achat ou d'échange) (p. 751)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'amendement n° 201 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (séparation des fonctions de gouverneur de la Banque centrale et de président de l'autorité de surveillance bancaire) (p. 757)

Article 14 précédemment réservé (articles 31 et 29 de la loi du 24 janvier 1984 : composition du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement)

Soutient l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Delalande (mise en œuvre par le fonds de garantie des dépôts du mécanisme de garantie des cautions) (p. 764, 799) : rejeté après rectification (p. 800)

Article 18 quater précédemment réservé (mécanisme de résiliation et de compensation généralisées des créances)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jean-Pierre Balligand (nouvelle rédaction de l'article limitant le mécanisme aux contrats entre établissements financiers) (p. 807)

Article 21 précédemment réservé (article 12 bis de la loi du 12 juillet 1990 : sanctions à l'encontre des centres financiers extra-territoriaux)

Intervient sur l'amendement n° 47 deuxième rectification de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 814)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Arnaud Montebourg (possibilité pour le Gouvernement de restreindre ou d'interdire les transactions financières réalisées avec des entités juridiques dont le bénéficiaire n'est pas identifié) à l'amendement n° 47 deuxième rectification de la commission (p. 814)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 139 précédemment réservé de M. Arnaud Montebourg (recours à la forme authentique pour les actes de cessions de droits sociaux de sociétés civiles à prépondérance immobilière) (p. 819)

Ses explications de vote (p. 852)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 852)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2510)

Son intervention (p. 2514)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2514, 2515)

Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 2514)

Marchés financiers : bourse de Paris (p. 2514)

Union européenne (p. 2514, 2515)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2515)

Proposition de loi organique n° 2540 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2001] (p. 1217, 1251)

Son intervention (p. 1229)

Thèmes :
Assemblée nationale : commissions spéciales (p. 1229, 1230)
Assemblée nationale : propositions de loi (p. 1229, 1230)
Constitution : article 40 (p. 1230)
Etat : réforme (p. 1230, 1231)
Finances publiques : comptabilité publique (p. 1232)
Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 1232)
Finances publiques : dépenses (p. 1231, 1232)
Finances publiques : dépenses : investissement (p. 1231)
Finances publiques : dette publique : déficit budgétaire (p. 1231, 1232)
Finances publiques : emprunts (p. 1231)
Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 1231, 1232)
Finances publiques : fongibilité des crédits (p. 1231)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 1230)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1231, 1232)
Finances publiques : procédure budgétaire (p. 1230, 1231)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 1230 à 1232)
Finances publiques : programmes (p. 1231)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1230)
Impôts et taxes : recouvrement (p. 1230)
Lois de règlement (p. 1232)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1229, 1230, 1232)
Parlement : contrôle : rôle (p. 1229 à 1232)
Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1230)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1232)

Discussion des articles [7 février 2001] (p. 1266) ; [8 février 2001] (p. 1319)

Article 2 (les ressources budgétaires)
Son amendement n° 23 (intégration des émissions d'emprunts au budget de l'Etat) (p. 1266) : rejeté (p. 1269)

Article 4 (la définition des charges budgétaires de l'Etat)
Son amendement n° 24 (intégration des remboursements d'emprunts aux charges budgétaires de l'Etat) (p. 1269) : retiré (p. 1270)

Article 5 (le budget et les principes budgétaires)
Soutient l'amendement n° 89 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) (p. 1271) : rejeté (p. 1271)
Soutient l'amendement n° 90 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) (p. 1271) : rejeté (p. 1271)
Soutient l'amendement n° 91 de M. Jacques Barrot (imputation de toutes les recettes et de toutes les dépenses au budget de l'Etat) (p. 1271) : rejeté (p. 1271)
Son amendement n° 25 (définition des dépenses relevant d'une section de fonctionnement et financement de ces dépenses par les seules recettes fiscales et non fiscales) (p. 1275) : rejeté (p. 1276)
Son amendement n° 26 (affirmation du principe de l'équilibre des lois de finances et présentation d'un programme pluriannuel de retour à l'équilibre budgétaire en cas de manquement à ce principe) : rejeté (p. 1276)

Article 6 (la comptabilisation des recettes et des dépenses)
Soutient l'amendement n° 93 de M. Jacques Barrot (intégration des engagements dans la comptabilisation des opérations budgétaires) (p. 1319) : rejeté (p. 1319)
Son amendement n° 28 (application d'une comptabilité en droits constatés en ce qui concerne les recettes) (p. 1319) : rejeté (p. 1321)
Son amendement n° 27 (application d'une comptabilité en droits constatés en ce qui concerne les dépenses) : rejeté (p. 1321)
Soutient l'amendement n° 94 de M. Jacques Barrot (intégration des engagements dans la comptabilisation des opérations budgétaires) (p. 1321) : rejeté (p. 1321)

Après l'article 6
Son amendement n° 29 (affirmation du principe de l'équilibre budgétaire et modalités de prise en compte dans le budget des dépenses afférentes à l'amortissement de la dette de l'Etat) (p. 1321) : rejeté (p. 1322)

Article 7 (la budgétisation par objectifs : les missions et les programmes)
Son amendement n° 30 (suppression du monopole de l'initiative gouvernementale pour la création d'une mission) (p. 1323) : rejeté (p. 1326)
Son amendement n° 31 (suppression de la possibilité d'instituer un programme comportant des crédits globaux pour dépenses accidentelles) : rejeté (p. 1327)
Son amendement n° 32 (non fongibilité des crédits ouverts sur le titre des dépenses d'investissement vers les crédits ouverts sur le titre des dépenses de fonctionnement) (p. 1330) : rejeté (p. 1331)
Soutient l'amendement n° 85 de M. Jacques Barrot (fixation de plafonds des effectifs rémunérés par l'Etat et contrôle des créations et des suppressions d'emplois) (p. 1331) : rejeté (p. 1331)

Article 12 (la répartition des crédits globaux)
Son amendement n° 33 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 1333)

Article 13 (les virements et transferts de crédits entre programmes)
Son amendement n° 34 (abaissement du plafond des virements de crédits entre programmes) (p. 1334) : rejeté (p. 1335)

Article 15 (les annulations de crédits)
Son amendement n° 36 (suppression de la limitation des annulations de crédits) (p. 1336) : rejeté (p. 1337)

Après l'article 24
Son amendement n° 37 (création d'un compte annexe d'amortissement de la dette de l'Etat) (p. 1340) : rejeté (p. 1341)

Article 26 (les règles applicables aux opérations de trésorerie)
Son amendement n° 38 (suppression de l'obligation faite aux collectivités territoriales et aux

établissements publics de déposer leurs disponibilités au Trésor) (p. 1341) : rejeté (p. 1343)

Article 31 (le contenu de la loi de finances de l'année)

Soutient l'amendement n° 78 de M. Jacques Barrot (renouvellement annuel de l'affectation des ressources de l'Etat et des impositions de toute nature à des personnes morales autres que l'Etat et les collectivités territoriales) : rejeté (p. 1349)

Son amendement n° 39 (fixation d'un plafond des emprunts autorisés) (p. 1350) : retiré (p. 1353)

Article 33 (les conditions du transfert d'une ressource de l'Etat vers une autre personne morale)

Soutient l'amendement n° 80 de M. Jacques Barrot (renouvellement annuel de l'affectation des ressources de l'Etat et des impositions de toute nature à des personnes morales autres que les collectivités territoriales) : rejeté (p. 1353)

Article 34 (le contenu de la loi de règlement)

Soutient l'amendement n° 81 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) : rejeté (p. 1354)

Son amendement n° 40 (arrêté définitif des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre financier) : adopté (p. 1354)

Article 40 (les documents joints aux projets de loi de finances rectificative)

Son amendement n° 41 (établissement d'une annexe relative aux conditions d'encaissement des recettes non fiscales) (p. 1361) : rejeté (p. 1362)

Article 50 (le maintien à titre transitoire et exceptionnel de certaines affectations de recettes)

Son amendement n° 42 (suppression, dès la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi organique, des comptes d'affectation spéciale, des comptes de commerce et des budgets annexes) (p. 1364) : rejeté (p. 1365)

Ses explications de vote (p. 1368)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1368)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2001] (p. 4651)

Son intervention (p. 4660)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 4661)

Finances publiques : dépenses (p. 4661)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : consentement (p. 4661)

Fonctionnaires et agents publics (p. 4661)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : prérogatives (p. 4661)

Parlement : prérogatives : finances publiques (p. 4661, 4662)

Parlement : rôle : généralités (p. 4660, 4661)

Parlement : Sénat : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 4661)

Discussion des articles [21 juin 2001] (p. 4668)

Article 1er (ressources et charges de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel - charges de trésorerie) (p. 4669)

Article 14 (décrets d'avance)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jacques Brunhes (avis de toutes les commissions concernées) (p. 4679)

Article 48 duodecies (mission d'assistance de la Cour des comptes au Parlement)

Son amendement n° 86 (transmission par la Cour des comptes des grandes orientations et non du projet de son programme de contrôles) : retiré (p. 4704)

Son sous-amendement n° 87 (analyse par programme) à l'amendement n° 74 de la commission (analyse de l'exécution des crédits par mission) : adopté (p. 4705)

Ses explications de vote (p. 4707)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4708)

Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2119)

Son intervention (p. 2120)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2121)

Banques et établissements financiers : comptes courants : droit (p. 2120)

Moyens de paiement : chèques (p. 2121)

Moyens de paiement : chèques : Gouvernement (p. 2120)

Union européenne : constitution européenne (p. 2121)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2121)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 6 (art. 20, 21 et 78-6 du code de procédure pénale, art. L.1er et L.234-4 du code de la route : renforcement des prérogatives de police judiciaire des agents de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 231 du Gouvernement (sort des véhicules inutilisables ou insusceptibles de réparation) (p. 2391)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Thierry Mariani (dépistage des stupéfiants chez les conducteurs impliqués dans un accident de la route) (p. 2394)

Article 7 (art. L. 132-2 du code monétaire et financier : modification des clauses autorisant l'opposition au paiement par carte - utilisation frauduleuse de la carte de paiement)

Son intervention (p. 2395)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 221 (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission des finances (abaissement de la franchise en cas de perte ou vol de la carte) (p. 2404) : devenu sans objet (p. 2407)

Son sous-amendement n° 222 (de précision) à l'amendement n° 5 de la commission des finances (absence de responsabilité du titulaire de la carte en

cas d'utilisation frauduleuse sans présentation physique ou sans identification électronique) (p. 2407): devenu sans objet (p. 2410)

Son sous-amendement n° 223 (de précision) à l'amendement n° 5 de la commission des finances (p. 2407) : devenu sans objet (p. 2410)

Intervient sur le sous-amendement n° 239 de Mme Nicole Bricq (de précision) à l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Brard (absence de responsabilité du titulaire de la carte en cas d'utilisation frauduleuse sans présentation physique ou sans identification électronique) (p. 2410)

Son sous-amendement n° 224 (de précision) à l'amendement n° 6 de la commission des finances (remboursement des frais occasionnés par l'utilisation frauduleuse d'une carte) : rejeté (p. 2410)

Son sous-amendement n° 225 (120 jours maximum) à l'amendement n° 7 de la commission des finances (délai de 120 jours pour contester une opération) (p. 2410) : rejeté (p. 2412)

Son sous-amendement n° 226 (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission des finances (modification du contrat liant l'émetteur et le titulaire de la carte) (p. 2412) : retiré (p. 2413)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2551)

Son intervention (p. 2556)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2556, 2557)

Marchés financiers : bourse de Paris (p. 2556)

Marchés publics : code des marchés publics : collectivités territoriales (p. 2556)

Postes : La Poste (p. 2557)

Union européenne : constitution européenne : Gouvernement (p. 2557)

Union européenne : euro (p. 2557)

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)

Article 6 précédemment réservé (définition du cadre juridique des relations des banques avec leurs clients)

Son amendement n° 63 (pas de notification préalable des changements de taux du découvert) : rejeté (p. 2590)

Son amendement n° 79 (communication des projets de modification de tarif trois mois - et non deux mois - avant la date d'application envisagée) : adopté (p. 2590)

Son amendement n° 64 (assurance liée au crédit immobilier) (p. 2590) : rejeté (p. 2591)

Article 7 précédemment réservé (aménagement du régime des frais et des pénalités libératoires relatifs aux chèques sans provision)

Son amendement n° 80 (information de l'émetteur d'un chèque non provisionné) : adopté (p. 2592)

Article 9 précédemment réservé (protection de l'euro contre le faux monnayage et adaptation du droit sur le blanchiment lors du passage à l'euro)

Son amendement n° 65 (début de la période d'exonération pénale ramené du 1er janvier 2002 au 1er septembre 2001) (p. 2593) : rejeté (p. 2594)

Son amendement n° 66 (seuil ramené de 10 000 à 8 000 euros) : rejeté (p. 2594)

Article 12 précédemment réservé (déclassement des biens immobiliers du domaine public de la Poste)

Son amendement n° 67 (application de l'article subordonnée au respect par La Poste des obligations comptables résultant de la directive postale européenne et de la réglementation française) : rejeté (p. 2603)

Ses explications de vote (p. 2613)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2613)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5170)

Son intervention (p. 5174)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 5175)

Energie et carburants : compagnie nationale du Rhône (CNR) (p. 5174)

Lois : application : logement social (p. 5175)

Marchés publics : code des marchés publics : collectivités territoriales (p. 5175)

Postes : La Poste (p. 5175)

Union européenne : euro (p. 5175)

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5177)

Article 3 (définition de la délégation de service public)

Soutient l'amendement n° 90 de Mme Anne-Marie Idrac (définition de la délégation de service public - notion de risque d'exploitation) (p. 5180) : rejeté (p. 5180)

Article 3 bis A (distribution de gaz combustible hors réseau de transport)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5181)

Article 5 ter supprimé par le Sénat (quart réservataire au bénéfice des sociétés coopératives et de certaines associations)

Son sous-amendement n° 88 (de précision) à l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5186) : rejeté (p. 5187)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean Vila (surveillance de la mise en place du service de base bancaire par la Banque de France et la direction générale de la concurrence) (p. 5188)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean Vila (bilan triennal du service de base bancaire établi par la Banque de France) (p. 5188)

Article 7 (aménagement du régime des frais et des pénalités libératoires relatifs aux chèques sans provision)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (refus de paiement d'un chèque après avoir informé le titulaire du compte par tout moyen approprié sur les conséquences du défaut de provision) (p. 5194)

Article 8 (renforcement des règles relatives à la loyauté des annonces publicitaires effectuées par les intermédiaires en opérations de banque)

Intervient sur l'amendement n° 50 de Mme Nicole Bricq (délais de prescription en matière de litiges relatifs aux prêts à la consommation) (p. 5196)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jean Vila (double affichage des prix jusqu'au 30 juin 2002) (p. 5199)

Ses explications de vote (p. 5218)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5219)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Son intervention (p. 3956)

Thèmes :

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 3956)

Finances publiques : généralités : Cour des comptes (p. 3956, 3957)

Fonctionnaires et agents publics (p. 3956, 3957)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 3956)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3956)

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2001] (p. 3965)

Son intervention (p. 3966)

Thèmes :

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 3967)

Finances publiques : dépenses (p. 3966)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 3966)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3966)

Lois de règlement (p. 3966)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3967)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2001] (p. 5223)

Son intervention (p. 5224)

Thèmes :

Finances publiques : généralités (p. 5224)

Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 5224)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 5224)

Lionel JOSPIN
Premier Ministre

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [4 octobre 2000]

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001 [4 octobre 2000]

Projet de loi n° 2692 portant ratification de l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000 relative à la partie législative du code de la route [8 novembre 2000]

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000 [15 novembre 2000]

Projet de loi n° 2705 portant ratification de l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement [15 novembre 2000]

Projet de loi n° 2706 portant ratification de l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code du commerce [15 novembre 2000]

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation [17 janvier 2001]

Projet de loi n° 2870 relatif à l'accès aux origines personnelles [17 janvier 2001]

Projet de loi n° 2871 portant ratification de l'ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs [17 janvier 2001]

Projet de loi n° 2879 autorisant l'approbation de la convention d'Unidroit sur les biens culturels volés ou illicitement exportés (ensemble une annexe) [24 janvier 2001]

Projet de loi n° 2880 autorisant l'approbation de la convention pour la protection du Rhin [24 janvier 2001]

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi [31 janvier 2001]

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse [31 janvier 2001]

Projet de loi n° 2920 portant réforme des autorités financières [7 février 2001]

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse [21 février 2001]

Projet de loi n° 2932 relatif à Mayotte [28 février 2001]

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [7 mars 2001]

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne [14 mars 2001]

Projet de loi n° 2939 relatif aux musées de France [21 mars 2001]

Projet de loi n° 2940 relatif à la sécurité des infrastructures et systèmes de transport et aux enquêtes techniques après événement de mer, accident ou incident de transport terrestre [21 mars 2001]

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier [18 avril 2001]

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [25 avril 2001]

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [9 mai 2001]

Projet de loi n° 3071 autorisant la ratification des amendements à l'accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée [16 mai 2001]

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité [23 mai 2001]

Projet de loi n° 3143 sur la société de l'information [14 juin 2001]

Projet de loi n° 3166 relatif à la bioéthique [20 juin 2001]

Projet de loi n° 3205 portant réforme de la politique de l'eau [27 juin 2001]

Projet de loi n° 3206 portant ratification de l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001 transposant certaines dispositions de la directive 1999/62/CE du Parlement et du Conseil du 17 juin 1999 relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et réformant le régime d'exploitation de certaines sociétés concessionnaires d'autoroutes [27 juin 2001]

Projet de loi n° 3217 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [4 juillet 2001]

Projet de loi n° 3218 portant règlement définitif du budget de 2000 [4 juillet 2001]

Projet de loi n° 3250 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [18 juillet 2001]

Projet de loi n° 3251 autorisant la ratification de la Convention de Londres relative à l'aide alimentaire [18 juillet 2001]

Projet de loi n° 3253 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie [25 juillet 2001]

Projet de loi n° 3255 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 [31 juillet 2001]

Projet de loi n° 3256 autorisant l'approbation de la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (ensemble deux annexes) [23 août 2001]

Projet de loi n° 3258 relatif aux droits des malades et à la qualité du système de santé [5 septembre 2001]

Projet de loi n° 3262 de finances pour 2002 [18 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Premier Ministre

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT DE

M. Robert Hue. Etat. Organisation. Institutions, perspectives [19 décembre 2000] (p. 10438)

M. Alain Madelin. Etat. Organisation. Institutions, perspectives [19 décembre 2000] (p. 10438)

M. Noël Mamère. Etat. Organisation. Institutions, perspectives [19 décembre 2000] (p. 10438)

M. Jean-Marc Ayrault. Etat. Organisation. Institutions, perspectives [19 décembre 2000] (p. 10438)

M. Philippe Douste-Blazy. Etat. Organisation. Institutions, perspectives [19 décembre 2000] (p. 10438)

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Henri Plagnol. Collectivités territoriales. Corse. Statut [3 octobre 2000] (p. 6339)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Partis et mouvements politiques. Financement. Procédure judiciaire, affaire Méry [10 octobre 2000] (p. 6588)

M. Laurent Dominati. Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Manifestations antisémites à Paris [10 octobre 2000] (p. 6594)

M. François Liberti. Chômage : indemnisation. Régime d'assurance chômage. Réforme [17 octobre 2000] (p. 6862)

M. Marc-Philippe Daubresse. Etat. Décentralisation. Perspectives [17 octobre 2000] (p. 6864)

M. Bernard Accoyer. Ministères et secrétariats d'Etat. Emploi et solidarité. Départ du ministre, bilan [17 octobre 2000] (p. 6870)

M. Pierre Lequiller. Union européenne. Elargissement. Institutions communautaires, réforme [18 octobre 2000] (p. 6959)

M. Renaud Muselier. Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [24 octobre 2000] (p. 7343)

M. Francis Delattre. Emploi. Politique de l'emploi. Emplois jeunes, durée du travail, réduction, application [25 octobre 2000] (p. 7458)

M. Édouard Landrain. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Produits chimiques, naufrage de l'Ievoli Sun, conséquences [31 octobre 2000] (p. 7811)

M. André Angot. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Produits chimiques, naufrage de l'Ievoli Sun, conséquences [31 octobre 2000] (p. 7814)

M. Jean-François Mattei. Santé. Maladie de Creutzfeldt-Jakob. Contamination par la viande bovine, lutte et prévention [7 novembre 2000] (p. 8063)

M. Yves Cochet. Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Farines animales, interdiction [14 novembre 2000] (p. 8493)

M. Jean-Pierre Chevènement. Energie et carburants. Energie nucléaire. Perspectives [21 novembre 2000] (p. 9080)

M. Maurice Leroy. Etat. Décentralisation. Perspectives [21 novembre 2000] (p. 9085)

M. Michel Meylan. Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Torture, guerre d'Algérie, attitude de la France [28 novembre 2000] (p. 9396)

M. Thierry Mariani. Etat. Gouvernement. Fonctionnement, déclarations de ministres [28 novembre 2000] (p. 9402)
M. François Léotard. Politique extérieure. Allemagne. Relations franco-allemandes, perspectives [29 novembre 2000] (p. 9517)
M. François d'Aubert. Etat. Ordonnances. Transposition de directives européennes [5 décembre 2000] (p. 9738)
M. Didier Quentin. Elections et référendums. Elections présidentielles et législatives. Organisation, dates [12 décembre 2000] (p. 10119)
M. Gérard Fuchs. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, sommet de Nice [12 décembre 2000] (p. 10122)
Mme Christiane Taubira. Outre-mer. Politique sociale. Perspectives [19 décembre 2000] (p. 10448)
M. Yvon Abiven. Sécurité publique. Inondations. Bretagne, aides de l'Etat [10 janvier 2001] (p. 123)
Mme Annette Peulvast-Bergeal. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [30 janvier 2001] (p. 901)
M. Alain Moyne-Bressand. Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du Préfet, enquête, résultats [6 février 2001] (p. 1132)
M. Alain Bocquet. Politique sociale. Bénéficiaires. Perspectives [27 mars 2001] (p. 1413)
M. Georges Tron. Etat. Ministres. Cumul des mandats [27 mars 2001] (p. 1419)
M. Pierre Méhaignerie. Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [28 mars 2001] (p. 1507)
Mme Michèle Alliot-Marie. Etat. Président de la République. Responsabilité pénale pour des faits antérieurs à son entrée en fonctions [28 mars 2001] (p. 1511)
M. Henri Plagnol. Transports ferroviaires. SNCF. Grève [3 avril 2001] (p. 1665)
M. Francis Hammel. Sécurité publique. Inondations. Somme, aides de l'Etat [17 avril 2001] (p. 1899)
M. Léonce Deprez. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Evacuation de la population, Vimy, rôle de l'Etat [17 avril 2001] (p. 1906)
M. Pascal Clément. Travail. Secteur public et secteur privé. Disparités, lutte et prévention [24 avril 2001] (p. 2161)
M. Yves Nicolin. Politique économique. Emploi. Perspectives [2 mai 2001] (p. 2501)
Mme Muguette Jacquaint. Politique extérieure. Afghanistan. Droits des femmes [9 mai 2001] (p. 2675)
M. François Asensi. Défense. Armée. Guerre d'Algérie, torture [16 mai 2001] (p. 2962)
M. Jacques Desallangre. Défense. Armée. Guerre d'Algérie, torture [16 mai 2001] (p. 2963)
M. Dominique Dord. Parlement. Ordre du jour. Projet de loi de modernisation sociale, vote, report [29 mai 2001] (p. 3528)
M. Alain Tourret. Etat. Président de la République. Responsabilité pénale pour des faits antérieurs à son entrée en fonctions [29 mai 2001] (p. 3528)
M. François Goulard. Etat. Premier ministre. Passé politique [5 juin 2001] (p. 3827)
M. Hervé Morin. Etat. Premier ministre. Passé politique [13 juin 2001] (p. 4163)
M. Michel Bouvard. Travail. Licenciement collectif. Loi de modernisation sociale, conséquences [19 juin 2001] (p. 4402)

DÉBATS

Questions orales avec débat sur l'avenir des institutions

[19 décembre 2000] (p. 10413)
Sa réponse (p. 10438)
Thèmes :
Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10439)
Elections et référendums : calendrier électoral : élections législatives (p. 10440)
Parlement : prérogatives (p. 10441)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 10440)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)
Son intervention (p. 480)
Thèmes :
Administration : déconcentration : collectivités territoriales (p. 484)
Collectivités territoriales : coopération entre collectivités (p. 481)
Collectivités territoriales : décentralisation : expérimentation (p. 483)
Collectivités territoriales : décentralisation : généralités (p. 480)
Collectivités territoriales : décentralisation : institutions (p. 481)
Collectivités territoriales : décentralisation : subsidiarité (p. 483)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 482)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 484)
Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 481)
Collectivités territoriales : finances locales (p. 483)
Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 482)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : modes de scrutin (p. 482)
Elections et référendums : modes de scrutin : collectivités territoriales (p. 482)
Etat : décentralisation : réforme (p. 481)
Fonction publique territoriale (p. 484)

Charles JOSSELIN

Ministre délégué à la coopération et à la francophonie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Cousin. Propriété intellectuelle. Brevets. Brevets européens, traduction en français, maintien [4 octobre 2000] (p. 6423)

M. Jean-Yves Gateaud. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [10 octobre 2000] (p. 6591)

M. Henri Emmanuelli. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [24 octobre 2000] (p. 7339)

M. Michel Suchod. Union européenne. PESC (politique étrangère et de sécurité commune). Fonctionnement [24 octobre 2000] (p. 7347)

M. René Mangin. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [6 décembre 2000] (p. 9868)

M. Jean-Yves Gateaud. Politique extérieure. Aide au développement. Perspectives [16 mai 2001] (p. 2969)

M. Gérard Bapt. Politique extérieure. Liban. Organisation des Nations Unies (ONU), forces d'interposition, perspectives [29 mai 2001] (p. 3537)

M. Pierre Carassus. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, traité de Nice, ratification [12 juin 2001] (p. 4069)

M. Jean-Claude Lefort. Relations internationales. Commerce international. Médicaments, prix, conséquences, pays en voie de développement [20 juin 2001] (p. 4538)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Ses réponses (p.8091, 8095 à 8098)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 8048 à 8050, 8092, 8094)

Culture : politique culturelle : langue française (p. 8092)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 8094)

Enseignement supérieur : étudiants : bourses d'études (p. 8049, 8092)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 8048, 8093, 8094)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : culture (p. 8095)

Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8047, 8048)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8049, 8091)

Politique extérieure : aide au développement (p. 8047, 8049, 8092, 8093)

Politique extérieure : coopération militaire : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 8091)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 8047, 8050)

Politique extérieure : Fonds d'aide et de coopération (FAC) (p. 8046, 8047)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 8048, 8091, 8092)

Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement (p. 8048)

Réponses aux questions :

Culture : politique culturelle : langue française (p. 8096) (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 8096)

Etrangers : immigration clandestine (p. 8096) (Mme Monique Collange) (p. 8096)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : crédits budgétaires (p. 8097) (M. Bernard Schreiner) (p. 8097)

Union européenne : élargissement (p. 8096) (M. Charles Ehrmann) (p. 8095)

Union européenne : Parlement européen : Strasbourg (p. 8098) (M. Marc Reymann) (p. 8097)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2000] (p. 8098)

Avant l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (création d'une délégation parlementaire chargée de contrôler le financement de la politique de coopération) (p. 8099)

Didier JULIA

Seine-et-Marne (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2655 visant à abaisser l'âge de la retraite des bûcherons et ouvriers sylviculteurs à 55 ans [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2942 visant à étendre le bénéfice de la qualité de pupille de la Nation à tout mineur dont un des parents a été victime d'un acte de terrorisme ou de délinquance [27 mars 2001]

Proposition de loi n° 3007 visant à soumettre à enquête publique la création de nouveaux couloirs aériens à basse altitude [24 avril 2001]

Proposition de loi n° 3273 tendant à reconnaître une journée nationale du souvenir à la mémoire des soldats français morts en Algérie, au Maroc et en Tunisie et des victimes civiles de ces conflits [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Consommation. Sécurité des produits. Farines animales, interdiction [24 octobre 2000] (p. 7343)

Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [21 novembre 2000] (p. 9077)

DÉBATS

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9377)

Thème :

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 9377, 9378)

Armand JUNG
Bas-Rhin (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2893 relative à la chasse dans les zones périurbaines des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle [30 janvier 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [25 octobre 2000] (p. 7461)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1350, posée le 16 avril 2001. Ministères et secrétariats d'Etat. Intérieur : personnel (J.O. Questions p. 2170). Appelée le 17 avril 2001. Préfet de police, poste, création, Strasbourg (p. 1887)

DÉBATS

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 57 deuxième rectification de la commission (régime local d'assurance maladie d'Alsace et de Moselle) (p. 177) : adopté (p. 179)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)

Son intervention (p. 2027)

Thèmes :

Droit local : Alsace-Moselle (p. 2027)
Pays étrangers : Allemagne : personnes âgées (p. 2027)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2027)
Professions de santé : médecins spécialistes (p. 2028)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Alsace Lorraine (p. 2027)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Avant l'article 36 AA

Son amendement n° 180 (droit local d'Alsace-Moselle) (p. 3633) : adopté (p. 3634)

Alain JUPPÉ
Gironde (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. République fédérale de Yougoslavie. Situation politique [3 octobre 2000] (p. 6336)

DÉBATS

Questions orales avec débat sur l'avenir des institutions

[19 décembre 2000] (p. 10413)

Son intervention (p. 10413)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 10414)
Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10413)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 10414)
Elections et référendums : campagnes électorales : droite (p. 10414)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 10413)
Président de la République : cohabitation (p. 10413)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Son intervention (p. 3878)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 3881)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3880)
Etrangers : immigration (p. 3878)
Politique économique : mondialisation (p. 3880)
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3878)
Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 3878)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3881)

Union européenne : élargissement (p. 3878)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3878)
Union européenne : subsidiarité (p. 3879)
Explications de vote et vote [12 juin 2001] (p. 4081)
Ses explications de vote (p. 4082)
Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4083)

K

Jean-Noël KERDRAON
Finistère (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 23 novembre 2000] (p. 18640)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1349, posée le 16 avril 2001. Ministères et secrétariats d'Etat. Equipements et transports : services extérieurs (J.O. Questions p. 2169). Appelée le 17 avril 2001. Centre d'études techniques maritimes et fluviales, effectifs de personnel, Brest (p. 1874)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Procédure des questions :

Défense : direction des chantiers navals (p. 8015)

Aimé KERGUERIS
Morbihan (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Bertrand KERN
Seine-Saint-Denis (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1249, posée le 25 décembre 2000. Commerce et artisanat. Centres commerciaux (J.O. Questions p. 7213). Appelée le 9 janvier 2001. Implantation, région parisienne (p. 33)

Christian KERT
Bouches-du-Rhône (11ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15965)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 10 octobre 2000] (p. 16077)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale de programme Radio-France [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16220)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

Secrétaire de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 24 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)

Son intervention (p. 8519)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 8520)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8519)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8519)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 8520)
Presse et livres : presse (p. 8520)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9878)

Son intervention (p. 9886)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 9886, 9887)
Patrimoine culturel : archéologie (p. 9886, 9887)

Proposition de loi n° 2933 relative à la protection du patrimoine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1637)

Son intervention (p. 1643)

Thèmes :

Impôts et taxes : exonérations (p. 1644)
Patrimoine culturel : classement (p. 1643)
Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 1643)
Patrimoine culturel : objets mobiliers (p. 1643, 1644)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 1643)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1644)

Article 7 (article 30 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : sanctions pénales)

Son amendement n° 2 (droit prioritaire d'achat pour les personnes publiques) (p. 1646) : rectifié puis retiré (p. 1647)

Après l'article 9

Son amendement n° 1 rectifié (classement des "ensembles historiques") : adopté (p. 1647)

Ses explications de vote (p. 1655)

Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1655)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2677, 2705)

Son intervention (p. 2708)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Canal plus (p. 2708)
Audiovisuel et communication : chaînes hertziennes (p. 2708)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 2708)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Après l'article 15

Son amendement n° 3 (droits du locataire en matière d'antenne extérieure) : devenu sans objet (p. 4147)

Projet de loi n° 2939 relatif aux musées de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2816)

Son intervention (p. 2830)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : musées (p. 2831)
Jeux et paris : casinos (p. 2831)
Patrimoine culturel : conservation (p. 2830)
Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2833)
Patrimoine culturel : musées (p. 2830)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 2830)

Discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2835)

Article 6 (politique tarifaire et fréquentation)

Son sous-amendement n° 46 soutenu par M. Michel Herbillon (extension aux établissements privés) à l'amendement n° 13 de la commission (services d'accueil et droits d'entrée) (p. 2841) : rejeté (p. 2842)

Article 11 (restauration des œuvres appartenant aux collections d'un musée de France ne relevant pas de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics)

Son amendement n° 47 (détermination des spécialistes de la restauration) : retiré (p. 2846)

Après l'article 15

Son amendement n° 48 (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprise) : rejeté (p. 2852)

Son amendement n° 49 rectifié (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprises) : adopté (p. 2853)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2831, 2856)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Son amendement n° 147 soutenu par M. François Sauvadet (constructions implantées à plus de cinquante mètres) : rejeté (p. 3619)

Jacques KOSSOWSKI

Hauts-de-Seine (3ème circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commision d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2888 tendant à ramener l'âge de la majorité pénale à seize ans et modifiant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante [30 janvier 2001]

Proposition de loi n° 2941 tendant à assouplir la procédure du contrôle d'identité [27 mars 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1201, posée le 2 octobre 2000. Etablissements de santé. Maternités (J.O. Questions p. 5553). Appelée le 3 octobre 2000. Maintien, Courbevoie (p. 6318)

DÉBATS

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Thierry Mariani (contrôle d'identité sur la voie publique) (p. 2468)

Son amendement n° 47 (contrôle d'identité sur la voie publique) : rejeté (p. 2469)

Bernard KOUCHNER

Secrétaire d'Etat à la santé
puis Ministre délégué à la santé

Est nommé auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité ministre délégué à la santé. Décret du 7 février 2001 [J.O. du 7 février 2001] (p. 2057)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT DE

M. Alain Cousin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, Manche [22 mai 2001] (p. 3152)

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Morange. Professions de santé. Sages-femmes. Revendications [27 mars 2001] (p. 1417)

M. Bernard Accoyer. Professions de santé. Sages-femmes. Statut [3 avril 2001] (p. 1667)

M. Philippe Nauche. Santé. Politique de la santé. Perspectives [4 avril 2001] (p. 1767)

M. Georges Colombier. Professions de santé. Sages-femmes. Revendications [17 avril 2001] (p. 1904)

Mme Martine Lignières-Cassou. Professions de santé. Sages-femmes. Revendications [17 avril 2001] (p. 1907)

M. André Aschieri. Santé. Cancer. Accident de Tchernobyl, conséquences [24 avril 2001] (p. 2160)

M. Gérard Charasse. Etablissements de santé. Etablissements publics. Budget [9 mai 2001] (p. 2671)

Mme Laurence Dumont. Professions de santé. Sages-femmes. Revendications [22 mai 2001] (p. 3193)

M. Jean Bardet. Professions de santé. Sages-femmes. Revendications [22 mai 2001] (p. 3195)

M. Jean-Luc Préel. Professions de santé. Médecins. Spécialistes, effectifs de la profession [22 mai 2001] (p. 3197)

M. Patrick Delnatte. Drogue. Cannabis. Dépendance, information des jeunes [23 mai 2001] (p. 3300)

M. Serge Janquin. Etablissements de santé. Services d'urgence. Fonctionnement [30 mai 2001] (p. 3658)

M. Pierre Morange. Etablissements de santé. Services d'urgence. Fonctionnement [30 mai 2001] (p. 3658)

M. Noël Mamère. Santé. Tabagisme. Lutte et prévention [6 juin 2001] (p. 3915)

Mme Catherine Génisson. Santé. Sida. Lutte et prévention [6 juin 2001] (p. 3918)

M. Arthur Paecht. Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Réduction, application [12 juin 2001] (p. 4068)

M. Marc Laffineur. Professions de santé. Exercice de la profession. Revendications [12 juin 2001] (p. 4069)

Mme Sylvie Andrieux-Bacquet. Pharmacie et médicaments. Dihydroepiandrostérone (DHEA). Autorisation de mise sur le marché [12 juin 2001] (p. 4075)

M. Jean-Claude Lemoine. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [13 juin 2001] (p. 4168)

M. Laurent Cathala. Enseignement maternel et primaire. Fermetures d'école. Ecole Franklin-Roosevelt, Vincennes [13 juin 2001] (p. 4169)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Maxime Gremetz. Etablissements de santé. Hôpitaux. Déménagement, centre hospitalier d'Amiens, perspectives [17 avril 2001] (p. 1864)

M. Stéphane Alaize. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, effectifs de personnel, Aubenas [17 avril 2001] (p. 1866)

M. Jean-Pierre Kucheida. Education physique et sportive. Enseignement maternel et primaire. Enseignants non diplômés, statut [17 avril 2001] (p. 1868)

M. Georges Colombier. Enseignement secondaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Bourgoin-Jallieu [17 avril 2001] (p. 1871)

M. Jacky Darne. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Rhône [17 avril 2001] (p. 1870)

M. Philippe Martin (51). Enseignement supérieur. Etudiants. Travail saisonnier, viticulture, accès [17 avril 2001] (p. 1872)

M. Jean-Luc Warsmann. Etablissements de santé. Hôpitaux. Maintien, Vouziers [17 avril 2001] (p. 1868)

M. Bernard Madrelle. Travail. Licenciement collectif. Réglementation, lutte et prévention [22 mai 2001] (p. 3159)

M. Bernard Perrut. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, centre hospitalier de Villefranche-sur-Saône [22 mai 2001] (p. 3157)

Mme Muguette Jacquaint. Etablissements de santé. Centres de santé. Analyses médicales, réglementation [22 mai 2001] (p. 3158)

M. Pierre-Christophe Baguet. Etablissements de santé. Equipements. Imagerie par résonance magnétique, Hauts-de-Seine [22 mai 2001] (p. 3155)

M. Hervé Gaymard. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restruturation, Savoie [22 mai 2001] (p. 3153)
M. Jean-Claude Sandrier. Etablissements de santé. Hôpitaux. Fonctionnement, financement, centre hospitalier de Vierzon [19 juin 2001] (p. 4369)
M. Georges Hage. Etablissements de santé. Hôpitaux. Services d'oncologie pédiatrie, fonctionnement [19 juin 2001] (p. 4366)
M. Alain Marleix. Etablissements de santé. Carte sanitaire. Maternités, Mauriac [19 juin 2001] (p. 4370)
Mme Cécile Helle. Professions sociales. Conseillers conjugaux. Statut [19 juin 2001] (p. 4364)
M. Dominique Baert. Retraites : généralités. Age de la retraite. Emplois pénibles, retraite anticipée [19 juin 2001] (p. 4365)
Mme Françoise Imbert. Santé. Politique de la santé. Traumatismes auditifs, reconnaissance, lutte et prévention [19 juin 2001] (p. 4371)
M. Jean-Claude Bateux. Travail. Durée du travail. Réduction, application [19 juin 2001] (p. 4366)

DÉBATS

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3418 à 3472)

Jean-Pierre KUCHEIDA
Pas-de-Calais (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 8 : Anciens combattants (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Contrats emploi solidarité. Réduction, conséquences [2 mai 2001] (p. 2507)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1351, posée le 16 avril 2001. Education physique et sportive. Enseignement maternel et primaire (J.O. Questions p. 2170). Appelée le 17 avril 2001. Enseignants non diplômés, statut (p. 1868)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7893)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7893 à 7895)
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : appelés (p. 7893, 7894)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7893, 7894)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 7893 à 7895)
Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7894)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7894)
Anciens combattants et victimes de guerre : Indochine (p. 7894)
Assurance invalidité décès : invalidité : anciens combattants et victimes de guerre (p. 7895, 7912)
Préretraites : anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 7894)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2000] (p. 7920)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 101 du Gouvernement (majoration des crédits d'un montant de 15 MF pour les actions prioritaires de solidarité de l'ONAC) (p. 7920)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 97 rectifié de M. Alain Néri (précisions sur le montant et la gestion des retraites mutualistes) (p. 7921)

Intervient sur l'amendement n° 100 du Gouvernement (retraite du combattant pour les ressortissants des anciennes colonies françaises) (p. 7922)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles (institution d'une commission de revalorisation des pensions) (p. 7923)

L

André LABARRÈRE
Pyrénées-Atlantiques (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Conchita LACUEY
Gironde (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Son intervention (p. 6522)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : contraception (p. 6522)

Famille : contraception (p. 6522)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6522)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 35 (articles L. 122-3-11 et L. 124-7 du code du travail : calcul de la période devant séparer deux contrats à durée déterminée)

Son intervention (p. 291)

Article 40 (article L. 900-1 du code du travail : droit à la validation des acquis de l'expérience)

Son intervention (p. 308)

Marc LAFFINEUR
Maine-et-Loire (7ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16220)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [24 janvier 2001] (p. 774)

Politique économique. Croissance. Bilan et perspectives [9 mai 2001] (p. 2667)

Professions de santé. Exercice de la profession. Revendications [12 juin 2001] (p. 4069)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1421, posée le 4 juin 2001. Défense. Armement (J.O. Questions p. 3149). Appelée le 5 juin 2001. Engins explosifs, ramassage et destruction, Maine-et-Loire (p. 3815)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une suspension de séance pour examiner les nouveaux amendements [23 mai 2001] (p. 3286)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 7

Son amendement n° 233 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) : rejeté (p. 7166)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 1919) : rejetée (p. 1923)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 1919)

Avortement : généralités (p. 1919)

Bioéthique : déontologie (p. 1921)

Famille : contraception (p. 1922)

Famille : mineurs : avortement (p. 1921)

Famille : naissances (p. 1920)

Femmes : femmes enceintes (p. 1920)

Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2119)

Son intervention (p. 2124)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2124)
Politique sociale : inégalités (p. 2124)
Union européenne : constitution européenne (p. 2124)
Union européenne : euro (p. 2124)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 2125)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 2262) : rejetée (p. 2277)

Thèmes :

Armes : vente (p. 2268)
Communes : maires : sécurité (p. 2269)
Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2265, 2270)
Droit pénal : délinquance et criminalité : villes (p. 2264)
Justice : réforme : moyens (p. 2267)
Moyens de paiement : cartes bancaires : sécurité (p. 2269)
Ordre public : sécurité : écoles (p. 2266)
Ordre public : sécurité : famille (p. 2265)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 2269)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2262, 2271)
Ordre public : sécurité : services publics (p. 2264)
Ordre public : sécurité : statistiques (p. 2263)
Ordre public : sécurité : urbanisme (p. 2265)
Police : adjoints de sécurité (p. 2267)
Police : effectifs (p. 2267, 2270)
Police : officiers de police judiciaire (p. 2269)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 3286)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Son intervention (p. 3944)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 3945)
Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 3944)
Finances publiques : dépenses (p. 3945)
Finances publiques : dépenses en capital (p. 3945)
Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3945)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 315 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (quotas d'encadrement des centres de loisirs) (p. 4440)

Jacques LAFLEUR
Nouvelle-Calédonie (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

André LAJOINIE
Allier (3ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 6 décembre 2000] (p. 19386)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 7 décembre 2000] (p. 19452)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur une mission effectuée au Canada du 10 au 18 septembre 2000 [8 novembre 2000] [8 novembre 2000] (n° 2689)

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, sur l'énergie [31 janvier 2001] (n° 2907)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Emplois jeunes. Bilan, perspectives [4 octobre 2000] (p. 6430)

Elevage. Politique agricole commune (PAC). Bovins, maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention [14 novembre 2000] (p. 8496)

Consommation. Sécurité alimentaire. Politiques communautaires [31 janvier 2001] (p. 960)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [6 juin 2001] (p. 3914)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

II - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2000] (p. 8846, 8866) :

- Deuxième réunion de la commission des finances du 14 novembre 2000

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 8866)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000) (p. 8415) :

- Réunion de la commission de la production du 26 octobre 2000

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 8415)

Thème :

Assemblée nationale : commissions : budget (p. 8415)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2000] (p. 8776) :

- Réunion de la commission de la production du 9 ovembre 2000

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 8776)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9373)

Thèmes :

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 9373)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9373)

Commerce extérieur : exportations : viande bovine (p. 9373)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales : élimination des déchets (p. 9373)

Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 9373)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9373)

Politiques communautaires : directives : sécurité sanitaire (p. 9374)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Son intervention (p. 4046)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : article 68 (p. 4046)

Constitution : article 68 (p. 4046)

Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4046)

Constitution : révision : Assemblée nationale (p. 4047)

Droit pénal : responsabilité pénale : élus (p. 4046)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [14 juin 2001] (p. 4295)

Vote pour du groupe communiste (p. 4295)

Proposition de résolution n° 3001 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'action des Etats membres en matière d'exigences de service public et à l'attribution de contrats de service public dans le domaine des transports de voyageurs par chemin de fer, par route et par voie navigable (COM (00) 7 final du 26 juillet 2000/E 1587)

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2001] (p. 4935)

Son intervention en qualité de président de la commission de la production (p. 4937)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4938)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : transports routiers (p. 4937)

Pays étrangers : Royaume-Uni : transports ferroviaires (p. 4938)

Transports : transport combiné (p. 4938)

Transports routiers : transport de voyageurs (p. 4937)

Transports urbains : lignes : services publics (p. 4937)

Union européenne : règlements : transport de voyageurs (p. 4937)

Union européenne : subsidiarité (p. 4937)

Jérôme LAMBERT
Charente (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15725)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française [J.O. du 29 novembre 2000] (p. 19000)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [J.O. du 9 février 2001] (p. 2245)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Rapporteur du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (n° 3041) [15 mai 2001]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [3 octobre 2000] (n° 2603)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi en nouvelle lecture d'orientation pour l'outre-mer [5 octobre 2000] (n° 2617)

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome VII : Outre-mer (départements d'outre-mer) (n° 2628) [11 octobre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive du projet de loi n° 2690 d'orientation pour l'outre-mer [13 novembre 2000] (n° 2697)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3041), portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnaces, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer [23 mai 2001] (n° 3085)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, conséquences [8 novembre 2000] (p. 8109)

Politique extérieure. Algérie. Attitude de la France [2 mai 2001] (p. 2503)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6631)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : DOM (p. 6631, 6632)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 6631, 6632)
Outre-mer : Guadeloupe : Ile de Saint-Martin (p. 6632)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 6631)
Parlement : Sénat : DOM (p. 6631, 6632)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Intervient sur l'amendement n° 61 corrigé de M. Ernest Moutoussamy (réforme du pacte républicain unissant la France à l'outre-mer) (p. 6712)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Ernest Moutoussamy (définition des modalités relatives à des évolutions institutionnelles ou statutaires) (p. 6712)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) (p. 6712) : adopté (p. 6712)

Article 38 supprimé par le Sénat (création de deux départements à la Réunion)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Michel Tamaya (rétablissement de l'article - création au 1er janvier 2001 des départements de "La Réunion du Nord" et de "La Réunion du Sud") (p. 6717)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 221 du Gouvernement (modalités de création de deux départements à la Réunion) (p. 6722)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 180 précédemment réservé du Gouvernement (rétablissement du Chapitre IV : De la création de deux départements à la Réunion) (p. 6723)

Soutient l'amendement n° 203 précédemment réservé de la commission (rétablissement du Chapitre IV : De la création de deux départements à la Réunion) (p. 6723) : adopté (p. 6723)

Article 39 supprimé par le Sénat (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 6728) : adopté après modification (p. 6732)

Intervient sur le sous-amendement n° 142 de M. Camille Darsières (droit des habitants à être consultés sur les propositions institutionnelles indissociable de la libre administration des collectivités territoriales visées à l'article 73 de la Constitution) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6728)

Intervient sur le sous-amendement n° 143 de M. Camille Darsières (double vote pour les élus cumulant les mandats de conseiller général et de conseiller régional) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6729)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Camille Darsières (nouvel intitulé du Chapitre IV du Livre IX du code général des collectivités territoriales créé par l'article : "garanties conférées aux élus départementaux et régionaux") à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6729)

Intervient sur le sous-amendement n° 145 de M. Camille Darsières (de conséquence) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6729)

Soutient le sous-amendement n° 225 de la commission (nouvel intitulé du Chapitre IV du Livre IX du code général des collectivités territoriales créé par l'article : "garanties conférées aux conseillers généraux et conseillers régionaux participant au congrès des élus départementaux et régionaux") à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6729) : adopté (p. 6730)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Camille Darsières (terme "avis" substitué à celui de "proposition" dans le texte proposé pour l'article 5915-1 du code général des collectivités territoriales") à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6730)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. Camille Darsières (terme "avis" substitué à celui de "proposition" dans le texte proposé pour l'article 5915-2 du code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6730)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Camille Darsières (terme "avis" substitué à celui de "proposition" dans le texte proposé pour l'article 5915-3 du code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6730)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 corrigé de M. Ernest Moutoussamy (délibération de propositions impliquant une révision constitutionnelle) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6731)

Intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. Léo Andy (délibération de propositions impliquant une révision constitutionnelle) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6731)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 de M. Ernest Moutoussamy (mise en œuvre de la révision de la Constitution par le Gouvernement après approbation des propositions par la population) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6731)

Avant l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 60 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (rétablissement du Titre VII avec l'intitulé : Le congrès des élus parlementaires, régionaux et départementaux) (p. 6732)

Soutient l'amendement n° 81 précédemment réservé de la commission (rétablissement du Titre VII avec l'intitulé : De la démocratie locale et de l'évolution des départements d'outre-mer) (p. 6732) : adopté (p. 6732)

Article 2 précédemment réservé (art. L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Ernest Moutoussamy (application aux seuls salariés sous contrat à durée indéterminée) (p. 6735)

Intervient sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (suppression d'un alinéa ajouté par le Sénat et relatif à la suppression progressive des exonérations en cas de franchissement du seuil de dix salariés) (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 24 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour certains secteurs sans condition d'effectifs des entreprises ainsi que pour le bâtiment et les travaux publics et ajout des énergies renouvelables) (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6738)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Émile Blessig (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6738)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Ernest Moutoussamy (minoration pour les entreprises n'ayant pas conclu d'accord de réduction de la durée du travail) (p. 6739)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Émile Blessig (régime particulier en faveur de Saint-Martin) (p. 6739)

Intervient sur l'amendement n° 161 du Gouvernement (suppression de gages) (p. 6739)

Article 3 précédemment réservé (art. L. 756-4 à L. 756-6 du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur des communes insulaires de Guadeloupe) (p. 6741)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6741)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6741)

Intervient sur l'amendement n° 163 du Gouvernement (extension des exonérations prévues pour les marins embarqués à l'ensemble des marins-pêcheurs) (p. 6741)

Article 4 précédemment réservé (art. 3 de la loi n° 94-338 du 25 juillet 1994 : exonération de charges sociales des exploitants agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 217 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6742)

Article 5 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes sociales)

Intervient sur le sous-amendement n° 164 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles (prise en compte des créances antérieures au 31 décembre 1999

même si elles n'ont pas été constatées à cette date) (p. 5743)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles (p. 6743)

Intervient sur le sous-amendement n° 215 de la commission (caractère obligatoire du plan) à l'amendement n° 36 de la commission des affaires culturelles (paragraphe II - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6744)

Intervient sur l'amendement n° 213 du Gouvernement (régime particulier applicable aux cotisations d'assurance vieillesse antérieures à 1996 des artisans, commerçants et professions libérales) (p. 6745)

Article 6 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Bruno Bourg-Broc (suspension du plan en cas de catastrophe naturelle) (p. 6747)

Intervient sur l'amendement n° 166 du Gouvernement (suppression du cas de force majeure introduit par le Sénat pour le non respect de l'échéancier ou le non paiement des impôts) (p. 6747)

Article 7 précédemment réservé (art. L. 832-7 du code du travail : soutien au désenclavement des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 216 du Gouvernement (bénéfice de l'aide aux entreprises comptant au moins un établissement dans un département d'outre-mer) (p. 6747)

Intervient sur l'amendement n° 167 du Gouvernement (de conséquence - suppression du gage) (p. 6748)

Article 7 bis précédemment réservé (rapport relatif au coût des transports outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 150 du Gouvernement (de suppression pour insertion avant l'article 9 septies) (p. 6748)

Article 7 ter supprimé par le Sénat, précédemment réservé (date limite de consommation des produits agro-alimentaires)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Ernest Moutoussamy (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6748)

Article 7 quater précédemment réservé (extension de la compétence de la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Pierre-et-Miquelon à l'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 168 du Gouvernement (création de sections de la chambre de commerce après avis du conseil général) (p. 6749)

Article 7 quinquies précédemment réservé (rapport du Gouvernement sur le rapprochement des taux bancaires dans les départements d'outre-mer et en métropole)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Bruno Bourg-Broc (présentation avec la loi de finances) (p. 6749)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Bruno Bourg-Broc (raisons motivant les écarts de taux bancaires) (p. 6749)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Bruno Bourg-Broc (mesures pour harmoniser les taux bancaires) (p. 6749)

Article 9 précédemment réservé (art. L. 832-6 du code du travail : projet initiative-jeune)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Daniel Marsin (jeunes originaires de l'archipel de Guadeloupe) (p. 6751)

Après l'article 9 ter

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (urbanisme commercial outre-mer) (p. 6752)

Article 9 quater précédemment réservé (création du congé emploi solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 5 corrigé de M. André Thien Ah Koon (abaissement de l'âge de la préretraite de cinquante-cinq ans à cinquante-deux ans) (p. 6754)

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - obligations des entreprises) (p. 6754)

Article 9 quinquies A précédemment réservé (bois et forêts de Guyane)

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (de suppression) (p. 6754)

Article 9 quinquies précédemment réservé (rapport sur l'évolution du dispositif d'incitation à l'investissement)

Intervient sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (de suppression) (p. 6755)

Avant l'article 9 septies

Intervient sur l'amendement n° 151 précédemment réservé du Gouvernement (rapport relatif au coût des transports outre-mer) (p. 6755)

Article 9 octies précédemment réservé (conventions et autorisations relatives aux services publics routiers de personnes)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 6810)

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (rétroactivité de la validation des conventions ou autorisations) (p. 6812)

Article 9 decies précédemment réservé (art. L. 4434-3 et L. 4434-4 du code général des collectivités territoriales : nouvelles modalités de répartition du fonds d'investissement pour les routes et les transports)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 6813)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Léon Bertrand (éligibilité des communes à la répartition d'une partie du produit de la taxe ramenée de 50 000 à 15 000 habitants) (p. 6814)

Article 10 précédemment réservé (art. L. 812-1 du code du travail : institution du titre de travail simplifié)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 6814)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission des affaires culturelles (réintégration des titulaires de titres de travail simplifiés dans l'effectif des entreprises) (p. 6815)

Article 11 bis précédemment réservé (dotation spéciale permettant d'assurer le financement des actions d'insertion)

Intervient sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (de suppression) (p. 6815)

Article 13 bis précédemment réservé (art. L. 832-8-1 du code du travail : convention de retour à l'activité)

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (de suppression) (p. 6818)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 197 précédemment réservé de M. Claude Hoarau (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur du logement social) (p. 6819)

Article 17 (création d'un IUFM en Guyane)

Intervient sur l'amendement n° 101 du Gouvernement (référence à l'article L 721-1 du code de l'éducation) (p. 6820)

Article 19 bis précédemment réservé (accès de Saint-Pierre-et-Miquelon à l'internet)

Intervient sur l'amendement n° 102 du Gouvernement (de suppression) (p. 6823)

Son amendement n° 223 (nouvelle rédaction de l'article fixant son application au 1er janvier 2002) : adopté (p. 6823)

Article 20 précédemment réservé (accès des producteurs de films aux mécanismes d'aide du compte de soutien à l'activité cinématographique)

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article instituant une aide aux œuvres cinématographiques) (p. 6825)

Article 21 bis précédemment réservé (continuité territoriale du service public de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) (p. 6826)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6827)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Ernest Moutoussamy (nouvelle rédaction de l'article supprimant la consultation de chaque conseil régional) (p. 6827)

Article 22 précédemment réservé (art. L. 3441-2 à L. 3441-8 du code général des collectivités territoriales : action internationale des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 201 corrigé de M. Élie Hoarau (propositions au Gouvernement émanant des seules régions monodépartementales) (p. 6828)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - représentation des départements d'outre-mer par leurs conseils généraux) (p. 6829) : adopté (p. 6830)

Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (suppression de l'article L 3441-8 nouveau du code général des collectivités territoriales relatif à la possibilité de substitution du maire de Saint-Martin au président du conseil général de Guadeloupe dans les relations entre Saint-Martin et Sint Marteen) (p. 6830)

Article 23 précédemment réservé (art. L. 4433-4-1 à L. 4433-4-8 du code général des collectivités territoriales : action internationale des régions d'outre-mer et création d'un fonds régional de coopération)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Élie Hoarau (coprésidence du comité par le Préfet et le président du conseil régional) (p. 6831)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (suppression de l'article L 4433-4-8 nouveau du code général des collectivités territoriales relatif à la possibilité de substitution du maire de Saint-Martin au président du conseil régional de Guadeloupe dans les relations entre Saint-Martin et Sint Marteen) (p. 6831)

Après l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 188 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (participation du président du conseil régional aux travaux préparatoires des commissions instituées entre la France et les Etats de la Caraïbe, les Etats voisins de la Guyane et les Etats de l'océan indien) (p. 6831)

Article 24 précédemment réservé (art. L. 3444-1 à L. 3444-3, L. 4433-1-1 et L. 4433-3-2 du code général des collectivités territoriales : consultation des assemblées locales des départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (consultation des conseils généraux) (p. 6832) : adopté (p. 6832)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Élie Hoarau (consultation des conseils généraux des régions monodépartementales) (p. 6832)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de conséquence) (p. 6832) : adopté (p. 6832)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (rédactionnel) (p. 6832) : adopté (p. 6832)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de conséquence) (p. 6832) : adopté (p. 6832)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (consultation des conseils régionaux) (p. 6832) : adopté (p. 6832)

Article 24 bis précédemment réservé (consultation des assemblées locales en matière de concessions portuaires et aéroportuaires)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression en conséquence de la nouvelle rédaction de l'article 24) (p. 6833) : adopté (p. 6833)

Article 24 ter supprimé par le Sénat précédemment réservé (rapport sur les transports aériens, maritimes et les télécommunications)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 6833)

Intervient sur l'amendement n° 192 corrigé de M. Élie Hoarau (rétablissement de l'article) (p. 6833)

Article 32 précédemment réservé (art. L. 2563-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions applicables aux communes de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission de la production (transfert des compétences dans les domaines de l'aménagement du territoire, du transport, de l'urbanisme, de la culture et du sport) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Émile Blessig (transfert des compétences dans les domaines de l'aménagement du territoire, du transport, de l'urbanisme, de la culture et du sport) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Philippe Martin (51) (modalités de calcul des sommes compensant les transferts de compétences et prise en compte de l'éloignement des îles du Nord) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Daniel Marsin (modalités de calcul des sommes compensant les transferts de compétences) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Émile Blessig (termes de la convention fixés par le Préfet en cas de refus de signature du département ou de la région ayant accepté le transfert de compétences) (p. 6837)

Article 33 précédemment réservé (art. L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - prélèvement sur la dotation d'aménagement) (p. 6838) : adopté (p. 6838)

Intervient sur l'amendement n° 208 de Mme Christiane Taubira (répartition entre les bénéficiaires) (p. 6838)

Intervient sur l'amendement n° 227 du Gouvernement (répartition de la majoration entre les départements en fonction de leur population puis au prorata de la population des communes et, en Guyane, pour 75 % au prorata de la population des communes et pour 25 % à part égales entre elles) (p. 6839)

Intervient sur l'amendement n° 209 de Mme Christiane Taubira (répartition entre les bénéficiaires) (p. 6839)

Intervient sur l'amendement n° 210 de Mme Christiane Taubira (répartition entre les bénéficiaires) (p. 6839)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (de conséquence) (p. 6839) : adopté (p. 6839)

Article 33 bis précédemment réservé (taxe sur les alcools)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (de suppression) (p. 6839) : adopté (p. 6839)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 193 précédemment réservé de M. Élie Hoarau (groupe de travail proposant des mesures pour mettre un terme à la précarité des agents non titulaires de la fonction publique territoriale) (p. 6840)

Article 36 précédemment réservé (art. L. 2563-7 du code général des collectivités territoriales, 1585-1 du code général des impôts, 266 quater du code des douanes et L. 211-3-1 du code des ports maritimes : ressources fiscales des communes de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (zone franche à Saint-Martin) (p. 6841, 6842) : rejeté (p. 6842)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Philippe Chaulet (assiette de l'impôt sur les sociétés réduite de 45 % à Saint-Martin) (p. 6843)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Philippe Chaulet (réduction du montant de l'impôt sur le revenu à Saint-Martin de 80 % dans la limite de 50 000 F) (p. 6844)

Article 36 bis précédemment réservé (art. L. 4433-4-8 du code général des collectivités territoriales : contrat de plan pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (application de l'article au contrat de plan en cours et ultérieurs) (p. 6844) : adopté (p. 6844)

Article 37 précédemment réservé (dispositions du code général des collectivités territoriales ne s'appliquant pas dans les départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (application des dispositions relatives au pesage sur les foires et marchés) (p. 6844) : adopté (p. 6844)

Intervient sur l'amendement n° 170 du Gouvernement (possibilité d'élection des adjoints au maire au conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 6845)

Article 37 ter (art. L. 4433-4-9 du code général des collectivités territoriales : commission de suivi de l'utilisation des fonds structurels européens)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (représentation du conseil économique et social et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement) (p. 6845) : adopté (p. 6845)

Article 40 (application du projet de loi à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (rapprochement des taux bancaires et emplois-jeunes en matière d'aide humanitaire et de coopération régionale) (p. 6845) : adopté (p. 6845)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (suppression du décret pour l'adaptation de certaines dispositions du projet de loi) (p. 6845) : adopté (p. 6845)

Article 40 ter A (art. 119 de la loi du 26 janvier 1984 : allocation temporaire d'invalidité pour les fonctionnaires territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Intervient sur l'amendement n° 174 du Gouvernement (extension aux agents hospitaliers) (p. 6846)

Article 40 ter (application à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées)

Intervient sur l'amendement n° 172 du Gouvernement (de codification) (p. 6847)

Intervient sur l'amendement n° 173 du Gouvernement (de codification) (p. 6847)

Article 40 quater (art. 33, 34, 35, 38 et chapitre II bis du titre II de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon : allocation spéciale de vieillesse)

Intervient sur l'amendement n° 175 du Gouvernement (introduction d'une condition d'âge) (p. 6847)

Après l'article 40 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Gérard Grignon (RMI - commission territoriale d'insertion substituée au conseil départemental d'insertion à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6848)

Article 41 (désignation du bureau du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon - pouvoirs des maires en matière d'urbanisme - dispositions fiscales - création d'une conférence des finances locales)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (délai de consultation du conseil général) (p. 6850) : adopté (p. 6850)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Gérard Grignon (commission médicale d'évacuation sanitaire à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6851)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Ernest Moutoussamy (insertion d'un Titre X : Des mesures destinées à favoriser l'activité et l'indépendance des organisations syndicales des départements d'outre-mer) (p. 6852)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)

Son intervention (p. 8555)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8658)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : DOM (p. 8655, 8656)

Outre-mer : DOM : crédits (p. 8656)

Outre-mer : DOM : développement économique (p. 8656)

Outre-mer : DOM : généralités (p. 8655)

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 8655, 8656, 8659)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (article 3 - amélioration du dispositif d'exonération de cotisations sociales des marins-pêcheurs victimes de cyclones) (p. 8684) : adopté (p. 8684)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (article 3 - suppression du gage) (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (article 5 - suspension du plan d'apurement en cas de catastrophe naturelle) (p. 8685) : adopté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (article 5 - référence à l'article 1741 du code général des impôts précisant la notion de fraude fiscale) (p. 8685) : adopté (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (article 5 - suppression du gage) (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (article 6 - rédactionnel) (p. 8685) : adopté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (article 6 - rédactionnel) (p. 8685) : adopté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (article 6 - de coordination) (p. 8685) : adopté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (article 6 - de coordination) (p. 8685) : adopté (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (article 9 - agrément spécifique par l'Etat des organismes chargés de projets initiatives jeunes) (p. 8685) : adopté (p. 8686)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (article 9 - fixation d'un montant maximum de l'aide) (p. 8686) : adopté (p. 8686)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (article 9 quater - rédactionnel) (p. 8686) : adopté (p. 8686)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (après l'article 11 - suppression de la section du code du travail relative au SMIC outre-mer) (p. 8686) : adopté (p. 8686)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (article 18 bis - rédactionnel) (p. 8686) : adopté (p. 8686)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Ernest Moutoussamy (article 22 - possibilité pour les départements d'outre-mer d'être membres associés d'organismes régionaux ou observateurs auprès de ceux-ci) (p. 8687)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (article 24 ter - rédactionnel) (p. 8688) : adopté (p. 8688)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Henri Plagnol (article 38 : création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8689)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Tamaya (article 38 : création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8689)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Henri Plagnol (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8689)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Tamaya (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8689)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Henri Plagnol (consultation pour avis de la population sur la modification du périmètre du département de la Réunion) (p. 8692)

Intervient sur l'amendement n° 27 précédemment réservé du Gouvernement (article 16 - de conséquence) (p. 8692)

Intervient sur l'amendement n° 28 précédemment réservé du Gouvernement (article 22 - de conséquence) (p. 8692)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (article 40 - de conséquence) (p. 8692) : adopté (p. 8692)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (article 40 - de conséquence) (p. 8692) : adopté (p. 8692)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (article 40 ter - de précision) (p. 8693) : adopté (p. 8693)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8703)

Procédure des questions :

Secteur public : services publics : Union européenne (p. 8723)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8543)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage : DOM (p. 8543)

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8543)

Outre-mer : crédits (p. 8543, 8544)

Outre-mer : institutions (p. 8544)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 8544)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2000] (p. 8615)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 169 du Gouvernement (financement des agences des cinquante pas géométriques) (p. 8615)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 102 (éligibilité à la dotation globale d'équipement (DGE) des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants, même si l'une des communes les constituant n'était pas éligible à la DGE) (p. 8997) : adopté après correction (p. 8998)

Proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 2000] (p. 10199)

Son intervention (p. 10203)

Thèmes :

Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 10203)

Outre-mer : Polynésie française : compétences (p. 10203, 10204)

Projet de loi n° 3041 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3707)

Son intervention (p. 3708)

Thèmes :

DOM : La Réunion : Congrès du Parlement (p. 3710)

Ordonnances : loi d'habilitation : Outre-mer (p. 3709)

Outre-mer : DOM : transports (p. 3709)

Outre-mer : Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) : transports maritimes (p. 3710)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 3709)

Secteur public : privatisations : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3709)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : emploi (p. 3710)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : enseignement (p. 3710)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : protection sociale (p. 3709)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : immigration (p. 3709)

Transports aériens : aéroports : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3709)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Article 2 (art. 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : interdiction de la vente au détail hors des locaux autorisés)

Son intervention (p. 5032)

François LAMY

Essonne (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2704) [22 novembre 2000]

Membre de la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 23 novembre 2000] (p. 18640)

Rapporteur de la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 8 décembre 2000]

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2704) [29 novembre 2000] (n° 2764)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Système pénitentiaire. Détenus. Téléphones portables, lutte et prévention [29 novembre 2000] (p. 9525)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1364, posée le 16 avril 2001. Gendarmerie. Casernes (J.O. Questions p. 2173). Appelée le 17 avril 2001. Réserve financière, aménagement, Tarare (p. 1891)

DÉBATS

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9907)

Son intervention (p. 9911)

Thèmes :

Défense : avions (p. 9911)

Défense : crédits (p. 9911)

Défense : opérations extérieures (p. 9911)

Finances publiques : annulations de crédits (p. 9911)

Parlement : contrôle (p. 9911, 9912)

Robert LAMY
Rhône (8ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1337, posée le 26 mars 2001. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers (J.O. Questions p. 1730). Appelée le 27 mars 2001. Cumul de fonctions, réglementation (p. 1378)

n° 1429, posée le 4 juin 2001. Voirie. RN 7 (J.O. Questions p. 3151). Appelée le 5 juin 2001. Déviation, liaison Tarare l'Arbresle (p. 3793)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Avant l'article 2

Son amendement n° 361 soutenu par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (frais professionnels des VRP) : rejeté (p. 7493)

Édouard LANDRAIN
Loire-Atlantique (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2636 visant à créer un congé antérieur à l'adoption [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 3018 portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps des sapeurs-pompiers [24 avril 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Produits chimiques, naufrage de l'Ievoli Sun, conséquences [31 octobre 2000] (p. 7811)

Ministères et secrétariats d'Etat. Jeunesse et sports : budget. Crédits, montant [10 janvier 2001] (p. 129)

Impôts locaux. Vignette automobile. Suppression, généralisation [15 mai 2001] (p. 2877)

Ordre public. Maintien. Rave-parties [19 juin 2001] (p. 4406)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1490, posée le 25 juin 2001. Logement. Offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) (J.O. Questions p. 3585). Appelée le 26 juin 2001. Conseils d'administration, composition, représentants des syndicats (p. 4828)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [31 octobre 2000] (p. 7785)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : pédagogie : musique (p. 7807)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8928)

Son intervention (p. 8936)

Thèmes avant la procédure des questions :

Education physique et sportive : enseignement maternel et primaire (p. 8938)
Education physique et sportive : enseignement secondaire (p. 8938)
Sports : crédits (p. 8936, 8937)
Sports : dopage (p. 8937)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8936)
Sports : installations sportives (p. 8937)
Sports : sportifs professionnels (p. 8937)

Annexes au compte rendu intégral [20 novembre 2000] (p. 8955) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 20 novembre 2000

Son intervention (p. 8965)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes : sports (p. 8965)
Sports : crédits (p. 8965)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 71)

Thème :
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 71)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 910)
Son intervention (p. 913)
Thèmes :
Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages : sanctions (p. 914)
Justice : tribunaux de grande instance : transports maritimes (p. 914)
Union européenne : directives : sécurité de la navigation (p. 914)

Discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 921)
Article 5 (article L. 218-29 du code de l'environnement : compétence juridictionnelle)
Son intervention (p. 922)
Ses explications de vote (p. 924)
Vote pour du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 924)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)
Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)
Son intervention (p. 1000)
Intervient sur l'amendement n° 320 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (accès des enfants handicapés en classe ordinaire) (p. 1002)
Après l'article 3
Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Jean-François Chossy (intégration des personnes handicapées) (p. 1007)
Article 6 (possibilité de recours à un médiateur)
Intervient sur l'amendement n° 347 de M. Yves Bur (information de l'intéressé et s'il y a lieu de son représentant légal) (p. 1015)
Article 9 (liste des établissements et services sociaux et médico-sociaux)
Son intervention (p. 1023)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)
Avant l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Yves Bur (mise en valeur du caractère transitoire de la présente loi) (p. 2040)
Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)
Son intervention (p. 2046)

Claude LANFRANCA
Haute-Vienne (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'impact sanitaire réel chez les vétérans de la guerre du golfe des armes utilisées durant l'opération Daguet et sur les responsabilités de l'Etat en la matière (n° 2562) [20 septembre 2000]
Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution n° 2562 de M. André Aschieri tendant à créer une commission d'enquête sur l'impact sanitaire réel chez les vétérans de la guerre du golfe des armes utilisées durant l'opération Daguet et sur les responsabilités de l'Etat en la matière [2 octobre 2000] (n° 2598)
Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les conditions d'engagement des militaires français ayant pu les exposer, au cours de la guerre du Golfe et des opérations conduites ultérieurement dans les Balkans, à des risques sanitaires spécifiques
Tome I - Rapport
Tome II - Auditions [15 mai 2001] (n° 3055)

Jack LANG
Ministre de l'éducation nationale

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Yves Durand. Enseignement. Politique de l'éducation. Perspectives [3 octobre 2000] (p. 6333)
Mme Marie-Jo Zimmermann. Enseignement. Elèves. Egalité des chances [15 novembre 2000] (p. 8577)
M. Bernard Schreiner. Etat. Droit. Statut scolaire d'Alsace-Moselle, maintien [4 avril 2001] (p. 1768)
Mme Martine David. Enseignement : personnel. Enseignants. Zone d'éducation prioritaire, carrière [15 mai 2001] (p. 2883)

M. André Schneider. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [23 mai 2001] (p. 3299)
M. Patrick Ollier. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [13 juin 2001] (p. 4165)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8389)
Son intervention (p. 8390, 8398)
Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 8391, 8392)
Enseignement supérieur : crédits (p. 8390 à 8392)
Enseignement supérieur : diplômes (p. 8391)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 8391, 8392, 8399)
Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 8391)
Enseignement supérieur : étudiants : plan social (p. 8391)
Enseignement supérieur : universités : bibliothèques (p. 8391)
Produits dangereux : amiante : constructions universitaires (p. 8399)
Recherche : recherche fondamentale : universités (p. 8390)
Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000] (p. 8443) :
- *Réunion de la commission des affaires culturelles du 7 novembre 2000*
Son intervention (p. 8443)
Ses réponses (p. 8447, 8452)
Thèmes :
Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 8453)
Archives et bibliothèques : bibliothèques : universités (p. 8452)
Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 8453)
Enseignement supérieur : crédits (p. 8443, 8448)
Enseignement supérieur : diplôme d'études universitaires générales (DEUG) (p. 8453)
Enseignement supérieur : diplômes (p. 8455)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 8444, 8448)
Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 8447, 8454)
Enseignement supérieur : étudiants : insertion professionnelle et sociale (p. 8455)
Enseignement supérieur : étudiants : prêts
Enseignement supérieur : médecine universitaire (p. 8444)
Enseignement supérieur : programmes (p. 8443)
Enseignement supérieur : universités (p. 8448, 8453)
Enseignement supérieur : universités : DOM-TOM (p. 8456)
Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 8453)
Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 8444, 8448)
Enseignement supérieur : personnel : personnel de direction (p. 8454)
Enseignement supérieur : personnel : professeurs associés (p. 8453)
Enseignement supérieur : personnel : vacataires (p. 8453)
Recherche : crédits : allocations (p. 8456)
Union européenne : institutions communautaires (p. 8447)
Questions écrites budgétaires
Archives et bibliothèques : enseignement supérieur (Mme Cécile Helle) (p. 8462)
Enseignement : langues étrangères : université (Mme Geneviève Perrin-Gaillard) (p. 8463) ; (M. Pierre Lequiller) (p. 8465)
Enseignement supérieur : constructions universitaires (M. Pierre Lasbordes) (p. 8459)
Enseignement supérieur : contractuels : emplois "IATOS" (M. Jean-Jacques Denis) (p. 8462)
Enseignement supérieur : crédits : U 3 M (Université Troisième Millénaire) (M. Georges Sarre) (p. 8458)
Enseignement supérieur : écoles d'ingénieurs (M. Patrick Delnatte) (p. 8458)
Enseignement supérieur : étudiants : médecine universitaire (M. Jean-Jacques Denis) (p. 8461)
Enseignement supérieur : grandes écoles (M. Thierry Mariani) (p. 8459) ; (M. Maurice Ligot) (p. 8465)
Enseignement supérieur : instituts universitaires de technologie (IUT) (M. François Guillaume) (p. 8459)
Enseignement supérieur : oeuvres universitaires (M. Jean-Jacques Denis) (p. 8462)
Enseignement supérieur : plan social étudiant (M. Pierre Lasbordes) (p. 8460) ; (M. Patrick Leroy) (p. 8461)
Enseignement supérieur : plan social étudiant : bourses et allocations d'études (Mme Chantal Robin-Rodrigo) (p. 8458) ; (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 8464)
Enseignement supérieur : travail précaire (M. Christian Cuvilliez) (p. 8460)
Enseignement supérieur : universités : DOM-TOM (M. Camille Darsières) (p. 8464)
Enseignement supérieur : universités : prêts universitaires (M. Claude Goasguen) (p. 8464)

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)
Ses interventions (p. 8477, 8481)
Ses réponses (p. 8483 à 8487)
Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignement : manuels et fournitures scolaires (p. 8478, 8479)
Enseignement : pédagogie (p. 8479, 8480)
Enseignement : politique de l'éducation : création d'emplois (p. 8478)
Enseignement : politique de l'éducation : Guadeloupe (p. 8481)
Enseignement : politique de l'éducation : Guyane (p. 8480, 8481)
Enseignement : politique de l'éducation : Martinique (p. 8481)
Enseignement : politique de l'éducation : sécurité (p. 8479, 8480)

Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 8477 à 8481)
Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 8478)
Enseignement secondaire : crédits (p. 8477 à 8481)
Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants (p. 8480)

Réponses aux questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques : Guyane (p. 8486) (Mme Christiane Taubira) (p. 8486)
Enseignement : carte scolaire : création d'emplois (p. 8485, 8486) (M. Bernard Madrelle) (p. 8485)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 8484) (M. Bernard Birsinger) (p. 8484)
Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 8485) (Mme Bernadette Isaac-Sibille) (p. 8485)
Enseignement : politique de l'éducation : La Réunion (p. 8486, 8487) (Mme Huguette Bello) (p. 8486)
Enseignement maternel et primaire : constructions scolaires : Guadeloupe (p. 8483) (M. Ernest Moutoussamy) (p. 8483)
Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 8483) (M. Patrick Leroy) (p. 8483)
Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction (p. 8487) (M. André Schneider) (p. 8487)
Handicapés : enfants : enseignement d'adaptation (p. 8483, 8484) (M. Patrick Leroy)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Article 12 précédemment réservé (article L. 621-3 nouveau du code de l'éducation : compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris)

Son intervention (p. 2797)
Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 2802)
Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 2802)
Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Patrice Martin-Lalande (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2807)
Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Germain Gengenwin (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2807)
Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Pierre-Christophe Baguet (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2807)
Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Claude Goasguen (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2807)
Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Claude Goasguen (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2807)
Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Bruno Bourg-Broc (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2807)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 96 précédemment réservé de M. Henri Plagnol (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2808)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 13 précédemment réservé de la commission (notion de distributeur de service pour les opérateurs de bouquets câble et satellite) (p. 2808)

Pierre LASBORDES
Essonne (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Proposition de résolution n° 2683 tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des maisons de retraite et autres maisons de soins publiques [26 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. SNCF. Grève [3 avril 2001] (p. 1663)
Handicapés. Obligation d'emploi. Application [16 mai 2001] (p. 2970)
Enseignement supérieur. Universités. Sécurité des locaux, université Paris XI-Orsay [30 mai 2001] (p. 3664)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1202, posée le 2 octobre 2000. Enseignement supérieur. IUFM (J.O. Questions p. 5554). Appelée le 3 octobre 2000. Programme, secourisme (p. 6300)
n° 1338, posée le 26 mars 2001. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs (J.O. Questions p. 1730). Appelée le 27 mars 2001. Dépollution, financement, Gif-sur-Yvette (p. 1396)
n° 1486, posée le 25 juin 2001. Police. Officiers (J.O. Questions p. 3585). Appelée le 26 juin 2001. Brigades anticriminalité, moyens financiers, Evry (p. 4849)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 6 (baisse du taux d'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises)

Son amendement n° 342 soutenu par M. Christian Cabal (suppression de la période de transition pour la baisse du taux d'impôt sur les sociétés des petites entreprises) (p. 7145) : rejeté (p. 7146)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7914)

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

5 - Enseignement supérieur : constructions universitaires (p. 8459)

7 - Enseignement supérieur : plan social étudiant (p. 8460)

RECHERCHE

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7863)

Son intervention (p. 7873)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7874)

Recherche : chercheurs (p. 7873)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 7874)

Recherche : crédits (p. 7873, 7874)

Recherche : recherche technologique (p. 7874)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 254 soutenu par M. Gilles Carrez (prise en compte des recettes hors taxes pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9024) : rejeté (p. 9026)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 1er (fondements de l'action sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 133 soutenu par M. Bernard Perrut (de précision pour les handicapés) : devenu sans objet (p. 995)

Article 2 (principes guidant l'action sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 134 (de précision) : non soutenu (p. 998)

Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 136 soutenu par M. Bernard Accoyer (intégration scolaire adaptée) (p. 1003) : rejeté (p. 1004)

Article 5 (documents devant être remis aux personnes accueillies dans un établissement ou un service social et médico-social)

Son amendement n° 139 (absence d'obligation de résultat) : non soutenu (p. 1014)

Article 6 (possibilité de recours à un médiateur)

Son amendement n° 141 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (avis du CROSS) (p. 1014) : rejeté (p. 1015)

Article 9 (liste des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 131 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (établissements comportant ou non un système d'internat) : rejeté (p. 1024)

Article 10 (élargissement des missions des comités de l'organisation sanitaire et sociale)

Son amendement n° 129 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (institution d'une commission départementale sociale et médico-sociale) : rejeté (p. 1030)

Article 13 (procédure d'élaboration des schémas)

Son amendement n° 128 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (notion de représentant des personnes accueillies) : retiré (p. 1034)

Après l'article 26

Son amendement n° 123 (appel à une personne qualifiée pour médiation) : rejeté (p. 1060)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 15

Son amendement n° 599 précédemment réservé (allongement du délai pour la transformation des districts en communauté d'agglomération ou de communes) (p. 4753) : rejeté (p. 4754)

Jean LAUNAY

Lot (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile. [J.O. du 20 octobre 2000] (p. 16838)

Membre titulaire du conseil national du tourisme [J.O. du 26 janvier 2001] (p. 1427)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

Vice-président de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 24 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de résolution n° 3031 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes des inondations répétitives et sur les moyens propres à faire face aux aléas climatiques

Avant la discussion de l'article unique [17 mai 2001] (p. 3051)

Son intervention (p. 3064)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : coopération entre collectivités (p. 3065)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3064)

Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 3064)

Eau : assainissement : établissements publics locaux (p. 3065)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 3065)

Urbanisme (p. 3065)

Jacqueline LAZARD
Finistère (7ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000]

Cesse d'appartenir à la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 15 février 2001] (p. 2560)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle [10 janvier 2001] (p. 122)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8147)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : produits de la mer (p. 8148)

Energie et carburants : gazole : coût (p. 8147)

Formation professionnelle : centres de formation : marins pêcheurs (p. 8148)

Mer et littoral : politique de la mer : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 8148)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : marins : conjoints (p. 8148)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 961)

Son intervention (p. 983)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 983, 984)

Politique sociale : centres d'action sociale (p. 983)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 983)

Thierry LAZARO
Nord (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Assurance maladie maternité : généralités. Conventions avec les praticiens. Chirurgiens-dentistes, nomenclature des actes [23 janvier 2001] (p. 673)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1232, posée le 9 octobre 2000. Gens du voyage. Stationnement (J.O. Questions p. 5678). Appelée le 10 octobre 2000. Réglementation (p. 6574)

n° 1392, posée le 21 mai 2001. Elevage. Maladies du bétail (J.O. Questions p. 2880). Appelée le 22 mai 2001. Indemnisation, modalités (p. 3181)

Christine LAZERGES
Hérault (3ème circonscription)
Socialiste
Vice-présidente de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale (n° 2740) [6 décembre 2000]

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Présidente de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 18 avril 2001]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2740), tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale [13 décembre 2000] (n° 2796)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale [17 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Vice-présidente

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS

Annonce le décès de M. Jacques Chaban-Delmas. Observation d'une minute de silence [13 novembre 2000] (p. 8341)

En qualité de Députée

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Atteintes à l'intégrité de la personne. Femmes victimes de violences, lutte et prévention [6 décembre 2000] (p. 9868)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2740 tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10261)

Son intervention (p. 10264)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines : réforme (p. 10265)

Droit pénal : garde à vue : mineurs (p. 10265)

Droit pénal : jugements : indemnisation (p. 10264)

Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 10264)

Justice : réforme : moyens (p. 10265)

Lois : application : présomption d'innocence (p. 10264)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10276)

Article 1er (article 149 du code de procédure pénale : réparation intégrale du préjudice subi par les personnes placées en détention provisoire et bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement définitif)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 10277) : adopté (p. 10277)

Après l'article 1er quater

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 10277) : adopté (p. 10277)

Article 2 (article 626 du code de procédure pénale : harmonisation du régime d'indemnisation des personnes condamnées reconnues innocentes avec celui des personnes ayant été placées à tort en détention provisoire)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 10278) : adopté (p. 10278)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 10278) : adopté (p. 10278)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (modification de la dénomination de la commission d'indemnisation des détentions provisoires : "commission de réparation des détentions") (p. 10278) : adopté (p. 10278)

Après l'article 15 bis

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 10279) : adopté (p. 10279)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) (p. 10279) : adopté (p. 10279)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 10279) : adopté (p. 10279)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (délai accordé au procureur de la République pour l'appel incident d'une ordonnance de mise en accusation) (p. 10279) : adopté (p. 10280)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 10280) : adopté (p. 10280)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 10280) : adopté (p. 10280)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 10280) : adopté (p. 10280)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 10280) : adopté (p. 10280)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (possibilité pour le juge des libertés et de la détention de prononcer une mesure de liberté surveillée à titre provisoire ou une mesure de garde provisoire pour un mineur) (p. 10280) : adopté (p. 10280)

Après l'article 16 quater

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (article 125-IX de la loi n° 2000-516 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes : application reportée au 17 juin 2001 et mesures transitoires) (p. 10282)

Soutient le sous-amendement n° 16 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 10282) : adopté (p. 10282)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Jean-Luc Warsmann (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 10282)

Soutient le sous-amendement n° 17 de la commission (appel de la décision du juge d'application des peines par le condamné ou le procureur de la République) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 10282) : adopté (p. 10282)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Émile Blessig (information du procureur dès leur début des gardes à vue et des commissions rogatoires : application reportée au 1er janvier 2002) (p. 10283)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1095)

Son intervention (p. 1102)

Thèmes :

Famille : domicile : successions (p. 1102)

Famille : veufs et veuves : successions (p. 1102)

Discussion des articles [6 février 2001] (p. 1112) ; [8 février 2001] (p. 1284)

Article 2 (droits successoraux du conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Émile Blessig (choix entre usufruit de la totalité et propriété du quart de la succession en présence d'enfants communs - propriété du quart en présence d'enfants issus d'une autre union) (p. 1117)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Nicole Catala (choix entre usufruit de la totalité et propriété du quart de la succession en présence d'enfants communs - propriété du quart en présence d'enfants issus d'une autre union) (p. 1117)

Article 3 (droit au logement)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (suppression de la condition d'hébergement dans un établissement spécialisé) (p. 1122)

Intervient sur l'amendement n° 17 du Gouvernement (délai de 6 mois pour manifester la volonté de bénéficier des droits) (p. 1123)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Émile Blessig (durée du mariage supérieure à 3 ans en l'absence de descendants pour application de la loi) (p. 1287)

Ses explications de vote (p. 1289)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1289)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5101)

Son intervention (p. 5105)

Thèmes :

Donations et successions : successions : réforme (p. 5105)

Famille : domicile : successions (p. 5106)

Famille : veufs et veuves : successions (p. 5105)

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5110)

Article 2 (articles 756 à 758-4 du code civil : droits successoraux du conjoint survivant)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 de Mme Nicole Catala (calcul des droits sur les biens existants) à l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5115)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 de Mme Nicole Catala (calcul des droits sur les biens existants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 5115)

Article 9 quinquies (article L.50 du code des pensions civiles et militaires de retraite : suppression du plafonnement des pensions de réversion des veufs des femmes fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (de suppression) (p. 5141)

Ses explications de vote (p. 5145)

Vote pour du groupe socialiste (p. 5146)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4247)

Son intervention (p. 4252)

Thèmes :

Famille : autorité parentale : divorce (p. 4254)

Famille : autorité parentale : enfants (p. 4253)

Famille : autorité parentale : réforme (p. 4253)

Famille : droit de la famille : réforme (p. 4252)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Article 3 (article 371-4 du code civil : relations de l'enfant avec les membres de ses lignées et avec les tiers)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. François Colcombet (relations avec les grands-parents et les tiers) (p. 4265)

Article 4 (articles 372, 372-1, 372-2-1 nouveau et 372-3 à 372-5 nouveaux du code civil : modalités d'exercice de l'autorité parentale)

Intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Danielle Bousquet (information sur l'autorité parentale à la naissance) (p. 4269)

Son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté (p. 4271)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (homologation conditionnée par le libre consentement des parents et la préservation de l'intérêt de l'enfant) à l'amendement n° 10 de M. François Colcombet (homologation de la convention organisant la garde alternée sauf décision motivée du juge) (p. 4272)

Son amendement n° 9 (rédactionnel) (p. 4276) : adopté (p. 4277)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. François Colcombet (suppression de l'âge de l'enfant dans les critères d'appréciation du juge sur les modalités d'exercice) (p. 4278)

Marylise LEBRANCHU

Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation puis Garde des sceaux, ministre de la justice

Est nommée Garde des sceaux, ministre de la justice. Décret du 18 octobre 2000 [J.O. du 19 octobre 2000] (p. 16631)

DÉPÔT

Projet de loi n° 2871 portant ratification de l'ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs [17 janvier 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Paul Charié. Impôts et taxes. Politique fiscale. Petites et moyennes entreprises (PME) [17 octobre 2000] (p. 6872)

Mme Sylvie Andrieux-Bacquet. Professions judiciaires et juridiques. Avocats. Aide juridictionnelle, indemnisation [7 novembre 2000] (p. 8065)

M. Michel Hunault. Justice. Tribunaux. Fonctionnement, effectifs de personnel [7 novembre 2000] (p. 8069)

M. Damien Alary. Droit pénal. Agressions sexuelles. Pédophilie, lutte et prévention, politiques communautaires [15 novembre 2000] (p. 8573)

Mme Françoise de Panafieu. Ordre public. Maintien. Prostitution, lutte et prévention [15 novembre 2000] (p. 8576)

M. Michel Hunault. Justice. Fonctionnement et financement. Perspectives [28 novembre 2000] (p. 9401)

M. André Aschieri. Bioéthique. Génétique. Patrimoine génétique, brevets, interdiction [28 novembre 2000] (p. 9403)

M. Philippe Houillon. Ministères et secrétariats d'Etat. Justice : fonctionnement. Moyens [29 novembre 2000] (p. 9523)

M. François Lamy. Système pénitentiaire. Détenus. Téléphones portables, lutte et prévention [29 novembre 2000] (p. 9525)

M. Bernard Roman. Professions judiciaires et juridiques. Avocats. Aide juridictionnelle, indemnisation [5 décembre 2000] (p. 9744)

M. Maxime Bono. Professions judiciaires et juridiques. Avocats. Aide juridictionnelle, indemnisation [19 décembre 2000] (p. 10449)

M. Alain Tourret. Droit pénal. Atteintes à la vie. Prescription [19 décembre 2000] (p. 10453)

M. François d'Aubert. Justice. Magistrats. Exercice de la profession, indépendance, respect [16 janvier 2001] (p. 382)

M. Henri Plagnol. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [16 janvier 2001] (p. 386)

M. Thierry Mariani. Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [17 janvier 2001] (p. 471)

M. Philippe Houillon. Justice. Fonctionnement. Moyens [23 janvier 2001] (p. 670)

M. Jean-Luc Warsmann. Justice. Fonctionnement. Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes, application [23 janvier 2001] (p. 672)

M. Jean Leonetti. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [30 janvier 2001] (p. 905)

M. Jean Pontier. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [7 février 2001] (p. 1215)

M. Jacques Floch. Justice. Magistrats. Recrutement, concours externes [28 mars 2001] (p. 1514)

M. Alain Tourret. Droit pénal. Agressions sexuelles. Fichier génétique, création, délai [17 avril 2001] (p. 1908)

M. Jean-Pierre Michel. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [18 avril 2001] (p. 1990)

M. Guy Teissier. Justice. Fonctionnement. Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes, conséquences [18 avril 2001] (p. 1991)

M. René Leroux. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [9 mai 2001] (p. 2668)

M. Jacques Myard. Droit pénal. Politique pénale. Jeunes, étrangers en situation irrégulière [9 mai 2001] (p. 2673)

M. Christian Cabal. Droit pénal. Crimes et délits. Fichier génétique, création, délais [9 mai 2001] (p. 2674)

M. Henri Plagnol. Droit pénal. Peines. Application [22 mai 2001] (p. 3190)

M. Pierre Cardo. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [23 mai 2001] (p. 3296)

M. Jean-Luc Warsmann. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [23 mai 2001] (p. 3297)

M. Jacques Floch. Système pénitentiaire. Etablissements. Violences à l'égard du personnel, lutte et prévention [29 mai 2001] (p. 3530)

M. Patrick Delnatte. Système pénitentiaire. Etablissements. Fonctionnement, effectifs de personnel, surveillants [6 juin 2001] (p. 3913)

M. Pierre Brana. Droit pénal. Crimes et délits. Législation, harmonisation, politique communautaires [20 juin 2001] (p. 4539)

M. Bernard Accoyer. Système pénitentiaire. Evasions. Lutte et prévention [26 juin 2001] (p. 4865)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Jean-Paul Bacquet. Postes. La Poste. Restructuration [3 octobre 2000] (p. 6323)

M. Jean-Pierre Blazy. Taxis. Autorisations de stationnement. Concurrence, aéroport de Roissy [3 octobre 2000] (p. 6322)

M. Dominique Paillé. Justice. Tribunaux. Maintien, Bressuire [23 janvier 2001] (p. 660)

Mme Odette Grzegrzulka. Justice. Tribunaux pour enfants. Création, Saint-Quentin [30 janvier 2001] (p. 871)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectif de personnel, Tarbes [27 mars 2001] (p. 1388)

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Justice. Cours d'appel. Fonctionnement, Toulouse [27 mars 2001] (p. 1387)

M. Hervé Morin. Voirie. A 28. Liaison Alençon Rouen, construction [27 mars 2001] (p. 1387)

M. Marcel Dehoux. Justice. Palais de justice. Construction, Avesnes-sur-Helpe, Nord [17 avril 2001] (p. 1881)

M. Bernard Seux. Jeunes. Protection judiciaire. Services éducatifs auprès des tribunaux, perspectives [17 avril 2001] (p. 1882)

M. Marc Reymann. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectifs de personnel, Strasbourg [17 avril 2001] (p. 1883)

M. Lionnel Luca. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention, Alpes-Maritimes [17 avril 2001] (p. 1884)

M. François Dosé. Justice. Tribunaux de grande instance. Fonctionnement, effectifs de personnel, Bar-le-Duc [5 juin 2001] (p. 3813)

M. Guy-Michel Chauveau. Voirie. A 28. Liaison Tours-Château-du-Loir, construction [5 juin 2001] (p. 3814)

M. Pierre Cardo. Politique extérieure. Enfants. Enlèvement, coopération judiciaire, perspectives [26 juin 2001] (p. 4844)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6384) ; [4 octobre 2000] (p. 6431, 6470)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de la commission (modification d'intitulés dans le code du travail) (p. 6384)

Article 1er (articles L. 444-4 nouveau et L. 441-2, L. 442-4 et L. 443-2 du code du travail : ancienneté minimale requise pour bénéficier des dispositifs d'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Jacques Masdeu-Arus (maintien de l'intéressement au niveau des établissements) (p. 6385)

Intervient sur l'amendement n° 144 de Mme Nicole Bricq (appréciation de l'ancienneté sur un seul exercice) (p. 6386)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Gérard Bapt (appréciation de l'ancienneté sur un seul exercice) (p. 6386)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 38 rectifié de la commission (intéressement infra-annuel) (p. 6397)

Intervient sur l'amendement n° 39 rectifié de la commission (soumission des unités économiques et sociales de plus de 50 salariés à la participation obligatoire) (p. 6397)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (suppression du blocage de la participation pendant trois ans) (p. 6397)

Article 10 (article L. 443-4 du code du travail : obligation d'offrir des modes de placement sécurisés dans le cadre du PEE)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (rédactionnel) (p. 6447)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Louis Dumont (mise en place d'un mécanisme garantissant la liquidité des titres) (p. 6447)

Soutient l'amendement n° 281 du Gouvernement (mise en place d'un mécanisme garantissant la liquidité des titres) (p. 6447) : adopté (p. 6447)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (détention par un FCPE de parts de fonds communs de placement à risques ou de fonds communs de placement dans l'innovation) (p. 6447)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (information des conseils de surveillance des FCPE) (p. 6448)

Avant l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Yves Cochet (application des dispositions relatives à la conclusion des accords de réduction du temps de travail pour la mise en place des plans d'épargne d'entreprise) (p. 6449)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)

Son intervention (p. 8361)

Sa réponse (p. 8367)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : parquet (p. 8367)

Droit pénal : comparution immédiate (p. 8366)

Droit pénal : emprisonnement (p. 8366)

Droit pénal : peine de mort : relations internationales (p. 8366)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 8363, 8366)

Justice : aide juridictionnelle (p. 8363)

Justice : assistants de justice (p. 8366)

Justice : crédits (p. 8361)

Justice : greffiers (p. 8361)

Justice : jugements : délais (p. 8365)

Justice : jugements : exécution provisoire (p. 8364)

Justice : magistrats : effectifs (p. 8361)

Justice : parquet : indépendance (p. 8364)

Justice : tribunaux : Paris (p. 8364)

Justice : tribunaux de commerce (p. 8365)

Justice : victimes (p. 8367)

Lois : application : présomption d'innocence (p. 8361)

Système pénitentiaire (p. 8362)

Réponses aux questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : Strasbourg (p. 8368) (M. Yves Bur) (p. 8368)

Système pénitentiaire : établissements : Manche (p. 8368) (M. Alain Cousin) (p. 8368)

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : établissements (p. 8368) (M. Jacques Masdeu-Arus) (p. 8367)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2000] (p. 8370)

Etat B, titre III

Soutient l'amendement n° 159 du Gouvernement (majoration de 57,6 millions de francs pour financer l'accord passé avec les organisations syndicales du personnel pénitentiaire) (p. 8372) : adopté (p. 8370)

Etat C, titre V

Soutient l'amendement n° 160 du Gouvernement (majoration d'un milliard de francs) (p. 8371) : adopté (p. 8372)

Article 61 (revalorisation des plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle)

Son intervention (p. 8373)

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7749)

Son intervention (p. 7750)

Thèmes avant la procédure des questions :

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : crédits (p. 7750)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : enseignement (p. 7750, 7751)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : nomination (p. 7750)

Décorations, insignes et emblèmes : Légion d'honneur : travaux (p. 7750)

Proposition de loi n° 2740 tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10261)

Son intervention (p. 10261)

Sa réponse (p. 10275)

Thèmes :

Droit pénal : exécution des peines : réforme (p. 10263)

Droit pénal : présomption d'innocence : lois (p. 10261)

Justice : greffiers : recrutement (p. 10263, 10275)

Justice : jugements : délais (p. 10276)

Justice : magistrats (p. 10275)

Justice : réforme : droite (p. 10275)

Justice : réforme : Gouvernement (p. 10262, 10276)

Justice : réforme : moyens (p. 10263, 10275)

Lois : application : présomption d'innocence (p. 10264)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10276)

Article 1er (article 149 du code de procédure pénale : réparation intégrale du préjudice subi par les personnes placées en détention provisoire et bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement définitif)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 10277)

Après l'article 1er quater

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 10277)

Article 2 (article 626 du code de procédure pénale : harmonisation du régime d'indemnisation des personnes condamnées reconnues innocentes avec celui des personnes ayant été placées à tort en détention provisoire)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 10278)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 10278)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (modification de la dénomination de la commission d'indemnisation des détentions provisoires : "commission de réparation des détentions") (p. 10278)

Après l'article 15 bis

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 10279)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) (p. 10279)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 10279)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (délai accordé au procureur de la République pour l'appel incident d'une ordonnance de mise en accusation) (p. 10280)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 10280)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 10280)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 10280)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 10280)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (possibilité pour le juge des libertés et de la détention de prononcer une mesure de liberté surveillée à titre provisoire ou une mesure de garde provisoire pour un mineur) (p. 10280)

Après l'article 16 quater

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (article 125-IX de la loi n° 2000-516 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes : application reportée au 17 juin 2001 et mesures transitoires) (p. 10281) : adopté après rectification et modifications (p. 10282)

Intervient sur le sous-amendement n° 16 de la commission (de coordination) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 10282)

Intervient sur le sous-amendement n° 18 de M. Jean-Luc Warsmann (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 10282)

Intervient sur le sous-amendement n° 17 de la commission (appel de la décision du juge d'application des peines par le condamné ou le procureur de la République) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 10282)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Émile Blessig (information du procureur dès leur début des gardes à vue et des commissions rogatoires : application reportée au 1er janvier 2002) (p. 10283)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10284)

Projet de loi organique n° 2749 relatif au statut des magistrats

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 585)

Son intervention (p. 585)

Sa réponse (p. 597)

Thèmes :

Justice : magistrats : carrière (p. 585)

Justice : magistrats : mobilité (p. 586, 597)

Justice : magistrats : recrutement (p. 598)

Justice : magistrats : rémunération (p. 598)

Justice : réforme : Gouvernement (p. 598)

Justice : tribunaux : personnel (p. 597)

Discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 599)

Article 2 bis (article 28-2 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : limitation de la durée d'exercice de certaines fonctions juridictionnelles)

Soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement (de suppression) (p. 599) : rejeté (p. 600)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de la commission (limitation à sept ans de l'exercice au sein d'un même tribunal de grande instance ou de première instance des fonctions de président et de procureur général) (p. 601)

Article 2 ter (article 28-3 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : limitation de la durée d'exercice de certaines fonctions juridictionnelles)

Soutient l'amendement n° 27 du Gouvernement (de suppression) (p. 599) : rejeté (p. 601)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (limitation à sept ans de l'exercice au sein d'une même cour d'appel des fonctions de premier président) (p. 601)

Article 2 quater (article 38-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : limitation de la durée d'exercice de certaines fonctions juridictionnelles)

Soutient l'amendement n° 28 du Gouvernement (de suppression) (p. 601) : rejeté (p. 601)

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de la commission (limitation à sept ans de l'exercice au sein d'une même cour d'appel des fonctions de procureur général) (p. 602)

Article 6 (dispositions transitoires pour l'accès aux emplois hors hiérarchie)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 603)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (limitation à sept ans de l'exercice de certaines fonctions juridictionnelles applicable aux nominations intervenues après publication de la loi organique) (p. 603)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (interdiction de l'arbitrage) (p. 603)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (saisine du CSM par les procureurs généraux de cour d'appel pour la discipline des magistrats du parquet) (p. 604) : adopté (p. 604)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de la commission (saisine du CSM par les procureurs généraux de cour d'appel pour la discipline des magistrats du parquet) (p. 604)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (publicité des audiences du CSM concernant les sanctions disciplinaires applicables aux magistrats du parquet) (p. 604)

Avant l'article 10

Soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (instauration d'une voie de recrutement des magistrats ouverte aux personnes justifiant d'une expérience professionnelle) (p. 605) : adopté (p. 606)

Article 10 (article 40-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : nombre maximal de conseillers et d'avocats généraux en service extraordinaire à la Cour de cassation susceptibles d'être recrutés)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (nombre maximal porté de 1/20 à 1/10 de l'effectif) (p. 607)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Nicole Catala (nombre maximal porté de 1/20 à 1/10 de l'effectif) (p. 607)

Article 11 (articles L. 151-1, L. 151-3 du code de l'organisation judiciaire et titre XX du livre IV du code de procédure pénale : saisine pour avis de la Cour de cassation en matière pénale)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (composition de la formation de la cour de cassation) (p. 609)

Intervient sur l'amendement n° 10 corrigé de la commission (champ d'application) (p. 609)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (consultation obligatoire du ministère public) (p. 609)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 609)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Michel (instauration d'un filtrage des pourvois en cassation) (p. 610)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Nicole Catala (instauration d'un filtrage des pourvois en cassation) (p. 610)

Article 13 (article 20 de la loi du 8 février 1995 : nomination des conseillers ou substituts généraux des cours d'appel de Paris et Versailles aux fonctions de magistrats hors hiérarchie à la Cour de cassation)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 611)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Michel (juge des libertés et de la détention : président ou vice-président dans les seuls tribunaux de plus de deux chambres) (p. 612)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (introduction de la représentation proportionnelle et de la parité pour les élections au CSM) (p. 613)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel (interdiction de décorer des magistrats pendant leur carrière et interdiction du port des décorations) (p. 614)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (élections du CSM : modifications applicables au prochain renouvellement) (p. 614)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi organique relatif au statut des magistrats et au Conseil supérieur de la magistrature") (p. 614)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3692)

Son intervention (p. 3692)

Sa réponse (p. 3700)

Thèmes :

Constitution : révision : Conseil supérieur de la magistrature (p. 3692)

Justice : arbitrage (p. 3700)

Justice : magistrats : mobilité (p. 3692)

Justice : réforme : Gouvernement (p. 3692)

Justice : réforme : moyens (p. 3692, 3700)

Discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3700)

Article 6 ter (art. 8 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : interdiction de l'arbitrage privé)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Nicole Catala (arbitrage de caractère international) (p. 3702)

Projet de loi n° 2174 autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la convention internationale de 1989 sur l'assistance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 janvier 2001] (p. 614)

Son intervention (p. 615)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 615)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 615)

Transports par eau : transports maritimes : sauvetage en mer (p. 615)

Transports par eau : transports maritimes : sécurité de la navigation (p. 615)

Projet de loi n° 2672 autorisant l'adhésion au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (protocole I) (ensemble deux annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 janvier 2001] (p. 618)

Son intervention (p. 618)

Thèmes :

Défense : dissuasion nucléaire (p. 619)

Défense : opérations extérieures (p. 619)

Environnement : protection (p. 619)

Traités et conventions : droit international : populations civiles (p. 628)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 14 précédemment réservé (articles 31 et 29 de la loi du 24 janvier 1984 : composition du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Delalande (mise en œuvre par le fonds de garantie des dépôts du mécanisme de garantie des cautions) (p. 798)

Article 15 précédemment réservé pour coordination (article 31-1 de la loi du 24 janvier 1984 : levée du secret professionnel)

Soutient l'amendement n° 231 du Gouvernement (de codification) (p. 800) : adopté (p. 800)

Article 16 précédemment réservé pour coordination (article 31 de la loi du 24 janvier 1984 : règlement intérieur du CECEI)

Soutient l'amendement n° 232 du Gouvernement (de codification) (p. 800) : adopté (p. 800)

Article 16 bis précédemment réservé (réduction à cinq ans de la durée de l'interdit bancaire)

Soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement (de coordination) (p. 801) : adopté (p. 801)

Article 16 ter précédemment réservé pour coordination (composition de la Commission bancaire)

Soutient l'amendement n° 233 du Gouvernement (de coordination) (p. 801) : adopté

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 197 rectifié précédemment réservé de M. Eric Besson (intitulé du chapitre II) (p. 801)

Article 17 précédemment réservé supprimé par le Sénat (article 2 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 instituant une commission des opérations de bourse : Collège de la Commission des opérations de bourse)

Intervient sur l'amendement n° 37 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 801)

Article 17 bis précédemment réservé (création d'une autorité de régulation des marchés financiers)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 802)

Article 17 ter précédemment réservé (création d'une autorité de régulation des marchés financiers)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 802)

Article 17 quater précédemment réservé (création d'une autorité de régulation des marchés financiers)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) (p. 803)

Article 17 quinquies précédemment réservé (article 19 de la loi du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier : inclusion des collectivités locales et de leurs groupements dans le champ des organismes habilités à émettre des titres de créances négociables)

Soutient l'amendement n° 159 du Gouvernement (de codification) (p. 803) : adopté (p. 803)

Article 18 précédemment réservé (délégation de signature au sein de la Commission des opérations de bourse)

Soutient l'amendement n° 160 du Gouvernement (de codification) (p. 804) : adopté (p. 804)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de coordination) (p. 804)

Article 18 bis précédemment réservé (organisation des banques populaires)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Éric Besson (référence à la date de publication de la loi) (p. 804)

Soutient l'amendement n° 161 du Gouvernement (de codification) (p. 804) : adopté (p. 804)

Article 18 ter précédemment réservé (assouplissement du plafond d'émission de certificats coopératifs d'investissement et de certificats coopératifs d'associés dans les établissements de crédits coopératifs)

Soutient l'amendement n° 162 du Gouvernement (de codification) (p. 805) : adopté (p. 805)

Article 18 quater précédemment réservé (mécanisme de résiliation et de compensation généralisées des créances)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jean-Pierre Balligand (nouvelle rédaction de l'article limitant le mécanisme aux contrats entre établissements financiers) (p. 807)

Intervient sur le sous-amendement n° 235 de M. Éric Besson (de précision) à l'amendement n° 196 de M. Jean-Pierre Balligand (p. 807)

Article 18 quinquies précédemment réservé (finalité des règlements)

Soutient l'amendement n° 227 rectifié du Gouvernement (codification et notification par le ministre chargé de l'économie à la Commission européenne des systèmes de règlement livraison de titres et des systèmes de règlement interbancaire bénéficiant de la directive "finalité des paiements") (p. 808) : adopté (p. 809)

Article 18 septies précédemment réservé (articles L. 225-186, L. 225-180 et L. 225-187 du code de commerce : éligibilité des salariés des groupes bancaires coopératifs et mutualistes aux options d'achat et de souscription d'actions)

Soutient l'amendement n° 163 du Gouvernement (de codification) (p. 809) : adopté (p. 809)

Article 18 octies précédemment réservé (articles L. 225-186, L. 225-180 et L. 225-187 du code de commerce : éligibilité des salariés des groupes bancaires coopératifs et mutualistes aux options d'achat et de souscription d'actions)

Soutient l'amendement n° 164 du Gouvernement (de codification) (p. 809) : adopté (p. 809)

Article 19 précédemment réservé (article 1er de la loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la participation des organismes financiers à la lutte contre le blanchiment des capitaux : extension de la liste des professions soumises aux dispositions de la loi "anti-blanchiment")

Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de la commission (élargissement des activités et des professions associées au mécanisme de blanchiment des capitaux) (p. 810)

Soutient l'amendement n° 165 rectifié du Gouvernement (de codification) (p. 811) : adopté

Article 20 précédemment réservé (article 3 de la loi du 12 juillet 1990 : extension du champ de la déclaration de soupçon)

Soutient l'amendement n° 166 du Gouvernement (de codification) (p. 812) : adopté (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 45 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 812)

Intervient sur l'amendement n° 143 corrigé de M. Éric Besson (de coordination) (p. 812)

Article 20 bis précédemment réservé pour coordination (article 11 bis nouveau de la loi du 12 juillet 1990 : comité de liaison)

Soutient l'amendement n° 167 (de codification) (p. 813) : adopté (p. 813)

Article 21 précédemment réservé (article 12 bis de la loi du 12 juillet 1990 : sanctions à l'encontre des centres financiers extra-territoriaux)

Intervient sur l'amendement n° 47 deuxième rectification de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 814)

Intervient sur le sous-amendement n° 138 de M. Arnaud Montebourg (possibilité pour le Gouvernement de restreindre ou d'interdire les transactions financières réalisées avec des entités juridiques dont le bénéficiaire n'est pas identifié) à l'amendement n° 47 deuxième rectification de la commission (p. 814)

Article 21 bis précédemment réservé (article 12 bis de la loi du 12 juillet 1990 : rapport au Parlement sur les mesures prises à l'encontre des centres "off-shore")

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 814)

Article 21 ter précédemment réservé pour coordination (article 15 de la loi du 12 juillet 1990 : communication de pièces à TRACFIN)

Soutient l'amendement n° 169 du Gouvernement (de coordination) (p. 815) : adopté (p. 815)

Article 22 précédemment réservé pour coordination (article 16 de la loi du 12 juillet 1990 : information de TRACFIN)

Soutient l'amendement n° 170 du Gouvernement (de codification) (p. 815) : adopté (p. 815)

Article 22 bis précédemment réservé (article 5 de la loi du 12 juillet 1990 : informations sur les suites données aux déclarations de soupçon)

Soutient l'amendement n° 171 du Gouvernement (de codification) (p. 815) : adopté après rectification (p. 815)

Article 22 ter précédemment réservé pour coordination (article 6 bis de la loi du 12 juillet 1990 : information des personnes ayant effectué une déclaration de soupçon sur les suites données à cette déclaration)

Soutient l'amendement n° 172 du Gouvernement (de coordination) (p. 816) : adopté (p. 816)

Article 23 précédemment réservé pour coordination (articles L. 310-12 et L. 322-2 du code des assurances : contrôle par la commission de contrôle des assurances du respect de l'obligation de déclaration)

Soutient l'amendement n° 173 du Gouvernement (de codification) (p. 816) : adopté (p. 817)

Article 23 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (article 7 de la loi du 12 juillet 1990 : sanctions administratives)

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 817)

Article 24 précédemment réservé (article 4 de la loi n° 78-9 du 4 janvier 1978 modifiant le titre IX du livre III du code civil : obligation d'immatriculation au registre du commerce pour les sociétés créées avant 1978)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (référence à la date de publication de la loi) (p. 817)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 139 précédemment réservé de M. Arnaud Montebourg (recours à la forme authentique pour les actes de cessions de droits sociaux de sociétés civiles à prépondérance immobilière) (p. 818)

Article 25 bis précédemment réservé (article 450-1 du code pénal : charge de la preuve en matière de présomption de blanchiment)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 820)

Article 55 A supprimé par le Sénat (article 97-1-1 nouveau de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales : droits des comités d'entreprise dans les sociétés par actions)

Intervient sur l'amendement n° 92 deuxième rectification de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 825)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Éric Besson (extension des prérogatives du comité d'entreprise dans les assemblées générales) (p. 825)

Article 55 quater (article L. 228-39 du code de commerce : allègement des modalités d'émission d'obligations par une société auprès d'investisseurs privés)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 826)

Article 56 A supprimé par le Sénat (articles L. 225-17, L. 225-69 et L. 225-95 du code de commerce : réduction du nombre maximal de membres de conseil d'administration et de conseil de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 826)

Article 56 (articles L. 225-35 et L. 225-51 du code de commerce : rôles du conseil d'administration et de son président)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 827)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (de coordination) (p. 827)

Article 57 (articles L. 225-53, L. 225-54, L. 225-55 et L. 225-56 du code de commerce : rôles et statuts du directeur général et des directeurs généraux délégués)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 828)

Intervient sur l'amendement n° 98 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 828)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 828)

Article 58 supprimé par le Sénat (article L. 225-61 du code de commerce : conditions de révocation des membres du directoire ou du directeur général unique)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 828)

Article 59 (articles L. 225-37 et L. 225-82 du code de commerce : possibilité pour le conseil d'administration et le conseil de surveillance de prendre certaines décisions par "visioconférence")

Intervient sur l'amendement n° 101 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 829)

Article 60 (articles L. 225-21, L. 225-49, L. 225-54-1, L. 225-67, L. 225-77, L. 225-94, L. 225-94-1 et L. 225-95-1 du code de commerce : limitation du cumul des mandats sociaux)

Intervient sur l'amendement n° 102 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 832)

Article 61 (articles L. 225-38, L. 225-86, L. 226-10, L. 227-10, L. 225-39, L. 225-115, L. 225-87, L. 225-40, L. 225-88, L. 225-41, L. 225-42, L. 225-43, L. 225-89 et L. 227-11 du code de commerce : extension du régime d'autorisation des conventions entre les sociétés et leurs dirigeants)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 833)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (suppression de la référence à l'annexe soumise aux assemblées générales) (p. 833)

Après l'article 61 bis

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (insertion d'un chapitre III bis intitulé : "statut des commissaires aux comptes") (p. 833)

Article 61 ter (articles L. 820-1 à 820-6, L. 242-25 à L. 242-28 du code de commerce : unification du statut des commissaires aux comptes)

Intervient sur l'amendement n° 106 corrigé de la commission (harmonisation des sanctions pénales applicables en cas de diffusion d'informations mensongères sur la situation de personnes morales) (p. 834)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Éric Besson (référence à la date de publication de la loi) (p. 834)

Article 62 (articles L. 225-230, L. 225-232, L. 225-233, L. 225-103, L. 234-14 et L. 225-231 du code de commerce : renforcement des prérogatives des actionnaires minoritaires)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 835)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 835)

Article 63 (articles L. 225-25, L. 225-72, L. 225-107 et L. 225-112 du code de commerce : participation aux assemblées générales, au conseil d'administration et au conseil de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (limitation aux supports électroniques des moyens de télécommunications susceptibles d'être utilisés pour participer à distance aux assemblées générales) (p. 835)

Article 64 (article L. 225-102-1 nouveau du code de commerce : information des actionnaires sur les rémunérations, avantages, mandats et fonctions des mandataires sociaux, ainsi que sur les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (information sur les rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux et information relative aux conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société) (p. 836)

Article 65 (articles L. 225-107, L. 225-107-1, L. 225-123, L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-3-1, L. 228-3-2, L. 228-3-3, L. 232-3-4, L. 232-14, L. 233-7, L. 233-12 et L. 233-13 du code de commerce : représentation et identification des actionnaires non résidents)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 838)

Article 66 (article L. 233-3 du code de commerce : notion de contrôle conjoint exercé dans le cadre d'une action de concert)

Intervient sur l'amendement n° 142 corrigé de M. Éric Besson (correction d'une erreur matérielle) (p. 838)

Soutient l'amendement n° 236 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 838) : adopté (p. 838)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 838)

Article 66 bis (article L. 233-3 du code de commerce : définition de l'action de concert)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (de suppression) (p. 839)

Article 68 bis (article L. 223-7 du code de commerce : aménagement des règles d'apport lors de la constitution d'une société)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Éric Besson (référence à la date de publication de la loi) (p. 840)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 840)

Article 69 B (articles 1751-1 nouveau et 2061 du code civil, article L. 136-1 du code de la consommation, article L. 511-1 du code du travail, article 43-1 nouveau de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965, article 66-1 nouveau de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 : clause compromissoire)

Soutient l'amendement n° 223 du Gouvernement (limitation de la validité de la clause compromissoire aux relations entre professionnels placés dans des situations économiques comparables) (p. 840) : adopté (p. 841)

Article 69 C (articles L. 411-4 à L. 411-7 nouveaux du code de l'organisation judiciaire : compétences des tribunaux de commerce)

Soutient l'amendement n° 224 du Gouvernement (de conséquence) (p. 841) : adopté (p. 841)

Article 69 bis supprimé par le Sénat (délai d'application de la réduction du nombre maximal des membres de conseil d'administration et de conseil de surveillance)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 842)

Article 70 (délai d'application des dispositions relatives aux cumuls de mandats et au mandat de directeur général délégué)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 843)

Soutient le sous-amendement n° 225 du Gouvernement (mise en conformité des statuts avec la loi) à l'amendement n° 117 de la commission (p. 843) : adopté (p. 843)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2521)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement de l'article 55 quater - article L. 228-39 du code de commerce : allégement des modalités d'émission d'obligations par une société auprès d'investisseurs privés) (p. 2548) : adopté (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (article 56 - rédactionnel) (p. 2548)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (article 61 - extension du régime d'autorisation des conventions entre les sociétés et leurs dirigeants) (p. 2548) : rejeté (p. 2548)

Soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (article 61 - extension du régime d'autorisation des conventions entre les sociétés et leurs dirigeants) (p. 2548) : rejeté (p. 2548)

Soutient l'amendement n° 5 du Gouvernement (article 61 - extension du régime d'autorisation des conventions entre les sociétés et leurs dirigeants) (p. 2548) : rejeté (p. 2548)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (article 61 - extension du régime d'autorisation des conventions entre les sociétés et leurs dirigeants) (p. 2548) : rejeté (p. 2548)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (article 64 - article L. 225-102-1 nouveau du code de commerce : information des actionnaires sur les rémunérations, avantages, mandats et fonctions des mandataires sociaux, ainsi que sur les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la société) (p. 2548) : adopté (p. 2548)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (article 65 - représentation et identification des actionnaires non résidents) (p. 2549)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (rétablissements de l'article 66 bis - article L. 233-10 du code de commerce : définition de l'action de concert) (p. 2549) : adopté (p. 2549)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (article 67 - correction d'une erreur matérielle) (p. 2549) : adopté (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 69 B - clause compromissoire) (p. 2549)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (article 69 C - compétences des tribunaux de commerce - validité de la clause compromissoire) (p. 2549)

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (article 69 C - compétences des tribunaux de commerce - dispositions transitoires) (p. 2549) : adopté (p. 2550)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 785)

Son intervention (p. 785)

Sa réponse (p. 793)

Thèmes :

Famille : adoption : associations (p. 786)
Famille : adoption : pays étrangers (p. 785)
Famille : adoption : procédures (p. 793)
Famille : adoption : tribunaux (p. 785)
Parlement : rôle (p. 786)
Parlement : Sénat : cabines (p. 785)

Discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 794)

Article 1er A (chapitre III du titre VIII du livre 1er du code civil : création d'un chapitre dans le code civil)

Son intervention (p. 794)

Article 1er (articles 370-3 à 370-5 nouveaux du code civil : loi applicable quant aux conditions et aux effets de l'adoption - efficacité en France des décisions d'adoption prononcées à l'étranger)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-François Mattei (de précision - loi nationale de l'adopté déterminant les conditions du consentement à l'adoption et de la représentation de l'adopté) (p. 795)

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (de précision - loi nationale de l'adopté déterminant les conditions du consentement à l'adoption et de la représentation de l'adopté) (p. 795)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Birsinger (article L 224-4 du code de l'action sociale - attribution de plein droit de la nationalité française aux enfants en situation de devenir pupilles de l'État) (p. 796)

Article 3 (conseil supérieur de l'adoption)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (présence d'un représentant de l'UNAF) (p. 797)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1095)

Son intervention (p. 1097)

Sa réponse (p. 1110)

Thèmes :

Donations et successions : héritiers réservataires : veufs et veuves (p. 1101)
Famille : domicile : successions (p. 1100)
Famille : droit de la famille : Gouvernement (p. 1097)
Famille : filiation naturelle : successions (p. 1101)
Famille : veufs et veuves : baux (p. 1101)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 1098,1110)

Discussion des articles [6 février 2001] (p. 1112) ; [8 février 2001] (p. 1284)

Article 2 (droits successoraux du conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Patrick Bloche (partenaire lié par un PACS) (p. 1114)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Émile Blessig (choix entre usufruit de la totalité et propriété du quart de la succession en présence d'enfants communs - propriété du quart en présence d'enfants issus d'une autre union) (p. 1116)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Nicole Catala (choix entre usufruit de la totalité et propriété du quart de la succession en présence d'enfants communs - propriété du quart en présence d'enfants issus d'une autre union) (p. 1116)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Émile Blessig (attribution de la part de la succession du père ou de la mère prédécédé au parent survivant) (p. 1117)

Intervient sur l'amendement n° 24 de Mme Nicole Catala (droit aux aliments pour les ascendants autres que père et mère) (p. 1118)

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Nicole Catala (droit viager au logement) (p. 1118)

Article 3 (droit au logement)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Marie-Françoise Clergeau (jouissance gratuite du logement et du mobilier pour conjoint survivant pendant 18 mois) (p. 1119)

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (de précision : mobilier compris dans la succession) (p. 1120) : adopté après rectification (p. 1120)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Émile Blessig (concession de jouissance sur logement et mobilier) (p. 1120)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Émile Blessig (suppression de la condition d'absence de volonté contraire du défunt) (p. 1120)

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (suppression de l'opposabilité aux tiers des droits d'usage et d'habitation) (p. 1121) : adopté (p. 1121)

Soutient l'amendement n° 15 rectifié du Gouvernement (demande par un seul des héritiers de l'inventaire et de l'état descriptif) (p. 1121) : adopté (p. 1121)

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (bail à usage exclusif d'habitation) (p. 1121) : adopté (p. 1122)

Soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement (suppression de la condition d'hébergement dans un établissement spécialisé) (p. 1122) : retiré (p. 1122)

Soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (de coordination) (p. 1122) : adopté (p. 1123)

Soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement (délai de 6 mois pour manifester la volonté de bénéficier des droits) (p. 1123) : rejeté (p. 1123)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Nicole Catala (droit à pension pour le conjoint survivant) (p. 1284)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maurice Adevah-Poeuf (caractère d'ordre public des dispositions de l'article L. 132-7 du code des assurances) (p. 1285)

Soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement (taux de 60% de l'usufruit pour liquidation des droits de mutation à titre gratuit) (p. 1285) : adopté (p. 1285)

Article 5 (attribution préférentielle de la propriété au conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de M. Alain Vidalies (rédactionnel) (p. 1285)

Article 8 (coordinations)

Soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1286) : adopté (p. 1286)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Émile Blessig (durée du mariage supérieure à 3 ans en l'absence de descendants pour application de la loi) (p. 1286)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Marie-Françoise Clergeau (information au moment du mariage sur le droit de la famille et des successions) (p. 1288)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Alain Vidalies (application immédiate des dispositions sur le droit au logement temporaire et les enfants adultérins) (p. 1288)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 20 du Gouvernement (application de la loi à Mayotte et en Polynésie française) (p. 1289) : adopté (p. 1289)

Article 11 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement (de suppression) (p. 1289) : adopté (p. 1289)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5101)

Son intervention (p. 5101)

Thèmes :

Donations et successions : successions : réforme (p. 5101)

Famille : filiation naturelle : successions (p. 5101)

Famille : veufs et veuves : droit de propriété (p. 5102)

Famille : veufs et veuves : successions (p. 5101)

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5110)

Article 1er (chapitre III du titre Ier du livre troisième du code civil : réorganisation du chapitre III du titre Ier du livre troisième du code civil)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de coordination) (p. 5112)

Article 2 (articles 756 à 758-4 du code civil : droits successoraux du conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5114)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 de Mme Nicole Catala (calcul des droits sur les biens existants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 5115)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 de Mme Nicole Catala (calcul des droits sur les biens existants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 5115)

Article 2 bis (articles 759 à 762 du code civil : conversion de l'usufruit)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 5116)

Article 3 (articles 763 à 766 du code civil : droit au logement)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 5117)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 5117)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (droit au logement temporaire) (p. 5117)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (droit viager au logement) (p. 5117)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (location du logement, objet d'un droit d'habitation) (p. 5118)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (interdiction pour le défunt de choisir le local sur lequel s'exercera le droit viager) (p. 5118)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 5118)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (imputation de la valeur du droit viager sur les droits successoraux) (p. 5119)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (principe de non-récompense à la succession) (p. 5119)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 5119)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 5119)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 5119)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 5119)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (suppression de la clause d'ingratitude) (p. 5119)

Article 3 bis (article L. 132-7 du code des assurances : couverture du risque décès en cas de suicide)

Soutient l'amendement n° 64 du Gouvernement (de suppression) (p. 5120) : retiré (p. 5121)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 5121)

Article 4 (articles 767, 767-1 et 207-1 du code civil : droit à pension du conjoint)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale - délai de réclamation) (p. 5121)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (attribution préférentielle du mobilier garnissant le logement) (p. 5121)

Article 5 supprimé par le Sénat (article 832 du code civil : attribution préférentielle de la propriété du logement au conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de la commission (rétablissement de l'article) (p. 5122)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 61 du Gouvernement (de coordination) (p. 5122) : adopté (p. 5122)

Article 9 quinquies (article L.50 du code des pensions civiles et militaires de retraite : suppression du plafonnement des pensions de réversion des veufs des femmes fonctionnaires)

Soutient l'amendement n° 60 du Gouvernement (de suppression) (p. 5141) : adopté (p. 5142)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (application des dispositions relatives aux enfants adultérins) (p. 5143)

Soutient le sous-amendement n° 65 du Gouvernement (correction d'une erreur de référence) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 5143) : adopté (p. 5143)

Article 10 bis (application outre-mer)

Soutient l'amendement n° 62 du Gouvernement (application du droit des successions à Mayotte) (p. 5143) : adopté (p. 5143)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (nouveau titre : "Proposition de loi relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins") (p. 5144)

Proposition de loi n° 2709 relative au nom patronymique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2001] (p. 1291)

Son intervention (p. 1294)

Thèmes :

Etat civil : nom : pays étrangers (p. 1294)
Etat civil : nom : transmission (p. 1294)
Famille : droit de la famille : réforme (p. 1295)
Famille : filiation naturelle : nom (p. 1295)
Femmes : égalité des sexes (p. 1294)
Lois : application : nom (p. 1295)

Discussion des articles [8 février 2001] (p. 1304)

Article 1er (article 57 du code civil : détermination du nom et inscription dans l'acte de naissance)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Yvette Roudy (choix du nom d'un ascendant du père ou de la mère jusqu'au 4ème degré inclus) (p. 1307)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Marc Dolez (déclaration des naissances et décès survenus dans des centres hospitaliers auprès de l'officier d'état-civil de la commune de rattachement) (p. 1308)

Article 10 (article 43 de la loi n° 85-1372 du 23 décembre 1985 : dispositions de coordination et mesures transitoires)

Intervient sur l'amendement oral de la commission (suppression de la saisine du juge aux affaires familiales) (p. 1309)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Gérard Gouzes (application de la loi à Mayotte) (p. 1311)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Son intervention (p. 1423)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 1441)

Sa réponse (p. 1465)

Thèmes :

Entreprises : entreprises en difficulté (p. 1426, 1466)
Justice : exécution provisoire (p. 1465)
Justice : juges consulaires (p. 1424, 1441, 1466)
Justice : juges consulaires : élections et référendums (p. 1425, 1466)
Justice : justice commerciale : cours d'appel (p. 1425)
Justice : justice commerciale : réforme (p. 1423)
Justice : mandataires de justice : contrôle (p. 1427)
Justice : mandataires de justice : statuts (p. 1426)
Justice : réforme : moyens (p. 1441, 1465)
Justice : tribunaux de commerce : carte judiciaire (p. 1466)
Justice : tribunaux de commerce : magistrats (p. 1424)
Justice : tribunaux de commerce : organisation (p. 1424)
Justice : tribunaux de commerce : parquet (p. 1465)
Justice : tribunaux de commerce : Président (p. 1425, 1465)

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 30 rectifié de M. Christian Martin (transfert sur demande conjointe des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers de la compétence commerciale des tribunaux de grande instance à des tribunaux de commerce existant ou à créer) (p. 1472)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Christian Martin (sur demande conjointe des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers, organisation d'une concertation sur le transfert de la compétence commerciale des tribunaux de grande instance à des tribunaux de commerce existant ou à créer) (p. 1472)

Article 2 (art. L. 411-1 à L. 411-7 du code de l'organisation judiciaire : création et compétence des tribunaux de commerce)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Charié (extension de la compétence aux contestations relatives aux artisans et agriculteurs) (p. 1473)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (compétence pour les contestations entre commerçants, entre établissements de crédit et entre les deux) (p. 1473)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Paul Charié (extension de la compétence aux contestations relatives à toutes les sociétés de tous les secteurs d'activité) (p. 1473)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Charié (extension de la compétence aux contestations relatives aux groupements d'intérêt économique) (p. 1474)

Intervient sur l'amendement n° 46 rectifié de la commission (extension de la compétence aux contestations relatives aux personnes physiques immatriculées au répertoire des métiers) (p. 1474)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Paul Charié (de cohérence) (p. 1474)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Charié (extension de la compétence aux contestations relatives aux brevets et aux marques) (p. 1475)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Paul Charié (extension de la compétence aux contestations relatives aux baux commerciaux) (p. 1475)

Article 4 (art. L. 411-8 à L. 411-17 du code de l'organisation judiciaire : composition des chambres du tribunal de commerce)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Paul Charié (composition de la chambre mixte : suppression des assesseurs) (p. 1478)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Charié (composition de la chambre mixte : au moins 2 juges élus) (p. 1478)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Richard Cazenave (intérim de la présidence de la chambre mixte) (p. 1479)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (magistrats de la chambre mixte désignés pour 3 ans renouvelables) (p. 1479)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (remplacement des magistrats du siège de la chambre mixte) (p. 1480)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Paul Charié (remplacement occasionnel d'un magistrat) (p. 1480)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Christian Martin (présidence de la chambre mixte) (p. 1480)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (limitation à 4 mandats successifs dans un même tribunal pour les juges élus) (p. 1480)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Paul Charié (prestation de serment des juges élus) (p. 1481)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (prestation de serment des juges élus) (p. 1481)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (cessation de fonction d'un juge élu impliqué dans une société mise en redressement ou en liquidation judiciaires) (p. 1482)

Article 6 (art. L. 411-20 à L. 411-23 du code de l'organisation judiciaire : dérogations aux conditions d'ancienneté - dessaisissement d'un tribunal de commerce)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (de précision) (p. 1483)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de précision) (p. 1483)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) (p. 1483)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (décisions du 1er président de la cour d'appel en matière de dérogation aux conditions d'ancienneté non susceptibles de recours) (p. 1483)

Article 8 (art. L. 412-1 à L. 412-6 du code de l'organisation judiciaire : compétence de la chambre mixte - incompatibilité des fonctions de membre de la formation de jugement et de juge-commissaire)

Soutient l'amendement n° 114 du Gouvernement (compétence limitée aux procédures collectives) (p. 1484) : adopté (p. 1485)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Philippe Houillon (application du droit commun de la procédure civile en cas de connexité entre des affaires soumises à diverses formations du tribunal de commerce) (p. 1485)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (le 1er président de la cour d'appel statue dans les 8 jours de sa saisine en cas de conflit de compétences entre les chambres du tribunal de commerce) (p. 1485)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Philippe Houillon (pouvoirs du président du tribunal de commerce - présidence d'une chambre) (p. 1486)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Renaud Muselier (pouvoirs du président du tribunal de commerce - présidence d'une chambre) (p. 1486)

Soutient l'amendement n° 116 du Gouvernement (de codification) (p. 1487) : retiré (p. 1487)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Paul Charié (extension de la fonction de juge-commissaire aux juges du corps judiciaire) (p. 1488)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Paul Charié (suppression de l'incompatibilité entre la fonction de juge et celle de juge-commissaire sur une même affaire) (p. 1488)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (incompatibilité pour une même affaire entre la fonction de juge-commissaire et celle de juge au sein d'une formation de jugement statuant en application de la loi du 25 janvier 1985) (p. 1489)

Article 10 (art. L. 413-1 à L. 413-3 du code de l'organisation judiciaire : électorat des juges consulaires - élaboration de la liste électorale)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (sanctions prononcées par la commission nationale de discipline applicables dans la limite de la période d'inéligibilité fixée par la commission) (p. 1489)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (refus de la qualité d'électeur aux experts-comptables) (p. 1490)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de précision) (p. 1491)

Article 11 (art. L. 413-4 à L. 413-7 du code de l'organisation judiciaire : électorat des juges consulaires - élaboration de la liste électorale)

Intervient sur l'amendement n° 87 corrigé de M. Philippe Houillon (condition d'âge prise en compte lors de la première élection) (p. 1517)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Richard Cazenave (condition d'ancienneté professionnelle prise en compte lors de la première élection) (p. 1517)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (abaissement de l'âge minimal : 25 ans au lieu de 30) (p. 1517)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (éligibilité des pilotes lamaneurs) (p. 1518)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Philippe Houillon (éligibilité des pilotes lamaneurs) (p. 1518)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (inéligibilité en cas d'implication dans une société en redressement ou liquidation judiciaires) (p. 1518)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (inéligibilité pendant la seule période du redressement judiciaire) (p. 1518)

Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de la commission (incompatibilités entre mandats électifs et fonction de juge élu) (p. 1519)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Jean-Paul Charié (incompatibilité entre la fonction de juge consulaire et certaines fonctions électives du même ressort) (p. 1519)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Philippe Houillon (incompatibilité entre la fonction de juge consulaire et certaines fonctions électives du même ressort) (p. 1519)

Article 12 (art. L. 413-8 à L. 413-13 du code de l'organisation judiciaire : scrutin et opérations électorales)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (vote par voie électronique) (p. 1520)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Philippe Houillon (vote par les moyens de télécommunication) (p. 1520)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Paul Charié (vote par les moyens de télécommunication) (p. 1520)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Paul Charié (élection au scrutin de liste à la proportionnelle) (p. 1522)

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de M. Christian Martin (élection au scrutin de liste majoritaire à 2 tours) (p. 1522)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Philippe Houillon (élection au scrutin de liste à 2 tours) (p. 1522)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Paul Charié (élections complémentaires en cas de vacance de 1/5 des effectifs) (p. 1523)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Philippe Houillon (élections complémentaires en cas de vacance de 1/5 des effectifs) (p. 1523)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1524)

Article 13 (intitulé du chapitre relatif au statut des juges élus)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Paul Charié (insertion d'une nouvelle section dans le chapitre IV : "Conseil national des juges consulaires") (p. 1524)

Article 14 (art. L. 414-1 à L. 414-3 du code de l'organisation judiciaire : règles déontologiques des juges consulaires)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (déclaration par les juges élus des intérêts détenus directement ou indirectement dans toute activité économique ou financière) (p. 1525)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (déclaration par les juges élus de tout mandat détenu au sein d'une personne morale exerçant une activité à caractère économique) (p. 1526)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (procédure visant à remplacer un juge détenant un intérêt pouvant affecter son impartialité - procédure visant le président du tribunal de commerce qui exerce en raison des intérêts qu'il détient une influence susceptible d'affecter la formation de jugement) (p. 1529)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Paul Charié (décret déterminant les conditions de communication aux tiers de la déclaration d'intérêts des juges élus) (p. 1529)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Philippe Houillon (décret déterminant les conditions de communication aux tiers de la déclaration d'intérêts des juges élus) (p. 1529)

Soutient l'amendement n° 115 rectifié du Gouvernement (procédure de récusation : possibilité de fonder la décision sur des éléments contenus dans la déclaration d'intérêts) (p. 1529) : adopté (p. 1531)

Intervient sur l'amendement n° 119 du Gouvernement (de codification) (p. 1531)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jacky Darne (création d'un Conseil national des juges élus des tribunaux de commerce) (p. 1532)

Article 15 (art. L. 414-4 à L. 414-12 du code de l'organisation judiciaire : discipline des juges élus - régime des sanctions)

Intervient sur l'amendement n° 100 de Mme Nicole Feidt (composition de la commission nationale de discipline : 2 membres du Conseil d'Etat au lieu d'1) (p. 1533)

Intervient sur l'amendement n° 99 de Mme Nicole Feidt (composition de la commission nationale de discipline : 4 magistrats au lieu de 2) (p. 1533)

Intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Nicole Feidt (de coordination) (p. 1533)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (saisine de la commission nationale de discipline ouverte au 1er président de la cour d'appel) (p. 1533)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jacky Darne (saisine de la commission nationale de discipline ouverte au Conseil national des juges élus) (p. 1534)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (la décision de suspension d'un juge appartient entièrement au président de la commission nationale de discipline) (p. 1534)

Article 16 (art. L. 414-13 et L. 414-14 du code de l'organisation judiciaire : formation des juges consulaires)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Paul Charié (suppression du monopole de formation de l'ENM) (p. 1535)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Philippe Houillon (suppression du monopole de formation de l'ENM) (p. 1535)

Intervient sur l'amendement n° 42 rectifié de M. Christian Martin (formation organisée par l'ENM en collaboration avec le centre d'études et de formation des juridictions commerciales) (p. 1536)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de M. Christian Martin (suppression des tribunaux de commerce traitant un faible volume d'affaires et dans le ressort duquel n'existe pas de tribunal de grande instance) (p. 1537)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Christian Martin (présentation au Parlement d'un rapport de la Chancellerie sur la refonte de la carte judiciaire des tribunaux de commerce) (p. 1537)

Article 17 (art L. 913-3 à L. 913-5 du code de l'organisation judiciaire : adaptation de la réforme des tribunaux de commerce aux départements d'Alsace-Moselle)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (de coordination) (p. 1538)

Article 18 (art. L. 921-4 à L. 921-9 du code de l'organisation judiciaire : adaptation de la réforme des tribunaux de commerce aux départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (de coordination) (p. 1538)

Article 19 (entrée en vigueur de la loi - validité rétroactive de dispositions du code de commerce abrogées)

Intervient sur l'amendement n° 44 rectifié de M. Christian Martin (limite d'âge pour la candidature portée de 68 à 70 ans pour ceux ayant exercé un mandat de juge consulaire en Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle) (p. 1538)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Paul Charié (maintien des seuls tribunaux de commerce comme juridictions commerciales) (p. 1539)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Philippe Houillon (maintien des seuls tribunaux de commerce comme juridictions commerciales) (p. 1539)

Article 20 (art. 36 de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 : pouvoirs du président du tribunal de commerce en matière de règlement amiable - suspension des poursuites)

Intervient sur l'amendement n° 120 du Gouvernement (de codification) (p. 1539)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (communication au procureur des pièces relatives au mandat ou au règlement amiable des difficultés d'une entreprise) (p. 1540)

Soutient le sous-amendement n° 133 du Gouvernement (information du ministère public par le président du tribunal sur les mandats confiés ou règlements amiables ouverts) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 1540) : adopté (p. 1540)

Soutient le sous-amendement n° 134 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 75 de la commission (p. 1540) : adopté (p. 1540)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (présence du ministère public dans la procédure de redressement judiciaire) (p. 1540)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Roger Lestas (compétence territoriale lorsque activité principale et siège social d'un établissement ne sont pas dans le même ressort) (p. 1541)

Intervient sur l'amendement n° 77 rectifié de la commission (présence du ministère public dans les procédures de redressement ou de liquidation judiciaires) (p. 1542)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (création d'un Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce) (p. 1543)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (saisine ouverte au Conseil national des greffiers pour engager des procédures disciplinaires) (p. 1543)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Martin (obligation de déclaration des créances sociales impayées à partir de 50 000 francs au lieu de 80 000 et des retards de paiement supérieurs à 3 mois) (p. 1543)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Christian Martin (sanction du défaut d'inscription des retards de paiement des créances sociales : perte du rang de créancier privilégié) (p. 1544)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Christian Martin (pouvoir d'injonction de déposer les comptes annuels d'une personne morale octroyé au président du tribunal) (p. 1544)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Christian Martin (obligation de déclaration des créances fiscales impayées à partir de 50 000 francs au lieu de 80 000 et des retards de paiement supérieurs à 3 mois - sanction du défaut d'inscription des retards : perte du rang de créancier privilégié) (p. 1545)

Seconde délibération

Article 8 (art. L. 412-1 à L. 412-6 du code de l'organisation judiciaire : compétence de la chambre mixte - incompatibilité des fonctions de membre de la formation de jugement et de juge-commissaire)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de codification) (p. 1546) : rejeté (p. 1546)

Projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Discussion générale commune des projets de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce et du projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire (voir Justice 2545)

Discussion de l'article unique [28 mars 2001] (p. 1558)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1559)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (abaissement à 40 ans de l'âge à partir duquel les juges élus peuvent être nommés conseillers) (p. 1559)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 1560)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (nomination des conseillers pour 7 ans) (p. 1560)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de coordination) (p. 1560)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Philippe Houillon (incompatibilités géographiques) (p. 1560)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Patrick Herr (interdiction de connaître d'un dossier traité en tant que juge élu) (p. 1561)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (application des incompatibilités aux juges élus des tribunaux de commerce mixtes et des TGI) (p. 1561)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de la commission (de coordination) (p. 1561)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (suppression de l'interdiction d'exercer dans le ressort de la juridiction de leur activité professionnelle principale) (p. 1562)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (application aux conseillers des incompatibilités prévues pour les juges consulaires) (p. 1562)

Soutient le sous-amendement n° 24 du Gouvernement (exclusion de l'incompatibilité avec les mandats locaux) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 1562) : adopté (p. 1562)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (interdiction de connaître d'un litige dans lequel l'une des personnes morales au sein de laquelle le conseiller exerce des fonctions a un intérêt) (p. 1562)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (interdiction de connaître d'un litige dans lequel l'une des personnes morales au sein de laquelle le conseiller exerce des fonctions a eu un intérêt dans les 5 dernières années) (p. 1563)

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (décision de récusation fondée sur la déclaration d'intérêts) (p. 1563) : adopté (p. 1563)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (contenu de la déclaration d'intérêts) (p. 1563)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (contenu de la déclaration d'intérêts) (p. 1564)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de coordination) (p. 1564)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (non-présentation de la déclaration d'intérêts) (p. 1564)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de la commission (serment) (p. 1565)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié de la commission (entrée en vigueur) (p. 1565)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n°58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire") (p. 1565)

Projet de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Discussion générale commune des projets de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce et du projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire (voir Justice 2545)

Discussion des articles [28 mars 2001] (p. 1566) ; [29 mars 2001] (p. 1612)

Article 1er (art. 1er de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition du statut juridique et des missions des administrateurs judiciaires)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Émile Blessig (suppression de l'autorisation nécessaire pour les délégations à des tiers rémunérés sur le budget de l'administrateur) (p. 1567)

Article 2 (art. 2 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : inscription sur une liste nationale - ouverture à la concurrence externe)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Charié (désignation à titre exceptionnel de personnes non inscrites sur la liste) (p. 1569)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Philippe Houillon (désignation à titre exceptionnel de personnes non inscrites sur la liste) (p. 1569)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Émile Blessig (désignation à titre exceptionnel de personnes non inscrites sur la liste) (p. 1569)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (ouverture de la profession aux personnes morales) (p. 1570)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (suppression de la condition de qualification particulière au regard de la nature de l'affaire pour la désignation des administrateurs non inscrits) (p. 1571)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Charié (interdiction de désignation répétitive d'un administrateur non inscrit) (p. 1572)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Philippe Houillon (interdiction de désignation répétitive d'un administrateur non inscrit) (p. 1572)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Émile Blessig (interdiction de désignation répétitive d'un administrateur non inscrit) (p. 1572)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (incompatibilité entre profession d'avocat et fonction d'administrateur non inscrit) (p. 1572)

Intervient sur le sous-amendement n° 135 de M. Émile Blessig (incompatibilité entre profession juridique réglementée et fonction d'administrateur non inscrit) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Philippe Houillon (incompatibilités) (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Philippe Houillon (incompatibilités) (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1574)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (attestation sur l'honneur) (p. 1574)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de coordination) (p. 1574)

Article 4 (art. 4 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : composition de la commission nationale)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (personnes habilitées à procéder à la désignation des

membres de la commission - mandat de 3 ans) (p. 1575)

Intervient sur le sous-amendement n° 136 de M. Émile Blessig (ajout de 2 personnes qualifiées en matière économique et sociale) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 1575)

Article 5 (art. 5 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : conditions d'inscription sur la liste nationale)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 1576)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Émile Blessig (honneur et probité appréciés dans le cadre des activités professionnelles) (p. 1576)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (absence de condamnation pénale dans le cadre des activités professionnelles) (p. 1576)

Article 6 (art. 5-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : instauration d'une limite d'âge)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 1577)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Émile Blessig (de suppression) (p. 1577)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 1577)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (limite portée à 68 ans par décision de la commission d'inscription sur demande de l'intéressé) (p. 1577)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 156 du Gouvernement (mécanisme de signalement par tout justiciable auprès du commissaire du gouvernement dans les cas d'inaptitude physique, mentale ou professionnelle d'un administrateur) (p. 1578) : adopté (p. 1578)

Article 7 (art. 9 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985: cessation de fonctions)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (répartition des dossiers après cessation de fonctions) (p. 1578)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Émile Blessig (délai de 6 mois) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 1579)

Article 8 (art. 11 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : incompatibilités professionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Houillon (incompatibilité avec la qualité de commerçant) (p. 1580)

Intervient sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Renaud Muselier (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1580)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Philippe Houillon (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1580)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Émile Blessig (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1581)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Émile Blessig (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) (p. 1581)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Philippe Houillon (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) (p. 1581)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1581)

Article 11 (art. 13 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition de la faute disciplinaire)

Son intervention (p. 1582)

Article 12 (art. 13-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : mise en œuvre de l'action disciplinaire)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (extension de la saisine de la commission de discipline à tout justiciable intéressé) (p. 1583)

Soutient le sous-amendement n° 157 du Gouvernement (tout justiciable intéressé peut saisir le commissaire du gouvernement aux fins de saisine de la commission de discipline) à l'amendement n° 53 de la commission (p. 1583) : adopté (p. 1583)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Paul Charié (durée maximale de l'interdiction temporaire d'exercer : 18 mois) (p. 1583)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Émile Blessig (durée maximale de l'interdiction temporaire d'exercer : 18 mois) (p. 1583)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Philippe Houillon (durée maximale de l'interdiction temporaire d'exercer : 18 mois) (p. 1583)

Article 14 (modification de la dénomination de la profession de mandataire judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de précision) (p. 1585)

Article 15 (art. 19 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition du statut juridique et des missions des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Philippe Houillon (rédactionnel) (p. 1585)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Émile Blessig (suppression de l'autorisation nécessaire pour les délégations à des tiers rémunérés sur le budget du mandataire) (p. 1585)

Article 16 (art. 20 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition du statut juridique et des missions des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Philippe Houillon (désignation à titre exceptionnel de mandataires non-inscrits sur la liste) (p. 1586)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1586)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Émile Blessig (désignation à titre exceptionnel de mandataires non-inscrits sur la liste) (p. 1586)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (suppression de la condition de qualification particulière au regard de la nature de l'affaire pour la désignation de mandataires non-inscrits) (p. 1586)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Paul Charié (interdiction de désignation répétitive de mandataires non-inscrits) (p. 1588)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Émile Blessig (interdiction de désignation répétitive de mandataires non-inscrits) (p. 1588)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Philippe Houillon (interdiction de désignation répétitive de mandataires non-inscrits) (p. 1588)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (incompatibilités) (p. 1588)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Philippe Houillon (incompatibilités) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 12 corrigé de M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Philippe Houillon (incompatibilités) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de la commission (attestation sur l'honneur) (p. 1589)

Article 17 (art. 20-1 et 20-2 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : division de la liste nationale en sections - composition de la commission nationale)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (personnes habilitées à désigner les membres de la commission - mandat de 3 ans) (p. 1590)

Intervient sur le sous-amendement n° 141 de M. Émile Blessig (ajout de 2 membres qualifiés en matière économique et sociale) à l'amendement n° 61 de la commission (p. 1590)

Article 18 (art. 21 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : conditions d'inscription sur la liste nationale)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 1591)

Intervient sur l'amendement n° 142 corrigé de M. Émile Blessig (probité et honneur appréciés dans le cadre des activités professionnelles) (p. 1591)

Article 19 (art. 21-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : instauration d'une limite d'âge)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 1591)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Émile Blessig (de suppression) (p. 1591)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 1591)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (limite portée à 68 ans par décision de la commission d'inscription sur demande de l'intéressé) (p. 1592)

Article 20 (art. 22 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : coordination relative à la compétence nationale de la commission)

Soutient l'amendement n° 158 du Gouvernement (mécanisme de signalement par tout justiciable auprès du commissaire du gouvernement aux fins de saisine de la commission dans les cas d'inaptitude physique, mentale ou professionnelle) (p. 1592) : adopté (p. 1592)

Intervient sur l'amendement n° 65 rectifié de la commission (saisine de la commission ouverte à tout justiciable) (p. 1592)

Article 21 (art. 24 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : cessation de fonctions)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) (p. 1592)

Article 23 (art. 27 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : incompatibilités professionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Philippe Houillon (incompatibilité avec la qualité de commerçant) (p. 1593)

Intervient sur l'amendement n° 16 corrigé de M. Jean-Paul Charié (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1593)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Philippe Houillon (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1593)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Émile Blessig (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1593)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Paul Charié (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) (p. 1594)

Intervient sur l'amendement n° 30 corrigé de M. Émile Blessig (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) (p. 1594)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1594)

Article 25 (art. 29 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : utilisation du titre de mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) (p. 1594)

Article 26 (art. 30 et 31 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : indépendance de l'expert en diagnostic d'entreprise à l'égard de la personne soumise à la procédure de redressement ou de liquidation)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) (p. 1594)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (attestation sur l'honneur) (p. 1595)

Article 28 (art. 33 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Émile Blessig (rédactionnel) (p. 1595)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Philippe Houillon (p. 1595)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Philippe Houillon (rôle du gouvernement en cas de carence du conseil national) (p. 1595)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Émile Blessig (rôle du Conseil d'Etat en cas de carence du conseil national) (p. 1596)

Article 30 (art. 34-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : carence de la caisse de garantie)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 1596)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Émile Blessig (rôle du Conseil d'Etat) (p. 1597)

Article 31 (art. 35 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : obligation d'assurance)

Soutient l'amendement n° 164 du Gouvernement (régime de responsabilité) (p. 1597) : adopté (p. 1598)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Philippe Houillon (p. 1598)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Émile Blessig (suppression de la responsabilité du fait du mandataire ou de l'administrateur) (p. 1598)

Article 32 (art. 36 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : obligations d'assurance et de garantie imposées aux non-inscrits)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) (p. 1598)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (diligences accomplies antérieurement par les mandataires) (p. 1599)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Émile Blessig (application aux non-inscrits) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 1599)

Intervient sur l'amendement n° 73 rectifié de la commission (déclaration d'intérêts) (p. 1600)

Intervient sur le sous-amendement n° 145 rectifié de M. Émile Blessig (application aux non-inscrits) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (p. 1600)

Soutient le sous-amendement n° 159 du Gouvernement (contrôle par la juridiction de la compatibilité entre le mandat et les intérêts détenus) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (p. 1600) : adopté (p. 1600)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (obligation de formation) (p. 1601)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1601)

Article 33 (art. 37 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : rémunération des mandataires de justice)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (précision du contenu) (p. 1602)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (contestation de la rémunération) (p. 1603)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (rémunération des dossiers impécunieux) (p. 1603)

Article 34 (art. 37-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : obligations des non inscrits)

Intervient sur l'amendement n° 36 corrigé de M. Émile Blessig (procédure de suspension provisoire) (p. 1604)

Intervient sur l'amendement n° 160 de la commission (liste nationale des mandataires ayant fait l'objet d'une interdiction déposée dans chaque cour d'appel) (p. 1604)

Soutient l'amendement n° 166 du Gouvernement (mesures d'interdiction d'exercice communiquées au garde des sceaux) (p. 1604) : devenu sans objet (p. 1606)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (dépôt à la caisse des dépôts et consignations des sommes versées aux mandataires - intérêts dus en cas de retard) (p. 1606)

Article 37 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Philippe Houillon (possibilité de poursuivre l'exercice de la profession d'avocat à titre viager) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Émile Blessig (possibilité de poursuivre l'exercice de la profession d'avocat à titre viager) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (répartition des dossiers en cas de changement d'activité) (p. 1614)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Émile Blessig (attribution aux seuls inscrits) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 1614)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. Émile Blessig (délai de 6 mois) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 80 rectifié de la commission (révision de la liste des inscrits en fonction des nouveaux critères) (p. 1614)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Émile Blessig (limite d'âge portée à 70 ans pour les professionnels inscrits à la date de la promulgation de la loi) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Philippe Houillon (limite d'âge portée à 70 ans pour les professionnels inscrits à la date de la promulgation de la loi) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (délai d'un an pour la mise en œuvre de la limite d'âge) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 82 rectifié de la commission (délai de 3 mois pour la déclaration d'intérêts des inscrits avant la promulgation de la loi) (p. 1616)

Article 38 (art. 10 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : nomination de plusieurs administrateurs et représentants des créanciers)

Intervient sur l'amendement n° 83 rectifié de la commission (désignation d'experts à la demande du débiteur) (p. 1617)

Article 39 (art. 12 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : désignation de plusieurs mandataires de justice au cours de la procédure)

Intervient sur l'amendement n° 84 deuxième rectification de la commission (demande de remplacement du mandataire soumise par le débiteur ou le procureur) (p. 1618)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (communication du bilan économique et social au procureur) (p. 1619)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (avis du procureur avant le prononcé d'une cessation d'activité ou d'une liquidation) (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 90 rectifié de la commission (dépôt à la caisse des dépôts et consignations des fonds versés au commissaire à l'exécution du plan) (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 91 rectifié de la commission (communication des offres de reprise) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (critères retenus par le tribunal pour la sélection des offres de reprise) (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 95 rectifié de la commission (possibilité accordée au ministère public de demander l'annulation des actes passés en période suspecte) (p. 1622)

Article 43 (art. 148-4 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : désignation d'un liquidateur dans un jugement de liquidation judiciaire prononcée au cours de la période d'observation)

Intervient sur l'amendement n° 96 deuxième rectification de la commission (possibilité de saisine du procureur aux fins de remplacement du liquidateur ouverte au débiteur ou au créancier) (p. 1623)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (publicité relative à la réalisation des actifs) (p. 1623)

Intervient sur l'amendement n° 98 rectifié de la commission (opérations de cession d'unités de production) (p. 1623)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (répartition provisionnelle des créances dues au Trésor public) (p. 1624)

Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié de la commission (clôture de la liquidation) (p. 1625)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (recours par le représentant des salariés) (p. 1625)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (recours du procureur à l'encontre des jugements ordonnant la cession d'unités de production) (p. 1625)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (sanctions civiles prononcées à l'encontre du débiteur à la demande de tout justiciable intéressé ou du procureur) (p. 1626)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (faillites prononcées à la demande de tout justiciable intéressé ou du procureur) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (publicité des débats) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (de coordination) (p. 1627)

Intervient sur l'amendement n° 106 rectifié de la commission (de coordination) (p. 1628)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (application aux seules procédures ouvertes après publication de la loi) (p. 1628)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1630)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3679)

Son intervention (p. 3679)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 3679)
Associations : sectes : dissolution (p. 3680)
Associations : sectes : Parlement (p. 3680)
Droit pénal : manipulation mentale : sectes (p. 3680)

Son intervention à l'issue du vote (p. 3691)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Son intervention (p. 4031)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : article 68 (p. 4031)
Constitution : article 68 (p. 4032)
Constitution : article 68 : pays étrangers (p. 4032)
Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4033)
Constitution : révision (p. 4031)
Droit pénal : responsabilité pénale : Président de la République (p. 4031)
Président de la République (p. 4033)

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4062)

Article 1er

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (témoignage dans le cadre d'une enquête préliminaire ou lors de l'ouverture d'une information par un juge d'instruction) (p. 4063)

Explications de vote et vote [19 juin 2001] (p. 4410)

Son intervention (p. 4410)

Gilbert LE BRIS
Finistère (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 6 décembre 2000] (p. 19386)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2710 visant à fixer par l'administration des Domaines la valeur vénale d'un bien faisant l'objet d'une saisie immobilière [15 novembre 2000]

Proposition de loi n° 2712 visant à permettre à une commune d'instituer un accès payant à certaines portions de voies publiques lors de manifestations culturelles ou fêtes traditionnelles [15 novembre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2859), modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires [24 janvier 2001] (n° 2878)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8188)

Procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : impôt sur le revenu (p. 8188)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2000] (p. 9190)

Son intervention (p. 9193)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets toxiques : pétrole (p. 9193)

Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 9193)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 910)

Son intervention (p. 912)

Thèmes :

Animaux : oiseaux (p. 912)

Aquaculture et pêche professionnelle (p. 912)

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages : sanctions (p. 912, 913)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 912)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : douanes (p. 913)

Justice : tribunaux de grande instance : transports maritimes (p. 913)

Discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 921)

Article 5 (article L. 218-29 du code de l'environnement : compétence juridictionnelle)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de précision) (p. 922) : adopté (p. 922)

Article 8 (article L. 218-31-1 du code de l'environnement : sanctions à l'encontre des capitaines de navires coupables de déversements de déchets ou résidus)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (de suppression) (p. 922) : adopté (p. 923)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (champ d'intervention des agents des douanes étendu aux navires de plus de 1 000 tonneaux de jauge brute) (p. 923) : adopté (p. 923)

Titre

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (modification du titre de la proposition de loi) (p. 923) : adopté (p. 923)

Son intervention à l'issue du vote (p. 924)

André LEBRUN

Nord (7ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15960)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15960)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Violence, lutte et prévention [15 novembre 2000] (p. 8573)

Jean-Yves LE DÉAUT

Meurthe-et-Moselle (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 19 octobre 2000]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre de la commission d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

sur les effets des métaux lourds sur l'environnement et la santé [6 avril 2001] (n° 2979)

Rapport déposé au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur "la politique spatiale française : bilan et perspectives" [3 mai 2001] (n° 3033)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports ferroviaires. TGV Est. Construction, perspectives [17 octobre 2000] (p. 6867)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7863)

Son intervention (p. 7876)

Thèmes avant la procédure des questions :

Recherche : chercheurs (p. 7877, 7878)

Recherche : crédits (p. 7876, 7877)

Recherche : recherche technologique (p. 7877)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9665, 9684)

Article 5 ter (recrutement en qualité de non titulaires pour une durée indéterminée des personnels transférés d'une association à une collectivité territoriale ou à un EPCI)

Son intervention (p. 9676)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article (p. 9680)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2000] (p. 10137)

Article 1er (article L. 1413-1 du code de la santé publique : extension du rôle et de la composition du Comité national de sécurité sanitaire)

Son intervention (p. 10138)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (création d'un Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) (p. 10147)

Son sous-amendement n° 23 (limites des compétences de l'institut) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10151) : retiré (p. 10152)

Son sous-amendement n° 24 soutenu par M. Christian Bataille (tutelle ministérielle) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10152) : retiré (p. 10153)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 678)

Son intervention (p. 689)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes (p. 690)

Commerce et artisanat : grande distribution : centrales d'achat (p. 689 à 691)

Consommation : clauses abusives (p. 690, 691)

Consommation : pratiques commerciales (p. 690, 691)

Entreprises : délais de paiement (p. 690, 691)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 690, 691)

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (article 71-1 nouveau de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 : fixation de prix minima d'achat aux producteurs de fruits et légumes frais)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 699)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Paul Charié (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 699)

Article 27 ter supprimé par le Sénat (article 33 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 : exigence d'un contrat écrit pour la rémunération de services spécifiques rendus par les fournisseurs)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Paul Charié (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 700)

Article 28 (article L. 441-7 nouveau du code de commerce : commission d'examen des pratiques commerciales)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 702) : adopté après rectification et modifications (p. 704)

Son sous-amendement n° 146 (institution de la commission en tête du titre IV du livre IV du code de commerce) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 702) : adopté après rectification (p. 703)

Intervient sur le sous-amendement n° 191 du Gouvernement (suppression de la possibilité pour la commission de demander une enquête) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 703)

Son sous-amendement n° 210 (maintien de l'anonymat des acteurs économiques visés dans les avis et recommandations de la commission) à l'amendement n° 59 de la commission : adopté (p. 704)

Article 28 ter (article L. 441-3 du code de commerce : paiement des fournisseurs)

Son amendement n° 1 (instauration d'un système de lettre de change pour tout achat dont le délai de paiement excède 45 jours) (p. 707) : adopté (p. 708)

Article 28 quater (article L. 441-6 du code de commerce : description des services spécifiques dans les conditions générales de vente)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (de suppression) (p. 717)

Article 29 (article L. 442-6 du code de commerce : précision de la notion de pratiques abusives, nullité de certaines clauses illicites et extension des prérogatives des pouvoirs publics devant les juridictions)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une modification rédactionnelle) (p. 719)

Son sous-amendement n° 212 (prise en compte des pratiques conduisant à imposer à son partenaire économique un délai de paiement outrepassant de manière abusive le délai de 30 jours ou les délais habituellement convenus au sein de la profession ou figurant dans les codes de bonnes pratiques) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 720) : adopté (p. 721)

Son sous-amendement n° 211 (interdiction des cessions de créances à des tiers et application du délai de 30 jours en cas d'annulation par le tribunal d'une clause frappée de nullité absolue) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 720) : adopté (p. 721)

Article 31 bis A (article L. 112-1 du code de la consommation : étiquetage des produits laitiers)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (de suppression) (p. 722)

Article 31 ter (article L. 112-6 du code de la consommation : protection de dénominations de chocolat)

Son amendement n° 2 corrigé (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 722) : adopté (p. 723)

Article 32 bis supprimé par le Sénat (article L. 420-2 du code de commerce : exploitation abusive de l'état de dépendance économique)

Son amendement n° 3 (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 729) : adopté (p. 730)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2510)

Son intervention (p. 2519)

Thèmes :

Agroalimentaire : chocolat : Union européenne (p. 2519)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2519)

Entreprises : délais de paiement : marchés publics (p. 2519)

Justice : droit d'ester : ministères et secrétariats d'Etat (p. 2519)

Union européenne : droit communautaire : Parlement (p. 2519)

Union européenne : règlements : automobiles (p. 2519)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2521)

Son amendement n° 1 (après l'article 28 quinquies - délais de paiement des marchés publics) (p. 2544) : adopté (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Joseph Parrenin (rétablissement de l'article 31 bis A - article L. 112-1 du code de la consommation : étiquetage des produits laitiers) (p. 2545)

Son amendement n° 35 (article 31 quinquies - article L. 124-1 du code de commerce : coopératives de commerçants) : adopté (p. 2546)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2520)

Claudine LEDOUX

Ardennes (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances pour 2001 n° 2585

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 16 novembre 2000)

2 - Police : police de proximité : formation professionnelle (p. 8639)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

14 - Justice : aide juridictionnelle (p. 9068)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 30 (article L. 2123-24-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : indemnités des conseillers municipaux)

Son amendement n° 425 (communes de moins de 100 000 habitants) : non soutenu (p. 4512)

Jean-Yves LE DRIAN
Morbihan (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 6 décembre 2000] (p. 19386)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome V : Défense (marine) (n° 2627) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports par eau. Transports maritimes. Sécurité, perspectives [12 décembre 2000] (p. 10123)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7973)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire : militaires et assimilés (p. 7973)
Défense : avions (p. 7973)
Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7973)
Défense : direction des chantiers navals (p. 7973)
Défense : hélicoptères (p. 7972)
Défense : loi de programmation militaire (p. 7972)
Défense : marine : crédits budgétaires (p. 7972)
Défense : marine : frégates (p. 7973)
Défense : sous-marins nucléaires (p. 7973)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2000] (p. 9190)

Son intervention (p. 9196)

Thème :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets toxiques : pétrole (p. 9196, 9197)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 décembre 2000] (p. 10163)

Son intervention (p. 10166)

Thèmes :

Assurances : indemnisation : marée noire (p. 10167)
Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 10166)
Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 10166)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2000] (p. 9963, 10021)

Après l'article 33

Soutient le sous-amendement n° 274 de M. Jean-Michel Boucheron (détachement des fonctionnaires civils et militaires du ministère de la défense) à l'amendement n° 151 du Gouvernement (mise en place d'une société commune Thomson CSF/DCN) (p. 10088) : adopté (p. 10089)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 533)

Thème :

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 534)

Michel LEFAIT
Pas-de-Calais (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Secrétaire de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 18 avril 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1304, posée le 29 janvier 2001. Agriculture. Calamités agricoles (J.O. Questions p. 486). Appelée le 30 janvier 2001. Fonds d'assurance récolte, création (p. 885)

n° 1402, posée le 28 mai 2001. Voirie. RN 42 (J.O. Questions p. 3020). Appelée le 29 mai 2001. Aménagement, financement (p. 3519)

Jean-Claude LEFORT
Val-de-Marne (10ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la place des pays en développement dans le système commercial multilatéral [23 novembre 2000] (n° 2750)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 19 mai au 26 juin 2001 (nos E 1734 à E 1738, E 1746, E 1747, E 1750 et E 1754) et sur les textes nos E 1583, E 1648, E 1685, E 1702, E 1722, E 1723, E 1726 et E 1730 [9 juillet 2001] (n° 3224)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, traité de Nice, ratification [20 décembre 2000] (p. 10542)

Relations internationales. Politique économique. Sommets de Davos et Porto Alègre [30 janvier 2001] (p. 904)

Relations internationales. Commerce international. Médicaments, prix, conséquences, pays en voie de développement [20 juin 2001] (p. 4538)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1260, posée le 25 décembre 2000. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 7216). Appelée le 9 janvier 2001. Restructuration, hôpital Jean Rostand, Ivry-sur-Seine (p. 15)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Rappelle le retrait de l'ordre du jour et le rejet par la commission des affaires étrangères, de la convention d'extradition avec les Etats-Unis, en raison de la peine de mort appliquée dans de nombreux Etats de ce pays [5 avril 2001] (p. 1857)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 28 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7077)

Thèmes :

Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 7078)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (p. 7077)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 7078) ; budget (p. 7077, 7078) ; fraude (p. 7078) ; politique commerciale (p. 7077) ; politique sociale (p. 7077)

Union européenne : contribution française (p. 7077, 7078) ; élargissement (p. 7077, 7078) ; institutions (p. 7077)

Après l'article 4

Son amendement n° 464 (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7108) : rejeté (p. 7116)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8053)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 8054)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 8053, 8054)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : culture (p. 8054)

Politique extérieure : aide au développement (p. 8053)

Politiques communautaires : actions extérieures : programmes MEDA (p. 8054)

Politiques communautaires : conventions de Lomé (p. 8054)

Politiques communautaires : coopération et développement : Fonds européen de développement (p. 8053)

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10604)

Son intervention (p. 10605)

Thèmes :

Transports aériens : Air France : administration (p. 10606)

Transports aériens : Air France : situation financière (p. 10606)
Transports aériens : compagnies aériennes : alliances (p. 10606)

Projet de loi n° 2815 autorisant la ratification de la convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination

PREMIÈRE LECTURE

Son intervention (p. 1854)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : enfants (p. 1855)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : droits de l'enfant (p. 1854, 1855)
Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : droits de l'enfant (p. 1854)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : droit du travail (p. 1855)
Politiques communautaires : aides communautaires : enfants (p. 1855)

Projet de loi n° 2813 autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble deux annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 avril 2001] (p. 1857)

Son rappel au règlement (cf supra) [5 avril 2001] (p. 1857)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jacques Myard (p. 3872)

Thème :

Politique économique : mondialisation (p. 3873)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Article 6 (articles L. 135-6 à L. 135-14 nouveaux du code de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 50 de M. Maxime Gremetz (modulation du taux de cotisation des entreprises) (p. 4129) : rejeté (p. 4129)

Article 12 bis (articles L. 311-1, L. 311-2, L. 311-4, L. 311-7 et L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle : rémunération pour copie privée numérique)

Son amendement n° 41 (suppression du pouvoir de l'Etat de fixer des taux de rémunération pour copie privée) (p. 4134) : adopté (p. 4135)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de M. Didier Migaud (rémunération pour copie privée) (p. 4138)
Intervient sur le sous-amendement n° 79 de M. Alfred Recours (exclusion des phonogrammes et vidéogrammes) à l'amendement n° 40 rectifié de M. Didier Migaud (p. 4138)

Article 13 ter nouveau (article L. 321-5 du code de la propriété intellectuelle : information des membres des sociétés de perception de droits)

Son amendement n° 42 (de suppression) : adopté (p. 4141)

Jean LE GARREC
Nord (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15965)
Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 11 octobre 2000] (p. 16135)
Membre titulaire du conseil national des fondations [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16220)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18384)
Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 21 novembre 2000] (p. 18500)
Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 21 novembre 2000] (p. 18500)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 604)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à la création de l'Agence française de sécurité sanitaire [J.O. du 13 janvier 2001] (p. 680)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [J.O. du 17 janvier 2001] (p. 908)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à la création de l'Agence française de sécurité sanitaire [J.O. du 18 janvier 2001] (p. 979)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5009)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5313)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 24 mai 2001] (p. 8359)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 30 mai 2001] (p. 8623)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Retraites : généralités. Retraites complémentaires. Perspectives [16 janvier 2001] (p. 378)

Professions de santé. Médecins libéraux. Revendications [31 janvier 2001] (p. 957)

Travail. Licenciement collectif. Réglementation [25 avril 2001] (p. 2235)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 6527)

Thèmes :

Famille : mineurs : contraception (p. 6527, 6528)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : responsabilité (p. 6528)

Discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6531)

Intervient sur le sous-amendement n° 9 de Mme Christine Boutin (clause de conscience personnelle) à l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (placement "en dernier recours" de la délivrance de la pilule de contraception d'urgence par les infirmières scolaires) (p. 6535)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2000] (p. 9410)

Son intervention en qualité de président de la commission mixte paritaire (p. 9416)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 9416)

Famille : mineurs : pilules abortives (p. 9416)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 9416)

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6762)

Son intervention (p. 6781)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 6781)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 6781)

Etrangers : intégration (p. 6781, 6782)

Nationalité : nationalité d'origine (p. 6781)

Travail : égalité professionnelle (p. 6781, 6782)

Discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6782)

Article 3 (articles L. 133-5 et 136-2 du code du travail : discriminations et négociation collective)

Son intervention (p. 6794)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Bernard Derosier (protection des salariés ayant signalé des mauvais traitements en institution) (p. 6798)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Rudy Salles (campagne annuelle de lutte contre les discriminations) (p. 6800)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 7372)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Yves Bur (p. 7399)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7372)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7373)

Professions de santé : infirmiers (p. 7399)

Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 7399)

Retraites : généralités : calcul des pensions (p. 7372)

Risques professionnels : accidentés du travail (p. 7372)

Santé : politique de la santé (p. 7400)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7373)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 7400)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 359 de Mme Jacqueline Fraysse (taux de la CSB) (p. 7553)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Maxime Gremetz (abrogation de la loi n°97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7592)

Article 25 (article L. 135-6 du code de la sécurité sociale : alimentation du fonds de réserve pour les retraites)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (modalités de gestion et de contrôle des recettes) (p. 7607)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission des finances (modalités de gestion et de contrôle des recettes) (p. 7607)

Article 29 (article L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale : réseaux et filières expérimentaux de soins)

Intervient sur l'amendement n° 385 du Gouvernement (prolongation de 5 ans du dispositif expérimental) (p. 7616)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9212)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9244)

Thèmes :

Santé : veille sanitaire (p. 9245)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9244, 9245)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9244, 9245)

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Foucher (premiers contacts des étudiants en médecine avec les malades) à l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction du rapport annexé à l'article 1er) (p. 9264)

Article 42 (article 706-3 du code de procédure pénale : création d'un Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante)

Intervient sur l'amendement n° 137 de Mme Jacqueline Fraysse (conditions de recours à la justice) (p. 9314)

Article 41 précédemment réservé (article L. 138-10 du code de la sécurité sociale : clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (nouveau barème de contribution des entreprises pharmaceutiques) (p. 9332)

Article 44 supprimé par le Sénat (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie : ONDAM)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement de l'article avec fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie : ONDAM ; montant pour 2001) (p. 9338)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [5 décembre 2000] (p. 9753)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 9758)

Thèmes :

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 9759)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9758, 9759)
Sécurité sociale : fonctionnement (p. 9758, 9759)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000] (p. 8443) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 7 novembre 2000

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 8443)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions (p. 8443)
Enseignement supérieur : crédits (p. 8443)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 8220)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 8220, 8221)
Emploi : chômage (p. 8220)
Emploi : contrats emploi solidarité (p. 8221)
Emploi : politique de l'emploi (p. 8221)
Formation professionnelle : entreprises (p. 8221)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral 20 novembre 2000] (p. 8955) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 20 novembre 2000

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 8955)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes : sports (p. 8960)
Sports : dopage (p. 8960)
Sports : politique du sport (p. 8955)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9456)

Après l'article 8 sexies

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (accord en matière de représentation équitable entre le chef d'entreprise et les syndicats) (p. 9461)

Intervient sur le sous-amendement n° 25 de la commission (choix du terme "représentation équilibrée") à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9461)

Après l'article 8 septies

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rapport au Parlement sur le caractère équilibré de la représentation de chaque sexe aux élections professionnelles) (p. 9463) : adopté après rectification (p. 9464)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Muguette Jacquaint (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9467)

Intervient sur le sous-amendement n° 29 rectifié de la commission (introduction de seuils de vingt-et-une, six et sept heures) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9471)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Georges Sarre (caractère exceptionnel du travail de nuit) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9471)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 933)

Article 8 nonies (articles L. 213-1, L. 213-1-1 nouveau, L. 213-2 à L. 213-4, L. 213-4-1 à L. 213-4-3 nouveaux, L. 213-5, L. 213-6 du code du travail, articles L. 333-1 à L. 333-3 nouveaux du code de la sécurité sociale et article L. 713-9 du code rural : travail de nuit)

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 940)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei

Thème :

Avortement : généralités (p. 9528)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Soutient l'amendement n° 127 de Mme Martine Lignières-Cassou (entière responsabilité de l'intéressée mineure) (p. 9607) : retiré (p. 9609)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 130, deuxième correction du Gouvernement (responsabilité en cas d'acte pratiqué sur une personne incapable majeure) (p. 9646)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1941)

Article 9 bis (article 16 du code civil : irrecevabilité d'une demande de réparation d'un préjudice consistant dans le fait de vivre)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 1959)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport au Parlement sur la réduction du coût de la contraception) (p. 1966)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport au Parlement sur la recherche en matière de contraception) (p. 1966)

Proposition de loi n° 2737 tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 décembre 2000] (p. 10097)

Son intervention (p. 10106)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 10112)

Thèmes :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 10112)

Famille : autorité parentale (p. 10112)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : indépendance (p. 10106, 10107, 10112)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : revenus (p. 10106, 10107)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10106, 10112)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 70)

Thèmes :

Politique sociale : généralités (p. 70, 71)

Travail : licenciements (p. 71)

Travail : réduction du temps de travail (p. 70)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 285 du Gouvernement (ressources de l'Agence technique d'information sur l'hospitalisation) (p. 137)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (réforme de la Cour nationale de l'incapacité, de la tarification de l'assurance des accidents du travail) (p. 175)

Intervient sur l'amendement n° 392 du Gouvernement (personnels du fonds de financement de la protection complémentaire) (p. 179)

Intervient sur l'amendement n° 294 de Mme Muguette Jacquaint (concertation en vue de l'organisation des élections aux conseils d'administration de la sécurité sociale) (p. 184)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-François Mattei (limites du principe de "préjudice de la

naissance" en cas de naissance d'un enfant handicapé) (p. 191)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Bernard Accoyer (limites du principe de "préjudice de la naissance" en cas de naissance d'un enfant handicapé) (p. 191)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Marc Dumoulin (droit de vote par procuration pour les titulaires de carte d'invalidité) (p. 224)

Article 17 (réforme des études médicales)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Jean-François Mattei (nombre et répartition des internes en médecine) (p. 234)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Jean-François Mattei (acte de naissance sans vie et inhumation en cas d'accouchement prématuré) (p. 244)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. François Goulard (suppression de l'ENA) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Luc Préel (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Pierre Foucher (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Luc Préel (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

Article 29 (article L. 933-2 du code du travail : négociation de branche et adaptation aux évolutions des emplois)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. François Goulard (de suppression) (p. 263)

Article 33 (article L. 321-1-4 nouveau : droit au reclassement avant tout licenciement pour motif économique)

Intervient sur l'amendement n° 87 modifié de la commission (exclusion de tout reclassement à un poste de niveau inférieur) (p. 281)

Intervient sur le sous-amendement n° 311 de Mme Muguette Jacquaint (renforcement des possibilités de reclassement interne) à l'amendement n° 87 modifié de la commission (p. 281)

Intervient sur le sous-amendement n° 349 du Gouvernement (prévision de l'accord de l'intéressé en cas de reclassement à un poste de niveau inférieur) à l'amendement n° 87 modifié de la commission (p. 281)

Article 44 (article L. 118-2-2 du code du travail : transparence et équité des financements des centres de formation des apprentis CFA)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Germain Gengenwin (financement au niveau régional des centres de formation des apprentis CFA) (p. 319)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Georges Hage (insertion d'un chapitre intitulé : Lutte contre le harcèlement moral au travail) (p. 331)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (représentation des salariés actionnaires au conseil d'administration et au directoire de l'entreprise) (p. 343)

Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de la commission (statut des personnels de navires cabliers) (p. 344)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 3217)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3217)

Politique sociale : généralités (p. 3217)

Travail : plan social (p. 3217)

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Après l'article 30 (négociation sur la réduction du temps de travail préalable à l'établissement d'un plan social)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Desallangre (refus des licenciements collectifs abusivement qualifiés d'économiques) (p. 3262)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 248 du Gouvernement (étude d'impact social et territorial avant qu'une grande entreprise cesse son activité) (p. 3272, 3274)

Intervient sur l'amendement n° 465 de la commission (étude d'impact social et territorial avant toute modification importante des conditions de travail) (p. 3275)

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (action suspensive devant le juge des référés) (p. 3306)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (rapports entre les entreprises sous-traitantes et les entreprises donneuses d'ordre) (p. 3312)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Maxime Gremetz (définition restrictive du licenciement économique) (p. 3320, 3324)

Intervient sur l'amendement n° 347 de Mme Marie-Hélène Aubert (définition du licenciement économique) (p. 3320)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. Gérard Terrier (définition du licenciement économique) (p. 3320)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Julien Dray (pouvoirs de l'expert-comptable) (p. 3354)

Après l'article 35 A

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Maxime Gremetz (harmonisation des primes de fin de contrat) (p. 3368)

Article 35 (calcul de la période devant séparer deux contrats à durée déterminée)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 3371)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 403 précédemment réservé de Mme Yvette Benayoun-Nakache (procédure d'expulsion) (p. 3401)

Son intervention (p. 4097)

Explications de vote et vote [13 juin 2001] (p. 4172)

Ses explications de vote (p. 4176)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 961)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 966)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés

Institutions sociales et médico-sociales : centres médico-sociaux (p. 966)

Politique sociale : généralités (p. 966)

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 349 de M. Jean-François Mattei (principe de la primauté de la vie) (p. 1020)

Intervient sur l'amendement n° 101 rectifié de M. Bernard Accoyer (principe de la primauté de la vie) (p. 1020)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1087)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 2034)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 2038)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : commissions (p. 2038)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2035)

Politique sociale : généralités (p. 2034)

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Article L. 232-3 du code de l'action sociale et des familles : procédure de détermination du montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie à domicile

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Patrice Martin-Lalande (visite à domicile pour appréciation) (p. 2051)

Article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles : recours en récupération

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Maxime Gremetz (suppression du recouvrement sur succession) (p. 2078)

Article L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie

Intervient sur l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rôle du fonds de modernisation de l'aide à domicile) (p. 2090)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Patrice Martin-Lalande (continuité de ce service) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (p. 2090)

Ses explications de vote (p. 2109)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 juin 2001] (p. 4869)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires culturelles (p. 4873)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 4873)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4873)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 4874)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 4873)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Maxime Gremetz (suppression du Titre 1er) (p. 2716)

Article 6 (articles L. 135-6 à L. 135-12, L. 251-6-1, L. 651-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et 26 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999, relative à l'épargne et à la sécurité financière)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Maxime Gremetz (contribution des entreprises industrielles sur leurs bénéfices financiers) (p. 2748)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (approbation des comptes annuels) (p. 2748) : adopté (p. 2748)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (composition du directoire) (p. 2748) : adopté (p. 2749)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (critères des placements financiers du Fonds) (p. 2749) : adopté (p. 2749)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (simplification de l'organisation du Fonds) (p. 2749) : adopté (p. 2750)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Maxime Gremetz (suppression de la possibilité d'appel à des agents de droit privé) (p. 2751)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (pouvoirs du directoire) (p. 2751) : adopté (p. 2751)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Maxime Gremetz (financement d'investissements d'intérêt social) (p. 2751)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (gestion financière du Fonds) (p. 2752) : adopté (p. 2754)

Intervient sur le sous-amendement n° 99 de M. Germain Gengenwin (appels d'offres ouverts à tout prestataire de service) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 2753)

Intervient sur le sous-amendement n° 101 de M. François Goulard (appels d'offres ouverts à tout prestataire de service) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 2753)

Intervient sur le sous-amendement n° 102 de M. François Goulard (appels d'offres étendus à la conservation des titres) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 2753)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Maxime Gremetz (exclusion des placements sous forme d'instruments financiers ou OPCVM) (p. 2754)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de précision) (p. 2756) : adopté (p. 2756)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 2756) : adopté (p. 2756)

Soutient l'amendement n° 106 corrigé de la commission (de précision) (p. 2756) : adopté (p. 2756)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Maxime Gremetz (modulation du taux de cotisation) (p. 2756)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Germain Gengenwin (contrats à durée déterminée pour les pharmaciens exerçant un remplacement) (p. 2759)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Maxime Gremetz (représentation des conjoints de marins-pêcheurs dans les instances socio-professionnelles maritimes) (p. 2759)

Article 7 (ratification de l'ordonnance n° 2001-350 du 19 avril 2001)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. François Goulard (de suppression) (p. 2761)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Yves Bur (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Yves Bur (obligations des organismes assureurs) (p. 2763)

Article 13 (articles 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Intervient sur l'amendement n° 51 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2775)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 74 rectifié du Gouvernement (statut de la société coopérative d'intérêt collectif) (p. 2780)

Article 12 précédemment réservé (article L. 621-3 nouveau du code de l'éducation : compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 2802)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 2802)

Jean-Marie LE GUEN
Paris (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15725)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi [J.O. du 19 avril 2001] (p. 6090)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 10 : Culture et communication (communication) (n° 2624) [11 octobre 2000]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la télévision numérique terrestre [28 mars 2001] (n° 2963)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique terrestre, développement, perspectives [25 avril 2001] (p. 2242)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 28 (articles L. 615-12 et L. 615-14 du code de la sécurité sociale : alignement des prestations en nature de la CANAM sur celles du régime général)

Son intervention (p. 7610)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8507)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 8507, 8508)

Audiovisuel et communication : financement (p. 8507, 8508)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8508)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8507, 8508)

Presse et livres : presse (p. 8509)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8508)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2000] (p. 8532)

Etat E, ligne 40 (redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Bernard Charles (de suppression) (p. 8533)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 8533)

Article 46 (répartition, entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, des ressources publiques affectées au compte spécial n° 902-15)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Bernard Charles (de suppression) (p. 8534)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2000] (p. 9963, 10021)

Article 16 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle (compte d'affectation spéciale n° 902-15))

Son amendement n° 112 (financement de l'émetteur de Chypre) (p. 9993) : adopté (p. 9994)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Article 13 (articles 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son intervention (p. 2771)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissements favorisant les "décrochages locaux") (p. 2777)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Pierre-Christophe Baguet (assouplissements favorisant les "décrochages locaux") (p. 2777)

Pierre LELLOUCHE

Paris (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs [7 décembre 2000] (n° 2788)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2808 visant à consulter par référendum les populations des collectivités territoriales de la République [13 décembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Ne peut comprendre pourquoi un transfert de compétences en matière de police a pu être déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution [19 juin 2001] (p. 4495)

Proteste contre le "saucissonnage" des débats, qui amène à discuter d'un même article à cinq jours d'intervalle [20 juin 2001] (p. 4616)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 562)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 562)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 562)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 563)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2952)

Thèmes :
Régions : Corse (p. 2953)
Régions : Corse : Gouvernement (p. 2952)
Régions : Corse : projet de loi (p. 2952)
Régions : Corse : référendums (p. 2953)
Régions : Corse : République (p. 2953)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2992)

Intervient sur l'amendement n° 212 corrigé de M. Jean-Pierre Chevènement (de suppression) (p. 2992)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son intervention (p. 3025)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. José Rossi (présidence du conseil des sites de Corse) (p. 3029)

Article 12 (art. L. 4424-9 à L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales : plan d'aménagement et de développement durable)

Son intervention (p. 3036)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Son intervention (p. 3892)

Thèmes :
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3892)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3892)
Union européenne : élargissement (p. 3892)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3892)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 13 (application à Paris, Marseille et Lyon)

Son intervention (p. 4488)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2001] (p. 4495)

Article 13 (suite) précédemment réservé (application à Paris, Marseille et Lyon)

Intervient sur l'amendement n° 434 rectifié de M. Claude Goasguen (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4589)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Renaud Muselier (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4589)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 615 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (droit de proposition et obligation de consultation du conseil d'arrondissement sur les modifications du plan local d'urbanisme - consultation du maire d'arrondissement sur les projets d'acquisition ou d'aliénation immobilière) (p. 4602)

Intervient sur l'amendement n° 429 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (compétence des conseils d'arrondissement en matière de services et d'équipements de proximité - suppression de la tutelle du préfet) (p. 4607)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (délibération du conseil d'arrondissement sur la totalité des décisions d'implantation d'équipements de proximité dans l'arrondissement) (p. 4607)

Intervient sur l'amendement n° 610 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (compétence de principe des conseils d'arrondissement en matière de gestion des équipements de proximité) (p. 4607)

Intervient sur l'amendement n° 611 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (inventaire des équipements qui ne sont pas de proximité) (p. 4611)

Intervient sur l'amendement n° 430 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (p. 4611)

Intervient sur l'amendement n° 436 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (organisation par le conseil d'arrondissement de référendums d'initiative populaire -1/5 des électeurs) (p. 4615)

Son rappel au règlement (cf supra) [20 juin 2001] (p. 4616)

Intervient sur l'amendement n° 438 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (création d'une caisse des écoles dans chaque arrondissement) (p. 4719)

Intervient sur l'amendement n° 614 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (création d'une dotation d'action locale pour les conseils d'arrondissement) (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 437 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (information : compétence partagée du conseil d'arrondissement et du conseil municipal – dotation au titre des actions d'information locale attribuée aux conseils d'arrondissement) (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 84 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (recettes de fonctionnement du conseil d'arrondissement) (p. 4724)

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (critères de répartition entre les arrondissements) (p. 4724)

Son sous-amendement n° 851 précédemment réservé (rédactionnel) à l'amendement n° 614 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche : rejeté (p. 4725)

Intervient sur l'amendement n° 842 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4732)

Intervient sur l'amendement n° 840 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4732)

Intervient sur l'amendement n° 845 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4732)

Intervient sur l'amendement n° 825 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4732)

Patrick LEMASLE
Haute-Garonne (7ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Georges LEMOINE
Eure-et-Loir (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 6 décembre 2000] (p. 19386)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome X : Défense (gendarmerie) (n° 2627) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins libéraux. Revendications [19 décembre 2000] (p. 10452)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1306, posée le 29 janvier 2001. Sécurité routière. Accidents (J.O. Questions p. 487). Appelée le 30 janvier 2001. Conduite sous l'emprise de stupéfiants, lutte et prévention (p. 863)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7980)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire : militaires et assimilés (p. 7981)

Gendarmerie (p. 7980)

Jean-Claude LEMOINE
Manche (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 27 avril 2001] (p. 6715)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Prestations familiales. Caisses. Excédents, utilisation [4 octobre 2000] (p. 6423)

Energie et carburants. Gaz. Prix [25 octobre 2000] (p. 7457)

Travail. Durée du travail. Réduction, application, conséquences [15 mai 2001] (p. 2880)

Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [13 juin 2001] (p. 4168)

DÉBATS

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9417)

Son intervention (p. 9419)

Thèmes :

Agriculture : céréales : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9419, 9420)

Agroalimentaire : aliments pour animaux : sécurité sanitaire (p. 9420)

Elevage : volailles (p. 9419)

Santé : santé publique (p. 9420)

Union européenne : directives : sécurité sanitaire (p. 9419)

Discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9422)

Article 1er (extension des mesures de police administrative)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non indemnisation par l'Etat d'un élevage mis sous séquestre et qui, après analyse, s'avérerait sain) (p. 9423)

Article 11 (fédérations régionales agréées de défense contre les organismes nuisibles)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (fédérations départementales associées à la fédération régionale) (p. 9425)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (aides publiques accordées à la fédération nationale pour des actions de lutte contre les ennemis des cultures) (p. 9426)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (contrôle de l'agriculture biologique) (p. 9427)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9776, 9800)

Son intervention (p. 9821)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 9821)

Union européenne : directives : aliments pour animaux (p. 9821)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Après l'article 3 (article L. 424-2 du code de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Alain Vidalies (chasse de nuit exonérée de l'obligation liée au jour de non-chasse) (p. 3584)

Jacques LE NAY

Morbihan (6ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement privé. Enseignement agricole. Aides de l'Etat [13 décembre 2000] (p. 10176)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8180)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2000] (p. 8189)

Article 49 (primes ou cotisations d'assurance)

Son amendement n° 145 (contrats relatifs aux serres de production exonérés de la contribution additionnelle) : rejeté (p. 8193)

Guy LENGAGNE

Pas-de-Calais (5ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16218)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16218)

Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 20 octobre 2000] (p. 16831)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17185)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17185)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 novembre 2000] (p. 17845)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 novembre 2000] (p. 17846)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 novembre 2000] (p. 18223)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 16 novembre 2000] (p. 18223)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 23 décembre 2000] (p. 20534)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 23 décembre 2000] (p. 20534)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 594)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 594)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel au protocole de Sangatte entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord relatif à la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni (n° 2980) [3 avril 2001]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 26 : Equipement, transports et logement (mer) (n° 2624) [11 octobre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n 2980), autorisant l'approbation du protocole additionnel au protocole de Sangatte entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Rotaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord relatif à la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni [18 avril 2001] (n° 2985)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8185)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8185)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [10 novembre 2000] (p. 8269)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8277)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports par eau : Compagnie générale maritime (CGM) (p. 8279)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 8277)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 8280)

Transports par eau : liaison Transmanche (p. 8279)

Transports par eau : ports autonomes (p. 8278)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 8277, 8278)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : lignes régionales : Nord-Pas-de-Calais (p. 8324)

Vote des crédits et articles rattachés [10 novembre 2000] (p. 8327)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (augmentation des crédits pour anticiper le recrutement d'inspecteurs de la sécurité maritime) (p. 8328)

Après l'article 60

Son amendement n° 99 rectifié (rapport au Parlement sur l'évolution des moyens consacrés à l'enseignement maritime et aquacole secondaire) (p. 8331) : adopté (p. 8332)

Projet de loi n° 2980 autorisant l'approbation du protocole additionnel au protocole de Sangatte entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord relatif à la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléé par M. François Loncle

Jean-Claude LENOIR

Orne (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle [21 novembre 2000] (p. 9078)

Prestations familiales. Caisses. Excédents, utilisation [13 juin 2001] (p. 4164)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)

Son intervention (p. 7761)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 7761)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 7762)

Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 7761)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7761, 7762)
Télécommunications : téléphones mobiles (p. 7762)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

NOUVELLE LECTURE

Ses explications de vote [3 avril 2001] (p. 1713)

Jean LEONETTI
Alpes-Maritimes (7ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome III : Intérieur et décentralisation (sécurité civile) (n° 2628) [11 octobre 2000]
Proposition de loi n° 3127 modifiant l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales portant sur les délégations des maires aux adjoints et conseillers municipaux [12 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [30 janvier 2001] (p. 905)
Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [27 juin 2001] (p. 4996)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1314, posée le 29 janvier 2001. Automobiles et cycles. Cyclomoteurs (J.O. Questions p. 488). Appelée le 30 janvier 2001. Immatriculation (p. 870)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8582)
Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 8584)

Thèmes avant la procédure des questions :
Sécurité publique (p. 8585)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8585)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :
- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000
Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 8623)
Thèmes :
Sécurité publique (p. 8623)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8623)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)
Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 2359) : rejetée (p. 2372)
Thèmes :
Aménagement du territoire : zones urbaines sensibles : jeunes (p. 2364)
Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2359, 2362)
Communes : maires : sécurité (p. 2365)
Drogue : toxicomanie (p. 2364)
Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2363)
Droit pénal : emprisonnement (p. 2364)
Droit pénal : mineurs : majorité (p. 2363)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2362)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 2359, 2361)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2361, 2366)
Ordre public : sécurité : statistiques (p. 2360)
Police : adjoints de sécurité (p. 2362, 2365)
Police : police de proximité (p. 2362)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 1er (article 2 du décret du 18 avril 1939 : fabrication et commerce des armes)
Soutient l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (autorisation d'ouverture attachée au local et non à l'exploitant ou à sa société) (p. 2374) : rejeté (p. 2375)
Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Nicole Ameline (autorisation d'ouverture attachée au local et non à l'exploitant ou à sa société) (p. 2374)
Soutient l'amendement n° 50 de M. Charles de Courson (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2375) : rejeté (p. 2375)
Intervient sur l'amendement n° 112 de Mme Nicole Ameline (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2375)
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Maxime Gremetz (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2375)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Brard (refus d'autorisation d'ouverture en cas de risque pour l'ordre ou la sécurité publics) (p. 2375)

Soutient l'amendement n° 49 de M. Charles de Courson (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois) (p. 2376) : rejeté (p. 2376)

Intervient sur l'amendement n° 113 de Mme Nicole Ameline (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois) (p. 2376)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois) (p. 2376)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Charles de Courson (autorisation automatiquement accordée aux armureries existantes - retrait d'une autorisation uniquement en cas de faute personnelle ou de manquement au respect des lois et règlements) (p. 2376) : rejeté (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 115 de Mme Nicole Ameline (autorisation automatiquement accordée aux armureries existantes - retrait d'une autorisation uniquement en cas de faute personnelle ou de manquement au respect des lois et règlements) (p. 2376)

Soutient l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (fermeture d'un commerce existant en cas de non-respect des dispositions relatives à la vente des matériels de guerre, armes et munitions) (p. 2377) : rejeté (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Maxime Gremetz (fermeture d'un commerce existant en cas de non-respect des dispositions relatives à la vente des matériels de guerre, armes et munitions) (p. 2377)

Article 2 (article 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : commerce de détail d'armes et munitions)

Soutient l'amendement n° 54 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 2377) : rejeté (p. 2377)

Soutient l'amendement n° 55 de M. Charles de Courson (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378) : rejeté (p. 2378)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Hervé de Charette (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378) : rejeté (p. 2379)

Intervient sur l'amendement n° 99 de Mme Sylvia Bassot (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Didier Quentin (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (matériel acquis par correspondance, à distance ou directement entre particuliers livré dans les locaux de commerce soumis à autorisation) (p. 2378)

Article 5 (articles 23, 24, 28 et 36 du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)

Son intervention (p. 2384)

Article 6 (art. 20, 21 et 78-6 du code de procédure pénale, art. L.1er et L.234-4 du code de la route : renforcement des prérogatives de police judiciaire des agents de la police nationale)

Son amendement n° 58 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (prérogatives des gardes champêtres) (p. 2386) : rejeté (p. 2388)

Après l'article 6

Son amendement n° 36 (immatriculation des deux-roues motorisés) : adopté (p. 2392)

Après l'article 16

Son amendement n° 40 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (création d'un conseil communal ou intercommunal de sécurité) (p. 2439) : rejeté (p. 2443)

Son amendement n° 37 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (compétences et pouvoirs d'officier de police judiciaire des maires et de leurs adjoints) (p. 2445) : rejeté (p. 2448)

Son amendement n° 39 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (création d'une commission nationale répartissant les personnels de police entre corps locaux de police territoriale et corps de police dépendant de l'Etat) (p. 2451) : rejeté (p. 2452)

Son amendement n° 38 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (composition de la police territoriale de proximité) (p. 2455) : rejeté (p. 2456)

Son amendement n° 41 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (présomption de manquement à ses obligations légales pour le parent d'un mineur auteur ou complice d'un crime ou délit) : rejeté (p. 2467)

Son amendement n° 43 rectifié soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (amende à l'encontre des parents qui ne défèrent pas à la convocation d'une juridiction pénale pour mineur) : rejeté (p. 2467)

Son amendement n° 42 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (mise en œuvre d'une réponse adaptée à toute infraction commise par un mineur) : rejeté (p. 2478)

Son amendement n° 46 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (association des titulaires de l'autorité parentale à la mise en œuvre de mesures de réparation à l'égard de la victime ou dans l'intérêt de la collectivité) : rejeté (p. 2479)

Son amendement n° 44 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) : rejeté (p. 2479)

Son amendement n° 45 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) : rejeté (p. 2479)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Avant l'article 1er A

Son amendement n° 2 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (qualité d'officier de police judiciaire des maires et de leurs adjoints) (p. 5006) : rejeté (p. 5007)

Avant l'article 1er M

Son amendement n° 8 rectifié soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) : rejeté (p. 5022)

Son amendement n° 5 soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (présomption de manquement à ses obligations légales du parent d'un mineur auteur ou complice d'un crime ou délit) (p. 5022) : rejeté (p. 5024)

Son amendement n° 6 rectifié soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (mise en œuvre d'une réponse adaptée à toute infraction commise par un mineur) (p. 5024) : rejeté (p. 5025)

Son amendement n° 9 rectifié soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (association des titulaires de l'autorité parentale à la mise en œuvre des mesures de réparation à l'égard de la victime ou dans l'intérêt de la collectivité) (p. 5025) : rejeté (p. 5026)

Son amendement n° 7 rectifié soutenu par M. Renaud Donnedieu de Vabres (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) : rejeté (p. 5026)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (immatriculation des véhicules à moteur à deux roues)

Son amendement n° 1 (rétablissement de l'article adopté en première lecture) : devenu sans objet (p. 5038)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2949)

Thèmes :

Etat : décentralisation (p. 2950)
Régions : Corse (p. 2949)
Régions : Corse : Gouvernement (p. 2949)
Régions : Corse : projet de loi (p. 2949)
Régions : Corse : référendums (p. 2949)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4304) : rejetée (p. 4313)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : Gouvernement (p. 4305)
Collectivités territoriales : décentralisation : Gouvernement (p. 4306)
Collectivités territoriales : démocratie locale : projet de loi (p. 4305, 4307)
Collectivités territoriales : élus locaux (p. 4305)
Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 4306)
Communes : conseils de quartier (p. 4305)
Communes : conseils municipaux : opposition (p. 4306)
Communes : démocratie participative (p. 4304, 4306)
Communes : maires (p. 4307)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : modes de scrutin (p. 4307)
Elections et référendums : référendums : institutions (p. 4306)
Etat : Gouvernement : politique générale (p. 4305)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 4307)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Bernard Birsinger (droit de vote des étrangers non communautaires) (p. 4318)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Richard Cazenave (représentation des habitants et des associations majoritaires) (p. 4336)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Richard Cazenave (le conseil élit son président) (p. 4340)

Intervient sur l'amendement n° 306 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de l'association du conseil aux actions menées au titre de la politique de la ville) (p. 4344)

François LÉOTARD
Var (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 23 novembre 2000] (p. 18640)

Rapporteur de la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 8 décembre 2000]

Cesse d'appartenir à la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 29 juin 2001]

Chargé d'une mission temporaire auprès du Ministre des affaires étrangères [J.O. du 3 juillet 2001] (p. 10625)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. République fédérale de Yougoslavie. Situation politique [11 octobre 2000] (p. 6667)

Politique extérieure. Allemagne. Relations franco-allemandes, perspectives [29 novembre 2000] (p. 9517)

DÉBATS

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [20 décembre 2000] (p. 10555)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Son intervention (p. 1681)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 1683)
Elections et référendums : calendrier électoral (p. 1681)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 1682)
Elections et référendums : calendrier électoral : Parlement (p. 1682)
Parlement : prérogatives (p. 1682)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 1681)
Politique générale : institutions : réforme (p. 1681)

Ses explications de vote (p. 1711)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2940)

Thèmes :

Etat : décentralisation (p. 2942)
Régions : Corse (p. 2941)
Régions : Corse : Gouvernement (p. 2941)
Régions : Corse : langues régionales (p. 2942)
Régions : Corse : littoral (p. 2941)
Régions : organisation : Union européenne (p. 2941)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4056) : rejetée (p. 4062)

Thèmes :

Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4056)
Constitution : séparation des pouvoirs (p. 4058)
Droit pénal : responsabilité pénale : Président de la République (p. 4058)
Politique générale : démocratie : responsabilité (p. 4057)
Politique générale : institutions : gauche (p. 4059)
Président de la République (p. 4059)

Arnaud LEPERCQ
Vienne (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 26 mai 2001] (p. 8451)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle [20 décembre 2000] (p. 10550)

Pierre LEQUILLER
Yvelines (4ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 21 mars 2001] (p. 4432)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mars 2001] (p. 4432)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 avril 2001] (p. 5440)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 7 avril 2001] (p. 5440)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2933 relative à la protection du patrimoine [28 février 2001]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2933) de M. Pierre Lequiller relative à la protection du patrimoine [27 mars 2001] (n° 2954)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Institutions communautaires, réforme [18 octobre 2000] (p. 6959)

Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature, droits de l'homme, respect [20 décembre 2000] (p. 10549)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8050)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 8051)

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 8051)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 8051)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 8050, 8051)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 8051)

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Son intervention (p. 8471)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement secondaire : pédagogie (p. 8471, 8472)

Enseignement secondaire : programmes (p. 8471)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants (p. 8471)

Enseignement secondaire : personnel : enseignants : création d'emplois (p. 8471)

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions écrites budgétaires

19 - Enseignement : langues étrangères : universités (p. 8464)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 10475)

Thème :

Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 10475)

Projet de loi n° 2174 autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la convention internationale de 1989 sur l'assistance

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 janvier 2001] (p. 614)

Son intervention (p. 617)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 617)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 617)

Politiques communautaires : politiques internes : sécurité de la navigation (p. 617)

Transports par eau : transports maritimes : sauvetage en mer (p. 617)

Projet de loi n° 2672 autorisant l'adhésion au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (protocole I) (ensemble deux annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [18 janvier 2001] (p. 618)

Son intervention (p. 622)

Thèmes :

Défense : opérations extérieures (p. 622)

Traités et conventions : droit international : populations civiles (p. 622)

Proposition de loi n° 2933 relative à la protection du patrimoine

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1637)

Son intervention (p. 1637)

Thèmes :

Impôts et taxes : exonérations (p. 1638)

Patrimoine culturel : classement (p. 1638)

Patrimoine culturel : conservation (p. 1637)

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 1637, 1638)

Patrimoine culturel : objets mobiliers (p. 1638)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 1637, 1638)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1644)

Article 1er (article 5 bis nouveau de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : obligation de maintien in situ d'un objet ou d'un ensemble mobilier)

Son amendement n° 3 corrigé (correction d'une erreur matérielle) (p. 1644) : adopté (p. 1645)

Article 4 (article 23 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : récolement des objets mobiliers classés ou inscrits)

Son intervention (p. 1645)

Article 5 (article 24 bis de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : inscription d'objets mobiliers appartenant à une personne privée à l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers classés)

Son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté (p. 1646)

Article 6 (article 29 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : sanctions pénales)

Son amendement n° 4 corrigé (de précision) : adopté (p. 1646)

Article 7 (article 30 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Christian Kert (droit prioritaire d'achat pour les personnes publiques) (p. 1646)

Article 8 (article 31 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : sanctions pénales)

Son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 1647)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Christian Kert (classement des "ensembles historiques") (p. 1647)

Article 10 (article 34 bis de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques : compétences du ministre de la culture en cas de dépeçage d'immeubles ou d'ensembles mobiliers protégés)

Son amendement n° 14 (consentement du propriétaire) : adopté (p. 1648)

Article 12 (gage financier)

Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (suppression de la peine d'emprisonnement pour les infractions visées dans cet article) (p. 1649)

Article 13 (décret en Conseil d'Etat)

Son amendement n° 5 corrigé (de correction) : adopté (p. 1650)

Article 18

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (droit aux associations de se porter partie civile) (p. 1651)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (exonération de droits de mutation) (p. 1652)

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (valeur de référence et intérêt de retard annuel) (p. 1653)

Article 20

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (de suppression) (p. 1653)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (de conséquence) (p. 1653)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1655)

Projet de loi n° 2815 autorisant la ratification de la convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [5 avril 2001] (p. 1851)

Son intervention (p. 1853)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 1854)

Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : droits de l'enfant (p. 1853, 1854)

Politique extérieure : aide au développement : enfants (p. 1854)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [12 juin 2001] (p. 4081)

Ses explications de vote (p. 4081)

Bruno LE ROUX

Seine-Saint-Denis (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Rapporteur du projet de loi relatif à la Corse (n° 2931) [27 mars 2001]

Rapporteur du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne (n° 2938) [27 mars 2001]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne [J.O. du 1er juin 2001] (p. 8761)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne [J.O. du 6 juin 2001] (p. 8979)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation et d'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2931) relatif à la Corse [18 avril 2001] (n° 2995)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2938) relatif à la sécurité quotidienne [18 avril 2001] (n° 2996)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne [5 juin 2001] (n° 3107)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3102) relatif à la sécurité quotidienne [26 juin 2001] (n° 3177)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8582)

Son intervention (p. 8592)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8592)
Départements : préfectures (p. 8592)
Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8593)
Etat : réforme (p. 8592)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 8592)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 8592)
Police : effectifs (p. 8592)
Police : police de proximité (p. 8592)
Sécurité publique (p. 8592, 8593)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :

- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000

Son intervention (p. 8629)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8630)
Elections et référendums : statut des élus (p. 8630)
Etrangers : rétention administrative : rétention judiciaire (p. 8629)
Ordre public : sécurité : entreprises (p. 8630)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 8630)
Police : crédits : équipement (p. 8630)
Police : effectifs : formation professionnelle (p. 8630)
Police : police de proximité (p. 8630)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)

Son intervention (p. 8356)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : crédits (p. 8357)
Justice : victimes (p. 8357)

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

I1 - Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 9066)
I2 - Justice : victimes (p. 9067)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Son intervention (p. 2259)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2289)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 2367)

Thèmes :

Armes : vente (p. 2260)
Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2289, 2367)
Communes : maires : sécurité (p. 2259, 2368)
Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2260, 2368)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2259)
Ordre public : sécurité : droite (p. 2290)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 2259, 2367)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2260)
Police : police de proximité (p. 2259)
Police : police municipale (p. 2259)
Police : police nationale : communes (p. 2260)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 1er (article 2 du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)

Intervient sur l'amendement n° 113 de Mme Nicole Ameline (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Brard (consultation du maire avant ouverture d'un commerce) (p. 2374)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (autorisation d'ouverture attachée au local et non à l'exploitant ou à sa société) (p. 2374)

Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Nicole Ameline (autorisation d'ouverture attachée au local et non à l'exploitant ou à sa société) (p. 2374)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'ouverture attachée au local) (p. 2374)

Intervient sur l'amendement n° 112 de Mme Nicole Ameline (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2375)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Maxime Gremetz (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2375)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Brard (refus d'autorisation d'ouverture en cas de risque pour l'ordre ou la sécurité publics) (p. 2375)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Charles de Courson (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois) (p. 2376)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois) (p. 2376)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Charles de Courson (autorisation automatiquement accordée aux armureries existantes - retrait d'une autorisation uniquement en cas de faute personnelle ou de manquement au respect des lois et règlements) (p. 2376)

Intervient sur l'amendement n° 115 de Mme Nicole Ameline (autorisation automatiquement accordée aux armureries existantes - retrait d'une autorisation uniquement en cas de faute personnelle ou de

manquement au respect des lois et règlements) (p. 2376)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Maxime Gremetz (autorisation automatiquement accordée aux armureries existantes) (p. 2376)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Charles de Courson (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (fermeture d'un commerce existant en cas de non-respect des dispositions relatives à la vente des matériels de guerre, armes et munitions) (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Maxime Gremetz (fermeture d'un commerce existant en cas de non-respect des dispositions relatives à la vente des matériels de guerre, armes et munitions) (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Nicole Ameline (fermeture d'un commerce existant en cas de faute personnelle ou de manquement au respect des lois et règlements) (p. 2377)

Article 2 (article 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 97 de Mme Nicole Ameline (de suppression) (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Didier Quentin (de suppression) (p. 2377)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Charles de Courson (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Nicole Ameline (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 116 rectifié de M. Christian Estrosi (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Didier Quentin (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Maxime Gremetz (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Hervé de Charette (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 99 de Mme Sylvia Bassot (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Didier Quentin (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (matériel acquis par correspondance, à distance ou directement entre particuliers livré dans les locaux de commerce soumis à autorisation) (p. 2378) : adopté (p. 2379)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Thierry Mariani (exclusion des armes de catégories 5 et 7 fabriquées avant le 01/01/1946) (p. 2379)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Thierry Mariani (exclusion des armes de 6ème catégorie fabriquées avant le 01/01/1946) (p. 2379)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 18 corrigé de la commission (enregistrement au nom de l'acquéreur de la cession ou vente d'armes) (p. 2380) : retiré (p. 2380)

Article 3 (article 15-1 du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (obligations de sécurité selon les catégories d'armes) (p. 2380) : adopté (p. 2381)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Thierry Mariani (exclusion des armes des catégories 5, 6 et 7 fabriquées avant le 01/01/1946) (p. 2381)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 216 rectifié de la commission (remise, sur ordre du préfet, des armes et munitions détenues par des personnes dont le comportement ou l'état de santé présente un danger pour elles-mêmes ou pour les autres) (p. 2382) : adopté après modification (p. 2382)

Intervient sur le sous-amendement n° 245 rectifié du Gouvernement (vente aux enchères des armes définitivement saisies) à l'amendement n° 216 rectifié de la commission (p. 2382)

Soutient l'amendement n° 217 de la commission (fichier national des personnes interdites d'acquisition et de détention d'armes) (p. 2382) : adopté (p. 2383)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Claude Goasguen (sanction du commerce des armes sans autorisation : 10 ans d'emprisonnement et 1 million de francs d'amende) (p. 2382)

Article 4 (article 25 du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean-Pierre Brard (sanction de la location ou du prêt en méconnaissance de l'article 2-I du décret du 18 avril 1939) (p. 2384)

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (sanction de l'achat en méconnaissance de l'article 2-I du décret du 18 avril 1939) (p. 2384) : adopté (p. 2384)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (sanction de la violation des interdictions d'acquisition d'armes et de munitions) (p. 2384) : adopté (p. 2384)

Article 6 (art. 20, 21 et 78-6 du code de procédure pénale, art. L.1er et L.234-4 du code de la route : renforcement des prérogatives de police judiciaire des agents de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Thierry Mariani (prérogatives des gardes champêtres) (p. 2387)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean Leonetti (prérogatives des gardes champêtres) (p. 2387)

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (rétention du permis de conduire en cas d'excès de vitesse de plus de 40 km/h) (p. 2388)

Intervient sur l'amendement n° 231 du Gouvernement (sort des véhicules inutilisables ou insusceptibles de réparation) (p. 2391)

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (accès des services du ministère de l'Intérieur et de la Défense au fichier national des immatriculations) (p. 2392)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean Leonetti (immatriculation des deux-roues motorisés) (p. 2392)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Thierry Mariani (dépistage des stupéfiants chez les conducteurs impliqués dans un accident de la route) (p. 2393)

Article 7 (art. L. 132-2 du code monétaire et financier : modification des clauses autorisant l'opposition au paiement par carte - utilisation frauduleuse de la carte de paiement)

Soutient l'amendement n° 20 corrigé de la commission (opposition en cas d'utilisation frauduleuse des numéros de la carte) (p. 2403) : adopté (p. 2403)

Soutient l'amendement n° 21 corrigé de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 2403) : retiré (p. 2404)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 169 rectifié du Gouvernement (plafond de la franchise en cas d'opposition - calendrier d'abaissement) (p. 2404)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission des finances (abaissement de la franchise en cas de perte ou vol de la carte) (p. 2406)

Intervient sur le sous-amendement n° 240 de Mme Nicole Bricq (150 euros au 1er janvier 2003) à l'amendement n° 169 rectifié du Gouvernement (p. 2407)

Intervient sur le sous-amendement n° 221 de M. Jean-Jacques Jégou (de précision) à l'amendement n° 4 de la commission des finances (p. 2407)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Jean-Pierre Brard (nouvel article inséré dans le code de la consommation) à l'amendement n° 4 de la commission des finances (p. 2407)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission des finances (absence de responsabilité du titulaire de la carte en cas d'utilisation frauduleuse sans présentation physique ou sans identification électronique) (p. 2408)

Intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Nicole Bricq (absence de responsabilité du titulaire de la carte en cas d'utilisation frauduleuse sans présentation physique ou sans identification électronique) (p. 2408)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Jégou à l'amendement n° 5 de la commission des finances (p. 2409)

Intervient sur le sous-amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Jégou à l'amendement n° 5 de la commission des finances (p. 2409)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Brard (absence de responsabilité du titulaire de la carte en cas d'utilisation frauduleuse sans présentation physique ou sans identification électronique) (p. 2409)

Intervient sur le sous-amendement n° 239 de Mme Nicole Bricq (de précision) à l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Brard (p. 2409)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission des finances (remboursement des frais occasionnés par l'utilisation frauduleuse d'une carte) (p. 2410)

Intervient sur le sous-amendement n° 224 de M. Jean-Jacques Jégou (de précision) à l'amendement n° 6 de la commission des finances (p. 2410)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission des finances (délai de 120 jours pour contester une opération) (p. 2411)

Intervient sur l'amendement n° 171 rectifié du Gouvernement (délai de 60 jours pour contester une opération) (p. 2411)

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Jégou (120 jours maximum) à l'amendement n° 7 de la commission des finances (p. 2412)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission des finances (modification du contrat liant l'émetteur et le titulaire de la carte) (p. 2413)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission des finances (nouvelle section relative aux cartes bancaires dans le code de la consommation) (p. 2413)

Article 8 (art. L. 141-4 du code monétaire et financier : renforcement des pouvoirs de la Banque de France en matière de sécurité des moyens de paiement)

Intervient sur l'amendement n° 167 du Gouvernement (compétence pour la monnaie électronique) (p. 2414)

Soutient l'amendement n° 22 corrigé de la commission (procédure d'avis contradictoire) (p. 2414) : adopté (p. 2414)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission des finances (avis publié au Journal officiel) (p. 2415)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission des finances (interdiction d'émission d'un moyen de paiement après avis négatif) (p. 2415)

Soutient l'amendement n° 23 corrigé de la commission (possibilité de recourir à une expertise extérieure) (p. 2416) : retiré (p. 2416)

Intervient sur l'amendement n° 168 du Gouvernement (communication d'informations par toute personne intéressée) (p. 2416)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des finances (communication d'informations sur les terminaux de paiement et dispositifs associés) (p. 2417)

Intervient sur l'amendement n° 170 du Gouvernement (création d'un observatoire de la sécurité des cartes de paiement) (p. 2419)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission des finances (institution d'un Observatoire de la sécurité des cartes bancaires) (p. 2419)

Intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Nicole Bricq (création d'un observatoire de la sécurité des cartes bancaires) (p. 2419)

Article 9 (art. L. 163-4-1 et L. 163-4-2 nouveaux du code monétaire et financier : renforcement de la répression de la falsification ou de la contrefaçon des instruments de la monnaie scripturale)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Jacques Godfrain (rédactionnel) (p. 2419)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 24 corrigé de la commission (présentation par le gouvernement d'un rapport annuel sur la lutte contre la criminalité sur les réseaux numériques) (p. 2419) : adopté (p. 2419)

Article 11 (art. L. 163-6 du code monétaire et financier : peines complémentaires - Interdiction des droits civiques, civils et de famille)

Soutient l'amendement n° 25 deuxième rectification de la commission (interdiction d'exercice d'une activité professionnelle ou sociale) (p. 2420) : adopté (p. 2420)

Article 13 (art. L. 211-11 du code rural : renforcement des pouvoirs des maires à l'encontre des animaux dangereux)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Pierre Brard (obligation pour le maire d'ordonner le placement de l'animal) (p. 2423)

Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (frais afférents à la garde ou l'euthanasie de l'animal supportés par le propriétaire ou gardien) (p. 2424)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Brard (pouvoir du maire de réprimer dépôts de toute nature nuisant à la sûreté et à la propreté des voies) (p. 2424)

Article 14 (contrôle des usagers de la liaison ferroviaire transmanche)

Son intervention (p. 2426)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (pouvoirs des agents de la SNCF en matière de sécurité : descente du train du contrevenant - recours à la force publique) (p. 2427) : adopté (p. 2428)

Intervient sur l'amendement n° 1 deuxième rectification de M. Jacques Desallangre (pouvoirs des agents de la SNCF en matière de sécurité : descente du train du contrevenant - recours à la force publique) (p. 2427)

Article 16 (art. L. 712-5 du code monétaire et financier : application à l'outre-mer des dispositions des chapitres II et III du projet de loi)

Soutient l'amendement n° 27 corrigé de la commission (de coordination) (p. 2428) : adopté (p. 2428)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission des finances (de coordination) (p. 2428)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission des finances (de coordination) (p. 2428)

Soutient l'amendement n° 28 corrigé de la commission (de coordination) (p. 2428) : adopté (p. 2428)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Estrosi (exercice de la police judiciaire par le procureur en lien avec les maires)

Soutient l'amendement n° 29 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article 1 de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité : contenu du devoir de l'Etat en matière de sécurité - acteurs associés à l'Etat dans le cadre des contrats locaux de sécurité) (p. 2429) : adopté (p. 2431)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 corrigé du Gouvernement (acteurs de la sécurité de proximité - coproduction de sécurité) à l'amendement n° 29 corrigé de la commission (p. 2429)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Claude Goasguen (abrogation du régime dérogatoire de Paris concernant les pouvoirs de police) (p. 2438)

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2438)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Luc Warsmann (création d'un conseil de sécurité municipal par le conseil municipal) (p. 2440)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-Luc Warsmann (création d'un conseil de sécurité intercommunal) (p. 2440)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean Leonetti (création d'un conseil communal ou intercommunal de sécurité) (p. 2440)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Claude Goasguen (création d'un conseil de sécurité municipal ou intercommunal) (p. 2440)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Thierry Mariani (création par le maire d'un conseil de sécurité municipal ou intercommunal) (p. 2440)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Christian Estrosi (réunion biannuelle d'un conseil départemental de sécurité) (p. 2445)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean Leonetti (compétences et pouvoirs d'officier de police judiciaire des maires et de leurs adjoints) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Claude Goasguen (exercice de la police judiciaire par le procureur en lien avec les maires) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Claude Goasguen (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Christian Estrosi (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 141 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Thierry Mariani (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Thierry Mariani (maire informé de la décision de justice relative à une contravention de 5ème classe, un délit ou un crime commis sur le territoire de sa commune) (p. 2451)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Thierry Mariani (maire informé de la décision de justice relative à une contravention de 5ème classe, un délit ou un crime commis sur le territoire de sa commune) (p. 2451)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Leonetti (création d'une commission nationale répartissant les personnels de police entre corps locaux de police territoriale et corps de police dépendant de l'Etat) (p. 2452)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Claude Goasguen (réunion annuelle du conseil des ministres sur la sécurité) (p. 2453)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Thierry Mariani (création d'une police territoriale de proximité) (p. 2454)
Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 2454)
Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 2454)
Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Thierry Mariani (création d'une police territoriale de proximité - mission) (p. 2454)
Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean Leonetti (composition de la police territoriale de proximité) (p. 2456)
Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Christian Estrosi (composition de la police territoriale de proximité) (p. 2456)
Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Estrosi (qualité d'officier de police judiciaire des agents de police municipale intégrés au sein de la police territoriale de proximité) (p. 2456)
Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Blazy (possibilité d'accorder à la police municipale une autorisation permanente de pénétrer dans les parties communes des immeubles) (p. 2456)
Intervient sur l'amendement n° 220 rectifié de M. Nicolas Sarkozy (sanction du rassemblement ou stationnement dans les parties communes des immeubles) (p. 2457)
Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Claude Goasguen (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2460)
Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Thierry Mariani (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2460)
Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Jean-Luc Warsmann (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2460)
Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Luc Warsmann (sort du mineur violant l'interdiction de circulation - mise sous tutelle des allocations familiales) (p. 2462)
Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Thierry Mariani (pouvoir du juge vis-à-vis des parents d'un mineur menaçant la tranquillité et la sécurité publique ou violant l'interdiction de circulation) (p. 2462)
Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Thierry Mariani (possibilité pour le maire de recourir à la vidéoprotection et aux technologies modernes) (p. 2463)
Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Claude Goasguen (insertion dans la loi d'un chapitre V : "renforcement des pouvoirs de police des maires") (p. 2463)
Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Claude Goasguen (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2464)
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Christian Estrosi (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2464)
Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Thierry Mariani (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2464)
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Claude Goasguen (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2466)
Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Christian Estrosi (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2466)
Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Luc Warsmann (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2466)
Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Christian Estrosi (responsabilité du titulaire de l'autorité parentale sur mineur coupable d'un crime ou d'un délit - sanctions) (p. 2467)
Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Claude Goasguen (présomption de manquement à ses obligations légales pour le parent d'un mineur auteur ou complice d'un crime ou délit) (p. 2467)
Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Leonetti (présomption de manquement à ses obligations légales pour le parent d'un mineur auteur ou complice d'un crime ou délit) (p. 2467)
Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de M. Jean Leonetti (amende à l'encontre des parents qui ne défèrent pas à la convocation d'une juridiction pénale pour mineur) (p. 2467)
Intervient sur l'amendement n° 109 de M. François d'Aubert (instauration d'un délit collectif de déprédation et de violences) (p. 2468)
Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jacques Kossowski (contrôle d'identité sur la voie publique) (p. 2468)
Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Thierry Mariani (contrôle d'identité sur la voie publique) (p. 2468)
Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Thierry Mariani (interdiction d'une manifestation non autorisée de grande envergure sur un terrain public ou privé : rave-parties) (p. 2470)
Intervient sur l'amendement n° 243 du Gouvernement (extension de la composition pénale aux violences commises dans un établissement scolaire ou aux abords de celui-ci) (p. 2471)
Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Luc Warsmann (procédure de comparution immédiate applicable au mineur de plus de 16 ans) (p. 2471)
Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Christian Estrosi (extension à toutes les victimes d'infraction de l'indemnisation par le fonds de garantie des victimes d'infraction) (p. 2472)
Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (extension du fichier national des empreintes génétiques à tous les crimes et délits) (p. 2472)
Intervient sur l'amendement n° 247 du Gouvernement (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques à d'autres infractions) (p. 2474)
Intervient sur l'amendement n° 230 du Gouvernement (création de l'Institut national de police scientifique) (p. 2475)
Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Luc Warsmann (mise en place d'un service d'écoute et de soutien aux victimes d'actes de délinquance) (p. 2475)
Intervient sur l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (participation, à la demande du procureur, des agents de la direction générale des impôts à la recherche d'infractions en matière de stupéfiants, proxénétisme ou recel) (p. 2476)

Intervient sur l'amendement n° 248 du Gouvernement (participation, à la demande du procureur, des agents de la direction générale des impôts à la recherche d'infractions en matière de stupéfiants, proxénétisme ou recel) (p. 2476)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Christian Estrosi (interdiction de circulation pour les mineurs de moins de 12 ans entre 22h et 6h) (p. 2477)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean Leonetti (mise en œuvre d'une réponse adaptée à toute infraction commise par un mineur) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Claude Goasguen (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Thierry Mariani (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Luc Warsmann (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Claude Goasguen (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Claude Goasguen (garde à vue à partir de 10 ans au lieu de 13 - procédure de retenue à la disposition d'un officier de police judiciaire applicable aux mineurs de 8 à 10 ans) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Jean-Luc Warsmann (extension de la procédure de retenue à la disposition d'un officier de police judiciaire, applicable aux mineurs de 10 à 13 ans, aux infractions punies de 5 ans d'emprisonnement au lieu de 7) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Claude Goasguen (placement provisoire en maison d'arrêt à partir de 10 ans au lieu de 13) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jean Leonetti (association des titulaires de l'autorité parentale à la mise en œuvre de mesures de réparation à l'égard de la victime ou dans l'intérêt de la collectivité) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean Leonetti (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jean Leonetti (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Claude Goasguen (conditions et modalités de suppression des allocations familiales) (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Claude Goasguen (création d'une unité de détention pour mineurs dans les établissements pénitentiaires) (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Luc Warsmann (création d'une unité de détention pour mineurs dans chaque établissement pénitentiaire) (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Thierry Mariani (conditions de retrait définitif des allocations familiales) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Thierry Mariani (attribution d'un nombre de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Thierry Mariani (conditions de retrait de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Thierry Mariani (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Thierry Mariani (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Thierry Mariani (suspension des allocations familiales en cas de non-respect d'une convocation devant une juridiction pour mineurs) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Thierry Mariani (sanction du titulaire de l'autorité parentale ayant laissé un mineur commettre une infraction) (p. 2482)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Claude Goasguen (sanction du proxénétisme : 10 ans d'emprisonnement au lieu de 5) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 246 du Gouvernement (sanction du proxénétisme : 7 ans d'emprisonnement au lieu de 5) (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Pierre-Christophe Baguet (instauration d'un délit de racolage) (p. 2484)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Claude Goasguen (instauration d'un délit de racolage) (p. 2484)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Claude Goasguen (racolage passif puni d'une contravention de 5ème classe) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Claude Goasguen (insertion d'un chapitre VII : "Du délit de racolage et de proxénétisme") (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 30 corrigé de la commission (sort des véhicules abandonnés dans des lieux publics ou privés ou compromettant la sécurité, la tranquillité ou l'hygiène publique) (p. 2486)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 132 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 135 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Claude Goasguen (nouveau titre : "Projet de loi relatif à diverses mesures en matière de tranquillité publique") (p. 2487)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 2001] (p. 4901)

Son intervention (p. 4904)

Thèmes :

Armes : vente (p. 4906)

Arts et spectacles : rave-parties : réglementation (p. 4905)

Communes : maires : sécurité (p. 4905)

Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 4905)

Ordre public : sécurité : généralités (p. 4904)

Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 4904)

Ordre public : sécurité : Sénat (p. 4904)

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Christian Estrosi (inscription de la protection des témoins dans l'article préliminaire du code de procédure pénale) (p. 5006)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean Leonetti (qualité d'officier de police judiciaire des maires et de leurs adjoints) (p. 5007)

Article 1er A (renforcement du rôle des maires en matière de sécurité)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 5007) : adopté (p. 5009)

Article 1er B

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 5010) : adopté (p. 5010)

Article 1er C

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 5010) : adopté (p. 5012)

Article 1er D

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 5012) : adopté (p. 5014)

Article 1er E

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 1er de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité : contenu du devoir de l'Etat en matière de sécurité - acteurs associés à l'Etat dans le cadre des contrats locaux de sécurité) (p. 5014) : adopté (p. 5015)

Article 1er F

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (association du maire à la définition des actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité - information sur les résultats) (p. 5016) : adopté (p. 5016)

Article 1er G

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (association du maire à la définition des actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité - information sur les résultats) (p. 5017) : adopté (p. 5017)

Article 1er H

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 5017) : adopté (p. 5017)

Après l'article 1er H

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Patrick Ollier (création d'un contrat municipal de partenariat pour la sécurité dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 5018)

Article 1er I

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 5019) : adopté (p. 5020)

Article 1er J

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 5020) : adopté (p. 5020)

Article 1er K

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 5020) : adopté (p. 5020)

Article 1er L

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 5020) : adopté (p. 5021)

Après l'article 1er L

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Thierry Mariani (exercice de la police judiciaire en lien avec les maires) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Christian Estrosi (création d'une police territoriale de proximité sur décision du conseil municipal) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Thierry Mariani (création d'une police territoriale de proximité sur décision du maire) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Christian Estrosi (composition de la police territoriale de proximité) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Christian Estrosi (qualité d'officier de police judiciaire des agents de la police municipale intégrés dans la police territoriale de proximité) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 5022)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Thierry Mariani (recours du maire à la vidéoprotection et aux techniques modernes de surveillance) (p. 5022)

Avant l'article 1er M

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de conséquence) (p. 5022) : adopté (p. 5022)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Jean Leonetti (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) (p. 5022)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean Leonetti (présomption de manquement à ses obligations légales du parent d'un mineur auteur ou complice d'un crime ou délit) (p. 5023)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de M. Jean Leonetti (mise en œuvre d'une réponse adaptée à toute infraction commise par un mineur) (p. 5024)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de M. Jean Leonetti (association des titulaires de l'autorité parentale à la mise en œuvre des mesures de

réparation à l'égard de la victime ou dans l'intérêt de la collectivité) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Jean Leonetti (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Thierry Mariani (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Thierry Mariani (conditions de retrait définitif des allocations familiales) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Thierry Mariani (conditions de retrait de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5027)

Article 1er M (art. 227-21 du code pénal : provocation d'un mineur à commettre des crimes ou des délits)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 5027) : adopté (p. 5027)

Article 1er N (art. 212-12, 222-13 et 311-4 du code pénal : aggravation de certaines peines en cas de participation d'un mineur agissant en qualité d'auteur ou de complice)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) (p. 5028) : adopté (p. 5028)

Article 1er O (art. 132-11, 222-13 et 322-1 du code pénal : création d'un délit en cas de récidive de violences volontaires ou de destructions ou de dégradations)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 5028) : adopté (p. 5028)

Article 1er P (art. 10 de l'ordonnance du 2 février 1945 : possibilité de prononcer une amende civile contre les parents qui ne comparaissent pas)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 5028) : adopté (p. 5028)

Article 1er Q (art. L. 552-6 du code de la sécurité sociale : mise sous tutelle des prestations familiales en cas de non-respect d'un arrêté d'interdiction de circuler)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 5028) : adopté (p. 5028)

Article 1er R (art. 227-17-1 nouveau du code pénal : création d'une infraction visant les parents ayant laissé leur enfant commettre une infraction)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 5029) : adopté (p. 5029)

Article 1er S (art. 321-6-1 nouveaudu code pénal : complicité de recel applicable au parent dont l'enfant vit manifestement de trafic ou de recel)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 5029) : adopté (p. 5029)

Article 1er T (appellation des juridictions spécialisées)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) (p. 5029) : adopté (p. 5029)

Article 1er U (art. 2, 18, 20-3, 20-5, 20-7, 21 et 22 de l'ordonnance du 2 février 1945)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 5030) : adopté (p. 5030)

Article 1er V (art. 122-8 du code pénal : sanctions pénales applicables aux mineurs de dix à treize ans)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 5030) : adopté (p. 5030)

Article 1er W (art. 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 : retenue à la disposition d'un officier de police judiciaire d'un mineur de dix à treize ans)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 5030) : adopté (p. 5030)

Article 1er X (art. 8 et 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 : rappel à la loi)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 5030) : adopté (p. 5030)

Article 1er Y (art. 8-4 nouveau de l'ordonnance du 2 février 1945 : création d'une procédure de rendez-vous judiciaire)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de suppression) (p. 5030) : adopté (p. 5031)

Article 1er Z (art. 11-2 nouveau de l'ordonnance du 2 février 1945 : contrôle judiciaire des mineurs)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 5031) : adopté (p. 5031)

Après l'article 1er Z

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Thierry Mariani (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) (p. 5031)

Article 1er ZA (art. 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 : présence de la victime à l'audience)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 5031) : adopté (p. 5031)

Article 1er (art. 2 du décret du 18 avril 1939 : autorisation des établissements de commerce de détail)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (suppression de la condition d'imputabilité directe à l'exploitant en cas de troubles à l'ordre ou à la sécurité publics pour la fermeture d'un établissement) (p. 5032) : adopté (p. 5032)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (autorisation automatique pour un établissement ayant fait l'objet d'une déclaration avant la date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 5032)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (suppression de la condition d'imputabilité directe à l'exploitant en cas de troubles à l'ordre ou à la sécurité publics pour la fermeture d'un établissement existant avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 5032) : adopté (p. 5032)

Article 2 (art. 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : interdiction de la vente au détail hors des locaux autorisés)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (commerce des armes de 5ème ou 7ème catégorie dans les seuls locaux autorisés) (p. 5033) : adopté (p. 5033)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (vente par correspondance, à distance ou directement entre particuliers) (p. 5034) : adopté (p. 5034)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Charles de Courson (p. 5034)

Article 2 bis (art. 2-2 nouveau du décret du 18 avril 1939 : accès à la profession d'armurier)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5034) : adopté (p. 5034)

Article 3 (art. 15-1 du décret du 18 avril 1939 : conditions de conservation des armes)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Charles de Courson (conservation au domicile du propriétaire) (p. 5034)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (rédactionnel) (p. 5034)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Charles de Courson (conservation au domicile du propriétaire) (p. 5034)

Article 6 (art. 21 et 78-6 du code de procédure pénale, art. L. 234-4 du code de la route : renforcement des prérogatives de police judiciaire des agents de la police nationale)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (suppression de la qualité d'officier de police judiciaire des gardes-champêtres (p. 5036) : adopté (p. 5036)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de coordination) (p. 5036) : adopté (p. 5036)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de coordination) (p. 5036) : adopté (p. 5036)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) (p. 5036) : adopté (p. 5036)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de coordination) (p. 5036) : adopté (p. 5036)

Article 6 bis A (pouvoirs des surveillants du jardin du Luxembourg)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (pouvoirs des surveillants du jardin du Luxembourg) (p. 5037) : adopté (p. 5037)

Article 6 bis E (art. L. 325-1-1 nouveau du code de la route : procédure de mise en fourrière)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (de suppression) (p. 5038) : adopté (p. 5038)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (immatriculation des véhicules à moteur à deux roues)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (immatriculation des véhicules à moteur à deux roues) (p. 5038) : adopté (p. 5038)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean Leonetti (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 5038)

Après l'article 6 bis

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (retrait du permis pour un dépassement de plus de 40 km/h de la vitesse autorisée) (p. 5038) : adopté (p. 5038)

Article 6 ter (art. L. 235-2 et 3 nouveaux du code de la route : dépistage de l'usage de stupéfiants en cas d'accidents de la route)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (possibilité de dépistage de stupéfiants chez tout conducteur impliqué dans un accident corporel de la circulation) (p. 5039) : adopté (p. 5040)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 de M. Thierry Mariani (obligation de dépistage) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 5039)

Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Thierry Mariani (transmission des résultats au procureur - sanction du refus de se se soumettre au dépistage) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 5040)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Patrice Martin-Lalande (sort du gibier tué accidentellement avec un véhicule à moteur) (p. 5040)

Article 7 ter (art. L. 132-3 nouveau du code monétaire et financier : montant de la franchise restant à la charge du titulaire avant la mise en opposition en cas de perte ou de vol de la carte de paiement)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (cas de la négligence constituant une faute lourde) (p. 5041) : adopté (p. 5041)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de précision) (p. 5041) : adopté (p. 5041)

Article 7 quater (art. L. 132-4 nouveau du code monétaire et financier : responsabilité du titulaire en cas de fraude sans dépossession de la carte)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Brard (absence de responsabilité en cas de paiement à distance avec possession physique de la carte) (p. 5042)

Article 7 quinquies (art. L. 132-5 nouveau du code monétaire et financier : remboursement des frais supportés par le titulaire d'une carte de paiement victime de fraude)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (remboursement de la totalité des frais bancaires supportés) (p. 5043) : adopté (p. 5043)

Article 7 sexies (art. L. 132-6 nouveau du code monétaire et financier : délai de réclamation du titulaire d'une carte de paiement)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (délai de réclamation à compter de la date de l'opération contestée) (p. 5043) : adopté (p. 5043)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) (p. 5043) : adopté (p. 5043)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Brard (compétence du maire en matière de répression des dépôts de toute nature nuisant à la sûreté, la propreté ou la commodité du passage) (p. 5044)

Article 13 bis A (pouvoir des gardes champêtres et des agents de police municipale de constater certaines contraventions au code rural)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de codification) (p. 5045) : adopté (p. 5045)

Article 14 bis A (art. 23-3 nouveau de la loi du 15 juillet 1845 : injonction de descendre d'un bus en cas d'inobservation des dispositions tarifaires ou des règles afférentes à la sécurité des personnes)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) (p. 5045) : adopté (p. 5045)

Article 14 ter (art. 24-1 nouveau de la loi du 15 juillet 1845)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 5045) : adopté (p. 5045)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Christian Estrosi (sanction du rassemblement ou stationnement dans les parties communes d'immeubles) (p. 5046)

Article 20 bis (art. L. 126-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation : possibilité de dissiper les attroupements dans les parties communes des immeubles)

Soutient l'amendement n° 72 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article : possibilité pour les propriétaires ou exploitants d'immeubles de faire appel à la police ou à la gendarmerie - obligation de ceux-ci en matière de sécurité et de tranquillité publiques) (p. 5047) : adopté (p. 5047)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Estrosi (possibilité pour la police municipale d'intervenir dans les parties communes des immeubles) (p. 5047)

Article 21 (art. 23-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 : réglementation des rassemblements festifs à caractère musical)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de suppression) (p. 5050) : adopté au scrutin public (p. 5057)

Article 22 (art. 41-2 du code de procédure pénale : composition pénale)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (retour au texte de l'assemblée) (p. 5057) : adopté (p. 5057)

Article 23 (art. 706-54, 706-55 et 706-56 du code de procédure pénale : Fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (retour au texte de l'assemblée) (p. 5058) : adopté (p. 5058)

Article 23 bis (art. 62-1 du code de procédure pénale : possibilité pour un témoin de garder l'anonymat)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (procédure particulière permettant à des témoins de déposer de façon anonyme) (p. 5059) : adopté (p. 5059)

Article 33 (art. 2 et art. 15-1 du décret du 18 avril 1939 : entrée en vigueur de certaines mesures édictées aux articles 1er et 3)

Intervient sur l'amendement n° 116 du Gouvernement (application au plus tard le 30/06/2002 au lieu du 01/01/2002) (p. 5061)

Article 34 (perspective de mise en place d'un service de police régionale des transports dans la région Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (de suppression) (p. 5061) : adopté (p. 5061)

Article 35 (art. L. 712-15 du code monétaire et financier : application à l'outre-mer des dispositions des chapitres II et III)

Intervient sur l'amendement n° 117 du Gouvernement (de conséquence) (p. 5061)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2897)

Thèmes :

Régions : Corse : aménagement du territoire (p. 2899)
Régions : Corse : Gouvernement (p. 2898)
Régions : Corse : investissements (p. 2899)
Régions : Corse : langues régionales (p. 2899)
Régions : Corse : normes (p. 2898)
Régions : Corse : République (p. 2899)
Régions : Corse : statut juridique (p. 2897)
Régions : Corse : successions (p. 2899)
Régions : Corse : transferts de compétences (p. 2899)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. José Rossi (modification du titre Ier : "Dispositions transitoires") (p. 2973)

Intervient sur l'amendement n° 221 de Mme Nicole Ameline (avenir de la Corse après une phase d'expérimentation examiné dans un projet de loi relatif à la décentralisation) (p. 2973)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. François Fillon (modifications ultérieures relatives à la Corse examinées dans le cadre d'une loi de décentralisation) (p. 2975)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2989)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2992)

Intervient sur l'amendement n° 212 corrigé de M. Jean-Pierre Chevènement (de suppression) (p. 2992)

Soutient l'amendement n° 260 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : habilitation par le législateur à fixer, dans le respect de l'article 21, des mesures réglementaires adaptées aux spécificités de l'île - cadre et portée de l'expérimentation en matière législative comportant des dérogations aux règles en vigueur) (p. 2995) : adopté au scrutin public (p. 2999)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Michel Vaxès (compétence de l'Assemblée de Corse pour les affaires de la collectivité territoriale de Corse) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2996)

Intervient sur le sous-amendement n° 268 de M. Michel Vaxès (rédactionnel) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2996)

Intervient sur le sous-amendement n° 269 de M. Michel Vaxès (application du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2997)

Intervient sur le sous-amendement n° 274 de M. Pierre Albertini (suppression de la référence à l'article 21 de la constitution) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2997)

Intervient sur le sous-amendement n° 275 de M. Pierre Albertini (portée de l'habilitation à fixer des mesures réglementaires adaptées) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2998)

Intervient sur le sous-amendement n° 271 de M. Michel Vaxès (suppression des dispositions concernant l'expérimentation en matière législative) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2998)

Intervient sur le sous-amendement n° 270 de M. Michel Vaxès (champ d'application de l'expérimentation en matière législative) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2999)

Intervient sur le sous-amendement n° 276 de M. Pierre Albertini (suppression de la faculté de déroger aux

règles en vigueur dans le cadre de l'expérimentation en matière législative) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2999)

Après l'article 1

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Paul Patriarche (consultation de la population corse avant toute modification constitutionnelle) (p. 3006)

Article 2 (art. L. 4423-1 du code général des collectivités territoriales : contrôle de légalité des délibérations portant adaptation des dispositions législatives ou réglementaires)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3007)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 3007)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. José Rossi (de suppression) (p. 3007)

Soutient l'amendement n° 261 rectifié de la commission (de coordination) (p. 3008) : adopté (p. 3008)

Article 3 (chapitre II du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : refonte du chapitre consacré à l'organisation de la collectivité territoriale de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3009)

Son amendement n° 273 (de coordination) : adopté (p. 3009)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3009) : adopté (p. 3009)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3009) : adopté (p. 3009)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. José Rossi (répartition des compétences entre collectivité territoriale de Corse et autres collectivités territoriales de l'île - notion de collectivité chef de file) (p. 3010)

Article 4 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : carte scolaire et carte des formations)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 3012) : adopté (p. 3012)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 3012) : adopté (p. 3012)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Paul Patriarche (définition par la collectivité territoriale de Corse d'un schéma prévisionnel des formations après avis du représentant de l'Etat) (p. 3012)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Paul Patriarche (concertation préalable à la définition de la carte des formations) (p. 3013)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Yves Caullet (définition dans la convention sur la carte des formations des modalités d'utilisation des moyens attribués par l'Etat) (p. 3013)

Intervient sur l'amendement n° 129 corrigé de M. Roger Franzoni (entrée en vigueur automatique de la carte des formations arrêtée par la collectivité en cas d'absence de convention avec l'Etat) (p. 3014)

Soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission (consultation préalable à l'élaboration de la carte scolaire et des formations) (p. 3014) : adopté (p. 3014)

Article 5 (art. L. 4424-3 du code général des collectivités territoriales : actions de formation supérieure)

Soutient l'amendement n° 6 deuxième rectification de la commission (rédactionnel) (p. 3015) : adopté (p. 3015)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (actions de la collectivité territoriale complémentaires de celles de l'Etat) (p. 3015) : adopté (p. 3015)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-Yves Caullet (préservation des compétences de l'Etat en matière d'homologation des titres et diplômes) (p. 3015)

Article 6 (art. L. 4424-4 du code général des collectivités territoriales : financement des établissements d'enseignement supérieur et des instituts universitaires de formation des maîtres)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3016)

Soutient l'amendement n° 8 rectifié de la commission (de précision) (p. 3016) : adopté (p. 3016)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son intervention (p. 3021)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. François Fillon (de suppression) (p. 3022)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. François Fillon (initiation dans les écoles primaires et maternelles) (p. 3024)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Michel Vaxès (enseignement dans le cadre de l'horaire normal des écoles si les parents en ont manifesté la volonté) (p. 3025)

Intervient sur l'amendement n° 213 corrigé de M. Jean-Pierre Chevènement (matière proposée à titre optionnel dans le cadre de l'horaire normal) (p. 3025)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Roger Franzoni (enseignement à titre optionnel à condition d'une demande expresse des parents) (p. 3025)

Soutient l'amendement n° 9 deuxième rectification de la commission (matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires) (p. 3025) : adopté (p. 3025)

Article 8 (art. L. 4424-6 du code général des collectivités territoriales : soutien aux activités audiovisuelles et action culturelle internationale)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 3026) : adopté (p. 3026)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (action culturelle internationale dans le cadre de la coopération décentralisée) (p. 3026) : adopté (p. 3026)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Roger Franzoni (développement de politiques culturelles propres par les départements et les communes) (p. 3027)

Intervient sur l'amendement n° 205 rectifié du Gouvernement (mission de contrôle scientifique et technique de la compétence de l'Etat) (p. 3028)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Roger Franzoni (compétence de la collectivité territoriale de Corse pour les monuments historiques) (p. 3029)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. José Rossi (procédure de classement des monuments historiques) (p. 3029)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 3029) : adopté (p. 3029)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. José Rossi (présidence du conseil des sites de Corse) (p. 3029)

Article 11 (art. L. 4424-8 du code général des collectivités territoriales : promotion des activités physiques et sportives, d'éducation populaire et d'information de la jeunesse)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 3030) : adopté (p. 3030)

Intervient sur l'amendement n° 206 du Gouvernement (convention entre Etat et collectivité territoriale de Corse) (p. 3030)

Intervient sur l'amendement n° 134 corrigé de M. Roger Franzoni (suppression de l'attribution de la part régionale du fonds national pour le développement du sport) (p. 3031)

Soutient l'amendement n° 16 troisième rectification de la commission (consultation d'une commission territoriale pour le développement du sport en Corse avant l'attribution de la part régionale) (p. 3031) : adopté (p. 3031)

Article 12 (art. L. 4424-9 à L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales : plan d'aménagement et de développement durable)

Son intervention (p. 3037)

Son amendement n° 262 (rédactionnel) : adopté (p. 3038)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (de précision) (p. 3038) : adopté (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Michel Vaxès (possibilité de fixer une liste complémentaire à celle des espaces, sites et paysages déjà classés) (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Francis Delattre (suppression de la possibilité de dérogation à la loi littoral) (p. 3039)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de précision) (p. 3039) : adopté (p. 3039)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (autorisation des installations temporaires sur la bande littorale à l'exclusion de toute forme d'hébergement) (p. 3039) : adopté (p. 3039)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de précision) (p. 3039) : adopté (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Michel Vaxès (suppression de la possibilité de dérogation aux règles relatives à l'extension de l'urbanisation) (p. 3040)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Roger Franzoni (suppression de la possibilité de dérogation aux règles relatives à l'extension de l'urbanisation) (p. 3040)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Michel Vaxès (organisation d'un débat public en cas d'extension de l'urbanisation) (p. 3040)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (dérogation aux règles relatives à l'extension de l'urbanisation exclue pour les milieux remarquables ou nécessaires au développement de certaines activités) (p. 3041) : adopté après modification (p. 3041)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Roger Franzoni (durée de vie des aménagements légers) (p. 3041)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Roger Franzoni (suppression du délai d'expérimentation de 4 ans) (p. 3041)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (suppression du caractère expérimental des règles particulières en matière d'aménagement et d'amélioration du littoral - rapport annuel) (p. 3041) : adopté (p. 3041)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 3042) : adopté (p. 3042)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (possibilité d'association des organisations professionnelles à l'élaboration du plan) (p. 3042) : adopté (p. 3042)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (délai de réponse de la collectivité territoriale de Corse pour la modification du plan) (p. 3042) : adopté (p. 3042)

Article 13 (art. L. 144-1 à L. 144-5 du code de l'urbanisme, art. L. 4424-18 à L. 4424-21 du code général des collectivités territoriales et art. 34 bis de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : codification)

Soutient l'amendement n° 26 rectifié de la commission (de coordination) (p. 3078) : adopté (p. 3078)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Soutient l'amendement n° 27 corrigé de la commission (obligations de service public imposées par la collectivité territoriale de Corse à certaines liaisons aériennes et maritimes - conditions tarifaires de nature à atténuer les contraintes liées à l'insularité) (p. 3079) : adopté (p. 3079)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Michel Vaxès (obligations de service public imposées par la collectivité territoriale de Corse à certaines liaisons aériennes et maritimes - conditions tarifaires de nature à atténuer les contraintes liées à l'insularité) (p. 3079)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de cohérence) (p. 3079) : adopté (p. 3079)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Michel Vaxès (suppression de l'ouverture à la concurrence européenne des liaisons aériennes et maritimes) (p. 3080)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Georges Sarre (concurrence ouverte aux seules compagnies maritimes n'employant que des ressortissants européens) (p. 3080)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Georges Sarre (suppression de la restriction à certaines catégories de passagers du régime d'aides à caractère social) (p. 3081)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3081) : adopté (p. 3081)

Soutient l'amendement n° 263 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 3081) : adopté (p. 3081)

Intervient sur l'amendement n° 207 du Gouvernement (liste des routes à grande circulation fixée par l'Assemblée de Corse) (p. 3081)

Article 15 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : gestion des infrastructures de transports)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des ports et aéroports à la collectivité territoriale) (p. 3083)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 3084) : adopté (p. 3084)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des aérodromes à la collectivité territoriale) (p. 3084)

Soutient l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 3084) : adopté (p. 3084)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Michel Vaxès (création d'une commission régionale de l'évaluation et du contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 3086)

Article 17 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : aide au développement économique)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 3091) : adopté (p. 3091)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 3091) : adopté (p. 3091)

Article 19

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3092)

Article 22 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : formation professionnelle et apprentissage)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 3092) : adopté (p. 3092)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Yves Caullet (convention entre l'Etat et les organismes publics agréés) (p. 3093)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. José Rossi (organismes collecteurs des fonds de la contribution des employeurs destinés à la formation professionnelle) (p. 3093)

Article 24 (art. L. 222-1 et 2, 332-2, 332-6, 332-10 et 11, 332-13, 332-19-1, 341-1 et 411-5 du code de l'environnement : transfert de procédures en matière environnementale)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de compétence en matière de classement des réserves naturelles et d'inscription des monuments naturels) (p. 3096)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (définition par l'assemblée de Corse des modalités de gestion des réserves naturelles classées par elle) (p. 3096) : adopté (p. 3096)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de précision) (p. 3096) : adopté (p. 3096)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (élaboration des inventaires) (p. 3096) : adopté (p. 3096)

Article 25 (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 : Comité pour le développement, l'aménagement et la protection du massif corse)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 3097) : adopté (p. 3097)

Article 26 (art. L. 4424-36 du code général des collectivités territoriales : planification de la ressource en eau)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Paul Patriarche (collectivité territoriale garante d'une gestion équilibrée des ressources en eau) (p. 3098)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (mise en œuvre par la collectivité territoriale d'une gestion équilibrée des ressources en eau) (p. 3098) : adopté (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. José Rossi (mise en œuvre par la collectivité territoriale d'une gestion équilibrée des ressources en eau) (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 208 du Gouvernement (procédure d'élaboration du schéma directeur) (p. 3098)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 3098) : adopté (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 209 du Gouvernement (composition et règles de fonctionnement du comité de bassin) (p. 3099)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (compétence de proposition du représentant de l'Etat sur le schéma d'aménagement et de gestion des eaux) (p. 3099) : adopté (p. 3099)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (composition de la commission locale de l'eau - présence de l'Etat) (p. 3099) : adopté (p. 3100)

Intervient sur le sous-amendement n° 281 du Gouvernement (renforcement de la représentation de la collectivité territoriale aux dépens de l'Etat) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3099)

Intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (composition et règles de fonctionnement de la commission locale de l'eau fixée par délibération de l'Assemblée) (p. 3100)

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (de cohérence) (p. 3100)

Article 27 (art. L. 214-15 du code de l'environnement : tarification de l'eau)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (mise en œuvre du régime de tarification de l'eau autorisée par l'Assemblée) (p. 3100) : adopté (p. 3100)

Article 28 (art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales : plans d'élimination des déchets)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (possibilité de réunir en un seul document les projets de plan) (p. 3101) : adopté (p. 3101)

Article 31 (mise à disposition provisoire des agents des services transférés)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 3103) : adopté (p. 3103)

Article 32 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (délai de 2 ans pour exercer le droit d'option) (p. 3103) : adopté (p. 3103)

Article 33 (droit d'option des agents non titulaires des services transférés)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (délai de 2 ans pour exercer le droit d'option) (p. 3104) : adopté (p. 3104)

Après l'article 33

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (droit d'option pour le statut de fonctionnaire territorial pendant 5 ans pour les agents non titulaires de l'Etat exerçant leurs compétences dans un service transféré à la collectivité et bénéficiant du dispositif de titularisation prévu par la loi sur la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique) (p. 3104) : adopté (p. 3104)

Article 34 (art. L. 4425-2 du code général des collectivités territoriales : compensation de charges)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (compensation des charges résultant de la mise à disposition des bâtiments et du mobilier des IUFM à la collectivité) (p. 3105) : adopté (p. 3105)

Article 35 (chapitre II du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transferts de biens de l'Etat dans le patrimoine de la collectivité territoriale de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. José Rossi (transfert des tours génoises et casernes désaffectées) (p. 3106)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. José Rossi (transfert des tours génoises) (p. 3106)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (droit de priorité pour la collectivité territoriale sur tout projet de cession de bien immobilier du domaine public de l'Etat présentant un intérêt culturel ou historique) (p. 3106)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. José Rossi (droit de priorité pour la collectivité territoriale sur tout projet de cession de tours génoises ou casernes désaffectées) (p. 3106)

Article 36 (art. L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales : dotation de continuité territoriale)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Paul Patriarche (affectation des reliquats à la réalisation de routes) (p. 3107)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. José Rossi (affectation des reliquats à la réalisation de routes) (p. 3108)

Article 37 (art. L. 4425-5 à L. 4425-8 du code général des collectivités territoriales : financement du plan d'aménagement et de développement durable)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3108) : adopté (p. 3109)

Article 38 (art. 34 de la loi de finances pour 1993 - art. L. 4425-1 du code général des collectivités territoriales : ressources fiscales de la collectivité territoriale de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. José Rossi (affectation à la collectivité territoriale de 40 % de la TIPP) (p. 3110)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. José Rossi (création d'un fonds spécial de soutien de l'artisanat) (p. 3111)

Après l'article 39

Soutient l'amendement n° 58 rectifié de la commission (rapport annuel du gouvernement sur le bilan des transferts de personnels et de ressources et sur l'organisation des services déconcentrés de l'Etat) (p. 3112) : adopté après deuxième rectification (p. 3112)

Article 40 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : exercice par la collectivité territoriale de Corse des missions confiées aux offices)

Soutient l'amendement n° 257 de la commission (nouveau titre de la section 5 du chapitre IV : "Des offices et de l'agence du tourisme en Corse") (p. 3113) : adopté (p. 3113)

Soutient l'amendement n° 77 deuxième rectification de la commission (tutelle de la collectivité territoriale sur les offices et l'agence de tourisme) (p. 3115) : adopté (p. 3116)

Intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement (tutelle de la collectivité territoriale sur les offices et l'agence de tourisme) (p. 3116)

Intervient sur l'amendement n° 218 du Gouvernement (possibilité pour le président du conseil exécutif de modifier ou rapporter les actes des offices ou de l'agence de tourisme) (p. 3116)

Soutient l'amendement n° 258 de la commission (possibilité pour le président du conseil exécutif de modifier ou rapporter les actes des offices ou de l'agence de tourisme) (p. 3116) : adopté (p. 3116)

Article 18 précédemment réservé (art. L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales : orientations en matière de développement touristique)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 3116) : adopté (p. 3116)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (agence du tourisme : tutelle - présidence - conseil d'administration) (p. 3117) : adopté (p. 3117)

Article 20 précédemment réservé (art. L. 4424-33 du code général des collectivités territoriales, art. 314-1 et 314-1-1 du code rural : orientations en matière de développement agricole, rural et forestier)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. José Rossi (convention entre Etat et collectivité territoriale sur les conditions de mise en œuvre de la politique agricole) (p. 3117)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Paul Patriarche (convention entre Etat et collectivité territoriale sur les conditions de mise en œuvre de la politique agricole) (p. 3117)

Intervient sur le sous-amendement n° 282 de M. Jean-Yves Caullet (mise en œuvre des orientations dans le domaine agricole) à l'amendement n° 154 de M. José Rossi (p. 3118)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 3118) : adopté (p. 3118)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (conseil d'administration des offices de développement agricole et rural) (p. 3119) : adopté (p. 3119)

Article 23 précédemment réservé (sous-sections 1 à 4 de la section 4 du chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : codification)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (office de l'environnement : tutelle - conseil d'administration) (p. 3119) : adopté (p. 3119)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. José Rossi (transfert de compétences en matière de création de réserves de chasse et de faune sauvage) (p. 3120)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. José Rossi (transfert de compétences en matière de création de réserves naturelles de chasse) (p. 3120)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. José Rossi (transfert de compétences en matière d'établissement de plans de chasse) (p. 3120)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. José Rossi (transfert de compétences en matière de fixation des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse) (p. 3120)

Article 41 (art. L. 4424-20, L. 4424-31, L. 4434-33 et L. 4424-35 du code général des collectivités territoriales : disparition des offices - coordination)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (de coordination) (p. 3121) : adopté (p. 3121)

Article 42 (art. L. 112-11 et L. 112-12 du code rural : disparition des offices - coordination)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 3121) : adopté (p. 3121)

Article 43 (art. 244 quater E, 199 ter D, 220 D, 223 O, 1466 B bis et 1466 C du code général des impôts : aide fiscale à l'investissement)

Son intervention (p. 3125)

Intervient sur l'amendement n° 120 corrigé de M. Paul Patriarche (bénéfice du crédit d'impôt pour les filiales des grands groupes industriels implantées en Corse) (p. 3126)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. José Rossi (bénéfice du crédit d'impôt pour les filiales des grands groupes industriels implantées en Corse) (p. 3126)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. José Rossi (extension du crédit d'impôt aux investissements réalisés par les entreprises exerçant toute activité concourant au développement du tourisme) (p. 3127)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Paul Patriarche (extension du crédit d'impôt aux investissements réalisés par les entreprises exerçant des activités annexes du tourisme) (p. 3127)

Son amendement n° 272 (extension du crédit d'impôt aux investissements réalisés par les entreprises exerçant des activités de loisir à caractère artistique, sportif ou culturel) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3127)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. José Rossi (élargissement du champ d'application du crédit d'impôt pour les entreprises du secteur agroalimentaire) (p. 3128)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (crédit d'impôt pour les investissements réalisés dans les zones rurales) (p. 3129) : adopté (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. José Rossi (crédit d'impôt pour les investissements réalisés dans les zones rurales) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Paul Patriarche (crédit d'impôt étendu à l'ensemble du secteur rural) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. José Rossi (crédit d'impôt pour les investissements réalisés dans les zones rurales) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. José Rossi (de coordination) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. José Rossi (bénéfice du crédit d'impôt pour les entreprises de transport routier et ferroviaire) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. José Rossi (bénéfice du crédit d'impôt pour les entreprises de services de conseil, d'étude et d'assistance) (p. 3130)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3130) : adopté (p. 3130)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3130) : adopté (p. 3130)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3130) : adopté (p. 3130)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (modalités de sortie de la zone franche en matière de taxe professionnelle) (p. 3131) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. José Rossi (modalités de sortie de la zone franche en matière de taxe professionnelle) (p. 3131)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) (p. 3131) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3131)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (champ d'application de l'exonération en matière de taxe professionnelle) (p. 3131) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (extension de l'exonération de taxe professionnelle à la valeur locative des immeubles) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. José Rossi (extension de l'exonération de taxe professionnelle à la valeur locative des immeubles) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. José Rossi (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux investissements réalisés depuis l'entrée en vigueur de la zone franche) (p. 3132)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. José Rossi (durée de l'exonération de taxe professionnelle portée à 10 ans) (p. 3132)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. José Rossi (régime d'exonération jusqu'en 2022) (p. 3132)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3133) : adopté (p. 3133)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. José Rossi (réduction de cotisations pour les artisans exerçant leur activité en Corse) (p. 3133)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. José Rossi (abattement fiscal pour les artisans exerçant leur activité en Corse et adhérant à des centres de gestion) (p. 3133)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. José Rossi (régime de TVA applicable aux ventes de terrains à bâtir) (p. 3134)

Article 44 (art. 4 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 : sortie progressive des dispositions d'exonération de charges sociales)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. José Rossi (dispositif de sortie étalé sur 3 ans) (p. 3134)

Intervient sur l'amendement n° 280 du Gouvernement (dispositif de sortie étalé sur 3 ans) (p. 3134)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. José Rossi (prix des cigarettes porté aux 3/4 du prix en France continentale) (p. 3135)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Paul Patriarche (déduction fiscale pour investissement pour les entreprises de moins de 10 salariés) (p. 3135)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (pérennisation de la réduction complémentaire de cotisations sociales accordée aux entreprises dans le cadre de la réduction du temps de travail) (p. 3136)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. José Rossi (pérennisation de la réduction complémentaire de cotisations sociales accordée aux entreprises dans le cadre de la réduction du temps de travail) (p. 3136)

Article 45 (art. 641 bis, 750 bis A, 885 H, 1135, 1135 bis, 1728 A et 1840 G undecies du code général des impôts : normalisation progressive du régime fiscal des successions en Corse)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (réduction à 12 ans de la période transitoire) (p. 3138) : adopté (p. 3138)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (réduction à 12 ans de la période transitoire) (p. 3139) : adopté (p. 3139)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (droit commun des règles fiscales applicable à la transmission par succession des biens immobiliers à l'issue de la période transitoire) (p. 3139) : adopté (p. 3139)

Intervient sur l'amendement n° 215 rectifié de M. Charles de Courson (limitation de l'exonération des droits de succession aux biens et droits immobiliers acquis avant le 20/07/2000) (p. 3139)

Soutient le sous-amendement n° 256 de la commission (acquisition avant l'entrée en vigueur de la loi) à l'amendement n° 215 rectifié de M. Charles de Courson (p. 3139) : adopté (p. 3139)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 144 du Gouvernement (aide d'Etat pour les employeurs de main d'œuvre agricole installés en Corse) (p. 3141)

Avant l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. José Rossi (règles de représentativité syndicale) (p. 3142)

Article 47 (art. L. 4421-3 du code général des collectivités territoriales : conférence de coordination des collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. José Rossi (participation du président de l'Assemblée de Corse) (p. 3142)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 78 rectifié de la commission (chambre régionale des comptes) (p. 3144)

René LEROUX

Loire-Atlantique (7ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 6 décembre 2000] (p. 19386)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome II : Agriculture et pêche (pêche) (n° 2629) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, conséquences [11 octobre 2000] (p. 6659)

Tourisme et loisirs. Stations balnéaires. Littoral atlantique, perspectives [7 février 2001] (p. 1212)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [9 mai 2001] (p. 2668)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8123)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 8125)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : crédits (p. 8124, 8125)

Formation professionnelle : centres de formation : marins pêcheurs (p. 8125)

Mer et littoral : politique de la mer : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 8123)

Mer et littoral : politique de la mer : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 8124)

Mer et littoral : politique de la mer : Office interministériel des produits de la mer (p. 8124)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8124, 8125)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 910)

Son intervention (p. 914)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages : sanctions (p. 914)
Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 914)
Ses explications de vote (p. 924)
Vote pour du groupe socialiste (p. 924)

Jean-Claude LEROY
Pas-de-Calais (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1295, posée le 29 janvier 2001. Collectivités territoriales. Décentralisation (J.O. Questions p. 485). Appelée le 30 janvier 2001. Transfert de compétences, gestion du réseau routier, expérimentation, Pas-de-Calais (p. 860)

Maurice LEROY
Loir-et-Cher (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Décentralisation. Perspectives [21 novembre 2000] (p. 9085)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 4

Son amendement n° 521 (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7108) : non soutenu (p. 7112)

Proposition de loi n° 2738 tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10225)

Son intervention (p. 10232)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux : généralités (p. 10232)
Collectivités territoriales : élus locaux : indemnités (p. 10233)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10237)

Article 2 (article L. 2123-3 du code général des collectivités territoriales : conditions d'attribution des crédits d'heures)

Son intervention (p. 10238)
Ses explications de vote (p. 10242)
Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10242)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Son intervention (p. 1692)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 1692)
Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1693)
Parlement : prérogatives (p. 1693)
Président de la République (p. 1693)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2168)

Son intervention (p. 2183)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : calendrier électoral (p. 2183)
Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 2183)
Elections et référendums : calendrier électoral : propositions de loi (p. 2183)
Elections et référendums : élection présidentielle (p. 2183)
Politique générale : institutions : réforme (p. 2183)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 52

Son amendement n° 775 deuxième rectification soutenu par M. Marc-Philippe Daubresse (commission départementale du patrimoine) (p. 4565) : rejeté (p. 4568)

Patrick LEROY
Nord (19ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Bénéficiaires. Prime exceptionnelle [28 novembre 2000] (p. 9400)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1209, posée le 2 octobre 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets industriels (J.O. Questions p. 5555). Appelée le 3 octobre 2000. Centres de traitement et de stockage, implantation, Haulchin (p. 6310)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8389)
Son intervention (p. 8396)
Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignement supérieur : crédits (p. 8396)
Enseignement supérieur : étudiants : plan social (p. 8396)
Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 8396)
Enseignement supérieur : personnel : professeurs (p. 8396)
Recherche : chercheurs : enseignants (p. 8396, 8397)

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000] (p. 8443) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles du 7 novembre 2000
Son intervention (p. 8449)
Thèmes :
Enseignement supérieur : diplômes (p. 8449)
Enseignement supérieur : étudiants (p. 8449)
Enseignement supérieur : étudiants : étrangers (p. 8450)
Enseignement supérieur : personnel : contractuels (p. 8550)
Enseignement supérieur : personnel : enseignants (p. 8550)
Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 8450)
Questions écrites budgétaires
9 - Enseignement supérieur : plan social étudiant (p. 8461)

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)
Procédure des questions :
Enseignement maternel et primaire : élèves (p. 8483)
Handicapés : enfants : enseignement d'adaptation

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)
Son intervention (p. 8234)
Thèmes avant la procédure des questions :
Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 8235)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 8235)
Formation professionnelle : crédits (p. 8234, 8235)
Syndicats : droits syndicaux (p. 8235)
Travail : réduction du temps de travail (p. 8235)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - TOURISME

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7835)
Procédure des questions :
Emploi : contrats emploi-jeunes : hôtellerie et restauration (p. 7857)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8928)
Son intervention (p. 8934)
Thèmes avant la procédure des questions :
Jeunes : animateurs (p. 8934)
Sports : crédits (p. 8934)
Sports : dopage (p. 8934)
Sports : médecine du sport (p. 8934)

Annexes au compte rendu intégral [20 novembre 2000) (p. 8955) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles du 20 novembre 2000
Son intervention (p. 8966)
Thème :
Sports : politique du sport (p. 8966)
Questions écrites budgétaires
3 - Emploi : contrats emploi-jeunes : ministère de la jeunesse et des sports (p. 8970)

RECHERCHE

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7863)
Son intervention (p. 7869)
Thèmes avant la procédure des questions :
Energie et carburants : énergies nouvelles (p. 7871)
Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7870, 7871)
Recherche : chercheurs (p. 7870, 7871)
Recherche : Comité national d'évaluation de la recherche (CNER) (p. 7870)
Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 7871)
Recherche : crédits (p. 7869 à 7871)
Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 7871)
Recherche : Institut national de la recherche en informatique et automatique (INRIA) (p. 7871)
Recherche : recherche technologique (p. 7870)

Roger LESTAS
Mayenne (3ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Membre titulaire de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 18 mai 2001] (p. 7984)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8181)

Procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions : conjoints d'exploitants (p. 8181)

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Procédure des questions :

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 7741)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 7740)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)

Après l'article 20

Son amendement n° 105 soutenu par M. Patrick Herr (compétence territoriale lorsque activité principale et siège social d'un établissement ne sont pas dans le même ressort) (p. 1541) : rejeté (p. 1542)

Raymonde LE TEXIER
Val-d'Oise (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

Démission le 12 février 2001 (voir indications préliminaires) [J.O. du 13 février 2001] (p. 2434)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en oeuvre certaines dispositons du droit communautaire [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [J.O. du 9 février 2001] (p. 2245)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Marchés publics. Passation. Critères sociaux, réglementation [7 février 2001] (p. 1211)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par Mme Christine Boutin (p. 6511)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6511, 6512)

Famille : contraception (p. 6511, 6512)

Famille : mineurs : contraception (p. 6511, 6512)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6511, 6512)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1095)

Son intervention (p. 1109)

Thèmes :
Famille : droit de la famille : réforme (p. 1109)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 1109)

Alain LE VERN
Seine-Maritime (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)
Son intervention (p. 514)
Thèmes :
Collectivités territoriales : compétences (p. 514)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 515)
Collectivités territoriales : ressources : réforme (p. 514)
Etat : réforme (p. 514)
Régions : compétences (p. 514)

Félix LEYZOUR
Côtes-d'Armor (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome III : Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire) (n° 2629) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

n° 1240, posée le 27 novembre 2000. Consommation. Sécurité alimentaire (J.O. Questions p. 6652). Appelée le 28 novembre 2000. Viandes bovines (p. 9357)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention [25 octobre 2000] (p. 7465)

Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, sommet de Nice [12 décembre 2000] (p. 10126)

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Bas salaires, minima sociaux, décentralisation [19 juin 2001] (p. 4403)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)
Son intervention (p. 8128)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8129)
Agriculture : crédits (p. 8128)
Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 8129)
Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 8129)
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : farines animales (p. 8129, 8130)
Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8129, 8130)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 8129)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)
Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges
Son intervention (p. 7752)
Thèmes avant la procédure des questions :
Aménagement du territoire : crédits (p. 7752)
Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 7752, 7753)
Aménagement du territoire : Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) (p. 7753)
Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7753)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 7753)
Entreprises : aides publiques : Fonds national de développement des entreprises (p. 7753)
Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 7753)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7753)
Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 7753)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)
Sa question n° 1240 (p. 9357)
Thèmes :
Agroalimentaire : aliments pour animaux : bovins (p. 9357, 9358)
Déchets, pollutions et nuisances : farines animales : élimination des déchets (p. 9358)
Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 9357, 9358)
Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 9357)

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9417)
Son intervention (p. 9418)
Thèmes :
Agroalimentaire : aliments pour animaux : sécurité sanitaire (p. 9418)
Agroalimentaire : contrôles sanitaires : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9419)
Santé : santé publique (p. 9419)
Union européenne : directives : sécurité sanitaire (p. 9419)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 678)
Son intervention (p. 686)
Thèmes :
Audiovisuel et communication : cinéma (p. 687)
Banques et établissements financiers : politique bancaire : personnes défavorisées (p. 687)
Banques et établissements financiers : secteur public (p. 687)
Entreprises : comités d'entreprise (p. 688)
Entreprises : épargne salariale (p. 687)
Entreprises : Michelin (p. 686)
Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 687)
Marchés financiers : généralités (p. 687)
Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) : offres publiques d'échange (OPE) (p. 686, 688)
Politique économique : généralités (p. 687, 688)
Politique économique : libéralisme (p. 686)
Politique économique : mondialisation (p. 686, 687)
Politique économique : politique monétaire (p. 687)
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 687)
Sociétés : actionnaires (p. 688)
Sociétés : conseils d'administration : salariés (p. 688)
Sociétés : organes de gestion (p. 688)
Travail : licenciements (p. 686, 688)

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Après l'article 27 C
Soutient l'amendement n° 216 de M. Christian Cuvilliez (intervention des pouvoirs publics lors des crises agricoles) (p. 698) : retiré (p. 698)

Après l'article 37 A
Soutient l'amendement n° 218 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte de la création d'emplois dans la définition du progrès économique permettant d'autoriser certaines pratiques anticoncurrentielles) (p. 731) : retiré (p. 731)

Avant l'article 54 quater
Soutient l'amendement n° 202 de M. Christian Cuvilliez (interdiction aux exploitants de salles de cinéma réalisant plus de 0,5 % des entrées annuelles de mettre en place des mécanismes d'abonnements ou d'accès illimité) (p. 741) : rejeté (p. 741)

Article 54 quinquies (articles 13 et 27 du code de l'industrie cinématographique : agrément des cartes à accès multiples)
Soutient l'amendement n° 219 de M. Christian Cuvilliez (garantie d'un montant minimum de rémunération pour l'exploitant) (p. 745) : retiré (p. 747)
Soutient l'amendement n° 220 de M. Christian Cuvilliez (ressources des producteurs et des ayants droit) (p. 747) : retiré (p. 747)

Avant l'article 1er
Soutient l'amendement n° 198 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations au comptant ou à terme sur les devises) (p. 748) : rejeté (p. 748)

Article 4 précédemment réservé (articles L. 432-1 et L. 439-2 du code du travail : information du comité d'entreprise en cas d'offre publique)
Soutient l'amendement n° 199 de M. Christian Cuvilliez (avis du comité d'entreprise sur le caractère amical ou hostile d'une offre publique d'achat ou d'échange) (p. 751) : adopté après rectification (p. 751)
Soutient l'amendement n° 200 de M. Christian Cuvilliez (réalisation de l'offre publique subordonnée à l'approbation d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives) (p. 752) : rejeté (p. 752)

Après l'article 6 bis
Soutient l'amendement n° 201 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (séparation des fonctions de gouverneur de la Banque centrale et de président de l'autorité de surveillance bancaire) (p. 756) : rejeté (p. 757)

Proposition de loi n° 2983 portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2342)
Son intervention (p. 2345)
Thèmes :
Agriculture : agriculteurs en difficulté (p. 2346)

Agrieulture : exploitants (p. 2346)
Retraites : régime agricole : cotisations (p. 2346, 2347)
Risques professionnels : accidents du travail (p. 2345)
Ses explieations de vote (p. 2656)
Vote pour du groupe communiste (p. 2656)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 10 précédemment réservé (réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole)

Son amendement n° 286 (représentation des salariés agricoles au sein de l'assemblée générale de la Mutualité sociale agricole) (p. 3431)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3539)

Son intervention (p. 3544)

Thèmes :

Bois et forêts : bûcherons : formation professionnelle (p. 3545)
Bois et forêts : bûcherons : retraites (p. 3545)
Bois et forêts : bûcherons : sécurité (p. 3545)
Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 3544)
Bois et forêts : reboisement : tempêtes (p. 3544)
TVA : taux réduit : filière bois (p. 3545)

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Article 1er (articles L. 1 à L. 14 du code forestier : principes fondamentaux de la politique forestière)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (contenu du rapport en matière d'emplois dans la filière) (p. 3561)

Après l'article 3 (article L. 424-2 du code de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Alain Vidalies (chasse de nuit exonérée de l'obligation liée au jour de non-chasse) (p. 3584)

Article 6 (articles L. 371-1 à L. 371-4 du code forestier : qualification professionnelle requise pour les personnes intervenant en milieu forestier)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première leeture) (p. 3600)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3600)

Après l'article 6 (articles L. 132-27 et L. 133-5 du code du travail)

Soutient l'amendement n° 188 de M. Patrice Carvalho (négociation annuelle obligatoire) (p. 3600) : adopté (p. 3601)

Soutient l'amendement n° 189 de M. Patrice Carvalho (renforeement des garanties sociales) (p. 3601) : rejeté (p. 3601)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (élargissement des compétenees des commissions paritaires d'hygiène et de sécurité) (p. 3601)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (règles d'hygiène et de sécurité déterminées par décret en Conseil d'Etat) (p. 3601) : adopté (p. 3602)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (rapport au Parlement sur les conditions d'assurance et de couverture du risque accident) (p. 3603)

Son sous-amendement n° 212 (négoeiation d'un accord collectif) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 3604) : adopté (p. 3605)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Intervient sur l'amendement n° 175 du Gouvernement (priorité d'action par massif forestier définie par le plan départemental ou régional) (p. 3617)

Article 21 quater (indemnisation des dégâts causés par le gibier)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Charles de Courson (contenu du plan de chasse) (p. 3624)

Article 33 (Centre national professionnel de la propriété forestière)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (composition du Centre) (p. 3631)

Article 5 B précédemment réservé (dispositifs d'encouragement à l'investissement forestier)

Intervient sur l'amendement n° 210 rectifié du Gouvernement (sociétés d'épargne forestière) (p. 3642)

Intervient sur l'amendement n° 73, deuxième rectification de la commission (dispositifs financiers destinés à favoriser l'investissement forestier) (p. 3642)

Ses explications de vote (p. 3650)
Vote pour du groupe communiste (p. 3650)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 2001] (p. 4959)

Son intervention (p. 4961)

Thèmes :

Bois et forêts : bûcherons : âge de la retraite (p. 4961)
Bois et forêts : filière bois (p. 4961)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Article 6 (articles L. 135-6 à L. 135-14 nouveaux du code de la sécurité sociale)

Soutient le sous-amendement n° 49 de M. Maxime Gremetz (exclusion des placements sous forme d'instruments financiers ou OPCVM) à l'amendement n° 10 de la commission (gestion administrative et financière du Fonds) (p. 4128) : rejeté (p. 4128)

François LIBERTI
Hérault (7ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 23 novembre 2000] (p. 18640)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Régime d'assurance chômage. Réforme [17 octobre 2000] (p. 6862)

Transports aériens. Sairgroupe. Emploi et activité [3 avril 2001] (p. 1668)

Traités et conventions. Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les conditions de travail des marins et sur les créances maritimes. Ratification [6 juin 2001] (p. 3921)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8139)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : crédits (p. 8140)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 8139, 8140)

Formation professionnelle : centres de formation : marins pêcheurs (p. 8140)

Mer et littoral : politique de la mer : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (p. 8140)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8139, 8140)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 8140)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - TOURISME

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7835)

Son intervention (p. 7839)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 7841)

Emploi : politique de l'emploi : tourisme et loisirs (p. 7841)

Formation professionnelle (p. 7841)

Mer et littoral : dunes (p. 7840)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7840)

Tourisme et loisirs : immobilier de loisirs : réhabilitation (p. 7840)

Tourisme et loisirs : Maison de France (p. 7840)

Tourisme et loisirs : politique du tourisme : crédits budgétaires (p. 7840)

Travail : durée du travail : hôtellerie et restauration (p. 7841)

TVA : taux : hôtellerie et restauration (p. 7840)

Michel LIEBGOTT
Moselle (10ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [9 janvier 2001] (p. 56)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)

Procédure des questions :

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statuts particuliers (p. 8768)

Marie-Noëlle LIENEMANN
Secrétaire d'Etat au logement

Est nommée Secrétaire d'Etat au logement. Décret du 28 mars 2001 [J.O. du 28 mars 2001] (p. 4807)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Pierre Lasbordes. Transports ferroviaires. SNCF. Grève [3 avril 2001] (p. 1663)

M. Alain Cacheux. Logement. Logement social. Aides de l'Etat [3 avril 2001] (p. 1666)

M. Gérard Revol. Logement. Politique du logement. Amélioration du cadre de vie, perspectives [25 avril 2001] (p. 2240)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : Martinique. Logement, politique du logement, perspectives [25 avril 2001] (p. 2242)

Mme Odile Saugues. Logement : aides et prêts. Conditions d'attribution. Jeunes [13 juin 2001] (p. 4168)

M. André Godin. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [26 juin 2001] (p. 4865)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Alain Calmat. Transports ferroviaires. Ligne des Coquetiers. Modernisation [22 mai 2001] (p. 3176)

M. Patrice Carvalho. Services. Transport de fonds. Sécurité [22 mai 2001] (p. 3178)

M. Jean-Louis Fousseret. Urbanisme. Politique de l'urbanisme. Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, application, conséquences [26 juin 2001] (p. 4825)

M. Édouard Landrain. Logement. Offices publics d'aménagement et de construction (OPAC). Conseils d'administration, composition, représentants des syndicats [26 juin 2001] (p. 4828)

M. Maxime Gremetz. Logement. Logement social. Perspectives, Amiens [26 juin 2001] (p. 4826)

DÉBATS

Proposition de loi n° 613 visant à accorder une priorité dans l'attribution des logements sociaux aux familles ayant un enfant handicapé à leur charge

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2861)

Son intervention (p. 2869)

Thèmes :

Associations (p. 2869)

Handicapés : accès aux locaux publics ou privés (p. 2870)

Handicapés : logement : logement social (p. 2869)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 2869)

Logement : habitat insalubre (p. 2869)

Logement : sociétés d'HLM (p. 2870)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 2869)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 2869)

TVA : taux réduit (p. 2869)

Discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2870)

Article 1 (priorité d'attribution des logements sociaux aux personnes handicapées ou aux familles ayant à leur charge une personne dans cette situation)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Alain Cacheux (prise en compte des personnes en situation de perte d'autonomie) (p. 2871)

Article 2 (dépenses engagées par les organismes d'habitation à loyer modéré pour l'accessibilité et l'adaptation des logements aux personnes handicapées déductibles de la taxe foncière)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (de cohérence) (p. 2871)

Martine LIGNIÈRES-CASSOU

Pyrénées-Atlantiques (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 octobre 2000] (p. 16402)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 octobre 2000] (p. 16402)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception (n° 2605) [17 octobre 2000]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 décembre 2000] (p. 19446)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 décembre 2000] (p. 19446)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 décembre 2000] (p. 19446)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5009)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5264)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5264)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5313)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 avril 2001] (p. 6012)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 avril 2001]

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 avril 2001]

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mai 2001] (p. 8709)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 31 mai 2001] (p. 8709)

Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 31 mai 2001] (p. 8709)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [15 novembre 2000] (n° 2726)

Rapport d'information déposée au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les études en amont des programmes d'armement dans les domaines de la défense et de l'aéronautique [12 décembre 2000] (n° 2793)

Rapport d'information déposé en application de l'article 6 septies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires par la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur son activité au cours de l'année 2000 [13 décembre 2000] (n° 2800)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [4 avril 2001] (n° 2973)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2966), relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [5 avril 2001] (n° 2977)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [16 mai 2001] (n° 3070)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Cancer du sein. Dépistage [12 décembre 2000] (p. 10124)

Professions de santé. Sages-femmes. Revendications [17 avril 2001] (p. 1907)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1221, posée le 9 octobre 2000. Voirie. RN 134 (J.O. Questions p. 5677). Appelée le 10 octobre 2000. Aménagement, vallée d'Aspe (p. 6563)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Son intervention (p. 6526)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6527)

Famille : mineurs : contraception (p. 6527)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Son intervention (p. 9500)

Son intervention la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 9532)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9500 à 9502)

Avortement : généralités (p. 9500 à 9502)

Avortement : généralités : normes européennes (p. 9500, 9501)

Famille : contraception (p. 9500 à 9502)

Famille : mineurs : avortement (p. 9501, 9502)

Professions de santé : médecins : avortement (p. 8502, 9532)

Santé : examen médical : femmes enceintes (p. 9532, 9533)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (interdiction du recours à l'IVG pour des raisons économiques) (p. 9569)

Intervient sur l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (information des femmes enceintes sur leurs droits et possibilités d'aides) (p. 9571)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Christian Estrosi (campagne annuelle d'information) à l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (p. 9571)

Article 1er (modification de l'intitulé du chapitre sur l'interruption de grossesse)

Intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (de suppression) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 45 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Jean-François Mattei (de suppression) (p. 9577)

Intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 9577)

Article 2 (article L. 2212-1 du code de la santé publique : allongement du délai légal)

Intervient sur l'amendement n° 35 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (de suppression) (p. 9582)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9582)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-François Mattei (de suppression) (p. 9582)

Intervient sur l'amendement n° 90 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 9582)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jean-François Mattei (prolongation du délai légal en cas de trop longue attente du fait de la saturation en milieu hospitalier) (p. 9582)

Article 3 (article L. 2212-2 du code de la santé publique : interruption volontaire de grossesse en médecine ambulatoire)

Intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9583)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 2 rectifié de la commission (information par le médecin des méthodes utilisées en matière d'IVG et des risques et effets secondaires potentiels ; délivrance d'un dossier-guide) (p. 9585) : adopté (p. 9588)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de Mme Christine Boutin (référence au syndrome post-abortif) à l'amendement n° 2 rectifié de la commission (p. 9585)

Intervient sur le sous-amendement n° 108 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (publicité des droits, aides et avantages garantis aux futures mères) à l'amendement n° 2 rectifié de la commission (p. 9586)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de Mme Christine Boutin (publicité des droits, aides et avantages garantis aux femmes enceintes) à l'amendement n° 2 rectifié de la commission (p. 9587)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 de Mme Christine Boutin (précisions sur les aides financières) à l'amendement n° 2 rectifié de la commission (p. 9587)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Jean-François Mattei (explications et commentaires du dossier-guide par les médecins) (p. 9587)

Intervient sur l'amendement n° 59 de Mme Christine Boutin (montant des aides financières allouées à la femme enceinte) (p. 9587)

Intervient sur l'amendement n° 57 de Mme Christine Boutin (lieux d'accueil et centres d'aide à la femme enceinte en difficulté) (p. 9587)

Intervient sur l'amendement n° 60 de Mme Christine Boutin (répertoire au niveau départemental des lieux d'accueil et centres d'aide à la femme enceinte en difficulté) (p. 9587)

Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Christine Boutin (orientation des femmes enceintes en difficulté vers les centres d'aide) (p. 9587)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : accompagnement par un adulte référent)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Bernard Charles (de suppression) (p. 9590)

Intervient sur l'amendement n° 51 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9590)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-François Mattei (de suppression) (p. 9590)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Patrick Delnatte (organismes habilités à tenir rôle de référent) (p. 9599)

Soutient l'amendement n° 3 deuxième rectification de la commission (caractère facultatif de la consultation, excepté pour les mineures ; choix du majeur référent pour ces dernières) (p. 9599) : adopté après modification (p. 9601)

Intervient sur le sous-amendement n° 91 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (caractère obligatoire de la consultation préalable) à l'amendement n° 3 deuxième rectification de la commission (p. 9600)

Intervient sur le sous-amendement n° 112 de M. Bernard Charles (choix d'une personne "qualifiée en matière de conseil conjugal") à l'amendement n° 3 deuxième rectification de la commission (p. 9600)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 corrigé de Mme Christine Boutin (encouragement à la femme enceinte à garder son enfant) à l'amendement n° 3 deuxième rectification de la commission (p. 9600)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de Mme Christine Boutin (maintien de l'autorité parentale pour les mineures) à l'amendement n° 3 deuxième rectification de la commission (p. 9601)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 corrigé de Mme Marie-Thérèse Boisseau (encouragement pour les mineures à renouer des liens avec ses parents) à l'amendement n° 3 deuxième rectification de la commission (p. 9601)

Intervient sur le sous-amendement n° 94 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (encouragement pour les mineures à renouer des liens avec ses parents) à l'amendement n° 3 deuxième rectification de la commission (p. 9601)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Bernard Charles (établissements privés d'aide aux femmes en détresse non conventionnés) (p. 9602)

Article 5 (article L. 2212-5 du code de la santé publique : liberté de décision du médecin)

Intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (de suppression) (p. 9602)

Intervient sur l'amendement n° 37 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9602)

Intervient sur l'amendement n° 95 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (de suppression) (p. 9602)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-François Mattei (de cohérence) (p. 9603)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Nicole Catala (possibilités de dépassement du délai de dix semaines en cas de trop grande longueur des procédures) (p. 9603)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 9604)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Charles (suppression de l'obligation d'accompagnement par une personne majeure) (p. 9606)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. François Goulard (pouvoir dérogatoire du juge pour enfant) (p. 9606)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-François Mattei (pouvoir d'appréciation du juge pour enfant ; entretien avec le médecin après l'intervention) (p. 9606)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (garantie que l'entretien préalable ait bien eu lieu) (p. 9607) : adopté (p. 9607)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (précisions destinées au corps médical) (p. 9607) : adopté (p. 9607)

Son amendement n° 127 soutenu par M. Jean Le Garrec (entière responsabilité de l'intéressée mineure) (p. 9607) : retiré (p. 9609)

Intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (caractère obligatoire de l'accompagnement par un adulte) (p. 9609)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Patrick Delnatte (qualité de l'adulte choisi comme accompagnant) (p. 9609)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Bernard Accoyer (qualité de l'adulte choisi comme accompagnant) (p. 9609)

Intervient sur l'amendement n° 97 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (deuxième consultation après l'intervention) (p. 9610)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-François Mattei (actes pouvant être accomplis par un mineur non émancipé seul) (p. 9610)

Article 7 (article L. 2212-8 du code de la santé publique : clause de conscience)

Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Christine Boutin (extension de la clause de conscience) (p. 9612)

Soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission (identification de l'unité fonctionnelle en charge de l'IVG) (p. 9612) : retiré (p. 9613)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean-François Mattei (devoir d'information) (p. 9616)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Christine Boutin (instauration d'un service de consultation pour le suivi psychologique post-abortif) (p. 9614)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (suppression des quotas d'actes chirurgicaux consacrés à l'IVG dans les établissements de soins privés) (p. 9614) : adopté après modification (p. 9615)

Intervient sur le sous-amendement n° 131 du Gouvernement (installations autorisées : fixation par décret) à l'amendement n° 115 de la commission (p. 9615)

Article 8 (modification des termes de l'intitulé d'un chapitre désormais consacré à l'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical)

Intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (critères d'avortement pour "motif psychosocial d'une particulière gravité") (p. 9616)

Après l'article 8

Intervient sur le sous-amendement n° 24 de M. Bernard Charles (exclusion de la commission pluridisciplinaire de "personnalités qualifiées" extérieures au corps médical) à l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la référence à des experts médicaux) (p. 9619)

Article 9 (article L. 2213-2 du code de la santé publique : reconnaissance de l'interruption de grossesse pour un motif médical)

Intervient sur l'amendement n° 100 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (critères d'avortement pour "motif psychosocial d'une particulière gravité") (p. 9620)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-François Mattei (notion d' "interruption de grossesse" privée de l'adjectif "volontaire") (p. 9620)

Article 11 (article 223-11 du code pénal : modifications de cohérence en matière de pratique illégale de l'interruption volontaire de grossesse)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9621) : adopté (p. 9623)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (de cohérence) (p. 9623) : adopté (p. 9623)

Intervient sur l'amendement n° 41 de Mme Christine Boutin (sanctions pénales en cas de pressions incitant à l'IVG) (p. 9624)

Article 12 (article L. 2221-1 du code de la santé publique et articles 84, 85, 86 et 89 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises : abrogation de dispositions sur la propagande en faveur de l'interruption volontaire de grossesse et de dispositions obsolètes)

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Christine Boutin (maintien des dispositions actuelles sanctionnant la provocation à l'IVG) (p. 9625)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) (p. 9625) : adopté (p. 9626)

Article 13 (articles L. 2412-1, L. 2412-2 et L. 2412-3 du code de la santé publique, article 723-2 du code pénal : application à la collectivité territoriale de Mayotte)

Soutient l'amendement n° 119 rectifié de la commission (de cohérence) (p. 9627) : adopté (p. 9627)

Soutient l'amendement n° 120 rectifié de la commission (de conséquence) (p. 9627) : adopté (p. 9627)

Intervient sur l'amendement n° 125 du Gouvernement (de cohérence) (p. 9627)

Article 14 (articles L. 2212-1 et L. 2212-7 du code de la santé publique, article 713-2 du code pénal : application aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 121 rectifié de la commission (de cohérence) (p. 9628) : adopté (p. 9628)

Intervient sur l'amendement n° 102 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (introduction de la notion de "motif psychosocial") (p. 9628)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport à vocation statistique remis annuellement au Parlement) (p. 9628)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. René André (établissement d'un rapport gouvernemental étudiant la possibilité de créer un fonds de prévention de l'IVG) (p. 9629)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. René André (instauration d'un observatoire public de prévention de l'avortement) (p. 9630)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (séances d'éducation sexuelle) (p. 9631) : devenu sans objet (p. 9633)

Article 17 (article L. 5134-1 du code de la santé publique : délivrance et prescription des contraceptifs)

Intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Christine Boutin (maintien de l'autorité parentale) (p. 9638)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (délivrance sur prescription médicale et délivrance en pharmacie) (p. 9639) : retiré (p. 9639)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Christine Boutin (exhaustivité de l'information gouvernementale sur les méthodes de contraception) (p. 9640)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 11, deuxième rectification de la commission (cas de stérilisation volontaire) (p. 9641) : adopté après modification (p. 9644)

Intervient sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (caractère strictement médical de l'acte) à l'amendement n° 11, deuxième rectification de la commission (p. 9642)

Intervient sur le sous-amendement n° 69 de M. Jean-François Mattei (référence au code civil) à l'amendement n° 11, deuxième rectification de la commission (p. 9642)

Intervient sur le sous-amendement n° 70 de M. Jean-François Mattei (risques de lésions définitives) à l'amendement n° 11, deuxième rectification de la commission (p. 9642)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Jean-François Mattei (stérilisation à visée contraceptive) (p. 9644)

Intervient sur l'amendement n° 130, deuxième correction du Gouvernement (responsabilité en cas d'acte pratiqué sur une personne incapable majeure) (p. 9645)

Soutient l'amendement n° 12, deuxième rectification de la commission (responsabilité en cas d'acte pratiquée sur une personne incapable majeure) (p. 9645) : retiré (p. 9645)

Soutient le sous-amendement n° 133 de la commission (responsabilité des parents ou du représentant légal de la personne incapable majeure) à l'amendement n° 130, deuxième correction du Gouvernement (p. 9646) : adopté (p. 9647)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-François Mattei (insertion d'une énumération des droits de la femme enceinte réunis dans un nouveau chapitre) (p. 9647)

Intervient sur l'amendement n° 126 du Gouvernement (extension à Mayotte) (p. 9648)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)

Son intervention (p. 1913)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 1913)
Avortement : généralités (p. 1913)
Avortement : pilules abortives (p. 1913)
Bioéthique : déontologie (p. 1914)
Famille : contraception (p. 1914)
Famille : mineurs : avortement (p. 1913)
Femmes : droits (p. 1913)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 1914)

Discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1941)

Article 1er A (mise en place d'une politique d'éducation à la sexualité et d'information sur la contraception)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 1941) : adopté (p. 1941)

Après l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (droit de la femme enceinte à laisser sa grossesse se poursuivre jusqu'à son terme) (p. 1941)

Article 1er supprimé par le Sénat (modification de l'intitulé du chapitre sur l'interruption de grossesse)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1942) : adopté (p. 1943)

Article 2 supprimé par le Sénat (article L. 2212-1 du code de la santé publique : allongement du délai légal)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1943) : adopté (p. 1944)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-François Mattei (dépassement du délai légal de l'IVG en cas de report indépendant de la volonté de l'intéressée) (p. 1944)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 41 de Mme Christine Boutin (information des femmes enceintes des indemnités les concernant) (p. 1945)

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Christine Boutin (information des femmes enceintes des organismes et associations pouvant leur venir en aide) (p. 1945)

Article 3 bis A (article L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles : création d'un répertoire départemental des aides économiques, des lieux d'accueil et d'organismes dédiés à l'accompagnement des femmes enceintes en difficulté)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1945) : adopté (p. 1946)

Après l'article 3 bis A

Intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Christine Boutin (répertoire départemental des associations et organismes pouvant venir en aide aux femmes enceintes) (p. 1946)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (article L. 2212-3 du code de la santé publique : consultation médicale et contenu du dossier-guide)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1947) : adopté (p. 1948)

Intervient sur le sous-amendement n° 31 deuxième correction de Mme Marie-Thérèse Boisseau (interruption de grossesse réservée aux situations de détresse) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1947)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (information des femmes enceintes sur les associations et organismes pouvant leur venir en aide) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1948)

Intervient sur le sous-amendement n° 37 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (information des femmes enceintes sur leurs droits, les aides garanties et les possibilités d'adoption) à l'amendement n° 5 de la commission (p. 1948)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : consultation préalable à une interruption volontaire de grossesse)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (choix d'une personne qualifiée pour accompagner une mineure) (p. 1949) : adopté (p. 1952)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (obligation de l'entretien préalable, y compris pour une femme majeure) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1950)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de Mme Christine Boutin (référence au syndrome post-abortif) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1951)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de Mme Christine Boutin (incitations pour que la femme enceinte poursuive sa grossesse) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1951)

Intervient sur le sous-amendement n° 52 de Mme Christine Boutin (maintien de la responsabilité parentale dans le cas d'une mineure enceinte) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1951)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Jean-François Mattei (habilitation par le juge pour enfants de l'adulte référent) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1952)

Intervient sur le sous-amendement n° 62 de M. Jean-François Mattei (information des mineures enceintes des aides auxquelles elles ont droit) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1952)

Article 5 supprimé par le Sénat (article L. 2212-5 du code de la santé publique : liberté de décision du médecin)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article tel qu'adopté en première lecture) (p. 1952) : adopté (p. 1952)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Intervient sur l'amendement n° 43 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 1953)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-François Mattei (intervention du juge pour enfants à défaut d'autorisation parentale et deuxième consultation après l'intervention) (p. 1954)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (libre choix de l'adulte accompagnant la mineure et deuxième consultation après l'intervention) (p. 1954) : adopté (p. 1955)

Intervient sur le sous-amendement n° 63 de M. Jean-François Mattei (intervention du juge pour enfants et accord de la mineure dans le choix de l'adulte référent) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 1955)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jean-François Mattei (détermination des droits des mineurs non émancipés) (p. 1956)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Christine Boutin (instauration de services de consultation pour le suivi psychologique post-abortif) (p. 1956)

Article 8 bis (article L. 2213-1 du code de la santé publique : amélioration de la procédure préalable à la décision de pratiquer une interruption médicale de grossesse)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (équipe médicale pluridisciplinaire chargée d'émettre un avis consultatif sur les situations de particulière gravité nécessitant la pratique d'une IVG au-delà de la dixième semaine) (p. 1957) : adopté (p. 1959)

Intervient sur le sous-amendement n° 34 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux situations psychosociales graves) à l'amendement n° 9 de la commission (p. 1958)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean-François Mattei (acte de naissance sans vie et inhumation en cas d'accouchement d'un fœtus non viable entre le troisième et le sixième mois de gestation) (p. 1959)

Article 9 bis (article 16 du code civil : irrecevabilité d'une demande de réparation d'un préjudice consistant dans le fait de vivre)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 1959) : adopté (p. 1960)

Article 11 (article 223-11 du code pénal et article L. 2222-2 du code de la santé publique : transfert dans le code de la santé publique des dispositions du code pénal relatives à la pratique illégale de l'IVG)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1961) : adopté (p. 1961)

Article 11 bis supprimé par le Sénat (article 223-12 du code pénal et article L. 2222-4 du code de la santé publique : transfert dans le code de la santé publique des dispositions du code pénal relatives au fait de fournir à une femme les moyens matériels de pratiquer une interruption de grossesse sur elle-même)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1961) : adopté (p. 1961)

Article 12 (articles L. 2221-1 et L. 2221-2 du code de la santé publique et articles 84, 85, 86 et 89 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises : maintien dans le code de la santé publique de dispositions condamnant la propagande et la publicité en faveur de l'IVG)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1962) : adopté (p. 1962)

Article 13 (articles L. 2412-1, L. 2412-2 et L. 2412-3 du code de la santé publique et article 723-2 du code pénal : application à la collectivité territoriale de Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 73 du Gouvernement (rapprochement avec le droit commun) (p. 1963)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rapprochement avec le droit commun) (p. 1963) : retiré (p. 1963)

Article 14 (articles L. 2212-1 et L. 2212-7 du code pénal de la santé publique et article 713-2 du code pénal : application aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 74 du Gouvernement (rapprochement avec le droit commun, compte tenu des dispositions législatives ou réglementaires locales) (p. 1964)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (retour à la rédaction adoptée en 1ère lecture) (p. 1964) : retiré (p. 1964)

Article 14 bis (remise d'un rapport sur les actions conduites par l'Etat, les départements et les organismes de sécurité sociale en matière d'information et de prévention relatives à la sexualité et à la contraception)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 1964) : adopté (p. 1964)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport annuel au Parlement fournissant des statistiques sur les IVG) (p. 1964)

Intervient sur l'amendement n° 45 de Mme Christine Boutin (rapport au Parlement sur la création d'un fonds de prévention de l'IVG) (p. 1965)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Christine Boutin (rapport au Parlement sur la création d'un observatoire public de prévention de l'IVG) (p. 1965)

Article 16 supprimé par le Sénat (article L. 2311-4 du code de la santé publique : délivrance des contraceptifs dans les centres de planification familiale)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1967) : adopté (p. 1967)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (formation des professionnels de santé en matière d'éducation sexuelle et de contraception) (p. 1967) : rejeté (p. 1967)

Intervient sur l'amendement n° 75 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport au Parlement sur l'instauration de réseaux départementaux de consultations médicales gratuites pour les personnes exposées à un risque de grossesse) (p. 1968)

Article 16 bis (article L. 312-16 du code de l'éducation : éducation sexuelle dans les établissements scolaires)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (organisation et périodicité des cours d'éducation sexuelle) (p. 1969) : adopté (p. 1970)

Intervient sur le sous-amendement n° 30 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux lieux de réunion non scolaires) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 1969)

Intervient sur le sous-amendement n° 35 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (formation des enseignants) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 1969)

Article 16 ter (article L. 6121-6 du code de la santé publique : éducation sexuelle et contraception pour les personnes handicapées)

Intervient sur l'amendement n° 47 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 1970)

Article 17 (article L. 5134-1 du code de la santé publique : délivrance et prescription des contraceptifs)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (assouplissement des critères de prescription médicale obligatoire) (p. 1971) : adopté après modification (p. 1971)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (droit commun du médicament pour les contraceptifs oraux hormonaux) à l'amendement n° 20 de la commission (p. 1971)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 49 de Mme Christine Boutin (caractère exhaustif de l'information gouvernementale en matière de contraception) (p. 1971)

Article 17 bis (rapport sur la politique de contraception et l'application de la loi)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 1972) : adopté (p. 1972)

Article 18 supprimé par le Sénat (article L. 5434-2 du code de la santé publique : mise à jour de dispositions pénales relatives aux contraceptifs)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1972) : adopté (p. 1972)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 25 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (instauration d'une commission d'aide à la maternité) (p. 1972)

Article 19 (article L. 2123-1 du code de la santé publique : stérilisation à visée contraceptive)

Intervient sur l'amendement n° 50 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 1973)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1974) : adopté (p. 1975)

Intervient sur le sous-amendement n° 59 de M. Jean-François Mattei (information des intéressés) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (p. 1974)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean-François Mattei (référence à l'article 16-3 du code civil) (p. 1974)

Article 20 (article L. 2123-2 nouveau du code de la santé publique : stérilisation à visée contraceptive des personnes handicapées)

Intervient sur l'amendement n° 51 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 1976)

Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (interdiction de stériliser toute personne mineure ou handicapée mentale) (p. 1976)

Soutient l'amendement n° 24 rectifié de la commission (conditions d'intervention du juge des tutelles) (p. 1977) : adopté (p. 1977)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 71 du Gouvernement (à Mayotte rapprochement avec le droit commun) (p. 1978)

Intervient sur l'amendement n° 72 du Gouvernement (adaptation du droit commun aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie) (p. 1978)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mai 2001] (p. 3668)

Son intervention (p. 3669)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 3669)

Famille : contraception (p. 3669)

Famille : mineurs : avortement (p. 3669)

Femmes : droits (p. 3670)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3669)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1095)

Son intervention (p. 1109)

Thèmes :

Famille : droit de la famille : réforme (p. 1109)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 1110)

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1738)

Son intervention (p. 1743)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 1743)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : Toulouse (p. 1743)
Transports : transport de marchandises : transport combiné (p. 1743)
Transports par eau : canaux à grand gabarit : Aquitaine (p. 1743)
Voirie : routes : Aquitaine (p. 1743)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1749)

Après l'article 2

Son amendement n° 2 (compétences réglementaires transférées vers le pouvoir législatif) (p. 1749) : retiré (p. 1750)

Projet de loi n° 2932 relatif à Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2001] (p. 1769)

Son intervention (p. 1782)

Thèmes :

Femmes : droits : Mayotte (p. 1782)
Justice : réforme : Mayotte (p. 1783)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 1782)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : emploi (p. 1783)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : législation (p. 1782)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : politique sociale (p. 1783)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : statut juridique (p. 1782)

Projet de loi n° 2870 relatif à l'accès aux origines personnelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3733)

Son intervention (p. 3748)

Thèmes :

Famille : filiation : recherche (p. 3748)
Femmes : accouchement sous X (p. 3748)

Discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3754)

Article 1er (chapitre VI du titre IV du livre 1er du code de l'action sociale et des familles : institution du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de la commission (composition) (p. 3756)

Soutient l'amendement n° 33 de Mme Danielle Bousquet (transmission au Conseil des copies des éléments relatifs à l'identité des personnes) (p. 3759) : adopté (p. 3759)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (communication au Conseil des renseignements transmis par une autorité étrangère aux différents organismes traitant de l'adoption internationale) (p. 3760)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 rectifié du Gouvernement (rôle du Conseil pour les personnes nées à l'étranger recherchant des éléments relatifs à leur origine) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (p. 3760)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (contact avec les parents de naissance établi par un membre du Conseil ou l'un de ses correspondants départementaux - suppression de la communication de l'identité de l'enfant aux ascendants, descendants et collatéraux dès lors que l'enfant a fait une demande d'accès à ses origines - consentement exprès du parent pour la levée du secret de son identité) (p. 3761)

Intervient sur le sous-amendement n° 40 de M. Jean-Paul Bret (communication de l'identité de la mère en cas de décès) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3763)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 de M. Jean-Paul Bret (communication de l'identité du père en cas de décès) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3763)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Paul Bret (suppression du caractère absolu du respect de la vie privée) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3765)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4247)

Son intervention (p. 4259)

Thèmes :

Famille : autorité parentale : médiation (p. 4259)
Famille : autorité parentale : réforme (p. 4259)
Famille : domicile : enfants (p. 4259)
Famille : père : congé parental (p. 4259)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Article 2 (article 371-1 du code civil : définition de l'autorité parentale)

Intervient sur l'amendement n° 14 de Mme Danielle Bousquet (rédactionnel) (p. 4264)

Soutient l'amendement n° 15 de Mme Danielle Bousquet (éducation à la citoyenneté) (p. 4264) : rejeté (p. 4264)

Article 4 (articles 372, 372-1, 372-2-1 nouveau et 372-3 à 372-5 nouveaux du code civil : modalités d'exercice de l'autorité parentale)

Soutient l'amendement n° 16 de Mme Danielle Bousquet (information sur l'autorité parentale à la naissance) (p. 4269) : retiré (p. 4269)

Intervient sur l'amendement n° 19 de Mme Danielle Bousquet (médiation non proposée par le juge en cas de violences familiales) (p. 4273)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. François Colcombet (médiation de droit en cas de demande d'un parent, sauf violences familiales graves) (p. 4273)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (médiation inappropriée en cas de violences familiales) (p. 4275)

Soutient l'amendement n° 21 de Mme Danielle Bousquet (refus de la médiation) (p. 4275) : rejeté (p. 4275)

Article 7 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 20 de Mme Danielle Bousquet (non-respect de l'obligation de pension alimentaire) (p. 4291)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 7

Soutient le sous-amendement n° 824 de Mme Danielle Bousquet (respect de la parité) à l'amendement n° 155 rectifié de la commission (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4458) : adopté (p. 4459)

Article 9 (articles L. 2121-22-1, 3121-22-1, 4132-21-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : mission d'information et d'évaluation)

Soutient l'amendement n° 18 de Mme Danielle Bousquet (parité hommes-femmes) (p. 4470) : retiré

Après l'article 19

Son amendement n° 633 soutenu par M. Pierre Cohen (mandat de conseiller général autorisé pour les fonctionnaires de catégorie C) : adopté (p. 4501)

Maurice LIGOT

Maine-et-Loire (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6669)

Son intervention (p. 6673)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 6673)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle (p. 6673, 6674)

Emploi : chômage (p. 6673)

Emploi : politique de l'emploi : aides publiques (p. 6674)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 6673, 6674)

Etat : réforme (p. 6674)

Finances publiques : dépenses (p. 6674)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6673)

Justice : Cour des comptes (p. 6673, 6674)

Parlement : prérogatives : contrôle (p. 6673, 6674)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6674)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 28 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7075)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 7075, 7076)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 7076, 7077)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 7076) ; budget (p. 7076) ; fonds structurels (p. 7076)

Union européenne : Banque centrale européenne (p. 7077) ; contribution française (p. 7075, 7076) ; élargissement (p. 7076)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8083)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Roumanie (p. 8083)

Union européenne : élargissement (p. 8083)

ECONOMIE ET FINANCES

II - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2000] (p. 8846, 8866) :

- Deuxième réunion de la commission des finances du 14 novembre 2000

Son intervention (p. 8873)

Thèmes :

Industrie : textile et habillement (p. 8873)

Propriété intellectuelle : contrefaçon (p. 8873)

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

20 - Enseignement supérieur : grandes écoles (p. 8465)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 mai 2001] (p. 2885)

Son intervention (p. 2888)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 2888)

Emploi : allégement des charges sociales (p. 2888)

Emploi : politique de l'emploi : Gouvernement (p. 2888)

Emploi : politique de l'emploi : Gouvernement précédent (p. 2888)

Etat : réforme (p. 2889)

Impôt sur le revenu : déclarations : prime pour l'emploi (p. 2888)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2888)

Travail : réduction du temps de travail (p. 2888)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 2889)

Jacques LIMOUZY

Tarn (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15648)

Gérard LINDEPERG

Loire (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Son intervention (p. 8232)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 8232 à 8234)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8232, 8233)

Enseignement : illettrisme (p. 8233)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8233)

Formation professionnelle : crédits (p. 8234)

Procédure des questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8253)

Formation professionnelle : formation professionnelle : politique contractuelle (p. 8254, 8255)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2000] (p. 8258)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (aide à l'emploi de jeunes peu qualifiés) (p. 8262)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Son intervention (p. 95)

Thèmes :

Emploi : insertion professionnelle (p. 95)

Enseignement : diplômes (p. 95)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 95)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 40 (article L. 900-1 du code du travail : droit à la validation des acquis de l'expérience)

Son intervention (p. 307)

Article 43 (article L. 115-1 du code du travail : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Germain Gengenwin (notion de contrat de travail spécifique dans le cadre de l'apprentissage) (p. 316)

Article 44 (article L. 118-2-2 du code du travail : transparence et équité des financements des centres de formation des apprentis CFA)

Son intervention (p. 318)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Germain Gengenwin (financement au niveau régional des centres de formation des apprentis CFA) (p. 320)

Article 45 (articles L. 118-2-4 nouveau et L. 119-1-1 du code du travail : circuits de collecte de la taxe d'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Maxime Gremetz (institution d'un conseil d'administration paritaire) (p. 324)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 102 rectifié de la commission (restructuration des comités régionaux de la formation professionnelle) (p. 325)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)

Son intervention (p. 3233)

Thèmes :

Formation professionnelle : formation continue (p. 3234)

Travail : droit du travail (p. 3233)

François LONCLE
Eure (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 23 novembre 2000] (p. 18640)

Président de la Mission d'information commune sur les évènements de Srebrenica [J.O. du 8 décembre 2000]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le projet de Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne [5 octobre 2000] (n° 2616)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. République fédérale de Yougoslavie. Situation politique [3 octobre 2000] (p. 6334)

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [22 mai 2001] (p. 3192)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore sa mise en cause par un membre du groupe Démocratie libérale et Indépendants en raison de la préférence qu'il avait exprimée concernant le résultat des élections italiennes, contestant ainsi la liberté d'expression des parlementaires [16 mai 2001] (p. 2999)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel : fait observer que le "non" irlandais ne peut en aucune façon remettre en cause les conclusions du travail accompli par la commission des affaires étrangères [12 juin 2001] (p. 4081)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8041)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 8041)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 8041, 8042)

Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 8042)

Union européenne : élargissement (p. 8041)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2000] (p. 8098)

Avant l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (création d'une délégation parlementaire chargée de contrôler le financement de la politique de coopération) (p. 8101, 8102)

Projet de loi n° 2813 autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et les États-Unis d'Amérique (ensemble deux annexes)

PREMIÈRE LECTURE

Son intervention à l'issue du vote [5 octobre 2001] (p. 1857)

Projet de loi n° 2815 autorisant la ratification de la convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [5 avril 2001] (p. 1851)

Son intervention (p. 1853)

Thème :

Enfants : droits de l'enfant (p. 1853)

Projet de loi n° 2980 autorisant l'approbation du protocole additionnel au protocole de Sangatte entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord relatif à la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni

Rapporteur de la commission des affaires étrangères, suppléant de M. Guy Lengagne

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 mai 2001] (p. 2656)

Son intervention (p. 2658)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine : Royaume-Uni (p. 2658)

Transports ferroviaires : EUROSTAR : liaison Transmanche (p. 2658)

Transports ferroviaires : SNCF : contrôle

Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 2658)

Union européenne : accords de Schengen (p. 2658)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Son intervention (p. 3840)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 3841)

Ordre public : sécurité (p. 3841)

Politique économique : mondialisation (p. 3841)

Union européenne : élargissement (p. 3841)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3841)

Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 3841)

Discussion de l'article unique [12 juin 2001] (p. 4077)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel (cf supra) [12 juin 2001] (p. 4077)

François LOOS

Bas-Rhin (8ème circonscription)

Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15725)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2754 sur la refondation sociale [28 novembre 2000]

Proposition de loi n° 3246 modifiant les articles L. 162, L. 210-1, et L. 264 du code électoral concernant les conditions de maintien des candidatures au second tour d'une élection [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Euro. Cotation [18 octobre 2000] (p. 6961)

Travail. Licenciement collectif. Réglementation, lutte et prévention [24 avril 2001] (p. 2159)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1207, posée le 2 octobre 2000. Transports aériens. Aérodromes (J.O. Questions p. 5555). Appelée le 3 octobre 2000. Création, réglementation (p. 6308)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8084)

Thèmes avant la procédure des questions :

Politique extérieure : aide au développement (p. 8085)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 8084)

RECHERCHE

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7863)

Son intervention (p. 7871)

Thèmes avant la procédure des questions :

Espace : politique spatiale (p. 7872)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7872)

Recherche : chercheurs (p. 7873)

Recherche : crédits (p. 7871, 7872)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 7872)

Recherche : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (p. 7872)

Recherche : recherche médicale (p. 7872)

Recherche : recherche technologique (p. 7871, 7872)

Proposition de loi n° 2480 tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2000] (p. 9949)

Son intervention (p. 9954)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés urbaines : élus (p. 9954)
Coopération intercommunale : communautés urbaines : Marseille (p. 9954)
Coopération intercommunale : communautés urbaines : propositions de loi (p. 9954)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 10 (articles 1004, 1005, 1006, 1007, 1007-1 nouveau, 1009, 1010, 1011, 1012, 1014, 1016 et 1018 du code rural : réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole)

Son intervention (p. 160)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 998)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 8 (article L. 2121-19 du code général des collectivités territoriales : séances réservées à l'opposition)

Son intervention (p. 4461)

Lionnel LUCA

Alpes-Maritimes (6ème circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 27 septembre 2000] (p. 15269)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 12 avril 2001] (p. 5673)

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle n° 2597 relative aux modalités d'approbation des projets ou propositions de loi soumis au référendum [2 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2660 visant à réglementer l'utilisation de véhicule nautique motorisé [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2661 visant à limiter le bruit des autoradios [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2770 visant à limiter la surpopulation des chiens et chats en France [29 novembre 2000]

Proposition de loi n° 2952 relative à la carte électorale des ressortissants européens [27 mars 2001]

Proposition de loi n° 3012 visant à réduire l'âge de la majorité et de la responsabilité pénale [24 avril 2001]

Proposition de loi n° 3126 visant à rétablir la peine capitale pour les assassins de représentants des forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions [12 juin 2001]

Proposition de loi n° 3135 visant à interdire la grève des transports durant les périodes de congés scolaires [12 juin 2001]

Proposition de loi n° 3136 visant à faire appliquer le principe de parité entre les adjoints au Maire [12 juin 2001]

Proposition de loi n° 3270 visant à obliger les propriétaires de piscines privées à mettre en place une sécurité autour du bassin [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1365, posée le 16 avril 2001. Jeunes. Délinquance (J.O. Questions p. 2173). Appelée le 17 avril 2001. Lutte et prévention, Alpes-Maritimes (p. 1884)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Son amendement n° 425 soutenu par M. Michel Bouvard (suppression du paragraphe III relatif au relèvement de la limite d'imputation des déficits agricoles) : rejeté (p. 7207)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)

Article 8 (art. L. 412-1 à L. 412-6 du code de l'organisation judiciaire : compétence de la chambre mixte - incompatibilité des fonctions de membre de la formation de jugement et de juge-commissaire)

Son amendement n° 1 (procédures devant la chambre mixte) : non soutenu (p. 1484)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2987)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 15

Son amendement n° 224 précédemment réservé (application de la stricte parité pour l'élection des adjoints dans les communes de plus de 2 500 habitants) : rejeté (p. 4759)

M

Alain MADELIN
Ille-et-Vilaine (4ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

n° 1242, posée le 18 décembre 2000. Etat. Organisation (J.O. Questions p. 7041). Appelée le 19 déeembre 2000. Institutions, perspectives (p. 10438)

DÉBATS

Questions orales avec débat sur l'avenir des institutions

[19 décembre 2000] (p. 10413)

Sa question n° 1242 [J.O. Questions du 18 décembre 2000] (p. 7041)

Son intervention (p. 10423)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 10425)
Elections et référendums : calendrier électoral : élections législatives (p. 10425)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 10423)
Etat : décentralisation : réforme (p. 10426)
Parlement : prérogatives (p. 10426)
Politique générale : démocratie (p. 10425)
Politique générale : institutions : réforme (p. 10424, 10427)
Président de la République (p. 10426)
Président de la République : cohabitation (p. 10424)
Président de la République : quinquennat (p. 10424)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 488)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération entre collectivités (p. 490)
Collectivités territoriales : décentralisation : article 34 (p. 489)
Collectivités territoriales : décentralisation : expérimentation (p. 490)
Collectivités territoriales : décentralisation : généralités (p. 490)
Collectivités territoriales : décentralisation : subsidiarité (p. 489)
Collectivités territoriales : ressources : réforme (p. 489)
Constitution : révision : décentralisation (p. 490)
Etat : décentralisation : Gouvernement (p. 488)
Etat : réforme (p. 488)
Régions : compétences (p. 489)
Régions : Corse : décentralisation (p. 488)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1173)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 1176) : rejetée (p. 1180)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 1176, 1179)
Emploi : chômage (p. 1177)
Emploi : création d'emplois (p. 1178, 1179)
Emploi : politique de l'emploi (p. 1177 à 1179)
Impôt sur le revenu : réforme (p. 1178)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 1176 à 1179)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1179)
Politique éeonomique : libéralisme (p. 1176, 1177)
Politique économique : revenus (p. 1177 à 1179)
Politique soeiale : exclusion : pauvreté (p. 1177)
Politique sociale : généralités (p. 1177, 1178)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1177 à 1179)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 1176, 1179)
Sécurité sociale : cotisations (p. 1178)
Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 1176, 1179)
Travail : salaires (p. 1178)
Travail : travail à temps partiel (p. 1178)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Son intervention (p. 3873)

Thèmes :

Pays étrangers : Turquie (p. 3874)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3876)
Secteur public : services publics : libéralisation (p. 3874)
Union européenne : élargissement (p. 3873)
Union européenne : institutions eommunautaires (p. 3874)

Bernard MADRELLE
Gironde (11ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant du comité national des retraites et personnes âgées [J.O. du 1 er juin 2001] (p. 8759)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1369, posée le 21 mai 2001. Travail. Licenciement collectif (J.O. Questions p. 2875). Appelée le 22 mai 2001. Réglementation, lutte et prévention (p. 3159)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Procédure des questions :

Enseignement : carte scolaire : création d'emplois (p. 8485)

Guy MALANDAIN

Yvelines (11ème circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000) (p. 8415) :

- Réunion de la commission de la production du 26 octobre 2000

Son intervention (p. 8426)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 8426)

Logement : HLM (p. 8426)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2000] (p. 8776) :

- Réunion de la commission de la production du 9 novembre 2000

Son intervention (p. 8786)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction (p. 8786)

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 8787)

Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 8786)

Logement : sociétés d'HLM : amélioration de l'habitat (p. 8786)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8787)

Logement : sociétés d'HLM : logements vacants (p. 8786)

Patrick MALAVIEILLE

Gard (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome IX : Emploi et solidarité (formation professionnelle) (n° 2625) [11 octobre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Alain Bocquet (n° 2737) tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans [6 décembre 2000] (n° 2784)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Régime d'assurance chômage. Réforme [3 octobre 2000] (p. 6342)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Travailleurs de la mine : montant des pensions. Perspectives [13 décembre 2000] (p. 10181)

Travail. Rémunérations. Bas salaires, pouvoir d'achat [17 janvier 2001] (p. 478)

Travail. Licenciement collectif. Réglementation [18 avril 2001] (p. 1988)

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Allocation autonomie, création, perspectives [12 juin 2001] (p. 4067)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1227, posée le 9 octobre 2000. Culture. Politique culturelle (J.O. Questions p. 5678). Appelée le 10 octobre 2000. Décentralisation, perspectives (p. 6572)

n° 1322, posée le 26 mars 2001. Industrie. Matériel électrique et électronique (J.O. Questions p. 1727). Appelée le 27 mars 2001. AMSF-GRME, emploi et activité, Saint-Florent-sur-Auzonnet (p. 1400)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8219)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 8219)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8219)

Formation professionnelle : crédits (p. 8219)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8219)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : travail (p. 8220)

Proposition de loi n° 2737 tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 décembre 2000] (p. 10097)

Son intervention (p. 10097)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 10097, 10098)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : indépendance (p. 10097, 10098)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : revenus (p. 10097, 10098)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Seconde délibération

Après l'article 32 ter

Intervient sur le sous-amendement n° 10 rectifié de M. Alain Bocquet (saisine du juge des référés) à l'amendement n° 2 du Gouvernement (recours à un médiateur) (p. 4109)

Noël MAMÈRE

Gironde (3ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2937 tendant à créer une commission d'enquête relative à l'existence et au stockage de déchets nucléaires non retraitables à l'usine de la Hague, en violation de la loi du 30 décembre 1991, et sur les responsabilités de la COGEMA en la matière [12 mars 2001]

Proposition de résolution n° 3254 visant à la création d'une commission d'enquête relative aux conditions d'organisation du sommet du G à Gênes, aux conséquences de ces événements sur la protection de la liberté de circulation et de manifestation des citoyens dans l'Union européenne et sur la tenue des prochains sommets internationaux [31 juillet 2001]

Proposition de résolution n° 3285 visant à la création d'une commission d'enquête relative à l'accident intervenu le 21 septembre 2001 à l'usine AZF de Toulouse, sur la situation des usines classées à risque majeur et sur l'application sur le territoire national de la directive européenne de Seveso [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

n° 1243, posée le 18 décembre 2000. Etat. Organisation (J.O. Questions p. 7041). Appelée le 19 décembre 2000. Institutions, perspectives (p. 10438)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Président de la République. Responsabilité pénale pour des faits antérieurs à son entrée en fonction, affaire Méry [10 octobre 2000] (p. 6587)

Transports aériens. Aéroports. Région parisienne, perspectives [6 février 2001] (p. 1131)

Santé. Tabagisme. Lutte et prévention [6 juin 2001] (p. 3915)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [31 octobre 2000] (p. 7822)

Ses explications de vote [31 octobre 2000] (p. 7825)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 7826)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9094)

Son intervention (p. 9114)

Thèmes :

Aménagement du territoire : montagne (p. 9114)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 9114, 9115)

Mer et littoral : protection (p. 9114)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 9114)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 9114)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2000] (p. 10137)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (création d'un Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) (p. 10148)

Intervient sur le sous-amendement n° 8 de M. Robert Galley (limites des compétences de l'institut) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10150)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Son intervention (p. 10487)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. André Aschieri (p. 10521) : rejetée (p. 10521)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : calendrier électoral (p. 10521)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 10522)
Elections et référendums : modes de scrutin (p. 10489,10523)
Elections et référendums : référendums (p. 10490)
Elections et référendums : statut des élus (p. 10523)
Etat : décentralisation : réforme (p. 10523)
Parlement : prérogatives (p. 10488, 10522)
Politique générale : démocratie (p. 10489)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 10488)
Politique générale : institutions : réforme (p. 10489, 10523)
Président de la République : cohabitation (p. 10488)

Discussion des articles [20 décembre 2000] (p. 10526, 10517)

Après l'article 2

Son amendement n° 7 (scrutin mixte pour les élections législatives : pour moitié scrutin majoritaire à 2 tours dans les circonscriptions existantes - pour moitié scrutin proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 10533) : rejeté (p. 10538)

Son amendement n° 8 rectifié soutenu par M. Yves Cochet (60 députés supplémentaires élus à la représentation proportionnelle sur liste nationale) (p. 10533) : rejeté (p. 10538)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1704)

Après l'article 2

Son amendement n° 11 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (mode de scrutin pour les élections législatives : moitié au scrutin majoritaire et moitié au scrutin proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 1705) : rejeté (p. 1707)

Son amendement n° 12 soutenu par Mme Marie-Hélène Aubert (577 députés élus au scrutin majoritaire et 60 élus à la proportionnelle sur une liste nationale) (p. 1705) : rejeté (p. 1707)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2168)

Son intervention (p. 2182)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral : propositions de loi (p. 2182)
Parlement : prérogatives (p. 2182)
Politique générale : institutions : réforme (p. 2182)

Questions orales avec débat sur l'avenir des institutions

[19 décembre 2000] (p. 10413)

Sa question n° 1243 [J.O. Questions du 18 décembre 2000] (p. 7041)

Son intervention (p. 10434)

Thèmes :

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 10434)
Parlement : prérogatives (p. 10434)
Politique générale : démocratie (p. 10434)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 10434)
Politique générale : institutions : réforme (p. 10434)
Politique générale : institutions : réforme (p. 10435)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 504)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : article 34 (p. 504)
Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 505)
Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 505)
DOM-TOM : généralités (p. 505)
Elections et référendums : modes de scrutin : collectivités territoriales (p. 505)
Etat : réforme (p. 504)
Régions : compétences (p. 504)
Régions : Corse : décentralisation (p. 504)

Proposition de loi n° 2946 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit de tous les aéroports français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 2001] (p. 2132)

Son intervention (p. 2133)

Thèmes :

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 2135)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2135)
Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 2134)
Transports aériens : aéroports : trafic (p. 2134)
Transports aériens : bruit (p. 2134)
Transports ferroviaires : TGV (p. 2135)
TVA (p. 2135)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2939)

Thèmes :

Etat : Nation (p. 2939)
Régions : Corse (p. 2939)
Régions : Corse : normes (p. 2940)
Régions : Corse : République (p. 2939)
Régions : Corse : statut juridique (p. 2940)
Régions : organisation : Union européenne (p. 2940)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2993)

Intervient sur l'amendement n° 212 corrigé de M. Jean-Pierre Chevènement (de suppression) (p. 2993)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son intervention (p. 3018)

Article 12 (art. L. 4424-9 à L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales : plan d'aménagement et de développement durable)

Son intervention (p. 3035)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Son intervention (p. 4053)

Thèmes :

Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4053)
Justice : procédures : partis et mouvements politiques (p. 4053)
Politique générale : démocratie (p. 4053)
Président de la République (p. 4053)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4235)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4312)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale : projet de loi (p. 4235, 4312)
Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 4236)
Communes : conseils de quartier (p. 4236, 4312)
Communes : démocratie participative (p. 4235)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : modes de scrutin (p. 4236)
Démographie : recensements (p. 4236)
Elections et référendums : droit de vote : étrangers (p. 4236, 4312)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 815 de M. Marc-Philippe Daubresse (titre Ier : de la démocratie participative) (p. 4313)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (chapitre 1er : participation des habitants à la démocratie locale) (p. 4314)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Bernard Birsinger (droit de vote des étrangers non communautaires) (p. 4316)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Son intervention (p. 4322)

Intervient sur l'amendement n° 498 corrigé de M. Bernard Birsinger (seuil de 3 500 habitants) (p. 4326)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (seuil de 50 000 habitants) (p. 4326)

Son amendement n° 555 (seuil de 3 500 habitants) (p. 4325) : rejeté (p. 4328)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Richard Cazenave (composition et modalités de désignation du conseil fixées après concertation avec les habitants et les associations) (p. 4333)

Son amendement n° 557 (composition et modalités de désignation du conseil fixées après concertation avec les habitants) : retiré (p. 4333)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression des dispositions relatives à la composition du conseil) (p. 4335)

Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (présence facultative des conseillers municipaux dans les conseils) (p. 4335)

Intervient sur l'amendement n° 601 de M. Jacques Pélissard (présence facultative des conseillers municipaux dans les conseils de quartier) (p. 4335)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Richard Cazenave (représentation des habitants et des associations majoritaires) (p. 4336)

Soutient l'amendement n° 16 de Mme Danielle Bousquet (application de la parité dans la composition des conseils) (p. 4336) : adopté (p. 4337)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. Bernard Birsinger (participation de droit de tout habitant ou association) (p. 4337)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Richard Cazenave (le conseil élit son président) (p. 4339)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Bernard Birsinger (consultation du conseil par le conseil municipal) (p. 4343)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Bernard Birsinger (faculté de proposition au maire concernant la ville, y compris en matière budgétaire) (p. 4345)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Marc-Philippe Daubresse (moyens de fonctionnement) (p. 4350)

Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Jacques Pélissard (moyens de fonctionnement) (p. 4350)

Son amendement n° 554 (moyens humains) (p. 4351) : rejeté (p. 4353)

Son amendement n° 712 (création d'une maison des associations dans le chef-lieu du département) (p. 4353) : rejeté (p. 4354)

Son amendement n° 715 (création d'une maison des associations dans les communes de plus de 20 000 habitants) (p. 4353) : retiré (p. 4354)

René MANGIN
Meurthe-et-Moselle (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Secrétaire de la commission des affaires étrangères [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15647)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (n° 3171) [26 juin 2001]

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur les sanctions internationales [27 juin 2001] (n° 3203)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israelo-palestinien, perspectives [3 octobre 2000] (p. 6335)

Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [6 décembre 2000] (p. 9868)

Sécurité routière. Accidents. Lutte et prévention [15 mai 2001] (p. 2875)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1332, posée le 26 mars 2001. Sécurité sociale. Caisses (J.O. Questions p. 1729). Appelée le 27 mars 2001. Durée du travail, réduction, application (p. 1401)

n° 1475, posée le 25 juin 2001. Voirie. A 31 (J.O. Questions p. 3582). Appelée le 26 juin 2001. Saturation, poids lourds, combiné rail-route, sillon mosellan (p. 4819)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8052)

Thèmes avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Irak (p. 8052, 8053)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 8052)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9665, 9684)

Article 5 ter (recrutement en qualité de non titulaires pour une durée indéterminée des personnels transférés d'une association à une collectivité territoriale ou à un EPCI)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9678)

Proposition de loi n° 2738 tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10237)

Article 2 (article L. 2123-3 du code général des collectivités territoriales : conditions d'attribution des crédits d'heures)

Son intervention (p. 10238)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 529)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : généralités (p. 529)

Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 529)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean Leonetti (immatriculation des deux-roues motorisés) (p. 2392)

Article 13 (art. L. 211-11 du code rural : renforcement des pouvoirs des maires à l'encontre des animaux dangereux)

Son intervention (p. 2422)

Jean-Michel MARCHAND
Maine-et-Loire (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 6 décembre 2000] (p. 19386)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 28 mars 2001] (p. 4862)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 mars 2001] (p. 4862)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 mai 2001] (p. 7357)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 10 mai 2001] (p. 7357)

Membre titulaire de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [J.O. du 18 mai 2001] (p. 7984)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2725 visant à assouplir le régime des libérations anticipées du service national, à anticiper la suspension de la conscription et à régulariser la situation de réfractaires au service national [15 novembre 2000]

Proposition de résolution n° 3053 visant à la création d'une commission d'enquête relative à l'établissement des causes des intempéries, aux conséquences de celles-ci et aux mesures à prendre pour prévenir les risques qui y sont liés [15 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention [24 octobre 2000] (p. 7348)

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Réforme [31 janvier 2001] (p. 956)

Jeunes. Politique à l'égard des jeunes. Allocation de revenu minimum, création [28 mars 2001] (p. 1508)

Associations. Statut. Réforme [27 juin 2001] (p. 5002)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1210, posée le 9 octobre 2000. Sécurité publique. Risques naturels majeurs (J.O. Questions p. 5675). Appelée le 10 octobre 2000. coteau ligérien, affaissements, lutte et prévention (p. 6548)

n° 1379, posée le 21 mai 2001. Sécurité publique. Pluies (J.O. Questions p. 2877). Appelée le 22 mai 2001. Conséquences, recensement et remise en état, Pays de la Loire (p. 3174)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6762)

Son intervention (p. 6775)

Thèmes :

Ordre public : indemnisation des victimes : justice (p. 6776)

Travail : conditions de travail (p. 6775, 6776)

Travail : égalité professionnelle : femmes (p. 6776)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1714)

Son intervention (p. 1722)

Thèmes :

Travail : conditions de travail (p. 1723)

Travail : droit du travail : normes européennes (p. 1723)

Travail : égalité professionnelle (p. 1723)

Travail : inspection du travail (p. 1723)

Travail : licenciements (p. 1722)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1725)

Article 1er (articles L. 122-35, L. 122-45, L. 611-1 et L. 611-6 du code du travail et articles 225-1 et 225-2 du code pénal : mesures discriminatoires)

Soutient l'amendement n° 5 de M. André Aschieri (critère d'âge) (p. 1726) : rejeté (p. 1726)

Soutient l'amendement n° 6 de M. André Aschieri (prévention des sanctions discriminatoires autres que le licenciement) (p. 1727) : rejeté (p. 1728)

Soutient l'amendement n° 7 de M. André Aschieri (accès du salarié aux informations) (p. 1728) : rejeté (p. 1728)

Article 2 (articles L. 122-45-1 et L. 122-45-2 nouveaux et L. 422-1-1 du code du travail : action en justice et droit d'alerte en matière de discriminations)

Soutient l'amendement n° 1 de M. André Aschieri (commission des droits de la personne) (p. 1731) : retiré (p. 1731)

Après l'article 4 (article L. 611-8 du code du travail)

Soutient l'amendement n° 2 de M. André Aschieri (accès aux constatations des inspecteurs du travail) (p. 1733) : rejeté (p. 1734)

Soutient l'amendement n° 4 rectifié de M. André Aschieri (accès au registre d'embauche) (p. 1734) : rejeté (p. 1734)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Procédure des questions :

Agriculture : fruits et légumes : agrobiologie (p. 8176)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 8183)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8729)

Son intervention (p. 8731)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : immeubles d'habitation (p. 8731)

Logement : crédits (p. 8731)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 8731)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : construction (p. 8732)

Logement : aides et prêts : aide personnalisée au logement (APL) (p. 8731)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 8731)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2000] (p. 9190)

Son intervention (p. 9192)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets toxiques : pétrole (p. 9192)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9192)

Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 9192)

Discussion des articles [21 novembre 2000] (p. 9198)

Article 11 bis (contrôle des déchets d'exploitation et résidus de cargaison des navires)

Son amendement n° 4 (conditions pour qu'un navire puisse quitter un port français sans avoir déballasté) (p. 9201) : rejeté (p. 9202)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 décembre 2000] (p. 10163)

Son intervention (p. 10164)

Thèmes :

Assurances : indemnisation : marée noire (p. 10165)

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 10165)

Tourisme et loisirs (p. 10165)

Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 10165)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9378)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9378)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9378)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 9378)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9665, 9684)

Article 2 (recrutement par voie d'examen professionnel des enseignants non titulaires visés par la loi Perben)

Son amendement n° 40 (suppression de la référence à des services effectifs) : non soutenu (p. 9670)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2000] (p. 10127)

Son intervention (p. 10134)

Thèmes :

Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 10134)

Santé : contrôle sanitaire (p. 10134)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10135)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Son intervention (p. 100)

Thèmes :

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 101)

Médecines parallèles : ostéopathes (p. 101)

Professions de santé : psychiatres (p. 101)

Professions de santé : psychologues (p. 101)

Travail : licenciements (p. 100)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 16

Son amendement n° 223 soutenu par M. Jacques Desallangre (qualification d'ostéopathe) (p. 228) : retiré (p. 229)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 910)

Son intervention (p. 920)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages : sanctions (p. 920)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 920)

Organisations internationales : Organisation maritime internationale (OMI) (p. 920)

Transports par eau : pavillons de complaisance (p. 920)
Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 920)
Union européenne : directives : sécurité de la navigation (p. 920)
Ses explications de vote (p. 924)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 924)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 30 (article L. 2123-24-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : indemnités des conseillers municipaux)

Intervient sur l'amendement n° 731 de la commission (communes de moins de 100 000 habitants) (p. 4513)

Article 48 (article L. 110-1 du code de l'environnement : élargissement de la définition du principe de participation)

Son amendement n° 565 soutenu par M. Yves Cochet (rédactionnel) : rejeté (p. 4541)

Article 49 (article L. 121-1 à L. 121-14 du code de l'environnement : débat public)

Son amendement n° 566 soutenu par M. Yves Cochet (rédactionnel) : rejeté (p. 4543)

Son amendement n° 34 soutenu par M. Yves Cochet (composition des commissions particulières) : retiré (p. 4545)

Son amendement n° 225 corrigé (équilibre entre les trois collèges représentés à la commission national du débat public) : devenu sans objet (p. 4546)

Son amendement n° 551 (composition de la commission nationale du débat public) : retiré (p. 4546)

Son amendement n° 35 (rédactionnel) : retiré (p. 4546)

Son amendement n° 36 (composition et fonctionnement des commissions particulières) : retiré (p. 4547)

Son amendement n° 226 (critère de mise en œuvre du débat : impact sur les milieux naturels) (p. 4547) : rejeté (p. 4548)

Son amendement n° 37 (critère de mise en œuvre du débat : localisation dans un espace naturel protégé) (p. 4547) : rejeté (p. 4548)

Son amendement n° 552 (rédactionnel) : retiré (p. 4548)

Son amendement n° 553 (publication par le maître d'ouvrage de la synthèse des caractéristiques du projet) : retiré (p. 4548)

Son amendement n° 38 (publication des projets au journal officiel) (p. 4548) : retiré (p. 4549)

Son amendement n° 39 soutenu par M. Pierre Cohen (débat public obligatoire) (p. 4550) : rejeté (p. 4551)

Son amendement n° 227 (débat public obligatoire) : retiré (p. 4551)

Son amendement n° 228 (débat public obligatoire) : retiré (p. 4551)

Son amendement n° 229 (de cohérence) : retiré (p. 4552)

Son amendement n° 41 (décision motivée de la commission nationale du débat public sur les demandes de débat) : retiré (p. 4552)

Son amendement n° 42 (expertises à la charge du maître d'ouvrage) : retiré (p. 4553)

Son amendement n° 43 (saisine de la commission nationale du débat public par 20 membres du Parlement préalablement à l'élaboration du projet) : rejeté (p. 4553)

Son amendement n° 44 (saisine de la commission nationale du débat public par le gouvernement pour un débat sur toute question d'environnement) : retiré (p. 4554)

Son amendement n° 45 (délai d'encadrement du débat public) : adopté (p. 4554)

Son amendement n° 46 rectifié (enquête publique dans un délai de 5 ans) (p. 4554) : adopté (p. 4555)

Son amendement n° 47 (publication par le maître d'ouvrage des principes et conditions de poursuite du projet au Journal officiel après le débat public) : retiré (p. 4555)

Son amendement n° 48 (justification de la compatibilité du projet avec les dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire et d'environnement) : rejeté (p. 4555)

Après l'article 49

Son amendement n° 49 (concertation sur la liaison routière Bordeaux-Toulouse pour le transport des éléments de l'avion A380) (p. 4559) : rejeté (p. 4560)

Article 50 (concertation sur les projets de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages des collectivités locales)

Son amendement n° 550 (concertation sur saisine par une association de protection de l'environnement) : retiré (p. 4562)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 406 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (commission départementale du patrimoine) (p. 4568)

Intervient sur l'amendement n° 775 deuxième rectification de M. Maurice Leroy (commission départementale du patrimoine) (p. 4568)

Après l'article 55

Son amendement n° 567 corrigé (fermeture ou retranchement d'une section de ligne ferroviaire) (p. 4572) : retiré (p. 4573)

Son amendement n° 569 (conseil d'administration de Réseau ferré de France) : adopté après rectification (p. 4573)

Son amendement n° 568 (déclassement des voies ferrées) : retiré (p. 4574)

Intervient sur l'amendement n° 839 du Gouvernement (déclassement des voies ferrées) (p. 4574)

Article 57 (article L. 11-1-1 nouveau du code de l'expropriation : déclaration de projet suivie d'une déclaration d'utilité publique)

Son amendement n° 52 (motivation de la déclaration d'utilité publique) (p. 4576) : retiré (p. 4577)

Après l'article 57

Son amendement n° 233 (enquête publique lorsque l'exploitation ou la modification des conditions de celle-ci ont un impact sur l'environnement) (p. 4578) : rejeté (p. 4579)

Après l'article 58

Son amendement n° 51 (dérogations au code de l'environnement en matière d'atteinte aux espèces

protégées soumises à un décret en conseil d'Etat) : rejeté (p. 4579)

Proposition de résolution n° 3001 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'action des Etats membres en matière d'exigences de service public et à l'attribution de contrats de service public dans le domaine des transports de voyageurs par chemin de fer, par route et par voie navigable (COM (00) 7 final du 26 juillet 2000/E 1587)

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2001] (p. 4935)

Son intervention (p. 4941)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4941)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : transports routiers (p. 4941)

Pays étrangers : Royaume-Uni : transports ferroviaires (p. 4941)

Transports urbains : lignes : services publics (p. 4941)

Union européenne : règlements : transport de voyageurs (p. 4941)

Jean-Pierre MARCHÉ

Deux-Sèvres (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Daniel MARCOVITCH

Paris (19ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

Rapporteur du projet de loi portant réforme de la politique de l'eau (n° 3205) [27 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Intervient sur Procédure des questions

Thème :

Eau : pollution : agriculture (p. 8183)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7927)

Son intervention (p. 7941)

Thèmes avant la procédure des questions :

Eau : assainissement (p. 7942)

Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (p. 7941)

Union européenne : directives : eau (p. 7942)

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Son intervention (p. 7730)

Thème avant la procédure des questions :

Régions : Ile-de-France : commerce et artisanat (p. 7731)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000) (p. 8415) :

- Réunion de la commission de la production du 26 octobre 2000

Son intervention (p. 8426)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce de détail (p. 8426, 8427)

Politique sociale : exclusion (p. 8426, 8427)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 2000)

9 - Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 8797)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [21 novembre 2000] (p. 9182)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9182)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 564)

Son intervention (p. 565)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)

Article 13 (incitation à la construction de logements sociaux)

Son intervention (p. 2573)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 50 précédemment réservé (lutte contre les discriminations dans les locations de logements)

Intervient sur l'amendement n° 298 de Mme Yvette Benayoun-Nakache (rédactionnel) (p. 3401)

Après l'article 50

Son amendement n° 404 rectifié précédemment réservé (prise en compte du prix de location des meubles) (p. 3401)

Son amendement n° 400 rectifié précédemment réservé (représentation d'un locataire par une association en cas de conflit) (p. 3402)

Article 50 bis A précédemment réservé (enquête sur l'occupation sociale du patrimoine des bailleurs aidés)

Son amendement n° 402 corrigé (pénalités de retard) (p. 3402)

Son amendement n° 405 (de précision) (p. 3402)

Article 50 bis précédemment réservé (rectification d'une erreur matérielle)

Son amendement n° 401 (rédactionnel) (p. 3402)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [25 juin 2001] (p. 4809)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4809)

Thierry MARIANI

Vaucluse (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Rapporteur de la proposition de loi tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine (n° 2480) [28 novembre 2000]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en oeuvre certaines dispositions du droit communautaire [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2480), tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine [6 décembre 2000] (n° 2782)

Proposition de résolution n° 3225 tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'étudier la situation des Français vivant à l'étranger et de proposer des mesures d'amélioration et des solutions aux difficultés qu'ils rencontrent [11 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

n° 1237, posée le 27 novembre 2000. Consommation. Sécurité alimentaire (J.O. Questions p. 6651). Appelée le 28 novembre 2000. Viandes bovines

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Gouvernement. Fonctionnement, déclarations de ministres [28 novembre 2000] (p. 9402)

Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention [17 janvier 2001] (p. 471)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [7 février 2001] (p. 1207)

TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [4 avril 2001] (p. 1759)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [29 mai 2001] (p. 3537)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1269, posée le 25 décembre 2000. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 7217). Appelée le 9 janvier 2001. Douanes, correspondants locaux, restructuration (p. 28)

n° 1339, posée le 26 mars 2001. Déchets, pollutions et nuisances. Autoroutes (J.O. Questions p. 1730). Appelée le 27 mars 2001. A 7, liaison Bollène Orange (p. 1384)

n° 1414, posée le 28 mai 2001. Chasse et pêche. Chasse (J.O. Questions p. 3023). Appelée le 29 mai 2001. Réglementation (p. 3514)

n° 1487, posée le 25 juin 2001. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3585). Appelée le

26 juin 2001. Financement, centre hospitalier de Valréas (p. 4829)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette que la chaîne parlementaire ne diffuse pas en direct le débat relatif au budget de l'agriculture [8 novembre 2000] (p. 8173)

S'élève contre les conditions d'organisation du débat sur la proposition de loi portant amélioration de la couverture sociale des agriculteurs contre les accidents du travail et contre le dépôt d'amendements par le Gouvernement qui remettent en cause le travail de la commission. [25 avril 2001] (p. 2249)

Reproche au Gouvernement d'inscrire, avec une complaisance excessive, à l'ordre du jour des propositions de loi déposées par le groupe RCV et d'appliquer la procédure d'urgence à la proposition de loi sur la couverture sociale des non-salariés agricoles ; qualifie de "niche verte" cette procédure [26 avril 2001] (p. 2342)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6762)

Son intervention (p. 6768)

Thèmes :

Entreprises : compétitivité (p. 6770, 6771)
Etrangers : intégration (p. 6768, 6769)
Syndicats : droits syndicaux (p. 6769)
Travail : égalité professionnelle (p. 6769 à 6771)

Discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6782)

Article 1er (articles L. 122-45 et L. 611-1 du code du travail et article 225-2 du nouveau code pénal : mesures discriminatoires)

Son amendement n° 22 (exclusion de la fonction publique du champ d'application de l'article) (p. 6784) : rejeté (p. 6785)

Son amendement n° 24 (accès aux stages et formations) (p. 6785) : rejeté (p. 6786)

Son amendement n° 25 (accès aux stages et formations) (p. 6785) : rejeté (p. 6786)

Son amendement n° 23 (non-discrimination régionale) : rejeté (p. 6786)

Son amendement n° 26 (critères d'établissement des faits) : rejeté (p. 6787)

Son amendement n° 27 (prévention des recours abusifs) (p. 6787) : rejeté (p. 6788)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (complément du dispositif de sanctions) (p. 6789)

Son amendement n° 28 (accès aux stages et formations) : rejeté (p. 6789)

Article 2 (articles L. 122-45-1 nouveau et L. 422-1-1 du code du travail : action en justice des organisations syndicales et droit d'alerte des délégués du personnel)

Son amendement n° 30 (accord écrit de l'intéressé) (p. 6790) : rejeté (p. 6791)

Son amendement n° 29 (accord écrit de l'intéressé) (p. 6790) : rejeté (p. 6791)

Son amendement n° 31 (rôle des associations) : rejeté (p. 6792)

Après l'article 2

Son amendement n° 35 (montant des amendes sanctionnant les recours abusifs) : rejeté (p. 6793)

Article 3 (articles L. 133-5 et 136-2 du code du travail : discriminations et négociation collective)

Son intervention (p. 6794)

Article 4

Son amendement n° 33 (objectivité des preuves) (p. 6794) : rejeté (p. 6795)

Son amendement n° 32 (objectivité des preuves) : rejeté (p. 6795)

Son amendement n° 34 (limitation des pouvoirs d'intervention des syndicats) : rejeté (p. 6795)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 37 du Gouvernement (critères d'éligibilité aux élections prud'homales) (p. 6796)

Son amendement n° 36 (établissement d'un rapport annuel au Parlement) (p. 6800) : rejeté (p. 6801)

Ses explications de vote (p. 6801)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6801)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1725)

Après l'article 10 (article 6 bis nouveau de la loi n° 83-634)

Son amendement n° 32 soutenu par M. Rudy Salles (litige ; charge de preuve) : rejeté (p. 1737)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6943)

Thèmes :

Commerce et artisanat : commerce : tabac (p. 6944)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 6943 à 6945)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6943, 6944)
Impôts locaux : vignette automobile (p. 6944)
TVA : taux réduit : restaurants (p. 6944)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8148)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 novembre 2000] (p. 8173)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8149)
Agriculture : fruits et légumes (p. 8150)
Agriculture : installation (p. 8149)
Energie et carburants : gazole : coût (p. 8149)
Impôts et taxes : exonérations : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8150)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8149)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8148)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8149)

Procédure des questions :

Energie et carburants : carburants : agriculture (p. 8186, 8187)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2000] (p. 8189)

Article 49 (primes ou cotisations d'assurance)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 8193)

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

6 - Enseignement supérieur : grandes écoles (p. 8459)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 8909)

JEUNESSE ET SPORTS

Questions écrites budgétaires (JO du 21 novembre 2000)

6 - Associations : bénévolat (p. 8971)

8 - Sports : compétitions : boissons et alcools (p. 8973)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

3 - Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 9061)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7443)

Thèmes :

Démographie : pyramide des âges (p. 7443)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 7444)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : cotisations (p. 7444, 7445)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7443 à 7445)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 5 (articles L. 731-15, L. 731-19 et L. 731-21 du code rural : simplification du calcul de l'assiette des cotisations sociales des exploitants agricoles)

Son amendement n° 337 soutenu par M. Bernard Accoyer (revenus annuels pris en compte) : rejeté (p. 7537)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Sa question n° 1237 (p. 9355)

Thèmes :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : bovins (p. 9356)

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 9356)

Agroalimentaire : entreprises : sécurité sanitaire (p. 9356)

Recherche : crédits : agroalimentaire (p. 9355)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9356)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 9355, 9356)

Proposition de loi n° 2480 tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2000] (p. 9949)

Son intervention (p. 9949)

Thèmes :

Coopération intercommunale : communautés urbaines : élus (p. 9949)

Coopération intercommunale : communautés urbaines : généralités (p. 9949)

Coopération intercommunale : communautés urbaines : Marseille (p. 9950)

Coopération intercommunale : communautés urbaines : propositions de loi (p. 9949)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : lois (p. 9949)

Proposition de loi n° 2740 tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10261)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10269)

Thèmes :

Justice : réforme : Gouvernement (p. 10269)

Lois : application : présomption d'innocence (p. 10270)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2168)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 2170) : rejetée (p. 2174)

Thèmes :
Conseil constitutionnel : jurisprudence : calendrier électoral (p. 2172)
Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 2172)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 2171)
Elections et référendums : calendrier électoral : propositions de loi (p. 2170)
Parlement : prérogatives (p. 2172)

Proposition de loi n° 2946 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit de tous les aéroports français

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2319)

Article 1er (interdiction des mouvements nocturnes d'aéronefs)
Son intervention (p. 2320)
Son amendement n° 12 (dispositions applicables aux aéroports militaires) (p. 2326) : retiré (p. 2327)
Intervient sur le sous-amendement n° 19 du Gouvernement (suppression de la référence à la date du 1er mai 2001) à l'amendement n° 16 de la commission (bruit mesuré dans la zone C et à proximité de la limite de la zone B) (p. 2331)
Intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Charles de Courson (suppression de la référence à la date du 1er mai 2001) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 2331)

Article 3 (interdiction des essais de moteur)
Son amendement n° 13 (application aux aéroports militaires) : retiré (p. 2335)

Après l'article 3
Son amendement n° 9 (compétence de l'ACNUSA étendue à l'ensemble des plates-formes aéroportuaires, civiles ou militaires) (p. 2336) : retiré (p. 2337)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 2274)

Thèmes :
Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2275)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2275)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 2274)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2275)
Ordre public : sécurité : statistiques (p. 2274)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 2 (article 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)
Son amendement n° 201 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (exclusion des armes de catégories 5 et 7 fabriquées avant le 01/01/1946) : rejeté (p. 2379)
Son amendement n° 234 (exclusion des armes de 6ème catégorie fabriquées avant le 01/01/1946) : rejeté (p. 2379)

Article 3 (article 15-1 du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)
Son amendement n° 235 (exclusion des armes des catégories 5, 6 et 7 fabriquées avant le 01/01/1946) : rejeté (p. 2381)

Article 6 (art. 20, 21 et 78-6 du code de procédure pénale, art. L.1er et L.234-4 du code de la route : renforcement des prérogatives de police judiciaire des agents de la police nationale)
Son amendement n° 200 (prérogatives des gardes champêtres) (p. 2386) : rejeté (p. 2387)
Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (rétention du permis de conduire en cas d'excès de vitesse de plus de 40 km/h) (p. 2389)

Après l'article 6
Son amendement n° 173 (dépistage des stupéfiants chez les conducteurs impliqués dans un accident de la route) (p. 2394) : adopté au scrutin public après rectification (p. 2395)

Article 14 (contrôle des usagers de la liaison ferroviaire transmanche)
Son intervention (p. 2424)

Après l'article 16
Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (association du maire par le préfet à la définition des actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité - information sur les résultats) (p. 2433)
Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Claude Goasguen (transmission des plaintes aux maires) (p. 2433)
Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (transmission des plaintes aux maires) (p. 2433)
Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Luc Warsmann (information des maires) (p. 2433)
Son amendement n° 194 (information de s élus sur les infractions commises) : devenu sans objet (p. 2438)
Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Luc Warsmann (création d'un conseil de sécurité municipal par le conseil municipal) (p. 2440)
Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-Luc Warsmann (création d'un conseil de sécurité intercommunal) (p. 2440)
Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean Leonetti (création d'un conseil communal ou intercommunal de sécurité) (p. 2440)
Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Claude Goasguen (création d'un conseil de sécurité municipal ou intercommunal) (p. 2440)
Son amendement n° 193 (création par le maire d'un conseil de sécurité municipal ou intercommunal) (p. 2439) : rejeté (p. 2443)
Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean Leonetti (compétences et pouvoirs d'officier de police judiciaire des maires et de leurs adjoints) (p. 2447)
Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Claude Goasguen (exercice de la police judiciaire par le procureur en lien avec les maires) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Estrosi (exercice de la police judiciaire par le procureur en lien avec les maires) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Claude Goasguen (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Christian Estrosi (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 141 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Son amendement n° 195 (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2448) : rejeté (p. 2451)

Son amendement n° 233 (maire informé de la décision de justice relative à une contravention de 5ème classe, un délit ou un crime commis sur le territoire de sa commune) : rejeté (p. 2451)

Son amendement n° 232 (maire informé de la décision de justice relative à une contravention de 5ème classe, un délit ou un crime commis sur le territoire de sa commune) : rejeté (p. 2451)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 2453)

Son amendement n° 189 (création d'une police territoriale de proximité) (p. 2453) : rejeté (p. 2454)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 2454)

Son amendement n° 188 (création d'une police territoriale de proximité - mission) (p. 2454) : rejeté (p. 2455)

Intervient sur l'amendement n° 220 rectifié de M. Nicolas Sarkozy (sanction du rassemblement ou stationnement dans les parties communes des immeubles) (p. 2458)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Claude Goasguen (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2459)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Jean-Luc Warsmann (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2459)

Son amendement n° 192 (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2458) : rejeté (p. 2461)

Son amendement n° 182 (pouvoir du juge vis-à-vis des parents d'un mineur menaçant la tranquillité et la sécurité publique ou violant l'interdiction de circulation) : rejeté (p. 2462)

Son amendement n° 190 (possibilité pour le maire de recourir à la vidéoprotection et aux technologies modernes) (p. 2462) : rejeté (p. 2463)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Claude Goasguen (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2464)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Christian Estrosi (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2464)

Son amendement n° 187 (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2463) : rejeté (p. 2465)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jacques Kossowski (contrôle d'identité sur la voie publique) (p. 2468)

Son amendement n° 237 (contrôle d'identité sur la voie publique) : rejeté (p. 2469)

Son amendement n° 196 (interdiction d'une manifestation non autorisée de grande envergure sur un terrain public ou privé : rave-parties) (p. 2469) : retiré (p. 2470)

Son amendement n° 197 (interdiction d'une manifestation non autorisée de grande envergure sur un terrain public ou privé : rave-parties) (p. 2469) : retiré (p. 2470)

Son amendement n° 199 (interdiction d'une manifestation non autorisée de grande envergure sur un terrain public ou privé : rave-parties) (p. 2469) : retiré (p. 2470)

Son amendement n° 198 (interdiction d'une manifestation non autorisée de grande envergure sur un terrain public ou privé : rave-parties) (p. 2469) : adopté (p. 2471)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Claude Goasguen (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2478)

Son amendement n° 186 (majorité pénale fixée à 16 ans) : rejeté (p. 2478)

Son amendement n° 184 (conditions de retrait définitif des allocations familiales) (p. 2480) : rejeté (p. 2481)

Son amendement n° 179 (attribution d'un nombre de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 2480) : rejeté (p. 2482)

Son amendement n° 185 (conditions de retrait de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 2480) : rejeté (p. 2482)

Son amendement n° 180 (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) (p. 2480) : rejeté (p. 2482)

Son amendement n° 181 (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) (p. 2480) : rejeté (p. 2482)

Son amendement n° 183 (suspension des allocations familiales en cas de non-respect d'une convocation devant une juridiction pour mineurs) (p. 2480) : rejeté (p. 2482)

Son amendement n° 174 (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2480) : rejeté (p. 2482)

Son amendement n° 175 (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2480) : rejeté (p. 2482)

Son amendement n° 176 (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2480) : rejeté (p. 2482)

Son amendement n° 238 (sanction du titulaire de l'autorité parentale ayant laissé un mineur commettre une infraction) : rejeté (p. 2482)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 2001] (p. 4901)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 4906) : rejetée (p. 4914)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4918)
Son intervention (p. 4920)

Thèmes :
Armes : vente (p. 4909)
Arts et spectacles : rave-parties : réglementation (p. 4911, 4921)
Communes : maires : sécurité (p. 4909)
Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 4909, 4919)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 4906)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 4907, 4919)
Ordre public : sécurité : opposition (p. 4909)
Ordre public : sécurité : projets de loi (p. 4909, 4911, 4919)
Ordre public : sécurité : Sénat (p. 4910)
Ordre public : sécurité : statistiques (p. 4906, 4918)
Police : effectifs (p. 4907)
Police : police de proximité (p. 4908)
Sécurité routière (p. 4909)

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Avant l'article 1er A
Soutient l'amendement n° 86 de M. Christian Estrosi (inscription de la protection des témoins dans l'article préliminaire du code de procédure pénale) (p. 5006) : rejeté (p. 5006)

Article 1er A (renforcement du rôle des maires en matière de sécurité)
Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 5008)

Article 1er C
Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 5011)

Article 1er I
Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 5019)

Article 1er L
Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 5020)

Après l'article 1er L
Son amendement n° 80 soutenu par M. Thierry Mariani (exercice de la police judiciaire en lien avec les maires) : rejeté (p. 5021)
Soutient l'amendement n° 80 de M. Thierry Mariani (exercice de la police judiciaire en lien avec les maires) (p. 5021) : rejeté (p. 5021)
Soutient l'amendement n° 84 de M. Christian Estrosi (création d'une police territoriale de proximité sur décision du conseil municipal) (p. 5021) : rejeté (p. 5021)
Son amendement n° 108 (création d'une police territoriale de proximité sur décision du maire) : rejeté (p. 5021)
Soutient l'amendement n° 83 de M. Christian Estrosi (composition de la police territoriale de proximité) (p. 5021) : rejeté (p. 5021)
Soutient l'amendement n° 81 de M. Christian Estrosi (qualité d'officier de police judiciaire des agents de la police municipale intégrés dans la police territoriale de proximité) (p. 5021) : rejeté (p. 5022)
Soutient l'amendement n° 82 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 5022) : rejeté (p. 5022)
Son amendement n° 107 (recours du maire à la vidéoprotection et aux techniques modernes de surveillance) : rejeté (p. 5022)

Avant l'article 1er M
Son amendement n° 110 (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)
Son amendement n° 115 (conditions de retrait définitif des allocations familiales) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)
Son amendement n° 114 (conditions de retrait de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)
Son amendement n° 112 (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)
Son amendement n° 111 (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)
Son amendement n° 113 (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5026) : rejeté (p. 5027)

Après l'article 1er Z
Son amendement n° 92 (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) : rejeté (p. 5031)

Article 1er (art. 2 du décret du 18 avril 1939 : autorisation des établissements de commerce de détail)
Soutient l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (autorisation automatique pour un établissement ayant fait l'objet d'une déclaration avant la date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 5032) : rejeté (p. 5032)

Article 2 (art. 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : interdiction de la vente au détail hors des locaux autorisés)
Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (vente par correspondance, à distance ou directement entre particuliers) (p. 5034)
Soutient l'amendement n° 12 de M. Charles de Courson (autorisation sous condition de la vente par correspondance, à distance ou entre particuliers) (p. 5034) : devenu sans objet (p. 5034)

Article 3 (art. 15-1 du décret du 18 avril 1939 : conditions de conservation des armes)
Soutient l'amendement n° 14 de M. Charles de Courson (conservation au domicile du propriétaire) (p. 5034) : rejeté (p. 5034)
Soutient l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (rédactionnel) (p. 5034) : rejeté (p. 5034)
Soutient l'amendement n° 16 de M. Charles de Courson (conservation au domicile du propriétaire) (p. 5034) : rejeté (p. 5035)

Article 6 ter (art. L. 235-2 et 3 nouveaux du code de la route : dépistage de l'usage de stupéfiants en cas d'accidents de la route)
Son sous-amendement n° 93 (obligation de dépistage) à l'amendement n° 63 de la commission (possibilité de dépistage de stupéfiants chez tout conducteur impliqué dans un accident corporel de la circulation) (p. 5039) : rejeté (p. 5040)
Son sous-amendement n° 94 (transmission des résultats au procureur - sanction du refus de se se soumettre au

dépistage) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 5039) : rejeté (p. 5040)

Après l'article 20

Soutient l'amendement n° 90 de M. Christian Estrosi (sanction du rassemblement ou stationnement dans les parties communes d'immeubles) (p. 5046) : rejeté (p. 5046)

Après l'article 20 bis

Soutient l'amendement n° 79 de M. Christian Estrosi (possibilité pour la police municipale d'intervenir dans les parties communes des immeubles) (p. 5047) : rejeté (p. 5047)

Son amendement n°s 96 (en cas de danger, possibilité d'interdiction immédiate d'une manifestation non autorisée) : retiré (p. 5049)

Ses explications de vote (p. 5062)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 5062)

Proposition de loi n° 2983 portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2342)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 avril 2001] (p. 2342)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Son amendement n° 503 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (respect des limites des cantons - conseillers généraux membres de droit) : rejeté (p. 4333)

Article 7 (publicité des actes)

Son amendement n° 505 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (publicité sur support numérique) : adopté (p. 4431)

Article 9 (articles L. 2121-22-1, 3121-22-1, 4132-21-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : mission d'information et d'évaluation)

Son amendement n° 504 (saisine du conseil général) (p. 4472) : rejeté (p. 4473)

Article 23 (articles L. 2123-13, L. 3123-11, L. 4135-11 du code général des collectivités territoriales : congé de formation)

Son amendement n° 512 soutenu par M. Jacques Pélissard (rédactionnel) : rejeté (p. 4506)

Son amendement n° 511 rectifié soutenu par M. Michel Bouvard (dépenses de formation obligatoires) : rejeté (p. 4506)

Après l'article 30

Son amendement n° 515 soutenu par M. Jacques Pélissard (nombre de vice-présidents du conseil général) : rejeté (p. 4514)

Son amendement n° 514 soutenu par M. Jacques Pélissard (honorariat pour les conseillers généraux) : adopté (p. 4514)

Article 50 (concertation sur les projets de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages des collectivités locales)

Son amendement n° 524 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) : rejeté (p. 4561)

Avant l'article 43 précédemment réservé

Son amendement n° 521 précédemment réservé (dissolution des services départementaux d'incendie et de secours) : non soutenu (p. 4617)

Son amendement n° 522 précédemment réservé (financement des services départementaux d'incendie et de secours) : non soutenu (p. 4619)

Son amendement n° 523 précédemment réservé (financement des services départementaux d'incendie et de secours) : non soutenu (p. 4620)

Article 43 précédemment réservé (articles L. 1424-1 et L. 1424-12 du code général des collectivités territoriales : centres de première intervention)

Son amendement n° 517 soutenu par M. Michel Bouvard (avis conforme du conseil général sur le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4625) : retiré (p. 4626)

Son amendement n° 518 soutenu par M. Michel Bouvard (possibilité de révision à la demande du conseil général du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) : adopté (p. 4626)

Son amendement n° 516 soutenu par M. Michel Bouvard (avis du conseil général sur le plan d'équipement) : adopté (p. 4626)

Après l'article 40

Son amendement n° 509 précédemment réservé soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (extension des possibilités de délégation attribuée par le président du conseil général à des conseillers généraux) (p. 4778) : retiré (p. 4779)

Didier MARIE

Seine-Maritime (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Inondations. Seine-Maritime, aides de l'Etat [27 mars 2001] (p. 1418)

Alfred MARIE-JEANNE
Martinique (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : énergie et carburants. Carburants, prix [3 octobre 2000] (p. 6343)

Outre-mer. DOM : Martinique. Logement, politique du logement, perspectives [25 avril 2001] (p. 2242)

Outre-mer. DOM : transports aériens. Desserte, perspectives [5 juin 2001] (p. 3831)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6639)

Thème :

Outre-mer : DOM : institutions (p. 6639)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 39 supprimé par le Sénat (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Son intervention (p. 6726)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)

Son intervention (p. 8668)

Thème :

Outre-mer : DOM : institutions (p. 8668)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8566)

Thèmes avant la procédure des questions :

Outre-mer : DOM : développement économique (p. 8566)

Outre-mer : Martinique (p. 8566)

Procédure des questions :

Entreprises : financement : Outre-mer (p. 8614)

Jean-Paul MARIOT
Haute-Saône (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Maladies du bétail. Vache folle, fièvre aphteuse, aides de l'Etat [9 mai 2001] (p. 2674)

Alain MARLEIX
Cantal (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile. [J.O. du 20 octobre 2000] (p. 16838)

Membre titulaire du conseil supérieur de l'aviation marchande [J.O. du 27 avril 2001] (p. 6715)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3193 tendant à instituer un taux unique de TVA de 5,5 % dans la restauration [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle [5 décembre 2000] (p. 9741)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1233, posée le 9 octobre 2000. Agriculture. Indemnités spéciales de montagne (J.O. Questions p. 5679). Appelée le 10 octobre 2000. Perspectives (p. 6577)

n° 1291, posée le 22 janvier 2001. Transports aériens. Politique des transports aériens (J.O. Questions p. 356). Appelée le 23 janvier 2001. Desserte de l'Auvergne (p. 635)

n° 1451, posée le 18 juin 2001. Etablissements de santé. Carte sanitaire (J.O. Questions p. 3434). Appelée le 19 juin 2001. Maternités, Mauriac (p. 4370)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8942)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, suppléant de M. Patrick Ollier

Son intervention (p. 8945)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 8946)

Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 8946)

Etat : Plan : crédits budgétaires (p. 8945)

Régions : contrats de plan Etat-régions : crédits budgétaires (p. 8945, 8946)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9372)

Thèmes :

Agriculture : montagne : élevage (p. 9372)

Politiques communautaires : directives : sécurité sanitaire (p. 9372)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9372)

Franck MARLIN

Essonne (2ème circonscription)
Apparenté au groupe du Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Béatrice MARRE

Oise (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Membre titulaire du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17186)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 4 : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 2624) [11 octobre 2000]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la sécurité alimentaire [28 juin 2001] (n° 3212)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Relations internationales. Politique économique. Sommets de Davos et Porto Alègre [31 janvier 2001] (p. 959)

Consommation. Sécurité alimentaire. Politiques communautaires [20 juin 2001] (p. 4535)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6907)

Thèmes :

Agriculture : installation (p. 6908)

Agriculture : politique agricole : fiscalité (p. 6908)

Entreprises : entreprises individuelles : fiscalité (p. 6908, 6909)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6908)

Finances publiques : dépenses (p. 6907, 6908)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6907)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6908)

Politique économique : croissance (p. 6907)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 7000)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Charles de Courson (suppression de l'autorisation de perception des impôts affectés aux collectivités territoriales et compensation de la perte de recettes pour les collectivités territoriales par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7002)

Article 28 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7074)

Thèmes :

Parlement : rôle (p. 7074)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 7075) ; budget (p. 7074, 7075) ; politique agricole commune (p. 7074, 7075) ; politiques internes (p. 7075)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Son intervention (p. 7205)

Son amendement n° 535 (rédactionnel) (p. 7205) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7206)

Son amendement n° 536 (rédactionnel) (p. 7205) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7206)

Son amendement n° 537 corrigé (rédactionnel) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7206)

Soutient l'amendement n° 45 corrigé de la commission (extension aux jeunes agriculteurs ayant conclu un contrat territorial d'exploitation de l'abattement de 50 % sur les bénéfices applicable aux agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 7207) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7207)

Son amendement n° 469 (assouplissement du régime relatif à la modification de la date de clôture d'un exercice) (p. 7208) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7209)

Son amendement n° 473 (soumission à un régime réel d'imposition des jeunes agriculteurs bénéficiaires des prêts à moyen terme spéciaux, de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ou signataires d'un contrat territorial d'exploitation) : retiré (p. 7209)

Son amendement n° 471 (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition d'effectuer leur déclaration récapitulative annuelle de TVA à la même date que celle choisie pour la clôture de leur exercice comptable) : retiré (p. 7210)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Germain Gengenwin (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des exploitations agricoles à responsabilité limitée comprenant des associés non-parents) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Germain Gengenwin (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de titres de sociétés civiles à objet agricole) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Christian Jacob (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de titres de sociétés civiles à objet agricole) (p. 7216)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8118)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agrobiologie (p. 8119)

Agriculture : aides (p. 8120)

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8119)

Agriculture : crédits (p. 8118)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8120)

Agriculture : installation (p. 8118)

Agriculture : offices d'intervention (p. 8119)

Bois et forêts (p. 8118, 8119)

Enseignement agricole : crédits (p. 8118 à 8120)

Impôts et taxes : exonérations : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8118)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8119)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8118, 8119)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 8118 à 8120)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2000] (p. 8189)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 148 rectifié du Gouvernement (augmentation des crédits pour la création d'emplois d'inspecteur vétérinaire) (p. 8190)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Christian Jacob (réduction des crédits affectés au financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8191)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8191)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. François Sauvadet (réduction des crédits affectés au financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8191)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8191)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. François Sauvadet (réduction des crédits affectés au financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8191)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8191)

Article 49 (primes ou cotisations d'assurance)

Soutient l'amendement n° 82 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 8192) : adopté (p. 8193)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jacques Le Nay (contrats relatifs aux serres de production exonérés de la contribution additionnelle) (p. 8193)

Soutient l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) (p. 8193) : adopté (p. 8194)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Charles de Courson (rétablissement du lien entre immatriculation à la mutualité sociale agricole et réglementation sur les structures) (p. 8194)

Soutient l'amendement n° 84 de la commission (gestion commune de la trésorerie des caisses de mutualité sociale agricole assurée par la Caisse centrale) (p. 8195) : retiré (p. 8196)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Charles de Courson (accès aux informations) (p. 8196)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Charles de Courson (suppression des cotisations minimales) (p. 8196)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Charles de Courson (harmonisation des assiettes des cotisations sociales) (p. 8197)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Charles de Courson (déduction de l'assiette de la rente au sol) (p. 8197)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Charles de Courson (lissage des assiettes de cotisations) (p. 8199)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Charles de Courson (lissage des assiettes de cotisations) (p. 8199)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Charles de Courson (suppression de cotisations sociales) (p. 8200)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Charles de Courson (régime agricole admis au bénéfice du produit de la CSG) (p. 8200)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Charles de Courson (rapport au Parlement relatif à la mensualisation des retraites et à leur revalorisation) (p. 8201)

Article 50 (montant des retraites)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Charles de Courson (plafonnement des retraites des "polypensionnés") (p. 8202)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 135 du Gouvernement (assiette des cotisations dues par le chef d'exploitation pour les aides familiaux et le conjoint collaborateur) (p. 8203)

Intervient sur le sous-amendement n° 150 de M. Charles de Courson (rétroactivité de la mesure fixée au 1er janvier 1994) à l'amendement n° 135 du Gouvernement (p. 8203)

Intervient sur l'amendement n° 136 du Gouvernement (dispositions relatives à l'outre-mer réintégrées dans le code rural) (p. 8203)

Intervient sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (financement du PMPOA sur le FNDAE prorogé jusqu'en 2006) (p. 8204)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Charles de Courson (non recours à la "modulation" mise en place par le règlement communautaire du 17 mai 1999) (p. 8204)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 257 (extension aux jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation des mesures d'aides dont bénéficient les jeunes agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs pour l'achat d'un immeuble rural situé dans un territoire rural de développement prioritaire) (p. 9031) : retiré (p. 9032)

Son amendement n° 258 (application aux jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation du dégrèvement de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les jeunes agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9033)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Après l'article 5

Son amendement n° 382 (jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation) : retiré (p. 7540)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9371)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9371)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 9371)

Politiques communautaires : directives : sécurité sanitaire (p. 9372)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9371)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 9528)

Thèmes :

Avortement : généralités (p. 9529, 9530)

Famille : contraception (p. 9529, 9530)

Professions de santé : médecins : avortement (p. 9529)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10625)

Article 26 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient le sous-amendement n° 51 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (simplification du dispositif applicable aux sociétés coopératives) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10649) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10650)

Jean MARSAUDON

Essonne (7ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Daniel MARSIN

Guadeloupe (1ère circonscription)
Apparenté au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur les titres III et chapitre II du titre IV du projet de loi, en nouvelle lecture (n° 2482), d'orientation pour l'outre-mer [4 octobre 2000] (n°2611)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6633)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : DOM (p. 6633, 6334)
Outre-mer : DOM : compétences (p. 6634)
Outre-mer : DOM : crédits (p. 6634)
Outre-mer : DOM : généralités (p. 6633)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 6634)
Outre-mer : DOM : transports (p. 6634)
Outre-mer : Guadeloupe : Ile de Saint-Martin (p. 6634)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 6634)
Parlement : Sénat : DOM (p. 6634)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Son intervention (p. 6711)

Article 39 supprimé par le Sénat (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Son intervention (p. 6723)

Article 2 précédemment réservé (art. L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Son intervention (p. 6733)

Article 9 précédemment réservé (art. L. 832-6 du code du travail : projet initiative-jeune)

Son intervention (p. 6750)

Son amendement n° 176 (jeunes originaires de l'archipel de Guadeloupe) : adopté (p. 6751)

Article 9 quater précédemment réservé (création du congé emploi solidarité)

Son intervention (p. 6753)

Article 9 octies précédemment réservé (conventions et autorisations relatives aux services publics routiers de personnes)

Son intervention (p. 6809)

Article 16 précédemment réservé (art. L. 340-2 du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Claude Hoarau (maintien du régime particulier de la Réunion) (p. 6819)

Intervient sur l'amendement n° 100 du Gouvernement (consultation des maîtres d'ouvrages sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds et non sur la programmation des logements) (p. 6820)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission de la production (présidence du fonds par le président du conseil régional) (p. 6820) : retiré (p. 6820)

Intervient sur l'amendement n° 226 du Gouvernement (présidence du fonds à la Réunion tenant compte de la création d'un second département) (p. 6820)

Article 31 précédemment réservé (art. L. 3444-4 à L. 3444-7 du code général des collectivités territoriales : programmation des aides d'Etat au logement)

Intervient sur l'amendement n° 104 rectifié du Gouvernement (possibilité de saisine du conseil régional par le Préfet) (p. 6835)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission de la production (suppression de l'article L 3444-5 du code général des collectivités territoriales introduit par le Sénat et transférant aux départements les compétences en matière d'amélioration de l'habitat privé) (p. 6935) : adopté (p. 6835)

Article 32 précédemment réservé (art. L. 2563-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions applicables aux communes de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission de la production (transfert des compétences dans les domaines de l'aménagement du territoire, du transport, de l'urbanisme, de la culture et du sport) (p. 6836) : adopté (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Philippe Martin (51) (modalités de calcul des sommes compensant les transferts de compétences et prise en compte de l'éloignement des îles du Nord) (p. 6836)

Son amendement n° 177 (modalités de calcul des sommes compensant les transferts de compétences) (p. 6836) : rejeté (p. 6837)

Article 33 précédemment réservé (art. L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Son intervention (p. 6837)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Ernest Moutoussamy (article 22 - possibilité pour les départements d'outre-mer d'être membres associés d'organismes régionaux ou observateurs auprès de ceux-ci) (p. 8687)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8560)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8560)
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8560, 8561)
Outre-mer : crédits (p. 8560, 8561)
Outre-mer : DOM : culture (p. 8560)
Outre-mer : DOM : logement (p. 8560)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 8560, 8561)

Christian MARTIN

Maine-et-Loire (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Maintien. Rave-parties [2 mai 2001] (p. 2503)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8180, 8181)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : abattoirs : Maine et Loire (p. 8181)
Agroalimentaire : entreprises : taxe d'équarrissage (p. 8180)

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [31 octobre 2000] (p. 7785)

Son intervention (p. 7799)

Thèmes avant la procédure des questions :

Architecture : conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) (p. 7799)
Arts et spectacles : festivals (p. 7799)
Patrimoine culturel : conservation (p. 7799)

Proposition de loi n° 2328 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2001] (p. 1151)

Article 1er (reconnaissance d'une priorité nationale)

Son intervention (p. 1152)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Soutient la question préalable opposée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 1436) : rejetée (p. 1436)

Thèmes :

Entreprises : entreprises en difficulté : procédures (p. 1438)
Justice : juges consulaires (p. 1436)
Justice : justice commerciale : réforme (p. 1439)
Justice : tribunaux de commerce : organisation (p. 1437)
Justice : tribunaux de commerce : réforme (p. 1437)

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 30 rectifié (transfert sur demande conjointe des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers de la compétence commerciale des tribunaux de grande instance à des tribunaux de commerce existant ou à créer) (p. 1471) : rejeté (p. 1472)

Son amendement n° 102 soutenu par M. Patrick Herr (sur demande conjointe des chambres de commerce et d'industrie et des chambres des métiers, organisation d'une concertation sur le transfert de la compétence commerciale des tribunaux de grande instance à des tribunaux de commerce existant ou à créer) (p. 1471) : rejeté (p. 1472)

Article 4 (art. L. 411-8 à L. 411-17 du code de l'organisation judiciaire : composition des chambres du tribunal de commerce)

Son amendement n° 33 (création de chambres de prévention au sein de chaque tribunal) (p. 1476) : retiré (p. 1477)

Son amendement n° 103 (présidence de la chambre mixte) : devenu sans objet (p. 1480)

Article 12 (art. L. 413-8 à L. 413-13 du code de l'organisation judiciaire : scrutin et opérations électorales)

Son amendement n° 40 rectifié (élection au scrutin de liste majoritaire à 2 tours) (p. 1521) : rejeté (p. 1523)

Après l'article 13

Son amendement n° 41 (adoption d'un statut des juges consulaires et création d'un organisme représentatif dans les 18 mois de la publication de la loi) (p. 1524) : retiré (p. 1525)

Article 16 (art. L. 414-13 et L. 414-14 du code de l'organisation judiciaire : formation des juges consulaires)

Son amendement n° 42 rectifié (formation organisée par l'ENM en collaboration avec le centre d'études et de formation des juridictions commerciales) : rejeté (p. 1536)

Avant l'article 17

Son amendement n° 43 rectifié (suppression des tribunaux de commerce traitant un faible volume d'affaires et dans le ressort duquel n'existe pas de tribunal de grande instance) (p. 1536) : rejeté (p. 1537)

Son amendement n° 104 (présentation au Parlement d'un rapport de la Chancellerie sur la refonte de la carte judiciaire des tribunaux de commerce) : adopté (p. 1537)

Article 19 (entrée en vigueur de la loi - validité rétroactive de dispositions du code de commerce abrogées)

Son amendement n° 44 rectifié (limite d'âge pour la candidature portée de 68 à 70 ans pour ceux ayant exercé un mandat de juge consulaire en Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle) (p. 1538) : adopté (p. 1539)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Roger Lestas (compétence territoriale lorsque activité principale et siège social d'un établissement ne sont pas dans le même ressort) (p. 1541)

Son amendement n° 108 (obligation de déclaration des créances sociales impayées à partir de 50 000 francs au lieu de 80 000 et des retards de paiement supérieurs à 3 mois) : rejeté (p. 1543)

Son amendement n° 107 (sanction du défaut d'inscription des retards de paiement des créances sociales : perte du rang de créancier privilégié) (p. 1543) : rejeté (p. 1544)

Son amendement n° 106 (pouvoir d'injonction de déposer les comptes annuels d'une personne morale octroyé au président du tribunal) : adopté (p. 1544)

Son amendement n° 109 (obligation de déclaration des créances fiscales impayées à partir de 50 000 francs au lieu de 80 000 et des retards de paiement supérieurs à 3 mois - sanction du défaut d'inscription des retards : perte du rang de créancier privilégié) (p. 1544) : rejeté (p. 1545)

Ses explications de vote (p. 1549)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1549)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 43 précédemment réservé (articles L. 1424-1 et L. 1424-12 du code général des collectivités territoriales : centres de première intervention)

Son intervention (p. 4622)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 831 précédemment réservé du Gouvernement (prise en charge financière par les établissements de santé sièges de SAMU, des interventions des services départementaux d'incendie et de secours à la demande du SAMU) (p. 4765)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 9 précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour un mineur de 16 à 18 ans de s'engager comme sapeur-pompier volontaire) (p. 4773)

Son amendement n° 403 précédemment réservé (formation des sapeurs-pompiers volontaires) : rejeté (p. 4773)

Soutient l'amendement n° 404 précédemment réservé de M. Charles de Courson (développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4773) : rejeté (p. 4774)

Son amendement n° 651 précédemment réservé (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) : retiré (p. 4774)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4774)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié précédemment réservé de M. Franck Dhersin (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4774)

Son amendement n° 405 précédemment réservé (possibilités de reclassement ou de congé pour difficultés opérationnelles) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n° 646 précédemment réservé soutenu par M. Emile Blessig (possibilités de reclassement ou de congé pour difficultés opérationnelles) : rejeté (p. 4775)

Son amendement n° 648 précédemment réservé (intégration des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4775) : rejeté (p. 4776)

Son amendement n° 647 précédemment réservé (intégration des sapeurs-pompiers militaires dans le corps des sapeurs-pompiers professionnels civils) : rejeté (p. 4776)

Son amendement n° 402 précédemment réservé (commission pour le développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers) (p. 4776) : rejeté (p. 4777)

Philippe MARTIN (51)
Marne (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile. [J.O. du 20 octobre 2000] (p. 16838)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 3080 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'organisation et le déroulement des "rave party" non autorisées et plus particulièrement sur leurs implications sur la sécurité et la santé publiques, ainsi que sur l'environnement [22 mai 2001]

Proposition de loi n° 3281 visant à supprimer l'interdiction d'opérations de parrainage en faveur du vin [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1307, posée le 29 janvier 2001. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : services extérieurs (J.O. Questions p. 487). Appelée le 30 janvier 2001. Douanes, correspondants locaux, restructuration (p. 875)

n° 1366, posée le 16 avril 2001. Enseignement supérieur. Etudiants (J.O. Questions p. 2173). Appelée le 17 avril 2001. Travail saisonnier, viticulture, accès (p. 1872)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 32 précédemment réservé (art. L. 2563-8 du code général des collectivités territoriales : dispositions applicables aux communes de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy)

Son amendement n° 137 soutenu par M. Philippe Chaulet (modalités de calcul des sommes compensant les transferts de compétences et prise en compte de l'éloignement des îles du Nord) (p. 6836) : rejeté (p. 6837)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 5 (articles L. 731-15, L. 731-19 et L. 731-21 du code rural : simplification du calcul de l'assiette des cotisations sociales des exploitants agricoles)

Son amendement n° 328 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7536) : rejeté (p. 7537)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 5 (articles L. 731-15, L. 731-19 à L. 731-24 du code rural : simplification du calcul de l'assiette des cotisations sociales des exploitants agricoles)

Son sous-amendement n° 94 soutenu par M. Alfred Recours (assouplissement des conditions de report des revenus d'une année sur l'autre) à l'amendement n° 6 de la commission (choix de l'année de base) (p. 9285) : rejeté (p. 9286)

Article 11 supprimé par le Sénat (articles L. 131-10, L. 135-3 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Soutient l'amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution provenant du vin) (p. 9295) : rejeté (p. 9296)

Soutient le sous-amendement n° 127 de M. Bernard Perrut (suppression de la contribution provenant du vin) à l'amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (p. 9295) : rejeté (p. 9296)

Son amendement n° 141 (suppression de la contribution provenant du vin) (p. 9295) : rejeté (p. 9296)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8150)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : calamités agricoles : indemnisation (p. 8150)

Agriculture : crédits (p. 8150)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8150)

Agriculture : offices d'intervention : viticulture (p. 8151)

Agroalimentaire : certification de qualité : appellations d'origine contrôlée (AOC) (p. 8150)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8150)

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Son intervention (p. 7731)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : prêts : prêts bonifiés (p. 7731)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 7732)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits (p. 7732)

Formation professionnelle (p. 7731)

Travail : durée du travail : commerce et artisanat (p. 7731, 7732)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10306)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Son amendement n° 295 soutenu par M. Michel Bouvard (date de clôture de l'exercice comptable des exploitants viticoles soumis à un régime réel d'imposition) (p. 10338) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10339)

Proposition de loi n° 2983 portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2342)

Son intervention (p. 2346)

Thèmes :

Agriculture : agriculteurs en difficulté (p. 2347)
Agriculture : exploitants (p. 2346)
Assurances : compagnies (p. 2347)
Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 2347)
Risques professionnels : accidents du travail (p. 2347)

Discussion des articles [3 mai 2001] (p. 2625)

Article 1er (art. L. 752-1 à L. 752-21 du code rural : nouveau régime d'assurance contre les accidents du travail et de la vie privée et les maladies professionnelles des exploitants agricoles (AAEXA))

Son sous-amendement n° 61 (maintien des accidents relevant de la vie privée) à l'amendement n° 34 du Gouvernement (renvoi à la branche assurance maladie des accidents relevant de la vie privée) : rejeté (p. 2632)

Son sous-amendement n° 62 (maintien des accidents relevant de la vie privée) à l'amendement n° 34 du Gouvernement : rejeté (p. 2632)

Patrice MARTIN-LALANDE
Loir-et-Cher (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 24 mai 2001] (p. 8359)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3233 visant à assurer la couverture complémentaire du territoire en téléphonie mobile [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Télécommunications. Téléphone. Portables, licences UMTS, conditions d'attribution [30 janvier 2001] (p. 903)

Travail. Licenciement collectif. Réglementation, lutte et prévention [24 avril 2001] (p. 2165)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1234, posée le 9 octobre 2000. Déchets, pollutions et nuisances. Automobiles et cycles (J.O. Questions p. 5679). Appelée le 10 octobre 2000. Lutte et prévention, financement (p. 6546)

n° 1292, posée le 22 janvier 2001. Sécurité sociale. Cotisations (J.O. Questions p. 357). Appelée le 23 janvier 2001. Montant, colporteurs de presse (p. 649)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 23 (création du compte d'affectation spéciale n° 902-33 "Fonds de provisionnement des charges de retraites et de désendettement de l'Etat")

Son amendement n° 31 soutenu par M. Gilles Carrez (affectation de 5 milliards de francs à l'amélioration de la couverture du territoire en relais de radio-communication mobile) : rejeté (p. 7265)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7927)

Son intervention (p. 7938)

Thèmes avant la procédure des questions :

Chasse et pêche : chasse (p. 7938, 7939)
Cours d'eau, étangs et lacs : étangs (p. 7939)
Environnement : réserves naturelles (p. 7939)
Union européenne : directives : environnement (p. 7938, 7939)

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)

Son intervention (p. 8512)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 8512, 8513)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 8512)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8513)
Audiovisuel et communication : radio (p. 8513)
Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8512, 8513)
Presse et livres : correspondants locaux (p. 8513)
Presse et livres : presse (p. 8512, 8513)
Télécommunications : Internet (p. 8514)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : Centre (p. 8014)
Défense : GIAT-Industries : Centre (p. 8013)
Défense : missiles : Salbris (p. 8018)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)

Procédure des questions :

Automobiles et cycles : automobiles : Loir-et-Cher (p. 8769)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)

Son intervention (p. 2006)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2006, 2007)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés : retraite du combattant (p. 2007)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2007)

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 2007)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 2007)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 2007)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 2007)

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Yves Bur (mise en valeur du caractère transitoire de la présente loi) (p. 2039)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2047)

Article L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles : conditions d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 61 (mise en place d'une nouvelle grille) (p. 2049) : retiré (p. 2050)

Article L. 232-3 du code de l'action sociale et des familles : procédure de détermination du montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie à domicile

Son amendement n° 71 corrigé (place et rôle des services d'aide à domicile) : rejeté (p. 2050)

Son amendement n° 52 (visite à domicile pour appréciation) : adopté (p. 2051)

Article L. 232-6 du code de l'action sociale et des familles : modalités propres à garantir la qualité de l'aide servie à domicile

Son amendement n° 54 (prise en compte de l'environnement familial) : rejeté (p. 2053)

Article L. 232-7 du code de l'action sociale et des familles : contrôle et sanctions

Soutient l'amendement n° 3 corrigé de M. Didier Quentin (déclaration de l'effectivité de l'aide par le bénéficiaire) (p. 2055) : rejeté (p. 2055)

Article L. 232-8 du code de l'action sociale et des familles : montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie en établissement et de la participation du bénéficiaire

Son amendement n° 55 (cas de "très grande dépendance") : rejeté (p. 2056)

Son amendement n° 57 (état des besoins en postes de personnel soignant) : rejeté (p. 2057)

Article L. 232-9 du code de l'action sociale et des familles : somme minimum laissée à la disposition de la personne hébergée en établissement

Son amendement n° 56 (réévaluation annuelle) : adopté (p. 2058)

Article L. 232-12 du code de l'action sociale et des familles : autorité compétente pour l'attribution et le service de l'allocation personnalisée d'autonomie

Soutient l'amendement n° 66 rectifié de M. Jean-Marie Geveaux (motivation de la décision administrative et modalités de recours) (p. 2058) : adopté (p. 2059)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Didier Quentin (rôle des associations de service de maintien à domicile) (p. 2059) : rejeté (p. 2059)

Son amendement n° 148 (représentation de l'Etat, des associations de service de maintien à domicile et du CODERPA) (p. 2059) : rejeté (p. 2060)

Soutient l'amendement n° 63 de M. Patrick Delnatte (référence aux organismes d'aide aux personnes en perte d'autonomie) (p. 2060) : rejeté (p. 2060)

Article L. 232-14 du code de l'action sociale et des familles : procédure d'instruction des demandes d'allocation personnalisée d'autonomie, date d'ouverture des droits et conditions de liquidation et de révision

Son amendement n° 58 (périodicité de la révision fixée à deux ans) : devenu sans objet (p. 2065)

Article L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles : personnes morales et physiques auxquelles peut être versée l'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 64 (principe de versement de l'allocation au bénéficiaire) : rejeté (p. 2065)

Article L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles : procédure de règlement à l'amiable des litiges

Son amendement n° 147 (représentation des retraités et personnes âgées) (p. 2066) : devenu sans objet (p. 2067)

Article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles : recours en récupération

Soutient l'amendement n° 2 de M. Didier Quentin (suppression du recouvrement sur succession) (p. 2078) : retiré (p. 2079)

Soutient l'amendement n° 67 de M. Patrick Delnatte (suppression du recouvrement sur succession) (p. 2078) : retiré (p. 2079)

Son sous-amendement n° 72 (coexistence de deux régimes jusqu'au 1er janvier 2004) à l'amendement n° 18 de la commission (suppression du recouvrement sur succession pour l'allocation d'autonomie) (p. 2079) : rejeté (p. 2082)

Après l'article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles :

Son amendement n° 152 (indépendance de l'allocation vis-à-vis de l'obligation alimentaire) : adopté (p. 2082)

Article L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie

Soutient l'amendement n° 5 de M. Didier Quentin (suppression de la référence au nombre de bénéficiaires du RMI) (p. 2086) : adopté (p. 2087)

Soutient l'amendement n° 6 de M. Didier Quentin (prise en compte du critère d'âge) (p. 2086) : adopté (p. 2087)

Son amendement n° 65 (état annuel des dépenses) : rejeté (p. 2088)

Son amendement n° 149 (limitation des dépenses départementales) : rejeté (p. 2088)

Son sous-amendement n° 157 (continuité de ce service) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rôle du fonds de modernisation de l'aide à domicile) (p. 2089) : rejeté (p. 2091)

Article 4 (article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles : conventionnement de certains établissements)

Son amendement n° 162 (dispositions transitoires) : rejeté (p. 2093)

Article 13 (rapport de bilan financier)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rapport d'évaluation présenté au Parlement ; objectifs et contenu) (p. 2102)

Après l'article 14

Son sous-amendement n° 73 rectifié (raccourcissement du délai de constitution) à l'amendement n° 39 rectifié de la commission (institution d'un comité scientifique d'évaluation de l'autonomie) (p. 2103) : retiré (p. 2104)

Ses explications de vote (p. 2107)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2107)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3981)

Son intervention (p. 3991)

Thèmes :

Départements : action sociale (p. 3991)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 3990)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3991)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3990)

Discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3993)

Article 1er (art. L. 232-1 à L. 232-28 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Soutient le sous-amendement n° 64 de M. Patrick Delnatte (composition et compétences de l'équipe médico-sociale chargée d'accorder l'APA) à l'amendement n° 3 rectifié de la commission (p. 3997) : rejeté (p. 3998)

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de la commission (rétablissement de dispositions adoptées en première lecture) (p. 3998)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (suppression de la modulation du montant de la prestation en fonction de la qualification du travailleur) (p. 4000) : rejeté (p. 4000)

Son amendement n° 43 (rôle du comité national de coordination gérontologique) (p. 4003) : rejeté (p. 4004)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 juin 2001] (p. 4869)

Son intervention (p. 4877)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 4877)
Départements : action sociale (p. 4878)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4877)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 4878)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 4878)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Article 11 (articles L. 227-1, L. 227-3 et L. 227-4 à L. 227-11 nouveaux du code de l'action sociale et des familles : réglementation des centres de loisirs accueillant des mineurs)

Son amendement n° 20 (de suppression) (p. 2768) : rejeté (p. 2769)

Article 13 (articles 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son amendement n° 22 (assouplissements favorisant les "décrochages locaux") (p. 2775) : retiré (p. 2778)

Article 12 précédemment réservé (article L. 621-3 nouveau du code de l'éducation : compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris)

Son amendement n° 21 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2804) : rejeté (p. 2808)

Après l'article 13 (suite)

Son amendement n° 100 rectifié précédemment réservé soutenu par M. Pierre-Christophe Baguet (compétences des collectivités territoriales et établissements publics locaux en matière de réseaux de télécommunications) (p. 2808) : rejeté (p. 2810)

Son sous-amendement n° 94 rectifié précédemment réservé à l'amendement n° 80 précédemment réservé du Gouvernement (compétences des collectivités territoriales et établissements publics locaux en matière de réseaux de télécommunications) (p. 2809) : non soutenu (p. 2810)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Article 12 bis (articles L. 311-1, L. 311-2, L. 311-4, L. 311-7 et L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle : rémunération pour copie privée numérique)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (de suppression) (p. 4134)

Son amendement n° 73 (suppression du pouvoir de l'Etat de fixer des taux de rémunération pour copie privée) (p. 4134) : adopté (p. 4135)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de M. Didier Migaud (rémunération pour copie privée) (p. 4139)

Intervient sur le sous-amendement n° 79 de M. Alfred Recours (exclusion des phonogrammes et vidéogrammes) à l'amendement n° 40 rectifié de M. Didier Migaud (p. 4139)

Article 13 ter nouveau (article L. 321-5 du code de la propriété intellectuelle : information des membres des sociétés de perception de droits)

Son amendement n° 74 (de suppression) : adopté (p. 4141)

Article 15 (article L. 1511-6 du code général des collectivités territoriales : régime juridique des réseaux de télécommunication à haut débit installés par les collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur les risques sanitaires d'une exposition au rayonnement des équipements et installations radioélectriques) (p. 4144)

Après l'article 15

Son amendement n° 31 (fonds de couverture du territoire en radiotéléphonie publique) (p. 4145) : rejeté (p. 4146)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4299)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 4299)

Communes : démocratie participative (p. 4299)

Elections et référendums : suffrage universel : collectivités territoriales (p. 4299)

Secteur public : services publics (p. 4299)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 4300)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1 (vote par internet) (p. 4319) : rejeté (p. 4320)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Soutient l'amendement n° 503 de M. Thierry Mariani (respect des limites des cantons - conseillers généraux membres de droit) (p. 4333) : rejeté (p. 4333)

Soutient l'amendement n° 57 de M. Richard Cazenave (représentation des habitants et des associations majoritaires) (p. 4335) : rejeté (p. 4336)

Article 6 (article L. 1413-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : Commission consultative des services publics locaux)

Son amendement n° 819 (création de commissions consultatives départementales compétentes pour certains services publics nationaux) (p. 4426) : rejeté (p. 4427)

Article 7 (publicité des actes)

Soutient l'amendement n° 505 de M. Thierry Mariani (publicité sur support numérique) (p. 4431) : adopté (p. 4431)

Son amendement n° 544 (publicité sur support numérique) : adopté (p. 4431)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 747 de M. Jean-Luc Warsmann (questions soumises au conseil municipal à la demande des électeurs) (p. 4432) : rejeté (p. 4432)

Soutient l'amendement n° 749 de M. Jean-Luc Warsmann (questions soumises au conseil général à la demande des électeurs) (p. 4435) : rejeté (p. 4436)

Soutient l'amendement n° 748 de M. Jean-Luc Warsmann (questions soumises à l'assemblée délibérante de l'EPCI à la demande des électeurs) (p. 4437) : rejeté (p. 4437)

Soutient l'amendement n° 243 de M. Didier Quentin (conseillers généraux membres de droit des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4439) : rejeté (p. 4439)

Soutient l'amendement n° 139 de M. Didier Quentin (participation des conseillers généraux aux travaux des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4439) : rejeté (p. 4439)

Son amendement n° 805 (élection au suffrage universel des membres des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 4452) : adopté après modification (p. 4459)

Article 23 (articles L. 2123-13, L. 3123-11, L. 4135-11 du code général des collectivités territoriales : congé de formation)

Son amendement n° 546 soutenu par M. Michel Bouvard (rédactionnel) : rejeté (p. 4506)

Son amendement n° 539 rectifié soutenu par M. Michel Bouvard (dépenses de formation obligatoires) : rejeté (p. 4506)

Après l'article 25

Son amendement n° 6 soutenu par M. Jacques Pélissard (extension aux titulaires de mandats électifs de la validation des acquis professionnels) : rejeté (p. 4507)

Article 26 (articles L. 2123-20-1 nouveau, L. 3123-15-1 nouveau et L. 4135-15-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : délibération sur les indemnités)

Son amendement n° 3 soutenu par M. Jacques Pélissard (suppression du seuil d'application) : rejeté (p. 4508)

Après l'article 30

Son amendement n° 537 soutenu par M. Jacques Pélissard (nombre de vice-présidents du conseil général) : rejeté (p. 4514)

Son amendement n° 538 soutenu par M. Jacques Pélissard (honorariat pour les conseillers généraux) : adopté (p. 4514)

Article 49 (article L. 121-1 à L. 121-14 du code de l'environnement : débat public)

Soutient l'amendement n° 764 de M. Jacques Pélissard (saisine de la commission nationale du débat public par un conseil municipal) (p. 4549) : rejeté (p. 4550)

Son amendement n° 12 (saisine de la commission nationale du débat public par un conseil municipal) (p. 4549) : rejeté (p. 4550)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Léonce Deprez (saisine de la commission nationale du débat

public par une collectivité territoriale y ayant intérêt) (p. 4550)

Soutient l'amendement n° 765 de M. Jacques Pélissard (saisine de la commission nationale du débat public par une collectivité territoriale dont le territoire est susceptible de subir l'impact du projet) (p. 4550) : rejeté (p. 4550)

Article 50 (concertation sur les projets de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages des collectivités locales)

Soutient l'amendement n° 524 de M. Thierry Mariani (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) (p. 4561) : rejeté (p. 4561)

Son amendement n° 529 (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) : rejeté (p. 4561)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 775 deuxième rectification de M. Maurice Leroy (commission départementale du patrimoine) (p. 4565)

Son amendement n° 406 rectifié (commission départementale du patrimoine) (p. 4564) : rejeté (p. 4569)

Son amendement n° 407 (avis de l'architecte des bâtiments de France) : retiré (p. 4569)

Son amendement n° 13 (avis de l'architecte des bâtiments de France) : retiré (p. 4569)

Après l'article 55

Son amendement n° 773 (protection des riverains des voies autoroutières) (p. 4570) : rejeté (p. 4572)

Son amendement n° 774 (protection des riverains des voies autoroutières) (p. 4570) : rejeté (p. 4572)

Avant l'article 43 précédemment réservé

Son amendement n° 532 précédemment réservé (dissolution des services départementaux d'incendie et de secours) : non soutenu (p. 4617)

Son amendement n° 531 précédemment réservé (financement des services départementaux d'incendie et de secours) :: non soutenu (p. 4619)

Son amendement n° 530 précédemment réservé (financement des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 4619) : non soutenu (p. 4620)

Article 43 précédemment réservé (articles L. 1424-1 et L. 1424-12 du code général des collectivités territoriales : centres de première intervention)

Son amendement n° 535 soutenu par M. Michel Bouvard (avis conforme du conseil général sur le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4625) : retiré (p. 4626)

Son amendement n° 534 soutenu par M. Michel Bouvard (possibilité de révision à la demande du conseil général du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) : adopté (p. 4626)

Son amendement n° 536 soutenu par M. Michel Bouvard (avis du conseil général sur le plan d'équipement) : adopté (p. 4626)

Après l'article 15

Son amendement n° 5 rectifié précédemment réservé soutenu par M. Gilles Carrez (conseil d'administration des parcs naturels régionaux) : devenu sans objet (p. 4749)

Son amendement n° 772 précédemment réservé soutenu par M. Gilles Carrez (présidents des syndicats gérant les parcs naturels régionaux) : devenu sans objet (p. 4749)

Après l'article 47

Son amendement n° 11 précédemment réservé (validation des acquis pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4771) : adopté (p. 4772)

Son amendement n° 9 précédemment réservé (possibilité pour un mineur de 16 à 18 ans de s'engager comme sapeur-pompier volontaire) (p. 4772) : rejeté (p. 4773)

Intervient sur l'amendement n° 651 précédemment réservé de M. Christian Martin (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4774)

Son amendement n° 8 rectifié précédemment réservé (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) : adopté (p. 4774)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié précédemment réservé de M. Franck Dhersin (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4774)

Après l'article 40

Soutient l'amendement n° 509 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (extension des possibilités de délégation attribuée par le président du conseil général à des conseillers généraux) (p. 4778) : retiré (p. 4779)

Son amendement n° 542 précédemment réservé (extension des possibilités de délégation attribuée par le président du conseil général à des conseillers généraux) (p. 4778) : retiré (p. 4779)

Après l'article 42

Soutient l'amendement n° 31 précédemment réservé de M. Yves Fromion (attribution de la médaille d'honneur régionale, départementale ou communale) (p. 4780) : retiré (p. 4781)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [14 juin 2001] (p. 4296)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 4296)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Après l'article 6 ter

Son amendement n° 19 (sort du gibier tué accidentellement avec un véhicule à moteur) : rejeté (p. 5040)

Jacques MASDEU-ARUS

Yvelines (12ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant du conseil national du bruit [J.O. du 30 novembre 2000] (p. 19082)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6384) ; [4 octobre 2000] (p. 6431, 6470)

Article 1er (articles L. 444-4 nouveau et L. 441-2, L. 442-4 et L. 443-2 du code du travail : ancienneté minimale requise pour bénéficier des dispositifs d'épargne salariale)

Son amendement n° 205 soutenu par M. Jacques Godfrain (maintien de l'intéressement au niveau des établissements) : rejeté (p. 6385)

Article 2 (articles L. 443-2, L. 443-6 et L. 444-5 nouveau du code du travail, article L. 136-7 du code de la sécurité sociale, article 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale : transfert des valeurs épargnées dans un PEE en cas de départ de l'entreprise)

Son amendement n° 208 soutenu par M. Jacques Godfrain (établissement d'un état récapitulatif des sommes et valeurs mobilières épargnées en cas de départ de l'entreprise) : rejeté (p. 6387)

Article 3 (articles L. 443-3 et L. 444-3 du code du travail : plan d'épargne de groupe)

Son amendement n° 209 (définition extensive des groupes d'entreprises) : non soutenu (p. 6393)

Article 4 (article 237 bis A du code général des impôts et articles L. 441-2 et L. 441-1 du code du travail : provision pour investissement et dispositions diverses relatives à l'épargne salariale)

Son amendement n° 210 (modalités de calcul de l'intéressement au sein d'une société holding) : rejeté (p. 6402)

Article 7 précédemment réservé (article L. 443-1-2 nouveau du code du travail : création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Son amendement n° 202 (modalités de sortie du plan) (p. 6474) : non soutenu (p. 6475)

Article 12 (article L. 443-3 du code du travail, articles 20 et 21 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 : conseils de surveillance des FCPE)

Son amendement n° 215 soutenu par M. Jacques Godfrain (information des salariés) : rejeté (p. 6486)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Jacques Godfrain (information des salariés) (p. 6487) : adopté (p. 6488)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Procédure des questions :

Industrie : construction aéronautique et spatiale : partenariat (p. 8013)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)

Procédure des questions :

Système pénitentiaire : personnel pénitentiaire : établissements (p. 8367)

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

7 - Justice : tribunaux : congés (p. 9064)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2000] (p. 8370)

Etat C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 160 du Gouvernement (majoration d'un milliard de francs) (p. 8372)

Proposition de résolution n° 3031 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes des inondations répétitives et sur les moyens propres à faire face aux aléas climatiques

Avant la discussion de l'article unique [17 mai 2001] (p. 3051)

Son intervention (p. 3063)

Thèmes :

Agriculture : matériel (p. 3064)

Cours d'eau, étangs et lacs : aménagement et protection (p. 3064)

Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 3063)

Environnement : espaces naturels sensibles (p. 3063)

Urbanisme (p. 3064)

Marius MASSE

Bouches-du-Rhône (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

Jean-Pierre MASSERET
Secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Lucien Guichon. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins. Enfants de déportés ou résistants, indemnisation [24 avril 2001] (p. 2166)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Environnement. Sites. Inspecteurs, effectifs de personnel [9 janvier 2001] (p. 25)

M. Claude Jacquot. Anciens combattants et victimes de guerre. Orphelins. Enfants de déportés ou résistants, indemnisation [9 janvier 2001] (p. 27)

M. Gérard Charasse. Coopération intercommunale. Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI). Délégués des communes, désignation, réglementation [17 avril 2001] (p. 1886)

M. Armand Jung. Ministères et secrétariats d'Etat. Intérieur : personnel. Préfet de police, poste, création, Strasbourg [17 avril 2001] (p. 1887)

M. Michel Grégoire. Cérémonies publiques et fêtes légales. Journée nationale de la Résistance. Création [17 avril 2001] (p. 1885)

M. Claude Goasguen. Ordre public. Maintien. Prostitution, lutte et prévention [17 avril 2001] (p. 1889)

M. François Lamy. Gendarmerie. Casernes. Réserve financière, aménagement, Tarare [17 avril 2001] (p. 1891)

M. Pierre Forgues. Cérémonies publiques et fêtes légales. Journée nationale du souvenir des anciens combattants et victimes morts pour la France en Afrique du Nord. Création [29 mai 2001] (p. 3516)

Mme Marie-Hélène Aubert. Outre-mer. TOM : Nouvelle-Calédonie. Mines et carrières, usine Goro Nickel, conditions d'exploitation [19 juin 2001] (p. 4376)

M. Alain Néri. Anciens combattants et victimes de guerre. Revendications. Perspectives [19 juin 2001] (p. 4372)

M. Albert Facon. Déchets, pollutions et nuisances. Sol. Dépollution, Métaleurop Nord, Pas-de-Calais [19 juin 2001] (p. 4374)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Son intervention (p. 7907)

Ses réponses (p. 7912 à 7920)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7910)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7908, 7909)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 7907 à 7911)

Anciens combattants et victimes de guerre : déportés (p. 7909)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7907, 7908, 7910)

Anciens combattants et victimes de guerre : Indochine (p. 7911)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 7908)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7908)

Anciens combattants et victimes de guerre : service du travail obligatoire (STO) (p. 7911)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7909)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7909)

Cérémonies publiques et fêtes légales : monuments commémoratifs (p. 7911)

Préretraites : anciens combattants d'Afrique du Nord (p. 7911)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7915) (M. Jean-Luc Reitzer) (p. 7914, 7915)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 7918, 7919) (M. Jean-Claude Beauchaud) (p. 7918)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : carte du combattant (p. 7913, 7914) (M. Roland Garrigues) (p. 7913)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7917) (M. Claude Gatignol) (p. 7917)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire : commémorations (p. 7919) (Mme Catherine Génisson) (p. 7919)

Anciens combattants et victimes de guerre : Indochine (p. 7916, 7917) (M. Michel Meylan) (p. 7916)

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7918) (Mme Annette Peulvast-Bergeal) (p. 7918)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 7920) (M. Jean-Pierre Blazy) (p. 7919)

Anciens combattants et victimes de guerre : résistants (p. 7913) (Mme Martine David) (p. 7913)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7914) (Mme Odette Grzegrzulka) (p. 7914)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7917) (M. Michel Meylan) (p. 7917)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7914, 7915) (M. Pierre Lasbordes) (p. 7914)

Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7918) (M. René Rouquet) (p. 7917, 7918)

Grandes écoles : écoles militaires : anciens combattants et victimes de guerre (p. 7920) (M. Yann Galut) (p. 7920)

Personnes âgées : établissements d'accueil : anciens combattants et victimes de guerre (p. 7916) (M. Claude Gatignol) (p. 7915, 7916)

Rapatriés : harkis (p. 7913) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 7912, 7913)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2000] (p. 7920)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 101 du Gouvernement (majoration des crédits d'un montant de 15 MF pour les actions prioritaires de solidarité de l'ONAC) (p. 7920) : adopté (p. 7921)

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 97 rectifié de M. Alain Néri (précisions sur le montant et la gestion des retraites mutualistes) (p. 7922)

Soutient l'amendement n° 100 du Gouvernement (retraite du combattant pour les ressortissants des anciennes colonies françaises) (p. 7922) : adopté (p. 7923)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles (institution d'une commission de revalorisation des pensions) (p. 7923)

Jacqueline MATHIEU-OBADIA
Alpes-Maritimes (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Professions paramédicales. Revendications [10 octobre 2000] (p. 6589)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1430, posée le 4 juin 2001. Voirie. A 8 (J.O. Questions p. 3151). Appelée le 5 juin 2001. Contournement de Nice, gratuite (p. 3794)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Yves Bur (p. 7403)

Son intervention (p. 7438)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 7438)

Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 7438)

Professions de santé : médecins (p. 7404, 7438)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7403, 7404, 7438)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 7404)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 361 de M. François Lamy (frais professionnels des VRP) (p. 7493) : rejeté (p. 7493)

Article 2 (réduction de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité)

Son amendement n° 314 (de suppression) (p. 7498) : rejeté (p. 7500)

Article 3 (article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 : conditions d'exonération de la CRDS sur les revenus de remplacement)

Son amendement n° 315 (de suppression) (p. 7515) : rejeté (p. 7516)

Article 4 (articles L. 131-7-2 nouveau, L. 135-3, L. 241-1 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale : compensation de la réduction de la CSG)

Son amendement n° 346 (de suppression) : rejeté (p. 7524)

Article 16 (articles L. 135-3 et L. 223-1 du code de la sécurité sociale : prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant)

l'amendement n° 12 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 7585)

Soutient l'amendement n° 196 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7585) : rejeté (p. 7586)

Soutient l'amendement n° 230 de M. Patrick Delnatte (de suppression) (p. 7585) : rejeté (p. 7586)

Soutient l'amendement n° 255 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 7585) : rejeté (p. 7586)

Soutient l'amendement n° 351 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 7585) : rejeté (p. 7586)

Article 31 (articles L. 133-5, L. 142-3, L. 145-1, L. 145-1-1 nouveau, L. 145-1-2, L. 145-6 et L. 145-7, L. 145-7-1 nouveau, L. 145-10 nouveau, L. 145-11 nouveau, L. 162-5-2, L. 162-5-7, L. 162-12-16, L. 162-34-7 nouveau, L. 315-3 du code de la sécurité sociale : règlement des litiges avec les professionnels de santé)

Son intervention (p. 7635)

Article 33 (article 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 : création d'un Fonds pour la modernisation sociale des établissements de santé)

Son intervention (p. 7646)

Son amendement n° 318 (fixation par décret de la contribution des régimes) (p. 7649) : devenu sans objet (p. 7650)

Article 35 (dotation du fonds pour la modernisation des cliniques privées)

Son intervention (p. 7652)

Article 44 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie)

Son intervention (p. 7693)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 223 de M. Bernard Accoyer (déontologie de la psychothérapie) (p. 7707) : rejeté (p. 7707)

Soutient l'amendement n° 353 de M. Bernard Accoyer (diplômes antérieurs et postérieurs à 1982) (p. 7707) : rejeté (p. 7707)

Soutient l'amendement n° 224 de M. Bernard Accoyer (mesures de lutte contre la drogue et la toxicomanie) (p. 7709) : rejeté (p. 7710)

Son amendement n° 313 (rapport au Parlement relatif à la lutte contre le cancer) (p. 7710) : adopté (p. 7711)

Son amendement n° 249 (réforme des professions paramédicales) : rejeté (p. 7711)

Son amendement n° 345 (situation des masseurs-kinésithérapeutes) : rejeté (p. 7712)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Son intervention (p. 8891)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : cancer (p. 8891, 8892)

Santé : prévention (p. 8892)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Son intervention (p. 9537)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 9567)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9537, 9538)

Avortement : généralités (p. 9537, 9567)

Avortement : généralités : normes européennes (p. 9538)

Famille : contraception (p. 9538)

Famille : mineurs : avortement (p. 9538)

Femmes : femmes enceintes (p. 9567)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Article 1er (modification de l'intitulé du chapitre sur l'interruption de grossesse)

Son amendement n° 34 (de suppression) (p. 9576) : rejeté (p. 9577)

Article 2 (article L. 2212-1 du code de la santé publique : allongement du délai légal)

Son intervention (p. 9578)

Son amendement n° 35 (de suppression) (p. 9581) : rejeté (p. 9582)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : accompagnement par un adulte référent)

Soutient l'amendement n° 64 de M. Patrick Delnatte (organismes habilités à tenir rôle de référent) (p. 9599) : rejeté (p. 9601)

Article 5 (article L. 2212-5 du code de la santé publique : liberté de décision du médecin)

Son amendement n° 36 (de suppression) : rejeté (p. 9602)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 27 de Mme Nicole Catala (possibilités de dépassement du délai de dix semaines en cas de trop grande longueur des procédures) (p. 9603) : rejeté (p. 9603)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Soutient l'amendement n° 66 de M. Patrick Delnatte (qualité de l'adulte choisi comme accompagnant) (p. 9609) : rejeté (p. 9609)

Soutient l'amendement n° 67 de M. Bernard Accoyer (qualité de l'adulte choisi comme accompagnant) (p. 9609) : rejeté (p. 9609)

Après l'article 7

Intervient sur le sous-amendement n° 131 du Gouvernement (installations autorisées : fixation par décret) à l'amendement n° 115 de la commission (suppression des quotas d'actes chirurgicaux consacrés à l'IVG dans les établissements de soins privés) (p. 9615)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 31 de Mme Françoise de Panafieu (cas de détresse psychosociale grave) (p. 9618) : devenu sans objet (p. 9619)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 124 du Gouvernement (séances "d'information et d'éducation à la santé et à la sexualité" dans les établissements scolaires) (p. 9633)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 564)

Son intervention (p. 565)

Proposition de résolution n° 3001 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'action des Etats membres en matière d'exigences de service public et à l'attribution de contrats de service public dans le domaine des transports de voyageurs par chemin de fer, par route et par voie navigable (COM (00) 7 final du 26 juillet 2000/E 1587)

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2001] (p. 4935)

Son intervention (p. 4951)

Thème :

Transports ferroviaires : transport de voyageurs (p. 4951)

Didier MATHUS
Saône-et-Loire (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévision [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16310)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome IV : Culture et communication (communication) (n° 2625) [11 octobre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes sur les comptes de l'Assemblée nationale de l'exercice 1999 [30 novembre 2000] (n° 2774)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8509)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : orchestres (p. 8511)

Audiovisuel et communication : audiovisuel (p. 8509 à 8511)

Audiovisuel et communication : paysage audiovisuel français (PAF) (p. 8510)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 8512)

Audiovisuel et communication : radio : Radio France (p. 8510, 8511)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8509 à 8511)

Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 8510)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8509, 8511)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Article 13 (articles 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son sous-amendement n° 88 deuxième rectification soutenu par M. Marcel Rogemont (abaissement de 3 à 2,5% du taux) à l'amendement n° 52 du Gouvernement (interdiction de détention de plus de 49% du capital ou des droits de vote dans les sociétés de télévision dont l'audience dépasse 3% de l'audience nationale) (p. 2774) : adopté (p. 2775)

Après l'article 13

Son amendement n° 55 précédemment réservé soutenu par M. Alfred Recours (diversité des horaires des campagnes électorales télévisées) : adopté (p. 2810)

Jean-François MATTEI
Bouches-du-Rhône (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

Nommé président du groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15713)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 594)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 janvier 2001]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 27 janvier 2001]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 janvier 2001] (p. 1513)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 16 mai 2001]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er juin 2001]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 1er juin 2001] (p. 8759)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2687 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines carnées de viande et d'os [7 novembre 2000]

Proposition de loi n° 2806 relative à l'interdiction de poursuivre une action en indemnisation du fait d'un handicap naturellement transmis [13 décembre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2860), relative à l'adoption internationale [18 janvier 2001] (n° 2873)

Proposition de loi n° 2933 relative à la protection du patrimoine [28 février 2001]

Proposition de résolution n° 2982 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes notamment climatiques, environnementales et urbanistiques des inondations exceptionnelles afin d'établir les responsabilités, d'évaluer les coûts et de prévenir les crues à répétition [17 avril 2001]

Proposition de résolution n° 3079 visant à créer une commission d'enquête sur la situation des personnes handicapées en France [22 mai 2001]

Proposition de loi n° 3245 relative à la transparence du fonctionnement des pouvoirs publics et portant suppression des fonds spéciaux [16 juillet 2001]

Proposition de résolution n° 3284 tendant à la création d'une commission d'enquête sur la prévention des risques majeurs technologiques [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention [11 octobre 2000] (p. 6658)

Santé. Maladie de Creutzfeldt-Jakob. Contamination par la viande bovine, lutte et prévention [7 novembre 2000] (p. 8063)

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, utilisation d'armes à base d'uranium appauvri, conséquences [10 janvier 2001] (p. 129)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par Mme Christine Boutin (p. 6512)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6512)

Famille : mineurs : contraception (p. 6512)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Sa motion de renvoi en commission (p. 6989) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 6995)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 2

Son amendement n° 478 soutenu par M. Philippe Auberger (doublement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7085) : rejeté (p. 7086)

Article 7 (réduction de la contribution additionnelle et aménagements de l'impôt sur les sociétés)

Son amendement n° 480 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution additionnelle) : rejeté (p. 7151)

Son amendement n° 508 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe V relatif à la diminution des coefficients d'amortissement dégressif) (p. 7157) : rejeté (p. 7158)

Après l'article 12

Son amendement n° 237 précédemment réservé soutenu par M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7273) : rejeté (p. 7275)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Après l'article 4

Son amendement n° 251 soutenu par M. Charles de Courson (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7525) : rejeté (p. 7526)

Article 20 (article L. 161-17-1 nouveau du code de la sécurité sociale : répertoire national des retraites et des pensions)

Son amendement n° 257 (de suppression) (p. 7595) : rejeté (p. 7596)

Après l'article 30

Son amendement n° 261 précédemment réservé soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (conditions de prise en charge) (p. 7638) : rejeté (p. 7639)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Sa question préalable (p. 9508) : rejetée (p. 9533)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9508 à 9513)

Avortement : généralités (p. 9508 à 9514)

Avortement : généralités : normes européennes (p. 9509, 9510)

Bioéthique : génétique (p. 9511)

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 9513, 9514)

Famille : mineurs : avortement (p. 9513)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9512)

Professions de santé : anesthésistes (p. 9510)
Professions de santé : médecins : avortement (p. 9509)
Professions de santé : sages-femmes (p. 9509)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Article 1er (modification de l'intitulé du chapitre sur l'interruption de grossesse)

Son amendement n° 72 soutenu par M. Bernard Perrut (de suppression) (p. 9576) : rejeté (p. 9577)

Article 2 (article L. 2212-1 du code de la santé publique : allongement du délai légal)

Son amendement n° 73 (de suppression) (p. 9581) : rejeté (p. 9582)

Après l'article 2

Son amendement n° 74 soutenu par M. Bernard Perrut (prolongation du délai légal en cas de trop longue attente du fait de la saturation en milieu hospitalier) : rejeté (p. 9582)

Après l'article 3

Son amendement n° 75 soutenu par M. Bernard Perrut (explications et commentaires du dossier-guide par les médecins) (p. 9584) : devenu sans objet (p. 9588)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : accompagnement par un adulte référent)

Son amendement n° 77 soutenu par M. Bernard Perrut (de suppression) (p. 9590) : rejeté (p. 9591)

Article 5 (article L. 2212-5 du code de la santé publique : liberté de décision du médecin)

Son amendement n° 78 soutenu par M. Bernard Perrut (de cohérence) (p. 9602) : rejeté (p. 9603)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Son amendement n° 79 soutenu par M. Bernard Perrut (pouvoir d'appréciation du juge pour enfant ; entretien avec le médecin après l'intervention) (p. 9606) : rejeté (p. 9607)

Après l'article 6

Son amendement n° 80 soutenu par M. Bernard Perrut (actes pouvant être accomplis par un mineur non émancipé seul) (p. 9610) : rejeté (p. 9611)

Article 7 (article L. 2212-8 du code de la santé publique : clause de conscience)

Son amendement n° 83 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (devoir d'information) : rejeté (p. 9613)

Après l'article 8

Son amendement n° 84 soutenu par M. Bernard Perrut (interruption de grossesse hors délai)) (p. 9617) : devenu sans objet (p. 9619)

Article 9 (article L. 2213-2 du code de la santé publique : reconnaissance de l'interruption de grossesse pour un motif médical)

Son amendement n° 85 soutenu par M. Bernard Perrut (notion d' "interruption de grossesse" privée de l'adjectif "volontaire") : rejeté (p. 9620)

Après l'article 16

Son amendement n° 71 rectifié soutenu par M. Bernard Perrut (éducation sexuelle dans les établissements scolaires) : devenu sans objet (p. 9633)

Après l'article 18

Son sous-amendement n° 69 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (référence au code civil) à l'amendement n° 11, deuxième rectification de la commission (cas de stérilisation volontaire) (p. 9641) : rejeté (p. 9643)

Son sous-amendement n° 70 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (risques de lésions définitives) à l'amendement n° 11, deuxième rectification de la commission (p. 9641) : rejeté après rectification (p. 9643)

Son amendement n° 88 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (stérilisation à visée contraceptive) : devenu sans objet (p. 9644)

Son sous-amendement n° 68 à l'amendement n° 12, deuxième rectification de la commission (responsabilité en cas d'acte pratiquée sur une personne incapable majeure) (p. 9644) : devenu sans objet (p. 9645)

Son amendement n° 87 soutenu par Mme Christine Boutin (insertion d'une énumération des droits de la femme enceinte réunis dans un nouveau chapitre) (p. 9647) : rejeté (p. 9648)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)

Sa question préalable (p. 1919) soutenue par M. Marc Laffineur : rejetée (p. 1923)

Discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1941)

Article 2 supprimé par le Sénat (article L. 2212-1 du code de la santé publique : allongement du délai légal)

Son amendement n° 60 corrigé soutenu par M. Bernard Perrut (prise en compte de l'avis d'une commission d'experts en cas d'IVG pratiquée entre la dixième et la douzième semaine) (p. 1943) : rejeté (p. 1944)

Après l'article 2

Son amendement n° 65 soutenu par M. Bernard Perrut (dépassement du délai légal de l'IVG en cas de report indépendant de la volonté de l'intéressée) (p. 1944) : rejeté (p. 1945)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : consultation préalable à une interruption volontaire de grossesse)

Son sous-amendement n° 61 soutenu par M. Bernard Perrut (habilitation par le juge pour enfants de l'adulte référent) à l'amendement n° 6 de la commission (choix d'une personne qualifiée pour accompagner une mineure) : rejeté (p. 1952)

Son sous-amendement n° 62 soutenu par M. Bernard Perrut (information des mineures enceintes des aides auxquelles elles ont droit) à l'amendement n° 6 de la commission : rejeté (p. 1952)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Son amendement n° 64 soutenu par M. Bernard Perrut (intervention du juge pour enfants à défaut d'autorisation parentale et deuxième consultation après l'intervention) (p. 1953) : rejeté (p. 1955)

Son sous-amendement n° 63 soutenu par M. Bernard Perrut (intervention du juge pour enfants et accord de la mineure dans le choix de l'adulte référent) à l'amendement n° 8 de la commission (libre choix de l'adulte accompagnant la mineure et deuxième

consultation après l'intervention) (p. 1954) : rejeté (p. 1955)

Après l'article 6

Son amendement n° 56 soutenu par M. Bernard Perrut (détermination des droits des mineurs non émancipés) (p. 1955) : rejeté (p. 1956)

Après l'article 9

Son amendement n° 66 soutenu par M. Bernard Perrut (acte de naissance sans vie et inhumation en cas d'accouchement d'un fœtus non viable entre le troisième et le sixième mois de gestation) : rejeté (p. 1959)

Article 19 (article L. 2123-1 du code de la santé publique : stérilisation à visée contraceptive)

Son sous-amendement n° 59 soutenu par M. Bernard Perrut (information des intéressés) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1974) : rejeté (p. 1975)

Son amendement n° 58 soutenu par M. Bernard Perrut (référence à l'article 16-3 du code civil) : devenu sans objet (p. 1975)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9907)

Sa question préalable (p. 9919) soutenue par M. Laurent Dominati : rejetée (p. 9923)

Proposition de loi n° 2480 tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2000] (p. 9949)

Son intervention (p. 9956)

Thèmes :

Communes : conseils d'arrondissement (p. 9956)

Coopération intercommunale : communautés urbaines : Marseille (p. 9956)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2000] (p. 10137)

Article 2 (chapitre V-1 nouveau du titre III du livre III du code de la santé publique, articles L. 1335-3-1 à L. 1335-3-5 nouveaux : création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale)

Son sous-amendement n° 14 (conditions d'intégration des anciennes compétences de l'OPRI et de l'INERIS) à l'amendement n° 1 rectifié de la commission (profil de travail de l'agence) (p. 10141) : rejeté (p. 10143)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (création d'un Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) (p. 10148)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9878)

Son exception d'irrecevabilité (p. 9880) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 9883)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Sa question préalable (p. 10470) soutenue par M. Pascal Clément : rejetée (p. 10477)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1674) soutenue par Mme Nicole Ameline : rejetée (p. 1676)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2168)

Sa question préalable (p. 2174) soutenue par M. Franck Dhersin : rejetée (p. 2175)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Son exception d'irrecevabilité (p. 66) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 72)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 11

Son amendement n° 140 (limites du principe de "préjudice de la naissance" en cas de naissance d'un enfant handicapé) (p. 188) : rejeté au scrutin public (p. 197)

Article 17 (réforme des études médicales)

Son amendement n° 148 rectifié soutenu par M. François Goulard (diversification de l'orientation au terme du deuxième cycle des études médicales) (p. 230) : rejeté (p. 231)

Son amendement n° 149 (qualification des médecins généralistes et des internes) (p. 231) : rejeté (p. 232)

Son amendement n° 151 (durée de l'internat et conditions d'exercice) (p. 232) : rejeté (p. 233)

Son amendement n° 384 (spécialisation et services formateurs) : adopté (p. 233)

Son amendement n° 150 (nombre et répartition des internes en médecine) (p. 233) : rejeté (p. 235)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 142 de M. Pierre Hellier (exercice de la gynécologie médicale) (p. 237) : rejeté (p. 239)

Après l'article 18

Son amendement n° 127 (acte de naissance sans vie et inhumation en cas d'accouchement prématuré) (p. 244) : rejeté (p. 246)

Après l'article 28

Son amendement n° 126 corrigé soutenu par M. François Goulard (protection des médecins ayant constaté des cas de mauvais traitements à enfant) (p. 260) : rejeté (p. 261)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)

Sa question préalable (p. 3213) soutenue par M. François Goulard : rejetée (p. 3220)

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 17 précédemment réservé (réforme des études médicales)

Son amendement n° 386 (orientation en fin de deuxième cycle d'études médicales) (p. 3452)

Article 28 sexies précédemment réservé (absence de poursuites disciplinaires contre les médecins ayant dénoncé des sévices contre des enfants)

Son amendement n° 398 (modification du code pénal plutôt que du code de la santé publique) (p. 3468)

Son sous-amendement n° 385 (sursis aux sanctions disciplinaires) à l'amendement n° 235 de la commission (modification du code pénal et du code de la santé publique) (p. 3468)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [18 janvier 2001] (p. 566)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 566)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 785)

Son intervention (p. 786)

Thèmes :

Enfants : droits de l'enfant (p. 787)
Famille : adoption : Internet (p. 787)
Famille : adoption : pays étrangers (p. 786)
Famille : adoption : trafic (p. 787)
Famille : adoption : traités et conventions (p. 786)
Famille : adoption : tribunaux (p. 785)
Parlement : Sénat : adoption (p. 786)

Discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 794)

Article 1er (articles 370-3 à 370-5 nouveaux du code civil : loi applicable quant aux conditions et aux effets de l'adoption - efficacité en France des décisions d'adoption prononcées à l'étranger)

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (de précision - loi nationale de l'adopté déterminant les conditions du consentement à l'adoption et de la représentation de l'adopté) (p. 794)

Son amendement n° 1 (de précision - loi nationale de l'adopté déterminant les conditions du consentement à l'adoption et de la représentation de l'adopté) (p. 794) : retiré (p. 795)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Birsinger (article L 224-4 du code de l'action sociale - attribution de plein droit de la nationalité française aux enfants en situation de devenir pupilles de l'État) (p. 796)

Article 3 (conseil supérieur de l'adoption)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (présence d'un représentant de l'UNAF) (p. 797)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Après l'article 8

Son amendement n° 349 soutenu par M. Bernard Perrut (principe de la primauté de la vie) (p. 1019) : rejeté (p. 1022)

Article 26 (pouvoir de contrôle des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales)

Son amendement n° 277 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (procédure contradictoire et observation de l'établissement intéressé) : rejeté (p. 1059)

Article 27 (pouvoir d'injonction et désignation d'un administrateur provisoire)

Son amendement n° 280 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (procédure contradictoire) : rejeté (p. 1060)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1173)

Sa question préalable (p. 1176) soutenue par M. Alain Madelin : rejetée (p. 1180)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Son exception d'irrecevabilité (p. 1432) soutenue par M. Pascal Clément : rejetée (p. 1436)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Son exception d'irrecevabilité (p. 2262) soutenue par M. Marc Laffineur : rejetée (p. 2277)

Projet de loi n° 2870 relatif à l'accès aux origines personnelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3733)

Son intervention (p. 3741)

Thèmes :

Famille : filiation : recherche (p. 3742)

Femmes : accouchement sous X (p. 3741)

Discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3754)

Article 2 (art. L. 222-6 du code de l'action sociale et des familles : recueil de l'identité de la femme demandant à accoucher anonymement)

Son amendement n° 71 soutenu par Mme Marie-Thérèse Boisseau (prénoms donnés par la mère) : adopté (p. 3767)

Article 5 (titre IV du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à Mayotte)

Son amendement n° 73 (de coordination) : adopté (p. 3773)

Article 6 (titre V du livre V du code de l'action sociale et des familles : application aux îles Wallis-et-Futuna)

Son amendement n° 74 (de coordination) : adopté (p. 3775)

Article 7 (titre VI du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à la Polynésie française)

Son amendement n° 75 (de coordination) : adopté (p. 3777)

Article 8 (titre VII du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à la Nouvelle-Calédonie)

Son amendement n° 76 soutenu par Mme Véronique Neiertz (de coordination) : adopté (p. 3778)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Sa question préalable (p. 4039) soutenue par M. Pascal Clément : rejetée (p. 4043)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son exception d'irrecevabilité (p. 4192) soutenue par M. Guy Teissier : rejetée (p. 4199)

Gilbert MAURER

Moselle (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise (n° 3153) [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Aménagement du territoire. Zones rurales. Aides de l'Etat [5 juin 2001] (p. 3830)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1224, posée le 9 octobre 2000. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 5677). Appelée le 10 octobre 2000. Financement, Moselle (p. 6561)

n° 1278, posée le 22 janvier 2001. Ministères et secrétariats d'Etat. Services extérieurs (J.O. Questions p. 354). Appelée le 23 janvier 2001. Ingéniérie publique, réforme, conséquences (p. 634)

n° 1434, posée le 4 juin 2001. Frontaliers. Travailleurs frontaliers (J.O. Questions p. 3152). Appelée le 5 juin 2001. Revendications (p. 3807)

Pierre MÉHAIGNERIE

Ille-et-Vilaine (5ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2001 [J.O. du 13 décembre 2000] (p. 19735)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Durée du travail, réduction, application [17 octobre 2000] (p. 6863)

Politique économique. Réforme. Perspectives [6 décembre 2000] (p. 9874)

Finances publiques. Budget de l'Etat. Programme pluriannuel, présentation [19 décembre 2000] (p. 10455)

Emploi. Politique de l'emploi. Perspectives [28 mars 2001] (p. 1507)

Professions de santé. Exercice de la profession. Durée du travail, réduction, application [16 mai 2001] (p. 2962)

Famille. Politique familiale. Modes de garde des enfants [5 juin 2001] (p. 3825)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Affirme que la proposition de loi sur la couverture sociale des non-salariés agricoles a fait l'objet d'un détournement de procédure visant à éviter les effets

de l'article 40 et ne constitue, de fait, qu'un projet de loi déguisé [26 avril 2001] (p. 2343)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 6892)

Son intervention (p. 6982)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Mattei (p. 6995)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 6983)

Emploi : allégement des charges sociales (p. 6983, 6984)

Finances publiques : dépenses (p. 6892, 6982 à 6984)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 6983, 6984)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6983)

Justice : Cour des comptes (p. 6892, 6983)

Politique économique : libéralisme (p. 6995)

Travail : main d'œuvre (p. 6982)

Travail : réduction du temps de travail (p. 6982)

Travail : salaires (p. 6982 à 6984)

Union européenne : euro (p. 6982)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 93 de M. Jean-Jacques Jégou (déduction de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des participations prises dans le capital des sociétés non cotées au cours des quatre premières années de leur création) (p. 7105) : rejeté (p. 7107)

Article 5 (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette) due par les personnes physiques pour leurs voitures particulières)

Son amendement n° 94 (de suppression) (p. 7119) : rejeté (p. 7122)

Son amendement n° 96 (compensation des pertes de recettes pour les collectivités territoriales par une majoration de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7131) : rejeté (p. 7132)

Après l'article 15

Son amendement n° 120 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du dispositif "Besson" d'amortissement des logements locatifs aux ascendants et descendants) (p. 7234) : rejeté (p. 7236)

Article 29 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 123 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (article d'équilibre réduisant le déficit) : devenu sans objet (p. 7326)

Explications de vote et vote [24 octobre 2000] (p. 7349)

Ses explications de vote (p. 7354)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 7354)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 217 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (application du dispositif d'aide à l'investissement locatif aux logements occupés par les ascendants ou les descendants du contribuable) (p. 8999) : rejeté (p. 9000)

Son amendement n° 218 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (rétablissement du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune en fonction de la cotisation d'impôt sur le revenu) (p. 9016) : rejeté (p. 9017)

Son amendement n° 20 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (réduction de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9024) : rejeté (p. 9026)

Son amendement n° 229 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (lissage de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) : rejeté (p. 9035)

Explications de vote et vote [21 novembre 2000] (p. 9087)

Ses explications de vote (p. 9092)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9092)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2000] (p. 8776) :

- Réunion de la commission de la production du 9 novembre 2000

Son intervention (p. 8787)

Thèmes :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 8787)

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 8787)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 8787)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10306)

Après l'article 48

Son amendement n° 236 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (allégement de la valeur locative des matériels agricoles en matière de taxe professionnelle) (p. 10394) : retiré (p. 10395)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10557)

Son intervention (p. 10563)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10563)

Finances publiques : dépenses (p. 10563)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 10563)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : réduction du temps de travail (p. 10563)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) : Conseil constitutionnel (p. 10563, 10564)
Travail : salaires (p. 10564)
Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 10563)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 2 (réduction de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité)

Son amendement n° 360 soutenu par M. Jean-Luc Préel (taux des cotisations sociales salariales) (p. 7500) : rejeté (p. 7501)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 505)

Thèmes :

Administration : déconcentration : collectivités territoriales (p. 507)
Collectivités territoriales : décentralisation : généralités (p. 505)
Collectivités territoriales : décentralisation : institutions (p. 506)
Collectivités territoriales : finances locales (p. 506)
Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 506)
Coopération intercommunale (p. 506)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : modes de scrutin (p. 506)
Etat : décentralisation : Gouvernement (p. 506)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 507)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1173)

Son intervention (p. 1186)

Thèmes :

Emploi : allégement des charges sociales (p. 1186)
Emploi : politique de l'emploi (p. 1186)
Finances publiques : dépenses (p. 1186)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1186)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1186, 1187)
Travail : réduction du temps de travail (p. 1186)

Discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1194)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Yves Cochet (suppression de la condition d'activité professionnelle pour l'attribution de la prime pour l'emploi) (p. 1196)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2043)

Article L. 232-8 du code de l'action sociale et des familles : montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie en établissement et de la participation du bénéficiaire

Son amendement n° 43 (versement de la dotation aux établissements) : retiré (p. 2056)
Son amendement n° 44 rectifié (versement aux établissements par le département) (p. 2057) : adopté (p. 2058)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3993)

Article 1er (art. L. 232-1 à L. 232-28 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 3998)
Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de la commission (Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 4008)
Intervient sur le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (concours versé aux départements et répartition géographique) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (p. 4008)
Intervient sur le sous-amendement n° 42 de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte des critères économiques et sociaux en plus du critère d'âge) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (p. 4008)

Article 9 bis nouveau (art. 199 quindecies du code général des impôts : majoration de la déduction fiscale pour les dépenses d'hébergement en établissement)

Intervient sur l'amendement n° 73 du Gouvernement (de suppression) (p. 4019)
Ses explications de vote (p. 4021)
Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 4022)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 juin 2001] (p. 4869)

Son intervention (p. 4879)

Thèmes :

Départements : action sociale (p. 4879)
Donations et successions : successions (p. 4879)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4879)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 4879)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 4879)

Proposition de loi n° 2983 portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2342)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 2343)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2988)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Son intervention (p. 3939)

Thèmes :

Finances publiques : dépenses (p. 3940)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3940)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 3939, 3940)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3940)

Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 3939)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 353)

Son intervention (p. 357)

Thèmes :

Collectivités territoriales : expérimentation : champ d'application (p. 358)

Collectivités territoriales : expérimentation : généralités (p. 357)

Collectivités territoriales : expérimentation : propositions de loi (p. 358)

Parlement : prérogatives : expérimentation (p. 358)

Roger MEÏ

Bouches-du-Rhône (10ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en oeuvre certaines dispositons du droit communautaire [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 20 décembre 2000]

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 20 décembre 2000] (p. 20223)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Gaz. Prix [31 octobre 2000] (p. 7816)

Santé. Sida. Lutte et prévention [6 décembre 2000] (p. 9877)

Industrie. Travail des métaux. Péchiney, emploi et activité [15 mai 2001] (p. 2876)

Transports ferroviaires. Transport Express Régional (TER). Développement, région Provence-Côte d'Azur (PACA) [12 juin 2001] (p. 4076)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1418, posée le 28 mai 2001. Mines et carrières. Mines (J.O. Questions p. 3023). Appelée le 29 mai 2001. Fermeture, procédé, Gardanne (p. 3490)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)

Son intervention (p. 8755)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 8757)

Emploi (p. 8756)

Energie et carburants : charbon (p. 8767)

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 8757)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8756)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8757)

Energie et carburants : énergie nucléaire : centrales nucléaires (p. 8756, 8757)

Energie et carburants : énergie nucléaire : sécurité nucléaire (p. 8757)

Energie et carburants : pétrole (p. 8757)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8756)
Grandes écoles (p. 8756)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8758)
Politique économique : libéralisme : délocalisations (p. 8755)
Procédure des questions :
Energie et carburants : charbon : Nièvre (p. 8772)
Energie et carburants : énergie électrique (p. 8773)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9776, 9800)
Son intervention (p. 9809)
Thèmes :
Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 9810)
Union européenne : directives : autoroutes (p. 9810)
Union européenne : directives : politique sociale (p. 9810)
Union européenne : directives : procédures (p. 9810)

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Article 1er (habilitation à transposer par voie d'ordonnances des directives ou parties de directives communautaires)
Son amendement n° 12 (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des travailleurs) (p. 9833) : rejeté (p. 9834)
Son amendement n° 13 (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des femmes enceintes, accouchées ou allaitantes au travail) (p. 9834) : rejeté (p. 9835)
Son amendement n° 14 (suppression de la transposition de la directive relative à la protection des jeunes au travail) : rejeté (p. 9835)
Son amendement n° 15 (suppression de la transposition de la directive relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans les régimes professionnels de sécurité sociale) : rejeté (p. 9835)
Son amendement n° 16 (suppression de la transposition de la directive relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication) (p. 9836) : adopté (p. 9837)
Son amendement n° 17 (suppression de la transposition de la directive relative à la concurrence dans le secteur des télécommunications) (p. 9837) : rejeté (p. 9838)
Son amendement n° 18 (suppression de la transposition de la directive relative à la modification de directives intéressant le secteur des télécommunications) : rejeté (p. 9838)

Article 3 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnances à la refonte du code de la mutualité)
Son intervention (p. 9852)

Article 4 (habilitation du Gouvernement à prendre certaines mesures législatives relatives aux infrastructures autoroutières)
Son intervention (p. 9857)
Son amendement n° 52 (gratuité des autoroutes ou, à défaut, formules d'abonnement pour les trajets professionnels) (p. 9857) : rejeté (p. 9858)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 2000] (p. 10185)
Son intervention (p. 10190)
Thèmes :
Etat : Premier ministre (p. 10190)
Parlement : contrôle parlementaire : Union européenne (p. 10190)
Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 10190)
Vote contre du groupe communiste (p. 10191)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)
Son intervention (p. 555)
Thèmes :
Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 555)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 555)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 555)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 555)
Ses explications de vote (p. 567)
Vote pour du groupe communiste (p. 567)

Jean-Luc MÉLENCHON
Ministre délégué à l'enseignement professionnel

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Vannson. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [8 novembre 2000] (p. 8117)
Mme Martine Aurillac. Enseignement. Etablissement. Violence, lutte et prévention [29 novembre 2000] (p. 9526)
Mme Françoise de Panafieu. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [13 décembre 2000] (p. 10179)
M. Georges Sarre. Produits dangereux. Amiante. Désamiantage, délais, Jussieu [17 janvier 2001] (p. 473)
M. Marc Laffineur. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [24 janvier 2001] (p. 774)
M. Alain Cousin. Enseignement. Illettrisme. Lutte et prévention [31 janvier 2001] (p. 960)
M. Pierre Lasbordes. Enseignement supérieur. Universités. Sécurité des locaux, université Paris XI-Orsay [30 mars 2001] (p. 3664)

M. Alain Ferry. Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [30 mai 2001] (p. 3665)
M. Laurent Dominati. Enseignement maternel et primaire. Fermeture de classes. Paris 3ème et 4ème arrondissements [5 juin 2001] (p. 3796)
Mme Bernadette Isaac-Sibille. Enseignement privé. Etablissements sous contrat. Enseignement public, disparités [5 juin 2001] (p. 3829)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Françoise Imbert. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [3 octobre 2000] (p. 6297)
M. Christian Bataille. Enseignement supérieur. CAPES. Enseignement religieux, réglementation, Alsace-Moselle [3 octobre 2000] (p. 6299)
M. Pierre Lasbordes. Enseignement supérieur. IUFM. Programme, secourisme [3 octobre 2000] (p. 6300)
M. Marc Reymann. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeur d'école. Statut [10 octobre 2000] (p. 6570)
M. Georges Frêche. Etrangers. Elèves. Intégration [10 octobre 2000] (p. 6566)
M. Victor Brial. Outre-mer. TOM : Wallis-et-Futuna. Enseignement secondaire, lycée de Mata'Utu, rénovation [10 octobre 2000] (p. 6568)
M. André Schneider. Enseignement technique et professionnel. CAP et BEp. Notation, réforme [23 janvier 2001] (p. 633)
M. François Cuillandre. Enseignement supérieur. Universités. Fonctionnement, effectifs de personnel, université de Bretagne occidentale [29 mai 2001] (p. 3507)
M. Yves Cochet. Enseignement secondaire. Collèges. Réforme [29 mai 2001] (p. 3501)
M. Pascal Terrasse. Enseignement : personnel. Enseignants. Remplacement [29 mai 2001] (p. 3508)
Mme Marie-Thérèse Boisseau. Enseignement privé. Enseignement maternel et primaire. Equipements, matériel informatique, financement [29 mai 2001] (p. 3504)
M. Rudy Salles. Enseignement supérieur. Certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire (CAPES). Langue d'oc, centre de formation, création, Nice [29 mai 2001] (p. 3506)
M. Jacques Blanc. Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Oléagineux et protéagineux, soutien à la production [29 mai 2001] (p. 3510)
M. Daniel Feurtet. Enseignement maternel et primaire. Ecoles. Rénovation, financement, Stains [29 mai 2001] (p. 3503)
M. Patrick Delnatte. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [5 juin 2001] (p. 3798)
M. André Godin. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [5 juin 2001] (p. 3795)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6782)

Article 1er (articles L. 122-45 et L. 611-1 du code du travail et article 225-2 du nouveau code pénal : mesures discriminatoires)

Son intervention (p. 6783)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8389)

Son intervention (p. 8392)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement technique et professionnel : crédits (p. 8392)
Enseignement technique et professionnel : diplômes (p. 8392)

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000] (p. 8443) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 7 novembre 2000

Sa réponse (p. 8457)

Thèmes :

Enseignement supérieur : étudiants (p. 8457)
Enseignement supérieur : étudiants : études d'impact (p. 8457)
Enseignement supérieur : universités (p. 8457)

- Questions écrites budgétaires

Enseignement supérieur : licences : licence professionnelle (M. Jean-Jacques Filleul) (p. 8462)

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Son intervention (p. 8481, 8482)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement technique et professionnel : diplômes (p. 8482)
Enseignement technique et professionnel : élèves (p. 8481)
Enseignement technique et professionnel : personnel : enseignants : politique de l'éducation (p. 8482, 8483)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 8481)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Avant l'article 40

Son intervention (p. 306)

Article 40 (article L. 900-1 du code du travail : droit à la validation des acquis de l'expérience)

Intervient sur l'amendement n° 369 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 309)

Article 43 (article L. 115-1 du code du travail : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Germain Gengenwin (notion de contrat de travail spécifique dans le cadre de l'apprentissage) (p. 316)

Article 44 (article L. 118-2-2 du code du travail : transparence et équité des financements des centres de formation des apprentis CFA)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Germain Gengenwin (financement au niveau régional des centres de formation des apprentis CFA) (p. 320)

Pierre MENJUCQ
Pyrénées-Atlantiques (2ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1941)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (libre choix de l'adulte accompagnant la mineure et deuxième consultation après l'intervention) (p. 1955)

Guy MENUT
Var (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Louis MERMAZ
Isère (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome II : Intérieur et décentralisation (police) (n° 2628) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etrangers. Reconduite aux frontières. Zones de rétention, conditions de vie et d'accueil [6 juin 2001] (p. 3917)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8582)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8584)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etrangers : rétention administrative : mineurs (p. 8584)

Police : police de proximité (p. 8584)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :

- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 8621)

Thèmes :

Etrangers : rétention administrative : rétention judiciaire (p. 8621)

Lois : application : présomption d'innocence (p. 8622)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 8622)

Police : adjoints de sécurité (p. 8622)

Police : crédits : équipement (p. 8622)

Police : police de proximité (p. 8622)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)

Son intervention (p. 8355)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : emprisonnement (p. 8355)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 8355)

Justice : aide juridictionnelle (p. 8355)

Justice : victimes (p. 8355)

Lois : application : présomption d'innocence (p. 8355)

Système pénitentiaire (p. 8355)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 564)

Son intervention (p. 565)

Roland METZINGER
Moselle (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Louis MEXANDEAU
Calvados (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 5 : Agriculture et pêche (pêche) (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Agressions sexuelles. Pédophilie, lutte et prévention [10 octobre 2000] (p. 6592)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8122)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aquaculture et pêche professionnelle : conchyliculture (p. 8122)

Aquaculture et pêche professionnelle : marins pêcheurs : crédits (p. 8122, 8123)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 8122)

Mer et littoral : politique de la mer : Office interministériel des produits de la mer (p. 8123)

Risques professionnels : accidentés du travail : marins pêcheurs (p. 8123)

Gilbert MEYER
Haut-Rhin (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Impôts locaux. Vignette automobile. Suppression, généralisation [5 décembre 2000] (p. 9742)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1270, posée le 25 décembre 2000. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école (J.O. Questions p. 7218). Appelée le 9 janvier 2001. Statut (p. 34)

n° 1415, posée le 28 mai 2001. Commerce et artisanat. Artisans (J.O. Questions p. 3023). Appelée le 29 mai 2001. Exercice de la profession, qualification (p. 3494)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

Questions écrites budgétaires (JO du 18 novembre 2000)

1 - Eau : réseaux de chaleur : fiscalité (p. 8859)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III – VILLE

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

11 - Logement : HLM (p. 8438)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8729)

Son intervention (p. 8737)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : immeubles d'habitation (p. 8737)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8738)

Logement : immeubles collectifs : secteur privé (p. 8738)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : situation financière (p. 8737)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8738)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 8737)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8737)
Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8737)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2000] (p. 8776) :

Réunion de la commission de la production du 9 novembre 2000

Son intervention (p. 8782)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : livret A (p. 8782)
Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 8782)
Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8783)
Logement : logement social : loyers (p. 8782)
Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8782)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8783)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8783)
Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 8783)
Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8783)

Questions écrites budgétaires

5 - Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) ; prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 8795)

INTÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 16 novembre 2000)

12 - Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8644)

Michel MEYLAN
Haute-Savoie (3ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome IX : Défense (services communs) (n° 2627) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droits de l'homme et libertés publiques. Défense. Torture, guerre d'Algérie, attitude de la France [28 novembre 2000] (p. 9396)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1225, posée le 9 octobre 2000. TVA. Taux (J.O. Questions p. 5677). Appelée le 10 octobre 2000. Hôtellerie et restauration (p. 6553)
n° 1325, posée le 26 mars 2001. Anciens combattants et victimes de guerre. Carte du combattant (J.O. Questions p. 1728). Appelée le 27 mars 2001. Conditions d'attribution, Afrique du Nord (p. 1397)
n° 1447, posée le 18 juin 2001. Etablissements de santé. Non appelée (J.O. Questions p. 3433)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 7776)
Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 7778)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Indochine (p. 7916)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7917)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7978)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : crédits : carburants (p. 7979)
Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7978, 7979)
Défense : médecine militaire (p. 7979)
Défense : missiles (p. 7979)
Défense : opérations extérieures (p. 7979)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III – VILLE

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

15 - Aménagement du territoire : politique de la ville : emploi (p. 8441)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - TOURISME

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7835)

Son intervention (p. 7849)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 7849)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7849)

Tourisme et loisirs : établissements d'hébergement (p. 7849)
Tourisme et loisirs : immobilier de loisirs : réhabilitation (p. 7849)
Tourisme et loisirs : politique du tourisme : zones rurales (p. 7849)
Travail : durée du travail : hôtellerie et restauration (p. 7849)
TVA : taux : hôtellerie et restauration (p. 7849)

Procédure des questions :
Travail : travail saisonnier : hôtellerie et restauration (p. 7862)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)
Son intervention (p. 515)

Thèmes :
Etat : décentralisation : Gouvernement (p. 515)
Etat : décentralisation : réforme (p. 516)

Pierre MICAUX
Aube (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)
Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)
Son intervention (p. 8140)

Thèmes avant la procédure des questions :
Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 8140, 8141)
Déchets, pollutions et nuisances : récupération des déchets : énergie et carburants (p. 8141)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8141)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3539)
Son intervention (p. 3543)

Thèmes :
Bois et forêts : forêts privées (p. 3543)
Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 3543)
Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 3544)
Bois et forêts : reboisement : tempêtes (p. 3543)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 3543)
Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : forêts privées (p. 3544)
Recherche : recherche développement : filière bois (p. 3544)
TVA : taux réduit : filière bois (p. 3544)

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Article 1er (articles L. 1 à L. 14 du code forestier : principes fondamentaux de la politique forestière)
Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (représentation des intérêts associés à la forêt) (p. 3559)
Son amendement n° 150 (maintien du Fonds forestier national) (p. 3563) : retiré (p. 3565)
Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (aides publiques) (p. 3565)
Son amendement n° 152 soutenu par M. François Sauvadet (certification du bois) (p. 3570) : retiré (p. 3571)

Article 2 (contenu des documents de gestion)
Soutient l'amendement n° 161 de M. Jean Proriol (concertation avec les chambres d'agriculture) (p. 3580) : rejeté (p. 3580)

Article 3 (accueil du public)
Son amendement n° 154 (traitement identique des forêts privées et des forêts publiques) : rejeté (p. 3582)

Après l'article 4
Soutient l'amendement n° 146 de M. Charles de Courson (forêts sinistrées par les tempêtes de décembre 1999 et remises en état exonérées de taxe foncière) (p. 3589) : rejeté (p. 3591)

Après l'article 5 A
Son amendement n° 155 (échange et cessions d'immeubles forestiers soumis à procédure) (p. 3592) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3597)

Article 11 (statut des organisations interprofessionnelles sylvicoles)
Son amendement n° 140 (reconnaissance des spécialités des différents métiers au sein de la filière forêt-bois) : retiré (p. 3607)
Son amendement n° 141 (reconnaissance des spécialités des différents métiers au sein de la filière forêt-bois) : retiré (p. 3607)

Article 13 (coordination et abrogation de dispositions du code de l'urbanisme et du code rural)
Son amendement n° 142 (autorisation de défrichement portée à trente ans) : rejeté (p. 3610)

Article 15 A (réduction d'impôt correspondant au montant de la "cotisation défense des forêts contre l'incendie")
Son amendement n° 144 (de suppression) : adopté (p. 3613)

Article 35 (article L. 521-3 [nouveau] du code forestier : principes et missions de la recherche sur la forêt et le bois)

Son amendement n° 156 soutenu par M. François Sauvadet (procédures d'appréciation périodique) (p. 3632) : retiré (p. 3633)

Article 36 (coordination)

Son amendement n° 145 (association des organisations représentatives de la propriété forestière à l'élaboration du rapport) : adopté (p. 3635)

Article 5 B précédemment réservé (dispositifs d'encouragement à l'investissement forestier)

Intervient sur l'amendement n° 210 rectifié du Gouvernement (sociétés d'épargne forestière) (p. 3640)

Intervient sur l'amendement n° 73, deuxième rectification de la commission (dispositifs financiers destinés à favoriser l'investissement forestier) (p. 3640)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 2001] (p. 4959)

Son intervention (p. 4962)

Thèmes :

Bois et forêts : filière bois (p. 4962)

Environnement : protection : effet de serre (p. 4962)

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 2001] (p. 4965)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (levée de gage) (p. 4987)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (encouragement fiscal à l'investissement forestier) (p. 4987)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (levée de gage) (p. 4987)

Intervient sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (levée de gage) (p. 4987)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (levée de gage) (p. 4987)

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (levée de gage) (p. 4987)

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (levée de gage) (p. 4987)

Jean MICHEL
Puy-de-Dôme (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Vice-président de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15648)

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public [J.O. du 13 octobre 2000]

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome VIII : Défense (crédits d'équipement) (n° 2627) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7976)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions : interopérabilité (p. 7977)

Défense : chars de combat (p. 7977)

Défense : crédits (p. 7977)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7978)

Défense : GIAT-Industries (p. 7978)

Défense : missiles (p. 7978)

Espace (p. 7977)

Gendarmerie (p. 7978)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 7976)

Jean-Pierre MICHEL
Haute-Saône (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15717)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15717)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 octobre 2000] (p. 16402)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 octobre 2000] (p. 16402)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en oeuvre certaines dispositons du droit communautaire [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [J.O. du 9 février 2001] (p. 2245)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne [J.O. du 1er juin 2001] (p. 8761)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3058 relative à la prise en compte de la durée du service national en tant qu'objecteur pour l'avancement et la retraite des fonctionnaires [16 mai 2001]

Proposition de loi n° 3183 concernant la réduction du taux de la TVA dans le secteur de la restauration [26 juin 2001]

Proposition de loi n° 3276 tendant à compléter certaines dispositions relatives à l'adoption [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, politiques communautaires, perspectives [17 octobre 2000] (p. 6867)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [18 avril 2001] (p. 1990)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande l'ajournement du vote sur le projet de loi autorisant la ratification du traité de Nice puisqu'il a été rejeté par le peuple irlandais et qu'en droit international, pour être applicable, un traité doit être ratifié par toutes les parties signataires [12 juin 2001] (p. 4077)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8080)

Thème avant la procédure des questions :

Pays étrangers : Israël : Palestine (p. 8080)

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 582)

Article 4 (art. 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : remboursement forfaitaire des dépenses de campagne - conversion en euros - modification du plafond de remboursement - pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 584)

Projet de loi organique n° 2749 relatif au statut des magistrats

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 585)

Son intervention (p. 593)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : magistrats (p. 594)

Justice : juge d'instruction (p. 594)

Justice : magistrats : généralités (p. 593)

Discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 599)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (instauration d'une voie de recrutement des magistrats ouverte aux personnes justifiant d'une expérience professionnelle) (p. 605)

Article 10 (article 40-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : nombre maximal de conseillers et d'avocats généraux en service extraordinaire à la Cour de cassation susceptibles d'être recrutés)

Soutient l'amendement n° 14 de Mme Nicole Catala (nombre maximal porté de 1/20 à 1/10 de l'effectif) (p. 607) : adopté (p. 607)

Après l'article 11

Son amendement n° 19 (instauration d'un filtrage des pourvois en cassation) (p. 609) : adopté (p. 611)

Après l'article 13

Son amendement n° 25 (juge des libertés et de la détention : président ou vice-président dans les seuls tribunaux de plus de deux chambres) (p. 611) : rejeté (p. 612)

Son amendement n° 15 (interdiction de décorer des magistrats pendant leur carrière et interdiction du port des décorations) (p. 613) : rejeté (p. 614)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 février 2001] (p. 1112) ; [8 février 2001] (p. 1284)

Article 2 (droits successoraux du conjoint survivant)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Patrick Bloche (partenaire lié par un PACS) (p. 1113) : retiré (p. 1115)

Proposition de loi n° 2709 relative au nom patronymique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2001] (p. 1304)

Article 10 (article 43 de la loi n° 85-1372 du 23 décembre 1985 : dispositions de coordination et mesures transitoires)

Intervient sur l'amendement oral de la commission (suppression de la saisine du juge aux affaires familiales) (p. 1310)

Ses explications de vote (p. 1312)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 1312)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Son intervention (p. 1692)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 1692)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1692)

Projet de loi n° 2932 relatif à Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2001] (p. 1769)

Son intervention (p. 1778)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 1778)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : enseignement (p. 1778)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : immigration clandestine (p. 1779)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : politique sociale (p. 1778)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : statut juridique (p. 1778)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Soutient l'amendement n° 212 corrigé de M. Jean-Pierre Chevènement (de suppression) (p. 2991) : rejeté au scrutin public (p. 2994)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Soutient l'amendement n° 264 de M. Georges Sarre (concurrence ouverte aux seules compagnies maritimes n'employant que des ressortissants européens) (p. 3080) : rejeté (p. 3080)

Soutient l'amendement n° 265 de M. Georges Sarre (suppression de la restriction à certaines catégories de passagers du régime d'aides à caractère social) (p. 3080) : rejeté (p. 3081)

Article 15 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : gestion des infrastructures de transports)

Soutient l'amendement n° 106 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des ports et aéroports à la collectivité territoriale) (p. 3082) : rejeté (p. 3084)

Soutient l'amendement n° 119 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des aérodromes à la collectivité territoriale) (p. 3084) : rejeté (p. 3084)

Article 19

Soutient l'amendement n° 135 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3092) : rejeté (p. 3092)

Article 24 (art. L. 222-1 et 2, 332-2, 332-6, 332-10 et 11, 332-13, 332-19-1, 341-1 et 411-5 du code de l'environnement : transfert de procédures en matière environnementale)

Soutient l'amendement n° 136 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de compétence en matière de classement des réserves naturelles et d'inscription des monuments naturels) (p. 3096) : rejeté (p. 3096)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 juin 2001] (p. 4077)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 4077)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4061)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : article 68 (p. 4061)

Constitution : article 68 (p. 4061)

Président de la République (p. 4061)

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4062)

Article 1er

Son amendement n° 1 (témoignage dans le cadre d'une enquête préliminaire ou lors de l'ouverture d'une information par un juge d'instruction) (p. 4062) : retiré (p. 4063)

Didier MIGAUD

Isère (4ème circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Rapporteur de la proposition de loi organique relative aux lois de finances (n° 2540) [19 octobre 2000]

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 20 octobre 2000] (p. 16831)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2001 [J.O. du 13 décembre 2000] (p. 19735)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2001 [J.O. du 14 décembre 2000] (p. 19910)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2000 [J.O. du 20 décembre 2000] (p. 20227)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2000 [J.O. du 20 décembre 2000] (p. 20227)

Rapporteur du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi (n° 2906) [1er février 2001]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi [J.O. du 19 avril 2001] (p. 6090)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi [J.O. du 19 avril 2001] (p. 6090)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget pour 1998 [J.O. du 4 mai 2001] (p. 7073)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget pour 1998 [J.O. du 10 mai 2001] (p. 7363)

Rapporteur de la proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2002 (document E 1739) (n° 3221) [11 juillet 2001]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 22 décembre 1999 [3 octobre 2000] (n° 2599)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2509), portant règlement définitif du budget de 1998 [3 octobre 2000] (n° 2600)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2534), portant règlement définitif du budget de 1999 [3 octobre 2000] (n° 2601)

Rapport général déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2585) de finances pour 2001 :

Tome I - Rapport général

Volume 1 - Une croissance maintenue, au service de l'emploi et de la justice sociale

Volume 2 - La poursuite du redressement des finances publiques permet d'alléger substantiellement les impôts et de financer les dépenses prioritaires

Tome II - Examen de la première partie du projet de loi de finances - Conditions générales de l'équilibre financier

Volume 1 - Examen des articles

Volume 2 - Tableau comparatif

Tome III - Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances – Moyens des services et dispositions spéciales

[11 octobre 2000] (n° 2624)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 2000 (n° 2704)

Tome I - Exposé général - Annexes - Observations sur les mouvements de crédits intéressant les différents ministères

Tome II - Examen en commission - Tableau comparatif [30 novembre 2000] (n° 2775)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2001 [13 décembre 2000] (n° 2795)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en nouvelle lecture, sur le projet de loi de finances pour 2001, modifié par le Sénat (n° 2794)

[13 décembre 2000] (n° 2810)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2000 [19 décembre 2000] (n° 2823)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi de finances pour 2001 [20 décembre 2000] (n° 2825)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en nouvelle lecture sur le projet de loi de finances rectificatives pour 2000 modifié par le Sénat (n° 2822) [20 décembre 2000] (n° 2828)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 2540) relative aux lois de finances [31 janvier 2001] (n° 2908)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 2906) portant création d'une prime pour l'emploi [1er février 2001] (n° 2916)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les

premiers éléments disponibles concernant l'exécution du budget en 2000 [28 février 2001] (n° 2934)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi [18 avril 2001] (n° 2993)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2972), portant création d'un crédit d'impôt en faveur de l'activité [18 avril 2001] (n° 2994)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi [9 mai 2001] (n° 3044)

Rapport déposé au nom de la commission chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement définitif du budget de 1998 [9 mai 2001] (n° 3049)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi en nouvelle lecture (n° 2926), portant règlement définitif du budget de 1998 [30 mai 2001] (n° 3097)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3039), portant règlement définitif du budget de 1999 [30 mai 2001] (n° 3098)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan préalable au débat d'orientation budgétaire pour 2002 [30 mai 2001] (n° 3099)

Rapport déposé au nom de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique, modifiée par le Sénat, relative aux lois de finances [19 juin 2001] (n° 3150)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1998 [28 juin 2001] (n° 3214)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution n° 3221 de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2002 (n° E 1739) [11 juillet 2001] (n° 3227)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances et dans les lois n° 98-546 du 2 juillet 1998 et n° 2001-458 du 30 mai 2001 [11 juillet 2001] (n° 3228)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Croissance. Bilan et perspectives [23 mai 2001] (p. 3296)

DÉBATS

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6699)

Son intervention (p. 6699)

Thèmes :

Finances publiques : comptes spéciaux du Trésor (p. 6700)

Finances publiques : gestions de fait (p. 6700)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6703)

Article 9 supprimé par le Sénat (comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1999)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article 9 et du tableau I annexé dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6704) : adopté (p. 6704)

Article 13 (reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans des gestions de fait)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6705) : adopté (p. 6705)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2001] (p. 3965)

Son intervention (p. 3965)

Thème :

Finances publiques : gestions de fait : Parlement (p. 3965)

Discussion des articles [6 juin 2001] (p. 3968)

Article 13 (reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans des gestions de fait)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (non-reconnaissance d'utilité publique d'un versement effectué par le président du tribunal de commerce d'Antibes) (p. 3968) : adopté (p. 3968)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2001] (p. 5223)

Son intervention (p. 5223)

Thème :

Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 5224)

Projet de loi n° 2534 portant règlement définitif du budget de 1999

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6677)

Son intervention (p. 6678)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6678, 6679)

Finances publiques : dépenses (p. 6679)

Finances publiques : dette publique (p. 6678)

Finances publiques : exécution du budget (p. 6678, 6679)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6679)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6678, 6679)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6678)
Finances publiques : recettes (p. 6678, 6679)
Lois de règlement (p. 6678, 6679)
Parlement : contrôle (p. 6678, 6679)
Parlement : Sénat : commissions d'enquête (p. 6678)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6690)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds de compensation pour la TVA) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation élu local) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur des amendes forfaitaires de la police de la circulation) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs) (p. 6698)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6698)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2001] (p. 3965)

Discussion générale commune pour la nouvelle lecture du projet de loi n° 2926 (loi de règlement n° 1822) portant règlement définitif du budget de 1998 et pour la deuxième lecture du projet de loi n° 3039 (loi de règlement n° 2534) portant règlement définitif du budget de 1999 (voir Loi de règlement 1822)

Discussion des articles [6 juin 2001] (p. 3968)

Article 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1999)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rectifications d'erreurs matérielles) (p. 3970) : adopté (p. 3970)

Article 8 et tableau G (résultats des budgets annexes)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié de la commission (rectification d'erreurs matérielles) (p. 3974) : adopté (p. 3974)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6879)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Mattei (p. 6992)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6882)
Communes : dotation de solidarité urbaine (DSU) (p. 6882)
Coopération intercommunale : communautés d'agglomération (p. 6882)
Emploi : création d'emplois (p. 6880)
Energie et carburants : pétrole (p. 6880)
Entreprises : charges : pétrole (p. 6883)
Finances publiques : crédits budgétaires (p. 6882)
Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 6882)
Finances publiques : dépenses (p. 6881)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 6881 à 6884)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6881)
Finances publiques : recettes (p. 6881)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 6883, 6884)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6882, 6883)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties : HLM (p. 6884)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 6881)
Politique économique : conjoncture (p. 6880 à 6882)
Politique économique : croissance (p. 6880, 6881)
Politique économique : inflation (p. 6880)
Politique économique : taux d'intérêt (p. 6880)
Politique sociale : généralités (p. 6883)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6883)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle : personnes âgées (p. 6884)
Télécommunications : téléphones mobiles : licences (p. 6883)
Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 6880, 6883)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 6880)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6999)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Charles de Courson (suppression de l'autorisation de perception des impôts affectés aux collectivités territoriales et compensation de la perte de recettes pour les collectivités territoriales par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7001)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Philippe Auberger (comptabilisation en 2001 des recettes non fiscales dues au titre de cette même année) (p. 7003)

Article 2 (baisse de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Gilbert Gantier (réduction du nombre de tranches et diminution des taux) (p. 7010)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Philippe Auberger (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 7010)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Gilles Carrez (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 7010)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jean-Louis Debré (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 7010)

Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Pierre Brard (création de deux nouvelles tranches d'imposition pour les revenus élevés) (p. 7010)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Philippe Auberger (revalorisation des tranches du barème en fonction d'un indice des prix prévisionnel hors tabac de 1, 6 %) (p. 7010)

Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Christian Cuvilliez (maintien des taux des deux dernières tranches du barème) (p. 7014)

Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux de la dernière tranche du barème) (p. 7014)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Yves Cochet (maintien du taux de l'avant dernière tranche du barème) (p. 7014)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Yves Cochet (maintien du taux de la dernière tranche du barème) (p. 7014)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Philippe Auberger (suppression des dispositions concernant l'imposition des revenus de 2001) (p. 7015)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Gilbert Gantier (abaissement de l'ensemble des taux du barème) (p. 7016)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Yves Cochet (abaissement des taux des quatre premières tranches du barème) (p. 7016)

Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7017)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (limitation à 1, 3 % de la revalorisation du plafond du quotient familial) (p. 7017)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Michel Bouvard (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)

Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Jean-Louis Debré (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)

Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7021)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Charles de Courson (relèvement du montant de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs) (p. 7021)

Intervient sur l'amendement n° 511 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (relèvement du montant de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs) (p. 7021)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7022)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7022)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde des jeunes enfants) (p. 7024)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Germain Gengenwin (extension aux enfants en apprentissage de la réduction d'impôt pour enfant à charge poursuivant des études) (p. 7025)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Yves Cochet (suppression du délai de trois ans précédant l'imposition commune à l'impôt sur le revenu des personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité) (p. 7027)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Christian Cuvilliez (suppression du délai de trois ans précédant l'imposition commune à l'impôt sur le revenu des personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité) (p. 7027)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Gilbert Gantier (relèvement du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) (p. 7028)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Michel Bouvard (déductibilité des dépenses afférentes à la remise en état des terrains boisés sinistrés par les tempêtes de décembre 1999) (p. 7028)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement des indemnités de maternité à l'impôt sur le revenu) (p. 7029)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Philippe Auberger (imposition progressive du surplus de

revenu constaté lors d'une reprise d'activité après une période de chômage) (p. 7039)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Gilbert Gantier (déduction du revenu imposable des cotisations versées par les retraités aux régimes complémentaires d'assurance maladie) (p. 7040)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Jean-Luc Reitzer (déduction du revenu imposable des frais de déplacement du domicile au lieu de travail dans la limite de 50 kilomètres) (p. 7041)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Gilles Carrez (rétablissement de la déduction des intérêts d'emprunt accordée aux salariés qui rachètent leur entreprise) (p. 7041)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Michel Bouvard (déductibilité des intérêts d'emprunt contractés pour l'acquisition de parts de sociétés d'exercice libéral) (p. 7042)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Gilbert Gantier (doublement du plafond de cession de valeurs mobilières ouvrant droit à l'exonération d'imposition des plus-values) (p. 7042)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Michel Bouvard (aménagement du régime d'imposition des plus-values professionnelles sur les éléments d'actif non amortissables) (p. 7042)

Intervient sur l'amendement n° 341 corrigé de M. Germain Gengenwin (relèvement du montant déductible du bénéfice imposable au titre du salaire perçu par le conjoint participant effectivement à l'exercice d'une activité commerciale ou non commerciale) (p. 7043)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Germain Gengenwin (relèvement du montant déductible du bénéfice imposable au titre du salaire perçu par le conjoint participant effectivement à l'exercice d'une activité commerciale ou non commerciale) (p. 7043)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Michel Bouvard (relèvement du montant déductible du bénéfice imposable au titre du salaire perçu par le conjoint participant effectivement à l'exercice d'une activité commerciale ou non commerciale) (p. 7043)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Charles (relèvement du montant déductible du bénéfice imposable au titre du salaire perçu par le conjoint participant effectivement à l'exercice d'une activité commerciale ou non commerciale) (p. 7043)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. François Goulard (imputation sur le revenu global des déficits des loueurs en meublés non professionnels pour les biens situés dans les départements touchés par la catastrophe de l'Erika) (p. 7045)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Gilbert Gantier (remplacement de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile par une déduction du revenu imposable dans la limite de 90 000 F) (p. 7046)

Soutient l'amendement n° 32 rectifié de la commission (suppression de l'abattement annuel sur certains revenus mobiliers lorsque le foyer fiscal est imposé au taux marginal de l'impôt sur le revenu) (p. 7046) : adopté (p. 7048)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Philippe Auberger (relèvement des plafonds de la déduction d'impôt sur le revenu pour les particuliers ayant souscrit au capital de PME nouvelles ou en difficulté) (p. 7048)

Intervient sur l'amendement n° 195 corrigé de M. Dominique Baert (octroi d'1,05 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7049)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Henri Emmanuelli (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7051)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Gilles Carrez (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7051)

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7051)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Gilbert Gantier (doublement du montant de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde des jeunes enfants) (p. 7053)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Michel Bouvard (relèvement des plafonds de l'investissement pris en compte au titre de la réduction d'impôt accordée aux acquéreurs de logements neufs destinés à la location et faisant partie de résidences de tourisme classées en zone de revitalisation rurale) (p. 7053)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Yves Cochet (extension aux investissements indirects de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 7055)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Yves Cochet (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées pour les investissements réalisés au profit d'entreprises contribuant à l'insertion, au développement local et à l'économie solidaire) (p. 7055)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Philippe Auberger (augmentation des plafonds et du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 7057)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Gilbert Gantier (augmentation des plafonds et du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 7057)

Intervient sur l'amendement n° 164 corrigé de M. Philippe Auberger (instauration d'une réduction d'impôt au profit des salariés qui souscrivent au capital d'une société nouvelle ayant pour objet de racheter tout ou partie du capital de leur entreprise) (p. 7057)

Intervient sur l'amendement n° 218 corrigé de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt au profit des salariés qui souscrivent au capital d'une société nouvelle ayant pour objet de racheter tout ou partie du capital de leur entreprise) (p. 7057)

Article 28 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7061)

Thèmes :

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 7061) ; budget (p. 7061, 7062) ; budget : dépenses (p. 7062) ; budget : personnel (p. 7062) ; politiques internes (p. 7062)

Union européenne : Banque centrale européenne (p. 7062, 7063) ; contribution française (p. 7061)

Après l'article 2 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Pascal Terrasse (harmonisation de la définition des établissements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour avec celle retenue en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes) (p. 7084)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Philippe Auberger (doublement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7085)

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Jean-François Mattei (doublement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7085)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Gilles Carrez (doublement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7085)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement à l'impôt sur le revenu des plus-values de cessions de valeurs mobilières) (p. 7087)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Gilles Carrez (suppression de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 7088)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Charles (extension aux entreprises individuelles du mécanisme de déduction fiscale pour investissement prévu à l'article 72 D du code général des impôts) (p. 7089)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Christian Cuvilliez (rétablissement du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites à son montant antérieur à l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 1997) (p. 7089)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition commune des personnes vivant en concubinage) (p. 7090)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Gilles Carrez (déduction du bénéfice imposable des frais d'accès à Internet supportés par les entreprises pour le compte de leurs salariés) (p. 7092)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Gilles Carrez (institution d'une réduction d'impôt au titre de l'acquisition de matériels informatiques) (p. 7093)

Article 4 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 7096)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Yves Cochet (de suppression) (p. 7096)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 7096)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 35 rectifié de la commission (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise) (p. 7097) : adopté après deuxième rectification (suppression du gage) (p. 7098)

Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Christian Cuvilliez (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7098)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Julien Dray (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 25 millions de francs) (p. 7098)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (taxation forfaitaire des œuvres d'art au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7100)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Pierre Brard (taxation forfaitaire des œuvres d'art au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7100)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Jacques Jégou (déduction de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des participations prises dans le capital des sociétés non cotées au cours des quatre premières années de leur création) (p. 7105)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Christian Cuvilliez (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Yves Cochet (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Julien Dray (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Julien Dray (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Joseph Rossignol (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Georges Sarre (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Jean-Claude Lefort (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. Yann Galut (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Article 5 (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette) due par les personnes physiques pour leurs voitures particulières)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 7119)

Intervient sur l'amendement n° 257 deuxième rectification de M. Jean-Yves Besselat (suppression totale de la vignette automobile) (p. 7122)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression totale de la vignette automobile) (p. 7123)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Yves Cochet (maintien de la vignette automobile pour les véhicules d'une puissance fiscale supérieure ou égale à 10 chevaux) (p. 7124)

Intervient sur le sous-amendement n° 546 de M. Michel Bouvard (application du dispositif aux véhicules d'une puissance fiscale supérieure ou égale à 23 chevaux) à l'amendement n° 152 de M. Yves Cochet (p. 7124)

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Gilles Carrez (exonération des véhicules utilitaires) (p. 7127)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 7127) : adopté (p. 7127)

Son amendement n° 486 (exonération, pour les personnes physiques, des véhicules utilitaires dont le poids total autorisé n'excède pas 2 tonnes) (p. 7127) : adopté après modification (p. 7128)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Christian Cuvilliez (exonération des véhicules des associations et des organisations syndicales) (p. 7128)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 7129) : adopté (p. 7129)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Gilles Carrez (faculté pour les conseils généraux de supprimer la vignette automobile) (p. 7130)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Jean-Yves Besselat (faculté pour les conseils généraux de supprimer la vignette automobile) (p. 7130)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Pierre Méhaignerie (compensation des pertes de recettes pour les collectivités territoriales par une majoration de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7132)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Michel Bouvard (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7133)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Philippe Auberger (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7133)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gilles Carrez (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7133)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Christian Cuvilliez (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7133)

Article 6 (baisse du taux d'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises)

Son amendement n° 487 (rédactionnel) : adopté (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'un taux d'impôt sur les sociétés différencié en fonction des bénéfices dégagés) (p. 7145)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 7145) : adopté (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Pierre Lasbordes (suppression de la période de transition pour la baisse du taux d'impôt sur les sociétés des petites entreprises) (p. 7146)

Son amendement n° 488 (rédactionnel) : adopté (p. 7146)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 7146) : adopté (p. 7146)

Son amendement n° 489 (rédactionnel) : adopté (p. 7146)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Dominique Baert (modernisation du statut des sociétés de capital-risque) (p. 7148)

Son sous-amendement n° 543 (rédactionnel) à l'amendement n° 196 de M. Dominique Baert (p. 7148) : adopté (p. 7149)

Article 7 (réduction de la contribution additionnelle et aménagements de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Philippe Auberger (suppression de la contribution additionnelle) (p. 7150)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution additionnelle) (p. 7150)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Laurent Dominati (abaissement du taux normal de l'impôt sur les sociétés) (p. 7150)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Jean-François Mattei (suppression de la contribution additionnelle) (p. 7151)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Gilles Carrez (suppression de la contribution additionnelle) (p. 7151)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux actuel de la contribution additionnelle pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 7152)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Germain Gengenwin (application d'un taux de 5 % en 2001, puis suppression de la contribution additionnelle) (p. 7152)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (pérennisation de la diminution à 3 % du taux de la contribution additionnelle) (p. 7152) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7152)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Pierre Brard (application de la réduction de la contribution additionnelle aux seules entreprises ayant conclu un accord sur la réduction du temps de travail ou créatrices d'emplois) (p. 7153)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe III relatif à l'aménagement du régime d'imposition des sociétés mères et filiales) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression du paragraphe III relatif à l'aménagement du régime d'imposition des sociétés mères et filiales) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Germain Gengenwin (suppression du paragraphe IV relatif à l'aménagement de l'avoir fiscal) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression du paragraphe IV relatif à l'aménagement de l'avoir fiscal) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe IV relatif à l'aménagement de l'avoir fiscal) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Pierre Brard (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 7157)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de précision) (p. 7158) : adopté (p. 7158)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Henri Emmanuelli (réduction du taux de l'avoir fiscal transféré aux personnes morales non résidentes) (p. 7159)

Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Christian Cuvilliez (réduction du taux de l'avoir fiscal transféré aux personnes morales non résidentes) (p. 7159)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond pour l'amortissement des véhicules de sociétés) (p. 7161)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Christian Cuvilliez (alignement du taux de l'avoir fiscal sur celui de l'impôt sur les sociétés) (p. 7161)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Philippe Auberger (suppression de l'imposition sous cote séparée des sociétés françaises possédant une structure à l'étranger) (p. 7162)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. François Goulard (non-application aux holdings installées dans l'Union européenne des dispositions prévoyant la taxation en France des bénéfices réalisés dans des pays ayant un régime fiscal privilégié) (p. 7162)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Henri Emmanuelli (plafonnement de l'imputation des impôts payés à l'étranger par les groupes de sociétés de manière à ce que l'impôt sur les sociétés supporté effectivement en France ne puisse être réduit de plus de 50 %) (p. 7163)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Philippe Auberger (faculté pour les entreprises d'imputer les moins-values à long terme soit sur les plus-values à long terme, soit sur les bénéfices imposables au taux de droit commun) (p. 7165)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Yves Cochet (amélioration du régime des placements solidaires et caritatifs) (p. 7165)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Gilbert Gantier (imputation illimitée de l'imposition forfaitaire annuelle sur l'impôt sur les sociétés) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Gilbert Gantier (imputation de l'imposition forfaitaire annuelle sur l'impôt sur les sociétés dû à la suite d'un redressement fiscal) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 170 corrigé de M. Philippe Auberger (modalités de remboursement de la créance sur le Trésor résultant de la mise en œuvre du mécanisme du report en arrière des déficits) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Gilbert Gantier (modalités de remboursement de la créance sur le Trésor résultant de la mise en œuvre du mécanisme du report en arrière des déficits) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'avoir fiscal accordé aux personnes ne résidant pas en France) (p. 7167)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Philippe Auberger (institution d'un crédit d'impôt sur les frais de prise et de maintenance des brevets) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Gilbert Gantier (institution d'un crédit d'impôt sur les frais de prise et de maintenance des brevets) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Philippe Auberger (institution d'un crédit d'impôt égal à 25 % des dépenses d'innovation exposées au cours d'une année) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Michel Bouvard (application aux entreprises individuelles du mécanisme de déduction fiscale pour investissement dont bénéficient les agriculteurs) (p. 7169)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Charles de Courson (application aux entreprises individuelles du mécanisme de déduction fiscale pour investissement dont bénéficient les agriculteurs) (p. 7169)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Philippe Auberger (faculté pour les entreprises déficitaires de demander au juge de l'impôt le rétablissement des déficits contestés par l'administration) (p. 7169)

Article 8 (simplification de la taxe sur les salaires et allégements pour les petites entreprises)

Son amendement n° 531 (rédactionnel) : adopté (p. 7170)

Son amendement n° 490 (rédactionnel) : adopté (p. 7170)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe sur les salaires en faveur des établissements publics de santé) (p. 7170)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Christian Cuvilliez (allégement de la taxe sur les salaires supportée par les associations) (p. 7171)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression progressive de la taxe sur les salaires) (p. 7171)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Gilbert Gantier (allégement de la taxe sur les salaires supportée par les professionnels libéraux) (p. 7172)

Article 9 (aménagement de la fiscalité des entreprises pétrolières)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 7173)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures et relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7174)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures et relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7174)

Son amendement n° 491 (rédactionnel) : adopté (p. 7175)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 7175) : adopté (p. 7175)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Yves Cochet (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7176)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7176) : adopté (p. 7176)

Intervient sur l'amendement n° 523 de M. Bernard Cazeneuve (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7176)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de précision) (p. 7176) : adopté (p. 7177)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 266 de M. Michel Bouvard (déductibilité des provisions constituées par les entreprises exploitantes de remontées mécaniques et de domaines skiables en vue de faire face au risque de pertes et charges consécutives à un manque de neige ou aux intempéries) (p. 7177)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafond de l'amortissement exceptionnel en faveur des véhicules propres acquis par une société) (p. 7179)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des véhicules propres) (p. 7179)

Article 10 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur le fioul domestique, amélioration du remboursement pour le transport routier de marchandises, mise en œuvre d'un remboursement aux exploitants de transport public routier en commun de voyageurs et mise en place d'un mécanisme de régulation des taux)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Yves Cochet (suppression du différentiel de taux de taxe intérieure sur les produits pétroliers entre le gazole et les supercarburants) (p. 7190)

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (anticipation au 1er janvier 2000 de la baisse du taux de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au fioul domestique utilisé par les agriculteurs et les transporteurs fluviaux) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 538 rectifié de Mme Nicole Bricq (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième rectification de M. Michel Bouvard (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole) (p. 7191)

Son amendement n° 492 (rédactionnel) : adopté (p. 7192)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (de coordination) (p. 7192)

Intervient sur l'amendement n° 9 deuxième rectification du Gouvernement (redéfinition du mode de calcul du tarif spécial de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux transporteurs routiers) (p. 7193)

Son amendement n° 493 (rédactionnel) : adopté (p. 7193)

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (application aux exploitants de transport public routier en commun de voyageurs, à compter du second trimestre 2000, du mécanisme de remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficient les transporteurs de marchandises) (p. 7193)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Maurice Adevah-Poeuf (institution d'un mécanisme de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des réseaux de transport public en commun de voyageurs) (p. 7193)

Intervient sur l'amendement n° 10 du Gouvernement (modification du dispositif de stabilisation de la charge fiscale pesant sur les carburants afin de le rendre applicable au 1er octobre 2000) (p. 7194)

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (de coordination) (p. 7194)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Yves Cochet (réversibilité du dispositif visant à atténuer les fluctuations des prix du pétrole) (p. 7194)

Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (détermination de la date d'expiration de la réduction exceptionnelle de certains tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) (p. 7195)

Intervient sur l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (instauration d'une réduction exceptionnelle de certains tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) (p. 7195)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Christian Cuvilliez (réduction du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au supercarburant sans plomb) (p. 7195)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 191 rectifié de Mme Nicole Bricq (réduction du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au fioul lourd à basse teneur en soufre) (p. 7196)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Philippe Auberger (émission par l'Etat de "tickets-carburant" pour les salariés ne disposant pas de moyens de transports publics) (p. 7198)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Yves Cochet (suppression de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburéacteurs) (p. 7198)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Yves Cochet (octroi d'un avantage fiscal aux exploitants de poids lourds et de bennes à ordures ménagères équipés au gaz naturel de ville ou au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7198)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié ou au gaz naturel de ville) (p. 7200)

Intervient sur l'amendement n° 532 du Gouvernement (rééquilibrage du produit de la fiscalité afférente à la production d'électricité pour les installations hydroélectriques) (p. 7200, 7203)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Intervient sur l'amendement n° 535 de Mme Béatrice Marre (rédactionnel) (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 536 de Mme Béatrice Marre (rédactionnel) (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 537 corrigé de Mme Béatrice Marre (rédactionnel) (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Charles de Courson (aménagement des modalités de réintégration de la déduction pour investissement afin de créer une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 45 corrigé de la commission (extension aux jeunes agriculteurs ayant conclu un contrat territorial d'exploitation de l'abattement de 50 % sur les bénéfices applicable aux agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. François Vannson (suppression du paragraphe III relatif au relèvement de la limite d'imputation des déficits agricoles) (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Lionnel Luca (suppression du paragraphe III relatif au relèvement de la limite d'imputation des déficits agricoles) (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Augustin Bonrepaux (réduction du relèvement de la limite d'imputation des déficits agricoles) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Charles de Courson (suppression de l'effet de seuil en matière d'exonération des plus-values des petites entreprises) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Michel Bouvard (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole en cas de transmission de l'exploitation à un jeune agriculteur) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 469 de Mme Béatrice Marre (assouplissement du régime relatif à la modification de la date de clôture d'un exercice) (p. 7209)

Intervient sur l'amendement n° 473 de Mme Béatrice Marre (soumission à un régime réel d'imposition des jeunes agriculteurs bénéficiaires des prêts à moyen terme spéciaux, de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ou signataires d'un contrat territorial d'exploitation) (p. 7209)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Michel Bouvard (relèvement de l'abattement sur le revenu imposable des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition bénéficiaires des prêts à moyen terme spéciaux ou de la dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Michel Bouvard (soumission des revenus exceptionnels perçus par les exploitants agricoles au régime spécifique d'imposition des revenus exceptionnels) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 471 de Mme Béatrice Marre (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition d'effectuer leur déclaration récapitulative annuelle de TVA à la même date que celle choisie pour la clôture de leur exercice comptable) (p. 7210)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Germain Gengenwin (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des exploitations agricoles à responsabilité limitée comprenant des associés non-parents) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Jacob (constitution par les groupements d'employeurs d'une provision pour garantie des dettes à l'égard des salariés et des organismes créanciers de cotisations obligatoires) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Germain Gengenwin (institution d'une exonération partielle d'imposition des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'une entreprise individuelle) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Christian Jacob (suppression du régime d'imposition forfaitaire des exploitants agricoles) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Christian Jacob (relèvement du plafond de la déduction pour investissement des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Germain Gengenwin (soumission à une imposition au taux proportionnel de la partie de la déduction pour investissement réintégrée dans le bénéfice imposable des exploitants agricoles) (p. 7213)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Christian Jacob (faculté pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de constituer une réserve spéciale imposée à un taux proportionnel) (p. 7213)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond de recettes ouvrant droit à l'exonération des plus-values professionnelles) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Germain Gengenwin (extension à tous les cas d'apports du régime particulier d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'apports en sociétés) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Christian Jacob (exclusion des apports effectués par un exploitant agricole du champ du régime d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'apports en sociétés) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Christian Jacob (déplafonnement de la déduction du revenu des cotisations versées par les exploitants agricoles au titre des contrats d'assurance groupe) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de la réduction d'impôt au titre des dépenses de formation des chefs d'entreprise) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Christian Jacob (institution d'un impôt sur les sociétés spécifique aux sociétés dont l'objet est agricole) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution annuelle sur les revenus de la location) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Germain Gengenwin (application d'un droit d'enregistrement de 1 %, dans la limite de 20 000 F par mutation, aux cessions de droits sociaux) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Germain Gengenwin (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de titres de sociétés civiles à objet agricole) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Christian Jacob (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de titres de sociétés civiles à objet agricole) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Christian Jacob (extension du bénéfice de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit aux parts de groupements fonciers agricoles ayant été détenues par une société civile immobilière ou une entreprise d'assurance) (p. 7217)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Germain Gengenwin (paiement fractionné des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission partielle d'une entreprise) (p. 7217)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Charles de Courson (modification du régime de déduction de la rente du sol en matière de cotisations sociales agricoles) (p. 7218)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Éric Doligé (intégration dans le code de la santé publique des dispositions de la loi de finances rectificative pour 1998 relatives à l'ouverture des débits de boissons temporaires) (p. 7220)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Marc Dumoulin (suppression de la limitation à cinq par an du nombre d'autorisations d'ouverture d'un débit de boissons accordées aux associations et compétence du maire pour autoriser la vente de boissons alcooliques dans les enceintes sportives) (p. 7220)

Intervient sur le sous-amendement n° 553 du Gouvernement (maintien du plafond de cinq autorisations annuelles) à l'amendement n° 423 de M. Marc Dumoulin (p. 7220)

Intervient sur le sous-amendement n° 552 du Gouvernement (suppression de la déclaration préalable auprès du service des douanes) à l'amendement n° 423 de M. Marc Dumoulin (p. 7220)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Éric Doligé (intégration dans le code de la santé publique des dispositions de la loi de finances rectificative pour 2000 relatives à l'ouverture des débits de boissons temporaires et suppression du droit de timbre de 10 F) (p. 7220)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Germain Gengenwin (exonération des plus-values professionnelles réinvesties dans un délai d'un an) (p. 7221)

Article 12 (création d'un nouveau dispositif d'aide à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Philippe Chaulet (relèvement du taux de la réduction d'impôt au titre de l'acquisition ou de la construction de l'habitation principale) (p. 7225)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de précision) (p. 7226) : adopté (p. 7226)

Intervient sur l'amendement n° 429 de M. Claude Hoarau (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 7226)

Intervient sur l'amendement n° 547 du Gouvernement (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur des services informatiques) (p. 7226)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Philippe Chaulet (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements nécessaires à l'exploitation d'un service local industriel et commercial ayant fait l'objet d'un affermage) (p. 7227)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (de précision) (p. 7227) : adopté (p. 7227)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Philippe Chaulet (relèvement des taux de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs) (p. 7227)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Philippe Chaulet (relèvement du taux majoré de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs) (p. 7227)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de précision) (p. 7228) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7228)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Claude Hoarau (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur de la pêche) (p. 7228)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de précision) (p. 7229) : adopté (p. 7229)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (modalités de calcul du plafonnement de la réduction d'impôt au titre des investissements outre-mer) (p. 7229) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 7229)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (de précision) (p. 7229) : adopté (p. 7229)

Son amendement n° 494 (rédactionnel) : adopté (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Philippe Chaulet (abaissement du taux de la réduction d'impôt rétrocédée à l'entreprise locataire en cas d'investissements éligibles mis à sa disposition lorsque le montant de l'investissement ne dépasse pas cinq millions de francs) (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 548 du Gouvernement (de conséquence) (p. 7230)

Son amendement n° 495 (rédactionnel) : adopté (p. 7230)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Philippe Chaulet (abaissement de la part rétrocédée à l'entreprise locataire sous forme de diminution de loyer à la moitié de la réduction d'impôt) (p. 7230)

Son amendement n° 496 (rédactionnel) : adopté (p. 7230)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Philippe Chaulet (extension du champ de la déduction du résultat imposable des investissements outre-mer réalisés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés au domaine du financement des équipements des collectivités locales) (p. 7230)

Intervient sur l'amendement n° 549 du Gouvernement (de conséquence) (p. 7231)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (renforcement du lien entre la création ou le maintien d'emplois et la délivrance de l'agrément ministériel) (p. 7231)

Intervient sur l'amendement n° 385 de M. Germain Gengenwin (pérennisation de la déduction du revenu imposable des investissements outre-mer réalisés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (p. 7232)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de précision) (p. 7232) : adopté (p. 7232)

Son amendement n° 497 (rédactionnel) : adopté (p. 7232)

Son amendement n° 498 (rédactionnel) : adopté (p. 7232)

Son amendement n° 499 (rédactionnel) : adopté (p. 7232)

Son amendement n° 500 (rédactionnel) : adopté (p. 7232)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (de coordination) (p. 7232) : adopté (p. 7233)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (suppression de l'augmentation du taux de la réduction d'impôt pour les investissements réalisés en 2000 dans le secteur locatif intermédiaire) (p. 7233) : adopté (p. 7233)

Article 13 (suppression de la taxe sur les passagers)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) (p. 7234) : adopté (p. 7234)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Claude Goasguen (alignement du régime des bénéfices non commerciaux sur celui des bénéfices industriels et commerciaux en matière de déduction des charges) (p. 7234)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Pierre Méhaignerie (application du dispositif "Besson" d'amortissement des logements locatifs aux ascendants et descendants) (p. 7235)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Philippe Auberger (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 7236)

Intervient sur l'amendement n° 175 corrigé de M. Philippe Auberger (alignement du taux de l'intérêt de retard sur le taux de refinancement de l'Etat majoré d'un point) (p. 7236)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Gilbert Gantier (alignement du taux de l'intérêt de retard sur le taux de refinancement de l'Etat majoré d'un point) (p. 7236)

Intervient sur l'amendement n° 177 corrigé de M. Philippe Auberger (alignement du taux des intérêts moratoires sur le taux de refinancement de l'Etat majoré d'un point) (p. 7237)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Gilbert Gantier (alignement du taux des intérêts moratoires sur le taux de refinancement de l'Etat majoré d'un point) (p. 7237)

Article 17 (modalités d'affectation de la taxe sur les conventions d'assurance, de la taxe sur les véhicules des sociétés et du droit de consommation sur les tabacs)

Son amendement n° 501 (de précision) : adopté (p. 7238)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Philippe Auberger (suppression du paragraphe II relatif aux modalités de compensation pour 2001 des pertes de ressources résultant de la réduction de la CSG sur les bas salaires) (p. 7238)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (relèvement de la fraction de la taxe sur les conventions d'assurance affectée aux régimes de sécurité sociale) (p. 7239) : retiré (p. 7239)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Germain Gengenwin (suppression du paragraphe IV relatif à l'affectation au fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) du reliquat des droits de consommation sur les tabacs) (p. 7240)

Article 18 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte spécial n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 7241)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 403 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (élargissement des cas d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 7244)

Intervient sur l'amendement n° 402 de M. Jean-Pierre Brard (élargissement des cas d'exonération de la redevance audiovisuelle) (p. 7244)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (exonération de la redevance audiovisuelle en faveur des personnes âgées non imposées à l'impôt sur le revenu) (p. 7244) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7245)

Intervient sur le sous-amendement n° 502 de M. Michel Bouvard (exonération des établissements d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat à compter du deuxième récepteur) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 7245)

Intervient sur le sous-amendement n° 503 de M. Michel Bouvard (exonération des établissements pénitentiaires à compter du deuxième récepteur) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 7245)

Intervient sur le sous-amendement n° 504 de M. Michel Bouvard (exonération des personnes physiques non imposées à l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 7245)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Gilles Carrez (exonération de la redevance audiovisuelle en faveur des contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant des enfants à charge) (p. 7251)

Intervient sur l'amendement n° 330 de M. Michel Bouvard (exonération de la redevance audiovisuelle en faveur des établissements d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat à compter du deuxième récepteur) (p. 7252)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Michel Bouvard (exonération de la redevance audiovisuelle en faveur des établissements pénitentiaires à compter du deuxième récepteur) (p. 7252)

Article 20 (suppression du financement par voie de fonds de concours des frais de gestion du service chargé de la perception de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) (p. 7253) : adopté (p. 7253)

Article 22 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-26 "Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables")

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 7255)

Article 23 (création du compte d'affectation spéciale n° 902-33 "Fonds de provisionnement des charges de retraites et de désendettement de l'Etat")

Son intervention (p. 7258)

Son amendement n° 515 rectifié (attribution de cinq licences pour l'exploitation des réseaux mobiles de troisième génération) (p. 7263) : retiré (p. 7264)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Patrice Martin-Lalande (affectation de 5 milliards de francs à l'amélioration de la couverture du territoire en relais de radio-communication mobile) (p. 7265)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 132 précédemment réservé de M. Yves Cochet (déduction du revenu net foncier des dépenses occasionnées par les travaux destinés à économiser l'énergie et par les équipements de production d'énergie renouvelable) (p. 7266)

Intervient sur l'amendement n° 125 précédemment réservé de M. Pierre Hériaud (application aux propriétaires de vignobles non exploitants de la déduction fiscale des dépenses de plantation et de replantation) (p. 7267)

Intervient sur l'amendement n° 134 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application de l'amortissement dégressif accéléré aux équipements de production d'énergies renouvelables) (p. 7267)

Intervient sur l'amendement n° 135 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application de l'amortissement exceptionnel aux équipements de production d'énergies renouvelables) (p. 7267)

Intervient sur l'amendement n° 136 précédemment réservé de M. Yves Cochet (accession des petites et moyennes entreprises à l'amortissement exceptionnel sur 12 mois des matériels destinés à économiser l'énergie ou des équipements de production d'énergies renouvelables) (p. 7267)

Intervient sur l'amendement n° 176 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application de l'amortissement exceptionnel sur 12 mois aux

terminaux de cartes bancaires et aux caisses enregistreuses adaptés à l'euro) (p. 7268)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application de l'amortissement exceptionnel sur 12 mois aux terminaux de cartes bancaires et aux caisses enregistreuses adaptés à l'euro) (p. 7268)

Intervient sur l'amendement n° 411 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (augmentation du taux de taxation des plus-values à long terme des entreprises passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 7268)

Soutient l'amendement n° 57 précédemment réservé de la commission (relèvement du plafond sous lequel la contribution de l'employeur à l'acquisition d'un titre-restaurant est exonérée de l'impôt sur le revenu) (p. 7268) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 147 précédemment réservé de M. Yves Cochet (amélioration du régime fiscal des placements solidaires ou caritatifs) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 148 précédemment réservé de M. Yves Cochet (amélioration du régime fiscal des placements solidaires ou caritatifs) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 159 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (allégement de la taxation des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 22 précédemment réservé de M. Julien Dray (assujettissement des plus-values mobilières des particuliers au barème de l'impôt sur le revenu) (p. 7270)

Intervient sur l'amendement n° 173 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (définition de la fusion) (p. 7270)

Intervient sur l'amendement n° 174 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (sanction du seul actionnaire non respectueux de son engagement de conservation des titres en ce qui concerne l'application du régime fiscal de faveur des fusions aux scissions) (p. 7270)

Intervient sur l'amendement n° 140 précédemment réservé de M. Yves Cochet (suppression de l'avoir fiscal accordé aux personnes ne résidant pas en France) (p. 7271)

Intervient sur l'amendement n° 393 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (remplacement du crédit d'impôt recherche par une contribution annuelle au titre de la recherche) (p. 7271)

Intervient sur l'amendement n° 131 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux ventes de sources d'énergie renouvelable par les personnes physiques) (p. 7272)

Intervient sur l'amendement n° 242 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (fixation du taux normal de la TVA à 18, 6 %) (p. 7272)

Intervient sur l'amendement n° 241 précédemment réservé de M. François d'Aubert (fixation du taux normal de la TVA à 19 %) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 405 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des produits alimentaires) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 243 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA au chocolat, à la confiserie et à la margarine) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 406 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux produits de confiserie) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 198 précédemment réservé de M. Emile Blessig (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 274 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 367 précédemment réservé de M. Francis Hillmeyer (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 459 précédemment réservé de M. Jean-Louis Debré (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 78 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA au chocolat en tablette ou en bâton) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 378 précédemment réservé de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA au chocolat noir de couverture) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 237 précédemment réservé de M. Jean-François Mattei (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 273 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 407 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 130 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA au bois utilisé pour alimenter un réseau de chaleur et aux matériels permettant d'économiser l'énergie ou d'utiliser des sources d'énergie renouvelable) (p. 7275)

Intervient sur l'amendement n° 133 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA au bois utilisé pour alimenter un réseau de chaleur ou mis en gestion par un prestataire de service qui facture la fourniture de chaleur) (p. 7275)

Intervient sur l'amendement n° 23 précédemment réservé de M. Julien Dray (application du taux réduit de la TVA aux disques) (p. 7276)

Intervient sur l'amendement n° 26 précédemment réservé de M. Julien Dray (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des produits du multimédia) (p. 7276)

Intervient sur l'amendement n° 249 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place et aux prestations d'hôtellerie) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 25 précédemment réservé de M. Julien Dray (application du taux réduit de la TVA au secteur de la restauration) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 79 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 244 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux

réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 272 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 339 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 458 précédemment réservé de M. Jean-Louis Debré (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 1 précédemment réservé de M. Bernard Charles (application du taux réduit de la TVA aux prestations de vente à consommer sur place de produits alimentaires et de boissons non alcoolisées) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 183 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 240 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application d'un taux réduit de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 404 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application d'un taux réduit de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7279)

Intervient sur l'amendement n° 327 précédemment réservé de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7281)

Intervient sur l'amendement n° 24 précédemment réservé de M. Julien Dray (application du taux réduit de la TVA à la consommation de gaz et d'électricité) (p. 7281)

Intervient sur l'amendement n° 246 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux véhicules électriques) (p. 7281)

Intervient sur l'amendement n° 394 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux équipements automobiles permettant l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié et du gaz naturel de ville) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 247 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux opérations de collecte et de traitement des déchets ménagers) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 401 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux opérations de collecte et de traitement des déchets ménagers) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 397 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux casques motocyclistes) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 410 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux fournitures scolaires) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 518 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux prestations de déménagement des particuliers) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 283 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (application du taux réduit de la TVA aux prestations relatives à la fourniture de logement et de nourriture pour les personnes âgées et aux prestations liées à l'hébergement des personnes âgées) (p. 7283)

Intervient sur l'amendement n° 277 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique) (p. 7284)

Intervient sur l'amendement n° 400 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorique distribuées par des réseaux publics, alimentées par la géothermie et la cogénération) (p. 7284)

Intervient sur l'amendement n° 278 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au bois utilisé pour alimenter un réseau de chaleur) (p. 7284)

Intervient sur l'amendement n° 292 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7285)

Intervient sur l'amendement n° 77 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7285)

Intervient sur l'amendement n° 275 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7285)

Intervient sur l'amendement n° 398 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7285)

Intervient sur l'amendement n° 119 précédemment réservé de M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage des voies publiques) (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 238 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage des voies publiques) (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 484 précédemment réservé de M. Edmond Hervé (application du taux réduit de la TVA aux engagements financiers des collectivités locales en faveur des services de télévision) (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 320 précédemment réservé de M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux opérations préalables de détection de l'amiante, du saturnisme et des termites) (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 408 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application aux établissements publics de santé de la baisse de la TVA sur les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 475 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application aux établissements publics de santé de la baisse de la TVA sur les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 426 précédemment réservé de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA aux travaux effectués dans les locaux appartenant à des associations) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 399 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux services de réparation de bicyclettes, chaussures et articles de cuir, vêtements et linge de maison) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 409 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement à la TVA des médicaments acquis par les établissements publics de santé) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 245 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 2,1 % aux transports collectifs de voyageurs) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 138 précédemment réservé de M. Yves Cochet (majoration des tarifs de la taxe de l'aviation civile) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 129 précédemment réservé de M. Yves Cochet (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 7289)

Intervient sur l'amendement n° 294 précédemment réservé de M. Claude Gatignol (institution d'un abattement forfaitaire unique pour toute transmission à titre gratuit en ligne familiale directe, entre conjoints et entre frères et sœurs) (p. 7291)

Intervient sur l'amendement n° 293 précédemment réservé de M. Claude Gatignol (institution d'un abattement forfaitaire unique pour toute transmission à titre gratuit en ligne familiale directe, entre conjoints et entre frères et sœurs) (p. 7291)

Intervient sur l'amendement n° 440 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (assujettissement des non-résidents à l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 7292)

Intervient sur l'amendement n° 4 précédemment réservé du Gouvernement (dégrèvement de la moitié de la cotisation de taxe professionnelle des entreprises de transport sanitaire) (p. 7292)

Intervient sur l'amendement n° 271 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (amélioration des modalités de remboursement des crédits de TVA) (p. 7292)

Intervient sur l'amendement n° 349 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (suppression de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 7293)

Article 24 (financement de la revalorisation des retraites agricoles et de diverses mesures d'ordre social en faveur des non-salariés agricoles)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 7293) : adopté (p. 7293)

Article 25 (mesures diverses relatives aux charges sociales des non-salariés agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Charles de Courson (suppression en une seule étape de l'assiette minimale des cotisations d'assurance maladie des exploitants agricoles) (p. 7294)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (de précision) (p. 7294) : adopté (p. 7294)

Article 26 (financement des communautés d'agglomération)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Gilles Carrez (majoration de 400 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Christian Cuvilliez (majoration de 400 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (majoration de 200 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7296)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 65 rectifié de la commission (allégement de la taxe foncière sur les propriétés bâties des organismes HLM) (p. 7297)

Intervient sur le sous-amendement n° 555 du Gouvernement (garantie du gel des loyers) à l'amendement n° 65 rectifié de la commission (p. 7298)

Intervient sur le sous-amendement n° 554 du Gouvernement (création d'une dotation budgétaire destinée à compenser les pertes de ressources pour les collectivités locales) à l'amendement n° 65 rectifié de la commission (p. 7298)

Intervient sur l'amendement n° 556 de M. Christian Cuvilliez (dégrèvement d'office de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des personnes âgées ayant des revenus modestes) (p. 7299)

Article 27 (majoration de la dotation de solidarité urbaine)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (majoration de la fraction "bourgs-centre" de la dotation de solidarité rurale au moyen d'un prélèvement sur le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 7300) : adopté (p. 7300)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Gilbert Gantier (suppression des droits de mutation pesant sur les cessions de titres de sociétés) (p. 7300)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 7300)

Article 29 et état A (équilibre général du budget)

Son amendement n° 517 troisième rectification (suppression des crédits inscrits au titre de la rémunération des organes de direction du Conseil de la politique monétaire) (p. 7312) : retiré

Soutient l'amendement n° 517 troisième rectification de M. Didier Migaud (suppression des crédits inscrits au titre de la rémunération des organes de direction du Conseil de la politique monétaire) (p. 7312) : rejeté au scrutin public (p. 7315)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (présentation des lignes budgétaires consacrées aux relations financières entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations) (p. 7315) : adopté (p. 7316)

Intervient sur l'amendement n° 557 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 7326)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Pierre Méhaignerie (article d'équilibre réduisant le déficit) (p. 7326)

Seconde délibération

Article 4 ter (taxation forfaitaire des œuvres d'art au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 7327)

Article 12 quinquies (création d'une contribution destinée à financer le coût de l'élimination des documents publicitaires)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 7327)

Article 29 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (déficit fixé à 186,001 milliards de francs) (p. 7327)

Explications de vote et vote [24 octobre 2000] (p. 7349)

Son intervention (p. 7349)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Article 45 et état H (reports de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 168 du Gouvernement (inscription du chapitre 43-01 "Actions d'incitation, d'information et de communication") (p. 8987)

Article 47 (extension du crédit d'impôt pour dépenses de gros équipement de l'habitation principale aux équipements de production d'énergies renouvelables)

Soutient l'amendement n° 181 de la commission (de précision) (p. 8988) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8988)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (extension du dispositif à l'ensemble des logements) (p. 8988)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Yves Cochet (extension du dispositif à l'ensemble des logements) (p. 8988)

Soutient l'amendement n° 183 de la commission (rédactionnel) (p. 8989) : adopté (p. 8989)

Soutient l'amendement n° 184 de la commission (rédactionnel) (p. 8989) : adopté (p. 8989)

Article 48 (exonération de taxe professionnelle des équipements et outillages des entreprises de manutention portuaire)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) (p. 8989) : adopté (p. 8989)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations de plantation d'arbres) (p. 8990)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de ravalement des bâtiments publics) (p. 8990)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations d'effacement des fils) (p. 8990)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des grosses réparations de voirie) (p. 8990)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (éligibilité des alpages au Fonds de compensation pour la TVA) (p. 8992) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8992)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Christian Cuvilliez (légalisation de l'attribution par les départements ou les communes de subventions de fonctionnement aux organisations syndicales représentatives) (p. 8993)

Intervient sur l'amendement n° 194 rectifié de la commission (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière) (p. 8994)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Blazy (majoration de la population des communes concernées par un plan d'exposition au bruit pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8994)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Michel Bouvard (ajustement de la dotation globale de fonctionnement affectée aux communes éligibles à la dotation spécifique aux communes touristiques ou thermales) (p. 8996)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jérôme Lambert (éligibilité à la dotation globale d'équipement (DGE) des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants, même si l'une des communes les constituant n'était pas éligible à la DGE) (p. 8997)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Augustin Bonrepaux (correction des modalités de calcul du potentiel fiscal pour tenir compte de la suppression de la part salariale dans l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 8998)

Soutient l'amendement n° 187 de la commission (rattachement des enfants devenus orphelins après leur majorité au foyer fiscal de la personne qui les accueille) (p. 8999) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 8999)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Pierre Méhaignerie (application du dispositif d'aide à l'investissement locatif aux logements occupés par les ascendants ou les descendants du contribuable) (p. 9000)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafond prévu pour l'amortissement des véhicules de sociétés fonctionnant en bicarburation) (p. 9000)

Soutient l'amendement n° 188 de la commission (aménagements du dispositif de déduction des cotisations versées au régime complémentaire facultatif d'assurance-vieillesse des exploitants agricoles) (p. 9001) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9001)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Gilles Carrez (réduction du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 9001)

Soutient l'amendement n° 189 de la commission (relèvement du taux de la réduction d'impôt au titre des cotisations syndicales) (p. 9001) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9001)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (relèvement du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme) (p. 9002) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9002)

Son amendement n° 249 (extension aux zones éligibles à l'objectif n° 2 des fonds structurels européens du champ de la réduction d'impôt pour investissement locatif dans une résidence de tourisme classée) (p. 9002) : adopté après correction (p. 9003)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Jacques Jégou (institution d'un crédit d'impôt au titre des investissements supplémentaires réalisés pour faire fonctionner à l'électricité, au GNV ou au GPL les véhicules neufs ou d'occasion) (p. 9005)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un crédit d'impôt au titre des investissements supplémentaires réalisés pour faire fonctionner à l'électricité, au GNV ou au GPL les véhicules neufs ou d'occasion) (p. 9005)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un crédit d'impôt au titre des investissements supplémentaires réalisés pour faire fonctionner à l'électricité, au GNV ou au GPL les véhicules neufs ou d'occasion) (p. 9005)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Pierre Brard (gratuité du stationnement de surface pour les véhicules propres) (p. 9007)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Alain Bocquet (institution d'un crédit d'impôt au titre des frais de déménagement des particuliers) (p. 9008)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Philippe Auberger (suppression de la contribution sociale de 3,3 % sur les bénéfices des sociétés) (p. 9008)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution sociale de 3,3 % sur les bénéfices des sociétés) (p. 9008)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage des voies publiques) (p. 9009)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Bouvard (création d'une taxe sur les documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 9011)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Michel Bouvard (création d'une taxe sur les documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 9011)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Yves Cochet (création d'une taxe sur les documents publicitaires et courriers non adressés) (p. 9011)

Intervient sur l'amendement n° 252 de Mme Nicole Bricq (création d'une taxe sur les documents publicitaires non adressés) (p. 9011)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Philippe Auberger (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Pierre-Christophe Baguet (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. François Vannson (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Francis Hillmeyer (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Germain Gengenwin (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune en fonction de la cotisation d'impôt sur le revenu) (p. 9017)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération de taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation) (p. 9017)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 9017)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Michel Bouvard (instauration d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation au profit des redevables conjoints survivants ayant élevé au moins trois enfants) (p. 9018)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Cuvilliez (instauration d'un dégrèvement de 500 F sur la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties afférente à l'habitation principale des contribuables âgés de plus de 65 ans ayant des revenus modestes) (p. 9019)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe d'habitation au profit des jeunes de moins de 25 ans dont les revenus sont inférieurs ou équivalents au revenu minimum d'insertion) (p. 9019)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Francis Hammel (instauration d'un dégrèvement d'office de 20 % du montant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre de l'habitation principale des personnes à mobilité réduite) (p. 9020)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Michel Bouvard (instauration d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation au profit des redevables conjoints survivants ayant élevé au moins trois enfants) (p. 9020)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Bouvard (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Gilles Carrez (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Philippe Auberger (réduction progressive de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Pierre Méhaignerie (réduction de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non

commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Pierre Lasbordes (prise en compte des recettes hors taxes pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur certains actifs financiers) (p. 9027)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Philippe Auberger (exclusion de l'assiette de la taxe professionnelle pour les dépenses de mise en conformité des machines) (p. 9027)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Bouvard (instauration d'un abattement sur la valeur locative des locaux d'habitation situés à proximité d'infrastructures de transport routier ou ferroviaire) (p. 9029)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yves Cochet (réduction de la valeur locative des biens reconnus comme exposés à des nuisances sonores dans le cadre d'un plan d'exposition au bruit) (p. 9029)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Christian Cuvilliez (diminution de la valeur locative des immobilisations acquises à la suite d'opérations d'apports, de scissions ou de fusions réservée au seul cas où ces opérations sont nécessaires pour assurer le redressement économique des entreprises concernées) (p. 9031)

Intervient sur l'amendement n° 257 de Mme Béatrice Marre (extension aux jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation des mesures d'aides dont bénéficient les jeunes agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs pour l'achat d'un immeuble rural situé dans un territoire rural de développement prioritaire) (p. 9032)

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (report de la date limite pour les délibérations des collectivités locales relatives à la fiscalité directe locale) (p. 9033) : adopté (p. 9033)

Intervient sur l'amendement n° 258 de Mme Béatrice Marre (application aux jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation du dégrèvement de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les jeunes agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 9033)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Blazy (création d'une taxe aéroportuaire) (p. 9034)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Pierre Blazy (application aux autres grands aéroports métropolitains du dispositif de fonds de compensation contre les nuisances aéroportuaires mis en place pour les aéroports d'Orly et Charles de Gaulle) (p. 9034)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Pierre Méhaignerie (lissage de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 9035)

Soutient l'amendement n° 192 de la commission (reconduction du dispositif compensant la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 9036) : adopté (p. 9037)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Julien Dray (versement d'acomptes en espèces, dans la limite de 10 000 F, lorsque la valeur du bien ou du service est supérieure à 20 000 F) (p. 9037)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. François Hollande (maintien du rattachement du personnel du haras de Pompadour au régime social des salariés agricoles) (p. 9038)

Intervient sur le sous-amendement n° 263 du Gouvernement (application du dispositif aux personnels dont les contrats ont été transférés à l'établissement public "Les Haras nationaux") à l'amendement n° 255 de M. François Hollande (p. 9038)

Intervient sur l'amendement n° 261 du Gouvernement (définition des opérations pouvant être financées par le produit de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) (p. 9039)

Intervient sur l'amendement n° 197 de la commission (suppression des frais de contrôle à la charge des entreprises de remontées mécaniques) (p. 9040)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (relèvement du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier du Puy-de-Dôme) (p. 9041) : adopté (p. 9041)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (restreignant l'assiette de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)) (p. 9041) : adopté après modification (p. 9042)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Debré (indexation de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance) (p. 9043)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Gilles Carrez (indexation de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance) (p. 9043)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Christian Cuvilliez (indexation de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance) (p. 9043)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Maxime Gremetz (indexation de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance) (p. 9043)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. François Vannson (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Michel Bouvard (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Yves Deniaud (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Christian Cuvilliez (retour progressif de France Télécom dans le droit commun de la fiscalité locale) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Christian Cuvilliez (majoration de la taxe professionnelle due par les entreprises procédant à des licenciements alors que leurs résultats sont bénéficiaires) (p. 9045)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe perçue au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle sur les entreprises dont plus de 10 % de l'effectif est employé sur le fondement de contrats de travail à durée déterminée ou dans le cadre de dispositifs dits précaires) (p. 9046)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de l'intervention financière publique à 40 % du coût du plan social d'une entreprise) (p. 9046)

Son amendement n° 250 (rapport au Parlement faisant le point sur les négociations menées entre le Gouvernement et France Télécom pour normaliser la fiscalité locale de cette entreprise et analyser les moyens de garantir une péréquation des recettes) (p. 9046) : adopté après rectification (p. 9047)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (rapport au Parlement sur les modalités d'une réforme de la péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9047) : adopté (p. 9048)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Jacques Jégou (rapport récapitulant l'ensemble des subventions versées par l'Etat aux organismes qui vont à l'encontre de la politique d'amélioration de l'environnement) (p. 9048)

Avant l'article 49

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (transmission aux assemblées parlementaires des référés de la Cour des comptes) (p. 9048) : adopté (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (suppression de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 9050)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Emmanuelli (suppression de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 9050)

Intervient sur l'amendement n° 200 corrigé de M. Henry Chabert (information du Parlement sur les enquêtes et travaux réalisés par le service de l'inspection générale des finances) (p. 9050)

Article 30 (budget général - services votés)

Intervient sur l'amendement n° 75 corrigé de la commission (de coordination) (p. 9051)

Seconde délibération

Article 31 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (réduction des crédits) (p. 9059)

Intervient sur les amendements n°s 2 à 28 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9059)

Article 32 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 29 à 42 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9059)

Article 36 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (majoration des crédits du budget annexe de l'aviation civile) (p. 9059)

Article 57 supprimé en première délibération (réforme de l'aide forfaitaire à l'embauche d'apprentis)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (rétablissement de l'article avec un seuil de 20 salariés) (p. 9059)

Article 29 et état A pour coordination (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (fixation du déficit à 186,051 milliards de francs) (p. 9059)

Explications de vote et vote [21 novembre 2000] (p. 9087)

Son intervention (p. 9088)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10297)

Son intervention (p. 10298)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10298)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 10299)

Finances publiques : dépenses (p. 10299)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10298, 10299)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10299)

Finances publiques : recettes (p. 10299)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 10298, 10299)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 10299)

TVA : taux réduit : restaurants (p. 10299)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10306)

Article 2 A (crédit d'impôt en faveur des revenus d'activité)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de suppression) (p. 10306) : adopté (p. 10306)

Article 2 (aménagement du barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Christian Cuvilliez (maintien des taux des deux dernières tranches du barème et relèvement du seuil d'imposition) (p. 10308)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10308) : adopté (p. 10308)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Christian Cuvilliez (nouvelle échelle des taux) (p. 10308)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10309) : adopté (p. 10309)

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10309) : adopté (p. 10309)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Christian Cuvilliez (alignement du taux de l'avoir fiscal sur celui de l'impôt sur les sociétés) (p. 10309)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement à l'impôt sur le revenu des

plus-values de cessions de valeurs mobilières) (p. 10310)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 10310)

Article 2 bis A (rétablissement de la déduction forfaitaire supplémentaire pour les voyageurs, représentants et placiers)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (de suppression) (p. 10310) : adopté (p. 10310)

Article 2 bis B (relèvement de 15 000 F à 30 000 F du plafond de la réduction d'impôt au titre des frais de garde des jeunes enfants)

Soutient l'amendement n° 90 de la commission (de suppression) (p. 10311) : adopté (p. 10311)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (suppression de l'abattement annuel sur certains revenus mobiliers lorsque le foyer fiscal est imposé au taux marginal de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 91 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une amélioration rédactionnelle) (p. 10311) : adopté (p. 10311)

Article 2 ter (relèvement à 22 000 F du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 10311) : adopté (p. 10311)

Article 2 quater (aménagement du dispositif de la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 10311) : adopté (p. 10311)

Article 2 quinquies (limite supérieure de la déduction du salaire du conjoint d'un exploitant)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 10312) : adopté (p. 10312)

Article 2 sexies (majoration du taux et des plafonds afférents à la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (de suppression) (p. 10312) : adopté (p. 10312)

Article 2 septies (relèvement de 45 000 F à 90 000 F du plafond de la réduction d'impôt au titre des emplois à domicile pour les contribuables ayant au moins un enfant de moins de trois ans)

Soutient l'amendement n° 96 de la commission (de suppression) (p. 10312) : adopté (p. 10312)

Article 2 octies (création d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de déménagement)

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (de suppression) (p. 10312) : adopté (p. 10313)

Article 3 (mesures favorisant le don par les entreprises à leurs salariés de matériels informatiques)

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10313) : adopté (p. 10313)

Article 4 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (de suppression) (p. 10313) : adopté (p. 10313)

Article 4 bis A (rétablissement du plafonnement de la cotisation de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (de suppression) (p. 10313) : adopté (p. 10314)

Article 4 bis B (actualisation du barème de conversion de l'usufruit et de la nue-propriété en pleine propriété)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (de suppression) (p. 10314) : adopté (p. 10314)

Article 4 bis (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10314) : adopté (p. 10314)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10314) : adopté (p. 10314)

Article 4 ter (extension du régime des biens professionnels, au regard de l'impôt de solidarité sur la fortune, aux parts et actions détenues par des associés liés par une convention de vote)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (de suppression) (p. 10315) : adopté (p. 10315)

Article 4 quater (extension aux transmissions par donation de l'allégement d'impôt au titre de l'incitation à la constitution et au maintien à long terme d'une actionnariat stratégique dans l'entreprise)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (de suppression) (p. 10316) : adopté (p. 10316)

Article 5 (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10319) : adopté (p. 10319)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10319) : adopté (p. 10319)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10320) : adopté (p. 10320)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10320) : adopté (p. 10320)

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10320) : adopté (p. 10320)

Article 5 bis (diminution des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur les impositions locales)

Soutient l'amendement n° 111 de la commission (de suppression) (p. 10320) : adopté (p. 10321)

Article 6 (baisse du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises)

Soutient l'amendement n° 112 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10322) : retiré (p. 10322)

Son amendement n° 294 (préservation de la possibilité pour certaines entreprises de bénéficier du taux de 19 % prévu au f du I de l'article 219 du code général des impôts) : adopté (p. 10322)

Intervient sur l'amendement n° 291 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10322)

Article 6 bis (modification du statut des sociétés de capital-risque)

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10323) : adopté (p. 10323)

Article 7 (réduction de la contribution additionnelle et aménagements de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux actuel de la contribution additionnelle pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 10324)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10324) : adopté (p. 10324)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Christian Cuvilliez (application de la réduction de la contribution additionnelle aux seules entreprises ayant conclu un accord sur la réduction du temps de travail ou créatrices d'emplois) (p. 10324)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux actuel de la contribution additionnelle pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 10324)

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10325) : adopté (p. 10326)

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10325) : adopté (p. 10326)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10325) : adopté (p. 10326)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Christian Cuvilliez (retour au texte adopté en première lecture) (p. 10325)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Christian Cuvilliez (réduction du taux de l'avoir fiscal transféré aux personnes morales non résidentes) (p. 10326)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Christian Cuvilliez (rétablissement de l'impôt de bourse pour les non résidents) (p. 10326)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe perçue au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle pour les entreprises dont plus de 10 % de l'effectif est employé sur le fondement de contrats de travail à durée déterminée ou dans le cadre de dispositifs dits précaires) (p. 10327)

Article 7 bis (exonération des plus-values professionnelles à long terme de cession de titres de participation)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (de suppression) (p. 10327) : adopté (p. 10327)

Article 7 ter (déductibilité des amortissements afférents aux immobilisations incorporelles)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (de suppression) (p. 10327) : adopté (p. 10327)

Article 7 quater (plus-values réalisées lors de la vente d'un fonds de commerce)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (de suppression) (p. 10328) : adopté (p. 10328)

Article 7 quinquies (avoir fiscal attaché aux dividendes perçus par les fondations et les associations reconnues d'utilité publique)

Soutient l'amendement n° 227 de la commission (de suppression) (p. 10328) : adopté (p. 10328)

Article 7 sexies (aménagement de l'article 209 B du code général des impôts)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (de suppression) (p. 10328) : adopté (p. 10328)

Article 7 septies (modalités d'application de l'article 209-0 A du code général des impôts)

Soutient l'amendement n° 122 de la commission (de suppression) (p. 10328) : adopté (p. 10328)

Article 7 octies (délai d'imputation de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (de suppression) (p. 10328) : adopté (p. 10329)

Article 7 nonies (report en arrière du déficit)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (de suppression) (p. 10329) : adopté (p. 10329)

Article 7 decies (régime fiscal de la distribution des jetons de présence par les filiales d'un groupe de sociétés)

Soutient l'amendement n° 125 de la commission (de suppression) (p. 10329) : adopté (p. 10329)

Article 7 undecies (régime du précompte mobilier)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (de suppression) (p. 10329) : adopté (p. 10329)

Article 7 duodecies (crédit d'impôt pour frais de prise et de maintenance des brevets)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (de suppression) (p. 10329) : adopté (p. 10330)

Article 7 terdecies (taux de l'intérêt de retard)

Soutient l'amendement n° 128 de la commission (de suppression) (p. 10330) : adopté (p. 10330)

Après l'article 7 terdecies

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Christian Cuvilliez (allégement de la taxe sur les salaires supportée par les associations) (p. 10331)

Article 8 (simplification de la taxe sur les salaires et allégements pour les petites entreprises)

Soutient l'amendement n° 129 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10331) : adopté (p. 10331)

Article 8 bis (plafonnement puis suppression de la taxe sur les salaires au profit des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux publics ou privés)

Soutient l'amendement n° 130 de la commission (de suppression) (p. 10331) : adopté (p. 10331)

Article 9 (aménagement de la fiscalité des entreprises pétrolières)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures) (p. 10332)

Soutient l'amendement n° 228 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10332) : adopté (p. 10332)

Soutient l'amendement n° 229 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10332) : adopté (p. 10333)

Soutient l'amendement n° 231 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10333) : adopté (p. 10333)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 10333)

Soutient l'amendement n° 230 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10333) : adopté (p. 10333)

Article 10 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur le fioul domestique, amélioration du remboursement pour le transport routier de marchandises, mise en œuvre d'un remboursement aux exploitants de transport public routier en commun de voyageurs et mise en place d'un mécanisme de régulation des taux)

Intervient sur l'amendement n° 292 du Gouvernement (de précision) (p. 10335)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Intervient sur l'amendement n° 178 du Gouvernement (de précision) (p. 10336)

Soutient l'amendement n° 131 de la commission (de précision) (p. 10336) : adopté (p. 10336)

Soutient l'amendement n° 132 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10336) : adopté (p. 10336)

Soutient l'amendement n° 133 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10336) : adopté (p. 10336)

Soutient l'amendement n° 134 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10336) : adopté (p. 10337)

Intervient sur l'amendement n° 179 du Gouvernement (de précision) (p. 10337)

Soutient l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10337) : adopté (p. 10337)

Intervient sur l'amendement n° 180 du Gouvernement (de précision) (p. 10337)

Soutient l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10338) : adopté (p. 10338)

Intervient sur le sous-amendement n° 313 de M. Germain Gengenwin (date de clôture de l'exercice comptable) à l'amendement n° 136 de la commission (p. 10338)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Philippe Martin (51) (date de clôture de l'exercice comptable des exploitants viticoles soumis à un régime réel d'imposition) (p. 10338)

Soutient l'amendement n° 296 de M. Michel Grégoire(clôture de l'exercice comptable des exploitants viticoles) (p. 10338) : devenu sans objet (p. 10339)

Article 11 bis A (déductibilité des dépenses d'arrachage et de replantation des vignobles)

Soutient l'amendement n° 137 de la commission (de suppression) (p. 10339) : adopté (p. 10339)

Article 11 bis B (exonération des indemnités versées en contrepartie de l'abattage de cheptels bovins touchés par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB))

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un étalement de l'imposition des indemnités) (p. 10340)

Son sous-amendement n° 293 (allongement de la durée d'étalement de l'imposition) à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (p. 10339) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10340)

Article 11 bis C (harmonisation des modalités de suppression du report d'imposition des plus-values en cas de résiliation de baux ruraux ou de conventions de mise à disposition)

Soutient l'amendement n° 138 de la commission (de suppression) (p. 10340) : adopté (p. 10340)

Article 11 bis D (exonération de la taxe sur les achats de viandes en faveur des entreprises artisanales)

Soutient l'amendement n° 139 de la commission (de suppression) (p. 10341) : adopté (p. 10341)

Article 11 bis E (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit des parts de groupements fonciers agricoles ayant été détenues par une personne morale)

Soutient l'amendement n° 140 de la commission (de suppression) (p. 10341) : adopté (p. 10341)

Article 11 bis F (aménagement de l'exonération temporaire de droits sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés)

Soutient l'amendement n° 232 de la commission (suppression de l'extension du champ de l'exonération aux droits de mutation à titre gratuit) (p. 10341) : adopté après modification (p. 10341)

Son sous-amendement n° 307 (suppression d'une disposition superfétatoire) à l'amendement n° 232 de la commission : adopté (p. 10341)

Intervient sur l'amendement n° 304 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10341)

Article 11 bis G (déductibilité de la valeur locative des terres mises en valeur)

Soutient l'amendement n° 141 de la commission (de suppression) (p. 10342) : adopté (p. 10342)

Article 11 bis H (imputation sur le revenu global des charges exceptionnelles d'exploitation des bois et forêts induites par les tempêtes de décembre 1999)

Soutient l'amendement n° 142 de la commission (de suppression) (p. 10342) : adopté (p. 10342)

Article 12 (création d'un nouveau dispositif d'aide à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 181 du Gouvernement (de précision) (p. 10346)

Soutient l'amendement n° 233 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10346) : adopté (p. 10346)

Intervient sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (non-cumul de la réduction d'impôt au titre des investissements outre-mer et du mécanisme de "l'amortissement Besson" en ce qui concerne les logements anciens) (p. 10346)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe sur les salaires en faveur des établissements publics de santé) (p. 10346)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des produits alimentaires) (p. 10347)

Article 12 bis A (réduction des bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés)

Soutient l'amendement n° 143 de la commission (de suppression) (p. 10347) : adopté (p. 10347)

Article 12 bis B (définition de la valeur ajoutée prise en compte en matière de cotisation minimale et de plafonnement de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 144 de la commission (de suppression) (p. 10347) : adopté (p. 10347)

Article 12 sexies (modification du système du remboursement des crédits de TVA déductibles en faveur des professionnels concernés par le taux réduit de la TVA applicable aux travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)

Soutient l'amendement n° 145 de la commission (de suppression) (p. 10348) : adopté (p. 10348)

Article 12 septies (application du taux réduit de la TVA aux produits de la confiserie, au chocolat ainsi qu'aux margarines et graisses végétales)

Soutient l'amendement n° 146 de la commission (de suppression) (p. 10348) : adopté (p. 10348)

Article 12 octies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA sur certains matériels d'amélioration de l'audition et de la vision)

Soutient l'amendement n° 147 de la commission (de suppression) (p. 10348) : adopté (p. 10348)

Article 12 nonies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux achats de sièges auto enfants homologués)

Soutient l'amendement n° 148 de la commission (de suppression) (p. 10348) : adopté (p. 10348)

Article 12 decies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place)

Soutient l'amendement n° 149 de la commission (de suppression) (p. 10349) : adopté (p. 10349)

Article 12 undecies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA sur les prestations juridiques et judiciaires dispensées par les avocats aux particuliers)

Soutient l'amendement n° 150 de la commission (de suppression) (p. 10349) : adopté (p. 10349)

Article 12 duodecies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA à certaines livraisons d'énergie calorifique)

Soutient l'amendement n° 151 de la commission (de suppression) (p. 10349) : adopté (p. 10349)

Article 12 terdecies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux remboursements et aux rémunérations versés par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux prestataires pour le balayage ou le nettoiement de la voirie publique)

Soutient l'amendement n° 152 de la commission (de suppression) (p. 10349) : adopté (p. 10349)

Article 12 quaterdecies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA sur le droit d'utilisation des installations sportives)

Soutient l'amendement n° 153 de la commission (de suppression) (p. 10349) : adopté (p. 10349)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 276 du Gouvernement (compensation de la perte de recettes résultant pour la CADES de la mesure d'exonération de CRDS pour les chômeurs non imposables) (p. 10350)

Article 15 bis (indemnités des élus locaux)

Soutient l'amendement n° 154 de la commission (de suppression) (p. 10350) : adopté (p. 10350)

Article 16 pour coordination (dispositions relatives aux affectations)

Intervient sur l'amendement n° 287 du Gouvernement (de coordination) (p. 10350)

Article 17 supprimé par le Sénat (modalités d'affectation de la taxe sur les conventions d'assurance, de la taxe sur les véhicules des sociétés et du droit de consommation sur les tabacs)

Soutient l'amendement n° 155 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351) : adopté (p. 10351)

Article 18 supprimé par le Sénat (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte spécial n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Soutient l'amendement n° 156 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351) : adopté (p. 10351)

Article 19 supprimé par le Sénat (modification des quotités de répartition de la taxe d'aviation civile entre le budget annexe de l'aviation civile et le compte spécial n° 902-25 "Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien)

Soutient l'amendement n° 157 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351) : adopté (p. 10351)

Article 19 bis supprimé par le Sénat (exonération de redevance audiovisuelle)

Soutient l'amendement n° 158 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351) : adopté (p. 10352)

Article 21 supprimé par le Sénat (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-23 "Actions en faveur du développement des départements, des territoires et des collectivités territoriales d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 159 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10352) : adopté (p. 10352)

Article 22 supprimé par le Sénat (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-26 "Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10352) : adopté (p. 10353)

Article 23 supprimé par le Sénat (création du compte d'affectation spéciale n° 902-33 "Fonds de provisionnement des charges de retraite et de désendettement de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10354) : rétabli (p. 10354)

Article 23 bis (rapport au Parlement sur l'évolution de la desserte du territoire par des réseaux à haut débit)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10354) : adopté (p. 10354)

Article 24 (financement de la revalorisation des retraites agricoles et de diverses mesures d'ordre social en faveur des non-salariés agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 277 du Gouvernement (réintroduction des professions agricoles dans la liste des bénéficiaires de la répartition du solde du produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés et fixation à 1,830 milliard de francs du montant du produit de la contribution sociale versé au BAPSA) (p. 10355)

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10355) : retiré (p. 10355)

Article 25 bis (majoration de l'enveloppe normée du contrat de croissance et de solidarité)

Soutient l'amendement n° 164 de la commission (de suppression) (p. 10355) : adopté (p. 10355)

Article 26 (financement des communautés d'agglomération)

Soutient l'amendement n° 165 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10355) : adopté (p. 10355)

Article 26 bis A (majoration des ressources du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 166 de la commission (de suppression) (p. 10356) : adopté (p. 10356)

Article 26 bis B (compensation des exonérations de taxe professionnelle en faveur des groupements situés en zone de redynamisation urbaine ou en zone franche urbaine)

Soutient l'amendement n° 167 de la commission (de suppression) (p. 10356) : adopté (p. 10356)

Article 26 bis C (régime spécifique des communautés urbaines à taxe professionnelle unique percevant une fiscalité additionnelle)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (de suppression) (p. 10356) : adopté (p. 10356)

Article 26 bis (allégement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains logements sociaux à usage locatif)

Soutient l'amendement n° 169 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10357) : adopté (p. 10357)

Soutient l'amendement n° 170 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10357) : adopté (p. 10357)

Intervient sur l'amendement n° 306 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10357)

Article 26 ter A (exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en faveur des bâtiments servant de dépendance aux habitations)

Soutient l'amendement n° 171 de la commission (de suppression) (p. 10357) : adopté (p. 10357)

Article 26 ter (allégement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les redevables âgés de plus de soixante-dix ans)

Soutient l'amendement n° 172 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10358) : adopté (p. 10358)

Article 27 (majoration de la dotation de solidarité urbaine et de la dotation de solidarité rurale)

Soutient l'amendement n° 173 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10358) : adopté (p. 10358)

Soutient l'amendement n° 174 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10358) : adopté (p. 10358)

Article 27 bis (majoration de 40 millions de francs de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement)

Soutient l'amendement n° 175 de la commission (de suppression) (p. 10358) : adopté (p. 10358)

Article 27 ter (affectation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle de l'intégralité de la cotisation nationale de péréquation)

Soutient l'amendement n° 176 de la commission (de suppression) (p. 10358) : adopté (p. 10359)

Article 27 quater (accroissement des ressources du Fonds national de péréquation)

Soutient l'amendement n° 177 de la commission (de suppression) (p. 10359) : adopté (p. 10359)

Article 29 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 315 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 10373)

Soutient l'amendement n° 235 de la commission (de conséquence des décisions prises par la commission des finances) (p. 10373) : retiré (p. 10373)

Article 31 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient les amendements n°s 4 et 5 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adoptés (p. 10375)

Intervient sur l'amendement n° 272 corrigé du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient les amendements n°s 6 à 9 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adoptés (p. 10375)

Intervient sur l'amendement n° 267 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10375)

Intervient sur l'amendement n° 266 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient les amendements n°s 11 et 12 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adoptés (p. 10375)

Intervient sur l'amendement n° 270 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10375)

Intervient sur l'amendement n° 269 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient les amendements n°s 14 à 26 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adoptés (p. 10376 et 10377)

Intervient sur les amendements n°s 265, 308 et 309 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 271 corrigé du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient les amendements n°s 28 et 29 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adoptés (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 264 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 263 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Intervient sur les amendements n°s 316 et 278 du Gouvernement (minoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 310 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 262 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient les amendements n°s 34 et 35 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adoptés (p. 10377 et 10378)

Intervient sur l'amendement n° 273 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10378)

Intervient sur les amendements n°s 261 et 274 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient les amendements n°s 37 à 43 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adoptés (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 260 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 259 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10378)

Intervient sur les amendements n°s 258 et 311 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adopté (p. 10379)

Intervient sur l'amendement n° 257 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10374)

Soutient les amendements n°s 47 et 48 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10374) : adoptés (p. 10379)

Article 32 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements n°s 49 à 57 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382) : adoptés (p. 10382)

Intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Soutient les amendements n°s 58 et 59 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382) : adoptés (p. 10383)

Intervient sur l'amendement n° 285 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Soutient les amendements n°s 60 à 63 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382) : adoptés (p. 10383)

Intervient sur l'amendement n° 284 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Intervient sur l'amendement n° 283 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Soutient les amendements n°s 69 à 71 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382) : adoptés (p. 10384)

Intervient sur l'amendement n° 282 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Soutient les amendements n°s 72 et 73 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382) : adoptés (p. 10384)

Intervient sur l'amendement n° 281 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Soutient les amendements n°s 74 à 81 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382) : adoptés (p. 10384 et 10385)

Intervient sur l'amendement n° 280 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Intervient sur l'amendement n° 312 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Soutient les amendements n°s 82 et 83 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382) : adoptés (p. 10385)

Intervient sur les amendements n°s 268 et 279 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382)

Soutient les amendements n°s 64 à 68 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10383) : adoptés (p. 10383)

Article 33 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)

Soutient l'amendement n° 184 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10385) : adopté (p. 10385)

Article 34 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Soutient l'amendement n° 185 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10386) : adopté (p. 10386)

Article 35 (budgets annexes - services votés)

Soutient l'amendement n° 186 de la commission (rétablissement des crédits du budget annexe de l'Aviation civile) (p. 10386) : adopté (p. 10386)

Article 36 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 187 de la commission (rétablissement des crédits du budget annexe de l'Aviation civile) (p. 10386) : adopté (p. 10386)

Intervient sur l'amendement n° 275 du Gouvernement (majoration des crédits du budget annexe des prestations sociales agricoles) (p. 10386)

Article 38 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 188 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10387) : adopté (p. 10387)

Intervient sur l'amendement n° 288 du Gouvernement (adaptation de la nomenclature du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits des sociétés) (p. 10387)

Article 41 bis (comptes d'avance du Trésor - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 189 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10387) : adopté (p. 10387)

Après l'article 41 bis

Intervient sur l'amendement n° 303 du Gouvernement (comptes de commerce - mesures nouvelles) (p. 10387)

Article 42 et état E (autorisation de perception des taxes parafiscales)

Soutient l'amendement n° 190 de la commission (rétablissement de la ligne 40 de l'état E) (p. 10388) : adopté (p. 10388)

Soutient l'amendement n° 191 de la commission (rétablissement de la ligne 41 de l'état E) (p. 10388) : adopté (p. 10388)

Article 42 bis (information sur les créations, suppressions et modifications de taxes parafiscales)

Soutient l'amendement n° 192 de la commission (de suppression) (p. 10388) : adopté (p. 10388)

Article 43 et état F pour coordination (crédits évaluatifs)

Intervient sur l'amendement n° 314 du Gouvernement (inscription d'un nouveau chapitre dans le compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits des sociétés") (p. 10391)

Article 45 et état H pour coordination (crédits provisionnels)

Intervient sur l'amendement n° 302 du Gouvernement (inscription de deux nouveaux chapitres à l'état H) (p. 10391)

Article 46 supprimé par le Sénat (répartition, entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, des ressources publiques affectées au compte spécial n° 902-15)

Soutient l'amendement n° 193 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10391) : adopté (p. 10391)

Article 46 bis (exonération de redevance des foyers situés en zone d'ombre)

Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (de suppression) (p. 10392)

Article 47 (extension du crédit d'impôt pour dépenses de gros équipement de l'habitation principale aux équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable)

Soutient l'amendement n° 195 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée

nationale en première lecture) (p. 10393) : adopté (p. 10393)

Article 47 bis (exonération au titre de l'impôt sur le revenu des sommes perçues au titre du règlement de certaines situations résultant de la Seconde guerre mondiale)

Soutient l'amendement n° 196 de la commission (de suppression) (p. 10393) : adopté (p. 10393)

Article 48 (exonération de taxe professionnelle des équipements et outillages des entreprises de manutention portuaire)

Soutient l'amendement n° 197 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10394) : adopté (p. 10394)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Pierre Méhaignerie (allégement de la valeur locative des matériels agricoles en matière de taxe professionnelle) (p. 10395)

Article 48 ter A (éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des constructions affectées à la police)

Soutient l'amendement n° 198 de la commission (de suppression) (p. 10395) : adopté (p. 10395)

Article 48 ter supprimé par le Sénat (versement de subventions de fonctionnement aux syndicats représentatifs par les communes et par les départements)

Soutient l'amendement n° 199 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10395) : adopté après modification (p. 10396)

Intervient sur le sous-amendement n° 317 de M. Jean Vila (versement de subventions aux structures communales ou intercommunales des organisations syndicales représentatives) à l'amendement n° 199 de la commission (p. 10396)

Intervient sur le sous-amendement n° 300 du Gouvernement (communication à la commune d'un rapport détaillant l'utilisation de la subvention accompagné de la présentation des comptes certifiés) à l'amendement n° 199 de la commission (p. 10396)

Son sous-amendement n° 318 (présentation au département d'un rapport détaillant l'utilisation de la subvention) à l'amendement n° 199 de la commission : adopté (p. 10396)

Article 48 quater A (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les établissements publics de coopération intercommunale en l'absence de délibération du syndicat mixte exerçant la collecte et le traitement)

Soutient l'amendement n° 200 de la commission (de suppression) (p. 10396) : adopté (p. 10396)

Article 48 quater supprimé par le Sénat (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière)

Soutient l'amendement n° 201 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10397) : adopté (p. 10397)

Article 48 sexies supprimé par le Sénat (réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des communautés de communes à fiscalité additionnelle)

Soutient l'amendement n° 202 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10397) : adopté (p. 10397)

Article 48 septies A (rapport du Gouvernement sur les modalités d'intégration dans le potentiel fiscal de la compensation de la réforme de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 203 de la commission (de suppression) (p. 10398) : adopté (p. 10398)

Article 48 octies A (suspension du bénéfice de l' "amortissement Besson" en cas de location à un ascendant ou un descendant)

Soutient l'amendement n° 234 de la commission (rédactionnel) (p. 10398) : adopté (p. 10398)

Intervient sur l'amendement n° 183 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10398)

Article 48 nonies A (barème de l'impôt sur le revenu applicable aux revenus perçus en 2002)

Soutient l'amendement n° 204 de la commission (de suppression) (p. 10399) : adopté (p. 10399)

Article 48 nonies B (plus-values réalisées à l'occasion d'apports en société de sociétés civiles d'exploitation agricole)

Soutient l'amendement n° 205 de la commission (de suppression) (p. 10399) : adopté (p. 10399)

Article 48 nonies C (réduction d'impôt sur le revenu au titre des contrats d'assurance "complément de retraite")

Soutient l'amendement n° 206 de la commission (de suppression) (p. 10399) : adopté (p. 10399)

Avant l'article 48 duodecies

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (élargissement aux logements-foyers de la possibilité de prendre en compte les prêts consentis au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction, pour obtenir une exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 10400)

Article 48 terdecies supprimé par le Sénat (extension du bénéfice du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs aux signataires d'un contrat territorial d'exploitation)

Soutient l'amendement n° 207 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10400) : adopté (p. 10400)

Article 48 sexdecies supprimé par le Sénat (extension de l'applicabilité du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles aux personnels non titulaires de l'établissement "Domaine de Pompadour")

Soutient l'amendement n° 208 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10400) : adopté (p. 10400)

Article 48 vicies (exonération de la contribution pour le remboursement de la dette sociale en faveur des retraités et chômeurs non imposables)

Soutient l'amendement n° 209 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10401) : adopté (p. 10401)

Article 48 duovicies A (taxe professionnelle de France Télécom)

Soutient l'amendement n° 210 de la commission (de suppression) (p. 10401) : adopté (p. 10401)

Article 48 duovicies (rapport sur la péréquation de la taxe professionnelle)

Soutient l'amendement n° 211 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10401) : adopté (p. 10401)

Article 48 tervicies (financement des frais d'assainissement non collectif par les structures intercommunales)

Soutient l'amendement n° 212 de la commission (de suppression) (p. 10401) : adopté (p. 10401)

Article 48 quatervicies (versement de fonds de concours par les syndicats mixtes en faveur d'équipements d'intérêt commun)

Soutient l'amendement n° 213 de la commission (de suppression) (p. 10402) : adopté (p. 10402)

Article 48 quinvicies (réalisation des travaux de raccordement des eaux usées chez les propriétaires privés)

Soutient l'amendement n° 214 de la commission (de suppression) (p. 10402) : adopté (p. 10402)

Article 49 AA (amende en cas de non-respect d'obligations déclaratives)

Soutient l'amendement n° 215 de la commission (de suppression) (p. 10402) : adopté (p. 10402)

Article 49 AB (demande de rétablissement des déficits)

Soutient l'amendement n° 216 de la commission (de suppression) (p. 10402) : adopté (p. 10402)

Article 49 B supprimé par le Sénat (suppression de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques)

Soutient l'amendement n° 217 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10402) : adopté (p. 10402)

Après l'article 49 B

Soutient l'amendement n° 218 de la commission (information sur les créations, suppressions et modifications de taxes parafiscales) (p. 10403) : adopté (p. 10403)

Article 49 supprimé par le Sénat (contribution additionnelle établie au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Soutient l'amendement n° 219 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10403) : adopté (p. 10403)

Article 50 bis A (extension de l'allocation temporaire de cessation anticipée d'activité aux enseignants de l'enseignement agricole privé sous contrat)

Intervient sur l'amendement n° 290 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10403)

Article 53 quinquies (augmentation du montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambre de métiers)

Soutient l'amendement n° 220 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10404) : adopté (p. 10404)

Article 53 sexies supprimé par le Sénat (échange d'informations entre chambres de métiers et services fiscaux)

Soutient l'amendement n° 221 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de la limitation de l'échange d'informations à celles relatives au recensement des assujettis à la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 10404) : adopté (p. 10404)

Article 53 septies (demande d'un rapport et d'un débat annuels sur l'utilisation des fréquences radio-électriques)

Soutient l'amendement n° 222 de la commission (suppression du débat annuel) (p. 10404) : adopté (p. 10404)

Article 55 (développement des ressources propres de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) et de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES))

Soutient l'amendement n° 223 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10405) : adopté (p. 10405)

Article 57 supprimé par le Sénat (réforme de l'aide à l'embauche d'apprentis)

Soutient l'amendement n° 224 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10405) : adopté (p. 10405)

Article 58 supprimé par le Sénat (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales concernant les entreprises des zones de revitalisation rurale et les entreprises nouvelles exonérées d'impôt)

Soutient l'amendement n° 225 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une modification rédactionnelle) (p. 10405) : adopté (p. 10406)

Article 61 bis (demande d'un rapport sur la réforme de l'aide juridictionnelle)

Soutient l'amendement n° 226 de la commission (de suppression) (p. 10406) : adopté (p. 10406)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10557)

Son intervention (p. 10557)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10557)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) : Conseil constitutionnel (p. 10557)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9907)

Son intervention (p. 9909)

Thèmes :

Agroalimentaire : équarrissage (p. 9910)

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 9910)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9909)

Finances publiques : dépenses (p. 9909, 9910)

Finances publiques : recettes (p. 9909, 9910)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9910)
Parlement : contrôle (p. 9909)
Politique économique : croissance (p. 9909)

Discussion des articles [7 décembre 2000] (p. 9963, 10021)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 158 (clarification du régime d'exonération des indemnités versées à l'occasion d'une mise à la retraite à l'initiative de l'employeur, pour les salariés qui ne sont pas couverts par une convention de branche ou un accord professionnel ou interprofessionnel) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 9963)

Article 1er (régime fiscal des exploitants d'ouvrages de circulation routière à péages)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Renaud Muselier (limitation des cas dans lesquels les péages des ouvrages de circulation routière sont soumis à la TVA) (p. 9965)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Michel Bouvard (suppression des paragraphes VII et VIII) (p. 9965)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Charles de Courson (de coordination) (p. 9966)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Jacques Jégou (gel, jusqu'au 31 décembre 2010, des tarifs des péages autoroutiers) (p. 9966)

Article 2 (affectation au Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) de la part Etat du droit de consommation sur les tabacs manufacturés perçu en 2000)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 9967)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 9967)

Article 3 (consolidation du financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Charles de Courson (suppression de l'exclusion du régime agricole du bénéfice de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et couverture du déficit du BAPSA par la C3S, une fois arrêté le montant de la subvention de l'Etat) (p. 9967)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (exclusion de la valeur des droits de plantation et de replantation de vigne pour le calcul des plus-values professionnelles) (p. 9968)

Article 4 (modification des ressources du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (reversement au compte d'affectation spéciale n° 902-24 du produit de la cession de titres des sociétés GAN, CIC et UIC) (p. 9969)

Intervient sur l'amendement n° 106 rectifié du Gouvernement (modification de la nomenclature du compte d'affectation spéciale n° 902-24) (p. 9969)

Article 5 (abandon de créances détenues au compte spécial du Trésor n° 903-05 "Prêts du Fonds de développement économique et social")

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 9970)

Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (abandon du solde de la créance détenue sur l'Agence France presse au titre du prêt participatif accordé en 1991) (p. 9971)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié du Gouvernement (aménagement de l'assiette de la taxe spéciale alimentant le compte de soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles) (p. 9972)

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (création du compte de commerce n° 904-22 "Gestion active de la dette de l'Etat") (p. 9973)

Son sous-amendement n° 267 (rédactionnel) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9972) : adopté (p. 9973)

Son sous-amendement n° 268 (rédactionnel) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9972) : adopté (p. 9973)

Son sous-amendement n° 269 (rédactionnel) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9972) : adopté (p. 9973)

Son sous-amendement n° 270 rectifié (de précision) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9972) : adopté (p. 9973)

Article 6 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction du déficit budgétaire) (p. 9980)

Intervient sur l'amendement n° 275 du Gouvernement (de conséquence) (p. 9982)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 9982) : adopté (p. 9982)

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 9982) : adopté (p. 9982)

Article 7 et état B (dépenses ordinaires des services civils - Ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 153 du Gouvernement (majoration des crédits de la culture) (p. 9984)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Cuvilliez (réduction des crédits de la santé et de la solidarité) (p. 9984)

Intervient sur l'amendement n° 152 du Gouvernement (majoration des crédits de la santé et de la solidarité) (p. 9986)

Intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (majoration des crédits de frais de justice du ministère de l'équipement, des transports et du logement) (p. 9986)

Intervient sur l'amendement n° 206 du Gouvernement (majoration des crédits de l'environnement) (p. 9987)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (majoration des crédits de l'économie, des finances et de l'industrie) (p. 9988)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Gérard Bapt (réduction des crédits de la santé et de la solidarité) (p. 9988)

Article 8 et état C (dépenses en capital des services civils - Ouvertures)

Intervient sur l'amendement n° 154 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des

crédits de paiement de l'enseignement scolaire) (p. 9991)

Intervient sur l'amendement n° 155 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'enseignement supérieur) (p. 9991)

Intervient sur l'amendement n° 205 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'environnement) (p. 9991)

Intervient sur l'amendement n° 204 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'économie, des finances et de l'industrie) (p. 9991)

Intervient sur l'amendement n° 203 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de la recherche et de la technologie) (p. 9991)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean-Louis Dumont (suppression du titre VII de l'état C relatif aux crédits des dommages de guerre) (p. 9992)

Article 16 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle (compte d'affectation spéciale n° 902-15))

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Marie Le Guen (financement de l'émetteur de Chypre) (p. 9993)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (application de la réduction d'impôt prévue par l'article 199 quindecies du code général des impôts aux personnes dépendantes hébergées dans des structures d'accueil spécialisées et doublement du plafond de la réduction d'impôt lorsque les deux conjoints sont hébergés) (p. 9994)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Yves Deniaud (non-prise en compte pour le calcul du résultat d'exploitation des indemnités perçues en compensation de l'abattage d'un troupeau réalisé dans le cadre de la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine) (p. 9995)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Yves Cochet (institution d'un crédit d'impôt au titre des dépenses d'équipements ménagers de classe énergétique A) (p. 9997)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Yves Cochet (institution d'un crédit d'impôt au titre des dépenses destinées à économiser l'énergie) (p. 9997)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 102 rectifié du Gouvernement (allongement de la durée de validité des passeports) (p. 9998)

Intervient sur l'amendement n° 129 du Gouvernement (report d'un an des dispositions relatives aux droits de succession en Corse) (p. 9998)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Charles (reconduction du dispositif dispensant les crédits-preneurs d'immeubles situés dans certaines zones d'aménagement du territoire de réintégrer, lors de la levée d'options d'achat, la fraction des loyers représentative de l'acquisition du bien, et limitation du bénéfice de la dispense de réintégration des loyers de crédit-bail aux contrats portant sur des immeubles à caractère industriel et commercial) (p. 9999)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Gilles Carrez (perception par les communautés d'agglomération créées ex nihilo, la deuxième année d'attribution de leur dotation globale de fonctionnement, d'une attribution par habitant égale au moins à celle perçue l'année précédente, indexée sur l'évolution de la dotation forfaitaire) (p. 10000)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Bernard Charles (suppression de la caution pour diverses opérations liées à la détention d'alcools et à la circulation des alambics) (p. 10001)

Intervient sur l'amendement n° 130 du Gouvernement (relèvement des minima de perception pour le droit de consommation sur les tabacs manufacturés) (p. 10002)

Intervient sur le sous-amendement n° 272 de M. Gilbert Mitterrand (relèvement du minimum de perception sur le tabac blond) à l'amendement n° 130 du Gouvernement (p. 10002)

Article 22 (modernisation des formalités déclaratives et de paiement des grandes entreprises)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de précision) (p. 10004) : adopté (p. 10004)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (de précision) (p. 10004) : adopté (p. 10004)

Article 23 (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2001)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Charles de Courson (maintien de la valeur locative cadastrale des propriétés non bâties) (p. 10004)

Article 24 (aménagement de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (signature de conventions pluriannuelles de majoration exceptionnelle du produit de la taxe) (p. 10005) : adopté (p. 10005)

Article 25 (modification de la taxe sur les achats de viandes)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10005)

Intervient sur l'amendement n° 149 du Gouvernement (relèvement des taux de la taxe et élargissement de son champ d'application aux plats préparés) (p. 10005)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Bernard Charles (extension dans le temps de l'application du taux particulier de TVA sur les ventes d'animaux vivants de boucherie et de charcuterie à des personnes non assujetties à cette taxe) (p. 10006)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Jean-Louis Dumont (remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers grevant le fioul utilisé pour le chauffage des logements locatifs sociaux HLM) (p. 10006)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Jean-Pierre Blazy (alourdissement de la taxation des aéronefs les plus bruyants au titre de la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 10007)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Michel Bouvard (exonération de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques pour les quantités d'énergie électrique dues par EDF à certains établissements industriels dont les droits sont réservés par la loi de nationalisation du 8 avril 1946) (p. 10008)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Michel Bouvard (exonération de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques pour les réserves en eau et en force des zones de montagne) (p. 10008)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Gilbert Gantier (exclusion de l'assiette de la taxe professionnelle des investissements réalisés aux fins de respecter les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre et soumis à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 10010)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Philippe Auberger (exclusion de l'assiette de la taxe professionnelle des investissements réalisés aux fins de respecter les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre et soumis à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 10010)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 104 du Gouvernement (fixation des règles relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement de la cotisation versée à la caisse de garantie du logement locatif social) (p. 10011)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Yves Cochet (extension de la détaxe de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole liquéfié et au gaz naturel véhicules à toutes les bennes de ramassage de déchets ménagers) (p. 10011)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Yves Cochet (majoration du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers applicable dans le cadre du dispositif "Besson" pour la réalisation de travaux destinés à économiser l'énergie) (p. 10012)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Yves Cochet (suppression de la période de trois ans applicable à l'option pour le régime du "micro-foncier" en cas de travaux destinés à économiser l'énergie réalisés par les propriétaires bailleurs) (p. 10012)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafonnement de l'amortissement des véhicules professionnels fonctionnant à l'énergie propre) (p. 10013)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Yves Cochet (relèvement du plafond de déficit foncier imputable sur le revenu des propriétaires bailleurs lorsque le déficit résulte de travaux destinés à économiser l'énergie) (p. 10013)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de l'avoir fiscal) (p. 10013)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 10014)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 10014)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux forfaitaire d'imposition des gains nets en capital réalisés sur les opérations à court terme à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux) (p. 10014)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Alain Bocquet (institution d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de déménagement des particuliers) (p. 10015)

Article 26 précédemment réservé (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 10035)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 10035)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 10035)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 10035)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10035)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Bouvard (limitation de la taxation de l'électricité) (p. 10039)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Jacques Jégou (limitation de la taxation de l'électricité) (p. 10039)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Philippe Auberger (limitation de la taxation de l'électricité) (p. 10039)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Michel Bouvard (exonération des réserves en eau et en force des zones de montagne) (p. 10039)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Michel Bouvard (exonération de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques pour les quantités d'énergie électrique dues par EDF à certains établissements industriels dont les droits sont réservés par la loi de nationalisation du 8 avril 1946) (p. 10040)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Philippe Auberger (exonération des produits destinés à être utilisés pour le séchage des produits agricoles) (p. 10040)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Charles de Courson (exonération des produits destinés à être utilisés pour le séchage des produits agricoles) (p. 10040)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Michel Bouvard (exonération des produits énergétiques et de l'électricité utilisés principalement pour la réduction chimique et dans les procédés métallurgiques et d'électrolyse) (p. 10042)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Augustin Bonrepaux (exonération de l'électricité utilisée principalement pour la réduction chimique et dans les procédés métallurgiques, photochimiques et d'électrolyse) (p. 10042)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Charles de Courson (exonération des produits destinés à être utilisés comme matières premières permettant l'obtention d'une matière première agricole) (p. 10043)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Charles de Courson (de précision) (p. 10044)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des produits destinés à être utilisés pour le fonctionnement des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité) (p. 10044)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Philippe Auberger (exonération des produits destinés à être

utilisés pour le fonctionnement des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité) (p. 10044)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des produits destinés à être utilisés pour le fonctionnement des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité) (p. 10044)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Christian Cuvilliez (exonération de l'énergie utilisée pour le fonctionnement d'équipements destinés à préserver l'environnement) (p. 10045)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Philippe Auberger (exonération des produits destinés à être utilisés dans le cadre des procédés de production par cogénération) (p. 10045)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des produits destinés à être utilisés pour les productions par réaction chimique ou dans des procédés métallurgiques et d'électrolyse) (p. 10045)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Germain Gengenwin (exclusion des activités agricoles du champ de la taxe) (p. 10045)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Michel Bouvard (exonération de l'ensemble des missions de service public) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Philippe Auberger (suppression du critère de la revente pour le bénéfice de l'exonération relative à la production en interne de produits énergétiques) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du critère de la revente pour le bénéfice de l'exonération relative à la production en interne de produits énergétiques) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (exonération de tous les produits énergétiques dès lors qu'ils sont transformés en d'autres produits énergétiques) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Philippe Auberger (allongement de la période pendant laquelle une entreprise nouvelle est exonérée) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jean-Jacques Jégou (allongement de la période pendant laquelle une entreprise nouvelle est exonérée) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Michel Bouvard (exonération des produits énergétiques nécessaires au recyclage des matières métalliques) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Michel Bouvard (exonération des établissements industriels situés dans les zones de revitalisation rurale) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (définition de la notion de réception) (p. 10047)

Son amendement n° 159 (extension à chaque redevable du champ de la franchise de cent tonnes équivalent pétrole) : adopté (p. 10048)

Son amendement n° 160 (rédactionnel) : adopté (p. 10048)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Michel Bouvard (évaluation de la franchise par établissement) (p. 10048)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Michel Bouvard (fixation à 150 tonnes équivalent pétrole de la franchise annuelle des établissements non industriels situés en zone de montagne) (p. 10049)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Philippe Auberger (conséquences de l'extension du champ d'application de la franchise) (p. 10049)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Michel Bouvard (conséquences de l'extension du champ d'application de la franchise) (p. 10049)

Son amendement n° 161 (de conséquence) (p. 10049) : adopté (p. 10050)

Son amendement n° 211 deuxième rectification (attribution par un exploitant agricole de la franchise dont il bénéficie à une ou plusieurs sociétés coopératives agricoles, dans la limite de la quantité de produits énergétiques utilisés par elles au profit exclusif de l'exploitant agricole) : adopté (p. 10050)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Christian Cuvilliez (abaissement de la quotité applicable à l'électricité) (p. 10050)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Auberger (application des abattements à l'ensemble des redevables) (p. 10051)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Jacques Jégou (application des abattements à l'ensemble des redevables) (p. 10051)

Son amendement n° 162 (application de l'abattement aux redevables dont l'intensité de la richesse produite est comprise entre 20 et 25 tonnes équivalent pétrole par million de francs de valeur ajoutée) (p. 10051) : adopté (p. 10052)

Son amendement n° 163 (rédactionnel) : adopté (p. 10052)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Charles de Courson (relèvement du seuil de l'abattement) (p. 10052)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Michel Bouvard (de conséquence) (p. 10052)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Michel Bouvard (prise en compte des circonstances exceptionnelles ayant perturbé le fonctionnement de l'entreprise au cours de l'année 2000 pour la détermination de l'abattement) (p. 10053)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Philippe Auberger (prise en compte des consommations de produits énergétiques de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10053)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Jacques Jégou (prise en compte des consommations de produits énergétiques de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10053)

Son amendement n° 164 rectifié (choix de la période de référence pour les redevables dont l'intensité énergétique de la richesse produite est supérieure à 20 tonnes équivalent pétrole et qui ne contractent pas un engagement de réduction de la taxe) (p. 10053) : adopté (p. 10054)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Christian Cuvilliez (déductibilité des dépenses réalisées pour l'obtention d'une certification environnementale agréée) (p. 10054)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Jacques Jégou (extension de la possibilité de contracter un engagement relatif à la réduction des consommations de produits énergétiques et des émissions de dioxyde de carbone) (p. 10054)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Philippe Auberger (extension de la possibilité de contracter un engagement relatif à la réduction des consommations de produits énergétiques et des émissions de dioxyde de carbone) (p. 10055)

Son amendement n° 165 (extension de la possibilité de contracter un engagement relatif à la réduction des consommations de produits énergétiques et des émissions de dioxyde de carbone) (p. 10054) : adopté (p. 10055)

Intervient sur le sous-amendement n° 271 de M. Jean-Jacques Jégou (application du dispositif à compter du 1er janvier 2001) à son amendement n° 165 (p. 10055)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Jacques Jégou (prise en compte de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre) (p. 10055)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des entreprises contractant un engagement de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre) (p. 10056)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Christian Cuvilliez (limitation de l'assiette de la taxe aux quantités de produits énergétiques excédant celles prévues dans l'engagement de réduction de la consommation d'énergie après application de l'abattement) (p. 10056)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Christian Cuvilliez (exclusion de l'assiette de la taxe des entreprises qui se sont engagées dans une démarche de certification environnementale) (p. 10056)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Christian Cuvilliez (exclusion de l'assiette de la taxe de la quantité d'énergie relative au process industriel des entreprises qui se sont engagées dans une démarche de certification environnementale) (p. 10056)

Son amendement n° 166 (prise en compte des réductions de consommation de produits énergétiques constatées entre 1992 et 2001 et relèvement des montants initiaux de réduction de la taxe liés à la constatation d'une baisse des consommations réelles de produits énergétiques au regard des consommations figurant dans la situation de référence) (p. 10056) : adopté (p. 10057)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Charles de Courson (conditions d'exigibilité de la taxe en cas de dénonciation des engagements) (p. 10057)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Christian Cuvilliez (modulation du montant de la taxe en fonction de l'évolution du ratio masse salariale sur valeur ajoutée) (p. 10058)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Jégou (plafonnement de la taxe à 0,2 % de la valeur ajoutée produite au cours de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10058)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Jégou (plafonnement de la taxe à 0,4 % de la valeur ajoutée produite au cours de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10058)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Philippe Auberger (déclaration annuelle unique) (p. 10059)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Jacques Jégou (déclaration annuelle unique) (p. 10059)

Son amendement n° 167 deuxième rectification (simplification du régime déclaratif et de paiement) (p. 10059) : adopté (p. 10060)

Intervient sur le sous-amendement n° 278 de M. Augustin Bonrepaux (application d'un taux de 0,3 %) à son amendement n° 210 rectifié (p. 10061)

Son amendement n° 210 rectifié (limitation du montant de la taxe due au titre de l'année 2001 à 0,5 % de la valeur ajoutée) (p. 10060) : adopté après modification (p. 10063)

Son amendement n° 168 rectifié (fixation d'un seuil de perception) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 10063)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Jacques Jégou (application de la taxe subordonnée à l'entrée en vigueur d'un accord international sur la réduction de tous les gaz à effet de serre) (p. 10063)

Après l'article 27 (suite)

Intervient sur l'amendement n° 239 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un crédit d'impôt de 10 000 F pour l'acquisition d'un véhicule roulant au GPL ou avec un système mixte électricité-essence) (p. 10067)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Philippe Auberger (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Michel Bouvard (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Christian Estrosi (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Yves Cochet (extension du régime du mécénat aux dons faits à des organismes à gestion désintéressée qui versent des aides aux entreprises en difficulté et aux PME indépendantes) (p. 10069)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux casques motocyclistes) (p. 10070)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux sièges automobiles pour enfants) (p. 10070)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Yves Cochet (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 10072)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean-Jacques Jégou (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 10072)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Jacques Guyard (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 10072)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Jégou (non-assujettissement au droit d'enregistrement de 1 % des acquisitions et cessions d'actions des sociétés non cotées effectuées dans le cadre de l'intéressement, de la participation et des plans d'épargne d'entreprise) (p. 10073)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Jean-Louis Dumont (extension de l'exonération du droit de timbre de dimension aux minutes, originaux et expéditions des actes constatant la formation de sociétés coopératives agricoles) (p. 10073)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Christian Cuvilliez (suppression du plafonnement de l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 10074)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules propres) (p. 10074)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean-Louis Dumont (assouplissement des conditions de prise en compte des modalités de financement des logements foyers pour l'obtention de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 10074)

Intervient sur l'amendement n° 148 du Gouvernement (aménagement de la définition des petites et moyennes entreprises pouvant bénéficier de l'exonération de taxe professionnelle dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire "tertiaire") (p. 10075)

Intervient sur l'amendement n° 150 du Gouvernement (application à compter de l'année 2000 de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains logements en accession à la propriété) (p. 10075)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Pierre Brard (gratuité du stationnement de surface pour les véhicules propres) (p. 10076)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 10076)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Germain Gengenwin (création d'une provision pour investissement au profit des entreprises de sciage) (p. 10077)

Article 28 (fixation des plafonds des redevances cynégétiques)

Son amendement n° 178 (réduction des plafonds des redevances cynégétiques) (p. 10077) : adopté (p. 10078)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Augustin Bonrepaux (rapport au Parlement sur les conséquences financières du transfert de la charge de l'indemnisation des dégâts de gibier aux fédérations départementales des chasseurs) (p. 10078)

Article 29 (fixation du montant du droit d'inscription à l'examen du permis de chasser)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 10078) : adopté (p. 10078)

Article 30 (modification de l'article L. 35-6 du code des postes et télécommunications relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 10079)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de précision) (p. 10080) : adopté (p. 10080)

Article 31 (affectation au Fonds national pour l'emploi (FNE) d'une partie du produit de la cotisation versée par les employeurs licenciant des salariés âgés de plus de 50 ans)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 10080)

Intervient sur l'amendement n° 125 du Gouvernement (fondement de la participation de l'UNEDIC au financement des allocations spéciales de licenciement du Fonds national pour l'emploi) (p. 10081)

Article 32 (versement d'une contribution à l'Etat par les organismes collecteurs paritaires agréés au titre du congé individuel de formation et du compte de temps de formation)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Jacques Jégou (doublement du montant de la contribution) (p. 10081)

Article 33 (codification du reversement aux collectivités locales de certaines astreintes prononcées par les juridictions administratives)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (affectation au budget général de l'Etat de la part des astreintes prononcées par les juridictions administratives qui n'est pas versée au requérant) (p. 10081) : adopté (p. 10082)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Alain Bocquet (majoration de la dotation globale de fonctionnement des communes concernées par un plan d'exposition au bruit) (p. 10082)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Augustin Bonrepaux (modification du mode de calcul du coefficient d'intégration fiscale des groupements à taxe professionnelle unique) (p. 10082)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (extension du mécanisme de garantie de la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 10083)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Alain Bocquet (extension du mécanisme de garantie de la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 10083)

Intervient sur l'amendement n° 224 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (aménagement du régime fiscal des sociétés mères et filiales pour les groupes bancaires mutualistes) (p. 10083)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. Alain Bocquet (dispositions visant à assurer la continuité des délibérations pour les établissements publics de coopération intercommunale ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation d'un groupement préexistant) (p. 10084)

Intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (achèvement du transfert du contentieux de la transfusion sanguine) (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 202 du Gouvernement (création d'une rente viagère en faveur des veuves de harkis) (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 105 rectifié du Gouvernement (rétablissement des prélèvements pour frais de perception sur le produit des impositions sociales) (p. 10085)

Intervient sur l'amendement n° 103 du Gouvernement (autorisation donnée à la caisse de mutualité sociale agricole de Corse d'accorder un plan d'échelonnement

de la dette sociale portant sur les cotisations patronales des exercices antérieurs au 31 décembre 1998) (p. 10086)

Intervient sur l'amendement n° 151 du Gouvernement (mise en place d'une société commune Thomson CSF/DCN) (p. 10088)

Son sous-amendement n° 273 (rédactionnel) à l'amendement n° 151 du Gouvernement (p. 10087) : adopté (p. 10089)

Intervient sur le sous-amendement n° 274 de M. Jean-Michel Boucheron (détachement des fonctionnaires civils et militaires du ministère de la défense) à l'amendement n° 151 du Gouvernement (p. 10089)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Michel Bouvard (compensation des pertes de recettes subies par la ville de Modane en raison de l'application de la convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales) (p. 10089)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Jacques Jégou (publication d'un rapport annuel récapitulant l'ensemble des subventions versées par l'Etat à des organismes, établissements publics et associations non respectueux de l'environnement) (p. 10090)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10619)

Son intervention (p. 10620)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10620, 10621)

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) : départements (p. 10620)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10620)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10620)

Discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10625)

Article 1er A supprimé par le Sénat (aménagement du régime fiscal des indemnités de mise en retraite d'office versées aux salariés)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10626) : adopté (p. 10626)

Article 1er (régime fiscal des exploitants d'ouvrages de circulation routière à péages)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10626) : adopté (p. 10627)

Article 2 supprimé par le Sénat (affectation au Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) de la part Etat du droit de consommation sur les tabacs manufacturés perçu en 2000)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627) : adopté (p. 10627)

Article 3 supprimé par le Sénat (consolidation du financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627) : adopté (p. 10627)

Article 4 (modification des ressources du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627) : adopté (p. 10627)

Article 5 supprimé par le Sénat (abandon de créances de l'Etat détenues au compte spécial du Trésor n° 903-05 "Prêts du Fonds de développement économique et social")

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10628) : adopté (p. 10628)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (aménagement de l'assiette de la taxe spéciale alimentant le compte de soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10628) : adopté (p. 10628)

Article 5 ter supprimé par le Sénat (création d'un compte de commerce n° 904-22 "Gestion active de la dette et de la trésorerie de l'Etat")

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10628) : adopté (p. 10628)

Article 5 quater (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements au titre des ajustements liés au transfert de l'aide médicale à l'Etat)

Son amendement n° 65 (ajustement partiel, en faveur des départements, de la réduction de la dotation générale de décentralisation à la suite du transfert à l'Etat de l'aide médicale) (p. 10629) : retiré (p. 10632)

Article 6 et état A (équilibre général)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10638) : adopté (p. 10638)

Article 12 supprimé par le Sénat (compte d'affectation spéciale - ouverture)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10638) : adopté (p. 10638)

Article 13 supprimé par le Sénat (compte de prêt - ouverture)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10638) : adopté (p. 10638)

Article 17 AA (avoir fiscal attaché aux dividendes perçus par les fondations et les associations reconnues d'utilité publique)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 10638) : adopté (p. 10638)

Article 17 A (aménagement de la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10639) : adopté (p. 10639)

Son amendement n° 63 (de coordination) : adopté (p. 10639)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux prestations de services funéraires) (p. 10639)

Article 19 ter (report d'un an de l'application en Corse des dispositions relatives aux droits de succession)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10639) : adopté (p. 10640)

Article 20 (exonération des impôts dus sur certains transferts effectués au profit d'établissements publics ou de collectivités locales)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10640) : adopté (p. 10640)

Article 22 (modernisation des formalités déclaratives et de paiement des grandes entreprises)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10640) : adopté (p. 10640)

Article 24 (aménagement de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 64 du Gouvernement (fixation à 1,4 %, pour la seule année 2001, du taux d'augmentation maximale du produit de la taxe pour frais de chambres d'agriculture) (p. 10641)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de conséquence) (p. 10641) : adopté (p. 10641)

Article 25 supprimé par le Sénat (modification de la taxe sur les achats de viandes)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10641) : adopté (p. 10641)

Article 26 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10648) : adopté après modification (p. 10651)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Michel Bouvard (limitation de la taxation de l'électricité) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10648)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Gilles Carrez (exonération des locaux mixtes et des locaux commerciaux) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10648)

Intervient sur le sous-amendement n° 40 du Gouvernement (exonération des produits énergétiques destinés à la revente et résultant de la cogénération) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10648)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 rectifié du Gouvernement (simplification des méthodes de calcul de l'intensité énergétique) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10649)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Gérard Bapt (simplification des méthodes de calcul de l'intensité énergétique) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10649)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (simplification du dispositif applicable aux sociétés coopératives) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10649)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 du Gouvernement (application aux organismes assujettis à la taxe de la même définition de la valeur ajoutée que celle retenue en matière de taxe professionnelle) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10650)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 du Gouvernement (délai de dépôt de la déclaration des entreprises bénéficiant d'un abattement et qui dépasseront en 2001 le seuil des 100 tonnes équivalent pétrole) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10650)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 du Gouvernement (remboursement de la taxe acquittée par les opérateurs en cas d'excédent de versement) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10650)

Intervient sur le sous-amendement n° 57 de M. Gérard Bapt (remboursement de la taxe acquittée par les opérateurs en cas d'excédent de versement) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10650)

Intervient sur le sous-amendement n° 45 du Gouvernement (dispense d'établissement d'une déclaration pour les entreprises bénéficiaires de l'abattement de 100 tonnes équivalent pétrole) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10651)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10651)

Intervient sur l'amendement n° 47 du Gouvernement (de codification) (p. 10651)

Article 27 bis A (modification de l'assiette de la taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 10651) : adopté (p. 10651)

Article 27 bis B (modification de l'assiette de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 10652)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 10652)

Article 27 quater (crédit d'impôt de 10 000 F pour l'acquisition d'un véhicule roulant au GPL ou avec un système mixte électricité-essence)

Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Nicole Bricq (extension du bénéfice du crédit d'impôt aux véhicules pris en location dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat ou d'une durée d'au moins deux ans) (p. 10653)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10655) : adopté (p. 10655)

Article 27 septies (aménagement de la définition des petites et moyennes entreprises pouvant bénéficier de l'exonération de taxe professionnelle dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire "tertiaire")

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10656) : adopté (p. 10656)

Article 30 supprimé par le Sénat (interceptions des correspondances émises par la voie des télécommunications)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10656) : adopté (p. 10657)

Article 31 supprimé par le Sénat (affectation au Fonds national pour l'emploi (FNE) d'une partie du produit de la cotisation versée par les employeurs licenciant des salariés âgés de plus de 50 ans)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10657) : adopté (p. 10657)

Article 32 supprimé par le Sénat (versement d'une contribution à l'Etat par les organismes collecteurs paritaires agréés au titre du congé individuel de formation et du compte de temps formation)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10658) : adopté (p. 10658)

Article 32 bis (établissements publics de coopération intercommunale éligibles à la dotation de solidarité instituée par un groupement à taxe professionnelle unique)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 10658) : adopté (p. 10658)

Article 32 ter (établissements publics de coopération intercommunale éligibles à la dotation de solidarité instituée par un groupement à fiscalité additionnelle ou à taxe professionnelle de zone)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 10658) : adopté (p. 10658)

Article 33 (codification du reversement aux collectivités locales de certaines astreintes prononcées par les juridictions administratives)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10658) : adopté (p. 10658)

Article 33 bis (obligations de desserte du territoire national par les opérateurs de téléphonie mobile)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 10659) : adopté (p. 10659)

Article 33 ter (application du taux réduit de 19,60 % de la TVA à certains produits alimentaires sous réserve de leur conformité au principe constitutionnel d'égalité devant les charges publiques)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 10659) : adopté (p. 10659)

Article 33 quinquies (versement des avances de fiscalité locale aux établissements publics de coopération intercommunale créés ex nihilo)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 10660) : adopté (p. 10660)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 10660) : adopté (p. 10660)

Article 38 (achèvement du transfert du contentieux de la transfusion sanguine)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (suppression du paragraphe II) (p. 10661) : adopté (p. 10661)

Article 39 bis (aménagement du moratoire des dettes fiscales en faveur des rapatriés ayant déposé un dossier auprès de la Commission nationale de désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Gérard Bapt (clarification du dispositif de l'article 44 de la loi de finances rectificative pour 1986 relatif aux remises de prêts en faveur des rapatriés) (p. 10662)

Article 40 supprimé par le Sénat (rétablissement des prélèvements perçus par l'Etat pour frais d'assiette et de perception sur le produit des impositions établies au profit des organismes de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10663) : adopté après modification (p. 10663)

Son sous-amendement n° 62 (de précision) à l'amendement n° 36 de la commission : adopté (p. 10663)

Article 41 supprimé par le Sénat (autorisation donnée à la caisse de mutualité sociale agricole de Corse d'accorder un plan d'échelonnement de la dette sociale portant sur les cotisations patronales des exercices antérieurs au 31 décembre 1998)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10664) : adopté (p. 10664)

Article 44 (provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures)

Son amendement n° 67 (de précision) (p. 10664) : adopté (p. 10665)

Intervient sur l'amendement n° 66 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10665)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 2000] (p. 10679)

Son intervention (p. 10679)

Thème :

Parlement : Sénat (p. 10679, 10680)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1173)

Son intervention (p. 1175)

Thèmes :

Conseil constitutionnel (p. 1175)

Emploi : politique de l'emploi (p. 1175, 1176)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 1175)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1175, 1176)
Politique économique : croissance (p. 1175)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 1175)
Retraites : généralités (p. 1175)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 1175, 1176)
Travail : salaires (p. 1175)

Discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1194)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Yves Cochet (suppression de la condition d'activité professionnelle pour l'attribution de la prime pour l'emploi) (p. 1196)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Philippe Auberger (augmentation de la majoration en faveur des couples dont un seul membre exerce une activité professionnelle) (p. 1197)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Philippe Auberger (augmentation de la majoration servie au titre des personnes à charge) (p. 1199)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2212)

Son intervention (p. 2214)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : déclarations : prime pour l'emploi (p. 2214)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2214, 2215)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi : congé de maladie (p. 2215)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi : travailleurs indépendants (p. 2214)
Parlement : Sénat : prime pour l'emploi (p. 2214)

Discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2222)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement dans l'article des termes "prime pour l'emploi" auxquels le Sénat avait substitué ceux de "crédit d'impôt en faveur de l'activité" (p. 2224) : adopté (p. 2224)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du seuil de 0,3 SMIC pour les non-salariés supprimé par le Sénat) (p. 2225) : adopté (p. 2225)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (délai de réclamation pour le bénéfice de la prime) (p. 2225) : adopté (p. 2225)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du titre initial : "Projet de loi portant création d'un crédit d'impôt en faveur de l'emploi") (p. 2225) : adopté (p. 2225)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 mai 2001] (p. 2885)

Son intervention (p. 2885)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : déclarations : prime pour l'emploi (p. 2886)
Parlement : Sénat : prime pour l'emploi (p. 2885)

Proposition de loi organique n° 2540 relative aux lois de finances

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2001] (p. 1217, 1251)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 1217)
Sa intervention du rapporteur de la commission spéciale (p. 1261)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 1220, 1264)
Assemblée nationale : propositions de loi (p. 1218, 1262)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 1264)
Conseil constitutionnel (p. 1218)
Constitution : article 40 (p. 1219, 1261, 1262)
Etat : Gouvernement : Président de la République (p. 1218)
Etat : réforme (p. 1218, 1262, 1263)
Finances publiques : autorisation budgétaire (p. 1219, 1262)
Finances publiques : comptabilité publique (p. 1219, 1264)
Finances publiques : crédits budgétaires (p. 1218, 1219)
Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 1219)
Finances publiques : dépenses : investissement (p. 1264)
Finances publiques : dette publique : emprunts (p. 1263)
Finances publiques : fongibilité des crédits (p. 1219)
Finances publiques : prélèvements sur recettes (p. 1264)
Finances publiques : procédure budgétaire (p. 1218 à 1220, 1262 à 1264)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 1219, 1262 à 1264)
Finances publiques : programmes (p. 1218, 1219, 1263)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1262)
Justice : Cour des comptes (p. 1264)
Lois de règlement (p. 1263, 1264)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1218, 1261, 1262)
Parlement : contrôle : rôle (p. 1219, 1262, 1263)
Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1220, 1263)
Parlement : Sénat (p. 1218, 1262)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1262)
Sécurité sociale : loi de financement (p. 1263)

Discussion des articles [7 février 2001] (p. 1266) ; [8 février 2001] (p. 1319)

Article 2 (les ressources budgétaires)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Jégou (intégration des émissions d'emprunts au budget de l'Etat) (p. 1266)

Article 4 (la définition des charges budgétaires de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Jacques Jégou (intégration des remboursements d'emprunts aux charges budgétaires de l'Etat) (p. 1269)

Article 5 (le budget et les principes budgétaires)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jacques Barrot (imputation de toutes les recettes et de toutes les dépenses au budget de l'Etat) (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Philippe Auberger (distinction des dépenses en fonction de leur nature et définition de la notion d'équilibre budgétaire) (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Jégou (définition des dépenses relevant d'une section de fonctionnement et financement de ces dépenses par les seules recettes fiscales et non fiscales) (p. 1276)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Jacques Jégou (affirmation du principe de l'équilibre des lois de finances et présentation d'un programme pluriannuel de retour à l'équilibre budgétaire en cas de manquement à ce principe) (p. 1276)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jacques Barrot (interdiction des régimes de garantie permanents) (p. 1276)

Article 6 (la comptabilisation des recettes et des dépenses)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jacques Barrot (intégration des engagements dans la comptabilisation des opérations budgétaires) (p. 1319)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Philippe Auberger (prise en compte des recettes au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles doivent être encaissées) (p. 1320)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Jacques Jégou (application d'une comptabilité en droits constatés en ce qui concerne les recettes) (p. 1320)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Jacques Jégou (application d'une comptabilité en droits constatés en ce qui concerne les dépenses) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jacques Barrot (intégration des engagements dans la comptabilisation des opérations budgétaires) (p. 1321)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Jacques Jégou (affirmation du principe de l'équilibre budgétaire et modalités de prise en compte dans le budget des dépenses afférentes à l'amortissement de la dette de l'Etat) (p. 1321)

Article 7 (la budgétisation par objectifs : les missions et les programmes)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Delalande (spécialisation des crédits selon leur nature) (p. 1323)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du monopole de l'initiative gouvernementale pour la création d'une mission) (p. 1324)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jacques Brunhes (suppression du monopole de l'initiative gouvernementale pour la création d'une mission) (p. 1324)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Delalande (suppression du monopole de l'initiative gouvernementale pour la création d'une mission) (p. 1324)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Philippe Auberger (présentation au Parlement de la liste des programmes susceptibles d'être inscrits dans une loi de finances lors du débat d'orientation budgétaire de l'année qui précède) (p. 1327)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la possibilité d'instituer un programme comportant des crédits globaux pour dépenses accidentelles) (p. 1327)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Philippe Auberger (suppression du caractère indicatif de la présentation des crédits par titre) (p. 1328)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jacques Brunhes (suppression du plafonnement par programme des crédits ouverts sur le titre des dépenses de personnel) (p. 1329)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Jégou (non fongibilité des crédits ouverts sur le titre des dépenses d'investissement vers les crédits ouverts sur le titre des dépenses de fonctionnement) (p. 1331)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jacques Brunhes (suppression du plafonnement par ministère des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat) (p. 1331)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jacques Barrot (fixation de plafonds des effectifs rémunérés par l'Etat et contrôle des créations et des suppressions d'emplois) (p. 1331)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Philippe Auberger (introduction, dans le cadre de l'examen de la première partie de la loi de finances, d'un vote global sur la récapitulation des crédits ouverts au titre des dépenses de personnel et des plafonds des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat) (p. 1332)

Article 9 (le caractère limitatif des autorisations budgétaires)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Philippe Auberger (affirmation du caractère limitatif des crédits ouverts sur chaque titre de dépenses et instauration d'un mécanisme de virement interne à chaque programme) (p. 1332)

Article 13 (les virements et transferts de crédits entre programmes)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Delalande (suppression des virements de crédits entre les programmes d'un même ministère) (p. 1334)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du plafond des virements de crédits entre programmes) (p. 1335)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Brunhes (interdiction de tout virement au détriment du titre des dépenses de personnel) (p. 1335)

Article 14 (les décrets d'avance)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. François Goulard (avis des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 1336)

Article 15 (les annulations de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la limitation des annulations de crédits) (p. 1336)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Delalande (abaissement du plafond des crédits annulables par décret) (p. 1337)

Article 16 (les reports de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (reconduction des plafonds des autorisations d'emplois) (p. 1338)

Article 18 (les procédures de fonds de concours et de rétablissement de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yves Cochet (rattachement des versements communautaires au budget général selon la procédure des fonds de concours) (p. 1338)

Article 21 (le compte de gestion des participations de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Delalande (suppression de la possibilité de compléter les recettes du compte de gestion des participations de l'Etat par une subvention inscrite au budget général) (p. 1339)

Article 22 (le compte de gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat)

Son intervention (p. 1340)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Jacques Jégou (création d'un compte annexe d'amortissement de la dette de l'Etat) (p. 1341)

Article 26 (les règles applicables aux opérations de trésorerie)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'obligation faite aux collectivités territoriales et aux établissements publics de déposer leurs disponibilités au Trésor) (p. 1342)

Article 27 (le principe de sincérité des lois de finances)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Philippe Auberger (mise en cohérence avec les hypothèses économiques annexées dans le rapport économique et financier, avec l'évolution de l'ensemble des prélèvements obligatoires, avec les prévisions triennales des finances publiques transmises aux institutions communautaires, ainsi qu'avec les comptes consolidés des administrations publiques établis par la comptabilité nationale et établissement d'un rapport spécifique de cohérence) (p. 1344)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Philippe Auberger (affirmation du principe de l'équilibre budgétaire et présentation d'un plan précisant les modalités de retour à l'équilibre en cas de manquement à ce principe) (p. 1345)

Article 29 (la sincérité des comptes de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Delalande (établissement d'un compte de bilan retraçant les biens et les dettes de l'Etat) (p. 1346)

Article 30 (la définition des lois de finances)

Son amendement n° 47 (rédactionnel) : adopté (p. 1346)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. François Goulard (affirmation du principe de l'équilibre budgétaire et présentation d'un programme tri-annuel de retour à l'excédent) (p. 1347)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. François Goulard (récapitulation dans la loi de finances de l'ensemble des recettes provenant des impositions de toute nature et de leur affectation par organisme bénéficiaire, sauf pour les impôts bénéficiant aux collectivités territoriales) (p. 1347)

Article 31 (le contenu de la loi de finances de l'année)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jacques Barrot (renouvellement annuel de l'affectation des ressources de l'Etat et des impositions de toute nature à des personnes morales autres que l'Etat et les collectivités territoriales) (p. 1349)

Son amendement n° 48 (rédactionnel) : adopté (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. François Goulard (récapitulation de l'affectation des impositions de toute nature à des personnes morales autres que l'Etat, sauf en ce qui concerne les impôts locaux) (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jacques Brunhes (autorisation de perception des seules ressources de l'Etat) (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jacques Brunhes (introduction de la notion d'équilibre financier) (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Philippe Auberger (évaluation de l'ensemble des impositions de toute nature et indication des organismes bénéficiaires, sauf pour les impôts votés par les collectivités territoriales) (p. 1350)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jacques Brunhes (introduction de la notion d'équilibre financier) (p. 1350)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jacques Brunhes (définition des modalités de répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 1350)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean-Jacques Jégou (fixation d'un plafond des emprunts autorisés) (p. 1351)

Article 32 (le contenu des lois de finances rectificatives)

Son amendement n° 49 (de précision) : adopté (p. 1353)

Article 33 (les conditions du transfert d'une ressource de l'Etat vers une autre personne morale)

Son amendement n° 96 (de précision) : adopté (p. 1353)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jacques Barrot (renouvellement annuel de l'affectation des ressources de l'Etat et des impositions de toute nature à des personnes morales autres que les collectivités territoriales) (p. 1353)

Article 34 (le contenu de la loi de règlement)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) (p. 1354)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Jacques Jégou (arrêté définitif des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre financier) (p. 1354)

Article 35 (la préparation des projets de loi de finances)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 1355)

Article 36 (le débat d'orientation budgétaire)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 1356)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (suppression de la référence au programme annuel de stabilité) (p. 1358)

Son amendement n° 99 (référence aux engagements européens de la France) (p. 1357) : adopté (p. 1359)

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié de M. Philippe Auberger (contenu du rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques) (p. 1359)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (organisation d'un vote à l'issue du débat d'orientation budgétaire) (p. 1359)

Article 38 (les documents joints au projet de loi de finances de l'année)

Son amendement n° 98 (rédactionnel) : adopté (p. 1361)

Article 40 (les documents joints aux projets de loi de finances rectificative)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Jacques Jégou (établissement d'une annexe relative aux conditions d'encaissement des recettes non fiscales) (p. 1362)

Article 46 (les documents joints au projet de loi de règlement)

Son amendement n° 53 (de conséquence) : adopté (p. 1363)

Son amendement n° 97 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 1363)

Article 48 (l'exercice du droit d'amendement)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Brunhes (compensation des augmentations de charges publiques par des augmentations de recettes publiques) (p. 1364)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Delalande (présentation d'un rapport annuel sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques) (p. 1364)

Article 50 (le maintien à titre transitoire et exceptionnel de certaines affectations de recettes)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 1364)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression, dès la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi organique, des comptes d'affectation spéciale, des comptes de commerce et des budgets annexes) (p. 1365)

Article 52 (les dispositions transitoires relatives aux taxes parafiscales)

Son amendement n° 52 (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 1365)

Article 54 (l'entrée en vigueur anticipée de certaines dispositions de la loi organique)

Son amendement n° 51 (de conséquence) : adopté (p. 1366)

Ses explications de vote (p. 1366)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2001] (p. 4651)

Sa présentation du rapport de la commission spéciale (p. 4653)

Thèmes :

Finances publiques : programmes (p. 4653, 4654)

Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 4653, 4654)

Parlement : prérogatives : finances publiques (p. 4653, 4654)

Parlement : rôle : généralités (p. 4653)

Parlement : Sénat : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 4653)

Discussion des articles [21 juin 2001] (p. 4668)

Article 1er A (objet des lois de finances)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4669) : adopté (p. 4669)

Article 1er (ressources et charges de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel - charges de trésorerie) (p. 4669) : adopté (p. 4670)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (suppression du régime particulier d'affectation à un tiers de ressources fiscales des collectivités territoriales) (p. 4670) : adopté (p. 4670)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (intitulé du Chapitre Ier) (p. 4670) : adopté (p. 4670)

Article 2 (ressources budgétaires)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 4670) : adopté (p. 4670)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) (p. 4671) : adopté (p. 4671)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de précision) (p. 4671) : adopté (p. 4671)

Article 3 (rémunération des services rendus par l'Etat)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (caducité des décrets établissant la rémunération de services rendus par l'Etat à défaut de ratification dans la plus prochaine loi de finances afférente à l'année concernée) (p. 4671) : adopté (p. 4671)

Article 4 (définition des charges budgétaires de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4672) : adopté (p. 4672)

Article 5 supprimé par le Sénat (budget et principes budgétaires)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de l'article - limitation des prélèvements sur recettes aux dotations aux collectivités territoriales et à la contribution au budget communautaire) (p. 4673) : adopté (p. 4673)

Article 7 (budgétisation par objectifs : les missions et les programmes)

Soutient l'amendement n° 11 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4674) : adopté (p. 4675)

Article 9 (caractère limitatif des autorisations budgétaires)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction de l'article lui redonnant son objet initial : caractère limitatif des crédits et des plafonds d'autorisations d'emplois) (p. 4676) : adopté (p. 4676)

Article 10 (crédits évaluatifs)

Son amendement n° 82 (de précision) : adopté (p. 4676)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de conséquence) (p. 4676) : adopté (p. 4676)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (modification d'une référence) (p. 4676) : adopté (p. 4676)

Article 12 (répartition des crédits globaux)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 4677) : adopté (p. 4677)

Article 13 (virements et transferts de crédits entre programmes)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4677) : adopté après modification (p. 4678)

Article 14 (décrets d'avance)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (ratification par le Parlement des décrets d'avance) (p. 4680) : adopté (p. 4680)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (information des commissions des finances sur les décrets d'avance "non gagés") (p. 4680) : adopté (p. 4680)

Article 15 (annulations de crédits)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (annulation des crédits devenus sans objet) (p. 4681) : adopté (p. 4681)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (intégration des crédits annulés pour gager les décrets d'avance dans la limite de 1,5 % des crédits ouverts) (p. 4681)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (non-utilisation des crédits dont l'annulation est proposée par un projet de loi de finances rectificative) (p. 4681) : adopté (p. 4681)

Article 16 supprimé par le Sénat (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 4682) : adopté (p. 4682)

Article 17 (dérogations autorisées au principe de non-affectation des recettes)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel - suppression de dispositions reprises à l'article 5) (p. 4683) : adopté (p. 4683)

Article 18 (procédures de fonds de concours et de rétablissement de crédit)

Son amendement n° 88 (nouvelle rédaction du paragraphe relatif aux fonds de concours) (p. 4683) : adopté (p. 4684)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (nouvelle rédaction du paragraphe relatif aux attributions de produits) (p. 4684) : adopté (p. 4684)

Article 18 bis (budgets annexes)

Soutient l'amendement n° 28 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article - présentation selon les normes du plan comptable général) (p. 4684) : adopté (p. 4685)

Article 19 (catégories de comptes annexes)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (possibilité pour le Parlement d'affecter une recette à un compte spécial) (p. 4685) : adopté (p. 4685)

Article 20 (règles générales applicables aux comptes annexes)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (nouvelle rédaction de l'article - interdiction de l'imputation de dépenses de personnel sur un compte spécial) (p. 4685) : adopté (p. 4685)

Article 20 bis (règles particulières applicables aux comptes d'affectation spéciale)

Son amendement n° 83 (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 4686)

Article 21 bis (règles applicables aux comptes de commerce)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (substitution d'un découvert limitatif à respecter en permanence à l'autorisation de déficit constaté en fin d'année) (p. 4687) : adopté (p. 4687)

Son amendement n° 85 rectifié (compte retraçant les opérations relatives à la gestion de la dette publique - possibilité de découverts évaluatifs pour les différentes sections) (p. 4687) : adopté (p. 4688)

Article 26 (règles applicables aux opérations de trésorerie)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (caractère annuel des autorisations relatives au placement de la trésorerie de l'Etat et à ses emprunts) (p. 4688) : adopté (p. 4688)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'utilisation des titres publics pour le paiement de dettes privées) (p. 4688) : adopté (p. 4688)

Article 26 quinquies (comptabilité générale de l'Etat)

Son amendement n° 91 (rédactionnel) : adopté (p. 4689)

Article 27 (principe de sincérité des lois de finances)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 4689) : adopté (p. 4689)

Article 31 (contenu de la loi de finances de l'année)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de coordination) (p. 4691) : adopté (p. 4691)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (de coordination) (p. 4691) : adopté (p. 4691)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (de coordination) (p. 4691) : adopté (p. 4691)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de coordination) (p. 4691) : adopté (p. 4691)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (opérations de reprise de dettes de tiers par l'Etat soumises à autorisation du Parlement) (p. 4691) : adopté (p. 4691)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de précision) (p. 4691) : adopté (p. 4692)

Article 32 (contenu des lois de finances rectificatives)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (de coordination) (p. 4692) : adopté (p. 4692)

Article 33 (conditions du transfert d'une ressource de l'Etat vers une autre personne morale)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (suppression du recours exclusif à la loi de finances pour le changement d'affectation d'une ressource déjà

attribuée à une personne morale autre que l'Etat) (p. 4692) : adopté (p. 4692)

Article 34 (contenu de la loi de règlement)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de précision) (p. 4692) : adopté (p. 4692)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de précision) (p. 4693) : adopté (p. 4693)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (de précision) (p. 4693) : adopté (p. 4693)

Article 34 bis nouveau (ratification par le Parlement des modifications de crédits opérées par voie administrative)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 4693) : adopté (p. 4693)

Article 41 supprimé par le Sénat (délais de vote du projet de loi de finances de l'année et des projets de loi de finances rectificative)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 4694) : adopté (p. 4694)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (discussion du projet de loi de finances de l'année suivante après le vote en première lecture du projet de loi de règlement de l'année précédente) (p. 4694) : adopté (p. 4694)

Article 43 (conditions de vote des ressources, des charges et des plafonds des autorisations d'emplois)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction de l'article - vote sur l'ensemble des opérations de trésorerie et sur chacun des comptes spéciaux) (p. 4694) : adopté (p. 4694)

Article 44 (répartition des crédits ouverts par les lois de finances)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (caractère limitatif des dépenses de personnel) (p. 4695) : adopté (p. 4695)

Article 45 (procédures d'urgence)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de conséquence) (p. 4695) : adopté (p. 4695)

Article 47 (délai de dépôt du projet de loi de règlement)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (dépôt avant le 1er juin - au lieu du 15 juin - de l'année suivant celle de l'exécution du budget) (p. 4696) : adopté (p. 4696)

Article 48 A (délais de vote des projets de loi de finances)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de suppression en conséquence du rétablissement de l'article 41) (p. 4696) : adopté (p. 4696)

Article 48 (exercice du droit d'amendement)

Soutient l'amendement n° 56 corrigé de la commission (rétablissement de la référence à l'article 34 de la Constitution pour la définition de la charge publique) (p. 4697) : adopté (p. 4697)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (référence à la seule mission et non à la fois à la mission et à la dotation pour l'appréciation de la recevabilité) (p. 4697) : adopté (p. 4697)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (recevabilité appréciée par rapport à l'ensemble des dispositions de la loi organique) (p. 4697) : adopté (p. 4697)

Article 48 bis (débat d'orientation budgétaire)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (simplification du contenu des documents présentés par le Gouvernement en vue du débat) (p. 4698) : adopté (p. 4698)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (simplification du contenu des documents de nature budgétaire présentés par le Gouvernement en vue du débat) (p. 4698) : adopté (p. 4699)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jacques Brunhes (caractère obligatoire du débat et vote à son issue) (p. 4699)

Article 48 ter (questionnaires budgétaires)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (suppression de l'intervention des délégations parlementaires) (p. 4699) : adopté (p. 4699)

Article 48 quater (rapport économique, social et financier)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (enrichissement du contenu du rapport mais suppression de la présentation des comptes prévisionnels) (p. 4699) : adopté (p. 4700)

Article 48 quinquies (documents joints au projet de loi de finances de l'année)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (liste et évaluation de l'ensemble des ressources fiscales affectées à des personnes morales autres que l'Etat) (p. 4700) : adopté (p. 4700)

Son amendement n° 89 corrigé (de coordination) : adopté (p. 4700)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (répartition des emplois précisée par corps ou par métier) (p. 4700) : adopté (p. 4701)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de coordination) (p. 4701) : adopté (p. 4701)

Article 48 sexies (rapport et débat sur les prélèvements obligatoires)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 4701) : adopté (p. 4701)

Article 48 septies (documents joints au projet de loi de finances rectificative)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (récapitulation des mouvements de crédits intervenus par voie réglementaire) (p. 4702) : adopté (p. 4702)

Article 48 octies (documents joints au projet de loi de règlement)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 4702) : adopté après modification (p. 4703)

Son sous-amendement n° 90 (fonds de concours) à l'amendement n° 69 de la commission (p. 4702) : adopté (p. 4703)

Article 48 decies (publication des actes administratifs prévus par la loi organique)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (nouvelle rédaction de l'article - publication de tous les mouvements de crédits) (p. 4703) : adopté (p. 4703)

Article 48 undecies (missions et prérogatives de contrôle des commissions chargées des finances)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (auditions à la demande des présidents et des

rapporteurs généraux des commissions des finances) (p. 4704) : adopté (p. 4704)

Article 48 duodecies (mission d'assistance de la Cour des comptes au Parlement)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (transmission par la Cour des comptes du projet de programme de contrôles aux présidents des commissions des finances) (p. 4704) : adopté (p. 4704)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (demandes d'assistance formulées par les présidents et rapporteurs généraux des commissions des finances) (p. 4704) : adopté (p. 4704)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (analyse de l'exécution des crédits par mission) (p. 4705) : adopté après modification (p. 4705)

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (publication des rapports nonobstant l'absence de réponses des ministres) (p. 4705) : adopté (p. 4705)

Article 49 (caducité des garanties octroyées sans autorisation du législateur)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (autorisation de chaque garantie de l'Etat par une disposition de la loi de finances) (p. 4705) : adopté (p. 4705)

Article 51 (dispositions transitoires en matière de reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (coordination de référence) (p. 4706) : adopté (p. 4706)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (coordination de référence) (p. 4706) : adopté (p. 4706)

Article 53 (application anticipée de la réduction du délai de dépôt du projet de loi de règlement et de la certification des comptes de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (exclusion des annexes relatives aux rapports annuels de performance) (p. 4706) : adopté (p. 4706)

Article 54 (entrée en vigueur anticipée de certaines dispositions)

Son amendement n° 84 (extension du champ des dispositions faisant l'objet d'une entrée en vigueur anticipée) (p. 4706) : adopté (p. 4707)

Article 57 (décrets d'application de la loi organique)

Soutient l'amendement n° 81 de la commission (suppression de la possibilité d'expérimentation prévue pour les collectivités territoriales) (p. 4707) : adopté (p. 4707)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4709)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 25 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (desserte gazière) (p. 2583)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Son intervention (p. 3926)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 3928)
Emploi : chômage (p. 3926)
Entreprises : investissements (p. 3926)
Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 3926)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3927, 3928)
Finances publiques : dépenses (p. 3927)
Finances publiques : dette publique (p. 3927, 3928)
Finances publiques : prélèvements obligatoires : réductions d'impôt (p. 3928)
Finances publiques : recettes (p. 3928)
Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3926 à 3928)
Sécurité sociale : comptes : prélèvements sur recettes (p. 3927, 3928)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Après l'article 12 bis

Intervient sur le sous-amendement n° 79 de M. Alfred Recours (exclusion des phonogrammes et vidéogrammes) à son amendement n° 40 rectifié (p. 4138)

Son amendement n° 40 rectifié (rémunération pour copie privée) (p. 4135) : retiré (p. 4139)

Hélène MIGNON
Haute-Garonne (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18384)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 21 novembre 2000] (p. 18500)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 604)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5009)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 24 mai 2001] (p. 8359)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8859)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la contraception d'urgence [20 novembre 2000] (n° 2734)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi (n° 2415) de modernisation sociale [13 décembre 2000] (n° 2798)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Perspectives [13 décembre 2000] (p. 10182)

Famille. Politique familiale. Perspectives [6 février 2001] (p. 1133)

Enfants. Enfants accueillis. Lien familial, maintien [16 mai 2001] (p. 2965)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1357, posée le 16 avril 2001. Impôts locaux. Politique fiscale (J.O. Questions p. 2171). Appelée le 17 avril 2001. Montant des bases, Toulouse (p. 1877)

n° 1477, posée le 25 juin 2001. Femmes. Politique à l'égard des femmes (J.O. Questions p. 3583). Appelée le 26 juin 2001. Femmes victimes de violences conjugales (p. 4843)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Son intervention (p. 6501)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6502)

Famille : contraception (p. 6502)

Famille : mineurs : contraception (p. 6502)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6502)

Discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6531)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Françoise de Panafieu (rôle de conseil des pharmaciens) (p. 6533)

Intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rôle de conseil des pharmaciens) (p. 6533)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (placement "en dernier recours" de la délivrance de la pilule de contraception d'urgence par les infirmières scolaires) (p. 6534)

Intervient sur le sous-amendement n° 9 de Mme Christine Boutin (clause de conscience personnelle) à l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 6535)

Intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Françoise de Panafieu (caractère exceptionnel de l'emploi de la pilule de contraception d'urgence) (p. 6536)

Intervient sur le sous-amendement n° 8 de Mme Christine Boutin (information des parents) à l'amendement n° 1 de Mme Françoise de Panafieu (p. 6536)

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Françoise de Panafieu (décrets d'application) (p. 6536)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Françoise de Panafieu (rôle des infirmières scolaires) (p. 6537)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rôle psychologique des infirmières scolaires) (p. 6537)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2000] (p. 9410)

Son intervention (p. 9411)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 9411)

Famille : contraception (p. 9411)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 9411)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7431)

Thèmes :

Enfants : crèches et garderies (p. 7431)

Famille : politique familiale (p. 7431, 7432)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 14 (article L. 841-1 du code de la sécurité sociale : renforcement de l'aide pour l'emploi d'une assistance maternelle agréée (AFEAMA))

Son intervention (p. 7569)

Article 15 (création de l'allocation et du congé de présence parentale)
Son intervention (p. 7573)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9212)
Son intervention (p. 9238)
Thèmes :
Enfants : enfants accueillis (p. 9239)
Famille : politique familiale (p. 9238, 9239)
Professions de santé : médecins spécialistes (p. 9239)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8376)
Son intervention (p. 8384)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9437)
Son intervention (p. 9450)
Thèmes :
Syndicats : représentativité (p. 9450, 9451)
Travail : conditions de travail : femmes (p. 9450, 9451)
Travail : médecine du travail (p. 9451)
Travail : travail de nuit (p. 9450, 9451)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 925)
Son intervention (p. 931)
Thèmes :
Femmes : égalité professionnelle (p. 931, 932)
Travail : médecine du travail (p. 932)
Travail : négociations (p. 931)
Travail : travail de nuit : femmes (p. 931, 932)
Vote pour du groupe socialiste (p. 932)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)
Avant l'article 1er
Intervient sur l'amendement n° 55 de Mme Christine Boutin (interdiction du recours à l'IVG pour des raisons économiques) (p. 9570)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)
Son intervention au nom de la délégation aux droits des femmes (p. 65)
Thèmes :
Emploi : jeunes : stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE) (p. 66)
Femmes : égalité professionnelle (p. 65, 66)
Formation professionnelle : promotion sociale (p. 65)
Travail : travail à temps partiel : femmes (p. 65)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)
Article 40 (article L. 900-1 du code du travail : droit à la validation des acquis de l'expérience)
Son intervention (p. 309)
Article 41 (articles 8 et 8-1 nouveau de la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 : validation des acquis en vue de l'acquisition de diplômes ou titres à finalité professionnelle et répertoire national des certifications professionnelles)
Son sous-amendement n° 421 (représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les jurys) à l'amendement n° 370 rectifié du Gouvernement (inscription des dispositions de l'article dans le nouveau code de l'éducation) : adopté (p. 312)
Article 42 (articles 5, 17 et 17-1 nouveau de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : validation des acquis en vue de l'acquisition d'un diplôme ou titre de l'enseignement supérieur)
Son sous-amendement n° 422 (représentation équilibrée entre hommes et femmes dans les jurys) à l'amendement n° 371 du Gouvernement (inscription des dispositions de l'article dans le nouveau code de l'éducation) : adopté (p. 313)
Après l'article 70
Intervient sur l'amendement n° 411 de la commission (avenir des associations intermédiaires) (p. 342)
Vote pour du groupe socialiste (p. 346)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 961)
Son intervention (p. 971)
Thèmes :
Etablissements de santé : accueil (p. 972, 973)
Politique sociale : centres d'action sociale (p. 972, 973)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 971 à 973)
Sécurité sociale : action sanitaire et sociale (p. 972, 973)

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 1er (fondements de l'action sociale et médico-sociale)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (mention des personnes âgées et des personnes handicapées comme bénéficiaires de la loi) (p. 995)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-François Chossy (mention des personnes âgées et des personnes handicapées comme bénéficiaires de la loi) (p. 995)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Pierre Lasbordes (de précision pour les handicapés) (p. 995)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Bernard Perrut (de précision pour les handicapés) (p. 995)

Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)

Son intervention (p. 999)

Article 9 (liste des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 327 de la commission (missions de prévention) (p. 1027) : adopté (p. 1027)

Article 15 (obligation d'évaluation des prestations fournies)

Intervient sur l'amendement n° 332 de la commission (obligation d'évaluation externe) (p. c)

Après l'article 54

Soutient l'amendement n° 354 de la commission (critères d'incapacité à diriger un établissement accueillant des personnes vulnérables en général et âgées en particulier) (p. 1085) : adopté après rectification (p. 1086)

Explications de vote et vote [1er février 2001] (p. 1086)

Ses explications de vote (p. 1086)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1086)

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1738)

Son intervention (p. 1747)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 1747)
Emploi (p. 1747)
Environnement : politique de l'environnement : bruit (p. 1747)
Environnement : protection : paysages (p. 1747)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : Toulouse (p. 1747)
Transports par eau : canaux à grand gabarit : Aquitaine (p. 1747)
Voirie : routes : Midi-Pyrénées (p. 1747)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)

Son intervention (p. 2016)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2016)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 2016)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2016)
Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 2016)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3981)

Son intervention (p. 3988)

Thèmes :

Donations et successions : successions (p. 3989)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 3989)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3989)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3989)
Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3989)

Discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3993)

Article 1er (art. L. 232-1 à L. 232-28 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Son amendement n° 75 (notion de "service prestataire") : adopté (p. 4000)

Article 9 bis nouveau (art. 199 quindecies du code général des impôts : majoration de la déduction fiscale pour les dépenses d'hébergement en établissement)

Intervient sur l'amendement n° 73 du Gouvernement (de suppression) (p. 4018)

Après l'article 11

Son amendement n° 76 (soins dispensés par les établissements d'hébergement aux personnes maintenues à domicile) : retiré (p. 4019)

Ses explications de vote (p. 4022)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4022)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 juin 2001] (p. 4869)

Son intervention (p. 4876)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 4876)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4876)
Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 4876)
Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 4877)
Retraites : généralités : minimum vieillesse (p. 4876)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Son intervention (p. 3957)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3957)
Emploi : politique de l'emploi (p. 3958)
Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3957)
Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 3957)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3957)

Jean-Claude MIGNON
Seine-et-Marne (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [21 novembre 2000] (p. 9078)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [17 janvier 2001] (p. 476)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [22 mai 2001] (p. 3192)

Police. Organisation. Police de proximité, mise en place [5 juin 2001] (p. 3828)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1308, posée le 29 janvier 2001. Transports aériens. Aéroports (J.O. Questions p. 487). Appelée le 30 janvier 2001. Région parisienne, perspectives (p. 864)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000) (p. 8415) :

- *Réunion de la commission de la production du 26 octobre 2000*

Son intervention (p. 8421)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 8422)

Emploi : création d'emplois (p. 8422, 8423)

- *Questions écrites budgétaires*

12 - Aménagement du territoire : politique de la ville : emploi (p. 8438)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9094)

Son intervention (p. 9106)

Thèmes :

Communes : maires : libre administration (p. 9106; 9107)

Coopération intercommunale (p. 9106)

Logement : logement social : construction (p. 9107)

Logement : logement social : HLM (p. 9107)

Logement : aides et prêts : prêts d'accession à la propriété (PAP) (p. 9106)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9107)

Urbanisme : coefficients d'occupation des sols (COS) (p. 9106)

Urbanisme : plan d'occupation des sols (POS) (p. 9107)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 9106, 9107)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale (p. 9106)

Ses explications de vote (p. 9183)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9183)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Son intervention (p. 2354)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2354)

Famille : mineurs : responsabilité (p. 2354)

Ordre public : sécurité : généralités (p. 2354)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 2354)

Charles MILLON
Ain (3ème circonscription)
Non-inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

Démission le 17 avril 2001 (voir indications préliminaires) [J.O. du 18 avril 2001] (p. 6010)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 12

Son amendement n° 14 précédemment réservé (taux réduit de TVA pour la fourniture de repas à consommer sur place) : non soutenu (p. 7276)

Charles MIOSSEC
Finistère (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Gilbert MITTERRAND
Gironde (10ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 22 : Emploi et solidarité (santé) (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 28 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7083)

Thèmes :

Politiques communautaires : fonds structurels (p. 7083, 7084) ; politique sociale : jeunes (p. 7084)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)

Procédure des questions :

Transports ferroviaires : transport de marchandises : interopérabilité (p. 7775)

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2000] (p. 7743)

Après l'article 53

Son intervention (p. 7743)

Questions écrites budgétaires (JO du 18 novembre 2000)

3 - Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites : fonctionnaires et agents publics (p. 8860)

5 - Banques et établissements financiers : épargne populaire (p. 8861)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8840)

Thèmes avant la procédure des questions :

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 8840, 8841)

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 8840, 8841)

Santé : cancer (p. 8842)

Santé : hépatite C (p. 8842)

Santé : politique de la santé (p. 8840, 8841)

Santé : sida (p. 8842)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2000] (p. 8918)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 77 rectifié de la commission (chapitre spécifique aux actions en faveur des rapatriés) (p. 8920) : adopté (p. 8921)

Intervient sur l'amendement n° 210 du Gouvernement (prise en charge des dépenses d'hébergement des personnes atteintes du sida) (p. 8921)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 211 du Gouvernement (taxe sur le chiffre d'affaires réalisé sur les dispositifs médicaux) (p. 8922)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10306)

Article 31 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur l'amendement n° 269 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2000] (p. 9963, 10021)

Après l'article 21

Son sous-amendement n° 272 (relèvement du minimum de perception sur le tabac blond) à l'amendement n° 130 du Gouvernement (relèvement des minima de perception pour le droit de consommation sur les tabacs manufacturés) (p. 10001) : adopté après rectification (p. 10002)

Yvon MONTANÉ
Gers (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)
Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)
Secrétaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15648)
Membre titulaire du conseil national du tourisme [J.O. du 13 octobre 2000] (p. 16310)
Rapporteur du projet de loi relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse (n° 2909) [28 mars 2001]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2909), relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse [28 mars 2001] (n° 2955)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Agrobiologie. Produits, certification [15 novembre 2000] (p. 8574)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)
Intervient sur Procédure des questions (p. 8183)
Procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8184)
Agriculture : installation (p. 8183)

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

Rapporteur de la commission de la production et des échanges, suppléant de M. André Capet

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10604)
Son intervention (p. 10605)
Thèmes :
Transports aériens : Air France : administration (p. 10605)
Transports aériens : Air France : personnel (p. 10605)
Transports aériens : Air France : situation financière (p. 10605)

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1738)
Son intervention (p. 1740)
Thèmes :
Aménagement du territoire (p. 1741)
Collectivités territoriales : finances locales (p. 1741)
Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : enquêtes publiques (p. 1742)
Entreprises : création : Midi-Pyrénées (p. 1742)
Environnement : protection : paysages (p. 1740)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : Toulouse (p. 1740)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 1741)
Transports : transport de marchandises : transport combiné (p. 1741)
Transports par eau : canaux à grand gabarit : Aquitaine (p. 1740)
Urbanisme : expropriation (p. 1741)
Voirie : autoroutes : Aquitaine (p. 1740)
Voirie : routes : Midi-Pyrénées (p. 1740)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1749)
Après l'article 2
Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Martine Lignières-Cassou (compétences réglementaires transférées vers le pouvoir législatif) (p. 1749)

Gabriel MONTCHARMONT
Rhône (11ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1372, posée le 21 mai 2001. Industrie. Produits minéraux non métalliques (J.O. Questions p. 2875). Appelée le 22 mai 2001. BSN Glass-Pack, emploi et activité, Givors (p. 3169)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)
Son intervention (p. 8759)
Thèmes avant la procédure des questions :
Politiques communautaires : directives : postes (p. 8759)

Postes : La Poste (p. 8759)
Télécommunications : France Télécom (p. 8760)
Télécommunications : Internet (p. 8760)
Télécommunications : téléphones mobiles (p. 8759)

Arnaud MONTEBOURG
Saône-et-Loire (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise (n° 2544) [30 septembre 2000]
Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)
Membre titulaire de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice [J.O. du 11 octobre 2000] (p. 16130)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2544), modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise [1er février 2001] (n° 2913)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6607)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : procédure de réexamen des comptes de campagne) (p. 6613) : adopté (p. 6615)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 16 précédemment réservé (art. L. 340-2 du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain

Intervient sur l'amendement n° 100 du Gouvernement (consultation des maîtres d'ouvrages sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds et non sur la programmation des logements) (p. 6820)

Article 36 précédemment réservé (art. L. 2563-7 du code général des collectivités territoriales, 1585-1 du code général des impôts, 266 quater du code des douanes et L. 211-3-1 du code des ports maritimes : ressources fiscales des communes de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin)

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (zone franche à Saint-Martin) (p. 6841, 6842)

Questions orales avec débat sur l'avenir des institutions

[19 décembre 2000] (p. 10413)

Son intervention (p. 10432)

Thèmes :

Elections et référendums : suffrage universel : Président de la République (p. 10433)
Politique générale : démocratie (p. 10432)
Politique générale : institutions : réforme (p. 10432)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 21 précédemment réservé (article 12 bis de la loi du 12 juillet 1990 : sanctions à l'encontre des centres financiers extra-territoriaux)

Son sous-amendement n° 138 (possibilité pour le Gouvernement de restreindre ou d'interdire les transactions financières réalisées avec des entités juridiques dont le bénéficiaire n'est pas identifié) à l'amendement n° 47 deuxième rectification de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 813) : adopté (p. 814)

Après l'article 22 bis

Son amendement n° 141 précédemment réservé (institution de sanctions pénales en cas de manquement manifeste des différentes professions concernées aux obligations de vigilance découlant de la loi du 12 juillet 1990) (p. 815) : retiré (p. 816)

Après l'article 24

Son amendement n° 139 précédemment réservé (recours à la forme authentique pour les actes de cessions de droits sociaux de sociétés civiles à prépondérance immobilière) (p. 817) : rejeté (p. 819)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Ses interventions (p. 1431, 1464)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : tribunaux de commerce (p. 1464)
Justice : justice commerciale : réforme (p. 1431)

Justice : mandataires de justice (p. 1431)
Justice : mandataires de justice : déontologie (p. 1432)
Justice : mandataires de justice : rémunération (p. 1432)

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)

Article 8 (art. L. 412-1 à L. 412-6 du code de l'organisation judiciaire : compétence de la chambre mixte - incompatibilité des fonctions de membre de la formation de jugement et de juge-commissaire)

Intervient sur l'amendement n° 116 du Gouvernement (de codification) (p. 1487)

Article 14 (art. L. 414-1 à L. 414-3 du code de l'organisation judiciaire : règles déontologiques des juges consulaires)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (déclaration par les juges élus des intérêts détenus directement ou indirectement dans toute activité économique ou financière) (p. 1525)

Projet de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Discussion générale commune des projets de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce et du projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire (voir Justice 2545)

Discussion des articles [28 mars 2001] (p. 1566) ; [29 mars 2001] (p. 1612)

Article 1er (art. 1er de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition du statut juridique et des missions des administrateurs judiciaires)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Émile Blessig (suppression de l'autorisation nécessaire pour les délégations à des tiers rémunérés sur le budget de l'administrateur) (p. 1567)

Article 2 (art. 2 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : inscription sur une liste nationale - ouverture à la concurrence externe)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Paul Charié (désignation à titre exceptionnel de personnes non inscrites sur la liste) (p. 1569)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Philippe Houillon (désignation à titre exceptionnel de personnes non inscrites sur la liste) (p. 1569)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Émile Blessig (désignation à titre exceptionnel de personnes non inscrites sur la liste) (p. 1569)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (ouverture de la profession aux personnes morales) (p. 1569) : adopté (p. 1570)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (suppression de la condition de qualification particulière au regard de la nature de l'affaire pour la désignation des administrateurs non inscrits) (p. 1570) : adopté (p. 1571)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Charié (interdiction de désignation répétitive d'un administrateur non inscrit) (p. 1572)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Philippe Houillon (interdiction de désignation répétitive d'un administrateur non inscrit) (p. 1572)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Émile Blessig (interdiction de désignation répétitive d'un administrateur non inscrit) (p. 1572)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (incompatibilité entre profession d'avocat et fonction d'administrateur non inscrit) (p. 1572) : adopté (p. 1573)

Intervient sur le sous-amendement n° 135 de M. Émile Blessig (incompatibilité entre profession juridique réglementée et fonction d'administrateur non inscrit) à l'amendement n° 42 de la commission (p. 1573)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 1573) : adopté (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Philippe Houillon (incompatibilités) (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) (p. 1573)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Philippe Houillon (incompatibilités) (p. 1573)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1573) : adopté (p. 1574)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (attestation sur l'honneur) (p. 1574) : adopté (p. 1574)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de coordination) (p. 1574) : adopté (p. 1574)

Article 4 (art. 4 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : composition de la commission nationale)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (personnes habilitées à procéder à la désignation des membres de la commission - mandat de 3 ans) (p. 1575) : adopté (p. 1575)

Intervient sur le sous-amendement n° 136 de M. Émile Blessig (ajout de 2 personnes qualifiées en matière économique et sociale) à l'amendement n° 46 de la commission (p. 1575)

Article 5 (art. 5 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : conditions d'inscription sur la liste nationale)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 1576) : adopté (p. 1576)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Émile Blessig (honneur et probité appréciés dans la cadre des activités professionnelles) (p. 1576)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (absence de condamnation pénale dans le cadre des activités professionnelles) (p. 1576)

Article 6 (art. 5-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : instauration d'une limite d'âge)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 1577)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Émile Blessig (de suppression) (p. 1577)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 1577)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (limite portée à 68 ans par décision de la commission d'inscription sur demande de l'intéressé) (p. 1577) : adopté (p. 1577)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (mécanisme de signalement par tout justiciable auprès du commissaire du gouvernement dans les cas d'inaptitude physique, mentale ou professionnelle d'un administrateur) (p. 1578)

Article 7 (art. 9 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985: cessation de fonctions)

Son intervention (p. 1578)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (répartition des dossiers après cessation de fonctions) (p. 1578) : adopté après rectification (p. 1579)

Intervient sur le sous-amendement n° 146 de M. Émile Blessig (répartition aux seuls administrateurs inscrits) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 1579)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Émile Blessig (délai de 6 mois) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 1579)

Article 8 (art. 11 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : incompatibilités professionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Houillon (incompatibilité avec la qualité de commerçant) (p. 1580)

Intervient sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Renaud Muselier (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1580)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Philippe Houillon (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1580)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Émile Blessig (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1581)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Émile Blessig (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) (p. 1581)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Philippe Houillon (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) (p. 1581)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1581) : adopté (p. 1581)

Article 9 (art. 12 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : contrôle de la profession)

Son intervention (p. 1582)

Article 11 (art. 13 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition de la faute disciplinaire)

Son intervention (p. 1582)

Article 12 (art. 13-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : mise en œuvre de l'action disciplinaire)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (extension de la saisine de la commission de discipline à tout justiciable intéressé) (p. 1583) : adopté après modification (p. 1583)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 du Gouvernement (tout justiciable intéressé peut saisir le commissaire du gouvernement aux fins de saisine de la commission de discipline) à l'amendement n° 53 de la commission (p. 1583)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Paul Charié (durée maximale de l'interdiction temporaire d'exercer : 18 mois) (p. 1583)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Émile Blessig (durée maximale de l'interdiction temporaire d'exercer : 18 mois) (p. 1583)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Philippe Houillon (durée maximale de l'interdiction temporaire d'exercer : 18 mois) (p. 1583)

Article 14 (modification de la dénomination de la profession de mandataire judiciaire)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (de précision) (p. 1585) : adopté (p. 1585)

Article 15 (art. 19 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition du statut juridique et des missions des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Philippe Houillon (rédactionnel) (p. 1585)

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Émile Blessig (suppression de l'autorisation nécessaire pour les délégations à des tiers rémunérés sur le budget du mandataire) (p. 1585)

Article 16 (art. 20 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : définition du statut juridique et des missions des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Philippe Houillon (désignation à titre exceptionnel de mandataires non-inscrits sur la liste) (p. 1586)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1586) : adopté (p. 1586)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Émile Blessig (désignation à titre exceptionnel de mandataires non inscrits sur la liste) (p. 1586)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (suppression de la condition de qualification particulière au regard de la nature de l'affaire pour la désignation de mandataires non inscrits) (p. 1586) : adopté (p. 1588)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Paul Charié (interdiction de désignation répétitive de mandataires non inscrits) (p. 1588)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Émile Blessig (interdiction de désignation répétitive de mandataires non inscrits) (p. 1588)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Philippe Houillon (interdiction de désignation répétitive de mandataires non inscrits) (p. 1588)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (incompatibilités) (p. 1588) : adopté (p. 1588)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) (p. 1589) : adopté (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Philippe Houillon (incompatibilités) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 12 corrigé de M. Jean-Paul Charié (incompatibilités) (p. 1589)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Philippe Houillon (incompatibilités) (p. 1589)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1589) : adopté (p. 1589)

Soutient l'amendement n° 60 rectifié de la commission (attestation sur l'honneur) (p. 1589) : adopté (p. 1589)

Article 17 (art. 20-1 et 20-2 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : division de la liste nationale en sections - composition de la commission nationale)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (personnes habilitées à désigner les membres de la commission - mandat de 3 ans) (p. 1590) : adopté (p. 1590)

Intervient sur le sous-amendement n° 141 de M. Émile Blessig (ajout de 2 membres qualifiés en matière économique et sociale) à l'amendement n° 61 de la commission (p. 1590)

Article 18 (art. 21 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : conditions d'inscription sur la liste nationale)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 1591) : adopté (p. 1591)

Intervient sur l'amendement n° 142 corrigé de M. Émile Blessig (probité et honneur appréciés dans le cadre des activités professionnelles) (p. 1591)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (absence de condamnation pénale dans le cadre des activités professionnelles) (p. 1591)

Article 19 (art. 21-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : instauration d'une limite d'âge)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Paul Charié (de suppression) (p. 1591)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Émile Blessig (de suppression) (p. 1591)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 1591)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (limite portée à 68 ans par décision de la commission d'inscription sur demande de l'intéressé) (p. 1592) : adopté (p. 1592)

Article 20 (art. 22 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : coordination relative à la compétence nationale de la commission)

Intervient sur l'amendement n° 158 du Gouvernement (mécanisme de signalement par tout justiciable auprès du commissaire du gouvernement aux fins de saisine de la commission dans les cas d'inaptitude physique, mentale ou professionnelle) (p. 1592)

Intervient sur l'amendement n° 65 rectifié de la commission (saisine de la commission ouverte à tout justiciable) (p. 1592)

Article 21 (art. 24 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : cessation de fonctions)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) (p. 1592) : adopté (p. 1592)

Article 23 (art. 27 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : incompatibilités professionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Philippe Houillon (incompatibilité avec la qualité de commerçant) (p. 1593)

Intervient sur l'amendement n° 16 corrigé de M. Jean-Paul Charié (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1593)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Philippe Houillon (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1593)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Émile Blessig (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1593)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Paul Charié (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) (p. 1594)

Intervient sur l'amendement n° 30 corrigé de M. Émile Blessig (compatibilité de l'activité de consultation et de l'exercice de certains mandats sous condition de leur caractère accessoire) (p. 1594)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1594) : adopté (p. 1594)

Article 25 (art. 29 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : utilisation du titre de mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (rédactionnel) (p. 1594) : adopté (p. 1594)

Article 26 (art. 30 et 31 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : indépendance de l'expert en diagnostic d'entreprise à l'égard de la personne soumise à la procédure de redressement ou de liquidation)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) (p. 1594) : adopté (p. 1594)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (attestation sur l'honneur) (p. 1595) : adopté (p. 1595)

Article 28 (art. 33 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Émile Blessig (rédactionnel) (p. 1595)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Philippe Houillon (rédactionnel) (p. 1595)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Philippe Houillon (rôle du gouvernement en cas de carence du conseil national) (p. 1595)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Émile Blessig (rôle du Conseil d'Etat en cas de carence du conseil national) (p. 1596)

Article 30 (art. 34-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : carence de la caisse de garantie)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Philippe Houillon (de suppression) (p. 1596)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Émile Blessig (rôle du Conseil d'Etat) (p. 1597)

Article 31 (art. 35 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : obligation d'assurance)

Intervient sur l'amendement n° 164 du Gouvernement (régime de responsabilité) (p. 1597)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Philippe Houillon (suppression de la responsabilité sans faute du mandataire ou de l'administrateur) (p. 1598)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Émile Blessig (suppression de la responsabilité du fait du mandataire ou de l'administrateur) (p. 1598)

Article 32 (art. 36 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : obligations d'assurance et de garantie imposées aux non-inscrits)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) (p. 1598) : adopté (p. 1599)

Intervient sur l'amendement n° 165 du Gouvernement (de coordination) (p. 1599)

Après l'article 32

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (diligences accomplies antérieurement par les mandataires) (p. 1599) : adopté (p. 1600)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Émile Blessig (application aux non-inscrits) à l'amendement n° 72 de la commission (p. 1599)

Soutient l'amendement n° 73 rectifié de la commission (déclaration d'intérêts) (p. 1600) : adopté après modification (p. 1600)

Intervient sur le sous-amendement n° 145 rectifié de M. Émile Blessig (application aux non-inscrits) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (p. 1600)

Intervient sur le sous-amendement n° 159 du Gouvernement (contrôle par la juridiction de la compatibilité entre le mandat et les intérêts détenus) à l'amendement n° 73 rectifié de la commission (p. 1600)

Soutient l'amendement n° 74 de la commission (obligation de formation) (p. 1601) : adopté (p. 1601)

Avant l'article 33

Soutient l'amendement n° 75 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1601)

Article 33 (art. 37 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : rémunération des mandataires de justice)

Soutient l'amendement n° 76 de la commission (précision du contenu) (p. 1601) : adopté (p. 1603)

Après l'article 33

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (contestation de la rémunération) (p. 1603) : adopté (p. 1603)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (rémunération des dossiers impécunieux) (p. 1603) : adopté (p. 1603)

Article 34 (art. 37-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : obligations des non-inscrits)

Intervient sur l'amendement n° 36 corrigé de M. Émile Blessig (procédure de suspension provisoire) (p. 1604)

Soutient l'amendement n° 160 de la commission (liste nationale des mandataires ayant fait l'objet d'une interdiction déposée dans chaque cour d'appel) (p. 1604) : adopté (p. 1606)

Intervient sur l'amendement n° 166 du Gouvernement (mesures d'interdiction d'exercice communiquées au garde des sceaux) (p. 1605)

Après l'article 34

Soutient l'amendement n° 161 de la commission (dépôt à la caisse des dépôts et consignations des sommes versées aux mandataires - intérêts dus en cas de retard) (p. 1606) : adopté (p. 1606)

Article 37 (dispositions transitoires)

Son intervention (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Philippe Houillon (possibilité de poursuivre l'exercice de la profession d'avocat à titre viager) (p. 1613)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Émile Blessig (possibilité de poursuivre l'exercice de la profession d'avocat à titre viager) (p. 1613)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (répartition des dossiers en cas de changement d'activité) (p. 1614) : adopté après rectification (p. 1614)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Émile Blessig (attribution aux seuls inscrits) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 1614)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. Émile Blessig (délai de 6 mois) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 1614)

Soutient l'amendement n° 80 rectifié de la commission (révision de la liste des inscrits en fonction des nouveaux critères) (p. 1614) : adopté (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Émile Blessig (limite d'âge portée à 70 ans pour les professionnels inscrits à la date de la promulgation de la loi) (p. 1615)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Philippe Houillon (limite d'âge portée à 70 ans pour les professionnels inscrits à la date de la promulgation de la loi) (p. 1615)

Soutient l'amendement n° 81 rectifié de la commission (délai d'un an pour la mise en œuvre de la limite d'âge) (p. 1615) : adopté (p. 1616)

Soutient l'amendement n° 82 rectifié de la commission (délai de 3 mois pour la déclaration d'intérêts des inscrits avant la promulgation de la loi) (p. 1616) : adopté (p. 1616)

Article 38 (art. 10 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : nomination de plusieurs administrateurs et représentants des créanciers)

Soutient l'amendement n° 83 rectifié de la commission (désignation d'experts à la demande du débiteur) (p. 1616) : adopté (p. 1618)

Article 39 (art. 12 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : désignation de plusieurs mandataires de justice au cours de la procédure)

Soutient l'amendement n° 84 deuxième rectification de la commission (demande de remplacement du mandataire soumise par le débiteur ou le procureur) (p. 1618) : adopté (p. 1618)

Après l'article 39

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (communication du bilan économique et social au procureur) (p. 1619) : adopté (p. 1619)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (annulation des actes ou paiements après l'ouverture de la procédure) (p. 1619)

Soutient l'amendement n° 87 de la commission (avis du procureur avant le prononcé d'une cessation d'activité ou d'une liquidation) (p. 1620) : adopté (p. 1620)

Intervient sur l'amendement n° 88 rectifié de la commission (rang des créanciers dans la procédure) (p. 1620)

Soutient l'amendement n° 90 rectifié de la commission (dépôt à la caisse des dépôts et consignations des

fonds versés au commissaire à l'exécution du plan) (p. 1620) : adopté (p. 1620)

Soutient l'amendement n° 91 rectifié de la commission (communication des offres de reprise) (p. 1620) : adopté (p. 1621)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (critères retenus par le tribunal pour la sélection des offres de reprise) (p. 1621) : adopté (p. 1621)

Intervient sur l'amendement n° 93 rectifié de la commission (transfert des sûretés hypothécaires dans le cadre des plans de cession) (p. 1622)

Intervient sur l'amendement n° 94 rectifié de la commission (extension du champ des actes pouvant être annulés en période suspecte) (p. 1622)

Soutient l'amendement n° 95 rectifié de la commission (possibilité accordée au ministère public de demander l'annulation des actes passés en période suspecte) (p. 1622) : adopté (p. 1622)

Article 43 (art. 148-4 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 : désignation d'un liquidateur dans un jugement de liquidation judiciaire prononcée au cours de la période d'observation)

Soutient l'amendement n° 96 deuxième rectification de la commission (possibilité de saisine du procureur aux fins de remplacement du liquidateur ouverte au débiteur ou au créancier) (p. 1623) : adopté (p. 1623)

Après l'article 43

Soutient l'amendement n° 97 de la commission (publicité relative à la réalisation des actifs) (p. 1623) : adopté (p. 1623)

Soutient l'amendement n° 98 rectifié de la commission (opérations de cession d'unités de production) (p. 1623) : adopté (p. 1623)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (répartition provisionnelle des créances dues au Trésor public) (p. 1623) : adopté (p. 1624)

Soutient l'amendement n° 100 rectifié de la commission (clôture de la liquidation) (p. 1625) : adopté (p. 1625)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (recours par le représentant des salariés) (p. 1625) : adopté (p. 1625)

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (recours du procureur à l'encontre des jugements ordonnant la cession d'unités de production) (p. 1625) : adopté (p. 1625)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (sanctions civiles prononcées à l'encontre du débiteur à la demande de tout justiciable intéressé ou du procureur) (p. 1625) : adopté (p. 1627)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (faillites prononcées à la demande de tout justiciable intéressé ou du procureur) (p. 1627) : adopté (p. 1627)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (publicité des débats) (p. 1627) : adopté (p. 1627)

Soutient l'amendement n° 162 de la commission (de coordination) (p. 1627) : adopté (p. 1627)

Soutient l'amendement n° 106 rectifié de la commission (de coordination) (p. 1628)

Après l'article 44

Soutient l'amendement n° 163 de la commission (application aux seules procédures ouvertes après publication de la loi) (p. 1628) : adopté (p. 1628)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Son intervention (p. 4051)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de résolution : Haute cour de justice (p. 4052)

Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4052)

Droit pénal : responsabilité pénale : Président de la République (p. 4052)

Pierre MORANGE

Yvelines (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15725)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15965)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18384)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à la création de l'Agence française de sécurité sanitaire [J.O. du 13 janvier 2001] (p. 680)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome X : Emploi et solidarité (santé) (n° 2625) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Professions de santé. Revendications [25 octobre 2000] (p. 7455)

Professions de santé. Médecins libéraux. Exercice de la profession, perspectives [24 janvier 2001] (p. 780)
Professions de santé. Sages-femmes. Revendications [27 mars 2001] (p. 1417)
Etablissements de santé. Services d'urgence. Fonctionnement [30 mai 2001] (p. 3659)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6669)
Son intervention (p. 6671)
Thèmes :
Assemblée nationale : groupe communiste (p. 6671)
Entreprises : épargne salariale (p. 6671)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6671)
Parlement : rôle : contrôle (p. 6671)
Politique économique : généralités (p. 6671)
Travail : réduction du temps de travail (p. 6671)
Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6671)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)
Son intervention (p. 7424)
Thèmes :
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités : pouvoir d'achat (p. 7424)
Santé : cancer (p. 7424)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7424)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9212)
Son intervention (p. 9228)
Thèmes :
Professions de santé : infirmiers (p. 9231)
Professions de santé : masseurs-kinésithérapeutes (p. 9231)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 9230)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9231)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 9230)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9228 à 9230)
Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 9229)
Travail : réduction du temps de travail (p. 9229)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [5 décembre 2000] (p. 9753)
Son intervention (p. 9755)
Thèmes :
Politique sociale : prestations sociales (p. 9755, 9756)
Produits dangereux : amiante (p. 9756)
Professions de santé : médecins (p. 9756)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9756)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)
Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Son intervention (p. 8843)
Thèmes avant la procédure des questions :
Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 8843)
Santé : alcoolisme (p. 8844)
Santé : cancer (p. 8843)
Santé : sida (p. 8843)
Santé : soins palliatifs (p. 8844)

Proposition de résolution n° 2687 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines carnées de viande et d'os

Avant la discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10205)
Son intervention (p. 10209)
Thèmes :
Agroalimentaire : aliments pour animaux : farines animales (p. 10209, 10210)
Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 10209)
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : farines animales (p. 10210)
Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 10210)
Recherche (p. 10209)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 10209)
Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 10210)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)
Article 6 (articles L. 135-6 à L. 135-12, L. 251-6-1, L. 651-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et 26 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999, relative à l'épargne et à la sécurité financière)
Son intervention (p. 2732)

Louise MOREAU
Alpes-Maritimes (8ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)
Décédée le 5 février 2001 (voir indications préliminaires) [J.O. du 7 février 2001] (p. 2108)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Hervé MORIN
Eure (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3131 permettant la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à l'effondrement d'une marnière qui touche directement ou indirectement l'habitat d'un particulier [12 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Entreprises. PME (petites et moyennes entreprises). Durée du travail, réduction, application [25 octobre 2000] (p. 7463)
Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [23 mai 2001] (p. 3294)
Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Marnières, affaissements, réglementation [4 juin 2001] (p. 3150)
Etat. Premier ministre. Passé politique [13 juin 2001] (p. 4163)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1342, posée le 26 mars 2001. Voirie. A 28 (J.O. Questions p. 1730). Suppléé par M. Maurice Leroy. Appelée le 27 mars 2001. Liaison Alençon-Rouen, construction (p. 1387)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une suspension de séance pour examiner les nouveaux amendements [23 mai 2001] (p. 3286)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)
Son intervention (p. 6523)
Thèmes :
Famille : mineurs : contraception (p. 6523, 6524)
Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6523, 6524)
Ses explications de vote (p. 6523)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)
Procédure des questions :
Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8246)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)
Son intervention (p. 8352)
Thèmes avant la procédure des questions :
Justice : aide juridictionnelle (p. 8353)
Justice : jugements : délais (p. 8352)
Justice : magistrats : effectifs (p. 8352)
Justice : parquet : indépendance (p. 8353)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2000] (p. 8370)
Etat B, titre III
Intervient sur l'amendement n° 159 du Gouvernement (majoration de 57,6 millions de francs pour financer l'accord passé avec les organisations syndicales du personnel pénitentiaire) (p. 8370)
Etat C, titre V
Intervient sur l'amendement n° 160 du Gouvernement (majoration d'un milliard de francs) (p. 8371)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)
Son intervention (p. 3225)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3246)
Thèmes :
Emploi : chômage (p. 3246)
Emploi : création d'emplois (p. 3246)
Entreprises : chefs d'entreprises (p. 3226)
Entreprises : difficultés (p. 3246)
Entreprises : représentants du personnel (p. 3226)
Formation professionnelle : promotion sociale (p. 3226)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3227)

Politique sociale : généralités (p. 3225, 3246)
Travail : droit du travail (p. 3225, 3246)
Travail : plan social (p. 3225, 3246)

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Avant l'article 29

Son amendement n° 448 (représentation des salariés dans les grandes entreprises) (p. 3247)

Son amendement n° 450 (épargne salariale : avis du comité d'entreprise) (p. 3247)

Son amendement n° 449 (hygiène et sécurité du travail : avis du comité d'entreprise) (p. 3248)

Intervient sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (terminologie : "plan de sauvegarde de l'emploi") (p. 3249)

Après l'article 30 (négociation sur la réduction du temps de travail préalable à l'établissement d'un plan social)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jacques Desallangre (saisine de la justice en cas de licenciement collectif économique abusif) (p. 3263)

Son amendement n° 327 (plan social fixé par accord collectif de branche) (p. 3265)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jacques Desallangre (coût social des licenciements économiques à faire supporter par les actionnaires des entreprises prospères) (p. 3267)

Article 31 supprimé par le Sénat (réduction du temps de travail)

Intervient sur le sous-amendement n° 328 de M. Jean-Pierre Foucher (exceptions à cette obligation) à l'amendement n° 79 de la commission (dit "amendement Michelin" : obligation de négociations sur la réduction du temps de travail avant la présentation d'un plan social) (p. 3270)

Son sous-amendement n° 319 (rédactionnel) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 3271)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 248 du Gouvernement (étude d'impact social et territorial avant qu'une grande entreprise cesse son activité) (p. 3273)

Intervient sur l'amendement n° 465 de la commission (étude d'impact social et territorial avant toute modification importante des conditions de travail) (p. 3276)

Son amendement n° 320 (de conséquence) (p. 3277)

Avant l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 249 du Gouvernement (articulation des procédures de consultation du comité d'entreprise) (p. 3279)

Article 32 (information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce publique du chef d'entreprise ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi)

Son sous-amendement n° 322 (réduction du champ d'application) à l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 3281)

Son sous-amendement n° 323 (suppression de l'alinéa concernant les sanctions applicables aux chefs d'entreprises contrevenant aux dispositions de l'article) à l'amendement n° 80 de la commission (p. 3284)

Ses observations : demande plus d'explications au Gouvernement sur la portée pratique de l'obligation d'informer les divers comités d'entreprise [23 mai 2001] (p. 3285)

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 3286)

Intervient sur l'amendement n° 251 deuxième rectification du Gouvernement (modalités du recours à un expert-comptable par le comité d'entreprise) (p. 3303)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Maxime Gremetz (définition restrictive du licenciement économique) (p. 3322)

Article 33 bis supprimé par le Sénat (suppression du critère de qualités professionnelles pour la détermination de l'ordre des licenciements pour motif économique)

Son sous-amendement n° 334 (maintien de la référence aux "qualités professionnelles de chaque salarié") à l'amendement n° 83 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 3347)

Article 33 ter supprimé par le Sénat (caractère irrégulier des procédures de licenciement pour motif économique en cas de non-consultation d'institutions représentatives du personnel inexistantes dans l'entreprise)

Son sous-amendement n° 336 (rédactionnel) à l'amendement n° 84 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 3348)

Son sous-amendement n° 335 (rédactionnel) à l'amendement n° 84 de la commission (p. 3348)

Article 34 (validité du plan social et droit au reclassement)

Son sous-amendement n° 337 (suppression de la référence aux mesures de réduction du temps de travail à trente-cinq heures) à l'amendement n° 85 de la commission (retour au texte voté en première lecture avec soutien à la réactivation du bassin d'emploi et validation des acquis professionnels) (p. 3351)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 460 de la commission (propositions de modification du plan social par l'autorité administrative compétente) (p. 3359)

Après l'article 34 bis

Son amendement n° 338 (entrée en vigueur de la loi) (p. 3366)

Article 35 (calcul de la période devant séparer deux contrats à durée déterminée)

Son sous-amendement n° 329 (prise en compte des seuls jours "ouvrables") à l'amendement n° 93 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 3371)

Après l'article 36

Son sous-amendement n° 456 (limites de la procédure) à l'amendement n° 275 du Gouvernement (intervention de l'inspection du travail en cas de recours abusif aux contrats à durée déterminée ou aux contrats de travail temporaire) (p. 3374)

Article 40 précédemment réservé (droit à la validation des acquis de l'expérience)

Son sous-amendement n° 330 (diplômes nationaux ou communautaires) à l'amendement n° 109 de la commission (rédactionnel) (p. 3386)

Après l'article 72

Son amendement n° 325 rectifié (financement des syndicats) (p. 3412)

Seconde délibération

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Son intervention (p. 4097)

Intervient sur l'amendement n° 9 deuxième rectification de M. Alain Bocquet (droit d'opposition) (p. 4104)

Après l'article 32 ter

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (recours à un médiateur) (p. 4107)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (définition du licenciement pour motif économique) (p. 4111)

Explications de vote et vote [13 juin 2001] (p. 4172)

Ses explications de vote (p. 4173)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Son amendement n° 296 soutenu par M. Marc-Philippe Daubresse (référendum communal) (p. 4323) : rejeté (p. 4324)

Après l'article 7

Son amendement n° 298 soutenu par M. Alain Tourret (consultation des électeurs sur les affaires du département) (p. 4432) : rejeté (p. 4435)

Son amendement n° 299 (consultation des électeurs sur les affaires de la région) (p. 4436) : rejeté (p. 4437)

Son amendement n° 297 soutenu par M. Alain Tourret (référendum d'initiative populaire étendu aux structures intercommunales) (p. 4435) : rejeté (p. 4439)

Jean-Marie MORISSET

Deux-Sèvres (3ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [J.O. du 26 mai 2001] (p. 8451)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1206, posée le 2 octobre 2000. Elevage. PAC (politique agricole commune) (J.O. Questions p. 5554). Appelée le 3 octobre 2000. Ovins (p. 6302)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8172)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8729)

Son intervention (p. 8735)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bâtiment et travaux publics : construction : immeubles d'habitation (p. 8735)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8736)

Logement : fonds de solidarité pour le logement (FSL) (p. 8736)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : construction (p. 8735)

Logement : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) (p. 8737)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 8735, 8736)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2000] (p. 8776) :

- Réunion de la commission de la production du 9 novembre 2000

Son intervention (p. 8784)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences : logement social (p. 8785)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8785)

Logement : habitat insalubre (p. 8785)

Logement : politique du logement : amortissements (p. 8785)

Logement : sociétés d'HLM : construction (p. 8784)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8784)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 8784)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2045)

Pierre MOSCOVICI
Ministre délégué chargé des affaires européennes

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Nicole Feidt. Droits de l'homme et libertés publiques. Politiques communautaires. Charte des droits fondamentaux, contenu [4 octobre 2000] (p. 6426)

M. Claude Billard. Secteur public. Services publics. Politiques communautaires [18 octobre 2000] (p. 6958)

M. Alain Barrau. Union européenne. Conseils européens. Sommet de Biarritz, bilan et perspectives [18 octobre 2000] (p. 6966)

Mme Yvette Roudy. Union européenne. Elargissement. Pays d'Europe centrale et orientale, perspectives [18 octobre 2000] (p. 6967)

M. Alain Barrau. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, sommet de Nice [8 novembre 2000] (p. 8110)

M. Bernard Charles. Elections et référendums. Elections municipales. Ressortissants des pays membres de l'Union européenne, inscription sur les listes électorales [15 novembre 2000] (p. 8581)

M. Jacques Desallangre. Langue française. Défense et usage. Consommation, étiquetage informatif [15 novembre 2000] (p. 8581)

M. Pierre Goldberg. Union européenne. Institutions communautaires. Décisions, règles de majorité [29 novembre 2000] (p. 9517)

M. Georges Sarre. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, sommet de Nice [29 novembre 2000] (p. 9521)

Mme Marie-Hélène Aubert. Politique extérieure. Côte d'Ivoire. Situation politique [13 décembre 2000] (p. 10177)

Mme Monique Collange. Secteur public. Services publics. Politiques communautaires [20 décembre 2000] (p. 10547)

M. Jean Ueberschlag. Frontaliers. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliations, Suisse [20 décembre 2000] (p. 10550)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme [16 janvier 2001] (p. 381)

Mme Marie-Hélène Aubert. Politique extérieure. Afrique. Sommet franco-africain de Yaoundé [16 janvier 2001] (p. 388)

M. Jean-Jacques Filleul. Politique extérieure. Salvador. Séisme, aide humanitaire [16 janvier 2001] (p. 388)

M. Philippe Duron. Politique extérieure. Ex-République yougoslave de Macédoine. Coopération, bilan et perspectives [27 mars 2001] (p. 1420)

M. Jean-Jacques Filleul. Secteur public. Services publics. Ouverture du marché, politiques communautaires [28 mars 2001] (p. 1515)

M. André Lajoinie. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israélo-palestinien, perspectives [6 juin 2001] (p. 3914)

M. Jean-Paul Dupré. Secteur public. Services publics. Politiques communautaires [13 juin 2001] (p. 4165)

M. Yves Cochet. Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, ratification, perspectives [13 juin 2001] (p. 4170)

M. Alain Barrau. Union européenne. Institutions communautaires. Fonctionnement [20 juin 2001] (p. 4531)

M. Bernard Outin. Politique économique. Politiques communautaires. Acquis sociaux, préservation [20 juin 2001] (p. 4533)

M. Francis Hillmeyer. Union européenne. Institutions communautaires. Fonctionnement [20 juin 2001] (p. 4534)

RÉPONSES AUX RAPPELS AU RÈGLEMENT DE

M. Jean-Pierre Michel : observe que le référendum irlandais ne signifie pas que le traité "soit mort" : la France examinera avec ses amis irlandais les solutions qui pourraient leur permettre de surmonter la difficulté actuelle [12 juin 2001] (p. 4077)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 28 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Ses interventions (p. 7068, 7080, 7084)

Thèmes :

Constitution : article 88-4 (p. 7068, 7069)

Droit pénal : délinquance financière (p. 7071)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 7081)

Politiques communautaires : actions extérieures (p. 7068 à 7070, 7072, 7080) ; budget (p. 7068, 7069, 7081) ; budget : personnel (p. 7070) ; éducation (p. 7069, 7071) ; environnement (p. 7071) ; fonds structurels (p. 7068, 7069) ; fraude (p. 7080) ; politique agricole commune (p. 7068, 7069) ; politique fiscale (p. 7070) ; politique sociale (p. 7069 à 7071, 7084) ; politiques internes (p. 7069, 7071, 7081) ; recherche (p. 7069) ; sécurité maritime (p. 7071, 7080)

Union européenne : Commission (p. 7071, 7081, 7082) ; contribution française (p. 7068) ; élargissement (p. 7080, 7081) ; euro (p. 7071, 7072) ; institutions communautaires (p. 7070 à 7072, 7080 à 7082)

Projet de loi n° 2980 autorisant l'approbation du protocole additionnel au protocole de Sangatte entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord relatif à la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [3 mai 2001] (p. 2656)

Son intervention (p. 2656)

Thèmes :
Etrangers : immigration clandestine : Royaume-Uni (p. 2656)
Ordre public : sécurité (p. 2657)
Transports ferroviaires : EUROSTAR : liaison Transmanche (p. 2657)
Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 2657)
Union européenne : accords de Schengen (p. 2657)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)
Son intervention (p. 3835)
Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Pierre Chevènement (p. 3854)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Jacques Myard (p. 3870)
Sa réponse (p. 3896)
Intervient sur la motion d'ajournement de M. Philippe de Villiers (p. 3905)

Thèmes :
Démographie : population : Allemagne (p. 3896)
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3836, 3857, 3897)
Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 3856, 3871)
Politiques communautaires : Europe sociale (p. 3898)
Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 3897)
Secteur public : services publics : libéralisation (p. 3897)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3898)
Union européenne : directives (p. 3897)
Union européenne : élargissement (p. 3835, 3855, 3872, 3896)
Union européenne : euro (p. 3871)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3835)
Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 3835, 3856)

Discussion de l'article unique [12 juin 2001] (p. 4077)
Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel (cf supra) [12 juin 2001] (p. 4077)

Projet de loi n° 3115 autorisant la ratification du traité entre la République française et la Principauté d'Andorre portant rectification de la frontière

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 juin 2001] (p. 5167)
Son intervention (p. 5167)

Thèmes :
Environnement : Natura 2000 (p. 5168)
Propriété : servitudes : élevage (p. 5168)
Sports : sports de montagne (p. 5168)
Voirie : autoroutes (p. 5167)
Voirie : routes nationales : Midi-Pyrénées (p. 5168)

Ernest MOUTOUSSAMY
Guadeloupe (2ème circonscription)
Apparenté au groupe communiste

S'apparente au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémoration de l'abolition de l'esclavage. Perspectives [22 mai 2001] (p. 3189)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)
Son intervention (p. 6642)

Thèmes :
Lois : lois d'orientation : DOM (p. 6642)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 6643)
Parlement : Sénat : DOM (p. 6642, 6643)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)
Son amendement n° 61 corrigé (réforme du pacte républicain unissant la France à l'outre-mer) : retiré (p. 6712)
Son amendement n° 59 (définition des modalités relatives à des évolutions institutionnelles ou statutaires) : retiré (p. 6712)
Intervient sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (rénovation du pacte unissant l'outre-mer à la République et évolution institutionnelle) (p. 6713)

Article 39 supprimé par le Sénat (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)
Son intervention (p. 6725)
Son sous-amendement n° 85 corrigé (délibération sur des propositions impliquant une révision constitutionnelle) à l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement de l'article) : retiré (p. 6731)
Son sous-amendement n° 86 (mise en œuvre de la révision de la Constitution par le Gouvernement après approbation des propositions par la population) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6731) : rejeté (p. 6732)

Avant l'article 39
Son amendement n° 60 précédemment réservé (rétablissement du Titre VII avec l'intitulé : Le

congrès des élus parlementaires, régionaux et départementaux) : retiré (p. 6732)

Article 2 précédemment réservé (art. L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Son amendement n° 8 (application aux seuls salariés sous contrat à durée indéterminée) (p. 6735) : rejeté après rectification (p. 6736)

Son amendement n° 17 (exonération de moitié pour les secteurs du bâtiment et des travaux publics et des transports aériens régionaux) : rejeté (p. 6737)

Son amendement n° 19 (minoration pour les entreprises n'ayant pas conclu d'accord de réduction de la durée du travail) : rejeté (p. 6739)

Article 7 ter supprimé par le Sénat, précédemment réservé (date limite de consommation des produits agro-alimentaires)

Son amendement n° 90 (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) : rejeté (p. 6748)

Article 9 octies précédemment réservé (conventions et autorisations relatives aux services publics routiers de personnes)

Son intervention (p. 6809)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 6811)

Article 20 précédemment réservé (accès des producteurs de films aux mécanismes d'aide du compte de soutien à l'activité cinématographique)

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article instituant une aide aux œuvres cinématographiques) (p. 6825)

Article 21 bis précédemment réservé (continuité territoriale du service public de l'audiovisuel)

Son intervention (p. 6826)

Son amendement n° 6 (de suppression) : rejeté (p. 6826)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6827)

Son amendement n° 32 (nouvelle rédaction de l'article supprimant la consultation de chaque conseil régional) (p. 6826) : retiré (p. 6827)

Après l'article 43

Son amendement n° 7 (insertion d'un Titre X : Des mesures destinées à favoriser l'activité et l'indépendance des organisations syndicales des départements d'outre-mer) (p. 6852) : retiré (p. 6853)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)

Son intervention (p. 8666)

Thèmes :

Outre-mer : DOM : crédits (p. 8667)

Outre-mer : DOM : institutions (p. 8666, 8667)

Parlement : Sénat : DOM (p. 8666, 8667)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)

Son amendement n° 3 (article 22 - possibilité pour les départements d'outre-mer d'être membres associés d'organismes régionaux ou observateurs auprès de ceux-ci) (p. 8686) : rejeté (p. 8688)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Procédure des questions :

Enseignement maternel et primaire : constructions scolaires : Guadeloupe (p. 8483)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8559)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : DOM (p. 8560)

Emploi : chômage : DOM (p. 8559)

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8559, 8560)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 8559)

Outre-mer : crédits (p. 8559)

Outre-mer : DOM : drogue (p. 8560)

Outre-mer : DOM : politiques communautaires (p. 8559, 8560)

Outre-mer : DOM-TOM : enseignement (p. 8559)

Alain MOYNE-BRESSAND

Isère (6ème circonscription)

Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Assassinat du Préfet, enquête, résultats [6 février 2001] (p. 1132)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Son intervention (p. 7732)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 7732)

Travail : durée du travail : commerce et artisanat (p. 7732)

Procédure des questions :
Commerce et artisanat : fonds de commerce : transmission (p. 7742)

Proposition de loi n° 2946 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit de tous les aéroports français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 2001] (p. 2132)
Son intervention (p. 2138)
Thèmes :
Transports aériens : aéroports : emploi (p. 2139)
Transports aériens : aéroports : trafic (p. 2138)
Urbanisme (p. 2139)

Renaud MUSELIER
Bouches-du-Rhône (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ordre public. Terrorisme. Lutte et prévention [24 octobre 2000] (p. 7343)
Drogue. Toxicomanie. Lutte et prévention, enceintes sportives [19 juin 2001] (p. 4408)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2480 tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2000] (p. 9949)
Son intervention (p. 9952)
Thèmes :
Communes : conseils d'arrondissement (p. 9952)
Coopération intercommunale : communautés urbaines : élus (p. 9953)
Coopération intercommunale : communautés urbaines : Marseille (p. 9952)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : lois (p. 9952)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2000] (p. 9963, 10021)
Article 1er (régime fiscal des exploitants d'ouvrages de circulation routière à péages)
Son amendement n° 126 soutenu par M. Michel Bouvard (limitation des cas dans lesquels les péages des ouvrages de circulation routière sont soumis à la TVA) (p. 9964) : rejeté (p. 9965)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)
Son intervention (p. 558)
Thèmes :
Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 558)
Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage : crimes et délits contre les personnes (p. 558)
Pays étrangers : Algérie : guerre d'Algérie (p. 558)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)
Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)
Son amendement n° 153 soutenu par M. Bernard Accoyer (de simplification) : rejeté (p. 1004)
Article 26 (pouvoir de contrôle des inspecteurs des affaires sanitaires et sociales)
Son amendement n° 118 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (procédure contradictoire et observation de l'établissement intéressé) : rejeté (p. 1059)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)
Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1466) : rejetée (p. 1466)
Thèmes :
Justice : juges consulaires (p. 1468)
Justice : juges consulaires : élections et référendums (p. 1468)
Justice : justice commerciale : projets de loi (p. 1469)
Justice : justice commerciale : réforme (p. 1467)
Justice : tribunaux de commerce : magistrats (p. 1468)
Justice : tribunaux de commerce : organisation (p. 1468)
Justice : tribunaux de commerce : réforme (p. 1466)

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)
Article 8 (art. L. 412-1 à L. 412-6 du code de l'organisation judiciaire : compétence de la chambre mixte - incompatibilité des fonctions de membre de la formation de jugement et de juge-commissaire)
Son amendement n° 16 soutenu par M. Jean-Paul Charié (pouvoirs du président du tribunal de commerce - présidence d'une chambre) (p. 1485) : rejeté (p. 1487)

Projet de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Discussion générale commune des projets de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce et du projet de loi organique n° 2546 modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire (voir Justice 2545)

Discussion des articles [28 mars 2001] (p. 1566) ; [29 mars 2001] (p. 1612)

Article 8 (art. 11 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 : incompatibilités professionnelles)

Son amendement n° 8 corrigé soutenu par M. Jean-Paul Charié (compatibilité avec des fonctions dans une société civile dont l'objet exclusif est la gestion d'intérêts à caractère patrimonial) (p. 1580) : rejeté (p. 1581)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 13 précédemment réservé (application à Paris, Marseille et Lyon)

Son amendement n° 580 soutenu par M. Patrick Ollier (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4587) : rejeté (p. 4593)

Son amendement n° 581 (applicabilité du dispositif au conseil d'arrondissement) : devenu sans objet (p. 4593)

Jacques MYARD

Yvelines (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3274 tendant à rendre obligatoire la conservation par la Banque de France des signes monétaires du franc [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Droit pénal. Politique pénale. Jeunes, étrangers en situation irrégulière [9 mai 2001] (p. 2673)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1309, posée le 29 janvier 2001. Transports aériens. Aéroports (J.O. Questions p. 487). Appelée le 30 janvier 2001. Région parisienne, perspectives (p. 865)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Fait remarquer au ministre de la défense qu'il est facile d'accuser ses adversaires politiques d'extrémisme et insiste sur le fait que le contrat relatif aux missiles M 51 n'est pas encore signé malgré les contacts de l'industriel avec les services du ministère de la défense [6 novembre 2000] (p. 8012)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6531)

Son intervention (p. 6531)

Ses explications de vote (p. 6532)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 28 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)

Son intervention (p. 7082)

Thèmes :

Politiques communautaires : budget (p. 7072, 7083) ; droit communautaire (p. 7083) ; fonds structurels (p. 7073) ; politique sociale (p. 7083)

Union européenne : construction européenne (p. 7083) ; contribution française (p. 7082) ; euro (p. 7083) ; institutions (p. 7083)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8082)

Thèmes avant la procédure des questions :

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 8082)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 8082)

Pays étrangers : Irak (p. 8083)

Politique extérieure : aide au développement (p. 8082)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)
Son intervention (p. 8000)
Son interruption (p. 8004)
Son rappel au règlement (cf supra) [6 novembre 2000] (p. 8012)
Thèmes avant la procédure des questions :
Défense : crédits (p. 8000)
Défense : missiles (p. 8001)
Défense : opérations extérieures (p. 8000)
Pays étrangers : Etats-Unis : politique de défense (p. 8004)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 8001)
Recherche (p. 8001)
Relations internationales (p. 8000)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)
Article 1er (modification de l'intitulé du chapitre sur l'interruption de grossesse)
Son intervention (p. 9572)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)
Article 3 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnances à la refonte du code de la mutualité)
Son amendement n° 32 soutenu par M. Loïc Bouvard (de suppression) (p. 9853) : rejeté (p. 9855)

Proposition de loi n° 2709 relative au nom patronymique

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [8 février 2001] (p. 1304)
Article 1er (article 57 du code civil : détermination du nom et inscription dans l'acte de naissance)
Son intervention (p. 1304)

Proposition de loi n° 2946 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit de tous les aéroports français

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2319)
Article 2 (dérogations)
Son intervention (p. 2334)
Après l'article 4
Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Christian Estrosi (prise en compte des nuisances sonores des riverains dans la fiscalité locale) (p. 2338)
Article 5 (rapport du Gouvernement sur les initiatives communautaires en matière de nuisances aéroportuaires nocturnes ainsi que sur les initiatives prises au niveau de l'organisation de l'aviation civile internationale en la matière)
Son intervention (p. 2339)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)
Article 14 (mesures d'harmonisation dans la perspective de la constitution d'un marché financier européen unifié)
Son amendement n° 35 rectifié (suppression de la possibilité de rédiger dans une langue étrangère les documents d'information des émetteurs de titres) : non soutenu (p. 2605)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5177)
Article 14 (mesures d'harmonisation dans la perspective de la constitution d'un marché financier européen unifié)
Son amendement n° 52 soutenu par M. Robert Pandraud (documents d'information des émetteurs de titres rédigés en français avec un résumé dans au moins une langue étrangère et pouvant être accompagnés d'une traduction) : rejeté (p. 5212)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)
Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)
Son intervention (p. 2980)
Article 15 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : gestion des infrastructures de transports)
Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des ports et aéroports à la collectivité territoriale) (p. 3083)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)
Sa question préalable (p. 3863) : rejetée (p. 3863)
Thèmes :
Eau : eaux usées : directives (p. 3869)
Etrangers : conditions d'entrée et de séjour (p. 3865)
Pays étrangers : Allemagne : démocratie (p. 3870)
Politique économique : mondialisation (p. 3868)
Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3867, 3869)
Politiques communautaires : politique de la défense : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 3869)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3866)
Transports routiers : transport de marchandises (p. 3867)
Union européenne : accords de Schengen (p. 3864)
Union européenne : élargissement (p. 3863)
Union européenne : euro (p. 3865)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3864)
Union européenne : subsidiarité (p. 3864)
Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 3867)
Union européenne : Traité de Maastricht (p. 3864)

N

Philippe NAUCHE
Corrèze (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5009)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Rapport au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2415) de modernisation sociale de :

- M. Philippe Nauche, titre Ier : santé, solidarité et sécurité sociale
- M.Gérard Terrier, titre II : travail, emploi et formation professionnelle

[13 décembre 2000] (n° 2809)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution (n° 2930) de M. André Aschieri visant à la création d'une commission d'enquête relative aux circonstances dans lesquelles s'est déroulée la campagne de vaccination de masse contre l'hépatite B, à la responsabilité de l'Etat en la matière, à la prise en charge et à l'indemnisation des victimes [9 mai 2001] (n° 3043)

Rapport au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3052) de modernisation sociale de :

- M. Philippe Nauche, titre Ier : santé, solidarité et sécurité sociale
- M.Gérard Terrier, titre II : travail, emploi et formation professionnelle

[16 mai 2001] (n° 3073)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Politique de la santé. Perspectives [4 avril 2001] (p. 1767)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Yves Bur (p. 7404)

Son intervention (p. 7441)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 7442)

Etablissements de santé : établissements privés (p. 7442)

Professions de santé : infirmiers (p. 7442)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7404, 7441 à 7443)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7404)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 38 (article L. 5122-6 du code de la santé publique : publicité pour les médicaments)

Soutient l'amendement n° 171 de M. Marcel Rogemont (limitation de la période de publicité) (p. 7661) : adopté après rectification (p. 7661)

NOUVELLE LECTURE

Explications de vote et vote [28 novembre 2000] (p. 9404)

Ses explications de vote (p. 9405)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9406)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Son intervention (p. 8895)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etablissements de santé : constructions hospitalières (p. 8895)

Santé : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation de la santé (ANAES) (p. 8895)

Santé : alcoolisme (p. 8895)

Santé : sida (p. 8895)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Son intervention (p. 9535)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 9566)

Thèmes :

Avortement : avortements clandestins (p. 9535)

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9536)

Avortement : généralités (p. 9535, 9566)

Famille : contraception (p. 9536)
Famille : mineurs : avortement (p. 9536, 9567)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : accompagnement par un adulte référent)

Soutient le sous-amendement n° 112 de M. Bernard Charles (choix d'une personne "qualifiée en matière de conseil conjugal") à l'amendement n° 3 deuxième rectification de la commission (caractère facultatif de la consultation, excepté pour les mineures ; choix du majeur référent pour ces dernières) (p. 9600) : adopté après rectification (p. 9600)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 21 de M. Bernard Charles (établissements privés d'aide aux femmes en détresse non conventionnés) (p. 9602) : rejeté (p. 9602)

Après l'article 8

Son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la référence à des experts médicaux) (p. 9617) : retiré (p. 9619)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 11, deuxième rectification de la commission (cas de stérilisation volontaire) (p. 9641)

Intervient sur l'amendement n° 130, deuxième correction du Gouvernement (responsabilité en cas d'acte pratiqué sur une personne incapable majeure) (p. 9646)

Explications de vote et vote [5 décembre 2000] (p. 9746)

Ses explications de vote (p. 9750)

Vote pour du groupe socialiste (p. 9750)

Proposition de loi n° 2148 relative à la conduite automobile sous l'emprise de stupéfiants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9707)

Son intervention (p. 9722)

Thèmes :

Sécurité routière : accidents : dépistage (p. 9723)
Sécurité routière : accidents : drogue (p. 9722)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Son intervention (p. 62)

Thèmes :

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 63)
Etablissements de santé : hôpitaux (p. 62)
Personnes âgées : accueil par des particuliers (p. 63)
Professions de santé : exercice de la profession (p. 62)
Professions de santé : exercice de la profession : formation professionnelle (p. 62)
Sécurité sociale : caisses (p. 62)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 1er (articles L. 710-16-1, L. 714-4, L. 714, L. 714-11 nouveau, L. 714-16 et L. 714-18 du code de la santé publique : création d'un projet social d'établissement et d'un volet social dans le contrat d'objectifs et de moyens)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 135) : adopté (p. 135)

Soutient l'amendement n° 10 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 135) : adopté (p. 135)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 135) : adopté (p. 135)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 135) : adopté (p. 135)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 135) : adopté (p. 135)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 135) : adopté (p. 135)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 135) : adopté (p. 135)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 284 du Gouvernement (assistance médicale des détenus) (p. 135)

Intervient sur l'amendement n° 285 du Gouvernement (ressources de l'Agence technique d'information sur l'hospitalisation) (p. 136)

Article 5 (articles L. 529, L. 530, L. 531, L. 533, L. 535, L. 536, L. 536-1 nouveau du code des pensions militaires d'invalidité des victimes de la guerre et d'actes de terrorisme, L. 711-4, L. 711-17, L. 711-18 nouveau, L. 711-19 nouveau, L. 675-19 nouveau, L. 676-1-1 nouveau du code de la santé publique, L. 174-15, L. 174-1-1 et L. 174-16 nouveau du code de la sécurité sociale : participation des établissements militaires au service public hospitalier)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 140) : adopté (p. 140)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 140) : adopté (p. 140)

Soutient l'amendement n° 18 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 140) : adopté (p. 140)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 140) : adopté (p. 140)

Intervient sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (numérotation des articles du code de la sécurité sociale) (p. 141)

Son amendement n° 335 (de coordination) : adopté (p. 141)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Soutient l'amendement n° 31 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 142) : adopté (p. 142)

Article 6 (articles L. 666-9, L. 670-2, L. 670-5 du code de la santé publique, l'article 18 de la loi n° 94-630 du 25 juillet 1994 : statut du laboratoire français des fractionnement et des biotechnologies)

Intervient sur l'amendement n° 292 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 144)

Soutient l'amendement n° 32 deuxième rectification de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 145) : adopté (p. 148)

Intervient sur le sous-amendement n° 307 de Mme Muguette Jacquaint (non-libéralisation du prix du plasma humain) à l'amendement n° 32 deuxième rectification de la commission (p. 146)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (assistance médicale des personnes gardées à vue) (p. 148)

Intervient sur l'amendement n° 35 rectifié de la commission (journée de préparation à la défense : examen médical) (p. 151)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Bernard Accoyer (date d'entrée en vigueur de la couverture maladie universelle) (p. 151)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (ratification de l'ordonnance relative à la partie législative du code de santé publique) (p. 152) : retiré (p. 153)

Article 8 (articles L. 761-7, L. 761-8, L. 766-1, L. 766-1-1, L. 766-1-2, L. 766-2-1, L. 766-2-2, L. 766-2-3, L. 766-4-1 et L. 766-8-1 nouveaux du code de la sécurité sociale ; L. 762-5, L. 762-7, L. 763-2, L.763-4, L. 764-2, L. 765-7, L. 765-4, L.765-8, L.766-1, L. 766-4, L. 766-9 et L. 766-13 du code de la sécurité sociale ; articles 1263-3, 1263-4, 1263-6, 1263-8 du code rural ; article 49 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire : réforme de la caisse des Français de l'étranger)

Son amendement n° 226 (rédactionnel) : adopté (p. 155)

Son amendement n° 171 (prise en compte de la codification du livre VII du code rural) : adopté (p. 156)

Son amendement n° 225 (entrée en vigueur) : adopté (p. 156)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 346 rectifié du Gouvernement (régimes de retraite des français détachés de la fonction publique pour exercer à l'étranger) (p. 158)

Article 10 (articles 1004, 1005, 1006, 1007, 1007-1 nouveau, 1009, 1010, 1011, 1012, 1014, 1016 et 1018 du code rural : réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 161) : adopté (p. 161)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 161) : adopté (p. 161)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 161) : adopté (p. 161)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (élections de suppléants) (p. 161) : adopté (p. 161)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. François Goulard (élection des délégués dans les caisses de mutualité sociale agricole) (p. 162)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Christian Jacob (élection des délégués dans les caisses de mutualité sociale agricole) (p. 162)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 162) : adopté (p. 163)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 163) : adopté (p. 163)

Soutient l'amendement n° 339 de M. Germinal Peiro (découpage électoral : regroupement des cantons d'une même commune) (p. 163) : adopté (p. 163)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 163) : adopté (p. 163)

Son amendement n° 337 (rédactionnel) : adopté (p. 163)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. François Goulard (nombre des administrateurs élus des caisses de mutualité sociale agricole) (p. 163)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Christian Jacob (nombre des administrateurs élus des caisses de mutualité sociale agricole) (p. 163)

Son amendement n° 164 (de précision) : adopté (p. 164)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (parité de représentation des salariés et des non-salariés) (p. 168)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (suppression de la référence à un seul tour de scrutin) (p. 169) : adopté (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Christian Jacob (représentation du collège des employeurs) (p. 169)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 169) : adopté (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. François Goulard (nouvelle représentation des trois différents collèges) (p. 169)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Christian Jacob (nouvelle représentation des trois différents collèges) (p. 169)

Soutient l'amendement n° 47 deuxième rectification de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 170) : adopté (p. 170)

Son amendement n° 338 (de coordination) : adopté (p. 170)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Christian Jacob (représentation des non-salariés) (p. 170)

Son amendement n° 163 (de précision) : adopté (p. 171)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (suppression de la référence à un seul tour de scrutin) (p. 171) : adopté (p. 171)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. François Goulard (représentation des exploitants agricoles) (p. 172)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Christian Jacob (représentation des exploitants agricoles) (p. 172)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 172) : adopté (p. 172)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 172) : adopté (p. 172)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 172) : adopté (p. 172)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 172) : adopté (p. 172)

Soutient l'amendement n° 54 rectifié de la commission (de précision) (p. 172) : adopté (p. 172)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 173) : adopté (p. 173)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code rural) (p. 173) : adopté (p. 173)

Son amendement n° 162 (entrée en vigueur) : adopté (p. 173)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 378 de la commission (protection sociale des personnels non-titulaires du "Domaine de Pompadour") (p. 173) : adopté (p. 173)

Intervient sur l'amendement n° 391 du Gouvernement (conditions de versement des cotisations des salariés agricoles) (p. 173)

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (réforme de la Cour nationale de l'incapacité, de la tarification de l'assurance des accidents du travail) (p. 175)

Intervient sur l'amendement n° 57 deuxième rectification de la commission (régime local d'assurance maladie d'Alsace et de Moselle) (p. 178)

Intervient sur l'amendement n° 392 du Gouvernement (personnels du fonds de financement de la protection complémentaire) (p. 179)

Intervient sur l'amendement n° 294 de Mme Muguette Jacquaint (concertation en vue de l'organisation des élections aux conseils d'administration de la sécurité sociale) (p. 181)

Intervient sur l'amendement n° 347 du Gouvernement (ayants-droits des sapeurs-pompiers militaires décédés en opération) (p. 185)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Jean-Luc Préel (instauration d'une union nationale des caisses chargée de gérer l'ONDAM) (p. 185)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-François Mattei (limites du principe de "préjudice de la naissance" en cas de naissance d'un enfant handicapé) (p. 191)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Bernard Accoyer (limites du principe de "préjudice de la naissance" en cas de naissance d'un enfant handicapé) (p. 191)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. François Guillaume (droits du conjoint non-salarié agricole en cas de divorce) (p. 211)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. François Guillaume (droits du conjoint non-salarié agricole en cas de divorce) (p. 211)

Intervient sur l'amendement n° 287 du Gouvernement (harmonisation des régimes sociaux) (p. 212)

Article 14 (titre Ier, articles 1er, 1er-1 nouveau et 5 ; titre II, articles 2 et 12 ; titre III, article 13 et titre IV de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil, par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes) : réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées ou handicapées)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Jean-Luc Préel (formation des accueillants) (p. 214)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (intégration du contrat dans le droit commun du code du travail) (p. 215) : adopté (p. 216)

Intervient sur l'amendement n° 295 de Mme Muguette Jacquaint (établissement d'un contrat écrit) (p. 216)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Yves Bur (exonération de charges sociales pour les interventions d'aide à la vie quotidienne) (p. 217)

Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Jean-Pierre Foucher (modes de contrats : CDI, CDD, remplacements) (p. 217)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Marc Dumoulin (modes de contrats : CDI, CDD, remplacements) (p. 217)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Pierre Foucher (exonération de charges sociales pour les SIVOM et les SIVU) (p. 219)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Marc Dumoulin (exonération de charges sociales pour les SIVOM et les SIVU) (p. 219)

Intervient sur l'amendement n° 348 du Gouvernement (congé d'accompagnement de malades en phase terminale) (p. 220)

Intervient sur l'amendement n° 239 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (droits des handicapés) (p. 220)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. François Goulard (droits des handicapés) (p. 220)

Son amendement n° 386 (institution d'un conseil départemental consultatif des personnes handicapées) (p. 222) : adopté (p. 223)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (prise en charge du matériel de maintien à domicile) (p. 223) : adopté (p. 223)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Marc Dumoulin (droit de vote par procuration pour les titulaires de carte d'invalidité) (p. 223)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Marc Dumoulin (exonération de charges sociales pour les personnes dans l'obligation de recourir à une aide à domicile) (p. 224)

Soutient l'amendement n° 224 de la commission (compétences en contentieux pour les décisions de la COTOREP) (p. 224) : rejeté (p. 224)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Marc Dumoulin (associations d'aide à domicile : conditions de travail à temps partiel) (p. 225)

Article 16 (titre VII et article L. 145-22 nouveaux du code de la santé publique : encadrement des actes, pratiques, procédés et méthodes médicales à haut risque)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 226) : adopté (p. 226)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) (p. 226) : adopté (p. 226)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Foucher (référence au code de déontologie médicale) (p. 226)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. François Goulard (avis de l'ANAES et de l'AFSSAPS) (p. 227)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Pierre Foucher (avis de l'ANAES et de l'AFSSAPS) (p. 227)

Soutient l'amendement n° 64 rectifié de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code de la santé publique) (p. 227) : adopté (p. 228)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code de la santé publique) (p. 227) : adopté (p. 228)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du nouveau code de la santé publique) (p. 227) : adopté (p. 228)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Jacques Desallangre (équivalences en matière de diplômes de chirurgie) (p. 228)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jean-Michel Marchand (qualification d'ostéopathe) (p. 228)

Article 17 (réforme des études médicales)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 230) : adopté (p. 230)

Intervient sur l'amendement n° 148 rectifié de M. Jean-François Mattei (diversification de l'orientation au terme du deuxième cycle des études médicales) (p. 230)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du code de l'éducation) (p. 231) : adopté (p. 231)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) (p. 231) : adopté (p. 231)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Jean-François Mattei (qualification des médecins généralistes et des internes) (p. 231)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (rédactionnel) (p. 232) : adopté (p. 232)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Jean-François Mattei (durée de l'internat et conditions d'exercice) (p. 232)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Jean-François Mattei (spécialisation et services formateurs) (p. 233)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (de codification) (p. 233) : adopté (p. 233)

Soutient l'amendement n° 72 de la commission (de codification) (p. 233) : adopté (p. 233)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Jean-François Mattei (nombre et répartition des internes en médecine) (p. 234)

Soutient l'amendement n° 73 de la commission (de codification) (p. 235) : adopté (p. 235)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Bernard Accoyer (diplômes étrangers, qualification et équivalence) (p. 235)

Soutient l'amendement n° 379 de la commission (diplômes étrangers, qualification et équivalence) (p. 235)

Son amendement n° 333 rectifié (diplômes étrangers, qualification et équivalence) (p. 235) : adopté (p. 236)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 76 rectifié de la commission (intégration de la pharmacie dans les CHU) (p. 236) : adopté (p. 236)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Bernard Accoyer (exercice de la psychothérapie) (p. 236)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Jean-Luc Préel (exercice de la profession de diététicien) (p. 237)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Jean-Luc Préel (exercice de la profession de diététicien) (p. 237)

Intervient sur l'amendement n° 217 corrigé de M. Jean-Pierre Foucher (exercice de la gynécologie médicale) (p. 238)

Soutient l'amendement n° 75 rectifié de la commission (qualification de spécialistes pour des médecins et chirurgiens titulaires de diplômes antérieurs à 1982) (p. 240) : adopté (p. 240)

Intervient sur l'amendement n° 147 corrigé de M. François Goulard (qualification de spécialistes pour des médecins et chirurgiens titulaires de diplômes antérieurs à 1982) (p. 240)

Soutient l'amendement n° 380 de la commission (médecins étrangers justifiant de plus de dix années d'exercice en France) (p. 240) : adopté (p. 240)

Soutient l'amendement n° 74 rectifié de la commission (situation des chirurgiens-dentistes) (p. 240) : adopté (p. 241)

Intervient sur l'amendement n° 289 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (praticiens agréés maîtres de stage) (p. 241)

Intervient sur l'amendement n° 290 de Mme Muguette Jacquaint (reconnaissance des diplômes étrangers) (p. 243)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Bernard Accoyer (rapport au Parlement sur les titulaires de diplômes étrangers leur permettant d'exercer en France une profession de santé) (p. 244)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Jean-François Mattei (acte de naissance sans vie et inhumation en cas d'accouchement prématuré) (p. 244)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Bernard Accoyer (résidence familiale insaisissable) (p. 246)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 381 de la commission (cotisations sociales forfaitaires) (p. 246) : adopté (p. 246)

Article 24 (régime légal de la domiciliation des gens du voyage pour le bénéfice des prestations sociales)

Soutient l'amendement n° 77 de la commission (de précision) (p. 247) : adopté (p. 247)

Article 25 (article unique de la loi n° 85-583 du 10 juin 1985 relative à la création d'établissements d'enseignement publics : avance par l'Etat des frais de

construction de certains établissements d'enseignement)

Soutient l'amendement n° 78 rectifié de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du code de l'éducation) (p. 247) : adopté (p. 248)

Soutient l'amendement n° 79 de la commission (prise en compte de l'entrée en vigueur du code de l'éducation) (p. 247) : adopté (p. 248)

Article 26 (validation de plusieurs concours)

Soutient l'amendement n° 382 de la commission (correction d'une erreur grammaticale) (p. 248) : adopté (p. 248)

Soutient l'amendement n° 383 de la commission (formation en masso-kinésithérapie) (p. 249) : adopté (p. 249)

Intervient sur l'amendement n° 393 du Gouvernement (qualifications au CNRS) (p. 249)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 415 du Gouvernement (situation des secrétaires médico-sociales) (p. 249)

Après l'article 28

Soutient l'amendement n° 80 rectifié de la commission (dépistage de la dyslexie) (p. 255) : adopté (p. 256)

Soutient l'amendement n° 82 rectifié de la commission (facilités de stationnement automobile pour les handicapés en ville) (p. 256) : adopté (p. 256)

Soutient l'amendement n° 34 deuxième rectification de la commission (d'harmonisation) (p. 257) : adopté (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 301 de Mme Muguette Jacquaint (congé post-natal ou post-adoption) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. François Goulard (suppression de l'ENA) (p. 258)

Intervient sur l'amendement n° 288 rectifié du Gouvernement (régime des appartements de coordination thérapeutique) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 302 de Mme Muguette Jacquaint (institution d'une autorité administrative chargée de prévenir et réprimer la haine homophobe) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 298 de Mme Muguette Jacquaint (ajout d'un nouveau chapitre intitulé : "dispositions relatives aux droits de l'enfant") (p. 260)

Intervient sur l'amendement n° 300 de Mme Muguette Jacquaint (application de la convention internationale des droits de l'enfant) (p. 260)

Intervient sur l'amendement n° 126 corrigé de M. Jean-François Mattei (protection des médecins ayant constaté des cas de mauvais traitements à enfant) (p. 260)

Soutient l'amendement n° 81 rectifié de la commission (protection des médecins ayant constaté des cas de mauvais traitements à enfant) (p. 261) : adopté (p. 261)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Luc Préel (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Pierre Foucher (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Luc Préel (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)

Son intervention (p. 3210)

Thèmes :

Enseignement supérieur : diplômes : étrangers (p. 3211)

Enseignement supérieur : professions médicales (p. 3211)

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 3210)

Politique sociale : prestations sociales : Français de l'étranger (p. 3210)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 3211)

Santé : accidents thérapeutiques (p. 3211)

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3418 à 3472)

Article 11 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (prise en charge par le Fonds de solidarité vieillesse des cotisations versées à l'ARRCO/AGIRC au titre des périodes de chômage et de préretraite indemnisées par l'Etat)

Son amendement n° 215 (retour, pour l'essentiel, aux dispositions adoptées en première lecture) (p. 3445)

Article 14 quater A précédemment réservé (conditions d'exercice des recours en récupération au titre de l'aide sociale)

Son amendement n° 483 troisième rectification (non-recouvrement des sommes versées au titre de l'allocation compensatrice pour tierce personne lorsque le bénéficiaire est revenu à meilleure fortune) (p. 3448)

Article 14 quater précédemment réservé (création d'un conseil départemental consultatif des personnes handicapées)

Son amendement n° 484 (rédactionnel) (p. 3450)

Après l'article 17

Son amendement n° 485 précédemment réservé (périodes quinquennales d'exercice maintenues sauf pour les praticiens hospitaliers issus du concours) (p. 3454)

Bernard NAYRAL
Hérault (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1252, posée le 25 décembre 2000. Voirie. RN 112 (J.O. Questions p. 7214). Appelée le 9 janvier 2001. Liaison Albi Béziers Sète, aménagement (p. 7)

Henri NAYROU
Ariège (2ème circonscription)
Socialiste

S'inserit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du conseil national de la montagne [J.O. du 13 octobre 2000] (p. 16309)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Politiques communautaires. Perspectives [20 décembre 2000] (p. 10547)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1250, posée le 25 décembre 2000. Aménagement du territoire. Zones rurales (J.O. Questions p. 7213). Appelée le 9 janvier 2001. Perspectives (p. 24)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8182)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation : montagne (p. 8182)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [20 novembre 2000] (p. 8955) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 20 novembre 2000

Son intervention (p. 8966)

Thème :

Sports : politique du sport (p. 8966)

-Questions écrites budgétaires

16 - Sports : sportifs professionnels : formation professionnelle (p. 8977)

17 - Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8977)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Article 2 (habilitation à prendre par ordonnances les mesures requises pour permettre l'application de certaines dispositions de droit communautaire)

Son intervention (p. 9840)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)

Son intervention (p. 2026)

Thèmes :

Personnes âgées : aide sociale (p. 2027)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2027)

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Article L. 232-13 du code de l'action sociale et des familles : conventions entre le département et ses partenaires

Son amendement n° 154 (rôle et responsabilités des conseils généraux et des organismes) : adopté (p. 2062)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)

Article 1er précédemment réservé (régime juridique de l'ingénierie publique)

Son amendement n° 72 (partenariats entre les communes et les services de l'Etat, des régions et des départements) (p. 2578) : retiré (p. 2579)

Son amendement n° 73 (partenariats entre les communes, les départements et les régions et les services de l'Etat) (p. 2578) : retiré (p. 2579)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Article 9 (statut des ouvriers forestiers d'Alsace-Moselle)

Son amendement n° 186 (dispositions prévues pour les départements d'Alsace-Moselle étendues aux autres départements) : rejeté (p. 3606)

Article 5 B précédemment réservé (dispositifs d'encouragement à l'investissement forestier)

Son sous-amendement n° 187 (abaissement du seuil de 10 hectares) à l'amendement n° 73, deuxième rectification de la commission (dispositifs financiers destinés à favoriser l'investissement forestier) (p. 3639) : non soumis au vote (p. 3643)

Ses observations : proteste parce qu'on ne l'a pas appelé à défendre son sous-amendement [29 mai 2001] (p. 3643)

Véronique NEIERTZ
Seine-Saint-Denis (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur du projet de loi relatif à l'accès aux origines personnelles (n° 2870) [23 janvier 2001]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2870) relatif à l'accès aux origines personnelles [23 mai 2001] (n° 3086)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 9509)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Danielle Bousquet (élargissement du délit d'entrave : sanctions) (p. 9626)

Projet de loi n° 2870 relatif à l'accès aux origines personnelles

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3733)

Son intervention (p. 3735)

Thèmes :

Famille : adoption (p. 3735)
Famille : filiation : recherche (p. 3736)
Femmes : accouchement sous X (p. 3735)

Discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3754)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Danielle Bousquet (la connaissance des origines personnelles ne fait naître ni droits ni obligations) (p. 3754)

Article 1er (chapitre VI du titre IV du livre 1er du code de l'action sociale et des familles : institution du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 3755) : adopté (p. 3755)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 3755) : adopté (p. 3755)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 3755) : adopté (p. 3755)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rôle de proposition et de consultation sur les mesures législatives et réglementaires) (p. 3755) : adopté (p. 3756)

Soutient l'amendement n° 5 rectifié de la commission (composition) (p. 3756) : adopté (p. 3756)

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Danielle Bousquet (missions) (p. 3757)

Soutient l'amendement n° 6 rectifié de la commission (de précision) (p. 3757) : adopté (p. 3757)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (réception par le Conseil des déclarations d'identité des ascendants, descendants et collatéraux privilégiés) (p. 3757) : adopté (p. 3758)

Intervient sur le sous-amendement n° 38 du Gouvernement (suppression de la condition de décès du père ou de la mère) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3758)

Intervient sur l'amendement n° 32 de Mme Danielle Bousquet (réception par le Conseil de la demande du père ou de la mère s'enquérant de leur recherche éventuelle par l'enfant) (p. 3758)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (demande d'accès à la connaissance de ses origines) (p. 3758) : adopté (p. 3759)

Intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Danielle Bousquet (transmission au Conseil des copies des éléments relatifs à l'identité des personnes) (p. 3759)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (communication au Conseil par les établissements de santé des éléments relatifs à l'identité des personnes) (p. 3759) : adopté (p. 3759)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 3759) : adopté (p. 3759)

Soutient l'amendement n° 11 rectifié de la commission (communication au Conseil des renseignements transmis par une autorité étrangère aux différents organismes traitant de l'adoption internationale) (p. 3759) : adopté (p. 3761)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 rectifié du Gouvernement (rôle du Conseil pour les personnes nées à l'étranger recherchant des éléments relatifs à leur origine) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (p. 3760)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (contact avec les parents de naissance établi par un membre du Conseil ou l'un de ses correspondants départementaux - suppression de la communication de l'identité de l'enfant aux ascendants, descendants et collatéraux dès lors que l'enfant a fait une demande d'accès à ses origines - consentement exprès du parent pour la levée du secret de son identité) (p. 3761)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Paul Bret (suppression du caractère absolu du respect de la vie privée) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3762)

Intervient sur le sous-amendement n° 40 de M. Jean-Paul Bret (communication de l'identité de la mère en cas de décès) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3762)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 de M. Jean-Paul Bret (communication de l'identité du père en cas de décès) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3763)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (accès aux origines sans effet sur l'état civil et la filiation - interdiction d'une action en responsabilité contre la personne ayant demandé le secret) (p. 3765) : adopté après modification (p. 3765)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Jean-Paul Bret (l'accès à ses origines ne fait naître ni droits ni obligations) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 3765)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 3765) : adopté (p. 3765)

Soutient l'amendement n° 15 rectifié de la commission (communication de renseignements sur l'adresse du père ou de la mère par les administrations et organismes sociaux) (p. 3766) : adopté (p. 3766)

Article 2 (art. L. 222-6 du code de l'action sociale et des familles : recueil de l'identité de la femme demandant à accoucher anonymement)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (informations délivrées à une femme désirant accoucher anonymement - formalités à accomplir pour permettre à l'enfant d'accéder ultérieurement à ses origines) (p. 3766) : adopté (p. 3767)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de Mme Nicole Catala (simple proposition et non invitation faite à la mère à laisser des informations sur son identité) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 3767)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Jean-François Mattei (prénoms donnés par la mère) (p. 3767)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (placement de l'enfant en priorité dans une famille d'accueil avant son adoption) (p. 3767) : adopté après modification (p. 3769)

Intervient sur le sous-amendement n° 77 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 3769)

Article 3 (art. L. 223-7 du code de l'action sociale et des familles : correspondant départemental du conseil national - Obligation de communication des informations détenues par les organismes autorisés et habilités pour l'adoption sur les enfants ayant fait l'objet d'un accouchement anonyme)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (désignation par le président du Conseil général de 2 personnes au moins chargées des relations avec le Conseil national) (p. 3770) : adopté (p. 3770)

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (mission d'information des correspondants du Conseil national) (p. 3770)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (obligation de mise en place d'un accompagnement psychologique de l'enfant) (p. 3770) : adopté (p. 3770)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (formation des correspondants du Conseil national) (p. 3770) : adopté (p. 3770)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (de coordination) (p. 3770) : adopté (p. 3770)

Soutient l'amendement n° 20 rectifié de la commission (renseignements communiqués au Conseil national par les correspondants) (p. 3770) : adopté après deuxième rectification (p. 3771)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 3771) : adopté (p. 3771)

Article 4 (art. L. 224-5 du code de l'action sociale et des familles : suppression de la possibilité pour les parents de remettre leur enfant âgé de moins d'un an à l'aide sociale en demandant le secret de leur identité)

Intervient sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3771)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 37 du Gouvernement (articulation entre compétences du département et du Conseil national) (p. 3771)

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Feidt (communication par les organismes autorisés et habilités pour l'adoption des dossiers individuels aux intéressés) (p. 3772)

Article 5 (titre IV du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 3772) : adopté (p. 3772)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3772) : adopté (p. 3773)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (de coordination) (p. 3773) : adopté (p. 3773)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-François Mattei (de coordination) (p. 3773)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de coordination) (p. 3773) : adopté (p. 3773)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (de coordination) (p. 3773) : adopté (p. 3773)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (de coordination) (p. 3773) : adopté (p. 3773)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 3773) : adopté (p. 3774)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (de coordination) (p. 3774) : adopté (p. 3774)

Soutient l'amendement n° 25 corrigé de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3774) : adopté (p. 3774)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) (p. 3774) : adopté (p. 3774)

Article 6 (titre V du livre V du code de l'action sociale et des familles : application aux îles Wallis-et-Futuna)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 3774) : adopté (p. 3774)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de coordination) (p. 3775) : adopté (p. 3775)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jean-François Mattei (de coordination) (p. 3775)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (de coordination) (p. 3775) : adopté (p. 3775)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (de coordination) (p. 3775) : adopté (p. 3775)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 3776) : adopté après rectification (p. 3776)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 3776) : adopté (p. 3776)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (de coordination) (p. 3776) : adopté (p. 3776)

Article 7 (titre VI du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à la Polynésie française)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) (p. 3776) : adopté (p. 3776)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (de coordination) (p. 3777) : adopté (p. 3777)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) (p. 3777)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de coordination) (p. 3777) : adopté (p. 3777)

Article 8 (titre VII du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à la Nouvelle-Calédonie)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission rédactionnel) (p. 3777) : adopté (p. 3777)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (de coordination) (p. 3778) : adopté (p. 3778)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) (p. 3778) : adopté (p. 3778)

Soutient l'amendement n° 76 de M. Jean-François Mattei (de coordination) (p. 3778) : adopté (p. 3778)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 3778) : adopté (p. 3778)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Christiane Taubira (application de la loi n°2000-196 du 6 mars 2000 instituant un défenseur des enfants en Nouvelle-Calédonie, dans les TOM et à Mayotte) (p. 3779)

Titre

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi relatif à l'accès aux origines personnelles des personnes adoptées et pupilles de l'Etat") (p. 3780) : adopté (p. 3780)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Article 3 (article 371-4 du code civil : relations de l'enfant avec les membres de ses lignées et avec les tiers)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. François Colcombet (relations avec les grands-parents et les tiers) (p. 4265)

Intervient sur l'amendement n° 17 de Mme Danielle Bousquet (diplôme d'Etat de médiateur) (p. 4266)

Article 4 (articles 372, 372-1, 372-2-1 nouveau et 372-3 à 372-5 nouveaux du code civil : modalités d'exercice de l'autorité parentale)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (médiation inappropriée en cas de violences familiales) (p. 4274)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. François Colcombet (médiation de droit en cas de demande d'un parent, sauf violences familiales graves) (p. 4274)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. François Colcombet (suppression de l'âge de l'enfant dans les critères d'appréciation du juge sur les modalités d'exercice) (p. 4277)

Alain NÉRI

Puy-de-Dôme (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du conseil national du tourisme [J.O. du 13 octobre 2000] (p. 16310)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 24 mai 2001] (p. 8359)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8859)

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer [J.O. du 13 septembre 2001]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome XIII : Jeunesse et sports [11 octobre 2000] (n° 2625)

Proposition de loi n° 3064 instituant "une journée nationale de recueillement et de mémoire en souvenir de toutes les victimes de la guerre d'Algérie, des combats en Tunisie et au Maroc et tous leurs drames" [16 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Equipement et transports : services extérieurs. Directions départementales, fonctionnement, effectifs de personnel, zones de montagne [29 novembre 2000] (p. 9520)

Entreprises. Formation professionnelle. Validation des acquis, procédure [23 mai 2001] (p. 3299)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1462, posée le 18 juin 2001. Anciens combattants et victimes de guerre. Revendications (J.O. Questions p. 3435). Appelée le 19 juin 2001. Perspectives (p. 4372)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Son intervention (p. 7906)

Thèmes avant la procédure des questions :
Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : appelés (p. 7907)
Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 7907)
Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 7906, 7907)
Anciens combattants et victimes de guerre : guerre d'Algérie (p. 7906)
Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7907)
Assurance invalidité décès : invalidité : anciens combattants et victimes de guerre (p. 7907)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2000] (p. 7920)
Après l'article 53
Son amendement n° 97 rectifié (précisions sur le montant et la gestion des retraites mutualistes) (p. 7921) : adopté après deuxième rectification (p. 7922)

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000] (p. 8443) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles du 7 novembre 2000
Son intervention (p. 8452)
Thème :
Enseignement supérieur : personnel : professeurs associés (p. 8452)

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8928)
Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Son intervention (p. 8930)
Thèmes avant la procédure des questions :
Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 8931)
Sports : crédits (p. 8930, 8931)
Sports : dopage (p. 8931)
Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8930)
Sports : sportifs professionnels (p. 8931)

Annexes au compte rendu intégral [20 novembre 2000] (p. 8955) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles du 20 novembre 2000
Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Son intervention (p. 8559)
Thèmes :
Sports : dopage (p. 8959, 8960)
Sports : fédérations (p. 8960)
Sports : médecine du sport (p. 8959)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)
Son intervention (p. 2026)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 2037)
Thèmes :
Donations et successions : successions (p. 2026)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2026, 2037)
Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 2026, 2037)

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)
Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)
Article L. 232-3 du code de l'action sociale et des familles : procédure de détermination du montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie à domicile
Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Patrice Martin-Lalande (visite à domicile pour appréciation) (p. 2051)
Article L. 232-8 du code de l'action sociale et des familles : montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie en établissement et de la participation du bénéficiaire
Intervient sur l'amendement n° 44 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (versement aux établissements par le département) (p. 2057)
Article L. 232-12 du code de l'action sociale et des familles : autorité compétente pour l'attribution et le service de l'allocation personnalisée d'autonomie
Répond aux interventions du président de séance (p. 2060)

Yves NICOLIN
Loire (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2646 visant à instituer un contrat de collaboration entre infirmiers libéraux [18 octobre 2000]
Proposition de loi n° 2647 relative à la conservation pendant trente ans des objets placés sous main de justice [18 octobre 2000]
Proposition de loi n° 2714 tendant à renforcer la répression contre les atteintes au respect dû aux morts [15 novembre 2000]
Proposition de loi n° 3067 tendant à améliorer le statut des travailleurs à domicile [16 mai 2001]
Proposition de loi n° 3125 visant à réduire les délais de communication des documents d'archives [12 juin 2001]
Proposition de loi n° 3186 visant à harmoniser et à réduire le taux de TVA applicable à l'ensemble du secteur de la restauration [26 juin 2001]

Proposition de loi n° 3269 instituant une exonération fiscale temporaire pour les immeubles vacants [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Emploi. Perspectives [2 mai 2001] (p. 2501)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1481, posée le 25 juin 2001. Professions de santé. Ophtalmologistes (J.O. Questions p. 3584). Appelée le 26 juin 2001. Effectifs de la profession, Roanne (p. 4834)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 48 (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9014) : non soutenu (p. 9015)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 785)

Son intervention (p. 789)

Thèmes :

Famille : adoption : associations (p. 789)
Famille : adoption : pays étrangers (p. 789)
Famille : adoption : procédures (p. 790)
Parlement : Sénat : adoption (p. 789)

Discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 794)

Article 1er A (chapitre III du titre VIII du livre 1er du code civil : création d'un chapitre dans le code civil)

Son intervention (p. 794)

Après l'article 1er bis

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Birsinger (article L 224-4 du code de l'action sociale - attribution de plein droit de la nationalité française aux enfants en situation de devenir pupilles de l'Etat) (p. 796)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 790)

Jean-Marc NUDANT
Côte-d'Or (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 6 décembre 2000] (p. 19386)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Durée du travail. Réduction, application [7 novembre 2000] (p. 8070)

DÉBATS

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [21 novembre 2000] (p. 9183)

Son intervention (p. 9185)

Thème :

Transports aériens : Air France : administration (p. 9185)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2000] (p. 9190)

Son intervention (p. 9196)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets toxiques : pétrole (p. 9196)
Politiques communautaires : directives : transports (p. 9196)
Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 9196)

Jean-Paul NUNZI
Tarn-et-Garonne (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)
Son intervention (p. 8145)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : fruits et légumes (p. 8145)
Agriculture : offices d'intervention : fruits et légumes (p. 8145, 8146)
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : farines animales (p. 8146)
Intervient sur Procédure des questions (p. 8175)
Procédure des questions :
Agriculture : offices d'intervention : fruits et légumes (p. 8175)

O

Patrick OLLIER
Hautes-Alpes (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Vice-président de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Membre titulaire du conseil national de la montagne [J.O. du 13 octobre 2000] (p. 16309)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome XVII : Premier ministre (Plan) (n° 2629) [11 octobre 2000]

Proposition de loi n° 3244 visant à dédommager les commerçants de proximité et artisans pour la mission qui leur a été confiée d'introduction et de diffusion auprès du public des pièces et billets en euro [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [13 juin 2001] (p. 4165)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1416, posée le 28 mai 2001. Transports ferroviaires. Ligne Briançon Turin (J.O. Questions p. 3023). Appelée le 29 mai 2001. Construction, perspectives (p. 3521)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Est consterné par les propos tenus par Mme Lebranchu, garde des sceaux, ministre de la justice, affirmant qu'elle n'aurait pas interdit les farines animales [28 novembre 2000] (p. 9370)

S'inquiète des changements d'horaire intempestifs des travaux en séance publique [14 juin 2001] (p. 4284)

Indique que seuls les proches du président de la commission des finances peuvent bénéficier d'explications ou de conseils relativement à l'application de l'article 40 à telle ou telle rédaction d'amendement. Il demande à ce que le président de la commission des finances soit entendu. [19 juin 2001] (p. 4496)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8942)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, suppléé par M. Alain Marleix

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9380)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 9370)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales : élimination des déchets (p. 9381)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9381)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9380, 9381)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [20 décembre 2000] (p. 10526, 10517)

Article 1er (article L.O. 121 du code électoral : prolongation des pouvoirs de l'Assemblée nationale)

Son intervention (p. 10527)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Émile Blessig (expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale le 3ème mardi de juin) (p. 10531)

Article 2 (application à la législature en cours)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 10532)

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 10532)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Noël Mamère (scrutin mixte pour les élections législatives : pour moitié scrutin majoritaire à 2 tours dans les circonscriptions existantes - pour moitié scrutin proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 10536)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Noël Mamère (60 députés supplémentaires élus à la représentation proportionnelle sur liste nationale) (p. 10536)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001) (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001 (p. 2354)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 2369)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2369)

Communes : maires : sécurité (p. 2370)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2370)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean Leonetti (qualité d'officier de police judiciaire des maires et de de leurs adjoints) (p. 5007)

Article 1er A (renforcement du rôle des maires en matière de sécurité)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 5007)

Article 1er B

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 5010)

Article 1er D

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 5013)

Article 1er E

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 1er de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité : contenu du devoir de l'Etat en matière de sécurité - acteurs associés à l'Etat dans le cadre des contrats locaux de sécurité) (p. 5015)

Après l'article 1er H

Son amendement n° 20 (création d'un contrat municipal de partenariat pour la sécurité dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 5017) : rejeté (p. 5019)

Article 21 (art. 23-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 : réglementation des rassemblements festifs à caractère musical)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (de suppression) (p. 5055)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)

Article 12 précédemment réservé (déclassement des biens immobiliers du domaine public de la Poste)

Son intervention (p. 2603)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2937)

Thèmes :

Etat : décentralisation (p. 2938)

Etat : Nation (p. 2938)

Régions : Corse : aménagement du territoire (p. 2938)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 2937)

Régions : Corse : statut juridique (p. 2938)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. François Fillon (modifications ultérieures relatives à la Corse examinées dans le cadre d'une loi de décentralisation) (p. 2975)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2988)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. François Fillon (de suppression) (p. 3022)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 4199)

Son intervention (p. 4238)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4199, 4239)

Collectivités territoriales : décentralisation : opposition (p. 4239)

Collectivités territoriales : démocratie locale : projet de loi (p. 4238, 4240)

Collectivités territoriales : élus loeaux : statut des élus (p. 4239)

Communes : conseils de quartier (p. 4239)

Communes : conseils municipaux : opposition (p. 4239)

Communes : démocratie participative (p. 4199, 4239)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Richard Cazenave (composition et modalités de désignation du conseil fixées après concertation avec les habitants et les associations) (p. 4334)

Intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Danielle Bousquet (application de la parité dans la composition des conseils) (p. 4336)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Richard Cazenave (le conseil élit son président) (p. 4338) : retiré (p. 4341)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Bernard Birsinger (consultation du conseil par le conseil municipal) (p. 4343)

Soutient l'amendement n° 59 de M. Richard Cazenave (association obligatoire du conseil aux actions intéressant le quartier) (p. 4344) : rejeté (p. 4344)

Soutient l'amendement n° 60 de M. Richard Cazenave (rédactionnel) (p. 4345) : rejeté (p. 4345)

Intervient sur le sous-amendement n° 638 de M. Bernard Birsinger (publication et diffusion par la commune) à l'amendement n° 144 de la commission (transmission au conseil municipal des rapports des conseils pour le débat propre aux problèmes de quartier) (p. 4346)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Marc-Philippe Daubresse (transmission au maire des rapports des conseils avant le débat d'orientation budgétaire) (p. 4347)

Intervient sur l'amendement n° 621 de M. René Dosière (réunion du conseil à la demande de la moitié de ses membres) (p. 4347)

Soutient l'amendement n° 61 de M. Richard Cazenave (réunion du conseil à la demande de la moitié de ses membres) (p. 4347) : devenu sans objet (p. 4347)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Marc-Philippe Daubresse (moyens de fonctionnement) (p. 4350)

Intervient sur l'amendement n° 604 de M. Jacques Pélissard (moyens de fonctionnement) (p. 4350)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Noël Mamère (moyens humains) (p. 4351)

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Noël Mamère (création d'une maison des associations dans le chef-lieu du département) (p. 4353)

Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Noël Mamère (création d'une maison des associations dans les communes de plus de 20 000 habitants) (p. 4353)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Guy Teissier (structures préexistantes assimilables aux conseils) (p. 4355)

Article 2 (article L. 2143-2 du code général des collectivités territoriales : rapport du conseil de quartier)

Soutient l'amendement n° 421 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4416) : rejeté (p. 4417)

Soutient l'amendement n° 605 de M. Jacques Pélissard (débat sur la participation des habitants à la vie locale dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 4417) : adopté après deuxième rectification (p. 4419)

Article 3 (article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales : débat annuel sur les projets intéressant les quartiers)

Intervient sur l'amendement n° 213 de la commission (débat sur les propositions des conseils de quartier) (p. 4420)

Article 4 (articles L. 2122-2-1 nouveau et L. 2122-18-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : adjoints de quartier)

Soutient l'amendement n° 607 de M. Jacques Pélissard (de suppression) (p. 4421) : rejeté (p. 4422)

Après l'article 5

Son amendement n° 288 (création d'un conseil consultatif des résidents de l'Union européenne) (p. 4424) : rejeté (p. 4425)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 747 de M. Jean-Luc Warsmann (questions soumises au conseil municipal à la demande des électeurs) (p. 4432)

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Pierre Albertini (consultation des électeurs sur les affaires du département) (p. 4435)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Hervé Morin (consultation des électeurs sur les affaires du département) (p. 4435)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Pierre Albertini (référendum d'initiative populaire étendu aux structures intercommunales) (p. 4438)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Hervé Morin (référendum d'initiative populaire étendu aux structures intercommunales) (p. 4438)

Intervient sur l'amendement n° 746 de la commission (bureau des temps dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 4441)

Intervient sur le sous-amendement n° 644 de M. Marc-Philippe Daubresse (garantie de représentation de chaque commune) à l'amendement n° 155 rectifié de la commission (p. 4455)

Intervient sur l'amendement n° 155 rectifié de la commission (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4456)

Intervient sur le sous-amendement n° 645 de M. Marc-Philippe Daubresse (un siège par commune) à l'amendement n° 155 rectifié de la commission (p. 4458)

Intervient sur le sous-amendement n° 824 de Mme Danielle Bousquet (respect de la parité) à l'amendement n° 155 rectifié de la commission (p. 4459)

Article 8 (article L. 2121-19 du code général des collectivités territoriales : séances réservées à l'opposition)

Son intervention (p. 4462)

Son amendement n° 289 (de suppression) (p. 4462) : rejeté (p. 4463)

Article 9 (articles L. 2121-22-1, 3121-22-1, 4132-21-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : mission d'information et d'évaluation)

Reprend l'amendement n° 18 de Mme Danielle Bousquet (parité hommes-femmes) : rejeté (p. 4471)

Intervient sur l'amendement n° 157 de la commission (seuil de 3 500 habitants) (p. 4468)

Son amendement n° 290 (création approuvée à la majorité des 2/3) (p. 4469) : rejeté (p. 4470)

Article 11 (articles L. 2121-27-1, L. 3121-24-1, L. 4132-23-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : réservation d'un espace dans les documents d'information)

Son amendement n° 291 (de suppression) (p. 4475) : retiré (p. 4475)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) (p. 4477)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Franck Dhersin (délégations attribuées par le président de l'EPCI) (p. 4481)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Franck Dhersin (indemnités des membres délégués de l'EPCI) (p. 4481)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 241 corrigé de M. Michel Bouvard (insertion d'un chapitre additionnel : comité de massif, fixant la liste des massifs et la co-présidence du comité) (p. 4486)

Intervient sur l'amendement n° 680 de M. Augustin Bonrepaux (insertion d'un chapitre additionnel : comités de massif) (p. 4486)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Augustin Bonrepaux (liste des massifs) (p. 4486)

Intervient sur l'amendement n° 682 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (co-présidence du comité de massif) (p. 4486)

Article 13 (application à Paris, Marseille et Lyon)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2001] (p. 4496)

Article 49 (article L. 121-1 à L. 121-14 du code de l'environnement : débat public)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Léonce Deprez (commission nationale du débat public incompétente pour se prononcer sur le fond du projet) (p. 4545)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (consultation des électeurs concernés sur le choix du lieu d'implantation de certains équipements d'intérêt national) (p. 4557)

Soutient l'amendement n° 14 de M. Michel Inchauspé (consultation populaire dans le département) (p. 4558) : rejeté (p. 4558)

Soutient l'amendement n° 133 de M. Michel Bouvard (consultation populaire dans le département) (p. 4558) : rejeté (p. 4558)

Article 13 (suite) précédemment réservé (application à Paris, Marseille et Lyon)

Intervient sur l'amendement n° 434 rectifié de M. Claude Goasguen (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4588)

Soutient l'amendement n° 580 de M. Renaud Muselier (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4588) : rejeté (p. 4593)

Article 15 (précédemment réservé) (entrée en vigueur des articles 1er et 6)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Bernard Derosier (application au prochain renouvellement des conseils régionaux des dispositions concernant les propositions de délibérations déposées par l'opposition) (p. 4597)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 740 rectifié précédemment réservé de la commission (composition de la commission permanente du conseil général) (p. 4743)

Soutient l'amendement n° 785 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (consultation des électeurs du département) (p. 4744) : rejeté (p. 4745)

Soutient l'amendement n° 786 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744) : rejeté (p. 4745)

Soutient l'amendement n° 787 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744) : rejeté (p. 4745)

Soutient l'amendement n° 788 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744) : rejeté (p. 4745)

Soutient l'amendement n° 789 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744) : rejeté (p. 4745)

Soutient l'amendement n° 790 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (de conséquence) (p. 4745) : rejeté (p. 4745)

Intervient sur l'amendement n° 706 précédemment réservé de M. Patrick Rimbert (rattachement de plein droit des offices publics aux communautés urbaines et communautés d'agglomération) (p. 4747)

Intervient sur l'amendement n° 630 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Marc Ayrault (fonds de concours versés par la communauté urbaine pour la réalisation d'équipements ne relevant pas de sa compétence) (p. 4747)

Intervient sur l'amendement n° 739 précédemment réservé de la commission (conventions pour création ou gestion d'équipements ou services entre la communauté urbaine et les collectivités concernées) (p. 4748)

Intervient sur l'amendement n° 629 précédemment réservé de M. François Cuillandre (conventions pour création ou gestion d'équipements ou services entre la communauté urbaine et les collectivités concernées) (p. 4748)

Intervient sur l'amendement n° 137 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des finances (dotation globale de fonctionnement des établissements publics autres que les communautés d'agglomération) (p. 4751)

Intervient sur l'amendement n° 579 précédemment réservé de M. Jean-Yves Caullet (aménagement du temps de travail des agents des collectivités territoriales et des établissements publics) (p. 4752)

Intervient sur l'amendement n° 173 rectifié de la commission (nouvelle dénomination pour le conseil général et ses membres : "conseil départemental et conseillers départementaux") (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 685 précédemment réservé de M. Alain Ferry (prise en compte du vote blanc) (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 684 précédemment réservé de M. Alain Ferry (régime électoral des communes de moins de 3 500 habitants) (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 357 rectifié précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (situation d'incompatibilité en raison de l'acquisition d'un mandat en remplacement d'un autre élu) (p. 4763)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 428 rectifié précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (conseil national des services publics départementaux - section consacrée aux services d'incendie et de secours) (p. 4764)

Soutient l'amendement n° 763 précédemment réservé de M. Jacques Pélissard (prise en charge par les services départementaux d'incendie et de secours des frais de réparation et d'entretien des bâtiments mis à leur disposition) (p. 4764) : rejeté (p. 4764)

Intervient sur l'amendement n° 677 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (fonds national de

péréquation des risques particuliers incendie et secours) (p. 4766)

Intervient sur l'amendement n° 635 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Baeumler (gardes champêtres intercommunaux) (p. 4769)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 11 précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (validation des acquis pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4771)

Intervient sur l'amendement n° 9 précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour un mineur de 16 à 18 ans de s'engager comme sapeur-pompier volontaire) (p. 4772)

Intervient sur l'amendement n° 405 précédemment réservé de M. Christian Martin (possibilités de reclassement ou de congé pour difficultés opérationnelles) (p. 4775)

Intervient sur l'amendement n° 648 précédemment réservé de M. Christian Martin (intégration des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4776)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Article 4 (articles 372, 372-1, 372-2-1 nouveau et 372-3 à 372-5 nouveaux du code civil : modalités d'exercice de l'autorité parentale)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 4284)

Bernard OUTIN
Loire (4ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15965)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladie de Creutzfeldt-Jakob. Contamination par la viande bovine, lutte et prévention [7 novembre 2000] (p. 8068)

Politique économique. Politiques communautaires. Acquis sociaux, préservation [20 juin 2001] (p. 4533)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Son intervention (p. 8404)

Thèmes avant la procédure des questions :

Education physique et sportive : enseignement secondaire (p. 8404)

Enseignement maternel et primaire : crédits (p. 8404 à 8406)

Enseignement maternel et primaire : programmes : langues étrangères (p. 8406)

Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 8405)

Enseignement secondaire : crédits (p. 8404 à 8406)

Enseignement secondaire : manuels et fournitures (p. 8404)

Enseignement secondaire : personnel : adjoints d'enseignement (p. 8405)

Enseignement secondaire : personnel : auxiliaires (p. 8405)

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants (p. 8405)

JEUNESSE ET SPORTS

Annexes au compte rendu intégral [20 novembre 2000] (p. 8955) :

- *Réunion de la commission des affaires culturelles du 20 novembre 2000*

Son intervention

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes : sports (p. 8965)

Sports : crédits (p. 8964, 8965)

Sports : Fonds national pour le développement du sport (FNDS) (p. 8964)

- *Questions écrites budgétaires*

4 - Associations : bénévolat (p. 8970)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9893)

Article 4 (redevances d'archéologie préventive)

Son sous-amendement n° 25 soutenu par M. Christian Cuvilliez (limites d'assujettissement à la redevance) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (soumission des lotisseurs et aménageurs) (p. 9897) : adopté (p. 9898)

Son amendement n° 24 soutenu par M. Christian Cuvilliez (de simplification) : rejeté (p. 9899)

Proposition de loi n° 2217 relative à l'adoption internationale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [24 janvier 2001] (p. 794)

Après l'article 1er bis

Soutient l'amendement n° 3 de M. Bernard Birsinger

(article L 224-4 du code de l'action sociale - attribution de plein droit de la nationalité française aux enfants en situation de devenir pupilles de l'Etat) (p. 796) : retiré (p. 796)

Proposition de loi n° 2328 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1138)

Son intervention (p. 1144)

Thèmes :

Bois et forêts : déforestation (p. 1145)
Collectivités territoriales (p. 1145)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 1144)
Environnement : changements climatiques (p. 1144)
Pays étrangers : Chili : santé publique (p. 1145)
Pays étrangers : Etats-Unis : environnement (p. 1144)
Recherche : Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (p. 1144, 1145)
Traités et conventions : Conférence de La Haye (p. 1144, 1145)
Traités et conventions : Conférence de Rio (p. 1144)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 1144)

Projet de loi n° 2939 relatif aux musées de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2816)

Son intervention (p. 2821)

Thèmes :

Patrimoine culturel : conservation (p. 2822)
Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2835)
Patrimoine culturel : musées (p. 2822)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 2821)
Patrimoine culturel : protection : devoir de mémoire (p. 2822)

Discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2835)

Article 2 (Conseil des musées de France)

Son amendement n° 55 (responsabilité du ministre chargé des affaires culturelles) (p. 2836) : adopté après modification (p. 2837)

Article 3 (conditions d'attribution de l'appellation "musée de France")

Son amendement n° 59 rectifié (conditions de retrait de l'appellation) (p. 2838) : adopté (p. 2839)

Article 4 (contrôle scientifique et technique de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 2840)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 2840)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (conventions avec l'Etat) (p. 2840)

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (conventions avec l'Etat) (p. 2840)

Après l'article 5

Son amendement n° 61 (conventions entre musées de France et établissements publics de recherche ou d'enseignement supérieur) : adopté (p. 2841)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rapport sur le bilan des gratuités et exonérations) (p. 2843)

Article 12 (protection des œuvres menacées de péril)

Son amendement n° 67 (conditions d'intervention de l'Etat) : adopté après rectification (p. 2846)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4229)

Thèmes :

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 4229)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 4229)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (consultation des électeurs concernés sur le choix du lieu d'implantation de certains équipements d'intérêt national) (p. 4557)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Michel Inchauspé (consultation populaire dans le département) (p. 4558)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Michel Bouvard (consultation populaire dans le département) (p. 4558)

P

Arthur PAECHT
Var (7ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les systèmes de surveillance et d'interception électroniques pouvant mettre en cause la sécurité nationale [11 octobre 2000] (n° 2623)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonction publique hospitalière. Durée du travail. Réduction, application [12 juin 2001] (p. 4068)

Dominique PAILLÉ
Deux-Sèvres (4ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2638 tendant à modifier l'article L. 351-12 du code de la sécurité sociale pour exclure la majoration de 10% pour enfants dans le calcul du cumul d'une pension de réversion et des droits personnels [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2639 tendant à instituer un financement public des syndicats et à créer une commission nationale de contrôle des comptes de la vie syndicale [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2642 tendant à compléter le code électoral en vue de la reconnaissance du vote blanc comme suffrage exprimé et instaurant le vote obligatoire pour tous les électeurs [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2715 tendant à renforcer le contrôle de la qualification professionnelle des entreprises artisanales [15 novembre 2000]

Proposition de loi n° 2723 tendant à anticiper la date de suspension du service national actif et à libérer tous les appelés à la date du 31 décembre 2001 [15 novembre 2000]

Proposition de loi constitutionnelle n° 2733 tendant à introduire la Convention Internationale des Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989 dans la Constitution de la Vème République du 4 octobre 1958 [20 novembre 2000]

Proposition de loi n° 3187 tendant à renforcer le rôle de l'État en faveur du recyclage et de la réduction de l'émission de gaz à effets de serre, dans le cadre de sa politique générale de commandes publiques [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1289, posée le 22 janvier 2001. Justice. Tribunaux (J.O. Questions p. 356). Appelée le 23 janvier 2001. Maintien, Bressuire (p. 660)

n° 1385, posée le 21 mai 2001. Défense. Armement (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 22 mai 2001. ETAMAT de Thouars, dissolution, conséquences (p. 3161)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8703)

Son intervention (p. 8707)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8708)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8708)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8708)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9649)

Son intervention (p. 9657)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : Outre-mer (p. 9658)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : projet de loi (p. 9658)

Fonctionnaires et agents publics : statut général : réforme (p. 9658, 9659)

Fonctionnaires et agents publics : titularisation : maîtres auxiliaires (p. 9658)

Secteur public : services publics (p. 9659)

Travail : aménagement du temps de travail : fonction publique territoriale (p. 9658)

Discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9665, 9684)

Article 1er (concours réservés et examens professionnels dans la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 72 soutenu par M. Georges Tron (création de postes budgétaires par réemploi de crédits afférents à la prise en charge d'agents non titulaires) : rejeté (p. 9666)

Son amendement n° 71 soutenu par M. Pierre Cardo (calcul de l'ancienneté en cas de travail à temps partiel) : rejeté (p. 9669)

Article 2 (recrutement par voie d'examen professionnel des enseignants non titulaires visés par la loi Perben)

Son amendement n° 70 soutenu par M. Pierre Cardo (maîtres auxiliaires) : devenu sans objet (p. 9670)

Son amendement n° 69 soutenu par M. Pierre Cardo (suppression de la référence à l'effectivité des services) : rejeté (p. 9670)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 52 (date d'entrée en vigueur de l'article 17)

Son amendement n° 199 soutenu par M. Francis Hammel (intégration des lieux de vie dans le cadre de la loi) : adopté (p. 1084)

Michel PAJON

Seine-Saint-Denis (13ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8376)

Son intervention (p. 8385)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 8385, 8386)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 8385, 8386)

Aménagement du territoire : villes : crédits (p. 8385, 8386)

Fonction publique territoriale : filière sociale (p. 8386)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 8386)

Questions écrites budgétaires

6 - Aménagement du territoire : crédits : ville (p. 8436)

Françoise de PANAFIEU

Paris (17ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5009)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

DÉPÔTS

Proposition de résolution n° 2876 tendant à créer une commission d'enquête chargée de faire le point sur le développement et l'organisation de la prostitution en France, et de proposer une politique globale de lutte contre ce fléau [23 janvier 2001]

Proposition de loi n° 3181 visant à encourager les dons des particuliers au profit des associations caritatives et humanitaires [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Prostitution, lutte et prévention [11 octobre 2000] (p. 6665)

Ordre public. Maintien. Prostitution, lutte et prévention [15 novembre 2000] (p. 8576)

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [13 décembre 2000] (p. 10179)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [6 juin 2001] (p. 3919)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1452, posée le 18 juin 2001. Transports ferroviaires. SNCF (J.O. Questions p. 3434). Appelée le 19 juin 2001. Terrains désaffectés, utilisation, perspectives, Paris XVII ème (p. 4390)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Son intervention (p. 6516)

Thèmes :
Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6517, 6518)
Famille : contraception (p. 6516 à 6518)
Famille : mineurs : avortement (p. 6516 à 6518)
Famille : mineurs : contraception (p. 6516 à 6518)
Pharmacie et médicaments : médicaments : contraception (p. 6516 à 6518)
Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6516 à 6518)

Discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6531)
Son amendement n° 4 (rôle de conseil des pharmaciens) (p. 6533) : rejeté (p. 6534)
Son amendement n° 1 (caractère exceptionnel de l'emploi de la pilule de contraception d'urgence) (p. 6535) : rejeté (p. 6535)
Son amendement n° 2 (décrets d'application) : rejeté (p. 6536)
Son amendement n° 3 (rôle des infirmières scolaires) (p. 6536) : rejeté (p. 6537)
Ses explications de vote (p. 6518)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)
Article 1er (modification de l'intitulé du chapitre sur l'interruption de grossesse)
Son intervention (p. 9575)
Après l'article 8
Son amendement n° 31 soutenu par Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (cas de détresse psychosociale grave) : devenu sans objet (p. 9619)

Robert PANDRAUD

Seine-Saint-Denis (8ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)
Chargé d'une mission temporaire auprès de la Garde des sceaux, ministre de la justice, du Ministre de l'intérieur et du Ministre de la défense [J.O. du 24 juillet 2001] (p. 11925)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Accords de Schengen. Application [20 juin 2001] (p. 4532)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande au ministre chargé des relations avec le Parlement pourquoi le texte voté à l'Assemblée n'a pas été inscrit à l'ordre du jour du Sénat alors même que celui-ci était appelé à se prononcer sur une nouvelle proposition identique [18 janvier 2001] (p. 564)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8703)
Procédure des questions :
Etat : Plan (p. 8721)
Fonctionnaires et agents publics : concours : coût (p. 8721)
Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : bourses d'études (p. 8721)
Justice : magistrats : commissions (p. 8721)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)
Son rappel au règlement (cf supra) (p. 564)

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 575)
Son intervention (p. 579, 581)
Thèmes :
Conseil constitutionnel (p. 582)
Elections et référendums : élection présidentielle : éligibilité (p. 579)
Télécommunications : Internet : Conseil constitutionnel (p. 582)

Projet de loi organique n° 2749 relatif au statut des magistrats

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 585)
Son intervention (p. 589)
Thèmes :
Justice : magistrats : carrière (p. 589)
Justice : magistrats : mobilité (p. 589)
Justice : magistrats : recrutement (p. 589)
Justice : réforme (p. 590)

Discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 599)
Avant l'article 10
Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (instauration d'une voie de recrutement des magistrats ouverte aux personnes justifiant d'une expérience professionnelle) (p. 606)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Michel (instauration d'un filtrage des pourvois en cassation) (p. 609)

Soutient l'amendement n° 18 de Mme Nicole Catala (instauration d'un filtrage des pourvois en cassation) (p. 609) : devenu sans objet (p. 611)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Michel (interdiction de décorer des magistrats pendant leur carrière et interdiction du port des décorations) (p. 614)

Projet de loi n° 2932 relatif à Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2001] (p. 1769)

Son intervention (p. 1780)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : coopération interrégionale (p. 1782)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 1781)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : histoire (p. 1781)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : institutions (p. 1781)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : législation (p. 1781)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : projets de loi (p. 1780)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : statut juridique (p. 1781)

Discussion des articles [4 avril 2001] (p. 1785)

Article 2 (calendrier de la mise en place du statut)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (dépôt d'un projet de loi portant modification du statut de Mayotte dans les six mois suivant la transmission de la résolution adoptée par le conseil général) (p. 1787)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 2363)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Après l'article 13

Reprend l'amendement n° 15 précédemment réservé de la commission (plafond de ressources déterminant l'accès à la CMU) (p. 2794) : rejeté au scrutin public (p. 2794)

Article 12 précédemment réservé (article L. 621-3 nouveau du code de l'éducation : compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris)

Son intervention (p. 2800)

Soutient l'amendement n° 92 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 2802) : rejeté au scrutin public (p. 2804)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 2804)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Intervient sur l'amendement n° 207 du Gouvernement (liste des routes à grande circulation fixée par l'Assemblée de Corse) (p. 3081)

Article 15 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : gestion des infrastructures de transports)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des aérodromes à la collectivité territoriale) (p. 3084)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Gérard Terrier (réponse de l'employeur aux propositions du comité d'entreprise) (p. 3304)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (chapitre 1er : participation des habitants à la démocratie locale) (p. 4314)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Bernard Birsinger (fonctions de maire ou d'adjoint ouvertes aux étrangers communautaires) (p. 4318)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Franck Dhersin (actes des autorités communales exécutoires de plein droit - suppression du déféré préfectoral) (p. 4428)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 842 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4731)

Intervient sur l'amendement n° 840 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4731)

Intervient sur l'amendement n° 845 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4731)

Intervient sur l'amendement n° 825 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4731)

Projet de loi n° 3115 autorisant la ratification du traité entre la République française et la Principauté d'Andorre portant rectification de la frontière

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [28 juin 2001] (p. 5167)

Son intervention (p. 5169)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 5169)

Propriété : servitudes : élevage (p. 5170)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5170)

Son intervention (p. 5174)

Thème :

Etat : Gouvernement : projets de loi (p. 5174)

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5177)

Article 2 (unification des contentieux relatifs aux marchés publics)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (réintroduction des contentieux relatifs aux services d'assurance ou aux services financiers) (p. 5179)

Article 3 bis A (distribution de gaz combustible hors réseau de transport)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5182)

Soutient l'amendement n° 59 de M. Michel Bouvard (desserte gazière des communes non incluses dans le plan national) (p. 5182) : rejeté (p. 5182)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Michel Bouvard (desserte gazière des communes non incluses dans le plan national et situées en zones de revitalisation rurale) (p. 5183) : rejeté (p. 5183)

Article 5 quater (composition des commissions d'appel d'offres)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (de suppression) (p. 5187)

Avant l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean Vila (surveillance de la mise en place du service de base bancaire par la Banque de France et la direction générale de la concurrence) (p. 5188)

Article 6 bis (mention obligatoire à porter sur les cartes permettant l'accès à un crédit à la consommation)

Soutient l'amendement n° 60 de M. Michel Bouvard (application aux cartes émises à compter du 1er juillet 2002) (p. 5193) : retiré (p. 5193)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 63 de M. Michel Bouvard (délais de prescription en matière de litiges relatifs aux prêts à la consommation) (p. 5196) : rejeté (p. 5196)

Soutient l'amendement n° 65 de M. Michel Bouvard (déchéance du droit aux intérêts en matière de crédit à la consommation) (p. 5196) : rejeté (p. 5197)

Soutient l'amendement n° 64 de M. Michel Bouvard (clauses de l'offre de crédit à la consommation) (p. 5196) : rejeté (p. 5197)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 89 de M. Michel Bouvard (création d'un observatoire des missions d'intérêt général liées au Rhône) (p. 5204) : rejeté (p. 5205)

Article 14 (mesures d'harmonisation dans la perspective de la constitution d'un marché financier européen unifié)

Soutient l'amendement n° 52 de M. Jacques Myard (documents d'information des émetteurs de titres rédigés en français avec un résumé dans au moins une langue étrangère et pouvant être accompagnés d'une traduction) (p. 5212) : rejeté (p. 5212)

Florence PARLY

Secrétaire d'Etat au budget

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

Projet de loi n° 3262 de finances pour 2002 [18 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Charles de Courson. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Application [15 novembre 2000] (p. 8577)

M. Gilbert Meyer. Impôts locaux. Vignette automobile. Suppression, généralisation [5 décembre 2000] (p. 9742)

M. Arthur Dehaine. Impôts et taxes. Politique fiscale. Perspectives [13 décembre 2000] (p. 10179)

M. Hubert Grimault. Impôts locaux. Vignette automobile. Suppression, généralisation [24 janvier 2001] (p. 773)

M. Thierry Mariani. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [4 avril 2001] (p. 1759)

M. Henri Plagnol. Retraites : généralités. Financement. Perspectives [25 avril 2001] (p. 2233)

M. Georges Sarre. TVA. Assiette. Service inclus dans le prix de vente [23 mai 2001] (p. 3295)

M. Alain Tourret. Finances publiques. Contrôle des dépenses engagées. Application, fonds secrets [26 juin 2001] (p. 4863)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gabriel Montcharmont. Industrie. Produits minéraux non métalliques. BSN Glass-Pack, emploi et activité, Givors [22 mai 2001] (p. 3169)

M. Jean-Paul Bacquet. Impôts locaux. Taux. Coopération intercommunale, transfert de compétences aux communes [22 mai 2001] (p. 3165)

M. François Deluga. Bois et forêts. Forêts communales. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [22 mai 2001] (p. 3167)

M. André Schneider. Marchés publics. Code des marchés publics. Réforme [22 mai 2001] (p. 3168)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIERE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8942)

Son intervention (p. 8946)

Sa réponse (p. 8952, 8953)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 8947)

Défense : défense civile : crédits budgétaires (p. 8947)

Défense : Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) (p. 8947)

Enfants : droits de l'enfant : crédits budgétaires (p. 8947)

Enregistrement et timbre : exonération : annonces judiciaires et légales (p. 8952)

Etat : Conseil économique et social : crédits budgétaires (p. 8948)

Etat : Plan : crédits budgétaires (p. 8948)

Etat : services du Premier ministre : création d'emplois (p. 8947)

Etat : services du Premier ministre : crédits budgétaires (p. 8946)

Informatique : bureautique : réseaux (p. 8946, 8947)

Presse et livres : Journaux officiels : crédits budgétaires (p. 8949, 8952)

Régions : contrats de plan Etat-régions : crédits budgétaires (p. 8948, 8949)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8946)

Réponses aux questions :

Recherche : recherche fondamentale : crédits budgétaires (p. 8953) (M. Jacques Guyard) (p. 8953)

Vote des crédits et articles rattachés [20 novembre 2000] (p. 8953)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 164 du Gouvernement (majoration de crédits afin de compenser l'exonération de redevance au profit des personnes âgées de plus de 70 ans non assujetties à l'impôt sur le revenu ni à l'ISF) (p. 8953) : adopté (p. 8953)

ECONOMIE ET FINANCES

II - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8808)

Son intervention (p. 8818)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8818)

Défense : politique de défense : Union européenne (p. 8818)

Etat : Monnaies et médailles (p. 8819)

Finances publiques : dette publique (p. 8819)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 8818)

Industrie : centres techniques industriels (p. 8818)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : crédits (p. 8818, 8819)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnement (p. 8818, 8819)

Politique économique : emprunts russes (p. 8818)

Taxes parafiscales (p. 8818)

Vote des crédits et articles rattachés [17 novembre 2000] (p. 8821)

CHARGES COMMUNES

Etat B, titre Ier

Soutient l'amendement n° 167 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 8821) : adopté (p. 8822)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 163 du Gouvernement (réduction des crédits) (p. 8822) : adopté (p. 8822)

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

Etat B, titre III

Soutient l'amendement n° 179 du Gouvernement (réduction des crédits) (p. 8822) : adopté (p. 8822)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Henry Chabert (suppression des crédits du service de la redevance audiovisuelle) (p. 8823)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Henry Chabert (suppression des crédits inscrits au titre de la révision des bases cadastrales) (p. 8823)

Etat B, Titre IV

Soutient l'amendement n° 180 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 8824) : adopté (p. 8824)

Avant l'article 37

Soutient l'amendement n° 171 corrigé du Gouvernement (modification des catégories de recettes et de dépenses du Fonds national des haras et des activités hippiques) (p. 8825) : adopté après modification (p. 8825)

Après l'article 41

Soutient l'amendement n° 166 de Gouvernement (de coordination) (p. 8826) : adopté (p. 8826)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2000] (p. 8846, 8866) :

- Première réunion de la commission des finances du 14 novembre 2000

Sa réponse (p. 8859)

Thème :

Taxes parafiscales (p. 8859)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Article 45 et état H (reports de crédits)

Soutient l'amendement n° 168 du Gouvernement (inscription du chapitre 43-01 "Actions d'incitation, d'information et de communication") (p. 8987) : adopté (p. 8987)

Article 47 (extension du crédit d'impôt pour dépenses de gros équipement de l'habitation principale aux équipements de production d'énergies renouvelables)

Intervient sur l'amendement n° 181 de la commission (de précision) (p. 8988)

Intervient sur l'amendement n° 182 de la commission (extension du dispositif à l'ensemble des logements) (p. 8988)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Yves Cochet (extension du dispositif à l'ensemble des logements) (p. 8988)

Intervient sur l'amendement n° 183 de la commission (rédactionnel) (p. 8989)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (rédactionnel) (p. 8989)

Article 48 (exonération de taxe professionnelle des équipements et outillages des entreprises de manutention portuaire)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (rédactionnel) (p. 8989)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations de plantation d'arbres) (p. 8990)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses de ravalement des bâtiments publics) (p. 8990)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des opérations d'effacement des fils) (p. 8990)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Jégou (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des grosses réparations de voirie) (p. 8990)

Intervient sur l'amendement n° 196 de la commission (éligibilité des alpages au Fonds de compensation pour la TVA) (p. 8992)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Christian Cuvilliez (légalisation de l'attribution par les départements ou les communes de subventions de fonctionnement aux organisations syndicales représentatives) (p. 8993)

Intervient sur l'amendement n° 194 rectifié de la commission (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière) (p. 8994)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Blazy (majoration de la population des communes concernées par un plan d'exposition au bruit pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement) (p. 8994)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Michel Bouvard (ajustement de la dotation globale de fonctionnement affectée aux communes éligibles à la dotation spécifique aux communes touristiques ou thermales) (p. 8997)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jérôme Lambert (éligibilité à la dotation globale d'équipement (DGE) des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants, même si l'une des communes les constituant n'était pas éligible à la DGE) (p. 8998)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Augustin Bonrepaux (correction des modalités de calcul du potentiel fiscal pour tenir compte de la suppression de la part salariale dans l'assiette de la taxe professionnelle) (p. 8999)

Intervient sur l'amendement n° 187 de la commission (rattachement des enfants devenus orphelins après leur majorité au foyer fiscal de la personne qui les accueille) (p. 8999)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Pierre Méhaignerie (application du dispositif d'aide à l'investissement locatif aux logements occupés par les ascendants ou les descendants du contribuable) (p. 9000)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafond prévu pour l'amortissement des véhicules de sociétés fonctionnant en bicarburation) (p. 9000)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (aménagements du dispositif de déduction des cotisations versées au régime complémentaire facultatif d'assurance-vieillesse des exploitants agricoles) (p. 9001)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Gilles Carrez (réduction du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 9001)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (relèvement du taux de la réduction d'impôt au titre des cotisations syndicales) (p. 9001)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Henri Emmanuelli (relèvement du taux de la réduction d'impôt au titre des cotisations syndicales) (p. 9001)

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (relèvement du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'investissement locatif dans les résidences de tourisme) (p. 9002)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Didier Migaud (extension aux zones éligibles à l'objectif n° 2 des fonds structurels européens du champ de la réduction d'impôt pour investissement locatif dans une résidence de tourisme classée) (p. 9003)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Jacques Jégou (institution d'un crédit d'impôt au titre des investissements supplémentaires réalisés pour faire fonctionner à l'électricité, au GNV ou au GPL les véhicules neufs ou d'occasion) (p. 9005)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un crédit d'impôt au titre des investissements supplémentaires réalisés pour faire fonctionner à l'électricité, au GNV ou au GPL les véhicules neufs ou d'occasion) (p. 9005)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un crédit d'impôt au titre des investissements supplémentaires réalisés pour faire fonctionner à l'électricité, au GNV ou au GPL les véhicules neufs ou d'occasion) (p. 9005)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Pierre Brard (gratuité du stationnement de surface pour les véhicules propres) (p. 9007)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Alain Bocquet (institution d'un crédit d'impôt au titre des frais de déménagement des particuliers) (p. 9008)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Philippe Auberger (suppression de la contribution sociale de 3,3 % sur les bénéfices des sociétés) (p. 9008)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution sociale de 3,3 % sur les bénéfices des sociétés) (p. 9008)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage des voies publiques) (p. 9009)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Michel Bouvard (création d'une taxe sur les documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 9011)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Michel Bouvard (création d'une taxe sur les documents publicitaires et journaux gratuits non adressés) (p. 9011)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Yves Cochet (création d'une taxe sur les documents publicitaires et courriers non adressés) (p. 9011)

Intervient sur l'amendement n° 252 de Mme Nicole Bricq (création d'une taxe sur les documents publicitaires non adressés) (p. 9011)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Philippe Auberger (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9016)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Pierre-Christophe Baguet (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9016)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. François Vannson (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9016)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Francis Hillmeyer (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9016)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Germain Gengenwin (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9016)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Michel Bouvard (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9016)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Pierre Méhaignerie (rétablissement du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune en fonction de la cotisation d'impôt sur le revenu) (p. 9017)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération de taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules fonctionnant en bicarburation) (p. 9017)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 9018)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Michel Bouvard (instauration d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation au profit des redevables conjoints survivants ayant élevé au moins trois enfants) (p. 9019)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Christian Cuvilliez (instauration d'un dégrèvement de 500 F sur la cotisation de taxe foncière sur les propriétés bâties afférente à l'habitation principale des contribuables âgés de plus de 65 ans ayant des revenus modestes) (p. 9019)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe d'habitation au profit des jeunes de moins de 25 ans dont les revenus sont inférieurs ou équivalents au revenu minimum d'insertion) (p. 9019)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Francis Hammel (instauration d'un dégrèvement d'office de 20 % du montant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre de l'habitation principale des personnes à mobilité réduite) (p. 9020)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Michel Bouvard (instauration d'un dégrèvement d'office de la taxe d'habitation au profit des redevables conjoints survivants ayant élevé au moins trois enfants) (p. 9020)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Bouvard (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Gilles Carrez (suppression du régime distinct d'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Philippe Auberger (réduction progressive de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Pierre Méhaignerie (réduction de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction de la fraction de recettes prise en compte pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Pierre Lasbordes (prise en compte des recettes hors taxes pour l'imposition à la taxe professionnelle des professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés) (p. 9026)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe additionnelle à la taxe professionnelle assise sur certains actifs financiers) (p. 9027)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Philippe Auberger (exclusion de l'assiette de la taxe professionnelle pour les dépenses de mise en conformité des machines) (p. 9027)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Michel Bouvard (instauration d'un abattement sur la valeur locative des locaux d'habitation situés à proximité d'infrastructures de transport routier ou ferroviaire) (p. 9029)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yves Cochet (réduction de la valeur locative des biens reconnus comme exposés à des nuisances sonores dans le cadre d'un plan d'exposition au bruit) (p. 9029)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Christian Cuvilliez (diminution de la valeur locative des immobilisations acquises à la suite d'opérations d'apports, de scissions ou de fusions réservée au seul cas où ces opérations sont nécessaires pour assurer le redressement économique des entreprises concernées) (p. 9031)

Intervient sur l'amendement n° 257 de Mme Béatrice Marre (extension aux jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation des mesures d'aides dont bénéficient les jeunes agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs pour l'achat d'un immeuble rural situé dans un territoire rural de développement prioritaire) (p. 9032)

Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (report de la date limite pour les délibérations des collectivités locales relatives à la fiscalité directe locale) (p. 9033)

Intervient sur l'amendement n° 258 de Mme Béatrice Marre (application aux jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation du dégrèvement de 50 % sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les jeunes agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 9033)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Blazy (création d'une taxe aéroportuaire) (p. 9034)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Jean-Pierre Blazy (application aux autres grands aéroports métropolitains du dispositif de fonds de compensation contre les nuisances aéroportuaires mis en place pour les aéroports d'Orly et Charles de Gaulle) (p. 9034)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Pierre Méhaignerie (lissage de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 9035)

Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (reconduction du dispositif compensant la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 9036)

Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Julien Dray (versement d'acomptes en espèces, dans la limite de 10 000 F, lorsque la valeur du bien ou du service est supérieure à 20 000 F) (p. 9037)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. François Hollande (maintien du rattachement du personnel du haras de Pompadour au régime social des salariés agricoles) (p. 9038)

Soutient le sous-amendement n° 263 du Gouvernement (application du dispositif aux personnels dont les contrats ont été transférés à l'établissement public "Les Haras nationaux") à l'amendement n° 255 de M. François Hollande (p. 9038) : adopté (p. 9038)

Soutient l'amendement n° 261 du Gouvernement (définition des opérations pouvant être financées par le produit de la taxe départementale des espaces naturels sensibles) (p. 9039) : adopté (p. 9040)

Intervient sur l'amendement n° 197 de la commission (suppression des frais de contrôle à la charge des entreprises de remontées mécaniques) (p. 9041)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (relèvement du plafond de la taxe spéciale d'équipement perçue au profit de l'établissement public foncier du Puy-de-Dôme) (p. 9041)

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (restreignant l'assiette de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)) (p. 9042)

Soutient le sous-amendement n° 260 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur du dispositif) à l'amendement n° 195 de la commission (p. 9042) : adopté (p. 9042)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Jérôme Cahuzac (restreignant l'assiette de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)) (p. 9042)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Debré (indexation de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance) (p. 9043)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Gilles Carrez (indexation de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance) (p. 9043)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Christian Cuvilliez (indexation de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance) (p. 9043)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Maxime Gremetz (indexation de l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités territoriales sur la moitié du taux de croissance) (p. 9043)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. François Vannson (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Michel Bouvard (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Yves Deniaud (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9044)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Christian Cuvilliez (retour progressif de France Télécom dans le droit commun de la fiscalité locale) (p. 9045)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Christian Cuvilliez (majoration de la taxe professionnelle due par les entreprises procédant à des licenciements alors que leurs résultats sont bénéficiaires) (p. 9045)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe perçue au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle sur les entreprises dont plus de 10 % de l'effectif est employé sur le fondement de contrats de travail à durée déterminée ou dans le cadre de dispositifs dits précaires) (p. 9046)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de l'intervention financière publique à 40 % du coût du plan social d'une entreprise) (p. 9046)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Didier Migaud (rapport au Parlement faisant le point sur les négociations menées entre le Gouvernement et France

Télécom pour normaliser la fiscalité locale de cette entreprise et analyser les moyens de garantir une péréquation des recettes) (p. 9047)

Intervient sur l'amendement n° 191 de la commission (rapport au Parlement sur les modalités d'une réforme de la péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9047)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Gérard Fuchs (rapport au Parlement sur les modalités d'une réforme de la péréquation de la taxe professionnelle) (p. 9047)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Jacques Jégou (rapport récapitulant l'ensemble des subventions versées par l'Etat aux organismes qui vont à l'encontre de la politique d'amélioration de l'environnement) (p. 9048)

Avant l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 198 de la commission (transmission aux assemblées parlementaires des référés de la Cour des comptes) (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (suppression de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Henri Emmanuelli (suppression de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 9049)

Intervient sur l'amendement n° 200 corrigé de M. Henry Chabert (information du Parlement sur les enquêtes et travaux réalisés par le service de l'inspection générale des finances) (p. 9050)

Article 30 (budget général - services votés)

Intervient sur l'amendement n° 75 corrigé de la commission (de coordination) (p. 9051)

Seconde délibération

Article 31 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (réduction des crédits) (p. 9055) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9094)

Soutient les amendements n°s 2 à 28 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 9055) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9094)

Article 32 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Soutient les amendements n°s 29 à 42 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 9055) : vote réservé : adoptés au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9094)

Article 36 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Soutient l'amendement n° 43 du Gouvernement (majoration des crédits du budget annexe de l'aviation civile) (p. 9055) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9094)

Article 57 supprimé en première délibération (réforme de l'aide forfaitaire à l'embauche d'apprentis)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (rétablissement de l'article avec un seuil de 20 salariés) (p. 9055) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9094)

Article 29 et état A pour coordination (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (fixation du déficit à 186,051 milliards de francs) (p. 9055) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 9094)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10297)

Son intervention (p. 10297)

Sa réponse (p. 10305)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 10297, 10305)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10297, 10298)

Finances publiques : dépenses (p. 10306)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10298, 10305)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 10298)

Parlement : Sénat (p. 10297, 10298)

Partis et mouvements politiques : opposition (p. 10297)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 10305, 10306)

Secteur public : services publics (p. 10298)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10306)

Article 2 A (crédit d'impôt en faveur des revenus d'activité)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de suppression) (p. 10306)

Article 2 (aménagement du barème de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Christian Cuvilliez (maintien des taux des deux dernières tranches du barème et relèvement du seuil d'imposition) (p. 10308)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10308)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Christian Cuvilliez (nouvelle échelle des taux) (p. 10308)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10309)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10309)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 240 de M. Christian Cuvilliez (alignement du taux de l'avoir fiscal sur celui de l'impôt sur les sociétés) (p. 10309)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement à l'impôt sur le revenu des plus-values de cessions de valeurs mobilières) (p. 10310)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 10310)

Article 2 bis A (rétablissement de la déduction forfaitaire supplémentaire pour les voyageurs, représentants et placiers)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (de suppression) (p. 10310)

Article 2 bis B (relèvement de 15 000 F à 30 000 F du plafond de la réduction d'impôt au titre des frais de garde des jeunes enfants)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (de suppression) (p. 10311)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (suppression de l'abattement annuel sur certains revenus mobiliers lorsque le foyer fiscal est imposé au taux marginal de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 91 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une amélioration rédactionnelle) (p. 10311)

Article 2 ter (relèvement à 22 000 F du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (de suppression) (p. 10311)

Article 2 quater (aménagement du dispositif de la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission (de suppression) (p. 10311)

Article 2 quinquies (limite supérieure de la déduction du salaire du conjoint d'un exploitant)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission (de suppression) (p. 10312)

Article 2 sexies (majoration du taux et des plafonds afférents à la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (de suppression) (p. 10312)

Article 2 septies (relèvement de 45 000 F à 90 000 F du plafond de la réduction d'impôt au titre des emplois à domicile pour les contribuables ayant au moins un enfant de moins de trois ans)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission (de suppression) (p. 10312)

Article 2 octies (création d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de déménagement)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (de suppression) (p. 10312)

Article 3 (mesures favorisant le don par les entreprises à leurs salariés de matériels informatiques)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10313)

Article 4 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (de suppression) (p. 10313)

Article 4 bis A (rétablissement du plafonnement de la cotisation de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission (de suppression) (p. 10313)

Article 4 bis B (actualisation du barème de conversion de l'usufruit et de la nue-propriété en pleine propriété)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (de suppression) (p. 10314)

Article 4 bis (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10314)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10314)

Article 4 ter (extension du régime des biens professionnels, au regard de l'impôt de solidarité sur la fortune, aux parts et actions détenues par des associés liés par une convention de vote)

Intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (de suppression) (p. 10315)

Article 4 quater (extension aux transmissions par donation de l'allégement d'impôt au titre de l'incitation à la constitution et au maintien à long terme d'une actionnariat stratégique dans l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission (de suppression) (p. 10316)

Article 5 (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10319)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10319)

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10320)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10320)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10320)

Article 5 bis (diminution des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat sur les impositions locales)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission (de suppression) (p. 10320)

Article 6 (baisse du taux de l'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Didier Migaud (préservation de la possibilité pour certaines entreprises de bénéficier du taux de 19 % prévu au f du I de l'article 219 du code général des impôts) (p. 10322)

Soutient l'amendement n° 291 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10322) : adopté (p. 10322)

Article 6 bis (modification du statut des sociétés de capital-risque)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10323)

Article 7 (réduction de la contribution additionnelle et aménagements de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 245 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux actuel de la contribution additionnelle pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 10324)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10324)

Intervient sur l'amendement n° 299 de M. Christian Cuvilliez (application de la réduction de la contribution additionnelle aux seules entreprises ayant conclu un accord sur la réduction du temps de travail ou créatrices d'emplois) (p. 10324)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux actuel de la contribution additionnelle pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 10324)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10326)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10326)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10326)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Christian Cuvilliez (retour au texte adopté en première lecture) (p. 10326)

Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Christian Cuvilliez (réduction du taux de l'avoir fiscal transféré aux personnes morales non résidentes) (p. 10326)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Christian Cuvilliez (rétablissement de l'impôt de bourse pour les non résidents) (p. 10326)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe perçue au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle pour les entreprises dont plus de 10 % de l'effectif est employé sur le fondement de contrats de travail à durée déterminée ou dans le cadre de dispositifs dits précaires) (p. 10327)

Article 7 bis (exonération des plus-values professionnelles à long terme de cession de titres de participation)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (de suppression) (p. 10327)

Article 7 ter (déductibilité des amortissements afférents aux immobilisations incorporelles)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (de suppression) (p. 10327)

Article 7 quater (plus-values réalisées lors de la vente d'un fonds de commerce)

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (de suppression) (p. 10328)

Article 7 quinquies (avoir fiscal attaché aux dividendes perçus par les fondations et les associations reconnues d'utilité publique)

Intervient sur l'amendement n° 227 de la commission (de suppression) (p. 10328)

Article 7 sexies (aménagement de l'article 209 B du code général des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (de suppression) (p. 10328)

Article 7 septies (modalités d'application de l'article 209-0 A du code général des impôts)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission (de suppression) (p. 10328)

Article 7 octies (délai d'imputation de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (de suppression) (p. 10329)

Article 7 nonies (report en arrière du déficit)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (de suppression) (p. 10329)

Article 7 decies (régime fiscal de la distribution des jetons de présence par les filiales d'un groupe de sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (de suppression) (p. 10329)

Article 7 undecies (régime du précompte mobilier)

Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission (de suppression) (p. 10329)

Article 7 duodecies (crédit d'impôt pour frais de prise et de maintenance des brevets)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (de suppression) (p. 10330)

Article 7 terdecies (taux de l'intérêt de retard)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (de suppression) (p. 10330)

Après l'article 7 terdecies

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Christian Cuvilliez (allégement de la taxe sur les salaires supportée par les associations) (p. 10331)

Article 8 (simplification de la taxe sur les salaires et allégements pour les petites entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10331)

Article 8 bis (plafonnement puis suppression de la taxe sur les salaires au profit des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux publics ou privés)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (de suppression) (p. 10331)

Article 9 (aménagement de la fiscalité des entreprises pétrolières)

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures) (p. 10332)

Intervient sur l'amendement n° 228 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10332)

Intervient sur l'amendement n° 229 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10333)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Christian Cuvilliez (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10333)

Intervient sur l'amendement n° 231 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10333)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 10333)

Intervient sur l'amendement n° 230 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10333)

Article 10 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur le fioul domestique, amélioration du remboursement pour le transport routier de marchandises, mise en œuvre d'un remboursement aux exploitants de transport public routier en commun de voyageurs et mise en place d'un mécanisme de régulation des taux)

Soutient l'amendement n° 292 du Gouvernement (de précision) (p. 10334) : adopté (p. 10335)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Soutient l'amendement n° 178 du Gouvernement (de précision) (p. 10336) : retiré (p. 10336)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (de précision) (p. 10336)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10336)

Intervient sur l'amendement n° 133 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10336)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10337)

Soutient l'amendement n° 179 du Gouvernement (de précision) (p. 10337) : adopté (p. 10337)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10337)

Soutient l'amendement n° 180 du Gouvernement (de précision) (p. 10337) : adopté (p. 10337)

Intervient sur l'amendement n° 136 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10338)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Philippe Martin (51) (date de clôture de l'exercice comptable des exploitants viticoles soumis à un régime réel d'imposition) (p. 10339)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Michel Grégoire (clôture de l'exercice comptable des exploitants viticoles) (p. 10339)

Article 11 bis A (déductibilité des dépenses d'arrachage et de replantation des vignobles)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (de suppression) (p. 10339)

Article 11 bis B (exonération des indemnités versées en contrepartie de l'abattage de cheptels bovins touchés par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB))

Soutient l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article prévoyant un étalement de l'imposition des indemnités) (p. 10339) : adopté après modification (p. 10340)

Intervient sur le sous-amendement n° 293 de M. Didier Migaud (allongement de la durée d'étalement de l'imposition) à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (p. 10340)

Article 11 bis C (harmonisation des modalités de suppression du report d'imposition des plus-values en cas de résiliation de baux ruraux ou de conventions de mise à disposition)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (de suppression) (p. 10340)

Article 11 bis D (exonération de la taxe sur les achats de viandes en faveur des entreprises artisanales)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (de suppression) (p. 10341)

Article 11 bis E (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit des parts de groupements fonciers agricoles ayant été détenues par une personne morale)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (de suppression) (p. 10341)

Article 11 bis F (aménagement de l'exonération temporaire de droits sur les acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts et de terrains nus destinés à être reboisés)

Intervient sur l'amendement n° 232 de la commission (suppression de l'extension du champ de l'exonération aux droits de mutation à titre gratuit) (p. 10341)

Intervient sur le sous-amendement n° 307 de M. Didier Migaud (suppression d'une disposition superfétatoire) à l'amendement n° 232 de la commission (p. 10341)

Soutient l'amendement n° 304 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10341) : adopté (p. 10341)

Article 11 bis G (déductibilité de la valeur locative des terres mises en valeur)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (de suppression) (p. 10342)

Article 11 bis H (imputation sur le revenu global des charges exceptionnelles d'exploitation des bois et forêts induites par les tempêtes de décembre 1999)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (de suppression) (p. 10342)

Article 12 (création d'un nouveau dispositif d'aide à l'investissement outre-mer)

Soutient l'amendement n° 181 du Gouvernement (de précision) (p. 10346) : adopté (p. 10346)

Intervient sur l'amendement n° 233 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10346)

Soutient l'amendement n° 182 du Gouvernement (non-cumul de la réduction d'impôt au titre des investissements outre-mer et du mécanisme de "l'amortissement Besson" en ce qui concerne les logements anciens) (p. 10346) : adopté (p. 10346)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe sur les salaires en faveur des établissements publics de santé) (p. 10346)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des produits alimentaires) (p. 10347)

Article 12 bis A (réduction des bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés)

Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (de suppression) (p. 10347)

Article 12 bis B (définition de la valeur ajoutée prise en compte en matière de cotisation minimale et de plafonnement de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (de suppression) (p. 10347)

Article 12 sexies (modification du système du remboursement des crédits de TVA déductibles en faveur des professionnels concernés par le taux réduit de la TVA applicable aux travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant

sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans)

Intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (de suppression) (p. 10348)

Article 12 septies (application du taux réduit de la TVA aux produits de la confiserie, au chocolat ainsi qu'aux margarines et graisses végétales)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (de suppression) (p. 10348)

Article 12 octies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA sur certains matériels d'amélioration de l'audition et de la vision)

Intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (de suppression) (p. 10348)

Article 12 nonies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux achats de sièges auto enfants homologués)

Intervient sur l'amendement n° 148 de la commission (de suppression) (p. 10348)

Article 12 decies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place)

Intervient sur l'amendement n° 149 de la commission (de suppression) (p. 10349)

Article 12 undecies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA sur les prestations juridiques et judiciaires dispensées par les avocats aux particuliers)

Intervient sur l'amendement n° 150 de la commission (de suppression) (p. 10349)

Article 12 duodecies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA à certaines livraisons d'énergie calorifique)

Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (de suppression) (p. 10349)

Article 12 terdecies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA aux remboursements et aux rémunérations versés par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux prestataires pour le balayage ou le nettoiement de la voirie publique)

Intervient sur l'amendement n° 152 de la commission (de suppression) (p. 10349)

Article 12 quaterdecies (application du taux réduit de 5,50 % de la TVA sur le droit d'utilisation des installations sportives)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (de suppression) (p. 10349)

Après l'article 15

Soutient l'amendement n° 276 du Gouvernement (compensation de la perte de recettes résultant pour la CADES de la mesure d'exonération de CRDS pour les chômeurs non imposables) (p. 10350) : adopté (p. 10350)

Article 15 bis (indemnités des élus locaux)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (de suppression) (p. 10350)

Article 16 pour coordination (dispositions relatives aux affectations)

Soutient l'amendement n° 287 du Gouvernement (de coordination) (p. 10350) : adopté (p. 10350)

Article 17 supprimé par le Sénat (modalités d'affectation de la taxe sur les conventions d'assurance, de la taxe sur les véhicules des sociétés et du droit de consommation sur les tabacs)

Intervient sur l'amendement n° 155 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351)

Article 18 supprimé par le Sénat (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte spécial n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Intervient sur l'amendement n° 156 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351)

Article 19 supprimé par le Sénat (modification des quotités de répartition de la taxe d'aviation civile entre le budget annexe de l'aviation civile et le compte spécial n° 902-25 "Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien)

Intervient sur l'amendement n° 157 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351)

Article 19 bis supprimé par le Sénat (exonération de redevance audiovisuelle)

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10351)

Article 21 supprimé par le Sénat (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-23 "Actions en faveur du développement des départements, des territoires et des collectivités territoriales d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10352)

Article 22 supprimé par le Sénat (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-26 "Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables)

Intervient sur l'amendement n° 160 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10353)

Article 23 supprimé par le Sénat (création du compte d'affectation spéciale n° 902-33 "Fonds de provisionnement des charges de retraite et de désendettement de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10354)

Article 23 bis (rapport au Parlement sur l'évolution de la desserte du territoire par des réseaux à haut débit)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 10354)

Article 24 (financement de la revalorisation des retraites agricoles et de diverses mesures d'ordre social en faveur des non-salariés agricoles)

Soutient l'amendement n° 277 du Gouvernement (réintroduction des professions agricoles dans la liste des bénéficiaires de la répartition du solde du produit de la contribution sociale de solidarité des sociétés et fixation à 1,830 milliard de francs du montant du produit de la contribution sociale versé au BAPSA) (p. 10355) : adopté (p. 10355)

Article 25 bis (majoration de l'enveloppe normée du contrat de croissance et de solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 164 de la commission (de suppression) (p. 10355)

Article 26 (financement des communautés d'agglomération)

Intervient sur l'amendement n° 165 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10355)

Article 26 bis A (majoration des ressources du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (de suppression) (p. 10356)

Article 26 bis B (compensation des exonérations de taxe professionnelle en faveur des groupements situés en zone de redynamisation urbaine ou en zone franche urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 167 de la commission (de suppression) (p. 10356)

Article 26 bis C (régime spécifique des communautés urbaines à taxe professionnelle unique percevant une fiscalité additionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 168 de la commission (de suppression) (p. 10356)

Article 26 bis (allégement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour certains logements sociaux à usage locatif)

Intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10357)

Intervient sur l'amendement n° 170 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10357)

Soutient l'amendement n° 306 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10357) : adopté (p. 10357)

Article 26 ter A (exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en faveur des bâtiments servant de dépendance aux habitations)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (de suppression) (p. 10357)

Article 26 ter (allégement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les redevables âgés de plus de soixante-dix ans)

Intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10358)

Article 27 (majoration de la dotation de solidarité urbaine et de la dotation de solidarité rurale)

Intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10358)

Intervient sur l'amendement n° 174 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10358)

Article 27 bis (majoration de 40 millions de francs de la dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement)

Intervient sur l'amendement n° 175 de la commission (de suppression) (p. 10358)

Article 27 ter (affectation au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle de l'intégralité de la cotisation nationale de péréquation)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (de suppression) (p. 10358)

Article 27 quater (accroissement des ressources du Fonds national de péréquation)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (de suppression) (p. 10359)

Article 29 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 315 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 10373) : adopté (p. 10373)

Article 31 et état B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 4 et 5 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 272 corrigé du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10375)

Intervient sur les amendements n°s 6 à 9 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 267 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10375)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 266 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10375)

Intervient sur les amendements n°s 11 et 12 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 270 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10375)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 269 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10376)

Intervient sur les amendements n°s 14 à 26 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient les amendements n°s 265, 308 et 309 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adoptés (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 271 corrigé du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10377)

Intervient sur les amendements n°s 28 et 29 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 264 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 263 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10377)

Soutient les amendements n°s 316 et 278 du Gouvernement (minoration des crédits) (p. 10375) : adoptés (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 310 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10377)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 262 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10377)

Intervient sur les amendements n°s 34 et 35 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 273 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient les amendements n°s 261 et 274 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adoptés (p. 10378)

Intervient sur les amendements n°s 37 à 43 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 260 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 259 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10378)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient les amendements n°s 258 et 311 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adoptés (p. 10378 et 10379)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Soutient l'amendement n° 257 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 10375) : adopté (p. 10379)

Intervient sur les amendements n°s 47 et 48 de la commission (rétablissement des crédits adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10375)

Article 32 et état C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils)

Intervient sur les amendements n°s 49 à 57 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382)

Soutient l'amendement n° 286 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adopté (p. 10382)

Intervient sur les amendements n°s 58 et 59 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382)

Soutient l'amendement n° 285 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adopté (p. 10383)

Intervient sur les amendements n°s 60 à 63 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382)

Soutient l'amendement n° 284 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adopté (p. 10383)

Soutient l'amendement n° 283 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adopté (p. 10384)

Intervient sur les amendements n°s 69 à 71 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382)

Soutient l'amendement n° 282 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adopté (p. 10384)

Intervient sur les amendements n°s 72 et 73 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382)

Soutient l'amendement n° 281 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adopté (p. 10384)

Intervient sur les amendements n°s 74 à 81 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382)

Soutient l'amendement n° 280 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adopté (p. 10385)

Soutient l'amendement n° 312 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adopté (p. 10385)

Intervient sur les amendements n°s 82 et 83 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10382)

Soutient les amendements n°s 268 et 279 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 10382) : adoptés (p. 10385)

Intervient sur les amendements n°s 64 à 68 de la commission (rétablissement des autorisations de programme et des crédits de paiement adoptés par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10383)

Article 33 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10385)

Article 34 supprimé par le Sénat (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10386)

Article 35 (budgets annexes - services votés)

Intervient sur l'amendement n° 186 de la commission (rétablissement des crédits du budget annexe de l'Aviation civile) (p. 10386)

Article 36 (budgets annexes - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 187 de la commission (rétablissement des crédits du budget annexe de l'Aviation civile) (p. 10386)

Soutient l'amendement n° 275 du Gouvernement (majoration des crédits du budget annexe des prestations sociales agricoles) (p. 10386) : adopté (p. 10386)

Article 38 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 188 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10387)

Soutient l'amendement n° 288 du Gouvernement (adaptation de la nomenclature du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits des sociétés") (p. 10387) : adopté (p. 10387)

Article 41 bis (comptes d'avance du Trésor - mesures nouvelles)

Intervient sur l'amendement n° 189 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10387)

Après l'article 41 bis

Soutient l'amendement n° 303 du Gouvernement (comptes de commerce - mesures nouvelles) (p. 10387) : adopté (p. 10387)

Article 42 et état E (autorisation de perception des taxes parafiscales)

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (rétablissement de la ligne 40 de l'état E) (p. 10388)

Intervient sur l'amendement n° 191 de la commission (rétablissement de la ligne 41 de l'état E) (p. 10388)

Article 42 bis (information sur les créations, suppressions et modifications de taxes parafiscales)

Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (de suppression) (p. 10388)

Article 43 et état F pour coordination (crédits évaluatifs)

Soutient l'amendement n° 314 du Gouvernement (inscription d'un nouveau chapitre dans le compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits des sociétés") (p. 10391) : adopté (p. 10391)

Article 45 et état H pour coordination (crédits provisionnels)

Soutient l'amendement n° 302 du Gouvernement (inscription de deux nouveaux chapitres à l'état H) (p. 10391) : adopté (p. 10391)

Article 46 supprimé par le Sénat (répartition, entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, des ressources publiques affectées au compte spécial n° 902-15)

Intervient sur l'amendement n° 193 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10391)

Article 46 bis (exonération de redevance des foyers situés en zone d'ombre)

Intervient sur l'amendement n° 194 de la commission (de suppression) (p. 10392)

Article 47 (extension du crédit d'impôt pour dépenses de gros équipement de l'habitation principale aux équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable)

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10393)

Article 47 bis (exonération au titre de l'impôt sur le revenu des sommes perçues au titre du règlement de certaines situations résultant de la Seconde guerre mondiale)

Intervient sur l'amendement n° 196 de la commission (de suppression) (p. 10393)

Article 48 (exonération de taxe professionnelle des équipements et outillages des entreprises de manutention portuaire)

Intervient sur l'amendement n° 197 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10394)

Après l'article 48

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Pierre Méhaignerie (allégement de la valeur locative des matériels agricoles en matière de taxe professionnelle) (p. 10395)

Article 48 ter A (éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des constructions affectées à la police)

Intervient sur l'amendement n° 198 de la commission (de suppression) (p. 10395)

Article 48 ter supprimé par le Sénat (versement de subventions de fonctionnement aux syndicats représentatifs par les communes et par les départements)

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10396)

Intervient sur le sous-amendement n° 317 de M. Jean Vila (versement de subventions aux structures communales ou intercommunales des organisations syndicales représentatives) à l'amendement n° 199 de la commission (p. 10396)

Soutient le sous-amendement n° 301 du Gouvernement (versement de subventions aux organisations syndicales représentatives dont l'action concourt directement à l'intérêt local) à l'amendement n° 199 de la commission (p. 10396) : retiré (p. 10396)

Soutient le sous-amendement n° 300 du Gouvernement (communication à la commune d'un rapport détaillant l'utilisation de la subvention accompagné de la présentation des comptes certifiés) à l'amendement n° 199 de la commission (p. 10396) : adopté après rectification (p. 10396)

Article 48 quater A (perception de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les établissements publics de coopération intercommunale en l'absence de délibération du syndicat mixte exerçant la collecte et le traitement)

Intervient sur l'amendement n° 200 de la commission (de suppression) (p. 10396)

Article 48 quater supprimé par le Sénat (taxe communale sur les activités commerciales non salariées à durée saisonnière)

Intervient sur l'amendement n° 201 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10397)

Article 48 quinquies (extension de l'éligibilité des structures intercommunales à la dotation globale d'équipement)

Soutient l'amendement n° 289 du Gouvernement (dispositif réservé aux établissements publics de coopération intercommunale dont les quatre cinquièmes au moins des communes sont elles-mêmes éligibles à la dotation globale d'équipement) (p. 10397) : retiré (p. 10397)

Article 48 sexies supprimé par le Sénat (réforme des modalités de calcul du potentiel fiscal des communautés de communes à fiscalité additionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10397)

Article 48 septies A (rapport du Gouvernement sur les modalités d'intégration dans le potentiel fiscal de la compensation de la réforme de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission (de suppression) (p. 10398)

Article 48 octies A (suspension du bénéfice de l' "amortissement Besson" en cas de location à un ascendant ou un descendant)

Intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (rédactionnel) (p. 10398)

Soutient l'amendement n° 183 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10398) : adopté (p. 10398)

Article 48 nonies A (barème de l'impôt sur le revenu applicable aux revenus perçus en 2002)

Intervient sur l'amendement n° 204 de la commission (de suppression) (p. 10399)

Article 48 nonies B (plus-values réalisées à l'occasion d'apports en société de sociétés civiles d'exploitation agricole)

Intervient sur l'amendement n° 205 de la commission (de suppression) (p. 10399)

Article 48 nonies C (réduction d'impôt sur le revenu au titre des contrats d'assurance "complément de retraite")

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (de suppression) (p. 10399)

Avant l'article 48 duodecies

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (élargissement aux logements-foyers de la possibilité de prendre en compte les prêts consentis au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction, pour obtenir une exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 10400)

Article 48 terdecies supprimé par le Sénat (extension du bénéfice du dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs aux signataires d'un contrat territorial d'exploitation)

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10400)

Article 48 sexdecies supprimé par le Sénat (extension de l'applicabilité du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles aux personnels non titulaires de l'établissement "Domaine de Pompadour")

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10400)

Article 48 vicies (exonération de la contribution pour le remboursement de la dette sociale en faveur des retraités et chômeurs non imposables)

Intervient sur l'amendement n° 209 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10401)

Article 48 duovicies A (taxe professionnelle de France Télécom)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission (de suppression) (p. 10401)

Article 48 duovicies (rapport sur la péréquation de la taxe professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10401)

Article 48 tervicies (financement des frais d'assainissement non collectif par les structures intercommunales)

Intervient sur l'amendement n° 212 de la commission (de suppression) (p. 10401)

Article 48 quatervicies (versement de fonds de concours par les syndicats mixtes en faveur d'équipements d'intérêt commun)

Intervient sur l'amendement n° 213 de la commission (de suppression) (p. 10402)

Article 48 quinvicies (réalisation des travaux de raccordement des eaux usées chez les propriétaires privés)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (de suppression) (p. 10402)

Article 49 AA (amende en cas de non-respect d'obligations déclaratives)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (de suppression) (p. 10402)

Article 49 AB (demande de rétablissement des déficits)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission (de suppression) (p. 10402)

Article 49 B supprimé par le Sénat (suppression de l'office parlementaire d'évaluation des politiques publiques)

Intervient sur l'amendement n° 217 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10402)

Après l'article 49 B

Intervient sur l'amendement n° 218 de la commission (information sur les créations, suppressions et modifications de taxes parafiscales) (p. 10403)

Article 49 supprimé par le Sénat (contribution additionnelle établie au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 219 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10403)

Article 50 bis A (extension de l'allocation temporaire de cessation anticipée d'activité aux enseignants de l'enseignement agricole privé sous contrat)

Soutient l'amendement n° 290 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10403) : adopté

Article 53 quinquies (augmentation du montant maximum du droit fixe de la taxe pour frais de chambre de métiers)

Intervient sur l'amendement n° 220 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10404)

Article 53 sexies supprimé par le Sénat (échange d'informations entre chambres de métiers et services fiscaux)

Intervient sur l'amendement n° 221 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de la limitation de l'échange d'informations à celles relatives au recensement des assujettis à la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 10404)

Article 53 septies (demande d'un rapport et d'un débat annuels sur l'utilisation des fréquences radio-électriques)

Intervient sur l'amendement n° 222 de la commission (suppression du débat annuel) (p. 10404)

Article 55 (développement des ressources propres de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) et de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES))

Intervient sur l'amendement n° 223 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10405)

Article 57 supprimé par le Sénat (réforme de l'aide à l'embauche d'apprentis)

Intervient sur l'amendement n° 224 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10405)

Article 58 supprimé par le Sénat (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales concernant les entreprises des zones de revitalisation rurale et les entreprises nouvelles exonérées d'impôt)

Intervient sur l'amendement n° 225 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une modification rédactionnelle) (p. 10406)

Article 61 bis (demande d'un rapport sur la réforme de l'aide juridictionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 226 de la commission (de suppression) (p. 10406)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10557)

Son intervention (p. 10565)

Thèmes :

Finances publiques : politique budgétaire (p. 10565)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) : Conseil constitutionnel (p. 10565)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10596)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9907)

Son intervention (p. 9907)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 9917)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 9922)

Sa réponse (p. 9938)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois (p. 9907, 9923)

Etablissements de santé : hôpitaux : crédits (p. 9939)

Etat : réforme (p. 9939)

Finances publiques : crédits budgétaires (p. 9908, 9909, 9917)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9907, 9908, 9917)

Finances publiques : dépenses (p. 9908, 9909, 9939)

Finances publiques : dette publique (p. 9909)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 9907, 9909)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 9908)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 9917, 9938)

Finances publiques : recettes (p. 9908, 9917, 9922, 9923, 9938)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 9907, 9908)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9908, 9938 à 9940)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 9908)

Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 9917)

Politique économique : croissance (p. 9907)

Politique sociale : généralités (p. 9909)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 9939)

Rapatriés : politique à l'égard des rapatriés (p. 9940)

Sécurité publique : tempêtes (p. 9923)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 9908)

TVA : taux (p. 9907, 9908)

Discussion des articles [7 décembre 2000] (p. 9963, 10021)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Didier Migaud (clarification du régime d'exonération des indemnités versées à l'occasion d'une mise à la retraite à l'initiative de l'employeur, pour les salariés qui ne sont pas couverts par une convention de branche ou un accord professionnel ou interprofessionnel) (p. 9963)

Article 1er (régime fiscal des exploitants d'ouvrages de circulation routière à péages)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Renaud Muselier (limitation des cas dans lesquels les péages des ouvrages de circulation routière sont soumis à la TVA) (p. 9965)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Michel Bouvard (suppression des paragraphes VII et VIII) (p. 9965)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Charles de Courson (de coordination) (p. 9966)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Jacques Jégou (gel, jusqu'au 31 décembre 2010, des tarifs des péages autoroutiers) (p. 9966)

Article 2 (affectation au Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) de la part Etat du droit de consommation sur les tabacs manufacturés perçu en 2000)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 9967)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 9967)

Article 3 (consolidation du financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Charles de Courson (suppression de l'exclusion du régime agricole du bénéfice de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et couverture du déficit du BAPSA par la C3S, une fois arrêté le montant de la subvention de l'Etat) (p. 9968)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (exclusion de la valeur des droits de plantation et de replantation de vigne pour le calcul des plus-values professionnelles) (p. 9968)

Article 4 (modification des ressources du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Charles de Courson (reversement au compte d'affectation spéciale n° 902-24 du produit de la cession de titres des sociétés GAN, CIC et UIC) (p. 9969)

Soutient l'amendement n° 106 rectifié du Gouvernement (modification de la nomenclature du compte d'affectation spéciale n° 902-24) (p. 9969) : adopté (p. 9970)

Article 5 (abandon de créances détenues au compte spécial du Trésor n° 903-05 "Prêts du Fonds de développement économique et social")

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 9970)

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (abandon du solde de la créance détenue sur l'Agence France presse au titre du prêt participatif accordé en 1991) (p. 9971) : adopté (p. 9971)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 15 rectifié du Gouvernement (aménagement de l'assiette de la taxe spéciale alimentant le compte de soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles) (p. 9971) : adopté (p. 9972)

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (création du compte de commerce n° 904-22 "Gestion active de la dette de l'Etat") (p. 9972) : adopté après modification (p. 9973)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Didier Migaud (rédactionnel) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9973)

Intervient sur le sous-amendement n° 268 de M. Didier Migaud (rédactionnel) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9973)

Intervient sur le sous-amendement n° 269 de M. Didier Migaud (rédactionnel) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9973)

Intervient sur le sous-amendement n° 270 rectifié de M. Didier Migaud (de précision) à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9973)

Article 6 et état A (équilibre général)

Son intervention (p. 9979)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction du déficit budgétaire) (p. 9980)

Soutient l'amendement n° 275 du Gouvernement (de conséquence) (p. 9982) : adopté (p. 9982)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 9982)

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 9982)

Article 7 et état B (dépenses ordinaires des services civils - Ouvertures)

Soutient l'amendement n° 153 du Gouvernement (majoration des crédits de la culture) (p. 9984) : adopté (p. 9984)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Christian Cuvilliez (réduction des crédits de la santé et de la solidarité) (p. 9984)

Soutient l'amendement n° 152 du Gouvernement (majoration des crédits de la santé et de la solidarité) (p. 9986) : adopté (p. 9986)

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (majoration des crédits de frais de justice du ministère de l'équipement, des transports et du logement) (p. 9986) : adopté (p. 9987)

Soutient l'amendement n° 206 du Gouvernement (majoration des crédits de l'environnement) (p. 9987) : adopté (p. 9988)

Soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement (majoration des crédits de l'économie, des finances et de l'industrie) (p. 9988) : adopté (p. 9988)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Gérard Bapt (réduction des crédits de la santé et de la solidarité) (p. 9988)

Article 8 et état C (dépenses en capital des services civils - Ouvertures)

Soutient l'amendement n° 154 du Gouvernement (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'enseignement scolaire) (p. 9991) : adopté (p. 9991)

Soutient l'amendement n° 155 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'enseignement supérieur) (p. 9991) : adopté (p. 9991)

Soutient l'amendement n° 205 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'environnement) (p. 9991) : adopté (p. 9991)

Soutient l'amendement n° 204 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de l'économie, des finances et de l'industrie) (p. 9991) : adopté (p. 9991)

Soutient l'amendement n° 203 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement de la recherche et de la technologie) (p. 9991) : adopté (p. 9991)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Jean-Louis Dumont (suppression du titre VII de l'état C relatif aux crédits des dommages de guerre) (p. 9992)

Article 16 (modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle (compte d'affectation spéciale n° 902-15))

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jean-Marie Le Guen (financement de l'émetteur de Chypre) (p. 9993)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 170 de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (application de la réduction d'impôt prévue par l'article 199 quindecies du code général des impôts aux personnes dépendantes hébergées dans des structures d'accueil spécialisées et

doublement du plafond de la réduction d'impôt lorsque les deux conjoints sont hébergés) (p. 9995)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Yves Deniaud (non-prise en compte pour le calcul du résultat d'exploitation des indemnités perçues en compensation de l'abattage d'un troupeau réalisé dans le cadre de la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine) (p. 9995)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Yves Cochet (institution d'un crédit d'impôt au titre des dépenses d'équipements ménagers de classe énergétique A) (p. 9997)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Yves Cochet (institution d'un crédit d'impôt au titre des dépenses destinées à économiser l'énergie) (p. 9997)

Après l'article 19

Soutient l'amendement n° 102 rectifié du Gouvernement (allongement de la durée de validité des passeports) (p. 9998) : adopté (p. 9998)

Soutient l'amendement n° 129 du Gouvernement (report d'un an des dispositions relatives aux droits de succession en Corse) (p. 9998) : adopté (p. 9999)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Charles (reconduction du dispositif dispensant les crédits-preneurs d'immeubles situés dans certaines zones d'aménagement du territoire de réintégrer, lors de la levée d'options d'achat, la fraction des loyers représentative de l'acquisition du bien, et limitation du bénéfice de la dispense de réintégration des loyers de crédit-bail aux contrats portant sur des immeubles à caractère industriel et commercial) (p. 9999)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Gilles Carrez (perception par les communautés d'agglomération créées ex nihilo, la deuxième année d'attribution de leur dotation globale de fonctionnement, d'une attribution par habitant égale au moins à celle perçue l'année précédente, indexée sur l'évolution de la dotation forfaitaire) (p. 10000)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Bernard Charles (suppression de la caution pour diverses opérations liées à la détention d'alcools et à la circulation des alambics) (p. 10001)

Soutient l'amendement n° 130 du Gouvernement (relèvement des minima de perception pour le droit de consommation sur les tabacs manufacturés) (p. 10002) : adopté après modification (p. 10002)

Intervient sur le sous-amendement n° 272 de M. Gilbert Mitterrand (relèvement du minimum de perception sur le tabac blond) à l'amendement n° 130 du Gouvernement (p. 10002)

Article 22 (modernisation des formalités déclaratives et de paiement des grandes entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de précision) (p. 10004)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de précision) (p. 10004)

Article 23 (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2001)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Charles de Courson (maintien de la valeur locative cadastrale des propriétés non bâties) (p. 10004)

Article 24 (aménagement de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (signature de conventions pluriannuelles de majoration exceptionnelle du produit de la taxe) (p. 10005)

Article 25 (modification de la taxe sur les achats de viandes)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10005)

Soutient l'amendement n° 149 du Gouvernement (relèvement des taux de la taxe et élargissement de son champ d'application aux plats préparés) (p. 10005) : adopté (p. 10005)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Bernard Charles (extension dans le temps de l'application du taux particulier de TVA sur les ventes d'animaux vivants de boucherie et de charcuterie à des personnes non assujetties à cette taxe) (p. 10006)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Jean-Louis Dumont (remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers grevant le fioul utilisé pour le chauffage des logements locatifs sociaux HLM) (p. 10006)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Jean-Pierre Blazy (alourdissement de la taxation des aéronefs les plus bruyants au titre de la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 10008)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Michel Bouvard (exonération de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques pour les quantités d'énergie électrique dues par EDF à certains établissements industriels dont les droits sont réservés par la loi de nationalisation du 8 avril 1946) (p. 10009)

Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Michel Bouvard (exonération de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques pour les réserves en eau et en force des zones de montagne) (p. 10009)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Gilbert Gantier (exclusion de l'assiette de la taxe professionnelle des investissements réalisés aux fins de respecter les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre et soumis à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 10010)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Philippe Auberger (exclusion de l'assiette de la taxe professionnelle des investissements réalisés aux fins de respecter les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre et soumis à la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 10010)

Après l'article 27

Soutient l'amendement n° 104 du Gouvernement (fixation des règles relatives à l'assiette, au taux et aux modalités de recouvrement de la cotisation versée à la caisse de garantie du logement locatif social) (p. 10011) : adopté (p. 10011)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Yves Cochet (extension de la détaxe de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au gaz de pétrole

liquéfié et au gaz naturel véhicules à toutes les bennes de ramassage de déchets ménagers) (p. 10011)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Yves Cochet (majoration du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers applicable dans le cadre du dispositif "Besson" pour la réalisation de travaux destinés à économiser l'énergie) (p. 10012)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Yves Cochet (suppression de la période de trois ans applicable à l'option pour le régime du "micro-foncier" en cas de travaux destinés à économiser l'énergie réalisés par les propriétaires bailleurs) (p. 10012)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafonnement de l'amortissement des véhicules professionnels fonctionnant à l'énergie propre) (p. 10013)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Yves Cochet (relèvement du plafond de déficit foncier imputable sur le revenu des propriétaires bailleurs lorsque le déficit résulte de travaux destinés à économiser l'énergie) (p. 10013)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de l'avoir fiscal) (p. 10013)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 10014)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 10014)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux forfaitaire d'imposition des gains nets en capital réalisés sur les opérations à court terme à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux) (p. 10014)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Alain Bocquet (institution d'un crédit d'impôt au titre des dépenses de déménagement des particuliers) (p. 10015)

Article 26 précédemment réservé (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 10037)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 10037)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 10037)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 10037)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10037)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Michel Bouvard (limitation de la taxation de l'électricité) (p. 10039)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Jacques Jégou (limitation de la taxation de l'électricité) (p. 10039)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Philippe Auberger (limitation de la taxation de l'électricité) (p. 10039)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Michel Bouvard (exonération des réserves en eau et en force des zones de montagne) (p. 10039)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Michel Bouvard (exonération de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques pour les quantités d'énergie électrique dues par EDF à certains établissements industriels dont les droits sont réservés par la loi de nationalisation du 8 avril 1946) (p. 10040)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Philippe Auberger (exonération des produits destinés à être utilisés pour le séchage des produits agricoles) (p. 10040)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Charles de Courson (exonération des produits destinés à être utilisés pour le séchage des produits agricoles) (p. 10040)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Michel Bouvard (exonération des produits énergétiques et de l'électricité utilisés principalement pour la réduction chimique et dans les procédés métallurgiques et d'électrolyse) (p. 10042)

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Charles de Courson (exonération des produits destinés à être utilisés comme matières premières permettant l'obtention d'une matière première agricole) (p. 10043)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Charles de Courson (de précision) (p. 10044)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des produits destinés à être utilisés pour le fonctionnement des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité) (p. 10044)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Philippe Auberger (exonération des produits destinés à être utilisés pour le fonctionnement des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité) (p. 10044)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des produits destinés à être utilisés pour le fonctionnement des systèmes de protection de l'environnement et de sécurité) (p. 10044)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Christian Cuvilliez (exonération de l'énergie utilisée pour le fonctionnement d'équipements destinés à préserver l'environnement) (p. 10045)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Philippe Auberger (exonération des produits destinés à être utilisés dans le cadre des procédés de production par cogénération) (p. 10045)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des produits destinés à être utilisés pour les productions par réaction chimique ou dans des procédés métallurgiques et d'électrolyse) (p. 10045)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Germain Gengenwin (exclusion des activités agricoles du champ de la taxe) (p. 10045)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Michel Bouvard (exonération de l'ensemble des missions de service public) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Philippe Auberger (suppression du critère de la revente pour le bénéfice de l'exonération relative à la production en interne de produits énergétiques) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du critère de la revente pour le bénéfice de l'exonération relative à la production en interne de produits énergétiques) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Michel Bouvard (exonération de tous les produits énergétiques dès lors

qu'ils sont transformés en d'autres produits énergétiques) (p. 10046)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Philippe Auberger (allongement de la période pendant laquelle une entreprise nouvelle est exonérée) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jean-Jacques Jégou (allongement de la période pendant laquelle une entreprise nouvelle est exonérée) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Michel Bouvard (exonération des produits énergétiques nécessaires au recyclage des matières métalliques) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Michel Bouvard (exonération des établissements industriels situés dans les zones de revitalisation rurale) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Bouvard (définition de la notion de réception) (p. 10047)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Didier Migaud (extension à chaque redevable du champ de la franchise de cent tonnes équivalent pétrole) (p. 10048)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 10048)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Michel Bouvard (évaluation de la franchise par établissement) (p. 10048)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Michel Bouvard (fixation à 150 tonnes équivalent pétrole de la franchise annuelle des établissements non industriels situés en zone de montagne) (p. 10049)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Philippe Auberger (conséquences de l'extension du champ d'application de la franchise) (p. 10049)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Michel Bouvard (conséquences de l'extension du champ d'application de la franchise) (p. 10049)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Didier Migaud (de conséquence) (p. 10050)

Intervient sur l'amendement n° 211 deuxième rectification de M. Didier Migaud (attribution par un exploitant agricole de la franchise dont il bénéficie à une ou plusieurs sociétés coopératives agricoles, dans la limite de la quantité de produits énergétiques utilisés par elles au profit exclusif de l'exploitant agricole) (p. 10050)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Christian Cuvilliez (abaissement de la quotité applicable à l'électricité) (p. 10050)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Philippe Auberger (application des abattements à l'ensemble des redevables) (p. 10051)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Jacques Jégou (application des abattements à l'ensemble des redevables) (p. 10051)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Didier Migaud (application de l'abattement aux redevables dont l'intensité de la richesse produite est comprise entre 20 et 25 tonnes équivalent pétrole par million de francs de valeur ajoutée) (p. 10051)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 10052)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Charles de Courson (relèvement du seuil de l'abattement) (p. 10052)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Michel Bouvard (de conséquence) (p. 10052)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Michel Bouvard (prise en compte des circonstances exceptionnelles ayant perturbé le fonctionnement de l'entreprise au cours de l'année 2000 pour la détermination de l'abattement) (p. 10053)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Philippe Auberger (prise en compte des consommations de produits énergétiques de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10054)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Jacques Jégou (prise en compte des consommations de produits énergétiques de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10054)

Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié de M. Didier Migaud (choix de la période de référence pour les redevables dont l'intensité énergétique de la richesse produite est supérieure à 20 tonnes équivalent pétrole et qui ne contractent pas un engagement de réduction de la taxe) (p. 10054)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Christian Cuvilliez (déductibilité des dépenses réalisées pour l'obtention d'une certification environnementale agréée) (p. 10054)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Jean-Jacques Jégou (extension de la possibilité de contracter un engagement relatif à la réduction des consommations de produits énergétiques et des émissions de dioxyde de carbone) (p. 10054)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Philippe Auberger (extension de la possibilité de contracter un engagement relatif à la réduction des consommations de produits énergétiques et des émissions de dioxyde de carbone) (p. 10055)

Intervient sur l'amendement n° 165 de M. Didier Migaud (extension de la possibilité de contracter un engagement relatif à la réduction des consommations de produits énergétiques et des émissions de dioxyde de carbone) (p. 10055)

Intervient sur le sous-amendement n° 271 de M. Jean-Jacques Jégou (application du dispositif à compter du 1er janvier 2001) à l'amendement n° 165 de M. Didier Migaud (p. 10055)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Jacques Jégou (prise en compte de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre) (p. 10055)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération des entreprises contractant un engagement de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre) (p. 10056)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Christian Cuvilliez (limitation de l'assiette de la taxe aux quantités de produits énergétiques excédant celles prévues dans l'engagement de réduction de la consommation d'énergie après application de l'abattement) (p. 10056)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Christian Cuvilliez (exclusion de l'assiette de la taxe des entreprises qui se sont engagées dans une démarche de certification environnementale) (p. 10056)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Christian Cuvilliez (exclusion de l'assiette de la taxe de la quantité d'énergie relative au process industriel des entreprises qui se sont engagées dans une démarche de certification environnementale) (p. 10056)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Didier Migaud (prise en compte des réductions de consommation de produits énergétiques constatées entre 1992 et 2001, et relèvement des montants initiaux de réduction de la taxe liés à la constatation d'une baisse des consommations réelles de produits énergétiques au regard des consommations figurant dans la situation de référence) (p. 10057)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Charles de Courson (conditions d'exigibilité de la taxe en cas de dénonciation des engagements) (p. 10057)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Christian Cuvilliez (modulation du montant de la taxe en fonction de l'évolution du ratio masse salariale sur valeur ajoutée) (p. 10058)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Jégou (plafonnement de la taxe à 0,2 % de la valeur ajoutée produite au cours de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10058)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Jégou (plafonnement de la taxe à 0,4 % de la valeur ajoutée produite au cours de l'année précédant l'année de taxation) (p. 10058)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Philippe Auberger (déclaration annuelle unique) (p. 10059)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Jacques Jégou (déclaration annuelle unique) (p. 10059)

Intervient sur l'amendement n° 167 deuxième rectification de M. Didier Migaud (simplification du régime déclaratif et de paiement) (p. 10060)

Intervient sur l'amendement n° 210 rectifié de M. Didier Migaud (limitation du montant de la taxe due au titre de l'année 2001 à 0,5 % de la valeur ajoutée) (p. 10061)

Intervient sur le sous-amendement n° 278 de M. Augustin Bonrepaux (application d'un taux de 0,3 %) à l'amendement n° 210 rectifié de M. Didier Migaud (p. 10061)

Son intervention (p. 10063)

Intervient sur l'amendement n° 168 rectifié de M. Didier Migaud (fixation d'un seuil de perception) (p. 10063)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Jacques Jégou (application de la taxe subordonnée à l'entrée en vigueur d'un accord international sur la réduction de tous les gaz à effet de serre) (p. 10063)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 138 deuxième rectification précédemment réservé de M. Yves Cochet (institution d'un crédit d'impôt pour l'acquisition de véhicules propres) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 239 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (institution d'un crédit d'impôt de 10 000 F pour l'acquisition d'un véhicule roulant au GPL ou avec un système mixte électricité-essence) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Philippe Auberger (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Michel Bouvard (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Christian Estrosi (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'article 236 de l'annexe II au code général des impôts limitant, pour les entreprises, le droit à déduction de la TVA pour les dépenses de logement, de restaurant, de réception et de spectacle) (p. 10068)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Yves Cochet (extension du régime du mécénat aux dons faits à des organismes à gestion désintéressée qui versent des aides aux entreprises en difficulté et aux PME indépendantes) (p. 10070)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux casques motocyclistes) (p. 10070)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux sièges automobiles pour enfants) (p. 10070)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Yves Cochet (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 10072)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean-Jacques Jégou (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 10072)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Jacques Guyard (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 10072)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Jean-Jacques Jégou (non-assujettissement au droit d'enregistrement de 1 % des acquisitions et cessions d'actions des sociétés non cotées effectuées dans le cadre de l'intéressement, de la participation et des plans d'épargne d'entreprise) (p. 10073)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Jean-Louis Dumont (extension de l'exonération du droit de timbre de dimension aux minutes, originaux et expéditions des actes constatant la formation de sociétés coopératives agricoles) (p. 10073)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Christian Cuvilliez (suppression du plafonnement de l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 10074)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques Jégou (exonération de la taxe sur les véhicules des sociétés pour les véhicules propres) (p. 10074)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Jean-Louis Dumont (assouplissement des conditions de prise en compte des modalités de financement des logements foyers pour l'obtention de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 10074)

Soutient l'amendement n° 148 du Gouvernement (aménagement de la définition des petites et moyennes entreprises pouvant bénéficier de l'exonération de taxe professionnelle dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire "tertiaire") (p. 10075) : adopté (p. 10075)

Soutient l'amendement n° 150 du Gouvernement (application à compter de l'année 2000 de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties

pour certains logements en accession à la propriété) (p. 10075) : adopté (p. 10075)

Intervient sur l'amendement n° 241 de M. Jean-Pierre Brard (gratuité du stationnement de surface pour les véhicules propres) (p. 10076)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 10076)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Germain Gengenwin (création d'une provision pour investissement au profit des entreprises de sciage) (p. 10077)

Article 28 (fixation des plafonds des redevances cynégétiques)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Didier Migaud (réduction des plafonds des redevances cynégétiques) (p. 10077)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Augustin Bonrepaux (rapport au Parlement sur les conséquences financières du transfert de la charge de l'indemnisation des dégâts de gibier aux fédérations départementales des chasseurs) (p. 10078)

Article 29 (fixation du montant du droit d'inscription à l'examen du permis de chasser)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 10078)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Yves Deniaud (de suppression) (p. 10078)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 10078)

Article 30 (modification de l'article L. 35-6 du code des postes et télécommunications relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 10079)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (de précision) (p. 10080)

Article 31 (affectation au Fonds national pour l'emploi (FNE) d'une partie du produit de la cotisation versée par les employeurs licenciant des salariés âgés de plus de 50 ans)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 10080)

Soutient l'amendement n° 125 du Gouvernement (fondement de la participation de l'UNEDIC au financement des allocations spéciales de licenciement du Fonds national pour l'emploi) (p. 10081) : adopté (p. 10081)

Article 32 (versement d'une contribution à l'Etat par les organismes collecteurs paritaires agréés au titre du congé individuel de formation et du compte de temps de formation)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Jacques Jégou (doublement du montant de la contribution) (p. 10081)

Article 33 (codification du reversement aux collectivités locales de certaines astreintes prononcées par les juridictions administratives)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (affectation au budget général de l'Etat de la part des astreintes prononcées par les juridictions administratives qui n'est pas versée au requérant) (p. 10082)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Alain Bocquet (majoration de la dotation globale de fonctionnement des communes concernées par un plan d'exposition au bruit) (p. 10082)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Augustin Bonrepaux (modification du mode de calcul du coefficient d'intégration fiscale des groupements à taxe professionnelle unique) (p. 10082)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (extension du mécanisme de garantie de la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 10083)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Alain Bocquet (extension du mécanisme de garantie de la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 10083)

Intervient sur l'amendement n° 224 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (aménagement du régime fiscal des sociétés mères et filiales pour les groupes bancaires mutualistes) (p. 10084)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. Alain Bocquet (dispositions visant à assurer la continuité des délibérations pour les établissements publics de coopération intercommunale ne résultant pas d'une substitution ou d'une transformation d'un groupement préexistant) (p. 10084)

Soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (achèvement du transfert du contentieux de la transfusion sanguine) (p. 10085) : adopté (p. 10085)

Soutient l'amendement n° 202 du Gouvernement (création d'une rente viagère en faveur des veuves de harkis) (p. 10085) : adopté (p. 10085)

Soutient l'amendement n° 105 rectifié du Gouvernement (rétablissement des prélèvements pour frais de perception sur le produit des impositions sociales) (p. 10085) : adopté (p. 10085)

Soutient l'amendement n° 103 du Gouvernement (autorisation donnée à la caisse de mutualité sociale agricole de Corse d'accorder un plan d'échelonnement de la dette sociale portant sur les cotisations patronales des exercices antérieurs au 31 décembre 1998) (p. 10086) : adopté (p. 10087)

Soutient l'amendement n° 151 du Gouvernement (mise en place d'une société commune Thomson CSF/DCN) (p. 10088) : adopté après modification (p. 10089)

Intervient sur le sous-amendement n° 273 de M. Didier Migaud (rédactionnel) à l'amendement n° 151 du Gouvernement (p. 10089)

Intervient sur le sous-amendement n° 274 de M. Jean-Michel Boucheron (détachement des fonctionnaires civils et militaires du ministère de la défense) à l'amendement n° 151 du Gouvernement (p. 10089)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Michel Bouvard (compensation des pertes de recettes subies par la ville de Modane en raison de l'application de la convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales) (p. 10090)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Jacques Jégou (publication d'un rapport annuel récapitulant l'ensemble des subventions versées par l'Etat à des organismes, établissements publics et associations non respectueux de l'environnement) (p. 10090)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10619)

Son intervention (p. 10619)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 10619)
Finances publiques : dépenses (p. 10619)
Finances publiques : dette publique (p. 10619)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 10619)
Finances publiques : recettes (p. 10619)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 10619)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 10620)
Parlement : Sénat (p. 10619)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 10619)

Discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10625)

Article 1er A supprimé par le Sénat (aménagement du régime fiscal des indemnités de mise en retraite d'office versées aux salariés)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10626)

Article 1er (régime fiscal des exploitants d'ouvrages de circulation routière à péages)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10626)

Article 2 supprimé par le Sénat (affectation au Fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) de la part Etat du droit de consommation sur les tabacs manufacturés perçu en 2000)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627)

Article 3 supprimé par le Sénat (consolidation du financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA))

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627)

Article 4 (modification des ressources du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés")

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10627)

Article 5 supprimé par le Sénat (abandon de créances de l'Etat détenues au compte spécial du Trésor n° 903-05 "Prêts du Fonds de développement économique et social")

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10628)

Article 5 bis supprimé par le Sénat (aménagement de l'assiette de la taxe spéciale alimentant le compte de soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10628)

Article 5 ter supprimé par le Sénat (création d'un compte de commerce n° 904-22 "Gestion active de la dette et de la trésorerie de l'Etat")

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10628)

Article 5 quater (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements au titre des ajustements liés au transfert de l'aide médicale à l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Didier Migaud (ajustement partiel, en faveur des départements, de la réduction de la dotation générale de décentralisation à la suite du transfert à l'Etat de l'aide médicale) (p. 10629)

Article 6 et état A (équilibre général)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10638)

Article 12 supprimé par le Sénat (compte d'affectation spéciale - ouverture)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10638)

Article 13 supprimé par le Sénat (compte de prêt - ouverture)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10638)

Article 17 AA (avoir fiscal attaché aux dividendes perçus par les fondations et les associations reconnues d'utilité publique)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de suppression) (p. 10638)

Article 17 A (aménagement de la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10639)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Didier Migaud (de coordination) (p. 10639)

Après l'article 18

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux prestations de services funéraires) (p. 10639)

Article 19 ter (report d'un an de l'application en Corse des dispositions relatives aux droits de succession)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10640)

Article 20 (exonération des impôts dus sur certains transferts effectués au profit d'établissements publics ou de collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10640)

Article 22 (modernisation des formalités déclaratives et de paiement des grandes entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10640)

Article 24 (aménagement de la taxe pour frais de chambres d'agriculture)

Soutient l'amendement n° 64 du Gouvernement (fixation à 1,4 %, pour la seule année 2001, du taux d'augmentation maximale du produit de la taxe pour frais de chambres d'agriculture) (p. 10641) : adopté (p. 10641)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (de conséquence) (p. 10641)

Article 25 supprimé par le Sénat (modification de la taxe sur les achats de viandes)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10641)

Article 26 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Michel Bouvard (limitation de la taxation de l'électricité) à l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10648)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Gilles Carrez (exonération des locaux mixtes et des locaux commerciaux) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10648)

Soutient le sous-amendement n° 40 du Gouvernement (exonération des produits énergétiques destinés à la revente et résultant de la cogénération) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10648) : adopté (p. 10649)

Soutient le sous-amendement n° 41 rectifié du Gouvernement (simplification des méthodes de calcul de l'intensité énergétique) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10649) : adopté (p. 10649)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (simplification du dispositif applicable aux sociétés coopératives) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10650)

Soutient le sous-amendement n° 42 du Gouvernement (application aux organismes assujettis à la taxe de la même définition de la valeur ajoutée que celle retenue en matière de taxe professionnelle) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10650) : adopté (p. 10650)

Soutient le sous-amendement n° 43 du Gouvernement (délai de dépôt de la déclaration des entreprises bénéficiant d'un abattement et qui dépasseront en 2001 le seuil des 100 tonnes équivalent pétrole) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10650) : adopté (p. 10650)

Soutient le sous-amendement n° 44 du Gouvernement (remboursement de la taxe acquittée par les opérateurs en cas d'excédent de versement) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10650) : adopté (p. 10651)

Soutient le sous-amendement n° 45 du Gouvernement (dispense d'établissement d'une déclaration pour les entreprises bénéficiaires de l'abattement de 100 tonnes équivalent pétrole) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10651) : adopté (p. 10651)

Soutient le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 21 de la commission (p. 10651) : adopté (p. 10651)

Soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement (de codification) (p. 10651) : adopté (p. 10651)

Article 27 bis A (modification de l'assiette de la taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage perçue dans la région Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 10651)

Article 27 bis B (modification de l'assiette de la taxe sur les ouvrages hydroélectriques concédés)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 10652)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Philippe Auberger (de suppression) (p. 10652)

Article 27 quater (crédit d'impôt de 10 000 F pour l'acquisition d'un véhicule roulant au GPL ou avec un système mixte électricité-essence)

Intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Nicole Bricq (extension du bénéfice du crédit d'impôt aux véhicules pris en location dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat ou d'une durée d'au moins deux ans) (p. 10653)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10655)

Article 27 septies (aménagement de la définition des petites et moyennes entreprises pouvant bénéficier de l'exonération de taxe professionnelle dans les zones éligibles à la prime d'aménagement du territoire "tertiaire")

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10656)

Article 30 supprimé par le Sénat (interceptions des correspondances émises par la voie des télécommunications)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10656)

Article 31 supprimé par le Sénat (affectation au Fonds national pour l'emploi (FNE) d'une partie du produit de la cotisation versée par les employeurs licenciant des salariés âgés de plus de 50 ans)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10657)

Article 32 supprimé par le Sénat (versement d'une contribution à l'Etat par les organismes collecteurs paritaires agréés au titre du congé individuel de formation et du compte de temps formation)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10658)

Article 32 bis (établissements publics de coopération intercommunale éligibles à la dotation de solidarité instituée par un groupement à taxe professionnelle unique)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 10658)

Article 32 ter (établissements publics de coopération intercommunale éligibles à la dotation de solidarité instituée par un groupement à fiscalité additionnelle ou à taxe professionnelle de zone)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 10658)

Article 33 (codification du reversement aux collectivités locales de certaines astreintes prononcées par les juridictions administratives)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10658)

Article 33 bis (obligations de desserte du territoire national par les opérateurs de téléphonie mobile)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 10659)

Article 33 ter (application du taux réduit de 19,60 % de la TVA à certains produits alimentaires sous réserve de leur conformité au principe constitutionnel d'égalité devant les charges publiques)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 10659)

Article 33 quinquies (versement des avances de fiscalité locale aux établissements publics de coopération intercommunale créés ex nihilo)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 10660)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 10660)

Article 38 (achèvement du transfert du contentieux de la transfusion sanguine)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (suppression du paragraphe II) (p. 10661)

Article 39 bis (aménagement du moratoire des dettes fiscales en faveur des rapatriés ayant déposé un dossier auprès de la Commission nationale de désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Gérard Bapt (clarification du dispositif de l'article 44 de la loi de finances rectificative pour 1986 relatif aux remises de prêts en faveur des rapatriés) (p. 10663)

Article 40 supprimé par le Sénat (rétablissement des prélèvements perçus par l'Etat pour frais d'assiette et de perception sur le produit des impositions établies au profit des organismes de sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10663)

Intervient sur le sous-amendement n° 62 de M. Didier Migaud (de précision) à l'amendement n° 36 de la commission (p. 10663)

Article 41 supprimé par le Sénat (autorisation donnée à la caisse de mutualité sociale agricole de Corse d'accorder un plan d'échelonnement de la dette sociale portant sur les cotisations patronales des exercices antérieurs au 31 décembre 1998)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10664)

Article 44 (provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 10665)

Soutient l'amendement n° 66 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 10665) : adopté (p. 10665)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 2000] (p. 10679)

Son intervention (p. 10679)

Son intervention à l'issue du vote (p. 10696)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 70 (délai d'application des dispositions relatives aux cumuls de mandats et au mandat de directeur général délégué)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Éric Besson (référence à la date de publication de la loi) (p. 842)

Article 70 bis (articles L. 225-177, L. 225-179, L. 225-184 et L. 225-185 du code de commerce, article L. 443-6 du code du travail : dispositions relatives aux options sur actions)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 844)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission (interdiction d'attribuer aux salariés et aux mandataires sociaux d'une société des options donnant droit à la souscription ou à l'achat de titres non cotés d'une société liée) (p. 844)

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission (interdiction d'attribuer aux salariés et aux mandataires sociaux d'une société des options donnant droit à la souscription ou à l'achat de titres non cotés d'une société liée) (p. 844)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (information relative aux options sur actions) (p. 845)

Intervient sur l'amendement n° 122 rectifié de la commission (interdiction d'attribuer aux salariés et aux mandataires sociaux d'une société des options donnant droit à la souscription ou à l'achat de titres non cotés d'une société liée) (p. 845)

Article 70 ter (articles 163 bis C, 163 bis G et 200 A du code général des impôts et article L. 242-1 du code de la sécurité sociale : dispositions relatives au régime fiscal et social des options sur actions et des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 845)

Article 70 quinquies (extension du droit de créer une fondation d'entreprise aux institutions de prévoyance)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (rédactionnel) (p. 846)

Article 70 sexies (application à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, aux territoires de Wallis-et-Futuna et à Mayotte de certains articles du code de commerce et du code civil modifiés par la présente loi)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission (de suppression) (p. 846)

Article 70 septies (article 210 sexies du code général des impôts : relèvement des plafonds de déductibilité fiscale des jetons de présence)

Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission (de suppression) (p. 846)

Article 70 octies (contrôle des entreprises de réassurance)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission (application du plafonnement de la sanction pécuniaire aux sociétés de participations d'assurance) (p. 847)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission (refus d'agrément par le ministre d'une entreprise de réassurance ne pouvant faire l'objet d'un contrôle effectif) (p. 847)

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (intervention de la commission de contrôle des assurances) (p. 848)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission (solvabilité des entreprises de réassurance) (p. 848)

Article 70 nonies (article 163 bis G du code général des impôts : désignation des bénéficiaires de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 131 de la commission (de suppression) (p. 848)

Article 71 AA (offres publiques d'échange menées par les entreprises dont le capital est détenu à plus de 20 % par l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 132 de la commission (de suppression) (p. 849)

Article 72 supprimé par le Sénat (instauration des contrats d'entreprise entre l'Etat et les entreprises du secteur public)

Intervient sur l'amendement n° 133 corrigé de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 849)

Article 73 supprimé par le Sénat (articles 4 et 7 de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la modernisation du secteur public : extension du champ d'application des contrats d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 134 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 850)

Article 75 pour coordination (mise à disposition de fonctionnaires de la Caisse des dépôts et consignations à la société CDC Finance)

Soutient l'amendement n° 234 du Gouvernement (de codification) (p. 851) : adopté (p. 851)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Éric Besson (référence à la date de publication de la loi) (p. 851)

Son intervention à l'issue du vote (p. 853)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1194)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de M. Yves Cochet (suppression de la condition d'activité professionnelle pour l'attribution de la prime pour l'emploi) (p. 1196)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Philippe Auberger (augmentation de la majoration en faveur des couples dont un seul membre exerce une activité professionnelle) (p. 1198)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Philippe Auberger (augmentation de la majoration servie au titre des personnes à charge) (p. 1199)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2212)

Son intervention (p. 2212)

Sa réponse (p. 2221)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 2222)

Emploi : allégement des charges sociales (p. 2221)

Emploi : politique de l'emploi : Gouvernement (p. 2212, 2221, 2222)

Impôt sur le revenu : déclarations : prime pour l'emploi (p. 2213)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2212, 2213, 2221, 2222)

Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 2212)

Parlement : Sénat : prime pour l'emploi (p. 2213, 2222)

Partis et mouvements politiques : droite : prime pour l'emploi (p. 2222)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2212)

Discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2222)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement dans l'article des termes "prime pour l'emploi" auxquels le Sénat avait substitué ceux de "crédit d'impôt en faveur de l'activité" (p. 2224)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du seuil de 0,3 SMIC pour les non-salariés supprimé par le Sénat) (p. 2225)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (délai de réclamation pour le bénéfice de la prime) (p. 2225)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement du titre initial : "Projet de loi portant création d'un crédit d'impôt en faveur de l'emploi") (p. 2225)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 mai 2001] (p. 2885)

Son intervention (p. 2885)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi : Gouvernement (p. 2885)

Impôt sur le revenu : déclarations : prime pour l'emploi (p. 2885)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2885)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2885)

Proposition de loi organique n° 2540 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2001] (p. 1217, 1251)

Sa réponse (p. 1264)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 1265)

Etat : réforme (p. 1265)

Finances publiques : débat d'orientation budgétaire (p. 1265)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 1265)

Finances publiques : fongibilité des crédits (p. 1265)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 1265)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 1265)

Lois de règlement (p. 1265)

Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1265, 1266)

Discussion des articles [7 février 2001] (p. 1266) ; [8 février 2001] (p. 1319)

Article 2 (les ressources budgétaires)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Jégou (intégration des émissions d'emprunts au budget de l'Etat) (p. 1267)

Article 4 (la définition des charges budgétaires de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Jacques Jégou (intégration des remboursements d'emprunts aux charges budgétaires de l'Etat) (p. 1269)

Article 5 (le budget et les principes budgétaires)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jacques Barrot (imputation de toutes les recettes et de toutes les dépenses au budget de l'Etat) (p. 1271)

Intervient sur l'amendement n° I de M. Philippe Auberger (distinction des dépenses en fonction de leur nature et définition de la notion d'équilibre budgétaire) (p. 1272)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Jégou (définition des dépenses relevant d'une section de fonctionnement et financement de ces dépenses par les seules recettes fiscales et non fiscales) (p. 1276)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Jacques Jégou (affirmation du principe de l'équilibre des lois de finances et présentation d'un programme pluriannuel de retour à l'équilibre budgétaire en cas de manquement à ce principe) (p. 1276)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Jacques Barrot (interdiction des régimes de garantie permanents) (p. 1276)

Article 6 (la comptabilisation des recettes et des dépenses)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jacques Barrot (intégration des engagements dans la comptabilisation des opérations budgétaires) (p. 1319)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Philippe Auberger (prise en compte des recettes au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles doivent être encaissées) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Jacques Jégou (application d'une comptabilité en droits constatés en ce qui concerne les recettes) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Jacques Jégou (application d'une comptabilité en droits constatés en ce qui concerne les dépenses) (p. 1321)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jacques Barrot (intégration des engagements dans la comptabilisation des opérations budgétaires) (p. 1321)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Jacques Jégou (affirmation du principe de l'équilibre budgétaire et modalités de prise en compte dans le budget des dépenses afférentes à l'amortissement de la dette de l'Etat) (p. 1322)

Article 7 (la budgétisation par objectifs : les missions et les programmes)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Delalande (spécialisation des crédits selon leur nature) (p. 1323)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du monopole de l'initiative gouvernementale pour la création d'une mission) (p. 1324)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jacques Brunhes (suppression du monopole de l'initiative gouvernementale pour la création d'une mission) (p. 1324)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Delalande (suppression du monopole de l'initiative gouvernementale pour la création d'une mission) (p. 1324)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la possibilité d'instituer un programme comportant des crédits globaux pour dépenses accidentelles) (p. 1327)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Philippe Auberger (suppression du caractère indicatif de la présentation des crédits par titre) (p. 1328)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jacques Brunhes (suppression du plafonnement par programme des crédits ouverts sur le titre des dépenses de personnel) (p. 1329)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Jégou (non fongibilité des crédits ouverts sur le titre des dépenses d'investissement vers les crédits ouverts sur le titre des dépenses de fonctionnement) (p. 1331)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jacques Brunhes (suppression du plafonnement par ministère des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat) (p. 1331)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jacques Barrot (fixation de plafonds des effectifs rémunérés par l'Etat et contrôle des créations et des suppressions d'emplois) (p. 1331)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Philippe Auberger (introduction, dans le cadre de l'examen de la première partie de la loi de finances, d'un vote global sur la récapitulation des crédits ouverts au titre des dépenses de personnel et des plafonds des autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat) (p. 1332)

Article 9 (le caractère limitatif des autorisations budgétaires)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Philippe Auberger (affirmation du caractère limitatif des crédits ouverts sur chaque titre de dépenses et instauration d'un mécanisme de virement interne à chaque programme) (p. 1332)

Article 12 (la répartition des crédits globaux)

Son intervention (p. 1333)

Article 13 (les virements et transferts de crédits entre programmes)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Delalande (suppression des virements de crédits entre les programmes d'un même ministère) (p. 1334)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Jacques Jégou (abaissement du plafond des virements de crédits entre programmes) (p. 1335)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Brunhes (interdiction de tout virement au détriment du titre des dépenses de personnel) (p. 1335)

Article 14 (les décrets d'avance)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. François Goulard (avis des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) (p. 1336)

Article 15 (les annulations de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de la limitation des annulations de crédits) (p. 1336)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Pierre Delalande (abaissement du plafond des crédits annulables par décret) (p. 1337)

Article 16 (les reports de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jacques Brunhes (reconduction des plafonds des autorisations d'emplois) (p. 1338)

Article 18 (les procédures de fonds de concours et de rétablissement de crédits)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Yves Cochet (rattachement des versements communautaires au budget général selon la procédure des fonds de concours) (p. 1338)

Article 21 (le compte de gestion des participations de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Delalande (suppression de la possibilité de compléter les recettes du compte de gestion des participations de l'Etat par une subvention inscrite au budget général) (p. 1339)

Article 22 (le compte de gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat)

Son intervention (p. 1339)

Après l'article 24

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Jacques Jégou (création d'un compte annexe d'amortissement de la dette de l'Etat) (p. 1341)

Article 26 (les règles applicables aux opérations de trésorerie)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression de l'obligation faite aux collectivités territoriales et aux établissements publics de déposer leurs disponibilités au Trésor) (p. 1342)

Article 27 (le principe de sincérité des lois de finances)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Philippe Auberger (mise en cohérence avec les hypothèses économiques annexées dans le rapport économique et financier, avec l'évolution de l'ensemble des prélèvements obligatoires, avec les prévisions triennales des finances publiques transmises aux institutions communautaires, ainsi qu'avec les comptes consolidés des administrations publiques établis par la comptabilité nationale et établissement d'un rapport spécifique de cohérence) (p. 1344)

Après l'article 27

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Philippe Auberger (affirmation du principe de l'équilibre budgétaire et présentation d'un plan précisant les modalités de retour à l'équilibre en cas de manquement à ce principe) (p. 1345)

Article 29 (la sincérité des comptes de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Jean-Pierre Delalande (établissement d'un compte de bilan retraçant les biens et les dettes de l'Etat) (p. 1346)

Article 30 (la définition des lois de finances)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 1346)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. François Goulard (affirmation du principe de l'équilibre budgétaire et présentation d'un programme tri-annuel de retour à l'excédent) (p. 1347)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. François Goulard (récapitulation dans la loi de finances de l'ensemble des recettes provenant des impositions de toute nature et de leur affectation par organisme bénéficiaire, sauf pour les impôts bénéficiant aux collectivités territoriales) (p. 1347)

Article 31 (le contenu de la loi de finances de l'année)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jacques Barrot (renouvellement annuel de l'affectation des ressources de l'Etat et des impositions de toute nature à des personnes morales autres que l'Etat et les collectivités territoriales) (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. François Goulard (récapitulation de l'affectation des impositions de toute nature à des personnes morales autres que l'Etat, sauf en ce qui concerne les impôts locaux) (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Jacques Brunhes (autorisation de perception des seules ressources de l'Etat) (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jacques Brunhes (introduction de la notion d'équilibre financier) (p. 1349)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Philippe Auberger (évaluation de l'ensemble des impositions de toute nature et indication des organismes bénéficiaires, sauf pour les impôts votés par les collectivités territoriales) (p. 1350)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Jacques Brunhes (introduction de la notion d'équilibre financier) (p. 1350)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jacques Brunhes (définition des modalités de répartition des concours de l'Etat aux collectivités territoriales) (p. 1350)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean-Jacques Jégou (fixation d'un plafond des emprunts autorisés) (p. 1351)

Article 32 (le contenu des lois de finances rectificatives)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 1353)

Article 33 (les conditions du transfert d'une ressource de l'Etat vers une autre personne morale)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 1353)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Jacques Barrot (renouvellement annuel de l'affectation des ressources de l'Etat et des impositions de toute nature à des personnes morales autres que les collectivités territoriales) (p. 1353)

Article 34 (le contenu de la loi de règlement)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Jacques Barrot (prise en compte des engagements) (p. 1354)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean-Jacques Jégou (arrêté définitif des charges de trésorerie ayant concouru à la réalisation de l'équilibre financier) (p. 1354)

Article 35 (la préparation des projets de loi de finances)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 1355)

Article 36 (le débat d'orientation budgétaire)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 1357)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Jacques Brunhes (suppression de la référence au programme annuel de stabilité) (p. 1358)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Didier Migaud (référence aux engagements européens de la France) (p. 1358)

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié de M. Philippe Auberger (contenu du rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques) (p. 1359)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Jacques Brunhes (organisation d'un vote à l'issue du débat d'orientation budgétaire) (p. 1360)

Article 38 (les documents joints au projet de loi de finances de l'année)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 1361)

Article 40 (les documents joints aux projets de loi de finances rectificative)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Jacques Jégou (établissement d'une annexe relative aux conditions d'encaissement des recettes non fiscales) (p. 1362)

Article 46 (les documents joints au projet de loi de règlement)

Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Didier Migaud (de conséquence) (p. 1363)

Intervient sur l'amendement n° 97 rectifié de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 1363)

Article 48 (l'exercice du droit d'amendement)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Jacques Brunhes (compensation des augmentations de charges publiques par des augmentations de recettes publiques) (p. 1364)

Article 50 (le maintien à titre transitoire et exceptionnel de certaines affectations de recettes)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Delalande (de suppression) (p. 1364)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression, dès la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi organique, des comptes d'affectation spéciale, des comptes de commerce et des budgets annexes) (p. 1365)

Article 52 (les dispositions transitoires relatives aux taxes parafiscales)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Didier Migaud (nouvelle rédaction de l'article) (p. 1365)

Article 54 (l'entrée en vigueur anticipée de certaines dispositions de la loi organique)

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Didier Migaud (de conséquence) (p. 1366)

Son intervention (p. 1366)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2001] (p. 4651)

Son intervention (p. 4651)

Thèmes :

Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 4651)

Parlement : prérogatives : finances publiques (p. 4651)

Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 4651)

Parlement : rôle : généralités (p. 4651)

Parlement : Sénat : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 4651)

Discussion des articles [21 juin 2001] (p. 4668)

Article 1er (ressources et charges de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel - charges de trésorerie) (p. 4669)

Article 54 (entrée en vigueur anticipée de certaines dispositions)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Didier Migaud (extension du champ des dispositions faisant l'objet d'une entrée en vigueur anticipée) (p. 4707)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4709)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Sa réponse (p. 3960)

Thèmes :

Emploi : politique de l'emploi (p. 3963)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3962, 3963)

Finances publiques : dépenses (p. 3961, 3962)

Finances publiques : dépenses en capital (p. 3962)

Finances publiques : généralités : Cour des comptes (p. 3962)

Finances publiques : prélèvements obligatoires : réductions d'impôt (p. 3961)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 3962)

Finances publiques : recettes (p. 3961)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 3962, 3963)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : ministre (p. 3963)

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3960, 3961, 3963)

Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 3960)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3961, 3962)

Politique sociale : solidarité (p. 3962)

Secteur public : services publics (p. 3962)

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 juin 2001] (p. 3965)

Son intervention (p. 3965)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3965)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 3965)
Finances publiques : dépenses (p. 3965)
Finances publiques : dette publique (p. 3965)
Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 3965)
Sécurité sociale : comptes (p. 3965)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2001] (p. 5223)

Son intervention (p. 5223)

Thèmes :

Lois de règlement (p. 5223)
Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 5223)

Son intervention à l'issue du vote (p. 5225)

Joseph PARRENIN
Doubs (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Membre titulaire de la commission nationale d'information sur les farines animales [J.O. du 29 mars 2001] (p. 4944)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome I : Agriculture et pêche (agriculture) (n° 2629) [11 octobre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2618 rectifié), portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural [22 novembre 2000] (n° 2742)

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 2835), modifié par le Sénat en deuxième lecture, portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural [22 décembre 2000] (n° 2837)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, lutte et prévention [24 octobre 2000] (p. 7340)

Agriculture. Association nationale du développement agricole (ANDA). Réforme [13 décembre 2000] (p. 10181)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8120)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8121)
Agriculture : crédits (p. 8120)
Agriculture : installation (p. 8121)
Bois et forêts (p. 8121)
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : farines animales (p. 8122)
Enseignement agricole : crédits (p. 8121)
Impôts et taxes : exonérations : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8120)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8120)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2000] (p. 8189)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Charles de Courson (accès aux informations) (p. 8196)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9382)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9382)
Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 9382)

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9417)

Son intervention (p. 9417)

Thème :

Union européenne : directives : sécurité sanitaire (p. 9417)

Discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9422)

Article 1er (extension des mesures de police administrative)

Intervient sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (non-indemnisation par l'Etat d'un élevage mis sous séquestre et qui, après analyse, s'avérerait sain) (p. 9423)

Article 10 (code de déontologie des vétérinaires)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (principes établis par le code de déontologie des vétérinaires) (p. 9425) : adopté (p. 9425)

Article 11 (fédérations régionales agréées de défense contre les organismes nuisibles)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (fédérations départementales associées à la fédération régionale) (p. 9425) : adopté (p. 9426)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (aides publiques accordées à la fédération nationale pour des actions de lutte contre les ennemis des cultures) (p. 9426) : adopté (p. 9426)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 6 du Gouvernement (renouvellement des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux fixé à janvier 2002 et prorogation d'un an du mandat des membres des commissions) (p. 9427)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (contrôle de l'agriculture biologique) (p. 9427) : adopté (p. 9428)

Soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Chazal (rapport au Parlement relatif aux incidences sur la biosphère de l'usage des insecticides dits "systématiques") (p. 9428) : adopté après modification (p. 9428)

Intervient sur le sous-amendement n° 8 du Gouvernement (incidence de ces insecticides sur les populations d'abeilles) à l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Chazal (p. 9428)

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10672)

Suppléé par M. Alain Gouriou

Proposition de résolution n° 2687 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines carnées de viande et d'os

Avant la discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10205)

Son intervention (p. 10208)

Thèmes :

Agriculture : produits agricoles : qualité (p. 10209)

Agroalimentaire : entreprises : bénéfices (p. 10209)

Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 10208)

Parlement : rôle (p. 10208)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 10208)

Proposition de loi n° 2983 portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2342)

Son intervention (p. 2618)

Thèmes :

Agriculture : agriculteurs en difficulté (p. 2618)

Agriculture : exploitants (p. 2618)

Agriculture : primes (p. 2619)

Retraites : régime agricole : mutualité sociale agricole (p. 2619)

Risques professionnels : accidents du travail (p. 2618)

Discussion des articles [3 mai 2001] (p. 2625)

Article 1er (art. L. 752-1 à L. 752-21 du code rural : nouveau régime d'assurance contre les accidents du travail et de la vie privée et les maladies professionnelles des exploitants agricoles (AAEXA))

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (cas des retraités travaillant occasionnellement) (p. 2634)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. François Goulard (cas des retraités travaillant occasionnellement) (p. 2634)

Ses explications de vote (p. 2656)

Vote pour du groupe socialiste (p. 2656)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2521)

Son amendement n° 36 soutenu par M. Gérard Fuchs (rétablissement de l'article 31 bis A - article L. 112-1 du code de la consommation : étiquetage des produits laitiers) (p. 2545) : adopté (p. 2546)

Paul PATRIARCHE

Haute-Corse (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'apparente au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Ovins. Fièvre catarrhale, Corse [31 octobre 2000] (p. 7821)

Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [27 juin 2001] (p. 4997)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1311, posée le 29 janvier 2001. Sécurité sociale. Mutualité sociale agricole (J.O. Questions p. 488). Appelée le 30 janvier 2001. Cotisations, arriérés, apurement (p. 886)

n° 1324, posée le 26 mars 2001. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1728). Appelée le 27 mars 2001. Restructuration, Haute-Corse (p. 1406)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Procédure des questions :

Bois et forêts : forêts : Corse (p. 8177)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)

Procédure des questions :

Eau : assainissement (p. 7777)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - TOURISME

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7835)

Procédure des questions :

Régions : Corse : tourisme et loisirs (p. 7861)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2944)

Thèmes :

Etat : décentralisation (p. 2945)
Régions : Corse (p. 2944)
Régions : Corse : fiscalité (p. 2946)
Régions : Corse : Gouvernement (p. 2945)
Régions : Corse : investissements (p. 2946)
Régions : Corse : projet de loi (p. 2945)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2979)

Après l'article 1

Son amendement n° 110 (consultation de la population corse avant toute modification constitutionnelle) (p. 3006) : rejeté (p. 3007)

Article 4 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : carte scolaire et carte des formations)

Son intervention (p. 3011)

Son amendement n° 111 (définition par la collectivité territoriale de Corse d'un schéma prévisionnel des formations après avis du représentant de l'Etat) : rejeté (p. 3012)

Son amendement n° 112 (concertation préalable à la définition de la carte des formations) (p. 3012) : rejeté (p. 3013)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son intervention (p. 3018)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Son intervention (p. 3027)

Article 12 (art. L. 4424-9 à L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales : plan d'aménagement et de développement durable)

Son intervention (p. 3032)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Intervient sur l'amendement n° 207 du Gouvernement (liste des routes à grande circulation fixée par l'Assemblée de Corse) (p. 3081)

Article 15 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : gestion des infrastructures de transports)

Son intervention (p. 3082)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des ports et aéroports à la collectivité territoriale) (p. 3083)

Article 24 (art. L. 222-1 et 2, 332-2, 332-6, 332-10 et 11, 332-13, 332-19-1, 341-1 et 411-5 du code de l'environnement : transfert de procédures en matière environnementale)

Son intervention (p. 3094)

Après l'article 25

Son amendement n° 114 (détermination des périodes d'ouverture et de fermeture de la chasse) : retiré (p. 3097)

Article 26 (art. L. 4424-36 du code général des collectivités territoriales : planification de la ressource en eau)

Son amendement n° 127 (collectivité territoriale garante d'une gestion équilibrée des ressources en eau) : retiré (p. 3098)

Article 30 (transfert ou mise à disposition des services et des biens de l'Etat correspondant aux compétences transférées)

Son intervention (p. 3101)

Article 34 (art. L. 4425-2 du code général des collectivités territoriales : compensation de charges)

Son intervention (p. 3104)

Article 36 (art. L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales : dotation de continuité territoriale)

Son amendement n° 117 (affectation des reliquats à la réalisation de routes) (p. 3107) : rejeté (p. 3108)

Article 20 précédemment réservé (art. L. 4424-33 du code général des collectivités territoriales, art. 314-1 et

314-1-1 du code rural : orientations en matière de développement agricole, rural et forestier)

Son amendement n° 113 (convention entre Etat et collectivité territoriale sur les conditions de mise en œuvre de la politique agricole) (p. 3117) : devenu sans objet (p. 3118)

Article 43 (art. 244 quater E, 199 ter D, 220 D, 223 O, 1466 B bis et 1466 C du code général des impôts : aide fiscale à l'investissement)

Son intervention (p. 3123)

Son amendement n° 120 corrigé (bénéfice du crédit d'impôt pour les filiales des grands groupes industriels implantées en Corse) (p. 3125) : rejeté (p. 3126)

Son amendement n° 126 (extension du crédit d'impôt aux investissements réalisés par les entreprises exerçant des activités annexes du tourisme) (p. 3126) : rejeté (p. 3127)

Son amendement n° 118(crédit d'impôt étendu à l'ensemble du secteur rural) : devenu sans objet (p. 3129)

Après l'article 44

Son amendement n° 199 (déduction fiscale pour investissement pour les entreprises de moins de 10 salariés) : rejeté (p. 3136)

Article 46 (mise en œuvre du programme exceptionnel d'investissements)

Son intervention (p. 3141)

François PATRIAT

Côte d'Or (5ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

Est nommé Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation. Décret du 18 octobre 2000 [J.O. du 19 octobre 2000] (p. 16631)

Cessation de son mandat de député le 18 novembre 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 21 novembre 2000] (p. 18495)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Éric Besson. Entreprises. Création. Aides de l'Etat [25 octobre 2000] (p. 7462)

M. Daniel Vachez. Santé. Maladie de Creutzfeldt-Jakob. Contamination par la viande bovine, lutte et prévention [7 novembre 2000] (p. 8067)

M. Michel Vergnier. Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, conséquences [14 novembre 2000] (p. 8501)

M. Jacques Blanc. Agroalimentaire. Aliments pour animaux. Substituts aux farines animales, protéines végétales [19 décembre 2000] (p. 10447)

M. Jean-Claude Daniel. Banques et établissements financiers. Prêts. Artisans, cautionnement par le conjoint, limitation [9 janvier 2001] (p. 55)

M. Arthur Dehaine. Professions libérales. Revendications. Perspectives [31 janvier 2001] (p. 958)

M. Jean-Paul Charié. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Durée du travail, réduction, application [4 avril 2001] (p. 1764)

Mme Nicole Ameline. Agriculture. Politique agricole. Aides de l'Etat [25 avril 2001] (p. 2235)

M. Jérôme Cahuzac. Politique économique. Consommation. Statistiques [25 avril 2001] (p. 2238)

M. Jean-Louis Idiart. Moyens de paiement. Chèques. Chèques impayés, procédure [29 mai 2001] (p. 3534)

M. Dominique Baert. Moyens de paiement. Euro. Mise en place, conséquences, tarification [5 juin 2001] (p. 3828)

Mme Béatrice Marre. Consommation. Sécurité alimentaire. Politiques communautaires [20 juin 2001] (p. 4535)

M. Jean-Claude Boulard. Industrie. Communication. Philips, emploi et activité, Le Mans [27 juin 2001] (p. 4999)

M. Jean-Marie Geveaux. Industrie. Communication. Philips, emploi et activité, Le Mans [27 juin 2001] (p. 5003)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Patrick Malavieille. Industrie. Matériel électrique et électronique. AMSF-GRME, emploi et activité, Saint-Florent-sur-Auzonnet [27 mars 2001] (p. 1400)

M. Michel Meylan. Anciens combattants et victimes de guerre. Carte du combattant. Conditions d'attribution, Afrique du Nord [27 mars 2001] (p. 1397)

M. René Mangin. Sécurité sociale. Caisses. Durée du travail, réduction, application [27 mars 2001] (p. 1401)

M. Pierre Lasbordes. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets radioactifs. Dépollution, financement, Gif-sur-Yvette [27 mars 2001] (p. 1396)

M. Alain Ferry. Anciens combattants et victimes de guerre. Alsace-Moselle. Annexion de fait, mémorial, financement [27 mars 2001] (p. 1399)

M. François Dosé. Energie et carburants. Energie nucléaire. Sécurité, organisation [26 juin 2001] (p. 4850)

M. Jacques Heuclin. Impôts locaux. Taxe professionnelle. Exonération, conditions d'attribution, entreprises de brochage d'ouvrages de presse [26 juin 2001] (p. 4851)

M. Yves Deniaud. Elevage. Maladies du bétail. Fièvre aphteuse, indemnisation, Orne [26 juin 2001] (p. 4852)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIERE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Son intervention (p. 7732)

Ses réponses (p. 7738 à 7743)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 7734)

Banques et établissements financiers : prêts : commerce et artisanat (p. 7735)

Banques et établissements financiers : prêts : prêts bonifiés (p. 7735, 7736)

Chambres consulaires : chambres de métiers (p. 7736)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 7736, 7737)

Formation professionnelle (p. 7733, 7734, 7736)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 7734)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (p. 7736)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 7737)

Marchés publics (p. 7735)

Politiques communautaires : directives : délais de paiement (p. 7735)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7736)

Travail : durée du travail : commerce et artisanat (p. 7737, 7738)

TVA : taux réduit (p. 7734, 7735)

Réponses aux questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : aides publiques (p. 7739) (Mme Annette Peulvast-Bergeal) (p. 7738)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 7741) (M. Roger Lestas) (p. 7741)

Commerce et artisanat : fonds de commerce : transmission (p. 7742) (M. Alain Moyne-Bressand) (p. 7742)

Départements : Ardennes : commerce et artisanat (p. 7739) (M. Jean-Luc Warsmann) (p. 7739)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 7741) (M. Roger Lestas) (p. 7740)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 7740) (M. Alain Ferry) (p. 7740)

Impôts et taxes : micro-entreprises (p. 7743) (M. Franck Dhersin) (p. 7742)

Politiques communautaires : commerce intra-communautaire : automobile (p. 7742) (M. Gérard Voisin) (p. 7741)

Travail : durée du travail : commerce et artisanat (p. 7743) (M. Franck Dhersin) (p. 7743)

Urbanisme : schémas de cohérence territoriale : commerçants et industriels (p. 7738) (M. Yves Dauge) (p. 7738)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2000] (p. 7743)

Après l'article 53

Son intervention (p. 7743)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Patrick Rimbert (réévaluation du montant du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de commerce) (p. 7744)

Intervient sur l'amendement n° 50 corrigé de la commission (réévaluation du montant du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de commerce) (p. 7744)

Intervient sur l'amendement n° 51 corrigé de la commission (communication mutuelle entre les chambres de métiers et l'administration des informations relatives au recensement et au contrôle des assujettis à la taxe pour frais des chambres de métiers) (p. 7745)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9365)

Sa réponse (p. 9387)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9366)

Agroalimentaire : certification de qualité : appellations d'origine contrôlée (AOC) (p. 9366)

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 9366)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9367)

Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 9366, 9367)

Politiques communautaires : directives : sécurité sanitaire (p. 9367)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9387)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 9365, 9387)

Proposition de résolution n° 2687 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines carnées de viande et d'os

Avant la discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10205)

Son intervention (p. 10214)

Thèmes :

Agriculture : montagne (p. 10215)

Agriculture : produits agricoles : qualité (p. 10213, 10215)

Agroalimentaire : aliments pour animaux : farines animales (p. 10213, 10214)

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 10215)

Commerce extérieur : importations : farines animales (p. 10214)

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : farines animales (p. 10213)

Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 10214, 10215)

Recherche (p. 10213, 10214)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 10214, 10215)
Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 10213 à 10215)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10216)

Article unique (création d'une commission d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. François Sauvadet (contenu des pratiques agricoles) (p. 10217)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. François Sauvadet (étude des diverses formes de productions agricoles ainsi que leurs effets sur la sécurité sanitaire) (p. 10218)

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 389)

Sa réponse (p. 400)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 401)
Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 401)
Entreprises : épargne salariale (p. 400, 401)
Entreprises : intéressement et participation (p. 401)
Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 401)
Politique économique : économie solidaire (p. 401)
Retraites : généralités (p. 401)
Sociétés : actionnaires : salariés (p. 401)

Discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 401, 427)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement des sommes versées dans le cadre de l'épargne salariale aux prélèvements sociaux) (p. 402)

Article 1er (articles L. 444-4 (nouveau), L. 441-2, L. 442-4 et L. 443-2 du code du travail : ancienneté minimale requise pour bénéficier des dispositifs d'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Pierre Balligand (conditions d'entrée en vigueur de la diminution de l'ancienneté minimale) (p. 403)

Article 2 (articles L. 443-2, L. 443-6 et L. 443-5 (nouveau) du code du travail ; article L. 136-7 du code de la sécurité sociale ; article 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 : transfert des valeurs épargnées dans un PEE lorsque le salarié quitte l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 403)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 404)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 de M. Jean-Jacques Jégou (utilisation du numéro INSEE) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 404)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Balligand (de coordination) (p. 405)

Article 3 (articles L. 443-3 et L. 444-3 du code du travail : plan d'épargne de groupe)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Balligand (définition de la notion de groupe) (p. 406)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de précision) (p. 407)

Article 3 quater A (articles L. 442-5 et L. 442-12 du code du travail : rémunération des comptes courants bloqués)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 407)

Article 3 quater supprimé par le Sénat (articles L. 442-7 et L. 442-8 du code du travail : suppression du blocage de la participation pendant trois ans)

Intervient sur l'amendement n° 10 deuxième rectification de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 408)

Article 3 quinquies (article L. 444-1 du code du travail : formation des membres des conseils de surveillance des FCPE)

Soutient l'amendement n° 152 du Gouvernement (de coordination et de codification) (p. 408) : adopté (p. 408)

Article 3 septies supprimé par le Sénat (article 21-1 (nouveau) de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 ; article L. 443-3 du code du travail et article L. 225-138 du code de commerce : création de SICAV dédiées à l'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 408)

Article 4 (article 237 bis A du code général des impôts ; articles L. 441-2, L. 441-4 et L. 442-10 du code du travail : provision pour investissement et dispositions diverses relatives à l'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour investissement) (p. 410)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour investissement) (p. 410)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (modification des conditions de prise en compte des résultats des filiales pour le calcul de l'intéressement au sein d'une société holding) (p. 410)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Christian Cuvilliez (mise en œuvre du plan d'épargne d'entreprise subordonnée au respect des obligations légales en matière de création de comité d'entreprise) (p. 410)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (suppression du paragraphe II bis relatif à l'extension du dispositif de sécurisation juridique aux accords de participation) (p. 411)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (suppression du paragraphe III relatif à la validation des accords d'intéressement antérieurs à la promulgation de la présente loi, lorsque ceux-ci ont été conclus ou modifiés à l'occasion d'un accord de réduction du temps de travail, sans respecter le principe de non-substitution de l'intéressement à un élément de rémunération) (p. 411)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Jean-Pierre Balligand (référence à la date de publication de la loi) (p. 412)

Soutient l'amendement n° 157 du Gouvernement (suppression des gages) (p. 412) : adopté (p. 412)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Christian Cuvilliez (contrôle par les salariés de l'usage des fonds de l'épargne salariale) (p. 412)

Intervient sur l'amendement n° 99 de M. Christian Cuvilliez (affectation du tiers des fonds issus de la participation au financement d'investissements) (p. 413)

Article 5 (article L. 443-1-1 (nouveau) du code du travail : plans d'épargne interentreprises)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Balligand (consultation du comité d'entreprise ou du personnel par référendum pour la sortie d'un plan d'épargne interentreprises) (p. 414)

Soutient l'amendement n° 153 du Gouvernement (prise en compte de la codification de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988) (p. 414) : adopté (p. 414)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Christian Cuvilliez (affectation du tiers des fonds issus de la participation au financement d'investissements) (p. 414)

Article 6 (articles L. 443-1, L. 443-2 et L. 443-7 du code du travail : participation des mandataires sociaux aux PEE)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Christian Cuvilliez (participation des seuls salariés aux plans d'épargne d'entreprise) (p. 415)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 415)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Jean-Jacques Jégou (effectif plafond de l'entreprise pour cette participation) (p. 415)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (suppression d'une coordination inutile) (p. 416)

Article 7 (article L. 443-1-2 (nouveau) du code du travail : création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Intervient sur l'amendement n° 19 deuxième rectification de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de modifications rédactionnelles) (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Christian Cuvilliez (fixation des conditions de déblocage anticipé des sommes épargnées dans le PPESV) (p. 417)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Christian Cuvilliez (affectation du tiers des sommes issues de l'intéressement et de la participation à un fonds d'investissement) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 137 de la commission (de conséquence) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 138 de la commission (de conséquence) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 139 de la commission (de conséquence) (p. 418)

Intervient sur l'amendement n° 17 rectifié de la commission (examen obligatoire de la question de l'affectation d'une partie de l'épargne collectée à un fonds solidaire) (p. 418)

Intervient sur le sous-amendement n° 113 de M. Yves Cochet (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (p. 419)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 419)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la sortie fractionnée du PPESV) (p. 419)

Intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (de coordination) (p. 420)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de la fixation en euros du seuil à partir duquel s'applique la contribution à la charge des employeurs) (p. 420)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Yves Cochet (abaissement du seuil d'application de la contribution des employeurs) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 421)

Intervient sur le sous-amendement n° 104 rectifié de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la contribution des employeurs) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 422)

Article 8 (articles L. 443-2, L. 443-5, L. 443-7 du code du travail ; articles 81, 163 bis AA, 163 bis B, 231 bis E, 237 bis A, 237 ter du code général des impôts ; article 186-3 de la loi du 24 juillet 1966 : dispositions diverses relatives au plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des versements des entreprises) (p. 428)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du plafonnement du versement de l'employeur à hauteur de 2300 euros pour les PEE et de 4600 euros pour les PPESV) (p. 428)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des versements des entreprises) (p. 428)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 429)

Soutient l'amendement n° 155 du Gouvernement (suppression d'un gage) (p. 429) : adopté (p. 429)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 429)

Article 10 (article L. 443-4 du code du travail : obligation d'offrir des modes de placement sécurisés dans le cadre du PEE)

Son intervention (p. 437)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 437)

Soutient l'amendement n° 160 du Gouvernement (de codification) (p. 438) : adopté (p. 438)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'obligation d'offrir un choix de placement au cas de FCPE investis en titres de l'entreprise) (p. 438)

Intervient sur l'amendement n° 29 deuxième rectification de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 438)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Jacques Jégou (application de l'obligation d'offrir un choix de placement dans le cadre des accords de participation) (p. 439)

Article 10 bis (article 20 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 : prise en compte de considérations éthiques dans l'utilisation de l'épargne salariale)

Soutient l'amendement n° 161 du Gouvernement (de codification) (p. 439) : adopté (p. 439)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 439)

Article 11 (articles L. 132-27, L. 133-5, L. 443-1, L. 442-4, L. 443-1 et L. 443-8 du code du travail : diverses dispositions relatives à la négociation collective en matière d'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 440)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Jean-Pierre Balligand (référence à la date de publication de la loi) (p. 440)

Article 11 bis (article L. 444-3 du code du travail : extension des entreprises soumises à l'obligation d'examiner la mise en place d'un dispositif d'épargne salariale)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 441)

Article 12 (article L. 443-3 du code du travail ; articles 20 et 21 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 : conseils de surveillance des FCPE)

Soutient l'amendement n° 162 du Gouvernement (de codification) (p. 442) : adopté (p. 442)

Soutient l'amendement n° 163 du Gouvernement (de codification) (p. 442) : adopté (p. 442)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Christian Cuvilliez (suppression de toute représentation paritaire au sein des conseils de surveillance) (p. 443)

Intervient sur l'amendement n° 36 rectifié de la commission (dissociation du droit de vote et des conditions d'éligibilité) (p. 443)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 443)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 443)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 443)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 444)

Soutient l'amendement n° 164 du Gouvernement (de codification) (p. 444) : adopté (p. 444)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 444)

Soutient l'amendement n° 165 du Gouvernement (de codification) (p. 444) : adopté (p. 444)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 444)

Intervient sur l'amendement n° 43 deuxième rectification de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de la reconnaissance du droit de vote à tous les porteurs de parts) (p. 445)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 445)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Balligand (fixation au 30 juin 2002 de la date limite pour adapter les règlements des FCPE existants aux nouvelles dispositions législatives) (p. 445)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (délai de mise en conformité) (p. 445)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Jean-Pierre Balligand (référence à la date de publication de la loi) (p. 445)

Article 13 (articles L. 225-23, L. 225-71 et L. 225-102 du code de commerce : représentation des salariés actionnaires dans les organes dirigeants des sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 446)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 446)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Cuvilliez (représentation des salariés dans les organes dirigeants des entreprises) (p. 447)

Article 13 bis (rapport au Parlement)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (de suppression) (p. 448)

Article 13 ter (articles L. 225-23 et L. 225-71 du code de commerce : demande d'inscription de résolutions à l'ordre du jour des assemblées générales)

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (recours à la procédure de l'injonction sous astreinte pour les sociétés à conseil d'administration) (p. 449)

Article 13 quinquies (article L. 225-106 du code de commerce : consultation obligatoire des salariés actionnaires avant l'assemblée générale des actionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (suppression de la consultation obligatoire en cas de prise de contrôle de l'entreprise) (p. 449)

Article 13 sexies (article L. 444-8 (nouveau) du code du travail : crédit d'heures au bénéfice des mandataires des salariés actionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (suppression de la condition prévoyant la réception par le salarié mandataire d'un nombre significatif de

pouvoirs émis par d'autres salariés actionnaires) (p. 450)

Article 14 (articles L. 225-129, L. 225-129-1 (nouveau), L. 225-138, L. 225-216, L. 225-187 à L. 225-197, L. 225-187-1 (nouveau) du code de commerce ; article 92 D du code général des impôts ; articles L. 443-5 à L. 443-7 du code du travail : incitations au développement de l'actionnariat salarié)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (suppression de l'obligation de réserver 5 % des actions nouvelles aux salariés lors d'une augmentation de capital) (p. 451)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Jean-Pierre Balligand (référence à la date de publication de la loi) (p. 451)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Christian Cuvilliez (suppression du paragraphe II relatif aux opérations réservées à l'actionnariat salarié) (p. 452)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Jean-Pierre Balligand (intervention d'un expert lorsqu'une entreprise non cotée est évaluée selon une autre méthode que celle de l'actif net) (p. 452)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Jean-Pierre Balligand (évaluation annuelle des titres d'une entreprise non cotée) (p. 452)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Balligand (attribution d'actions gratuites aux salariés) (p. 452)

Article 14 bis (articles L. 443-5 et L. 443-7 du code du travail : renforcement des avantages accordés aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 453)

Article 14 ter (article L. 443-5 du code du travail : autorisation d'une décote pour les titres des sociétés non cotées)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (de suppression) (p. 453)

Article 14 quater (article 885 0 bis du code général des impôts : assimilation à un bien professionnel des actions de son entreprise détenues par un salarié)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (de suppression) (p. 454)

Article 14 quinquies (article 90 de la loi de finances pour 1992 : rétablissement du régime du rachat d'une entreprise par ses salariés)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de suppression) (p. 454)

Article 14 sexies (article 639 du code général des impôts : exonération de droits d'enregistrement des cessions d'actions de sociétés non cotées)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (de suppression) (p. 454)

Article 15 (article 2 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 : procédures applicables aux entreprises du secteur public)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Balligand (de précision) (p. 455)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Jean-Pierre Balligand (de coordination) (p. 455)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (suppression du titre VII) (p. 456)

Article 16 (mise en place des plans de retraite)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de suppression) (p. 456)

Article 17 (contenu des plans de retraite)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (de suppression) (p. 457)

Article 18 (dispositions fiscales et sociales relatives aux plans de retraite)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (de suppression) (p. 457)

Article 19 (statut des fonds de retraite)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (de suppression) (p. 458)

Article 20 (contrôle des fonds de retraite)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) (p. 459)

Article 21 (information des adhérents)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de suppression) (p. 459)

Article 22 (précautions de gestion)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) (p. 460)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (rétablissement du titre initial du projet de loi) (p. 460)

Seconde délibération

Article 14 (articles L. 225-129, L. 225-129-1 (nouveau), L. 225-138, L. 225-216, L. 225-187 à L. 225-197, L. 225-187-1 (nouveau) du code de commerce ; article 92 D du code général des impôts ; articles L. 443-5 à L. 443-7 du code du travail : incitations au développement de l'actionnariat salarié)

Intervient sur l'amendement n° I de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture en ce qui concerne la procédure de consultation obligatoire tous les trois ans de l'assemblée générale sur la mise en oeuvre d'une augmentation de capital réservée aux salariés) (p. 461)

Son intervention à l'issue du vote (p. 464)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 678)

Sa réponse (p. 694)

Thèmes :

Agriculture : fruits et légumes (p. 695)

Banques et établissements financiers : politique bancaire : personnes défavorisées (p. 695, 696)

Banques et établissements financiers : réglementation (p. 695)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 695)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 694 à 696)

Consommation : pratiques commerciales (p. 695)

Entreprises : délais de paiement (p. 696)

Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 694, 695)

Marchés financiers : généralités (p. 695)
Moyens de paiement : chèques (p. 695, 696)
Politique économique : généralités (p. 694, 695)
Politique économique : mondialisation (p. 694)
Sociétés : actionnaires (p. 694)
Travail : licenciements (p. 694, 695)

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 27 B (article 27 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement du commerce et de l'artisanat : autorisations nécessaires pour les ventes au déballage)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (de suppression) (p. 697)

Article 27 C (double affichage du prix des carburants)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 697)

Après l'article 27 C

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Gérard Voisin (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Gérard Voisin (intégration des coûts additionnels dans le calcul du prix d'achat effectif des carburants) (p. 697)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Christian Cuvilliez (intervention des pouvoirs publics lors des crises agricoles) (p. 698)

Article 27 bis A (article 71 de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 : fixation de prix minima pour tous les produits agricoles périssables)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de suppression) (p. 699)

Article 27 bis supprimé par le Sénat (article 71-1 nouveau de la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 : fixation de prix minima d'achat aux producteurs de fruits et légumes frais)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 699)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jean-Paul Charié (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 699)

Article 27 ter supprimé par le Sénat (article 33 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 : exigence d'un contrat écrit pour la rémunération de services spécifiques rendus par les fournisseurs)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Paul Charié (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 700)

Article 27 quater (description des services spécifiques dans les contrats)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de suppression) (p. 700)

Article 27 quinquies (modification de l'intitulé du titre IV du livre IV du code de commerce)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (de suppression) (p. 700)

Article 27 sexies (modification de l'intitulé du chapitre II du titre IV du livre IV du code de commerce)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 701)

Article 28 (article L. 441-7 nouveau du code de commerce : commission d'examen des pratiques commerciales)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 702)

Intervient sur le sous-amendement n° 146 de M. Jean-Yves Le Déaut (institution de la commission en tête du titre IV du livre IV du code de commerce) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 703)

Soutient le sous-amendement n° 190 du Gouvernement (suppression de la référence au règlement des litiges individuels) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 703) : adopté (p. 703)

Soutient le sous-amendement n° 191 du Gouvernement (suppression de la possibilité pour la commission de demander une enquête) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 703) : rejeté (p. 704)

Soutient le sous-amendement n° 192 du Gouvernement (suppression de la possibilité de rendre obligatoires les recommandations de la commission par arrêté ministériel) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 704) : adopté (p. 704)

Intervient sur le sous-amendement n° 210 de M. Jean-Yves Le Déaut (maintien de l'anonymat des acteurs économiques visés dans les avis et recommandations de la commission) à l'amendement n° 59 de la commission (p. 704)

Article 28 bis A (article L. 441-2-1 nouveau du code de commerce : interdiction des ristournes)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (de suppression) (p. 705)

Article 28 ter (article L. 441-3 du code de commerce : paiement des fournisseurs)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (fixation du point de départ du délai de 30 jours à l'issue duquel les pénalités sont dues à compter de la livraison des produits) (p. 705)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Paul Charié (obligation pour les fournisseurs d'exiger des pénalités de retard) (p. 706)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Yves Le Déaut (instauration d'un système de lettre de change pour tout achat dont le délai de paiement excède 45 jours) (p. 708)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Paul Charié (délai de six mois pour la mise en application du dispositif) (p. 709)

Article 28 quater (article L. 441-6 du code de commerce : description des services spécifiques dans les conditions générales de vente)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (de suppression) (p. 716)

Article 28 quinquies (délais de paiement des marchés publics)

Son intervention (p. 718)

Article 29 (article L. 442-6 du code de commerce : précision de la notion de pratiques abusives, nullité de certaines clauses illicites et extension des prérogatives des pouvoirs publics devant les juridictions)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve d'une modification rédactionnelle) (p. 720)

Intervient sur le sous-amendement n° 212 de M. Jean-Yves Le Déaut (prise en compte des pratiques conduisant à imposer à son partenaire économique un délai de paiement outrepassant de manière abusive le délai de 30 jours ou les délais habituellement convenus au sein de la profession ou figurant dans les codes de bonnes pratiques) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 721)

Soutient le sous-amendement n° 193 du Gouvernement (interdiction des cessions de créances à des tiers et application du délai de 30 jours en cas d'annulation par le tribunal d'une clause frappée de nullité absolue) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 721) : retiré (p. 721)

Intervient sur le sous-amendement n° 211 de M. Jean-Yves Le Déaut (interdiction des cessions de créances à des tiers et application du délai de 30 jours en cas d'annulation par le tribunal d'une clause frappée de nullité absolue) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 721)

Article 29 bis (article L. 441-6 du code de commerce : encadrement des rabais et ristournes)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (de suppression) (p. 721)

Article 31 (articles L. 112-3 et L. 112-4 nouveaux du code de la consommation et L. 641-1-2 nouveau du code rural : utilisation simultanée d'une marque commerciale et d'un signe d'identification)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 721)

Article 31 bis A (article L. 112-1 du code de la consommation : étiquetage des produits laitiers)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (de suppression) (p. 722)

Article 31 ter (article L. 112-6 du code de la consommation : protection de dénominations de chocolat)

Intervient sur l'amendement n° 67 corrigé de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 723)

Intervient sur l'amendement n° 2 corrigé de M. Jean-Yves Le Déaut (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 723)

Article 31 quinquies (article L. 124-1 du code de commerce : coopératives de commerçants)

Soutient l'amendement n° 194 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 724) : adopté (p. 724)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Paul Charié (possibilité pour des tiers d'être associés à des opérations réalisées par une coopérative de commerçants) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Charié (adhésion de commerçants établis hors de l'espace économique européen à une coopérative de commerçants) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Paul Charié (faculté pour les commerçants détaillants dont la coopérative est affiliée à une autre coopérative de commerçants détaillants de bénéficier directement des services de cette dernière) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Jean-Paul Charié (conditions d'admission de nouveaux associés au sein d'une coopérative de commerçants) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Paul Charié (fixation par le règlement intérieur des rapports entre la coopérative de commerçants et ses membres) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Paul Charié (renforcement des devoirs des associés d'une coopérative de commerçants) (p. 726)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Charié (rémunération de la fonction de président du conseil de surveillance d'une coopérative de commerçants) (p. 726)

Article 31 sexies supprimé par le Sénat (définition du prix de revente)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Charié (rétablissement partiel du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 727)

Article 31 septies (démarchages effectués sur le lieu de travail d'un professionnel)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de suppression) (p. 727)

Avant l'article 32 A

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre Ier) (p. 728)

Article 32 A (article L. 461-1 du code de commerce : procédure de nomination des rapporteurs)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) (p. 728)

Article 32 B (article L. 461-1 du code de commerce : composition du Conseil de la concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 728)

Article 32 (article L. 461-3 du code de commerce : attributions du ou des rapporteurs généraux adjoints)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Éric Besson (de coordination) (p. 728)

Article 32 bis A (article L. 462-1 du code de commerce : possibilité pour le Conseil de la concurrence de se saisir d'office d'une question de concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (de suppression) (p. 729)

Article 32 bis supprimé par le Sénat (article L. 420-2 du code de commerce : exploitation abusive de l'état de dépendance économique)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Yves Le Déaut (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 729)

Article 34 (articles L. 463-3 et L. 464-5 du code de commerce : procédure simplifiée)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 730)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 730)

Article 37 A (saisine du Conseil de la concurrence par le Conseil supérieur des messageries de presse)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (de suppression) (p. 731)

Après l'article 37 A

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Christian Cuvilliez (prise en compte de la création d'emplois dans la définition du progrès économique permettant d'autoriser certaines pratiques anticoncurrentielles) (p. 731)

Article 38 (article L. 464-2 du code de commerce : sanctions prononcées par le Conseil de la concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 732)

Article 40 (article L. 464-6 du code de commerce : non-lieu et classement sans suite)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 732)

Article 40 bis supprimé par le Sénat (article L. 410-1 du code de commerce : compétence du Conseil de la concurrence en matière de pratiques anti-concurrentielles ayant la forme d'un acte administratif)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Paul Charié (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 733)

Article 42 (article L. 450-4 du code de commerce : visites et saisies)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Éric Besson (de coordination) (p. 734)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 734)

Article 42 ter A (article L. 463-7 du code de commerce : présence des rapporteurs au délibéré)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (de suppression) (p. 735)

Article 42 ter (article L. 463-9 nouveau du code de commerce : restitution des pièces relatives aux procédures anciennes)

Intervient sur l'amendement n° 80 de la commission (suppression de la codification) (p. 735)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Éric Besson (référence à la date de publication de la loi) (p. 735)

Article 43 (articles L. 450-1 et L. 450-6 du code de commerce : mise à disposition de fonctionnaires affectés au Conseil de la concurrence)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 735)

Article 50 (article L. 430-3 du code de commerce : obligation de notifier une opération de concentration)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 737)

Article 51 (article L. 430-4 du code de commerce : caractère suspensif de la notification)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (de coordination) (p. 738)

Article 53 (articles L. 430-5-1, L. 430-5-2 et L. 430-5-3 nouveaux du code de commerce : procédure en cas de saisine du Conseil de la concurrence et sanctions administratives)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (de codification) (p. 739)

Intervient sur l'amendement n° 86 de la commission (de coordination) (p. 739)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 740)

Article 54 pour coordination (article 44 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 : conciliation du secret des affaires avec l'audition de tiers et la publicité des décisions)

Intervient sur l'amendement n° 88 de la commission (de coordination) (p. 740)

Article 54 bis pour coordination (article L. 464-2 du code du travail : non-rétroactivité des règles de procédure de la présente loi)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (de coordination) (p. 740)

Article 54 ter supprimé par le Sénat (article L. 432-1 bis nouveau du code du travail : possibilité pour le comité d'entreprise de recourir à un expert-comptable)

Intervient sur l'amendement n° 90 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 741)

Avant l'article 54 quater

Intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (introduction d'un titre IV intitulé : "Cinéma et communication audiovisuelle") (p. 741)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Christian Cuvilliez (interdiction aux exploitants de salles de cinéma réalisant plus de 0, 5 % des entrées annuelles de mettre en place des mécanismes d'abonnements ou d'accès illimité) (p. 741)

Article 54 quinquies (articles 13 et 27 du code de l'industrie cinématographique : agrément des cartes à accès multiples)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Marcel Rogemont (limitation de la négociation du prix de référence entre le réseau émetteur de la carte d'abonnement et les distributeurs) (p. 744)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Marcel Rogemont (détermination d'un prix de référence pour chaque exploitant et garantie d'un minimum de rémunération pour l'exploitant) (p. 746)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Georges Sarre (garantie d'un montant minimum de rémunération pour l'exploitant) (p. 746)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Christian Cuvilliez (garantie d'un montant minimum de rémunération pour l'exploitant) (p. 746)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Christian Cuvilliez (ressources des producteurs et des ayants droit) (p. 747)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 198 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les opérations au comptant ou à terme sur les devises) (p. 748)

Article 1er précédemment réservé (article L. 233-11 du code de commerce : transmission des pactes d'actionnaires au Conseil des marchés financiers)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 749)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 749)

Article 2 précédemment réservé pour coordination (article 34 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières : obligation d'effectuer les offres publiques sur un marché réglementé)

Soutient l'amendement n° 229 du Gouvernement (de codification) (p. 749) : adopté (p. 749)

Article 3 précédemment réservé (article 3 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse : rectification des informations financières)

Soutient l'amendement n° 147 du Gouvernement (de codification) (p. 750) : adopté (p. 750)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Éric Besson (de coordination) (p. 750)

Article 4 précédemment réservé (articles L. 432-1 et L. 439-2 du code du travail : information du comité d'entreprise en cas d'offre publique)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Christian Cuvilliez (avis du comité d'entreprise sur le caractère amical ou hostile d'une offre publique d'achat ou d'échange) (p. 751)

Soutient l'amendement n° 148 du Gouvernement (de codification) (p. 751) : adopté (p. 751)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 752)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de coordination) (p. 752)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 752)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Christian Cuvilliez (réalisation de l'offre publique subordonnée à l'approbation d'une ou plusieurs organisations syndicales représentatives) (p. 752)

Article 5 précédemment réservé (article 33 de la loi du 2 juillet 1996 : limitation dans le temps des procédures d'offre publique)

Soutient l'amendement n° 149 du Gouvernement (de codification) (p. 753) : adopté (p. 753)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 753)

Article 6 A précédemment réservé supprimé par le Sénat (présidence du collège des autorités de contrôle des entreprises du secteur financier par le ministre chargé de l'économie)

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 753)

Article 6 précédemment réservé (articles 15, 15-2 nouveau, 19 et 45 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédits et articles 12, 13-1 nouveau, 15 et 15-1 nouveau de la loi du 2 juillet 1996 : agréments et autorisations du CECEI et de la COB)

Soutient l'amendement n° 150 du Gouvernement (de codification) (p. 755) : adopté après rectification (p. 755)

Intervient sur l'amendement n° 25 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 756)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (de coordination) (p. 756)

Article 6 bis précédemment réservé (obtention de la qualité d'entreprise d'investissement)

Soutient l'amendement n° 151 du Gouvernement (de codification) (p. 756) : adopté (p. 756)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'amendement n° 201 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (séparation des fonctions de gouverneur de la Banque centrale et de président de l'autorité de surveillance bancaire) (p. 757)

Article 7 précédemment réservé (article 15 de la loi du 24 janvier 1984 : information du ministre chargé de l'économie et du gouverneur de la Banque de France)

Soutient l'amendement n° 152 du Gouvernement (de codification) (p. 757) : adopté (p. 757)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) (p. 758)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 758)

Article 8 précédemment réservé pour coordination (articles 15 et 17 de la loi du 24 janvier 1984 et articles 14 et 15 de la loi du 2 juillet 1996 : conditions requises pour diriger un établissement de crédit et une entreprise d'investissement)

Soutient l'amendement n° 230 du Gouvernement (de coordination) (p. 758) : adopté (p. 758)

Avant l'article 8 bis

Intervient sur l'amendement n° 221 précédemment réservé de M. Éric Besson (suppression du chapitre Ier bis et des sections correspondantes) (p. 759)

Article 8 bis précédemment réservé (service bancaire de base)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 759)

Article 8 ter précédemment réservé (droit au compte)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 760)

Article 8 quater précédemment réservé (financement du service bancaire de base)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 761)

Article 11 précédemment réservé (article L. 322-4 du code des assurances : information du ministre de l'économie et des finances)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de coordination) (p. 761)

Soutient l'amendement n° 153 du Gouvernement (de coordination) (p. 761) : adopté (p. 761)

Article 12 précédemment réservé (article 35 de la loi du 2 juillet 1996 : saisine du tribunal de grande instance de Paris)

Soutient l'amendement n° 154 du Gouvernement (de codification) (p. 762) : adopté (p. 762)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de coordination) (p. 762)

Article 13 bis A précédemment réservé (contrôles sur pièces et sur place)

Soutient l'amendement n° 155 du Gouvernement (de codification) (p. 762) : adopté (p. 762)

Article 13 bis précédemment réservé (inopposabilité de la règle du secret professionnel aux rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. Éric Besson (de coordination) (p. 762)

Article 13 ter précédemment réservé (inopposabilité de la règle du secret par la Commission bancaire aux rapporteurs des commissions d'enquête parlementaires)

Soutient l'amendement n° 156 du Gouvernement (de codification) (p. 763) : adopté (p. 763)

Article 14 précédemment réservé (articles 31 et 29 de la loi du 24 janvier 1984 : composition du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement)

Soutient l'amendement n° 157 du Gouvernement (de codification) (p. 763) : adopté (p. 763)

Intervient sur l'amendement n° 34 rectifié de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 763)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de coordination) (p. 763)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rétablissement du texte initial du projet de loi) (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Éric Besson (rédactionnel) (p. 764)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Pierre Delalande (mise en œuvre par le fonds de garantie des dépôts du mécanisme de garantie des cautions) (p. 764)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2510)

Son intervention (p. 2511)

Sa réponse (p. 2520)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma : abonnements (p. 2511)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2511, 2520)

Entreprises (p. 2511)

Etat (p. 2511)

Marchés financiers : blanchiment des capitaux (p. 2511)

Marchés financiers : offres publiques d'achat (OPA) (p. 2511)

Parlement : rôle (p. 2511, 2520)

Politique économique : concurrence (p. 2511, 2512)

Politique économique : généralités (p. 2511, 2512, 2520)

Politique économique : mondialisation (p. 2512)

Sociétés (p. 2512)

Travail : licenciements (p. 2511, 2520)

Union européenne : règlements : automobiles (p. 2520)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2521)

Soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement (article 1er - de codification) (p. 2541) : adopté (p. 2541)

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (article 6 - de codification) (p. 2542) : adopté (p. 2542)

Soutient l'amendement n° 15 du Gouvernement (article 13 quater - de codification) (p. 2542) : adopté (p. 2542)

Soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (article 14 - correction d'une erreur matérielle) (p. 2542) : adopté (p. 2542)

Soutient l'amendement n° 17 du Gouvernement (article 14 - comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - de précision et faculté de se faire représenter pour le président de la COB et celui du CMF) (p. 2542) : adopté (p. 2542)

Soutient l'amendement n° 18 du Gouvernement (article 14 - de codification) (p. 2542) : adopté (p. 2542)

Soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement (de coordination - suppression de l'article 16 ter) (p. 2542) : adopté (p. 2542)

Soutient l'amendement n° 20 du Gouvernement (article 17 - représentation du président du CMF au collège de la COB) (p. 2542) : adopté (p. 2543)

Soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement (article 17 quinquies - de codification) (p. 2543) : adopté (p. 2543)

Soutient l'amendement n° 22 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 18 bis - codification) (p. 2544) : adopté (p. 2544)

Soutient l'amendement n° 24 du Gouvernement (article 18 quinquies - de codification) (p. 2544) : adopté (p. 2544)

Soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (de coordination - suppression de l'article 18 octies) (p. 2544) : adopté (p. 2544)

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (article 19 - correction d'une erreur matérielle) (p. 2544) : adopté (p. 2544)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Yves Le Déaut (après l'article 28 quinquies - délais de paiement des marchés publics) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Joseph Parrenin (rétablissement de l'article 31 bis A - article L. 112-1 du code de la consommation : étiquetage des produits laitiers) (p. 2545)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Jean-Yves Le Déaut (article 31 quinquies - article L. 124-1 du code de commerce : coopératives de commerçants) (p. 2546)

Soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement (article 38 - article L. 464-2 du code de commerce : sanctions prononcées par le Conseil de la concurrence) (p. 2547) : rejeté (p. 2547)

Soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (article 70 bis - dispositions relatives aux options sur actions - délai d'entrée en vigueur) (p. 2550) : adopté (p. 2550)

Soutient l'amendement n° 27 du Gouvernement (article 70 bis - dispositions relatives aux options sur actions - options sur les titres d'une société mère non cotée) (p. 2550) : adopté (p. 2550)

Soutient l'amendement n° 28 du Gouvernement (article 70 bis - dispositions relatives aux options sur actions - options sur les titres d'une société mère non cotée) (p. 2550) : adopté (p. 2550)

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (article 70 bis - dispositions relatives aux options sur actions - mandataires sociaux) (p. 2550) : adopté (p. 2550)

Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2119)

Sa réponse (p. 2128)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2129)

Banques et établissements financiers : comptes courants : droit (p. 2130)

Banques et établissements financiers : comptes courants : rémunération (p. 2130)

Moyens de paiement : chèques : droit communautaire (p. 2129, 2130)

Moyens de paiement : chèques : Gouvernement (p. 2128)

Union européenne : euro (p. 2128, 2130)

Discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2131)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Inchauspé (alignement de la rémunération des comptes d'épargne non défiscalisés sur celle des comptes de type livret A) (p. 2131)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 7 (art. L. 132-2 du code monétaire et financier : modification des clauses autorisant l'opposition au paiement par carte - utilisation frauduleuse de la carte de paiement)

Son intervention (p. 2396)

Intervient sur l'amendement n° 20 corrigé de la commission (opposition en cas d'utilisation frauduleuse des numéros de la carte) (p. 2403)

Intervient sur l'amendement n° 21 corrigé de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 2403)

Intervient sur l'amendement n° 166 du Gouvernement (notion d'utilisation frauduleuse définie par décret en Conseil d'Etat) (p. 2404)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 169 rectifié du Gouvernement (plafond de la franchise en cas d'opposition - calendrier d'abaissement) (p. 2404) : adopté après modification (p. 2407)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission des finances (abaissement de la franchise en cas de perte ou vol de la carte) (p. 2405)

Intervient sur le sous-amendement n° 221 de M. Jean-Jacques Jégou à l'amendement n° 4 de la commission des finances (p. 2407)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Jean-Pierre Brard (nouvel article inséré dans le code de la consommation) à l'amendement n° 4 de la commission des finances (p. 2407)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission des finances (absence de responsabilité du titulaire de la carte en cas d'utilisation frauduleuse sans présentation physique ou sans identification électronique) (p. 2408)

Intervient sur l'amendement n° 34 de Mme Nicole Bricq (absence de responsabilité du titulaire de la carte en cas d'utilisation frauduleuse sans présentation physique ou sans identification électronique) (p. 2408)

Intervient sur le sous-amendement n° 222 de M. Jean-Jacques Jégou à l'amendement n° 5 de la commission des finances (p. 2409)

Intervient sur le sous-amendement n° 223 de M. Jean-Jacques Jégou (à l'amendement n° 5 de la commission des finances (p. 2409)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Brard (absence de responsabilité du titulaire de la carte en cas d'utilisation frauduleuse sans présentation physique ou sans identification électronique) (p. 2409)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission des finances (remboursement des frais occasionnés par l'utilisation frauduleuse d'une carte) (p. 2410)

Intervient sur le sous-amendement n° 224 de M. Jean-Jacques Jégou (de précision) à l'amendement n° 6 de la commission des finances (p. 2410)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission des finances (délai de 120 jours pour contester une opération) (p. 2411)

Soutient l'amendement n° 171 rectifié du Gouvernement (délai de 60 jours pour contester une opération (p. 2411) : devenu sans objet (p. 2412)

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de M. Jean-Jacques Jégou (120 jours maximum) à l'amendement n° 7 de la commission des finances (p. 2412)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission des finances (modification du contrat liant l'émetteur et le titulaire de la carte) (p. 2413)

Intervient sur le sous-amendement n° 226 de M. Jean-Jacques Jégou (rédactionnel) à l'amendement n° 8 de la commission des finances (p. 2413)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission des finances (nouvelle section relative aux cartes bancaires dans le code de la consommation) (p. 2413)

Intervient sur le sous-amendement n° 240 de Mme Nicole Bricq (150 euros au 1er janvier 2003) à l'amendement n° 169 rectifié du Gouvernement (p. 2402407)

Article 8 (art. L. 141-4 du code monétaire et financier : renforcement des pouvoirs de la Banque de France en matière de sécurité des moyens de paiement)

Soutient l'amendement n° 167 du Gouvernement (compétence pour la monnaie électronique) (p. 2414) : rejeté (p. 2414)

Intervient sur l'amendement n° 22 corrigé de la commission (procédure d'avis contradictoire) (p. 2414)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission des finances (avis publié au Journal officiel) (p. 2415)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission des finances (interdiction d'émission d'un moyen de paiement après avis négatif) (p. 2415)

Intervient sur l'amendement n° 23 corrigé de la commission (possibilité de recourir à une expertise extérieure) (p. 2416)

Soutient l'amendement n° 168 du Gouvernement (communication d'informations par toute personne intéressée) (p. 2416) : adopté (p. 2416)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission des finances (communication d'informations sur les terminaux de paiement et dispositifs associés) (p. 2417)

Soutient l'amendement n° 170 du Gouvernement (création d'un observatoire de la sécurité des cartes de paiement) (p. 2417) : adopté (p. 2419)

Intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Nicole Bricq (création d'un observatoire de la sécurité des cartes bancaires) (p. 2417)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission des finances (création d'un observatoire de la sécurité des cartes bancaires) (p. 2418)

Article 9 (art. L. 163-4-1 et L. 163-4-2 nouveaux du code monétaire et financier : renforcement de la répression de la falsification ou de la contrefaçon des instruments de la monnaie scripturale)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Jacques Godfrain (rédactionnel) (p. 2419)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 24 corrigé de la commission (présentation par le gouvernement d'un rapport annuel sur la lutte contre la criminalité sur les réseaux numériques) (p. 2419)

Article 11 (art. L. 163-6 du code monétaire et financier : peines complémentaires - Interdiction des droits civiques, civils et de famille)

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième rectification de la commission (interdiction d'exercice d'une activité professionnelle ou sociale) (p. 2420)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Article 7 quater (art. L. 132-4 nouveau du code monétaire et financier : responsabilité du titulaire en cas de fraude sans dépossession de la carte)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Brard (absence de responsabilité en cas de paiement à distance avec possession physique de la carte) (p. 5042)

Article 7 quinquies (art. L. 132-5 nouveau du code monétaire et financier : remboursement des frais supportés par le titulaire d'une carte de paiement victime de fraude)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (remboursement de la totalité des frais bancaires supportés) (p. 5043)

Article 7 sexies (art. L. 132-6 nouveau du code monétaire et financier : délai de réclamation du titulaire d'une carte de paiement)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (délai de réclamation à compter de la date de l'opération contestée) (p. 5043)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) (p. 5043)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5170)

Son intervention (p. 5171)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 5171)
Etat (p. 5171)
Marchés publics : code des marchés publics : collectivités territoriales (p. 5171)
Politique générale : réforme (p. 5171)
Postes : La Poste (p. 5171)
Professions libérales : sociétés de participations financières (p. 5172)
Union européenne : euro (p. 5171)

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5177)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 5179 à 5219)

Article 10 bis (amortissement exceptionnel des matériels destinés à l'encaissement des paiements en euro)

Soutient l'amendement n° 93 du Gouvernement (suppression du gage) (p. 5200) : adopté (p. 5200)

Christian PAUL
Nièvre (3ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire d'Etat à l'outre-mer

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Outre-mer. Décret du 29 août 2000 [J.O. du 30 août 2000] (p. 13376)

Cessation de son mandat de député le 29 septembre 2000 (voir indications préliminaires) [J.O. du 1er octobre 2000] (p. 15558)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : énergie et carburants. Carburants, prix [3 octobre 2000] (p. 6343)

M. Alain Tourret. Outre-mer. TOM : Polynésie. Groupement d'intervention, création [10 octobre 2000] (p. 6586)

M. Pierre Petit. Outre-mer. DOM : Martinique. Jeunes agriculteurs, aides de l'Etat [11 octobre 2000] (p. 6665)

M. Michel Bouvard. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention, Alpes [17 octobre 2000] (p. 6870)

M. Ernest Moutoussamy. Cérémonies publiques et fêtes légales. Commémoration de l'abolition de l'esclavage. Perspectives [22 mai 2001] (p. 3189)

M. Hervé Morin. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [23 mai 2001] (p. 3294)

M. Bernard Birsinger. Elections et référendums. Elections municipales. Droit de vote, ressortissants extracommunautaires [23 mai 2001] (p. 3302)

Mme Huguette Bello. Outre-mer. DOM : Réunion. Enseignement secondaire, baccalauréat, épreuves, organisation [5 juin 2001] (p. 3826)

M. Alfred Marie-Jeanne. Outre-mer. DOM : transports aériens. Desserte, perspectives [5 juin 2001] (p. 3831)

M. Georges Sarre. Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Sécurité publique, sécheresse, aides de l'État [19 juin 2001] (p. 4409)

M. Camille Darsières. Politiques communautaires. Régions ultrapériphériques. Développement économique, aides [27 juin 2001] (p. 5003)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Camille Darsières. Outre-mer. Martinique : aquaculture et pêche professionnelle. Lambis, réglementation [30 janvier 2001] (p. 883)

M. Yvon Montané. Mort. Crémation. Equipements, développement, Sud-Ouest [30 janvier 2001] (p. 886)

M. Michel Lefait. Agriculture. Calamités agricoles. Fonds d'assurance récolte, création [30 janvier 2001] (p. 885)

M. Paul Patriarche. Sécurité sociale. Mutualité sociale agricole. Cotisations, arriérés, apurement [30 janvier 2001] (p. 886)

M. Alain Bocquet. Patrimoine culturel. Tour abbatiale de Saint-Amand-les-Eaux. Restauration, financement [30 janvier 2001] (p. 890)

M. Patrice Carvalho. Coopération intercommunale. Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI). Adhésion, retrait, réglementation [30 janvier 2001] (p. 888)

M. Claude Birraux. Gens du voyage. Stationnement. Réglementation [30 janvier 2001] (p. 887)

M. Jean Vila. Etrangers. Algériens. Conditions d'entrée et de séjour [27 mars 2001] (p. 1381)

Mme Françoise Imbert. Police. Commissariats. Circonscription autonome, Colomiers [27 mars 2001] (p. 1380)

M. Robert Lamy. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers. Cumul de fonctions, réglementation [27 mars 2001] (p. 1378)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6625)

Sa réponse (p. 6648)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : DOM (p. 6649)

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 6626, 6627)

Emploi : jeunes : DOM (p. 6626, 6650)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 6649, 6650)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 6628)

Lois : lois d'orientation : DOM (p. 6625, 6626, 6648)

Outre-mer : DOM : compétences (p. 6628, 6629)

Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 6626 à 6628, 6650)

Outre-mer : DOM : crédits (p. 6628, 6649, 6650)

Outre-mer : DOM : développement économique (p. 6625)

Outre-mer : DOM : institutions (p. 6625, 6626, 6629, 6630, 6649, 6650)

Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 6629)

Outre-mer : Guyane : départements (p. 6629, 6630)

Outre-mer : Guyane : enseignement (p. 6650)

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 6629 à 6631, 6649)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 6650)

Parlement : Sénat : DOM (p. 6630)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 6627, 6649, 6650)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Intervient sur l'amendement n° 61 corrigé de M. Ernest Moutoussamy (réforme du pacte républicain unissant la France à l'outre-mer) (p. 6712)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Ernest Moutoussamy (définition des modalités relatives à des évolutions institutionnelles ou statutaires) (p. 6712)

Intervient sur l'amendement n° 92 de la commission (rédactionnel) (p. 6712)

Soutient l'amendement n° 182 du Gouvernement (rénovation du pacte unissant l'outre-mer à la République et évolution institutionnelle) (p. 6713) : adopté (p. 6714)

Intervient sur le sous-amendement n° 211 de M. Elie Hoarau (pas de consultation de la population de la Réunion) à l'amendement n° 182 du Gouvernement (p. 6713)

Article 38 supprimé par le Sénat (création de deux départements à la Réunion)

Son intervention (p. 6716)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Michel Tamaya (rétablissement de l'article - création au 1er janvier 2001 des départements de "La Réunion du Nord" et de "La Réunion du Sud") (p. 6717)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 221 du Gouvernement (modalités de création de deux départements à la Réunion) (p. 6722) : adopté après rectification (p. 6722)

Avant l'article 38

Soutient l'amendement n° 180 précédemment réservé du Gouvernement (rétablissement du Chapitre IV : De la création de deux départements à la Réunion) (p. 6723) : adopté

Article 39 supprimé par le Sénat (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 6728)

Intervient sur le sous-amendement n° 142 de M. Camille Darsières (droit des habitants à être consultés sur les propositions institutionnelles indissociable de la libre administration des collectivités territoriales visées à l'article 73 de la Constitution) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6728)

Intervient sur le sous-amendement n° 143 de M. Camille Darsières (double vote pour les élus cumulant les mandats de conseiller général et de

conseiller régional) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6729)

Intervient sur le sous-amendement n° 144 de M. Camille Darsières (nouvel intitulé du Chapitre IV du Livre IX du code général des collectivités territoriales créé par l'article : "garanties conférées aux élus départementaux et régionaux") à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6729)

Intervient sur le sous-amendement n° 145 de M. Camille Darsières (de conséquence) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6729)

Intervient sur le sous-amendement n° 225 de la commission (nouvel intitulé du Chapitre IV du Livre IX du code général des collectivités territoriales créé par l'article : "garanties conférées aux conseillers généraux et conseillers régionaux participant au congrès des élus départementaux et régionaux") à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6729)

Intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Camille Darsières (terme "avis" substitué à celui de "proposition" dans le texte proposé pour l'article 5915-1 du code général des collectivités territoriales") à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6730)

Intervient sur le sous-amendement n° 148 de M. Camille Darsières (terme "avis" substitué à celui de "proposition" dans le texte proposé pour l'article 5915-2 du code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6730)

Intervient sur le sous-amendement n° 149 de M. Camille Darsières (terme "avis" substitué à celui de "proposition" dans le texte proposé pour l'article 5915-3 du code général des collectivités territoriales) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6730)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 corrigé de M. Ernest Moutoussamy (délibération de propositions impliquant une révision constitutionnelle) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6731)

Intervient sur le sous-amendement n° 185 de M. Léo Andy (délibération de propositions impliquant une révision constitutionnelle) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6731)

Intervient sur le sous-amendement n° 86 de M. Ernest Moutoussamy (mise en œuvre de la révision de la Constitution par le Gouvernement après approbation des propositions par la population) à l'amendement n° 82 de la commission (p. 6732)

Avant l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 60 précédemment réservé de M. Ernest Moutoussamy (rétablissement du Titre VII avec l'intitulé : Le congrès des élus parlementaires, régionaux et départementaux) (p. 6732)

Intervient sur l'amendement n° 81 précédemment réservé de la commission (rétablissement du Titre VII avec l'intitulé : De la démocratie locale et de l'évolution des départements d'outre-mer) (p. 6732)

Article 2 précédemment réservé (art. L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur des communes insulaires de Guadeloupe) (p. 6734)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6734)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Ernest Moutoussamy (application aux seuls salariés sous contrat à durée indéterminée) (p. 6735)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. André Thien Ah Koon (application aux dix plus bas salaires des entreprises de moins de vingt-et-un salariés) (p. 6736)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (suppression progressive des exonérations en cas de franchissement du seuil de dix salariés) (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (suppression d'un alinéa ajouté par le Sénat et relatif à la suppression progressive des exonérations en cas de franchissement du seuil de dix salariés) (p. 6737) : adopté (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Ernest Moutoussamy (exonération de moitié pour les secteurs du bâtiment et des travaux publics et des transports aériens régionaux) (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 24 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour certains secteurs sans condition d'effectifs des entreprises ainsi que pour le bâtiment et les travaux publics et ajout des énergies renouvelables) (p. 6737) : adopté (p. 6737)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6738)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Émile Blessig (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6738)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles (de précision pour l'application du dispositif aux entreprises ayant conclu un accord de réduction de la durée du travail avant l'entrée en vigueur de la loi n ° 2000-37 du 19 janvier 2000) (p. 6738)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Ernest Moutoussamy (minoration pour les entreprises n'ayant pas conclu d'accord de réduction de la durée du travail) (p. 6739)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Émile Blessig (régime particulier en faveur de Saint-Martin) (p. 6739)

Soutient l'amendement n° 161 du Gouvernement (suppression de gages) (p. 6739) : adopté (p. 6739)

Article 3 précédemment réservé (art. L. 756-4 à L. 756-6 du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur des communes insulaires de Guadeloupe) (p. 6741)

Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6741)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6741)

Soutient l'amendement n° 163 du Gouvernement (extension des exonérations prévues pour les marins embarqués à l'ensemble des marins-pêcheurs) (p. 6741) : adopté (p. 6741)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission des affaires culturelles (exonérations de cotisations ou report de leur paiement selon qu'ils sont ou non à jour

de leur règlement pour les marins-pêcheurs victimes de cyclones) (p. 6742)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Émile Blessig (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6742)

Soutient l'amendement n° 162 du Gouvernement (report du paiement des cotisations en cas de cyclone) (p. 6742) : devenu sans objet (p. 6742)

Article 4 précédemment réservé (art. 3 de la loi n° 94-338 du 25 juillet 1994 : exonération de charges sociales des exploitants agricoles)

Soutient l'amendement n° 217 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6742) : adopté (p. 6742)

Article 5 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes sociales)

Soutient le sous-amendement n° 164 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles (p. 5743) : adopté (p. 6744)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Bruno Bourg-Broc (prise en compte des créances antérieures au 31 décembre 1999 même si elles n'ont pas été constatées à cette date) (p. 6743)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles (prise en compte des créances antérieures au 31 décembre 1999 même si elles n'ont pas été constatées à cette date) (p. 6743)

Soutient le sous-amendement n° 222 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles (p. 6743) : adopté (p. 6744)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission des affaires culturelles (paragraphe II - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6744)

Intervient sur le sous-amendement n° 215 de la commission (caractère obligatoire du plan) à l'amendement n° 36 de la commission des affaires culturelles (p. 6744)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - fraude fiscale comme motif de caducité du plan) (p. 6745)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission des affaires culturelles (suppression du cas de force majeure introduit par le Sénat pour le non respect de l'échéancier ou le non paiement des cotisations sociales) (p. 6745)

Soutient l'amendement n° 213 du Gouvernement (régime particulier applicable aux cotisations d'assurance vieillesse antérieures à 1996 des artisans, commerçants et professions libérales) (p. 6745) : adopté (p. 6745)

Article 6 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Bruno Bourg-Broc (prise en compte des créances antérieures au 31 décembre 1999 même si elles n'ont pas été constatées à cette date) (p. 6746)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission des affaires culturelles (prise en compte des créances antérieures au 31 décembre 1999 même si elles n'ont pas été constatées à cette date) (p. 6746)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6746)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Bruno Bourg-Broc (suspension du plan en cas de catastrophe naturelle) (p. 6747)

Soutient l'amendement n° 166 du Gouvernement (suppression du cas de force majeure introduit par le Sénat pour le non respect de l'échéancier ou le non paiement des impôts) (p. 6747) : adopté (p. 6747)

Article 7 précédemment réservé (art. L. 832-7 du code du travail : soutien au désenclavement des départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 216 du Gouvernement (bénéfice de l'aide aux entreprises comptant au moins un établissement dans un département d'outre-mer) (p. 6747) : adopté (p. 6747)

Soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - suppression de l'exonération prévue à l'article 2) (p. 6747) : retiré (p. 6748)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - suppression de l'exonération prévue à l'article 2) (p. 6748)

Soutient l'amendement n° 167 du Gouvernement (de conséquence - suppression du gage) (p. 6748) : adopté (p. 6748)

Article 7 bis précédemment réservé (rapport relatif au coût des transports outre-mer)

Soutient l'amendement n° 150 du Gouvernement (de suppression pour insertion avant l'article 9 septies) (p. 6748) : adopté (p. 6748)

Article 7 ter supprimé par le Sénat, précédemment réservé (date limite de consommation des produits agro-alimentaires)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Ernest Moutoussamy (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6748)

Article 7 quater précédemment réservé (extension de la compétence de la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Pierre-et-Miquelon à l'agriculture)

Soutient l'amendement n° 168 du Gouvernement (création de sections de la chambre de commerce après avis du conseil général) (p. 6748) : adopté (p. 6749)

Article 7 quinquies précédemment réservé (rapport du Gouvernement sur le rapprochement des taux bancaires dans les départements d'outre-mer et en métropole)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Bruno Bourg-Broc (présentation avec la loi de finances) (p. 6749)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6749)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Bruno Bourg-Broc (raisons motivant les écarts de taux bancaires) (p. 6749)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Bruno Bourg-Broc (mesures pour harmoniser les taux bancaires) (p. 6749)

Article 9 précédemment réservé (art. L. 832-6 du code du travail : projet initiative-jeune)

Soutient l'amendement n° 27 du Gouvernement (suppression de l'exception introduite par le Sénat en

faveur des jeunes originaires de l'archipel de Guadeloupe au principe de la formation hors département) (p. 6750) : retiré (p. 6751)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Daniel Marsin (jeunes originaires de l'archipel de Guadeloupe) (p. 6751)

Article 9 bis A précédemment réservé (emploi jeunes dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles (ouverture de l'aide humanitaire aux emplois-jeunes en cohérence avec la coopération régionale) (p. 6751)

Article 9 bis B précédemment réservé (accès des jeunes aux contrats d'accès à l'emploi)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 6751)

Article 9 ter précédemment réservé (art. L. 720-4 du code du commerce : demandes d'autorisation commerciale)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rectifiant une erreur matérielle) (p. 6752)

Après l'article 9 ter

Intervient sur l'amendement n° 109 précédemment réservé de M. André Thien Ah Koon (urbanisme commercial outre-mer) (p. 6752)

Article 9 quater précédemment réservé (création du congé emploi solidarité)

Intervient sur l'amendement n° 5 corrigé de M. André Thien Ah Koon (abaissement de l'âge de la préretraite de cinquante-cinq ans à cinquante-deux ans) (p. 6754)

Soutient l'amendement n° 97 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - obligations des entreprises) (p. 6754) : adopté (p. 6754)

Article 9 quinquies A précédemment réservé (bois et forêts de Guyane)

Soutient l'amendement n° 98 du Gouvernement (de suppression) (p. 6754) : adopté (p. 6754)

Article 9 quinquies précédemment réservé (rapport sur l'évolution du dispositif d'incitation à l'investissement)

Soutient l'amendement n° 28 du Gouvernement (de suppression) (p. 6755) : adopté (p. 6755)

Avant l'article 9 septies

Soutient l'amendement n° 151 précédemment réservé du Gouvernement (rapport relatif au coût des transports outre-mer) (p. 6755) : adopté (p. 6755)

Article 9 septies précédemment réservé (transports publics routiers de personnes)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Bruno Bourg-Broc (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6755)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles (nouvelle rédaction de l'article limitant les aménagements des conditions d'accès à la profession aux seules capacités professionnelles et financières) (p. 6755)

Article 9 octies précédemment réservé (conventions et autorisations relatives aux services publics routiers de personnes)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 6810, 6812)

Soutient l'amendement n° 99 du Gouvernement (rétroactivité de la validation des conventions ou autorisations) (p. 6812) : adopté (p. 6812)

Article 9 decies précédemment réservé (art. L. 4434-3 et L. 4434-4 du code général des collectivités territoriales : nouvelles modalités de répartition du fonds d'investissement pour les routes et les transports)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 6813)

Intervient sur l'amendement n° 219 de M. Léon Bertrand (éligibilité des communes à la répartition d'une partie du produit de la taxe ramenée de 50 000 à 15 000 habitants) (p. 6814)

Article 10 précédemment réservé (art. L. 812-1 du code du travail : institution du titre de travail simplifié)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 6814)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission des affaires culturelles (réintégration des titulaires de titres de travail simplifiés dans l'effectif des entreprises) (p. 6815)

Article 11 bis précédemment réservé (dotation spéciale permettant d'assurer le financement des actions d'insertion)

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (de suppression) (p. 6815) : adopté (p. 6815)

Article 12 précédemment réservé (art. 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Son intervention (p. 6816)

Article 13 bis précédemment réservé (art. L. 832-8-1 du code du travail : convention de retour à l'activité)

Soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (de suppression) (p. 6817) : adopté (p. 6818)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 197 précédemment réservé de M. Claude Hoarau (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur du logement social) (p. 6819)

Article 16 précédemment réservé (art. L. 340-2 du code de l'urbanisme : Fonds régional d'aménagement foncier et urbain

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Claude Hoarau (maintien du régime particulier de la Réunion) (p. 6819)

Soutient l'amendement n° 100 du Gouvernement (consultation des maîtres d'ouvrages sociaux sur la gestion et l'évaluation des fonds et non sur la programmation des logements) (p. 6819) : adopté (p. 6820)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission de la production (présidence du fonds par le président du conseil régional) (p. 6820)

Soutient l'amendement n° 226 du Gouvernement (présidence du fonds à la Réunion tenant compte de la création d'un second département) (p. 6820) : adopté (p. 6820)

Article 17 (création d'un IUFM en Guyane)

Soutient l'amendement n° 101 du Gouvernement (référence à l'article L 721-1 du code de l'éducation) (p. 6820) : adopté (p. 6820)

Article 18 bis précédemment réservé (adaptation des programmes scolaires)

Intervient sur l'amendement n° 196 de Mme Huguette Bello (nouvelle rédaction de l'article donnant pouvoir au conseil de l'Education nationale d'adapter les programmes et les méthodes pédagogiques et de se prononcer sur le calendrier et les rythmes scolaires) (p. 6822)

Soutient l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (insertion de l'article dans le code de l'éducation) (p. 6822) : adopté après modification (p. 6822)

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Michel Tamaya (calendrier des rythmes scolaires) à l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (p. 6822)

Article 18 ter précédemment réservé (conseil culturel de l'île de Saint-Martin)

Intervient sur l'amendement n° 93 de la commission des affaires culturelles (nouvelle rédaction de l'article supprimant des dispositions de nature réglementaire) (p. 6822)

Article 19 bis précédemment réservé (accès de Saint-Pierre-et-Miquelon à l'internet)

Soutient l'amendement n° 102 du Gouvernement (de suppression) (p. 6823) : adopté (p. 6823)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Jérôme Lambert (nouvelle rédaction de l'article fixant son application au 1er janvier 2002) (p. 6823, 6824)

Article 20 précédemment réservé (accès des producteurs de films aux mécanismes d'aide du compte de soutien à l'activité cinématographique)

Soutient l'amendement n° 10 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article instituant une aide aux œuvres cinématographiques) (p. 6825) : adopté (p. 6825)

Article 21 bis précédemment réservé (continuité territoriale du service public de l'audiovisuel)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) (p. 6826)

Soutient l'amendement n° 11 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6826) : adopté (p. 6827)

Intervient sur le sous-amendement n° 207 de Mme Huguette Bello (diffusion intégrale et en continu des programmes de France Télévision et de Radio France) à l'amendement n° 11 rectifié du Gouvernement (p. 6826)

Article 22 précédemment réservé (art. L. 3441-2 à L. 3441-8 du code général des collectivités territoriales : action internationale des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 201 corrigé de M. Élie Hoarau (propositions au Gouvernement émanant des seules régions monodépartementales) (p. 6829)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - représentation des départements d'outre-mer par leurs conseils généraux) (p. 6829, 6830)

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (suppression de l'article L 3441-8 nouveau du code général des collectivités territoriales relatif à la possibilité de substitution du maire de Saint-Martin au président du conseil général de Guadeloupe dans les relations entre Saint-Martin et Sint Marteen) (p. 6830) : adopté (p. 6830)

Article 23 précédemment réservé (art. L. 4433-4-1 à L. 4433-4-8 du code général des collectivités territoriales : action internationale des régions d'outre-mer et création d'un fonds régional de coopération)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Élie Hoarau (coprésidence du comité par le Préfet et le président du conseil régional) (p. 6831)

Soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement (suppression de l'article L 4433-4-8 nouveau du code général des collectivités territoriales relatif à la possibilité de substitution du maire de Saint-Martin au président du conseil régional de Guadeloupe dans les relations entre Saint-Martin et Sint Marteen) (p. 6831) : adopté (p. 6831)

Article 24 précédemment réservé (art. L. 3444-1 à L. 3444-3, L. 4433-1-1 et L. 4433-3-2 du code général des collectivités territoriales : consultation des assemblées locales des départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (consultation des conseils généraux) (p. 6832)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Élie Hoarau (consultation des conseils généraux des régions monodépartementales) (p. 6832)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de conséquence) (p. 6832)

Intervient sur l'amendement n° 204 de la commission (rédactionnel) (p. 6832)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de conséquence) (p. 6832)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (consultation des conseils régionaux) (p. 6832)

Article 24 bis précédemment réservé (consultation des assemblées locales en matière de concessions portuaires et aéroportuaires)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de suppression en conséquence de la nouvelle rédaction de l'article 24) (p. 6833)

Article 24 ter supprimé par le Sénat précédemment réservé (rapport sur les transports aériens, maritimes et les télécommunications)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 6833)

Intervient sur l'amendement n° 192 corrigé de M. Élie Hoarau (rétablissement de l'article) (p. 6833)

Article 26 précédemment réservé (art. L. 4433-15-1 du code général des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière de gestion et de conservation des ressources biologiques de la mer)

Son intervention (p. 6834)

Article 31 précédemment réservé (art. L. 3444-4 à L. 3444-7 du code général des collectivités territoriales : programmation des aides d'Etat au logement)

Soutient l'amendement n° 104 rectifié du Gouvernement (possibilité de saisine du conseil régional par le Préfet) (p. 6835) : adopté (p. 6835)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission de la production (suppression de l'article L 3444-5 du code général des collectivités territoriales introduit par le Sénat et transférant aux départements les compétences en matière d'amélioration de l'habitat privé) (p. 6835)

Article 32 précédemment réservé (art. L. 2563-8 du code général des collectivités territoriales :

dispositions applicables aux communes de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission de la production (transfert des compétences dans les domaines de l'aménagement du territoire, du transport, de l'urbanisme, de la culture et du sport) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Émile Blessig (transfert des compétences dans les domaines de l'aménagement du territoire, du transport, de l'urbanisme, de la culture et du sport) (p. 6836)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Philippe Martin (51) (modalités de calcul des sommes compensant les transferts de compétences et prise en compte de l'éloignement des îles du Nord) (p. 6837)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. Daniel Marsin (modalités de calcul des sommes compensant les transferts de compétences) (p. 6837)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Émile Blessig (termes de la convention fixés par le Préfet en cas de refus de signature du département ou de la région ayant accepté le transfert de compétences) (p. 6837)

Article 33 précédemment réservé (art. L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - prélèvement sur la dotation d'aménagement) (p. 6838)

Soutient l'amendement n° 227 du Gouvernement (répartition de la majoration entre les départements en fonction de leur population puis au prorata de la population des communes et, en Guyane, pour 75 % au prorata de la population des communes et pour 25 % à part égales entre elles) (p. 6838) : adopté (p. 6839)

Intervient sur l'amendement n° 208 de Mme Christiane Taubira (répartition entre les bénéficiaires) (p. 6838)

Intervient sur l'amendement n° 209 de Mme Christiane Taubira (répartition entre les bénéficiaires) (p. 6838)

Intervient sur l'amendement n° 210 de Mme Christiane Taubira (répartition entre les bénéficiaires) (p. 6838)

Article 33 bis précédemment réservé (taxe sur les alcools)

Soutient l'amendement n° 14 du Gouvernement (de suppression) (p. 6839) : adopté (p. 6839)

Article 36 précédemment réservé (art. L. 2563-7 du code général des collectivités territoriales, 1585-1 du code général des impôts, 266 quater du code des douanes et L. 211-3-1 du code des ports maritimes : ressources fiscales des communes de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin)

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (zone franche à Saint-Martin) (p. 6841, 6842)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Philippe Chaulet (assiette de l'impôt sur les sociétés réduite de 45 % à Saint-Martin) (p. 6843)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Philippe Chaulet (réduction du montant de l'impôt sur le revenu à Saint-Martin de 80 % dans la limite de 50 000 F) (p. 6844)

Article 36 bis précédemment réservé (art. L. 4433-4-8 du code général des collectivités territoriales : contrat de plan pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (application de l'article au contrat de plan en cours et ultérieurs) (p. 6844)

Article 37 précédemment réservé (dispositions du code général des collectivités territoriales ne s'appliquant pas dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (application des dispositions relatives au pesage sur les foires et marchés) (p. 6844)

Soutient l'amendement n° 170 du Gouvernement (possibilité d'élection des adjoints au maire au conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 6844) : adopté après rectification (p. 6845)

Article 37 ter (art. L. 4433-4-9 du code général des collectivités territoriales : commission de suivi de l'utilisation des fonds structurels européens)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (représentation du conseil économique et social et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement) (p. 6845)

Article 40 (application du projet de loi à Saint-Pierre-et-Miquelon)

Intervient sur l'amendement n° 83 de la commission (rapprochement des taux bancaires et emplois-jeunes en matière d'aide humanitaire et de coopération régionale) (p. 6845)

Intervient sur l'amendement n° 84 de la commission (suppression du décret pour l'adaptation de certaines dispositions du projet de loi) (p. 6845)

Article 40 ter A (art. 119 de la loi du 26 janvier 1984 : allocation temporaire d'invalidité pour les fonctionnaires territoriaux de Saint-Pierre-et-Miquelon)

Soutient l'amendement n° 174 du Gouvernement (extension aux agents hospitaliers) (p. 6846) : adopté (p. 6846)

Article 40 ter (application à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées)

Soutient l'amendement n° 172 du Gouvernement (de codification) (p. 6847) : adopté (p. 6847)

Soutient l'amendement n° 173 du Gouvernement (de codification) (p. 6847) : adopté (p. 6847)

Article 40 quater (art. 33, 34, 35, 38 et chapitre II bis du titre II de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon : allocation spéciale de vieillesse)

Soutient l'amendement n° 175 du Gouvernement (introduction d'une condition d'âge) (p. 6847) : adopté (p. 6847)

Après l'article 40 quinquies

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Gérard Grignon (RMI - commission territoriale d'insertion substituée au conseil départemental d'insertion à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6848)

Article 41 (désignation du bureau du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon - pouvoirs des maires en matière d'urbanisme - dispositions fiscales - création d'une conférence des finances locales)

Intervient sur l'amendement n° 87 de la commission (délai de consultation du conseil général) (p. 6850)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Gérard Grignon (commission médicale d'évacuation sanitaire à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6851)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Ernest Moutoussamy (insertion d'un Titre X : Des mesures destinées à favoriser l'activité et l'indépendance des organisations syndicales des départements d'outre-mer) (p. 6852)

Son intervention (p. 6853)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)

Son intervention (p. 8653)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8659)

Son interruption (p. 8664)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : DOM (p. 8653, 8654)

Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 8660)

Outre-mer : DOM : crédits (p. 8653)

Outre-mer : DOM : développement économique (p. 8660)

Outre-mer : DOM : généralités (p. 8654)

Outre-mer : DOM : institutions (p. 8653, 8654, 8664)

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 8659, 8660)

Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 8663)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (article 3 - amélioration du dispositif d'exonération de cotisations sociales des marins-pêcheurs victimes de cyclones) (p. 8684)

Soutient l'amendement n° I du Gouvernement (article 3 - suppression du gage) (p. 8685) : adopté (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (article 5 - suspension du plan d'apurement en cas de catastrophe naturelle) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (article 5 - référence à l'article 1741 du code général des impôts précisant la notion de fraude fiscale) (p. 8685)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (article 5 - suppression du gage) (p. 8685) : adopté (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (article 6 - rédactionnel) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (article 6 - rédactionnel) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (article 6 - de coordination) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (article 6 - de coordination) (p. 8685)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (article 9 - agrément spécifique par l'Etat des organismes chargés de projets initiatives jeunes) (p. 8686)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (article 9 - fixation d'un montant maximum de l'aide) (p. 8686)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (article 9 quater - rédactionnel) (p. 8686)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (après l'article 11 - suppression de la section du code du travail relative au SMIC outre-mer) (p. 8686)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (article 18 bis - rédactionnel) (p. 8686)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (article 21 bis - continuité territoriale des sociétés nationales de programme autres que RFO pouvant être assurée selon des dispositifs différenciés) (p. 8686)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Michel Tamaya (article 21 bis - continuité territoriale des sociétés nationales de programme autres que RFO pouvant être assurée selon des dispositifs différenciés) (p. 8686)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Ernest Moutoussamy (article 22 - possibilité pour les départements d'outre-mer d'être membres associés d'organismes régionaux ou observateurs auprès de ceux-ci) (p. 8687)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (article 24 ter - rédactionnel) (p. 8688)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Henri Plagnol (article 38 : création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8690)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Tamaya (article 38 : création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8690)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Henri Plagnol (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8690)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Tamaya (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8690)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Henri Plagnol (consultation pour avis de la population sur la modification du périmètre du département de la Réunion) (p. 8692)

Soutient l'amendement n° 27 précédemment réservé du Gouvernement (article 16 - de conséquence) (p. 8692) : adopté (p. 8692)

Soutient l'amendement n° 28 précédemment réservé du Gouvernement (article 22 - de conséquence) (p. 8692) : adopté (p. 8692)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (article 40 - de conséquence) (p. 8692)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (article 40 - de conséquence) (p. 8692)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (article 40 ter - de précision) (p. 8693)

Son intervention à l'issue du vote (p. 8694)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8606)

Sa réponse (p. 8614)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : service national : DOM (p. 8607, 8608)

Droit pénal : délinquance et criminalité : DOM (p. 8609, 8613)

Droit pénal : délinquance financière : DOM (p. 8609)

Emploi : chômage : DOM (p. 8607)
Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8607, 8609)
Energie et carburants : prospection et recherche : Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 8612)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 8610)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : Outre-mer (p. 8611, 8612)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 8607, 8612, 8613)
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8606, 8607)
Outre-mer : crédits (p. 8606 à 8609)
Outre-mer : DOM : culture (p. 8608)
Outre-mer : DOM : développement économique (p. 8608, 8613)
Outre-mer : DOM : drogue (p. 8609, 8613)
Outre-mer : DOM : justice (p. 8609)
Outre-mer : DOM : logement (p. 8608)
Outre-mer : DOM : politiques communautaires (p. 8612 à 8614)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 8608, 8613)
Outre-mer : DOM-TOM : enseignement (p. 8608, 8611)
Outre-mer : Guyane (p. 8612)
Outre-mer : Guyane : santé publique (p. 8612)
Outre-mer : Ile de Saint-Barthélémy (p. 8610)
Outre-mer : Ile de Saint-Martin (p. 8610)
Outre-mer : institutions (p. 8611)
Outre-mer : Mayotte (p. 8610, 8611)
Outre-mer : Nouvelle-Calédonie (p. 8610)
Outre-mer : Polynésie française (p. 8610, 8611)
Outre-mer : Polynésie française : fonds publics (p. 8611)
Outre-mer : Saint-Pierre-et-Miquelon : pêche (p. 8612)
Outre-mer : Wallis-et-Futuna (p. 8611)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 8609, 8610)
Retraites : généralités : montant des pensions : DOM (p. 8612)

Réponses aux questions :
Entreprises : financement : Outre-mer (p. 8614) (M. Alfred Marie-Jeanne) (p. 8614)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2000] (p. 8615)

Après l'article 61
Soutient l'amendement n° 169 du Gouvernement (financement des agences des cinquante pas géométriques) (p. 8615) : adopté (p. 8615)

Proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 2000] (p. 10199)
Son intervention (p. 10200)

Thèmes :
Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 10200)
Outre-mer : Polynésie française : communes (p. 10201)

Projet de loi n° 2932 relatif à Mayotte

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 avril 2001] (p. 1769)
Son intervention (p. 1769)
Sa réponse (p. 1783)

Thèmes :
Femmes : droits : Mayotte (p. 1771, 1785)
Justice : réforme : Mayotte (p. 1772)
Outre-mer : institutions : réforme (p. 1784)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 1769, 1772, 1783)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : communes (p. 1770)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : coopération interrégionale (p. 1770, 1783)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : départements (p. 1784)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 1771)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : emploi (p. 1772)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : enseignement (p. 1773)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : immigration clandestine (p. 1771)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : institutions (p. 1770)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : législation (p. 1771)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : politique sociale (p. 1772)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : projets de loi (p. 1769, 1783)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : statut juridique (p. 1770)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : tourisme et loisirs (p. 1784)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : Union européenne (p. 1770)

Discussion des articles [4 avril 2001] (p. 1785)

Article 1er (Mayotte, collectivité territoriale de la République)
Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Henry Jean-Baptiste (fin de la période transitoire : possibilité d'opter pour le statut de DOM) (p. 1786)

Article 2 (calendrier de la mise en place du statut)
Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (dépôt d'un projet de loi portant modification du statut de Mayotte dans les six mois suivant la transmission de la résolution adoptée par le conseil général) (p. 1786)
Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Henry Jean-Baptiste (consultation de la population dans les 3 mois suivant la transmission de la résolution modifiant le statut de Mayotte) (p. 1788)
Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Henry Jean-Baptiste (consultation de la population dans les 3 mois suivant la transmission de la résolution modifiant le statut de Mayotte) (p. 1788)

Article 3 (spécialité et identité législatives)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (application de plein droit du droit électoral) (p. 1788)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Henry Jean-Baptiste (application de plein droit du droit commercial) (p. 1788)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Floch (application de plein droit du droit commercial à l'exception de certaines dispositions) (p. 1789)

Article 4 (le préfet de Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 1789)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1789)

Article 5 (livre VII de la première partie du code général des collectivités territoriales : dispositions communes à la collectivité départementale et aux communes de Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 1792)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de précision) (p. 1792)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 1792)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (de coordination) (p. 1792)

Article 8 (compte administratif de la collectivité départementale jusqu'en 2004)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) (p. 1793)

Article 9 (compétences du comptable de l'Etat jusqu'en 2004)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (de coordination - amendement n°9) (p. 1793)

Article 10 (procédure d'adoption du budget de la collectivité départementale jusqu'en 2007)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de coordination - amendement n°10) (p. 1793)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 14 corrigé de la commission (de coordination - amendement n°10) (p. 1794)

Article 14 (arrêté des comptes en cas de déficit budgétaire (2004-2007))

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (de précision) (p. 1794)

Article 18 (articles L. 250-11, L. 250-12 et L. 250-1 du code des juridictions financières : contrôle de la chambre régionale des comptes)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1795)

Article 19 (livre V de la troisième partie du code général des collectivités territoriales : modalités d'application du code général des collectivités territoriales à la collectivité départementale de Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 1803)

Intervient sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Henry Jean-Baptiste (création auprès du conseil général d'un conseil unique : conseil économique, social et culturel) (p. 1804)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (possibilité permanente de consultation de la population sur toute modification statutaire) (p. 1805)

Soutient l'amendement n° 51 du Gouvernement (intervention des sociétés d'économie mixte en matière de coopération régionale) (p. 1805) : adopté (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) (p. 1806)

Intervient sur l'amendement n° 21 rectifié de la commission (éligibilité au fonds de compensation de la TVA) (p. 1806)

Article 28 (régime des actes de la collectivité départementale pour la période 2004-2007)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 1808)

Article 29 (titre III du livre VIII de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales : coopération locale à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 1809)

Article 35 (fonds intercommunal de péréquation)

Intervient sur l'amendement n° 25 corrigé de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1809)

Intervient sur l'amendement n° 26 rectifié de la commission (bénéfice de la dotation du FCTVA au titre des dépenses d'investissement) (p. 1810)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (extension à Mayotte du bénéfice du fonds national de péréquation) (p. 1810)

Article 38 (création d'un fonds mahorais de développement)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rédaction d'un rapport annuel par le ministère sur le développement économique de Mayotte) (p. 1811)

Article 40 (création d'une chambre d'agriculture, d'une chambre de commerce et d'industrie et d'une chambre des métiers)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Henry Jean-Baptiste (report au 1er janvier 2007) (p. 1812)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (compétence de la commission des comptes économiques et sociaux) (p. 1812)

Article 42 (articles L. 141-1, L. 200-1, L. 210-2, L. 300-1, L. 410-1 et L. 421-2 du code de l'urbanisme applicable à Mayotte : modalités d'application du code de l'urbanisme)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) (p. 1814)

Article 44 (articles L. 122-3, L. 221-12 et L. 221-19 du code du domaine de l'Etat et des collectivités publiques applicable à Mayotte : modifications apportées au code du domaine de l'Etat et des collectivités publiques applicable à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 1814)

Article 45 (articles L. 651-1, L. 651-4, L. 652-1, L. 653-1, L. 655-1 du code de l'environnement : application du code de l'environnement à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 49 du Gouvernement (dispositions relatives à la protection des sites classés) (p. 1816) : adopté (p. 1816)

Soutient l'amendement n° 50 du Gouvernement (dispositions relatives à la chasse et la pêche) (p. 1817) : adopté (p. 1817)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (suppression de la référence aux départements voisins) (p. 1817)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la consultation des régions limitrophes en matière de déchets) (p. 1817)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (suppression de la consultation des départements limitrophes en matière de déchets) (p. 1817)

Avant l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (actions en faveur de l'égalité des femmes et des hommes) (p. 1817)

Après l'article 46

Soutient l'amendement n° 52 du Gouvernement (délai de 24 mois pour le dépôt de la demande en fixation des nom et prénoms par les personnes de statut civil de droit local) (p. 1818) : adopté (p. 1818)

Article 51 (compétences de la juridiction de droit commun)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 1818)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (institution d'un comité de réflexion sur la modernisation du statut civil de droit local) (p. 1819)

Article 53 (entrée en vigueur des articles 51 et 52)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 1819)

Après l'article 54

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (modification de l'ordonnance du 5 septembre 1996 portant statut des fonctionnaires de Mayotte : centre de gestion des cadres de fonctionnaires - commissions administratives paritaires) (p. 1821) : adopté (p. 1821)

Article 55 (habilitation du Gouvernement en application de l'article 38 de la Constitution)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (ordonnance relative à la coopération intercommunale) (p. 1821)

Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (ordonnance relative aux conditions d'exercice des mandats locaux) (p. 1821) : adopté (p. 1821)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 1822)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (ordonnance relative au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique) (p. 1822)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (ordonnance relative au développement de la formation des élus et des agents de la fonction publique territoriale) (p. 1822)

Article 56 (application du code général des impôts et du code des douanes à partir de 2007)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédaction d'un rapport sur les modalités d'application du code des impôts et du code des douanes) (p. 1822)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de la commission (création d'une instance de concertation des politiques de coopération régionale dans la zone de l'océan Indien) (p. 1823)

Intervient sur l'amendement n° 44 rectifié de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 1823)

Article 63 (abrogation des textes en vigueur)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (de coordination) (p. 1824)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (correction de numérotation) (p. 1824)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (correction de numérotation) (p. 1825)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (correction de numérotation) (p. 1825)

Son intervention à l'issue du vote (p. 1826)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 2001] (p. 4887)

Ses interventions (p. 4887, 4897)

Thèmes :

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 4887)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 4888)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : institutions (p. 4888)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : législation (p. 4888)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : politique sociale (p. 4888)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : projet de loi (p. 4887)

Son intervention à l'issue du vote (p. 4897)

Projet de loi n° 3041 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3707)

Son intervention (p. 3707)

Sa réponse (p. 3716)

Thèmes :

DOM : Guyane : transports aériens (p. 3717)

DOM : La Réunion : Congrès du Parlement (p. 3717)

Ordonnances : loi d'habilitation : Outre-mer (p. 3707, 3717)

Outre-mer : DOM : transports (p. 3708, 3716)

Outre-mer : généralités : réforme (p. 3718)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 3707, 3716)

Secteur public : privatisations : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3708)

TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 3707, 3716)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : emploi (p. 3708)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : enseignement (p. 3708)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : protection sociale (p. 3708)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie : immigration (p. 3708)
Transports aériens : aéroports : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 3708)

Proposition de loi n° 2736 tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5070)

Son intervention (p. 5070)

Thèmes :

Collectivités territoriales : interventions économiques (p. 5071)
Collectivités territoriales : sociétés d'économie mixte : capital social (p. 5071)
Collectivités territoriales : sociétés d'économie mixte : marchés publics (p. 5071)
Collectivités territoriales : sociétés d'économie mixte : propositions de loi (p. 5070)
Collectivités territoriales : sociétés d'économie mixte : réforme (p. 5070)

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5079)

Article 1er (art. L. 1522-4 et L. 1522-5 du code général des collectivités territoriales : concours financiers des collectivités territoriales aux sociétés d'économie mixte)

Intervient sur l'amendement n° 3 rectifié de la commission (participation des collectivités territoriales aux augmentations de capital des SEM) (p. 5082)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 5082)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 5082)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de la commission (conditions d'allocation de l'avance en compte courant) (p. 5082)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (plafonnement du montant des avances en compte courant) (p. 5083)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (cas d'interdiction des avances en compte courant) (p. 5083)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (gratuité des avances en compte courant) (p. 5083)

Article 1er bis (art. L. 1523-7 du code général des collectivités territoriales : subventions et avances aux SEM exerçant une activité de développement économique local)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (subventions ou avances destinées à des programmes d'intérêt général liés à la gestion des services communs aux entreprises) (p. 5084)

Article 2 (art. L. 1615-11 nouveau du code général des collectivités territoriales : remboursement par le FCTVA de participations financières versées par les collectivités territoriales aux sociétés d'économie mixte locales dans le cadre d'opérations d'aménagement)

Intervient sur l'amendement n° 14 deuxième rectification de la commission (éligibilité au fonds de compensation de la TVA des dépenses d'investissement des collectivités locales) (p. 5085)

Article 3 (art. L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales : statut des élus mandataires des collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (limite d'âge) (p. 5086)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (distinction des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général) (p. 5086)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rémunération) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (participation aux délibérations des collectivités - interdiction de participation aux commissions d'appel d'offres) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (prorogation jusqu'à la désignation de leurs successeurs) (p. 5087)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (compte-rendu des modifications statutaires de la SEM) (p. 5087)

Article 4 (art. 432-12 du code pénal : prise illégale d'intérêt)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 5088)

Article 5 (art. L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales : appréciation des garanties professionnelles et financières)

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de la commission (accès des SEM en cours de constitution ou nouvellement créées aux procédures de mise en concurrence) (p. 5088)

Article 6 (art. L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales : clauses des conventions conclues avec les sociétés d'économie mixte locales exerçant une activité d'aménagement)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (convention privée d'aménagement) (p. 5089)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 5089)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (information de la collectivité sur les opérations d'aménagement confiées à la SEM en l'absence de participation financière) (p. 5089)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (application des dispositions relatives aux conventions publiques d'aménagement aux sociétés d'aménagement régional) (p. 5089)

Article 6 bis (art. L. 1524-1 du code général des collectivités territoriales : examen par l'assemblée délibérante de la modification des statuts de la société d'économie mixte locale)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (liste des modifications soumises à l'examen de l'assemblée délibérante) (p. 5090)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 5090)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (candidature d'une entreprise à un appel d'offres lancé par une SEM dont elle est actionnaire) (p. 5090)

Article 8 (art. L. 1522-1 du code général des collectivités territoriales : participation des collectivités étrangères au capital des sociétés d'économie mixte locales)

Intervient sur l'amendement n° 25 rectifié de la commission (conclusion d'un accord préalable avec les Etats non membres de l'Union européenne) (p. 5091)

Article 9 (art. L. 1523-4 du code général des collectivités territoriales : droit de retour à la collectivité en cas de liquidation judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (notion de "contrat de délégation de service public") (p. 5091)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (de coordination) (p. 5091)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (maintien de la participation d'une commune au capital d'une SEM dont l'objet social correspond à une compétence transférée à un groupement) (p. 5092)

Soutient l'amendement n° 41 du Gouvernement (subvention des collectivités aux associations oeuvrant en faveur de la création ou de la reprise d'entreprises) (p. 5092) : adopté (p. 5092)

Soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (correction d'une erreur de codification) (p. 5092) : adopté (p. 5092)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (obligation de publicité et de mise en concurrence pour les SEM de logement social) (p. 5092)

Daniel PAUL
Seine-Maritime (8ème circonscription)
Communiste
Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Questeur de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Produits chimiques, naufrage de l'Ievoli Sun, conséquences [31 octobre 2000] (p. 7816)

Union européenne. Politiques communautaires. Europe sociale, perspectives [20 décembre 2000] (p. 10543)

Transports par eau. Transports maritimes. Transport de matières dangereuses, accidents, lutte et prévention, naufrage du Jessica [24 janvier 2001] (p. 777)

Emploi. Emplois jeunes. Perspectives [23 mai 2001] (p. 3298)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)

Son intervention (p. 7764)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7764)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 7765)

Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 7765)

Entreprises : aides publiques : Fonds national de développement des entreprises (p. 7765)

Procédure des questions :

Régions : Basse-Normandie : ports maritimes (p. 7773)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [10 novembre 2000] (p. 8269)

Son intervention (p. 8297)

Thèmes avant la procédure des questions :

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 8297)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 8297, 8298)

Union européenne : directives : transports par eau (p. 8298)

Procédure des questions :

Transports aériens : compagnies aériennes (p. 8322)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2000] (p. 9190)

Son intervention (p. 9195)

Thèmes :

Professions libérales : officiers ministériels : courtiers (p. 9195)

Transports par eau : immatriculation des navires (p. 9195)

Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 9195)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [12 juin 2001] (p. 4081)

Ses explications de vote (p. 4083)

Abstention du groupe communiste (p. 4084)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 43 précédemment réservé (articles L. 1424-1 et L. 1424-12 du code général des collectivités territoriales : centres de première intervention)

Son amendement n° 549 soutenu par M. Bernard Birsinger (plan d'équipement établi sans préjudice des moyens humains et matériels internes aux entreprises) : rejeté (p. 4627)

Vincent PEILLON

Somme (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 mai 2001] (p. 7748)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 mai 2001] (p. 7748)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8857)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8857)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

Germinal PEIRO

Dordogne (4ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3190 tendant à la création d'un régime de retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sports. Jeux olympiques. Jeux de Sydney, bilan [4 octobre 2000] (p. 6427)

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle [27 juin 2001] (p. 5001)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8133)

Thème avant la procédure des questions :

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8133, 8134)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 10 (articles 1004, 1005, 1006, 1007, 1007-1 nouveau, 1009, 1010, 1011, 1012, 1014, 1016 et 1018 du code rural : réforme des élections au conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole)

Son amendement n° 339 soutenu par M. Philippe Nauche (découpage électoral : regroupement des cantons d'une même commune) : adopté (p. 163)

Jacques PÉLISSARD

Jura (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15965)

Membre de la commission d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7927)

Son intervention (p. 7931)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers (p. 7931, 7932)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7931, 7932)

Environnement : crédits (p. 7931)

Environnement : Fonds de gestion des milieux naturels (FGMN) (p. 7931, 7932)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7932)

TVA : taux réduit : déchets (p. 7931)

Union européenne : directives : environnement (p. 7932)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9878)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 9883) : rejetée (p. 9886)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 9884, 9885)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 9883 à 9885)

Patrimoine culturel : archéologie : fiscalité (p. 9884, 9885)

Patrimoine culturel : archéologie : normes européennes (p. 9884)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 9884, 9885)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine : monopole (p. 9883 à 9885)

Discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9893)

Article 1er quater (services archéologiques des collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 9894)

Article 4 (redevances d'archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (soumission des lotisseurs et aménageurs) (p. 9898)

Intervient sur le sous-amendement n° 26 du Gouvernement (limites d'assujettissement à la redevance) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 9898)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (formule de calcul de la redevance) (p. 9899)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 9899)

Après l'article 5 ter

Reprend l'amendement n° 21 de la commission (intégration des agents de l'AFAN dans le cadre des fonctionnaires du ministère de la culture) : rejeté (p. 9902)

Projet de loi n° 2544 modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [28 mars 2001] (p. 1566) ; [29 mars 2001] (p. 1612)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission (sanctions civiles prononcées à l'encontre du débiteur à la demande de tout justiciable intéressé ou du procureur) (p. 1626)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001) (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001 (p. 2354)

Son intervention (p. 2311)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2311)

Ordre public : sécurité : généralités (p. 2311)

Ordre public : sécurité : immeubles d'habitation (p. 2311)

Ordre public : sécurité : réforme (p. 2312)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Après l'article 16

Son amendement n° 241 : non soutenu (p. 2471)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4311)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale : projet de loi (p. 4311)

Collectivités territoriales : élus locaux (p. 4226)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : régions (p. 4311)

Communes : conseils de quartier (p. 4226, 4311)

Communes : conseils municipaux : opposition (p. 4226)

Communes : démocratie participative (p. 4225)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : modes de scrutin (p. 4311)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (chapitre 1er : participation des habitants à la démocratie locale) (p. 4314)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Bernard Birsinger (association des habitants aux décisions - création de structures favorisant l'initiative et le contrôle) (p. 4319)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Son intervention (p. 4322)

Soutient l'amendement n° 420 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4323) : rejeté (p. 4323)

Soutient l'amendement n° 55 de M. Richard Cazenave (périmètre des quartiers fixé en concertation avec les habitants et les associations) (p. 4325) : rejeté (p. 4325)

Son amendement n° 600 (identification des quartiers précédant la fixation de leur périmètre) (p. 4332) : rejeté (p. 4333)

Soutient l'amendement n° 56 de M. Richard Cazenave (composition et modalités de désignation du conseil fixées après concertation avec les habitants et les associations) (p. 4333) : adopté (p. 4334)

Son amendement n° 601 (présence facultative des conseillers municipaux dans les conseils de quartier) : devenu sans objet (p. 4335)

Son amendement n° 602 (suppression des dispositions relatives à la composition des conseils) : rejeté (p. 4337)

Son amendement n° 603 (transmission au conseil municipal des rapports des conseils avant le débat d'orientation budgétaire) (p. 4345) : rejeté (p. 4346)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Marc-Philippe Daubresse (transmission au maire des rapports des conseils avant le débat d'orientation budgétaire) (p. 4346)

Son amendement n° 750 rectifié (règlement intérieur) (p. 4347) : adopté (p. 4349)

Intervient sur l'amendement n° 304 de M. Marc-Philippe Daubresse (moyens de fonctionnement) (p. 4350)

Son amendement n° 604 (moyens de fonctionnement) (p. 4350) : rejeté (p. 4351)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Noël Mamère (moyens humains) (p. 4352)

Intervient sur l'amendement n° 712 de M. Noël Mamère (création d'une maison des associations dans le chef-lieu du département) (p. 4353)

Son sous-amendement oral (locaux associatifs fonction des capacités disponibles) à l'amendement n° 712 de M. Noël Mamère : rejeté (p. 4354)

Intervient sur l'amendement n° 715 de M. Noël Mamère (création d'une maison des associations dans les communes de plus de 20 000 habitants) (p. 4354)

Article 2 (article L. 2143-2 du code général des collectivités territoriales : rapport du conseil de quartier)

Son amendement n° 605 soutenu par M. Patrick Ollier (débat sur la participation des habitants à la vie locale dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 4417) : adopté après deuxième rectification (p. 4419)

Article 3 (article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales : débat annuel sur les projets intéressant les quartiers)

Son amendement n° 606 (de suppression) : retiré (p. 4419)

Article 4 (articles L. 2122-2-1 nouveau et L. 2122-18-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : adjoints de quartier)

Son amendement n° 607 soutenu par M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 4421) : rejeté (p. 4422)

Article 8 (article L. 2121-19 du code général des collectivités territoriales : séances réservées à l'opposition)

Son intervention (p. 4461)

Son amendement n° 754 (de suppression) (p. 4462) : rejeté (p. 4463)

Article 9 (articles L. 2121-22-1, 3121-22-1, 4132-21-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : mission d'information et d'évaluation)

Son intervention (p. 4467)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Bernard Birsinger (saisine du conseil municipal) (p. 4468)

Son amendement n° 752 (saisine du conseil municipal) (p. 4468) : rejeté (p. 4469)

Son amendement n° 753 (création autorisée 3 fois dans la mandature) : retiré (p. 4470)

Son amendement n° 755 (saisine du conseil général) : retiré (p. 4472)

Son amendement n° 756 (saisine du conseil régional) : retiré (p. 4473)

Après l'article 11

Son sous-amendement n° 758 (indemnités) à l'amendement n° 168 rectifié de la commission (conseillers municipaux délégués) (p. 4479) : rejeté (p. 4480)

Après l'article 14

Son amendement n° 53 rectifié (d'harmonisation) : adopté (p. 4498)

Article 17 (articles L. 2123-2, L. 2123-3, L. 3123-2 et L. 4135-2 du code général des collectivités territoriales : crédits d'heures)

Soutient l'amendement n° 417 de M. Christian Estrosi (majoration du barème trimestriel pour les conseillers généraux) (p. 4499) : rejeté (p. 4500)

Soutient l'amendement n° 418 de M. Christian Estrosi (majoration du barème trimestriel pour les conseillers régionaux) (p. 4500) : rejeté (p. 4500)

Article 23 (articles L. 2123-13, L. 3123-11, L. 4135-11 du code général des collectivités territoriales : congé de formation)

Soutient l'amendement n° 512 de M. Thierry Mariani (rédactionnel) (p. 4506) : rejeté (p. 4506)

Après l'article 25

Soutient l'amendement n° 6 de M. Patrice Martin-Lalande (extension aux titulaires de mandats électifs de la validation des acquis professionnels) (p. 4507) : rejeté (p. 4507)

Article 26 (articles L. 2123-20-1 nouveau, L. 3123-15-1 nouveau et L. 4135-15-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : délibération sur les indemnités)

Soutient l'amendement n° 3 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du seuil d'application) (p. 4508) : rejeté (p. 4508)

Article 27 (article L. 2123-22 du code général des collectivités territoriales : suppression du cumul des majorations d'indemnités)

Son amendement n° 760 (application au prochain renouvellement municipal) (p. 4509) : adopté (p. 4510)

Après l'article 30

Soutient l'amendement n° 515 de M. Thierry Mariani (nombre de vice-présidents du conseil général) (p. 4514) : rejeté (p. 4514)

Soutient l'amendement n° 537 de M. Patrice Martin-Lalande (nombre de vice-présidents du conseil général) (p. 4514) : rejeté (p. 4514)

Soutient l'amendement n° 514 de M. Thierry Mariani (honorariat pour les conseillers généraux) (p. 4514) : adopté (p. 4514)

Soutient l'amendement n° 538 de M. Patrice Martin-Lalande (honorariat pour les conseillers généraux) (p. 4514) : adopté (p. 4514)

Article 49 (article L. 121-1 à L. 121-14 du code de l'environnement : débat public)

Son amendement n° 764 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (saisine de la commission nationale du débat public par un conseil municipal) (p. 4549) : rejeté (p. 4550)

Son amendement n° 765 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (saisine de la commission nationale du débat public par une collectivité territoriale dont le territoire est susceptible de subir l'impact du projet) : rejeté (p. 4550)

Après l'article 52

Son amendement n° 608 soutenu par M. Yves Fromion (communauté de communes) : rejeté (p. 4564)

Après l'article 15

Son amendement n° 54 rectifié précédemment réservé soutenu par M. Gilles Carrez (mode de calcul de l'attribution de compensation) : devenu sans objet (p. 4750)

Après l'article 46

Son amendement n° 763 précédemment réservé soutenu par M. Patrick Ollier (prise en charge par les services départementaux d'incendie et de secours des frais de réparation et d'entretien des bâtiments mis à leur disposition) : rejeté (p. 4764)

Dominique PERBEN
Saône-et-Loire (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française [J.O. du 29 novembre 2000] (p. 19000)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Electricité de France (EDF). Ouverture du marché de l'électricité, prises de participation, politiques communautaires [29 mai 2001] (p. 3531)

Jean-Claude PEREZ
Aude (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3242 tendant à autoriser les opérations de parrainage en faveur du vin [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Aveugles, manuels scolaires, traduction en braille [23 mai 2001] (p. 3300)

Secteur public. Services publics. Fonctionnement, vie professionnelle et familiale, compatibilité [19 juin 2001] (p. 4406)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1374, posée le 21 mai 2001. Enseignement agricole. Lycées agricoles (J.O. Questions p. 2876). Appelée le 22 mai 2001. Filière BTS services en espace rural, création, lycée Charlemagne, Carcassonne (p. 3162)

Jean-Pierre PERNOT
Val-d'Oise (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention [4 avril 2001] (p. 1758)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1248, posée le 25 décembre 2000. Transports ferroviaires. Ligne Paris-Valmondois (J.O. Questions p. 7213). Appelée le 9 janvier 2001. Fonctionnement (p. 6)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 7703)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Son intervention (p. 8476)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : sécurité (p. 8476, 8477)

Enseignement secondaire : personnel : auxiliaires (p. 8476, 8477)

Enseignement secondaire : personnel : non-enseignants (p. 8476)

Marie-Françoise PÉROL-DUMONT
Haute-Vienne (3ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Membre titulaire du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17186)

Chargée d'une mission temporaire auprès du Ministre de l'éducation nationale [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7828)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Elèves. Egalité des chances [14 novembre 2000] (p. 8501)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8175)

Procédure des questions :

Agriculture : sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (p. 8175)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)

Son intervention (p. 7757)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de pays (p. 7757)

Aménagement du territoire : crédits (p. 7757)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 7757)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7757)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 7757)

Union européenne : fonds structurels (p. 7757, 7758)

Geneviève PERRIN-GAILLARD
Deux-Sèvres (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Economie sociale. Entreprises. Sociétés de personnes, statut [14 novembre 2000] (p. 8502)

Emploi. Politique de l'emploi. Plans locaux pour l'insertion et l'emploi, perspectives [12 juin 2001] (p. 4070)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1256, posée le 25 décembre 2000. Environnement. Sites (J.O. Questions p. 7215). Appelée le 9 janvier 2001. Inspecteurs, effectifs de personnel (p. 25)

n° 1442, posée le 4 juin 2001. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de transport (J.O. Questions p. 3153). Appelée le 5 juin 2001. Remboursement (p. 3803)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6343, 6373)

Son intervention (p. 6378)

Thèmes :

Economie sociale (p. 6378, 6379)

Politique économique : économie solidaire (p. 6378, 6379)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7927)

Procédure des questions :

Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 7957)

Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 7955)

EDUCATION NATIONALE

II – ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

15 - Enseignement : langues étrangères : université (p. 8463)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9164)

Titre III

Mettre en œuvre une politique de déplacements au service du développement durable

Son amendement n° 102 précédemment réservé (missions confiées aux départements d'Ile-de-France pour les services routiers réguliers de pôle à pôle ou de bassin à bassin) : retiré (p. 9181)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9776, 9800)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 9830)

Thèmes :

Parlement : contrôle parlementaire : Union européenne (p. 9830)

Union européenne : directives : Natura 2000 (p. 9830)

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Article 3 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnances à la refonte du code de la mutualité)

Son intervention (p. 9852)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Article 21 supprimé par le Sénat (loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; article L. 228-36 du code du commerce : sociétés coopératives d'intérêt collectif)

Son sous-amendement n° 32 (sociétés à capital variable) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) : non soutenu (p. 4154)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (actions complémentaires de la région dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 4788)

Son sous-amendement n° 835 (compétence régionale pour les réserves naturelles volontaires) à l'amendement n° 78 précédemment réservé du Gouvernement (transfert de compétences aux régions en matière d'environnement) : adopté après rectification (p. 4796)

Son sous-amendement n° 836 (inventaires régionaux du patrimoine naturel) à l'amendement n° 78 précédemment réservé du Gouvernement : rejeté (p. 4797)

François PERROT
Nièvre (3ème circonscription)
Socialiste

Devient député le 30 septembre 2000 (voir indications préliminaires) [1er octobre 2000] (p. 15557)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 30 septembre 2000]

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1er octobre 2000] (p. 15558)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 1er octobre 2000]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 11 octobre 2000] (p. 16129)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 11 octobre 2000] (p. 16129)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Bernard PERRUT
Rhône (9ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 21 mars 2001] (p. 4432)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 21 mars 2001] (p. 4432)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5009)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 avril 2001] (p. 6012)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 avril 2001] (p. 6012)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2494) de M. Bernard Perrut relative à la médiation familiale [3 avril 2001] (n° 2970)

Proposition de loi n° 3185 visant à renforcer la lutte contre le tabagisme [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [7 février 2001] (p. 1210)

Assurance maladie maternité : généralités. Caisses. Fonctionnement [15 mai 2001] (p. 2878)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1226, posée le 9 octobre 2000. Professions sociales. Aides à domicile (J.O. Questions p. 5678). Appelée le 10 octobre 2000. Perspectives (p. 6559)

n° 1382, posée le 21 mai 2001. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2878). Appelée le 22 mai 2001. Fonctionnement, financement, centre hospitalier de Villefranche-sur-Saône (p. 3157)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Son intervention (p. 6513)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6514)

Famille : contraception (p. 6513 à 6515)

Famille : mineurs : contraception (p. 6514)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6513, 6514)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2000] (p. 9410)

Son intervention (p. 9414)

Thèmes :

Famille : contraception (p. 9414, 9415)

Famille : mineurs : avortement (p. 9414, 9415)

Famille : mineurs : pilules abortives (p. 9414)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7428)

Thèmes :

Etablissements de santé : centres hospitaliers (p. 7429)

Famille : veufs et veuves (p. 7430)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 7430)

Professions de santé : infirmiers (p. 7429)

Professions de santé : médecins spécialistes (p. 7429)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7429)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 7429)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7428, 7429)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 11 supprimé par le Sénat (articles L. 131-10, L. 135-3 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Son sous-amendement n° 127 soutenu par M. Philippe Martin (51) (suppression de la contribution provenant du vin) à l'amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution provenant du vin) (p. 9295) : rejeté (p. 9296)

Explications de vote et vote [28 novembre 2000] (p. 9404)

Ses explications de vote (p. 9407)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9408)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8177)

Procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs en difficulté : fiscalité (p. 8178)

Retraites : régime agricole : retraites complémentaires (p. 8177)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ - VILLE

III – VILLE

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

16 - Ministères et secrétariats d'Etat : fonctionnement : villes (p. 8441)

JEUNESSE ET SPORTS

Questions écrites budgétaires (JO du 21 novembre 2000)

2 - Sports : associations et clubs (p. 8969)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 9530)

Son intervention (p. 9534)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 9568)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9530, 9568)

Avortement : généralités (p. 9530, 9534, 9568)

Bioéthique : déontologie (p. 9535)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 9535)

Famille : mineurs : avortement (p. 9535)

Famille : naissances (p. 9534)

Professions de santé : médecins : avortement (p. 9530, 9534, 9568)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Article 1er (modification de l'intitulé du chapitre sur l'interruption de grossesse)

Son intervention (p. 9576)

Soutient l'amendement n° 72 de M. Jean-François Mattei (de suppression) (p. 9577) : rejeté (p. 9577)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 74 de M. Jean-François Mattei (prolongation du délai légal en cas de trop longue attente du fait de la saturation en milieu hospitalier) (p. 9582) : rejeté (p. 9582)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 75 de M. Jean-François Mattei (explications et commentaires du dossier-guide par les médecins) (p. 9587) : devenu sans objet (p. 9588)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : accompagnement par un adulte référent)

Soutient l'amendement n° 77 de M. Jean-François Mattei (de suppression) (p. 9590) : rejeté (p. 9591)

Article 5 (article L. 2212-5 du code de la santé publique : liberté de décision du médecin)

Soutient l'amendement n° 78 de M. Jean-François Mattei (de cohérence) (p. 9602) : rejeté (p. 9603)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Son intervention (p. 9604)

Soutient l'amendement n° 82 de M. François Goulard (pouvoir dérogatoire du juge pour enfant) (p. 9606) : rejeté (p. 9607)

Soutient l'amendement n° 79 de M. Jean-François Mattei (pouvoir d'appréciation du juge pour enfant ; entretien avec le médecin après l'intervention) (p. 9606) : rejeté (p. 9607)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 80 de M. Jean-François Mattei (actes pouvant être accomplis par un mineur non émancipé seul) (p. 9610) : rejeté (p. 9611)

Article 7 (article L. 2212-8 du code de la santé publique : clause de conscience)

Son intervention (p. 9611)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 84 de M. Jean-François Matti (interruption de grossesse hors délai) (p. 9617) : devenu sans objet (p. 9619)

Article 9 (article L. 2213-2 du code de la santé publique : reconnaissance de l'interruption de grossesse pour un motif médical)

Soutient l'amendement n° 85 de M. Jean-François Mattei (notion d' "interruption de grossesse" privée de l'adjectif "volontaire") (p. 9620) : rejeté (p. 9620)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 71 rectifié de M. Jean-François Mattei (éducation sexuelle dans les établissements scolaires) (p. 9632) : devenu sans objet (p. 9633)

Explications de vote et vote [5 décembre 2000] (p. 9746)

Ses explications de vote (p. 9749)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9750)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 1922)

Son intervention (p. 1930)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 1922, 1930)

Bioéthique : clause de conscience (p. 1930)

Bioéthique : déontologie (p. 1922)

Famille : contraception (p. 1930)

Famille : mineurs : avortement (p. 1930)

Santé : politique de la santé (p. 1930)

Discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1941)

Article 2 supprimé par le Sénat (article L. 2212-1 du code de la santé publique : allongement du délai légal)

Soutient l'amendement n° 60 corrigé de M. Jean-François Mattei (prise en compte de l'avis d'une commission d'experts en cas d'IVG pratiquée entre la dixième et la douzième semaine) (p. 1943) : rejeté (p. 1944)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 65 de M. Jean-François Mattei (dépassement du délai légal de l'IVG en cas de report indépendant de la volonté de l'intéressée) (p. 1944) : rejeté (p. 1945)

Article 3 bis A (article L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles : création d'un répertoire départemental des aides économiques, des lieux d'accueil et d'organismes dédiés à l'accompagnement des femmes enceintes en difficulté)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1946)

Article 4 (article L. 2212-4 du code de la santé publique : consultation préalable à une interruption volontaire de grossesse)

Son intervention (p. 1949)

Soutient le sous-amendement n° 61 de M. Jean-François Mattei (habilitation par le juge pour enfants de l'adulte référent) à l'amendement n° 6 de la commission (choix d'une personne qualifiée pour accompagner une mineure) (p. 1952) : rejeté (p. 1952)

Soutient le sous-amendement n° 62 de M. Jean-François Mattei (information des mineures enceintes des aides auxquelles elles ont droit) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 1952) : rejeté (p. 1952)

Article 6 (article L. 2212-7 du code de la santé publique : aménagement de l'obligation d'autorisation parentale pour les mineures)

Son intervention (p. 1953)

Soutient l'amendement n° 64 de M. Jean-François Mattei (intervention du juge pour enfants à défaut d'autorisation parentale et deuxième consultation après l'intervention) (p. 1954) : rejeté (p. 1955)

Soutient le sous-amendement n° 63 de M. Jean-François Mattei (intervention du juge pour enfants et accord de la mineure dans le choix de l'adulte référent) à l'amendement n° 8 de la commission (libre choix de l'adulte accompagnant la mineure et deuxième consultation après l'intervention) (p. 1955) : rejeté (p. 1955)

Après l'article 6

Soutient l'amendement n° 56 de M. Jean-François Mattei (détermination des droits des mineurs non émancipés) (p. 1955) : rejeté (p. 1956)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 66 de M. Jean-François Mattei (acte de naissance sans vie et inhumation en cas d'accouchement d'un fœtus non viable entre le troisième et le sixième mois de gestation) (p. 1959) : rejeté (p. 1959)

Article 19 (article L. 2123-1 du code de la santé publique : stérilisation à visée contraceptive)

Soutient le sous-amendement n° 59 de M. Jean-François Mattei (information des intéressés) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 1974) : rejeté (p. 1975)

Soutient l'amendement n° 58 de M. Jean-François Mattei (stérilisation à visée contraceptive) (p. 1974) : devenu sans objet (p. 1975)

Ses explications de vote (p. 1979)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mai 2001] (p. 3668)

Son intervention (p. 3672)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 3672)

Avortement : généralités (p. 3672)

Famille : contraception (p. 3672)

Femmes : femmes enceintes (p. 3672)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 961)

Son intervention (p. 969)

Thèmes :
Handicapés : intégration en milieu scolaire (p. 970, 971)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 969 à 971)
Handicapés : soins et maintien à domicile (p. 969, 970)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 971)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 970, 971)

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 1er (fondements de l'action sociale et médico-sociale)
Soutient l'amendement n° 253 de M. François Goulard (insertion de la notion de protection) (p. 995) : adopté (p. 995)
Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (mention des personnes âgées et des personnes handicapées comme bénéficiaires de la loi) (p. 995)
Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jean-François Chossy (de précision pour les personnes âgées et les handicapés) (p. 995)
Soutient l'amendement n° 133 de M. Pierre Lasbordes (de précision pour les handicapés) (p. 995) : devenu sans objet (p. 995)
Son amendement n° 254 (de précision pour les handicapés) : devenu sans objet (p. 995)
Soutient l'amendement n° 255 de M. François Goulard (référence aux gestionnaires d'institutions sociales et médico-sociales) (p. 996) : retiré (p. 996)
Son amendement n° 256 soutenu par M. Georges Colombier (rôle des associations) (p. 996) : retiré (p. 997)

Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)
Son intervention (p. 998)
Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Michel Terrot (intégration scolaire adaptée) (p. 1003)
Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Pierre Lasbordes (intégration scolaire adaptée) (p. 1003)
Son amendement n° 258 (intégration scolaire adaptée) (p. 1003) : rejeté

Après l'article 3
Soutient l'amendement n° 259 de M. Denis Jacquat (accès des enfants handicapés dans les structures scolaires ordinaires) (p. 1008) : rejeté (p. 1008)

Article 4 (fixation des droits des usagers du secteur social et médico-social)
Son amendement n° 260 (rôle de l'accompagnant et du représentant légal éventuel) : retiré (p. 1011)

Article 6 (possibilité de recours à un médiateur)
Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Jean-François Chossy (avis d'organismes représentant les usagers) (p. 1015)
Son amendement n° 262 (avis d'organismes représentant les usagers) : rejeté (p. 1015)

Après l'article 8
Soutient l'amendement n° 349 de M. Jean-François Mattei (principe de la primauté de la vie) (p. 1019) : rejeté (p. 1022)
Intervient sur l'amendement n° 101 rectifié de M. Bernard Accoyer (principe de la primauté de la vie) (p. 1019)

Article 9 (liste des établissements et services sociaux et médico-sociaux)
Son sous-amendement n° 291 (prise en compte ou non de l'âge des handicapés vieillissants) à l'amendement n° 17 de la commission (distinction entre établissements d'accueil pour personnes âgées et établissements d'accueil pour handicapés) : retiré (p. 1026)
Son amendement n° 264 corrigé soutenu par M. Georges Colombier (missions de prévention) : adopté (p. 1027)
Son amendement n° 265 (détermination des listes d'établissements) : rejeté (p. 1027)
Son amendement n° 263 (foyers de jeunes travailleurs) (p. 1027) : devenu sans objet (p. 1028)
Soutient l'amendement n° 267 de M. François Goulard (conditions d'accueil temporaire) (p. 1029) : rejeté (p. 1029)

Article 13 (procédure d'élaboration des schémas)
Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-François Chossy (référence aux associations et à leurs groupements) (p. 1034)
Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Patrice Carvalho (référence aux associations et à leurs groupements) (p. 1034)
Son amendement n° 268 (référence aux associations et à leurs groupements) : rejeté (p. 1034)

Article 18 (examen et périodicité des demandes d'autorisation)
Son amendement n° 272 soutenu par M. Yves Bur (caractère d'approbation tacite en cas de défaut de réponse) : rejeté

Proposition de loi n° 2494 relative à la médiation familiale

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2001] (p. 1833)
Ses interventions (p. 1833, 1846)

Thèmes :
Famille : divorce (p. 1833, 1846)
Famille : divorce : enfants (p. 1833)
Justice : médiation : famille (p. 1833, 1846)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 2273)

Thèmes :
Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2273)
Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2274)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 2273)

Nicole PÉRY
Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Patrick Leroy. Chômage : indemnisation. Bénéficiaires. Prime exceptionnelle [28 novembre 2000] (p. 9400)

Mme Christine Lazerges. Droit pénal. Atteintes à l'intégrité de la personne. Femmes victimes de violences, lutte et prévention [6 décembre 2000] (p. 9868)

M. Michel Liebgott. Formation professionnelle. Réforme. Perspectives [9 janvier 2001] (p. 56)

M. Alain Néri. Entreprises. Formation professionnelle. Validation des acquis, procédure [23 mai 2001] (p. 3299)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Paul Patriarche. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, Haute-Corse [27 mars 2001] (p. 1406)

Mme Odette Trupin. Etablissements de santé. Hôpitaux. Maintien. La Réole [27 mars 2001] (p. 1403)

M. Alain Gouriou. Etablissements de santé. Equipements. Appareils de radiothérapie, Côtes-d'Armor [27 mars 2001] (p. 1405)

M. Paul Dhaille. Etablissements de santé. Hôpitaux. Statut, centre hospitalier régional du Havre [27 mars 2001] (p. 1402)

Mme Hélène Mignon. Femmes. Politique à l'égard des femmes. Femmes victimes de violences conjugales [26 juin 2001] (p. 4843)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6782)

Article 1er (articles L. 122-45 et L. 611-1 du code du travail et article 225-2 du nouveau code pénal : mesures discriminatoires)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Thierry Mariani (accès aux stages et formations) (p. 6785)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

1 - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Son intervention (p. 8241)

Ses réponses (p. 8244 à 8257)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 8244)

Emploi : création d'emplois (p. 8241)

Emploi : recrutement (p. 8244)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 8243)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 8242)

Formation professionnelle : crédits (p. 8241)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8241)

Travail : égalité professionnelle : femmes (p. 8243)

Réponses aux questions :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8253, 8254) (M. Gérard Lindeperg) (p. 8253)

Formation professionnelle : formation en alternance (p. 8246) (M. Hervé Morin) (p. 8246)

Formation professionnelle : formation professionnelle : politique contractuelle (p. 8255) (M. Gérard Lindeperg) (p. 8254, 8255)

Frontaliers : travailleurs frontaliers (p. 8251, 8252) (M. Jean-Luc Reitzer) (p. 8251)

Préretraites : allocations : GIAT-Industries (p. 8245, 8246) (M. François Rochebloine) (p. 8245)

Travail : heures supplémentaires (p. 8246) (M. Jean Ueberschlag) (p. 8246)

Travail : inspection du travail : conflits individuels (p. 8252) (Mme Odile Saugues) (p. 8252)

Travail : précarité (p. 8244, 8245) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 8244)

Travail : réduction du temps de travail (p. 8256,8257) (M. Jacques Guyard) (p. 8256)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2000] (p. 8258)

Article 57 (article L. 118-7 du code du travail et article 19 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage : réforme de l'aide forfaitaire à l'embauche d'apprentis)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (de suppression) (p. 8259)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 8259)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Jean Ueberschlag (de suppression) (p. 8259)

Après l'article 59

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (aide à l'emploi de jeunes peu qualifiés) (p. 8262)

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Son intervention (p. 8904)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : femmes (p. 8904)

Femmes : centres d'information régionaux et départementaux sur les droits des femmes (p. 8905)

Femmes : droits (p. 8905)

Femmes : égalité professionnelle (p. 8904, 8905)

Formation professionnelle : crédits (p. 8905)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9437)

Sa réponse (p. 9455)

Thèmes :

Syndicats : élections professionnelles (p. 9455)

Travail : durée du travail (p. 9455)

Travail : travail de nuit (p. 9455, 9456)

Discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9456)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (intitulé du chapitre 1er) (p. 9456)

Article 1er (article L. 432-3-1 du code du travail : contenu du rapport de situation comparée)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9456)

Article 3 (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle) (p. 9457)

Article 4 (article L. 153-2 du code du travail : sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement du délit d'entrave à l'obligation de négocier) (p. 9457)

Article 5 (article L. 132-27-1 nouveau du code du travail : négociation intégrée au niveau de l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de cohérence) (p. 9457)

Article 6 (articles L. 122-3-1 et L. 132-12 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de la branche)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de l'obligation de négociation) (p. 9458)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (situation comparée des hommes et des femmes définies par un rapport prévu à cet effet) (p. 9458)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (référence à l'interdiction de mesures discriminatoires) (p. 9458)

Avant l'article 8 bis

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (intitulé du chapitre 2) (p. 9459)

Article 8 bis (article L. 513-1 du code du travail : conjoints collaborateurs et élections prud'homales)

Soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement (pouvoir électoral des conjoints collaborateurs) (p. 9459) : adopté (p. 9459)

Article 8 ter (article L. 129-3 du code du travail : aide des comités d'entreprise à la garde d'enfants)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 9459)

Article 8 quater (article L. 122-28-1 du code du travail : congé parental et activité à temps partiel en cas d'adoption)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 9459)

Article 8 quinquies (parité dans les élections prud'homales)

Soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (réduction de la surreprésentation d'un des deux sexes) (p. 9460) : adopté (p. 9460)

Après l'article 8 quinquies

Soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement (accord en matière de représentation équitable entre le chef d'entreprise et les syndicats) (p. 9460) : adopté après modification (p. 9460)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 de la commission (choix du terme "représentation équilibrée") à l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 9460)

Article 8 sexies (article L. 433-2 du code du travail : parité dans les élections aux comités d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 9460)

Après l'article 8 sexies

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (accord en matière de représentation équitable entre le chef d'entreprise et les syndicats) (p. 9461) : rejeté (p. 9462)

Intervient sur le sous-amendement n° 25 de la commission (choix du terme "représentation équilibrée") à l'amendement n° 11 du Gouvernement (p. 9461)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (constitution d'une commission de l'égalité professionnelle) (p. 9462)

Article 8 septies (article L. 423-2 du code du travail : parité dans les élections des délégués du personnel)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de suppression) (p. 9462)

Après l'article 8 septies

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rapport au Parlement sur le caractère équilibré de la représentation de chaque sexe aux élections professionnelles) (p. 9463)

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Muguette Jacquaint (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9466)

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9466) : adopté au scrutin public après modification (p. 9481)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 de M. Jean-Luc Warsmann (suppression des seuils de vingt-deux, cinq et sept heures) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9469)

Intervient sur le sous-amendement n° 29 rectifié de la commission (introduction de seuils de vingt-et-une, six et sept heures) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9471)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Georges Sarre (caractère exceptionnel du travail de nuit) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9471)

Intervient sur le sous-amendement n° 30 de la commission (de conséquence) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9472)

Intervient sur le sous-amendement n° 62 de M. Yves Cochet (limitation du travail de nuit à sept heures par vingt-quatre heures) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9472)

Intervient sur le sous-amendement n° 63 de M. Yves Cochet (repos compensateur et contrepartie de salaire au travail de nuit) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9473)

Intervient sur le sous-amendement n° 31 de la commission (repos compensateur) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9473)

Intervient sur le sous-amendement n° 64 de M. Yves Cochet (garanties en matière de transport et de compatibilité avec la vie personnelle du salarié) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9474)

Intervient sur le sous-amendement n° 32 de la commission (de cohérence) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9474)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de la commission (notion d' "articulation" entre vie professionnelle et vie familiale) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9475)

Intervient sur le sous-amendement n° 34 de la commission (prise en compte des problèmes de transport liés au travail de nuit) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9475)

Intervient sur le sous-amendement n° 35 corrigé de la commission (organisation des temps de pause) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9475)

Intervient sur le sous-amendement n° 36 de la commission (garanties du sérieux des négociations) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9475)

Intervient sur le sous-amendement n° 58 de la commission (de conséquence) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9475)

Intervient sur le sous-amendement n° 57 de Mme Catherine Génisson (de précision) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9476)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de Mme Marie-Jo Zimmermann (obligations familiales des salariés ayant des enfants) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9476)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de Mme Marie-Jo Zimmermann (obligations familiales des salariés seuls chargés de famille) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9476)

Intervient sur le sous-amendement n° 37 de la commission (passage d'un poste de jour à un poste de nuit et inversement) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9477)

Intervient sur le sous-amendement n° 38 de la commission (obligations familiales des salariés ayant des enfants) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9477)

Intervient sur le sous-amendement n° 39 de la commission (fréquence des visites médicales) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9478)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de la commission (de conséquence) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9478)

Intervient sur le sous-amendement n° 40 de la commission (justification par écrit en cas d'absence de reclassement) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9478)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 de la commission (consultation du médecin du travail) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9478)

Intervient sur le sous-amendement n° 42 de la commission (affectation en poste de jour des femmes enceintes) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9478)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de la commission (rémunération de la salariée enceinte) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9479)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 de la commission (de cohérence) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9480)

Soutient le sous-amendement n° 66 du Gouvernement (délai d'entrée en vigueur) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9480) : adopté après rectification (p. 9481)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rapport au Parlement sur l'application de la législation relative au travail de nuit) (p. 9481)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission précédemment réservé (intitulé du chapitre III) (p. 9481)

Article 14 bis (article 6 quater de la loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires : rapport au Parlement sur le respect du principe d'égalité des sexes dans la fonction publique)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission des lois (périodicité du rapport) (p. 9482)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission des lois (contenu du rapport : éléments d'appréciation) (p. 9482)

Article 17 (représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des jurys de concours de recrutement)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission des lois (suppression de l'obligation de mixité des jurys) (p. 9482)

Article 18 (article 58 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys et comités de sélection constitués pour l'avancement des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission des lois (de conséquence) (p. 9483)

Article 19 (article 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission des lois (de conséquence) (p. 9483)

Article 21 (article 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours de recrutement)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission des lois (de conséquence) (p. 9483)

Article 22 (article 35 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys des examens professionnels)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission des lois (de conséquence) (p. 9484)

Avant l'article 23

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 9484)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 925)

Son intervention (p. 925)

Thèmes :

Entreprises : représentants du personnel : femmes (p. 925)

Femmes : égalité professionnelle (p. 925, 926)

Travail : négociations (p. 925)

Travail : repos hebdomadaire (p. 926)

Travail : salaires (p. 926)

Travail : travail de nuit : femmes (p. 925, 926)

Discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 933)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du titre adopté en deuxième lecture) (p. 931)

Article 1er (article L. 432-3-1 du code du travail : contenu du rapport de situation comparée)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 934)

Article 3 (article L. 132-27 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 934)

Article 4 (article L. 153-2 du code du travail : sanctions pénales)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 934)

Article 5 (article L. 132-27-1 nouveau du code du travail : négociation intégrée au niveau de l'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 935)

Article 6 (article L. 122-3-1 et L. 132-12 du code du travail : obligation de négociation spécifique au niveau de la branche)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 935)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 935)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 935)

Article 8 ter (article L. 129-3 du code du travail : aide des comités d'entreprise à la garde d'enfants)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 936)

Article 8 quater (nouveau) (article L. 122-28-1 du code du travail : congé parental et activité à temps partiel en cas d'adoption)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de suppression) (p. 936)

Article 8 quinquies (représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les listes de candidatures aux élections prud'homales)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 936)

Article 8 sexies A supprimé par le Sénat (article L. 433-2 du code du travail : représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les listes de candidatures aux élections aux comités d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 936)

Article 8 sexies (article L. 433-2 du code du travail : représentation proportionnelle dans les listes de candidatures aux élections aux comités d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 937)

Article 8 septies A supprimé par le Sénat (article L. 434-7 du code du travail : création d'une commission de l'égalité professionnelle au sein du comité d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 937)

Après l'article 8 septies A

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (conditions d'élection des délégués du personnel) (p. 937)

Article 8 septies (article L. 423-2 du code du travail : représentation équilibrée dans la liste de candidatures aux élections des délégués du personnel)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 937)

Article 8 octies supprimé par le Sénat (rapport sur la place des femmes dans les élections professionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 938)

Avant l'article 8 nonies

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du titre adopté en deuxième lecture) (p. 938)

Article 8 nonies (articles L. 213-1, L. 213-1-1 nouveau, L. 213-2 à L. 213-4, L. 213-4-1 à L. 213-4-3 nouveaux, L. 213-5, L. 213-6 du code du travail, articles L. 333-1 à L. 333-3 nouveaux du code de la sécurité sociale et article L. 713-9 du code rural : travail de nuit)

Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 940)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 29 rectifié de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 942)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 942)

Article 14 bis (article 6 quater de la loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires : rapport au Parlement sur le respect du principe d'égalité des sexes dans la fonction publique)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 942)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 942)

Article 17 (représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des jurys de concours de recrutement)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 943)

Article 18 (article 58 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys et comités de sélection constitués pour l'avancement des fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 943)

Article 19 (article 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours)

Intervient sur l'amendement n° 5 deuxième rectification de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 943)

Article 21 (article 30-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys de concours de recrutement)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 944)

Article 22 (article 35 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys des examens professionnels)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 944)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2200)

Son intervention (p. 2200)

Sa réponse (p. 2208)

Thèmes :

Entreprises : représentants du personnel : femmes (p. 2201)

Femmes : égalité professionnelle (p. 2200, 2201)

Travail : travail de nuit : femmes (p. 2200)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Sa réponse (p. 9561)

Thèmes :

Avortement : généralités (p. 9561)

Famille : contraception (p. 9561)

Discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9568) ; [30 novembre 2000] (p. 9598)

Avant l'article 1er

Intervient sur le sous-amendement n° 110 de M. Christian Estrosi (campagne annuelle d'information) à l'amendement n° 56 de Mme Christine Boutin (information des femmes enceintes sur leurs droits et possibilités d'aides) (p. 9572)

Article 7 (article L. 2212-8 du code de la santé publique : clause de conscience)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Jean-François Mattei (devoir d'information) (p. 9613)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 61 de Mme Christine Boutin (instauration d'un service de consultation pour le suivi psychologique post-abortif) (p. 9614)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (suppression des quotas d'actes chirurgicaux consacrés à l'IVG dans les établissements de soins privés) (p. 9614)

Soutient le sous-amendement n° 131 du Gouvernement (installations autorisées : fixation par décret) à l'amendement n° 115 de la commission (p. 9614) : adopté après rectification (p. 9615)

Article 8 (modification des termes de l'intitulé d'un chapitre désormais consacré à l'interruption de grossesse pratiquée pour motif médical)

Intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (critères d'avortement pour "motif psychosocial d'une particulière gravité") (p. 9616)

Après l'article 8

Intervient sur le sous-amendement n° 24 de M. Bernard Charles (exclusion de la commission pluridisciplinaire de "personnalités qualifiées" extérieures au corps médical) à l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la référence à des experts médicaux) (p. 9619)

Article 9 (article L. 2213-2 du code de la santé publique : reconnaissance de l'interruption de grossesse pour un motif médical)

Intervient sur l'amendement n° 100 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (critères d'avortement pour "motif psychosocial d'une particulière gravité") (p. 9620)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Jean-François Mattei (notion d' "interruption de grossesse" privée de l'adjectif "volontaire") (p. 9620)

Article 11 (article 223-11 du code pénal : modifications de cohérence en matière de pratique illégale de l'interruption volontaire de grossesse)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9621)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission (de cohérence) (p. 9623)

Intervient sur l'amendement n° 41 de Mme Christine Boutin (sanctions pénales en cas de pressions incitant à l'IVG) (p. 9624)

Article 12 (article L. 2221-1 du code de la santé publique et articles 84, 85, 86 et 89 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises : abrogation de dispositions sur la propagande en faveur de l'interruption volontaire de grossesse et de dispositions obsolètes)

Intervient sur l'amendement n° 40 de Mme Christine Boutin (maintien des dispositions actuelles sanctionnant la provocation à l'IVG) (p. 9625)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission (rédactionnel) (p. 9625)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Danielle Bousquet (élargissement du délit d'entrave : sanctions) (p. 9626)

Article 13 (articles L. 2412-1, L. 2412-2 et L. 2412-3 du code de la santé publique, article 723-2 du code pénal : application à la collectivité territoriale de Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 119 rectifié de la commission (de cohérence) (p. 9627)

Intervient sur l'amendement n° 120 rectifié de la commission (de conséquence) (p. 9627)

Soutient l'amendement n° 125 du Gouvernement (de cohérence) (p. 9627) : adopté après rectification (p. 9627)

Article 14 (articles L. 2212-1 et L. 2212-7 du code de la santé publique, article 713-2 du code pénal : application aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 121 rectifié de la commission (de cohérence) (p. 9628)

Intervient sur l'amendement n° 102 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (introduction de la notion de "motif psychosocial") (p. 9628)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rapport à vocation statistique remis annuellement au Parlement) (p. 9628)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. René André (établissement d'un rapport gouvernemental étudiant la possibilité de créer un fonds de prévention de l'IVG) (p. 9629)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. René André (instauration d'un observatoire public de prévention de l'avortement) (p. 9630)

Après l'article 16

Soutient l'amendement n° 124 du Gouvernement (séances "d'information et d'éducation à la santé et à la sexualité" dans les établissements scolaires) (p. 9631, 9633) : adopté (p. 9633)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mai 2001] (p. 3668)

Son intervention (p. 3668)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 3668)

Avortement : généralités (p. 3668)

Famille : contraception (p. 3668)

Famille : mineurs : avortement (p. 3668)

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 3669)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 77)

Son intervention (p. 102)

Thèmes :

Formation professionnelle : apprentissage (p. 77, 78, 102, 103)

Formation professionnelle : centres de formation (p. 102)

Formation professionnelle : promotion sociale (p. 77, 78, 102)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 80 rectifié de la commission (dépistage de la dyslexie) (p. 255)

Intervient sur l'amendement n° 82 rectifié de la commission (facilités de stationnement automobile pour les handicapés en ville) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Éric Doligé (facilités de stationnement automobile pour les handicapés en ville) (p. 256)

Intervient sur l'amendement n° 34 deuxième rectification de la commission (de coordination législative) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 301 de Mme Muguette Jacquaint (congé post-natal ou post-adoption) (p. 257)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. François Goulard (suppression de l'ENA) (p. 258)

Intervient sur l'amendement n° 302 de Mme Muguette Jacquaint (institution d'une autorité administrative chargée de prévenir et réprimer la haine homophobe) (p. 259)

Intervient sur l'amendement n° 298 de Mme Muguette Jacquaint (ajout d'un nouveau chapitre intitulé : "dispositions relatives aux droits de l'enfant") (p. 260)

Intervient sur l'amendement n° 300 de Mme Muguette Jacquaint (application de la convention internationale des droits de l'enfant) (p. 260)

Intervient sur l'amendement n° 126 corrigé de M. Jean-François Mattei (protection des médecins ayant constaté des cas de mauvais traitements à enfant) (p. 261)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié de la commission (protection des médecins ayant constaté des cas de mauvais traitements à enfant) (p. 261)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Jean-Luc Préel (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Pierre Foucher (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jean-Luc Préel (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 262)

Après l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (connaissance des postes à pourvoir pour les intérimaires) (p. 303)

Article 39 (articles L. 323-4, L. 323-8, L. 323-8-1 et L. 323-32 du code du travail : nouvelles modalités devant permettre l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (accueil en stage des travailleurs handicapés) (p. 304)

Intervient sur l'amendement n° 397 de la commission (rédactionnel) (p. 305)

Soutient l'amendement n° 419 du Gouvernement (labels des produits fabriqués par des travailleurs handicapés) (p. 305) : adopté (p. 306)

Avant l'article 40

Soutient l'amendement n° 368 du Gouvernement (caractère élargi de l'expérience professionnelle) (p. 307) : adopté (p. 307)

Article 41 (articles 8 et 8-1 nouveau de la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 : validation des acquis en vue de l'acquisition de diplômes ou titres à finalité professionnelle et répertoire national des certifications professionnelles)

Soutient l'amendement n° 370 rectifié du Gouvernement (inscription des dispositions de l'article dans le nouveau code de l'éducation) (p. 312) : adopté après modification (p. 312)

Intervient sur le sous-amendement n° 399 de la commission (de précision) à l'amendement n° 370 rectifié du Gouvernement (p. 312)

Intervient sur le sous-amendement n° 421 de Mme Hélène Mignon (représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les jurys) à l'amendement n° 370 rectifié du Gouvernement (p. 312)

Article 42 (articles 5, 17 et 17-1 nouveau de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : validation des acquis en vue de l'acquisition d'un diplôme ou titre de l'enseignement supérieur)

Soutient l'amendement n° 371 du Gouvernement (inscription des dispositions de l'article dans le nouveau code de l'éducation) (p. 313) : adopté après modification (p. 314)

Intervient sur le sous-amendement n° 400 de la commission (de précision) à l'amendement n° 371 du Gouvernement (p. 313)

Après l'article 42

Soutient l'amendement n° 372 du Gouvernement (bénéfice des acquis des plans de formation pour les intérimaires) (p. 314) : adopté (p. 314)

Intervient sur l'amendement n° 401 rectifié de la commission (missions et travail temporaire ; assimilations) (p. 314)

Soutient l'amendement n° 373 du Gouvernement (validation des acquis en formation professionnelle) (p. 314) : adopté (p. 314)

Soutient l'amendement n° 351 du Gouvernement (garanties de confidentialité dans les démarches de validation des acquis) (p. 314) : adopté (p. 314)

Soutient l'amendement n° 352 du Gouvernement (validation des acquis dans la négociation de branche) (p. 315) : adopté (p. 315)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission (de précision) (p. 315)

Soutient l'amendement n° 353 du Gouvernement (validation des acquis dans le champ du contrôle administratif et financier de l'Etat) (p. 315) : adopté (p. 315)

Soutient l'amendement n° 354 du Gouvernement (jurys de validation des acquis : accès aux salariés) (p. 315) : adopté (p. 315)

Article 43 (article L. 115-1 du code du travail : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Germain Gengenwin (notion de contrat de travail spécifique dans le cadre de l'apprentissage) (p. 316)

Soutient l'amendement n° 355 du Gouvernement (introduction des dispositions de l'article dans le nouveau code de l'éducation) (p. 317) : adopté après modification (p. 317)

Intervient sur le sous-amendement n° 398 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 355 du Gouvernement (p. 317)

Article 44 (article L. 118-2-2 du code du travail : transparence et équité des financements des centres de formation des apprentis CFA)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Germain Gengenwin (financement au niveau régional des centres de formation des apprentis) (p. 319)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Germain Gengenwin (pourcentage d'affectations des fonds) (p. 321)

Soutient l'amendement n° 356 du Gouvernement (aménagement du plafonnement des ressources) (p. 321) : adopté (p. 321)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Germain Gengenwin (suppression du plafonnement des ressources) (p. 321)

Article 45 (articles L. 118-2-4 nouveau et L. 119-1-1 du code du travail : circuits de collecte de la taxe d'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'agrément ministériel) (p. 322)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Germain Gengenwin (conventions avec les chambres locales de commerce) (p. 323)

Soutient l'amendement n° 357 du Gouvernement (conditions de délégation de collecte de taxe d'apprentissage) (p. 323) : adopté (p. 323)

Intervient sur l'amendement n° 402 de la commission (de précision) (p. 323)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Maxime Gremetz (institution d'un conseil d'administration paritaire) (p. 324)

Après l'article 45

Soutient l'amendement n° 358 du Gouvernement (insertion d'une section intitulée "offre de formation professionnelle continue") (p. 324) : adopté (p. 324)

Intervient sur l'amendement n° 102 rectifié de la commission (restructuration des comités régionaux de la formation professionnelle) (p. 326)

Soutient l'amendement n° 360 du Gouvernement (modalités de formation à distance) (p. 326) : adopté (p. 326)

Soutient l'amendement n° 427 du Gouvernement (de conséquence) (p. 327) : adopté (p. 327)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Germain Gengenwin (critères d'activité de l'organisme de formation) (p. 328)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Germain Gengenwin (rapport annuel au Parlement) (p. 328)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3368 à 3417)

Pierre PETIT

Martinique (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commision d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. DOM : Martinique. Jeunes agriculteurs, aides de l'Etat [11 octobre 2000] (p. 6665)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6642)

Thèmes :

Lois : lois d'orientation : DOM (p. 6642)
Outre-mer : DOM : développement économique (p. 6642)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 6642)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 39 supprimé par le Sénat (création d'un congrès dans les régions monodépartementales d'outre-mer)

Son intervention (p. 6726)

Intervient sur le sous-amendement n° 143 de M. Camille Darsières (double vote pour les élus cumulant les mandats de conseiller général et de conseiller régional) à l'amendement n° 82 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 6729)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)

Son intervention (p. 8668)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8668, 8669)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 8669)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Ernest Moutoussamy (article 22 - possibilité pour les départements d'outre-mer d'être membres associés d'organismes régionaux ou observateurs auprès de ceux-ci) (p. 8688)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8551)

Thèmes avant la procédure des questions :

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8551)
Outre-mer : DOM : drogue (p. 8552)
Outre-mer : DOM : économie sociale (p. 8552)
Outre-mer : institutions (p. 8551; 8552)
Outre-mer : Martinique (p. 8551, 8552)

Annette PEULVAST-BERGEAL

Yvelines (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la production en conclusion d'une mission d'information sur la pollution de l'air [23 mai 2001] (n° 3088)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention, conférence de La Haye [15 novembre 2000] (p. 8572)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [30 janvier 2001] (p. 901)

Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, ratification, perspectives [4 avril 2001] (p. 1766)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1215, posée le 9 octobre 2000. Défense. Armement (J.O. Questions p. 5675). Appelée le 10 octobre 2000. Programme missile M 51, perspectives (p. 6573)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6343, 6373)

Son intervention (p. 6379)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 6379, 6380)
Entreprises : financement (p. 6380)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6380)
Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 6380)
Marchés financiers : généralités (p. 6380)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 6380)
Sociétés : actionnaires : salariés (p. 6380)
Travail : négociations (p. 6380)
Travail : salaires (p. 6380)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7927)

Son intervention (p. 7934)

Thèmes avant la procédure des questions :

Automobiles et cycles : automobiles : pollution automobile (p. 7936)
Déchets, pollutions et nuisances : air (p. 7935)
Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 7935)
Energie et carburants : centrales nucléaires : sécurité nucléaire (p. 7935)
Enseignement technique et professionnel : programmes : environnement (p. 7935)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7935)
Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 7935)
Environnement : crédits (p. 7934, 7935)
Recherche (p. 7934)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 7935)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : orphelins (p. 7918)

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville : aides publiques (p. 7738)

Proposition de loi n° 2328 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1138)

Son intervention (p. 1147)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1147)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 1147)
Mer et littoral : espaces littoraux (p. 1147)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 1147)

Catherine PICARD
Eure (5ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 mai 2001] (p. 7748)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 mai 2001]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne [J.O. du 1er juin 2001] (p. 8761)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 2 juin 2001]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8857)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 juin 2001]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 3040), tendant à renforcer la prévention et la répression des mouvements sectaires portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales [23 mai 2001] (n° 3083)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6531)
Son intervention (p. 6532)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JEUNESSE ET SPORTS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8928)
Son intervention (p. 8940)
Thèmes avant la procédure des questions :
Jeunes : éducation populaire (p. 8940)
Jeunes : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) (p. 8940)
Sports : crédits (p. 8940, 8941)
Sports : dopage (p. 8940)

Annexes au compte rendu intégral [20 novembre 2000] (p. 8955) :
- Réunion de la commission des affaires culturelles du 20 novembre 2000
Son intervention (p. 8965)
Thème :
Emploi : contrats emploi-jeunes : sports (p. 8965, 8966)
- Questions écrites budgétaires
10 - Jeunes : éducation populaire (p. 8974)
11 - Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la jeunesse et des sports : effectifs (p. 8974)
12 - Sports : transferts de sportifs (p. 8974)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine
Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3679)
Son intervention (p. 3680)
Thèmes :
Associations : sectes : dissolution (p. 3681)
Associations : sectes : Parlement (p. 3680)
Droit pénal : manipulation mentale : sectes (p. 3681)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : sectes (p. 3681)
Professions de santé : exercice illégal de la profession : sectes (p. 3681)

Christian PIERRET
Secrétaire d'Etat à l'industrie

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Muguette Jacquaint. Industrie. Emploi et activité. Alsthom, programme de restructuration [11 octobre 2000] (p. 6662)
M. Maxime Gremetz. Industrie. Emploi et activité. Fiat, filiale Magneti-Marelli, fermeture, Amiens, perspectives [11 octobre 2000] (p. 6662)
M. Pierre Goldberg. Industrie. Pneumatique. Emploi et activité [17 octobre 2000] (p. 6861)
M. Pierre Méhaignerie. Entreprises. Petites et moyennes entreprises (PME). Durée du travail, réduction, application [17 octobre 2000] (p. 6863)
M. Jean-Pierre Michel. Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, politiques communautaires, perspectives [17 octobre 2000] (p. 6867)
M. Dominique Dord. TVA. Taux. Hôtellerie et restauration [17 octobre 2000] (p. 6868)
M. Roger Meï. Energie et carburants. Gaz. Prix [31 octobre 2000] (p. 7816)
Mme Muguette Jacquaint. Industrie. Pharmacie. Aventis, centres de recherche, emploi et activité, Romainville et Vitry-sur-Seine [8 novembre 2000] (p. 8108)
M. Michel Françaix. Télécommunications. Internet. Accès, tarifs [8 novembre 2000] (p. 8112)
M. François Brottes. Postes. La Poste. Ouverture à la concurrence, politiques communautaires, perspectives [14 novembre 2000] (p. 8503)
M. Didier Julia. Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [21 novembre 2000] (p. 9077)
M. André Schneider. Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [28 novembre 2000] (p. 9402)
M. Jean-Yves Besselat. Energie et carburants. GDF. Ouverture du marché du gaz, directive européenne, transposition [6 décembre 2000] (p. 9873)
M. Francis Hillmeyer. Mines et carrières. Bassins miniers. Mines de potasse, emploi et activité [12 décembre 2000] (p. 10124)
M. Jean-Pierre Balduyck. Union européenne. Elargissement. Conséquences, textile et habillement [20 décembre 2000] (p. 10546)
M. Jean-Claude Chazal. Télécommunications. Téléphone. Portables, services innovants, accès [24 janvier 2001] (p. 780)
M. Gérard Grignon. Outre-mer. Collectivités territoriales : Saint-Pierre-et-Miquelon. Impôts et taxes, politique fiscale, exploitation d'hydrocarbures [24 janvier 2001] (p. 782)
M. Patrice Martin-Lalande. Télécommunications. Téléphone. Portables, licences UMTS, conditions d'attribution [30 janvier 2001] (p. 903)
M. Georges Sarre. Energie et carburants. EDF. Privatisation, conséquences [7 février 2001] (p. 1210)

M. Jean Briane. Heure légale. Heure d'été et heure d'hiver. Suppression [27 mars 2001] (p. 1422)

M. Bernard Charles. Entreprises. Emploi et activité. Suppressions d'emploi, lutte et prévention [3 avril 2001] (p. 1661)

M. Jean-Claude Boulard. Télécommunications. Téléphone. Portable, Philips, Le Mans, emploi et activité [17 avril 2001] (p. 1904)

M. Franck Borotra. Energie et carburants. GDF. Ouverture du marché du gaz, directive européenne, transposition [24 avril 2001] (p. 2163)

M. Jean-Louis Idiart. Industrie. Travail des métaux. Péchiney, emploi et activité, Marignac [24 avril 2001] (p. 2164)

M. Patrice Martin-Lalande. Travail. Licenciement collectif. Réglementation, lutte et prévention [24 avril 2001] (p. 2165)

M. Jean-Pierre Brard. Travail. Licenciement collectif. Responsabilité des actionnaires [25 avril 2001] (p. 2237)

M. Yves Cochet. Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [15 mai 2001] (p. 2877)

M. Jean-Pierre Balduyck. Retraites : généralités. Age de la retraite. Travailleurs du textile et de l'habillement, retraite anticipée [23 mai 2001] (p. 3301)

M. Dominique Perben. Energie et carburants. Electricité de France (EDF). Ouverture du marché de l'électricité, prises de participation, politiques communautaires [29 mai 2001] (p. 3531)

M. Jean-Pierre Chevènement. Politique économique. Politique industrielle. Perspectives [30 mai 2001] (p. 3662)

M. François Fillon. Télécommunications. Téléphone. Portables, licences UMTS, conditions d'attribution [5 juin 2001] (p. 3824)

M. Aloyse Warhouver. Industrie. Cuirs et chaussures. Bata, emploi et activité [13 juin 2001] (p. 4163)

M. Michel Destot. Télécommunications. Réseaux. Nouvelles technologies de l'information et de la communication, projet de loi, inscription à l'ordre du jour [13 juin 2001] (p. 4167)

M. Christian Bataille. Secteur public. Service public. Politiques communautaires [20 juin 2001] (p. 4537)

M. André Gerin. Industrie. Machines et équipements. Electro-ménager, emploi et activité [26 juin 2001] (p. 4860)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Alain Vidalies. Télécommunications. Téléphone. Portables, antennes relais, installation, conséquences [23 janvier 2001] (p. 632)

M. Gilbert Meyer. Commerce et artisanat. Artisans. Exercice de la profession, qualification [29 mai 2001] (p. 3494)

M. Roger Meï. Mines et carrières. Mines. Fermeture, procédé, Gardanne [29 mai 2001] (p. 3490)

M. Jacques Desallangre. Politique extérieure. Russie. Emprunts russes, remboursement [5 juin 2001] (p. 3788)

M. Michel Hunault. Transports aériens. Aéroport international de Notre-Dame-des-Landes. Construction [5 juin 2001] (p. 3792)

M. Robert Lamy. Voirie. RN 7. Déviation, liaison Tarare l'Arbresle [5 juin 2001] (p. 3793)

Mme Jacqueline Mathieu-Obadia. Voirie. A 8. Contournement de Nice, gratuite [5 juin 2001] (p. 3794)

M. Serge Poignant. Marchés publics. Code des marchés publics. Réforme [5 juin 2001] (p. 3789)

M. Christian Cuvilliez. Chambres consulaires. Chambres de commerce et d'industrie. Situation financière, Dieppe [5 juin 2001] (p. 3790)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6669)

Son intervention (p. 6674)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 6675)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 6674, 6675)

Emploi : politique de l'emploi (p. 6675)

Entreprises : aides publiques (p. 6674, 6675)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 6674, 6675)

Entreprises : représentants du personnel (p. 6675)

Parlement : contrôle (p. 6675)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6675)

Article 4 (intervention des comités d'entreprise et des délégués du personnel en matière de contrôle des aides publiques)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 6676)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (nouveau titre : "Proposition de loi relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises") (p. 6677)

Projet de loi n° 2534 portant règlement définitif du budget de 1999

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6677)

Son intervention (p. 6677)

Sa réponse (p. 6688)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 6677)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 6677, 6689, 6690)

Finances publiques : dépenses (p. 6677, 6689)

Finances publiques : politique budgétaire : pays étrangers (p. 6677)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6688, 6689)

Finances publiques : procédure budgétaire (p. 6677, 6689, 6690)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 6688)
Finances publiques : recettes (p. 6677, 6688, 6689)
Lois de règlement (p. 6677)
Parlement : contrôle (p. 6678)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6690)

Article 1er (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1999)

Son intervention (p. 6693)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur du Fonds de compensation pour la TVA) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation élu local) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur des amendes forfaitaires de la police de la circulation) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs) (p. 6699)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Courson (inscription en tant que charge permanente sur le titre IV du budget du ministère de l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement) (p. 6699)

Projet de loi n° 1822 portant règlement définitif du budget de 1998

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6699)

Son intervention (p. 6699)

Thèmes :

Finances publiques : déficits publics et sociaux (p. 6699)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 6699)
Parlement : contrôle (p. 6699)
Politique économique : croissance (p. 6699)
Union européenne : euro (p. 6699)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6703)

Article 9 supprimé par le Sénat (comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1999)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de l'article 9 et du tableau I annexé dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6704)

Article 13 (reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans des gestions de fait)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6705)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 6898)

Sa réponse (p. 6927, 6949)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Mattei (p. 6992)

Thèmes :

Agriculture : politique agricole (p. 6952)
Aménagement du territoire : politique de la ville : crédits (p. 6952)
Collectivités territoriales : finances locales : dotations de l'Etat (p. 6899, 6929, 6993)
Collectivités territoriales : libre administration (p. 6898, 6899, 6993)
Commerce et artisanat : commerce : tabac (p. 6950)
Emploi : allégement des charges sociales (p. 6928)
Emploi : politique de l'emploi : chômage (p. 6927, 6928, 6949, 6951)
Energie et carburants : pétrole (p. 6929, 6949)
Entreprises : entreprises individuelles : fiscalité (p. 6927, 6928)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6927, 6950, 6992, 6993)
Finances publiques : dépenses (p. 6898, 6929, 6930)
Finances publiques : dépenses : investissement (p. 6929)
Finances publiques : dette publique (p. 6927, 6928, 6950)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 6928, 6950, 6951)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 6929, 6930, 6993)
Impôt sur le revenu : barème (p. 6898, 6928)
Impôt sur le revenu : quotient familial (p. 6950)
Impôt sur les sociétés : taux (p. 6898, 6993)
Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 6928)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 6928)
Impôts et taxes : politique fiscale : entreprises (p. 6898, 6928)

Impôts et taxes : politique fiscale : réforme fiscale (p. 6898, 6928, 6929, 6950 à 6952, 6993)
Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6949)
Impôts et taxes : taxe sur les mouvements de capitaux (p. 6951)
Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6899)
Impôts locaux : vignette automobile (p. 6928, 6929, 6950)
Pays étrangers : Allemagne (p. 6952)
Politique économique : croissance (p. 6927, 6929, 6949, 6992)
Politique sociale : exclusion (p. 6928)
Rapatriés (p. 6951)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 6929)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6928)
Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 6898)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 6950)
Travail : réduction du temps de travail (p. 6993)
TVA : taux réduit : restaurants (p. 6951)
Union européenne : euro (p. 6929)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 1er (autorisation de percevoir les impôts existants)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 6999)
Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Charles de Courson (suppression de l'autorisation de perception des impôts affectés aux collectivités territoriales et compensation de la perte de recettes pour les collectivités territoriales par une augmentation de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7001)
Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Philippe Auberger (comptabilisation en 2001 des recettes non fiscales dues au titre de cette même année) (p. 7003)

Article 2 (baisse de l'impôt sur le revenu)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Gilbert Gantier (réduction du nombre de tranches et diminution des taux) (p. 7012)
Intervient sur l'amendement n° 256 de M. Philippe Auberger (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 7012)
Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Gilles Carrez (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 7012)
Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jean-Louis Debré (nouveau barème avec un taux marginal de 52 %) (p. 7012)
Intervient sur l'amendement n° 438 de M. Jean-Pierre Brard (création de deux nouvelles tranches d'imposition pour les revenus élevés) (p. 7012)
Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Philippe Auberger (revalorisation des tranches du barème en fonction d'un indice des prix prévisionnel hors tabac de 1, 6 %) (p. 7012)
Intervient sur l'amendement n° 436 de M. Christian Cuvilliez (maintien des taux des deux dernières tranches du barème) (p. 7014)
Intervient sur l'amendement n° 437 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux de la dernière tranche du barème) (p. 7014)
Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Yves Cochet (maintien du taux de l'avant dernière tranche du barème) (p. 7014)
Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Yves Cochet (maintien du taux de la dernière tranche du barème) (p. 7014)
Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Philippe Auberger (suppression des dispositions concernant l'imposition des revenus de 2001) (p. 7015)
Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Gilbert Gantier (abaissement de l'ensemble des taux du barème) (p. 7016)
Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Yves Cochet (abaissement des taux des quatre premières tranches du barème) (p. 7016)
Intervient sur l'amendement n° 362 de M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7017)
Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Julien Dray (limitation à 1, 3 % de la revalorisation du plafond du quotient familial) (p. 7017)
Intervient sur l'amendement n° 259 de M. Michel Bouvard (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)
Intervient sur l'amendement n° 477 de M. Jean-Louis Debré (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)
Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)
Intervient sur l'amendement n° 306 de M. Gilles Carrez (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)
Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)
Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Philippe Auberger (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7019)
Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond du quotient familial) (p. 7021)
Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Charles de Courson (relèvement du montant de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs) (p. 7021)
Intervient sur l'amendement n° 511 de Mme Bernadette Isaac-Sibille (relèvement du montant de l'abattement pour rattachement au foyer fiscal des enfants majeurs) (p. 7021)
Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,2 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7022)
Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Jacques Jégou (octroi d'1,1 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7022)
Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Germain Gengenwin (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde des jeunes enfants) (p. 7025)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Germain Gengenwin (extension aux enfants en apprentissage de la réduction d'impôt pour enfant à charge poursuivant des études) (p. 7025)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Yves Cochet (suppression du délai de trois ans précédant l'imposition commune à l'impôt sur le revenu des personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité) (p. 7027)

Intervient sur l'amendement n° 439 de M. Christian Cuvilliez (suppression du délai de trois ans précédant l'imposition commune à l'impôt sur le revenu des personnes ayant conclu un pacte civil de solidarité) (p. 7027)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Gilbert Gantier (relèvement du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) (p. 7028)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Michel Bouvard (déductibilité des dépenses afférentes à la remise en état des terrains boisés sinistrés par les tempêtes de décembre 1999) (p. 7028)

Intervient sur l'amendement n° 312 de M. Gilles Carrez (non-assujettissement des indemnités de maternité à l'impôt sur le revenu) (p. 7029)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Philippe Auberger (imposition progressive du surplus de revenu constaté lors d'une reprise d'activité après une période de chômage) (p. 7040)

Intervient sur l'amendement n° 214 de M. Gilbert Gantier (déduction du revenu imposable des cotisations versées par les retraités aux régimes complémentaires d'assurance maladie) (p. 7040)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Jean-Luc Reitzer (déduction du revenu imposable des frais de déplacement du domicile au lieu de travail dans la limite de 50 kilomètres) (p. 7041)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Gilles Carrez (rétablissement de la déduction des intérêts d'emprunt accordée aux salariés qui rachètent leur entreprise) (p. 7041)

Intervient sur l'amendement n° 350 de M. Michel Bouvard (déductibilité des intérêts d'emprunt contractés pour l'acquisition de parts de sociétés d'exercice libéral) (p. 7042)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Gilbert Gantier (doublement du plafond de cession de valeurs mobilières ouvrant droit à l'exonération d'imposition des plus-values) (p. 7042)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Michel Bouvard (aménagement du régime d'imposition des plus-values professionnelles sur les éléments d'actif non amortissables) (p. 7042)

Intervient sur l'amendement n° 341 corrigé de M. Germain Gengenwin (relèvement du montant déductible du bénéfice imposable au titre du salaire perçu par le conjoint participant effectivement à l'exercice d'une activité commerciale ou non commerciale) (p. 7044)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Germain Gengenwin (relèvement du montant déductible du bénéfice imposable au titre du salaire perçu par le conjoint participant effectivement à l'exercice d'une activité commerciale ou non commerciale) (p. 7044)

Intervient sur l'amendement n° 263 de M. Michel Bouvard (relèvement du montant déductible du bénéfice imposable au titre du salaire perçu par le conjoint participant effectivement à l'exercice d'une activité commerciale ou non commerciale) (p. 7044)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Bernard Charles (relèvement du montant déductible du bénéfice imposable au titre du salaire perçu par le conjoint participant effectivement à l'exercice d'une activité commerciale ou non commerciale) (p. 7044)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. François Goulard (imputation sur le revenu global des déficits des loueurs en meublés non professionnels pour les biens situés dans les départements touchés par la catastrophe de l'Erika) (p. 7045)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Gilbert Gantier (remplacement de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile par une déduction du revenu imposable dans la limite de 90 000 F) (p. 7046)

Intervient sur l'amendement n° 32 rectifié de la commission (suppression de l'abattement annuel sur certains revenus mobiliers lorsque le foyer fiscal est imposé au taux marginal de l'impôt sur le revenu) (p. 7046)

Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Philippe Auberger (relèvement des plafonds de la déduction d'impôt sur le revenu pour les particuliers ayant souscrit au capital de PME nouvelles ou en difficulté) (p. 7048)

Intervient sur l'amendement n° 195 corrigé de M. Dominique Baert (octroi d'1,05 part de quotient familial aux personnes vivant seules) (p. 7049)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Henri Emmanuelli (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7051)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Gilles Carrez (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7051)

Intervient sur l'amendement n° 443 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la réduction d'impôt accordée au titre du versement d'une cotisation syndicale) (p. 7051)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Gilbert Gantier (doublement du montant de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de garde des jeunes enfants) (p. 7053)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Michel Bouvard (relèvement des plafonds de l'investissement pris en compte au titre de la réduction d'impôt accordée aux acquéreurs de logements neufs destinés à la location et faisant partie de résidences de tourisme classées en zone de revitalisation rurale) (p. 7053)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Yves Cochet (extension aux investissements indirects de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 7056)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Yves Cochet (relèvement des plafonds de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées pour les investissements réalisés au profit d'entreprises contribuant à l'insertion, au développement local et à l'économie solidaire) (p. 7056)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Philippe Auberger (augmentation des plafonds et du taux de la

réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 7057)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Gilbert Gantier (augmentation des plafonds et du taux de la réduction d'impôt accordée au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées) (p. 7057)

Intervient sur l'amendement n° 164 corrigé de M. Philippe Auberger (instauration d'une réduction d'impôt au profit des salariés qui souscrivent au capital d'une société nouvelle ayant pour objet de racheter tout ou partie du capital de leur entreprise) (p. 7057)

Intervient sur l'amendement n° 218 corrigé de M. Gilbert Gantier (instauration d'une réduction d'impôt au profit des salariés qui souscrivent au capital d'une société nouvelle ayant pour objet de racheter tout ou partie du capital de leur entreprise) (p. 7057)

Intervient sur l'amendement n° 338 de M. Pascal Terrasse (harmonisation de la définition des établissements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour avec celle retenue en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes) (p. 7084)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Philippe Auberger (doublement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7085)

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Jean-François Mattei (doublement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7085)

Intervient sur l'amendement n° 309 de M. Gilles Carrez (doublement du plafond de la réduction d'impôt accordée au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 7085)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement à l'impôt sur le revenu des plus-values de cessions de valeurs mobilières) (p. 7087)

Intervient sur l'amendement n° 308 de M. Gilles Carrez (suppression de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 7088)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Charles (extension aux entreprises individuelles du mécanisme de déduction fiscale pour investissement prévu à l'article 72 D du code général des impôts) (p. 7089)

Intervient sur l'amendement n° 444 de M. Christian Cuvilliez (rétablissement du plafond de l'abattement de 10 % sur les pensions et retraites à son montant antérieur à l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 1997) (p. 7089)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition commune des personnes vivant en concubinage) (p. 7091)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 315 de M. Gilles Carrez (déduction du bénéfice imposable des frais d'accès à Internet supportés par les entreprises pour le compte de leurs salariés) (p. 7092)

Intervient sur l'amendement n° 314 de M. Gilles Carrez (institution d'une réduction d'impôt au titre de l'acquisition de matériels informatiques) (p. 7093)

Article 4 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 7096)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Yves Cochet (de suppression) (p. 7096)

Intervient sur l'amendement n° 446 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 7096)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 35 rectifié de la commission (incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionnariat stratégique dans l'entreprise) (p. 7098)

Intervient sur l'amendement n° 445 de M. Christian Cuvilliez (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7098)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Julien Dray (assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens professionnels dont la valeur totale excède 25 millions de francs) (p. 7098)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (taxation forfaitaire des œuvres d'art au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7100)

Intervient sur l'amendement n° 447 de M. Jean-Pierre Brard (taxation forfaitaire des œuvres d'art au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 7100)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Jean-Jacques Jégou (déduction de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des participations prises dans le capital des sociétés non cotées au cours des quatre premières années de leur création) (p. 7106)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Christian Cuvilliez (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Yves Cochet (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Julien Dray (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Julien Dray (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Joseph Rossignol (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Georges Sarre (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Jean-Claude Lefort (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. Yann Galut (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7112)

Article 5 (suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (vignette) due par les personnes physiques pour leurs voitures particulières)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Méhaignerie (de suppression) (p. 7120)

Intervient sur l'amendement n° 257 deuxième rectification de M. Jean-Yves Besselat (suppression totale de la vignette automobile) (p. 7122)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression totale de la vignette automobile) (p. 7123)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Yves Cochet (maintien de la vignette automobile pour les véhicules d'une puissance fiscale supérieure ou égale à 10 chevaux) (p. 7124)

Intervient sur le sous-amendement n° 546 de M. Michel Bouvard (application du dispositif aux véhicules d'une puissance fiscale supérieure ou égale à 23 chevaux) à l'amendement n° 152 de M. Yves Cochet (p. 7124)

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Gilles Carrez (exonération des véhicules utilitaires) (p. 7127)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 7127)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Didier Migaud (exonération, pour les personnes physiques, des véhicules utilitaires dont le poids total autorisé n'excède pas 2 tonnes) (p. 7127)

Soutient le sous-amendement n° 540 du Gouvernement (suppression du gage) à l'amendement n° 486 de M. Didier Migaud (p. 7127) : adopté (p. 7128)

Intervient sur l'amendement n° 551 de M. Christian Cuvilliez (exonération des véhicules des associations et des organisations syndicales) (p. 7128)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 7129)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Gilles Carrez (faculté pour les conseils généraux de supprimer la vignette automobile) (p. 7130)

Intervient sur l'amendement n° 526 de M. Jean-Yves Besselat (faculté pour les conseils généraux de supprimer la vignette automobile) (p. 7130)

Intervient sur l'amendement n° 96 de M. Pierre Méhaignerie (compensation des pertes de recettes pour les collectivités territoriales par une majoration de la dotation globale de fonctionnement) (p. 7132)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Michel Bouvard (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7134)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Philippe Auberger (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7134)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Gilles Carrez (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7134)

Intervient sur l'amendement n° 449 de M. Christian Cuvilliez (réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'Etat pour l'établissement des impôts locaux) (p. 7134)

Article 6 (baisse du taux d'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'un taux d'impôt sur les sociétés différencié en fonction des bénéfices dégagés) (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 7145)

Intervient sur l'amendement n° 342 de M. Pierre Lasbordes (suppression de la période de transition pour la baisse du taux d'impôt sur les sociétés des petites entreprises) (p. 7146)

Intervient sur l'amendement n° 488 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7146)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 7146)

Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7146)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Dominique Baert (modernisation du statut des sociétés de capital-risque) (p. 7148)

Intervient sur le sous-amendement n° 543 de M. Didier Migaud (rédactionnel) à l'amendement n° 196 de M. Dominique Baert (p. 7148)

Article 7 (réduction de la contribution additionnelle et aménagements de l'impôt sur les sociétés)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Philippe Auberger (suppression de la contribution additionnelle) (p. 7150)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (suppression de la contribution additionnelle) (p. 7150)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Laurent Dominati (abaissement du taux normal de l'impôt sur les sociétés) (p. 7150)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Jean-François Mattei (suppression de la contribution additionnelle) (p. 7151)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Gilles Carrez (suppression de la contribution additionnelle) (p. 7151)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux actuel de la contribution additionnelle pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 7152)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Germain Gengenwin (application d'un taux de 5 % en 2001, puis suppression de la contribution additionnelle) (p. 7152)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (pérennisation de la diminution à 3 % du taux de la contribution additionnelle) (p. 7152)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Jean-Pierre Brard (application de la réduction de la contribution additionnelle aux seules entreprises ayant conclu un accord sur la réduction du temps de travail ou créatrices d'emplois) (p. 7153)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du paragraphe III relatif à l'aménagement du régime d'imposition des sociétés mères et filiales) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 506 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression du paragraphe III relatif à l'aménagement du régime d'imposition des sociétés mères et filiales) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 369 de M. Germain Gengenwin (suppression du paragraphe IV relatif à l'aménagement de l'avoir fiscal) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 507 de M. Philippe Douste-Blazy (suppression du paragraphe IV relatif à l'aménagement de l'avoir fiscal) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Gilbert Gantier (suppression du paragraphe IV relatif à l'aménagement de l'avoir fiscal) (p. 7156)

Intervient sur l'amendement n° 352 de M. Jean-Pierre Brard (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 7157)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de précision) (p. 7158)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Henri Emmanuelli (réduction du taux de l'avoir fiscal transféré aux personnes morales non résidentes) (p. 7159)

Intervient sur l'amendement n° 450 de M. Christian Cuvilliez (réduction du taux de l'avoir fiscal transféré aux personnes morales non résidentes) (p. 7159)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Gilbert Gantier (relèvement du plafond pour l'amortissement des véhicules de sociétés) (p. 7161)

Intervient sur l'amendement n° 442 de M. Christian Cuvilliez (alignement du taux de l'avoir fiscal sur celui de l'impôt sur les sociétés) (p. 7161)

Intervient sur l'amendement n° 171 de M. Philippe Auberger (suppression de l'imposition sous cote séparée des sociétés françaises possédant une structure à l'étranger) (p. 7162)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. François Goulard (non-application aux holdings installées dans l'Union européenne des dispositions prévoyant la taxation en France des bénéfices réalisés dans des pays ayant un régime fiscal privilégié) (p. 7162)

Intervient sur l'amendement n° 454 de M. Henri Emmanuelli (plafonnement de l'imputation des impôts payés à l'étranger par les groupes de sociétés de manière à ce que l'impôt sur les sociétés supporté effectivement en France ne puisse être réduit de plus de 50 %) (p. 7163)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Philippe Auberger (faculté pour les entreprises d'imputer les moins-values à long terme soit sur les plus-values à long terme, soit sur les bénéfices imposables au taux de droit commun) (p. 7165)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Yves Cochet (amélioration du régime des placements solidaires et caritatifs) (p. 7165)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Gilbert Gantier (imputation illimitée de l'imposition forfaitaire annuelle sur l'impôt sur les sociétés) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Gilbert Gantier (imputation de l'imposition forfaitaire annuelle sur l'impôt sur les sociétés dû à la suite d'un redressement fiscal) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 170 corrigé de M. Philippe Auberger (modalités de remboursement de la créance sur le Trésor résultant de la mise en œuvre du mécanisme du report en arrière des déficits) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Gilbert Gantier (modalités de remboursement de la créance sur le Trésor résultant de la mise en œuvre du mécanisme du report en arrière des déficits) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Marc Laffineur (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 7166)

Intervient sur l'amendement n° 355 de M. Jean-Pierre Brard (suppression de l'avoir fiscal accordé aux personnes ne résidant pas en France) (p. 7167)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Philippe Auberger (institution d'un crédit d'impôt sur les frais de prise et de maintenance des brevets) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Gilbert Gantier (institution d'un crédit d'impôt sur les frais de prise et de maintenance des brevets) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 168 de M. Philippe Auberger (institution d'un crédit d'impôt égal à 25 % des dépenses d'innovation exposées au cours d'une année) (p. 7168)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Michel Bouvard (application aux entreprises individuelles du mécanisme de déduction fiscale pour investissement dont bénéficient les agriculteurs) (p. 7169)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Charles de Courson (application aux entreprises individuelles du mécanisme de déduction fiscale pour investissement dont bénéficient les agriculteurs) (p. 7169)

Intervient sur l'amendement n° 169 de M. Philippe Auberger (faculté pour les entreprises déficitaires de demander au juge de l'impôt le rétablissement des déficits contestés par l'administration) (p. 7169)

Article 8 (simplification de la taxe sur les salaires et allégements pour les petites entreprises)

Intervient sur l'amendement n° 531 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7170)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7170)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe sur les salaires en faveur des établissements publics de santé) (p. 7170)

Intervient sur l'amendement n° 359 de M. Christian Cuvilliez (allégement de la taxe sur les salaires supportée par les associations) (p. 7171)

Intervient sur l'amendement n° 520 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression progressive de la taxe sur les salaires) (p. 7171)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Gilbert Gantier (allégement de la taxe sur les salaires supportée par les professionnels libéraux) (p. 7172)

Article 9 (aménagement de la fiscalité des entreprises pétrolières)

Intervient sur l'amendement n° 236 de M. Gilbert Gantier (de suppression) (p. 7173)

Intervient sur l'amendement n° 389 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures et relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7174)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures et relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7174)

Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7175)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 7175)

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. Yves Cochet (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7176)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7176)

Intervient sur l'amendement n° 523 de M. Bernard Cazeneuve (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 7176)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (de précision) (p. 7177)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression du plafond de l'amortissement exceptionnel en faveur des véhicules propres acquis par une société) (p. 7179)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jean-Jacques Jégou (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des véhicules propres) (p. 7179)

Article 10 (modification du tarif de la taxe intérieure de consommation sur le fioul domestique, amélioration du remboursement pour le transport routier de marchandises, mise en œuvre d'un remboursement aux exploitants de transport public routier en commun de voyageurs et mise en place d'un mécanisme de régulation des taux)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Yves Cochet (suppression du différentiel de taux de taxe intérieure sur les produits pétroliers entre le gazole et les supercarburants) (p. 7190)

Soutient l'amendement n° 6 du Gouvernement (anticipation au 1er janvier 2000 de la baisse du taux de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au fioul domestique utilisé par les agriculteurs et les transporteurs fluviaux) (p. 7191) : adopté (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 538 rectifié de Mme Nicole Bricq (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 267 deuxième rectification de M. Michel Bouvard (abaissement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable à l'aquazole) (p. 7191)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7192)

Soutient l'amendement n° 8 du Gouvernement (de coordination) (p. 7192) : adopté (p. 7192)

Soutient l'amendement n° 9 deuxième rectification du Gouvernement (redéfinition du mode de calcul du tarif spécial de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux transporteurs routiers) (p. 7193) : adopté (p. 7193)

Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7193)

Soutient l'amendement n° 7 du Gouvernement (application aux exploitants de transport public routier en commun de voyageurs, à compter du second trimestre 2000, du mécanisme de remboursement partiel de la taxe intérieure sur les produits pétroliers dont bénéficient les transporteurs de marchandises) (p. 7193) : adopté (p. 7193)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Maurice Adevah-Poeuf (institution d'un mécanisme de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au profit des réseaux de transport public en commun de voyageurs) (p. 7193)

Soutient l'amendement n° 10 du Gouvernement (modification du dispositif de stabilisation de la charge fiscale pesant sur les carburants afin de le rendre applicable au 1er octobre 2000) (p. 7194) : adopté (p. 7194)

Soutient l'amendement n° 11 du Gouvernement (de coordination) (p. 7194) : adopté (p. 7194)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Yves Cochet (réversibilité du dispositif visant à atténuer les fluctuations des prix du pétrole) (p. 7194)

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (détermination de la date d'expiration de la réduction exceptionnelle de certains tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) (p. 7194) : adopté (p. 7195)

Soutient l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (instauration d'une réduction exceptionnelle de certains tarifs de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) (p. 7195) : adopté (p. 7195)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Christian Cuvilliez (réduction du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au supercarburant sans plomb) (p. 7195)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 191 rectifié de Mme Nicole Bricq (réduction du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable au fioul lourd à basse teneur en soufre) (p. 7196)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Philippe Auberger (émission par l'Etat de "tickets-carburant" pour les salariés ne disposant pas de moyens de transports publics) (p. 7198)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Yves Cochet (suppression de l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburéacteurs) (p. 7198)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Yves Cochet (octroi d'un avantage fiscal aux exploitants de poids lourds et de bennes à ordures ménagères équipés au gaz naturel de ville ou au gaz de pétrole liquéfié) (p. 7198)

Intervient sur l'amendement n° 395 de M. Jean-Pierre Brard (instauration d'un crédit d'impôt en faveur des véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié ou au gaz naturel de ville) (p. 7200)

Soutient l'amendement n° 532 du Gouvernement (rééquilibrage du produit de la fiscalité afférente à la production d'électricité pour les installations hydroélectriques) (p. 7200, 7202) : adopté (p. 7204)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Intervient sur l'amendement n° 535 de Mme Béatrice Marre (rédactionnel) (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 536 de Mme Béatrice Marre (rédactionnel) (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 537 corrigé de Mme Béatrice Marre (rédactionnel) (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Charles de Courson (aménagement des modalités de réintégration de la déduction pour investissement afin de créer une réserve spéciale d'autofinancement) (p. 7206)

Intervient sur l'amendement n° 45 corrigé de la commission (extension aux jeunes agriculteurs ayant conclu un contrat territorial d'exploitation de l'abattement de 50 % sur les bénéfices applicable aux agriculteurs titulaires de la dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. François Vannson (suppression du paragraphe III relatif au relèvement de la limite d'imputation des déficits agricoles) (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 425 de M. Lionnel Luca (suppression du paragraphe III relatif au relèvement de la limite d'imputation des déficits agricoles) (p. 7207)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Augustin Bonrepaux (réduction du relèvement de la limite d'imputation des déficits agricoles) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Charles de Courson (suppression de l'effet de seuil en matière d'exonération des plus-values des petites entreprises) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 268 de M. Michel Bouvard (exonération des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole en cas de transmission de l'exploitation à un jeune agriculteur) (p. 7208)

Intervient sur l'amendement n° 469 de Mme Béatrice Marre (assouplissement du régime relatif à la modification de la date de clôture d'un exercice) (p. 7209)

Intervient sur l'amendement n° 473 de Mme Béatrice Marre (soumission à un régime réel d'imposition des jeunes agriculteurs bénéficiaires des prêts à moyen terme spéciaux, de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ou signataires d'un contrat territorial d'exploitation) (p. 7209)

Intervient sur l'amendement n° 269 de M. Michel Bouvard (relèvement de l'abattement sur le revenu imposable des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition bénéficiaires des prêts à moyen terme spéciaux ou de la dotation aux jeunes agriculteurs) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 270 de M. Michel Bouvard (soumission des revenus exceptionnels perçus par les exploitants agricoles au régime spécifique d'imposition des revenus exceptionnels) (p. 7210)

Intervient sur l'amendement n° 471 de Mme Béatrice Marre (possibilité pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition d'effectuer leur déclaration récapitulative annuelle de TVA à la même date que celle choisie pour la clôture de leur exercice comptable) (p. 7210)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 382 de M. Germain Gengenwin (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des exploitations agricoles à responsabilité limitée comprenant des associés non-parents) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Jacob (constitution par les groupements d'employeurs d'une provision pour garantie des dettes à l'égard des salariés et des organismes créanciers de cotisations obligatoires) (p. 7211)

Intervient sur l'amendement n° 377 de M. Germain Gengenwin (institution d'une exonération partielle d'imposition des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'une entreprise individuelle) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Christian Jacob (suppression du régime d'imposition forfaitaire des exploitants agricoles) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Christian Jacob (relèvement du plafond de la déduction pour investissement des exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) (p. 7212)

Intervient sur l'amendement n° 376 de M. Germain Gengenwin (soumission à une imposition au taux proportionnel de la partie de la déduction pour investissement réintégrée dans le bénéfice imposable des exploitants agricoles) (p. 7213)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Christian Jacob (faculté pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition de constituer une réserve spéciale imposée à un taux proportionnel) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Germain Gengenwin (relèvement du plafond de recettes ouvrant droit à l'exonération des plus-values professionnelles) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 384 de M. Germain Gengenwin (extension à tous les cas d'apports du régime particulier d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'apports en sociétés) (p. 7214)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Christian Jacob (exclusion des apports effectués par un exploitant agricole du champ du régime d'imposition des plus-values réalisées à l'occasion d'apports en sociétés) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Christian Jacob (déplafonnement de la déduction du revenu des cotisations versées par les exploitants agricoles au titre des contrats d'assurance groupe) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Germain Gengenwin (rétablissement de la réduction d'impôt au titre des dépenses de formation des chefs d'entreprise) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Christian Jacob (institution d'un impôt sur les sociétés spécifique aux sociétés dont l'objet est agricole) (p. 7215)

Intervient sur l'amendement n° 379 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution annuelle sur les revenus de la location) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 373 de M. Germain Gengenwin (application d'un droit d'enregistrement de 1 %, dans la limite de 20 000 F par mutation, aux cessions de droits sociaux) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 383 de M. Germain Gengenwin (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de titres de sociétés civiles à objet agricole) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Christian Jacob (application du droit fixe d'enregistrement de 500 F aux cessions de titres de sociétés civiles à objet agricole) (p. 7216)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Christian Jacob (extension du bénéfice de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit aux parts de groupements fonciers agricoles ayant été détenues par une société civile immobilière ou une entreprise d'assurance) (p. 7217)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Germain Gengenwin (paiement fractionné des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission partielle d'une entreprise) (p. 7217)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Charles de Courson (modification du régime de déduction de la rente du sol en matière de cotisations sociales agricoles) (p. 7218)

Intervient sur l'amendement n° 539 de M. Éric Doligé (intégration dans le code de la santé publique des dispositions de la loi de finances rectificative pour

1998 relatives à l'ouverture des débits de boissons temporaires) (p. 7220)

Intervient sur l'amendement n° 423 de M. Marc Dumoulin (suppression de la limitation à cinq par an du nombre d'autorisations d'ouverture d'un débit de boissons accordées aux associations et compétence du maire pour autoriser la vente de boissons alcooliques dans les enceintes sportives) (p. 7220)

Soutient le sous-amendement n° 553 du Gouvernement (maintien du plafond de cinq autorisations annuelles) à l'amendement n° 423 de M. Marc Dumoulin (p. 7220) : adopté (p. 7221)

Soutient le sous-amendement n° 552 du Gouvernement (suppression de la déclaration préalable auprès du service des douanes) à l'amendement n° 423 de M. Marc Dumoulin (p. 7220) : adopté (p. 7221)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Éric Doligé (intégration dans le code de la santé publique des dispositions de la loi de finances rectificative pour 2000 relatives à l'ouverture des débits de boissons temporaires et suppression du droit de timbre de 10 F) (p. 7220)

Intervient sur l'amendement n° 372 de M. Germain Gengenwin (exonération des plus-values professionnelles réinvesties dans un délai d'un an) (p. 7221)

Article 12 (création d'un nouveau dispositif d'aide à l'investissement outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Philippe Chaulet (relèvement du taux de la réduction d'impôt au titre de l'acquisition ou de la construction de l'habitation principale) (p. 7225)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (de précision) (p. 7226)

Intervient sur l'amendement n° 429 de M. Claude Hoarau (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 7226)

Soutient l'amendement n° 547 du Gouvernement (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur des services informatiques) (p. 7226) : adopté (p. 7226)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Philippe Chaulet (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements nécessaires à l'exploitation d'un service local industriel et commercial ayant fait l'objet d'un affermage) (p. 7227)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (de précision) (p. 7227)

Intervient sur l'amendement n° 331 de M. Philippe Chaulet (relèvement des taux de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs) (p. 7227)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Philippe Chaulet (relèvement du taux majoré de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs) (p. 7227)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (de précision) (p. 7228)

Intervient sur l'amendement n° 427 de M. Claude Hoarau (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur de la pêche) (p. 7228)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (de précision) (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (modalités de calcul du plafonnement de la réduction d'impôt au titre des investissements outre-mer) (p. 7229)

Soutient le sous-amendement n° 474 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 7229) : adopté (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (de précision) (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 494 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7229)

Intervient sur l'amendement n° 336 de M. Philippe Chaulet (abaissement du taux de la réduction d'impôt rétrocédée à l'entreprise locataire en cas d'investissements éligibles mis à sa disposition lorsque le montant de l'investissement ne dépasse pas cinq millions de francs) (p. 7229)

Soutient l'amendement n° 548 du Gouvernement (de conséquence) (p. 7230) : adopté (p. 7230)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7230)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7230)

Intervient sur l'amendement n° 432 de M. Philippe Chaulet (extension du champ de la déduction du résultat imposable des investissements outre-mer réalisés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés au domaine du financement des équipements des collectivités locales) (p. 7230)

Soutient l'amendement n° 549 du Gouvernement (de conséquence) (p. 7231) : adopté (p. 7231)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (renforcement du lien entre la création ou le maintien d'emplois et la délivrance de l'agrément ministériel) (p. 7231)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de précision) (p. 7232)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7232)

Intervient sur l'amendement n° 498 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7232)

Intervient sur l'amendement n° 499 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7232)

Intervient sur l'amendement n° 500 de M. Didier Migaud (rédactionnel) (p. 7232)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de coordination) (p. 7232)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (suppression de l'augmentation du taux de la réduction d'impôt pour les investissements réalisés en 2000 dans le secteur locatif intermédiaire) (p. 7233)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (contenu du rapport au Parlement) (p. 7233)

Article 13 (suppression de la taxe sur les passagers)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel) (p. 7234)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Claude Goasguen (alignement du régime des bénéfices non commerciaux sur celui des bénéfices industriels et

commerciaux en matière de déduction des charges) (p. 7234)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Pierre Méhaignerie (application du dispositif "Besson" d'amortissement des logements locatifs aux ascendants et descendants) (p. 7235)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Philippe Auberger (alignement du taux de l'intérêt de retard sur celui de l'intérêt légal) (p. 7236)

Intervient sur l'amendement n° 175 corrigé de M. Philippe Auberger (alignement du taux de l'intérêt de retard sur le taux de refinancement de l'Etat majoré d'un point) (p. 7236)

Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Gilbert Gantier (alignement du taux de l'intérêt de retard sur le taux de refinancement de l'Etat majoré d'un point) (p. 7236)

Intervient sur l'amendement n° 177 corrigé de M. Philippe Auberger (alignement du taux des intérêts moratoires sur le taux de refinancement de l'Etat majoré d'un point) (p. 7237)

Intervient sur l'amendement n° 252 de M. Gilbert Gantier (alignement du taux des intérêts moratoires sur le taux de refinancement de l'Etat majoré d'un point) (p. 7237)

Article 17 (modalités d'affectation de la taxe sur les conventions d'assurance, de la taxe sur les véhicules des sociétés et du droit de consommation sur les tabacs)

Intervient sur l'amendement n° 501 de M. Didier Migaud (de précision) (p. 7238)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Philippe Auberger (suppression du paragraphe II relatif aux modalités de compensation pour 2001 des pertes de ressources résultant de la réduction de la CSG sur les bas salaires) (p. 7238)

Soutient l'amendement n° 541 corrigé du Gouvernement (relèvement de la fraction de la taxe sur les conventions d'assurance affectée aux régimes de sécurité sociale) (p. 7239) : adopté (p. 7240)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Germain Gengenwin (suppression du paragraphe IV relatif à l'affectation au fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) du reliquat des droits de consommation sur les tabacs) (p. 7240)

Article 18 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte spécial n° 902-00 "Fonds national de l'eau")

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Jean-Jacques Jégou (de suppression) (p. 7241)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (exonération de la redevance audiovisuelle en faveur des personnes âgées non imposées à l'impôt sur le revenu) (p. 7244)

Intervient sur le sous-amendement n° 502 de M. Michel Bouvard (exonération des établissements d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat à compter du deuxième récepteur) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 7245)

Intervient sur le sous-amendement n° 503 de M. Michel Bouvard (exonération des établissements pénitentiaires à compter du deuxième récepteur) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 7245)

Intervient sur le sous-amendement n° 504 de M. Michel Bouvard (exonération des personnes physiques non imposées à l'impôt sur le revenu) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 7245)

Intervient sur l'amendement n° 321 de M. Gilles Carrez (exonération de la redevance audiovisuelle en faveur des contribuables célibataires, divorcés ou veufs ayant des enfants à charge) (p. 7251)

Article 20 (suppression du financement par voie de fonds de concours des frais de gestion du service chargé de la perception de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) (p. 7253)

Article 22 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-26 "Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables")

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Christian Cuvilliez (de suppression) (p. 7255)

Article 23 (création du compte d'affectation spéciale n° 902-33 "Fonds de provisionnement des charges de retraites et de désendettement de l'Etat")

Son intervention (p. 7261, 7265)

Intervient sur l'amendement n° 515 rectifié de M. Didier Migaud (attribution de cinq licences pour l'exploitation des réseaux mobiles de troisième génération) (p. 7263)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Patrice Martin-Lalande (affectation de 5 milliards de francs à l'amélioration de la couverture du territoire en relais de radio-communication mobile) (p. 7265)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 132 précédemment réservé de M. Yves Cochet (déduction du revenu net foncier des dépenses occasionnées par les travaux destinés à économiser l'énergie et par les équipements de production d'énergie renouvelable) (p. 7266)

Intervient sur l'amendement n° 125 précédemment réservé de M. Pierre Hériaud (application aux propriétaires de vignobles non exploitants de la déduction fiscale des dépenses de plantation et de replantation) (p. 7267)

Intervient sur l'amendement n° 134 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application de l'amortissement dégressif accéléré aux équipements de production d'énergies renouvelables) (p. 7267)

Intervient sur l'amendement n° 135 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application de l'amortissement exceptionnel aux équipements de production d'énergies renouvelables) (p. 7267)

Intervient sur l'amendement n° 136 précédemment réservé de M. Yves Cochet (accession des petites et moyennes entreprises à l'amortissement exceptionnel sur 12 mois des matériels destinés à économiser l'énergie ou des équipements de production d'énergies renouvelables) (p. 7267)

Intervient sur l'amendement n° 176 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application de l'amortissement exceptionnel sur 12 mois aux terminaux de cartes bancaires et aux caisses enregistreuses adaptés à l'euro) (p. 7268)

Intervient sur l'amendement n° 251 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application de

l'amortissement exceptionnel sur 12 mois aux terminaux de cartes bancaires et aux caisses enregistreuses adaptés à l'euro) (p. 7268)

Intervient sur l'amendement n° 411 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (augmentation du taux de taxation des plus-values à long terme des entreprises passibles de l'impôt sur le revenu) (p. 7268)

Intervient sur l'amendement n° 57 précédemment réservé de la commission (relèvement du plafond sous lequel la contribution de l'employeur à l'acquisition d'un titre-restaurant est exonérée de l'impôt sur le revenu) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 147 précédemment réservé de M. Yves Cochet (amélioration du régime fiscal des placements solidaires ou caritatifs) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 148 précédemment réservé de M. Yves Cochet (amélioration du régime fiscal des placements solidaires ou caritatifs) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 159 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (allégement de la taxation des plus-values sur les éléments d'actif non amortissables) (p. 7269)

Intervient sur l'amendement n° 22 précédemment réservé de M. Julien Dray (assujettissement des plus-values mobilières des particuliers au barème de l'impôt sur le revenu) (p. 7270)

Intervient sur l'amendement n° 173 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (définition de la fusion) (p. 7270)

Intervient sur l'amendement n° 174 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (sanction du seul actionnaire non respectueux de son engagement de conservation des titres en ce qui concerne l'application du régime fiscal de faveur des fusions aux scissions) (p. 7270)

Intervient sur l'amendement n° 396 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (plafonnement de l'avantage susceptible de résulter de l'application du régime d'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du code général des impôts) (p. 7271)

Intervient sur l'amendement n° 140 précédemment réservé de M. Yves Cochet (suppression de l'avoir fiscal accordé aux personnes ne résidant pas en France) (p. 7271)

Intervient sur l'amendement n° 393 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (remplacement du crédit d'impôt recherche par une contribution annuelle au titre de la recherche) (p. 7271)

Intervient sur l'amendement n° 131 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA aux ventes de sources d'énergie renouvelable par les personnes physiques) (p. 7272)

Intervient sur l'amendement n° 242 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (fixation du taux normal de la TVA à 18, 6 %) (p. 7272)

Intervient sur l'amendement n° 241 précédemment réservé de M. François d'Aubert (fixation du taux normal de la TVA à 19 %) (p. 7273)

Intervient sur l'amendement n° 405 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des produits alimentaires) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 243 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA au chocolat, à la confiserie et à la margarine) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 406 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux produits de confiserie) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 198 précédemment réservé de M. Emile Blessig (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 274 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 367 précédemment réservé de M. Francis Hillmeyer (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 459 précédemment réservé de M. Jean-Louis Debré (application du taux réduit de la TVA au chocolat) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 78 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA au chocolat en tablette ou en bâton) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 378 précédemment réservé de M. Germain Gengenwin (application du taux réduit de la TVA au chocolat noir de couverture) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 237 précédemment réservé de M. Jean-François Mattei (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 273 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 407 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à la margarine) (p. 7274)

Intervient sur l'amendement n° 130 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA au bois utilisé pour alimenter un réseau de chaleur et aux matériels permettant d'économiser l'énergie ou d'utiliser des sources d'énergie renouvelable) (p. 7275)

Intervient sur l'amendement n° 133 précédemment réservé de M. Yves Cochet (application du taux réduit de la TVA au bois utilisé pour alimenter un réseau de chaleur ou mis en gestion par un prestataire de service qui facture la fourniture de chaleur) (p. 7275)

Intervient sur l'amendement n° 23 précédemment réservé de M. Julien Dray (application du taux réduit de la TVA aux disques) (p. 7276)

Intervient sur l'amendement n° 26 précédemment réservé de M. Julien Dray (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des produits du multimédia) (p. 7276)

Intervient sur l'amendement n° 249 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place et aux prestations d'hôtellerie) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 25 précédemment réservé de M. Julien Dray (application du taux réduit de la TVA au secteur de la restauration) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 79 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 244 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux

réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 272 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 339 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 458 précédemment réservé de M. Jean-Louis Debré (application du taux réduit de la TVA à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 1 précédemment réservé de M. Bernard Charles (application du taux réduit de la TVA aux prestations de vente à consommer sur place de produits alimentaires et de boissons non alcoolisées) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 183 précédemment réservé de M. Maurice Adevah-Poeuf (application d'un taux de TVA de 14 % au secteur de la restauration) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 240 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application d'un taux réduit de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 404 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application d'un taux réduit de TVA de 15 % à la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7280)

Intervient sur l'amendement n° 327 précédemment réservé de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7281)

Intervient sur l'amendement n° 24 précédemment réservé de M. Julien Dray (application du taux réduit de la TVA à la consommation de gaz et d'électricité) (p. 7281)

Intervient sur l'amendement n° 246 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux véhicules électriques) (p. 7281)

Intervient sur l'amendement n° 394 corrigé précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux équipements automobiles permettant l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié et du gaz naturel de ville) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 247 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA aux opérations de collecte et de traitement des déchets ménagers) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 401 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux opérations de collecte et de traitement des déchets ménagers) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 397 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux casques motocyclistes) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 410 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux fournitures scolaires) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 518 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux prestations de déménagement des particuliers) (p. 7282)

Intervient sur l'amendement n° 283 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (application du taux réduit de la TVA aux prestations relatives à la fourniture de logement et de nourriture pour les personnes âgées et aux prestations liées à l'hébergement des personnes âgées) (p. 7283)

Intervient sur l'amendement n° 84 précédemment réservé de M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) (p. 7283)

Intervient sur l'amendement n° 281 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) (p. 7283)

Intervient sur l'amendement n° 118 précédemment réservé de M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement individuel) (p. 7283)

Intervient sur l'amendement n° 340 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'entretien de l'assainissement non collectif) (p. 7283)

Intervient sur l'amendement n° 280 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux travaux d'amélioration et de mise aux normes de l'assainissement collectif) (p. 7284)

Intervient sur l'amendement n° 277 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorifique) (p. 7284)

Intervient sur l'amendement n° 400 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA aux abonnements relatifs aux livraisons d'énergie calorique distribuées par des réseaux publics, alimentées par la géothermie et la cogénération) (p. 7284)

Intervient sur l'amendement n° 278 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au bois utilisé pour alimenter un réseau de chaleur) (p. 7284)

Intervient sur l'amendement n° 292 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7285)

Intervient sur l'amendement n° 77 précédemment réservé de M. Philippe Auberger (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7285)

Intervient sur l'amendement n° 275 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7285)

Intervient sur l'amendement n° 398 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA au droit d'utilisation des installations sportives) (p. 7285)

Intervient sur l'amendement n° 119 précédemment réservé de M. Jean-Jacques Jégou (application du taux réduit de la TVA aux opérations de nettoyage des voies publiques) (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 238 précédemment réservé de M. Gilbert Gantier (application du taux

réduit de la TVA aux opérations de nettoyage des voies publiques) (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 484 précédemment réservé de M. Edmond Hervé (application du taux réduit de la TVA aux engagements financiers des collectivités locales en faveur des services de télévision) (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 320 précédemment réservé de M. Gilles Carrez (application du taux réduit de la TVA aux opérations préalables de détection de l'amiante, du saturnisme et des termites) (p. 7286)

Intervient sur l'amendement n° 408 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application aux établissements publics de santé de la baisse de la TVA sur les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 475 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (application aux établissements publics de santé de la baisse de la TVA sur les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 426 précédemment réservé de M. Marc Dumoulin (application du taux réduit de la TVA aux travaux effectués dans les locaux appartenant à des associations) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 399 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (application du taux réduit de la TVA aux services de réparation de bicyclettes, chaussures et articles de cuir, vêtements et linge de maison) (p. 7287)

Intervient sur l'amendement n° 409 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (non-assujettissement à la TVA des médicaments acquis par les établissements publics de santé) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 245 précédemment réservé de M. Laurent Dominati (application d'un taux de TVA de 2,1 % aux transports collectifs de voyageurs) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 138 précédemment réservé de M. Yves Cochet (majoration des tarifs de la taxe de l'aviation civile) (p. 7288)

Intervient sur l'amendement n° 129 précédemment réservé de M. Yves Cochet (création d'une contribution destinée à financer l'élimination des documents publicitaires) (p. 7289)

Intervient sur l'amendement n° 294 précédemment réservé de M. Claude Gatignol (institution d'un abattement forfaitaire unique pour toute transmission à titre gratuit en ligne familiale directe, entre conjoints et entre frères et sœurs) (p. 7291)

Intervient sur l'amendement n° 293 précédemment réservé de M. Claude Gatignol (institution d'un abattement forfaitaire unique pour toute transmission à titre gratuit en ligne familiale directe, entre conjoints et entre frères et sœurs) (p. 7291)

Intervient sur l'amendement n° 440 précédemment réservé de M. Christian Cuvilliez (assujettissement des non-résidents à l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 7292)

Soutient l'amendement n° 4 précédemment réservé du Gouvernement (dégrèvement de la moitié de la cotisation de taxe professionnelle des entreprises de transport sanitaire) (p. 7292) : adopté (p. 7292)

Intervient sur l'amendement n° 271 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (amélioration des modalités de remboursement des crédits de TVA) (p. 7292)

Intervient sur l'amendement n° 349 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (suppression de la taxe additionnelle au droit de bail) (p. 7293)

Article 24 (financement de la revalorisation des retraites agricoles et de diverses mesures d'ordre social en faveur des non-salariés agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 7293)

Article 25 (mesures diverses relatives aux charges sociales des non-salariés agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 431 de M. Charles de Courson (suppression en une seule étape de l'assiette minimale des cotisations d'assurance maladie des exploitants agricoles) (p. 7294)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (de précision) (p. 7294)

Article 26 (financement des communautés d'agglomération)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Gilles Carrez (majoration de 400 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295)

Intervient sur l'amendement n° 413 de M. Christian Cuvilliez (majoration de 400 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (majoration de 200 millions de francs du prélèvement sur les recettes de l'Etat opéré en faveur de la dotation d'intercommunalité des communautés d'agglomération) (p. 7295)

Après l'article 26

Intervient sur l'amendement n° 65 rectifié de la commission (allégement de la taxe foncière sur les propriétés bâties des organismes HLM) (p. 7298)

Soutient le sous-amendement n° 555 du Gouvernement (garantie du gel des loyers) à l'amendement n° 65 rectifié de la commission (p. 7298) : adopté (p. 7298)

Soutient le sous-amendement n° 554 du Gouvernement (création d'une dotation budgétaire destinée à compenser les pertes de ressources pour les collectivités locales) à l'amendement n° 65 rectifié de la commission (p. 7298) : adopté (p. 7298)

Article 27 (majoration de la dotation de solidarité urbaine)

Intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (majoration de la fraction "bourgs-centre" de la dotation de solidarité rurale au moyen d'un prélèvement sur le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 7300)

Après l'article 28

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Gilbert Gantier (suppression des droits de mutation pesant sur les cessions de titres de sociétés) (p. 7300)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Gilbert Gantier (suppression de l'impôt sur les opérations de bourse) (p. 7300)

Article 29 et état A (équilibre général du budget)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (présentation des lignes budgétaires consacrées aux relations financières entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations) (p. 7316)

Soutient l'amendement n° 557 du Gouvernement (de conséquence des votes intervenus) (p. 7325) : adopté (p. 7326)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Pierre Méhaignerie (article d'équilibre réduisant le déficit) (p. 7326)

Seconde délibération

Article 4 ter (taxation forfaitaire des œuvres d'art au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 7327) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7355)

Article 12 quinquies (création d'une contribution destinée à financer le coût de l'élimination des documents publicitaires)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de suppression) (p. 7327) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7355)

Article 29 et état A (équilibre général du budget)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (déficit fixé à 186,001 milliards de francs) (p. 7327) : vote réservé : adopté au scrutin public : application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (vote bloqué) (p. 7355)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)

Son intervention (p. 8763)

Ses réponses (p. 8768 à 8774)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi (p. 8764)

Energie et carburants : charbon (p. 8767)

Energie et carburants : Charbonnage de France (p. 8767)

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 8764, 8767)

Energie et carburants : Electricité de France (EDF) (p. 8767)

Energie et carburants : énergie nucléaire : sécurité nucléaire (p. 8764)

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 8768)

Energie et carburants : Gaz de France (GDF) (p. 8767)

Energie et carburants : pétrole (p. 8767)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 8768)

Grandes écoles (p. 8766)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8765)

Industrie : politique industrielle : crédits budgétaires (p. 8764)

Langue française (p. 8766)

Politiques communautaires : directives : postes (p. 8766)

Postes : La Poste (p. 8766)

Recherche : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) (p. 8764, 8765)

Recherche : recherche industrielle : crédits budgétaires (p. 8765)

Régions : contrats de plan Etat-régions : petites et moyennes entreprises (p. 8765)

Télécommunications : autorité de régulation des télécommunications (ART) (p. 8765)

Télécommunications : France Télécom (p. 8765)

Télécommunications : Internet (p. 8765)

Télécommunications : téléphones mobiles (p. 8765)

Réponses aux questions :

Automobiles et cycles : automobiles : Loir-et-Cher (p. 8770) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8769)

Automobiles et cycles : pièces et équipements : Seine-Saint-Denis (p. 8772) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 8771)

Energie et carburants : charbon : Nièvre (p. 8772) (M. Roger Meï) (p. 8772)

Energie et carburants : énergie électrique (p. 8773) (M. Roger Meï) (p. 8773)

Energie et carburants : énergie nucléaire (p. 8774) (M. Robert Honde) (p. 8774)

Industrie : construction navale (p. 8769) (M. Claude Evin) (p. 8768)

Industrie : construction navale (p. 8770) (M. Didier Quentin) (p. 8770)

Industrie : textile et habillement (p. 8771) (M. Robert Galley) (p. 8771)

Mines et carrières : travailleurs de la mine : statuts particuliers (p. 8768) (M. Michel Liebgott) (p. 8768)

Politiques communautaires : directives : postes (p. 8774) (Mme Janine Jambu) (p. 8773)

Postes : La Poste (p. 8773) (Mme Janine Jambu) (p. 8772)

Étienne PINTE

Yvelines (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 3182 tendant à modifier les dispositions de l'article L. 122-14-13 du code de travail relatif à l'indemnité de départ en retraite [26 juin 2001]

Proposition de loi n° 3191 visant à instaurer une visite médicale annuelle au profit des personnels des établissements d'enseignement et d'éducation (portant modification de l'article L. 192 du Livre II, titre II du code de la santé publique) [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [31 octobre 2000] (p. 7785)
Son intervention (p. 7798)
Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignements artistiques : crédits (p. 7798)
Enseignements artistiques : écoles de musique (p. 7798)
Patrimoine culturel : musées (p. 7798)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)
Procédure des questions :
Défense : GIAT-Industries (p. 8014)

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)
Son intervention (p. 8472)
Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignement maternel et primaire : programmes : musique (p. 8472)
Enseignement secondaire : programmes : musique (p. 8472)

Henri PLAGNOL
Val-de-Marne (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Collectivités territoriales. Corse. Statut [3 octobre 2000] (p. 6339)
Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [16 janvier 2001] (p. 386)
Etablissements de santé. Services d'urgence. Médecins urgentistes, effectifs de personnel [31 janvier 2001] (p. 955)
Transports ferroviaires. SNCF. Grève [3 avril 2001] (p. 1665)
Retraites : généralités. Financement. Perspectives [25 avril 2001] (p. 2233)
Droit pénal. Peines. Application [22 mai 2001] (p. 3190)
Union européenne. Développement. Attitude de la France [30 mai 2001] (p. 3661)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1262, posée le 25 décembre 2000. Enseignement supérieur. Universités (J.O. Questions p. 7216). Appelée le 9 janvier 2001. Paris XII, délocalisation (p. 35)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)
Son intervention (p. 8522)
Thèmes avant la procédure des questions :
Audiovisuel et communication : publicité (p. 8523)
Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8522, 8523)
Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8523)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)
Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8556) : rejetée (p. 8663)
Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 8662)
Son intervention (p. 8667)
Thèmes :
Assemblée nationale : amendements : recevabilité financière (p. 8657)
Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 8662)
Conseil constitutionnel : jurisprudence : amendements (p. 8658)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 8667, 8668)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 8656 à 8658, 8662, 8667)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)
Son amendement n° 23 (article 38 : création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8688) : adopté (p. 8692)
Son amendement n° 22 (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion - de suppression) : adopté (p. 8692)

Son amendement n° 21 (consultation pour avis de la population sur la modification du périmètre du département de la Réunion) : rejeté (p. 8692)

Ses explications de vote (p. 8693)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 8694)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9094)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Philippe Douste-Blazy (p. 9099) : rejetée (p. 9105)

Thèmes :

Communes : maires : libre administration (p. 9100, 9101)

Logement : logement social : construction (p. 9099)

Logement : logement social : HLM (p. 9100, 9101)

Logement : logement social : réhabilitation (p. 9099)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9100)

Urbanisme : coefficients d'occupation des sols (COS) (p. 9100)

Urbanisme : plans locaux d'urbanisme (PLU) (p. 9100)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2551)

Son intervention (p. 2568)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration : logement social (p. 2568)

Lois : application : logement social (p. 2568)

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)

Article 13 (incitation à la construction de logements sociaux)

Son amendement n° 33 (de suppression) (p. 2574) : rejeté (p. 2576)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Après l'article 12

Son amendement n° 96 précédemment réservé (élargissement des possibilités de recrutement) : rejeté (p. 2808)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 4043)

Son intervention (p. 4044)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4061)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : article 68 (p. 4044)

Constitution : article 68 : gauche (p. 4044)

Constitution : article 68 : pays étrangers (p. 4045)

Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4044, 4046)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 4045, 4061)

Président de la République (p. 4043, 4045, 4061)

Explications de vote et vote [19 juin 2001] (p. 4410)

Ses explications de vote (p. 4411)

Proposition de résolution n° 3001 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'action des Etats membres en matière d'exigences de service public et à l'attribution de contrats de service public dans le domaine des transports de voyageurs par chemin de fer, par route et par voie navigable (COM (00) 7 final du 26 juillet 2000/E 1587)

Avant la discussion de l'article unique [27 juin 2001] (p. 4935)

Son intervention (p. 4941)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4943)

Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre : transports routiers (p. 4942)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs (p. 4942)

Transports urbains : lignes : services publics (p. 4943)

Union européenne : règlements : transport de voyageurs (p. 4942)

Serge POIGNANT

Loire-Atlantique (10ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 19 octobre 2000] (p. 16708)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile. [J.O. du 20 octobre 2000] (p. 16838)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, victimes, indemnisation [4 octobre 2000] (p. 6422)

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle [9 janvier 2001] (p. 52)

Finances publiques. Exécution du budget. Mesures gouvernementales [12 juin 2001] (p. 4071)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1431, posée le 4 juin 2001. Marchés publics. Code des marchés publics (J.O. Questions p. 3151). Appelée le 5 juin 2001. Réforme (p. 3789)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8179, 8186)

Procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs en difficulté : fiscalité (p. 8186)

Energie et carburants : carburants : agriculture (p. 8179)

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Son intervention (p. 7724)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : simplifications administratives (p. 7725)

Banques et établissements financiers : prêts : prêts bonifiés (p. 7725)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 7725)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits (p. 7724)

Formation professionnelle (p. 7725)

Travail : durée du travail : commerce et artisanat (p. 7725)

TVA : taux réduit (p. 7724)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Après l'article 4

Son amendement n° 179 rectifié soutenu par M. Patrick Delnatte (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7525) : rejeté (p. 7526)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 155 rectifié de la commission (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4456)

Intervient sur le sous-amendement n° 644 de M. Marc-Philippe Daubresse (garantie de représentation de chaque commune) à l'amendement n° 155 rectifié de la commission (p. 4456)

Avant l'article 8

Son amendement n° 32 (organisation des élections dans les communes en cas de simultanéité de plusieurs scrutins) : rejeté (p. 4460)

Article 50 (concertation sur les projets de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages des collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Thierry Mariani (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) (p. 4561)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. Patrice Martin-Lalande (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) (p. 4561)

Soutient l'amendement n° 791 de M. Éric Doligé (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) (p. 4561) : rejeté (p. 4561)

Son amendement n° 807 (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) : rejeté (p. 4561)

Soutient l'amendement n° 792 de M. Éric Doligé (observations du maître d'ouvrage adressées en réponse au préfet) (p. 4562) : rejeté (p. 4562)

Son amendement n° 806 (observations du maître d'ouvrage adressées en réponse au préfet) : rejeté (p. 4562)

Soutient l'amendement n° 793 de M. Éric Doligé (conclusions du préfet et réponse du maître d'ouvrage jointes au dossier d'enquête publique) (p. 4563) : rejeté (p. 4563)

Son amendement n° 808 (conclusions du préfet et réponse du maître d'ouvrage jointes au dossier d'enquête publique) (p. 4562) : rejeté (p. 4563)

Article 57 (article L. 11-1-1 nouveau du code de l'expropriation : déclaration de projet suivie d'une déclaration d'utilité publique)

Son amendement n° 809 soutenu par M. Yves Fromion (refus de l'autorité préfectorale de prononcer l'utilité publique) : rejeté (p. 4576)

Bernard PONS

Paris (16ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Jean PONTIER
Ardèche (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5003)

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5003)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi [J.O. du 19 avril 2001] (p. 6090)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Politiques communautaires. Europe sociale, bilan [29 novembre 2000] (p. 9522)

Communes. Maires et adjoints. Indemnités de fonction, montant [12 décembre 2000] (p. 10121)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [7 février 2001] (p. 1215)

Emploi. Contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidé. Réduction, conséquences, Drôme [27 mars 2001] (p. 1415)

Politique extérieure. Aide au développement. Dette, annulation, modalités [19 juin 2001] (p. 4400)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1319, posée le 29 janvier 2001. TVA. Récupération (J.O. Questions p. 490). Appelée le 30 janvier 2001. Délais, communes (p. 876)

n° 1420, posée le 4 juin 2001. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel (J.O. Questions p. 3149). Appelée le 5 juin 2001. Durée du travail, réduction, application (p. 3809)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2000] (p. 8532)

Etat E, ligne 40 (redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)

Soutient l'amendement n° 46 de M. Bernard Charles (de suppression) (p. 8532) : rejeté (p. 8534)

Article 46 (répartition, entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, des ressources publiques affectées au compte spécial n° 902-15)

Soutient l'amendement n° 45 de M. Bernard Charles (de suppression) (p. 8534) : rejeté (p. 8534)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

1 - Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse : personnels (p. 9060)

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2000] (p. 9410)

Son intervention (p. 9412)

Thèmes :

Avortement : généralités : mineurs (p. 9412)
Famille : contraception (p. 9412)
Famille : mineurs : pilules abortives (p. 9412)

Proposition de loi n° 2737 tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 décembre 2000] (p. 10097)

Son intervention (p. 10108)

Thème :

Emploi : chômage (p. 10108, 10109)

Proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 2000] (p. 10199)

Son intervention (p. 10201)

Thèmes :

Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 10201)
Outre-mer : Polynésie française : Président (p. 10201)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 961)

Son intervention (p. 968)

Thèmes :

Economie sociale : généralités (p. 968, 969)
Etablissements de santé : accueil (p. 969)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 969)
Politique sociale : centres d'action sociale (p. 969)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 968)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L.232-1 à L.232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Article L.232-21 du code de l'action sociale et des familles : Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 82 (limitation des dépenses départementales) : non soutenu (p. 2088)

Article 9 (articles L. 162-24-1 et L. 174-8 du code de la sécurité sociale : tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 50 soutenu par M. Pascal Terrasse (de simplification) : adopté (p. 2099)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2933)

Thèmes :

Régions : Corse : Gouvernement (p. 2933)
Régions : Corse : institutions (p. 2934)
Régions : Corse : langues régionales (p. 2934)
Régions : Corse : littoral (p. 2934)
Régions : Corse : projet de loi (p. 2934)

Ses explications de vote (p. 3202)

Robert POUJADE

Côte-d'Or (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 815 de M. Marc-Philippe Daubresse (titre 1er : de la démocratie participative) (p. 4313)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (chapitre 1er : participation des habitants à la démocratie locale) (p. 4314)

Jean-Luc PRÉEL

Vendée (1ère circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18384)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à la création de l'Agence française de sécurité sanitaire [J.O. du 13 janvier 2001] (p. 680)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2657 relative à la régionalisation du système de santé [18 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions de santé. Médecins. Spécialistes, effectifs de la profession [22 mai 2001] (p. 3197)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1360, posée le 16 avril 2001. Economie sociale. Mutuelles (J.O. Questions p. 2172). Appelée le 17 avril 2001. Assurance maladie maternité, directive européenne (p. 1878)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Regrette le report en fin de discussion de l'examen de l'article 1er du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 [25 octobre 2000] (p. 7492)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 7393)

Ses interventions (p. 7393 et 7408)

Thèmes :
Démographie : pyramide des âges (p. 7393)
Famille : politique familiale (p. 7411)
Pharmacie et médicaments : industrie pharmaceutique (p. 7410)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 7393)
Santé : politique de la santé (p. 7408, 7409)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7393)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7409)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 7409)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 octobre 2000] (p. 7492)

Article 2 (réduction de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité)

Son intervention (p. 7494)

Son amendement n° 271 (de suppression) (p. 7498) : rejeté (p. 7500)

Soutient l'amendement n° 360 de M. Pierre Méhaignerie (taux des cotisations sociales salariales) (p. 7501) : rejeté (p. 7501)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Patrick Delnatte (remboursement de la CSG et du CRDS liés aux charges familiales du foyer fiscal) (p. 7501)

Article 3 (article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 : conditions d'exonération de la CRDS sur les revenus de remplacement)

Son intervention (p. 7513)

Son amendement n° 272 (de suppression) (p. 7515) : rejeté (p. 7516)

Article 4 (articles L. 131-7-2 nouveau, L. 135-3, L. 241-1 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale : compensation de la réduction de la CSG)

Son amendement n° 274 (de suppression) : rejeté (p. 7524)

Après l'article 4

Reprend l'amendement n° 306 de la commission (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) : rejeté (p. 7527)

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. Serge Poignant (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7526)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean-François Mattei (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7526)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. François Goulard (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7526)

Soutient l'amendement n° 188 de M. Germain Gengenwin (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7526) : rejeté (p. 7526)

Reprend l'amendement n° 306 de la commission (extension de l'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'aides à domicile dans trois cas) : rejeté (p. 7527)

Article 9 (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998, article 19 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : horaires d'équivalence, durées maximales de travail spécifiques et allégements de cotisations patronales de sécurité sociale

Son intervention (p. 7545)

Article 10 (article L. 131-9 du code de la sécurité sociale : dépenses du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale : FOREC)

Son intervention (p. 7549)

Article 11 (articles L. 131-10 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Son intervention (p. 7558)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. François Vannson (de suppression) (p. 7562)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 7562)

Intervient sur l'amendement n° 156 de Mme Muguette Jacquaint (contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 7563)

Soutient l'amendement n° 276 de M. Michel Voisin (suppression de la contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 7563) : rejeté (p. 7564)

Avant l'article 14

Soutient l'amendement n° 254 de M. Philippe Douste-Blazy (rapport au Parlement) (p. 7567) : rejeté (p. 7568)

Article 14 (article L. 841-1 du code de la sécurité sociale : renforcement de l'aide pour l'emploi d'une assistance maternelle agréée (AFEAMA))

Son intervention (p. 7568)

Article 16 (articles L. 135-3 et L. 223-1 du code de la sécurité sociale : prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant)

Son intervention (p. 7577)

Soutient l'amendement n° 183 de Mme Christine Boutin (de suppression) (p. 7585) : rejeté (p. 7586)

Soutient l'amendement n° 190 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7585) : rejeté (p. 7586)

Article 17 (article L. 532-4-1 nouveau du code de la sécurité sociale : cumul de l'allocation parentale d'éducation (APE) avec la reprise d'une activité professionnelle)

Soutient l'amendement n° 189 de M. Germain Gengenwin (droits des femmes travaillant à temps partiel) (p. 7587) : rejeté (p. 7587)

Intervient sur l'amendement n° 161 de Mme Jacqueline Fraysse (droits en cas de changement de situation familiale ou professionnelle) (p. 7587)

Article 18 (Fonds d'investissement pour les crèches)

Son intervention (p. 7588)

Son amendement n° 277 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (attribution de l'excédent de l'exercice 1999 de la branche famille) : rejeté (p. 7590)

Article 19 (article L. 351-11 du code de la sécurité sociale : revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 7592)

Article 20 (article L. 161-17-1 nouveau du code de la sécurité sociale : répertoire national des retraites et des pensions)

Intervient sur l'amendement n° 257 de M. Jean-François Mattei (de suppression) (p. 7592, 7595)

Soutient l'amendement n° 258 de M. Philippe Douste-Blazy (extension aux régimes spéciaux et de la fonction publique) (p. 7596) : rejeté (p. 7597)

Article 24 (articles L. 135-3, L. 241-2 et L. 245-16 du code de la sécurité sociale : affectation du prélèvement de 2 % sur le capital au FSV et au fonds de réserve des retraites)

Soutient l'amendement n° 193 de M. Germain Gengenwin (modification de la répartition) (p. 7603) : rejeté (p. 7603)

Soutient l'amendement n° 231 de M. Patrick Delnatte (modification de la répartition) (p. 7603) : rejeté (p. 7603)

Soutient l'amendement n° 194 de M. Germain Gengenwin (modification de la répartition) (p. 7603) : devenu sans objet (p. 7603)

Article 25 (article L. 135-6 du code de la sécurité sociale : alimentation du fonds de réserve pour les retraites)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission des finances (modalités de gestion et de contrôle des recettes) (p. 7507)

Intervient sur l'amendement n° 294 de la commission (modalités de gestion et de contrôle des recettes) (p. 7607)

Article 27 (article L. 726-3 du code rural : Fonds additionnel d'action sociale)

Soutient l'amendement n° 332 de M. Charles de Courson (versement au fonds spécial d'action sociale) (p. 7608) : rejeté (p. 7608)

Article 29 (article L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale : réseaux et filières expérimentaux de soins)

Son intervention (p. 7614)

Article 30 (article 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : dotation du fonds d'aide à la qualité des soins de ville)

Son intervention (p. 7617)

Article 31 (articles L. 133-5, L. 142-3, L. 145-1, L. 145-1-1 nouveau, L. 145-1-2, L. 145-6 et L. 145-7, L. 145-7-1 nouveau, L. 145-10 nouveau, L. 145-11 nouveau, L. 162-5-2, L. 162-5-7, L. 162-12-16, L. 162-34-7 nouveau, L. 315-3 du code de la sécurité sociale : règlement des litiges avec les professionnels de santé)

Son intervention (p. 7633)

Après l'article 31

Son amendement n° 280 (rapport annuel au Parlement) (p. 7639) : rejeté (p. 7640)

Intervient sur l'amendement n° 79 rectifié de la commission (bilan des dépenses) (p. 7640)

Article 32 (Agence technique de l'information sur l'hospitalisation)

Son intervention (p. 7641)

Article 33 (article 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 : création d'un Fonds pour la modernisation sociale des établissements de santé)

Son intervention (p. 7643)

Article 34 (articles L. 162-22-3, L. 162-22-4, L. 162-22-5, L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, L. 6114-3 du code de la santé publique : tarification des cliniques pour l'activité d'urgence)

Son intervention (p. 7651)

Article 35 (dotation du fonds pour la modernisation des cliniques privées)

Son intervention (p. 7652)

Article 37 (appartements de coordination thérapeutique et consultations en alcoologie)

Son intervention (p. 7655)

Article 38 (article L. 5122-6 du code de la santé publique : publicité pour les médicaments)

Son intervention (p. 7659)

Article 41 (article L. 138-10 du code de la sécurité sociale : clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7672)

Après l'article 41

Intervient sur l'amendement n° 384 du Gouvernement (date limite de signature des conventions tripartites) (p. 7679)

Article 43 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7687)

Son amendement n° 268 soutenu par M. Alfred Recours (de suppression) : rejeté (p. 7689)

Article 13 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégorie)

Son intervention (p. 7689)

Article 44 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie)

Son intervention (p. 7691)

Son amendement n° 269 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) : rejeté (p. 7694)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 7702)

Son amendement n° 203 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (montant du déficit de l'assurance maladie à la fin 2000) : rejeté (p. 7704)

Son amendement n° 204 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (présentation des comptes en "droits constatés") : rejeté (p. 7705)

Son amendement n° 205 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (référence à la gestion paritaire) : rejeté (p. 7705)

Son amendement n° 206 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (mesures en faveur de la régionalisation du système de santé) (p. 7705) : rejeté (p. 7706)

Son amendement n° 207 (mesures en faveur de la régionalisation du système de santé) : rejeté (p. 7706)

Son amendement n° 208 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (compétence des observatoires régionaux de santé et des conférences régionales de santé) : rejeté (p. 7706)

Son amendement n° 209 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (prévision d'un projet de loi sur l'aléa thérapeutique) (p. 7707) : retiré (p. 7708)

Son amendement n° 211 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (prévention des pathologies liées à la grossesse) : rejeté (p. 7710)

Son amendement n° 212 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (évolution des études médicales) : rejeté (p. 7711)

Son amendement n° 213 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (formation des médecins sur les démences séniles et en particulier la maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 7711)

Son amendement n° 215 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (union nationale des caisses d'assurance-maladie) : rejeté (p. 7712)

Son amendement n° 218 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (observatoire des restructurations) : rejeté (p. 7712)

Son amendement n° 219 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (pensions des veufs et veuves sans enfants) : retiré (p. 7713)

Son amendement n° 220 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (rapport au Parlement sur la caisse de retraite des fonctionnaires) : rejeté (p. 7713)

Son amendement n° 221 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (accueil des malades en perte d'autonomie, démence sénile et en particulier atteints par la maladie d'Alzheimer) : rejeté (p. 7713)

Explications de vote et vote [31 octobre 2000] (p. 7822)

Ses explications de vote (p. 7823)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 7825)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9212)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 9221)

Son intervention (p. 9237)

Thèmes :

Etablissements de santé : établissements privés (p. 9238)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 9222)

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9221, 9237)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 9221, 9237)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 9237)

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Son intervention (p. 9253)

Son sous-amendement n° 74 (gestion de l'ONDAM) à l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction du rapport annexé à l'article 1er) (p. 9260) : rejeté (p. 9261)

Son sous-amendement n° 89 (régionalisation du système de santé) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9260) : rejeté (p. 9262)

Son sous-amendement n° 96 (dispositions complémentaires en matière de régionalisation du système de santé) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 9262)

Son sous-amendement n° 88 (mise en œuvre d'une caisse de retraite des fonctionnaires) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9262) : rejeté (p. 9264)

Son sous-amendement n° 71 (premier entretien médical pour les femmes enceintes) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 9264)

Son sous-amendement n° 75 (création des agences régionales de santé) à l'amendement n° 2 de la commission : rejeté (p. 9266)

Son sous-amendement n° 87 (création d'un Observatoire des restructurations hospitalières) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9266) : rejeté (p. 9267)

Article 2 supprimé par le Sénat (réduction de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité)

Son intervention (p. 9267)

Son sous-amendement n° 90 (assiette salariale prise en compte) à l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article et du dispositif de réduction de CSG et de CRDS adopté en première lecture) (p. 9270) : rejeté (p. 9271)

Son sous-amendement n° 91 (coordination entre régime non salarié non agricole et régime non salarié agricole) à l'amendement n° 3 de la commission : rejeté (p. 9271)

Son sous-amendement n° 124 (conditions de prise en compte des revenus des pluriactifs) à l'amendement n° 3 de la commission : rejeté (p. 9271)

Article 3 bis A (compensation des exonérations de CRDS)

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (de suppression) (p. 9274)

Après l'article 3 ter

Soutient l'amendement n° 130 de M. François Goulard (assiette des cotisations sociales des chefs d'entreprise individuelle) (p. 9283) : rejeté (p. 9283)

Soutient l'amendement n° 131 de M. François Goulard (exonération dans l'assiette des cotisations sociales des revenus locatifs de fonds de commerce) (p. 9284) : rejeté (p. 9284)

Article 5 (articles L. 731-15, L. 731-19 à L. 731-24 du code rural : simplification du calcul de l'assiette des cotisations sociales des exploitants agricoles)

Son intervention (p. 9285)

Article 10 supprimé par le Sénat (article L. 131-9 du code de la sécurité sociale : dépenses du FOREC)

Son intervention (p. 9290)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9292)

Article 11 supprimé par le Sénat (articles L. 131-10, L. 135-3 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Son intervention (p. 9293)

Avant l'article 14

Soutient l'amendement n° 79 de M. Jean-Pierre Foucher (rapport au Parlement sur les conditions d'attribution des allocations familiales) (p. 9299) : rejeté (p. 9301)

Article 14 ter (article L. 521-1 du code de la sécurité sociale : maintien des allocations familiales pour le

dernier enfant à charge des familles en ayant élevé au moins trois)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 9301)

Article 16 supprimé par le Sénat (articles L. 135-3 et L. 223-1 du code de la sécurité sociale : prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant)

Son intervention (p. 9301)

Article 19 (article L. 351-11 du code de la sécurité sociale : revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Son intervention (p. 9303)

Article 20 supprimé par le Sénat (article L. 161-17-1 nouveau du code de la sécurité sociale : répertoire national des retraites et des pensions)

Son intervention (p. 9304)

Son sous-amendement n° 81 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (cas des régimes spéciaux et des pensions des fonctionnaires d'État) à l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement de l'article et des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale sur le répertoire national des retraites et des pensions et mise en conformité avec la loi de janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés) : rejeté (p. 9305)

Article 29 (article L. 162-31-1 du code de la sécurité sociale : réseaux et filières expérimentaux de soins)

Son amendement n° 70 (avis conforme du directeur de l'URCAM) (p. 9309) : adopté (p. 9310)

Article 31 bis B précédemment réservé (article L. 162-15-3 du code de la sécurité sociale : mécanisme de maîtrise médicalisée des dépenses)

Son intervention (p. 9319)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 9319)

Article 32 précédemment réservé supprimé par le Sénat (Agence technique de l'information sur l'hospitalisation)

Son intervention (p. 9320)

Après l'article 34

Son amendement n° 83 précédemment réservé (accès des établissements de santé privés aux fédérations interhospitalières) : rejeté (p. 9327)

Article 44 supprimé par le Sénat (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie : ONDAM)

Son intervention (p. 9335)

Après l'article 44

Son amendement n° 65 soutenu par M. Alfred Recours (union nationale des caisses ayant pour mission la gestion de l'ONDAM) : rejeté (p. 9340)

Explications de vote et vote [28 novembre 2000] (p. 9404)

Ses explications de vote (p. 9409)

Vote contre du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 9410)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [5 décembre 2000] (p. 9753)

Son intervention (p. 9753)

Thèmes :

Politique sociale : prestations sociales (p. 9754)
Produits dangereux : amiante (p. 9755)
Professions de santé : médecins (p. 9754)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9753)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9753, 9754)
Sécurité sociale : fonctionnement (p. 9753, 9754)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Son intervention (p. 8882)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire (p. 8884)
Professions de santé : infirmiers (p. 8883)
Santé : alcoolisme (p. 8882, 8883)
Santé : cancer (p. 8883)
Santé : maladies sexuellement transmissibles (MST) (p. 8883)
Santé : politique de la santé (p. 8882 à 8885)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Article 3 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnances à la refonte du code de la mutualité)

Son amendement n° 11 (de suppression) (p. 9853) : rejeté (p. 9855)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Son intervention (p. 98)

Thèmes :

Personnes âgées : accueil par des particuliers (p. 99)
Professions de santé : diététiciens (p. 98)
Professions de santé : médecins (p. 98)
Professions de santé : médecins spécialistes (p. 98, 99)
Santé : politique de la santé (p. 98)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 10

Son amendement n° 169 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (instauration d'une union nationale des caisses chargée de gérer l'ONDAM) (p. 185) : rejeté (p. 186)

Article 14 (titre Ier, articles 1er, 1er-1 nouveau et 5 ; titre II, articles 2 et 12 ; titre III, article 13 et titre IV de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil, par des particuliers, à leur domicile, à titre

onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes) : réforme de l'accueil familial à titre onéreux de personnes âgées ou handicapées)

Son amendement n° 168 (formation des accueillants) (p. 214) : adopté (p. 215)

Après l'article 17

Son amendement n° 167 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (exercice de la profession de diététicien) : rejeté (p. 237)

Son amendement n° 166 soutenu par M. Germain Gengenwin (exercice de la profession de diététicien) : rejeté (p. 237)

Son amendement n° 204 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (qualification de spécialistes pour des médecins et chirurgiens titulaires de diplômes antérieurs à 1982) (p. 239) : retiré (p. 240)

Après l'article 28

Son amendement n° 214 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 261) : rejeté (p. 262)

Son amendement n° 216 soutenu par M. Jean-Pierre Foucher (dépistage scolaire des troubles du langage des enfants) (p. 261) : rejeté (p. 262)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Après l'article 78

Son amendement n° 292 (heures supplémentaires pour les assistantes maternelles) (p. 3417)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 353)

Son intervention (p. 364)

Thème :

Régions : compétences : santé (p. 364)

Jean PRORIOL

Haute-Loire (2ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Vice-président de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Membre suppléant du conseil national du tourisme [J.O. du 13 octobre 2000] (p. 16310)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [26 juin 2001] (p. 4864)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8135)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8136)

Agriculture : crédits (p. 8135, 8136)

Agriculture : dotations aux jeunes agriculteurs (p. 8136, 8137)

Agriculture : installation (p. 8136)

Agriculture : montagne (p. 8165)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 8137)

Enseignement agricole : crédits (p. 8137)

Impôts et taxes : exonérations : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 8136)

Mer et littoral : politique de la mer : Office interministériel des produits de la mer (p. 8137)

Politiques communautaires : politique d'orientation pour la pêche (p. 8137)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8729)

Son intervention (p. 8733)

Thèmes avant la procédure des questions :

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8734)

Logement : crédits (p. 8733)

Logement : immeubles collectifs : secteur privé (p. 8734)

Logement : offices publics d'HLM (OPHLM) : construction (p. 8734)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (p. 8734)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés (PLA) (p. 8734)

Logement : aides et prêts : prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 8735)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8734)

Questions écrites budgétaires

2 - Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8794)

Logement : aides et prêts : prime à l'amélioration de l'habitat (PAH) (p. 8794)

3 - Urbanisme : autorisations de travaux (p. 8794)

Logement : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) (p. 8794)

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9417)

Son intervention (p. 9417)

Thèmes :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : sécurité sanitaire (p. 9417, 9418)
Elevage : volailles (p. 9418)
Santé : santé publique (p. 9418)
Union européenne : directives : sécurité sanitaire (p. 9418)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 678)

Son intervention (p. 682)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 683)
Commerce et artisanat : grande distribution (p. 682, 683)
Consommation : pratiques commerciales (p. 681, 683)
Entreprises : délais de paiement (p. 683)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 682, 683)
Politique économique : généralités (p. 682)
Politique économique : libéralisme (p. 682)

Ses explications de vote (p. 853)

Vote contre du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 853)

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1738)

Son intervention (p. 1745)

Thèmes :

Emploi (p. 1745)
Entreprises : création : Midi-Pyrénées (p. 1745)
Environnement : protection : paysages (p. 1745)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : Toulouse (p. 1745)
Transports aériens : aéroports : construction (p. 1745)
Transports par eau : canal Rhin-Rhône (p. 1745)
Urbanisme : expropriation (p. 1745)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3539)

Son intervention (p. 3545)

Thèmes :

Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 3546)
Bois et forêts : reboisement : tempêtes (p. 3545)
Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : forêts privées (p. 3545)
Impôts locaux : taxe professionnelle : filière bois (p. 3546)
Sports : sports de loisirs : forêts (p. 3546)

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Article 1er (articles L. 1 à L. 14 du code forestier : principes fondamentaux de la politique forestière)

Son amendement n° 158 soutenu par M. François Sauvadet (aides accordées aux associations syndicales libres ou autorisées) (p. 3566) : rejeté (p. 3567)

Son amendement n° 159 soutenu par M. François Sauvadet (chartes forestières de territoire forestier) : rejeté (p. 3569)

Article 2 (contenu des documents de gestion)

Son amendement n° 161 soutenu par M. Pierre Micaux (concertation avec les chambres d'agriculture) : rejeté (p. 3580)

Article 3 (accueil du public)

Son amendement n° 162 (prestations en nature) : rejeté (p. 3582)

Après l'article 3 (article L. 424-2 du code de l'environnement)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Alain Vidalies (chasse de nuit exonérée de l'obligation liée au jour de non-chasse) (p. 3584)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Charles de Courson (forêts sinistrées par les tempêtes de décembre 1999 et remises en état exonérées de taxe foncière) (p. 3590)

Article 13 (coordination et abrogation de dispositions du code de l'urbanisme et du code rural)

Son amendement n° 163 (plantations ou replantations dans le fonds des vallées) : adopté (p. 3610)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Son amendement n° 164 (servitudes de passage) : retiré (p. 3616)

Article 25 (article L. 121-4 du code forestier : opérations confiées à l'Office national des forêts par convention)

Son amendement n° 167 (encadrement des actions de l'ONF portant sur les terrains de particuliers) (p. 3626) : rejeté (p. 3627)

Article 32 (financement des centres régionaux de la propriété forestière et du Centre national professionnel de la propriété forestière et programme pluriannuel d'actions en matière forestière des chambres d'agriculture)

Son amendement n° 168 (possibilité pour les chambres d'agriculture d'effectuer, à titre secondaire, des actes commerciaux) : rejeté (p. 3630)

Article 5 B précédemment réservé (dispositifs d'encouragement à l'investissement forestier)

Intervient sur l'amendement n° 210 rectifié du Gouvernement (sociétés d'épargne forestière) (p. 3641)

Intervient sur l'amendement n° 73, deuxième rectification de la commission (dispositifs financiers destinés à favoriser l'investissement forestier) (p. 3641)

Après l'article 36

Son amendement n° 169 (conditions d'exonération du droit fixe) (p. 3643) : retiré (p. 3644)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [27 juin 2001] (p. 4959)

Son intervention (p. 4963)

Thèmes :

Bois et forêts : filière bois (p. 4963)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : forêts (p. 4963)

Jean-Pierre PUJOL
Gers (1ère circonscription)
Non-inscrit

Devient député le 25 septembre 2001 (voir indications préliminaires) [26 septembre 2001] (p. 15250)

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 26 septembre 2001] (p. 15250)

Q

Didier QUENTIN
Charente-Maritime (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en oeuvre certaines dispositons du droit communautaire [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3241 destinée à rapprocher les représentants français au Parlement européen de leurs électeurs [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau nature 2000, mise en œuvre [18 octobre 2000] (p. 6962)

Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Produits chimiques, naufrage de l'Ievoli Sun, conséquences [31 octobre 2000] (p. 7813)

Elections et référendums. Elections présidentielles et législatives. Organisation, dates [12 décembre 2000] (p. 10119)

Ministères et secrétariats d'Etat. Aménagement du territoire et environnement : fonctionnement. Bilan [19 juin 2001] (p. 4405)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1340, posée le 26 mars 2001. Retraites : régime agricole. Montant des pensions (J.O. Questions p. 1730). Appelée le 27 mars 2001. Perspectives (p. 1395)

n° 1453, posée le 18 juin 2001. Retraites : régimes autonomes et spéciaux. Marins : montant des pensions (J.O. Questions p. 3434). Appelée le 19 juin 2001. Perspectives (p. 4391)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)
Son intervention (p. 8188)
Procédure des questions :
Agriculture : installation (p. 8188)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

I - TOURISME

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7835)
Son intervention (p. 7862)
Procédure des questions :
Régions : Poitou-Charentes : tourisme et loisirs (p. 7862)

INDUSTRIE, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8743)
Son intervention (p. 8770)
Procédure des questions :
Industrie : construction navale (p. 8770)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8582)
Son intervention (p. 8595)
Thèmes avant la procédure des questions :
Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 8595)
Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8595)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 8596)
Ordre public : sécurité : entreprises (p. 8596)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 8595)
Papiers d'identité : carte nationale d'identité : délivrance (p. 8598)
Police : adjoints de sécurité (p. 8596)
Police : crédits : équipements (p. 8596)
Police : effectifs (p. 8596)
Police : police scientifique (p. 8596)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :
- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000
Ses interventions (p. 8626)
Thèmes :
Administration : documents administratifs : délivrance (p. 8627)
Coopération intercommunale : finances : dotations de l'Etat (p. 8627)
Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8626)
Lois : application : animaux dangereux (p. 8627)
Lois : application : présomption d'innocence (p. 8627)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 8627)
Police : adjoints de sécurité (p. 8627)
Police : effectifs : formation professionnelle (p. 8627)

Police : police de proximité (p. 8627)
Police : police scientifique (p. 8627)
Régions : Corse : incendies (p. 8627)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

5 - Justice : jugements : informatique (p. 9063)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9776, 9800)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Georges Sarre (p. 9790)

Son intervention (p. 9807)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 9831)

Thèmes :

Etat : Premier ministre (p. 9791)
Parlement : contrôle parlementaire : Union européenne (p. 9791)
Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 9790, 9807)
Union européenne : construction européenne (p. 9791, 9807, 9831)
Union européenne : directives : Natura 2000 (p. 9809, 9831)
Union européenne : directives : postes (p. 9808)

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Article 1er (habilitation à transposer par voie d'ordonnances des directives ou parties de directives communautaires)

Son amendement n° 34 (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des travailleurs) : rejeté (p. 9834)

Son amendement n° 35 (suppression de la transposition de la directive relative à l'accès à l'information en matière d'environnement) : rejeté (p. 9834)

Son amendement n° 36 (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des femmes enceintes, accouchées ou allaitantes au travail) (p. 9834) : rejeté (p. 9835)

Son amendement n° 37 (suppression de la transposition de la directive relative à la protection des jeunes au travail) : rejeté (p. 9835)

Son amendement n° 38 (suppression de la transposition de la directive relative aux dispositifs de diagnostic in vitro) : rejeté (p. 9836)

Son amendement n° 39 (suppression de la transposition de la directive relative au contrôle des denrées alimentaires) : rejeté (p. 9836)

Son amendement n° 42 (suppression de la transposition de la directive relative aux clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs) : rejeté (p. 9837)

Son amendement n° 40 (suppression de la transposition de la directive relative au contrôle de l'alimentation animale) : rejeté (p. 9837)

Son amendement n° 41 (suppression de la transposition de la directive relative à la protection des consommateurs en matière de contrats à distance) : rejeté (p. 9838)

Son amendement n° 43 (suppression de la transposition de la directive relative au traitement des données à caractère personnel et à la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications) : rejeté (p. 9838)

Après l'article 2

Intervient sur le sous-amendement n° 5 deuxième rectification de M. Jean-Paul Chanteguet (chasse et autres activités cynégétiques n'étant pas considérées comme perturbantes) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9850)

Son sous-amendement n° 33 (chasse et activités de loisirs n'étant pas considérées comme perturbantes) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (transposition des directives Natura 2000) (p. 9849) : rejeté (p. 9851)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 2000] (p. 10185)

Son intervention (p. 10187)

Thèmes :

Parlement : contrôle parlementaire : Union européenne (p. 10187)
Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 10187)
Union européenne : construction européenne (p. 10187)
Union européenne : directives : Natura 2000 (p. 10187, 10188)
Union européenne : directives : postes (p. 10187)
Union européenne : directives : télécommunications (p. 10187)

Ses explications de vote (p. 10194)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10188,10194)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Son intervention (p. 10506)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 10506)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 10506)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 518)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 519)
Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 521)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : modes de scrutin (p. 519)
Elections et référendums : modes de scrutin : collectivités territoriales (p. 518)
Etat : décentralisation : réforme (p. 518)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Article L. 232-7 du code de l'action sociale et des familles : contrôle et sanctions

Son amendement n° 3 corrigé soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (déclaration de l'effectivité de l'aide par le bénéficiaire) : rejeté (p. 2055)

Article L. 232-12 du code de l'action sociale et des familles : autorité compétente pour l'attribution et le service de l'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 4 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (rôle des associations de service de maintien à domicile) : rejeté (p. 2059)

Article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles : recours en récupération

Son amendement n° 2 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (suppression du recouvrement sur succession) (p. 2078) : retiré (p. 2079)

Article L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 5 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (suppression de la référence au nombre de bénéficiaires du RMI) (p. 2085) : adopté (p. 2087)

Son amendement n° 6 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte du critère d'âge) (p. 2085) : adopté (p. 2087)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 2 (article 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)

Son amendement n° 161 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) : rejeté (p. 2377)

Son amendement n° 162 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) : rejeté (p. 2378)

Son amendement n° 163 soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378) : rejeté (p. 2379)

Projet de loi n° 3041 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3707)

Son intervention (p. 3713)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : Outre-mer (p. 3714)
DOM : La Réunion : Congrès du Parlement (p. 3714)
Ordonnances : projet de loi d'habilitation : Outre-mer (p. 3714)
Outre-mer : généralités : réforme (p. 3714)
Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 3714)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte (p. 3714)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 7

Son amendement n° 243 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (conseillers généraux membres de droit des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 4439)

Son amendement n° 139 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (participation des conseillers généraux aux travaux des établissements publics de coopération intercommunale) : rejeté (p. 4439)

Projet de loi n° 2932 relatif à Mayotte

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 2001] (p. 4887)

Son intervention (p. 4892)

Thèmes :

Justice : réforme : Mayotte (p. 4893)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : coopération interrégionale (p. 4893)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : développement économique (p. 4892)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : institutions (p. 4892)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : législation (p. 4892)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : projet de loi (p. 4892)
TOM et collectivités territoriales d'outre-mer : Mayotte : transports aériens (p. 4892)

Jean-Jack QUEYRANNE
Ministre des relations avec le Parlement

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Christian Jacob. Agriculture. Contrats territoriaux d'exploitation. Mise en place [10 octobre 2000] (p. 6589)

M. Pierre Carassus. Etat. Ordonnances. Transposition de directives européennes [7 novembre 2000] (p. 8071)

Mme Janine Jambu. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance, proposition de loi du Sénat, inscription à l'ordre du jour [14 novembre 2000] (p. 8495)

M. François Rochebloine. Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance [5 décembre 2000] (p. 9740)

M. René André. Ministères et secrétariats d'Etat. Justice : budget. Crédits pour 2001, montant [12 décembre 2000] (p. 10118)

M. Patrick Herr. Sécurité publique. Risques naturels majeurs. Marnières, affaissements, indemnisation [16 mai 2001] (p. 2968)

M. Yves Tavernier. Transports aériens. Aéroports. Région parisienne, perspectives [19 juin 2001] (p. 4405)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Roland Blum. Enseignement secondaire. Collèges. Délocalisation, collège Louis-Armand, Marseille [9 janvier 2001] (p. 36)

M. Henri Plagnol. Enseignement supérieur. Universités. Paris XII, délocalisation [9 janvier 2001] (p. 35)

M. Gilbert Meyer. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeurs d'école. Statut [9 janvier 2001] (p. 34)

M. Christian Bataille. Enseignement privé. Ecoles bilingues Diwan. Statut [30 janvier 2001] (p. 879)

M. Jean-Jacques Filleul. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Perspectives [30 janvier 2001] (p. 881)

Mme Danielle Bousquet. Enseignement : personnel. Frais de déplacement. Montant [30 janvier 2001] (p. 882)

M. Rudy Salles. Enseignement. Fonctionnement. Effectifs de personnel, moyens financiers, Nice [30 janvier 2001] (p. 878)

M. Dominique Baert. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Nord [22 mai 2001] (p. 3179)

M. Yves Coussain. Elevage. Bovins. Aides de l'Etat, Massif central [22 mai 2001] (p. 3181)

M. Michel Bouvard. Sécurité publique. Services départementaux d'incendie et de secours. Financement [22 mai 2001] (p. 3184)

M. Nicolas Dupont-Aignan. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Essonne [22 mai 2001] (p. 3183)

M. Thierry Lazaro. Elevage. Maladies du bétail. Indemnisation, modalités [22 mai 2001] (p. 3181)

M. Gilbert Gantier. Patrimoine culturel. Piscine Molitor. Réhabilitation, perspectives, Paris XVI ème [19 juin 2001] (p. 4385)

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement. Effectifs de personnel, enseignants pour sourds, Hautes-Pyrénées [19 juin 2001] (p. 4377)

M. Émile Blessig. Ministères et secrétariats d'Etat. Budget : cadastre. Livre foncier, informatisation, Alsace-Moselle [19 juin 2001] (p. 4386)

M. Bernard Derosier. Enseignement secondaire. Collèges. Réforme [19 juin 2001] (p. 4379)

M. Roland Garrigues. Eau. Politique de l'eau. Agriculture, cultures irriguées, conséquences [19 juin 2001] (p. 4383)

M. François Brottes. Bois et forêts. Politique forestière. Réforme, perspectives [19 juin 2001] (p. 4384)

M. Georges Sarre. Enseignement. Fonctionnement. Fermeture de classes, Paris [26 juin 2001] (p. 4847)

M. Alfred Recours. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Lutte et prévention, fonderie, Evreux [26 juin 2001] (p. 4847)

M. Pierre Lasbordes. Police. Officiers. Brigades anticriminalité, moyens financiers, Evry [26 juin 2001] (p. 4849)

DÉBATS

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9776, 9800)

Son intervention (p. 9776)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Georges Sarre (p. 9792)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 9829)

Thèmes :

Parlement : contrôle parlementaire : Union européenne (p. 9778, 9792)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 9776, 9792)

Union européenne : construction européenne (p. 9792)

Union européenne : directives : autoroutes (p. 9777)

Union européenne : directives : mutuelles (p. 9777)

Union européenne : directives : Natura 2000 (p. 9778, 9829)

Union européenne : directives : politique sociale (p. 9778)

Union européenne : directives : postes (p. 9777)

Union européenne : directives : procédures (p. 9778)

Union européenne : directives : sanctions (p. 9776)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 9777)

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Article 1er (habilitation à transposer par voie d'ordonnances des directives ou parties de directives communautaires)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Roger Meï (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des travailleurs) (p. 9834)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des travailleurs) (p. 9834)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des travailleurs) (p. 9834)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative à l'accès à l'information en matière d'environnement) (p. 9834)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative à l'accès à l'information en matière d'environnement) (p. 9834)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Roger Meï (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des femmes enceintes, accouchées ou allaitantes au travail) (p. 9834)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des femmes enceintes, accouchées ou allaitantes au travail) (p. 9834)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative à la sécurité et à la santé des femmes enceintes, accouchées ou allaitantes au travail) (p. 9834)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Roger Meï (suppression de la transposition de la directive relative à la protection des jeunes au travail) (p. 9835)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative à la protection des jeunes au travail) (p. 9835)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Roger Meï (suppression de la transposition de la directive relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans les régimes professionnels de sécurité sociale) (p. 9835)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative aux dispositifs de diagnostic in vitro) (p. 9836)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative aux dispositifs de diagnostic in vitro) (p. 9836)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative au contrôle des denrées alimentaires) (p. 9836)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative au contrôle des denrées alimentaires) (p. 9836)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Roger Meï (suppression de la transposition de la directive relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication) (p. 9837)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Christian Bataille (suppression de la transposition de la directive relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication) (p. 9837)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative aux clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs) (p. 9837)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative au contrôle de l'alimentation animale) (p. 9837)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative au contrôle de l'alimentation animale) (p. 9837)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Roger Meï (suppression de la transposition de la directive relative à la concurrence dans le secteur des télécommunications) (p. 9837)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Christian Bataille (suppression de la transposition de la directive relative à la concurrence dans le secteur des télécommunications) (p. 9837)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative à la protection des consommateurs en matière de contrats à distance) (p. 9838)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications) (p. 9838)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Roger Meï (suppression de la transposition de la directive relative à la modification de directives intéressant le secteur des télécommunications) (p. 9838)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Didier Quentin (suppression de la transposition de la directive relative au traitement des données à caractère personnel et à la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications) (p. 9838)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de la transposition de la directive relative au service postal) (p. 9838) : adopté (p. 9839)

Intervient sur le sous-amendement n° 44 de M. Christian Bataille (de précision) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative au réseau ouvert à la téléphonie vocale et au service universel des télécommunications) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. François Goulard (suppression de la transposition de la directive relative aux actions en cessation en matière de protection des consommateurs) (p. 9839)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. François Goulard (suppression de la transposition des directives relatives aux denrées et ingrédients alimentaires traités par ionisation) (p. 9839)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (transposition des directives Natura 2000) (p. 9840) : adopté après modification (p. 9851)

Intervient sur le sous-amendement n° 55 de M. Charles de Courson (référence aux droits de chasse et de pêche) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9844)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Jean-Paul Chanteguet (avis motivé des conseils municipaux) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9844, 9848)

Intervient sur le sous-amendement n° 6 rectifié de la commission (avis motivé des conseils municipaux) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9844)

Intervient sur le sous-amendement n° 56 de M. Michel Bouvard (respect des activités agricoles et sylvicoles existantes) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9848)

Intervient sur le sous-amendement n° 53 de M. Jacques Floch (activités susceptibles d'affecter un site Natura 2000) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9848)

Intervient sur le sous-amendement n° 50 rectifié de M. Christian Estrosi (conservation intégrale des activités cynégétiques) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9850)

Intervient sur le sous-amendement n° 33 de M. Didier Quentin (chasse et activités de loisirs n'étant pas considérées comme perturbantes) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9850)

Intervient sur le sous-amendement n° 7 rectifié de la commission (chasse et autres activités cynégétiques n'étant pas considérées comme perturbantes) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9850)

Intervient sur le sous-amendement n° 5 deuxième rectification de M. Jean-Paul Chanteguet (chasse et autres activités cynégétiques n'étant pas considérées comme perturbantes) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9850)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Christian Bataille (suppression de l'homologation par le Gouvernement des tarifs des services de télécommunications non soumis à concurrence) (p. 9851)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [13 décembre 2000] (p. 10185)

Son intervention (p. 10186)

Sa réponse (p. 10191)

Thèmes :

Parlement : contrôle parlementaire : Union européenne (p. 10186, 10187)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 10186, 10191)

Union européenne : construction européenne (p. 10191)

Union européenne : directives : Natura 2000 (p. 10186, 10191)

Union européenne : directives : postes (p. 10186)

Proposition de loi n° 2738 tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10237)

Article 4 (article L. 2123-10 du code général des collectivités territoriales : retour à la vie professionnelle)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (de coordination - loi du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique) (p. 10240) : adopté (p. 10240)

Article 7 (introduction des dispositions concernant les élus locaux salariés dans le code du travail)

Son intervention (p. 10241)

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 2000] (p. 10669)

Son intervention (p. 10669)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 10669)

Entreprises : aides publiques (p. 10669)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 10669)

Parlement : rôle (p. 10669)

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

TROISIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 décembre 2000] (p. 10672)

Son intervention (p. 10672)

Thèmes :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : sécurité sanitaire (p. 10672)

Politiques communautaires : directives : agroalimentaire (p. 10672)

Professions de santé : vétérinaires (p. 10673)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 547)

Sa réponse (p. 563)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 548)

Parlement : prérogatives (p. 548)

Pays étrangers : Turquie (p. 547, 564)

Politique extérieure : coopération économique : Turquie (p. 548)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 548)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 437 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (information : compétence partagée du conseil d'arrondissement et du conseil municipal - dotation au titre des actions d'information locale attribuée aux conseils d'arrondissement) (p. 4718)

Intervient sur l'amendement n° 439 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (consultation du maire d'arrondissement sur l'utilisation ou la modification du sol et de la voirie de l'arrondissement) (p. 4720)

Intervient sur l'amendement n° 614 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (création d'une dotation d'action locale pour les conseils d'arrondissement) (p. 4723)

Intervient sur l'amendement n° 437 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (p. 4723)

Intervient sur l'amendement n° 84 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (recettes de fonctionnement du conseil d'arrondissement) (p. 4723)

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (critères de répartition entre les arrondissements) (p. 4723)

Intervient sur le sous-amendement n° 851 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (rédactionnel) à l'amendement n° 614 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (p. 4725)

Intervient sur l'amendement n° 618 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (de coordination) (p. 4726)

Intervient sur l'amendement n° 842 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 840 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 845 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 825 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 826 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (compétence de droit commun du maire de Paris en matière de police du stationnement et de la circulation) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 846 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (répartition des pouvoirs entre le maire de Paris et la préfecture de police) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 844 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (définition conjointe par le maire et le préfet de police du programme de prévention de la délinquance et de l'insécurité) (p. 4736)

Intervient sur l'amendement n° 170 troisième rectification précédemment réservé de la commission (suppression du régime dérogatoire de la questure de Paris) (p. 4737)

Intervient sur l'amendement n° 619 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (secrétaire général d'arrondissement -collaborateurs de cabinet des maires d'arrondissement - services communaux mis à la disposition du maire d'arrondissement) (p. 4739)

Intervient sur l'amendement n° 86 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (secrétaire général de la mairie d'arrondissement) (p. 4739)

Intervient sur l'amendement n° 90 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (cabinet du maire d'arrondissement) (p. 4739)

Intervient sur l'amendement n° 87 rectifié de M. Georges Sarre (création de conseils consultatifs) (p. 4741)

Intervient sur l'amendement n° 88 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (coopération intercommunale entre Paris et les communes environnantes) (p. 4741)

Intervient sur l'amendement n° 147 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (augmentation du nombre de conseillers municipaux dans les villes de plus de 10 000 habitants) (p. 4742)

Intervient sur l'amendement n° 573 deuxième rectification précédemment réservé de M. Léonce Deprez (mode de scrutin et augmentation du nombre de conseillers municipaux pour les communes de 2 000 à 2 500 habitants) (p. 4742)

Intervient sur l'amendement n° 741 rectifié précédemment réservé de la commission (délégation à l'exécutif des collectivités territoriales de la compétence pour contracter des emprunts et conclure des contrats de couverture) (p. 4743)

Intervient sur l'amendement n° 740 rectifié précédemment réservé de la commission (composition de la commission permanente du conseil général) (p. 4743)

Intervient sur l'amendement n° 785 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (consultation des électeurs du département) (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 786 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 787 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 788 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 789 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744)

Intervient sur l'amendement n° 790 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (de conséquence) (p. 4745)

Intervient sur l'amendement n° 246 rectifié précédemment réservé de M. Gilles Carrez (modalités de calcul du coefficient d'intégration fiscale des communautés d'agglomération) (p. 4746)

Intervient sur l'amendement n° 706 précédemment réservé de M. Patrick Rimbert (rattachement de plein droit des offices publics aux communautés urbaines et communautés d'agglomération) (p. 4746)

Intervient sur l'amendement n° 630 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Marc Ayrault (fonds de concours versés par la communauté urbaine pour la réalisation d'équipements ne relevant pas de sa compétence) (p. 4747)

Intervient sur l'amendement n° 739 précédemment réservé de la commission (conventions pour création ou gestion d'équipements ou services entre la communauté urbaine et les collectivités concernées) (p. 4748)

Intervient sur l'amendement n° 629 précédemment réservé de M. François Cuillandre (conventions pour création ou gestion d' équipements ou services entre la communauté urbaine et les collectivités concernées) (p. 4748)

Intervient sur l'amendement n° 738 précédemment réservé de la commission (composition du conseil d'administration et élection du président du syndicat mixte d'un parc naturel régional) (p. 4749)

Intervient sur l'amendement n° 594 précédemment réservé de M. Bernard Derosier (composition du conseil d'administration et élection du président du syndicat mixte d'un parc naturel régional) (p. 4749)

Intervient sur l'amendement n° 628 précédemment réservé de M. Jean-Paul Chanteguet (composition du conseil d'administration et élection du président du syndicat mixte d'un parc naturel régional) (p. 4749)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (conseil d'administration des parcs naturels régionaux) (p. 4749)

Intervient sur l'amendement n° 772 précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (présidents des syndicats gérant les parcs naturels régionaux) (p. 4749)

Intervient sur l'amendement n° 736 précédemment réservé de la commission (calcul de l'attribution de compensation aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 4750)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié précédemment réservé de M. Jacques Pélissard (mode de calcul de l'attribution de compensation) (p. 4750)

Intervient sur l'amendement n° 137 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des finances (dotation globale de fonctionnement des établissements publics autres que les communautés d'agglomération) (p. 4750)

Intervient sur l'amendement n° 138 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (consultation de la commission consultative de l'évaluation des charges sur les transferts entre les régimes de sécurité sociale et les collectivités territoriales) (p. 4751)

Intervient sur l'amendement n° 579 précédemment réservé de M. Jean-Yves Caullet (aménagement du temps de travail des agents des collectivités territoriales et des établissements publics) (p. 4752)

Intervient sur l'amendement n° 599 précédemment réservé de M. Pierre Lasbordes (allongement du délai pour la transformation des districts en communauté d'agglomération ou de communes) (p. 4754)

Allocution n° 3198 prononcée par M. Raymond Forni, Président de l'Assemblée nationale

Réponse au discours du Président [27 juin 2001]

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 5006)

Assemblée nationale : fin de session (p. 5006)

Assemblée nationale : rôle et missions (p. 5006)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5110)

Article 6 supprimé par le Sénat (article 914-1 nouveau et 916 du code civil : réserve au profit du conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 5122)

Article 7 (article 1751 du code civil et article 14 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 : transmission du droit au bail au conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5123)

Article 8 (article 301 du code civil : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de coordination) (p. 5123)

Intervient sur l'amendement n° 25 rectifié de la commission (de coordination) (p. 5123)

Article 9 (articles 334-7, 908, 908-1, 915 à 915-2, 1097 et 1097-1 du code civil : suppression des discriminations successorales applicables aux enfants adultérins)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5124)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5124)

Avant l'article 9 bis B

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre III) (p. 5124)

Article 9 bis B à 9 bis Z4 (refonte générale du droit des successions)

Intervient sur les amendements n°s 28 à 56 de la commission (de suppression) (p. 5125)

Paul QUILÈS

Tarn (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les projets américains de défense antimissile [28 mars 2001] (n° 2961)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le colloque international "pour défendre la paix, réformer l'ONU" tenu à Paris les 31 janvier et 1er février 2001 [5 juin 2001] (n° 3106)

Proposition de loi n° 3249 visant à assouplir le régime de la présomption d'imputabilité des maladies contractées par les anciens combattants au service qu'ils ont accompli au sein des armées pour le compte de la nation [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, utilisation d'armes à base d'uranium appauvri, conséquences [10 janvier 2001] (p. 123)

Politique extérieure. Etats-Unis. Politique de la défense, perspectives [5 juin 2001] (p. 3832)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Son intervention en qualité de président de la commission de la défense (p. 7981)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : avions : programmes (p. 7983)
Défense : crédits (p. 7982)
Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7981, 7982)
Défense : force d'action rapide (FAR) (p. 7982)
Défense : loi de programmation militaire (p. 7982)
Défense : professionnalisation : coût (p. 7983)
Espace (p. 7983)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7982, 7983)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 7982)
Recherche (p. 7983)

Questions orales avec débat sur l'avenir des institutions

[19 décembre 2000] (p. 10413)

Son intervention (p. 10435)

Thèmes :

Parlement : prérogatives (p. 10435)
Politique générale : institutions : Constitution (p. 10435)
Président de la République : cohabitation (p. 10435)

R

Jean-Bernard RAIMOND
Bouches-du-Rhône (14ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Vice-président de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome VI : Défense [11 octobre 2000] (n° 2626)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le nouvel élan du processus d'élargissement après Nice [31 mai 2001] (n° 3103)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8079)

Thèmes avant la procédure des questions :

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 8079)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8079, 8080)

Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8079)

Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 8079)

Pays étrangers : Irak (p. 8079)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 7968)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armes nucléaires stratégiques : prolifération (p. 7968)

Défense : avions (p. 7968)

Défense : crédits (p. 7968)

Défense : hélicoptères (p. 7968)

Défense : missiles (p. 7968)

Défense : opérations extérieures (p. 7968)

Défense : sous-marins nucléaires (p. 7968)

Espace (p. 7968)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7968)

Organisations internationales : Union de l'Europe occidentale (UEO) (p. 7968)

Pays étrangers : Etats-Unis : politique de défense (p. 7969)

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 7968)

Relations internationales (p. 7968)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 561)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 561, 562)

Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 562)

Pays étrangers : Turquie (p. 563)

Jacques REBILLARD
Saône-et-Loire (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Vice-président de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 10 janvier 2001] (p. 467)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5003)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5003)

Rapporteur de la proposition de loi portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles (n° 2983) [17 avril 2001]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2953 relative à l'assurance des non salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles [27 mars 2001]

Proposition de loi n° 2983 portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles [17 avril 2001]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi (n° 2983) portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles [24 avril 2001] (n° 3006)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle [5 décembre 2000] (p. 9736)

Agriculture. Agriculteurs. Protection sociale, perspectives [27 mars 2001] (p. 1421)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Ses interventions (p. 8134, 8176)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8134)

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 8134)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 8134)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 8135)

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8135)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 8135)

Procédure des questions :

Agroalimentaire : entreprises : aides (p. 8176)

INTÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :

- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000

Son intervention (p. 8632)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : Internet (p. 8633)

Aménagement du territoire : zones rurales : dotations de l'Etat (p. 8633)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8633)

Départements : préfectures : sous-préfectures (p. 8633)

Police : police de proximité (p. 8632)

- Questions écrites budgétaires

1 - Télécommunications : Internet : collectivités territoriales (p. 8639)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Question n° 1235, suppléant M. Bernard Charles (p. 9358)

Thèmes :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 9359)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9359)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales : élimination des déchets (p. 9359)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 9359)

Proposition de résolution n° 2687 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines carnées de viande et d'os

Avant la discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10205)

Son intervention (p. 10213)

Thèmes :

Agroalimentaire : entreprises : productivité (p. 10213)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 10213)

Proposition de loi n° 2983 portant amélioration de la couverture des non-salariés agricoles contre les accidents du travail, de la vie privée et les maladies professionnelles

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 mai 2001] (p. 2625)

Article 1er (art. L. 752-1 à L. 752-21 du code rural : nouveau régime d'assurance contre les accidents du travail et de la vie privée et les maladies professionnelles des exploitants agricoles (AAEXA))

Son intervention (p. 2629)

Intervient sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (renvoi à la branche assurance maladie des accidents relevant de la vie privée) (p. 2630)

Intervient sur le sous-amendement n° 61 de M. Philippe Martin (51) (maintien des accidents relevant de la vie privée) à l'amendement n° 34 du Gouvernement (p. 2632)

Intervient sur le sous-amendement n° 62 de M. Philippe Martin (51) (maintien des accidents relevant de la vie privée) à l'amendement n° 34 du Gouvernement (p. 2632)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Courson (cas des retraités travaillant occasionnellement) (p. 2633)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. François Goulard (cas des retraités travaillant occasionnellement) (p. 2633)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Charles de Courson (prise en compte des accidents de trajet) (p. 2635)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. François Goulard (prise en compte des accidents de trajet) (p. 2635)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Charles de Courson (description des maladies professionnelles) (p. 2637)

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. François Goulard (description des maladies professionnelles) (p. 2637)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. François Goulard (octroi d'une rente ou d'un capital) (p. 2637)

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (alignement des modalités de prise en charge des frais consécutifs à un accident sur le régime des salariés) (p. 2638)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Courson (modalités d'octroi des indemnités journalières) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Charles de Courson (modalités d'octroi des indemnités journalières) (p. 2639)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Charles de Courson (concepts d'inaptitude) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. François Goulard (concepts d'inaptitude) (p. 2640)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Charles de Courson (rentes d'inaptitude) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. François Goulard (rentes d'inaptitude) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. François Goulard (de conséquence) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Courson (revalorisation des rentes) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 2641)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 2642)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (garantie décès) (p. 2642)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Charles de Courson (de conséquence) (p. 2642)

Intervient sur l'amendement n° 37 du Gouvernement (rapports entre la mutualité sociale agricole et les autres organismes assureurs) (p. 2643)

Intervient sur l'amendement n° 38 du Gouvernement (nouveau rôle des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 2644)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Charles de Courson (montant des primes ou cotisations) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. François Goulard (conditions d'affiliation d'office) (p. 2645)

Intervient sur l'amendement n° 39 du Gouvernement (missions du groupement des organismes assureurs) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. Charles de Courson (assurés inscrits sur les fichiers d'assurance) (p. 2646)

Intervient sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 42 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 43 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 44 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 47 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2649)

Article 3 (art. L. 725-1 du code rural : insaisissabilité des rentes AAEXA)

Intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2651)

Intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (extension à l'outre-mer) (p. 2651)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2652)

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (risques relevant de la vie privée et risques du travail) (p. 2652)

Intervient sur l'amendement n° 48 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2652)

Intervient sur l'amendement n° 49 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2652)

Article 5

Intervient sur l'amendement n° 50 du Gouvernement (levée du gage et extension des règles de prescription de droit commun) (p. 2653)

Article 9 (dispositions transitoires et codification)

Intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (de codification) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (de codification) (p. 2654)

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (période transitoire) (p. 2654)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 33 du Gouvernement (de conséquence) (p. 2655)

Alfred RECOURS
Eure (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15965)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propostion de loi relative à la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18384)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 21 novembre 2000] (p. 18500)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à la création de l'Agence française de sécurité sanitaire [J.O. du 13 janvier 2001] (p. 680)

Rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2002 (n° 3307) [31 janvier 2001]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5009)

Rapporteur du projet de loi relatif aux musées de France (n° 2939) [5 avril 2001]

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (n° 3025) [2 mai 2001]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8859)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [J.O. du 6 juin 2001] (p. 8979)

DÉPÔTS

Rapport sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2606) de :

M. Alfred Recours, tome I : recettes et équilibre général ; par M. Claude Evin, tome II : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat, tome III : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau, tome IV : famille ;

et de M. Alfred Recours, M. Claude Evin, M. Denis Jacquat et Mme Marie-Françoise Clergeau, tome V : examen du rapport annexé à l'article premier, tableau comparatif et amendements non adoptés par la commission [17 octobre 2000] (n° 2633)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 [20 novembre 2000] (n° 2735)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, en nouvelle lecture, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2732) par :

M. Alfred Recours : recettes et équilibre général ;

M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau : famille [21 novembre 2000] (n° 2739)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, en lecture définitive, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2779) par :

M. Alfred Recours : recettes et équilibre général ;

M. Claude Evin : assurance maladie et accidents du travail ;

M. Denis Jacquat : assurance vieillesse ;

Mme Marie-Françoise Clergeau : famille [5 décembre 2000] (n° 2780)

Rapport déposé au nom de la commisssion des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 3025) portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [2 mai 2001] (n° 3032)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2939) relatif aux musées de France [3 mai 2001] (n° 3036)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion duprojet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [5 juin 2001] (n° 3108)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi portant diverses disposiions d'ordre social, éducatif et culturel [27 juin 2001] (n° 3200)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Evolution, perspectives [26 juin 2001] (p. 4859)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1474, posée le 25 juin 2001. Déchets, pollutions et nuisances. Air (J.O. Questions p. 3582). Appelée le 26 juin 2001. Lutte et prévention, fonderie, Evreux (p. 4847)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6384) ; [4 octobre 2000] (p. 6431, 6470)

Article 7 précédemment réservé (article L. 443-1-2 nouveau du code du travail : création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission des affaires culturelles (fixation des conditions de déblocage anticipé des sommes épargnées dans le PPESV) (p. 6464)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 6763)

Thèmes :

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7364)

Sécurité sociale : Caisse primaire d'assurance maladie (p. 7364)
Sécurité sociale : cotisations (p. 7365)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7363 à 7365)
Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) : exonérations (p. 7364, 7365)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Avant l'article 2

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (assiette de la CSG et du RDS pour diverses catégories de salariés) (p. 7493) : adopté (p. 7493)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. François Lamy (frais professionnels des VRP) (p. 7493)

Article 2 (réduction de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité)

Son intervention (p. 7497, 7512)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7499)

Intervient sur l'amendement n° 271 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 7499)

Intervient sur l'amendement n° 314 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (de suppression) (p. 7499)

Intervient sur l'amendement n° 360 de M. Pierre Méhaignerie (taux des cotisations sociales salariales) (p. 7501)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Patrick Delnatte (remboursement de la CSG et du CRDS liés aux charges familiales du foyer fiscal) (p. 7501)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (de cohérence) (p. 7502) : adopté (p. 7502)

Soutient l'amendement n° 293 de la commission (de coordination) (p. 7502) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7502)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Charles de Courson (référentiel de définition des bas salaires) (p. 7502)

Soutient l'amendement n° 299 de la commission (exonération progressive de CSG et de CRDS jusqu'à 1,8 fois le SMIC) (p. 7503) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7503)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 7503) : adopté (p. 7503)

Soutient l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 7503) : adopté (p. 7503)

Soutient l'amendement n° 300 de la commission (salariés non rémunérés en fonction d'un horaire de travail) (p. 7503) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7504)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (majoration forfaitaire de la réduction dégressive) (p. 7504) : adopté (p. 7505)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 7505) : adopté (p. 7505)

Soutient l'amendement n° 301 de la commission (rédactionnel) (p. 7505) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7505)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 7506) : adopté (p. 7506)

Soutient l'amendement n° 302 de la commission (de conséquence) (p. 7506) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7506)

Soutient l'amendement n° 303 de la commission (de conséquence) (p. 7506) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7506)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 7506) : adopté (p. 7506)

Soutient l'amendement n° 304 de la commission (de coordination) (p. 7506) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7506)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 7507) : adopté (p. 7510)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (prise en compte de l'année à venir uniquement) (p. 7510) : adopté (p. 7510)

Article 3 (article 14 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 : conditions d'exonération de la CRDS sur les revenus de remplacement)

Son intervention (p. 7514)

Soutient l'amendement n° 305 de la commission (bénéfice de la suppression de CRDS pour les chômeurs non imposables) (p. 7516) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7517)

Après l'article 3

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (de coordination) (p. 7517) : adopté (p. 7517)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (suppression des frais d'assiette et de recouvrement prélevés par l'Etat sur un certain nombre de cotisations) (p. 7517) : adopté (p. 7519)

Intervient sur l'amendement n° 160 de Mme Jacqueline Fraysse (réforme de l'assiette de la cotisation employeur pour la branche famille) (p. 7521)

Intervient sur l'amendement n° 159 de Mme Jacqueline Fraysse (réforme de l'assiette de la cotisation employeur en matière d'assurance maladie-maternité, invalidité et décès) (p. 7521)

Intervient sur l'amendement n° 157 de Mme Jacqueline Fraysse (réforme de l'assiette de la cotisation employeur en matière d'assurance vieillesse) (p. 7521)

Article 4 (articles L. 131-7-2 nouveau, L. 135-3, L. 241-1 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale : compensation de la réduction de la CSG)

Intervient sur l'amendement n° 274 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 7524)

Intervient sur l'amendement n° 346 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (de suppression) (p. 7524)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 7525) : adopté (p. 7525)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) (p. 7525) : adopté (p. 7525)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (de complément) (p. 7525) : adopté (p. 7525)

Soutient l'amendement n° 309 de la commission (de coordination) (p. 7525) : adopté (p. 7525)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 179 rectifié de M. Serge Poignant (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7526)

Intervient sur l'amendement n° 251 de M. Jean-François Mattei (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7526)

Intervient sur l'amendement n° 284 de M. François Goulard (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7526)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Germain Gengenwin (assiette des cotisations fondée sur le seul revenu disponible) (p. 7526)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (contrôles de l'URSSAF d'un département à un autre) (p. 7526) : adopté (p. 7526)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Charles de Courson (contentieux faisant l'objet d'annulations) à l'amendement n° 51 de la commission (p. 7526)

Soutient l'amendement n° 306 de la commission (extension de l'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'aides à domicile dans trois cas) : retiré ; repris par M. Préel : rejeté (p. 7527)

Article 5 (articles L. 731-15, L. 731-19 et L. 731-21 du code rural : simplification du calcul de l'assiette des cotisations sociales des exploitants agricoles)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7537)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Philippe Martin (51) (de suppression) (p. 7537)

Intervient sur l'amendement n° 337 de M. Thierry Mariani (revenus annuels pris en compte) (p. 7537)

Intervient sur l'amendement n° 333 de M. Charles de Courson (revenus annuels pris en compte) (p. 7537)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission des finances (délai de changement d'option) (p. 7537)

Soutient le sous-amendement n° 53 de la commission (délai de changement d'option) à l'amendement n° 2 de la commission des finances (p. 7538) : adopté (p. 7538)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission des finances (période de transition) (p. 7538)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission des finances (période de transition : choix de l'option) (p. 7538)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission des finances (de simplification) (p. 7538)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission des finances (de simplification) (p. 7538)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission des finances (de conséquence) (p. 7538)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission des finances (assiette annuelle portant sur l'année "n-1") (p. 7539)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jérôme Cahuzac (prolongation des exonérations pour les jeunes agriculteurs) (p. 7539)

Intervient sur l'amendement n° 382 de Mme Béatrice Marre (jeunes agriculteurs signataires d'un contrat territorial d'exploitation) (p. 7540)

Article 6 (articles L. 136-4 et L. 136-5 du code de la sécurité sociale : simplification du calcul de l'assiette de la CSG sur les revenus professionnels des exploitants agricoles)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) (p. 7542) : adopté (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 334 de M. Charles de Courson (choix de l'année "n-1") (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission des finances (choix de l'assiette triennale et de l'assiette annuelle) (p. 7542)

Intervient sur l'amendement n° 335 de M. Charles de Courson (choix de l'assiette triennale et de l'assiette annuelle) (p. 7542)

Article 7 (articles L. 651-6 et L. 651-7 du code de la sécurité sociale : recouvrement de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour sa répartition)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rédactionnel) (p. 7543) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 7543)

Après l'article 8

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (allègement des charges sociales dans les professions où le service des congés payés est assuré par une caisse de congés payés) (p. 7544) : retiré (p. 7545)

Article 9 (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998, article 19 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 : horaires d'équivalence, durées maximales de travail spécifiques et allégements de cotisations patronales de sécurité sociale

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (mise en place d'équivalences par voie purement conventionnelle) (p. 7546) : adopté (p. 7546)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (équivalences antérieures à la seconde loi de réduction du temps de travail) (p. 7546) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 7549)

Intervient sur le sous-amendement n° 376 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 7546)

Intervient sur le sous-amendement n° 377 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 7546)

Intervient sur le sous-amendement n° 378 du Gouvernement (engagement à créer ou préserver des emplois) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 7546)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 7549) : adopté (p. 7549)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (de cohérence) (p. 7549) : adopté (p. 7549)

Article 10 (article L. 131-9 du code de la sécurité sociale : dépenses du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale : FOREC)

Intervient sur l'amendement n° 275 de M. Yves Bur (de suppression) (p. 7552)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 359 de Mme Jacqueline Fraysse (taux de la CSB) (p. 7553)

Article 11 (articles L. 131-10 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Son intervention (p. 7559)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. François Vannson (de suppression) (p. 7561)

Intervient sur l'amendement n° 253 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 7561)

Intervient sur l'amendement n° 156 de Mme Muguette Jacquaint (contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 7563)

Intervient sur l'amendement n° 276 de M. Michel Voisin (suppression de la contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 7563)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rédactionnel) (p. 7565) : adopté (p. 7565)

Soutient l'amendement n° 307 de la commission (de coordination) (p. 7565) : retiré (p. 7565)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (rédactionnel) (p. 7565) : adopté (p. 7565)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (rédactionnel) (p. 7565) : adopté (p. 7565)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de coordination) (p. 7565) : adopté (p. 7565)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 7566) : adopté (p. 7566)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) (p. 7566) : adopté (p. 7566)

Soutient l'amendement n° 69 de la commission (rédactionnel) (p. 7566) : adopté (p. 7566)

Article 12 (articles L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale, article 154 quinquies du code général des impôts : modification des règles d'affectation de la CSG)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (de coordination) (p. 7567) : adopté (p. 7567)

Soutient l'amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) (p. 7567) : adopté (p. 7567)

Avant l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Maxime Gremetz (abrogation de la loi n°97-277 du 25 mars 1997 instituant les plans d'épargne retraite) (p. 7592)

Avant l'article 43

Soutient l'amendement n° 113 de la commission (titre de la section 5) (p. 7687) : adopté (p. 7687)

Article 43 (fixation des objectifs de dépenses par branche)

Son intervention (p. 7688)

Soutient l'amendement n° 268 de M. Jean-Luc Préel (de suppression) (p. 7689) : rejeté (p. 7689)

Intervient sur l'amendement n° 388 rectifié du Gouvernement (prévision de dépenses de la branche vieillesse) (p. 7689)

Soutient l'amendement n° 114 de la commission (de complément) (p. 7689) : retiré (p. 7689)

Article 13 précédemment réservé (prévisions de recettes par catégorie)

Intervient sur l'amendement n° 389 rectifié du Gouvernement (utilisation des recettes supplémentaires) (p. 7690)

Avant l'article 44

Soutient l'amendement n° 115 de la commission (de forme) : adopté (p. 7691)

Article 44 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie)

Son intervention (p. 7693)

Avant l'article 45

Soutient l'amendement n° 116 de la commission (titre de la section 7) (p. 7694) : adopté (p. 7694)

Article 45 (articles L. 115-1-1 nouveau, L. 251-1, L. 251-6 et L. 251-8 du code de la sécurité sociale : nouveau plan comptable des organismes de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 117 de la commission (rédactionnel) (p. 7695) : adopté (p. 7695)

Soutient l'amendement n° 118 de la commission (production des comptes consolidés) (p. 7695) : adopté (p. 7695)

Soutient l'amendement n° 119 de la commission (de coordination) (p. 7695) : adopté (p. 7695)

Soutient l'amendement n° 120 de la commission (entrée en vigueur) (p. 7695) : adopté (p. 7695)

Article 46 (article L. 243-14 du code de la sécurité sociale : seuil de paiement des cotisations sociales par virement)

Soutient l'amendement n° 121 de la commission (expression en euro à compter du 1er janvier 2002) (p. 7695) : adopté (p. 7695)

Après l'article 46

Soutient l'amendement n° 122 deuxième rectification de la commission (versement en deux parties par les établissements financiers) (p. 7696) : adopté (p. 7696)

Soutient l'amendement n° 123 de la commission (emprunts à court terme auprès de divers organismes financiers) (p. 7696) : retiré (p. 7697)

Article 47 (plafonnement des ressources non permanentes)

Soutient l'amendement n° 124 de la commission (plafond des emprunts autorisé pour la sécurité sociale) (p. 7697) : retiré (p. 7697)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Luc Préel (présentation des comptes en "droits constatés") (p. 7705)

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Jean-Luc Préel (référence à la gestion paritaire) (p. 7705)

Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Jean-Luc Préel (mesures en faveur de la régionalisation du système de santé) (p. 7706)

Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Luc Préel (mesures en faveur de la régionalisation du système de santé) (p. 7706)

Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-Luc Préel (compétence des observatoires régionaux de santé et des conférences régionales de santé) (p. 7706)

Intervient sur l'amendement n° 223 de M. Bernard Accoyer (déontologie de la psychothérapie) (p. 7707)

Intervient sur l'amendement n° 353 de M. Bernard Accoyer (diplômes antérieurs et postérieurs à 1982) (p. 7707)

Intervient sur l'amendement n° 390 du Gouvernement (mesures de lutte contre le tabagisme ; gratuité et remboursements) (p. 7708)

Soutient l'amendement n° 126 de la commission (mesures de lutte contre le tabagisme ; gratuité et remboursements) (p. 7708) : retiré (p. 7709)

Intervient sur l'amendement n° 224 de M. Bernard Accoyer (mesures de lutte contre la drogue et la toxicomanie) (p. 7709)

Intervient sur l'amendement n° 225 de M. Bernard Accoyer (mesures de lutte contre la conduite automobile sous l'empire de la drogue) (p. 7710)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Jean-Luc Préel (prévention des pathologies liées à la grossesse) (p. 7710)

Intervient sur l'amendement n° 313 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (rapport au Parlement relatif à la lutte contre le cancer) (p. 7710)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Jean-Luc Préel (évolution des études médicales) (p. 7711)

Intervient sur l'amendement n° 213 de M. Jean-Luc Préel (formation des médecins sur les démences séniles et en particulier la maladie d'Alzheimer) (p. 7711)

Intervient sur l'amendement n° 249 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (réforme des professions paramédicales) (p. 7711)

Intervient sur l'amendement n° 345 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (situation des masseurs-kinésithérapeutes) (p. 7712)

Intervient sur l'amendement n° 215 de M. Jean-Luc Préel (union nationale des caisses d'assurance-maladie) (p. 7712)

Intervient sur l'amendement n° 363 de M. Jean-Paul Bacquet (composition des comités médicaux régionaux) (p. 7712)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Jean-Luc Préel (observatoire des restructurations) (p. 7712)

Soutient l'amendement n° 145 de M. Marcel Rogemont (extension du soutien à la fonction parentale) (p. 7713) : adopté (p. 7713)

Intervient sur l'amendement n° 220 de M. Jean-Luc Préel (rapport au Parlement sur la caisse de retraite des fonctionnaires) (p. 7713)

Intervient sur l'amendement n° 221 de M. Jean-Luc Préel (accueil des malades en perte d'autonomie, démence sénile et en particulier atteints par la maladie d'Alzheimer) (p. 7713)

Soutient l'amendement n° 127 de la commission (harmonisation des régimes) (p. 7713) : adopté (p. 7714)

Explications de vote et vote [31 octobre 2000] (p. 7822)

Ses explications de vote (p. 7826)

Vote pour du groupe socialiste (p. 7827)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9212)

Son intervention (p. 9213)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 9213)

Thèmes :

Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9214, 9232)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 9213, 9214)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 9213)

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 1er (approbation du rapport annexé)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction du rapport annexé à l'article 1er) (p. 9259) : adopté (p. 9267)

Intervient sur le sous-amendement n° 74 de M. Jean-Luc Préel (gestion de l'ONDAM) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9260)

Intervient sur le sous-amendement n° 96 de M. Jean-Luc Préel (dispositions complémentaires en matière de régionalisation du système de santé) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9262)

Intervient sur le sous-amendement n° 88 de M. Jean-Luc Préel (mise en œuvre d'une caisse de retraite des fonctionnaires) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9263)

Intervient sur le sous-amendement n° 71 de M. Jean-Luc Préel (premier entretien médical pour les femmes enceintes) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9264)

Intervient sur le sous-amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Foucher (premiers contacts des étudiants en médecine avec les malades) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 9264)

Article 2 supprimé par le Sénat (réduction de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement de l'article et du dispositif de réduction de CSG et de CRDS adopté en première lecture) (p. 9268) : adopté (p. 9271)

Intervient sur le sous-amendement n° 90 de M. Jean-Luc Préel (assiette salariale prise en compte) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 9270)

Intervient sur le sous-amendement n° 91 de M. Jean-Luc Préel (coordination entre régime non salarié non agricole et régime non salarié agricole) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 9271)

Intervient sur le sous-amendement n° 124 de M. Jean-Luc Préel (conditions de prise en compte des revenus des pluriactifs) à l'amendement n° 3 de la commission (p. 9271)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 104 de Mme Jacqueline Fraysse (assurances maladie, maternité, invalidité et décès : assiette des cotisations patronales) (p. 9272)

Intervient sur l'amendement n° 105 de Mme Jacqueline Fraysse (assurance vieillesse : assiette des cotisations patronales) (p. 9272)

Intervient sur l'amendement n° 106 de Mme Jacqueline Fraysse (sécurité sociale : assiette des cotisations patronales) (p. 9272)

Article 3 bis A (compensation des exonérations de CRDS)

Intervient sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (de suppression) (p. 9273)

Après l'article 3 ter

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. François Goulard (assiette des cotisations sociales des chefs d'entreprise individuelle) (p. 9283)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. François Goulard (exonération dans l'assiette des cotisations sociales des revenus locatifs de fonds de commerce) (p. 9284)

Article 4 supprimé par le Sénat (articles L. 114-1, L. 135-3, L. 136-9 nouveau, L. 241-1 et L. 241-6 du code de la sécurité sociale : compensation de la réduction de CSG)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9285) : adopté (p. 9285)

Article 5 (articles L. 731-15, L. 731-19 à L. 731-24 du code rural : simplification du calcul de l'assiette des cotisations sociales des exploitants agricoles)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (choix de l'année de base) (p. 9285) : adopté (p. 9286)

Soutient le sous-amendement n° 94 de M. Philippe Martin (51) (assouplissement des conditions de report des revenus d'une année sur l'autre) à l'amendement n° 6 de la commission (p. 9286) : rejeté (p. 9286)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de coordination) (p. 9286) : adopté (p. 9286)

Article 6 (articles L. 136-4 et L. 136-5 du code de la sécurité sociale : simplification du calcul de l'assiette de la CSG sur les revenus professionnels des exploitants agricoles)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 9287) : adopté (p. 9287)

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Jérôme Cahuzac (harmonisation de l'assiette de la CSG et de celle des cotisations sociales) (p. 9287)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 9288) : adopté (p. 9288)

Article 6 bis (articles L. 311-3 et L. 642-5 nouveau du code de la sécurité sociale : affiliation des notaires salariés à la Caisse de retraite des notaires)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de suppression) (p. 9288) : adopté (p. 9289)

Article 6 ter (articles L. 135-6 et 651-2-1 du code de la sécurité sociale : règles d'affectation de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (de suppression) (p. 9289) : adopté (p. 9289)

Article 7 (articles L. 651-6 et L. 651-7 du code de la sécurité sociale : recouvrement de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour sa répartition)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9289) : adopté (p. 9289)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 110 de Mme Jacqueline Fraysse (taux de la contribution sociale sur les bénéfices) (p. 9289)

Article 9 supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail, article 19 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail et article L. 241-13-1 du code de la sécurité sociale : horaires d'équivalence, durées maximales de travail spécifiques et allégements de cotisations patronales de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9290) : adopté (p. 9290)

Article 10 supprimé par le Sénat (article L. 131-9 du code de la sécurité sociale : dépenses du FOREC)

Son intervention (p. 9290)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9292) : adopté après modification (p. 9293)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 du Gouvernement (de coordination) à l'amendement n° 14 de la commission (p. 9292, 9293)

Article 11 supprimé par le Sénat (articles L. 131-10, L. 135-3 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Intervient sur l'amendement n° 109 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (participation au financement du FOREC assise sur les revenus financiers des entreprises) (p. 9295)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article et des sources de financement du FOREC initialement prévues en première lecture) (p. 9295) : adopté après modification (p. 9296)

Intervient sur le sous-amendement n° 115 du Gouvernement (majoration du taux des contributions provenant du tabac) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 9295)

Intervient sur le sous-amendement n° 116 du Gouvernement (abaissement du taux des contributions provenant des entreprises de moins de vingt salariés) à l'amendement n° 15 de la commission (p. 9296)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (suppression de la contribution provenant du vin) (p. 9296)

Intervient sur le sous-amendement n° 127 de M. Bernard Perrut (suppression de la contribution provenant du vin) à l'amendement n° 63 de M. Germain Gengenwin (p. 9296)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Philippe Martin (51) (suppression de la contribution provenant du vin) (p. 9296)

Après l'article 11

Soutient l'amendement n° 102 de la commission (prévision de la hausse des prix du tabac) (p. 9297) : retiré (p. 9297)

Article 12 supprimé par le Sénat (articles L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale, article 154 quinquies du code général des impôts : modification des règles d'affectation de la CSG)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9297) : adopté (p. 9297)

Article 13 (prévisions de recettes par catégorie)

Intervient sur l'amendement n° 142 du Gouvernement (diminution des cotisations des employeurs) (p. 9298)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (diminution des cotisations des employeurs) (p. 9298) : retiré (p. 9298)

Intervient sur l'amendement n° 118 du Gouvernement (prise en compte de la diminution de la subvention de l'Etat au BAPSA corrélative de l'augmentation de la part de la CSSS affectée à ce budget) (p. 9298)

Intervient sur l'amendement n° 119 corrigé du Gouvernement (prise en compte de l'augmentation de la part de la CSSS affectée au BAPSA) (p. 9298)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (prise en compte de l'augmentation de la part de la CSSS affectée au BAPSA) (p. 9298) : retiré (p. 9298)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (retour aux dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9299) : adopté (p. 9299)

Intervient sur l'amendement n° 143 du Gouvernement (prise en compte de l'augmentation de la part de la CSSS affectée au BAPSA et de la diminution de la subvention de l'Etat au budget annexe ainsi que de la prise en charge par le FOREC de la fraction d'exonération de cotisations d'allocations familiales, ce qui diminue le montant des cotisations des employeurs) (p. 9299)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (prise en compte de l'augmentation de la part de la CSSS affectée au BAPSA et de la diminution de la subvention de l'Etat au budget annexe ainsi que de la prise en charge par le FOREC de la fraction d'exonération de cotisations d'allocations familiales, ce qui diminue le montant des cotisations des employeurs) (p. 9299) : retiré (p. 9299)

Article 19 (article L. 351-11 du code de la sécurité sociale : revalorisation des retraites du régime général et des avantages alignés sur l'évolution prévisionnelle des prix)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de la revalorisation des retraites du régime général adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9304)

Article 31 bis B précédemment réservé (article L. 162-15-3 du code de la sécurité sociale : mécanisme de maîtrise médicalisée des dépenses)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 9319) : adopté (p. 9320)

Article 31 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (article L. 162-15-3 du code de la sécurité sociale : troisième rapport d'équilibre sur l'objectif de dépenses déléguées)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9320) : adopté (p. 9320)

Article 32 précédemment réservé supprimé par le Sénat (Agence technique de l'information sur l'hospitalisation)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9321) : adopté (p. 9321)

Intervient sur le sous-amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Foucher (rapport annuel au Parlement sur la médicalisation des systèmes d'information) à l'amendement n° 38 de la commission (p. 9321)

Article 33 précédemment réservé (article 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 : création d'un fonds pour la modernisation sociale des établissements de santé)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9326) : adopté (p. 9327)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 83 précédemment réservé de M. Jean-Luc Préel (accès des établissements de santé privés aux fédérations interhospitalières) (p. 9327)

Article 36 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (article L. 6211-5 du code de la santé publique : transmission pour analyse des prélèvements effectués par les professionnels de santé)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (rétablissement de l'article : conditions de transmission pour analyse des prélèvements effectués par les professionnels de santé) (p. 9328)

Intervient sur l'amendement n° 139 rectifié de Mme Jacqueline Fraysse (conditions de transmission pour analyse des prélèvements effectués par les professionnels de santé) (p. 9328)

Article 37 précédemment réservé (appartements de coordination thérapeutique et consultations en alcoologie)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9330) : adopté (p. 9330)

Article 38 précédemment réservé (article L. 5122-6 du code de la santé publique : publicité pour les médicaments)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9330) : adopté (p. 9330)

Article 39 précédemment réservé supprimé par le Sénat (articles L. 4001-1 et L. 4002-2 du code de la santé publique : Fonds de promotion de l'information médicale et médico-économique)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (rétablissement de l'article et du fonds de promotion de l'information médicale et médico-économique) (p. 9331) : adopté (p. 9331)

Article 41 précédemment réservé (article L. 138-10 du code de la sécurité sociale : clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (nouveau barème de contribution des entreprises pharmaceutiques) (p. 9332) : adopté (p. 9333)

Soutient l'amendement n° 103 de M. Claude Evin (rétablissement de la clause de sauvegarde) (p. 9333) : adopté (p. 9334)

Article 41 bis précédemment réservé supprimé par le Sénat (articles L. 138-2 du code de la sécurité sociale : contribution à la charge des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement de l'article : barème de la taxe sur les grossistes répartiteurs) (p. 9334) : adopté (p. 9335)

Article 41 quater précédemment réservé (article 5-1 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales : report de la date limite de signature des conventions relatives à la tarification des établissements pour personnes)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9335) : adopté après modification (p. 9335)

Article 44 supprimé par le Sénat (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance-maladie : ONDAM)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (rétablissement de l'article avec fixation de l'objectif

national de dépenses d'assurance-maladie : ONDAM ; montant pour 2001) (p. 9337) : adopté (p. 9340)

Après l'article 44

Soutient l'amendement n° 65 de M. Jean-Luc Préel (union nationale des caisses ayant pour mission la gestion de l'ONDAM) (p. 9340) : rejeté (p. 9340)

Article 45 (articles L. 114-1-1, L. 251-1, L. 251-6, L. 251-8 et L. 256-2 du code de la sécurité sociale : nouveau plan comptable des organismes de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (instauration d'un plan comptable unique des organismes de sécurité sociale) (p. 9340) : adopté (p. 9340)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (alimentation du fonds national de gestion administrative de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale : ACOSS) (p. 9341) : adopté (p. 9341)

Article 45 bis (article L. 114-1 du code de la sécurité sociale : rôle de la Commission des comptes de la sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (de suppression) (p. 9341) : adopté (p. 9341)

Article 45 ter (article L. 114-1-2 du code de la sécurité sociale : règles de centralisation des comptes des organismes de sécurité sociale)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (de suppression) (p. 9341) : adopté (p. 9342)

Article 47 (plafonnement des ressources non permanentes)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9342) : adopté (p. 9342)

Intervient sur l'amendement n° 144 du Gouvernement (allègement des charges des éleveurs bovins) (p. 9343)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (allègement des charges des éleveurs bovins) (p. 9343) : retiré (p. 9343)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9343) : adopté (p. 9344)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 71)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 78)

Son intervention (p. 83)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 78)
Conseil constitutionnel : jurisprudence (p. 83)
Entreprises : liquidation judiciaire (p. 72)
Impôt sur le revenu : réductions d'impôt (p. 83)
Politique sociale : généralités (p. 83, 84)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires : cotisations (p. 78)
Santé : politique de la santé (p. 84)
Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 83)
Travail : licenciements (p. 71, 72, 84)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 3218)

Son intervention (p. 3229)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3246)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 3229)
Emploi : création d'emplois (p. 3229)
Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 3218)
Parlement : commissions (p. 3246)
Politique économique : conjoncture (p. 3229)
Travail : licenciements (p. 3218, 3230)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2677, 2705)

Son intervention (p. 2684)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 2685)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 2685)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 2685)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 2684)

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Maxime Gremetz (suppression du Titre 1er) (p. 2718)

Article 1er (mesures d'activation des dépenses du régime d'assurance-chômage)

Son intervention (p. 2722)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 2722)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Maxime Gremetz (utilisation des contributions des employeurs et des salariés) (p. 2723)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Maxime Gremetz (de cohérence) (p. 2723)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. Germain Gengenwin (lien entre la limite de l'aide et la durée de l'indemnisation en cas de chômage) (p. 2723)

Article 2 (article 25 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions : financement et pérennisation du dispositif des contrats de qualification adultes)

Intervient sur l'amendement n° 30 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 2724)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Germain Gengenwin (rôle de l'ANPE) (p. 2725)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (délai de conclusion de la négociation) (p. 2725) : adopté (p. 2725)

Article 3 (articles L. 351-10 et L. 351-10-2 nouveau du code du travail et article L. 135-2 du code de la sécurité sociale : allocation de fin de formation)

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 2726)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 2726) : adopté (p. 2727)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Maxime Gremetz (suppression du caractère obligatoire de la formation) (p. 2727)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Maxime Gremetz (de cohérence) (p. 2727)

Article 4 (articles L. 351-6, L. 351-6-1 et L. 351-6-2 nouveau du code du travail : régime des prescriptions applicables à l'assurance-chômage)

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 2728)

Article 5 (clarification des relations financières entre l'Etat et le régime d'assurance-chômage)

Intervient sur l'amendement n° 33 de M. Maxime Gremetz (de suppression) (p. 2729)

Article 6 (articles L. 135-6 à L. 135-12, L. 251-6-1, L. 651-1, L. 651-2-1 du code de la sécurité sociale et 26 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999, relative à l'épargne et à la sécurité financière)

Son intervention (p. 2732)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Marcel Rogemont (validation de reclassements des personnels des écoles d'architecture) (p. 2785)

Soutient l'amendement n° 17 précédemment réservé de la commission (prorogation de validité de diplômes) (p. 2791) : adopté (p. 2791)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Germain Gengenwin (abattement concernant les revenus des locations-gérances) (p. 2792)

Soutient l'amendement n° 15 précédemment réservé de la commission (plafond de ressources déterminant l'accès à la CMU) (p. 2792) : retiré

Intervient sur l'amendement n° 50 précédemment réservé de M. Maxime Gremetz (plafond de ressources déterminant l'accès à la CMU) (p. 2793)

Intervient sur l'amendement n° 49 précédemment réservé de M. Maxime Gremetz (plafond de ressources déterminant l'accès à la CMU) (p. 2794)

Intervient sur l'amendement n° 48 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Brard (prise en compte du covoiturage en matière de trajet) (p. 2795)

Soutient l'amendement n° 16 précédemment réservé de la commission (prise en compte de subventions d'associations d'utilité publique par des comités d'entreprises) (p. 2795) : adopté (p. 2796)

Article 12 précédemment réservé (article L. 621-3 nouveau du code de l'éducation : compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris)

Son intervention (p. 2801)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. Patrice Martin-Lalande (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2805)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Germain Gengenwin (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2806)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Pierre-Christophe Baguet (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2806)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Claude Goasguen (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2806)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Claude Goasguen (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2806)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. Bruno Bourg-Broc (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2806)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 96 précédemment réservé de M. Henri Plagnol (élargissement des possibilités de recrutement) (p. 2808)

Après l'article 13 (suite)

Soutient l'amendement n° 13 précédemment réservé de la commission (notion de distributeur de service pour les opérateurs de bouquets câble et satellite) (p. 2808) : adopté (p. 2808)

Intervient sur l'amendement n° 14 précédemment réservé de la commission (compétences des collectivités territoriales et établissements publics locaux en matière de réseaux de télécommunications) (p. 2809)

Intervient sur l'amendement n° 80 précédemment réservé du Gouvernement (compétences des collectivités territoriales et établissements publics locaux en matière de réseaux de télécommunications) (p. 2810)

Soutient l'amendement n° 55 précédemment réservé de M. Didier Mathus (diversité des horaires des campagnes électorales télévisées) (p. 2810) : adopté (p. 2810)

Intervient sur l'amendement n° 53 précédemment réservé du Gouvernement (réglementation des ventes de tickets de cinéma à entrées multiples) (p. 2811)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4114)

Son intervention (p. 4118)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : mutuelles (p. 4119)

Chômage : indemnisation : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie, le commerce et l'agriculture (UNEDIC) (p. 4118)

Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 4119)

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Article 6 (articles L. 135-6 à L. 135-14 nouveaux du code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Maxime Gremetz (contribution sur les revenus générés par les placements financiers des entreprises industrielles) (p. 4126)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. Maxime Gremetz (suppression de la disposition instituant le choix de représentants de l'Etat et de personnalités qualifiées) à l'amendement n° 8 de la commission (conseil de surveillance et directoire du Fonds) (p. 4127)

Intervient sur le sous-amendement n° 47 de M. Maxime Gremetz (règlement des litiges entre le conseil de surveillance et le directoire) à l'amendement n° 8 de la commission (p. 4127)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (suppression de dispositions sur le fonctionnement du conseil de surveillance et du directoire) (p. 4127) : adopté (p. 4127)

Intervient sur le sous-amendement n° 48 de M. Maxime Gremetz (investissemens par la Caisse des dépôts et consignations) à l'amendement n° 10 de la commission (gestion administrative et financière du Fonds) (p. 4128)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 de M. Germain Gengenwin (appels d'offres à des prestataires de service) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 4128)

Intervient sur le sous-amendement n° 66 de M. François Goulard (appels d'offres à des prestataires de service) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 4128)

Intervient sur le sous-amendement n° 49 de M. Maxime Gremetz (exclusion des placements sous forme d'instruments financiers ou OPCVM) à l'amendement n° 10 de la commission (p. 4128)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (suppression du plafond de 5 %) (p. 4128) : adopté (p. 4128)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (modalités d'exercice de la tutelle de l'Etat) (p. 4128) : adopté (p. 4128)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement des possibilités de recours aux excédents du Fonds de solidarité vieillesse) (p. 4129) : adopté (p. 4129)

Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Maxime Gremetz (modulation du taux de cotisation des entreprises) (p. 4129)

Article 11 (réglementation des centres de loisirs accueillant des mineurs)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4132) : adopté (p. 4132)

Article 12 (articles L. 612-3 et L. 621-3 nouveau du code de l'éducation : compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris)

Intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4133)

Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (suppression de dispositions élargissant les possibilités de recrutement) (p. 4133)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Alain Tourret (enseignement en faculté de pharmacie et tenue d'une pharmacie d'officine) (p. 4133)

Article 12 bis (articles L. 311-1, L. 311-2, L. 311-4, L. 311-7 et L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle : rémunération pour copie privée numérique)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (de suppression) (p. 4134)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean-Claude Lefort (suppression du pouvoir de l'Etat de fixer des taux de rémunération pour copie privée) (p. 4134)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Germain Gengenwin (suppression du pouvoir de l'Etat de fixer des taux de rémunération pour copie privée) (p. 4134)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Olivier de Chazeaux (suppression du pouvoir de l'Etat de fixer des taux de rémunération pour copie privée) (p. 4134)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du pouvoir de l'Etat de fixer des taux de rémunération pour copie privée) (p. 4134)

Après l'article 12 bis

Intervient sur l'amendement n° 40 rectifié de M. Didier Migaud (rémunération pour copie privée) (p. 4137)

Son sous-amendement n° 79 (exclusion des phonogrammes et vidéogrammes) à l'amendement n° 40 rectifié de M. Didier Migaud (p. 4135) : retiré (p. 4139)

Article 13 (articles 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4140) : adopté (p. 4140)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 4140) : adopté (p. 4140)

Article 13 bis nouveau (article 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : activités de production de l'Institut national de l'audiovisuel INA)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 4141) : adopté (p. 4141)

Article 13 ter nouveau (article L. 321-5 du code de la propriété intellectuelle : information des membres des sociétés de perception de droits)

Intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (de suppression) (p. 4141)

Article 13 quater nouveau (article L. 321-14 nouveau du code de la propriété intellectuelle : composition des instances consultatives compétentes en matière de propriété intellectuelle)

Intervient sur l'amendement n° 58 du Gouvernement (de suppression) (p. 4141)

Article 14 (article 45-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : reprise des programmes de La Chaîne Parlementaire par les distributeurs de service)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4142) : adopté (p. 4142)

Article 15 (article L. 1511-6 du code général des collectivités territoriales : régime juridique des réseaux de télécommunication à haut débit installés par les collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. François Brottes (prise en compte des offres et des équipements existants) (p. 4142)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. François Brottes (notion d'"usager des réseaux de télécommunications") (p. 4143)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4143) : adopté (p. 4143)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. François Brottes (subordination de la convention de mise en place d'une installation radioélectrique à un schéma de localisation précise des équipements) (p. 4144)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. François Brottes (rapport au Parlement sur les risques sanitaires d'une exposition au rayonnement des équipements et installations radioélectriques) (p. 4144)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 31 de M. Patrice Martin-Lalande (fonds de couverture du territoire en radiotéléphonie publique) (p. 4146)

Soutient l'amendement n° 25 rectifié de la commission (critères d'opposition à l'installation d'antennes) (p. 4147) : adopté (p. 4147)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Christian Kert (droits du locataire en matière d'antenne extérieure)(p. 4147)

Article 16 quater nouveau (article L. 363-1 du code de l'éducation : dispense de qualification pour l'enseignement, l'animation ou l'encadrement sportifs)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de suppression) (p. 4147) : adopté (p. 4147)

Article 18 bis (article L. 33-3 du code des postes et télécommunications : neutralisation des téléphones mobiles dans les salles de spectacle)

Intervient sur l'amendement n° 59 du Gouvernement (de suppression) (p. 4148)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Maxime Gremetz (montant du plafond de ressources permettant de bénéficier de la CMU) (p. 4148)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Maxime Gremetz (extension d'accès à la CMU) (p. 4149)

Article 19 bis (prise en compte du télétravail dans les programmes locaux de l'habitat)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 4150) : adopté (p. 4150)

Article 19 quater nouveau (article 58 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : contrôle des congés de maladie des agents de droit privé des collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 75 du Gouvernement (de suppression) (p. 4150)

Article 19 septies nouveau (article L. 58 du code des pensions civiles et militaires de retraite : droit à pension des veuves algériennes d'anciens fonctionnaires français)

Intervient sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (de suppression) (p. 4151)

Article 19 octies nouveau (article L. 212-1 du code de la sécurité sociale : versement des prestations familiales aux retraités de la fonction publique territoriale dans les DOM)

Soutient l'amendement n° 78 de la commission (entrée en vigueur) (p. 4151) : adopté (p. 4151)

Article 20 supprimé par le Sénat (article L. 432-8 du code du travail : subvention aux associations à caractère social ou humanitaire par les comités d'entreprise)

Intervient sur l'amendement n° 77 du Gouvernement (possibilité de subventions, dans la limite de 1 % du budget) (p. 4152)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (possibilité d'effectuer des subventions) (p. 4152)

Article 21 supprimé par le Sénat (loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ; article L. 228-36 du code du commerce : sociétés coopératives d'intérêt collectif)

Soutient l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4154) : adopté après modification (p. 4155)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (modalités de représentation dans les collèges électoraux) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (p. 4154)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 du Gouvernement (application en Alsace-Moselle) à l'amendement n° 30 rectifié de la commission (p. 4155)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Alain Tourret (application des décisions de justice favorables aux salariés d'entreprises en redressement judiciaire) (p. 4155)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2001] (p. 5146)

Son intervention (p. 5147)

Thèmes :

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 5148)

Economie sociale : mutuelles (p. 5147)

Emploi : chômage (p. 5148)

Jeunes : éducation populaire (p. 5148)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [28 juin 2001] (p. 5153)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (mutualité : ventilation de la cotisation entre la mutuelle et l'union fondatrice) (p. 5159) : adopté (p. 5159)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Olivier de Chazeaux (nouvelle rédaction de l'article 13 : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre) (p. 5159)

Son amendement n° 4 (diffusion de La Chaîne parlementaire) (p. 5160) : adopté (p. 5161)

Projet de loi n° 2939 relatif aux musées de France

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2816)

Son intervention (p. 2818, 2835)

Thèmes :
Collectivités territoriales : décentralisation : musées (p. 2818)
Jeux et paris : casinos (p. 2818)
Patrimoine culturel : conservation (p. 2818, 2835)
Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2818)
Patrimoine culturel : musées (p. 2818, 2835)
Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 2818, 2835)

Discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2835)

Article 1er (définition de l'appellation "musée de France")
Soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 2835) : adopté (p. 2836)

Après l'article 1er
Soutient l'amendement n° 4 de la commission (missions des musées de France) (p. 2836) : adopté (p. 2836)

Article 2 (Conseil des musées de France)
Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Bernard Outin (responsabilité du ministre chargé des affaires culturelles) (p. 2837)
Intervient sur le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (responsabilité du ministre chargé de la culture) à l'amendement n° 55 de M. Bernard Outin (p. 2837)
Soutient l'amendement n° 5 de la commission (appellation détaillée des professionnels des musées) (p. 2837) : retiré (p. 2838)
Soutient l'amendement n° 6 de la commission (personnalités qualifiées) (p. 2838) : adopté après modification (p. 2838)
Intervient sur le sous-amendement n° 34 du Gouvernement (suppression de la référence aux organismes d'"intérêt général") à l'amendement n° 6 de la commission (p. 2838)

Article 3 (conditions d'attribution de l'appellation "musée de France")
Soutient l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 2838) : adopté (p. 2838)
Intervient sur l'amendement n° 59 rectifié de M. Bernard Outin (conditions de retrait de l'appellation) (p. 2838)
Soutient l'amendement n° 50 rectifié de M. Bruno Bourg-Broc (délai de renonciation à l'appellation) (p. 2839) : adopté (p. 2839)

Article 4 (contrôle scientifique et technique de l'Etat)
Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 2839) : adopté (p. 2840)
Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 2839) : adopté (p. 2840)
Soutient l'amendement n° 10 de la commission (conventions avec l'Etat) (p. 2840) : adopté (p. 2840)
Intervient sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (conventions avec l'Etat) (p. 2840)

Article 5 (responsabilité scientifique des musées de France)
Soutient l'amendement n° 11 de la commission (extension aux activités culturelles des musées de France) (p. 2841) : adopté (p. 2841)

Après l'article 5
Intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (rapport au Parlement sur la mobilité des conservateurs du patrimoine) (p. 2841)
Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Bernard Outin (conventions entre musées de France et établissements publics de recherche ou d'enseignement supérieur) (p. 2841)

Article 6 (politique tarifaire et fréquentation)
Soutient l'amendement n° 13 de la commission (services d'accueil et droits d'entrée) (p. 2841) : adopté (p. 2842)
Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. Christian Kert (extension aux établissements privés) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 2841)

Après l'article 6
Soutient l'amendement n° 15 de la commission (relations entre les musées et les personnes morales de droit privé parties prenantes) (p. 2842) : adopté (p. 2842)
Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rapport sur le bilan des gratuités et exonérations) (p. 2842) : adopté (p. 2843)
Soutient l'amendement n° 16 de la commission (constitution de réseaux géographiques, scientifiques ou culturels) (p. 2844) : adopté (p. 2844)

Article 8 (statut des collections)
Soutient l'amendement n° 17 de la commission (délai d'inaliénabilité des œuvres) (p. 2844) : adopté (p. 2845)

Article 9 (transfert de la propriété des œuvres des collections nationales mises en dépôt dans des musées territoriaux avant le 7 octobre 1910)
Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 2845) : adopté (p. 2845)

Article 11 (restauration des œuvres appartenant aux collections d'un musée de France ne relevant pas de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics)
Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Christian Kert (détermination des spécialistes de la restauration) (p. 2846)

Article 12 (protection des œuvres menacées de péril)
Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Bernard Outin (conditions d'intervention de l'Etat) (p. 2846)
Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 2847) : retiré (p. 2847)

Après l'article 12
Soutient l'amendement n° 22 de la commission (statut juridique des musées nationaux) (p. 2847) : retiré (p. 2848)

Article 14 (dispositions transitoires)
Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 2849) : adopté (p. 2849)
Soutient l'amendement n° 24 de la commission (motivation du refus de l'appellation "Musée de France") (p. 2849) : adopté (p. 2849)
Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (rôle du Conseil des musées de France dans le refus de l'appellation "Musée de France") (p. 2849)
Soutient le sous-amendement n° 25 de la commission (motivations du refus de l'appellation "Musée de France") à l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2849) : adopté (p. 2849)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Michel Herbillon (réductions fiscales favorisant les dons) (p. 2850)

Intervient sur l'amendement n° 38 du Gouvernement (réductions fiscales favorisant les dons) (p. 2851)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Michel Herbillon (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprise) (p. 2852)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Christian Kert (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprise) (p. 2852)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (suppression de l'obligation de présentation au public) (p. 2853) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2853)

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de M. Christian Kert (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprises) (p. 2853)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Michel Herbillon (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprises) (p. 2853)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (institution d'une taxe sur le produit brut des jeux dans les casinos) (p. 2853) : adopté (p. 2853)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rapport au Parlement sur l'affectation de la taxe sur le produit brut des jeux à l'acquisition de trésors nationaux) (p. 2854) : adopté (p. 2854)

Article 16 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (possibilité de financement des musées de France par les groupements de collectivités territoriales) (p. 2854)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 2854) : adopté (p. 2855)

Après l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 32 rectifié du Gouvernement (assouplissement du régime des fondations d'entreprise) (p. 2855)

Jean-Luc REITZER

Haut-Rhin (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2720 tendant à modifier l'article L. 552-1 du code de la sécurité sociale relatif aux prestations familiales versées mensuellement et aux modalités de règlement de l'allocation de logement [15 novembre 2000]

Proposition de loi n° 2885 étendant aux hommes le bénéfice des dispositions de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite permettant aux femmes fonctionnaires dont un membre de la famille est atteint d'une invalidité de bénéficier d'une pension à jouissance immédiate [30 janvier 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Frontaliers. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliation, Suisse [15 mai 2001] (p. 2882)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 2

Son amendement n° 460 (déduction du revenu imposable des frais de déplacement du domicile au lieu de travail dans la limite de 50 kilomètres) (p. 7040) : rejeté (p. 7041)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7914, 7915)

ECONOMIE ET FINANCES

Questions écrites budgétaires (JO du 18 novembre 2000)

2 - Frontaliers : imposition : Confédération helvétique (p. 8859)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Procédure des questions :

Frontaliers : travailleurs frontaliers (p. 8251)

INTÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 16 novembre 2000)

13 - Sécurité publique : sapeurs pompiers (p. 8645)

JEUNESSE ET SPORTS

Questions écrites budgétaires (JO du 21 novembre 2000)

7 - Sports : compétitions : boissons et alcools (p. 8972)

Gérard REVOL

Gard (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Politique du logement. Amélioration du cadre de vie, perspectives [25 avril 2001] (p. 2240)

Marc REYMANN
Bas-Rhin (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble deux annexes) (n° 2813) [17 janvier 2001]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité d'extradition entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble un procès-verbal d'accord sur la représentation) (n° 2814) [17 janvier 2001]

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention pour la protection du Rhin (n° 2880) [28 mars 2001]

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Vice-président de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 18 avril 2001]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome V : Economie, finances et industrie (commerce extérieur) (n° 2626) [11 octobre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2813), autorisant la ratification du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble deux annexes) [28 mars 2001] (n° 2956)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1213, posée le 9 octobre 2000. Enseignement maternel et primaire : personnel. Directeur d'école (J.O. Questions p. 5675). Appelée le 10 octobre 2000. Statut (p. 6570)

n° 1361, posée le 16 avril 2001. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 2172). Appelée le 17 avril 2001. Fonctionnement, effectifs de personnel, Strasbourg (p. 1883)

n° 1457, posée le 18 juin 2001. Transports ferroviaires. TGV Est (J.O. Questions p. 3435). Appelée le 19 juin 2001. Construction (p. 4393)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Procédure des questions :

Union européenne : Parlement européen : Strasbourg (p. 8097)

ECONOMIE ET FINANCES

II - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8808)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 8813)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 8814)

Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8814)

Commerce extérieur : déficit : énergie et carburants (p. 8813)

Commerce extérieur : excédent (p. 8813, 8814)

Commerce extérieur : exportations (p. 8813, 8814)

Commerce extérieur : généralités : crédits (p. 8813, 8814)

Pays étrangers : Chine : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8814)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2000] (p. 8846, 8866) :

- Deuxième réunion de la commission des finances du 14 novembre 2000

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères

Son intervention (p. 8869)

Thèmes :

Commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) (p. 8870)

Commerce extérieur : Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME) (p. 8870)

Commeree extérieur : excédent (p. 8869)

Commerce extérieur : exportations (p. 8869, 8870)

Commerce extérieur : généralités : crédits (p. 8870)

Commerce extérieur : postes d'expansion économique (p. 8870)

Energie et carburants : pétrole (p. 8869)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 8870)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : Chine (p. 8870)

Union européenne : euro (p. 8869)

Marie-Line REYNAUD
Charente (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1257, posée le 25 décembre 2000. Agriculture. Politique agricole commune (PAC) (J.O. Questions p. 7215). Appelée le 9 janvier 2001. Aides compensatrices, viticulture, Cognac (p. 20)

n° 1333, posée le 26 mars 2001. Voirie. RN 141 (J.O. Questions p. 1729). Appelée le 27 mars 2001. Aménagement, Charente (p. 1383)

Alain RICHARD
Ministre de la défense

DÉPÔT

Projet de loi n° 3255 relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008 [31 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Union européenne. PESC (politique étrangère et de sécurité commune). Mise en place [25 octobre 2000] (p. 7459)

M. André Vauchez. Défense. Service national. Libération anticipée [7 novembre 2000] (p. 8066)

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Défense. Armement. Perspectives [15 novembre 2000] (p. 8578)

M. Pierre Cardo. Défense. Armement. Ventes, contrôle [9 janvier 2001] (p. 50)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, utilisation d'armes à base d'uranium appauvri, conséquences [10 janvier 2001] (p. 123)

M. Jean-François Mattei. Politique extérieure. Kosovo. Intervention militaire de l'OTAN, utilisation d'armes à base d'uranium appauvri, conséquences [10 janvier 2001] (p. 129)

M. Antoine Carré. Défense. Armée. Loi de programmation militaire, perspectives [16 mai 2001] (p. 2964)

M. Yann Galut. Défense. GIAT-Industries. Emploi et activité [30 mai 2001] (p. 3663)

M. Jean-Pierre Dupont. Gendarmerie. Restructuration. Zones rurales [5 juin 2001] (p. 3831)

Mme Françoise Imbert. Défense. Armement. Avions de transport militaire, politiques communautaires [26 juin 2001] (p. 4868)

M. Guy-Michel Chauveau. Défense. Service national. Suppression [27 juin 2001] (p. 4999)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. François Goulard. Défense. Armée. Militaires, reconversion [23 janvier 2001] (p. 652)

M. François Cuillandre. Défense. Arsenaux. Direction des constructions navales (DCN), emploi et activité, Brest [23 janvier 2001] (p. 651)

M. Jean-Claude Perez. Enseignement agricole. Lycées agricoles. Filière BTS services en espace rural, création, lycée Charlemagne, Carcassonne [22 mai 2001] (p. 3162)

M. Michel Herbillon. Enseignement agricole. Ecoles vétérinaires. Ecole nationale de Maisons-Alfort, locaux, rénovation, délais [22 mai 2001] (p. 3163)

M. Dominique Paillé. Défense. Armement. ETAMAT de Thouars, dissolution, conséquences [22 mai 2001] (p. 3161)

M. Jean-Claude Viollet. Défense. Armement. Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), reconversion, perspectives, Angoulême [29 mai 2001] (p. 3498)

M. René André. Agriculture. Jeunes agriculteurs. Installation, aides de l'Etat [29 mai 2001] (p. 3499)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Son intervention (p. 8002)

Ses réponses (p. 8012 à 8023)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire : militaires et assimilés (p. 8006)

Défense : armée de l'air : crédits budgétaires (p. 8009)

Défense : armée de terre : effectifs (p. 8004)

Défense : armée de terre : statut général (p. 8005)

Défense : armée de terre : tempêtes (p. 8006)

Défense : armes nucléaires stratégiques : prolifération (p. 8010)

Défense : avions (p. 8008)

Défense : chars de combat (p. 8009)

Défense : crédits (p. 8003, 8007, 8008)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 8008)

Défense : direction des chantiers navals (p. 8010, 8011)

Défense : GIAT-Industries (p. 8010, 8011)

Défense : hélicoptères (p. 8009)

Défense : loi de programmation militaire (p. 8003, 8007, 8011)

Défense : marine : crédits budgétaires (p. 8009)

Défense : marine : frégates (p. 8009)

Défense : médecine militaire (p. 8006)

Défense : missiles (p. 8009)

Défense : opérations extérieures (p. 8000, 8002)

Défense : personnel civil : statut général (p. 8004, 8005)
Défense : porte-avions (p. 8009)
Défense : professionnalisation : recrutement (p. 8005)
Défense : service national (p. 8004)
Défense : sous-marins nucléaires (p. 8010)
Espace (p. 8009)
Gendarmerie (p. 8006)
Industrie : construction aéronautique et spatiale (p. 8011)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 8003)
Outre-mer : Polynésie française : crédits budgétaires (p. 8003)
Pays étrangers : Etats-Unis : politique de défense (p. 8003, 8004)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 8003)
Recherche (p. 8009)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 8011)
Relations internationales (p. 8002)

Réponses aux questions :

Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : Angoulême (p. 8022) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 8022)
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : Centre (p. 8014) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8014)
Défense : direction des chantiers navals (p. 8015, 8016) (M. Jean-Noël Kerdraon) (p. 8015)
Défense : direction des chantiers navals (p. 8017) (M. Robert Gaïa) (p. 8016, 8017)
Défense : direction des chantiers navals (p. 8019) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 8019)
Défense : direction des chantiers navals (p. 8021) (M. Bernard Cazeneuve) (p. 8020)
Défense : entreprises : Angoulême (p. 8022) (M. Jean-Claude Viollet) (p. 8022)
Défense : GIAT-Industries (p. 8012) (M. François Rochebloine) (p. 8012)
Défense : GIAT-Industries (p. 8015) (M. Étienne Pinte) (p. 8014)
Défense : GIAT-Industries : Centre (p. 8014) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8013)
Défense : GIAT-Industries : Cher (p. 8020) (M. Yann Galut) (p. 8020)
Défense : médecine militaire (p. 8017, 8018) (M. Bernard Grasset) (p. 8017)
Défense : médecine militaire : Cherbourg (p. 8021) (M. Bernard Cazeneuve) (p. 8020)
Défense : missiles : Salbris (p. 8018) (M. Patrice Martin-Lalande) (p. 8018)
Défense : professionnalisation : femmes (p. 8021) (M. Bernard Grasset) (p. 8021)
Défense : réserves (p. 8016) (M. Michel Dasseux) (p. 8016)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : partenariat (p. 8013) (M. Jacques Masdeu-Arus) (p. 8013)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : Toulouse (p. 8022) (Mme Françoise Imbert) (p. 8022)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9907)

Son intervention (p. 9923)

Thèmes :

Défense : crédits (p. 9923 à 9925)
Défense : opérations extérieures (p. 9923 à 9925)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 9924, 9925)
Parlement : rôle : contrôle (p. 9924)

Jean RIGAL

Aveyron (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16218)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16218)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17146)
Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17185)
Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 10 novembre 2000] (p. 17845)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 10 novembre 2000] (p. 17846)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 16 novembre 2000] (p. 18222)
Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 novembre 2000] (p. 18223)
Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 23 décembre 2000] (p. 20534)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 23 décembre 2000] (p. 20534)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 594)
Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 594)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Travail. Rémunérations. Bas salaires, pouvoir d'achat [9 janvier 2001] (p. 47)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6916)

Thèmes :

Aménagement du territoire : espace rural : services publics (p. 6917)
Emploi : création d'emplois (p. 6917)
Energie et carburants : pétrole : fiscalité (p. 6917)
Entreprises : entreprises individuelles : fiscalité (p. 6917)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6917)
Finances publiques : dépenses (p. 6917)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 6916, 6917)
Impôt sur le revenu : barème (p. 6917)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6917)
Impôts locaux : vignette automobile (p. 6917)
Politique économique : croissance (p. 6917)
Politique économique : généralités (p. 6916)
TVA : taux réduit : restaurants (p. 6917)
Union européenne : euro (p. 6917)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2000] (p. 8258)

Article 58 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales concernant les entreprises des zones de revitalisation rurale et les entreprises nouvelles exonérées d'impôt)

Son amendement n° 86 (de suppression) : non soutenu (p. 8260)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

Explications de vote et vote [21 novembre 2000] (p. 9087)

Ses explications de vote (p. 9093)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 9094)

Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2119)

Son intervention (p. 2125)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2126)
Banques et établissements financiers : comptes courants : droit (p. 2126)
Banques et établissements financiers : comptes courants : rémunération (p. 2126)
Moyens de paiement : chèques (p. 2125, 2126)
Moyens de paiement : chèques : droit communautaire (p. 2126)
Politique sociale : inégalités (p. 2126)
Union européenne : euro (p. 2126)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2126)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 mai 2001] (p. 2885)

Son intervention (p. 2889)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 2889)
Impôt sur le revenu : déclarations : prime pour l'emploi (p. 2889)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 2889)
Parlement : Sénat : prime pour l'emploi (p. 2889)
Travail : salaires : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 2889)
Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2889)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Seconde délibération

Après l'article 32 ter

Intervient sur le sous-amendement n° 4 de M. Jean-Pierre Chevènement (échéancier de mise en œuvre du plan industriel et du plan social) à l'amendement n° 2 du Gouvernement (recours à un médiateur) (p. 4110)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4231)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4231)
Collectivités territoriales : démocratie locale : projet de loi (p. 4231)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 4231)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 juin 2001] (p. 4869)

Son intervention (p. 4874)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : bénéficiaires (p. 4875)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4874)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 4874)
Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 4875)

Jean RIGAUD
Rhône (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Patrick RIMBERT
Loire-Atlantique (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Secrétaire de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre suppléant de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges en vue de la lecture définitive du projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbains [15 novembre 2000] (n° 2700)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Urbanisme. Politique de l'urbanisme. Programme de renouvellement urbain, perspectives [13 décembre 2000] (p. 10183)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Son intervention (p. 7723)

Thèmes avant la procédure des questions :

Commerce et artisanat : conjoints : déductions (p. 7724)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 7723)

Commerce et artisanat : fonds de commerce : transmission (p. 7724)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 7723)

Impôts et taxes : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (p. 7723)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 7724)

Vote des crédits et articles rattachés [30 octobre 2000] (p. 7743)

Après l'article 53

Son amendement n° 72 (réévaluation du montant du droit fixe de la taxe pour frais des chambres de commerce) : retiré (p. 7744)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000) (p. 8415) :

- Réunion de la commission de la production du 26 octobre 2000

Ses interventions (p. 8420)

Thème :

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 8420, 8421)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2000] (p. 8776) :

- Réunion de la commission de la production du 9 novembre 2001

Son intervention (p. 8785)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : caisses d'épargne : livret A (p. 8785)

Logement : sociétés d'HLM : amélioration de l'habitat (p. 8786)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8786)

Logement : aides et prêts : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 8785, 8786)

Logement : aides et prêts : primes à l'amélioration des logements à usage locatif et d'occupation sociale (PALULOS) (p. 8786)

- Questions écrites budgétaires

13 - TVA : taux réduit (p. 8799)

Logement : logement social : prêts locatifs sociaux (PLS) (p. 8799)

Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 8799)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 246 (non-assujettissement à la taxe d'équarissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9014) : non soutenu (p. 9015)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9094)

Son intervention (p. 9098)

Thèmes :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 9098)

Logement : logement social : loyers (p. 9098)
Logement : aides et prêts : prêt à taux zéro (p. 9098)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 9098)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9164)

Son intervention (p. 9164)

Titre Ier

Renforcer la cohérence des politiques urbaines et territoriales

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (révision des anciens schémas directeurs dans les dix ans suivant la publication de la présente loi) (p. 9165) : adopté (p. 9167)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (schémas directeurs en cours de révision à l'initiative de l'Etat pris en compte) (p. 9167) : adopté (p. 9167)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Marc-Philippe Daubresse (reprise de la dénomination des plans d'occupation des sols) (p. 9167)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Pierre Cardo (reprise de la dénomination des plans d'occupation des sols) (p. 9167)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (équivalence de l'enquête publique réalisée dans le cadre de la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme et de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux prévus dans une zone d'aménagement concerté) (p. 9168) : adopté (p. 9168)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de codification) (p. 9168) : adopté (p. 9168)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de codification) (p. 9168) : adopté (p. 9168)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (incompatibilités imposées aux architectes des bâtiments de France) (p. 9168) : adopté (p. 9169)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (date d'entrée en vigueur des décisions des juridictions administratives statuant en matière d'urbanisme qui devront répondre à l'ensemble des moyens de la requête) (p. 9169) : adopté (p. 9169)

Soutient l'amendement n° 8 de la commmission (participation destinée au financement des parcs publics de stationnement maintenue) (p. 9169) : adopté (p. 9169)

Titre IV

Assurer une offre d'habitat diversifiée et de qualité

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (conditions d'entrée en vigueur du nouveau loyer pour les logements conventionnés à l'APL même en l'absence de travaux) (p. 9169) : adopté (p. 9169)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 9169) : adopté (p. 9170)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de cohérence) (p. 9170) : adopté (p. 9170)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de cohérence avec le nouveau code de commerce) (p. 9170) : adopté (p. 9170)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (représentation des locataires dans les organes dirigeants des sociétés d'HLM) (p. 9170) : adopté (p. 9170)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (interventions diversifiées des organismes privés d'HLM) (p. 9170) : adopté (p. 9170)

Soutient l'amendement n° 108 de la commission (procédure de désignation du représentant de l'Etat au conseil d'administration de la Caisse de garantie) (p. 9170) : adopté (p. 9170)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) autorisée à contracter des emprunts auprès d'autres organismes que la Caisse des dépôts et consignations) (p. 9171) : adopté (p. 9171)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 9171) : adopté (p. 9171)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (constructeurs de logements intermédiaires obligés de contribuer au financement de la CGLLS) (p. 9171) : adopté (p. 9171)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 9171) : adopté (p. 9171)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de précision) (p. 9171) : adopté (p. 9171)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (de précision) (p. 9171) : adopté (p. 9171)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 9171) : adopté (p. 9171)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (modalités d'application du chapitre II du titre V du livre IV du code de la construction et de l'habitation définies par décret en Conseil d'Etat) (p. 9171) : adopté (p. 9172)

Intervient sur l'amendement n° 95 du Gouvernement (gestion administrative et comptable entre les deux caisses de garantie entre le 1er janvier 2001 et le 30 juin 2001) (p. 9172)

Soutient l'amendement n° 39 de la commission (de précision) (p. 9172) : adopté (p. 9172)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (conditions d'octroi des garanties par la CGLLS mieux précisées) (p. 9172) : adopté (p. 9172)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de cohérence avec le nouveau code de commerce) (p. 9172) : adopté (p. 9172)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (organismes HLM soumis au droit commun applicable en matière de garantie d'achèvement) (p. 9172) : adopté (p. 9172)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission (mise en place de la société de garantie fixée au 1er janvier 2002) (p. 9173) : adopté (p. 9173)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission (de coordination) (p. 9173) : adopté (p. 9173)

Intervient sur l'amendement n° 96 du Gouvernement (maintien à 40 % du seuil de déclenchement du supplément de loyer obligatoire) (p. 9173)

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (nouvelle dénomination du directeur départemental de la santé et de l'action sociale et du directeur du service communal chargé de l'hygiène et de l'habitat) (p. 9174)

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (création possible au sein de chaque conseil départemental d'hygiène d'une délégation permanente) (p. 9174)

Intervient sur l'amendement n° 99 du Gouvernement (dispositions transitoires regroupées dans un paragraphe spécifique) (p. 9174)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 9174) : adopté (p. 9174)

Soutient l'amendement n° 46 de la commission (rédactionnel) (p. 9174) : adopté (p. 9174)

Soutient l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) (p. 9174) : adopté (p. 9174)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission (de précision) (p. 9175) : adopté (p. 9175)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission (insalubrité susceptible de menacer la santé des occupants ou des voisins) (p. 9175) : adopté (p. 9175)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (de précision) (p. 9175) : adopté (p. 9175)

Intervient sur l'amendement n° 100 du Gouvernement (insertion des dispositions concernant l'amiante dans le code de la santé publique) (p. 9175)

Soutient l'amendement n° 51 de la commission (de cohérence) (p. 9175) : adopté (p. 9175)

Soutient l'amendement n° 52 de la commission (personnes auxquelles l'arrêté de mise en péril est notifié informées des conséquences de cette mesure sur le paiement du loyer) (p. 9175) : adopté (p. 9175)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (de précision) (p. 9175) : adopté (p. 9175)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 9175) : adopté (p. 9176)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (date de prise d'effet de l'arrêté d'insalubrité ou de péril) (p. 9176) : adopté (p. 9176)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (date de reprise d'effet du bail calquée sur celle de la reprise du paiement du loyer) (p. 9176) : adopté (p. 9176)

Intervient sur l'amendement n° 106 de Mme Janine Jambu (montant de l'indemnité forfaitaire versée par le propriétaire lorsque la personne évincée est relogée par la collectivité publique porté à douze mois de loyer brut, charges incluses) (p. 9176)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (cession de gré à gré ou concession temporaire des immeubles en état manifeste d'abandon et expropriés ou situés dans un ensemble immobilier faisant l'objet d'un plan de sauvegarde) (p. 9176) : adopté (p. 9177)

Intervient sur l'amendement n° 101 du Gouvernement (abrogation des articles relatifs à la prime de l'Etat à l'amélioration de l'habitat locatif) (p. 9177)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (saisine des organismes et services débiteurs des prestations familiales par le maire ou une association de défense des droits des locataires) (p. 9177) : adopté (p. 9177)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (rédactionnel) (p. 9177) : adopté (p. 9177)

Soutient l'amendement n° 60 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 9177) : adopté (p. 9177)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (intégration des logements appartenant à l'établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais dans les bases de calcul de la dotation de solidarité urbaine) (p. 9177) : adopté (p. 9177)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (concertation au sein du parc social) (p. 9178) : adopté (p. 9178)

Soutient l'amendement n° 63 de la commission (sociétés d'économie mixte et bailleurs institutionnels inclus dans le dispositif de concertation) (p. 9178) : adopté (p. 9178)

Soutient l'amendement n° 64 de la commission (sociétés d'économie mixte et bailleurs institutionnels inclus dans le dispositif de concertation) (p. 9178) : adopté (p. 9178)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (sociétés d'assurance et filiales du 1 % logement incluses dans le bilan de la concertation périodiquement demandé par le Gouvernement) (p. 9178) : adopté (p. 9178)

Soutient l'amendement n° 66 de la commission (de codification) (p. 9178) : adopté (p. 9178)

Soutient l'amendement n° 67 de la commission (de codification) (p. 9178) : adopté (p. 9178)

Soutient l'amendement n° 68 de la commission (durée de préavis en cas de résiliation de contrat fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 9178) : adopté (p. 9178)

Titre II

Conforter la politique de la ville

Soutient l'amendement n° 9 précédemment réservé de la commission (de codification) (p. 9179) : adopté (p. 9179)

Soutient l'amendement n° 10 précédemment réservé de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 9179) : adopté (p. 9179)

Soutient l'amendement n° 11 précédemment réservé de la commission (définition des logements sociaux simplifiée) (p. 9179) : adopté (p. 9179)

Soutient l'amendement n° 12 précédemment réservé de la commission (modalités de décompte des logements-foyers fixées par décret en Conseil d'Etat) (p. 9179) : adopté (p. 9179)

Soutient l'amendement n° 13 précédemment réservé de la commission (procédure contradictoire limitée aux seules communes susceptibles d'être concernées par le prélèvement) (p. 9179) : adopté (p. 9179)

Soutient l'amendement n° 14 précédemment réservé de la commission (délai de rétractation pour les acquéreurs d'un bien immobilier) (p. 9180) : adopté (p. 9180)

Soutient l'amendement n° 15 précédemment réservé de la commission (date d'entrée en vigueur du nouveau régime juridique applicable aux avant-contrats reportée au 1er juin 2001) (p. 9180) : adopté (p. 9180)

Soutient l'amendement n° 16 précédemment réservé de la commission (contenu des comptes du syndicat de copropriétaires) (p. 9180) : adopté (p. 9180)

Soutient l'amendement n° 17 précédemment réservé de la commission (réforme de la réglementation comptable non applicable aux syndicats de copropriétaires) (p. 9180) : adopté (p. 9180)

Soutient l'amendement n° 18 précédemment réservé de la commission (date de consultation du carnet d'entretien reportée au 1er juin 2001) (p. 9180) : adopté (p. 9180)

Soutient l'amendement n° 19 précédemment réservé de la commission (copropriétaire dispensé de participation aux frais de procédure si sa prétention est déclarée fondée par le juge) (p. 9180) : adopté (p. 9180)

Soutient l'amendement n° 20 précédemment réservé de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 9180) : adopté (p. 9180)

Soutient l'amendement n° 21 précédemment réservé de la commission (de coordination) (p. 9180) : adopté (p. 9181)

Soutient l'amendement n° 22 précédemment réservé de la commission (de coordination avec le nouveau code de commerce) (p. 9181) : adopté (p. 9181)

Intervient sur l'amendement n° 103 précédemment réservé du Gouvernement (dispositions du code des marchés publics appliquées, s'il y a lieu, lors de la signature d'un contrat de gestion des compteurs) (p. 9181)

Titre III

Mettre en œuvre une politique de déplacements au service du développement durable

Soutient l'amendement n° 23 précédemment réservé de la commission (coopération entre autorités organisatrices de transport au sein d'un syndicat mixte) (p. 9181) : adopté (p. 9181)

Intervient sur l'amendement n° 102 précédemment réservé de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (missions confiées aux départements d'Ile-de-France pour les services routiers réguliers de pôle à pôle ou de bassin à bassin) (p. 9181)

Soutient l'amendement n° 24 précédemment réservé de la commission (compensation financière de l'Etat à la SNCF permettant de faire face aux difficultés qui pourraient naître de l'absence de comptes attestés par région pour l'année 2000 pour l'exploitation du service ferré régional) (p. 9182) : adopté (p. 9182)

Proposition de loi n° 2946 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit de tous les aéroports français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 2001] (p. 2132)

Son intervention (p. 2146)

Thèmes :

Régions : Bretagne : aéroports (p. 2147)

Transports aériens : bruit (p. 2146)

Urbanisme (p. 2146)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2551)

Son intervention (p. 2565)

Thème :

Lois : application : logement social (p. 2565)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 58

Son amendement n° 596 deuxième rectification (articulation de la déclaration de projet et des documents d'urbanisme) : adopté (p. 4581)

Son amendement n° 595 deuxième rectification (plans de sauvegarde et de mise en valeur) : adopté (p. 4581)

Après l'article 15

Son amendement n° 706 précédemment réservé soutenu par M. Bernard Roman (rattachement de plein droit des offices publics aux communautés urbaines et communautés d'agglomération) (p. 4746) : adopté (p. 4747)

Michèle RIVASI

Drôme (1ère circonscription)
Apparentée au groupe socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000]

Membre de la commission d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

DÉPÔTS

Proposition de résolution sur un texte de nature européenne n° 2670 sur le livre vert de la Commission européenne sur la responsabilité civile du fait des produits défectueux (COM (1999) 396 final/E 1296) [19 octobre 2000]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le livre vert de la Commission européenne sur la responsabilité civile du fait des produits défectueux [19 octobre 2000] (n° 2669)

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission d'information sur les conditions d'engagement des militaires français ayant pu les exposer, au cours de la guerre du Golfe et des opérations conduites ultérieurement dans les Balkans, à des risques sanitaires spécifiques

Tome I - Rapport

Tome II - Auditions [15 mai 2001] (n° 3055)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1471, posée le 25 juin 2001. Transports ferroviaires. TGV Méditerranée (J.O. Questions p. 3581). Appelée le 26 juin 2001. Mise en service, conséquences, dessertes régionales (p. 4818)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 559)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 559)

Organisations internationales : Cour pénale internationale (p. 559)

Pays étrangers : Turquie (p. 559)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 559)

Jean ROATTA

Bouches-du-Rhône (3ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Jean-Claude ROBERT

Côte-d'Or (5ème circonscription)
Socialiste

Devient député le 19 novembre 2000 (voir indications préliminaires) [21 novembre 2000] (p. 18495)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 21 novembre 2000] (p. 18495)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 12 décembre 2000] (p. 19678)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Bois et forêts. Exploitants. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [24 janvier 2001] (p. 779)

Gilles de ROBIEN

Somme (2ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 avril 2001] (p. 6714)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 avril 2001] (p. 6714)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2949 tendant à établir la parité entre les femmes et les hommes dans les exécutifs des collectivités territoriales élues au scrutin de listes [27 mars 2001]

Proposition de loi n° 3066 visant à créer une exonération de charges sociales sur les augmentations négociées des salaires inférieurs à trois fois le SMIC [16 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Logement. Logement social. Perspectives [4 octobre 2000] (p. 6429)

Logement. Logement social. Perspectives [7 février 2001] (p. 1209)

Sécurité publique. Inondations. Somme, aides de l'Etat [17 avril 2001] (p. 1901)

DÉBATS

Proposition de résolution n° 3031 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes des inondations répétitives et sur les moyens propres à faire face aux aléas climatiques

Avant la discussion de l'article unique [17 mai 2001] (p. 3051)

Son intervention (p. 3056)

Thèmes :

Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 3057)

Régions : Picardie : inondations (p. 3056)

Sécurité publique : plan de prévention des risques (p. 3057)

Urbanisme (p. 3057)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4230)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale : projet de loi (p. 4230)

Collectivités territoriales : libre administration : communes (p. 4230)

Communes : conseils de quartier (p. 4230)

Communes : conseils municipaux : missions d'information (p. 4230)

Communes : conseils municipaux : opposition (p. 4230)

Communes : démocratie participative (p. 4231)

Etat : Gouvernement : politique générale (p. 4230)

Chantal ROBIN-RODRIGO
Hautes-Pyrénées (3ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 7 avril 2001]

Vice-président de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 18 avril 2001]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8859)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome XII : Emploi et solidarité (ville) (n° 2625) [11 octobre 2000]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi (n° 3074) de M. Jean-Marc Ayrault, M. Marc Dolez et Mme Christine Lazerges relative à l'autorité parentale [6 juin 2001] (n° 3111)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. PESC (politique étrangère et de sécurité commune). Mise en place [25 octobre 2000] (p. 7459)

Politique extérieure. Iran. Droits de l'homme [16 janvier 2001] (p. 381)

Droits de l'homme et libertés publiques. Lutte contre le racisme. Perspectives [25 avril 2001] (p. 2234)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1196, posée le 2 octobre 2000. Système pénitentiaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 5553). Appelée le 3 octobre 2000. Effectifs de personnel, surveillants, Tarbes (p. 6296)

n° 1321, posée le 26 mars 2001. Justice. Tribunaux de grande instance (J.O. Questions p. 1727). Appelée le 27 mars 2001. Fonctionnement, effectif de personnel, Tarbes (p. 1388)

n° 1380, posée le 21 mai 2001. Environnement. Politiques communautaires (J.O. Questions p. 2877). Appelée le 22 mai 2001. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre (p. 3171)

n° 1444, posée le 18 juin 2001. Enseignement maternel et primaire. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3433). Appelée le 19 juin 2001. Effectifs de personnel, enseignants pour sourds, Hautes-Pyrénées (p. 4377)

n° 1469, posée le 25 juin 2001. Transports. Politique des transports (J.O. Questions p. 3581). Appelée le 26 juin 2001. Traversée centrale des Pyrénées, perspectives (p. 4822)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Son intervention (p. 6515)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6516)

Famille : contraception (p. 6515, 6516)

Famille : mineurs : contraception (p. 6515, 6516)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6515, 6516)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 4

Son amendement n° 461 (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7108) : non soutenu (p. 7110)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

1 - Enseignement supérieur : plan social étudiant : bourses et allocations d'études (p. 8458)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8376)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8378)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 8378)

Aménagement du territoire : villes : crédits (p. 8378)

Aménagement du territoire : villes : emploi (p. 8378)

Emploi : contrats emploi solidarité (p. 8378)

Jeunes : insertion professionnelle (p. 8378, 8379)

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000] (p. 8415) :

- Réunion de la commission de la production du 26 octobre 2000

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 8418)

Thèmes :
Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 8418, 8419)
Entreprises : création (p. 8418)
Urbanisme : rénovation urbaine (p. 8419)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9437)
Son intervention (p. 9447)
Thèmes :
Travail : conditions de travail : femmes (p. 9447)
Travail : égalité professionnelle (p. 9447)
Travail : travail de nuit (p. 9447)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)
Son intervention (p. 9543)
Thèmes :
Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9543)
Avortement : généralités (p. 9543)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)
Son intervention (p. 91)
Thèmes :
Emploi : insertion professionnelle (p. 92)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 92)
Professions de santé : chirurgiens (p. 91)
Professions de santé : psychiatres (p. 92)
Professions de santé : psychologues (p. 92)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)
Après l'article 17
Son amendement n° 1 (qualification de spécialistes pour les chirurgiens titulaires de diplômes antérieurs à 1982) (p. 239) : non soutenu (p. 240)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1173)
Son intervention (p. 1187)
Thèmes :
Emploi : chômage (p. 1187)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1187)
Politique sociale : exclusion (p. 1187)
Politique sociale : généralités (p. 1187)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 1187)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)
Son intervention (p. 2308)
Thèmes :
Armes : vente (p. 2309)
Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 2309)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2309)
Police : officiers de police judiciaire (p. 2309)
Sécurité routière (p. 2309)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2677, 2705)
Son intervention (p. 2685)
Thèmes :
Emploi : chômage (p. 2685)
Grandes écoles : Institut d'études politiques (IEP) (p. 2686)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 2685)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 2686)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)
Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)
Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Michel Vaxès (compétence de l'Assemblée de Corse pour les affaires de la collectivité territoriale de Corse) à l'amendement n° 260 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : habilitation par le législateur à fixer, dans le respect de l'article 21, des mesures réglementaires adaptées aux spécificités de l'île - cadre et portée de l'expérimentation en matière législative comportant des dérogations aux règles en vigueur) (p. 2996)
Article 2 (art. L. 4423-1 du code général des collectivités territoriales : contrôle de légalité des délibérations portant adaptation des dispositions législatives ou réglementaires)
Soutient l'amendement n° 100 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3007) : rejeté (p. 3008)
Article 3 (chapitre II du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : refonte du chapitre consacré à l'organisation de la collectivité territoriale de Corse)
Soutient l'amendement n° 101 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3009) : retiré (p. 3009)
Article 4 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : carte scolaire et carte des formations)
Soutient l'amendement n° 129 corrigé de M. Roger Franzoni (entrée en vigueur automatique de la carte des formations arrêtée par la collectivité en cas

d'absence de convention avec l'Etat) (p. 3014) : rejeté (p. 3014)

Article 5 (art. L. 4424-3 du code général des collectivités territoriales : actions de formation supérieure)

Intervient sur l'amendement n° 130 corrigé de M. Roger Franzoni (avis des ministres avant conclusion de conventions avec les établissements) (p. 3016)

Article 6 (art. L. 4424-4 du code général des collectivités territoriales : financement des établissements d'enseignement supérieur et des instituts universitaires de formation des maîtres)

Soutient l'amendement n° 131 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3016) : rejeté (p. 3016)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Soutient l'amendement n° 102 de M. Roger Franzoni (enseignement à titre optionnel à condition d'une demande expresse des parents) (p. 3025) : rejeté (p. 3025)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Soutient l'amendement n° 132 de M. Roger Franzoni (développement de politiques culturelles propres par les départements et les communes) (p. 3027) : rejeté (p. 3028)

Soutient l'amendement n° 133 de M. Roger Franzoni (compétence de la collectivité territoriale de Corse pour les monuments historiques) (p. 3029) : rejeté (p. 3029)

Article 11 (art. L. 4424-8 du code général des collectivités territoriales : promotion des activités physiques et sportives, d'éducation populaire et d'information de la jeunesse)

Soutient l'amendement n° 134 corrigé de M. Roger Franzoni (suppression de l'attribution de la part régionale du fonds national pour le développement du sport) (p. 3031) : rejeté (p. 3031)

Article 12 (art. L. 4424-9 à L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales : plan d'aménagement et de développement durable)

Soutient l'amendement n° 104 de M. Roger Franzoni (suppression de la possibilité de dérogation aux règles relatives à l'extension de l'urbanisation) (p. 3040) : rejeté (p. 3040)

Soutient l'amendement n° 103 de M. Roger Franzoni (durée de vie des aménagements légers) (p. 3041) : rejeté (p. 3041)

Soutient l'amendement n° 105 de M. Roger Franzoni (suppression du délai d'expérimentation de 4 ans) (p. 3041) : rejeté (p. 3041)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4247)

Son intervention au nom de la délégation aux droits des femmes (p. 4248)

Thèmes :

Famille : autorité parentale : enfants (p. 4249)
Famille : autorité parentale : médiation (p. 4249)
Famille : autorité parentale : réforme (p. 4248)
Famille : divorce (p. 4248)
Famille : domicile : enfants (p. 4248)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Article 3 (article 371-4 du code civil : relations de l'enfant avec les membres de ses lignées et avec les tiers)

Soutient l'amendement n° 17 de Mme Danielle Bousquet (diplôme d'Etat de médiateur) (p. 4266) : adopté (p. 4267)

Article 4 (articles 372, 372-1, 372-2-1 nouveau et 372-3 à 372-5 nouveaux du code civil : modalités d'exercice de l'autorité parentale)

Soutient l'amendement n° 18 de Mme Danielle Bousquet (liste de médiateurs disponible dans chaque tribunal) (p. 4276) : retiré (p. 4276)

Son amendement n° 2 (assistance d'un pédopsychiatre) : adopté (p. 4279)

Son amendement n° 1 corrigé (possibilité pour le juge d'ordonner une enquête sociale après sa décision sur le mode de garde) (p. 4279) : adopté (p. 4280)

Après l'article 9

Son amendement n° 3 (création d'un observatoire de la parentalité) (p. 4293) : retiré (p. 4294)

François ROCHEBLOINE
Loire (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 9 novembre 2000] (p. 17784)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole) (n° 2515) [15 novembre 2000]

Rapporteur de la proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 (n° 2688) [12 décembre 2000]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la République du Chili (n° 2812) [28 mars 2001]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2658 tendant à limiter à 68 ans l'âge des titulaires de fonctions exécutives locales [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2664 relative à la revalorisation des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2711 visant à permettre l'inscription des frais d'expertise comptable au compte de campagne des candidats à une élection [15 novembre 2000]

Proposition de loi n° 2718 tendant à permettre, à titre exceptionnel, l'avancement d'un ou deux échelons dans la fonction publique [15 novembre 2000]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2515), autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (ensemble un protocole) [20 décembre 2000] (n° 2832)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2688), relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 [10 janvier 2001] (n° 2855)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2812), autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la République du Chili [28 mars 2001] (n° 2959)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Turquie. Génocide arménien, reconnaissance [5 décembre 2000] (p. 9740)

Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création [4 juin 2001] (p. 3149)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1264, posée le 25 décembre 2000. Enseignement agricole. Etablissements (J.O. Questions p. 7217). Appelée le 9 janvier 2001. Maisons familiales rurales, aides de l'Etat (p. 22)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Son intervention (p. 7900)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : appelés (p. 7900 à 7902)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 7900, 7901)

Anciens combattants et victimes de guerre : devoir de mémoire (p. 7901)

Anciens combattants et victimes de guerre : rapport constant (p. 7901)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7901)

Assurance invalidité décès : invalidité : anciens combattants et victimes de guerre (p. 7901)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2000] (p. 7920)

Etat B, titre III

Son intervention

Après l'article 53

Intervient sur l'amendement n° 97 rectifié de M. Alain Néri (précisions sur le montant et la gestion des retraites mutualistes) (p. 7922)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles (institution d'une commission de revalorisation des pensions) (p. 7923)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Procédure des questions :

Défense : GIAT-Industries (p. 8012)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Procédure des questions :

Préretraites : allocations : GIAT-Industries (p. 8245)

JEUNESSE ET SPORTS

Questions écrites budgétaires (JO du 21 novembre 2000)

9 - Handicapés : politique à l'égard des handicapés : sports (p. 8973)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 545)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 545 à 547)

Droits de l'homme et libertés publiques : esclavage (p. 547)

Parlement : prérogatives (p. 546)

Pays étrangers : Algérie : guerre d'Algérie (p. 547)

Pays étrangers : Arménie (p. 545)

Pays étrangers : Turquie (p. 546)

Union européenne : élargissement : Turquie (p. 546)

Proposition de loi n° 2494 relative à la médiation familiale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2001] (p. 1833)

Son intervention (p. 1841)

Thèmes :

Famille : divorce (p. 1841)

Famille : droit de la famille : réforme (p. 1841)

Justice : médiation : famille (p. 1841)

Alain RODET
Haute-Vienne (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 6 : Aménagement du territoire et environnement (aménagement du territoire) (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6937)

Thèmes :

Energie et carburants : pétrole : fiscalité (p. 6937, 6938)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 6937)

Politique économique : croissance (p. 6937)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7751)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : crédits (p. 7751, 7752)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 7751)

Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7752)

Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 7751)

Entreprises : aides publiques : Fonds national de développement des entreprises (p. 7752)

Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 7752)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7752)

Transports : Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) (p. 7752)

Transports aériens : Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (p. 7752)

Union européenne : fonds structurels (p. 7752)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9379)

Thèmes :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : bovins (p. 9380)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales : élimination des déchets (p. 9380)

Politiques communautaires : directives : sécurité sanitaire (p. 9380)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 9380)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2551)

Son intervention (p. 2571)

Thème :

Marchés publics : code des marchés publics : collectivités territoriales (p. 2571)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Son intervention (p. 3955)

Thèmes :

Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3955)

Politique économique : croissance : Gouvernement (p. 3955)

Marcel ROGEMONT
Ille-et-Vilaine (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15965)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 11 octobre 2000] (p. 16135)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à

la contraception d'urgence [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre titulaire du comité d'orientation des programmes de la société nationale de programme La Cinquième [J.O. du 17 décembre 2000] (p. 20121)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 24 mai 2001] (p. 8359)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel [J.O. du 2 juin 2001] (p. 8859)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi reletif à l'archéologie préventive [13 octobre 2000] (n° 2630)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié, par le Sénat, (n° 2620) relatif à l'archéologie préventive [22 novembre 2000] (n° 2743)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de la lecture définitive du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [20 décembre 2000] (n° 2827)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 3149), relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle [25 septembre 2001] (n° 3265)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Audiovisuel et communication. Salles de cinéma. Exploitants indépendants, concurrence des multiplexes [25 octobre 2000] (p. 7461)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1327, posée le 26 mars 2001. Enseignement supérieur. Enseignement agricole (J.O. Questions p. 1728). Appelée le 27 mars 2001. Concours d'entrée, modalités, Génie rural des eaux et forêts (GREF), Dijon (p. 1390)

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7468)

Thèmes :

Famille : politique familiale (p. 7468, 7469)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 7468)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 7468)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 38 (article L. 5122-6 du code de la santé publique : publicité pour les médicaments)

Son amendement n° 171 soutenu par M. Philippe Nauche (limitation de la période de publicité) : adopté après rectification (p. 7661)

Article 1er précédemment réservé (approbation du rapport annexé)

Son amendement n° 145 soutenu par M. Alfred Recours (extension du soutien à la fonction parentale) (p. 7712) : adopté (p. 7713)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [31 octobre 2000] (p. 7785)

Son intervention (p. 7790)

Thèmes avant la procédure des questions :

Arts et spectacles : intermittents (p. 7791)

Arts et spectacles : théâtres nationaux (p. 7791)

Culture : crédits (p. 7790)

Culture : établissements d'animation culturelle (p. 7791)

Culture : politique culturelle (p. 7790, 7791)

Enseignements artistiques : crédits : accès (p. 7790)

Patrimoine eulturel : musées (p. 7791)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)

Son intervention (p. 8523)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication : financement (p. 8523)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8524)

Taxes parafiscales : redevance audiovisuelle (p. 8524)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8530)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9878)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 9885)

Ses interventions (p. 9879, 9892)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 9879, 9880, 9892)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 9879, 9880, 9885, 9892)

Patrimoine culturel : archéologie : normes européennes (p. 9885)

Patrimoine culturel : protection (p. 9879, 9880, 9892)

Discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9893)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (retour à la rédaction de l'article adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9893) : adopté (p. 9893)

Article 1er bis (rôle de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (retour à la rédaction de l'article adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9894) : adopté (p. 9894)

Article 1er ter (carte archéologique nationale)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de simplification) (p. 9894) : adopté (p. 9894)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (modalités de communication de la carte archéologique) (p. 9894) : adopté (p. 9894)

Article 1er quater (services archéologiques des collectivités territoriales)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 9894) : adopté (p. 9895)

Article 2 (création d'un établissement public chargé de la recherche en archéologie préventive)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (responsabilités de cet établissement public) (p. 9895) : adopté (p. 9895)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (retour à la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9895) : adopté (p. 9895)

Article 2 bis supprimé par le Sénat (convention entre l'établissement public et l'aménageur)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rétablissement de l'article : mise en place des conventions et fixation des délais) (p. 9896) : adopté (p. 9896)

Article 2 ter (régime juridique des découvertes archéologiques mobilières réalisées à l'occasion de fouilles préventives)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (retour à la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9896) : adopté (p. 9896)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (suppression de l'obligation de dépôt dans le lieu adéquat le plus proche) (p. 9896) : adopté (p. 9896)

Article 4 (redevances d'archéologie préventive)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (soumission des lotisseurs et aménageurs) (p. 9897) : adopté après modification (p. 9898)

Intervient sur le sous-amendement n° 26 du Gouvernement (limites d'assujettissement à la redevance) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 9898)

Intervient sur le sous-amendement n° 25 de M. Bernard Outin (limites d'assujettissement à la redevance) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 9898)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (formule de calcul de la redevance) (p. 9898) : adopté (p. 9899)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Bernard Outin (de simplification) (p. 9899)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 9899) : adopté (p. 9900)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (constructions de logements sociaux : exonération de la redevance) (p. 9900) : adopté (p. 9900)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (exonération de la redevance au profit d'une collectivité territoriale) (p. 9900) : adopté (p. 9900)

Soutient l'amendement n° 17 rectifié de la commission (retour à la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9900) : adopté (p. 9900)

Intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de recouvrement) (p. 9900)

Article 4 bis (commission de recours)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (retour à la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9901) : adopté (p. 9901)

Article 5 (coordination)

Soutient l'amendement n° 19 rectifié de la commission (retour à la rédaction de l'article adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9901) : adopté (p. 9901)

Article 5 ter supprimé par le Sénat (article 18-1 nouveau de la loi du 27 septembre 1941 : régime des découvertes archéologiques immobilières)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9901) : adopté (p. 9902)

Après l'article 5 ter

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (intégration des agents de l'AFAN dans le cadre des fonctionnaires du ministère de la culture) (p. 9902)

Article 5 quater (article 15-1 nouveau de la loi du 27 septembre 1941 : récompense des inventeurs de vestiges archéologiques immobiliers découverts de façon fortuite)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 9903) : adopté (p. 9903)

Article 6 (rapport au Parlement)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (émission d'un rapport unique au bout d'un délai de trois ans) (p. 9903) : adopté (p. 9903)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10596)

Son intervention (p. 10597)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 10597)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 10597)

Patrimoine culturel : protection (p. 10597)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10601)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (exonération de redevance archéologique prévue en faveur des bailleurs sociaux : application aux départements d'outre-mer) (p. 10603) : adopté (p. 10603)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 54 quinquies (articles 13 et 27 du code de l'industrie cinématographique : agrément des cartes à accès multiples)

Son intervention (p. 743)

Son amendement n° 186 (limitation de la négociation du prix de référence entre le réseau émetteur de la carte d'abonnement et les distributeurs) : adopté (p. 744)

Son amendement n° 187 (détermination d'un prix de référence pour chaque exploitant et garantie d'un minimum de rémunération pour l'exploitant) (p. 744) : adopté (p. 747)

Proposition de loi n° 2933 relative à la protection du patrimoine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1637)

Son intervention (p. 1642)

Thèmes :

Patrimoine culturel : monuments historiques (p. 1642, 1643)

Patrimoine culturel : objets mobiliers (p. 1643)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 1642, 1643)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1644)

Article 12 (gage financier)

Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (suppression de la peine d'emprisonnement pour les infractions visées dans cet article) (p. 1649)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 7 du Gouvernement (exonération de droits de mutation) (p. 1652)

Ses explications de vote (p. 1654)

Vote pour du groupe socialiste (p. 1654)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Son intervention (p. 2042)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2677, 2705)

Son intervention (p. 2689)

Thèmes :

Assurance maladie maternité : généralités : couverture maladie universelle (CMU) (p. 2690)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 2689)

Emploi : chômage (p. 2689)

Emploi : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) (p. 2689)

Grandes écoles : Institut d'études politiques (IEP) (p. 2690)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 2689)

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 28 de M. Maxime Gremetz (suppression du Titre 1er) (p. 2720)

Article 8 (conditions d'agrément des associations dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire)

Son intervention (p. 2765)

Article 11 (articles L. 227-1, L. 227-3 et L. 227-4 à L. 227-11 nouveaux du code de l'action sociale et des familles : réglementation des centres de loisirs accueillant des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Patrice Martin-Lalande (de suppression) (p. 2769)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Pierre-Christophe Baguet (de suppression) (p. 2769)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (établissement des projets sur la base de critères fixés par décret en Conseil d'Etat) (p. 2769) : adopté (p. 2769)

Intervient sur l'amendement n° 71 du Gouvernement (devoir de déclaration préalable) (p. 2769)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (devoir de déclaration préalable) (p. 2769) : adopté (p. 2769)

Intervient sur l'amendement n° 69 du Gouvernement (obligation d'assurance) (p. 2769)

Intervient sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (information des responsables légaux en matière d'obligation d'assurance) (p. 2770)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (exclusion des garderies du champ d'application de l'article) (p. 2770) : adopté (p. 2770)

Soutient l'amendement n° 12 rectifié de la commission (de correction) (p. 2770) : adopté (p. 2770)

Intervient sur l'amendement n° 73 du Gouvernement (de correction) (p. 2770)

Article 13 (articles 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son intervention (p. 2773)

Intervient sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (interdiction de détention de plus de 49% du capital ou des droits de vote dans les sociétés de télévision

dont l'audience dépasse 3% de l'audience nationale) (p. 2774)

Soutient le sous-amendement n° 88 deuxième rectification de M. Didier Mathus (abaissement de 3 à 2,5% du taux) à l'amendement n° 52 du Gouvernement (p. 2774) : adopté (p. 2775)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissements favorisant les "décrochages locaux") (p. 2776)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Pierre-Christophe Baguet (assouplissements favorisant les "décrochages locaux") (p. 2776)

Intervient sur l'amendement n° 97 du Gouvernement (de correction) (p. 2778)

Intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (autorisations à caractère local) (p. 2778)

Après l'article 13

Son amendement n° 1 (validation de reclassements des personnels des écoles d'architecture) : adopté (p. 2785)

Intervient sur l'amendement n° 53 précédemment réservé du Gouvernement (réglementation des ventes de tickets de cinéma à entrées multiples) (p. 2812)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4114)

Son intervention (p. 4122)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 4122)

Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 4122)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 4122)

Chômage : indemnisation : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie, le commerce et l'agriculture (UNEDIC) (p. 4122)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4122)

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Article 12 bis (articles L. 311-1, L. 311-2, L. 311-4, L. 311-7 et L. 311-8 du code de la propriété intellectuelle : rémunération pour copie privée numérique)

Intervient sur l'amendement n° 56 du Gouvernement (de suppression) (p. 4134)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 406 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (commission départementale du patrimoine) (p. 4567)

Intervient sur l'amendement n° 775 deuxième rectification de M. Maurice Leroy (commission départementale du patrimoine) (p. 4567)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 2001] (p. 4901)

Son intervention (p. 4926)

Thème :

Arts et spectacles : rave-parties : réglementation (p. 4926)

Bernard ROMAN

Nord (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15725)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française [J.O. du 29 novembre 2000] (p. 19000)

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française [J.O. du 30 novembre 2000] (p. 19086)

Rapporteur de la proposition de loi organique relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative (n° 2602) [6 décembre 2000]

Rapporteur de la proposition de loi organique visant à modifier l'article L.O 121 du code électoral en vue de la concomitance de l'élection présidentielle et des élections législatives (n° 2665) [6 décembre 2000]

Rapporteur de la proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 2741) [6 décembre 2000]

Rapporteur de la proposition de loi organique relative à l'organisation des élections présidentielles et législatives (n° 2756) [6 décembre 2000]

Rapporteur de la proposition de loi organique relative à la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 2757) [6 décembre 2000]

Rapporteur de la proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 2773) [6 décembre 2000]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en oeuvre certaines dispositions du droit communautaire [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale [J.O. du 13 décembre 2000] (p. 19734)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en oeuvre certaines dispositions du droit communautaire [J.O. du 13 décembre 2000] (p. 19735)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [J.O. du 9 février 2001] (p. 2245)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [J.O. du 30 mars 2001] (p. 5010)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne [J.O. du 1er juin 2001] (p. 8761)

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne [J.O. du 6 juin 2001] (p. 8979)

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 68 de la Constitution (n° 3091) [6 juin 2001]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi organique :

1. (n° 2602) de M. Georges Sarre et plusieurs de ses collègues, relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative
2. (n° 2665) de M. Bernard Charles et plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article L.O 121 du code électoral en vue de la concomitance de l'élection présidentielle et des élections législatives
3. (n° 2741) de M. Raymond Barre, modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale
4. (n° 2756) de M. Hervé de Charrette, relative à la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale
5. (n° 2757) de M. Gérard Gouzes, relative à la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale
6. (n° 2773)de M. Jean-Marc Ayrault et les membres du groupe socialiste et apparentés, modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [12 décembre 2000] (n° 2791)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [29 mars 2001] (n° 2968)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat (n° 2925), modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [3 avril 2001] (n° 2969)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République en vue de la lecture définitive de la proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (n° 3003)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi constitutionnelle (n° 3091) tendant à modifier l'article 68 de la Constitution [6 juin 2001] (n° 3116)

Proposition de loi n° 3189 relative à la réforme du divorce [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Professions judiciaires et juridiques. Avocats. Aide juridictionnelle, indemnisation [5 décembre 2000] (p. 9744)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Michel Bouvard : propose d'engager une réflexion sur une interprétation plus libérale de l'article 40 à l'instar du Sénat. [16 mai 2001] (p. 3014)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6595)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 6605)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : Conseil constitutionnel (p. 6606)

Elections et référendums : élection présidentielle : éligibilité (p. 6606)

Président de la République : compte de campagne : Conseil constitutionnel (p. 6607)

Discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6607)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Georges Sarre (date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale) (p. 6619)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 575)

Ses interventions (p. 576, 579)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : Conseil constitutionnel (p. 576, 580)

Elections et référendums : élection présidentielle : éligibilité (p. 576, 580)

Parlement : Sénat : élection présidentielle (p. 576, 580)

Partis et mouvements politiques : gauche : Conseil constitutionnel (p. 580)

Président de la République : compte de campagne : Conseil constitutionnel (p. 576)

Télécommunications : Internet : Conseil constitutionnel (p. 580)

Discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 582)

Article 1er (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : rattachement départemental des membres des Conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse - extension de la liste des élus habilités à présenter un candidat)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Derosier (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - possibilité d'un parrainage par les ressortissants français membres du Parlement européen même s'ils n'ont pas été élus en France) (p. 583)

Article 2 (art. 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : actualisation du plafond des dépenses - âge d'éligibilité - conversion en euros - interdiction des prêts émanant de personnes physiques - prise en compte des frais d'expertise-comptable - pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel - dissolution des associations de financement et cessation des fonctions des mandataires financiers)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Derosier (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - âge de 18 ans pour l'éligibilité à la Présidence de la République) (p. 583)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (art. 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : procédure de réexamen des comptes de campagne)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 584)

Article 4 (art. 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : remboursement forfaitaire des dépenses de campagne - conversion en euros - modification du plafond de remboursement - pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Derosier (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - suppression du pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel) (p. 584)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :

- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000

Son interventions en qualité de président de la commission des lois (p. 8616, 8634)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions : procédure budgétaire (p. 8616)

Bâtiment et travaux publics : maîtrise d'ouvrage : administration (p. 8635)

Finances publiques : procédure budgétaire : collectivités territoriales (p. 8634)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)

Son intervention (p. 8359)

Thèmes avant la procédure des questions :

Justice : aide juridictionnelle (p. 8359)

Justice : crédits (p. 8359)

Justice : tribunaux : inégalités (p. 8360)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : justice (p. 8359)

Système pénitentiaire (p. 8360)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2000] (p. 8370)

Etat C, titre V

Intervient sur l'amendement n° 160 du Gouvernement (majoration d'un milliard de francs) (p. 8371)

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)

Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Henri Plagnol (article 38 : création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8690)

Intervient sur l'amendement n° 26 de M. Michel Tamaya (article 38 : création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8690)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Henri Plagnol (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8690)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Michel Tamaya (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8690)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9832)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (transposition des directives Natura 2000) (p. 9847)

Intervient sur le sous-amendement n° 54 de M. Jean-Paul Chanteguet (avis motivé des conseils municipaux) à l'amendement n° 2 deuxième rectification du Gouvernement (p. 9847)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote [13 décembre 2000] (p. 10194)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10194)

Proposition de loi n° 2480 tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2000] (p. 9949)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 9956)

Thème :

Coopération intercommunale : communautés urbaines : élus (p. 9956)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Son intervention (p. 10457)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10467)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. André Aschieri (p. 10525)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution (p. 10468)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10457, 10467)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 10458)

Elections et référendums : organisation : calendrier électoral (p. 10458)

Parlement : prérogatives (p. 10457)

Politique générale : démocratie (p. 10459)

Politique générale : institutions : réforme (p. 10458, 10525)

Président de la République : cohabitation (p. 10525)

Discussion des articles [20 décembre 2000] (p. 10526, 10517)

Article 1er (article L.O. 121 du code électoral : prolongation des pouvoirs de l'Assemblée nationale)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 10529)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 10529)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Émile Blessig (expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale le 3ème mardi de juin) (p. 10530)

Article 2 (application à la législature en cours)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 10532)

Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 10532)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Noël Mamère (scrutin mixte pour les élections législatives : pour moitié scrutin majoritaire à 2 tours dans les circonscriptions existantes - pour moitié scrutin proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 10534)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Noël Mamère (60 députés supplémentaires élus à la représentation proportionnelle sur liste nationale) (p. 10534)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Son intervention (p. 1672)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 1673)

Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 1673)

Elections et référendums : calendrier électoral : Sénat (p. 1672)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1704)

Article 1er (prolongation des pouvoirs de l'Assemblée nationale)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale le 3ème mardi de juin) (p. 1704) : adopté (p. 1704)

Article 2 supprimé par le Sénat (application à la législature en cours)

Soutient l'amendement n° 2 (rétablissement de l'article : application à l'Assemblée élue en 1997) (p. 1704) : adopté (p. 1705)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Noël Mamère (mode de scrutin pour les élections législatives : moitié au scrutin majoritaire et moitié au scrutin proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 1706)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Noël Mamère (577 députés élus au scrutin majoritaire et 60 élus à la proportionnelle sur une liste nationale) (p. 1706)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Brunhes (60 députés supplémentaires élus à la proportionnelle sur une liste nationale) (p. 1706)

Article 3 (inéligibilité du défenseur des enfants)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 1707) : adopté (p. 1707)

Article 4 (inéligibilité des membres du corps préfectoral aux élections législatives)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1707) : adopté (p. 1708)

Article 5 (autres inéligibilités)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 1708) : adopté (p. 1708)

Article 6 (application des inéligibilités aux territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 1709) : adopté (p. 1709)

Article 7 (inéligibilités applicables aux élections au conseil général)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 1710) : adopté (p. 1710)

Article 8 (inéligibilités applicables aux élections au conseil municipal)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 1711) : adopté (p. 1711)

Article 9 (entrée en vigueur des dispositions relatives aux inéligibilités)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 1711) : adopté (p. 1711)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2168)

Son intervention (p. 2169)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 2169)

Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 2170)

Elections et référendums : calendrier électoral : propositions de loi (p. 2169)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 500)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : généralités (p. 500)

Collectivités territoriales : décentralisation : institutions (p. 501)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 502)

Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 501)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 502)

Elections et référendums : modes de scrutin : collectivités territoriales (p. 501)

Impôts locaux : taxe d'habitation (p. 502)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 501)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 2900)

Thèmes :

Régions : Corse (p. 2900)

Régions : Corse : projet de loi (p. 2900)

Régions : Corse : République (p. 2900)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 4 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : carte scolaire et carte des formations)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Bouvard (cf supra) (p. 3013)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Intervient sur l'amendement n° 205 rectifié du Gouvernement (mission de contrôle scientifique et technique de la compétence de l'Etat) (p. 3028)

Article 17 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : aide au développement économique)

Son intervention (p. 3089)

Article 40 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : exercice par la collectivité territoriale de Corse des missions confiées aux offices)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : dissolution des offices et de l'agence de tourisme à compter du 1er janvier 2004) (p. 3114)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. René Dosière (suppression de l'indemnisation des membres de l'exécutif au titre de leurs fonctions dans les offices) (p. 3143)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 78 rectifié de la commission (chambre régionale des comptes) (p. 3144)

Projet de loi organique n° 2749 relatif au statut des magistrats

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3692)

Son intervention en qualité de président de la commission des lois (p. 3694)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : Constitution (p. 3694)

Justice : Cour de cassation (p. 3694)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Son intervention (p. 4029)

Thèmes :

Constitution : article 68 (p. 4030)

Constitution : article 68 : pays étrangers (p. 4029)

Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4030)
Président de la République (p. 4029)

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4062)

Article 1er

Son intervention (p. 4062)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Michel (témoignage dans le cadre d'une enquête préliminaire ou lors de l'ouverture d'une information par un juge d'instruction) (p. 4062)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4214)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4215)
Collectivités territoriales : décentralisation : Gouvernement (p. 4214)
Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 4214)
Communes : conseils de quartier (p. 4214)
Communes : conseils municipaux : opposition (p. 4214)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Bernard Birsinger (droit de vote des étrangers non communautaires) (p. 4316)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Richard Cazenave (représentation des habitants et des associations majoritaires) (p. 4336)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Richard Cazenave (le conseil élit son président) (p. 4339)

Intervient sur l'amendement n° 750 rectifié de M. Jacques Pélissard (règlement intérieur) (p. 4348)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Guy Teissier (structures préexistantes assimilables aux conseils) (p. 4355)

Article 2 (article L. 2143-2 du code général des collectivités territoriales : rapport du conseil de quartier)

Intervient sur l'amendement n° 605 de M. Jacques Pélissard (débat sur la participation des habitants à la vie locale dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 4418)

Article 4 (articles L. 2122-2-1 nouveau et L. 2122-18-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : adjoints de quartier)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. Jacques Pélissard (de suppression) (p. 4421)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 746 de la commission (bureau des temps dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 4441)

Soutient l'amendement n° 155 rectifié de la commission (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4452, 4457) : adopté après modification (p. 4459)

Intervient sur l'amendement n° 805 de M. Patrice Martin-Lalande (élection au suffrage universel des membres des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 4452)

Intervient sur le sous-amendement n° 644 de M. Marc-Philippe Daubresse (garantie de représentation de chaque commune) à l'amendement n° 155 rectifié de la commission (p. 4457)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Franck Dhersin (délégations attribuées par le président de l'EPCI) (p. 4481)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Franck Dhersin (indemnités des membres délégués de l'EPCI) (p. 4481)

Article 13 (application à Paris, Marseille et Lyon)

Son intervention (p. 4497)

Article 30 (article L. 2123-24-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : indemnités des conseillers municipaux)

Intervient sur l'amendement n° 731 de la commission (communes de moins de 100 000 habitants) (p. 4512)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Marc-Philippe Daubresse (indemnités converties en salaire) (p. 4515)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 615 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (droit de proposition et obligation de consultation du conseil d'arrondissement sur les modifications du plan local d'urbanisme - consultation du maire d'arrondissement sur les projets d'acquisition ou d'aliénation immobilière) (p. 4603)

Intervient sur l'amendement n° 437 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (information : compétence partagée du conseil d'arrondissement et du conseil municipal - dotation au titre des actions d'information locale attribuée aux conseils d'arrondissement) (p. 4718)

Intervient sur l'amendement n° 438 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (création d'une caisse des écoles dans chaque arrondissement) (p. 4719)

Intervient sur l'amendement n° 439 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (consultation du maire d'arrondissement sur l'utilisation ou la modification du sol et de la voirie de l'arrondissement) (p. 4720)

Intervient sur l'amendement n° 613 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (dotation d'investissement au sein de l'état spécial de chaque arrondissement) (p. 4720)

Intervient sur l'amendement n° 614 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (création d'une dotation d'action locale pour les conseils d'arrondissement) (p. 4722)

Intervient sur l'amendement n° 84 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (recettes

de fonctionnement du conseil d'arrondissement) (p. 4722)
Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (critères de répartition entre les arrondissements) (p. 4722)
Intervient sur le sous-amendement n° 851 précédemment réservé de M. Pierre Lellouche (rédactionnel) à l'amendement n° 614 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (p. 4725)
Intervient sur l'amendement n° 618 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (de coordination) (p. 4726)
Intervient sur l'amendement n° 842 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)
Intervient sur l'amendement n° 840 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)
Intervient sur l'amendement n° 845 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)
Intervient sur l'amendement n° 825 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)
Intervient sur l'amendement n° 826 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (compétence de droit commun du maire de Paris en matière de police du stationnement et de la circulation) (p. 4736)
Intervient sur l'amendement n° 841 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (répartition des pouvoirs entre le maire de Paris et la préfecture de police) (p. 4736)
Intervient sur l'amendement n° 846 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (répartition des pouvoirs entre le maire de Paris et la préfecture de police) (p. 4736)
Intervient sur l'amendement n° 844 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (définition conjointe par le maire et le préfet de police du programme de prévention de la délinquance et de l'insécurité) (p. 4736)
Intervient sur l'amendement n° 170 troisième rectification précédemment réservé de la commission (suppression du régime dérogatoire de la questure de Paris) (p. 4737)
Intervient sur l'amendement n° 619 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (secrétaire général d'arrondissement -collaborateurs de cabinet des maires d'arrondissement - services communaux mis à la disposition du maire d'arrondissement) (p. 4739)
Intervient sur l'amendement n° 86 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (secrétaire général de la mairie d'arrondissement)(p. 4739)
Intervient sur l'amendement n° 90 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (cabinet du maire d'arrondissement) (p. 4739)
Intervient sur l'amendement n° 87 rectifié de M. Georges Sarre (création de conseils consultatifs) (p. 4740)
Intervient sur l'amendement n° 88 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (coopération intercommunale entre Paris et les communes environnantes) (p. 4741)
Soutient l'amendement n° 147 deuxième rectification précédemment réservé de la commission (augmentation du nombre de conseillers municipaux dans les villes de plus de 10 000 habitants) (p. 4742) : rejeté (p. 4742)
Intervient sur l'amendement n° 573 deuxième rectification précédemment réservé de M. Léonce Deprez (mode de scrutin et augmentation du nombre de conseillers municipaux pour les communes de 2 000 à 2 500 habitants) (p. 4742)
Soutient l'amendement n° 741 rectifié précédemment réservé de la commission (délégation à l'exécutif des collectivités territoriales de la compétence pour contracter des emprunts et conclure des contrats de couverture) (p. 4743) : adopté (p. 4743)
Soutient l'amendement n° 740 rectifié précédemment réservé de la commission (composition de la commission permanente du conseil général) (p. 4743) : adopté (p. 4743)
Intervient sur l'amendement n° 785 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (consultation des électeurs du département) (p. 4744)
Intervient sur l'amendement n° 786 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744)
Intervient sur l'amendement n° 787 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744)
Intervient sur l'amendement n° 788 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744)
Intervient sur l'amendement n° 789 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (modalités de consultation des électeurs du département) (p. 4744)
Intervient sur l'amendement n° 790 précédemment réservé de M. Christian Estrosi (de conséquence) (p. 4745)
Intervient sur l'amendement n° 246 rectifié précédemment réservé de M. Gilles Carrez (modalités de calcul du coefficient d'intégration fiscale des communautés d'agglomération) (p. 4746)
Soutient l'amendement n° 706 précédemment réservé de M. Patrick Rimbert (rattachement de plein droit des offices publics aux communautés urbaines et communautés d'agglomération) (p. 4746) : adopté (p. 4747)
Soutient l'amendement n° 630 rectifié précédemment réservé de M. Jean-Marc Ayrault (fonds de concours versés par la communauté urbaine pour la réalisation d'équipements ne relevant pas de sa compétence) (p. 4747) : adopté (p. 4748)
Soutient l'amendement n° 739 précédemment réservé de la commission (conventions pour création ou gestion d'équipements ou services entre la communauté urbaine et les collectivités concernées) (p. 4748) : retiré (p. 4749)
Intervient sur l'amendement n° 629 précédemment réservé de M. François Cuillandre (conventions pour création ou gestion d' équipements ou services entre la communauté urbaine et les collectivités concernées) (p. 4748)
Soutient l'amendement n° 738 précédemment réservé de la commission (composition du conseil d'administration et élection du président du syndicat mixte d'un parc naturel régional) (p. 4749) : adopté (p. 4749)

Soutient l'amendement n° 594 précédemment réservé de M. Bernard Derosier (composition du conseil d'administration et élection du président du syndicat mixte d'un parc naturel régional) (p. 4749) : adopté (p. 4749)

Soutient l'amendement n° 628 précédemment réservé de M. Jean-Paul Chanteguet (composition du conseil d'administration et élection du président du syndicat mixte d'un parc naturel régional) (p. 4749) : adopté (p. 4749)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (conseil d'administration des parcs naturels régionaux) (p. 4749)

Intervient sur l'amendement n° 772 précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (présidents des syndicats gérant les parcs naturels régionaux) (p. 4749)

Soutient l'amendement n° 736 précédemment réservé de la commission (calcul de l'attribution de compensation aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale) (p. 4750) : adopté (p. 4750)

Intervient sur l'amendement n° 54 rectifié précédemment réservé de M. Jacques Pélissard (mode de calcul de l'attribution de compensation) (p. 4750)

Soutient l'amendement n° 136 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (de conséquence) (p. 4750) : retiré (p. 4750)

Soutient l'amendement n° 137 deuxième rectification précédemment réservé de la commission des finances (dotation globale de fonctionnement des établissements publics autres que les communautés d'agglomération) (p. 4750) : retiré (p. 4751)

Soutient l'amendement n° 138 rectifié précédemment réservé de la commission des finances (consultation de la commission consultative de l'évaluation des charges sur les transferts entre les régimes de sécurité sociale et les collectivités territoriales) (p. 4751) : adopté (p. 4752)

Soutient l'amendement n° 579 précédemment réservé de M. Jean-Yves Caullet (aménagement du temps de travail des agents des collectivités territoriales et des établissements publics) (p. 4752) : retiré (p. 4753)

Intervient sur l'amendement n° 599 précédemment réservé de M. Pierre Lasbordes (allongement du délai pour la transformation des districts en communauté d'agglomération ou de communes) (p. 4754)

Intervient sur l'amendement n° 224 précédemment réservé de M. Lionnel Luca (application de la stricte parité pour l'élection des adjoints dans les communes de plus de 2 500 habitants) (p. 4759)

Soutient l'amendement n° 173 rectifié de la commission (nouvelle dénomination pour le conseil général et ses membres : "conseil départemental et conseillers départementaux") (p. 4759) : adopté (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 685 précédemment réservé de M. Alain Ferry (prise en compte du vote blanc) (p. 4761)

Avant l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 68 deuxième rectification précédemment réservé du Gouvernement (transfert de compétences aux régions en matière d'aide aux entreprises) (p. 4784)

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (actions complémentaires de la région dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 4788)

Intervient sur le sous-amendement n° 275 de M. Franck Dhersin (compétence de droit commun de la région en matière de formation professionnelle des jeunes et des adultes) à l'amendement n° 80 deuxième rectification précédemment réservé du Gouvernement (plan régional de développement des formations professionnelles) (p. 4793)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Article 3 (article 371-4 du code civil : relations de l'enfant avec les membres de ses lignées et avec les tiers)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. François Colcombet (relations avec les grands-parents et les tiers) (p. 4265)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Article 1er F

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (association du maire à la définition des actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité - information sur les résultats) (p. 5016)

Article 21 (art. 23-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 : réglementation des rassemblements festifs à caractère musical)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (de suppression) (p. 5056)

Yves ROME
Oise (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Gilbert ROSEAU
Hérault (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 mai 2001] (p. 7598)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 12 mai 2001] (p. 7598)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9523)

José ROSSI
Corse-du-Sud (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Estime qu'il n'est pas dans la tradition parlementaire qu'un orateur interpelle nominativement ses collègues et prenne à témoin les tribunes du public et qu'il est regrettable d'exploiter politiquement un drame et de ne pas respecter une assemblée régionale [15 mai 2001] (p. 2925)

DÉBATS

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son rappel au règlement (cf supra) [15 mai 2001] (p. 2925)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 147 (modification du titre Ier : "Dispositions transitoires") (p. 2972) : retiré (p. 2973)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. François Fillon (modifications ultérieures relatives à la Corse examinées dans le cadre d'une loi de décentralisation) (p. 2976)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2985)

Article 2 (art. L. 4423-1 du code général des collectivités territoriales : contrôle de légalité des délibérations portant adaptation des dispositions législatives ou réglementaires)

Son amendement n° 148 (de suppression) (p. 3007) : rejeté (p. 3008)

Avant l'article 4

Son amendement n° 172 (répartition des compétences entre collectivité territoriale de Corse et autres collectivités territoriales de l'île - notion de collectivité chef de file) (p. 3009) : rejeté (p. 3011)

Article 5 (art. L. 4424-3 du code général des collectivités territoriales : actions de formation supérieure)

Son amendement n° 95 deuxième rectification (rédactionnel) : adopté (p. 3015)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son intervention (p. 3016)

Article 8 (art. L. 4424-6 du code général des collectivités territoriales : soutien aux activités audiovisuelles et action culturelle internationale)

Son amendement n° 94 (action culturelle internationale dans le cadre de la coopération décentralisée) : adopté (p. 3026)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Son intervention (p. 3027)

Intervient sur l'amendement n° 205 rectifié du Gouvernement (mission de contrôle scientifique et technique de la compétence de l'Etat) (p. 3028)

Son amendement n° 150 (procédure de classement des monuments historiques) : adopté (p. 3029)

Son amendement n° 92 (de coordination) : adopté (p. 3029)

Son amendement n° 152 (présidence du conseil des sites de Corse) (p. 3029) : rejeté (p. 3030)

Article 12 (art. L. 4424-9 à L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales : plan d'aménagement et de développement durable)

Son intervention (p. 3034)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Son amendement n° 90 (de cohérence) : adopté (p. 3079)

Article 17 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : aide au développement économique)

Son intervention (p. 3088)

Après l'article 22

Son amendement n° 155 (organismes collecteurs des fonds de la contribution des employeurs destinés à la formation professionnelle) : rejeté (p. 3093)

Article 24 (art. L. 222-1 et 2, 332-2, 332-6, 332-10 et 11, 332-13, 332-19-1, 341-1 et 411-5 du code de l'environnement : transfert de procédures en matière environnementale)

Son intervention (p. 3094)

Article 26 (art. L. 4424-36 du code général des collectivités territoriales : planification de la ressource en eau)

Son amendement n° 89 (mise en œuvre par la collectivité territoriale d'une gestion équilibrée des ressources en eau) : adopté (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 208 du Gouvernement (procédure d'élaboration du schéma directeur) (p. 3098)

Avant l'article 30

Son amendement n° 166 (nouvelle rédaction du titre II : "Dispositions transitoires relatives aux moyens et

ressources de la collectivité territoriale de Corse") : retiré (p. 3101)

Article 30 (transfert ou mise à disposition des services et des biens de l'Etat correspondant aux compétences transférées)

Son intervention (p. 3102)

Article 34 (art. L. 4425-2 du code général des collectivités territoriales : compensation de charges)

Son amendement n° 169 (caractère concomitant et intégral de la compensation) : retiré (p. 3105)

Article 35 (chapitre II du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transferts de biens de l'Etat dans le patrimoine de la collectivité territoriale de Corse)

Son amendement n° 191 (transfert des tours génoises et casernes désaffectées) (p. 3105) : retiré (p. 3107)

Son amendement n° 190 (transfert des tours génoises) (p. 3105) : retiré (p. 3107)

Son amendement n° 192 (droit de priorité pour la collectivité territoriale sur tout projet de cession de tours génoises ou casernes désaffectées) (p. 3105) : retiré (p. 3107)

Son amendement n° 173 (audit financier et technique des transferts) : retiré (p. 3107)

Article 36 (art. L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales : dotation de continuité territoriale)

Son amendement n° 174 (affectation des reliquats à la réalisation de routes) (p. 3107) : rejeté (p. 3108)

Article 38 (art. 34 de la loi de finances pour 1993 - art. L. 4425-1 du code général des collectivités territoriales : ressources fiscales de la collectivité territoriale de Corse)

Son amendement n° 175 (affectation à la collectivité territoriale de 40% de la TIPP) (p. 3109) : rejeté (p. 3111)

Son amendement n° 193 (création d'un fonds spécial de soutien de l'artisanat) (p. 3111) : rejeté (p. 3112)

Article 40 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : exercice par la collectivité territoriale de Corse des missions confiées aux offices)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : dissolution des offices et de l'agence de tourisme à compter du 1er janvier 2004) (p. 3114)

Intervient sur l'amendement n° 77 deuxième rectification de la commission (tutelle de la collectivité territoriale sur les offices et l'agence de tourisme) (p. 3116)

Intervient sur l'amendement n° 219 du Gouvernement (tutelle de la collectivité territoriale sur les offices et l'agence de tourisme) (p. 3116)

Article 20 précédemment réservé (art. L. 4424-33 du code général des collectivités territoriales, art. 314-1 et 314-1-1 du code rural : orientations en matière de développement agricole, rural et forestier)

Son amendement n° 154 (convention entre Etat et collectivité territoriale sur les conditions de mise en œuvre de la politique agricole) (p. 3117) : adopté après modification (p. 3118)

Article 23 précédemment réservé (sous-sections 1 à 4 de la section 4 du chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : codification)

Son amendement n° 160 (transfert de compétences en matière de création de réserves de chasse et de faune sauvage) (p. 3119) : adopté (p. 3120)

Son amendement n° 157 (transfert de compétences en matière de création de réserves naturelles de chasse) (p. 3119) : adopté (p. 3120)

Son amendement n° 158 (transfert de compétences en matière d'établissement de plans de chasse) (p. 3119) : adopté après rectification (p. 3120)

Son amendement n° 159 (transfert de compétences en matière de fixation des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse) (p. 3119) : rejeté (p. 3120)

Article 43 (art. 244 quater E, 199 ter D, 220 D, 223 O, 1466 B bis et 1466 C du code général des impôts : aide fiscale à l'investissement)

Son amendement n° 177 (bénéfice du crédit d'impôt pour les filiales des grands groupes industriels implantées en Corse) (p. 3125) : rejeté (p. 3126)

Son amendement n° 178 (extension du crédit d'impôt aux investissements réalisés par les entreprises exerçant toute activité concourant au développement du tourisme) (p. 3126) : rejeté (p. 3127)

Son amendement n° 179 (élargissement du champ d'application du crédit d'impôt pour les entreprises du secteur agroalimentaire) (p. 3127) : rejeté (p. 3128)

Son amendement n° 88 (crédit d'impôt pour les investissements réalisés dans les zones rurales) (p. 3128) : adopté (p. 3129)

Son amendement n° 196 (crédit d'impôt pour les investissements réalisés dans les zones rurales) (p. 3128) : devenu sans objet (p. 3129)

Son amendement n° 180 (de coordination) : rejeté (p. 3129)

Son amendement n° 187 (bénéfice du crédit d'impôt pour les entreprises de transport routier et ferroviaire) : rejeté (p. 3129)

Son amendement n° 188 (bénéfice du crédit d'impôt pour les entreprises de services de conseil, d'étude et d'assistance) (p. 3129) : rejeté (p. 3130)

Son amendement n° 87 (allongement d'un an de la période de sortie de la zone franche en matière de taxe professionnelle) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3130)

Son amendement n° 86 (modalités de sortie de la zone franche en matière de taxe professionnelle) (p. 3130) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3131)

Son amendement n° 85 (de coordination) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3131)

Soutient l'amendement n° 70 de la commission (extension de l'exonération de taxe professionnelle à la valeur locative des immeubles) (p. 3131) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3131)

Son amendement n° 83 (extension de l'exonération de taxe professionnelle à la valeur locative des immeubles) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3131)

Son amendement n° 82 (de coordination) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3132)

Son amendement n° 182 (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux investissements réalisés depuis l'entrée en vigueur de la zone franche) : rejeté (p. 3132)

Son amendement n° 81 (durée de l'exonération de taxe professionnelle portée à 10 ans) (p. 3132) : rejeté (p. 3133)

Son amendement n° 80 (régime d'exonération jusqu'en 2022) (p. 3132) : rejeté (p. 3133)

Après l'article 43

Son amendement n° 198 (réduction de cotisations pour les artisans exerçant leur activité en Corse) : rejeté (p. 3133)

Son amendement n° 197 (abattement fiscal pour les artisans exerçant leur activité en Corse et adhérant à des centres de gestion) : rejeté (p. 3133)

Son amendement n° 183 (régime de TVA applicable aux ventes de terrains à bâtir) (p. 3133) : rejeté (p. 3134)

Article 44 (art. 4 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 : sortie progressive des dispositions d'exonération de charges sociales)

Son amendement n° 184 (dispositif de sortie étalé sur 3 ans) : rejeté (p. 3134)

Après l'article 44

Son amendement n° 203 (prix des cigarettes porté aux 3/4 du prix en France continentale) (p. 3135) : retiré (p. 3136)

Son amendement n° 79 (pérennisation de la réduction complémentaire de cotisations sociales accordée aux entreprises dans le cadre de la réduction du temps de travail) (p. 3136) : adopté (p. 3137)

Article 45 (art. 641 bis, 750 bis A, 885 H, 1135, 1135 bis, 1728 A et 1840 G undecies du code général des impôts : normalisation progressive du régime fiscal des successions en Corse)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (réduction à 12 ans de la période transitoire) (p. 3138)

Son intervention (p. 3139)

Avant l'article 47

Son amendement n° 185 (règles de représentativité syndicale) : rejeté (p. 3142)

Article 47 (art. L. 4421-3 du code général des collectivités territoriales : conférence de coordination des collectivités territoriales)

Son amendement n° 186 (participation du président de l'Assemblée de Corse) : adopté (p. 3142)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 78 rectifié de la commission (chambre régionale des comptes) (p. 3144)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 353)

Son intervention (p. 360)

Thèmes :

Collectivités territoriales : expérimentation : généralités (p. 360)

Collectivités territoriales : expérimentation : propositions de loi (p. 360)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : expérimentation (p. 361)

Etat : organisation (p. 360)

Ses explications de vote (p. 371)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 371)

Joseph ROSSIGNOL

Val-de-Marne (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6343, 6373)

Son intervention (p. 6376)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 6376, 6377)

Entreprises : épargne salariale : cotisations (p. 6377)

Entreprises : plan d'épargne d'entreprise (p. 6376)

Entreprises : plan d'épargne d'entreprise : plan d'épargne interentreprises (PEI) (p. 6376, 6377)

Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) (p. 6377)

Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 6377)

Politique économique : économie solidaire (p. 6377)

Travail : salaires (p. 6377)

Discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6384) ; [4 octobre 2000] (p. 6431, 6470)

Article 4 (article 237 bis A du code général des impôts et articles L. 441-2 et L. 441-1 du code du travail : provision pour investissement et dispositions diverses relatives à l'épargne salariale)

Soutient l'amendement n° 127 de M. Julien Dray (suppression de la provision pour investissement) (p. 6400) : rejeté (p. 6401)

Soutient l'amendement n° 128 de M. Julien Dray (allongement du délai pendant lequel les directions départementales du travail peuvent demander le retrait ou la modification des accords d'intéressement) (p. 6403) : rejeté (p. 6403)

Soutient l'amendement n° 129 de M. Julien Dray (suppression de la disposition limitant les effets des contestations portant sur les accords d'intéressement) (p. 6403) : retiré (p. 6403)

Soutient l'amendement n° 130 de M. Julien Dray (contestation et renégociation des accords d'intéressement) (p. 6403) : rejeté (p. 6404)

Article 6 (articles L. 443-1, L. 443-2 et L. 443-7 du code du travail : participation des mandataires sociaux aux PEE)

Soutient l'amendement n° 131 de M. Julien Dray (de suppression) (p. 6411) : rejeté (p. 6411)

Article 11 (articles L. 132-27, L. 133-5, L. 441-3, L. 442-4, L. 442-5, L. 443-1 et L. 443-8 du code du travail : diverses dispositions relatives à la négociation collective en matière d'épargne salariale)

Soutient l'amendement n° 138 de M. Julien Dray (affirmation de la primauté du salaire sur toute autre forme de rémunération) (p. 6451) : rejeté (p. 6452)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 4

Son amendement n° 462 soutenu par M. Julien Dray (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7108) : rejeté (p. 7116)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 2000)

6 - Urbanisme : établissements publics fonciers (p. 8796)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 303 de M. Julien Dray (définition du licenciement économique) (p. 3319)

Yvette ROUDY

Calvados (3ème circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi (n° 2709) de M. Gérard Gouzes relative au nom patronymique [31 janvier 2001] (n° 2901)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. Elargissement. Pays d'Europe centrale et orientale, perspectives [18 octobre 2000] (p. 6967)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8084)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : langue française (p. 8084)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 8084)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Son intervention (p. 9544)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9544, 9545)

Avortement : généralités (p. 9544, 9545)

Famille : contraception (p. 9545)

Professions de santé : médecins : avortement (p. 9544, 9545)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par Mme Christine Boutin (p. 1918)

Son intervention (p. 1923)

Thèmes :

Avortement : généralités (p. 1918, 1923)

Bioéthique : déontologie (p. 1918, 1923)

Famille : contraception (p. 1923)

Femmes : droits (p. 1918, 1923)

Femmes : femmes enceintes (p. 1923)

Proposition de loi n° 2709 relative au nom patronymique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2001] (p. 1291)

Son intervention au nom de la délégation aux droits des femmes (p. 1292)

Thèmes :
Etat civil : nom : transmission (p. 1293)
Femmes : égalité des sexes (p. 1293)

Discussion des articles [8 février 2001] (p. 1304)

Article 1er (article 57 du code civil : détermination du nom et inscription dans l'acte de naissance)

Son amendement n° 4 (choix du nom d'un ascendant du père ou de la mère jusqu'au 4ème degré inclus) (p. 1306) : rejeté (p. 1307)

Article 4 (article 334-2 du code civil : filiation naturelle et détermination du nom)

Son amendement n° 5 (choix du nom d'un ascendant du père ou de la mère jusqu'au 4ème degré inclus) : devenu sans objet (p. 1308)

Article 10 (article 43 de la loi n° 85-1372 du 23 décembre 1985 : dispositions de coordination et mesures transitoires)

Son amendement n° 6 (choix du nom d'un ascendant du père ou de la mère jusqu'au 4ème degré inclus) : devenu sans objet (p. 1309)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Son intervention (p. 3888)

Thèmes :
Union européenne : élargissement (p. 3888)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3888)

Jean ROUGER
Charente-Maritime (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'archéologie préventive [J.O. du 7 octobre 2000] (p. 15965)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 24 mai 2001] (p. 8359)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Son intervention (p. 9552)

Thèmes :
Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9553)
Avortement : généralités (p. 9552, 9553)
Professions de santé : médecins : avortement (p. 9553)

René ROUQUET
Val-de-Marne (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Son intervention (p.7917)

Procédure des questions :
Anciens combattants et victimes de guerre : veuves (p. 7917, 7918)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [18 janvier 2001] (p. 565)

Vote pour du groupe socialiste (p. 565)

Ségolène ROYAL
Ministre déléguée à la famille et à l'enfance puis Ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées

Est nommée Ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées. Décret du 28 mars 2001 [J.O. du 28 mars 2001] (p. 4807)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Jean-Claude Lemoine. Prestations familiales. Caisses. Excédents, utilisation [4 octobre 2000] (p. 6423)

M. Bernard Derosier. Enfants. Protection. Maltraitance, lutte et prévention [4 octobre 2000] (p. 6427)

M. François Brottes. Famille. Politique familiale. Enfants malades, aides de l'Etat [4 octobre 2000] (p. 6428)

M. Louis Mexandeau. Droit pénal. Agressions sexuelles. Pédophilie, lutte et prévention [10 octobre 2000] (p. 6592)

M. Bernard Birsinger. Enfants. Politique de l'enfance. Journée mondiale des droits de l'enfant, création [25 octobre 2000] (p. 7466)

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont. Enseignement. Elèves. Egalité des chances [14 novembre 2000] (p. 8501)

M. Jean-Paul Bret. Enfants. Politique de l'enfance. Perspectives [21 novembre 2000] (p. 9082)

M. Jacques Heuclin. Famille. Filiation. Code de la famille, réforme [6 décembre 2000] (p. 9870)

Mme Martine Aurillac. Télécommunications. Internet. Pédophilie, lutte et prévention [9 janvier 2001] (p. 52)

Mme Françoise Imbert. Famille. Filiation. Accouchement sous X, levée du secret [17 janvier 2001] (p. 475)

M. Didier Boulaud. Enfants. Protection. Jeux violents, interdiction [17 janvier 2001] (p. 477)

Mme Hélène Mignon. Famille. Politique familiale. Perspectives [6 février 2001] (p. 1133)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Femmes. Congé de maternité. Perspectives [28 mars 2001] (p. 1510)

M. Francis Hammel. Handicapés. Aide sociale. Prestations, récupération sur succession [9 mai 2001] (p. 2676)

Mme Hélène Mignon. Enfants. Enfants accueillis. Lien familial, maintien [16 mai 2001] (p. 2965)

M. Pierre Lasbordes. Handicapés. Obligation d'emploi. Application [16 mai 2001] (p. 2970)

M. Jean-Pierre Dupont. Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création [22 mai 2001] (p. 3194)

M. Jean-Claude Viollet. Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création [22 mai 2001] (p. 3197)

M. Jean-Claude Perez. Handicapés. Intégration en milieu scolaire. Aveugles, manuels scolaires, traduction en braille [23 mai 2001] (p. 3300)

M. François Rochebloine. Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création [5 juin 2001] (p. 3805)

M. Pierre Méhaignerie. Famille. Politique familiale. Modes de garde des enfants [5 juin 2001] (p. 3825)

M. Jean-Pierre Balligand. Economie sociale. Mutuelles. Réforme, conséquences [6 juin 2001] (p. 3920)

Mme Marie-Françoise Clergeau. Famille. Politique familiale. Congé de paternité, création [12 juin 2001] (p. 4072)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Gilbert Gantier. Prestations familiales. Caisses. Excédents, utilisation [3 octobre 2000] (p. 6311)

M. Jean Pontier. Institutions sociales et médico-sociales. Personnel. Durée du travail, réduction, application [5 juin 2001] (p. 3809)

M. Philippe Auberger. Etablissements de santé. Hôpitaux. Restructuration, conséquences, hôpital de Joigny, Yonne [5 juin 2001] (p. 3801)

M. Gérard Bapt. Etablissements de santé. Etablissements privés. Aides de l'Etat, Midi-Pyrénées [5 juin 2001] (p. 3799)

Mme Danielle Bousquet. Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. Perspectives [5 juin 2001] (p. 3810)

M. Gilbert Maurer. Frontaliers. Travailleurs frontaliers. Revendications [5 juin 2001] (p. 3807)

M. Jean-Pierre Baeumler. Arts et spectacles. Travailleurs du spectacle. Réglementation, conséquences, associations [5 juin 2001] (p. 3804)

M. Jean-Claude Bois. Emploi. Contrats emploi solidarité. Réduction, conséquences [5 juin 2001] (p. 3808)

M. Alain Gouriou. Handicapés. Polyhandicapés. Etablissements, fonctionnement, financement, Lannion-Trestel [5 juin 2001] (p. 3811)

Mme Geneviève Perrin-Gaillard. Assurance maladie maternité : prestations. Frais de transport. Remboursement [5 juin 2001] (p. 3803)

M. Jean-Jacques Denis. Institutions sociales et médico-sociales. Educateurs. Durée du travail, nuits en chambre de veille, prise en compte [26 juin 2001] (p. 4835)

M. Philippe Auberger. Handicapés. Autistes. Centre d'accueil, création, Yonne [26 juin 2001] (p. 4836)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Santé. Sida. Lutte et prévention [26 juin 2001] (p. 4839)

M. René Couanau. Etablissements de santé. Hôpitaux. Services de néonatalogie, ouverture, financement, centre hospitalier de Saint-Malo [26 juin 2001] (p. 4841)

M. Pierre Goldberg. Sécurité sociale. Affiliation. Salariés victimes de licenciements ou de plans sociaux [26 juin 2001] (p. 4838)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)

Intervient sur la question préalable opposée par Mme Christine Boutin (p. 6508)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6508 à 6510)

Famille : contraception (p. 6508 à 6510)

Famille : mineurs : contraception (p. 6508 à 6511)

Pharmacie et médicaments : médicaments : pilules abortives (p. 6508 à 6510)

Discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6531)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (placement "en dernier recours" de la délivrance de la pilule de contraception d'urgence par les infirmières scolaires) (p. 6535)

Intervient sur le sous-amendement n° 9 de Mme Christine Boutin (clause de conscience personnelle) à l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (p. 6535)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Françoise de Panafieu (rôle des infirmières scolaires) (p. 6537)

Intervient sur l'amendement n° 5 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (rôle psychologique des infirmières scolaires) (p. 6537)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 14 (article L. 841-1 du code de la sécurité sociale : renforcement de l'aide pour l'emploi d'une assistance maternelle agréée (AFEAMA))

Son intervention (p. 7570)

Article 15 (création de l'allocation et du congé de présence parentale)

Son intervention (p. 7574)

Intervient sur l'amendement n° 72 corrigé de la commission (renouvellement du congé par périodes) (p. 7575)

Soutient l'amendement n° 356 du Gouvernement (extension aux différentes fonctions publiques) (p. 7575) : adopté (p. 7575)

Soutient l'amendement n° 373 du Gouvernement (familles monoparentales : majoration) (p. 7575) : adopté (p. 7575)

Soutient l'amendement n° 357 du Gouvernement (extension aux différentes fonctions publiques) (p. 7575) : adopté (p. 7575)

Soutient l'amendement n° 358 corrigé du Gouvernement (extension aux différentes fonctions publiques) (p. 7576) : adopté (p. 7577)

Article 16 (articles L. 135-3 et L. 223-1 du code de la sécurité sociale : prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant)

Son intervention (p. 7579)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7586)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7586)

Intervient sur l'amendement n° 230 de M. Patrick Delnatte (de suppression) (p. 7586)

Intervient sur l'amendement n° 255 de M. Jean-Louis Debré (de suppression) (p. 7586)

Intervient sur l'amendement n° 351 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 7586)

Article 17 (article L. 532-4-1 nouveau du code de la sécurité sociale : cumul de l'allocation parentale d'éducation (APE) avec la reprise d'une activité professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Germain Gengenwin (droits des femmes travaillant à temps partiel) (p. 7587)

Intervient sur l'amendement n° 161 de Mme Jacqueline Fraysse (droits en cas de changement de situation familiale ou professionnelle) (p. 7587)

Article 18 (Fonds d'investissement pour les crèches)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Jean-Luc Préel (attribution de l'excédent de l'exercice 1999 de la branche famille) (p. 7590)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 14 bis (article 18 du décret-loi du 29 juillet 1939 : choix de l'allocataire des prestations familiales dans les départements d'outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 9300)

Article 14 ter (article L. 521-1 du code de la sécurité sociale : maintien des allocations familiales pour le dernier enfant à charge des familles en ayant élevé au moins trois)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 9301)

Article 15 (création de l'allocation et du congé de présence parentale)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (détermination du plafond de ressources) (p. 9301)

Article 16 supprimé par le Sénat (articles L. 135-3 et L. 223-1 du code de la sécurité sociale : prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rétablissement de l'article et de la prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant) (p. 9302)

Article 17 (article L. 532-4-1 nouveau du code de la sécurité sociale : cumul de l'allocation parentale d'éducation (APE) avec la reprise d'une activité professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) (p. 9302)

Article 18 (Fonds d'investissement pour les crèches)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rétablissement du fonds d'investissement pour les crèches) (p. 9302)

Proposition de loi n° 2737 tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 décembre 2000] (p. 10097)

Son intervention (p. 10099)

Sa réponse (p. 10113)

Thèmes :

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 10099 à 10101, 10113)

Enseignement : politique de l'éducation (p. 10100)

Famille : autorité parentale (p. 10101)

Famille : politique familiale (p. 10101)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : indépendance (p. 10099 à 10101, 10113, 10114)
Jeunes : politique à l'égard des jeunes : revenus (p. 10099 à 10101, 10113)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1095)

Thèmes :
Enfants : droits de l'enfant (p. 1112)
Famille : droit de la famille : réforme (p. 1111)
Famille : filiation naturelle : successions (p. 1112)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 1111)

Proposition de loi n° 2494 relative à la médiation familiale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 avril 2001] (p. 1833)

Son intervention (p. 1835)
Sa réponse (p. 1846)

Thèmes :
Famille (p. 1835)
Famille : autorité parentale (p. 1836)
Famille : divorce (p. 1837)
Famille : droit de la famille : réforme (p. 1835)
Famille : filiation (p. 1836)
Justice : médiation : famille (p. 1835)

Projet de loi n° 2815 autorisant la ratification de la convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination

PREMIÈRE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [5 avril 2001] (p. 1851)

Son intervention (p. 1851)

Thèmes :
Drogue : trafic (p. 1851)
Enfants : droits de l'enfant (p. 1851, 1852)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : droits de l'enfant (p. 1852)
Organisations internationales : Organisation internationale du travail (OIT) : droits de l'enfant (p. 1851)

Projet de loi n° 2870 relatif à l'accès aux origines personnelles

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3733)

Son intervention (p. 3733)
Sa réponse (p. 3748)

Thèmes :
Famille : filiation : recherche (p. 3733, 3749)
Femmes : accouchement sous X (p. 3733, 3749)

Discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3754)

Article 1er (chapitre VI du titre IV du livre 1er du code de l'action sociale et des familles : institution du Conseil national pour l'accès aux origines personnelles)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 3755)
Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) (p. 3755)
Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 3755)
Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rôle de proposition et de consultation sur les mesures législatives et réglementaires) (p. 3756)
Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de la commission (composition) (p. 3756)
Intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Danielle Bousquet (missions) (p. 3757)
Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de la commission (de précision) (p. 3757)
Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (réception par le Conseil des déclarations d'identité des ascendants, descendants et collatéraux privilégiés) (p. 3757)
Soutient le sous-amendement n° 38 du Gouvernement (suppression de la condition de décès du père ou de la mère) à l'amendement n° 7 de la commission (p. 3757) : retiré (p. 3758)
Intervient sur l'amendement n° 32 de Mme Danielle Bousquet (réception par le Conseil de la demande du père ou de la mère s'enquérant de leur recherche éventuelle par l'enfant) (p. 3758)
Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (demande d'accès à la connaissance de ses origines) (p. 3759)
Intervient sur l'amendement n° 33 de Mme Danielle Bousquet (transmission au Conseil des copies des éléments relatifs à l'identité des personnes) (p. 3759)
Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (communication au Conseil par les établissements de santé des éléments relatifs à l'identité des personnes) (p. 3759)
Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 3759)
Intervient sur l'amendement n° 11 rectifié de la commission (communication au Conseil des renseignements transmis par une autorité étrangère aux différents organismes traitant de l'adoption internationale) (p. 3759)
Soutient le sous-amendement n° 49 rectifié du Gouvernement (rôle du Conseil pour les personnes nées à l'étranger recherchant des éléments relatifs à leur origine) à l'amendement n° 11 rectifié de la commission (p. 3759) : rejeté (p. 3761)
Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (contact avec les parents de naissance établi par un membre du Conseil ou l'un de ses correspondants départementaux - suppression de la communication de l'identité de l'enfant aux ascendants, descendants et collatéraux dès lors que l'enfant a fait une demande d'accès à ses origines - consentement exprès du parent pour la levée du secret de son identité) (p. 3762)
Intervient sur le sous-amendement n° 42 de M. Jean-Paul Bret (suppression du caractère absolu du respect

de la vie privée) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3763)

Intervient sur le sous-amendement n° 40 de M. Jean-Paul Bret (communication de l'identité de la mère en cas de décès) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3764)

Intervient sur le sous-amendement n° 41 de M. Jean-Paul Bret (communication de l'identité du père en cas de décès) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (p. 3764)

Intervient sur le sous-amendement n° 43 de M. Jean-Paul Bret (l'accès à ses origines ne fait naître ni droits ni obligations) à l'amendement n° 13 de la commission (accès aux origines sans effet sur l'état civil et la filiation - interdiction d'une action en responsabilité contre la personne ayant demandé le secret) (p. 3765)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 3765)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié de la commission (communication de renseignements sur l'adresse du père ou de la mère par les administrations et organismes sociaux) (p. 3766)

Article 2 (art. L. 222-6 du code de l'action sociale et des familles : recueil de l'identité de la femme demandant à accoucher anonymement)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (informations délivrées à une femme désirant accoucher anonymement - formalités à accomplir pour permettre à l'enfant d'accéder ultérieurement à ses origines) (p. 3766)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de Mme Nicole Catala (simple proposition et non invitation faite à la mère à laisser des informations sur son identité) à l'amendement n° 50 de la commission (p. 3767)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Jean-François Mattei (prénoms donnés par la mère) (p. 3767)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (placement de l'enfant en priorité dans une famille d'accueil avant son adoption) (p. 3768)

Soutient le sous-amendement n° 77 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 3769) : adopté (p. 3769)

Article 3 (art. L. 223-7 du code de l'action sociale et des familles : correspondant départemental du conseil national - Obligation de communication des informations détenues par les organismes autorisés et habilités pour l'adoption sur les enfants ayant fait l'objet d'un accouchement anonyme)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (désignation par le président du Conseil général de 2 personnes au moins chargées des relations avec le Conseil national) (p. 3770)

Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (mission d'information des correspondants du Conseil national) (p. 3770) : adopté (p. 3770)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (obligation de mise en place d'un accompagnement psychologique de l'enfant) (p. 3770)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (formation des correspondants du Conseil national) (p. 3770)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (de coordination) (p. 3770)

Intervient sur l'amendement n° 20 rectifié de la commission (renseignements communiqués au Conseil national par les correspondants) (p. 3771)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 3771)

Article 4 (art. L. 224-5 du code de l'action sociale et des familles : suppression de la possibilité pour les parents de remettre leur enfant âgé de moins d'un an à l'aide sociale en demandant le secret de leur identité)

Soutient l'amendement n° 36 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3771) : adopté (p. 3771)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 37 du Gouvernement (articulation entre compétences du département et du Conseil national) (p. 3771) : adopté (p. 3771)

Intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Nicole Feidt (communication par les organismes autorisés et habilités pour l'adoption des dossiers individuels aux intéressés) (p. 3772)

Article 5 (titre IV du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) (p. 3772)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3773)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (de coordination) (p. 3773)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Jean-François Mattei (de coordination) (p. 3773)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de coordination) (p. 3773)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (de coordination) (p. 3773)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de coordination) (p. 3773)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 3773)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de coordination) (p. 3774)

Intervient sur l'amendement n° 25 corrigé de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3774)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) (p. 3774)

Article 6 (titre V du livre V du code de l'action sociale et des familles : application aux îles Wallis-et-Futuna)

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) (p. 3774)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (de coordination) (p. 3775)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Jean-François Mattei (de coordination) (p. 3775)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (de coordination) (p. 3775)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 3776)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (rédactionnel) (p. 3776)

Article 7 (titre VI du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à la Polynésie française)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (de coordination) (p. 3777)

Article 8 (titre VII du livre V du code de l'action sociale et des familles : application à la Nouvelle-Calédonie)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission rédactionnel) (p. 3777)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (de coordination) (p. 3778)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Jean-François Mattei (de coordination) (p. 3778)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de coordination) (p. 3778)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 39 de Mme Christiane Taubira (application de la loi n°2000-196 du 6 mars 2000 instituant un défenseur des enfants en Nouvelle-Calédonie, dans les TOM et à Mayotte) (p. 3779)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (nouveau titre : "Projet de loi relatif à l'accès aux origines personnelles des personnes adoptées et pupilles de l'Etat") (p. 3780)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4247)

Son intervention (p. 4249)

Sa réponse (p. 4261)

Thèmes :

Famille : autorité parentale : divorce (p. 4251)

Famille : autorité parentale : enfants (p. 4252, 4262)

Famille : autorité parentale : médiation (p. 4252, 4262)

Famille : autorité parentale : réforme (p. 4251)

Famille : domicile : enfants (p. 4251, 4262)

Famille : droit de la famille : réforme (p. 4249, 4261)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Article 2 (article 371-1 du code civil : définition de l'autorité parentale)

Soutient l'amendement n° 22 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4264) : adopté (p. 4264)

Intervient sur l'amendement n° 15 de Mme Danielle Bousquet (éducation à la citoyenneté) (p. 4264)

Intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (garde et surveillance) (p. 4264)

Article 3 (article 371-4 du code civil : relations de l'enfant avec les membres de ses lignées et avec les tiers)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. François Colcombet (relations avec les grands-parents et les tiers) (p. 4265)

Intervient sur l'amendement n° 17 de Mme Danielle Bousquet (diplôme d'Etat de médiateur) (p. 4266)

Article 4 (articles 372, 372-1, 372-2-1 nouveau et 372-3 à 372-5 nouveaux du code civil : modalités d'exercice de l'autorité parentale)

Soutient l'amendement n° 23 du Gouvernement (filiation par adoption simple) (p. 4268) : adopté (p. 4268)

Intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Danielle Bousquet (information sur l'autorité parentale à la naissance) (p. 4269)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Cardo (obligation d'information des deux parents sur la santé et la scolarité de l'enfant) (p. 4270)

Soutient l'amendement n° 24 du Gouvernement (durée de la pension alimentaire) (p. 4270) : adopté (p. 4270)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Pierre Cardo (pension alimentaire pour un enfant handicapé) (p. 4271)

Intervient sur l'amendement n° 8 de Mme Christine Lazerges (rédactionnel) (p. 4271)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. François Colcombet (homologation de la convention organisant la garde alternée sauf décision motivée du juge) (p. 4271)

Soutient le sous-amendement n° 46 du Gouvernement (homologation conditionnée par le libre consentement des parents et la préservation de l'intérêt de l'enfant) à l'amendement n° 10 de M. François Colcombet (p. 4271) : adopté (p. 4272)

Soutient l'amendement n° 44 du Gouvernement (médiation inappropriée en cas de violences familiales) (p. 4273) : adopté (p. 4275)

Intervient sur l'amendement n° 13 de M. François Colcombet (médiation de droit en cas de demande d'un parent sauf violences familiales graves) (p. 4273)

Soutient l'amendement n° 45 du Gouvernement (de conséquence) (p. 4276) : adopté (p. 4276)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Danielle Bousquet (liste de médiateurs disponible dans chaque tribunal) (p. 4276)

Intervient sur l'amendement n° 9 de Mme Christine Lazerges (rédactionnel) (p. 4277)

Soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (rappel de ses obligations au parent ne respectant pas les devoirs liés à l'autorité parentale) (p. 4277) : adopté (p. 4277)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. François Colcombet (suppression de l'âge de l'enfant dans les critères d'appréciation du juge sur les modalités d'exercice) (p. 4277)

Soutient l'amendement n° 47 du Gouvernement (âge de l'enfant pris en compte sans que cet élément puisse suffire à lui seul) (p. 4278) : adopté (p. 4279)

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (assistance d'un pédopsychiatre) (p. 4279)

Intervient sur l'amendement n° 1 corrigé de Mme Chantal Robin-Rodrigo (possibilité pour le juge d'ordonner une enquête sociale après sa décision sur le mode de garde) (p. 4279)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Pierre Cardo (interdiction de sortie du territoire en cas de risque de déplacement illicite d'un enfant mineur vers l'étranger) (p. 4285)

Article 5 (article 373 du code civil : affirmation du principe de coparentalité)

Soutient l'amendement n° 25 du Gouvernement (de coordination) (p. 4286) : adopté (p. 4286)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (répartition des charges de déplacement en cas de changement de résidence) (p. 4286)

Intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (possibilité de médiation en cas de changement de résidence) (p. 4287)

Article 6 (articles 377 et 377-1 du code civil : délégation de l'autorité parentale)

Soutient l'amendement n° 26 du Gouvernement (conditions de la demande de délégation) (p. 4289) : adopté (p. 4289)

Article 7 (coordinations)

Soutient l'amendement n° 29 du Gouvernement (obligation de pension alimentaire - droit de surveillance) (p. 4291) : adopté (p. 4291)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. François Colcombet (forme de la pension alimentaire) (p. 4291)

Soutient l'amendement n° 27 du Gouvernement (de coordination) (p. 4292) : adopté (p. 4292)

Soutient l'amendement n° 28 du Gouvernement (de coordination) (p. 4292) : adopté (p. 4292)

Article 9 (harmonisation des droits des enfants légitimes, naturels et adultérins)

Soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (information sur l'autorité parentale lors du mariage et de la reconnaissance) (p. 4292) : adopté (p. 4293)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Chantal Robin-Rodrigo (création d'un observatoire de la parentalité) (p. 4293)

Soutient l'amendement n° 31 du Gouvernement (application à Mayotte) (p. 4294) : adopté (p. 4294)

Après l'article 10

Soutient l'amendement n° 32 du Gouvernement (affiliation de l'enfant à la sécurité sociale de chacun de ses parents) (p. 4294) : adopté (p. 4294)

S

Michel SAINTE-MARIE
Gironde (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1284, posée le 22 janvier 2001. Assurances. Contrats (J.O. Questions p. 355). Appelée le 23 janvier 2001. Personnes atteintes de pathologies graves, réglementation (p. 642)

Rudy SALLES
Alpes-Maritimes (3ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Membre titulaire du comité d'orientation des programmes de la société nationale de programme La Cinquième [J.O. du 17 décembre 2000] (p. 20121)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2943 visant à favoriser l'épandage des issues oléicoles et à lutter contre les effets polluants résultant de leur valorisation thermique [27 mars 2001]

Proposition de loi n° 3124 visant à élargir la protection autour des stations-relais ou pylônes radioélectriques et soumettre leur installation à une autorisation de permis de construire octroyée après avis des riverains et associations de riverains [12 juin 2001]

Proposition de loi n° 3128 visant à favoriser le développement de l'emploi dans la restauration par l'extension du taux réduit de TVA à l'ensemble de ce secteur [12 juin 2001]

Proposition de loi n° 3236 tendant à réprimer les atteintes portées au drapeau tricolore et à l'hymne national [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [9 janvier 2001] (p. 51)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Nice [2 mai 2001] (p. 2505)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1313, posée le 29 janvier 2001. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 488). Appelée le 30 janvier 2001. Effectifs de personnel, moyens financiers, Nice (p. 878)

n° 1407, posée le 28 mai 2001. Enseignement supérieur. Certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire (CAPES) (J.O. Questions p. 3021). Appelée le 29 mai 2001. Langue d'oc, centre de formation, création, Nice (p. 3506)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6762)

Son intervention (p. 6773)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 6773)

Etrangers : intégration (p. 6774, 6775)

Syndicats : droits syndicaux (p. 6774, 6775)

Discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6782)

Article 1er (articles L. 122-45 et L. 611-1 du code du travail et article 225-2 du nouveau code pénal : mesures discriminatoires)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (profit du doute pour le salarié) (p. 6788)

Soutient l'amendement n° 4 de M. Germain Gengenwin (valeur de "l'absence de preuve contraire") (p. 6789) : rejeté (p. 6789)

Article 2 (articles L. 122-45-1 nouveau et L. 422-1-1 du code du travail : action en justice des organisations syndicales et droit d'alerte des délégués du personnel)

Son amendement n° 1 (prévision de l'accord écrit de l'intéressé) (p. 6790) : rejeté (p. 6791)

Après l'article 2

Son amendement n° 2 (montant des amendes sanctionnant les recours abusifs) : rejeté (p. 6793)

Article 4

Soutient l'amendement n° 5 de M. Germain Gengenwin (objectivité des preuves) (p. 6795) : rejeté (p. 6795)

Après l'article 4

Son amendement n° 3 (campagne annuelle de lutte contre les discriminations) (p. 6799) : rejeté (p. 6800)

Ses explications de vote (p. 6801)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 6801)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1714)

Son intervention (p. 1723)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 1724)
Femmes : droits (p. 1723)
Syndicats : droits syndicaux (p. 1724)
Travail : conditions de travail (p. 1724)
Travail : égalité professionnelle (p. 1723)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1725)

Après l'article 2 (article L. 122-45-3 nouveau du code du travail)

Son amendement n° 18 (amendes en cas de recours abusif) : rejeté (p. 1732)

Après l'article 4 (article L. 611-8 du code du travail)

Son amendement n° 19 (campagne annuelle contre les discriminations) : rejeté (p. 1735)

Après l'article 10 (article 6 bis nouveau de la loi n° 83-634)

Soutient l'amendement n° 32 de M. Thierry Mariani (litige ; charge de preuve) (p. 1737) : rejeté (p. 1737)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 1725)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8582)

Son intervention (p. 8597)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8598)
Collectivités territoriales : ressources : fiscalité (p. 8598)
Départements : préfectures (p. 8598)
Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8599)
Police : adjoints de sécurité (p. 8599)
Police : effectifs (p. 8599)
Police : police de proximité (p. 8599)
Police : police de proximité : coopération intercommunale (p. 8600)
Sécurité publique (p. 8598)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8598)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :

- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000

Son intervention (p. 8629)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8629)
Ordre public : sécurité : inégalités (p. 8629)
Police : effectifs : formation professionnelle (p. 8629)
Police : police de proximité (p. 8629)
Police : police de proximité : coopération intercommunale (p. 8629)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 559)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 559)
Parlement : prérogatives (p. 560)
Pays étrangers : Turquie (p. 560)

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 575)

Son intervention (p. 578)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : Conseil constitutionnel (p. 578)
Parlement : Sénat : élection présidentielle (p. 578)
Partis et mouvements politiques : gauche : Conseil constitutionnel (p. 578)
Président de la République : compte de campagne : Conseil constitutionnel (p. 578)

Projet de loi organique n° 2749 relatif au statut des magistrats

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 585)

Son intervention (p. 591)

Thèmes :

Constitution : révision : justice (p. 591)
Justice : Conseil supérieur de la magistrature : modes de scrutin (p. 592)
Justice : Cour de cassation (p. 593)
Justice : magistrats : arbitrage (p. 591)
Justice : magistrats : carrière (p. 592)
Justice : magistrats : discipline (p. 592)
Justice : magistrats : mobilité (p. 592)
Justice : magistrats : recrutement (p. 592)
Justice : magistrats : rémunération (p. 592)
Justice : réforme : Gouvernement (p. 591)

Proposition de loi n° 2946 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit de tous les aéroports français

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2319)

Article 1er (interdiction des mouvements nocturnes d'aéronefs)

Son intervention (p. 2324)

Intervient sur le sous-amendement n° 19 du Gouvernement (suppression de la référence à la date du 1er mai 2001) à l'amendement n° 16 de la commission (bruit mesuré dans la zone C et à proximité de la limite de la zone B) (p. 2332)

Intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Charles de Courson (suppression de la référence à la date du 1er mai 2001) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 2333)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2293)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2293)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2293)
Ordre public : sécurité : statistiques (p. 2293)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 2909)

Thèmes :

Régions : Corse (p. 2909)
Régions : Corse : langues régionales (p. 2909)
Régions : Corse : projet de loi (p. 2909)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3679)

Son intervention (p. 3686)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 3686, 3688)
Associations : sectes : dissolution (p. 3687)
Associations : sectes : Parlement (p. 3686)
Associations : sectes : pays étrangers (p. 3688)
Droit pénal : manipulation mentale : sectes (p. 3687)
Droits de l'homme et libertés publiques : liberté : sectes (p. 3687)

Jean-Claude SANDRIER
Cher (2ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Vice-président de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Chargé d'une mission temporaire auprès du Ministre délégué à la ville [J.O. du 24 octobre 2000] (p. 16958)

DÉPÔT

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome IV : Défense (forces terrestres) (n° 2627) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômeurs. Primes de fin d'année, perspectives [6 décembre 2000] (p. 9876)

Travail. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Augmentation [29 mai 2001] (p. 3532)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1446, posée le 18 juin 2001. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3433). Appelée le 19 juin 2001. Fonctionnement, financement, centre hospitalier de Vierzon (p. 4369)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7971)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : crédits budgétaires (p. 7971)
Défense : chars de combat (p. 7972)
Défense : GIAT-Industries (p. 7972)
Défense : missiles (p. 7972)
Défense : personnel civil : rémunération (p. 7971)
Recherche (p. 7972)

Vote des crédits et articles rattachés [6 novembre 2000] (p. 8023)

Titre V

Son intervention (p. 8023)

André SANTINI
Hauts-de-Seine (10ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

Démission le 5 avril 2001 (voir indications préliminaires) [J.O. du 6 avril 2001] (p. 5378)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome X : Emploi et solidarité (ville et intégration) (n° 2629) [11 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2771 visant à placer sous l'autorité du maire une police territoriale regroupant les effectifs des unités à vocation territoriale de la police nationale et de la police municipale [29 novembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8376)

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8379)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : contrats de ville (p. 8379)

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 8379)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 8380)

Aménagement du territoire : villes : crédits (p. 8379, 8380)

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000] (p. 8415) :

- Réunion de la commission de la production du 26 octobre 2000

Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges

Son intervention (p. 8420)

Thèmes :

Aménagement du territoire : villes : crédits (p. 8420)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8420, 8421)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 8420)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 555)

Thèmes :

Pays étrangers : Arménie (p. 556)

Pays étrangers : Turquie (p. 556)

Michel SAPIN

Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. André Vallini. Etat. Organisation. Réforme [17 octobre 2000] (p. 6866)

M. Jean Vila. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Perspectives [21 novembre 2000] (p. 9086)

M. Jean Vila. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Perspectives [23 janvier 2001] (p. 668)

M. Jacques Desallangre. Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Perspectives [30 janvier 2001] (p. 899)

Mme Janine Jambu. Fonctionnaires et agents publics. Traitement. Revalorisation, perspectives [2 mai 2001] (p. 2504)

M. Jacques Godfrain. Collectivités territoriales. Finances. Durée du travail, réduction, conséquences [2 mai 2001] (p. 2510)

M. Paul Patriarche. Aménagement du territoire. Zones rurales. Services publics, maintien [27 juin 2001] (p. 4997)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8703)

Son intervention (p. 8714)

Ses réponses (p. 8719 à 8724)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : modernisation (p. 8715)

Finances publiques : procédure budgétaire : ministère de la fonction publique (p. 8718)

Fonctionnaires et agents publics : accès : handicapés (p. 8718)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8715)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : prévisions (p. 8716)

Fonctionnaires et agents publics : formation professionnelle (p. 8715)

Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : femmes (p. 8718)

Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8717)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8717)

Ministères et secrétariats d'Etat : cabinets ministériels : rémunération (p. 8717)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8715)

Secteur public : services publics : rôle (p. 8718)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8718)

Réponses aux questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : fonctionnaires et agents publics (p. 8723) (M. Robert Gaïa) (p. 8722)

Etat : Plan (p. 8722) (M. Robert Pandraud) (p. 8721)

Fonctionnaires et agents publics : concours : coût (p. 8722) (M. Robert Pandraud) (p. 8721)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8722) (M. Georges Tron) (p. 8722)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : prévisions (p. 8721) (Mme Nicole Feidt) (p. 8720)

Fonctionnaires et agents publics : indemnité de résidence (p. 8719) (Mme Nicole Bricq) (p. 8719)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8721) (Mme Nicole Feidt) (p. 8720)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : Outre-mer (p. 8720) (M. Michel Tamaya) (p. 8719)

Grandes écoles : Ecole nationale d'administration (ENA) : bourses d'études (p. 8722) (M. Robert Pandraud) (p. 8721)

Justice : magistrats : commissions (p. 8722) (M. Robert Pandraud) (p. 8721)

Secteur public : services publics : Union européenne (p. 8723) (M. Jérôme Lambert) (p. 8723)

Vote des crédits et articles rattachés [20 novembre 2000] (p. 8953)

Après l'article 61

Soutient l'amendement n° 177 du Gouvernement [16 novembre 2000] (reconduction du congé de fin d'activité pour 2001) (p. 8724) : adopté (p. 8725)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9437)

Son intervention (p. 9440)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : catégorie A : femmes (p. 9440, 9441)

Fonctionnaires et agents publics : limite d'âge (p. 9441)

Travail : égalité professionnelle (p. 9440, 9441)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9649)

Son intervention (p. 9649)

Sa réponse (p. 9664)

Thèmes :

Administration : modernisation : fonctionnaires et agents publics (p. 9651)

Fonctionnaires et agents publics : concours (p. 9651)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : Gouvernement précédent (p. 9650)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : prévisions (p. 9650, 9651)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : Outre-mer (p. 9665)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : projet de loi (p. 9650, 9651)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : Sénat (p. 9650, 9651)

Fonctionnaires et agents publics : titularisation : histoire (p. 9649)

Travail : aménagement du temps de travail : fonction publique hospitalière (p. 9651)

Travail : aménagement du temps de travail : fonction publique territoriale (p. 9651)

Discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9665, 9684)

Article 1er (concours réservés et examens professionnels dans la fonction publique de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Dominique Paillé (création de postes budgétaires par réemploi de crédits afférents à la prise en charge d'agents non titulaires) (p. 9666)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (rétablissement du texte du projet de loi - période d'emploi de deux mois durant les douze mois précédents) (p. 9666)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean Vila (intégration des emplois-jeunes) (p. 9667)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Jean Vila (intégration des contrats aidés) (p. 9667)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Jean Vila (intégration des salariés à contrat à durée déterminée des établissements publics à caractère industriel et commercial) (p. 9668)

Intervient sur l'amendement n° 71 de M. Dominique Paillé (calcul de l'ancienneté en cas de travail à temps partiel) (p. 9669)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de coordination) (p. 9669)

Article 2 (recrutement par voie d'examen professionnel des enseignants non titulaires visés par la loi Perben)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (maîtres auxiliaires) (p. 9670)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Dominique Paillé (maîtres auxiliaires) (p. 9670)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de conséquence) (p. 9670)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Dominique Paillé (suppression de la référence à l'effectivité des services) (p. 9670)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 13 rectifié du Gouvernement (extension du bénéfice de la loi aux agents non titulaires participant aux missions de service public de formation et d'insertion professionnelle) (p. 9670) : adopté (p. 9671)

Article 3 (conditions communes pour bénéficier des concours réservés et de l'intégration directe dans la fonction publique territoriale)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean Vila (exercice de fonctions relevant des missions permanentes du service public substitué à celui de fonctions définies par les statuts particuliers des cadres d'emplois) (p. 9671)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 9672)

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Jean Vila (examens professionnels) (p. 9672)

Article 4 (intégration directe des agents contractuels dans un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Marc Dolez (prise en compte des services effectués dans d'autres collectivités ou établissements) (p. 9673)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) (p. 9673)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Marc Dolez (possibilité de prise en compte des services effectués dans la collectivité ou l'établissement précédents) (p. 9673)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Dominique Baert (agents non titulaires des syndicats de communes dissous en application de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale) (p. 9674)

Article 5 (concours réservés aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Christian Bourquin (délai de validité des concours porté de deux à trois ans) (p. 9674)

Intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (rédactionnel) (p. 9674)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 24 rectifié de la commission (agents non titulaires recrutés par une commune et affectés dans un EPCI) (p. 9675)

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean Vila (de conséquence - examen professionnel) (p. 9675)

Après l'article 5 bis

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Germain Gengenwin (participation des agents de droit privé des collectivités territoriales recrutés pour une durée supérieure à trois mois à l'élection des représentants du personnel aux comités techniques paritaires) (p. 9676)

Article 5 ter (recrutement en qualité de non titulaires pour une durée indéterminée des personnels transférés d'une association à une collectivité territoriale ou à un EPCI)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article (p. 9679, 9680)

Intervient sur le sous-amendement n° 51 de M. Christian Bataille (personnels bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée à la date de la promulgation de la loi) à l'amendement n° 25 de la commission (p. 9679)

Article 5 quater (personnels transférés d'une association oeuvrant dans le secteur social à un département ou un établissement public en relevant)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (de suppression en conséquence de l'adoption de l'article 5 ter) (p. 9684)

Après l'article 5 quater

Soutient l'amendement n° 81 du Gouvernement (prorogation des contrats de travail en cours pour le bénéfice de l'intégration directe ou des concours réservés) (p. 9684) : adopté (p. 9685)

Article 7 (concours et examens professionnels réservés aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) (p. 9685)

Article 10 (article 19 de la loi du 11 janvier 1984 : Validation des acquis professionnels pour l'admission à concourir - Ouverture de troisième concours et de concours sur titres - Déconcentration de l'organisation des concours dans la fonction publique de l'Etat)

Soutient l'amendement n° 53 du Gouvernement (suppression de la référence au caractère professionnel de l'expérience acquise) (p. 9686) : adopté (p. 9687)

Soutient l'amendement n° 54 du Gouvernement (caractère bénévole des responsabilités exercées au sein d'associations) (p. 9686) : adopté (p. 9687)

Article 13 (articles 3, 14, 33, 34 et 36 de la loi du 26 janvier 1984 : Assouplissement des conditions de cumul d'activités publiques et privées pour les agents à temps non complet des communes de moins de 2000 habitants - Rôle des centres de gestion dans la gestion prévisionnelle des emplois - Ouverture de troisième concours - Rapport sur la résorption de l'emploi précaire - Validation des acquis professionnels pour l'admission à concourir)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (de précision rédactionnelle) (p. 9688)

Intervient sur l'amendement n° 28 rectifié de la commission (suppression de la possibilité offerte par le Sénat aux communes de moins de 2 000 habitants de recruter de manière permanente des agents non titulaires pour une durée hebdomadaire de travail inférieure à 31 h 30) (p. 9688)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 12 du Gouvernement (cumul avec une activité privée d'un emploi public à temps non complet et dont la durée de travail est inférieure à la moitié de la durée légale) (p. 9688) : adopté (p. 9688)

Article 13 (articles 3, 14, 33, 34 et 36 de la loi du 26 janvier 1984 : Assouplissement des conditions de cumul d'activités publiques et privées pour les agents à temps non complet des communes de moins de 2 000 habitants - Rôle des centres de gestion dans la gestion prévisionnelle des emplois - Ouverture de troisième concours - Rapport sur la résorption de l'emploi précaire - Validation des acquis professionnels pour l'admission à concourir)

Soutient l'amendement n° 11 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (de suppression en conséquence de l'adoption de l'amendement n° 12 après l'article 14) (p. 9688) : adopté (p. 9689)

Intervient sur l'amendement n° 50 rectifié de M. Christian Bourquin (information et rôle des délégations du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 9689)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Georges Tron (possibilité offerte aux centres de gestion de constituer un groupement d'intérêt public) (p. 9690)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Georges Tron (suppression du recours à des conventions pour le financement de la mise à disposition de fonctionnaires des collectivités territoriales aux centres de gestion) (p. 9690)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (possibilité de financement par une cotisation additionnelle de la mise à disposition de

fonctionnaires des collectivités territoriales aux centres de gestion) (p. 9690)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Georges Tron (organisation de concours par un autre centre de gestion à la suite du refus du centre de gestion territorialement compétent) (p. 9691)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Georges Tron (comités techniques paritaires des centres de gestion) (p. 9691)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de conséquence) (p. 9691)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) (p. 9691)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 9692)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) (p. 9692)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (recrutement sans concours en cas d'intégration totale d'un cadre d'emplois dans un autre cadre d'emplois classé dans la même catégorie - intégration des secrétaires de mairie dans le cadre des attachés territoriaux) (p. 9692) : adopté (p. 9692)

Article 14 précédemment réservé (article 29 de la loi du 9 janvier 1986 : validation de l'expérience professionnelle pour l'admission à concourir en externe - Concours de troisième voie dans la fonction publique hospitalière)

Soutient l'amendement n° 55 du Gouvernement (suppression du caractère professionnel de l'expérience acquise) (p. 9692) : adopté (p. 9692)

Article 15 (article 7-1 (nouveau) de la loi du 26 janvier 1984 : réduction et aménagement du temps de travail dans la fonction publique territoriale)

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail fixées dans les limites applicables aux agents de l'Etat et non par référence aux conditions applicables à ceux-ci) (p. 9693)

Soutient l'amendement n° 14 rectifié du Gouvernement (maintien en vigueur des accords de réduction et d'aménagement du temps de travail conclus avant la promulgation de la présente loi) (p. 9693) : adopté (p. 9693)

Avant l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Jean-Louis Bianco (validation législative de décisions individuelles relatives à des agents du conseil supérieur de la pêche) (p. 9694)

Article 16 (article L. 52-1 du code électoral : publication d'un bilan de mandat lors de la campagne électorale)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Yves Tavernier (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9695)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Georges Tron (non intégration aux comptes de campagne du cautionnement et des frais engagés pour répondre à des attaques relatives à une procédure judiciaire) (p. 9696)

Article 18 (article L. 461 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre : octroi du statut de pupille de la Nation aux orphelins des sapeurs-pompiers décédés en service commandé)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Jacques Fleury (de suppression) (p. 9696)

Article 19 (validation des services effectifs accomplis en qualité de sapeur-pompier volontaire pour la détermination de la retraite)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 9697)

Article 20 (pensions de réversion et des rentes des ayants cause des sapeurs-pompiers décédés en service commandé)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) (p. 9697)

Article 21 (article 9 de la loi du 13 juillet 1983 : action sociale)

Soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement (suppression de l'énumération des prestations) (p. 9697) : adopté (p. 9697)

Soutient l'amendement n° 57 rectifié du Gouvernement (gestion des prestations par des organismes à but non lucratif ou par des associations loi de 1901) (p. 9697) : adopté (p. 9697)

Soutient l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (participation de l'Etat et des collectivités territoriales aux organes des organismes ou associations gestionnaires des prestations) (p. 9697) : adopté (p. 9697)

Article 22 (article 21 de la loi du 28 novembre 1990 : liste des emplois fonctionnels bénéficiant d'avantages en nature)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction de l'article modifiant le liste des emplois et réservant le bénéfice des dispositions de l'article aux seuls titulaires d'emplois fonctionnels) (p. 9698)

Article 24 (articles 47 et 53 de la loi du 26 janvier 1984 : intégration des postes de direction générale et de services techniques dans la liste des emplois fonctionnels des EPCI)

Intervient sur l'amendement n° 36 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article supprimant la référence au décret et fixant la liste des postes intégrés dans la liste des emplois fonctionnels) (p. 9698)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Bernard Derosier (perception des allocations de formation reclassement par les anciens agents d'employeurs publics lorsqu'ils ne touchent pas d'allocations chômage) (p. 9699)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Bernard Derosier (situation des fonctionnaires territoriaux pris en charge par le Centre national de la fonction publique teritoriale ou par un centre de gestion) (p. 9700)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Bernard Derosier (congé spécial des fonctionnaires territoriaux) (p. 9700)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [14 décembre 2000] (p. 10247)

Sa réponse (p. 10253)

Thèmes :

Emploi : jeunes (p. 10254)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : recrutement (p. 10254)

Fonctionnaires et agents publics : titularisation : commissions mixtes paritaires (p. 10253)
Fonctionnaires et agents publics : titularisation : fonction publique territoriale (p. 10254)
Travail : aménagement du temps de travail : fonction publique territoriale (p. 10254)
Travail : contrats à durée déterminée : collectivités territoriales (p. 10254)

Proposition de loi organique n° 2540 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2001] (p. 1217, 1251)

Son intervention (p. 1225)

Thèmes :

Administration : contrôle de gestion (p. 1225 à 1227)
Etat : réforme (p. 1225 à 1227)
Finances publiques : comptabilité publique (p. 1225, 1226)
Finances publiques : crédits budgétaires (p. 1225)
Finances publiques : exécution du budget (p. 1226, 1227)
Finances publiques : fongibilité des crédits (p. 1225, 1226)
Finances publiques : procédure budgétaire (p. 1225, 1226)
Finances publiques : programmes (p. 1226)
Fonctionnaires et agents publics (p. 1226)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1226)
Lois de règlement (p. 1226)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1225 à 1227)
Parlement : contrôle : rôle (p. 1226, 1227)
Parlement : relations entre le Parlement et le Gouvernement (p. 1225)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 juin 2001] (p. 4651)

Son intervention (p. 4652)

Thèmes :

Etat : réforme (p. 4652)
Fonctionnaires et agents publics (p. 4652)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 4652)
Parlement : prérogatives : finances publiques (p. 4652)
Parlement : rôle : généralités (p. 4652)

Nicolas SARKOZY
Hauts-de-Seine (6ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Après l'article 16

Son amendement n° 220 rectifié soutenu par M. Jean-Luc Warsmann (sanction du rassemblement ou stationnement dans les parties communes des immeubles) (p. 2456) : rejeté au scrutin public (p. 2457)

Joël SARLOT
Vendée (5ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2634 tendant à appliquer le taux réduit de TVA sur les carburants [18 octobre 2000]

Georges SARRE
Paris (6ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 mars 2001] (p. 4862)
Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 mars 2001] (p. 4862)
Rapporteur de la proposition de loi tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques (n° 2767) [18 avril 2001]
Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)
Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

DÉPÔTS

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative [3 octobre 2000]
Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques [29 novembre 2000]

Proposition de loi n° 2848 relative à la sécurité dans les ensembles immobiliers [9 janvier 2001]

Proposition de loi n° 2892 visant à garantir la part complémentaire de la retraite dite à 60 ans [30 janvier 2001]

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de loi (n° 2767) tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques [18 avril 2001] (n° 2991)

Proposition de loi n° 3248 portant instauration d'un contrat de location de taxi [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. BCE (banque centrale européenne). Missions [11 octobre 2000] (p. 6666)

Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, sommet de Nice [29 novembre 2000] (p. 9521)

Collectivités territoriales. Corse. Statut [13 décembre 2000] (p. 10178)

Politiques communautaires. Politique monétaire. Perspectives [20 décembre 2000] (p. 10548)

Produits dangereux. Amiante. Désamiantage, délais, Jussieu [17 janvier 2001] (p. 473)

Energie et carburants. EDF. Privatisation, conséquences [7 février 2001] (p. 1210)

TVA. Assiette. Service inclus dans le prix de vente [23 mai 2001] (p. 3295)

Outre-mer. DOM : Guadeloupe. Sécurité publique, sécheresse, aides de l'Etat [19 juin 2001] (p. 4409)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1197, posée le 2 octobre 2000. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels (J.O. Questions p. 5553). Suppléé par M. Jean-Pierre Michel. Appelée le 3 octobre 2000. Effectifs de personnel, Paris (p. 6328)

n° 1468, posée le 25 juin 2001. Enseignement. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3581). Suppléé par . Appelée le 26 juin 2001. Fermeture de classes, Paris (p. 4847)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel : estime que le traité de Nice est "mort" [12 juin 2001] (p. 4078)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6384) ; [4 octobre 2000] (p. 6431, 6470)

Article 7 précédemment réservé (article L. 443-1-2 nouveau du code du travail : création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Son intervention (p. 6454)

Son amendement n° 145 (de suppression) (p. 6455) : rejeté au scrutin public (p. 6458)

Article 8 précédemment réservé (articles L. 443-2, L. 443-5, L. 443-7 du code du travail, articles 81, 163 bis AA, 163 bis B, 231 bis E, 237 bis A, 237 ter du code général des impôts, article 186-3 de la loi du 24 juillet 1966 : dispositions diverses relatives au plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Son intervention (p. 6479)

Article 13 (articles 93-1 et 129-2 de la loi du 24 juillet 1966 : représentation des salariés actionnaires dans les organes dirigeants des sociétés)

Son amendement n° 146 (attribution d'un droit de vote double aux salariés) (p. 6490) : rejeté (p. 6491)

Ses explications de vote (p. 6495)

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6607)

Après l'article 5

Son amendement n° 7 (date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale) (p. 6616) : retiré (p. 6619)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 4

Son amendement n° 463 (institution de la taxe Tobin, frappant les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 7108) : rejeté (p. 7116)

Après l'article 12

Son amendement n° 204 précédemment réservé (taux réduit de TVA sur les disques et cassettes) : non soutenu (p. 7276)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Son intervention (p. 7905)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : appelés (p. 7905)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 7905, 7906)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7905, 7906)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite mutualiste du combattant (p. 7906)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 7906)

EDUCATION NATOINALE

II -ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 14 novembre 2000)

2 - Enseignement supérieur : crédits : U 3 M (Université Troisième Millénaire) (p. 8458)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

2 - Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 9060)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 16 (articles L. 135-3 et L. 223-1 du code de la sécurité sociale : prise en charge par la CNAF des majorations de pensions pour enfant)

Son amendement n° 12 (de suppression) (p. 7584) : rejeté (p. 7586)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9375)

Thèmes :

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 9376)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales : élimination des déchets (p. 9375)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9456)

Après l'article 8 septies

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Muguette Jacquaint (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9468)

Son sous-amendement n° 49 (caractère exceptionnel du travail de nuit) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9470) : devenu sans objet (p. 9472)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9776, 9800)

Son exception d'irrecevabilité (p. 9783) : rejetée au scrutin public (p. 9792)

Thèmes :

Administration : autorités administratives indépendantes (p. 9783)

Constitution : article 55 : révision (p. 9786)

Constitution : préambule (p. 9783)

Etat : Premier ministre (p. 9786)

Parlement : contrôle parlementaire : Union européenne (p. 9784)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 9783, 9786)

Secteur public : services publics : Union européenne (p. 9787)

Union européenne : construction européenne (p. 9783, 9785)

Union européenne : directives : autoroutes (p. 9789)

Union européenne : directives : Conseil d'Etat (p. 9785)

Union européenne : directives : mutuelles (p. 9788)

Union européenne : directives : postes (p. 9787)

Union européenne : directives : procédures (p. 9784)

Union européenne : directives : sanctions (p. 9785)

Union européenne : directives : télécommunications (p. 9788)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Son intervention (p. 10477)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 10477)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10477)

Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 10477)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 10477)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 32

Son amendement n° 123 (bénéfice d'un droit de veto sur les embauches pour les salariés l'année suivant un licenciement économique) : rejeté (p. 278)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 32 (information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce publique du chef d'entreprise ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi)

Son intervention (p. 3280)

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Maxime Gremetz (action suspensive devant le juge des référés) (p. 3306)

Après l'article 32 bis

Son amendement n° 41 (droit de veto pour les institutions représentatives sur les changements à l'organisation du temps de travail) (p. 3307)

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (rapports entre les entreprises sous-traitantes et les entreprises donneuses d'ordre) (p. 3313)

Son amendement n° 38 (conditions de recrutement l'année suivant un licenciement économique) (p. 3317)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Maxime Gremetz (définition restrictive du licenciement économique) (p. 3322)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 294 de M. Michel Suchod (suppression du crédit d'impôt en cas de licenciements économiques) (p. 3351)

Intervient sur l'amendement n° 295 de M. Jean-Pierre Chevènement (plan industriel et plan social en cas de nombre élevé de licenciements) (p. 3355)

Après l'article 35

Son amendement n° 39 (ancienneté du salarié appréciée sur la totalité des contrats successifs) (p. 3371)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 550)

Thèmes :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 550)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 550)
Pays étrangers : Turquie (p. 550)
Union européenne : élargissement : Turquie (p. 550)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Article 54 quinquies (articles 13 et 27 du code de l'industrie cinématographique : agrément des cartes à accès multiples)

Son amendement n° 175 (garantie d'un montant minimum de rémunération pour l'exploitant) (p. 745) : retiré (p. 747)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2510)

Son intervention (p. 2513)

Thèmes :

Etat (p. 2513)
Politique économique : mondialisation (p. 2513)
Politique générale : libéralisme (p. 2513)
Travail : licenciements (p. 2513, 2514)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1095)

Son intervention (p. 1106)

Thèmes :

Donations et successions : héritiers : pays étrangers (p. 1107)
Famille : droit de la famille : réforme (p. 1107)
Famille : filiation naturelle : successions (p. 1107)
Famille : mariage : information (p. 1107)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 1106)

Proposition de loi organique n° 2540 relative aux lois de finances

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 février 2001] (p. 1217, 1251)

Son intervention (p. 1232)

Thèmes :

Constitution : article 40 (p. 1233)
Finances publiques : annualité budgétaire (p. 1233)
Finances publiques : fongibilité des crédits (p. 1233)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 1232)
Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 1233)
Finances publiques : programmes (p. 1233)
Finances publiques : recettes (p. 1233)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1232, 1233)
Parlement : contrôle : rôle (p. 1233)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1232, 1233)
Secteur public : services publics (p. 1233)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)

Son intervention (p. 2018)

Thèmes :

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2019)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2019)

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles : recours en récupération

Son amendement n° 74 (suppression du recouvrement sur succession) : non soutenu (p. 2078)

Proposition de loi n° 2767 tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2119)

Son intervention (p. 2119)
Son interruption en qualité de rapporteur (p. 2129)

Thèmes :

Banques et établissements financiers (p. 2119, 2120)

Banques et établissements financiers : comptes courants : rémunération (p. 2119, 2120)
Moyens de paiement : chèques (p. 2119, 2120)
Moyens de paiement : chèques : droit communautaire (p. 2120, 2129)
Moyens de paiement : chèques : Gouvernement (p. 2120)
Politique sociale : inégalités (p. 2119)
Union européenne : euro (p. 2119)

Discussion de l'article unique [24 avril 2001] (p. 2131)

Après l'article unique

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Inchauspé (alignement de la rémunération des comptes d'épargne non défiscalisés sur celle des comptes de type livret A) (p. 2131)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Article 1er (mesures d'activation des dépenses du régime d'assurance-chômage)

Son amendement n° 81 (de suppression) : non soutenu (p. 2722)

Article 12 précédemment réservé (article L. 621-3 nouveau du code de l'éducation : compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris)

Son intervention (p. 2799)

Son amendement n° 79 (de suppression) (p. 2801) : rejeté au scrutin public (p. 2804)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2946)

Thèmes :

Politique générale : nationalisme (p. 2946)
Régions : Corse (p. 2946)
Régions : Corse : République (p. 2946)
Régions : organisation : Union européenne (p. 2946)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2982)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son intervention (p. 3020)

Soutient l'amendement n° 213 corrigé de M. Jean-Pierre Chevènement (matière proposée à titre optionnel dans le cadre de l'horaire normal) (p. 3025) : rejeté (p. 3025)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Son amendement n° 264 soutenu par M. Jean-Pierre Michel (concurrence ouverte aux seules compagnies maritimes n'employant que des ressortissants européens) : rejeté (p. 3080)

Son amendement n° 265 soutenu par M. Jean-Pierre Michel (suppression de la restriction à certaines catégories de passagers du régime d'aides à caractère social) (p. 3080) : rejeté (p. 3081)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [12 juin 2001] (p. 4077)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel (cf supra) [12 juin 2001] (p. 4077)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4223)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 4224)
Collectivités territoriales : Paris : statut juridique (p. 4223)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : régions (p. 4223)
Communes : conseils d'arrondissement : compétences (p. 4223)
Communes : conseils de quartier (p. 4223)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 13 (suite) précédemment réservé (application à Paris, Marseille et Lyon)

Intervient sur l'amendement n° 434 rectifié de M. Claude Goasguen (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4593)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Renaud Muselier (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4593)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 616 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (consultation des maires d'arrondissement sur les projets de transformation d'immeubles) (p. 4599)

Intervient sur l'amendement n° 429 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (compétence des conseils d'arrondissement en matière de services et d'équipements de proximité - suppression de la tutelle du préfet) (p. 4605)

Intervient sur l'amendement n° 610 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (compétence de principe des conseils d'arrondissement en matière de gestion des équipements de proximité) (p. 4605)

Son amendement n° 81 rectifié précédemment réservé (délibération du conseil d'arrondissement sur la

totalité des décisions d'implantation d'équipements de proximité dans l'arrondissement) (p. 4604) : rejeté (p. 4608)

Son amendement n° 82 rectifié précédemment réservé (liste des services communaux dont la gestion est déléguée aux conseils d'arrondissement) (p. 4608) : rejeté (p. 4609)

Son amendement n° 237 rectifié précédemment réservé (consultation du conseil d'arrondissement sur les conditions d'admission dans les équipements de proximité) (p. 4611) : rejeté (p. 4613)

Son amendement n° 89 rectifié précédemment réservé (délégation aux conseils d'arrondissement pour traiter sur mémoires ou factures ou passer un contrat, sauf marchés publics) (p. 4613) : adopté (p. 4614)

Intervient sur l'amendement n° 437 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (information de la population par le conseil d'arrondissement) (p. 4722, 4725)

Intervient sur l'amendement n° 614 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (création d'une dotation d'action locale pour les conseils d'arrondissement) (p. 4723, 4725)

Son amendement n° 84 rectifié précédemment réservé (recettes de fonctionnement du conseil d'arrondissement) : devenu sans objet (p. 4726)

Son amendement n° 85 rectifié précédemment réservé (critères de répartition entre les arrondissements) : devenu sans objet (p. 4726)

Intervient sur l'amendement n° 842 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4733)

Intervient sur l'amendement n° 840 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4733)

Intervient sur l'amendement n° 845 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4733)

Intervient sur l'amendement n° 825 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4733)

Intervient sur l'amendement n° 619 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (secrétaire général d'arrondissement -collaborateurs de cabinet des maires d'arrondissement - services communaux mis à la disposition du maire d'arrondissement) (p. 4739)

Son amendement n° 86 rectifié précédemment réservé (secrétaire général de la mairie d'arrondissement) : devenu sans objet (p. 4740)

Son amendement n° 90 rectifié précédemment réservé (cabinet du maire d'arrondissement) : devenu sans objet (p. 4740)

Son amendement n° 87 rectifié (création de conseils consultatifs) (p. 4740) : rejeté (p. 4741)

Son amendement n° 88 rectifié précédemment réservé (coopération intercommunale entre Paris et les communes environnantes) : rejeté (p. 4741)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 367)

Son intervention (p. 367)

Ses explications de vote (p. 369)

Odile SAUGUES

Puy-de-Dôme (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile [J.O. du 20 octobre 2000] (p. 16838)

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile [J.O. du 26 octobre 2000] (p. 17129)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 6 décembre 2000] (p. 19386)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [J.O. du 7 décembre 2000] (p. 19452)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2619), portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [15 novembre 2000] (n° 2699)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports [6 décembre 2000] (n° 2785)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports. Politiques communautaires. Perspectives [18 octobre 2000] (p. 6968)

Logement : aides et prêts. Conditions d'attribution. Jeunes [13 juin 2001] (p. 4168)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Son intervention (p. 8252)

Procédure des questions :

Travail : inspection du travail : conflits individuels (p. 8252)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

III - EQUIPEMENT ET TRANSPORTS

Examen du fascicule [10 novembre 2000] (p. 8269)

Son intervention (p. 8281)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets toxiques : pétrole (p. 8283)

Impôts et taxes : taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (p. 8282)

Transports : crédits (p. 8281)

Transports : transport combiné (p. 8282)

Transports par eau : Compagnie générale maritime (CGM) (p. 8283)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 8282, 8283)

Transports par eau : Voies navigables de France (VNF) (p. 8282)

Transports routiers : transport de marchandises (p. 8282)

Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 8282)

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

Rapporteur de la commission de la production et des échanges, suppléante de M. André Capet

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [21 novembre 2000] (p. 9183)

Son intervention (p. 9185)

Thèmes :

Transports aériens : Air France : administration (p. 9185)

Transports aériens : Air France : trafic (p. 9185)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2000] (p. 9190)

Son intervention (p. 9191)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets toxiques : pétrole (p. 9191)

Politiques communautaires : directives : transports (p. 9191)

Professions libérales : officiers ministériels : courtiers (p. 9191)

Transports ferroviaires : TGV : interopérabilité (p. 9191)

Transports par eau : batellerie : transport de marchandises (p. 9191)

Transports par eau : sécurité de la navigation : transports maritimes (p. 9191, 9192)

Discussion des articles [21 novembre 2000] (p. 9198)

Article 2 (fondement juridique de l'indemnisation des titulaires d'offices de courtier maritime)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9198) : adopté (p. 9199)

Article 5 (reconversion professionnelle des courtiers maritimes)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 9199) : adopté (p. 9199)

Article 11 bis (contrôle des déchets d'exploitation et résidus de cargaison des navires)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Michel Marchand (conditions pour qu'un navire puisse quitter un port français sans avoir déballasté) (p. 9202)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 décembre 2000] (p. 10163)

Son intervention (p. 10163)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : pollution : pétrole (p. 10164)

Professions libérales : commissaires de transport (p. 10164)

Professions libérales : officiers ministériels : courtiers (p. 10163)

Union européenne : directives : transports (p. 10163)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9776, 9800)

Son intervention (p. 9820)

Thèmes :

Union européenne : directives : autoroutes (p. 9820)

Voirie : autoroutes (p. 9820)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Son intervention (p. 100)

Thèmes :

Travail : droit du travail : salariés (p. 100)

Travail : licenciements (p. 100)
Travail : plan social (p. 100)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 31 (réduction du temps de travail)

Son intervention (p. 268)

Article 32 (article L. 431-5-1 nouveau du code du travail : information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce publique du chef d'entreprise ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi)

Son intervention (p. 275)

Gérard SAUMADE

Hérault (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2001 [J.O. du 13 décembre 2000] (p. 19735)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2000 [J.O. du 20 décembre 2000] (p. 20227)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 mars 2001] (p. 4862)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 28 mars 2001] (p. 4862)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 26 avril 2001] (p. 6577)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 26 avril 2001] (p. 6577)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 32 : Intérieur et décentralisation (collectivités locales) (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Emploi. Chômage. Cadres, statistiques [27 juin 2001] (p. 4996)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1318, posée le 29 janvier 2001. Professions de santé. Diététiciens (J.O. Questions p. 489). Appelée le 30 janvier 2001. Exercice de la profession (p. 873)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8582)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8585)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8585)

Collectivités territoriales : ressources : fiscalité (p. 8585, 8586)

Coopération intercommunale : finances : dotations de l'Etat (p. 8586)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2000] (p. 8600)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 165 du Gouvernement (compensation de la suppression de la vignette pour certains véhicules utilitaires et de la réduction de la taxe foncière afférente aux HLM situés dans des quartiers sensibles) (p. 8600)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean-Louis Dumont (reconstruction de ponts détruits durant les combats de 1940) (p. 8601)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (reconstruction de ponts détruits durant les combats de 1940) (p. 8601)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean-Louis Dumont (rapport du Gouvernement sur les ponts détruits par faits de guerre) (p. 8602)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :

- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8623)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8623)

Collectivités territoriales : ressources : fiscalité (p. 8625)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 8623)

Coopération intercommunale : finances : dotations de l'Etat (p. 8624)

Impôts locaux : taxe professionnelle : France Télécom (p. 8624)

Impôts locaux : taxe professionnelle : La Poste (p. 8624)

Projet de loi n° 2906 portant création d'une prime pour l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2001] (p. 1173)

Son intervention (p. 1190)

Thèmes :

Emploi : chômage (p. 1190, 1191)
Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1190, 1191)
Politique économique : croissance (p. 1190)
Travail : salaires (p. 1190, 1191)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son intervention (p. 3020)

François SAUVADET
Côte-d'Or (4ème circonscription)
Union pour la Démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

Président de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 10 janvier 2001] (p. 467)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

n° 1238, posée le 27 novembre 2000. Consommation. Sécurité alimentaire (J.O. Questions p. 6651). Appelée le 28 novembre 2000. Viandes bovines (p. 9361)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Consommation. Sécurité des produits. Farines animales, interdiction [7 novembre 2000] (p. 8072)

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle [13 décembre 2000] (p. 10175)

Elevage. Maladies du bétail. Fièvre aphteuse, aides de l'Etat [27 mars 2001] (p. 1414)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1489, posée le 25 juin 2001. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 3585). Appelée le 26 juin 2001. Fonctionnement, financement, Côte d'Or (p. 4832)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Juge inacceptable qu'un ministre de la République mette en cause publiquement à la tribune de l'Assemblée les propos du chef de l'Etat [8 novembre 2000] (p. 8170)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 12

Son amendement n° 197 précédemment réservé (taux réduit de TVA pour la fourniture de repas à consommer sur place) (p. 7276) : non soutenu (p. 7278)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Ses interventions (p. 8130, 8132)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 novembre 2000] (p. 8170)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : aides (p. 8132)
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8131)
Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 8131)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 8133)
Enseignement agricole : crédits (p. 8133)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 8133)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 8130)

Vote des crédits et articles rattachés [8 novembre 2000] (p. 8189)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Christian Jacob (réduction des crédits affectés au financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8191)

Intervient sur l'amendement n° 68 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8191)

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8191)

Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Christian Jacob (réduction des crédits) (p. 8191)

Son amendement n° 146 (réduction des crédits affectés au financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8190) : rejeté (p. 8192)

Son amendement n° 147 (réduction des crédits affectés au financement des contrats territoriaux d'exploitation) (p. 8190) : rejeté (p. 8192)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Sa question n° 1238 (p. 9361)

Son intervention (p. 9374)

Thèmes :

Agriculture : agriculteurs en difficulté : aides (p. 9363)

Agroalimentaire : aliments pour animaux : bovins (p. 9362)

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 9375)

Commerce extérieur : exportations : viande bovine (p. 9361, 9362)

Commerce extérieur : importations : viande bovine (p. 9361, 9362, 9374)

Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 9363, 9374)

Politiques communautaires : directives : sécurité sanitaire (p. 9375)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9375)

Recherche : crédits : agroalimentaire (p. 9375)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9362)

Proposition de résolution n° 2687 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines carnées de viande et d'os

Avant la discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10205)

Son intervention (p. 10211)

Thèmes :

Agroalimentaire : aliments pour animaux : farines animales (p. 10213)

Agroalimentaire : certification de qualité : appellations d'origine contrôlée (AOC) (p. 10212)

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 10212)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 10212)

Commerce extérieur : exportations : viande bovine (p. 10212)

Commerce extérieur : importations : farines animales (p. 10212)

Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 10212)

Recherche (p. 10212)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 10212)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 10211, 10212)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10216)

Article unique (création d'une commission d'enquête)

Son amendement n° 2 (contenu des pratiques agricoles) : retiré (p. 10217)

Son amendement n° 1 (suppression du dernier alinéa de l'article de la résolution relatif à la "désintensification" des pratiques agricoles) : retiré (p. 10217)

Son amendement n° 4 (étude des diverses formes de productions agricoles ainsi que leurs effets sur la sécurité sanitaire) (p. 10217) : adopté (p. 10218)

Titre

Son amendement n° 3 (suppression de la référence aux enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles) : retiré (p. 10218)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3539)

Son intervention (p. 3548)

Thèmes :

Assurances : contrats : forêts privées (p. 3549)

Bois et forêts : forêts privées (p. 3549)

Impôts et taxes : fiscalité de l'épargne : forêts privées (p. 3549)

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Article 1er (articles L. 1 à L. 14 du code forestier : principes fondamentaux de la politique forestière)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (réaffirmation du caractère interministériel de la politique forestière) (p. 3556)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (représentation des intérêts associés à la forêt) (p. 3560)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (contenu du rapport en matière d'emplois dans la filière) (p. 3561)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Pierre Micaux (maintien du Fonds forestier national) (p. 3564)

Soutient l'amendement n° 158 de M. Jean Proriol (aides accordées aux associations syndicales libres ou autorisées) (p. 3566) : rejeté (p. 3567)

Soutient l'amendement n° 159 de M. Jean Proriol (chartes forestières de territoire forestier) (p. 3569) : rejeté (p. 3569)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (chartes élaborées à l'initiative des élus des collectivités concernées) (p. 3570)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : parcs nationaux et parcs naturels régionaux partenaires à part entière) (p. 3570)

Soutient l'amendement n° 152 de M. Pierre Micaux (certification du bois) (p. 3570) : retiré (p. 3571)

Article 4 (articles 1395 et 76 du code général des impôts : encouragements fiscaux à la régénération des forêts)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (propriétaires des parcelles sinistrées par les tempêtes de décembre 1999 admis au bénéfice des dispositions de l'article 4) (p. 3588)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Charles de Courson (forêts sinistrées par les tempêtes de décembre 1999 et remises en état exonérées de taxe foncière) (p. 3589)

Article 5 A (encouragement à l'utilisation du bois dans la construction, l'ameublement et le chauffage)

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (rapport au Parlement, dans un délai de cinq ans, relatif à l'encouragement à l'utilisation du bois comme matière première ou source d'énergie) (p. 3592)

Après l'article 5 A

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. Pierre Micaux (échange et cessions d'immeubles forestiers soumis à procédure) (p. 3597)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Pierre Ducout (échange et cessions d'immeubles forestiers soumis à procédure) (p. 3597)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Claude Jacquot (échange et cessions d'immeubles forestiers soumis à procédure) (p. 3597)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (tracteurs utilisés par les propriétaires forestiers admis au bénéfice de la retraite des professionnels agricoles non salariés) (p. 3603)

Intervient sur l'amendement n° 79 de la commission (rapport au Parlement sur les conditions d'assurance et de couverture du risque accident) (p. 3603)

Intervient sur le sous-amendement n° 212 de M. Félix Leyzour (négociation d'un accord collectif) à l'amendement n° 79 de la commission (p. 3604)

Article 14 (réglementation des boisements)

Intervient sur l'amendement n° 89 de la commission (reconnaissance des producteurs de sapins de Noël) (p. 3611)

Article 15 (prévention des incendies de forêt)

Soutient l'amendement n° 147 de M. Christian Kert (constructions implantées à plus de cinquante mètres) (p. 3619) : rejeté (p. 3619)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (amende réévaluée en cas de non-respect des obligations de débroussaillement) (p. 3620)

Article 19 (article L. 223-1 du code forestier : sanction des coupes abusives)

Intervient sur l'amendement n° 109 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3621)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 3621)

Article 21 quater (indemnisation des dégâts causés par le gibier)

Soutient l'amendement n° 190 de M. Charles de Courson (contenu du plan de chasse) (p. 3624) : rejeté (p. 3625)

Intervient sur le sous-amendement n° 211 du Gouvernement (de précision) à l'amendement n° 190 de M. Charles de Courson (p. 3624)

Après l'article 21 quater

Soutient l'amendement n° 191 de M. Charles de Courson (élargissement du champ des associations syndicales) (p. 3625) : adopté (p. 3625)

Après l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission (droit de pêche sur le domaine privé de l'Etat) (p. 3628)

Article 33 (Centre national professionnel de la propriété forestière)

Intervient sur l'amendement n° 124 de la commission (composition du Centre) (p. 3631)

Article 35 (article L. 521-3 [nouveau] du code forestier : principes et missions de la recherche sur la forêt et le bois)

Soutient l'amendement n° 156 de M. Pierre Micaux (procédures d'appréciation périodique) (p. 3632) : retiré (p. 3633)

Article 36 (coordination)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Pierre Micaux (association des organisations représentatives de la propriété forestière à l'élaboration du rapport) (p. 3635)

Article 5 B précédemment réservé (dispositifs d'encouragement à l'investissement forestier)

Intervient sur l'amendement n° 210 rectifié du Gouvernement (sociétés d'épargne forestière) (p. 3641)

Intervient sur l'amendement n° 73, deuxième rectification de la commission (dispositifs financiers destinés à favoriser l'investissement forestier) (p. 3641)

Ses explications de vote (p. 3649)

Abstention du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance (p. 3649)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Pierre Chevènement (p. 3859)

Son intervention (p. 3884)

Thèmes :

Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3885)

Union européenne : élargissement (p. 3859, 3885)

Union européenne : euro (p. 3859, 3885)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3859, 3884)

André SCHNEIDER

Bas-Rhin (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de l'observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16219)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Politique énergétique. Perspectives [28 novembre 2000] (p. 9402)

Retraites : généralités. Montant des pensions. Perspectives [23 janvier 2001] (p. 675)

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [23 mai 2001] (p. 3299)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1203, posée le 2 octobre 2000. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes (J.O. Questions p. 5554). Appelée le 3 octobre 2000. Délinquance, lutte et prévention, Bas-Rhin (p. 6328)

n° 1293, posée le 22 janvier 2001. Enseignement technique et professionnel. CAP et BEP (J.O. Questions p. 357). Appelée le 23 janvier 2001. Notation, réforme (p. 633)

n° 1393, posée le 21 mai 2001. Marchés publics. Code des marchés publics (J.O. Questions p. 2880). Appelée le 22 mai 2001. Réforme (p. 3168)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Procédure des questions :

Enseignement secondaire : personnel : personnel de direction (p. 8487)

Bernard SCHREINER

Bas-Rhin (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa session ordinaire de 1999 [10 novembre 2000] (n° 2696)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Droit. Statut scolaire d'Alsace-Moselle, maintien [4 avril 2001] (p. 1768)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Procédure des questions :

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : crédits budgétaires (p. 8097)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2000] (p. 8098)

Avant l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de la commission (création d'une délégation parlementaire chargée de contrôler le financement de la politique de coopération) (p. 8100)

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8189)

Procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8189)

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)

Son intervention (p. 7899)

Thèmes avant la procédure des questions :

Anciens combattants et victimes de guerre : « Malgré nous » (p. 7900)

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord : appelés (p. 7899)

Anciens combattants et victimes de guerre : crédits (p. 7899, 7900)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 7898)

Assurance invalidité décès : invalidité : anciens combattants et victimes de guerre (p. 7899)

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 2000)

4 - Logement : aides et prêts : prêts locatifs aidés d'insertion (PLAI) (p. 8795)

INTÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 16 novembre 2000)

10 - Police : commissariats : Haguenau (p. 8643)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9878)

Son intervention (p. 9889)

Thèmes :

Aménagement du territoire : généralités (p. 9890, 9891)

Collectivités territoriales : compétences (p. 9889 à 9891)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 9889 à 9891)

Discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9893)

Article 1er (définition de l'archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (retour à la rédaction de l'article adoptée par l'Assemblée nationale en deuxième lecture) (p. 9893)

Article 4 (redevances d'archéologie préventive)

Intervient sur l'amendement n° 12 rectifié de la commission (soumission des lotisseurs et aménageurs) (p. 9898)

Intervient sur le sous-amendement n° 26 du Gouvernement (limites d'assujettissement à la redevance) à l'amendement n° 12 rectifié de la commission (soumission des lotisseurs et aménageurs) (p. 9898)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (formule de calcul de la redevance) (p. 9899)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9891)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10596)

Son intervention (p. 10600)

Thèmes :

Patrimoine culturel : archéologie (p. 10600)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine : monopole (p. 10600)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10598)

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10604)

Son intervention (p. 10607)

Thèmes :

Transports aériens : Air France : administration (p. 10607)

Transports aériens : compagnies aériennes : alliances (p. 10608)

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

Ministre de la recherche

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Alain Claeys. Bioéthique. Génétique. Thérapies cellulaires, perspectives [28 novembre 2000] (p. 9397)

M. Yves Cochet. Recherche. Centre national de recherche scientifique (CNRS). Programme sur l'écologie et le développement durable, perspectives [22 mai 2001] (p. 3196)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Christian Cuvilliez. Recherche. Politique de la recherche. Perspectives [3 octobre 2000] (p. 6320, 6321)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

RECHERCHE

Examen du fascicule [2 novembre 2000] (p. 7863)

Son intervention (p. 7879)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 7885)

Agroalimentaire : produits (p. 7885)

Enseignement supérieur : sciences (p. 7884)

Espace : politique spatiale (p. 7881, 7882)

Pharmacie et médicaments : médicaments (p. 7883)

Recherche : Centre national d'études spatiales (CNES) (p. 7881)

Recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (p. 7880, 7881)

Recherche : chercheurs (p. 7879, 7880, 7882)

Recherche : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 7883)

Recherche : crédits (p. 7879 à 7885)

Recherche : Institut national de la recherche agronomique (INRA) (p. 7884)

Recherche : Institut national de la recherche en informatique et automatique (INRIA) (p. 7883)

Recherche : recherche médicale (p. 7883)

Recherche : recherche technologique (p. 7880 à 7884)

Proposition de loi n° 2999 portant création d'une Fondation pour les études comparatives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3725)

Son intervention (p. 3726)

Sa réponse (p. 3730)

Thèmes :
Enseignement supérieur : universités (p. 3726, 3730)
Grandes écoles : Institut d'études politiques (IEP) (p. 3730)
Recherche : chercheurs (p. 3726)
Recherche : recherche développement (p. 3726)
Recherche : recherche fondamentale (p. 3726)
Recherche : recherche industrielle (p. 3726)
Recherche : recherche technologique (p. 3726)

Discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3730)

Article 1er (nature juridique de la Fondation pour les études comparatives)
Son intervention (p. 3731)

Article 10 (gage financier)
Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 3732) : adopté (p. 3732)

Philippe SÉGUIN
Vosges (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'étonne que le ministre de l'intérieur estime déplacé qu'un débat sur le statut de Paris intervienne ici [19 juin 2001] (p. 4491)

Souligne que, dans l'examen de la recevabilité de leurs amendements, même si le règlement n'est pas formellement violé, les députés de l'opposition sont victimes d'un traitement discriminatoire [19 juin 2001] (p. 4495)

DÉBATS

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 7
Intervient sur l'amendement n° 746 de la commission (bureau des temps dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 4442)

Intervient sur l'amendement n° 155 rectifié de la commission (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4454)

Intervient sur l'amendement n° 805 de M. Patrice Martin-Lalande (élection au suffrage universel des membres des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 4454)

Article 9 (articles L. 2121-22-1, 3121-22-1, 4132-21-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : mission d'information et d'évaluation)
Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Patrick Ollier (création approuvée à la majorité des 2/3) (p. 4470)

Article 11 (articles L. 2121-27-1, L. 3121-24-1, L. 4132-23-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : réservation d'un espace dans les documents d'information)
Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) (p. 4478)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Marc-Philippe Daubresse (de précision) (p. 4478)

Article 13 (application à Paris, Marseille et Lyon)
Son intervention (p. 4487, 4497)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2001] (p. 4491)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 juin 2001] (p. 4495)

Intervient sur l'amendement n° 434 rectifié de M. Claude Goasguen (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4593)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Renaud Muselier (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4593)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Bernard Birsinger (comités d'initiative et de consultation d'arrondissement - possibilité de création d'autres structures favorisant la participation des habitants) (p. 4595)

Après l'article 15
Intervient sur l'amendement n° 616 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (consultation des maires d'arrondissement sur les projets de transformation d'immeubles) (p. 4598)

Intervient sur l'amendement n° 615 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (droit de proposition et obligation de consultation du conseil d'arrondissement sur les modifications du plan local d'urbanisme - consultation du maire d'arrondissement sur les projets d'acquisition ou d'aliénation immobilière) (p. 4603)

Intervient sur l'amendement n° 614 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (création d'une dotation d'action locale pour les conseils d'arrondissement) (p. 4724, 4726)

Intervient sur l'amendement n° 437 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (information de la population par le conseil d'arrondissement) ((p. 4724, 4726)

Intervient sur l'amendement n° 84 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (recettes de fonctionnement du conseil d'arrondissement) (p. 4724, 4726)

Intervient sur l'amendement n° 85 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (critères de répartition entre les arrondissements) (p. 4724, 4726)

Intervient sur l'amendement n° 842 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 840 précédemment réservé de M. Claude Goasguen (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 845 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 825 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (pouvoirs de police municipale du maire de Paris) (p. 4729)

Intervient sur l'amendement n° 170 troisième rectification précédemment réservé de la commission (suppression du régime dérogatoire de la questure de Paris) (p. 4737)

Intervient sur l'amendement n° 619 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (secrétaire général d'arrondissement -collaborateurs de cabinet des maires d'arrondissement - services communaux mis à la disposition du maire d'arrondissement) (p. 4740)

Intervient sur l'amendement n° 86 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (secrétaire général de la mairie d'arrondissement) (p. 4740)

Intervient sur l'amendement n° 90 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (cabinet du maire d'arrondissement) (p. 4740)

Bernard SEUX
Pas-de-Calais (9ème circonscription)
Socialiste
puis Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

Cesse d'appartenir au groupe socialiste [26 septembre 2001] (p. 15250)

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 26 septembre 2001] (p. 15250)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1356, posée le 16 avril 2001. Jeunes. Protection judiciaire (J.O. Questions p. 2171). Appelée le 17 avril 2001. Services éducatifs auprès des tribunaux, perspectives (p. 1882)

Patrick SÈVE
Val-de-Marne (12ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 14 octobre 2000] (p. 16402)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 14 octobre 2000] (p. 16402)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 7 décembre 2000] (p. 19446)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 7 décembre 2000] (p. 19446)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5264)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5264)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 18 avril 2001] (p. 6012)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 18 avril 2001] (p. 6012)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 31 mai 2001] (p. 8709)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 31 mai 2001] (p. 8709)

Henri SICRE
Pyrénées-Orientales (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p.8232)

Jean-Pierre SOISSON
Yonne (1ère circonscription)
Apparenté au groupe Démocratie libérale et indépendants

S'apparente au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6531)

Intervient sur le sous-amendement n° 9 de Mme Christine Boutin (clause de conscience personnelle) à l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (placement "en dernier recours" de la délivrance de la pilule de contraception d'urgence par les infirmières scolaires) (p. 6535)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10468)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2985)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. José Rossi (répartition des compétences entre collectivité territoriale de Corse et autres collectivités territoriales de l'île - notion de collectivité chef de file) (p. 3011)

Article 4 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : carte scolaire et carte des formations)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Paul Patriarche (définition par la collectivité territoriale de Corse d'un schéma prévisionnel des formations après avis du représentant de l'Etat) (p. 3012)

Intervient sur l'amendement n° 129 corrigé de M. Roger Franzoni (entrée en vigueur automatique de la carte des formations arrêtée par la collectivité en cas d'absence de convention avec l'Etat) (p. 3014)

Article 5 (art. L. 4424-3 du code général des collectivités territoriales : actions de formation supérieure)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-Yves Caullet (préservation des compétences de l'Etat en matière d'homologation des titres et diplômes) (p. 3015)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son intervention (p. 3020)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Roger Franzoni (développement de politiques culturelles propres par les départements et les communes) (p. 3028)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. José Rossi (procédure de classement des monuments historiques) (p. 3029)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Michel Vaxès (suppression de l'ouverture à la concurrence européenne des liaisons aériennes et maritimes) (p. 3080)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Georges Sarre (suppression de la restriction à certaines catégories de passagers du régime d'aides à caractère social) (p. 3081)

Article 17 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : aide au développement économique)

Son intervention (p. 3088)

Article 22 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : formation professionnelle et apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Yves Caullet (convention entre l'Etat et les organismes publics agréés) (p. 3093)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. José Rossi (organismes collecteurs des fonds de la contribution des employeurs destinés à la formation professionnelle) (p. 3093)

Proposition de résolution n° 3031 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes des inondations répétitives et sur les moyens propres à faire face aux aléas climatiques

Avant la discussion de l'article unique [17 mai 2001] (p. 3051)

Son intervention (p. 3067)

Thème :

Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 3067)

Proposition de loi n° 3074 relative à l'autorité parentale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4263)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 38 de M. Pierre Cardo (interdiction de sortie du territoire en cas de risque de déplacement illicite d'un enfant mineur vers l'étranger) (p. 4285) : retiré (p. 4286)

Article 5 (article 373 du code civil : affirmation du principe de coparentalité)

Intervient sur l'amendement n° 6 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (répartition des charges de

déplacement en cas de changement de résidence) (p. 4287)

Intervient sur l'amendement n° 35 de M. Pierre Cardo (frais de déplacement en cas de changement de résidence) (p. 4288)

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Pierre Cardo (modification du lieu de résidence de l'enfant) (p. 4288)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Pierre Cardo (information de l'autre parent en cas de changement de résidence) (p. 4288)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 39 de M. Pierre Cardo (inscription de l'enfant mineur ou à charge sur la carte de sécurité sociale de ses deux parents) (p. 4288) : retiré (p. 4288)

Article 6 (articles 377 et 377-1 du code civil : délégation de l'autorité parentale)

Intervient sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (conditions de la demande de délégation) (p. 4289)

Article 7 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Pierre Cardo (exercice du droit de visite) (p. 4291)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. François Colcombet (forme de la pension alimentaire) (p. 4291)

Article 9 (harmonisation des droits des enfants légitimes, naturels et adultérins)

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (information sur l'autorité parentale lors du mariage et de la reconnaissance) (p. 4293)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 31 du Gouvernement (application à Mayotte) (p. 4294)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 32 du Gouvernement (affiliation de l'enfant à la sécurité sociale de chacun de ses parents) (p. 4294)

Ses explications de vote (p. 4294)

Dominique STRAUSS-KAHN
Val-d'Oise (8ème circonscription)
Socialiste

Elu le 1er avril 2001 (voir indications préliminaires) [1er avril 2001]

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 3 avril 2001] (p. 5217)

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 4 avril 2001] (p. 5262)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 mai 2001] (p. 7598)

Michel SUCHOD
Dordogne (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 26 avril 2001] (p. 6577)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 26 avril 2001] (p. 6577)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 16 mai 2001] (p. 7852)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 7 : Aménagement du territoire et environnement (environnement) (n° 2624) [11 octobre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Union européenne. PESC (politique étrangère et de sécurité commune). Fonctionnement [24 octobre 2000] (p. 7347)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6926)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6927)
Finances publiques : déficit budgétaire (p. 6926)
Finances publiques : dépenses (p. 6927)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 6926)
Finances publiques : recettes (p. 6926)
Impôt sur le revenu : barème (p. 6926)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 6926, 6927)
Impôts locaux : généralités : réforme (p. 6927)
Parlement : rôle (p. 6926)
Police : police de proximité (p. 6927)
Retraites : régime agricole (p. 6927)

Sécurité sociale : contribution sociale généralisée (CSG) (p. 6926)
Système pénitentiaire : crédits (p. 6927)
TVA : taux (p. 6927)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Explications de vote et vote [24 octobre 2000] (p. 7349)

Ses explications de vote (p. 7355)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)

Son intervention (p. 8142)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8143)
Agriculture : installation (p. 8143)
Bois et forêts (p. 8143)
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : farines animales (p. 8142)
Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 8142, 8143)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 8142)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

II - ENVIRONNEMENT

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7927)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 7927)

Thèmes avant la procédure des questions :

Bois et forêts : forêts : tempêtes (p. 7927)
Chasse et pêche : chasse (p. 7927)
Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 7927)
Eau : assainissement (p. 7927)
Eau : Fonds national de solidarité pour l'eau (p. 7928)
Emploi : contrats emploi-jeunes : environnement (p. 7927)
Energie et carburants : centrales nucléaires : sécurité nucléaire (p. 7927)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7928)
Environnement : crédits (p. 7927)
Environnement : Fonds de gestion des milieux naturels (FGMN) (p. 7927)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7928)
Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 7928)
Union européenne : directives : environnement (p. 7927)

Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2000] (p.7958)

Etat B, titre III

Intervient sur l'amendement n° 105 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 7958)

Etat B, titre IV

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Robert Galley (réduction des crédits) (p. 7959)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 106 du Gouvernement (réduction des crédits du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres désormais inscrits au titre III) (p. 7959)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Après l'article 34

Son amendement n° 294 (suppression du crédit d'impôt en cas de licenciements économiques) : rejeté (p. 3351)

T

Frantz TAITTINGER
Hauts-de-Seine (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 15 novembre 2000] (p. 18093)

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 15 novembre 2000] (p. 18093)

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [J.O. du 12 décembre 2000] (p. 19678)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 12 décembre 2000] (p. 19678)

Michel TAMAYA
La Réunion (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer (RFO) [J.O. du 12 octobre 2000] (p. 16220)

DÉPÔT

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les titres Ier, II et IV du projet de loi, en nouvelle lecture (n° 2482), d'orientation pour l'outre-mer [4 octobre 2000] (n° 2608)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6632)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 6632)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 6633)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 6632, 6633)

Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 6633)

Outre-mer : DOM : crédits (p. 6633)

Outre-mer : DOM : généralités (p. 6632)

Outre-mer : La Réunion (p. 6632, 6633)

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 6633)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 6633)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 38 supprimé par le Sénat (création de deux départements à la Réunion)

Son amendement n° 178 (rétablissement de l'article - création au 1er janvier 2001 des départements de "La Réunion du Nord" et de "La Réunion du Sud") (p. 6716) : adopté (p. 6718)

Article 2 précédemment réservé (art. L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur des communes insulaires de Guadeloupe) (p. 6734)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Philippe Chaulet (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6734)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. André Thien Ah Koon (application aux dix plus bas salaires des entreprises de moins de vingt-et-un salariés) (p. 6736)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Ernest Moutoussamy (exonération de moitié pour les secteurs du bâtiment et des travaux publics et des transports aériens régionaux) (p. 6737)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission des affaires culturelles (de précision pour l'application du dispositif aux entreprises ayant conclu un accord de réduction de la durée du travail avant l'entrée en vigueur de la loi n ° 2000-37 du 19 janvier 2000) (p. 6738) : adopté après rectification (p. 6738)

Article 3 précédemment réservé (art. L. 756-4 à L. 756-6 du code de la sécurité sociale : cotisations et contributions des employeurs et travailleurs indépendants)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission des affaires culturelles (exonérations de cotisations ou report de leur paiement selon qu'ils sont ou non à jour de leur règlement pour les marins-pêcheurs victimes de cyclones) (p. 6741) : adopté (p. 6742)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Émile Blessig (régime particulier en faveur de la commune de Saint-Martin) (p. 6742)

Article 5 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes sociales)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission des affaires culturelles (prise en compte des créances antérieures au 31 décembre 1999 même si elles n'ont pas été constatées à cette date) (p. 6743) : adopté après modification (p. 6744)

Soutient l'amendement n° 36 de la commission des affaires culturelles (paragraphe II - rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première

lecture) (p. 6744) : adopté après modification et rectification (suppression du gage) (p. 6744)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission des affaires culturelles (suppression du cas de force majeure introduit par le Sénat pour le non-respect de l'échéancier ou le non-paiement des cotisations sociales) (p. 6744) : adopté (p. 6745)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - fraude fiscale comme motif de caducité du plan) (p. 6745) : adopté (p. 6745)

Article 6 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Bruno Bourg-Broc (prise en compte des créances antérieures au 31 décembre 1999 même si elles n'ont pas été constatées à cette date) (p. 6746)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission des affaires culturelles (prise en compte des créances antérieures au 31 décembre 1999 même si elles n'ont pas été constatées à cette date) (p. 6746) : adopté (p. 6746)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6746) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 6746)

Article 7 précédemment réservé (art. L. 832-7 du code du travail : soutien au désenclavement des départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - suppression de l'exonération prévue à l'article 2) (p. 6748) : adopté (p. 6748)

Article 7 quinquies précédemment réservé (rapport du Gouvernement sur le rapprochement des taux bancaires dans les départements d'outre-mer et en métropole)

Soutient l'amendement n° 43 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6749) : rejeté (p. 6749)

Article 9 bis A précédemment réservé (emploi jeunes dans les départements d'outre-mer)

Soutient l'amendement n° 44 de la commission des affaires culturelles (ouverture de l'aide humanitaire aux emplois-jeunes en cohérence avec la coopération régionale) (p. 6751) : adopté (p. 6751)

Article 9 bis B précédemment réservé (accès des jeunes aux contrats d'accès à l'emploi)

Soutient l'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 6751) : adopté (p. 6751)

Article 9 septies précédemment réservé (transports publics routiers de personnes)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Bruno Bourg-Broc (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6755)

Soutient l'amendement n° 48 de la commission des affaires culturelles (nouvelle rédaction de l'article limitant les aménagements des conditions d'accès à la profession aux seules capacités professionnelles et financières) (p. 6755) : adopté (p. 6755)

Article 9 octies précédemment réservé (conventions et autorisations relatives aux services publics routiers de personnes)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 6811)

Article 10 précédemment réservé (art. L. 812-1 du code du travail : institution du titre de travail simplifié)

Soutient l'amendement n° 49 de la commission des affaires culturelles (de précision) (p. 6814) : adopté (p. 6814)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission des affaires culturelles (réintégration des titulaires de titres de travail simplifiés dans l'effectif des entreprises) (p. 6814) : adopté (p. 6815)

Article 18 bis précédemment réservé (adaptation des programmes scolaires)

Son sous-amendement n° 110 (calendrier des rythmes scolaires) à l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (insertion de l'article dans le code de l'éducation) (p. 6821) : adopté (p. 6822)

Article 18 ter précédemment réservé (conseil culturel de l'île de Saint-Martin)

Soutient l'amendement n° 93 de la commission des affaires culturelles (nouvelle rédaction de l'article supprimant des dispositions de nature réglementaire) (p. 6822) : adopté (p. 6822)

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8671)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (article 21 bis - continuité territoriale des sociétés nationales de programme autres que RFO pouvant être assurée selon des dispositifs différenciés) (p. 8686) : adopté (p. 8686)

Son amendement n° 24 (article 21 bis - continuité territoriale des sociétés nationales de programme autres que RFO pouvant être assurée selon des dispositifs différenciés) : adopté (p. 8686)

Son amendement n° 26 soutenu par M. Claude Hoarau (article 38 : création de deux départements à la Réunion - de suppression) (p. 8688) : adopté (p. 8692)

Son amendement n° 25 soutenu par M. Claude Hoarau (article 38 bis : modalités de création de deux départements à la Réunion - de suppression) : adopté (p. 8692)

Ses explications de vote (p. 8693)

Vote pour du groupe socialiste (p. 8693)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8703)

Procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : Outre-mer (p. 8719)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8553)

Thèmes avant la procédure des questions :
Emploi : chômage : DOM (p. 8553)
Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8554)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 8554)
Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 8554)
Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8553, 8554)
Outre-mer : crédits (p. 8554)
Outre-mer : DOM : logement (p. 8554)
Outre-mer : DOM : relations internationales (p. 8554)
Outre-mer : La Réunion (p. 8553, 8554)
Outre-mer : La Réunion : pêche (p. 8554)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 8554)

Catherine TASCA
Ministre de la culture et de la communication

DÉPÔT

Projet de loi n° 2939 relatif aux musées de France [21 mars 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. Marcel Rogemont. Audiovisuel et communication. Salles de cinéma. Exploitants indépendants, concurrence des multiplexes [25 octobre 2000] (p. 7461)
M. Aloyse Warhouver. Patrimoine culturel. Monuments historiques. Implantation de locaux techniques de télécommunications, réglementation [7 novembre 2000] (p. 8071)
M. Robert Honde. Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique hertzienne, développement [6 décembre 2000] (p. 9878)
M. Patrick Bloche. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Œuvres multimédia, reproduction [16 janvier 2001] (p. 383)
M. Olivier de Chazeaux. Propriété intellectuelle. Droits d'auteur. Œuvres multimédia, reproduction [16 janvier 2001] (p. 384)
M. Claude Billard. Audiovisuel et communication. Société française de production (SFP). Perspectives [7 février 2001] (p. 1208)
M. Gilles Carrez. Audiovisuel et communication. Société française de production (SFP). Emploi et activité [17 avril 2001] (p. 1905)
M. Jean-Marie Le Guen. Audiovisuel et communication. Télévision. Télévision numérique terrestre, développement, perspectives [25 avril 2001] (p. 2242)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

I - CULTURE

Examen du fascicule [31 octobre 2000] (p. 7785)
Son intervention (p. 7799)
Ses réponses (p. 7804 à 7807)
Thèmes avant la procédure des questions :
Archives et bibliothèques : Bibliothèque nationale de France (p. 7803, 7804)
Archives et bibliothèques : bibliothèques (p. 7802, 7803)
Arts et spectacles : compagnies (p. 7800)
Arts et spectacles : théâtres nationaux (p. 7800)
Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7800, 7801)
Culture : crédits (p. 7799 à 7804)
Culture : politique culturelle (p. 7799 à 7804)
Enseignements artistiques : crédits (p. 7801)
Enseignements artistiques : écoles de musique (p. 7802)
Patrimoine culturel : conservation (p. 7801, 7803)
Patrimoine culturel : musées (p. 7801, 7802)
Réponses aux questions :
Arts et spectacles : artistes (p. 7806) (M. Patrick Bloche) (p. 7805, 7806)
Audiovisuel et communication : cinéma (p. 7804, 7805) (M. Gilbert Gantier) (p. 7804)
Culture : cultures régionales (p. 7805, 7806) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 7805)
Enseignement maternel et primaire : pédagogie : musique (p. 7807) (M. Édouard Landrain) (p. 7807)
Patrimoine culturel : musées (p. 7804, 7805) (M. Gilbert Gantier) (p. 7804)
Son intervention à l'issue du vote (p. 7808)

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)
Son intervention (p. 8524)
Ses réponses (p. 8528 à 8562)
Thèmes avant la procédure des questions :
Audiovisuel et communication : financement (p. 8525, 8526)
Audiovisuel et communication : France télévision (p. 8527, 8528)
Audiovisuel et communication : Institut national de l'audiovisuel (INA) (p. 8528)
Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8525 à 8527)
Audiovisuel et communication : programmes (p. 8528, 8529)
Audiovisuel et communication : radio (p. 8527)
Audiovisuel et communication : Radio France internationale (RFI) (p. 8528)
Audiovisuel et communication : secteur public (p. 8525 à 8528)
Presse et livres : Agence France Presse (AFP) (p. 8525)
Presse et livres : presse (p. 8524)

Réponses aux questions :

Audiovisuel et communication : Arte (p. 8529, 8530) (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 8529)

Audiovisuel et communication : nouvelles technologies (p. 8530) (M. Marcel Rogemont) (p. 8530)

Audiovisuel et communication : publicité (p. 8531) (M. Michel Vaxès) (p. 8530, 8531)

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : représentation (p. 8529) (M. Anicet Turinay) (p. 8528)

Presse et livres : diffusion (p. 8531, 8532) (M. Michel Vaxès) (p. 8531)

Vote des crédits et articles rattachés [14 novembre 2000] (p. 8532)

Etat E, ligne 40 (redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Bernard Charles (de suppression) (p. 8534)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Michel Bouvard (de suppression) (p. 8534)

Article 46 (répartition, entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, des ressources publiques affectées au compte spécial n° 902-15)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Bernard Charles (de suppression) (p. 8534)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2715) ; [10 mai 2001] (p. 2746, 2791)

Article 13 (articles 30-1, 39 et 41 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : dispositif anti-concentration applicable aux chaînes de télévision diffusant par voie hertzienne terrestre en mode numérique)

Son intervention (p. 2771)

Soutient l'amendement n° 52 du Gouvernement (interdiction de détention de plus de 49% du capital ou des droits de vote dans les sociétés de télévision dont l'audience dépasse 3% de l'audience nationale) (p. 2774) : adopté (p. 2775)

Intervient sur le sous-amendement n° 88 deuxième rectification de M. Didier Mathus (abaissement de 3 à 2,5% du taux) à l'amendement n° 52 du Gouvernement (p. 2774)

Soutient l'amendement n° 51 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2775) : adopté (p. 2775)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Patrice Martin-Lalande (assouplissements favorisant les "décrochages locaux") (p. 2776)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Pierre-Christophe Baguet (assouplissements favorisant les "décrochages locaux") (p. 2776)

Soutient l'amendement n° 97 du Gouvernement (de correction) (p. 2778) : adopté (p. 2778)

Soutient l'amendement n° 98 du Gouvernement (autorisations à caractère local) (p. 2778) : adopté (p. 2778)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° I de M. Marcel Rogemont (validation de reclassements des personnels des écoles d'architecture) (p. 2785)

Soutient l'amendement n° 80 précédemment réservé du Gouvernement (compétences des collectivités territoriales et établissements publics locaux en matière de réseaux de télécommunications) (p. 2809) : adopté (p. 2810)

Intervient sur l'amendement n° 100 rectifié précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (compétences des collectivités territoriales et établissements publics locaux en matière de réseaux de télécommunications) (p. 2810)

Intervient sur l'amendement n° 14 précédemment réservé de la commission (compétences des collectivités territoriales et établissements publics locaux en matière de réseaux de télécommunications) (p. 2810)

Intervient sur l'amendement n° 55 précédemment réservé de M. Didier Mathus (diversité des horaires des campagnes électorales télévisées) (p. 2810)

Soutient l'amendement n° 53 précédemment réservé du Gouvernement (réglementation des ventes de tickets de cinéma à entrées multiples) (p. 2811) : adopté (p. 2813)

Projet de loi n° 2939 relatif aux musées de France

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2816)

Son intervention (p. 2816)

Sa réponse (p. 2833)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : musées (p. 2816)

Patrimoine culturel : conservation (p. 2817, 2835)

Patrimoine culturel : musées (p. 2816, 2835)

Patrimoine culturel : politique du patrimoine (p. 2816, 2835)

Patrimoine culturel : protection : devoir de mémoire (p. 2834)

Discussion des articles [10 mai 2001] (p. 2835)

Article 1er (définition de l'appellation "musée de France")

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 2836)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (missions des musées de France) (p. 2836)

Article 2 (Conseil des musées de France)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Bernard Outin (responsabilité du ministre chargé des affaires culturelles) (p. 2837)

Soutient le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (responsabilité du ministre chargé de la culture) à l'amendement n° 55 de M. Bernard Outin (p. 2837) : adopté (p. 2837)

Soutient l'amendement n° 33 rectifié du Gouvernement (professionnels des musées) (p. 2837) : adopté (p. 2838)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (appellation détaillée des professionnels des musées) (p. 2837)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (personnalités qualifiées) (p. 2838)

Soutient le sous-amendement n° 34 du Gouvernement (suppression de la référence aux organismes d'"intérêt général") à l'amendement n° 6 de la commission (p. 2838) : adopté (p. 2838)

Article 3 (conditions d'attribution de l'appellation "musée de France")

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) (p. 2838)

Intervient sur l'amendement n° 59 rectifié de M. Bernard Outin (conditions de retrait de l'appellation) (p. 2839)

Intervient sur l'amendement n° 50 rectifié de M. Bruno Bourg-Broc (délai de renonciation à l'appellation) (p. 2839)

Article 4 (contrôle scientifique et technique de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 2840)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de coordination) (p. 2840)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (conventions avec l'Etat) (p. 2840)

Soutient l'amendement n° 35 du Gouvernement (conventions avec l'Etat) (p. 2840) : devenu sans objet (p. 2840)

Article 5 (responsabilité scientifique des musées de France)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (extension aux activités culturelles des musées de France) (p. 2841)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Bernard Outin (conventions entre musées de France et établissements publics de recherche ou d'enseignement supérieur) (p. 2841)

Article 6 (politique tarifaire et fréquentation)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (services d'accueil et droits d'entrée) (p. 2841)

Intervient sur le sous-amendement n° 46 de M. Christian Kert (extension aux établissements privés) à l'amendement n° 13 de la commission (p. 2842)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (relations entre les musées et les personnes morales de droit privé parties prenantes) (p. 2842)

Soutient l'amendement n° 36 du Gouvernement (relations entre les musées et les personnes morales de droit privé parties prenantes) (p. 2842) : devenu sans objet (p. 2842)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rapport sur le bilan des gratuités et exonérations) (p. 2842)

Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (constitution de réseaux géographiques, scientifiques ou culturels) (p. 2844)

Article 8 (statut des collections)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (délai d'inaliénabilité des œuvres) (p. 2844)

Article 9 (transfert de la propriété des œuvres des collections nationales mises en dépôt dans des musées territoriaux avant le 7 octobre 1910)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 2845)

Article 10 (prêts et dépôts)

Intervient sur l'amendement n° 19 rectifié de la commission (incitations aux prêts d'œuvres d'art entre musées) (p. 2845)

Article 12 (protection des œuvres menacées de péril)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Bernard Outin (conditions d'intervention de l'Etat) (p. 2846)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 2847)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (statut juridique des musées nationaux) (p. 2847, 2848)

Article 14 (dispositions transitoires)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de coordination) (p. 2849)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (motivation du refus de l'appellation "Musée de France") (p. 2849)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (rôle du Conseil des musées de France dans le refus de l'appellation "Musée de France") (p. 2849) : adopté après modification (p. 2849)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Michel Herbillon (réductions fiscales favorisant les dons) (p. 2850)

Soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement (réductions fiscales favorisant les dons) (p. 2851) : adopté (p. 2851)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Michel Herbillon (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprise) (p. 2852)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Christian Kert (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprise) (p. 2852)

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (suppression de l'obligation de présentation au public) (p. 2853)

Intervient sur l'amendement n° 49 rectifié de M. Christian Kert (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprises) (p. 2853)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Michel Herbillon (réductions fiscales favorisant le mécénat d'entreprises) (p. 2853)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (institution d'une taxe sur le produit brut des jeux dans les casinos) (p. 2853)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (rapport au Parlement sur l'affectation de la taxe sur le produit brut des jeux à l'acquisition de trésors nationaux) (p. 2854)

Article 16 (coordination)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (possibilité de financement des musées de France par les groupements de collectivités territoriales) (p. 2854) : adopté (p. 2854)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 2855)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 32 rectifié du Gouvernement (assouplissement du régime des fondations d'entreprise) (p. 2855) : adopté (p. 2856)

Christiane TAUBIRA
Guyane (1ère circonscription)
Socialiste

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. Politique sociale. Perspectives [19 décembre 2000] (p. 10448)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6647)

Thèmes :

Collectivités territoriales : finances locales : DOM (p. 6647)

Emploi : jeunes : DOM (p. 6647)

Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 6647)

Outre-mer : DOM : culture (p. 6647)

Outre-mer : Guyane : enseignement (p. 6646, 6647)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 38 supprimé par le Sénat (création de deux départements à la Réunion)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Michel Tamaya (rétablissement de l'article - création au 1er janvier 2001 des départements de "La Réunion du Nord" et de "La Réunion du Sud") (p. 6718)

Article 20 précédemment réservé (accès des producteurs de films aux mécanismes d'aide du compte de soutien à l'activité cinématographique)

Son intervention (p. 6824)

Intervient sur l'amendement n° 10 rectifié du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article instituant une aide aux œuvres cinématographiques) (p. 6825)

Article 33 précédemment réservé (art. L. 2563-2-1 du code général des collectivités territoriales : majoration de la dotation forfaitaire des communes)

Son amendement n° 208 (répartition entre les bénéficiaires) : devenu sans objet (p. 6839)

Son amendement n° 209 (répartition entre les bénéficiaires) : devenu sans objet (p. 6839)

Son amendement n° 210 (répartition entre les bénéficiaires) : devenu sans objet (p. 6839)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)

Son intervention (p. 8669)

Thème :

Outre-mer : Guyane : aménagement du territoire (p. 8669, 8670)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 12 (création d'un nouveau dispositif d'aide à l'investissement outre-mer)

Son intervention (p. 7224)

Reprend l'amendement n° 429 de M. Claude Hoarau (extension du champ de la réduction d'impôt au titre des investissements productifs aux investissements réalisés dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication) (p. 7226) : retiré (p. 7226)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (renforcement du lien entre la création ou le maintien d'emplois et la délivrance de l'agrément ministériel) (p. 7231)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Son intervention (p. 8475)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : Guyane (p. 8474, 8475)

Enseignement : programmes (p. 8475)

Procédure des questions :

Archives et bibliothèques : bibliothèques : Guyane (p. 8486)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8605)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : DOM (p. 8605, 8606)

Outre-mer : crédits (p. 8605)

Outre-mer : Guyane (p. 8605, 8606)

Outre-mer : Guyane : enseignement (p. 8605, 8606)

Outre-mer : Guyane : finances locales (p. 8606)

Outre-mer : Guyane : santé publique (p. 8606)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 14 quater précédemment réservé (création d'un conseil départemental consultatif des personnes handicapées)

Son amendement n° 297 (missions de coordination du conseil national consultatif) (p. 3450)

Après l'article 25

Son amendement n° 243 précédemment réservé (institution d'un défenseur des enfants également dans les TOM) (p. 3464)

Son amendement n° 244 précédemment réservé (de conséquence) (p. 3464)

Son amendement n° 245 précédemment réservé (de conséquence) (p. 3464)

Projet de loi n° 3041 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3707)

Son intervention (p. 3710)

Thèmes :

DOM : Guyane : transports (p. 3710)

DOM : Guyane : transports aériens (p. 3711)

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 3710)

Projet de loi n° 2870 relatif à l'accès aux origines personnelles

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 mai 2001] (p. 3754)

Après l'article 8

Son amendement n° 39 (application de la loi n°2000-196 du 6 mars 2000 instituant un défenseur des enfants en Nouvelle-Calédonie, dans les TOM et à Mayotte) (p. 3778) : adopté (p. 3780)

Yves TAVERNIER

Essonne (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Vice-président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne salariale [J.O. du 1er décembre 2000] (p. 19142)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 1 : Affaires étrangères (affaires étrangères) (n° 2624) [11 octobre 2000]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les activités et le contrôle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale [13 décembre 2000] (n° 2801)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 20 décembre 2000 sur le financement et la gestion de l'eau [29 mai 2001] (n° 3081)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Aéroports. Région parisienne, perspectives [19 juin 2001] (p. 4405)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8029)

Thèmes avant la procédure des questions :

Langue française : enseignement du français à l'étranger (p. 8030)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 8029 à 8031)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : effectifs (p. 8029)

Organisations internationales : Fonds monétaire international (p. 8030)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 8030)

Organisations internationales : Organisation mondiale de la santé (OMS) (p. 8030)

Politique extérieure : coopération scientifique et technique (p. 8030)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9665, 9684)

Article 16 (article L. 52-1 du code électoral : publication d'un bilan de mandat lors de la campagne électorale)

Son amendement n° 45 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9694) : adopté (p. 9695)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)

Article 14 (mesures d'harmonisation dans la perspective de la constitution d'un marché financier européen unifié)

Son intervention (p. 2604)

Son amendement n° 81 rectifié (suppression de la possibilité de rédiger dans une langue étrangère les documents d'information des émetteurs de titres) : rejeté (p. 2605)

Guy TEISSIER

Bouches-du-Rhône (6ème circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18311)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2846 tendant à permettre au juge d'attribuer le bénéfice d'une concession funéraire à certains cohéritiers [9 janvier 2001]

Proposition de loi n° 3271 visant à offrir à la partie civile la possibilité d'être associée aux débats des juridictions de libération conditionnelle [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Sida. Lutte et prévention [6 décembre 2000] (p. 9875)

Justice. Fonctionnement. Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes, conséquences [18 avril 2001] (p. 1991)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Son intervention (p. 7995)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : crédits budgétaires (p. 7996)
Défense : avions (p. 7995)
Défense : chars de combat (p. 7995)
Défense : crédits : carburants (p. 7996)
Défense : hélicoptères (p. 7996)
Défense : professionnalisation : coût (p. 7995)
Espace (p. 7996)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7995)
Relations internationales (p. 7995)

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

19 - Système pénitentiaire : établissements : Marseille (p. 9071)

Proposition de loi n° 2148 relative à la conduite automobile sous l'emprise de stupéfiants

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9707)

Son intervention (p. 9717)

Thème :

Sécurité routière : accidents : drogue (p. 9717)

Ses explications de vote (p. 9728)

Vote pour du groupe Démocratie libérale et indépendants (p. 9728)

Proposition de loi n° 2688 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [18 janvier 2001] (p. 545)

Son intervention (p. 557)

Thème :

Droit pénal : crimes contre l'humanité : génocide (p. 557)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2291)

Thèmes :

Armes : vente (p. 2291)
Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2291)
Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 2292)
Police : effectifs (p. 2292)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 4192) : rejetée (p. 4199)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4216)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 4193)
Assemblée nationale : conditions de travail : Gouvernement (p. 4192)
Collectivités territoriales : décentralisation (p. 4196)
Collectivités territoriales : décentralisation : Gouvernement (p. 4195)

Collectivités territoriales : démocratie locale : projet de loi (p. 4192, 4196, 4216)
Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 4196)
Collectivités territoriales : libre administration (p. 4195)
Communes : conseils d'arrondissement (p. 4194)
Communes : conseils de quartier (p. 4192, 4195)
Communes : loi PML (p. 4216)
Ordonnances : loi d'habilitation : TOM et collectivités territoriales d'outre-mer (p. 4195)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Son amendement n° 576 soutenu par M. Franck Dhersin (structures préexistantes assimilables aux conseils) (p. 4355) : rejeté (p. 4356)

Pascal TERRASSE
Ardèche (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Rapporteur du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (n° 2936) [28 mars 2001]

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001] (p. 8232)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes agées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 24 mai 2001] (p. 8359)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 30 mai 2001] (p. 8623)

Membre titulaire du comité national des retraites et personnes âgées [J.O. du 1er juin 2001] (p. 8759)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2936) relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [4 avril 2001] (n° 2971)

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [29 mai 2001] (n° 3090)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi en nouvelle lecture (n° 3082), relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [30 mai 2001] (n° 3093)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 3152) relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [26 juin 2001] (n° 3178)

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie [23 juillet 2001] (n° 3252)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Sécurité sociale. Caisses. Durée du travail, réduction, application [6 décembre 2000] (p. 9869)

Personnes âgées. Allocation personnalisée d'autonomie. Mise en place [16 mai 2001] (p. 2967)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1282, posée le 22 janvier 2001. Entreprises. Comités d'entreprise (J.O. Questions p. 355). Suppléé par M. Yvon Montané. Appelée le 23 janvier 2001. Dons aux organisations caritatives, réglementation (p. 647)

n° 1399, posée le 28 mai 2001. Enseignement : personnel. Enseignants (J.O. Questions p. 3020). Suppléé par .Appelée le 29 mai 2001. Remplacement (p. 3508)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6343, 6373)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 6349)

Thèmes :

Assurances : fonds de pension (p. 6350)
Entreprises : épargne salariale (p. 6349, 6350)
Entreprises : épargne salariale : cotisations (p. 6350, 6351)
Entreprises : Michelin (p. 6349)
Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 6349, 6350)
Entreprises : plan d'épargne d'entreprise (p. 6349)
Entreprises : plan d'épargne interentreprises (PEI) (p. 6350)
Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) (p. 6350)

Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 6350)
Entreprises : représentants du personnel (p. 6349 à 6351)
Politique économique : économie solidaire (p. 6350)
Politique économique : épargne (p. 6349)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 6350, 6351)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 6349, 6350)
Travail : négociations (p. 6349, 6350)
Travail : salaires (p. 6349)

Discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6384) ; [4 octobre 2000] (p. 6431, 6470)

Article 2 (articles L. 443-2, L. 443-6 et L. 444-5 nouveau du code du travail, article L. 136-7 du code de la sécurité sociale, article 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale : transfert des valeurs épargnées dans un PEE en cas de départ de l'entreprise)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission des affaires culturelles (conditions de participation de l'employeur en cas de rupture du contrat de travail) (p. 6388) : retiré (p. 6389)

Intervient sur l'amendement n° 247 de M. Daniel Feurtet (centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de 10 % des fonds placés sur les plans d'épargne d'entreprise) (p. 6392)

Article 4 (article 237 bis A du code général des impôts et articles L. 441-2 et L. 441-1 du code du travail : provision pour investissement et dispositions diverses relatives à l'épargne salariale)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission des affaires culturelles (suppression du paragraphe III relatif aux modalités d'application de la règle de non-substitution en cas d'accord de réduction du temps de travail) (p. 6404) : adopté (p. 6404)

Article 5 (article L. 443-1-1 nouveau du code du travail : plans d'épargne interentreprises)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission des affaires culturelles (définition du champ d'application d'un plan d'épargne interentreprises) (p. 6407) : retiré (p. 6408)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Jean-Louis Dumont (application des dispositions du projet de loi aux coopératives agricoles) (p. 6410)

Article 6 (articles L. 443-1, L. 443-2 et L. 443-7 du code du travail : participation des mandataires sociaux aux PEE)

Soutient l'amendement n° 4 rectifié de la commission des affaires culturelles (alignement de la participation des mandataires sociaux sur celle des salariés) (p. 6412) : rejeté (p. 6412)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (fonds de solidarité de l'épargne salariale) (p. 6414)

Intervient sur l'amendement n° 231 de M. Jean-Pierre Balligand (affectation au fonds de réserve des retraites des sommes issues de la participation et tombées en déshérence) (p. 6414)

Article 9 (article L. 443-3 du code du travail, article L. 443-3-1 nouveau du code du travail, article 20 de la loi du 23 décembre 1988, article 2137 bis A du code général des impôts : économie solidaire)

Intervient sur l'amendement n° 277 du Gouvernement (application du dispositif aux entreprises ayant recours à des emplois-jeunes) (p. 6439)

Soutient l'amendement n° 7 rectifié de la commission des affaires culturelles (suppression du critère fondé sur le plafond de rémunération des dirigeants) (p. 6440) : adopté (p. 6441)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. Jacques Godfrain (suppression du paragraphe IV relatif à la provision pour investissement) (p. 6445)

Article 11 (articles L. 132-27, L. 133-5, L. 441-3, L. 442-4, L. 442-5, L. 443-1 et L. 443-8 du code du travail : diverses dispositions relatives à la négociation collective en matière d'épargne salariale)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission des affaires culturelles (suppression de la référence aux accords de branche en ce qui concerne l'obligation annuelle de négocier les questions relatives à l'épargne salariale) (p. 6450) : rejeté (p. 6450)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission des affaires culturelles (précisions relatives à l'obligation annuelle de négocier les questions relatives à l'épargne salariale) (p. 6450) : retiré (p. 6451)

Article 7 précédemment réservé (article L. 443-1-2 nouveau du code du travail : création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Georges Sarre (de suppression) (p. 6456)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission des affaires culturelles (fixation des conditions de déblocage anticipé des sommes épargnées dans le PPESV) (p. 6462)

Soutient l'amendement n° 6 corrigé de la commission des affaires culturelles (suppression de la possibilité de sortie en rente du PPESV) (p. 6474) : adopté (p. 6475)

Article 8 précédemment réservé (articles L. 443-2, L. 443-5, L. 443-7 du code du travail, articles 81, 163 bis AA, 163 bis B, 231 bis E, 237 bis A, 237 ter du code général des impôts, article 186-3 de la loi du 24 juillet 1966 : dispositions diverses relatives au plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (possibilité d'utiliser la provision pour investissement au financement des dépenses de formation des représentants des salariés aux conseils d'administration des sociétés ou aux conseils de surveillance des FCPE) (p. 6482)

Article 12 (article L. 443-3 du code du travail, articles 20 et 21 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 : conseils de surveillance des FCPE)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission des affaires culturelles (suppression de toute représentation paritaire au sein des conseils de surveillance) (p. 6487) : retiré (p. 6487)

Intervient sur l'amendement n° 216 de M. Jacques Masdeu-Arus (information des salariés) (p. 6487)

Article 13 (articles 93-1 et 129-2 de la loi du 24 juillet 1966 : représentation des salariés actionnaires dans les organes dirigeants des sociétés)

Soutient l'amendement n° 13 deuxième correction de la commission des affaires culturelles (représentation des salariés dans les conseils d'administration ou les

conseils de surveillance des sociétés lorsque 3 % de leur capital est détenu par les salariés) (p. 6489) : retiré (p. 6489)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 389)

Son intervention (p. 399)

Thèmes :

Entreprises : Michelin (p. 400)

Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 400)

Politique économique : économie solidaire (p. 400)

Politique économique : épargne (p. 400)

Retraites : généralités : système par répartition (p. 400)

Sociétés : actionnaires : salariés (p. 400)

Travail : salaires (p. 400)

Discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 401, 427)

Article 9 (économie solidaire)

Son intervention (p. 430)

Intervient sur l'amendement n° 167 de M. Yves Cochet (proportion de salariés devant respecter le plafond de rémunération) (p. 433)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Christian Cuvilliez (représentation des salariés dans les organes dirigeants des entreprises) (p. 448)

Ses explications de vote (p. 463)

Vote pour du groupe socialiste (p. 463)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 2

Son amendement n° 338 soutenu par M. Jean-Louis Idiart (harmonisation de la définition des établissements ouvrant droit à la réduction d'impôt au titre de l'hébergement en établissement de long séjour avec celle retenue en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes) (p. 7084) : retiré (p. 7085)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7439)

Thèmes :

Professions de santé : infirmiers (p. 7440)

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 7439)

Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7439)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 7439)

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 961)

Son intervention (p. 979)

Thèmes :

Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 979)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 979)

Politique sociale : aide sociale (p. 980)

Politique sociale : centres d'action sociale (p. 980)

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)

Intervient sur l'amendement n° 250 de M. Patrice Carvalho (reconnaissance du caractère de "missions de service public") (p. 1001)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (notion d'accueil temporaire) (p. 1005) : rejeté (p. 1006)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Jean-François Chossy (notion d'accueil temporaire) (p. 1005)

Intervient sur l'amendement n° 107 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (notion d'accueil temporaire) (p. 1005)

Article 14 (coordination des intervenants)

Son amendement n° 144 (coopération entre établissements sociaux et médico-sociaux) : adopté (p. 1038)

Article 15 (obligation d'évaluation des prestations fournies)

Son intervention (p. 1039)

Article 16 (création d'un système d'information unifié des données sociales et médico-sociales)

Son amendement n° 146 (harmonisation des moyens techniques) (p. 1050) : rejeté (p. 1051)

Article 18 (examen et périodicité des demandes d'autorisation)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Jean-François Chossy (caractère d'approbation tacite en cas de défaut de réponse) (p. 1054)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Bernard Perrut (caractère d'approbation tacite en cas de défaut de réponse) (p. 1054)

Intervient sur l'amendement n° 311 de M. Yves Bur (caractère d'approbation tacite en cas de défaut de réponse) (p. 1054)

Article 20 (conditions de délivrance de l'autorisation)

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. Patrice Carvalho (suppression de l'encadrement comptable des dépenses) (p. 1056)

Après l'article 36

Intervient sur l'amendement n° 122 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (dotation annuelle : constitution et calcul) (p. 1069)

Intervient sur l'amendement n° 282 de M. Jacques Blanc (dotation annuelle : constitution et calcul) (p. 1069)

Article 37 (modalités de tarification des établissements sociaux et médico-sociaux)

Son intervention (p. 1070)

Après l'article 45

Son amendement n° 148 (transposition des dispositions applicables aux marchés publics) : retiré (p. 1077)

Article 47 (coordinations avec la loi n° 75-535 du 30 juin 1975)

Son amendement n° 149 (appellation : "centres communaux ou intercommunaux d'action sociale") : adopté (p. 1080)

Article 50 (modalités de tarification de certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (tarif journalier pour les personnes bénéficiant ou non de l'aide sociale) (p. 1082)

Après l'article 54

Intervient sur l'amendement n° 354 de la commission (critères d'incapacité à diriger un établissement accueillant des personnes vulnérables en général et âgées en particulier) (p. 1085)

Projet de loi n° 2936 relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 avril 2001] (p. 1997)

Son intervention (p. 2004)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 2004)

Personnes âgées : allocation dépendance (p. 2004)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 2004, 2005)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 2004, 2005)

Santé : maladie d'Alzheimer (p. 2006)

Discussion des articles [18 avril 2001] (p. 2039) ; [19 avril 2001] (p. 2075, 2111)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Yves Bur (mise en valeur du caractère transitoire de la présente loi) (p. 2039)

Article 1er (articles L. 232-1 à L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Article L. 232-1 du code de l'action sociale et des familles : fondement du droit au bénéfice de l'allocation personnalisée d'autonomie

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Denis Jacquat (évaluation des droits induits par la perte d'autonomie) (p. 2048)

Intervient sur l'amendement n° 151 de M. Yves Bur (bénéficiaires de nationalité étrangère) (p. 2049)

Article L. 232-2 du code de l'action sociale et des familles : conditions d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie

Intervient sur l'amendement n° 101 de M. Denis Jacquat (remplacement de la notion de "dépendance" par celle de "perte d'autonomie") (p. 2049)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Patrice Martin-Lalande (mise en place d'une nouvelle grille) (p. 2049)

Article L. 232-3 du code de l'action sociale et des familles : procédure de détermination du montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie à domicile

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) (p. 2050) : adopté (p. 2050)

Intervient sur l'amendement n° 71 corrigé de M. Patrice Martin-Lalande (place et rôle des services d'aide à domicile) (p. 2050)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Patrice Martin-Lalande (visite à domicile pour appréciation) (p. 2051)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Yves Bur (de précision) (p. 2051)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Maxime Gremetz (suppression de la référence à la grille) (p. 2052)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (rédactionnel) (p. 2052) : adopté (p. 2052)

Article L. 232-6 du code de l'action sociale et des familles : modalités propres à garantir la qualité de l'aide servie à domicile

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. Denis Jacquat (personnels d'aide servie à domicile ; rémunérations) (p. 2052)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Maxime Gremetz (personnels d'aide servie à domicile ; rémunérations) (p. 2052)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Denis Jacquat (qualification des personnels médico-sociaux) (p. 2052)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Denis Jacquat (qualification des personnels médico-sociaux) (p. 2052)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Patrice Martin-Lalande (prise en compte de l'environnement familial) (p. 2053)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Yves Bur (formation des personnels médico-sociaux) (p. 2054)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Yves Bur (choix de prestations définies en heures) (p. 2054)

Article L. 232-7 du code de l'action sociale et des familles : contrôle et sanctions

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Denis Jacquat (déclaration de l'effectivité de l'aide par le bénéficiaire) (p. 2052)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (déclaration de l'effectivité de l'aide par le bénéficiaire) (p. 2055)

Intervient sur l'amendement n° 3 corrigé de M. Didier Quentin (déclaration de l'effectivité de l'aide par le bénéficiaire) (p. 2055)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Denis Jacquat (impossibilité d'employer un proche parent) (p. 2055)

Article L. 232-8 du code de l'action sociale et des familles : montant de l'allocation personnalisée d'autonomie servie en établissement et de la participation du bénéficiaire

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Patrice Martin-Lalande (cas de "très grande dépendance") (p. 2056)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Patrice Martin-Lalande (état des besoins en postes de personnel soignant) (p. 2057)

Intervient sur l'amendement n° 44 rectifié de M. Pierre Méhaignerie (versement aux établissements par le département) (p. 2057)

Article L. 232-9 du code de l'action sociale et des familles : somme minimum laissée à la disposition de la personne hébergée en établissement

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Patrice Martin-Lalande (réévaluation annuelle) (p. 2058)

Article L. 232-12 du code de l'action sociale et des familles : autorité compétente pour l'attribution et le service de l'allocation personnalisée d'autonomie

Intervient sur l'amendement n° 66 rectifié de M. Jean-Marie Geveaux (motivation de la décision administrative et modalités de recours) (p. 2058)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Didier Quentin (rôle des associations de service de maintien à domicile) (p. 2059)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (représentation des régimes obligatoires de base d'assurance vieillesse) (p. 2059) : adopté (p. 2059)

Intervient sur le sous-amendement n° 130 de M. Jacques Barrot (représentation des associations de service de maintien à domicile) à l'amendement n° 11 de la commission (p. 2059)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Yves Bur (représentation de l'Etat, des associations de service de maintien à domicile et du CODERPA) (p. 2060)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Patrice Martin-Lalande (représentation de l'Etat, des associations de service de maintien à domicile et du CODERPA) (p. 2060)

Répond aux interventions du président de séance (p. 2060)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) (p. 2060) : adopté (p. 2060)

Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Patrick Delnatte (référence aux organismes d'aide aux personnes en perte d'autonomie) (p. 2060)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (situation d'urgence : montant forfaitaire) (p. 2060) : retiré (p. 2060)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de correction) (p. 2060) : adopté (p. 2060)

Article L. 232-13 du code de l'action sociale et des familles : conventions entre le département et ses partenaires

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Denis Jacquat (organismes pouvant faire l'objet de conventions) (p. 2062)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (organismes pouvant faire l'objet de conventions) (p. 2062) : adopté (p. 2062)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Henri Nayrou (rôle et responsabilités des conseils généraux et des organismes) (p. 2062)

Article L. 232-14 du code de l'action sociale et des familles : procédure d'instruction des demandes d'allocation personnalisée d'autonomie, date d'ouverture des droits et conditions de liquidation et de révision

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Yves Bur (visite à domicile d'un médecin et d'un travailleur social) (p. 2063)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Yves Bur (visite à domicile d'un médecin et d'un travailleur social) (p. 2063)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (établissement d'un compte-rendu de la visite) (p. 2063) : adopté (p. 2063)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (révision périodique de l'allocation) (p. 2064) : adopté (p. 2064)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Patrice Martin-Lalande (périodicité de la révision fixée à deux ans)- (p. 2064)

Article L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles : personnes morales et physiques auxquelles peut être versée l'allocation personnalisée d'autonomie

Intervient sur l'amendement n° 64 de M. Patrice Martin-Lalande (principe de versement de l'allocation au bénéficiaire) (p. 2065)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Yves Bur (spécificité des départements ayant opté pour la dotation globale) (p. 2065)

Article L. 232-17 du code de l'action sociale et des familles : évaluation annuelle du dispositif

Son amendement n° 161 rectifié (statistiques à niveau départemental) : adopté (p. 2065)

Son amendement n° 169 (de conséquence) (p. 2065) : adopté (p. 2066)

Article L. 232-18 du code de l'action sociale et des familles : procédure de règlement à l'amiable des litiges

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Yves Bur (référence au "secteur gérontologique") (p. 2066)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Yves Bur (référence au "secteur gérontologique") (p. 2066)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Denis Jacquat (représentation des retraités et personnes âgées) (p. 2066)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Patrice Martin-Lalande (représentation des retraités et personnes âgées) (p. 2066)

Article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles : recours en récupération

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Didier Quentin (suppression du recouvrement sur succession) (p. 2078)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Patrick Delnatte (suppression du recouvrement sur succession) (p. 2078)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Denis Jacquat (suppression du recouvrement sur succession) (p. 2078)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (suppression du recouvrement sur succession pour l'allocation d'autonomie) (p. 2079) : adopté au scrutin public après rectification (p. 2082)

Intervient sur le sous-amendement n° 72 de M. Patrice Martin-Lalande (coexistence de deux régimes jusqu'au 1er janvier 2004) à l'amendement n° 18 de la commission (p. 2080)

Après l'article L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles :

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. Patrice Martin-Lalande (indépendance de l'allocation vis-à-vis de l'obligation alimentaire) (p. 2082)

Article L. 232-20 du code de l'action sociale et des familles : procédure de recours contentieux en matière d'allocation personnalisée d'autonomie

Son amendement n° 158 (avis médical pour les commissions de recours contentieux) : adopté (p. 2082)

Article L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles : Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Denis Jacquat (représentation des retraités et personnes âgées au conseil d'administration du Fonds) (p. 2083)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (composition du conseil de surveillance du Fonds) (p. 2083) : adopté (p. 2084)

Intervient sur le sous-amendement n° 114 de M. Yves Bur (qualification des membres) à l'amendement n° 19 de la commission (p. 2084)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Denis Jacquat (composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance) (p. 2084)

Intervient sur l'amendement n° 166 de M. Maxime Gremetz (modulation selon des critères sociaux et les départements) (p. 2084)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Didier Quentin (suppression de la référence au nombre de bénéficiaires du RMI) (p. 2086)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Didier Quentin (prise en compte du critère d'âge) (p. 2086)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (prise en compte des revenus pour les personnes âgées les plus démunies) (p. 2086) : retiré

Intervient sur l'amendement n° 65 de M. Patrice Martin-Lalande (état annuel des dépenses) (p. 2088)

Soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) (p. 2088) : adopté (p. 2088)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Patrice Martin-Lalande (limitation des dépenses départementales) (p. 2088)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (prévision de l'évolution des prix) (p. 2089) : adopté (p. 2089)

Son amendement n° 165 (rédactionnel) : adopté (p. 2089)

Soutient l'amendement n° 23 rectifié de la commission (rôle du fonds de modernisation de l'aide à domicile) (p. 2089) : adopté (p. 2091)

Intervient sur le sous-amendement n° 157 de M. Patrice Martin-Lalande (continuité de ce service) à l'amendement n° 23 rectifié de la commission (p. 2091)

Article 2 (coordinations avec le code de l'action sociale et des familles)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (de coordination) (p. 2092) : adopté (p. 2092)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (de coordination) (p. 2092) : adopté (p. 2092)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (de coordination) (p. 2092) : adopté (p. 2092)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (de coordination) (p. 2092) : adopté (p. 2092)

Soutient l'amendement n° 168 de la commission (de coordination) (p. 2092) : adopté (p. 2092)

Article 4 (article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles : conventionnement de certains établissements)

Intervient sur l'amendement n° 93 de M. Denis Jacquat (suppression des normes d'admission telles que présentées dans l'article) (p. 2093)

Son amendement n° 159 rectifié (rédactionnel) : adopté après deuxième rectification (p. 2093)

Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Patrice Martin-Lalande (dispositions transitoires) (p. 2093)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Denis Jacquat (de coordination) (p. 2094)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (extension du bénéfice de l'allocation pour les ressortissants des établissements n'ayant pas signé la convention tripartite en temps voulu) (p. 2094) : adopté (p. 2094)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. Denis Jacquat (introduction de la notion d' "autorisation de dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale") (p. 2094)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (extension du bénéfice de l'allocation pour les ressortissants des établissements n'ayant pas signé la convention tripartite en temps voulu) (p. 2094) : adopté (p. 2094)

Son amendement n° 174 (extension du bénéfice de l'allocation pour les ressortissants des établissements n'ayant pas signé la convention tripartite en temps voulu) : adopté (p. 2095)

Article 5 (article L. 315-1 du code de l'action sociale et des familles : autorités compétentes en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes)

Son amendement n° 160 (rédactionnel) : adopté (p. 2096)

Son amendement n° 171 (notion de "perte d'autonomie") : retiré (p. 2096)

Intervient sur l'amendement n° 95 de M. Denis Jacquat (suppression de la référence aux conventions tripartites) (p. 2096)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 2096) : adopté (p. 2096)

Son amendement n° 172 (notion de "perte d'autonomie") : retiré (p. 2096)

Intervient sur l'amendement n° 97 de M. Denis Jacquat (référence à la publication au JO de la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 2096)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (étude d'une plus grande modulation des tarifs en établissement) (p. 2096) : retiré (p. 2097)

Article 6 (article L. 315-6 du code de l'action sociale et des familles : évaluation de la dépendance des personnes âgées accueillies en établissement)

Intervient sur l'amendement n° 98 de M. Denis Jacquat (de suppression) (p. 2098)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Denis Jacquat (abrogation de l'article L. 315-6 du code de l'action sociale et des familles) (p. 2098)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Denis Jacquat (notion de "perte d'autonomie") (p. 2098)

Son amendement n° 173 (notion de "perte d'autonomie") : retiré (p. 2098)

Article 8 (articles L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale : modification des règles d'affectation de la CSG)

Soutient l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 2099) : adopté (p. 2099)

Article 9 (articles L. 162-24-1 et L. 174-8 du code de la sécurité sociale : tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 50 de M. Jean Pontier (de simplification) (p. 2099) : adopté (p. 2099)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de coordination) (p. 2099) : adopté (p. 2099)

Soutient l'amendement n° 35 rectifié de la commission (de coordination) (p. 2100) : adopté (p. 2100)

Après l'article 9

Soutient l'amendement n° 36 de la commission (avantages fiscaux pour les personnes hébergées) (p. 2100) : retiré

Article 11 (article L. 241-10 du code de la sécurité sociale : coordination avec le code de la sécurité sociale)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Denis Jacquat (notion de "perte d'autonomie") (p. 2102)

Article 13 (rapport de bilan financier)

Soutient l'amendement n° 37 de la commission (rapport d'évaluation présenté au Parlement ; objectifs et contenu) (p. 2102) : adopté après rectification (p. 2103)

Article 14 (article L. 213-8 du code de l'action sociale et des familles : option entre l'APA et les dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes)

Soutient l'amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) (p. 2103) : adopté (p. 2103)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 39 rectifié de la commission (institution d'un comité scientifique d'évaluation de l'autonomie) (p. 2103) : adopté (p. 2104)

Intervient sur le sous-amendement n° 73 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (raccourcissement du délai de constitution) à l'amendement n° 39 rectifié de la commission (p. 2103)

Article 17 (date d'entrée en vigueur)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (rédactionnel) (p. 2104) : adopté (p. 2104)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de coordination) (p. 2104) : adopté (p. 2104)

Soutient l'amendement n° 42 de la commission (rédactionnel) (p. 2104) : adopté (p. 2104)

Seconde délibération à la demande de la commission

Article 4 bis

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de suppression) (p. 2105) : adopté (p. 2105)

Son intervention (p. 2109)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3981)

Son intervention (p. 3983)

Thèmes :

Départements : action sociale (p. 3983)

Emploi : création d'emplois (p. 3984)

Personnes âgées : allocation dépendance

Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 3983)

Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 3983)

Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 3983)

Professions sociales : travailleurs sociaux (p. 3984)

Discussion des articles [7 juin 2001] (p. 3993)

Article 1er (art. L. 232-1 à L. 232-28 du code de l'action sociale et des familles : allocation personnalisée d'autonomie)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de dispositions adoptées en première lecture) (p. 3997) : adopté (p. 3997)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de dispositions adoptées en première lecture) (p. 3997) : adopté (p. 3997)

Soutient l'amendement n° 50 de la commission (modalités de versement : simplification) (p. 3997) : adopté (p. 3997)

Soutient l'amendement n° 3 rectifié de la commission (rétablissement de dispositions adoptées en première lecture) (p. 3997) : adopté (p. 3998)

Intervient sur le sous-amendement n° 64 de M. Patrick Delnatte (composition et compétences de l'équipe médico-sociale chargée d'accorder l'APA) à l'amendement n° 3 rectifié de la commission (p. 3997)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (prise en compte des ressources des intéressés) (p. 3998) : retiré (p. 3998)

Soutient l'amendement n° 53 de la commission (établissements d'accueil de structure légère) (p. 3999) : adopté (p. 3999)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Germain Gengenwin (suppression de la modulation du montant de la prestation en fonction de la qualification du travailleur) (p. 4000)

Intervient sur l'amendement n° 75 de Mme Hélène Mignon (notion de "service prestataire") (p. 4000)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (modulation du montant de la prestation en fonction du niveau de la prestation) (p. 4000) : adopté (p. 4000)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (utilisation du titre emploi service) (p. 4001) : retiré (p. 4001)

Intervient sur l'amendement n° 65 du Gouvernement (utilisation du titre emploi service) (p. 4001)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (lien de parenté éventuel avec le salarié) (p. 4001) : adopté (p. 4001)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (modalités de contrôle et de sanction) (p. 4001) : adopté (p. 4001)

Soutient l'amendement n° 54 de la commission (simplification des modalités de contrôle et de sanction) (p. 4001) : adopté (p. 4001)

Soutient l'amendement n° 55 de la commission (simplification des modalités de contrôle et de sanction) (p. 4001) : adopté (p. 4001)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (de simplification) (p. 4002) : adopté (p. 4002)

Soutient l'amendement n° 10 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 4002) : adopté (p. 4002)

Soutient l'amendement n° 56 de la commission (exclusion des rentes viagères dans le calcul des ressources) (p. 4002) : adopté (p. 4002)

Intervient sur l'amendement n° 66 du Gouvernement (modalités de versement et évaluation de l'application de la loi) (p. 4002)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rétablissement de dispositions adoptées en première lecture) (p. 4003) : adopté (p. 4003)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de dispositions adoptées en première lecture) (p. 4003) : adopté (p. 4003)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Patrice Martin-Lalande (rôle du comité national de coordination gérontologique) (p. 4003)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de dispositions adoptées en première lecture) (p. 4004) : adopté (p. 4004)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4004) : adopté (p. 4005)

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (statistiques émises par les départements) (p. 4005) : adopté après modification (p. 4005)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 du Gouvernement (introduction des données comptables dans les statistiques) à l'amendement n° 57 de la commission (p. 4005)

Soutient l'amendement n° 58 rectifié de la commission (de cohérence) (p. 4005) : adopté (p. 4005)

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (suppression de la disposition relative à un ajustement automatique de la dotation globale de fonctionnement) (p. 4005) : adopté (p. 4005)

Soutient l'amendement n° 17 rectifié de la commission (Fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 4007) : adopté après modification (p. 4010)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 du Gouvernement (concours versé aux départements et répartition géographique) à l'amendement n° 17 rectifié de la commission (p. 4007)

Intervient sur l'amendement n° 69 du Gouvernement (de cohérence) (p. 4011)

Article 1er bis nouveau (art. L. 3334-7-2 nouveau du code général des collectivités territoriales : répartition de la majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 4011) : adopté (p. 4011)

Article 1er ter nouveau (majoration de la dotation globale de fonctionnement des départements)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (de suppression) (p. 4011) : adopté (p. 4011)

Article 2 A nouveau (formation des salariés d'aide à domicile)

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (de suppression) (p. 4012) : adopté (p. 4012)

Article 2 (coordination avec le code de l'action sociale et des familles)

Intervient sur l'amendement n° 71 du Gouvernement (de cohérence) (p. 4012)

Intervient sur le sous-amendement n° 79 de M. Maxime Gremetz (missions du comité national de coordination gérontologique) à l'amendement n° 71 du Gouvernement (p. 4013)

Article 4 (art. L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles : conventionnement de certains établissements)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4013) : adopté (p. 4013)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (de précision) (p. 4013) : retiré (p. 4014)

Intervient sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (critères de fonctionnement pour les établissements à petite structure) (p. 4014)

Soutient l'amendement n° 60 corrigé dc la commission (critères de fonctionnement pour les établissements à petite structure) (p. 4014) : adopté (p. 4014)

Article 5 (art. L. 315-1 du code de l'action sociale et des familles : autorités compétentes en matière de tarification des établissements accueillant des personnes âgées dépendantes)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) (p. 4014) : adopté (p. 4014)

Soutient l'amendement n° 25 de la commission (délai de notification de la tarification) (p. 4015) : adopté (p. 4015)

Article 6 (art. L. 315-6 du code de l'action sociale et des familles : évaluation de la dépendance des personnes âgées accueillies en établissement)

Soutient l'amendement n° 26 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 4015) : adopté (p. 4015)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4015) : adopté (p. 4015)

Article 7 (art. L. 135-1 du code de la sécurité sociale : gestion du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie par le fonds de solidarité vieillesse)

Soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement, avec une modification rédactionnelle, des dispositions adoptées en première lecture en matière de gestion du fonds) (p. 4015) : adopté après rectification (p. 4016)

Article 8 (art. L. 135-3 à L. 136-8 du code de la sécurité sociale : modification des règles d'affectation de la CSG)

Soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 4016) : adopté (p. 4016)

Article 9 (art. L. 162-24-1 et L. 174-8 du code de la sécurité sociale : tarification des prestations de soins en établissements sociaux et médico-sociaux)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 4017) : adopté (p. 4017)

Intervient sur l'amendement n° 72 du Gouvernement (suppression du régime de tarification binaire) (p. 4017)

Article 9 bis nouveau (art. 199 quindecies du code général des impôts : majoration de la déduction fiscale pour les dépenses d'hébergement en établissement)

Intervient sur l'amendement n° 73 du Gouvernement (de suppression) (p. 4018)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 76 de Mme Hélène Mignon (soins dispensés par les établissements d'hébergement aux personnes maintenues à domicile) (p. 4019)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 74 du Gouvernement (état des dépenses budgétaires départementales relatives à l'APA) (p. 4019)

Article 13 (bilan d'application de la loi)

Soutient l'amendement n° 31 rectifié de la commission (élaboration d'un rapport au Parlement) (p. 4020) : adopté (p. 4020)

Article 14 bis (comité scientifique d'adaptation des outils d'évaluation de l'autonomie)

Soutient l'amendement n° 32 de la commission (rétablissement de la disposition instituant le comité) (p. 4020) : adopté (p. 4020)

Article 14 ter nouveau (art. L. 241-10 du code de la sécurité sociale : exonération de charges patronales pour l'emploi d'une aide à domicile liée à son employeur par un contrat à durée déterminée)

Soutient l'amendement n° 33 rectifié de la commission (mise en place de l'exonération) (p. 4020) : adopté après deuxième rectification (suppression du gage) (p. 4020)

Article 15 (transition entre l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation spécifique de dépendance)

Soutient l'amendement n° 61 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture pour coordination) (p. 4021) : adopté (p. 4021)

Soutient l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en première lecture) (p. 4021) : adopté après rectification (p. 4021)

Article 15 bis nouveau (suppression de la récupération sur succession ou donation pour la prestation spécifique dépendance)

Soutient l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) (p. 4021) : adopté (p. 4021)

Article 15 ter nouveau (art. L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation : attribution de l'aide personnalisée au logement en cas d'hébergement dans un centre pour personnes âgées dépendantes)

Soutient l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 4021) : adopté (p. 4021)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [26 juin 2001] (p. 4869)

Son intervention (p. 4872)

Thèmes :

Démographie : vieillissement de la population (p. 4873)
Personnes âgées : allocation dépendance (p. 4872)
Personnes âgées : établissements d'accueil (p. 4872)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 4873)
Personnes âgées : soins et maintien à domicile (p. 4872)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 mai 2001] (p. 2677, 2705)

Son intervention (p. 2706)

Thèmes :

Chômage : indemnisation : financement (p. 2706)
Economie sociale : mutuelles (p. 2707)
Entreprises : comités d'entreprise (p. 2707)
Grandes écoles : Institut d'études politiques (IEP) (p. 2707)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 2706)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 2706)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Article 39 précédemment réservé (nouvelles modalités devant permettre l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés)

Son amendement n° 410 (mise de travailleurs handicapés à la disposition d'un autre employeur) (p. 3385)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5177)

Après l'article 11

Son amendement n° 1 (création d'un observatoire des missions d'intérêt général liées au Rhône) (p. 5204) : rejeté (p. 5205)

Gérard TERRIER
Moselle (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au financement de la sécurité sociale pour 2001 [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18384)

DÉPÔTS

Rapport au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2415) de modernisation sociale

- de M. Philippe Nauche, titre Ier : santé, solidarité et sécurité sociale
- de M. Gérard Terrier, titre II : travail, emploi et formation professionnelle [13 décembre 2000] (n° 2809)

Rapport au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3052) de modernisation sociale

- de M. Philippe Nauche, titre Ier : santé, solidarité et sécurité sociale
- de M.Gérard Terrier, titre II : travail, emploi et formation professionnelle [16 mai 2001] (n° 3073)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chômage : indemnisation. Régime d'assurance chômage. Réforme [29 novembre 2000] (p. 9519)

Défense. Armement. Munitions détériorées, stockage, Woippy [15 mai 2001] (p. 2879)

Union européenne. Directives. Adoption, licenciement collectif [12 juin 2001] (p. 4073)

DÉBATS

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 octobre 2000] (p. 6343, 6373)

Son intervention (p. 6373)

Thèmes :

Entreprises : épargne salariale (p. 6373)
Entreprises : épargne salariale : cotisations (p. 6373)
Entreprises : plan d'épargne d'entreprise (p. 6373)
Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 6373)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 octobre 2000] (p. 7357, 7379) ; [25 octobre 2000] (p. 7419, 7467)

Son intervention (p. 7422)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 7485)

Thèmes :

Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 7423)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 7423)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 7422, 7423,7485, 7486)
Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) (p. 7423)

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 2 (réduction de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité)

Son intervention (p. 7495)

Article 28 (articles L. 615-12 et L. 615-14 du code de la sécurité sociale : alignement des prestations en nature de la CANAM sur celles du régime général)

Son intervention (p. 7613)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9212)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 9220)

Son intervention (p. 9227)

Thèmes :

Politique sociale : solidarité (p. 9228)
Professions de santé : médecins spécialistes (p. 9221)
Retraites : généralités : fonds de réserve des retraites (p. 9227, 9228)
Santé : politique de la santé (p. 9227)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9228)
Sécurité sociale : équilibre financier (p. 9220, 9221, 9227, 9228)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [5 décembre 2000] (p. 9753)

Son intervention (p. 9756)

Thèmes :

Famille : protection de la famille et de l'enfance : congé d'accompagnement (p. 9757)
Sécurité sociale : Caisse nationale d'assurance maladie (p. 9757)
Sécurité sociale : fonctionnement (p. 9757)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Son intervention (p. 63)

Thèmes :

Entreprises : Mouvement des entreprises de France (MEDEF) (p. 64)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 64, 65)
Travail : conditions de travail (p. 63 à 65)
Travail : contrats de travail (p. 64)
Travail : licenciements (p. 63, 64)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 57 deuxième rectification de la commission (régime local d'assurance maladie d'Alsace et de Moselle) (p. 178)

Article 29 (article L. 933-2 du code du travail : négociation de branche et adaptation aux évolutions des emplois)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. François Goulard (de suppression) (p. 263)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. François Goulard (de suppression) (p. 263)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. François Goulard (suppression de la possibilité d'entretien individuel) (p. 263)

Article 30 (article L. 322-7 du code du travail : appui à la conception d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois)

Intervient sur l'amendement n° 416 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 264)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. Jacques Desallangre (réparation du préjudice en cas de licenciement abusif) (p. 264)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. Jacques Desallangre (droit à la réintégration) (p. 264)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. Jacques Desallangre (prévention des cas de licenciement collectif économique dans une entreprise bien portante) (p. 265)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. Jacques Desallangre (saisine du juge de droit commun) (p. 266)

Intervient sur l'amendement n° 156 de M. Jacques Desallangre (cas d'obligation d'établir un plan social) (p. 266)

Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Jacques Desallangre (calcul du montant de la restitution sociale) (p. 267)

Article 31 (réduction du temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 130 de M. François Goulard (de suppression) (p. 269)

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) (p. 269)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Jean Ueberschlag (de suppression) (p. 269)

Intervient sur l'amendement n° 131 corrigé de M. François Goulard (assouplissement des critères d'obligation de négociation annuelle) (p. 270)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Pierre Foucher (assouplissement des critères d'obligation de négociation annuelle) (p. 270)

Soutient l'amendement n° 85 de la commission (de précision) (p. 271) : adopté (p. 271)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. François Goulard (conditions d'ouverture de droit à indemnité) (p. 271)

Intervient sur l'amendement n° 305 corrigé de Mme Muguette Jacquaint (saisine du conseil des prud'hommes) (p. 272)

Intervient sur l'amendement n° 306 de Mme Muguette Jacquaint (constatation de la nullité de la procédure de licenciement) (p. 272)

Soutient l'amendement n° 84 rectifié de la commission (constatation de la nullité de la procédure de licenciement) (p. 272) : adopté (p. 272)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Germain Gengenwin (délai de mise en application de la réduction de temps de travail) (p. 272)

Après l'article 31

Intervient sur l'amendement n° 153 de M. François Goulard (heures supplémentaires) (p. 273)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. François Goulard (traitement des salariés itinérants) (p. 273)

Intervient sur l'amendement n° 303 de Mme Muguette Jacquaint (sanctions visant le travail clandestin) (p. 274)

Article 32 (article L. 431-5-1 nouveau du code du travail : information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce publique du chef d'entreprise ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi)

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. François Goulard (de suppression) (p. 275)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-Pierre Foucher (de suppression) (p. 275)

Soutient l'amendement n° 86 de la commission (choix du moment de l'annonce publique) (p. 276) : adopté (p. 277)

Intervient sur le sous-amendement n° 375 de M. Jean-Pierre Foucher (confidentialité des opérations) à l'amendement n° 86 de la commission (p. 276)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 309 de Mme Muguette Jacquaint (représentation des salariés dans les conseils d'administration et les conseils de surveillance des entreprises) (p. 277)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Georges Sarre (bénfice d'un droit de veto sur les embauches pour les salariés l'année suivant un licenciement économique) (p. 278)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 310 de Mme Muguette Jacquaint (définition du licenciement pour motif économique) (p. 279)

Article 33 (article L. 321-1-4 nouveau : droit au reclassement avant tout licenciement pour motif économique)

Soutient l'amendement n° 87 modifié de la commission (exclusion de tout reclassement à un poste de niveau inférieur) (p. 280) : adopté après modification (p. 281)

Intervient sur le sous-amendement n° 311 de Mme Muguette Jacquaint (renforcement des possibilités de reclassement interne) à l'amendement n° 87 modifié de la commission (p. 280)

Intervient sur le sous-amendement n° 349 du Gouvernement (prévision de l'accord de l'intéressé en cas de reclassement à un poste de niveau inférieur) à l'amendement n° 87 modifié de la commission (p. 280)

Après l'article 33

Soutient l'amendement n° 88 de la commission (critère de "qualité professionnelle") (p. 281) : adopté (p. 282)

Soutient l'amendement n° 89 de la commission (caractère irrégulier de tout licenciement pour motif économique si les représentations du personnel ne sont pas constituées) (p. 282) : adopté (p. 283)

Intervient sur l'amendement n° 312 de Mme Muguette Jacquaint (réparation des licenciements économiques irréguliers) (p. 282)

Article 34 (article L. 321-4-1 du code du travail : validité du plan social et droit au reclassement)

Soutient l'amendement n° 394 de la commission (rectification d'une erreur matérielle) (p. 283) : adopté (p. 284)

Soutient l'amendement n° 91 de la commission (de conséquence) (p. 284) : adopté (p. 284)

Intervient sur le sous-amendement n° 350 du Gouvernement (élargissement des possibilités de reclassement) à l'amendement n° 91 de la commission (p. 284)

Soutient l'amendement n° 92 de la commission (volume des heures supplémentaires) (p. 285) : adopté après modification (p. 286)

Intervient sur le sous-amendement n° 417 du Gouvernement (référence au seul secteur de l'entreprise concerné par les licenciements) à l'amendement n° 92 de la commission (p. 285)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 315 de Mme Muguette Jacquaint (saisine des prud'hommes) (p. 287)

Intervient sur l'amendement n° 314 de Mme Muguette Jacquaint (donneur d'ordre et sous-traitant concerné) (p. 287)

Intervient sur l'amendement n° 313 de Mme Muguette Jacquaint (rôle des institutions représentatives du personnel) (p. 287)

Avant l'article 35

Soutient l'amendement n° 93 de la commission (caractère exceptionnel de l'intérim et des CDD) (p. 288) : adopté (p. 288)

Intervient sur le sous-amendement n° 317 deuxième rectification de M. Maxime Gremetz (interdiction de l'usage de CDD successifs) à l'amendement n° 93 de la commission (p. 288)

Soutient l'amendement n° 94 de la commission (montant de l'indemnité de précarité) (p. 289) : adopté (p. 290)

Intervient sur le sous-amendement n° 377 de M. Jean-Pierre Foucher (montant de l'indemnité de précarité) à l'amendement n° 94 de la commission (p. 289)

Intervient sur l'amendement n° 316 de M. Jean-Pierre Brard (indemnité de précarité pour les agents contractuels de droit public) (p. 291)

Article 35 (articles L. 122-3-11 et L. 124-7 du code du travail : calcul de la période devant séparer deux contrats à durée déterminée)

Soutient l'amendement n° 95 de la commission (prise en compte des jours ouvrables ; délai de carence) (p. 292) : adopté (p. 292)

Article 36 (articles L. 152-1-4 et L. 152-2 du code du travail : infraction aux dispositions de l'article L. 122-3-11 relatif au contenu du contrat de travail à durée déterminée)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. François Goulard (de suppression) (p. 293)

Soutient l'amendement n° 96 rectifié de la commission (retour aux dispositions actuelles du code du travail) (p. 293) : adopté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 395 de la commission (responsabilité des entreprises) (p. 293) : adopté (p. 293)

Soutient l'amendement n° 396 de la commission (responsabilité des entreprises) (p. 293)

Intervient sur l'amendement n° 318 de M. Maxime Gremetz (prise en compte des CDD dans l'effectif de l'entreprise) (p. 294)

Intervient sur l'amendement n° 319 de M. Maxime Gremetz (sanctions visant les entreprises de plus de cent salariés ayant recours à un effectif d'intérimaires de plus de dix pour cent) (p. 295)

Après l'article 36

Soutient l'amendement n° 97 rectifié de la commission (sanctions en cas de recours abusif à l'intérim) (p. 295) : rejeté (p. 296)

Intervient sur l'amendement n° 418 du Gouvernement (saisine de l'inspecteur du travail en cas de recours abusif à l'intérim) (p. 296)

Soutient le sous-amendement n° 423 de la commission (de forme) à l'amendement n° 418 du Gouvernement (p. 296) : devenu sans objet (p. 297)

Soutient le sous-amendement n° 424 de la commission (procès-verbaux d'infractions) à l'amendement n° 418 du Gouvernement (p. 296) : devenu sans objet (p. 297)

Soutient le sous-amendement n° 425 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 418 du Gouvernement (p. 296) : devenu sans objet (p. 297)

Article 37 (articles L. 122-3-8 et L. 124-5 du code du travail : rupture d'un contrat à durée déterminée à l'initiative du salarié en cas d'embauche pour une durée indéterminée)

Intervient sur l'amendement n° 320 de Mme Muguette Jacquaint (possibilités pour les salariés de rompre un contrat précaire) (p. 297)

Après l'article 38

Soutient l'amendement n° 98 de la commission (connaissance des postes à pourvoir pour les intérimaires) (p. 303) : adopté (p. 303)

Article 39 (articles L. 323-4, L. 323-8, L. 323-8-1 et L. 323-32 du code du travail : nouvelles modalités devant permettre l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés)

Soutient l'amendement n° 99 de la commission (accueil en stage des travailleurs handicapés) (p. 304) : adopté (p. 305)

Soutient l'amendement n° 397 de la commission (rédactionnel) (p. 305) : adopté (p. 305)

Soutient l'amendement n° 100 de la commission (calcul des accessoires de salaire) (p. 305) : adopté (p. 305)

Intervient sur l'amendement n° 419 du Gouvernement (labels des produits fabriqués par des travailleurs handicapés) (p. 305)

Avant l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 368 du Gouvernement (caractère élargi de l'expérience professionnelle) (p. 307)

Article 40 (article L. 900-1 du code du travail : droit à la validation des acquis de l'expérience)

Intervient sur l'amendement n° 369 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 310)

Article 41 (articles 8 et 8-1 nouveau de la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 : validation des acquis en vue de l'acquisition de diplômes ou titres à finalité professionnelle et répertoire national des certifications professionnelles)

Intervient sur l'amendement n° 370 rectifié du Gouvernement (inscription des dispositions de l'article dans le nouveau code de l'éducation) (p. 312)

Soutient le sous-amendement n° 399 de la commission (de précision) à l'amendement n° 370 rectifié du Gouvernement (p. 312) : adopté (p. 312)

Intervient sur le sous-amendement n° 421 de Mme Hélène Mignon (représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les jurys) à

l'amendement n° 370 rectifié du Gouvernement (p. 312)

Article 42 (articles 5, 17 et 17-1 nouveau de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur : validation des acquis en vue de l'acquisition d'un diplôme ou titre de l'enseignement supérieur)

Intervient sur l'amendement n° 371 du Gouvernement (inscription des dispositions de l'article dans le nouveau code de l'éducation) (p. 313)

Intervient sur le sous-amendement n° 422 de Mme Hélène Mignon (représentation équilibrée entre hommes et femmes dans les jurys) à l'amendement n° 371 du Gouvernement (p. 313)

Soutient le sous-amendement n° 400 de la commission (de précision) à l'amendement n° 371 du Gouvernement (p. 313) : adopté (p. 313)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 372 du Gouvernement (bénéfice des acquis des plans de formation pour les intérimaires) (p. 314)

Soutient l'amendement n° 401 rectifié de la commission (missions et travail temporaire ; assimilations) (p. 314) : adopté (p. 314)

Intervient sur l'amendement n° 373 du Gouvernement (validation des acquis en formation professionnelle) (p. 314)

Intervient sur l'amendement n° 351 du Gouvernement (garanties de confidentialité dans les démarches de validation des acquis) (p. 314)

Intervient sur l'amendement n° 352 du Gouvernement (validation des acquis dans la négociation de branche) (p. 315)

Soutient l'amendement n° 101 de la commission (de précision) (p. 315) : adopté (p. 315)

Intervient sur l'amendement n° 353 du Gouvernement (validation des acquis dans le champ du contrôle administratif et financier de l'Etat) (p. 315)

Intervient sur l'amendement n° 354 du Gouvernement (jurys de validation des acquis : accès aux salariés) (p. 315)

Article 43 (article L. 115-1 du code du travail : coordination)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Germain Gengenwin (notion de contrat de travail spécifique dans le cadre de l'apprentissage) (p. 316)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Germain Gengenwin (suppression de la référence au "titre à finalité professionnelle") (p. 317)

Intervient sur l'amendement n° 355 du Gouvernement (introduction des dispositions de l'article dans le nouveau code de l'éducation) (p. 317)

Soutient le sous-amendement n° 398 de la commission (rédactionnel) à l'amendement n° 355 du Gouvernement (p. 317) : adopté (p. 317)

Article 44 (article L. 118-2-2 du code du travail : transparence et équité des financements des centres de formation des apprentis CFA)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. Germain Gengenwin (financement au niveau régional des centres de formation des apprentis CFA) (p. 320)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Germain Gengenwin (pourcentage d'affectations des fonds) (p. 321)

Intervient sur l'amendement n° 356 du Gouvernement (aménagement du plafonnement des ressources) (p. 321)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Germain Gengenwin (suppression du plafonnement des ressources) (p. 321)

Article 45 (articles L. 118-2-4 nouveau et L. 119-1-1 du code du travail : circuits de collecte de la taxe d'apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Germain Gengenwin (suppression de l'agrément ministériel) (p. 322)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Germain Gengenwin (conventions avec les chambres locales de commerce) (p. 323)

Intervient sur l'amendement n° 357 du Gouvernement (conditions de délégation de collecte de taxe d'apprentissage) (p. 323)

Soutient l'amendement n° 402 de la commission (de précision) (p. 323) : adopté (p. 323)

Intervient sur l'amendement n° 322 de M. Maxime Gremetz (institution d'un conseil d'administration paritaire) (p. 324)

Après l'article 45

Intervient sur l'amendement n° 358 du Gouvernement (insertion d'une section intitulée "offre de formation professionnelle continue") (p. 324)

Soutient l'amendement n° 102 rectifié de la commission (restructuration des comités régionaux de la formation professionnelle) (p. 325) : adopté (p. 326)

Intervient sur l'amendement n° 360 du Gouvernement (modalités de formation à distance) (p. 326)

Intervient sur l'amendement n° 359 rectifié du Gouvernement (organismes de formation : procédure de déclaration ; compétences) (p. 327)

Intervient sur l'amendement n° 427 du Gouvernement (de conséquence) (p. 327)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Germain Gengenwin (critères d'activité de l'organisme de formation) (p. 327)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Germain Gengenwin (rapport annuel au Parlement) (p. 328)

Avant l'article 46

Soutient l'amendement n° 403 de la commission (de cohérence) (p. 328) : adopté (p. 328)

Article 50 (article 1er de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 : mesures de lutte contre les discriminations dans la location de logements)

Soutient l'amendement n° 103 de la commission (interdiction des discriminations sur des critères physiques ou d'origine) (p. 329) : adopté (p. 329)

Soutient l'amendement n° 104 de la commission (interdiction des discriminations sur des critères de moeurs) (p. 329) : adopté (p. 329)

Soutient l'amendement n° 105 de la commission (preuves d'éléments discriminatoires ou non-discriminatoires) (p. 329) : adopté après modification (p. 330)

Intervient sur le sous-amendement n° 420 du Gouvernement (preuves d'éléments discriminatoires ou non-discriminatoires assimilables aux cas de discriminations en matière d'emploi) à l'amendement n° 105 de la commission (p. 330)

Après l'article 50

Soutient l'amendement n° 414 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 330) : adopté (p. 330)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Georges Hage (insertion d'un chapitre intitulé : Lutte contre le harcèlement moral au travail) (p. 332)

Intervient sur l'amendement n° 324 de M. Georges Hage (obligation d'exécuter de bonne foi le contrat de travail) (p. 333)

Intervient sur l'amendement n° 325 de M. Georges Hage (définition du harcèlement moral au travail) (p. 333)

Intervient sur le sous-amendement n° 413 de la commission (cas d'agissements répétés) à l'amendement n° 325 de M. Georges Hage (p. 333)

Article 51 (articles L. 513-3, L. 513-4, L. 513-10, L. 514-2 du code du travail : élections prud'homales et indépendance des conseillers prud'homaux)

Soutient l'amendement n° 106 de la commission (de précision) (p. 334) : adopté (p. 334)

Intervient sur l'amendement n° 362 du Gouvernement (procédure de recours gracieux devant le maire) (p. 335)

Soutient l'amendement n° 407 de la commission (rédactionnel) (p. 335) : adopté (p. 335)

Soutient l'amendement n° 107 de la commission (rédactionnel) (p. 335) : adopté (p. 335)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 363 du Gouvernement (redéploiement d'effectifs de conseillers) (p. 336)

Intervient sur l'amendement n° 364 du Gouvernement (redéploiement d'effectifs de conseillers) (p. 336)

Avant l'article 53

Soutient l'amendement n° 409 de la commission (de cohérence) (p. 336) : adopté (p. 336)

Article 62 (article 8 de la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989 : composition du Conseil national des missions locales)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Éric Doligé (représentation des départements) (p. 336)

Intervient sur l'amendement n° 278 de M. Yves Bur (représentation des départements) (p. 336)

Après l'article 65

Intervient sur l'amendement n° 374 du Gouvernement (pouvoirs des contrôleurs du travail) (p. 338)

Après l'article 66

Intervient sur l'amendement n° 426 du Gouvernement (conditions de cumul de l'allocation spécifique d'attente et du RMI) (p. 338)

Soutient l'amendement n° 109 de la commission (conditions de cumul de l'allocation spécifique d'attente et du RMI) (p. 338) : adopté (p. 338)

Après l'article 67

Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Yves Bur (exonération des associations d'aide à domicile des exigences de réduction et d'annualisation du temps de travail) (p. 339)

Article 69 (articles 24-1, 24-2, 114 et 115 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime : droit du travail applicable aux marins des entreprises d'armement maritime)

Soutient l'amendement n° 410 de la commission (rédactionnel) (p. 340) : adopté (p. 340)

Article 70 (article 26-1 nouveau de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France : application du code du travail maritime aux personnels scientifiques et techniques non marins embarqués sur des navires de recherche océanographique ou halieutique)

Intervient sur l'amendement n° 331 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de la notion d'équipements utilisés temporairement sur le navire) (p. 341)

Intervient sur l'amendement n° 332 de Mme Muguette Jacquaint (extension aux autres navires que ceux du Genovir) (p. 341)

Après l'article 70

Intervient sur l'amendement n° 365 du Gouvernement (indemnisation des salariés victimes de rupture de contrat de travail pour cas de force majeure) (p. 342)

Intervient sur l'amendement n° 110 de la commission (indemnisation des salariés victimes de rupture de contrat de travail pour cas de force majeure) (p. 342)

Soutient l'amendement n° 411 de la commission (avenir des associations intermédiaires) (p. 342) : adopté (p. 342)

Soutient l'amendement n° 111 deuxième rectification de la commission (représentation des salariés actionnaires au conseil d'administration et au directoire de l'entreprise) (p. 343) : adopté (p. 344)

Soutient l'amendement n° 119 rectifié de la commission (statut des personnels de navires cabliers) (p. 344) : adopté (p. 345)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)

Son intervention (p. 3212)

Thèmes :

Entreprises : chefs d'entreprises (p. 3212)

Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 3212)

Travail : droit du travail (p. 3212)

Travail : licenciement économique (p. 3212)

Travail : plan social (p. 3212)

Travail : précarité (p. 3212)

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 3247 à 3417 et 4101 à 4112)

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Son amendement n° 467 (possibilité pour le comité d'entreprise d' émettre des propositions alternatives aux projets de restructuration) (p. 3303)

Son amendement n° 468 (réponse de l'employeur aux propositions du comité d'entreprise) (p. 3304)

Après l'article 32 bis

Son sous-amendement n° 471 (rédactionnel) à l'amendement n° 413 rectifié du Gouvernement (rapports entre les entreprises donneuses d'ordre et les entreprises sous-traitantes) (p. 3317)

Avant l'article 33

Son amendement n° 469 (définition du licenciement économique) (p. 3318)

Article 34 bis (bilan d'évaluation des compétences et d'orientation pendant le préavis du licenciement et congés de reclassement dans les entreprises de mille salariés et plus)

Son amendement n° 474 (suppression du "bilan de compétences") (p. 3364)

Michel TERROT
Rhône (12ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée par une délégation de la commission en République du Congo [7 février 2001] (n° 2918)

Proposition de loi n° 3278 visant à renforcer la sûreté des personnes âgées ou vulnérables en réprimant plus sévèrement les faits de vols avec entrée par ruse et de vols avec violences commis à leur encontre [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2559 rénovant l'action sociale et médico-sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [31 janvier 2001] (p. 994) ; [1er février 2001] (p. 1048)

Article 1er (fondements de l'action sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 292 (responsabilité interministérielle de la promotion de l'autonomie des personnes) (p. 995) : rejeté (p. 996)

Article 3 (définition des missions relevant de l'action sociale et médico-sociale)

Son amendement n° 293 soutenu par M. Bernard Accoyer (actions pédagogiques étendues à l'âge adulte) : rejeté (p. 1001)

Son amendement n° 294 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (intégration scolaire adaptée) (p. 1003) : rejeté (p. 1004)

Article 4 (fixation des droits des usagers du secteur social et médico-social)

Son amendement n° 295 (prestations à temps partiel) : non soutenu (p. 1010)

Article 9 (liste des établissements et services sociaux et médico-sociaux)

Son amendement n° 297 (établissements comportant ou non un système d'internat) : rejeté (p. 1024)

Article 13 (procédure d'élaboration des schémas)

Son amendement n° 298 soutenu par Mme Roselyne Bachelot-Narquin (notion de représentant des personnes accueillies) : retiré (p. 1034)

André THIEN AH KOON
La Réunion (3ème circonscription)
Non-inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Répond au rappel au règlement de M. Émile Blessig : estime que l'UDF n'a pas à interférer dans le choix des Réunionnais [10 octobre 2000] (p. 6646)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)

Son intervention (p. 6644)

Répond au rappel au règlement de M. Émile Blessig (cf supra) [10 octobre 2000] (p. 6646)

Thèmes :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 6444, 6445)
Lois : lois d'orientation : DOM (p. 6644)
Outre-mer : DOM : cotisations sociales (p. 6644)
Outre-mer : DOM : égalité sociale (p. 6644)
Outre-mer : DOM : institutions (p. 6645)
Outre-mer : La Réunion : départements (p. 6645)
Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 6644)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 1er (le développement des départements d'outre-mer, priorité de la Nation)

Intervient sur l'amendement n° 182 du Gouvernement (rénovation du pacte unissant l'outre-mer à la République et évolution institutionnelle) (p. 6714)

Article 38 supprimé par le Sénat (création de deux départements à la Réunion)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. Michel Tamaya (rétablissement de l'article - création au 1er janvier 2001 des départements de "La Réunion du Nord" et de "La Réunion du Sud") (p. 6717)

Article 2 précédemment réservé (art. L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale : exonération de cotisations sociales patronales)

Son amendement n° 1 (application aux dix plus bas salaires des entreprises de moins de vingt-et-un salariés) : rejeté (p. 6736)

Article 6 précédemment réservé (plan d'apurement des dettes fiscales)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission des affaires culturelles (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 6746)

Article 9 ter précédemment réservé (art. L. 720-4 du code du commerce : demandes d'autorisation commerciale)

Soutient l'amendement n° 65 de la commission (nouvelle rédaction de l'article rectifiant une erreur matérielle) (p. 6752) : adopté (p. 6752)

Après l'article 9 ter

Son amendement n° 109 précédemment réservé (urbanisme commercial outre-mer) : rejeté (p. 6752)

Article 9 quater précédemment réservé (création du congé emploi solidarité)

Son amendement n° 5 corrigé (abaissement de l'âge de la préretraite de cinquante-cinq ans à cinquante-deux ans) (p. 6753) : rejeté (p. 6754)

Article 9 octies précédemment réservé (conventions et autorisations relatives aux services publics routiers de personnes)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Bruno Bourg-Broc (de suppression) (p. 6811)

Article 12 précédemment réservé (art. 17-1, 42-7-1, 42-11 à 42-13 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 : renforcement de l'insertion et du contrôle)

Son intervention (p. 6816)

Article 13 bis précédemment réservé (art. L. 832-8-1 du code du travail : convention de retour à l'activité)

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (de suppression) (p. 6818)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [15 novembre 2000] (p. 8653)

Son intervention (p. 8670)

Thème :

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 8670, 8671)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8561)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8561, 8562)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 8561)

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8561)

Outre-mer : La Réunion (p. 8561)

Outre-mer : La Réunion : départements (p. 8562)

Partis et mouvements politiques : UDF : La Réunion (p. 8562)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : DOM (p. 8561)

Jean-Claude THOMAS

Marne (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3279 tendant à confier la responsabilité de la création et du fonctionnement d'une police municipale de proximité aux maires [26 septembre 2001]

Jean TIBERI

Paris (2ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2944 tendant à permettre au juge de prononcer une peine d'intérêt général à l'encontre des auteurs de graffitis [27 mars 2001]

Proposition de loi n° 2945 tendant à permettre au bailleur d'avoir recours aux amendes à l'encontre du locataire ne respectant pas certaines de ses obligations [27 mars 2001]

Marisol TOURAINE

Indre-et-Loire (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)

Son intervention (p. 9548)

Thèmes :
Avortement : avortements thérapeutiques (p. 9549)
Avortement : généralités (p. 9548, 9549)
Famille : mineurs : avortement (p. 9549)
Femmes : droits (p. 9549)

Alain TOURRET
Calvados (6ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome I : Fonction publique et réforme de l'Etat (fonction publique) (n° 2628) [11 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2890 tendant à réformer la prescription en matière pénale [30 janvier 2001]

Proposition de loi n° 3275 tendant à qualifier certains actes de terrorisme de crimes contre l'humanité [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Outre-mer. TOM : Polynésie. Groupement d'intervention, création [10 octobre 2000] (p. 6586)

Droit pénal. Atteintes à la vie. Prescription [19 décembre 2000] (p. 10453)

Sports. Football. Clubs et sportifs professionnels, dysfonctionnements [24 janvier 2001] (p. 774)

Droit pénal. Agressions sexuelles. Fichier génétique, création, délai [17 avril 2001] (p. 1908)

Etat. Président de la République. Responsabilité pénale pour des faits antérieurs à son entrée en fonctions [29 mai 2001] (p. 3528)

Finances publiques. Contrôle des dépenses engagées. Application, fonds secrets [26 juin 2001] (p. 4863)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1272, posée le 22 janvier 2001. Voirie. A 13 (J.O. Questions p. 353). Appelée le 23 janvier 2001. Contournement de Caen (p. 637)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8703)
Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République
Son intervention (p. 8705)

Thèmes avant la procédure des questions :
Fonctionnaires et agents publics : accès : handicapés (p. 8705)
Fonctionnaires et agents publics : cumul d'emplois (p. 8706)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8705)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : prévisions (p. 8705)
Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : femmes (p. 8705)
Fonctionnaires et agents publics : hauts fonctionnaires : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (p. 8705)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8705)
Fonctionnaires et agents publics : notation : sanctions (p. 8706)
Fonctionnaires et agents publics : primes (p. 8705)
Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8705)
Ministères et secrétariats d'Etat : cabinets ministériels : rémunération (p. 8706)
Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8705)

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8582)
Son intervention (p. 8596)

Thèmes avant la procédure des questions :
Collectivités territoriales : ressources : fiscalité (p. 8597)
Droit pénal : délinquance et criminalité : généralités (p. 8597)
Etrangers : rétention administrative : mineurs (p. 8597)
Police : crédits : équipements (p. 8597)
Police : police de proximité (p. 8597)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8597)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)
Son intervention (p. 8348)

Thèmes avant la procédure des questions :
Enseignement supérieur : personnel : professeurs : magistrats (p. 8349)
Justice : aide juridictionnelle (p. 8348)
Justice : jugements : délais (p. 8348)
Justice : jugements : exécution provisoire (p. 8348)
Justice : magistrats : effectifs (p. 8348)
Lois : application : présomption d'innocence (p. 8348)

Projet de loi n° 2545 portant réforme des tribunaux de commerce

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1423, 1452)

Son intervention (p. 1442)

Thèmes :

Justice : exécution provisoire (p. 1443)
Justice : juges consulaires (p. 1442)
Justice : justice commerciale : projets de loi (p. 1442)
Justice : justice commerciale : réforme (p. 1442)
Justice : tribunaux de commerce : organisation (p. 1443)
Justice : tribunaux de commerce : parquet (p. 1443)

Discussion des articles [27 mars 2001] (p. 1471) ; [28 mars 2001] (p. 1516, 1549)

Article 4 (art. L. 411-8 à L. 411-17 du code de l'organisation judiciaire : composition des chambres du tribunal de commerce)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (prestation de serment des juges élus) (p. 1481)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Maxime Gremetz (définition restrictive du licenciement économique) (p. 3321)

Avant l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 412 rectifié du Gouvernement (nullité du licenciement et indemnisation) (p. 3350)

Après l'article 34

Intervient sur l'amendement n° 302 rectifié de M. Julien Dray (saisine de l'inspection du travail en cas de licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse) (p. 3352)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Explications de vote et vote [19 juin 2001] (p. 4410)

Ses explications de vote (p. 4414)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 4414)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4124)

Après l'article 12

Son amendement n° 4 (enseignement en faculté de pharmacie et tenue d'une pharmacie d'officine) : rejeté (p. 4133)

Après l'article 22

Son amendement n° 1 (application des décisions de justice favorables aux salariés d'entreprises en redressement judiciaire) : adopté après rectification (p. 4155)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Pierre Albertini (consultation des électeurs sur les affaires du département) (p. 4434)

Soutient l'amendement n° 298 de M. Hervé Morin (consultation des électeurs sur les affaires du département) (p. 4434) : rejeté (p. 4435)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Pierre Albertini (référendum d'initiative populaire étendu aux structures intercommunales) (p. 4438)

Soutient l'amendement n° 297 de M. Hervé Morin (référendum d'initiative populaire étendu aux structures intercommunales) (p. 4438) : rejeté (p. 4439)

Georges TRON

Essonne (9ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 39 : Premier ministre (services généraux, Conseil économique et social, Plan et Journaux officiels) [11 octobre 2000] (n° 2624)

Proposition de loi n° 3008 visant à supprimer la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision [24 avril 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Transports aériens. Aéroports. Région parisienne, perspectives [29 novembre 2000] (p. 9524)

Rapatriés. Politique à l'égard des rapatriés. Perspectives [7 février 2001] (p. 1216)

Etat. Ministres. Cumul des mandats [27 mars 2001] (p. 1419)
Transports aériens. Aéroports. Région parisienne, perspectives [27 juin 2001] (p. 4994)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)
Son intervention (p. 6924)
Thèmes :
Commerce extérieur : balance commerciale (p. 6924)
Finances publiques : dépenses (p. 6925, 6926)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : traitement (p. 6925, 6926)
Politique économique : conjoncture (p. 6924)
Politique économique : consommation (p. 6924)
Politique économique : croissance (p. 6924)
Politique économique : inflation (p. 6924)
Travail : réduction du temps de travail (p. 6925)
Union européenne : construction européenne (p. 6925)
Union européenne : euro (p. 6925)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8703)
Son intervention (p. 8709)
Thèmes avant la procédure des questions :
Emploi : jeunes : fonctionnaires et agents publics (p. 8710)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8709)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : prévisions (p. 8710)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8710)
Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8710)
Retraites : fonctionnaires civils et militaires : paiement des pensions : coût (p. 8710)
Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8710)
Procédure des questions :
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8722)

Vote des crédits et articles rattachés [20 novembre 2000] (p. 8953)
Après l'article 61
Intervient sur l'amendement n° 177 du Gouvernement (reconduction du congé de fin d'activité pour 2001) (p. 8724)

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SERVICES GÉNÉRAUX - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL - PLAN - BUDGET ANNEXE DES JOURNAUX OFFICIELS

Examen du fascicule [20 novembre 2000] (p. 8942)
Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan
Son intervention (p. 8942, 8950)
Thèmes avant la procédure des questions :
Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 8952)
Etat : Conseil économique et social : crédits budgétaires (p. 8942, 8943, 8950, 8951)
Etat : Médiateur de la République (p. 8943)
Etat : Plan : crédits budgétaires (p. 8943, 8951)
Etat : services du Premier ministre : crédits budgétaires (p. 8943, 8951)
Presse et livres : Documentation française : crédits budgétaires (p. 8943, 8952)
Presse et livres : Journaux officiels : crédits budgétaires (p. 8943, 8951)
Régions : contrats de plan Etat-régions : crédits budgétaires (p. 8943, 8952)

Vote des crédits et articles rattachés [20 novembre 2000] (p. 8953)

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Etat B, titre IV
Intervient sur l'amendement n° 164 du Gouvernement (majoration de crédits afin de compenser l'exonération de redevance au profit des personnes âgées de plus de 70 ans non assujetties à l'impôt sur le revenu ni à l'ISF) (p. 8953)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9649)
Son intervention (p. 9655)
Thèmes :
Collectivités territoriales : exécutifs locaux : campagnes électorales (p. 9656)
Emploi : jeunes (p. 9656)
Finances publiques : dépenses : fonctionnaires et agents publics (p. 9655)
Fonction publique territoriale (p. 9656)
Fonctionnaires et agents publics : concours (p. 9656)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs : croissance (p. 9655)
Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : projet de loi (p. 9655, 9656)
Fonctionnaires et agents publics : titularisation : histoire (p. 9655)
Travail : aménagement du temps de travail : fonction publique territoriale (p. 9656)

Discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9665, 9684)
Article 1er (concours réservés et examens professionnels dans la fonction publique de l'Etat)
Soutient l'amendement n° 72 de M. Dominique Paillé (création de postes budgétaires par réemploi de crédits afférents à la prise en charge d'agents non titulaires) (p. 9666) : rejeté (p. 9666)
Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jean Vila (intégration des emplois-jeunes) (p. 9667)
Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Jean Vila (intégration des contrats aidés) (p. 9667)

Article 5 ter (recrutement en qualité de non titulaires pour une durée indéterminée des personnels transférés d'une association à une collectivité territoriale ou à un EPCI)

Son intervention (p. 9677)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9679)

Article 10 (article 19 de la loi du 11 janvier 1984 : Validation des acquis professionnels pour l'admission à concourir - Ouverture de troisième concours et de concours sur titres - Déconcentration de l'organisation des concours dans la fonction publique de l'Etat)

Intervient sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (suppression de la référence au caractère professionnel de l'expérience acquise) (p. 9686)

Intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (caractère bénévole des responsabilités exercées au sein d'associations) (p. 9686)

Article 13 (articles 3, 14, 33, 34 et 36 de la loi du 26 janvier 1984 : Assouplissement des conditions de cumul d'activités publiques et privées pour les agents à temps non complet des communes de moins de 2 000 habitants - Rôle des centres de gestion dans la gestion prévisionnelle des emplois - Ouverture de troisième concours - Rapport sur la résorption de l'emploi précaire - Validation des acquis professionnels pour l'admission à concourir)

Son amendement n° 7 (possibilité offerte aux centres de gestion de constituer un groupement d'intérêt public) : rejeté (p. 9690)

Son amendement n° 8 (suppression du recours à des conventions pour le financement de la mise à disposition de fonctionnaires des collectivités territoriales aux centres de gestion) : rejeté (p. 9690)

Son amendement n° 10 (organisation de concours par un autre centre de gestion à la suite du refus du centre de gestion territorialement compétent) : adopté (p. 9691)

Son amendement n° 9 (comités techniques paritaires des centres de gestion) : retiré (p. 9691)

Article 16 (article L. 52-1 du code électoral : publication d'un bilan de mandat lors de la campagne électorale)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Yves Tavernier (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9695)

Après l'article 16

Son amendement n° 5 (non intégration aux comptes de campagne du cautionnement et des frais engagés pour répondre à des attaques relatives à une procédure judiciaire) (p. 9695) : retiré (p. 9696)

Ses explications de vote (p. 9701)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 9701)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [14 décembre 2000] (p. 10247)

Son intervention (p. 10250)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : campagnes électorales (p. 10251)

Emploi : jeunes (p. 10251)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : croissance (p. 10251)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : recrutement (p. 10250)

Fonctionnaires et agents publics : titularisation : commissions mixtes paritaires (p. 10250)

Fonctionnaires et agents publics : titularisation : fonction publique territoriale (p. 10251)

Travail : contrats à durée déterminée : collectivités territoriales (p. 10251)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9907)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 9912) : rejetée (p. 9919)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 9912 à 9914)

Finances publiques : dépenses (p. 9914)

Finances publiques : dette publique (p. 9913)

Finances publiques : politique budgétaire (p. 9912)

Finances publiques : procédure budgétaire : transparence (p. 9912 à 9916)

Finances publiques : recettes (p. 9912 à 9914)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : traitement (p. 9914, 9915)

Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 9915, 9916)

Parlement : contrôle (p. 9913 à 9915)

Sécurité sociale : fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale (FOREC) (p. 9915)

Télécommunications : opérateurs : secret des correspondances (p. 9916)

Proposition de loi n° 2738 tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10225)

Son intervention (p. 10230)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 10230)

Collectivités territoriales : élus locaux : généralités (p. 10230)

Elections et référendums : statut des élus : communes (p. 10230)

Elections et référendums : statut des élus : financement (p. 10231)

Elections et référendums : statut des élus : Gouvernement (p. 10230)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10237)

Article 2 (article L. 2123-3 du code général des collectivités territoriales : conditions d'attribution des crédits d'heures)

Son intervention (p. 10239)

Article 4 (article L. 2123-10 du code général des collectivités territoriales : retour à la vie professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (de coordination - loi du 3 janvier 2001 relative à la

résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique) (p. 10240)
Ses explications de vote (p. 10241)
Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10241)

Odette TRUPIN
Gironde (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)
Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale (n° 2678) [15 novembre 2000]
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔT

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur la politique éducative extérieure de la France [27 juin 2001] (n° 3204)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Soins palliatifs. Loi n° 99-447 du 9 juin 1999, décrets d'application, publication [10 octobre 2000] (p. 6593)
Propriété intellectuelle. Brevets. Brevets européens, traduction en Français, maintien [6 juin 2001] (p. 3921)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1283, posée le 22 janvier 2001. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets médicaux (J.O. Questions p. 355). Appelée le 23 janvier 2001. Seringues, aiguilles, collecte (p. 641)
n° 1328, posée le 26 mars 2001. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 1728). Appelée le 27 mars 2001. Maintien, La Réole (p. 1403)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)
Son intervention (p. 8080)
Thèmes avant la procédure des questions :
Audiovisuel et communication (p. 8081)
Culture : politique culturelle : langue française (p. 8081)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8081)
Union européenne : institutions communautaires : langue française (p. 8081)

Proposition de loi n° 2328 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1138)
Son intervention (p. 1149)
Thèmes :
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 1149, 1150)
Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 1150)
Environnement : changements climatiques (p. 1150)
Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 1150)
Traités et conventions : Conférence de La Haye (p. 1150)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 1150)
Transports urbains : plans de déplacements urbains (p. 1150)

Anicet TURINAY
Martinique (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Agriculture. Politique agricole commune (PAC). Bananes, aides de l'Etat, versements, délais [12 décembre 2000] (p. 10120)

DÉBATS

Projet de loi n° 2322 d'orientation pour l'outre-mer

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6625)
Son intervention (p. 6646)
Thèmes :
Outre-mer : DOM : institutions (p. 6646)
Prestations familiales : caisses : DOM (p. 6646)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6711) ; [12 octobre 2000] (p. 6809)

Article 9 decies précédemment réservé (art. L. 4434-3 et L. 4434-4 du code général des collectivités territoriales : nouvelles modalités de répartition du fonds d'investissement pour les routes et les transports)

Soutient l'amendement n° 219 de M. Léon Bertrand (éligibilité des communes à la répartition d'une partie du produit de la taxe ramenée de 50 000 à 15 000 habitants) (p. 6813) : rejeté (p. 6814)

Ses explications de vote (p. 6854)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6854)

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6762)

Son intervention (p. 6778)

Thèmes :

DOM-TOM : généralités : histoire (p. 6779)

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 6779)

Travail : égalité professionnelle (p. 6779)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)

Procédure des questions :

Droits de l'homme et libertés publiques : égalité : représentation (p. 8528)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

II - SOLIDARITÉ, SANTÉ, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8836)

Procédure des questions :

Etablissements de santé : centres hospitaliers : DOM-TOM (p. 8909, 8910)

Santé : cancer (p. 8910)

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8563)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : DOM (p. 8564)

Emploi : création d'emplois : DOM (p. 8564)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : DOM (p. 8564)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 8564)

Lois : lois d'orientation : Outre-mer (p. 8563, 8564)

Outre-mer : DOM : politiques communautaires (p. 8564)

Outre-mer : DOM-TOM : enseignement (p. 8564)

Outre-mer : Martinique (p. 8564)

Joseph TYRODE

Doubs (4ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échanges de notes, entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'interprétation de la convention relative au service militaire des double-nationaux du 16 novembre 1995 (n° 3156) [26 juin 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Automobiles et cycles. Cyclomoteurs. Immatriculation [22 mai 2001] (p. 3195)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

INTÉRIEUR

Questions écrites budgétaires (JO du 16 novembre 2000)

3 - Police : police de proximité : effectifs (p. 8640)

U

Jean UEBERSCHLAG
Haut-Rhin (4ème circonscription)
Rassemblement pour la République
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Membre de la commision d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Frontaliers. Assurance maladie maternité : généralités. Affiliations, Suisse [20 décembre 2000] (p. 10550)

Travail. Durée du travail. Réduction, financement [12 juin 2001] (p. 4074)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1310, posée le 29 janvier 2001. Voirie. A 35 (J.O. Questions p. 488). Appelée le 30 janvier 2001. Saturation, poids lourds, frontière suisse (p. 867)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande le report de la séance pour examiner les nouveaux amendements [23 mai 2001] (p. 3287)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

I - EMPLOI

Examen du fascicule [9 novembre 2000] (p. 8213)

Son intervention (p. 8236)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : chômage (p. 8237)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 8237, 8238)
Formation professionnelle : crédits (p. 8238)
Formation professionnelle : participation des employeurs (p. 8238)
Travail : réduction du temps de travail (p. 8238, 8239)

Procédure des questions :

Travail : heures supplémentaires (p. 8246)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2000] (p. 8258)

Article 57 (article L. 118-7 du code du travail et article 19 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage : réforme de l'aide forfaitaire à l'embauche d'apprentis)

Son amendement n° 123 (de suppression) (p. 8258) : adopté (p. 8260)

Article 58 (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales concernant les entreprises des zones de revitalisation rurale et les entreprises nouvelles exonérées d'impôt)

Son amendement n° 125 (de suppression) : non soutenu (p. 8260)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 janvier 2001] (p. 57)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 71)
Son intervention (p. 84)
Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 111)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 87)
Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 111)
Enseignement supérieur : diplômes : professions de santé (p. 71)
Formation professionnelle : apprentissage (p. 86)
Formation professionnelle : établissements (p. 85, 86)
Formation professionnelle : promotion sociale (p. 111)
Frontaliers : travailleurs frontaliers (p. 87)
Personnes âgées : politique de la vieillesse (p. 84, 85)
Politique sociale : généralités (p. 111)
Professions de santé : chirurgiens dentistes (p. 111)
Retraites : généralités : politique à l'égard des retraités (p. 84, 85, 87)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 85)

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 6 (articles L. 666-9, L. 670-2, L. 670-5 du code de la santé publique, l'article 18 de la loi n° 94-630 du 25 juillet 1994 : statut du laboratoire français des fractionnement et des biotechnologies)

Intervient sur l'amendement n° 32 deuxième rectification de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 147)

Intervient sur le sous-amendement n° 307 de Mme Muguette Jacquaint (non-libéralisation du prix du plasma humain) à l'amendement n° 32 deuxième rectification de la commission (p. 147)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 346 rectifié du Gouvernement (régimes de retraite des français détachés de la fonction publique pour exercer à l'étranger) (p. 159)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 8 du Gouvernement (réforme de la Cour nationale de l'incapacité, de la tarification de l'assurance des accidents du travail) (p. 175)

Après l'article 14

Soutient l'amendement n° 237 de Mme Roselyne Bachelot-Narquin (conseil départemental consultatif des personnes handicapées) (p. 223) : devenu sans objet (p. 223)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Marc Dumoulin (droit de vote par procuration pour les titulaires de carte d'invalidité) (p. 224)

Article 17 (réforme des études médicales)

Soutient l'amendement n° 253 de M. Bernard Accoyer (diplômes étrangers, qualification et équivalence) (p. 235) : rejeté (p. 235)

Après l'article 17

Soutient l'amendement n° 113 de M. Bernard Accoyer (exercice de la psychothérapie) (p. 236) : rejeté (p. 237)

Intervient sur l'amendement n° 290 de Mme Muguette Jacquaint (reconnaissance des diplômes étrangers) (p. 243)

Soutient l'amendement n° 114 de M. Bernard Accoyer (rapport au Parlement sur les titulaires de diplômes étrangers leur permettant d'exercer en France une profession de santé) (p. 244) : rejeté (p. 244)

Après l'article 18

Soutient l'amendement n° 115 de M. Bernard Accoyer (résidence familiale insaisissable) (p. 246) : rejeté (p. 246)

Article 31 (réduction du temps de travail)

Son amendement n° 260 (de suppression) (p. 268) : rejeté (p. 270)

Article 45 (articles L. 118-2-4 nouveau et L. 119-1-1 du code du travail : circuits de collecte de la taxe d'apprentissage)

Son amendement n° 270 (conventions avec les chambres locales de commerce) (p. 322) : non soutenu (p. 323)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3204, 3225)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 3219)

Son intervention (p. 3230)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 3246)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements (p. 3230)
Assemblée nationale : conditions de travail (p. 3246)
Politique économique : conjoncture (p. 3219, 3230)
Politique sociale : généralités (p. 3219, 3230)
Travail : code du travail (p. 3220)
Travail : droit du travail (p. 3219, 3230)

Discussion des articles [22 mai 2001] (p. 3247) ; [23 mai 2001] (p. 3260, 3302, 3340) ; [12 juin 2001] (p. 4095)

Avant l'article 29

Intervient sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (terminologie : "plan de sauvegarde de l'emploi") (p. 3248)

Après l'article 30 (négociation sur la réduction du temps de travail préalable à l'établissement d'un plan social)

Intervient sur l'amendement n° 315 de Mme Marie-Hélène Aubert (poursuite du contrat de travail) (p. 3252)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Jacques Desallangre (réintégration ou indemnisation) (p. 3252)

Intervient sur l'amendement n° 312 de Mme Marie-Hélène Aubert (cas des salariés ne souhaitant pas la réintégration) (p. 3252)

Intervient sur l'amendement n° 313 de Mme Marie-Hélène Aubert (réparation intégrale du préjudice lié à la perte de l'emploi) (p. 3252)

Intervient sur l'amendement n° 314 de Mme Marie-Hélène Aubert (durée de versement de l'indemnité) (p. 3252)

Article 32 (information du comité d'entreprise à l'occasion d'une annonce publique du chef d'entreprise ayant un impact sur les conditions de travail et d'emploi)

Intervient sur le sous-amendement n° 429 de Mme Nicole Catala (suppression de l'alinéa concernant les sanctions applicables aux chefs d'entreprises contrevenant aux dispositions de l'article) à l'amendement n° 80 de la commission (rétablissement de l'article adopté en première lecture) (p. 3284)

Après l'article 32

Intervient sur l'amendement n° 394 de Mme Nicole Catala (informations à caractère confidentiel) (p. 3286)

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Son rappel au règlement (cf supra) (p. 3287)

Après l'article 32 bis

Intervient sur l'amendement n° 18 de M. Maxime Gremetz (rapports entre les entreprises sous-traitantes et les entreprises donneuses d'ordre) (p. 3314)

Avant l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 63 rectifié de M. Maxime Gremetz (définition restrictive du licenciement économique) (p. 3323)

Seconde délibération à la demande du Gouvernement

Article 32 bis (renforcement des pouvoirs du comité d'entreprise sur les projets de restructuration et de compression des effectifs)

Intervient sur l'amendement n° 9 deuxième rectification de M. Alain Bocquet (droit d'opposition) (p. 4104)

Explications de vote et vote [13 juin 2001] (p. 4172)

Ses explications de vote (p. 4176)

Proposition de loi n° 2946 tendant à interdire aux aéronefs de décoller et d'atterrir la nuit de tous les aéroports français

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [24 avril 2001] (p. 2132)

Son intervention (p. 2136)

Thèmes :

Transports aériens : aéroports : impôts locaux (p. 2136)

Transports aériens : bruit (p. 2136)

Transports par eau : canal Rhin-Rhône (p. 2137)

Transports routiers : transport de marchandises : pollution et nuisances (p. 2137)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2319)

Article 1er (interdiction des mouvements nocturnes d'aéronefs)

Intervient sur le sous-amendement n° 19 du Gouvernement (suppression de la référence à la date du 1er mai 2001) à l'amendement n° 16 de la commission (bruit mesuré dans la zone C et à proximité de la limite de la zone B) (p. 2332)

Intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Charles de Courson (suppression de la référence à la date du 1er mai 2001) à l'amendement n° 16 de la commission (p. 2332)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 1 de M. Christian Estrosi (prise en compte des nuisances sonores des riverains dans la fiscalité locale) (p. 2338) : rejeté (p. 2338)

V

Léon VACHET
Bouches-du-Rhône (15ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Daniel VACHEZ
Seine-et-Marne (8ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Santé. Maladie de Creutzfeldt-Jakob. Contamination par la viande bovine, lutte et prévention [7 novembre 2000] (p. 8067)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

II - LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2000] (p. 8776) :

- *Réunion de la commission de la production du 9 novembre 2000*

Son intervention (p. 8789)

Thème :

Gens du voyage : stationnement (p. 8789)

- *Questions écrites budgétaires (JO du 17 novembre 2000)*

7 - Gens du voyage : stationnement (p. 8796)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Son intervention (p. 9381)

Thèmes :

Agroalimentaire : certification de qualité : traçabilité (p. 9381, 9382)

Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 9381)

Daniel VAILLANT
Ministre de l'intérieur

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse [21 février 2001]

Projet de loi n° 2932 relatif à Mayotte [28 février 2001]

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne [14 mars 2001]

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité [23 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. René Leroux. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufrage du pétrolier Erika, conséquences [11 octobre 2000] (p. 6659)

M. Robert Gaïa. Elections et référendums. Elections cantonales et municipales. Révision des listes électorales [11 octobre 2000] (p. 6660)

Mme Françoise de Panafieu. Politique sociale. Lutte contre l'exclusion. Prostitution, lutte et prévention [11 octobre 2000] (p. 6665)

M. Gérard Fuchs. Union européenne. Coopération judiciaire. Perspectives [18 octobre 2000] (p. 6967)

M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [25 octobre 2000] (p. 7456)

M. Jean-Michel Ferrand. Services. Transport de fonds. Sécurité [31 octobre 2000] (p. 7815)

M. Jean-Pierre Dufau. Services. Transport de fonds. Sécurité [31 octobre 2000] (p. 7820)

Mme Nicole Catala. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [14 novembre 2000] (p. 8499)

M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [21 novembre 2000] (p. 9078)

M. Charles Ehrmann. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, sommet de Nice [12 décembre 2000] (p. 10120)

M. Jean Pontier. Communes. Maires et adjoints. Indemnités de fonction, montant [12 décembre 2000] (p. 10121)

M. Georges Sarre. Collectivités territoriales. Corse. Statut [13 décembre 2000] (p. 10178)

M. Jean-Pierre Dufau. Services. Transport de fond. Sécurité [19 décembre 2000] (p. 10450)

M. Maxime Gremetz. Elections et référendums. Listes électorales. Inscription, réglementation [19 décembre 2000] (p. 10451)
M. André Angot. Sécurité publique. Inondations. Finistère, aides de l'Etat [19 décembre 2000] (p. 10452)
M. Rudy Salles. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques [9 janvier 2001] (p. 51)
M. Jean-Pierre Dufau. Services. Transport de fonds. Sécurité [9 janvier 2001] (p. 56)
M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [10 janvier 2001] (p. 125)
M. Jean-Claude Abrioux. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Transports en commun, Ile-de-France [10 janvier 2001] (p. 127)
M. Claude Billard. Services. Transport de fonds. Sécurité [10 janvier 2001] (p. 130)
Mme Nicole Catala. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques, Paris [16 janvier 2001] (p. 387)
M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [17 janvier 2001] (p. 476)
M. Jacques Bascou. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel [23 janvier 2001] (p. 671)
M. Pierre Cardo. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [30 janvier 2001] (p. 900)
M. Nicolas Dupont-Aignan. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [31 janvier 2001] (p. 953)
M. Bernard Birsinger. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [31 janvier 2001] (p. 954)
M. Christian Estrosi. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [6 février 2001] (p. 1136)
M. Thierry Mariani. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [7 février 2001] (p. 1207)
M. Bernard Perrut. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [7 février 2001] (p. 1210)
M. Didier Marie. Sécurité publique. Inondations. Seine-Martime, aides de l'Etat [27 mars 2001] (p. 1418)
M. Jean-Michel Ferrand. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [18 avril 2001] (p. 1993)
Mme Catherine Génisson. Défense. Armement. Engins explosifs, ramassage et destruction, Pas-de-Calais [24 avril 2001] (p. 2162)
M. Jacques Heuclin. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Collectivités territoriales, compétences [24 avril 2001] (p. 2166)
M. Jean-Luc Warsmann. Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [25 avril 2001] (p. 2237)
M. Dominique Caillaud. Coopération intercommunale. Communautés de communes. Dotation globale de fonctionnement (DGF), calcul [25 avril 2001] (p. 2243)
M. Christian Martin. Ordre public. Maintien. Rave-parties [2 mai 2001] (p. 2503)
M. Rudy Salles. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Nice [2 mai 2001] (p. 2505)
M. Charles de Courson. Ordre public. Maintien. Rave-parties [2 mai 2001] (p. 2508)
M. Claude Jacquot. Bois et forêts. Forêts communales. Tempêtes de décembre 1999, aides de l'Etat [9 mai 2001] (p. 2672)
M. Gérard Terrier. Défense. Armement. Munitions détériorées, stockage, Woippy [15 mai 2001] (p. 2879)
M. Jean-Claude Mignon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [22 mai 2001] (p. 3192)
M. Joseph Tyrode. Automobiles et cycles. Cyclomoteurs. Immatriculation [22 mai 2001] (p. 3195)
M. Thierry Mariani. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [29 mai 2001] (p. 3537)
M. Jean-Pierre Abelin. Police. Commissariats. Effectifs de personnel, Châtellerault [5 juin 2001] (p. 3816)
M. Hervé Morin. Sécurité publique. Catastrophes naturelles. Marnières, affaissements, réglementation [5 juin 2001] (p. 3817)
M. Jean-Claude Mignon. Police. Organisation. Police de proximité, mise en place [5 juin 2001] (p. 3828)
M. Laurent Dominati. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [6 juin 2001] (p. 3916)
M. Louis Mermaz. Etrangers. Reconduite aux frontières. Zones de rétention, conditions de vie et d'accueil [6 juin 2001] (p. 3917)
Mme Françoise de Panafieu. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [6 juin 2001] (p. 3919)
M. Michel Herbillon. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [19 juin 2001] (p. 4400)
M. Édouard Landrain. Ordre public. Maintien. Rave-parties [19 juin 2001] (p. 4406)
M. Robert Pandraud. Union européenne. Accords de Schengen. Application [20 juin 2001] (p. 4532)
M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [26 juin 2001] (p. 4859)
M. Jean Proriol. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention [26 juin 2001] (p. 4864)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

Mme Odette Grzegrzulka. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Police, effectifs de personnel, Saint-Quentin [3 octobre 2000] (p. 6324)
M. Yves Fromion. Décorations, insignes et emblèmes. Médaille d'honneur régionale, départementale et communale. Conditions d'attribution [3 octobre 2000] (p. 6326)
M. Georges Sarre. Sécurité publique. Sapeurs-pompiers professionnels. Effectifs de personnel, Paris [3 octobre 2000] (p. 6328)
M. Christian Jacob. Communes. Domaine public. Manifestations culturelles, accès, réglementation [3 octobre 2000] (p. 6327)
M. André Schneider. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, lutte et prévention, Bas-Rhin [3 octobre 2000] (p. 6328)
M. Jean-Claude Decagny. Police. Organisation. Police de proximité, mise en place, Maubeuge [10 octobre 2000] (p. 6580)

M. Philippe Douste-Blazy. Police. Restructuration. Commissariats, maintien, Bagnères-de-Bigorre [10 octobre 2000] (p. 6579)

M. Jean Delobel. Coopération intercommunale. Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI). Transferts de compétence, réglementation [9 janvier 2001] (p. 37)

M. Christian Estrosi. Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Délinquance, statistiques, Nice [9 janvier 2001] (p. 39)

M. Marc Laffineur. Défense. Armement. Engins explosifs, ramassage et destruction, Maine-et-Loire [5 juin 2001] (p. 3815)

M. Gilles Carrez. Police. Organisation. Police de proximité, mise en place, Champigny [19 juin 2001] (p. 4380)

M. Jean-Luc Warsmann. Police. Fonctionnement. Effectifs de personnel, Sedan [19 juin 2001] (p. 4382)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6595)

Son intervention (p. 6595)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : Conseil constitutionnel (p. 6595)

Elections et référendums : élection présidentielle : élus locaux (p. 6595)

Elections et référendums : élection présidentielle : financement (p. 6595)

Discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6607)

Article 1er (article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : rattachement départemental des membres des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article - extension de la liste des élus habilités à présenter un candidat) (p. 6608)

Article 2 (article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : actualisation du plafond des dépenses - conversion en euros - interdiction des prêts émanant de personnes physiques - prise en compte des frais d'expertise-comptable - pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel - dissolution des associations de financement et cessation des fonctions des mandataires financiers)

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié de la commission (Présidence de la République - éligibilité à 18 ans) (p. 6610)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression du pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel) (p. 6610)

Article 3 (article 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : suppression de la référence aux dons de personnes morales - levée du secret professionnel des agents des administrations financières)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 6612)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : procédure de réexamen des comptes de campagne) (p. 6614)

Article 4 (article 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : remboursement forfaitaire des dépenses de campagne - conversion en euros - modification du plafond de remboursement - pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de coordination - suppression du pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel) (p. 6615)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Georges Sarre (date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale) (p. 6617)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 575)

Son intervention (p. 575)

Thèmes :

Elections et référendums : élection présidentielle : Conseil constitutionnel (p. 575)

Elections et référendums : élection présidentielle : financement (p. 575)

Parlement : Sénat : élection présidentielle (p. 575)

Discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 582)

Article 1er (article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : rattachement départemental des membres des Conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse - extension de la liste des élus habilités à présenter un candidat)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Derosier (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - possibilité d'un parrainage par les ressortissants français membres du Parlement européen même s'ils n'ont pas été élus en France) (p. 583)

Article 2 (article 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : actualisation du plafond des dépenses - âge d'éligibilité - conversion en euros - interdiction des prêts émanant de personnes physiques - prise en compte des frais d'expertise-comptable - pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel - dissolution des associations de financement et cessation des fonctions des mandataires financiers)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Bernard Derosier (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - âge de 18 ans pour l'éligibilité à la Présidence de la République) (p. 583)

Article 3 bis supprimé par le Sénat (article 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage

universel : procédure de réexamen des comptes de campagne)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Bernard Derosier (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 584)

Article 4 (article 3 de la loi n° 62-1292 n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : remboursement forfaitaire des dépenses de campagne - conversion en euros - modification du plafond de remboursement - pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Bernard Derosier (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture - suppression du pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel) (p. 585)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

INTÉRIEUR

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8582)

Son intervention (p. 8587)

Thèmes avant la procédure des questions :

Coopération intercommunale : finances : dotations de l'Etat (p. 8588)
Départements : préfectures (p. 8588)
Etat : réforme (p. 8588)
Etrangers : immigration : Gouvernement (p. 8589)
Etrangers : rétention administrative : mineurs (p. 8588)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 8587)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 8587)
Police : police de proximité (p. 8587)
Sécurité publique (p. 8588)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8588)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2000] (p. 8600)

Etat B, titre IV

Soutient l'amendement n° 165 du Gouvernement (compensation de la suppression de la vignette pour certains véhicules utilitaires et de la réduction de la taxe foncière afférente aux HLM situés dans des quartiers sensibles) (p. 8600) : adopté (p. 8600)

Etat C, titre VI

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Jean-Louis Dumont (reconstruction de ponts détruits durant les combats de 1940) (p. 8601)

Intervient sur l'amendement n° 174 rectifié de M. Jean-Louis Dumont (reconstruction de ponts détruits durant les combats de 1940) (p. 8601)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Jean-Louis Dumont (rapport du Gouvernement sur les ponts détruits par faits de guerre) (p. 8602)

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :

- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000

Son intervention (p. 8616)
Sa réponse (p. 8635)

Thèmes :

Administration : rapports avec les administrés : Internet (p. 8619)
Aménagement du territoire : zones rurales : dotations de l'Etat (p. 8638)
Assemblée nationale : commissions : procédure budgétaire (p. 8617)
Bâtiment et travaux publics : maîtrise d'ouvrage : administration (p. 8635)
Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 8619, 8637)
Collectivités territoriales : ressources : fiscalité (p. 8619, 8637, 8638)
Coopération intercommunale : finances : dotations de l'Etat (p. 8619, 8637)
Départements : préfectures : sous-préfectures (p. 8618, 8637, 8638)
Départements : Seine-Saint-Denis : sous-préfectures (p. 8638)
Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 8635, 8637)
Etrangers : rétention administrative : rétention judiciaire (p. 8618, 8636)
Finances publiques : procédure budgétaire : collectivités territoriales (p. 8637)
Impôts locaux : taxe professionnelle : France Télécom (p. 8637)
Impôts locaux : taxe professionnelle : La Poste (p. 8637)
Lois : application : animaux dangereux (p. 8638)
Lois : application : présomption d'innocence (p. 8635)
Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'intérieur : crédits (p. 8617, 8618)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 8617)
Ordre public : personnels : logement (p. 8636)
Police : adjoints de sécurité (p. 8635)
Police : crédits : équipement (p. 8617, 8618, 8635, 8636)
Police : effectifs : formation professionnelle (p. 8637, 8638)
Police : police de proximité (p. 8617, 8635 à 8638)
Police : police de proximité : Seine-et-Marne (p. 8639)
Police : police scientifique (p. 8618)
Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 8638)
Sécurité publique (p. 8618, 8636)
Sécurité publique : sapeurs-pompiers : Paris (p. 8638)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 8636, 8638)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : Ardennes (p. 8638)

- Questions écrites budgétaires

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : fiscalité (M. Bernard Derosier) (p. 8641)

Collectivités territoriales : ressources (M. Jacques Brunhes) (p. 8648)

Coopération intercommunale : finances : dotations de l'Etat (M. Jean-Pierre Balligand) (p. 8642)

Départements : sous-préfectures : nouvelles technologies (M. Alain Cousin) (p. 8644)
Droit pénal : délinquance et criminalité : Paris (Mme Martine Aurillac) (p. 8645)
Police : commissariats : Haguenau (M. Bernard Schreiner) (p. 8643)
Police : effectifs (M. Jacques Brunhes) (p. 8649)
Police : police de proximité : effectifs (M. Joseph Tyrode) (p. 8640) ; (M. Francis Delattre) (p. 8646)
Police : police de proximité : formation professionnelle (Mme Claudine Ledoux) (p. 8639)
Police : police de proximité : Paris (M. Laurent Dominati) (p. 8647)
Police : police de proximité : Seine-et-Marne (Mme Nicole Bricq) (p. 8640)
Police : police de proximité : Val d'Oise (M. Jean-Pierre Blazy) (p. 8641)
Police : police scientifique : police de proximité (M. Jacques Floch) (p. 8642)
Sécurité publique : sapeurs pompiers (M. Jean-Luc Reitzer) (p. 8645) ; (M. Laurent Dominati) (p. 8647)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (M. Jean-Pierre Baeumler) (p. 8643)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (M. Gilbert Meyer) (p. 8644)
Télécommunication : internet : collectivités territoriales (M. Jacques Rebillard) (p. 8639)
Travail : travail clandestin : Paris (M. Laurent Dominati) (p. 8647)

Proposition de loi n° 2480 tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2000] (p. 9949)

Son intervention (p. 9950)

Thèmes :

Communes : conseils d'arrondissement (p. 9950)
Coopération intercommunale : communautés urbaines : élus (p. 9951)
Coopération intercommunale : communautés urbaines : propositions de loi (p. 9951)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : lois (p. 9951)

Proposition de loi n° 2738 tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10225)

Son intervention (p. 10227)
Sa réponse (p. 10236)

Thèmes :

Assemblée nationale : propositions de loi (p. 10236)
Collectivités territoriales : élus locaux : généralités (p. 10227)
Elections et référendums : statut des élus : communes (p. 10227)
Elections et référendums : statut des élus : entreprises (p. 10227)
Elections et référendums : statut des élus : financement (p. 10237)
Etat : décentralisation : réforme (p. 10228)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Son intervention (p. 10459)
Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10466)
Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 10474)
Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. André Aschieri (p. 10524)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : calendrier électoral (p. 10460, 10466)
Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10459, 10474)
Elections et référendums : calendrier électoral : propositions de loi (p. 10460)
Elections et référendums : durée des mandats : députés (p. 10466)
Elections et référendums : élection présidentielle (p. 10474)
Elections et référendums : organisation : calendrier électoral (p. 10460)
Parlement : prérogatives (p. 10460, 10524)
Politique générale : institutions : réforme (p. 10524)

Discussion des articles [20 décembre 2000] (p. 10526, 10517)

Article 1er (article L.O. 121 du code électoral : prolongation des pouvoirs de l'Assemblée nationale)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 10529)
Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 10529)
Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Émile Blessig (expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale le 3ème mardi de juin) (p. 10531)

Article 2 (application à la législature en cours)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Luc Warsmann (de suppression) (p. 10532)
Intervient sur l'amendement n° 4 corrigé de M. Dominique Bussereau (de suppression) (p. 10532)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Noël Mamère (scrutin mixte pour les élections législatives : pour moitié scrutin majoritaire à 2 tours dans les circonscriptions existantes - pour moitié scrutin proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 10535)
Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Noël Mamère (60 députés supplémentaires élus à la représentation proportionnelle sur liste nationale) (p. 10535)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Son intervention (p. 1671)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 1671)

Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 1671)

Elections et référendums : calendrier électoral : Sénat (p. 1671)

Elections et référendums : organisation : calendrier électoral (p. 1671)

Parlement : prérogatives (p. 1672)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1704)

Article 1er (prolongation des pouvoirs de l'Assemblée nationale)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale le 3ème mardi de juin) (p. 1704)

Article 2 supprimé par le Sénat (application à la législature en cours)

Intervient sur l'amendement n° 2 (rétablissement de l'article : application à l'Assemblée élue en 1997) (p. 1704)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Noël Mamère (mode de scrutin pour les élections législatives : moitié au scrutin majoritaire et moitié au scrutin proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 1706)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Noël Mamère (577 députés élus au scrutin majoritaire et 60 élus à la proportionnelle sur une liste nationale) (p. 1706)

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Jacques Brunhes (60 députés supplémentaires élus à la proportionnelle sur une liste nationale) (p. 1706)

Article 3 (inéligibilité du défenseur des enfants)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 1707)

Article 4 (inéligibilité des membres du corps préfectoral aux élections législatives)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1707)

Article 5 (autres inéligibilités)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 1708)

Article 6 (application des inéligibilités aux territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte)

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (de suppression) (p. 1709)

Article 7 (inéligibilités applicables aux élections au conseil général)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 1710)

Article 8 (inéligibilités applicables aux élections au conseil municipal)

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (de suppression) (p. 1711)

Article 9 (entrée en vigueur des dispositions relatives aux inéligibilités)

Intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (de suppression) (p. 1711)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2168)

Son intervention (p. 2168)

Sa réponse (p. 2184)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 2168)

Elections et référendums : calendrier électoral : propositions de loi (p. 2168)

Elections et référendums : organisation : calendrier électoral (p. 2169)

Parlement : prérogatives (p. 2184)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Sa réponse (p. 534)

Thèmes :

Administration : déconcentration : collectivités territoriales (p. 537)

Collectivités territoriales : compétences : police (p. 537)

Collectivités territoriales : décentralisation : expérimentation (p. 535)

Collectivités territoriales : décentralisation : institutions (p. 535)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 536)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 537)

Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 536)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 537)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 536)

Etat : décentralisation : Gouvernement (p. 535)

Etrangers : droit de vote (p. 536)

Fonction publique territoriale (p. 538)

Régions : Corse : décentralisation (p. 536)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Son intervention (p. 2250)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 2272)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 2289)

Sa réponse (p. 2357)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux (p. 2257)

Armes : vente (p. 2255, 2272, 2358)

Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2254, 2258, 2289, 2357)

Communes : maires : sécurité (p. 2251)

Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2253)

Droit pénal : délinquance et criminalité : statistiques (p. 2253, 2273)

Etrangers : immigration clandestine : Royaume-Uni (p. 2257)
Moyens de paiement : cartes bancaires : sécurité (p. 2256)
Ordre public : contrats locaux de sécurité (p. 2251)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 2250)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 2357)
Police : adjoints de sécurité (p. 2256, 2272)
Police : crédits (p. 2252)
Police : effectifs (p. 2252, 2272, 2358)
Police : officiers de police judiciaire (p. 2256)
Police : police de proximité (p. 2252)
Police : police municipale (p. 2251)
Police : police nationale : communes (p. 2251)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 1er (article 2 du décret du 18 avril 1939 : fabrication et commerce des armes)

Son intervention (p. 2373)
Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Brard (consultation du maire avant ouverture d'un commerce) (p. 2374)
Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Charles de Courson (autorisation d'ouverture attachée au local et non à l'exploitant ou à sa société) (p. 2374)
Intervient sur l'amendement n° 114 de Mme Nicole Ameline (autorisation d'ouverture attachée au local et non à l'exploitant ou à sa société) (p. 2374)
Intervient sur l'amendement n° 207 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'ouverture attachée au local) (p. 2374)
Intervient sur l'amendement n° 112 de Mme Nicole Ameline (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2375)
Intervient sur l'amendement n° 206 de M. Maxime Gremetz (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2375)
Intervient sur l'amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Brard (refus d'autorisation d'ouverture en cas de risque pour l'ordre ou la sécurité publics) (p. 2375)
Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Charles de Courson (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois) (p. 2376)
Intervient sur l'amendement n° 113 de Mme Nicole Ameline (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois) (p. 2376)
Intervient sur l'amendement n° 205 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'ouverture acquise en cas d'absence de réponse du préfet dans un délai de 3 mois) (p. 2376)
Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Charles de Courson (autorisation automatiquement accordée aux armureries existantes - retrait d'une autorisation uniquement en cas de faute personnelle ou de manquement au respect des lois et règlements) (p. 2376)
Intervient sur l'amendement n° 115 de Mme Nicole Ameline (autorisation automatiquement accordée aux armureries existantes - retrait d'une autorisation uniquement en cas de faute personnelle ou de manquement au respect des lois et règlements) (p. 2376)
Intervient sur l'amendement n° 208 de M. Maxime Gremetz (autorisation automatiquement accordée aux armureries existantes) (p. 2376)
Intervient sur l'amendement n° 50 de M. Charles de Courson (autorisation non soumise à renouvellement) (p. 2377)
Intervient sur l'amendement n° 53 de M. Charles de Courson (fermeture d'un commerce existant en cas de non-respect des dispositions relatives à la vente des matériels de guerre, armes et munitions) (p. 2377)
Intervient sur l'amendement n° 209 de M. Maxime Gremetz (fermeture d'un commerce existant en cas de non-respect des dispositions relatives à la vente des matériels de guerre, armes et munitions) (p. 2377)
Intervient sur l'amendement n° 96 de Mme Nicole Ameline (fermeture d'un commerce existant en cas de faute personnelle ou de manquement au respect des lois et règlements) (p. 2377)

Article 2 (article 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : commerce de détail d'armes et munitions)

Intervient sur l'amendement n° 54 de M. Charles de Courson (de suppression) (p. 2377)
Intervient sur l'amendement n° 97 de Mme Nicole Ameline (de suppression) (p. 2377)
Intervient sur l'amendement n° 161 de M. Didier Quentin (de suppression) (p. 2377)
Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Charles de Courson (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)
Intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Nicole Ameline (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)
Intervient sur l'amendement n° 116 rectifié de M. Christian Estrosi (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)
Intervient sur l'amendement n° 162 de M. Didier Quentin (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)
Intervient sur l'amendement n° 210 de M. Maxime Gremetz (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378)
Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Hervé de Charette (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2379)
Intervient sur l'amendement n° 99 de Mme Sylvia Bassot (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2379)
Intervient sur l'amendement n° 163 de M. Didier Quentin (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2379)
Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2379)
Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (matériel acquis par correspondance, à distance ou directement entre particuliers livré dans les locaux de commerce soumis à autorisation) (p. 2379)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Thierry Mariani (exclusion des armes de catégories 5 et 7 fabriquées avant le 01/01/1946) (p. 2379)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Thierry Mariani (exclusion des armes de 6ème catégorie fabriquées avant le 01/01/1946) (p. 2379)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 18 corrigé de la commission (enregistrement au nom de l'acquéreur de la cession ou vente d'armes) (p. 2380)

Article 3 (article 15-1 du décret du 18 avril 1939 : détention d'armes)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (obligations de sécurité selon les catégories d'armes) (p. 2381)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Thierry Mariani (exclusion des armes des catégories 5, 6 et 7 fabriquées avant le 01/01/1946) (p. 2381)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 216 rectifié de la commission (remise, sur ordre du préfet, des armes et munitions détenues par des personnes dont le comportement ou l'état de santé présente un danger pour elles-mêmes ou pour les autres) (p. 2382)

Soutient le sous-amendement n° 245 rectifié du Gouvernement (vente aux enchères des armes définitivement saisies) à l'amendement n° 216 rectifié de la commission (p. 2382) : adopté (p. 2382)

Intervient sur l'amendement n° 217 de la commission (fichier national des personnes interdites d'acquisition et de détention d'armes) (p. 2382)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Claude Goasguen (sanction du commerce des armes sans autorisation : 10 ans d'emprisonnement et 1 million de francs d'amende) (p. 2382)

Article 4 (article 25 du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)

Intervient sur l'amendement n° 66 de M. Jean-Pierre Brard (sanction de la location ou du prêt en méconnaissance de l'article 2-1 du décret du 18 avril 1939) (p. 2384)

Intervient sur l'amendement n° 218 de la commission (sanction de l'achat en méconnaissance de l'article 2-1 du décret du 18 avril 1939) (p. 2384)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 219 de la commission (sanction de la violation des interdictions d'acquisition d'armes et de munitions) (p. 2384)

Article 5 (articles 23, 24, 28 et 36 du décret du 18 avril 1939 : sécurité du commerce et de la détention d'armes)

Son intervention (p. 2384)

Article 6 (art. 20, 21 et 78-6 du code de procédure pénale, art. L. 1er et L.234-4 du code de la route : renforcement des prérogatives de police judiciaire des agents de la police nationale)

Son intervention (p. 2386)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Thierry Mariani (prérogatives des gardes champêtres) (p. 2387)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean Leonetti (prérogatives des gardes champêtres) (p. 2387)

Soutient l'amendement n° 60 du Gouvernement (rétention du permis de conduire en cas d'excès de vitesse de plus de 40 km/h) (p. 2388) : adopté (p. 2390)

Soutient l'amendement n° 231 du Gouvernement (sort des véhicules inutilisables ou insusceptibles de réparation) (p. 2391) : adopté (p. 2391)

Soutient l'amendement n° 59 du Gouvernement (accès des services du ministère de l'Intérieur et de la Défense au fichier national des immatriculations) (p. 2391) : adopté (p. 2392)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 36 de M. Jean Leonetti (immatriculation des deux-roues motorisés) (p. 2392)

Intervient sur l'amendement n° 173 de M. Thierry Mariani (dépistage des stupéfiants chez les conducteurs impliqués dans un accident de la route) (p. 2393)

Article 13 (art. L. 211-11 du code rural : renforcement des pouvoirs des maires à l'encontre des animaux dangereux)

Intervient sur l'amendement n° 67 de M. Jean-Pierre Brard (obligation pour le maire d'ordonner le placement de l'animal) (p. 2423)

Intervient sur l'amendement n° 68 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (frais afférents à la garde ou l'euthanasie de l'animal supportés par le propriétaire ou gardien) (p. 2424)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Brard (pouvoir du maire de réprimer dépôts de toute nature nuisant à la sûreté et à la propreté des voies) (p. 2424)

Article 14 (contrôle des usagers de la liaison ferroviaire transmanche)

Son intervention (p. 2426)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 26 deuxième rectification de la commission (pouvoirs des agents de la SNCF en matière de sécurité : descente du train du contrevenant - recours à la force publique) (p. 2427)

Intervient sur l'amendement n° 1 deuxième rectification de M. Jacques Desallangre (pouvoirs des agents de la SNCF en matière de sécurité : descente du train du contrevenant - recours à la force publique) (p. 2427)

Article 16 (art. L. 712-5 du code monétaire et financier : application à l'outre-mer des dispositions des chapitres II et III du projet de loi)

Intervient sur l'amendement n° 27 corrigé de la commission (de coordination) (p. 2428)

Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission des finances (de coordination) (p. 2428)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission des finances (de coordination) (p. 2428)

Intervient sur l'amendement n° 28 corrigé de la commission (de coordination) (p. 2428)

Après l'article 16

Soutient le sous-amendement n° 61 corrigé du Gouvernement (acteurs de la sécurité de proximité - coproduction de sécurité) à l'amendement n° 29 corrigé de la commission (nouvelle rédaction de l'article 1 de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité : contenu du devoir de l'Etat en matière de sécurité - acteurs associés à l'Etat dans le cadre des

contrats locaux de sécurité) (p. 2429) : rejeté (p. 2431)

Soutient l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (association du maire par le préfet à la définition des actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité - information sur les résultats) (p. 2431) : adopté au scrutin public après rectification (p. 2438)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Claude Goasguen (transmission des plaintes aux maires) (p. 2431)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (transmission des plaintes aux maires) (p. 2431)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Thierry Mariani (information des élus sur les infractions commises) (p. 2431)

Intervient sur l'amendement n° 142 de M. Jean-Luc Warsmann (information des maires) (p. 2431)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Claude Goasguen (abrogation du régime dérogatoire de Paris concernant les pouvoirs de police) (p. 2438)

Soutient l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement (de coordination) (p. 2438) : adopté après deuxième rectification (p. 2439)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Jean-Luc Warsmann (création d'un conseil de sécurité municipal par le conseil municipal) (p. 2441)

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-Luc Warsmann (création d'un conseil de sécurité intercommunal) (p. 2441)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean Leonetti (création d'un conseil communal ou intercommunal de sécurité) (p. 2441)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Claude Goasguen (création d'un conseil de sécurité municipal ou intercommunal) (p. 2441)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Thierry Mariani (création par le maire d'un conseil de sécurité municipal ou intercommunal) (p. 2441)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Christian Estrosi (réunion biannuelle d'un conseil départemental de sécurité) (p. 2445)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean Leonetti (compétences et pouvoirs d'officier de police judiciaire des maires et de leurs adjoints) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Claude Goasguen (exercice de la police judiciaire par le procureur en lien avec les maires) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 125 de M. Christian Estrosi (exercice de la police judiciaire par le procureur en lien avec les maires) (p. 2447)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Claude Goasguen (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 141 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Thierry Mariani (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2450)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Christian Estrosi (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2451)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Thierry Mariani (maire informé de la décision de justice relative à une contravention de 5ème classe, un délit ou un crime commis sur le territoire de sa commune) (p. 2451)

Intervient sur l'amendement n° 232 de M. Thierry Mariani (maire informé de la décision de justice relative à une contravention de 5ème classe, un délit ou un crime commis sur le territoire de sa commune) (p. 2451)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean Leonetti (création d'une commission nationale répartissant les personnels de police entre corps locaux de police territoriale et corps de police dépendant de l'Etat) (p. 2452)

Intervient sur l'amendement n° 75 de M. Claude Goasguen (réunion annuelle du conseil des ministres sur la sécurité) (p. 2453)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Thierry Mariani (création d'une police territoriale de proximité) (p. 2454)

Intervient sur l'amendement n° 120 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 2454)

Intervient sur l'amendement n° 122 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 2454)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. Thierry Mariani (création d'une police territoriale de proximité - mission) (p. 2454)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean Leonetti (composition de la police territoriale de proximité) (p. 2456)

Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Christian Estrosi (composition de la police territoriale de proximité) (p. 2456)

Intervient sur l'amendement n° 123 de M. Christian Estrosi (qualité d'officier de police judiciaire des agents de police municipale intégrés au sein de la police territoriale de proximité) (p. 2456)

Intervient sur l'amendement n° 137 de M. Jean-Pierre Blazy (possibilité d'accorder à la police municipale une autorisation permanente de pénétrer dans les parties communes des immeubles) (p. 2456)

Intervient sur l'amendement n° 220 rectifié de M. Nicolas Sarkozy (sanction du rassemblement ou stationnement dans les parties communes des immeubles) (p. 2457)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Claude Goasguen (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2460)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Thierry Mariani (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2460)

Intervient sur l'amendement n° 146 de M. Jean-Luc Warsmann (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2460)

Intervient sur l'amendement n° 145 de M. Jean-Luc Warsmann (sort du mineur violant l'interdiction de

circulation - mise sous tutelle des allocations familiales) (p. 2462)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. Thierry Mariani (pouvoir du juge vis-à-vis des parents d'un mineur menaçant la tranquillité et la sécurité publique ou violant l'interdiction de circulation) (p. 2462)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. Thierry Mariani (possibilité pour le maire de recourir à la vidéoprotection et aux technologies modernes) (p. 2463)

Intervient sur l'amendement n° 73 de M. Claude Goasguen (insertion dans la loi d'un chapitre V : "renforcement des pouvoirs de police des maires") (p. 2463)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Claude Goasguen (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2465)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Christian Estrosi (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2465)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Thierry Mariani (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2465)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. Claude Goasguen (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2466)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Christian Estrosi (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2466)

Intervient sur l'amendement n° 143 de M. Jean-Luc Warsmann (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2466)

Intervient sur l'amendement n° 129 de M. Christian Estrosi (responsabilité du titulaire de l'autorité parentale sur mineur coupable d'un crime ou d'un délit - sanctions) (p. 2467)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Claude Goasguen (présomption de manquement à ses obligations légales pour le parent d'un mineur auteur ou complice d'un crime ou délit) (p. 2467)

Intervient sur l'amendement n° 41 de M. Jean Leonetti (présomption de manquement à ses obligations légales pour le parent d'un mineur auteur ou complice d'un crime ou délit) (p. 2467)

Intervient sur l'amendement n° 43 rectifié de M. Jean Leonetti (amende à l'encontre des parents qui ne défèrent pas à la convocation d'une juridiction pénale pour mineur) (p. 2467)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. François d'Aubert (instauration d'un délit collectif de déprédation et de violences) (p. 2468)

Intervient sur l'amendement n° 47 de M. Jacques Kossowski (contrôle d'identité sur la voie publique) (p. 2469)

Intervient sur l'amendement n° 237 de M. Thierry Mariani (contrôle d'identité sur la voie publique) (p. 2469)

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Thierry Mariani (interdiction d'une manifestation non autorisée de grande envergure sur un terrain public ou privé : rave-parties) (p. 2471)

Soutient l'amendement n° 243 du Gouvernement (extension de la composition pénale aux violences commises dans un établissement scolaire ou aux abords de celui-ci) (p. 2471) : adopté (p. 2471)

Intervient sur l'amendement n° 204 de M. Jean-Luc Warsmann (procédure de comparution immédiate applicable au mineur de plus de 16 ans) (p. 2471)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. Christian Estrosi (extension à toutes les victimes d'infraction de l'indemnisation par le fonds de garantie des victimes d'infraction) (p. 2472)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (extension du fichier national des empreintes génétiques à tous les crimes et délits) (p. 2472)

Soutient l'amendement n° 247 du Gouvernement (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques à d'autres infractions) (p. 2474) : adopté (p. 2474)

Soutient l'amendement n° 230 du Gouvernement (création de l'Institut national de police scientifique) (p. 2475) : adopté (p. 2475)

Intervient sur l'amendement n° 138 de M. Jean-Luc Warsmann (mise en place d'un service d'écoute et de soutien aux victimes d'actes de délinquance) (p. 2475)

Intervient sur l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (participation, à la demande du procureur, des agents de la direction générale des impôts à la recherche d'infractions en matière de stupéfiants, proxénétisme ou recel) (p. 2476)

Soutient l'amendement n° 248 du Gouvernement (participation, à la demande du procureur, des agents de la direction générale des impôts à la recherche d'infractions en matière de stupéfiants, proxénétisme ou recel) (p. 2476) : adopté (p. 2477)

Intervient sur l'amendement n° 128 de M. Christian Estrosi (interdiction de circulation pour les mineurs de moins de 12 ans entre 22h et 6h) (p. 2477)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean Leonetti (mise en œuvre d'une réponse adaptée à toute infraction commise par un mineur) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. Claude Goasguen (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. Thierry Mariani (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Luc Warsmann (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 149 de M. Claude Goasguen (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. Claude Goasguen (garde à vue à partir de 10 ans au lieu de 13 - procédure de retenue à la disposition d'un officier de police judiciaire applicable aux mineurs de 8 à 10 ans) (p. 2478)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. Jean-Luc Warsmann (extension de la procédure de retenue à la disposition d'un officier de police judiciaire, applicable aux mineurs de 10 à 13 ans, aux infractions punies de 5 ans d'emprisonnement au lieu de 7) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. Claude Goasguen (placement provisoire en maison d'arrêt à partir de 10 ans au lieu de 13) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 46 de M. Jean Leonetti (association des titulaires de l'autorité parentale à la mise en œuvre de mesures de réparation à l'égard de la victime ou dans l'intérêt de la collectivité) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean Leonetti (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jean Leonetti (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 91 de M. Claude Goasguen (conditions et modalités de suppression des allocations familiales) (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Claude Goasguen (création d'une unité de détention pour mineurs dans les établissements pénitentiaires) (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Jean-Luc Warsmann (création d'une unité de détention pour mineurs dans chaque établissement pénitentiaire) (p. 2480)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. Thierry Mariani (conditions de retrait définitif des allocations familiales) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. Thierry Mariani (attribution d'un nombre de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. Thierry Mariani (conditions de retrait de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. Thierry Mariani (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 181 de M. Thierry Mariani (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. Thierry Mariani (suspension des allocations familiales en cas de non-respect d'une convocation devant une juridiction pour mineurs) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 176 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction commise par un mineur) (p. 2481)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Thierry Mariani (sanction du titulaire de l'autorité parentale ayant laissé un mineur commettre une infraction) (p. 2482)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Claude Goasguen (sanction du proxénétisme : 10 ans d'emprisonnement au lieu de 5) (p. 2483)

Soutient l'amendement n° 246 du Gouvernement (sanction du proxénétisme : 7 ans d'emprisonnement au lieu de 5) (p. 2483) : adopté (p. 2483)

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. Pierre-Christophe Baguet (instauration d'un délit de racolage) (p. 2484)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Claude Goasguen (instauration d'un délit de racolage) (p. 2484)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Claude Goasguen (racolage passif puni d'une contravention de 5ème classe) (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Claude Goasguen (insertion d'un chapitre VII : "Du délit de racolage et de proxénétisme") (p. 2485)

Intervient sur l'amendement n° 30 corrigé de la commission (sort des véhicules abandonnés dans des lieux publics ou privés ou compromettant la sécurité, la tranquillité ou l'hygiène publique) (p. 2486)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 132 deuxième rectification de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 135 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Intervient sur l'amendement n° 136 rectifié de M. Jean-Pierre Blazy (services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP) (p. 2487)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 72 de M. Claude Goasguen (nouveau titre : "Projet de loi relatif à diverses mesures en matière de tranquillité publique") (p. 2488)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 2001] (p. 4901)

Son intervention (p. 4901)

Thèmes :

Armes : vente (p. 4903)
Communes : maires : sécurité (p. 4902)
Droit pénal : mineurs : délinquance et criminalité (p. 4903)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 4904)
Ordre public : sécurité : projets de loi (p. 4901)
Police : police municipale (p. 4902)
Police : police nationale (p. 4903)

Discussion des articles [27 juin 2001] (p. 5007)

Avant l'article 1er A

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Christian Estrosi (inscription de la protection des témoins dans l'article préliminaire du code de procédure pénale) (p. 5006)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean Leonetti (qualité d'officier de police judiciaire des maires et de de leurs adjoints) (p. 5007)

Article 1er A (renforcement du rôle des maires en matière de sécurité)

Intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (de suppression) (p. 5007)

Article 1er B

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 5010)

Article 1er C

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (de suppression) (p. 5011)

Article 1er D

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (de suppression) (p. 5012)

Article 1er E

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 1er de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité : contenu du devoir de l'Etat en matière de sécurité - acteurs associés à l'Etat dans le cadre des contrats locaux de sécurité) (p. 5014)

Article 1er F

Intervient sur l'amendement n° 26 de la commission (association du maire à la définition des actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité - information sur les résultats) (p. 5016)

Article 1er G

Intervient sur l'amendement n° 27 de la commission (association du maire à la définition des actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité - information sur les résultats) (p. 5017)

Article 1er H

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de suppression) (p. 5017)

Après l'article 1er H

Intervient sur l'amendement n° 20 de M. Patrick Ollier (création d'un contrat municipal de partenariat pour la sécurité dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 5018)

Article 1er I

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (de suppression) (p. 5019)

Article 1er J

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) (p. 5020)

Article 1er K

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) (p. 5020)

Article 1er L

Intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 5020)

Après l'article 1er L

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Thierry Mariani (exercice de la police judiciaire en lien avec les maires) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 84 de M. Christian Estrosi (création d'une police territoriale de proximité sur décision du conseil municipal) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 108 de M. Thierry Mariani (création d'une police territoriale de proximité sur décision du maire) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. Christian Estrosi (composition de la police territoriale de proximité) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. Christian Estrosi (qualité d'officier de police judiciaire des agents de la police municipale intégrés dans la police territoriale de proximité) (p. 5021)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. Christian Estrosi (compétences de la police territoriale de proximité) (p. 5022)

Intervient sur l'amendement n° 107 de M. Thierry Mariani (recours du maire à la vidéoprotection et aux techniques modernes de surveillance) (p. 5022)

Avant l'article 1er M

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (de conséquence) (p. 5022)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Jean Leonetti (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) (p. 5022)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Jean Leonetti (présomption de manquement à ses obligations légales du parent d'un mineur auteur ou complice d'un crime ou délit) (p. 5023)

Intervient sur l'amendement n° 6 rectifié de M. Jean Leonetti (mise en œuvre d'une réponse adaptée à toute infraction commise par un mineur) (p. 5025)

Intervient sur l'amendement n° 9 rectifié de M. Jean Leonetti (association des titulaires de l'autorité parentale à la mise en œuvre des mesures de réparation à l'égard de la victime ou dans l'intérêt de la collectivité) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Jean Leonetti (participation financière de la famille en cas de placement de l'enfant ordonné par le juge) (p. 5026)

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Thierry Mariani (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 115 de M. Thierry Mariani (conditions de retrait définitif des allocations familiales) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 114 de M. Thierry Mariani (conditions de retrait de points aux allocataires de prestations familiales) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5027)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Thierry Mariani (affectation des allocations familiales à l'indemnisation des victimes en cas d'infraction d'un mineur) (p. 5027)

Article 1er M (art. 227-21 du code pénal : provocation d'un mineur à commettre des crimes ou des délits)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 5027)

Article 1er N (art. 212-12, 222-13 et 311-4 du code pénal : aggravation de certaines peines en cas de participation d'un mineur agissant en qualité d'auteur ou de complice)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (de suppression) (p. 5028)

Article 1er O (art. 132-11, 222-13 et 322-1 du code pénal : création d'un délit en cas de récidive de violences volontaires ou de destructions ou de dégradations)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 5028)

Article 1er P (art. 10 de l'ordonnance du 2 février 1945 : possibilité de prononcer une amende civile contre les parents qui ne comparaissent pas)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (de suppression) (p. 5028)

Article 1er Q (art. L. 552-6 du code de la sécurité sociale : mise sous tutelle des prestations familiales en cas de non-respect d'un arrêté d'interdiction de circuler)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (de suppression) (p. 5028)

Article 1er R (art. 227-17-1 nouveau du code pénal : création d'une infraction visant les parents ayant laissé leur enfant commettre une infraction)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (de suppression) (p. 5029)

Article 1er S (art. 321-6-1 nouveaudu code pénal : complicité de recel applicable au parent dont l'enfant vit manifestement de trafic ou de recel)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (de suppression) (p. 5029)

Article 1er T (appellation des juridictions spécialisées)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (de suppression) (p. 5029)

Article 1er U (art. 2, 18, 20-3, 20-5, 20-7, 21 et 22 de l'ordonnance du 2 février 1945)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (de suppression) (p. 5030)

Article 1er V (art. 122-8 du code pénal : sanctions pénales applicables aux mineurs de dix à treize ans)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de suppression) (p. 5030)

Article 1er W (art. 4 de l'ordonnance du 2 février 1945 : retenue à la disposition d'un officier de police judiciaire d'un mineur de dix à treize ans)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (de suppression) (p. 5030)

Article 1er X (art. 8 et 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 : rappel à la loi)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (de suppression) (p. 5030)

Article 1er Y (art. 8-4 nouveau de l'ordonnance du 2 février 1945 : création d'une procédure de rendez-vous judiciaire)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (de suppression) (p. 5031)

Article 1er Z (art. 11-2 nouveau de l'ordonnance du 2 février 1945 : contrôle judiciaire des mineurs)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (de suppression) (p. 5031)

Après l'article 1er Z

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. Thierry Mariani (suspension des allocations familiales en cas de non-respect de l'obligation scolaire) (p. 5031)

Article 1er ZA (art. 14 de l'ordonnance du 2 février 1945 : présence de la victime à l'audience)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) (p. 5031)

Article 1er (art. 2 du décret du 18 avril 1939 : fabrication et commerce des armes)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (suppression de la condition d'imputabilité directe à l'exploitant en cas de troubles à l'ordre ou à la sécurité publics pour la fermeture d'un établissement) (p. 5032)

Intervient sur l'amendement n° 11 de M. Charles de Courson (autorisation automatique pour un établissement ayant fait l'objet d'une déclaration avant la date d'entrée en vigueur de la loi) (p. 5032)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (suppression de la condition d'imputabilité directe à l'exploitant en cas de troubles à l'ordre ou à la sécurité publics pour la fermeture d'un établissement existant avant l'entrée en vigueur de la loi) (p. 5032)

Article 2 (art. 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : commerce de détail d'armes et munitions)

Son intervention (p. 5033)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (commerce des armes de 5ème ou 7ème catégorie dans les seuls locaux autorisés) (p. 5033)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (vente par correspondance, à distance ou directement entre particuliers) (p. 5034)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Charles de Courson (autorisation sous condition de la vente par correspondance, à distance ou entre particuliers) (p. 5034)

Article 2 bis (art. 2-2 nouveau du décret du 18 avril 1939 : accès à la profession d'armurier)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (de suppression) (p. 5034)

Article 3 (art. 15-1 du décret du 18 avril 1939 : détention d'armes)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Charles de Courson (conservation au domicile du propriétaire) (p. 5034)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Courson (rédactionnel) (p. 5034)

Intervient sur l'amendement n° 16 de M. Charles de Courson (conservation au domicile du propriétaire) (p. 5034)

Article 6 (art. 21 et 78-6 du code de procédure pénale, art. L. 234-4 du code de la route : renforcement des prérogatives de police judiciaire des agents de la police nationale)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (suppression de la qualité d'officier de police judiciaire des gardes-champêtres (p. 5036)

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (de coordination) (p. 5036)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (de coordination) (p. 5036)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (de coordination) (p. 5036)

Intervient sur l'amendement n° 58 de la commission (de coordination) (p. 5036)

Article 6 bis A (pouvoirs des surveillants du jardin du Luxembourg)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (pouvoirs des surveillants du jardin du Luxembourg) (p. 5037)

Article 6 bis E (art. L. 325-1-1 nouveau du code de la route : procédure de mise en fourrière)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (de suppression) (p. 5038)

Article 6 bis supprimé par le Sénat (immatriculation des véhicules à moteur à deux roues)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (immatriculation des véhicules à moteur à deux roues) (p. 5038)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean Leonetti (rétablissement de l'article adopté en première lecture (p. 5038)

Après l'article 6 bis

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (retrait du permis pour un dépassement de plus de 40 km/h de la vitesse autorisée) (p. 5038)

Article 6 ter (art. L. 235-2 et 3 nouveaux du code de la route : dépistage de l'usage de stupéfiants en cas d'accidents de la route)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (possibilité de dépistage de stupéfiants chez tout conducteur impliqué dans un accident corporel de la circulation) (p. 5039)

Intervient sur le sous-amendement n° 93 de M. Thierry Mariani (obligation de dépistage) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 5039)

Intervient sur le sous-amendement n° 94 de M. Thierry Mariani (transmission des résultats au procureur - sanction du refus de se se soumettre au dépistage) à l'amendement n° 63 de la commission (p. 5040)

Après l'article 6 ter

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Patrice Martin-Lalande (sort du gibier tué accidentellement avec un véhicule à moteur) (p. 5040)

Article 7 ter (art. L. 132-3 nouveau du code monétaire et financier : montant de la franchise restant à la charge du titulaire avant la mise en opposition en cas de perte ou de vol de la carte de paiement)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (cas de la négligence constituant une faute lourde) (p. 5041)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (de précision) (p. 5041)

Après l'article 13

Intervient sur l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Brard (compétence du maire en matière de répression des dépôts de toute nature nuisant à la sûreté, la propreté ou la commodité du passage) (p. 5044)

Article 13 bis A (pouvoir des gardes champêtres et des agents de police municipale de constater certaines contraventions au code rural)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (de codification) (p. 5045)

Article 14 bis A (article 23-3 nouveau de la loi du 15 juillet 1845 : injonction de descendre d'un bus en cas d'inobservation des dispositions tarifaires ou des règles afférentes à la sécurité des personnes)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (de suppression) (p. 5045)

Article 14 ter (art. 24-1 nouveau de la loi du 15 juillet 1845)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de suppression) (p. 5045)

Après l'article 20

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Christian Estrosi (sanction du rassemblement ou stationnement dans les parties communes d'immeubles) (p. 5046)

Article 20 bis (art. L. 126-1 nouveau du code de la construction et de l'habitation : possibilité de dissiper les attroupements dans les parties communes des immeubles)

Intervient sur l'amendement n° 72 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article : possibilité pour les propriétaires ou exploitants d'immeubles de faire appel à la police ou à la gendarmerie - obligation de ceux-ci en matière de sécurité et de tranquillité publiques) (p. 5047)

Après l'article 20 bis

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Christian Estrosi (possibilité pour la police municipale d'intervenir dans les parties communes des immeubles) (p. 5047)

Article 22 (art. 41-2 du code de procédure pénale : composition pénale)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (retour au texte de l'assemblée) (p. 5057)

Article 23 (art. 706-54, 706-55 et 706-56 du code de procédure pénale : Fichier national automatisé des empreintes génétiques)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (retour au texte de l'assemblée) (p. 5058)

Article 23 bis (art. 62-1 du code de procédure pénale : possibilité pour un témoin de garder l'anonymat)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (procédure particulière permettant à des témoins de déposer de façon anonyme) (p. 5059)

Article 33 (art. 2 et art. 15-1 du décret du 18 avril 1939 : entrée en vigueur de certaines mesures édictées aux articles 1er et 3)

Soutient l'amendement n° 116 du Gouvernement (application au plus tard le 30/06/2002 au lieu du 01/01/2002) (p. 5060) : adopté (p. 5061)

Article 34 (perspective de mise en place d'un service de police régionale des transports dans la région Ile-de-France)

Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (de suppression) (p. 5061)

Article 35 (article L. 712-15 du code monétaire et financier : application à l'outre-mer des dispositions des chapitres II et III)

Soutient l'amendement n° 117 du Gouvernement (de conséquence) (p. 5061) : adopté (p. 5062)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Son intervention (p. 2893)

Sa réponse l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 2906)

Sa réponse la question préalable opposée par M. Jean-Pierre Chevènement (p. 2923)

Sa réponse (p. 2971)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : Corse (p. 2897)
Etat : décentralisation (p. 2971)
Régions : Corse (p. 2893)
Régions : Corse : aménagement du territoire (p. 2972)
Régions : Corse : Constitution (p. 2906)
Régions : Corse : fiscalité (p. 2896)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 2893, 2923, 2971)
Régions : Corse : investissements (p. 2972)
Régions : Corse : langues régionales (p. 2896, 2907, 2972)
Régions : Corse : normes (p. 2895, 2907)
Régions : Corse : projet de loi (p. 2906, 2924, 2971)
Régions : Corse : référendums (p. 2971)
Régions : Corse : République (p. 2924)
Régions : Corse : statut juridique (p. 2896)
Régions : Corse : successions (p. 2908, 2972)
Régions : Corse : transferts de compétences (p. 2895)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 147 de M. José Rossi (modification du titre Ier : "Dispositions transitoires") (p. 2973)

Intervient sur l'amendement n° 221 de Mme Nicole Ameline (avenir de la Corse après une phase d'expérimentation examiné dans un projet de loi relatif à la décentralisation) (p. 2974)

Intervient sur l'amendement n° 222 de M. François Fillon (modifications ultérieures relatives à la Corse examinées dans le cadre d'une loi de décentralisation) (p. 2975)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2991)

Intervient sur l'amendement n° 140 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 2992)

Intervient sur l'amendement n° 212 corrigé de M. Jean-Pierre Chevènement (de suppression) (p. 2992)

Intervient sur l'amendement n° 260 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : habilitation par le législateur à fixer, dans le respect de l'article 21, des mesures réglementaires adaptées aux spécificités de l'île - cadre et portée de l'expérimentation en matière législative comportant des dérogations aux règles en vigueur) (p. 2995)

Intervient sur le sous-amendement n° 267 de M. Michel Vaxès (compétence de l'Assemblée de Corse pour les affaires de la collectivité territoriale de Corse) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2996)

Intervient sur le sous-amendement n° 268 de M. Michel Vaxès (rédactionnel) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2996)

Intervient sur le sous-amendement n° 269 de M. Michel Vaxès (application du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2997)

Intervient sur le sous-amendement n° 274 de M. Pierre Albertini (suppression de la référence à l'article 21 de la constitution) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2997)

Intervient sur le sous-amendement n° 275 de M. Pierre Albertini (portée de l'habilitation à fixer des mesures réglementaires adaptées) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2998)

Intervient sur le sous-amendement n° 271 de M. Michel Vaxès (suppression des dispositions concernant l'expérimentation en matière législative) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2998)

Intervient sur le sous-amendement n° 270 de M. Michel Vaxès (champ d'application de l'expérimentation en matière législative) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2999)

Intervient sur le sous-amendement n° 276 de M. Pierre Albertini (suppression de la faculté de déroger aux règles en vigueur dans le cadre de l'expérimentation en matière législative) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2999)

Après l'article 1

Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Paul Patriarche (consultation de la population corse avant toute modification constitutionnelle) (p. 3007)

Article 2 (art. L. 4423-1 du code général des collectivités territoriales : contrôle de légalité des délibérations portant adaptation des dispositions législatives ou réglementaires)

Intervient sur l'amendement n° 100 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3007)

Intervient sur l'amendement n° 141 de M. Pierre Albertini (de suppression) (p. 3007)

Intervient sur l'amendement n° 148 de M. José Rossi (de suppression) (p. 3007)

Intervient sur l'amendement n° 261 rectifié de la commission (de coordination) (p. 3008)

Article 3 (chapitre II du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : refonte du chapitre consacré à l'organisation de la collectivité territoriale de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 273 de M. Bruno Le Roux (de coordination) (p. 3009)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3009)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3009)

Avant l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 172 de M. José Rossi (répartition des compétences entre collectivité territoriale de Corse et autres collectivités territoriales de l'île - notion de collectivité chef de file) (p. 3010)

Article 4 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : carte scolaire et carte des formations)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 3012)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 3012)

Intervient sur l'amendement n° 111 de M. Paul Patriarche (définition par la collectivité territoriale de Corse d'un schéma prévisionnel des formations après avis du représentant de l'Etat) (p. 3012)

Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Paul Patriarche (concertation préalable à la définition de la carte des formations) (p. 3013)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Yves Caullet (définition dans la convention sur la carte des formations des modalités d'utilisation des moyens attribués par l'Etat) (p. 3013)

Intervient sur l'amendement n° 129 corrigé de M. Roger Franzoni (entrée en vigueur automatique de la carte des formations arrêtée par la collectivité en cas d'absence de convention avec l'Etat) (p. 3014)

Intervient sur l'amendement n° 5 rectifié de la commission (consultation préalable à l'élaboration de la carte scolaire et des formations) (p. 3014)

Article 5 (art. L. 4424-3 du code général des collectivités territoriales : actions de formation supérieure)

Intervient sur l'amendement n° 6 deuxième rectification de la commission (rédactionnel) (p. 3015)

Intervient sur l'amendement n° 95 deuxième rectification de M. José Rossi (rédactionnel) (p. 3015)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (actions de la collectivité territoriale complémentaires de celles de l'Etat) (p. 3015)

Intervient sur l'amendement n° 234 de M. Michel Vaxès (actions de la collectivité territoriale complémentaires de celles de l'Etat) (p. 3015)

Intervient sur l'amendement n° 201 de M. Jean-Yves Caullet (préservation des compétences de l'Etat en matière d'homologation des titres et diplômes) (p. 3015)

Article 6 (art. L. 4424-4 du code général des collectivités territoriales : financement des établissements d'enseignement supérieur et des instituts universitaires de formation des maîtres)

Intervient sur l'amendement n° 131 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3016)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de la commission (de précision) (p. 3016)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. François Fillon (de suppression) (p. 3022)

Intervient sur l'amendement n° 228 de M. François Fillon (initiation dans les écoles primaires et maternelles) (p. 3024)

Intervient sur l'amendement n° 235 de M. Michel Vaxès (enseignement dans le cadre de l'horaire normal des écoles si les parents en ont manifesté la volonté) (p. 3025)

Intervient sur l'amendement n° 213 corrigé de M. Jean-Pierre Chevènement (matière proposée à titre optionnel dans le cadre de l'horaire normal) (p. 3025)

Intervient sur l'amendement n° 102 de M. Roger Franzoni (enseignement à titre optionnel à condition d'une demande expresse des parents) (p. 3025)

Intervient sur l'amendement n° 9 deuxième rectification de la commission (matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires) (p. 3025)

Soutient l'amendement n° 204 rectifié du Gouvernement (matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires) (p. 3025) : adopté (p. 3025)

Article 8 (art. L. 4424-6 du code général des collectivités territoriales : soutien aux activités audiovisuelles et action culturelle internationale)

Intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 3026)

Intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (action culturelle internationale dans le cadre de la coopération décentralisée) (p. 3026)

Intervient sur l'amendement n° 94 de M. José Rossi (action culturelle internationale dans le cadre de la coopération décentralisée) (p. 3026)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Roger Franzoni (développement de politiques culturelles propres par les départements et les communes) (p. 3027)

Soutient l'amendement n° 205 rectifié du Gouvernement (mission de contrôle scientifique et technique de la compétence de l'Etat) (p. 3028) : adopté (p. 3029)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Roger Franzoni (compétence de la collectivité territoriale de Corse pour les monuments historiques) (p. 3029)

Intervient sur l'amendement n° 150 de M. José Rossi (procédure de classement des monuments historiques) (p. 3029)

Intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (de coordination) (p. 3029)

Intervient sur l'amendement n° 92 de M. José Rossi (de coordination) (p. 3029)

Intervient sur l'amendement n° 152 de M. José Rossi (présidence du conseil des sites de Corse) (p. 3029)

Article 11 (art. L. 4424-8 du code général des collectivités territoriales : promotion des activités physiques et sportives, d'éducation populaire et d'information de la jeunesse)

Intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 3030)

Soutient l'amendement n° 206 du Gouvernement (convention entre Etat et collectivité territoriale de Corse) (p. 3030) : adopté (p. 3031)

Intervient sur l'amendement n° 134 corrigé de M. Roger Franzoni (suppression de l'attribution de la part régionale du fonds national pour le développement du sport) (p. 3031)

Intervient sur l'amendement n° 16 troisième rectification de la commission (consultation d'une commission territoriale pour le développement du sport en Corse avant l'attribution de la part régionale) (p. 3031)

Article 12 (art. L. 4424-9 à L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales : plan d'aménagement et de développement durable)

Son intervention (p. 3038)

Intervient sur l'amendement n° 262 de M. Bruno Le Roux (rédactionnel) (p. 3038)

Intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (de précision) (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 242 de M. Michel Vaxès (possibilité de fixer une liste complémentaire à celle des espaces, sites et paysages déjà classés) (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 189 de M. Francis Delattre (suppression de la possibilité de dérogation à la loi littoral) (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (de précision) (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (autorisation des installations temporaires sur la bande littorale à l'exclusion de toute forme d'hébergement) (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 20 de la commission (de précision) (p. 3039)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Michel Vaxès (suppression de la possibilité de dérogation aux règles relatives à l'extension de l'urbanisation) (p. 3040)

Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Roger Franzoni (suppression de la possibilité de dérogation

aux règles relatives à l'extension de l'urbanisation) (p. 3040)

Intervient sur l'amendement n° 244 de M. Michel Vaxès (organisation d'un débat public en cas d'extension de l'urbanisation) (p. 3040)

Intervient sur l'amendement n° 103 de M. Roger Franzoni (durée de vie des aménagements légers) (p. 3041)

Intervient sur l'amendement n° 105 de M. Roger Franzoni (suppression du délai d'expérimentation de 4 ans) (p. 3041)

Intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (suppression du caractère expérimental des règles particulières en matière d'aménagement et d'amélioration du littoral - rapport annuel) (p. 3041)

Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 3042)

Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (possibilité d'association des organisations professionnelles à l'élaboration du plan) (p. 3042)

Intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (délai de réponse de la collectivité territoriale de Corse pour la modification du plan) (p. 3042)

Article 13 (art. L. 144-1 à L. 144-5 du code de l'urbanisme, art. L. 4424-18 à L. 4424-21 du code général des collectivités territoriales et art. 34 bis de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 : codification)

Intervient sur l'amendement n° 26 rectifié de la commission (de coordination) (p. 3078)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Intervient sur l'amendement n° 27 corrigé de la commission (obligations de service public imposées par la collectivité territoriale de Corse à certaines liaisons aériennes et maritimes - conditions tarifaires de nature à atténuer les contraintes liées à l'insularité) (p. 3079)

Intervient sur l'amendement n° 238 de M. Michel Vaxès (obligations de service public imposées par la collectivité territoriale de Corse à certaines liaisons aériennes et maritimes - conditions tarifaires de nature à atténuer les contraintes liées à l'insularité) (p. 3079)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (de cohérence) (p. 3079)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. José Rossi (de cohérence) (p. 3079)

Intervient sur l'amendement n° 239 de M. Michel Vaxès (suppression de l'ouverture à la concurrence européenne des liaisons aériennes et maritimes) (p. 3080)

Intervient sur l'amendement n° 264 de M. Georges Sarre (concurrence ouverte aux seules compagnies maritimes n'employant que des ressortissants européens) (p. 3080)

Intervient sur l'amendement n° 265 de M. Georges Sarre (suppression de la restriction à certaines catégories de passagers du régime d'aides à caractère social) (p. 3081)

Intervient sur l'amendement n° 29 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 3081)

Intervient sur l'amendement n° 263 corrigé de la commission (rédactionnel) (p. 3081)

Soutient l'amendement n° 207 du Gouvernement (liste des routes à grande circulation fixée par l'Assemblée de Corse) (p. 3081) : adopté (p. 3081)

Article 15 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : gestion des infrastructures de transports)

Intervient sur l'amendement n° 106 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des ports et aéroports à la collectivité territoriale) (p. 3083)

Intervient sur l'amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) (p. 3084)

Intervient sur l'amendement n° 119 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de la gestion des aérodromes à la collectivité territoriale) (p. 3084)

Intervient sur l'amendement n° 32 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 3084)

Avant l'article 17

Intervient sur l'amendement n° 246 de M. Michel Vaxès (création d'une commission régionale de l'évaluation et du contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 3086)

Article 17 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : aide au développement économique)

Son intervention (p. 3088)

Intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) (p. 3091)

Intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (rédactionnel) (p. 3091)

Article 19

Intervient sur l'amendement n° 135 de M. Roger Franzoni (de suppression) (p. 3092)

Article 22 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : formation professionnelle et apprentissage)

Intervient sur l'amendement n° 39 de la commission (rédactionnel) (p. 3092)

Intervient sur l'amendement n° 202 de M. Jean-Yves Caullet (convention entre l'Etat et les organismes publics agréés) (p. 3093)

Après l'article 22

Intervient sur l'amendement n° 155 de M. José Rossi (organismes collecteurs des fonds de la contribution des employeurs destinés à la formation professionnelle) (p. 3093)

Article 24 (art. L. 222-1 et 2, 332-2, 332-6, 332-10 et 11, 332-13, 332-19-1, 341-1 et 411-5 du code de l'environnement : transfert de procédures en matière environnementale)

Son intervention (p. 3095)

Intervient sur l'amendement n° 136 de M. Roger Franzoni (suppression du transfert de compétence en matière de classement des réserves naturelles et d'inscription des monuments naturels) (p. 3096)

Intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (définition par l'assemblée de Corse des modalités de gestion des réserves naturelles classées par elle) (p. 3096)

Intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (de précision) (p. 3096)

Intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (élaboration des inventaires) (p. 3096)

Article 25 (art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 : Comité pour le développement, l'aménagement et la protection du massif corse)

Intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (rédactionnel) (p. 3097)

Article 26 (art. L. 4424-36 du code général des collectivités territoriales : planification de la ressource en eau)

Intervient sur l'amendement n° 127 de M. Paul Patriarche (collectivité territoriale garante d'une gestion équilibrée des ressources en eau) (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (mise en œuvre par la collectivité territoriale d'une gestion équilibrée des ressources en eau) (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 89 de M. José Rossi (mise en œuvre par la collectivité territoriale d'une gestion équilibrée des ressources en eau) (p. 3098)

Soutient l'amendement n° 208 du Gouvernement (procédure d'élaboration du schéma directeur) (p. 3098) : adopté (p. 3098)

Intervient sur l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 3098)

Soutient l'amendement n° 209 du Gouvernement (composition et règles de fonctionnement du comité de bassin) (p. 3099) : adopté (p. 3099)

Intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (compétence de proposition du représentant de l'Etat sur le schéma d'aménagement et de gestion des eaux) (p. 3099)

Intervient sur l'amendement n° 47 de la commission (composition de la commission locale de l'eau - présence de l'Etat) (p. 3099)

Soutient le sous-amendement n° 281 du Gouvernement (renforcement de la représentation de la collectivité territoriale aux dépens de l'Etat) à l'amendement n° 47 de la commission (p. 3099) : rejeté (p. 3099)

Soutient l'amendement n° 210 du Gouvernement (composition et règles de fonctionnement de la commission locale de l'eau fixée par délibération de l'Assemblée) (p. 3100) : adopté (p. 3100)

Soutient l'amendement n° 211 du Gouvernement (de cohérence) (p. 3100) : adopté (p. 3100)

Article 27 (art. L. 214-15 du code de l'environnement : tarification de l'eau)

Intervient sur l'amendement n° 49 de la commission (mise en œuvre du régime de tarification de l'eau autorisée par l'Assemblée) (p. 3100)

Article 28 (art. L. 4424-37 et L. 4424-38 du code général des collectivités territoriales : plans d'élimination des déchets)

Intervient sur l'amendement n° 50 de la commission (possibilité de réunir en un seul document les projets de plan) (p. 3101)

Article 30 (transfert ou mise à disposition des services et des biens de l'Etat correspondant aux compétences transférées)

Son intervention (p. 3103)

Article 31 (mise à disposition provisoire des agents des services transférés)

Intervient sur l'amendement n° 52 de la commission (rédactionnel) (p. 3103)

Article 32 (droit d'option des fonctionnaires des services transférés)

Intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (délai de 2 ans pour exercer le droit d'option) (p. 3103)

Article 33 (droit d'option des agents non titulaires des services transférés)

Intervient sur l'amendement n° 54 de la commission (délai de 2 ans pour exercer le droit d'option) (p. 3104)

Après l'article 33

Intervient sur l'amendement n° 55 de la commission (droit d'option pour le statut de fonctionnaire territorial pendant 5 ans pour les agents non titulaires de l'Etat exerçant leurs compétences dans un service transféré à la collectivité et bénéficiant du dispositif de titularisation prévu par la loi sur la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique) (p. 3104)

Article 34 (art. L. 4425-2 du code général des collectivités territoriales : compensation de charges)

Intervient sur l'amendement n° 56 de la commission (compensation des charges résultant de la mise à disposition des bâtiments et du mobilier des IUFM à la collectivité) (p. 3105)

Article 35 (chapitre II du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transferts de biens de l'Etat dans le patrimoine de la collectivité territoriale de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 191 de M. José Rossi (transfert des tours génoises et casernes désaffectées) (p. 3106)

Intervient sur l'amendement n° 190 de M. José Rossi (transfert des tours génoises) (p. 3106)

Intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (droit de priorité pour la collectivité territoriale sur tout projet de cession de bien immobilier du domaine public de l'Etat présentant un intérêt culturel ou historique) (p. 3106)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. José Rossi (droit de priorité pour la collectivité territoriale sur tout projet de cession de tours génoises ou casernes désaffectées) (p. 3106)

Article 36 (art. L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales : dotation de continuité territoriale)

Intervient sur l'amendement n° 117 de M. Paul Patriarche (affectation des reliquats à la réalisation de routes) (p. 3107)

Intervient sur l'amendement n° 174 de M. José Rossi (affectation des reliquats à la réalisation de routes) (p. 3108)

Article 37 (art. L. 4425-5 à L. 4425-8 du code général des collectivités territoriales : financement du plan d'aménagement et de développement durable)

Intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3109)

Article 38 (art. 34 de la loi de finances pour 1993 - art. L. 4425-1 du code général des collectivités territoriales : ressources fiscales de la collectivité territoriale de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 175 de M. José Rossi (affectation à la collectivité territoriale de 40% de la TIPP) (p. 3110)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. José Rossi (création d'un fonds spécial de soutien de l'artisanat) (p. 3111)

Après l'article 39

Intervient sur l'amendement n° 58 rectifié de la commission (rapport annuel du gouvernement sur le bilan des transferts de personnels et de ressources et sur l'organisation des services déconcentrés de l'Etat) (p. 3112)

Article 40 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : exercice par la collectivité territoriale de Corse des missions confiées aux offices)

Intervient sur l'amendement n° 257 de la commission (nouveau titre de la section 5 du chapitre IV : "Des offices et de l'agence du tourisme en Corse") (p. 3113)

Soutient l'amendement n° 220 du Gouvernement (nouveau titre de la section 5 du chapitre IV : "Des offices en Corse") (p. 3113) : retiré (p. 3113)

Intervient sur l'amendement n° 59 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : dissolution des offices et de l'agence de tourisme à compter du 1er janvier 2004) (p. 3114)

Intervient sur l'amendement n° 77 deuxième rectification de la commission (tutelle de la collectivité territoriale sur les offices et l'agence de tourisme) (p. 3115)

Soutient l'amendement n° 219 du Gouvernement (tutelle de la collectivité territoriale sur les offices et l'agence de tourisme) (p. 3115) : devenu sans objet (p. 3116)

Soutient l'amendement n° 218 du Gouvernement (possibilité pour le président du conseil exécutif de modifier ou rapporter les actes des offices ou de l'agence de tourisme) (p. 3116) : adopté (p. 3116)

Intervient sur l'amendement n° 258 de la commission (possibilité pour le président du conseil exécutif de modifier ou rapporter les actes des offices ou de l'agence de tourisme) (p. 3116)

Article 18 précédemment réservé (art. L. 4424-31 du code général des collectivités territoriales : orientations en matière de développement touristique)

Intervient sur l'amendement n° 35 de la commission (rédactionnel) (p. 3116)

Intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (agence du tourisme : tutelle - présidence - conseil d'administration) (p. 3117)

Article 20 précédemment réservé (art. L. 4424-33 du code général des collectivités territoriales, art. 314-1 et 314-1-1 du code rural : orientations en matière de développement agricole, rural et forestier)

Intervient sur l'amendement n° 154 de M. José Rossi (convention entre Etat et collectivité territoriale sur les conditions de mise en œuvre de la politique agricole) (p. 3117)

Intervient sur l'amendement n° 113 de M. Paul Patriarche (convention entre Etat et collectivité territoriale sur les conditions de mise en œuvre de la politique agricole) (p. 3117)

Intervient sur le sous-amendement n° 282 de M. Jean-Yves Caullet (mise en œuvre des orientations dans le domaine agricole) à l'amendement n° 154 de M. José Rossi (p. 3118)

Intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) (p. 3118)

Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (conseil d'administration des offices de développement agricole et rural) (p. 3119)

Article 23 précédemment réservé (sous-sections 1 à 4 de la section 4 du chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : codification)

Intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (office de l'environnement : tutelle - conseil d'administration) (p. 3119)

Intervient sur l'amendement n° 160 de M. José Rossi (transfert de compétences en matière de création de réserves de chasse et de faune sauvage) (p. 3120)

Intervient sur l'amendement n° 157 de M. José Rossi (transfert de compétences en matière de création de réserves naturelles de chasse) (p. 3120)

Intervient sur l'amendement n° 158 de M. José Rossi (transfert de compétences en matière d'établissement de plans de chasse) (p. 3120)

Intervient sur l'amendement n° 159 de M. José Rossi (transfert de compétences en matière de fixation des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse) (p. 3120)

Article 41 (art. L. 4424-20, L. 4424-31, L. 4434-33 et L. 4424-35 du code général des collectivités territoriales : disparition des offices - coordination)

Intervient sur l'amendement n° 60 de la commission (de coordination) (p. 3121)

Article 42 (art. L. 112-11 et L. 112-12 du code rural : disparition des offices - coordination)

Intervient sur l'amendement n° 61 de la commission (de coordination) (p. 3121)

Article 43 (art. 244 quater E, 199 ter D, 220 D, 223 O, 1466 B bis et 1466 C du code général des impôts : aide fiscale à l'investissement)

Son intervention (p. 3125)

Intervient sur l'amendement n° 120 corrigé de M. Paul Patriarche (bénéfice du crédit d'impôt pour les filiales des grands groupes industriels implantées en Corse) (p. 3126)

Intervient sur l'amendement n° 177 de M. José Rossi (bénéfice du crédit d'impôt pour les filiales des grands groupes industriels implantées en Corse) (p. 3126)

Intervient sur l'amendement n° 272 de M. Bruno Le Roux (extension du crédit d'impôt aux investissements réalisés par les entreprises exerçant des activités de loisir à caractère artistique, sportif ou culturel) (p. 3127)

Intervient sur l'amendement n° 178 de M. José Rossi (extension du crédit d'impôt aux investissements réalisés par les entreprises exerçant toute activité concourant au développement du tourisme) (p. 3128)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Paul Patriarche (extension du crédit d'impôt aux investissements réalisés par les entreprises exerçant des activités annexes du tourisme) (p. 3128)

Intervient sur l'amendement n° 179 de M. José Rossi (élargissement du champ d'application du crédit d'impôt pour les entreprises du secteur agroalimentaire) (p. 3128)

Intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (crédit d'impôt pour les investissements réalisés dans les zones rurales) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 88 de M. José Rossi (crédit d'impôt pour les investissements réalisés dans les zones rurales) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 118 de M. Paul Patriarche (crédit d'impôt étendu à l'ensemble du secteur rural) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 196 de M. José Rossi (crédit d'impôt pour les investissements réalisés dans les zones rurales) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 180 de M. José Rossi (de coordination) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. José Rossi (bénéfice du crédit d'impôt pour les entreprises de transport routier et ferroviaire) (p. 3129)

Intervient sur l'amendement n° 188 de M. José Rossi (bénéfice du crédit d'impôt pour les entreprises de services de conseil, d'étude et d'assistance) (p. 3130)

Intervient sur l'amendement n° 63 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3130)

Intervient sur l'amendement n° 64 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3130)

Intervient sur l'amendement n° 65 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3130)

Intervient sur l'amendement n° 66 de la commission (allongement d'un an de la période de sortie de la zone franche en matière de taxe professionnelle) (p. 3130)

Intervient sur l'amendement n° 87 de M. José Rossi (allongement d'un an de la période de sortie de la zone franche en matière de taxe professionnelle) (p. 3130)

Intervient sur l'amendement n° 67 de la commission (modalités de sortie de la zone franche en matière de taxe professionnelle) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. José Rossi (modalités de sortie de la zone franche en matière de taxe professionnelle) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 68 de la commission (de coordination) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 85 de M. José Rossi (de coordination) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 69 de la commission (champ d'application de l'exonération en matière de taxe professionnelle) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 70 de la commission (extension de l'exonération de taxe professionnelle à la valeur locative des immeubles) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 83 de M. José Rossi (extension de l'exonération de taxe professionnelle à la valeur locative des immeubles) (p. 3131)

Intervient sur l'amendement n° 71 de la commission (de coordination) (p. 3132)

Intervient sur l'amendement n° 82 de M. José Rossi (de coordination) (p. 3132)

Intervient sur l'amendement n° 182 de M. José Rossi (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux investissements réalisés depuis l'entrée en vigueur de la zone franche) (p. 3132)

Intervient sur l'amendement n° 81 de M. José Rossi (durée de l'exonération de taxe professionnelle portée à 10 ans) (p. 3133)

Intervient sur l'amendement n° 80 de M. José Rossi (régime d'exonération jusqu'en 2022) (p. 3133)

Intervient sur l'amendement n° 72 de la commission (correction d'une erreur de référence) (p. 3133)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 198 de M. José Rossi (réduction de cotisations pour les artisans exerçant leur activité en Corse) (p. 3133)

Intervient sur l'amendement n° 197 de M. José Rossi (abattement fiscal pour les artisans exerçant leur activité en Corse et adhérant à des centres de gestion) (p. 3133)

Intervient sur l'amendement n° 183 de M. José Rossi (régime de TVA applicable aux ventes de terrains à bâtir) (p. 3134)

Article 44 (art. 4 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 : sortie progressive des dispositions d'exonération de charges sociales)

Intervient sur l'amendement n° 184 de M. José Rossi (dispositif de sortie étalé sur 3 ans) (p. 3134)

Soutient l'amendement n° 280 du Gouvernement (dispositif de sortie étalé sur 3 ans) (p. 3134) : rejeté (p. 3134)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 203 de M. José Rossi (prix des cigarettes porté aux 3/4 du prix en France continentale) (p. 3135)

Intervient sur l'amendement n° 199 de M. Paul Patriarche (déduction fiscale pour investissement pour les entreprises de moins de 10 salariés) (p. 3135)

Intervient sur l'amendement n° 73 de la commission (pérennisation de la réduction complémentaire de cotisations sociales accordée aux entreprises dans le cadre de la réduction du temps de travail) (p. 3137)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. José Rossi (pérennisation de la réduction complémentaire de cotisations sociales accordée aux entreprises dans le cadre de la réduction du temps de travail) (p. 3137)

Article 45 (art. 641 bis, 750 bis A, 885 H, 1135, 1135 bis, 1728 A et 1840 G undecies du code général des impôts : normalisation progressive du régime fiscal des successions en Corse)

Intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (réduction à 12 ans de la période transitoire) (p. 3138)

Intervient sur l'amendement n° 75 de la commission (réduction à 12 ans de la période transitoire) (p. 3139)

Intervient sur l'amendement n° 76 de la commission (droit commun des règles fiscales applicable à la transmission par succession des biens immobiliers à l'issue de la période transitoire) (p. 3139)

Intervient sur l'amendement n° 215 rectifié de M. Charles de Courson (limitation de l'exonération des droits de succession aux biens et droits immobiliers acquis avant le 20/07/2000) (p. 3139)

Intervient sur le sous-amendement n° 256 de la commission (acquisition avant l'entrée en vigueur de la loi) à l'amendement n° 215 rectifié de M. Charles de Courson (p. 3139)

Après l'article 45

Soutient l'amendement n° 144 du Gouvernement (aide d'Etat pour les employeurs de main d'œuvre agricole installés en Corse) (p. 3140) : adopté (p. 3141)

Avant l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 185 de M. José Rossi (règles de représentativité syndicale) (p. 3142)

Article 47 (art. L. 4421-3 du code général des collectivités territoriales : conférence de coordination des collectivités territoriales)

Intervient sur l'amendement n° 186 de M. José Rossi (participation du président de l'Assemblée de Corse) (p. 3142)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 249 de M. René Dosière (suppression de l'indemnisation des membres de l'exécutif au titre de leurs fonctions dans les offices) (p. 3143)

Après l'article 50

Intervient sur l'amendement n° 78 rectifié de la commission (chambre régionale des comptes) (p. 3144)

Explications de vote et vote [22 mai 2001] (p. 3198)

Son intervention (p. 3198)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4179)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-François Mattei (p. 4196)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 4211)

Sa réponse (p. 4302)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Douste-Blazy (p. 4308)

Thèmes :

Aménagement du territoire : projet : participation du public (p. 4182)
Assemblée nationale : amendements : Gouvernement (p. 4196)
Assemblée nationale : exception d'irrecevabilité (p. 4197)
Collectivités territoriales : décentralisation : Gouvernement (p. 4179, 4183, 4211, 4213)
Collectivités territoriales : décentralisation : opposition (p. 4302)
Collectivités territoriales : décentralisation : réforme (p. 4304, 4308)
Collectivités territoriales : démocratie locale : projet de loi (p. 4179, 4196, 4302, 4304, 4308)
Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 4181, 4303)
Collectivités territoriales : libre administration (p. 4197)
Collectivités territoriales : Paris : statut juridique (p. 4213)
Collectivités territoriales : transferts de compétences : régions (p. 4180, 4183, 4212, 4303, 4308)
Communes : conseillers municipaux (p. 4180)
Communes : conseils d'arrondissement (p. 4304)
Communes : conseils de quartier (p. 4180, 4303)
Communes : conseils municipaux : missions d'information (p. 4181)
Communes : conseils municipaux : opposition (p. 4302)
Communes : démocratie participative (p. 4212, 4304)
Communes : loi PML (p. 4303)
Etat : Conseil économique et social : régions (p. 4181)
Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours (p. 4182, 4303)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 815 de M. Marc-Philippe Daubresse (titre 1er : de la démocratie participative) (p. 4313)

Intervient sur l'amendement n° 140 de la commission (chapitre 1er : participation des habitants à la démocratie locale) (p. 4314)

Intervient sur l'amendement n° 460 de M. Bernard Birsinger (droit de vote des étrangers non communautaires) (p. 4316)

Intervient sur l'amendement n° 461 de M. Bernard Birsinger (fonctions de maire ou d'adjoint ouvertes aux étrangers communautaires) (p. 4318)

Intervient sur l'amendement n° 462 de M. Bernard Birsinger (association des habitants aux décisions - création de structures favorisant l'initiative et le contrôle) (p. 4319)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Patrice Martin-Lalande (vote par internet) (p. 4320)

Article 1er (article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales : conseils de quartier)

Intervient sur l'amendement n° 420 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4323)

Intervient sur l'amendement n° 463 de M. Bernard Birsinger (consultation des habitants) (p. 4323)

Intervient sur l'amendement n° 296 de M. Hervé Morin (référendum communal) (p. 4324)

Intervient sur l'amendement n° 277 de M. Franck Dhersin (création facultative - suppression du seuil - composition - réunion annuelle sur les questions de sécurité) (p. 4324)

Intervient sur l'amendement n° 55 de M. Richard Cazenave (périmètre des quartiers fixé en concertation avec les habitants et les associations) (p. 4325)

Intervient sur l'amendement n° 498 corrigé de M. Bernard Birsinger (seuil de 3500 habitants) (p. 4327)

Intervient sur l'amendement n° 555 de M. Noël Mamère (seuil de 3500 habitants) (p. 4327)

Intervient sur l'amendement n° 142 de la commission (seuil de 50 000 habitants) (p. 4327)

Intervient sur l'amendement n° 464 de M. Bernard Birsinger (périmètre des quartiers fixé après consultation des habitants et des associations) (p. 4332)

Intervient sur l'amendement n° 600 de M. Jacques Pélissard (identification des quartiers précédant la fixation de leur périmètre) (p. 4333)

Intervient sur l'amendement n° 503 de M. Thierry Mariani (respect des limites des cantons - conseillers généraux membres de droit) (p. 4333)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Richard Cazenave (composition et modalités de désignation du conseil fixées après concertation avec les habitants et les associations) (p. 4334)

Intervient sur l'amendement n° 307 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression des dispositions relatives à la composition du conseil) (p. 4334)

Intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (présence facultative des conseillers municipaux dans les conseils) (p. 4335)

Intervient sur l'amendement n° 601 de M. Jacques Pélissard (présence facultative des conseillers municipaux dans les conseils de quartier) (p. 4335)

Intervient sur l'amendement n° 57 de M. Richard Cazenave (représentation des habitants et des associations majoritaires) (p. 4335)

Intervient sur l'amendement n° 16 de Mme Danielle Bousquet (application de la parité dans la composition des conseils) (p. 4336)

Intervient sur l'amendement n° 602 de M. Jacques Pélissard (suppression des dispositions relatives à la composition des conseils) (p. 4337)

Intervient sur l'amendement n° 465 de M. Bernard Birsinger (participation de droit de tout habitant ou association) (p. 4337)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Richard Cazenave (le conseil élit son président) (p. 4339)

Intervient sur l'amendement n° 466 de M. Bernard Birsinger (consultation du conseil par les collectivités territoriales sur toute question le concernant) (p. 4342)

Intervient sur l'amendement n° 467 de M. Bernard Birsinger (consultation obligatoire du conseil sur toute question le concernant) (p. 4342)

Intervient sur l'amendement n° 468 de M. Bernard Birsinger (consultation du conseil par le conseil municipal) (p. 4343)

Intervient sur l'amendement n° 469 de M. Bernard Birsinger (consultation du conseil sur les problèmes concernant la ville) (p. 4344)

Intervient sur l'amendement n° 59 de M. Richard Cazenave (association obligatoire du conseil aux actions intéressant le quartier) (p. 4344)

Intervient sur l'amendement n° 470 de M. Bernard Birsinger (association obligatoire du conseil aux actions intéressant le quartier) (p. 4344)

Intervient sur l'amendement n° 306 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression de l'association du conseil aux actions menées au titre de la politique de la ville) (p. 4344)

Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Richard Cazenave (rédactionnel) (p. 4345)

Intervient sur l'amendement n° 471 de M. Bernard Birsinger (faculté de proposition au maire concernant la ville, y compris en matière budgétaire) (p. 4345)

Intervient sur l'amendement n° 603 de M. Jacques Pélissard (transmission au conseil municipal des rapports des conseils avant le débat d'orientation budgétaire) (p. 4346)

Intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (transmission au conseil municipal des rapports des conseils pour le débat propre aux problèmes de quartier) (p. 4346)

Intervient sur le sous-amendement n° 638 de M. Bernard Birsinger (publication et diffusion par la commune) à l'amendement n° 144 de la commission (p. 4346)

Intervient sur l'amendement n° 305 de M. Marc-Philippe Daubresse (transmission au maire des rapports des conseils avant le débat d'orientation budgétaire) (p. 4347)

Intervient sur l'amendement n° 621 de M. René Dosière (réunion du conseil à la demande de la moitié de ses membres) (p. 4347)

Intervient sur l'amendement n° 61 de M. Richard Cazenave (réunion du conseil à la demande de la moitié de ses membres) (p. 4347)

Intervient sur l'amendement n° 750 rectifié de M. Jacques Pélissard (règlement intérieur) (p. 4348)

Intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (publicité des séances du conseil sauf dispositions contraires du règlement intérieur) (p. 4349)

Intervient sur le sous-amendement n° 637 de M. Bernard Birsinger (publicité des séances du conseil sans aucune restriction) à l'amendement n° 146 de la commission (p. 4349)

Intervient sur l'amendement n° 554 de M. Noël Mamère (moyens humains) (p. 4351)

Intervient sur l'amendement n° 576 de M. Guy Teissier (structures préexistantes assimilables aux conseils) (p. 4355)

Après l'article 1er

Intervient sur l'amendement n° 473 de M. Bernard Birsinger (modalités d'organisation de la consultation de la population) (p. 4416)

Article 2 (article L. 2143-2 du code général des collectivités territoriales : rapport du conseil de quartier)

Intervient sur l'amendement n° 421 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4416)

Intervient sur l'amendement n° 605 de M. Jacques Pélissard (débat sur la participation des habitants à la vie locale dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 4417)

Article 3 (article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales : débat annuel sur les projets intéressant les quartiers)

Intervient sur l'amendement n° 500 corrigé de M. Bernard Birsinger (seuil de 3 500 habitants) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 151 de la commission (seuil de 50 000 habitants) (p. 4420)

Intervient sur l'amendement n° 213 de la commission (débat sur les propositions des conseils de quartier) (p. 4420)

Article 4 (articles L. 2122-2-1 nouveau et L. 2122-18-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : adjoints de quartier)

Intervient sur l'amendement n° 607 de M. Jacques Pélissard (de suppression) (p. 4421)

Intervient sur l'amendement n° 475 de M. Jean-Pierre Brard (compétence géographique) (p. 4423)

Article 5 (article L. 2144-2 nouveau du code général des collectivités territoriales : annexes de la mairie)

Intervient sur l'amendement n° 313 de M. Marc-Philippe Daubresse (création facultative) (p. 4424)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 288 de M. Patrick Ollier (création d'un conseil consultatif des résidents de l'Union européenne) (p. 4424)

Article 6 (article L. 1413-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : Commission consultative des services publics locaux)

Intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (seuil de 3 500 habitants) (p. 4425)

Intervient sur l'amendement n° 476 de M. Jean-Pierre Brard (assurant la représentation des agents des

collectivités territoriales et des salariés des entreprises délégataires) (p. 4426)

Intervient sur l'amendement n° 819 de M. Patrice Martin-Lalande (création de commissions consultatives départementales compétentes pour certains services publics nationaux) (p. 4426)

Après l'article 6

Intervient sur l'amendement n° 248 de M. Franck Dhersin (actes des autorités communales exécutoires de plein droit - suppression du déféré préfectoral) (p. 4428)

Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (possibilité de consultation pour les autorités communales en dehors de la procédure spécifique de consultation locale) (p. 4430)

Intervient sur l'amendement n° 212 de M. René Dosière (participation de tous les habitants majeurs à la consultation locale) (p. 4430)

Article 7 (publicité des actes)

Intervient sur l'amendement n° 505 de M. Thierry Mariani (publicité sur support numérique) (p. 4431)

Intervient sur l'amendement n° 544 de M. Patrice Martin-Lalande (publicité sur support numérique) (p. 4431)

Intervient sur l'amendement n° 582 de M. Marc-Philippe Daubresse (publicité sur support numérique) (p. 4431)

Après l'article 7

Intervient sur l'amendement n° 747 de M. Jean-Luc Warsmann (questions soumises au conseil municipal à la demande des électeurs) (p. 4432)

Intervient sur l'amendement n° 813 de M. Pierre Albertini (consultation des électeurs sur les affaires du département) (p. 4434)

Intervient sur l'amendement n° 298 de M. Hervé Morin (consultation des électeurs sur les affaires du département) (p. 4434)

Intervient sur l'amendement n° 749 de M. Jean-Luc Warsmann (questions soumises au conseil général à la demande des électeurs) (p. 4435)

Intervient sur l'amendement n° 748 de M. Jean-Luc Warsmann (questions soumises à l'assemblée délibérante de l'EPCI à la demande des électeurs) (p. 4437)

Intervient sur l'amendement n° 812 de M. Pierre Albertini (référendum d'initiative populaire étendu aux structures intercommunales) (p. 4438)

Intervient sur l'amendement n° 297 de M. Hervé Morin (référendum d'initiative populaire étendu aux structures intercommunales) (p. 4438)

Intervient sur l'amendement n° 243 de M. Didier Quentin (conseillers généraux membres de droit des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4439)

Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Didier Quentin (participation des conseillers généraux aux travaux des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4439)

Intervient sur l'amendement n° 315 corrigé de M. Marc-Philippe Daubresse (quotas d'encadrement des centres de loisirs) (p. 4440)

Intervient sur l'amendement n° 746 de la commission (bureau des temps dans les communes de plus de 50 000 habitants) (p. 4441)

Intervient sur l'amendement n° 155 rectifié de la commission (élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) (p. 4453)

Intervient sur l'amendement n° 805 de M. Patrice Martin-Lalande (élection au suffrage universel des membres des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) (p. 4453)

Intervient sur le sous-amendement n° 645 de M. Marc-Philippe Daubresse (un siège par commune) à l'amendement n° 155 rectifié de la commission (p. 4458)

Intervient sur le sous-amendement n° 824 de Mme Danielle Bousquet (respect de la parité) à l'amendement n° 155 rectifié de la commission (p. 4458)

Avant l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 32 de M. Serge Poignant (organisation des élections dans les communes en cas de simultanéité de plusieurs scrutins) (p. 4460)

Intervient sur l'amendement n° 479 de M. Bernard Birsinger (information du conseil municipal sur les contrats de service public) (p. 4460)

Intervient sur l'amendement n° 480 de M. Bernard Birsinger (délai d'examen des contrats de service public) (p. 4461)

Article 8 (article L. 2121-19 du code général des collectivités territoriales : séances réservées à l'opposition)

Intervient sur l'amendement n° 424 de M. Christian Estrosi (de suppression) (p. 4463)

Intervient sur l'amendement n° 754 de M. Jacques Pélissard (de suppression) (p. 4463)

Intervient sur l'amendement n° 156 rectifié de la commission (portée de l'article élargie : à toute commune dès 3 500 habitants ; au département et à la région) (p. 4464)

Intervient sur le sous-amendement n° 639 de M. Marc-Philippe Daubresse (retour au seuil proposé de 20 000 habitants) à l'amendement n° 156 rectifié de la commission (p. 4464)

Intervient sur l'amendement n° 643 rectifié de M. Bernard Birsinger (rédactionnel) (p. 4466)

Intervient sur le sous-amendement n° 640 rectifié de M. Marc-Philippe Daubresse (propositions examinées au cours des séances normales) à l'amendement n° 643 rectifié de M. Bernard Birsinger (p. 4466)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 478 de M. Bernard Birsinger (délai de convocation du conseil municipal) (p. 4466)

Article 9 (articles L. 2121-22-1, 3121-22-1, 4132-21-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : mission d'information et d'évaluation)

Intervient sur l'amendement n° 317 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) (p. 4467)

Intervient sur l'amendement n° 157 de la commission (seuil de 3 500 habitants) (p. 4468)

Intervient sur l'amendement n° 481 de M. Bernard Birsinger (saisine du conseil municipal) (p. 4469)

Intervient sur l'amendement n° 752 de M. Jacques Pélissard (saisine du conseil municipal) (p. 4469)

Intervient sur l'amendement n° 290 de M. Patrick Ollier (création approuvée à la majorité des 2/3) (p. 4470)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Danielle Bousquet (parité hommes-femmes) (p. 4471)

Intervient sur l'amendement n° 482 de M. Bernard Birsinger (participation obligatoire de membres extérieurs au conseil) (p. 4471)

Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Bernard Birsinger (voix délibérative des membres de la mission n'appartenant pas au conseil municipal) (p. 4471)

Intervient sur l'amendement n° 483 de M. Bernard Birsinger (présence de représentants de salariés des services publics locaux) (p. 4471)

Intervient sur l'amendement n° 158 de la commission (rapport remis à tous les membres du conseil municipal) (p. 4472)

Intervient sur l'amendement n° 159 de la commission (communication du maire dans la semaine suivant la remise du rapport) (p. 4472)

Intervient sur l'amendement n° 504 de M. Thierry Mariani (saisine du conseil général) (p. 4473)

Intervient sur l'amendement n° 160 de la commission (rapport remis à tous les membres du conseil général) (p. 4473)

Intervient sur l'amendement n° 161 de la commission (communication du président du conseil général dans la semaine suivant la remise du rapport) (p. 4473)

Intervient sur l'amendement n° 162 de la commission (rapport remis à tous les membres du conseil régional) (p. 4473)

Intervient sur l'amendement n° 163 de la commission (communication du président du conseil régional dans la semaine suivant la remise du rapport) (p. 4474)

Article 10 (article L. 2121-25 du code général des collectivités territoriales : élaboration des procès-verbaux)

Intervient sur l'amendement n° 164 rectifié de la commission (contenu des procès-verbaux) (p. 4474)

Intervient sur l'amendement n° 285 de M. Franck Dhersin (délai de transmission aux instances des élus du ressort de la commune) (p. 4474)

Article 11 (articles L. 2121-27-1, L. 3121-24-1, L. 4132-23-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales : réservation d'un espace dans les documents d'information)

Intervient sur l'amendement n° 291 de M. Patrick Ollier (de suppression) (p. 4475)

Intervient sur l'amendement n° 328 de M. Marc-Philippe Daubresse (limitation au support papier pour le droit à l'expression des élus minoritaires) (p. 4477)

Intervient sur l'amendement n° 166 de la commission (rédactionnel) (p. 4477)

Intervient sur l'amendement n° 323 de M. Marc-Philippe Daubresse (de précision) (p. 4478)

Intervient sur l'amendement n° 837 de la commission (modalités d'application définies par le règlement intérieur) (p. 4478)

Intervient sur l'amendement n° 326 de M. Marc-Philippe Daubresse (limitation au support papier pour le droit à l'expression des élus minoritaires) (p. 4479)

Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Marc-Philippe Daubresse (extension de l'article aux établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4479)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 168 rectifié de la commission (conseillers municipaux délégués) (p. 4479)

Intervient sur le sous-amendement n° 379 de M. Franck Dhersin (suppression de l'obligation de délégation à tous les adjoints - possibilité de désigner des conseillers municipaux) à l'amendement n° 168 rectifié de la commission (p. 4480)

Intervient sur le sous-amendement n° 758 de M. Jacques Pélissard (indemnités) à l'amendement n° 168 rectifié de la commission (p. 4480)

Intervient sur l'amendement n° 745 de la commission (conseillers généraux délégués) (p. 4480)

Intervient sur l'amendement n° 744 de la commission (conseillers régionaux délégués) (p. 4480)

Intervient sur l'amendement n° 380 de M. Franck Dhersin (délégations attribuées par le président de l'EPCI) (p. 4481)

Intervient sur l'amendement n° 381 de M. Franck Dhersin (indemnités des membres délégués de l'EPCI) (p. 4481)

Article 12 (articles L. 4134-7, L. 4134-7-1 nouveau et L. 4432-9 du code général des collectivités territoriales : conditions d'exercice du mandat de conseiller économique et social régional)

Soutient l'amendement n° 73 du Gouvernement (création de sections au sein des conseils économiques et sociaux régionaux) (p. 4482) : adopté (p. 4484)

Soutient l'amendement n° 75 du Gouvernement (crédit d'heures) (p. 4482) : adopté (p. 4484)

Soutient l'amendement n° 77 du Gouvernement (frais de déplacement) (p. 4482) : adopté (p. 4485)

Soutient l'amendement n° 74 du Gouvernement (indemnités) (p. 4483) : adopté (p. 4484)

Soutient l'amendement n° 76 rectifié du Gouvernement (droit à la formation) (p. 4483) : adopté (p. 4484)

Intervient sur l'amendement n° 743 rectifié de la commission (de coordination) (p. 4484)

Intervient sur l'amendement n° 742 de la commission (application aux membres des conseils consultatifs des régions d'outre-mer) (p. 4484)

Intervient sur l'amendement n° 354 de M. Marc-Philippe Daubresse (nombre de membres au sein des collèges) (p. 4484)

Intervient sur l'amendement n° 169 rectifié de la commission (application à la Corse) (p. 4485)

Après l'article 12

Intervient sur l'amendement n° 241 corrigé de M. Michel Bouvard (insertion d'un chapitre additionnel : comité de massif, fixant la liste des massifs et la co-présidence du comité) (p. 4486)

Intervient sur l'amendement n° 680 de M. Augustin Bonrepaux (insertion d'un chapitre additionnel : comités de massif) (p. 4486)

Intervient sur l'amendement n° 681 de M. Augustin Bonrepaux (liste des massifs) (p. 4486)

Intervient sur l'amendement n° 682 rectifié de M. Augustin Bonrepaux (co-présidence du comité de massif) (p. 4486)

Article 13 (application à Paris, Marseille et Lyon)

Son intervention (p. 4491)

Article 14 (article L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales : application aux établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (application des dispositions relatives aux droits de l'opposition et à la création d'une mission d'information aux établissements publics de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants) (p. 4498)

Après l'article 14

Intervient sur l'amendement n° 53 rectifié de M. Jacques Pélissard (d'harmonisation) (p. 4498)

Article 16 (section IV-1 du titre II du livre 1er du code du travail : congé électif)

Intervient sur l'amendement n° 735 de la commission (rédactionnel) (p. 4498)

Intervient sur l'amendement n° 174 deuxième rectification de la commission (durée des congés électifs) (p. 4499)

Intervient sur l'amendement n° 358 de M. Marc-Philippe Daubresse (interdiction de mesures disciplinaires ou de licenciement à l'encontre des candidats aux élections locales) (p. 4499)

Intervient sur l'amendement n° 175 rectifié de la commission (application aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales) (p. 4499)

Article 17 (articles L. 2123-2, L. 2123-3, L. 3123-2 et L. 4135-2 du code général des collectivités territoriales : crédits d'heures)

Intervient sur l'amendement n° 417 de M. Christian Estrosi (majoration du barème trimestriel pour les conseillers généraux) (p. 4499)

Intervient sur l'amendement n° 418 de M. Christian Estrosi (majoration du barème trimestriel pour les conseillers régionaux) (p. 4500)

Article 18 (art. L. 2123-3 du code général des collectivités territoriales : compensation des pertes de revenu des conseillers municipaux non indemnisés)

Intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (de coordination) (p. 4500)

Article 19 (articles L. 2123-10 à L. 2123-11-1 nouveau, L. 3123-8 à L. 3123-9-1 nouveau, L. 4135-8 à L. 4135-9-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : formation professionnelle à l'issue du mandat)

Intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (rédactionnel) (p. 4501)

Intervient sur l'amendement n° 178 de la commission (rédactionnel) (p. 4501)

Intervient sur l'amendement n° 179 de la commission (rédactionnel) (p. 4501)

Après l'article 19

Intervient sur l'amendement n° 633 de Mme Martine Lignières-Cassou (mandat de conseiller général autorisé pour les fonctionnaires de catégorie C) (p. 4501)

Intervient sur l'amendement n° 361 de M. Marc-Philippe Daubresse (extension du régime de suspension du contrat de travail aux maires, maires-adjoints, conseillers généraux, conseillers régionaux, présidents et vice-présidents d'un établissement public de coopération intercommunale) (p. 4502)

Intervient sur l'amendement n° 412 de M. Christian Estrosi (extension du régime de suspension du contrat de travail à tous les maires-adjoints) (p. 4502)

Intervient sur l'amendement n° 258 de M. Franck Dhersin (extension du régime de suspension du contrat de travail à tous les maires-adjoints) (p. 4502)

Intervient sur l'amendement n° 411 de M. Christian Estrosi (extension du régime de suspension du contrat de travail aux conseillers régionaux) (p. 4502)

Article 21 (article L. 1621-2 nouveau du code général des collectivités territoriales : financement de l'allocation différentielle de fin de mandat)

Intervient sur l'amendement n° 367 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) (p. 4503)

Intervient sur l'amendement n° 366 de M. Marc-Philippe Daubresse (honorariat) (p. 4504)

Après l'article 21

Intervient sur l'amendement n° 180 de la commission (garanties accordées aux élus dans leurs relations avec leurs employeurs) (p. 4504)

Article 22 (articles L. 2123-12, L. 3123-10 et L. 4135-10 du code général des collectivités territoriales : délibérations relatives à la formation)

Intervient sur l'amendement n° 490 de M. Bernard Birsinger (répartition des crédits) (p. 4505)

Article 23 (articles L. 2123-13, L. 3123-11, L. 4135-11 du code général des collectivités territoriales : congé de formation)

Intervient sur l'amendement n° 512 de M. Thierry Mariani (rédactionnel) (p. 4506)

Intervient sur l'amendement n° 546 de M. Patrice Martin-Lalande (rédactionnel) (p. 4506)

Intervient sur l'amendement n° 583 de M. Marc-Philippe Daubresse (rédactionnel) (p. 4506)

Intervient sur l'amendement n° 511 rectifié de M. Thierry Mariani (dépenses de formation obligatoires) (p. 4506)

Intervient sur l'amendement n° 539 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (dépenses de formation obligatoires) (p. 4506)

Après l'article 25

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Patrice Martin-Lalande (extension aux titulaires de mandats électifs de la validation des acquis professionnels) (p. 4507)

Article 26 (articles L. 2123-20-1 nouveau, L. 3123-15-1 nouveau et L. 4135-15-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : délibération sur les indemnités)

Intervient sur l'amendement n° 3 de M. Patrice Martin-Lalande (suppression du seuil d'application) (p. 4508)

Intervient sur l'amendement n° 261 de M. Franck Dhersin (suppression du seuil d'application) (p. 4508)

Intervient sur l'amendement n° 368 de M. Marc-Philippe Daubresse (suppression du seuil d'application) (p. 4508)

Article 27 (article L. 2123-22 du code général des collectivités territoriales : suppression du cumul des majorations d'indemnités)

Intervient sur l'amendement n° 260 de M. Franck Dhersin (rétablissement du cumul) (p. 4509)

Intervient sur l'amendement n° 371 de M. Marc-Philippe Daubresse (rétablissement du cumul) (p. 4509)

Intervient sur l'amendement n° 734 rectifié de la commission (rédactionnel) (p. 4509)

Intervient sur l'amendement n° 760 de M. Jacques Pélissard (application au prochain renouvellement municipal) (p. 4509)

Article 28 (articles L. 2123-21 et L. 2123-23 : suppression du double barème des maires)

Soutient l'amendement n° 818 du Gouvernement (indemnités des maires et adjoints au maire délégué dans les communes associées) (p. 4510) : adopté (p. 4510)

Article 29 (article L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales : indemnités des adjoints au maire)

Soutient l'amendement n° 811 du Gouvernement (révision à la hausse du barème) (p. 4511) : adopté (p. 4512)

Intervient sur l'amendement n° 732 de la commission (rédactionnel) (p. 4512)

Article 30 (article L. 2123-24-1 nouveau du code général des collectivités territoriales : indemnités des conseillers municipaux)

Intervient sur l'amendement n° 731 de la commission (communes de moins de 100 000 habitants) (p. 4512)

Intervient sur l'amendement n° 375 de M. Marc-Philippe Daubresse (conseillers municipaux délégués) (p. 4513)

Après l'article 30

Intervient sur l'amendement n° 515 de M. Thierry Mariani (nombre de vice-présidents du conseil général) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 537 de M. Patrice Martin-Lalande (nombre de vice-présidents du conseil général) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 514 de M. Thierry Mariani (honorariat pour les conseillers généraux) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 538 de M. Patrice Martin-Lalande (honorariat pour les conseillers généraux) (p. 4514)

Intervient sur l'amendement n° 374 de M. Marc-Philippe Daubresse (indemnités converties en salaire) (p. 4515)

Article 31 (articles L. 2123-18 et L. 2123-18-1 à L. 2123-18-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales : remboursement de frais des élus municipaux)

Intervient sur l'amendement n° 441 de M. Marc-Philippe Daubresse (participation à des réunions sur demande du maire) (p. 4515)

Article 33 (articles L. 2123-18-4 nouveau, L. 3123-19-1 nouveau et L. 4135-19-1 nouveau du code général des collectivités locales : participation au financement de l'emploi d'un salarié pour une garde d'enfant)

Intervient sur l'amendement n° 184 de la commission (application aux vice-présidents ayant reçu délégation du président du conseil général) (p. 4517)

Intervient sur l'amendement n° 185 de la commission (application aux vice-présidents ayant reçu délégation du président du conseil régional) (p. 4517)

Article 34 (articles L. 2123-25, L. 3123-20 et L. 4135-20 du code général des collectivités territoriales : assimilation du temps d'absence au temps de travail)

Intervient sur l'amendement n° 451 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul des cotisations) (p. 4518)

Intervient sur l'amendement n° 726 rectifié de la commission (de coordination) (p. 4518)

Intervient sur l'amendement n° 452 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul des cotisations) (p. 4518)

Intervient sur l'amendement n° 725 de la commission (de coordination) (p. 4518)

Intervient sur l'amendement n° 453 de M. Marc-Philippe Daubresse (calcul des cotisations) (p. 4518)

Intervient sur l'amendement n° 724 de la commission (de coordination) (p. 4518)

Article 35 (articles L. 2123-25-1, L. 3123-20-1 et L. 4135-20-1 du code général des collectivités territoriales : couverture sociale des élus indemnisés n'ayant pas interrompu leur activité professionnelle)

Intervient sur l'amendement n° 187 rectifié de la commission (modalités de calcul de l'indemnité de fonction des conseillers municipaux) (p. 4519)

Avant l'article 38

Intervient sur l'amendement n° 190 de la commission (application aux fonctionnaires occupant des fonctions électives des garanties accordées aux titulaires de mandats locaux et du droit à la formation) (p. 4520)

Intervient sur l'amendement n° 191 de la commission (application aux agents contractuels de l'administration occupant des fonctions électives des garanties accordées aux titulaires de mandats locaux et du droit à la formation) (p. 4520)

Article 13 précédemment réservé (application à Paris, Marseille et Lyon)

Intervient sur l'amendement n° 580 de M. Renaud Muselier (non-application du dispositif des conseils de quartier à Paris, Marseille et Lyon) (p. 4588, 4592)

Intervient sur l'amendement n° 486 de M. Bernard Birsinger (comités d'initiative et de consultation d'arrondissement - possibilité de création d'autres structures favorisant la participation des habitants) (p. 4594)

Intervient sur l'amendement n° 810 deuxième rectification de M. Christophe Caresche (suppression pour les arrondissements du seuil prévu pour la création des conseils de quartier) (p. 4595)

Intervient sur l'amendement n° 487 de M. Bernard Birsinger (saisine du conseil d'arrondissement par voie de pétition) (p. 4596)

Intervient sur l'amendement n° 776 de M. Marc-Philippe Daubresse (compétence des adjoints de quartier non exclusive) (p. 4596)

Article 15 précédemment réservé (entrée en vigueur des articles 1er et 6)

Intervient sur l'amendement n° 823 de M. Bernard Derosier (application au prochain renouvellement des conseils régionaux des dispositions concernant les propositions de délibérations déposées par l'opposition) (p. 4597)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 172 précédemment réservé de la commission (insertion d'un chapitre V : "Dispositions diverses relatives aux collectivités territoriales") (p. 4597)

Intervient sur l'amendement n° 616 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (consultation des

maires d'arrondissement sur les projets de transformation d'immeubles) (p. 4597)

Intervient sur l'amendement n° 617 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (délai de réponse de 45 jours pour les questions écrites des conseils d'arrondissement au conseil municipal) (p. 4600)

Intervient sur le sous-amendement oral de M. Claude Goasguen (délai de 30 jours) à l'amendement n° 617 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (p. 4600)

Intervient sur l'amendement n° 671 rectifié précédemment réservé de Mme Bernadette Isaac-Sibille (possibilité pour un conseiller d'arrondissement de soumettre un projet intéressant l'arrondissement à la délibération et au vote du conseil) (p. 4601)

Intervient sur l'amendement n° 615 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (droit de proposition et obligation de consultation du conseil d'arrondissement sur les modifications du plan local d'urbanisme - consultation du maire d'arrondissement sur les projets d'acquisition ou d'aliénation immobilière) (p. 4602)

Intervient sur l'amendement n° 429 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (compétence des conseils d'arrondissement en matière de services et d'équipements de proximité - suppression de la tutelle du préfet) (p. 4606)

Intervient sur l'amendement n° 81 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (délibération du conseil d'arrondissement sur la totalité des décisions d'implantation d'équipements de proximité dans l'arrondissement) (p. 4606)

Intervient sur l'amendement n° 610 rectifié précédemment réservé de M. Christophe Caresche (compétence de principe des conseils d'arrondissement en matière de gestion des équipements de proximité) (p. 4606)

Intervient sur l'amendement n° 82 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (liste des services communaux dont la gestion est déléguée aux conseils d'arrondissement) (p. 4609)

Intervient sur l'amendement n° 611 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (inventaire des équipements qui ne sont pas de proximité) (p. 4611)

Intervient sur l'amendement n° 430 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (p. 4611)

Intervient sur l'amendement n° 431 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (représentants des conseils d'arrondissement aux conseils des écoles) (p. 4611)

Intervient sur l'amendement n° 488 rectifié précédemment réservé de M. Bernard Birsinger (compétences de la commission mixte paritaire communale) (p. 4613)

Intervient sur l'amendement n° 237 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (consultation du conseil d'arrondissement sur les conditions d'admission dans les équipements de proximité) (p. 4613)

Intervient sur l'amendement n° 432 deuxième rectification de M. Claude Goasguen (vote du conseil municipal sur les conditions d'admission dans les équipements de proximité après consultation des maires d'arrondissement) (p. 4613)

Intervient sur l'amendement n° 612 précédemment réservé de M. Christophe Caresche (composition et compétence de la commission mixte) (p. 4613)

Intervient sur l'amendement n° 433 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (délégation aux conseils d'arrondissement pour traiter sur mémoires ou factures ou passer un contrat, sauf contrats de délégation de service public et marchés) (p. 4614)

Intervient sur l'amendement n° 89 rectifié précédemment réservé de M. Georges Sarre (délégation aux conseils d'arrondissement pour traiter sur mémoires ou factures ou passer un contrat, sauf marchés publics) (p. 4614)

Intervient sur l'amendement n° 436 deuxième rectification précédemment réservé de M. Claude Goasguen (organisation par le conseil d'arrondissement de référendums d'initiative populaire - 1/5 des électeurs) (p. 4614)

Avant l'article 43

Soutient l'amendement n° 69 précédemment réservé du Gouvernement (insertion d'un chapitre II : "Du fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours") (p. 4616) : adopté (p. 4616)

Intervient sur l'amendement n° 342 précédemment réservé de M. Charles de Courson (dissolution des établissements publics de services d'incendie et de secours - transfert au conseil général) (p. 4618)

Intervient sur l'amendement n° 589 précédemment réservé de M. Charles de Courson (financement des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 4620)

Intervient sur l'amendement n° 384 précédemment réservé de M. Charles de Courson (règlement opérationnel des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 4621)

Intervient sur l'amendement n° 383 précédemment réservé de M. Charles de Courson (schémas départementaux d'analyse et de couverture des risques) (p. 4621)

Intervient sur l'amendement n° 385 précédemment réservé de M. Charles de Courson (compétence des services départementaux d'incendie et de secours pour édicter les prescriptions et procédures techniques relatives à leur domaine de compétence) (p. 4622)

Article 43 précédemment réservé (articles L. 1424-1 et L. 1424-12 du code général des collectivités territoriales : centres de première intervention)

Intervient sur l'amendement n° 386 de M. Charles de Courson (suppression des conventions entre les services départementaux d'incendie et de secours et et les communes ou intercommunalités ayant des centres de première intervention) (p. 4624)

Intervient sur l'amendement n° 722 de la commission (avis conforme du conseil général sur le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4625)

Intervient sur l'amendement n° 517 de M. Thierry Mariani (avis conforme du conseil général sur le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 535 de M. Patrice Martin-Lalande (avis conforme du conseil général sur le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 591 de M. Charles de Courson (avis conforme du conseil général sur le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 518 de M. Thierry Mariani (possibilité de révision à la demande du conseil général du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 534 de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité de révision à la demande du conseil général du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 592 de M. Charles de Courson (possibilité de révision à la demande du conseil général du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 516 de M. Thierry Mariani (avis du conseil général sur le plan d'équipement) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 536 de M. Patrice Martin-Lalande (avis du conseil général sur le plan d'équipement) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 590 de M. Charles de Courson (avis du conseil général sur le plan d'équipement) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 695 de M. Augustin Bonrepaux (avis du conseil général sur le plan d'équipement) (p. 4626)

Intervient sur l'amendement n° 549 de M. Daniel Paul (plan d'équipement établi sans préjudice des moyens humains et matériels internes aux entreprises) (p. 4627)

Après l'article 43

Intervient sur l'amendement n° 387 précédemment réservé de M. Charles de Courson (création d'un conseil supérieur des sapeurs-pompiers) (p. 4628)

Article 46 précédemment réservé (article L. 1424-35 du code général des collectivités territoriales : financement des services départementaux d'incendie et de secours)

Intervient sur l'amendement n° 821 de M. Bernard Derosier (suppression du caractère obligatoire des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4630)

Intervient sur l'amendement n° 388 de M. Charles de Courson (délai de notification du montant prévisionnel des contributions) (p. 4631)

Soutient l'amendement n° 832 du Gouvernement (suppression des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale à partir du 1er janvier 2006) (p. 4631) : adopté après rectification et modification (p. 4635)

Intervient sur le sous-amendement oral 586 deuxième rectification de M. Jacques Fleury (contributions avant 2006 : fourchette) à l'amendement n° 832 du Gouvernement (p. 4634)

Intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jacques Fleury (contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4634)

Intervient sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Fleury (contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4634)

Intervient sur l'amendement n° 135 de la commission des finances (information du contribuable sur le coût de fonctionnement du service départemental d'incendie et de secours) (p. 4635)

Intervient sur l'amendement n° 426 de M. Augustin Bonrepaux (taxe additionnelle sur les primes d'assurance) (p. 4637)

Intervient sur l'amendement n° 674 de M. Michel Bouvard (taxe additionnelle sur les primes d'assurance) (p. 4637)

Article 44 précédemment réservé (article L. 1424-24 du code général des collectivités territoriales : composition des conseils d'administration)

Intervient sur l'amendement n° 194 deuxième rectification de la commission (de coordination - représentation du département) (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 390 de M. Charles de Courson (désignation des représentants des établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 391 de M. Charles de Courson (conseillers municipaux) (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Charles de Courson (rédactionnel) (p. 4639)

Intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (dissociation de la durée du mandat des représentants du conseil général de celle des représentants des communes et établissements publics de coopération intercommunale) (p. 4640)

Article 45 précédemment réservé (article L. 1424-27 du code général des collectivités territoriales : organisation et fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours)

Intervient sur l'amendement n° 197 de la commission (2 vice-présidents du conseil d'administration) (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 393 de M. Charles de Courson (2 vice-présidents du conseil d'administration) (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 198 de la commission (composition du bureau) (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 394 rectifié de M. Charles de Courson (composition du bureau) (p. 4641)

Intervient sur l'amendement n° 820 de M. Bernard Derosier (non-cumul des indemnités avec les indemnités liées à une fonction exécutive locale) (p. 4642)

Intervient sur l'amendement n° 848 de M. Bernard Derosier (création d'un poste de directeur adjoint) (p. 4642)

Intervient sur l'amendement n° 202 de la commission (distinction entre directeur général et directeur départemental) (p. 4643)

Intervient sur l'amendement n° 849 de M. Bernard Derosier (modalités de nomination du directeur départemental) (p. 4643)

Intervient sur l'amendement n° 203 de la commission (de conséquence) (p. 4644)

Après l'article 15

Intervient sur l'amendement n° 224 précédemment réservé de M. Lionnel Luca (application de la stricte parité pour l'élection des adjoints dans les communes de plus de 2 500 habitants) (p. 4759)

Intervient sur l'amendement n° 173 rectifié de la commission (nouvelle dénomination pour le conseil

général et ses membres : "conseil départemental et conseillers départementaux") (p. 4759)

Intervient sur l'amendement n° 685 précédemment réservé de M. Alain Ferry (prise en compte du vote blanc) (p. 4760)

Intervient sur l'amendement n° 684 précédemment réservé de M. Alain Ferry (régime électoral des communes de moins de 3 500 habitants) (p. 4762)

Intervient sur l'amendement n° 357 rectifié précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (situation d'incompatibilité en raison de l'acquisition d'un mandat en remplacement d'un autre élu) (p. 4763)

Intervient sur l'amendement n° 631 précédemment réservé de M. Jean-Yves Caullet (mode de scrutin dans les communes de Polynésie française) (p. 4763)

Après l'article 46

Intervient sur l'amendement n° 428 rectifié précédemment réservé de M. Augustin Bonrepaux (conseil national des services publics départementaux - section consacrée aux services d'incendie et de secours) (p. 4764)

Intervient sur l'amendement n° 763 précédemment réservé de M. Jacques Pélissard (prise en charge par les services départementaux d'incendie et de secours des frais de réparation et d'entretien des bâtiments mis à leur disposition) (p. 4764)

Soutient l'amendement n° 831 précédemment réservé du Gouvernement (prise en charge financière par les établissements de santé sièges de SAMU, des interventions des services départementaux d'incendie et de secours à la demande du SAMU) (p. 4765) : adopté (p. 4765)

Intervient sur l'amendement n° 675 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (conventions entre les services départementaux d'incendie et de secours et les sociétés concessionnaires d'ouvrages routiers sur la prise en charge des interventions effectuées par un SDIS sur le réseau concédé) (p. 4766)

Intervient sur l'amendement n° 677 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (fonds national de péréquation des risques particuliers incendie et secours) (p. 4766)

Intervient sur l'amendement n° 676 précédemment réservé de M. Michel Bouvard (assurance obligatoire des praticiens de sports à risques) (p. 4767)

Intervient sur l'amendement n° 286 précédemment réservé de M. Franck Dhersin (mise à la disposition de l'Etat de sapeurs pompiers professionnels) (p. 4768)

Intervient sur l'amendement n° 635 précédemment réservé de M. Jean-Pierre Baeumler (gardes champêtres intercommunaux) (p. 4769)

Article 47 précédemment réservé (renouvellement des conseils d'administration)

Intervient sur l'amendement n° 206 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4770)

Intervient sur l'amendement n° 401 de M. Charles de Courson (de précision) (p. 4771)

Après l'article 47

Intervient sur l'amendement n° 11 précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (validation des acquis pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4771)

Intervient sur l'amendement n° 9 précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (possibilité pour un mineur de 16 à 18 ans de s'engager comme sapeur-pompier volontaire) (p. 4772)

Intervient sur l'amendement n° 403 précédemment réservé de M. Christian Martin (formation des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4773)

Intervient sur l'amendement n° 404 précédemment réservé de M. Charles de Courson (développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4773)

Intervient sur l'amendement n° 651 précédemment réservé de M. Christian Martin (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4774)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4774)

Intervient sur l'amendement n° 262 rectifié précédemment réservé de M. Franck Dhersin (perception de vacations horaires pour les sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4774)

Intervient sur l'amendement n° 405 précédemment réservé de M. Christian Martin (possibilités de reclassement ou de congé pour difficultés opérationnelles) (p. 4775)

Intervient sur l'amendement n° 646 précédemment réservé de M. Christian Martin (possibilités de reclassement ou de congé pour difficultés opérationnelles) (p. 4775)

Intervient sur l'amendement n° 648 précédemment réservé de M. Christian Martin (intégration des sapeurs-pompiers volontaires) (p. 4775)

Intervient sur l'amendement n° 647 précédemment réservé de M. Christian Martin (intégration des sapeurs-pompiers militaires dans le corps des sapeurs-pompiers professionnels civils) (p. 4776)

Intervient sur l'amendement n° 402 précédemment réservé de M. Christian Martin (commission pour le développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers) (p. 4776)

Article 39 précédemment réservé (articles L. 5211-12 à L. 5211-15, L. 5214-8, L. 5215-16 et L. 5216-4 : application aux établissements publics de coopération intercommunale)

Intervient sur l'amendement n° 192 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4777)

Soutient l'amendement n° 679 du Gouvernement (extension aux délégués dans les communautés de communes du dispositif de compensation des pertes de revenu) (p. 4777) : adopté (p. 4778)

Soutient l'amendement n° 829 du Gouvernement (extension aux délégués dans les communautés de communes du droit à la formation) (p. 4778) : adopté (p. 4778)

Intervient sur l'amendement n° 723 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4778)

Après l'article 40

Intervient sur l'amendement n° 509 précédemment réservé de M. Thierry Mariani (extension des possibilités de délégation attribuée par le président du conseil général à des conseillers généraux) (p. 4779)

Intervient sur l'amendement n° 542 précédemment réservé de M. Patrice Martin-Lalande (extension des

possibilités de délégation attribuée par le président du conseil général à des conseillers généraux) (p. 4779)

Après l'article 42

Intervient sur l'amendement n° 31 précédemment réservé de M. Yves Fromion (attribution de la médaille d'honneur régionale, départementale ou communale) (p. 4780)

Avant l'article 43

Soutient l'amendement n° 66 précédemment réservé du Gouvernement (nouvel intitulé pour le titre III : "Des compétences locales") (p. 4781) : adopté (p. 4782)

Soutient l'amendement n° 68 deuxième rectification précédemment réservé du Gouvernement (transfert de compétences aux régions en matière d'aide aux entreprises) (p. 4781) : adopté (p. 4785)

Soutient l'amendement n° 70 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (transfert de compétences aux régions en matière de ports d'intérêt national) (p. 4781) : adopté après deuxième rectification (p. 4786)

Soutient l'amendement n° 71 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (transfert de compétences aux régions en matière d'aérodromes civils) (p. 4781) : adopté (p. 4787)

Soutient l'amendement n° 72 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (actions complémentaires de la région dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche) (p. 4781, 4789) : rejeté (p. 4791)

Soutient l'amendement n° 720 précédemment réservé du Gouvernement (aides économiques accordées par la région aux salles de cinéma) (p. 4781) : adopté (p. 4798)

Soutient l'amendement n° 67 précédemment réservé du Gouvernement (insertion d'un chapitre Ier : "Tranferts de compétences aux régions") (p. 4782) : adopté (p. 4782)

Intervient sur l'amendement n° 337 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (insertion d'un chapitre II : "Transferts de compétences aux départements") (p. 4783)

Soutient l'amendement n° 245 précédemment réservé du Gouvernement (de coordination) (p. 4787) : adopté (p. 4787)

Intervient sur le sous-amendement n° 347 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (transfert aux régions de l'établissement de la carte de l'enseignement supérieur et de la recherche) à l'amendement n° 72 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 4791)

Intervient sur le sous-amendement n° 346 de M. Marc-Philippe Daubresse (renforcement des compétences de la région en matière d'établissements scolaires) à l'amendement n° 72 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (p. 4791)

Soutient l'amendement n° 79 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (transfert aux régions de la charge du versement à l'employeur de l'indemnité compensatrice forfaitaire liée au contrat d'apprentissage) (p. 4791) : adopté (p. 4791)

Intervient sur le sous-amendement n° 275 de M. Franck Dhersin (compétence de droit commun de la région en matière de formation professionnelle des jeunes et des adultes) à l'amendement n° 80 deuxième rectification précédemment réservé du Gouvernement (plan régional de développement des formations professionnelles) (p. 4793)

Intervient sur l'amendement n° 276 précédemment réservé de M. Franck Dhersin (programmes régionaux de lutte contre le chômage et les exclusions) (p. 4794)

Intervient sur le sous-amendement n° 349 de M. Marc-Philippe Daubresse (définition par le conseil régional des programmes pour la formation professionnelle des adultes dans la région) à l'amendement n° 276 précédemment réservé de M. Franck Dhersin (p. 4794)

Intervient sur le sous-amendement n° 351 de M. Marc-Philippe Daubresse (consultation du conseil régional sur les projets d'investissement et les moyens d'intervention des services régionaux de l'ANPE) à l'amendement n° 276 précédemment réservé de M. Franck Dhersin (p. 4794)

Intervient sur le sous-amendement n° 853 de M. Michel Bouvard (avis du comité de massif) à l'amendement n° 78 précédemment réservé du Gouvernement (transfert de compétences aux régions en matière d'environnement) (p. 4795)

Intervient sur le sous-amendement n° 835 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (compétence régionale pour les réserves naturelles volontaires) à l'amendement n° 78 précédemment réservé du Gouvernement (p. 4796)

Intervient sur le sous-amendement n° 852 de M. Michel Bouvard (classement après avis du comité de massif) à l'amendement n° 78 précédemment réservé du Gouvernement (p. 4796)

Intervient sur le sous-amendement n° 836 de Mme Geneviève Perrin-Gaillard (inventaires régionaux du patrimoine naturel) à l'amendement n° 78 précédemment réservé du Gouvernement (p. 4797)

Intervient sur le sous-amendement n° 834 de M. Valéry Giscard d'Estaing (compétence de la région en matière de tourisme) à l'amendement n° 78 précédemment réservé du Gouvernement (p. 4798)

Soutient l'amendement n° 678 rectifié précédemment réservé du Gouvernement (compétences de la région en matière de protection du patrimoine) (p. 4799) : adopté (p. 4799)

Intervient sur l'amendement n° 339 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (insertion d'un chapitre : Compétences des maires en matière de sécurité) (p. 4800)

Intervient sur l'amendement n° 340 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (conseil communal ou intercommunal de sécurité) (p. 4800)

Intervient sur l'amendement n° 332 précédemment réservé de M. Marc-Philippe Daubresse (rapport au Parlement sur la réorganisation des services déconcentrés et rapports annuels sur les transferts de personnel et de ressources liés au transfert de compétences) (p. 4800)

Article 59 (nouvelle technique de recensement)

Intervient sur l'amendement n° 287 de M. Franck Dhersin (de suppression) (p. 4801)

Intervient sur l'amendement n° 667 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) (p. 4801)

Intervient sur l'amendement n° 494 de M. Jean-Pierre Brard (contrôle des collectivités locales sur les enquêtes de recensement) (p. 4802)

Intervient sur l'amendement n° 669 de M. Marc-Philippe Daubresse (prise en charge des dépenses par l'Etat) (p. 4803)

Intervient sur l'amendement n° 492 de M. Jean-Pierre Brard (détermination des seuils et modalités de réalisation des enquêtes) (p. 4803)

Intervient sur l'amendement n° 495 de M. Jean-Pierre Brard (continuité de la collecte d'informations) (p. 4803)

Intervient sur l'amendement n° 496 de M. Jean-Pierre Brard (chiffres du recensement validés par la collectivité locale) (p. 4803)

Intervient sur l'amendement n° 497 de M. Jean-Pierre Brard (rédactionnel) (p. 4803)

Intervient sur l'amendement n° 493 de M. Jean-Pierre Brard (recensement général tous les 5 ans) (p. 4804)

Article 60 (dispositions transitoires et application outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 668 de M. Marc-Philippe Daubresse (de suppression) (p. 4804)

Intervient sur l'amendement n° 210 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4804)

Après l'article 60

Intervient sur l'amendement n° 211 de la commission (correction d'une erreur matérielle) (p. 4804)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 781 de M. Marc-Philippe Daubresse ("Projet de loi relatif à la démocratie participative") (p. 4805)

Seconde délibération

Article 5 (article L. 2144-1 du code général des collectivités territoriales : annexes de la mairie)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (local mis à la disposition de l'opposition municipale) (p. 4805)

Article 8 (article L. 2121-19 du code général des collectivités territoriales : séances réservées à l'opposition)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (seuil de 3500 habitants) (p. 4806)

Article 15 quater (conseil d'arrondissement)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 4806)

Article 44 (article L. 1424-24 du code général des collectivités territoriales : composition des conseils d'administration)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (représentation du département) (p. 4807)

Après l'article 44

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (de conséquence) (p. 4807)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 353)

Son intervention (p. 355)

Thèmes :

Collectivités territoriales : expérimentation : champ d'application (p. 356)

Collectivités territoriales : expérimentation : généralités (p. 355)

Collectivités territoriales : expérimentation : propositions de loi (p. 356)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : expérimentation (p. 356)

Parlement : prérogatives : expérimentation (p. 356)

Discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 367)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Dufau (pour une durée limitée) (p. 369)

Jean VALLEIX

Gironde (1ère circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

André VALLINI

Isère (9ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18315)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale [J.O. du 9 février 2001] (p. 2245)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Etat. Organisation. Réforme [17 octobre 2000] (p. 6866)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

8 - Justice : réforme : moyens (p. 9064)

Proposition de loi n° 2738 tendant à améliorer l'accès aux fonctions électives locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10225)

Son intervention (p. 10231)

Thèmes :

Collectivités territoriales : élus locaux : généralités (p. 10232)

Elections et référendums : statut des élus : communes (p. 10232)

Etat : décentralisation : réforme (p. 10231)

Ses explications de vote (p. 10242)

Vote pour du groupe socialiste (p. 10242)

Questions orales avec débat sur l'avenir des institutions

[19 décembre 2000] (p. 10413)

Son intervention (p. 10438)

Thème :

Politique générale : démocratie (p. 10438)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 523)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : généralités (p. 523)

Collectivités territoriales : décentralisation : institutions (p. 523)

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 524)

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : modes de scrutin (p. 524)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Son intervention (p. 1693)

Thèmes :

Parlement : prérogatives (p. 1694)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1694)

Président de la République (p. 1693)

Proposition de loi constitutionnelle n° 3091 tendant à modifier l'article 68 de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 juin 2001] (p. 4029)

Son intervention (p. 4043)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : article 68 (p. 4043)

Constitution : article 68 : propositions de loi (p. 4044)

Justice : Haute cour de justice (p. 4043)

Justice : indépendance (p. 4043)

Explications de vote et vote [19 juin 2001] (p. 4410)

Ses explications de vote (p. 4410)

Vote pour du groupe socialiste (p. 4411)

François VANNSON

Vosges (3ème circonscription)

Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Etablissements. Violence, lutte et prévention [8 novembre 2000] (p. 8117)

Travail. Durée du travail. Réduction, application, financement [25 avril 2001] (p. 2241)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1294, posée le 22 janvier 2001. Enseignement supérieur. Professions de santé (J.O. Questions p. 357). Appelée le 23 janvier 2001. Infirmiers et aides-soignants, programmes, maladie neuro-dégénératives (p. 644)

n° 1367, posée le 16 avril 2001. Voirie. RN 66 (J.O. Questions p. 2173). Appelée le 17 avril 2001. Liaison, Rupt-sur-Moselle Ferdrupt, aménagement (p. 1876)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Article 11 (mesures d'adaptation de la fiscalité agricole)

Son amendement n° 203 soutenu par M. Michel Bouvard (suppression du paragraphe III relatif au relèvement de la limite d'imputation des déficits agricoles) : rejeté (p. 7207)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 23 soutenu par M. Jean-Jacques Jégou (non-assujettissement à la taxe d'équarrissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) (p. 9015) : retiré (p. 9016)

Son amendement n° 35 soutenu par M. Michel Bouvard (réduction du droit de consommation sur l'alcool en faveur des bouilleurs de cru) (p. 9043) : rejeté (p. 9044)

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 11 (articles L. 131-10 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Son amendement n° 17 soutenu par M. Bernard Accoyer (de suppression) (p. 7560) : rejeté (p. 7562)

Proposition de loi n° 2737 tendant à créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 16 à 25 ans

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [12 décembre 2000] (p. 10097)

Son intervention (p. 10107)

Thèmes :

Enseignement : diplômes (p. 10108)

Formation professionnelle : apprentissage (p. 10108)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : revenus (p. 10107, 10108)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : revenus (p. 10109)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) (p. 10109)

André VAUCHEZ

Jura (3ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commision d'enquête sur la sûreté des installations industrielles et des centres de recherche et sur la protection des personnes et de l'environnement en cas d'accident industriel majeur [J.O. du 20 janvier 2001] (p. 16614)

Rapporteur de la proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur les procédures et le contrôle des ventes d'armes à l'étranger (n° 2865) [18 avril 2001]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution (n° 2865) de M. Pierre Cardo visant à créer une commission d'enquête sur les procédures et le contrôle des ventes et livraisons d'armes à l'étranger [16 mai 2001] (n° 3056)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Défense. Service national. Libération anticipée [7 novembre 2000] (p. 8066)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1331, posée le 26 mars 2001. Agriculture. Contrats territoriaux d'exploitation (J.O. Questions p. 1729). Appelée le 27 mars 2001. Aides, conditions d'attribution (p. 1391)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [18 octobre 2000] (p. 6999) ; [19 octobre 2000] (p. 7039, 7061, 7105) ; [20 octobre 2000] (p. 7144, 7189, 7251)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 327 précédemment réservé de Mme Paulette Guinchard-Kunstler (application du taux réduit de la TVA aux protections pour incontinence) (p. 7281) : rejeté (p. 7281)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Son intervention (p. 8001)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : professionnalisation : coût (p. 8001)

Gendarmerie (p. 8001)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [5 décembre 2000] (p. 9776, 9800)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Georges Sarre (p. 9789)

Thèmes :

Parlement : prérogatives : ordonnances (p. 9790)

Union européenne : directives : mutuelles (p. 9790)

Union européenne : directives : Natura 2000 (p. 9790)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)

Son intervention (p. 1932)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3539)

Son intervention (p. 3550)

Thèmes :

Bâtiment et travaux publics : construction : bois (p. 3550)

Bois et forêts : conseils de la forêt et des produits forestiers (p. 3550)

Bois et forêts : Office national des forêts (ONF) (p. 3550)

Bois et forêts : politique forestière : filière bois (p. 3550)

Michel VAUZELLE

Bouches-du-Rhône (16ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes (n° 3045) [15 mai 2001]

DÉPÔT

Rapport déposé au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3045), autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités intituant les Communautés européennes et certains actes connexes [29 mai 2001] (n° 3092)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israelo-palestinien [11 octobre 2000] (p. 6659)

Professions de santé. Infirmiers et masseurs-kinésitérapeutes. Exercice de la profession [8 novembre 2000] (p. 8111)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel : insiste pour que le Parlement français vote l'autorisation de ratification afin de ne pas décevoir tous les peuples de l'Europe de l'Est [12 juin 2001] (p. 4080)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8085)

Thèmes avant la procédure des questions :

Audiovisuel et communication (p. 8086)

Culture : politique culturelle : langue française (p. 8085)

Pays étrangers : Israël : Palestine (p. 8086)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 525)

Thèmes :

Régions : compétences (p. 525)

Régions : Corse : décentralisation (p. 525)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Article 21 quater (indemnisation des dégâts causés par le gibier)

Son amendement n° 138 (de suppression) : non soutenu ; repris par M. Michel Bouvard

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

Rapporteur de la commission des affaires étrangères

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)

Son intervention (p. 3838)

Thèmes :

Culture : politique culturelle (p. 3839)

Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3838)

Politique économique : mondialisation (p. 3838)

Politiques communautaires : développement des régions (p. 3840)

Politiques communautaires : politique économique : services (p. 3839)

Union européenne : élargissement (p. 3838)

Union européenne : institutions communautaires (p. 3838)

Discussion de l'article unique [12 juin 2001] (p. 4077)

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel (cf supra) [12 juin 2001] (p. 4077)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4233)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : régions (p. 4233)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : régions (p. 4233)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : régions (p. 4233)

Régions (p. 4233)

Union européenne : subsidiarité : régions (p. 4233)

Michel VAXÈS

Bouches-du-Rhône (13ème circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18382)

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 18 novembre 2000] (p. 18382)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2849 visant à développer la démocratie participative dans les collectivités territoriales [9 janvier 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israelo-palestinien, perspectives [3 octobre 2000] (p. 6342)

Energie et carburants. Carburants. Prix [12 décembre 2000] (p. 10125)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1286, posée le 22 janvier 2001. Risques professionnels. Maladies professionnelles (J.O. Questions p. 356). Appelée le 23 janvier 2001. Lutte et prévention, sites industriels à risques, recensement (p. 646)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE ET COMMUNICATION

II - COMMUNICATION

Examen du fascicule [14 novembre 2000] (p. 8507)

Procédure des questions :

Audiovisuel et communication : publicité (p. 8530, 8531)

Presse et livres : diffusion (p. 8531)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ

III - VILLE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8376)

Son intervention (p. 8383)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : politique de la ville (p. 8383, 8384)

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés (p. 8384)

Aménagement du territoire : villes : crédits (p. 8384)

Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 8383)

Urbanisme : rénovation urbaine (p. 8383)

Questions écrites budgétaires

14 - Aménagement du territoire : politique de la ville : associations (p. 8440)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

LECTURE DÉFINITIVE

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 novembre 2000] (p. 9164)

Titre IV

Assurer une offre d'habitat diversifiée et de qualité

Soutient l'amendement n° 106 de Mme Janine Jambu (montant de l'indemnité forfaitaire versée par le propriétaire lorsque la personne évincée est relogée par la collectivité publique porté à douze mois de loyer brut, charges incluses) (p. 9176) : rejeté (p. 9176)

Projet de loi n° 2067 relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat, et portant modification du code de l'aviation civile

NOUVELLE LECTURE

Procédure d'examen simplifiée [21 novembre 2000] (p. 9183)

Son intervention (p. 9186)

Thèmes :

Transports aériens : Air France : administration (p. 9186)

Transports aériens : Air France : trafic (p. 9186)

Transports aériens : déréglementation (p. 9186)

Proposition de loi n° 2480 tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 décembre 2000] (p. 9949)

Son intervention (p. 9953)

Thèmes :

Communes : conseils d'arrondissement (p. 9953)

Coopération intercommunale : communautés urbaines : élus (p. 9953)

Coopération intercommunale : communautés urbaines : propositions de loi (p. 9953)

Projet de loi n° 2124 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [12 décembre 2000] (p. 10163)

Son intervention (p. 10166)

Thèmes :

Professions libérales : commissaires de transport (p. 10166)

Professions libérales : officiers ministériels : courtiers (p. 10166)

Union européenne : directives : transports (p. 10166)

Proposition de loi n° 2371 modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 910)

Son intervention (p. 918)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : dégazages sauvages : sanctions (p. 918)

Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 918)

Justice : tribunaux de grande instance : transports maritimes (p. 919)

Transports par eau : ports maritimes : équipements (p. 918)

Union européenne : directives : sécurité de la navigation (p. 919)

Projet de loi n° 2931 relatif à la Corse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2001] (p. 2893, 2915) ; [16 mai 2001] (p. 2971)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 2909)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Pierre Chevènement (p. 2925)

Son intervention (p. 2928)

Thèmes :

Assemblée nationale : projets de loi : Corse (p. 2909)

Régions : Corse : Gouvernement (p. 2929)

Régions : Corse : investissements (p. 2931)

Régions : Corse : langues régionales (p. 2930)

Régions : Corse : normes (p. 2930)

Régions : Corse : référendums (p. 2929)

Régions : Corse : République (p. 2929)

Régions : Corse : statut juridique (p. 2928)

Discussion des articles [16 mai 2001] (p. 2972, 3006) ; [17 mai 2001] (p. 3078)

Article 1er (art. L. 4424-1, L. 4424-2 et L. 4424-2-1 du code général des collectivités territoriales : attributions de l'Assemblée de Corse)

Son intervention (p. 2981)

Son sous-amendement n° 267 (compétence de l'Assemblée de Corse pour les affaires de la collectivité territoriale de Corse) à l'amendement n° 260 de la commission (nouvelle rédaction de l'article : habilitation par le législateur à fixer, dans le respect de l'article 21, des mesures réglementaires adaptées aux spécificités de l'île - cadre et portée de l'expérimentation en matière législative comportant des dérogations aux règles en vigueur) (p. 2995) : rejeté (p. 2996)

Son sous-amendement n° 268 (rédactionnel) à l'amendement n° 260 de la commission : retiré (p. 2996)

Son sous-amendement n° 269 (application du principe de subsidiarité) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2996) : rejeté (p. 2997)

Son sous-amendement n° 271 (suppression des dispositions concernant l'expérimentation en matière législative) à l'amendement n° 260 de la commission : rejeté (p. 2998)

Son sous-amendement n° 270 (champ d'application de l'expérimentation en matière législative) à l'amendement n° 260 de la commission (p. 2998) : rejeté (p. 2999)

Article 5 (art. L. 4424-3 du code général des collectivités territoriales : actions de formation supérieure)

Son amendement n° 234 (actions de la collectivité territoriale complémentaires de celles de l'Etat) : adopté (p. 3015)

Article 7 (art. L. 312-11-1 du code de l'éducation et L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales : enseignement de la langue corse)

Son amendement n° 235 (enseignement dans le cadre de l'horaire normal des écoles si les parents en ont manifesté la volonté) (p. 3024) : rejeté (p. 3025)

Article 9 (art. L. 4424-7 du code général des collectivités territoriales : compétences en matière culturelle)

Son amendement n° 241 (de cohérence) : retiré (p. 3028)

Article 11 (art. L. 4424-8 du code général des collectivités territoriales : promotion des activités physiques et sportives, d'éducation populaire et d'information de la jeunesse)

Intervient sur l'amendement n° 206 du Gouvernement (convention entre Etat et collectivité territoriale de Corse) (p. 3030)

Article 12 (art. L. 4424-9 à L. 4424-15 du code général des collectivités territoriales : plan d'aménagement et de développement durable)

Son amendement n° 237 : retiré (p. 3038)

Son amendement n° 242 (possibilité de fixer une liste complémentaire à celle des espaces, sites et paysages déjà classés) : rejeté (p. 3039)

Son amendement n° 236 : retiré (p. 3039)

Son amendement n° 243 (suppression de la possibilité de dérogation aux règles relatives à l'extension de l'urbanisation) (p. 3039) : rejeté (p. 3040)

Son amendement n° 244 (organisation d'un débat public en cas d'extension de l'urbanisation) : adopté (p. 3040)

Son amendement n° 245 deuxième correction : devenu sans objet (p. 3042)

Article 14 (chapitre IV du titre II du livre IV de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales : transports)

Son amendement n° 238 (obligations de service public imposées par la collectivité territoriale de Corse à certaines liaisons aériennes et maritimes - conditions tarifaires de nature à atténuer les contraintes liées à l'insularité) : adopté (p. 3079)

Son amendement n° 239 (suppression de l'ouverture à la concurrence européenne des liaisons aériennes et maritimes) (p. 3079) : rejeté (p. 3080)

Avant l'article 17

Son amendement n° 246 (création d'une commission régionale de l'évaluation et du contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 3085) : retiré (p. 3086)

Article 30 (transfert ou mise à disposition des services et des biens de l'Etat correspondant aux compétences transférées)

Son intervention (p. 3102)

Ses explications de vote (p. 3201)

Abstention du groupe communiste (p. 3201)

Hubert VÉDRINE

Ministre des affaires étrangères

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2879 autorisant l'approbation de la convention d'Unidroit sur les biens culturels volés ou illicitement exportés (ensemble une annexe) [24 janvier 2001]

Projet de loi n° 2880 autorisant l'approbation de la convention pour la protection du Rhin [24 janvier 2001]

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes [9 mai 2001]

Projet de loi n° 3071 autorisant la ratification des amendements à l'accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée [16 mai 2001]

Projet de loi n° 3251 autorisant la ratification de la Convention de Londres relative à l'aide alimentaire [18 juillet 2001]

Projet de loi n° 3253 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie [25 juillet 2001]

Projet de loi n° 3256 autorisant l'approbation de la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (ensemble deux annexes) [23 août 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

M. François Loncle. Politique extérieure. République fédérale de Yougoslavie. Situation politique [3 octobre 2000] (p. 6334)

M. René Mangin. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, perspectives [3 octobre 2000] (p. 6335)

M. Alain Juppé. Politique extérieure. République fédérale de Yougoslavie. Situation politique [3 octobre 2000] (p. 6336)

M. Michel Vaxès. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, perspectives [3 octobre 2000] (p. 6342)

M. Michel Vauzelle. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israelo-palestinien [11 octobre 2000] (p. 6659)

M. François Léotard. Politique extérieure. République fédérale de Yougoslavie. Situation politique [11 octobre 2000] (p. 6667)

M. Pierre Goldberg. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, perspectives [8 novembre 2000] (p. 8107)

M. Félix Leyzour. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, sommet de Nice [12 décembre 2000] (p. 10126)

M. Jean-Claude Lefort. Union européenne. Institutions communautaires. Réforme, traité de Nice, ratification [20 décembre 2000] (p. 10542)

M. Pierre Lequiller. Union européenne. Elargissement. Turquie, candidature, droits de l'homme, respect [20 décembre 2000] (p. 10549)

M. Georges Hage. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, perspectives [18 avril 2001] (p. 1995)

M. Marcel Cabiddu. Politique extérieure. Afghanistan. Droits de l'homme [24 avril 2001] (p. 2167)

M. André Gerin. Politique extérieure. Turquie. Droits de l'homme [24 avril 2001] (p. 2167)

M. Jérôme Lambert. Politique extérieure. Algérie. Attitude de la France [2 mai 2001] (p. 2503)

M. François Loncle. Politique extérieure. Moyen-Orient. Processus de paix israëlo-palestinien, perspectives [22 mai 2001] (p. 3192)

M. Paul Quilès. Politique extérieure. Etats-Unis. Politique de la défense, perspectives [5 juin 2001] (p. 3832)

M. Bernard Derosier. Politique extérieure. Algérie. Situation politique [19 juin 2001] (p. 4401)

Mme Marie-Hélène Aubert. Union européenne. Institutions communautaires. Fonctionnement [20 juin 2001] (p. 4534)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION

Examen du fascicule [7 novembre 2000] (p. 8029)

Son intervention (p. 8042)

Sa réponse (p. 8087)

Thèmes avant la procédure des questions :

Culture : politique culturelle : langue française (p. 8043)

Enseignement supérieur : étudiants : bourses d'études (p. 8046)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère des affaires étrangères : crédits budgétaires (p. 8045, 8046, 8087)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : contribution française (p. 8043, 8087)
Organisations internationales : organisations non gouvernementales (ONG) (p. 8043)
Pays étrangers : Algérie (p. 8088)
Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 8045, 8090)
Pays étrangers : Etats-Unis (p. 8044)
Pays étrangers : Fédération yougoslave (p. 8044)
Pays étrangers : Israël : Palestine (p. 8045, 8088, 8089)
Pays étrangers : Russie (p. 8044)
Politique extérieure : aide au développement (p. 8044)
Politiques communautaires : actions extérieures : programmes MEDA (p. 8090, 8091)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 8044, 8089 à 8091)
Relations internationales (p. 8042, 8043)
Union européenne : Conférence intergouvernementale (CIG) (p. 8089)
Union européenne : élargissement (p. 8043, 8089)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)
Son intervention (p. 3832)
Thèmes :
Droits de l'homme et libertés publiques (p. 3834)
Ordre public : sécurité (p. 3894)
Union européenne : élargissement (p. 3833)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3833)
Union européenne : Traité d'Amsterdam (p. 3833)

Michel VERGNIER
Creuse (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)
Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines carnées de viande et d'os (n° 2687) [22 novembre 2000]
Membre de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 21 décembre 2000] (p. 20291)
Rapporteur de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [J.O. du 10 janvier 2001] (p. 467)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de résolution (n° 2687) de M. Philippe Douste-Blazy, Jean-Louis Debré et M. Jean-François Mattéi tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines de viande et d'os [6 décembre 2000] (n° 2787)
Rapport déposé au nom de la commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique [13 juin 2001] (n° 3138)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Elevage. Bovins. Maladies du bétail, vache folle, conséquences [14 novembre 2000] (p. 8501)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE ET PÊCHE, BAPSA

Examen du fascicule [8 novembre 2000] (p. 8118)
Son intervention (p. 8144)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agriculture : contrats territoriaux d'exploitation (p. 8145)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets : agriculture (p. 8145)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 8144)

Projet de loi n° 2253 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9417)
Son intervention (p. 9420)
Thèmes :
Agroalimentaire : aliments pour animaux : sécurité sanitaire (p. 9421)
Elevage : volailles (p. 9420)
Santé : santé publique (p. 9420)
Union européenne : directives : sécurité sanitaire (p. 9421)

Proposition de résolution n° 2687 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences sanitaires de l'alimentation des animaux d'élevage par des farines carnées de viande et d'os

Rapporteur de la commission de la production et des échanges

Avant la discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10205)

Son intervention (p. 10205)

Thèmes :

Agriculture : produits agricoles : qualité (p. 10207)
Agroalimentaire : aliments pour animaux : farines animales (p. 10206)
Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 10206)
Commerce extérieur : importations : farines animales (p. 10206)
Elevage : maladie de la vache folle : dépistage (p. 10206, 10207)
Justice : indépendance : procédures (p. 10207)
Recherche (p. 10207)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 10207)
Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 10206, 10207)

Discussion de l'article unique [13 décembre 2000] (p. 10216)

Article unique (création d'une commission d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. François Sauvadet (contenu des pratiques agricoles) (p. 10217)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. François Sauvadet (étude des diverses formes de productions agricoles ainsi que leurs effets sur la sécurité sanitaire) (p. 10218)

Émile VERNAUDON
Polynésie Française (2ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française [J.O. du 29 novembre 2000] (p. 19000)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

OUTRE-MER

Examen du fascicule [15 novembre 2000] (p. 8541)

Son intervention (p. 8549)

Thèmes avant la procédure des questions :

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 8550)
Outre-mer : crédits (p. 8549)
Outre-mer : DOM-TOM : enseignement (p. 8551)
Outre-mer : Polynésie française (p. 8549, 8550)
Outre-mer : Polynésie française : assemblée territoriale (p. 8551)
Outre-mer : Polynésie française : fonds publics (p. 8550)
Outre-mer : Polynésie française : Président (p. 8550)

Alain VEYRET
Lot-et-Garonne (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 28 (articles L. 615-12 et L. 615-14 du code de la sécurité sociale : alignement des prestations en nature de la CANAM sur celles du régime général)

Son intervention (p. 7611)

Article 33 (article 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 : création d'un Fonds pour la modernisation sociale des établissements de santé)

Son intervention (p. 7645)

Son amendement n° 240 (constitution des ressources du Fonds) : retiré (p. 7649) ; repris par M. Bernard Accoyer

Son amendement n° 23 (constitution des ressources du Fonds) : retiré (p. 7649)

Intervient sur l'amendement n° 81 de la commission (constitution des ressources du Fonds) (p. 7649)

Intervient sur l'amendement n° 318 de Mme Jacqueline Mathieu-Obadia (fixation par décret de la contribution des régimes) (p. 7649)

Article 35 (dotation du fonds pour la modernisation des cliniques privées)

Son intervention (p. 7653)

Article 39 (articles L. 4001-1 et L. 4001-2 du code de la santé publique : création d'un fonds de promotion de l'information médicale et médico-économique)

Soutient l'amendement n° 380 de M. Bernard Charles (information indépendante de l'industrie pharmaceutique ; banque de données des médicaments) (p. 7669) : adopté (p. 7669)

Soutient l'amendement n° 381 de M. Bernard Charles (banque de données des médicaments) (p. 7669) : adopté (p. 7670)

Article 41 (article L. 138-10 du code de la sécurité sociale : clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affairse des entreprises pharmaceutiques)

Son intervention (p. 7674)

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1738)

Son intervention (p. 1746)

Thèmes :

Aménagement du territoire (p. 1746)

Voirie : routes : Aquitaine (p. 1746)

Alain VIDALIES

Landes (1ère circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Rapporteur de la proposition de loi relative aux droits du conjoint survivant (n° 2867) [18 janvier 2001]

Membre de la mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 5 avril 2001] (p. 5310)

Rapporteur de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 18 avril 2001]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant [17 janvier 2001]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 2867) de M. Alain Vidalies et les membres du groupe socialiste et apparentés relative aux droits du conjoint survivant [1er février 2001] (n° 2910)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 3170) relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins et réformant le droit des successions [27 juin 2001] (n° 3201)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1280, posée le 22 janvier 2001. Télécommunications. Téléphone (J.O. Questions p. 354). Appelée le 23 janvier 2001. Portables, antennes relais, installation, conséquences (p. 632)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 2749 relatif au statut des magistrats

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 585)

Son intervention (p. 596)

Thèmes :

Constitution : révision : justice (p. 596)

Justice : magistrats : arbitrage (p. 596)

Justice : magistrats : carrière (p. 596)

Justice : magistrats : mobilité (p. 596)

Justice : magistrats : recrutement (p. 596)

Discussion des articles [18 janvier 2001] (p. 599)

Avant l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (instauration d'une voie de recrutement des magistrats ouverte aux personnes justifiant d'une expérience professionnelle) (p. 606)

Après l'article 11

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Michel (instauration d'un filtrage des pourvois en cassation) (p. 610)

Intervient sur l'amendement n° 18 de Mme Nicole Catala (instauration d'un filtrage des pourvois en cassation) (p. 610)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3692)

Son intervention (p. 3697)

Thèmes :

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 3697)

Justice : magistrats : carrière (p. 3697)

Justice : magistrats : mobilité (p. 3697)

Justice : magistrats : recrutement (p. 3697)

Justice : magistrats : rôle et missions (p. 3697)
Justice : réforme (p. 3697)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1095)

Son intervention (p. 1095)

Thèmes :

Donations et successions : héritiers réservataires : veufs et veuves (p. 1096)
Famille : domicile : successions (p. 1096)
Famille : filiation naturelle : successions (p. 1096)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 1095)

Discussion des articles [6 février 2001] (p. 1112) ; [8 février 2001] (p. 1284)

Article 2 (droits successoraux du conjoint survivant)

Intervient sur l'amendement n° 4 de M. Patrick Bloche (partenaire lié par un PACS) (p. 1114)

Intervient sur l'amendement n° 6 de M. Émile Blessig (choix entre usufruit de la totalité et propriété du quart de la succession en présence d'enfants communs - propriété du quart en présence d'enfants issus d'une autre union) (p. 1116)

Intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Nicole Catala (choix entre usufruit de la totalité et propriété du quart de la succession en présence d'enfants communs - propriété du quart en présence d'enfants issus d'une autre union) (p. 1116)

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Émile Blessig (attribution de la part de la succession du père ou de la mère prédécédé au parent survivant) (p. 1117)

Intervient sur l'amendement n° 24 de Mme Nicole Catala (droit aux aliments pour les ascendants autres que père et mère) (p. 1118)

Intervient sur l'amendement n° 26 de Mme Nicole Catala (droit viager au logement) (p. 1118)

Article 3 (droit au logement)

Intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Marie-Françoise Clergeau (jouissance gratuite du logement et du mobilier pour conjoint survivant pendant 18 mois) (p. 1119)

Intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (de précision : mobilier compris dans la succession) (p. 1120)

Intervient sur l'amendement n° 8 de M. Émile Blessig (concession de jouissance sur logement et mobilier) (p. 1120)

Intervient sur l'amendement n° 9 de M. Émile Blessig (suppression de la condition d'absence de volonté contraire du défunt) (p. 1120)

Intervient sur l'amendement n° 14 du Gouvernement (suppression de l'opposabilité aux tiers des droits d'usage et d'habitation) (p. 1121)

Intervient sur l'amendement n° 15 rectifié du Gouvernement (demande par un seul des héritiers de l'inventaire et de l'état descriptif) (p. 1121)

Intervient sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (bail à usage exclusif d'habitation) (p. 1121)

Intervient sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (suppression de la condition d'hébergement dans un établissement spécialisé) (p. 1122)

Intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (de coordination) (p. 1123)

Intervient sur l'amendement n° 17 du Gouvernement (délai de 6 mois pour manifester la volonté de bénéficier des droits) (p. 1123)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 22 de Mme Nicole Catala (droit à pension pour le conjoint survivant) (p. 1284)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Maurice Adevah-Poeuf (caractère d'ordre public des dispositions de l'article L. 132-7 du code des assurances) (p. 1284)

Intervient sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (taux de 60 % de l'usufruit pour liquidation des droits de mutation à titre gratuit) (p. 1285)

Article 5 (attribution préférentielle de la propriété au conjoint survivant)

Son amendement n° 28 rectifié (rédactionnel) : adopté (p. 1285)

Article 8 (coordinations)

Intervient sur l'amendement n° 19 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1286)

Après l'article 8

Intervient sur l'amendement n° 10 de M. Émile Blessig (durée du mariage supérieure à 3 ans en l'absence de descendants pour application de la loi) (p. 1286)

Après l'article 9

Intervient sur l'amendement n° 2 de Mme Marie-Françoise Clergeau (information au moment du mariage sur le droit de la famille et des successions) (p. 1288)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 29 (application immédiate des dispositions sur le droit au logement temporaire et les enfants adultérins) (p. 1288) : adopté (p. 1289)

Après l'article 10

Intervient sur l'amendement n° 20 du Gouvernement (application de la loi à Mayotte et en Polynésie française) (p. 1289)

Article 11 (compensation des pertes éventuelles de recettes)

Intervient sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (de suppression) (p. 1289)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5101)

Son intervention (p. 5102)

Thèmes :

Donations et successions : successions : réforme (p. 5102)
Famille : domicile : successions (p. 5103)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 5102)

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5110)

Article 1er (chapitre III du titre Ier du livre troisième du code civil : réorganisation du chapitre III du titre Ier du livre troisième du code civil)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (de coordination) (p. 5112) : adopté (p. 5112)

Article 2 (articles 756 à 758-4 du code civil : droits successoraux du conjoint survivant)

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5113) : adopté (p. 5116)

Intervient sur le sous-amendement n° 67 de Mme Nicole Catala (calcul des droits sur les biens existants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 5115)

Intervient sur le sous-amendement n° 68 de Mme Nicole Catala (calcul des droits sur les biens existants) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 5115)

Article 2 bis (articles 759 à 762 du code civil : conversion de l'usufruit)

Soutient l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 5116) : adopté (p. 5116)

Article 3 (articles 763 à 766 du code civil : droit au logement)

Soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 5117) : adopté (p. 5117)

Soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 5117) : adopté (p. 5117)

Soutient l'amendement n° 6 de la commission (droit au logement temporaire) (p. 5117) : adopté (p. 5117)

Soutient l'amendement n° 7 de la commission (droit viager au logement) (p. 5117) : adopté (p. 5118)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (location du logement, objet d'un droit d'habitation) (p. 5118) : adopté (p. 5118)

Soutient l'amendement n° 9 de la commission (interdiction pour le défunt de choisir le local sur lequel s'exercera le droit viager) (p. 5118) : adopté (p. 5118)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) (p. 5118) : adopté (p. 5118)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (imputation de la valeur du droit viager sur les droits successoraux) (p. 5119) : adopté (p. 5119)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (principe de non-récompense à la succession) (p. 5119) : adopté (p. 5119)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) (p. 5119) : adopté (p. 5119)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de coordination) (p. 5119) : adopté (p. 5119)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) (p. 5119) : adopté (p. 5119)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 5119) : adopté (p. 5119)

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (suppression de la clause d'ingratitude) (p. 5119) : adopté (p. 5119)

Article 3 bis (article L. 132-7 du code des assurances : couverture du risque décès en cas de suicide)

Intervient sur l'amendement n° 64 du Gouvernement (de suppression) (p. 5120)

Soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 5121) : adopté (p. 5121)

Article 4 (articles 767, 767-1 et 207-1 du code civil : droit à pension du conjoint)

Soutient l'amendement n° 19 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale - délai de réclamation) (p. 5121) : adopté (p. 5121)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 20 de la commission (attribution préférentielle du mobilier garnissant le logement) (p. 5121) : adopté (p. 5121)

Article 5 supprimé par le Sénat (article 832 du code civil : attribution préférentielle de la propriété du logement au conjoint survivant)

Soutient l'amendement n° 21 rectifié de la commission (rétablissement de l'article) (p. 5122) : adopté (p. 5122)

Après l'article 5

Intervient sur l'amendement n° 61 du Gouvernement (de coordination) (p. 5122)

Article 6 supprimé par le Sénat (article 914-1 nouveau et 916 du code civil : réserve au profit du conjoint survivant)

Soutient l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'article) (p. 5122) : adopté (p. 5123)

Article 7 (article 1751 du code civil et article 14 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 : transmission du droit au bail au conjoint survivant)

Soutient l'amendement n° 23 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5123) : adopté (p. 5123)

Article 8 (article 301 du code civil : coordination)

Soutient l'amendement n° 24 de la commission (de coordination) (p. 5123) : adopté (p. 5123)

Soutient l'amendement n° 25 rectifié de la commission (de coordination) (p. 5123) : adopté (p. 5123)

Article 9 (articles 334-7, 908, 908-1, 915 à 915-2, 1097 et 1097-1 du code civil : suppression des discriminations successorales applicables aux enfants adultérins)

Soutient l'amendement n° 26 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5124) : adopté (p. 5124)

Soutient l'amendement n° 27 de la commission (retour au texte voté par l'Assemblée nationale) (p. 5124) : adopté (p. 5124)

Avant l'article 9 bis B

Soutient l'amendement n° 57 de la commission (suppression de l'intitulé du chapitre III) (p. 5124) : adopté (p. 5124)

Article 9 bis B à 9 bis Z4 (refonte générale du droit des successions)

Soutient les amendements n°s 28 à 56 de la commission (de suppression) (p. 5124 à 5141) : adoptés (p. 5124 à 5141)

Article 9 quinquies (article L.50 du code des pensions civiles et militaires de retraite : suppression du plafonnement des pensions de réversion des veufs des femmes fonctionnaires)

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (de suppression) (p. 5141)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Soutient l'amendement n° 58 de la commission (application des dispositions relatives aux enfants adultérins) (p. 5143) : adopté après modification (p. 5143)

Intervient sur le sous-amendement n° 65 du Gouvernement (correction d'une erreur de référence) à l'amendement n° 58 de la commission (p. 5143)

Article 10 bis (application outre-mer)

Intervient sur l'amendement n° 62 du Gouvernement (application du droit des successions à Mayotte) (p. 5143)

Titre

Soutient l'amendement n° 59 de la commission (nouveau titre : "Proposition de loi relative aux droits du conjoint survivant et des enfants adultérins") (p. 5144) : adopté (p. 5144)

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1738)

Son intervention (p. 1746)

Thèmes :

Collectivités territoriales : rapports avec les administrés : enquêtes publiques (p. 1746)

Transports par eau : canaux à grand gabarit : Aquitaine (p. 1746)

Urbanisme : expropriation (p. 1746)

Voirie : autoroutes : Aquitaine (p. 1746)

Projet de loi n° 2332 d'orientation sur la forêt

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [29 mai 2001] (p. 3551, 3578)

Après l'article 3 (article L. 424-2 du code de l'environnement)

Son amendement n° 181 (chasse de nuit exonérée de l'obligation liée au jour de non-chasse) (p. 3583) : adopté après modification (p. 3585)

Jean VILA

Pyrénées-Orientales (1ère circonscription)
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [J.O. du 4 octobre 2000] (p. 15725)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15893)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier [J.O. du 9 juin 2001] (p. 9207)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [5 octobre 2000] (n° 2613)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en nouvelle lecture, sur la proposition de loi (n° 2511), rejetée par le Sénat en deuxième lecture relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises [9 octobre 2000] (n° 2622)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) : annexe n° 30 : Fonction publique et réforme de l'Etat (fonction publique) [11 octobre 2000] (n° 2624)

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en vue de la lecture définitive de la proposition de loi relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises [22 décembre 2000] (n° 2836)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Perspectives [21 novembre 2000] (p. 9086)

Fonctionnaires et agents publics. Rémunérations. Perspectives [23 janvier 2001] (p. 668)

Emploi. Emplois jeunes. Perspectives [9 mai 2001] (p. 2669)

Transports aériens. AOM - Air Liberté. Emploi et activité [27 juin 2001] (p. 4995)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1228, posée le 9 octobre 2000. Transports aériens. Air France (J.O. Questions p. 5678). Appelée le 10 octobre 2000. Desserte de Perpignan (p. 6551)

n° 1323, posée le 26 mars 2001. Etrangers. Algériens (J.O. Questions p. 1727). Suppléé par Mme Muguette Jacquaint. Appelée le 27 mars 2001. Conditions d'entrée et de séjour (p. 1381)

DÉBATS

Proposition de loi n° 1851 relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises

Rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6669)

Son intervention (p. 6669)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête (p. 6669)

Entreprises : aides publiques : contrôle (p. 6669)

Parlement : Sénat (p. 6669)

Discussion des articles [11 octobre 2000] (p. 6675)

Article 4 (intervention des comités d'entreprise et des délégués du personnel en matière de contrôle des aides publiques)

Soutient l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) (p. 6676) : adopté (p. 6676)

Titre

Soutient l'amendement n° 2 de la commission (nouveau titre : "Proposition de loi relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises") (p. 6677) : adopté (p. 6677)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [21 décembre 2000] (p. 10669)

Suppléé par M. Augustin Bonrepaux

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 octobre 2000] (p. 6873, 6905) ; [18 octobre 2000] (p. 6937, 6969)

Son intervention (p. 6922)

Thèmes :

Collectivités territoriales : charges (p. 6923)

Collectivités territoriales : dotation globale de fonctionnement (DGF) : dotation globale d'équipement (DGE) (p. 6923)

Collectivités territoriales : finances locales (p. 6923, 6924)

Coopération intercommunale (p. 6923)

Elections et référendums : statut des élus (p. 6923)

Emploi : chômage (p. 6922, 6923)

Emploi : création d'emplois (p. 6922)

Impôts locaux : taxe d'habitation : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 6924)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 6923, 6924)

Impôts locaux : taxe professionnelle : péréquation (p. 6923)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 6923)

Politique économique : conjoncture (p. 6922)

Politique sociale : personnes défavorisées (p. 6922)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) (p. 6924)

Télécommunications : France Télécom : impôts locaux (p. 6924)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Son intervention (p. 7729)

Thèmes avant la procédure des questions :

Banques et établissements financiers : prêts : prêts bonifiés (p. 7730)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 7730)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : crédits (p. 7729)

Formation professionnelle (p. 7730)

Impôts et taxes : politique fiscale : commerce et artisanat (p. 7729)

Impôts locaux : vignette automobile (p. 7729)

Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7730)

Travail : durée du travail : commerce et artisanat (p. 7730)

II - CHARGES COMMUNES - SERVICES FINANCIERS - MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE) - COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR - TAXES PARAFISCALES - COMMERCE EXTÉRIEUR

Examen du fascicule [17 novembre 2000] (p. 8808)

Son intervention (p. 8816)

Thèmes avant la procédure des questions :

Etat : Monnaies et médailles (p. 8816, 8817)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : fonctionnement (p. 8817)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : réforme (p. 8816, 8817)

Annexes au compte rendu intégral [17 novembre 2000] (p. 8846, 8866) :

- Première réunion de la commission des finances du 14 novembre 2000

Son intervention (p. 8856)

Thème :

Etat : Monnaies et médailles (p. 8856)

- Questions écrites budgétaires

12 - Etat : Monnaies et médailles : Pessac (p. 8864)

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ETAT

Examen du fascicule [16 novembre 2000] (p. 8703)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 8703)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : congé de fin d'activité (p. 8704)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 8703)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires (p. 8703)

Fonctionnaires et agents publics : primes : Outre-mer (p. 8704)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 8703)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministère de la fonction publique : action sociale (p. 8703)

Travail : réduction du temps de travail : fonctionnaires et agents publics (p. 8703)

Vote des crédits et articles rattachés [20 novembre 2000] (p. 8953)

Après l'article 61

Intervient sur l'amendement n° 177 du Gouvernement [16 novembre 2000] (reconduction du congé de fin d'activité pour 2001) (p. 8724)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10297)

Son intervention (p. 10301)

Thèmes :

Entreprises : investissements (p. 10302)
Finances publiques : dépenses (p. 10301)
Finances publiques : politique budgétaire (p. 10301, 10302)
Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 10301)
Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 10301)
Impôts et taxes : politique fiscale (p. 10301, 10302)
Impôts locaux : taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 10301)
Politique économique : croissance (p. 10301)
Politique économique : généralités : libéralisme (p. 10301, 10302)
Politique économique : politique monétaire (p. 10302)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 10302)
Travail : réduction du temps de travail (p. 10302)
Travail : salaires : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 10302)
TVA : taux réduit (p. 10301)
Union européenne : construction européenne : politique sociale (p. 10301)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10306)

Article 2 (aménagement du barème de l'impôt sur le revenu)

Soutient l'amendement n° 239 de M. Christian Cuvilliez (maintien des taux des deux dernières tranches du barème et relèvement du seuil d'imposition) (p. 10308) : rejeté (p. 10308)

Soutient l'amendement n° 237 de M. Christian Cuvilliez (nouvelle échelle des taux) (p. 10308) : devenu sans objet (p. 10308)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 240 de M. Christian Cuvilliez (alignement du taux de l'avoir fiscal sur celui de l'impôt sur les sociétés) (p. 10309) : rejeté (p. 10309)

Soutient l'amendement n° 241 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement à l'impôt sur le revenu des plus-values de cessions de valeurs mobilières) (p. 10309) : rejeté (p. 10310)

Soutient l'amendement n° 244 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs) (p. 10310) : rejeté (p. 10310)

Article 7 (réduction de la contribution additionnelle et aménagements de l'impôt sur les sociétés)

Soutient l'amendement n° 245 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux actuel de la contribution additionnelle pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 10324) : rejeté (p. 10324)

Soutient l'amendement n° 299 de M. Christian Cuvilliez (application de la réduction de la contribution additionnelle aux seules entreprises ayant conclu un accord sur la réduction du temps de travail ou créatrices d'emplois) (p. 10324) : rejeté (p. 10324)

Soutient l'amendement n° 246 de M. Christian Cuvilliez (maintien du taux actuel de la contribution additionnelle pour les entreprises réalisant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 10324) : rejeté (p. 10324)

Soutient l'amendement n° 247 de M. Christian Cuvilliez (retour au texte adopté en première lecture) (p. 10325) : devenu sans objet (p. 10326)

Soutient l'amendement n° 256 de M. Christian Cuvilliez (réduction du taux de l'avoir fiscal transféré aux personnes morales non résidentes) (p. 10326) : rejeté (p. 10326)

Après l'article 7

Soutient l'amendement n° 243 de M. Christian Cuvilliez (rétablissement de l'impôt de bourse pour les non résidents) (p. 10326) : rejeté (p. 10326)

Soutient l'amendement n° 254 de M. Christian Cuvilliez (institution d'une taxe perçue au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle pour les entreprises dont plus de 10 % de l'effectif est employé sur le fondement de contrats de travail à durée déterminée ou dans le cadre de dispositifs dits précaires) (p. 10326) : rejeté (p. 10327)

Après l'article 7 terdecies

Soutient l'amendement n° 242 de M. Christian Cuvilliez (allégement de la taxe sur les salaires supportée par les associations) (p. 10330) : rejeté (p. 10331)

Article 9 (aménagement de la fiscalité des entreprises pétrolières)

Soutient l'amendement n° 248 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures) (p. 10332) : rejeté (p. 10332)

Soutient l'amendement n° 249 de M. Christian Cuvilliez (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10332) : adopté (p. 10333)

Soutient l'amendement n° 250 de M. Christian Cuvilliez (suppression des paragraphes I bis et V) (p. 10333) : devenu sans objet (p. 10333)

Soutient l'amendement n° 251 de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse de prix) (p. 10333) : rejeté (p. 10333)

Après l'article 12

Soutient l'amendement n° 253 de M. Christian Cuvilliez (exonération de taxe sur les salaires en faveur des établissements publics de santé) (p. 10346) : rejeté (p. 10346)

Soutient l'amendement n° 255 de M. Christian Cuvilliez (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des produits alimentaires) (p. 10346) : rejeté (p. 10347)

Article 48 ter supprimé par le Sénat (versement de subventions de fonctionnement aux syndicats représentatifs par les communes et par les départements)

Son sous-amendement n° 317 (versement de subventions aux structures communales ou intercommunales des organisations syndicales représentatives) à l'amendement n° 199 de la commission (rétablissement de l'article dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 10395) : adopté (p. 10396)

Vote pour du groupe communiste (p. 10302)

Projet de loi n° 2753 relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9649)

Son intervention (p. 9656)

Thèmes :

Fonctionnaires et agents publics : concours (p. 9657)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : Gouvernement précédent (p. 9656)

Fonctionnaires et agents publics : non-titulaires : projet de loi (p. 9657)

Fonctionnaires et agents publics : titularisation : histoire (p. 9656)

Secteur public : services publics (p. 9657)

Discussion des articles [30 novembre 2000] (p. 9665, 9684)

Article 1er (concours réservés et examens professionnels dans la fonction publique de l'Etat)

Son amendement n° 59 (intégration des emplois-jeunes) (p. 9666) : rejeté (p. 9668)

Son amendement n° 60 (intégration des contrats aidés) (p. 9667) : rejeté (p. 9668)

Son amendement n° 61 (intégration des salariés à contrat à durée déterminée des établissements publics à caractère industriel et commercial) (p. 9668) : rejeté (p. 9669)

Son amendement n° 62 (de conséquence) : retiré (p. 9669)

Article 3 (conditions communes pour bénéficier des concours réservés et de l'intégration directe dans la fonction publique territoriale)

Son amendement n° 63 (exercice de fonctions relevant des missions permanentes du service public substitué à celui de fonctions définies par les statuts particuliers des cadres d'emplois) : rejeté (p. 9671)

Son amendement n° 64 (examens professionnels) : rejeté (p. 9672)

Après l'article 5

Son amendement n° 65 (de conséquence - examen professionnel) : rejeté (p. 9675)

Article 16 (article L. 52-1 du code électoral : publication d'un bilan de mandat lors de la campagne électorale)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Yves Tavernier (nouvelle rédaction de l'article) (p. 9695)

Ses explications de vote (p. 9701)

Abstention du groupe communiste (p. 9701)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10470)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-François Mattei (p. 10475)

Son intervention (p. 10495)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10495)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 10496)

Parlement : rôle (p. 10496)

Politique générale : institutions : Constitution (p. 10495)

Politique générale : institutions : réforme (p. 10496)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Son intervention (p. 1683)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 1683)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 1683)

Elections et référendums : référendums (p. 1684)

Parlement : prérogatives (p. 1684)

Politique générale : institutions : réforme (p. 1684)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1704)

Après l'article 2

Soutient l'amendement n° 10 de M. Jacques Brunhes (60 députés supplémentaires élus à la proportionnelle sur une liste nationale) (p. 1706) : retiré (p. 1706)

Ses explications de vote (p. 1713)

Vote contre du groupe communiste (p. 1713)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2168)

Son intervention (p. 2175)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 2175)

Elections et référendums : élection présidentielle (p. 2175)

Politique générale : institutions : réforme (p. 2176)

Projet de loi n° 2560 sur l'épargne salariale

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 389)

Son intervention (p. 394)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : Caisse des dépôts et consignations (p. 395)

Banques et établissements financiers : épargne retraite (p. 394)

Banques et établissements financiers : secteur public (p. 395)
Entreprises : épargne salariale (p. 394, 395)
Entreprises : expression des salariés (p. 395)
Entreprises : petites et moyennes entreprises : financement (p. 395)
Entreprises : plan d'épargne interentreprises (PEI) (p. 395)
Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) (p. 394, 395)
Entreprises : plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV) : sorties (p. 394)
Entreprises : situation financière : licenciements (p. 395)
Retraites : généralités : système par répartition (p. 394)
Travail : salaires : pouvoir d'achat (p. 394)

Discussion des articles [16 janvier 2001] (p. 401, 427)

Avant l'article 1er

Soutient l'amendement n° 93 de M. Christian Cuvilliez (assujettissement des sommes versées dans le cadre de l'épargne salariale aux prélèvements sociaux) (p. 402) : rejeté (p. 402)

Article 4 (article 237 bis A du code général des impôts ; articles L. 441-2, L. 441-4 et L. 442-10 du code du travail : provision pour investissement et dispositions diverses relatives à l'épargne salariale)

Soutient l'amendement n° 94 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour investissement) (p. 409) : rejeté (p. 410)

Soutient l'amendement n° 95 de M. Christian Cuvilliez (abaissement du taux de la provision pour investissement) (p. 410) : rejeté (p. 410)

Soutient l'amendement n° 96 de M. Christian Cuvilliez (mise en œuvre du plan d'épargne d'entreprise subordonnée au respect des obligations légales en matière de création de comité d'entreprise) (p. 410) : retiré (p. 411)

Après l'article 4

Soutient l'amendement n° 97 de M. Christian Cuvilliez (contrôle par les salariés de l'usage des fonds de l'épargne salariale) (p. 412) : rejeté (p. 412)

Soutient l'amendement n° 99 de M. Christian Cuvilliez (affectation du tiers des fonds issus de la participation au financement d'investissements) (p. 412) : rejeté (p. 413)

Après l'article 5

Soutient l'amendement n° 98 de M. Christian Cuvilliez (affectation du tiers des fonds issus de la participation au financement d'investissements) (p. 414) : rejeté (p. 414)

Article 6 (articles L. 443-1, L. 443-2 et L. 443-7 du code du travail : participation des mandataires sociaux aux PEE)

Soutient l'amendement n° 100 de M. Christian Cuvilliez (participation des seuls salariés aux plans d'épargne d'entreprise) (p. 415) : rejeté (p. 415)

Article 7 (article L. 443-1-2 (nouveau) du code du travail : création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Soutient l'amendement n° 102 de M. Christian Cuvilliez (fixation des conditions de déblocage anticipé des sommes épargnées dans le PPESV) (p. 417) : retiré (p. 417)

Soutient l'amendement n° 101 de M. Christian Cuvilliez (affectation du tiers des sommes issues de l'intéressement et de la participation à un fonds d'investissement) (p. 417) : rejeté (p. 418)

Soutient l'amendement n° 103 de M. Christian Cuvilliez (suppression de la sortie fractionnée du PPESV) (p. 419) : devenu sans objet (p. 420)

Soutient l'amendement n° 120 de M. Christian Cuvilliez (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de l'abaissement du seuil à partir duquel s'applique la contribution à la charge des employeurs) (p. 420) : retiré (p. 420)

Soutient le sous-amendement n° 104 rectifié de M. Christian Cuvilliez (relèvement du taux de la contribution des employeurs) à l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, sous réserve de la fixation en euros du seuil à partir duquel s'applique la contribution à la charge des employeurs) (p. 421) : rejeté (p. 422)

Article 8 (articles L. 443-2, L. 443-5, L. 443-7 du code du travail ; articles 81, 163 bis AA, 163 bis B, 231 bis E, 237 bis A, 237 ter du code général des impôts ; article 186-3 de la loi du 24 juillet 1966 : dispositions diverses relatives au plan partenarial d'épargne salariale volontaire (PPESV))

Soutient l'amendement n° 105 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des versements des entreprises) (p. 428) : rejeté (p. 428)

Soutient l'amendement n° 106 de M. Christian Cuvilliez (plafonnement des versements des entreprises) (p. 428) : devenu sans objet (p. 429)

Article 12 (article L. 443-3 du code du travail ; articles 20 et 21 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 : conseils de surveillance des FCPE)

Soutient l'amendement n° 107 de M. Christian Cuvilliez (suppression de toute représentation paritaire au sein des conseils de surveillance) (p. 442) : rejeté (p. 443)

Après l'article 13

Soutient l'amendement n° 108 de M. Christian Cuvilliez (représentation des salariés dans les organes dirigeants des entreprises) (p. 447) : rejeté (p. 448)

Article 14 (articles L. 225-129, L. 225-129-1 (nouveau), L. 225-138, L. 225-216, L. 225-187 à L. 225-197, L. 225-187-1 (nouveau) du code de commerce ; article 92 D du code général des impôts ; articles L. 443-5 à L. 443-7 du code du travail : incitations au développement de l'actionnariat salarié)

Soutient l'amendement n° 109 de M. Christian Cuvilliez (suppression du paragraphe II relatif aux opérations réservées à l'actionnariat salarié) (p. 452) : rejeté (p. 452)

Ses explications de vote (p. 461)

Abstention du groupe communiste (p. 461)

Déclaration du Gouvernement n° 2869 présentée par M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la décentralisation

[17 janvier 2001] (p. 480)

Son intervention (p. 511)

Thèmes :

Collectivités territoriales : démocratie locale (p. 511)

Collectivités territoriales : élus locaux : statut des élus (p. 512)
Etat : décentralisation : réforme (p. 511)

Proposition de loi n° 2867 relative aux droits du conjoint survivant

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1095)
Son intervention (p. 1104)
Thèmes :
Famille : domicile : successions (p. 1104)
Famille : veufs et veuves : droit de propriété (p. 1104)
Famille : veufs et veuves : successions (p. 1104)

Projet de loi n° 2909 relatif à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1738)
Son intervention (p. 1744)
Thèmes :
Aménagement du territoire (p. 1744)
Collectivités territoriales : finances locales (p. 1744)
Industrie : construction aéronautique et spatiale : Toulouse (p. 1744)
Transports par eau : canaux à grand gabarit : Aquitaine (p. 1744)
Transports par eau : ports autonomes : Bordeaux (p. 1744)
Urbanisme : expropriation (p. 1744)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [2 mai 2001] (p. 2510)
Son intervention (p. 2517)
Thèmes :
Agriculture : fruits et légumes (p. 2518)
Audiovisuel et communication : cinéma : abonnements (p. 2518)
Banques et établissements financiers (p. 2517)
Entreprises (p. 2517)
Marchés financiers : marchés financiers internationaux (p. 2517, 2518)
Politique économique : mondialisation (p. 2517, 2518)
Travail : licenciements (p. 2517)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2518)
Abstention du groupe communiste (p. 2518)

Projet de loi n° 2990 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2551)
Son intervention (p. 2554)
Thèmes :
Banques et établissements financiers (p. 2555)
Energie et carburants : compagnie nationale du Rhône (CNR) (p. 2555)
Marchés publics : code des marchés publics : collectivités territoriales (p. 2554)
Politique sociale : lutte contre l'exclusion : associations (p. 2554)
Postes : La Poste (p. 2555)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 2555)
Union européenne : euro (p. 2555)

Discussion des articles [2 mai 2001] (p. 2573)
Après l'article 4
Son amendement n° 39 précédemment réservé (non-assujettissement au code des marchés publics des contrats passés par les associations) (p. 2585) : rejeté (p. 2586)
Son amendement n° 38 précédemment réservé (non-assujettissement au code des marchés publics des contrats passés par les associations relatifs à des activités destinées aux jeunes) (p. 2585) : retiré (p. 2586)
Après l'article 10
Son amendement n° 36 précédemment réservé (possibilité de blocage temporaire des prix) (p. 2596) : retiré (p. 2597)
Son amendement n° 37 précédemment réservé (double affichage des prix jusqu'au 1er janvier 2004) (p. 2596) : retiré (p. 2597)
Ses explications de vote (p. 2613)
Abstention du groupe communiste (p. 2613)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [28 juin 2001] (p. 5177)
Article 3 bis A (distribution de gaz combustible hors réseau de transport)
Son amendement n° 66 soutenu par M. Claude Billard (de suppression) (p. 5181) : rejeté au scrutin public (p. 5182)
Après l'article 5
Son amendement n° 68 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rapport annuel à l'assemblée délibérante des personnes publiques sur les marchés soldés dans l'année ou en cours d'exécution) (p. 5184) : rejeté (p. 5185)
Son amendement n° 67 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (exclusion du code des marchés publics de contrats passés avec des associations) : rejeté (p. 5185)
Avant l'article 6
Son amendement n° 70 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (surveillance de la mise en place du service de base bancaire par la Banque de France et la direction générale de la concurrence) (p. 5188) : rejeté (p. 5189)
Son amendement n° 69 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (bilan triennal du service de base bancaire établi par la Banque de France) (p. 5188) : retiré (p. 5189)
Article 6 (définition du cadre juridique des relations des banques avec leurs clients)
Son amendement n° 72 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'énumération des principales stipulations de la convention de compte) (p. 5189) : rejeté (p. 5190)

Son amendement n° 71 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rétablissement des délais adoptés en première lecture par l'Assemblée nationale pour la communication et la contestation de nouveaux tarifs) : retiré (p. 5190)

Son amendement n° 73 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (non-perception de frais de clôture ou de transfert du compte à la suite d'une proposition d'augmentation des tarifs) : retiré (p. 5191)

Son amendement n° 74 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (attribution de primes financières ou de produits gratuits - fixation du seuil par arrêté du comité consultatif) : adopté après rectification (p. 5191)

Son amendement n° 76 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rédactionnel) (p. 5191) : adopté (p. 5192)

Après l'article 6

Son amendement n° 78 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (délais de prescription en matière de litiges relatifs aux prêts à la consommation) : retiré (p. 5192)

Son amendement n° 77 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (définition du taux de l'usure) : rejeté (p. 5192)

Article 7 (aménagement du régime des frais et des pénalités libératoires relatifs aux chèques sans provision)

Son amendement n° 79 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 5193) : rejeté (p. 5194)

Son amendement n° 80 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (frais perçus au titre du rejet d'un chèque inférieur à 50 euros limités au cinquième de son montant) : rejeté (p. 5195)

Après l'article 10

Son amendement n° 81 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (double affichage des prix jusqu'au 30 juin 2002) : retiré (p. 5199)

Article 11 (refonte du statut de la Compagnie nationale du Rhône)

Son amendement n° 82 soutenu par M. Claude Billard (minimum d'un tiers du capital et des droits de vote détenu par les collectivité territoriales intéressées par l'aménagement du Rhône) (p. 5201) : rejeté (p. 5202)

Son amendement n° 83 soutenu par M. Claude Billard (représentants de l'Etat et des collectivités territoriales au conseil de surveillance) (p. 5202) : rejeté (p. 5203)

Son amendement n° 84 soutenu par M. Claude Billard (conseil de surveillance présidé par un représentant des collectivités territoriales et détention par celles-ci d'un tiers des droits de votc en son sein) : rejeté (p. 5203)

Déclaration du Gouvernement n° 3109 présentée par M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, sur le débat d'orientation budgétaire

[6 juin 2001] (p. 3923)

Son intervention (p. 3932)

Thèmes :

Emploi : allégement des charges sociales (p. 3934)
Emploi : chômage (p. 3933)
Emploi : contrats emploi-jeunes (p. 3934)
Emploi : politique de l'emploi (p. 3934)
Finances publiques : dépenses (p. 3933, 3934)
Finances publiques : prélèvements obligatoires : réductions d'impôt (p. 3934)
Fonctionnaires et agents publics (p. 3933)
Impôts et taxes : réforme fiscale (p. 3934)
Ordonnances : ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 3932)
Politique économique : croissance : conjoncture (p. 3932)
Politique économique : pouvoir d'achat (p. 3932)
Politique sociale : inégalités (p. 3933)
Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 3933)
Secteur public : services publics (p. 3933)
Travail : précarité (p. 3933, 3934)
Union européenne : Banque centrale européenne (BCE) (p. 3932)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [26 juin 2001] (p. 4901)

Son intervention (p. 4923)

Thèmes :

Ordre public : sécurité : généralités (p. 4923)
Ordre public : sécurité : Gouvernement (p. 4923)
Ordre public : sécurité : projets de loi (p. 4923)

Proposition de loi constitutionnelle n° 2278 tendant à introduire dans la Constitution un droit à l'expérimentation pour les collectivités locales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [16 janvier 2001] (p. 353)

Son intervention (p. 363)

Thèmes :

Collectivités territoriales : décentralisation : généralités (p. 363)
Collectivités territoriales : expérimentation : Constitution (p. 363)
Collectivités territoriales : expérimentation : généralités (p. 363)
Régions : Corse : décentralisation (p. 364)

Ses explications de vote (p. 372)

Vote contre du groupe communiste (p. 372)

Philippe de VILLIERS
Vendée (4ème circonscription)
Non-inscrit

N'appartient à aucun groupe [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2643 tendant à rendre inéligible à vie, tout responsable politique, titulaire d'un mandat électif, condamné pour délit de corruption [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 3010 tendant à assurer un service minimum en cas de grève dans les transports [24 avril 2001]
Proposition de loi n° 3238 tendant à supprimer les fonds spéciaux tels que définis à l'article 42 de la loi n° 46-854 du 27 avril 1946 [16 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 octobre 2000] (p. 6510)
Son intervention (p. 6525)
Thèmes :
Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 6526)
Famille : mineurs : avortement (p. 6525, 6526)
Famille : mineurs : contraception (p. 6525, 6526)
Ses explications de vote (p. 6526)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [29 novembre 2000] (p. 9495, 9527, 9559)
Son exception d'irrecevabilité (p. 9503) : rejetée (p. 9507)
Thèmes :
Avortement : généralités (p. 9503 à 9507)
Famille : contraception (p. 9506)
Famille : mineurs : contraception (p. 9506)
Famille : naissances (p. 9503 à 9507)
Handicapés : politique à l'égard des handicapés (p. 9503)
Professions de santé : médecins : avortement (p. 9503 à 9507)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 avril 2001] (p. 1909)
Son intervention (p. 1933)
Thèmes :
Avortement : avortements thérapeutiques (p. 1933)
Avortement : généralités (p. 1933)
Bioéthique : déontologie (p. 1933)
Bioéthique : euthanasie (p. 1933)
Famille : mineurs : avortement (p. 1933)
Famille : naissances (p. 1933)

Projet de loi n° 3045 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 juin 2001] (p. 3832, 3863)
Sa motion d'ajournement (p. 3899) : rejetée (p. 3899)
Thèmes :
Démographie : population : Allemagne (p. 3901)
Ordre public : sécurité (p. 3904)
Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 3904)
Politique générale : politiques publiques : transparence (p. 3903)
Politiques communautaires : politique économique : services (p. 3904)
Politiques communautaires : politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 3903)
Sécurité sociale : protection sociale (p. 3904)
Union européenne : élargissement (p. 3900)
Union européenne : institutions communautaires (p. 3901)

Jean-Claude VIOLLET
Charente (1ère circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Handicapés. Autistes. Structures d'accueil, création [22 mai 2001] (p. 3197)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1403, posée le 28 mai 2001. Défense. Armement (J.O. Questions p. 3021). Appelée le 29 mai 2001. Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), reconversion, perspectives, Angoulême (p. 3498)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ANCIENS COMBATTANTS

Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7893)
Procédure des questions :
Rapatriés : harkis (p. 7912, 7913)

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)
Procédure des questions :
Déchets, pollutions et nuisances : élimination des déchets : Angoulême (p. 8022)
Défense : direction des chantiers navals (p. 8019)
Défense : entreprises : Angoulême (p. 8022)

Gérard VOISIN
Saône-et-Loire (1ère circonscription)
Démocratie libérale et indépendants

S'inscrit au groupe Démocratie libérale et indépendants [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 3060 relative au régime fiscal des dons manuels aux associations [16 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Procédure des questions :

Politiques communautaires : commerce intra-communautaire : automobile (p. 7741)

EDUCATION NATIONALE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8399)

Son intervention (p. 8473)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : politique de l'éducation : création d'emplois (p. 8474)

Enseignement : politique de l'éducation : sécurité (p. 8474)

Enseignement maternel et primaire : personnel : directeurs d'école (p. 8473, 8474)

ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS

[20 novembre 2000] (p. 8982, 9022)

Après l'article 48

Son amendement n° 103 (non-assujettissement à la taxe d'équarissage des entreprises qui réalisent plus de 70 % de leur chiffre d'affaires dans la vente de produits carnés) : non soutenu (p. 9015)

Projet de loi n° 2250 relatif aux nouvelles régulations économiques

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [23 janvier 2001] (p. 696, 716) ; [24 janvier 2001] (p. 797, 825)

Après l'article 27 C

Son amendement n° 183 (interdiction des prix abusivement bas en matière de vente au détail de carburants) (p. 697) : rejeté (p. 698)

Son amendement n° 184 (intégration des coûts additionnels dans le calcul du prix d'achat effectif des carburants) (p. 697) : rejeté (p. 698)

Michel VOISIN
Ain (4ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre de la commission d'enquête sur les causes, les conséquences et la prévention des inondations [J.O. du 23 mai 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 2606 de financement de la sécurité sociale pour 2001

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [25 octobre 2000] (p. 7492) ; [26 octobre 2000] (p. 7536, 7584) ; [27 octobre 2000] (p. 7628, 7667)

Article 11 (articles L. 131-10 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Son amendement n° 276 soutenu par M. Jean-Luc Préel (suppression de la contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises) (p. 7562) : rejeté (p. 7564)

NOUVELLE LECTURE

Discussion des articles [22 novembre 2000] (p. 9250) ; [23 novembre 2000] (p. 9283 ; 9326)

Article 11 supprimé par le Sénat (articles L. 131-10, L. 135-3 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 : recettes du FOREC)

Son sous-amendement n° 78 (suppression de la contribution provenant du tabac) à l'amendement n° 15 de la commission (rétablissement de l'article et des sources de financement du FOREC initialement prévues en première lecture) (p. 9294) : rejeté (p. 9295)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Son intervention (p. 7997)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : chars de combat (p. 7997)

Défense : crédits : carburants (p. 7997)

Défense : Délégation générale pour l'armement (DGA) (p. 7997)

Défense : direction des chantiers navals (p. 7998)
Défense : GIAT-Industries (p. 7998)
Défense : hélicoptères (p. 7997)
Défense : loi de programmation militaire (p. 7997, 7998)
Défense : missiles (p. 7997)
Défense : porte-avions (p. 7998)
Défense : service national : volontaires du service national actif (VSNA) (p. 7997)
Espace (p. 7998)
Organisations internationales : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (p. 7997)
Relations internationales (p. 7997)

Dominique VOYNET

Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

DÉPÔTS

Projet de loi n° 2705 portant ratification de l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement [15 novembre 2000]
Projet de loi n° 2706 portant ratification de l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code du commerce [15 novembre 2000]
Projet de loi n° 3205 portant réforme de la politique de l'eau [27 juin 2001]
Projet de loi n° 3217 relatif à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire [4 juillet 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

En qualité de Membre du Gouvernement

RÉPONSES AUX QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DE

Mme Marie-Hélène Aubert. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention, politiques communautaires [18 octobre 2000] (p. 6957)
M. Didier Quentin. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau nature 2000, mise en œuvre [18 octobre 2000] (p. 6962)
Mme Annette Peulvast-Bergeal. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention, conférence de La Haye [15 novembre 2000] (p. 8572)
Mme Nicole Bricq. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention, conférence de La Haye [28 novembre 2000] (p. 9398)
M. Daniel Feurtet. Déchets, pollutions et nuisances. Air. Effet de serre, lutte et prévention, conférence de La Haye [28 novembre 2000] (p. 9400)
M. François Goulard. Déchets, pollutions et nuisances. Mer et littoral. Hydrocarbures, naufragés du pétrolier Erika, victimes, indemnisation [13 décembre 2000] (p. 10184)
M. Patrice Carvalho. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention [9 janvier 2001] (p. 49)
M. Yves Cochet. Impôts et taxes. Taxe générale sur les activités polluantes. Application [10 janvier 2001] (p. 131)
M. Charles de Courson. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [23 janvier 2001] (p. 668)
Mme Annette Peulvast-Bergeal. Environnement. Protection. Protocole de Kyoto, ratification, perspectives [4 avril 2001] (p. 1766)
M. Éric Doligé. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention [17 avril 2001] (p. 1900)
M. Gilles de Robien. Sécurité publique. Inondations. Somme, aides de l'Etat [17 avril 2001] (p. 1901)
M. Maxime Gremetz. Sécurité publique. Inondations. Somme, aides de l'Etat [17 avril 2001] (p. 1901)
M. Philippe Duron. Sécurité publique. Inondations. Lutte et prévention [2 mai 2001] (p. 2506)
M. Philippe Briand. Environnement. Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (ADEME). Situation financière [29 mai 2001] (p. 3535)
M. Gilbert Maurer. Aménagement du territoire. Zones rurales. Aides de l'Etat [5 juin 2001] (p. 3830)
M. Jean-François Chossy. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [6 juin 2001] (p. 3914)
M. Didier Quentin. Ministères et secrétariats d'Etat. Aménagement du territoire et environnement : fonctionnement. Bilan [19 juin 2001] (p. 4405)

RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT DE

M. Patrick Leroy. Déchets, pollutions et nuisances. Déchets industriels. Centres de traitement et de stockage, implantation, Haulchin [3 octobre 2000] (p. 6310)
M. Léo Andy. Outre-mer. Déchets, pollution et nuisances. Déchets, récupération et recyclages [22 mai 2001] (p. 3173)
Mme Chantal Robin-Rodrigo. Environnement. Politiques communautaires. Protection de la nature, réseau Natura 2000, mise en œuvre [22 mai 2001] (p. 3171)
M. Jean-Michel Marchand. Sécurité publique. Pluies. Conséquences, recensement et remise en état, Pays de la Loire [22 mai 2001] (p. 3174)
M. Michel Fromet. Postes. La Poste. Personnel, statut, précarisation, lutte et prévention [22 mai 2001] (p. 3170)
M. Jacques Desallangre. Energie et carburants. Gaz de France (GDF). Sites désaffectés, décontamination, perspectives [29 mai 2001] (p. 3512)
M. Jean Auclair. Energie et carburants. Energies renouvelables. Développement [29 mai 2001] (p. 3513)
M. Thierry Mariani. Chasse et pêche. Chasse. Réglementation [29 mai 2001] (p. 3514)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

I - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7751)
Son intervention (p. 7765)

Ses réponses (p. 7171 à 7178)
Thèmes avant la procédure des questions :
Aménagement du territoire : crédits (p. 7766 à 7771)
Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 7769 à 7771)
Aménagement du territoire : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) (p. 7768 à 7771)
Aménagement du territoire : prime à l'aménagement du territoire (PAT) (p. 7768 à 7771)
Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 7766)
Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 7767)
Entreprises : aides publiques : Fonds national de développement des entreprises (p. 7771)
Environnement : politique de l'environnement : crédits budgétaires (p. 7767)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7767)
Secteur public : services publics (p. 7766, 7767)
Télécommunications : téléphones mobiles (p. 7767)
Transports : transport combiné (p. 7767)
Transports ferroviaires : trains express régionaux (TER) (p. 7767)
Union européenne : fonds structurels (p. 7767, 7770)
Réponses aux questions :
Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (p. 7777) (M. Michel Meylan) (p. 7776)
Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 7778) (M. Michel Meylan) (p. 7778)
Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : éligibilité (p. 7772) (M. Jean Vila) (p. 7772)
Eau : assainissement (p. 7777) (M. Paul Patriarche) (p. 7777)
Environnement : parcs naturels, nationaux, régionaux (p. 7774) (M. Yves Dauge) (p. 7773, 7774)
Régions : Basse-Normandie : ports maritimes (p. 7773) (M. Daniel Paul) (p. 7773)
Régions : Bretagne : aéroports (p. 7772) (M. Michel Hunault) (p. 7771)
Régions : Bretagne : voirie (p. 7772) (M. Michel Hunault) (p. 7771)
Télécommunications : téléphones mobiles (p. 7776) (Mme Sylvia Bassot) (p. 7775)
Transports ferroviaires : transport de marchandises : interopérabilité (p. 7775) (M. Gilbert Mitterrand) (p. 7775)
II - ENVIRONNEMENT
Examen du fascicule [3 novembre 2000] (p. 7927)
Son intervention (p. 7942)
Ses réponses (p. 7952 à 7958)
Thèmes avant la procédure des questions :
Agroalimentaire : aliments pour animaux : élimination des déchets (p. 7942)
Automobiles et cycles : automobiles : pollution automobile (p. 7948)
Chasse et pêche : chasse (p. 7945, 7952)
Cours d'eau, étangs et lacs : cours d'eau : inondations (p. 7946)
Déchets, pollutions et nuisances : air (p. 7947, 7948)
Déchets, pollutions et nuisances : bruit (p. 7947)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 7942)
Déchets, pollutions et nuisances : marée noire (p. 7951)
Eau : agences (p. 7946, 7947)
Energie et carburants : centrales nucléaires : sécurité nucléaire (p. 7943)
Enseignement technique et professionnel : programmes : environnement (p. 7945)
Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 7943, 7944, 7946, 7947)
Environnement : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (p. 7945)
Environnement : crédits (p. 7943 à 7948)
Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 7943, 7947)
Environnement : réserves naturelles (p. 7948)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 7944, 7950, 7951)
Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 7948)
Recherche (p. 7952)
Régions : contrats de plan Etat-régions (p. 7946)
Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 7951, 7952)
TVA : taux réduit : déchets (p. 7943)
TVA : taux réduit : produits (p. 7950)
Union européenne : directives : bruit (p. 7947)
Union européenne : directives : environnement (p. 7948, 7949)
Réponses aux questions :
Aménagement du territoire : schémas de services collectifs (p. 7954) (M. Yves Cochet) (p. 7954)
Déchets, pollutions et nuisances : bruit : Haut-Rhin (p. 7957) (M. Francis Hillmeyer) (p. 7956)
Déchets, pollutions et nuisances : déchets industriels : Seine-et-Marne (p. 7955) (Mme Nicole Bricq) (p. 7954)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 7955) (M. Robert Gaïa) (p. 7955)
Energie et carburants : énergie hydraulique : tarifs (p. 7953) (M. Robert Galley) (p. 7952)
Environnement : Institut français de l'environnement (IFEN) (p. 7958) (Mme Geneviève Perrin-Gaillard) (p. 7957)
Fonctionnaires et agents publics : catégorie A : environnement (p. 7953) (M. Yves Cochet) (p. 7953)
Union européenne : directives : oiseaux migrateurs (p. 7956) (Mme Geneviève Perrin-Gaillard) (p. 7955)
Vote des crédits et articles rattachés [3 novembre 2000] (p.7958)
Etat B, titre III
Soutient l'amendement n° 105 du Gouvernement (majoration des crédits) (p. 7958) : adopté (p. 7958)
Etat B, titre IV
Intervient sur l'amendement n° 104 de M. Robert Galley (réduction des crédits) (p. 7959)
Etat C, titre VI
Soutient l'amendement n° 106 du Gouvernement (réduction des crédits du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres désormais inscrits au

titre III) (p. 7959) : adopté après modification (p. 7959)

Questions orales avec débat sur la sécurité alimentaire

[28 novembre 2000] (p. 9353)

Sa réponse (p. 9383)

Thèmes :

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 9384, 9385)

Déchets, pollutions et nuisances : déchets toxiques : boues d'épandage (p. 9385)

Déchets, pollutions et nuisances : farines animales : élimination des déchets (p. 9383)

Environnement : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (p. 9384, 9385)

Politiques communautaires : directives : sécurité sanitaire (p. 9384)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 9384)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) (p. 9386)

Proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [12 décembre 2000] (p. 10127)

Son intervention (p. 10127)

Thèmes :

Agroalimentaire : contrôles sanitaires (p. 10128)

Elevage : maladie de la vache folle (p. 10127)

Energie et carburants : énergie nucléaire : produits dangereux (p. 10128)

Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 10127 à 10129)

Santé : contrôle sanitaire (p. 10127 à 10129)

Discussion des articles [12 décembre 2000] (p. 10137)

Article 2 (chapitre V-1 nouveau du titre III du livre III du code de la santé publique, articles L. 1335-3-1 à L. 1335-3-5 nouveaux : création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale)

Intervient sur l'amendement n° 5 de M. Alain Calmat (retour à la rédaction de l'article L. 1335-3-1 du code de la santé publique adopté en première lecture) (p. 10141)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de la commission (profil de travail de l'agence) (p. 10142)

Intervient sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Brard (modalités de transfert de compétences soumises à décret en Conseil d'Etat) (p. 10142)

Intervient sur le sous-amendement n° 14 de M. Jean-François Mattei (conditions d'intégration des anciennes compétences de l'OPRI et de l'INERIS) à l'amendement n° 1 rectifié de la commission (p. 10143)

Intervient sur l'amendement n° 21 de M. André Aschieri (modalités de transfert de compétences soumises à décret en Conseil d'Etat) (p. 10143)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. André Aschieri (compétences de l'Agence en ce qui concerne les risques générés par les "OGM") (p. 10143)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la référence "au nom de l'Etat") (p. 10144)

Article 2 bis (affectation à l'Agence d'une fraction de la taxe sur les activités polluantes)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (de suppression) (p. 10144)

Avant l'article 4

Intervient sur le sous-amendement n° 9 de M. Robert Galley (tutelle ministérielle) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 1053)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (création d'un institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) (p. 10146)

Intervient sur le sous-amendement n° 8 de M. Robert Galley (limites des compétences de l'institut) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10150)

Intervient sur le sous-amendement n° 23 de M. Jean-Yves Le Déaut (limites des compétences de l'institut) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10151)

Intervient sur le sous-amendement n° 25 de M. Jacques Desallangre (limites des compétences de l'institut) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10151)

Soutient le sous-amendement n° 11 du Gouvernement (statut du personnel de l'institut) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10152) : adopté (p. 10152)

Intervient sur le sous-amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Foucher (protection en matière d'activités nucléaires relevant de la défense nationale) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10159)

Soutient le sous-amendement n° 12 du Gouvernement (modalités de transfert de compétences) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10159)

Soutient le sous-amendement n° 13 du Gouvernement (délai de transfert de compétences) à l'amendement n° 4 de la commission (p. 10160) : adopté (p. 10161)

Intervient sur l'amendement n° 17 de M. Claude Birraux (composition du conseil d'administration) (p. 10161)

Seconde délibération

Article 2 bis (affectation à l'Agence d'une fraction de la taxe sur les activités polluantes)

Soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de suppression) (p. 10162) : adopté (p. 10162)

Article 4A (création d'un Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)

Soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression de l'exception pour les activités de recherche en sûreté sur les réacteurs) (p. 10162) : adopté (p. 10163)

Soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de la tutelle ministérielle) (p. 10162) : adopté (p. 10163)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1153)

Son intervention (p. 1154)

Thèmes :

Energie et carburants : Commissariat à l'énergie atomique (CEA) (p. 1154, 1155)

Energie et carburants : énergie nucléaire : sécurité (p. 1154, 1155)
Environnement : Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) (p. 1154)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 1154)
Santé : contrôle sanitaire (p. 1154)

Discussion des articles [6 février 2001] (p. 1165)

Avant l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (retour à l'intitulé du titre II adopté en précédente lecture) (p. 1165)

Article 2 (chapitre V-1 nouveau du titre III du livre III du code de la santé publique, articles L. 1335-3-1 à L. 1335-3-5 nouveaux : création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (non-intégration de l'INERIS dans la future agence de sécurité sanitaire environnementale) (p. 1166)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (non-intégration de l'INERIS dans la future agence de sécurité sanitaire environnementale) (p. 1166)

Intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (retour à la description des risques, adoptée en précédente lecture) (p. 1167)

Article 2 bis A (affectation du produit des rémunérations pour services rendus de l'INERIS à l'Agence)

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (de suppression) (p. 1166)

Article 4 A (fusion de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) et de l'Institut pour la protection et la sûreté nucléaire(IPSN))

Intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (compétences de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) (p. 1167)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (renvoi pour la définition des tutelles à un décret en Conseil d'Etat) (p. 1168)

Article 5

Son intervention (p. 1169)

Titre

Intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (retour au titre adopté en deuxième lecture) (p. 1169)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2191)

Son intervention (p. 2191)

Thèmes :

Energie et carburants : énergie nucléaire : sécurité (p. 2191)
Santé : Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) (p. 2191)
Santé : contrôle sanitaire (p. 2191)

Mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2199)

Intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Foucher (maintien sous la responsabilité du CEA de la recherche en sûreté des réacteurs nucléaires) (p. 2199)

Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Foucher (tutelle ministérielle de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) (p. 2200)

Son intervention à l'issue du vote (p. 2200)

Proposition de loi n° 2328 tendant à conférer à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 février 2001] (p. 1138)

Son intervention (p. 1138)

Thèmes :

Déchets, pollutions et nuisances : déchets ménagers : élimination des déchets (p. 1151)
Déchets, pollutions et nuisances : effet de serre (p. 1138, 1139)
Déchets, pollutions et nuisances : farines animales : élimination des déchets (p. 1151)
Energie et carburants : énergies renouvelables : Outre-mer (p. 1151)
Environnement : changements climatiques (p. 1138, 1139)
Impôts et taxes : taxe générale sur les activités polluantes (p. 1139, 1151)
Mer et littoral : espaces littoraux (p. 1139)
Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : environnement (p. 1139)
Recherche : Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (p. 1139, 1151)
Régions : contrats de plan Etat-régions : transports (p. 1151)
Santé : santé publique : sécurité sanitaire (p. 1151)
Traités et conventions : Conférence de La Haye (p. 1139)
Traités et conventions : Conférence de Rio (p. 1139)
Traités et conventions : protocole de Kyoto (p. 1138, 1139)
Transports aériens : aéroports (p. 1151)
Transports ferroviaires : transport de marchandises (p. 1151)
Voirie (p. 1151)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [13 juin 2001] (p. 4179, 4205) ; [14 juin 2001] (p. 4296)

Son intervention (p. 4184)

Thèmes :

Aménagement du territoire : commission nationale du débat public (CNDP) (p. 4184)
Aménagement du territoire : projet : collectivités territoriales (p. 4185)
Aménagement du territoire : projet : enquêtes publiques (p. 4185)
Aménagement du territoire : projet : participation du public (p. 4184)
Aménagement du territoire : projet : procédures (p. 4184)

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Article 48 (article L. 110-1 du code de l'environnement : élargissement de la définition du principe de participation)

Intervient sur l'amendement n° 565 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) (p. 4541)

Article 49 (article L. 121-1 à L. 121-14 du code de l'environnement : débat public)

Intervient sur l'amendement n° 566 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) (p. 4543)

Intervient sur l'amendement n° 94 de la commission de la production (de cohérence) (p. 4543)

Intervient sur l'amendement n° 95 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4543)

Intervient sur l'amendement n° 96 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4543)

Intervient sur l'amendement n° 97 de la commission de la production (de précision) (p. 4543)

Intervient sur l'amendement n° 98 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4544)

Intervient sur l'amendement n° 99 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4544)

Intervient sur l'amendement n° 100 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4544)

Intervient sur l'amendement n° 101 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4544)

Intervient sur l'amendement n° 102 de la commission de la production (intervention de la commission nationale du débat public à la demande des maîtres d'ouvrage) (p. 4544)

Intervient sur l'amendement n° 103 de la commission de la production (mission de conseil de la commission nationale du débat public auprès de l'ensemble des maîtres d'ouvrage) (p. 4544)

Intervient sur l'amendement n° 655 de M. Léonce Deprez (commission nationale du débat public incompétente pour se prononcer sur le fond du projet) (p. 4544)

Intervient sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Michel Marchand (composition des commissions particulières) (p. 4545)

Intervient sur l'amendement n° 104 deuxième rectification de la commission de la production (composition de la commission nationale du débat public) (p. 4546)

Intervient sur l'amendement n° 105 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4547)

Intervient sur l'amendement n° 106 de la commission (rédactionnel) (p. 4547)

Intervient sur l'amendement n° 226 de M. Jean-Michel Marchand (critère de mise en œuvre du débat : impact sur les milieux naturels) (p. 4547)

Intervient sur l'amendement n° 37 de M. Jean-Michel Marchand (critère de mise en œuvre du débat : localisation dans un espace naturel protégé) (p. 4547)

Intervient sur l'amendement n° 552 de M. Jean-Michel Marchand (rédactionnel) (p. 4548)

Intervient sur l'amendement n° 107 de la commission de la production (de précision) (p. 4548)

Intervient sur l'amendement n° 108 de la commission de la production (publication par le maître d'ouvrage des objectifs du projet) (p. 4548)

Intervient sur l'amendement n° 553 de M. Jean-Michel Marchand (publication par le maître d'ouvrage de la synthèse des caractéristiques du projet) (p. 4548)

Intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Michel Marchand (publication des projets au journal officiel) (p. 4549)

Intervient sur l'amendement n° 110 deuxième rectification de la commission de la production (saisine de la commission nationale du débat public par 3 parlementaires) (p. 4549)

Intervient sur l'amendement n° 12 de M. Patrice Martin-Lalande (saisine de la commission nationale du débat public par un conseil municipal) (p. 4549)

Intervient sur l'amendement n° 764 de M. Jacques Pélissard (saisine de la commission nationale du débat public par un conseil municipal) (p. 4550)

Intervient sur l'amendement n° 657 de M. Léonce Deprez (saisine de la commission nationale du débat public par une commune intéressée) (p. 4550)

Intervient sur l'amendement n° 656 de M. Léonce Deprez (saisine de la commission nationale du débat public par une collectivité territoriale y ayant intérêt) (p. 4550)

Intervient sur l'amendement n° 765 de M. Jacques Pélissard (saisine de la commission nationale du débat public par une collectivité territoriale dont le territoire est susceptible de subir l'impact du projet) (p. 4550)

Intervient sur l'amendement n° 39 de M. Jean-Michel Marchand (débat public obligatoire) (p. 4551)

Intervient sur l'amendement n° 111 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4552)

Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission de la production (création d'une commission particulière quand la commission nationale du débat public organise elle-même le débat) (p. 4552)

Intervient sur l'amendement n° 113 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4552)

Intervient sur l'amendement n° 114 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4552)

Intervient sur l'amendement n° 115 de la commission de la production (décision motivée de la commission nationale du débat public sur les demandes de débat) (p. 4552)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4552)

Intervient sur l'amendement n° 207 de la commission (coût des expertises complémentaires à la charge de la commission nationale du débat public) (p. 4553)

Intervient sur l'amendement n° 116 de la commission de la production (coût des expertises complémentaires à la charge de la commission nationale du débat public) (p. 4553)

Intervient sur l'amendement n° 658 de M. Léonce Deprez (coût des expertises complémentaires à la charge de la commission nationale du débat public) (p. 4553)

Intervient sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Michel Marchand (expertises à la charge du maître d'ouvrage) (p. 4553)

Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jean-Michel Marchand (saisine de la commission nationale du débat public par 20 membres du Parlement préalablement à l'élaboration du projet) (p. 4553)

Intervient sur l'amendement n° 216 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4554)

Intervient sur l'amendement n° 44 de M. Jean-Michel Marchand (saisine de la commission nationale du débat public par le gouvernement pour un débat sur toute question d'environnement) (p. 4554)

Intervient sur l'amendement n° 117 de la commission de la production (délai d'encadrement du débat public) (p. 4554)

Intervient sur l'amendement n° 45 de M. Jean-Michel Marchand (délai d'encadrement du débat public) (p. 4554)

Intervient sur l'amendement n° 118 de la commission de la production (délai de 3 mois pour publier un compte rendu et dresser un bilan) (p. 4554)

Intervient sur l'amendement n° 119 de la commission de la production (de conséquence) (p. 4554)

Intervient sur l'amendement n° 46 rectifié de M. Jean-Michel Marchand (enquête publique dans un délai de 5 ans) (p. 4555)

Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Michel Marchand (justification de la compatibilité du projet avec les dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire et d'environnement) (p. 4555)

Intervient sur l'amendement n° 120 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4555)

Intervient sur l'amendement n° 121 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4555)

Après l'article 49

Intervient sur l'amendement n° 208 de la commission (consultation des électeurs concernés sur le choix du lieu d'implantation de certains équipements d'intérêt national) (p. 4556)

Intervient sur l'amendement n° 14 de M. Michel Inchauspé (consultation populaire dans le département) (p. 4558)

Intervient sur l'amendement n° 133 de M. Michel Bouvard (consultation populaire dans le département) (p. 4558)

Intervient sur l'amendement n° 49 de M. Jean-Michel Marchand (concertation sur la liaison routière Bordeaux-Toulouse pour le transport des éléments de l'avion A380) (p. 4559)

Article 50 (concertation sur les projets de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages des collectivités locales)

Intervient sur l'amendement n° 598 de M. Pierre Cohen (de codification) (p. 4560)

Intervient sur l'amendement n° 659 de M. Léonce Deprez (information de l'Etat substituée à la concertation) (p. 4561)

Intervient sur l'amendement n° 524 de M. Thierry Mariani (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) (p. 4561)

Intervient sur l'amendement n° 529 de M. Patrice Martin-Lalande (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) (p. 4561)

Intervient sur l'amendement n° 791 de M. Éric Doligé (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) (p. 4561)

Intervient sur l'amendement n° 807 de M. Serge Poignant (concertation dans le respect des prérogatives du maître d'ouvrage) (p. 4561)

Intervient sur l'amendement n° 660 de M. Léonce Deprez (suppression de la conduite de la concertation par le préfet) (p. 4561)

Intervient sur l'amendement n° 122 de la commission de la production (de précision) (p. 4562)

Intervient sur l'amendement n° 550 de M. Jean-Michel Marchand (concertation sur saisine par une association de protection de l'environnement) (p. 4562)

Intervient sur l'amendement n° 636 de M. René Dosière (suppression du contrôle du respect de la légalité par le préfet) (p. 4562)

Intervient sur l'amendement n° 792 de M. Éric Doligé (observations du maître d'ouvrage adressées en réponse au préfet) (p. 4562)

Intervient sur l'amendement n° 806 de M. Serge Poignant (observations du maître d'ouvrage adressées en réponse au préfet) (p. 4562)

Intervient sur l'amendement n° 793 de M. Éric Doligé (conclusions du préfet et réponse du maître d'ouvrage jointes au dossier d'enquête publique) (p. 4563)

Intervient sur l'amendement n° 808 de M. Serge Poignant (conclusions du préfet et réponse du maître d'ouvrage jointes au dossier d'enquête publique) (p. 4563)

Intervient sur l'amendement n° 661 de M. Léonce Deprez (délai de 4 mois pour la procédure de concertation) (p. 4563)

Article 51 (concertation inter-administrative au sein de l'Etat ou de ses établissements publics)

Intervient sur l'amendement n° 124 rectifié de la commission de la production (champ d'application) (p. 4563)

Intervient sur l'amendement n° 125 de la commission de la production (champ d'application) (p. 4563)

Après l'article 52

Intervient sur l'amendement n° 608 de M. Jacques Pélissard (communauté de communes) (p. 4564)

Intervient sur l'amendement n° 15 de M. Michel Inchauspé (décret de validation de certaines décisions entre l'État et les collectivités territoriales remplacé par un arrêté préfectoral) (p. 4564)

Intervient sur l'amendement n° 406 rectifié de M. Patrice Martin-Lalande (commission départementale du patrimoine) (p. 4566)

Intervient sur l'amendement n° 775 deuxième rectification de M. Maurice Leroy (commission départementale du patrimoine) (p. 4566)

Article 53 (décentralisation de la décision d'ouverture des enquêtes publiques)

Intervient sur l'amendement n° 126 de la commission de la production (extension aux groupements de collectivités territoriales) (p. 4569)

Intervient sur l'amendement n° 127 de la commission de la production (rédactionnel) (p. 4569)

Article 54 (harmonisation des procédures de désignation et des pouvoirs du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête)

Intervient sur l'amendement n° 217 de M. Pierre Cohen (rédactionnel) (p. 4570)

Intervient sur l'amendement n° 128 de la commission de la production (prérogatives des commissaires-enquêteurs) (p. 4570)

Après l'article 55

Intervient sur l'amendement n° 773 de M. Patrice Martin-Lalande (protection des riverains des voies autoroutières) (p. 4571, 4572)

Intervient sur l'amendement n° 774 de M. Patrice Martin-Lalande (protection des riverains des voies autoroutières) (p. 4571)

Intervient sur l'amendement n° 567 corrigé de M. Jean-Michel Marchand (fermeture ou retranchement d'une section de ligne ferroviaire) (p. 4573)

Intervient sur l'amendement n° 569 de M. Jean-Michel Marchand (conseil d'administration de Réseau ferré de France) (p. 4573)

Intervient sur l'amendement n° 568 de M. Jean-Michel Marchand (déclassement des voies ferrées) (p. 4574)

Article 56 (déclaration de projet non suivie d'une déclaration d'utilité publique)

Intervient sur l'amendement n° 662 de M. Léonce Deprez (recours d'une association) (p. 4575)

Intervient sur l'amendement n° 663 de M. Léonce Deprez (recours d'une association) (p. 4575)

Article 57 (article L. 11-1-1 nouveau du code de l'expropriation : déclaration de projet suivie d'une déclaration d'utilité publique)

Intervient sur l'amendement n° 218 de M. Pierre Cohen (rédactionnel) (p. 4575)

Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission de la production (de précision) (p. 4575)

Intervient sur l'amendement n° 794 de M. Éric Doligé (recours du maître d'ouvrage) (p. 4576)

Intervient sur l'amendement n° 795 de M. Éric Doligé (refus de l'autorité préfectorale de prononcer l'utilité publique) (p. 4576)

Intervient sur l'amendement n° 809 de M. Serge Poignant (refus de l'autorité préfectorale de prononcer l'utilité publique) (p. 4576)

Intervient sur l'amendement n° 130 de la commission de la production (expropriation au profit d'un établissement public) (p. 4576)

Intervient sur l'amendement n° 52 de M. Jean-Michel Marchand (motivation de la déclaration d'utilité publique) (p. 4576)

Intervient sur l'amendement n° 132 rectifié de la commission de la production (motivation du refus de déclaration d'utilité publique) (p. 4577)

Intervient sur l'amendement n° 664 de M. Léonce Deprez (motivation du refus de déclaration d'utilité publique) (p. 4577)

Après l'article 57

Intervient sur l'amendement n° 209 deuxième rectification de la commission (consentement des personnes publiques propriétaires avant le classement dun site) (p. 4577)

Intervient sur l'amendement n° 131 rectifié de la commission de la production (consentement des personnes publiques propriétaires avant le classement dun site) (p. 4577)

Intervient sur l'amendement n° 575 de M. Léonce Deprez (enquête publique préalable au classement d'un site en zone naturelle protégée) (p. 4578)

Intervient sur l'amendement n° 233 de M. Jean-Michel Marchand (enquête publique lorsque l'exploitation ou la modification des conditions de celle-ci ont un impact sur l'environnement) (p. 4578)

Intervient sur l'amendement n° 666 de M. Léonce Deprez (contestation par voie d'exception) (p. 4579)

Après l'article 58

Intervient sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Michel Marchand (dérogations au code de l'environnement en matière d'atteinte aux espèces protégées soumises à un décret en conseil d'Etat) (p. 4579)

Intervient sur l'amendement n° 827 de M. Bernard Derosier (délai de recours contre les autorisations d'exploitation d'installations classées) (p. 4580)

Intervient sur l'amendement n° 597 deuxième rectification de M. Philippe Duron (servitudes publiques sur l'emprise des sites de stockage de déchets ménagers ou d'anciennes carrières ou dans une bande de 200 mètres autour de ces sites) (p. 4581)

Intervient sur l'amendement n° 833 de M. Franck Dhersin (p. 4581)

Intervient sur l'amendement n° 596 deuxième rectification de M. Patrick Rimbert (articulation de la déclaration de projet et des documents d'urbanisme) (p. 4581)

Intervient sur l'amendement n° 595 deuxième rectification de M. Patrick Rimbert (plans de sauvegarde et de mise en valeur) (p. 4581)

Roland VUILLAUME
Doubs (5ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15483)

Philippe VUILQUE
Ardennes (2ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATION

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2566) de M. Jean Le Garrec relative à la lutte contre les discriminations [4 octobre 2000] (n° 2609)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 2853), relative à la lutte contre les discriminations dans l'emploi [28 mars 2001] (n° 2965)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6762)

Son intervention (p. 6762)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : racisme (p. 6762, 6763)

Syndicats : droits syndicaux (p. 6762, 6763)

Travail : égalité professionnelle (p. 6762, 6763)

Discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6782)

Article 1er (articles L. 122-45 et L. 611-1 du code du travail et article 225-2 du nouveau code pénal : mesures discriminatoires)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (de précision) : rejeté (p. 6787)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (complément du dispositif de sanctions) : retiré (p. 6789)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 6790)

Article 2 (articles L. 122-45-1 nouveau et L. 422-1-1 du code du travail : action en justice des organisations syndicales et droit d'alerte des délégués du personnel)

Intervient sur l'amendement n° 29 de M. Thierry Mariani (prévision de l'accord écrit de l'intéressé)

Soutient l'amendement n° 40 de la commission (extension aux DOM-TOM) : adopté (p. 6791)

Soutient l'amendement n° 41 de la commission (de cohérence) : adopté (p. 6792)

Soutient l'amendement n° 12 de la commission (dispositif de réintégration) : adopté (p. 6792)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1714)

Son intervention (p. 1716)

Thèmes :

Femmes : droits (p. 1716)

Fonctionnaires et agents publics : carrière (p. 1718)

Jeunes : politique à l'égard des jeunes : emploi (p. 1717)

Justice : droit d'ester : fonctionnaires et agents publics (p. 1718)

Justice : droit d'ester : syndicats (p. 1717)

Syndicats : droits syndicaux (p. 1716)

Travail : droit du travail (p. 1716)

Travail : droit du travail : normes européennes (p. 1717)

Travail : égalité professionnelle (p. 1716)

Travail : licenciements (p. 1717)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1725)

Article 1er (articles L. 122-35, L. 122-45, L. 611-1 et L. 611-6 du code du travail et articles 225-1 et 225-2 du code pénal : mesures discriminatoires)

Soutient l'amendement n° 8 de la commission (présomption de discrimination) (p. 1726) : adopté (p. 1727)

Soutient l'amendement n° 9 rectifié de la commission (pouvoirs de l'inspecteur du travail) (p. 1728) : adopté (p. 1729)

Article 2 (articles L. 122-45-1 et L. 122-45-2 nouveaux et L. 422-1-1 du code du travail : action en justice et droit d'alerte en matière de discriminations)

Soutient l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) : adopté (p. 1729)

Soutient l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement du texte adopté en première lecture) : adopté (p. 1729)

Soutient l'amendement n° 30 de la commission (saisine par les associations) (p. 1730) : adopté (p. 1731)

Après l'article 2 (article L. 122-45-3 nouveau du code du travail)

Soutient l'amendement n° 13 de la commission (différences de traitement fondées sur l'âge) : adopté (p. 1732)

Article 4 (articles L. 123-1 et L. 123-6 du code du travail : charge de la preuve et égalité professionnelle)

Soutient l'amendement n° 15 de la commission (aménagement de la charge de la preuve pour les cas de discrimination entre hommes et femmes) : adopté (p. 1733)

Soutient l'amendement n° 14 de la commission (aménagement de la charge de la preuve pour les cas de discrimination entre hommes et femmes) (p. 1732) : adopté (p. 1733)

Article 10 (article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires : discriminations dans la fonction publique)

Soutient l'amendement n° 16 de la commission (concept d'appartenance ou de non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race) : adopté (p. 1737)

Soutient l'amendement n° 31 de la commission (critères d'âge et d'utilisation du droit de recours) : adopté (p. 1737)

Titre

Soutient l'amendement n° 17 de la commission (rétablissement du Titre adopté en première lecture) : adopté (p. 1738)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

EDUCATION NATIONALE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [13 novembre 2000] (p. 8443) :

- Réunion de la commission des affaires culturelles du 7 novembre 2000

Son intervention (p. 8451)

Thèmes :

Bourses d'études : enseignement supérieur (p. 8452)

Enseignement supérieur : crédits (p. 8451)

Enseignement supérieur : diplôme d'études universitaires générales (DEUG) (p. 8452)

Enseignement supérieur : personnel : maîtres de conférences (p. 8451)

Enseignement supérieur : personnel : non-enseignants (p. 8452)

Projet de loi n° 2415 rectifié de modernisation sociale

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [10 janvier 2001] (p. 133, 167) ; [11 janvier 2001] (p. 210, 255, 303)

Article 50 (article 1er de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 : mesures de lutte contre les discriminations dans la location de logements)

Son intervention (p. 329)

Après l'article 70

Soutient l'amendement n° 110 de la commission (indemnisation des salariés victimes de rupture de contrat de travail pour cas de force majeure) : retiré (p. 342)

Proposition de loi n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3679)

Son intervention (p. 3685)

Thèmes :

Associations : sectes (p. 3685)
Associations : sectes : dissolution (p. 3685)
Associations : sectes : Parlement (p. 3685)
Droit pénal : manipulation mentale : sectes (p. 3685)
Droit pénal : partie civile : associations (p. 3685)
Professions de santé : exercice illégal de la profession : sectes (p. 3685)

W

Aloyse WARHOUVER
Moselle (4ème circonscription)
Radical, Citoyen et Vert

S'inscrit au groupe Radical, Citoyen et Vert [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. du 27 octobre 2000] (p. 17186)

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire [J.O. du 17 novembre 2000] (p. 18311)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la forêt [J.O. du 15 juin 2001] (p. 9527)

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585) tome VII : Défense (titre III et personnels de la défense) [11 octobre 2000] (n° 2627)

Rapport d'information déposé au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs [7 décembre 2000] (n° 2788)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Banques et établissements financiers. Moyens de paiement. Chèques, gratuité, maintien [4 octobre 2000] (p. 6425)

Patrimoine culturel. Monuments historiques. Implantation de locaux techniques de télécommunications, réglementation [7 novembre 2000] (p. 8071)

Industrie. Cuirs et chaussures. Bata, emploi et activité [13 juin 2001] (p. 4163)

DÉBATS

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉFENSE

Examen du fascicule [6 novembre 2000] (p. 7965)

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Son intervention (p. 7975)

Thèmes avant la procédure des questions :

Défense : armée de terre : crédits budgétaires (p. 7976)

Défense : avions : interopérabilité (p. 7976)

Défense : crédits (p. 7975)

Défense : direction des chantiers navals (p. 7975, 7976)

Défense : personnel civil : rémunération (p. 7975)

Gendarmerie (p. 7975)

Projet de loi n° 2131 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [21 novembre 2000] (p. 9182)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 9182)

Projet de loi n° 2691 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Ses explications de vote [13 décembre 2000] (p. 10194)

Projet de loi n° 1575 relatif à l'archéologie préventive

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 décembre 2000] (p. 9878)

Son intervention (p. 9886)

Thèmes :

Collectivités territoriales : compétences (p. 9886)

Patrimoine culturel : archéologie (p. 9886)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [20 décembre 2000] (p. 10596)

Son intervention (p. 10598)

Thème :

Patrimoine culturel : archéologie (p. 10598)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 10598)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Son intervention (p. 10478)

Thèmes :

Constitution : régime présidentiel (p. 10478)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10479)

Politique générale : institutions : réforme (p. 10478)

Projet de loi n° 3025 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel

PREMIÈRE LECTURE

Ses explications de vote [10 mai 2001] (p. 2815)

Vote pour du groupe Radical, Citoyen et Vert (p. 2815)

Jean-Luc WARSMANN
Ardennes (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Secrétaire d'âge de l'Assemblée nationale [J.O. du 3 octobre 2000] (p. 15642)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances [J.O. du 6 octobre 2000] (p. 15886)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale [J.O. du 8 décembre 2000] (p. 19534)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne [J.O. du 1er juin 2001] (p. 8761)

DÉPÔT

Proposition de loi n° 2719 tendant à améliorer la prise en compte des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail au titre des frais professionnels réels [15 novembre 2000]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence et les droits des victimes, application [23 janvier 2001] (p. 672)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [25 avril 2001] (p. 2236)

Jeunes. Délinquance. Lutte et prévention [23 mai 2001] (p. 3297)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 1341, posée le 26 mars 2001. Logement. Amélioration de l'habitat (J.O. Questions p. 1730). Appelée le 27 mars 2001. Aides de l'Etat, Ardennes (p. 1386)

n° 1368, posée le 16 avril 2001. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 2173). Appelée le 17 avril 2001. Maintien, Vouziers (p. 1868)

n° 1454, posée le 18 juin 2001. Police. Fonctionnement (J.O. Questions p. 3434). Appelée le 19 juin 2001. Effectifs de personnel, Sedan (p. 4382)

DÉBATS

Projet de loi organique n° 2564 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6595)

Son intervention (p. 6598)

Thèmes :

Droit pénal : responsabilité pénale : Président de la République (p. 6599)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 6600)

Elections et référendums : élection présidentielle : Conseil constitutionnel (p. 6598)

Elections et référendums : élection présidentielle : éligibilité (p. 6599)

Elections et référendums : élection présidentielle : élus locaux (p. 6598)

Elections et référendums : élection présidentielle : financement (p. 6598)

Président de la République : compte de campagne : Conseil constitutionnel (p. 6599)

Discussion des articles [10 octobre 2000] (p. 6607)

Article 1er (article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : rattachement départemental des membres des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse)

Intervient sur l'amendement n° 1 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article - extension de la liste des élus habilités à présenter un candidat) (p. 6608)

Article 2 (article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : actualisation du plafond des dépenses - conversion en euros - interdiction des prêts émanant de personnes physiques - prise en compte des frais d'expertise-comptable - pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel - dissolution des associations de financement et cessation des fonctions des mandataires financiers)

Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression du pouvoir d'appréciation du Conseil constitutionnel) (p. 6612)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel : procédure de réexamen des comptes de campagne) (p. 6614)

Ses explications de vote (p. 6619)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 6619)

Proposition de loi n° 2566 relative à la lutte contre les discriminations

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 octobre 2000] (p. 6782)

Article 2 (articles L. 122-45-1 nouveau et L. 422-1-1 du code du travail : action en justice des organisations syndicales et droit d'alerte des délégués du personnel)

Son intervention (p. 6790)

Après l'article 4

Intervient sur l'amendement n° 19 de M. Maxime Gremetz (accès aux constatations des inspecteurs du travail) (p. 6797)

Projet de loi de finances n° 2585 pour 2001

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ECONOMIE ET FINANCES

I - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Examen du fascicule [30 octobre 2000] (p. 7718)

Procédure des questions :

Départements : Ardennes : commerce et artisanat (p. 7739)

INTÉRIEUR

Annexes au compte rendu intégral [15 novembre 2000] (p. 8616) :

- Réunion de la commission des lois du 2 novembre 2000

Son intervention (p. 8634)

Thème :

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : Ardennes (p. 8634)

JUSTICE

Examen du fascicule [13 novembre 2000] (p. 8341)

Son intervention (p. 8346)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : comparution immédiate (p. 8347)
Justice : jugements : délais (p. 8346)
Justice : magistrats : effectifs (p. 8346)
Lois : application : présomption d'innocence (p. 8346)
Système pénitentiaire (p. 8347)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2000] (p. 8370)

Article 61 (revalorisation des plafonds d'admission à l'aide juridictionnelle)

Son intervention (p. 8373)

Questions écrites budgétaires (JO du 20 novembre 2000)

6 - Justice : réforme : moyens (p. 9063)

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9456)

Après l'article 8 septies

Son sous-amendement n° 65 soutenu par M. Bernard Accoyer (suppression des seuils de vingt-deux, cinq et sept heures) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) : rejeté (p. 9469)

Projet de loi n° 2704 de finances rectificative pour 2000

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [7 décembre 2000] (p. 9963, 10021)

Article 26 précédemment réservé (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes)

Son amendement n° 156 (exonération des produits destinés à être utilisés comme matières premières permettant l'obtention d'une matière première agricole) : non soutenu (p. 10043)

Son amendement n° 157 (relèvement du seuil de l'abattement) : non soutenu (p. 10052)

Proposition de loi n° 2740 tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10261)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Louis Debré (p. 10265) : rejetée (p. 10271)

Son intervention (p. 10273)

Thèmes :

Droit pénal : jugements : indemnisation (p. 10273)
Justice : jugements : délais (p. 10266)
Justice : magistrats (p. 10268)
Justice : réforme : moyens (p. 10266)
Justice : tribunaux : fonctionnement (p. 10267)
Lois : application : présomption d'innocence (p. 10267, 10273)
Professions judiciaires et juridiques : avocats (p. 10268)
Système pénitentiaire (p. 10268)

Discussion des articles [14 décembre 2000] (p. 10276)

Article 1er (article 149 du code de procédure pénale : réparation intégrale du préjudice subi par les personnes placées en détention provisoire et bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement définitif)

Son intervention (p. 10276)

Après l'article 16 quater

Son sous-amendement n° 18 (rédactionnel) à l'amendement n° 1 du Gouvernement (article 125-IX de la loi n° 2000-516 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes : application reportée au 17 juin 2001 et mesures transitoires) (p. 10281) : adopté (p. 10282)

Ses explications de vote (p. 10284)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 10284)

Proposition de loi organique n° 2602 relative à l'antériorité de l'élection présidentielle par rapport à l'élection législative

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [19 décembre 2000] (p. 10456, 10483)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 10469)

Son intervention (p. 10500)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. André Aschieri (p. 10526)

Thèmes :

Conseil constitutionnel : jurisprudence : calendrier électoral (p. 10469)
Elections et référendums : calendrier électoral (p. 10501)

Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 10501)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 10502, 10526)
Elections et référendums : durée des mandats : députés (p. 10469)
Elections et référendums : organisation : calendrier électoral (p. 10502, 10526)
Parlement : rôle (p. 10503)
Président de la République (p. 10500)

Discussion des articles [20 décembre 2000] (p. 10526, 10517)

Article 1er (article L.O. 121 du code électoral : prolongation des pouvoirs de l'Assemblée nationale)

Son amendement n° 1 (de suppression) (p. 10528) : rejeté (p. 10530)

Article 2 (application à la législature en cours)

Son amendement n° 2 (de suppression) (p. 10532) : rejeté (p. 10533)

Après l'article 2

Intervient sur l'amendement n° 7 de M. Noël Mamère (scrutin mixte pour les élections législatives : pour moitié scrutin majoritaire à 2 tours dans les circonscriptions existantes - pour moitié scrutin proportionnel dans des circonscriptions régionales) (p. 10535)

Intervient sur l'amendement n° 8 rectifié de M. Noël Mamère (60 députés supplémentaires élus à la représentation proportionnelle sur liste nationale) (p. 10535)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1670)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Louis Debré (p. 1696) : rejetée (p. 1698)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : mandat (p. 1697)
Elections et référendums : calendrier électoral : Constitution (p. 1696)
Elections et référendums : calendrier électoral : Gouvernement (p. 1696)
Elections et référendums : organisation : calendrier électoral (p. 1697)
Parlement : prérogatives (p. 1697)
Président de la République (p. 1696)

Discussion des articles [3 avril 2001] (p. 1704)

Article 2 supprimé par le Sénat (application à la législature en cours)

Intervient sur l'amendement n° 2 (rétablissement de l'article : application à l'Assemblée élue en 1997) (p. 1704)

Article 4 (inéligibilité des membres du corps préfectoral aux élections législatives)

Intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (de suppression) (p. 1707)

Ses explications de vote (p. 1712)

LECTURE DÉFINITIVE

Ses explications de vote [24 avril 2001] (p. 2184)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2185)

Projet de loi n° 2938 relatif à la sécurité quotidienne

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 avril 2001] (p. 2250, 2281) ; [26 avril 2001] (p. 2354)

Son intervention (p. 2299)

Thèmes :

Armes : vente (p. 2301)
Assemblée nationale : projets de loi : sécurité (p. 2301)
Communes : maires : sécurité (p. 2300)
Droit pénal : délinquance et criminalité : mineurs (p. 2299)
Droit pénal : délinquance et criminalité : sanctions (p. 2300)
Droit pénal : plaintes : traitement (p. 2299)
Justice : jugements (p. 2300)
Justice : réforme : moyens (p. 2299)
Ordre public : sécurité : généralités (p. 2299)
Police : adjoints de sécurité (p. 2301)

Discussion des articles [26 avril 2001] (p. 2372 ; 2403)

Article 1er (article 2 du décret du 18 avril 1939 : fabrication et commerce des armes)

Son intervention (p. 2373)

Intervient sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Brard (consultation du maire avant ouverture d'un commerce) (p. 2374)

Article 2 (article 2-1 nouveau du décret du 18 avril 1939 : commerce de détail d'armes et munitions)

Soutient l'amendement n° 161 de M. Didier Quentin (de suppression) (p. 2377) : rejeté (p. 2377)

Soutient l'amendement n° 116 rectifié de M. Christian Estrosi (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378) : rejeté (p. 2378)

Soutient l'amendement n° 162 de M. Didier Quentin (suppression de l'interdiction du commerce par correspondance ou à distance et de la vente directe entre particuliers) (p. 2378) : rejeté (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 56 de M. Hervé de Charette (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 99 de Mme Sylvia Bassot (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Soutient l'amendement n° 163 de M. Didier Quentin (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378) : rejeté (p. 2379)

Intervient sur l'amendement n° 211 de M. Maxime Gremetz (autorisation d'achat à distance ou par correspondance pour les tireurs sportifs et les chasseurs) (p. 2378)

Intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (matériel acquis par correspondance, à distance ou directement entre particuliers livré dans les locaux de commerce soumis à autorisation) (p. 2378)

Soutient l'amendement n° 201 de M. Thierry Mariani (exclusion des armes de catégories 5 et 7 fabriquées avant le 01/01/1946) (p. 2379) : rejeté (p. 2379)

Article 3 (article 15-1 du décret du 18 avril 1939 : détention d'armes)

Intervient sur l'amendement n° 215 de la commission (obligations de sécurité selon les catégories d'armes) (p. 2381)

Après l'article 3

Intervient sur l'amendement n° 216 rectifié de la commission (remise, sur ordre du préfet, des armes et munitions détenues par des personnes dont le comportement ou l'état de santé présente un danger pour elles-mêmes ou pour les autres) (p. 2382)

Intervient sur l'amendement n° 217 de la commission (fichier national des personnes interdites d'acquisition et de détention d'armes) (p. 2382)

Article 6 (art. 20, 21 et 78-6 du code de procédure pénale, art. L.1er et L.234-4 du code de la route : renforcement des prérogatives de police judiciaire des agents de la police nationale)

Son intervention (p. 2385)

Intervient sur l'amendement n° 200 de M. Thierry Mariani (prérogatives des gardes champêtres) (p. 2388)

Intervient sur l'amendement n° 58 de M. Jean Leonetti (prérogatives des gardes champêtres) (p. 2388)

Intervient sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (rétention du permis de conduire en cas d'excès de vitesse de plus de 40 km/h) (p. 2389)

Article 9 (art. L. 163-4-1 et L. 163-4-2 nouveaux du code monétaire et financier : renforcement de la répression de la falsification ou de la contrefaçon des instruments de la monnaie scripturale)

Soutient l'amendement n° 178 de M. Jacques Godfrain (rédactionnel) (p. 2419) : rejeté (p. 2419)

Article 11 (art. L. 163-6 du code monétaire et financier : peines complémentaires - Interdiction des droits civiques, civils et de famille)

Intervient sur l'amendement n° 25 deuxième rectification de la commission (interdiction d'exercice d'une activité professionnelle ou sociale) (p. 2420)

Après l'article 16

Intervient sur l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (association du maire par le préfet à la définition des actions de prévention de la délinquance et de lutte contre l'insécurité - information sur les résultats) (p. 2434)

Intervient sur l'amendement n° 76 de M. Claude Goasguen (transmission des plaintes aux maires) (p. 2434)

Intervient sur l'amendement n° 229 de M. Christian Estrosi (transmission des plaintes aux maires) (p. 2434)

Intervient sur l'amendement n° 194 de M. Thierry Mariani (information des élus sur les infractions commises) (p. 2434)

Son amendement n° 142 (information des maires) : devenu sans objet (p. 2438)

Intervient sur l'amendement n° 40 de M. Jean Leonetti (création d'un conseil communal ou intercommunal de sécurité) (p. 2439)

Intervient sur l'amendement n° 74 de M. Claude Goasguen (création d'un conseil de sécurité municipal ou intercommunal) (p. 2439)

Intervient sur l'amendement n° 193 de M. Thierry Mariani (création par le maire d'un conseil de sécurité municipal ou intercommunal) (p. 2439)

Son amendement n° 140 (création d'un conseil de sécurité municipal par le conseil municipal) (p. 2439) : rejeté (p. 2443)

Son amendement n° 147 (création d'un conseil de sécurité intercommunal) (p. 2439) : rejeté (p. 2443)

Intervient sur l'amendement n° 77 de M. Claude Goasguen (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2449)

Intervient sur l'amendement n° 124 de M. Christian Estrosi (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2449)

Intervient sur l'amendement n° 195 de M. Thierry Mariani (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2449)

Son amendement n° 141 rectifié (possibilité pour la maire de se constituer partie civile au nom de la commune dans le cas d'une infraction commise sur la voie publique) (p. 2448) : rejeté au scrutin public (p. 2451)

Soutient l'amendement n° 220 rectifié de M. Nicolas Sarkozy (sanction du rassemblement ou stationnement dans les parties communes des immeubles) (p. 2457) : rejeté au scrutin public (p. 2457)

Intervient sur l'amendement n° 79 de M. Claude Goasguen (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2459)

Intervient sur l'amendement n° 192 de M. Thierry Mariani (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2459)

Son amendement n° 146 (interdiction de circulation des mineurs de moins de 13 ans non accompagnés entre 24h et 6h sur décision du maire) (p. 2458) : rejeté (p. 2461)

Son amendement n° 145 (sort du mineur violant l'interdiction de circulation - mise sous tutelle des allocations familiales) : rejeté (p. 2462)

Intervient sur l'amendement n° 86 de M. Claude Goasguen (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2465)

Intervient sur l'amendement n° 126 de M. Christian Estrosi (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2465)

Intervient sur l'amendement n° 187 de M. Thierry Mariani (majorité pénale fixée à 16 ans) (p. 2465)

Son amendement n° 143 (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) (p. 2465) : rejeté (p. 2466)

Intervient sur l'amendement n° 109 de M. François d'Aubert (instauration d'un délit collectif de déprédation et de violences) (p. 2468)

Son amendement n° 204 (procédure de comparution immédiate applicable au mineur de plus de 16 ans) : rejeté (p. 2471)

Intervient sur l'amendement n° 227 de M. Christian Estrosi (extension du fichier national des empreintes génétiques à tous les crimes et délits) (p. 2473)

Son amendement n° 138 (mise en place d'un service d'écoute et de soutien aux victimes d'actes de délinquance) : rejeté (p. 2475)

Intervient sur l'amendement n° 70 rectifié de M. Jean-Pierre Brard (participation, à la demande du procureur, des agents de la direction générale des impôts à la recherche d'infractions en matière de stupéfiants, proxénétisme ou recel) (p. 2476)

Intervient sur l'amendement n° 248 du Gouvernement (participation, à la demande du procureur, des agents de la direction générale des impôts à la recherche d'infractions en matière de stupéfiants, proxénétisme ou recel) (p. 2476)

Son amendement n° 144 (abaissement de l'âge de la responsabilité pénale : 10 ans au lieu de 13) : rejeté (p. 2478)

Son amendement n° 148 (extension de la procédure de retenue à la disposition d'un officier de police judiciaire, applicable aux mineurs de 10 à 13 ans, aux infractions punies de 5 ans d'emprisonnement au lieu de 7) (p. 2478) : rejeté (p. 2479)

Intervient sur l'amendement n° 90 de M. Claude Goasguen (création d'une unité de détention pour mineurs dans les établissements pénitentiaires) (p. 2480)

Son amendement n° 139 (création d'une unité de détention pour mineurs dans chaque établissement pénitentiaire) : rejeté (p. 2480)

Ses explications de vote (p. 2488)

Vote contre du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2488)

Projet de loi organique n° 2749 relatif au statut des magistrats

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3692)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Louis Debré (p. 3694) : rejetée (p. 3696)

Son intervention (p. 3698)

Thèmes :

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 3695)

Justice : magistrats : carrière (p. 3698)

Justice : magistrats : mobilité (p. 3695)

Justice : réforme : Gouvernement (p. 3698)

Discussion des articles [30 mai 2001] (p. 3700)

Article 2 quater (art. 38-1 et 38-2 nouveaux de l'ordonnance du 22 décembre 1958 : limitation de la durée d'exercice des fonctions de certains chefs de juridiction au sein d'une même juridiction)

Son intervention (p. 3700)

Projet de loi n° 3089 relatif à la démocratie de proximité

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [14 juin 2001] (p. 4313, 4332) ; [19 juin 2001] (p. 4415, 4452) ; [20 juin 2001] (p. 4541, 4587) ; [25 juin 2001] (p. 4718, 4759)

Après l'article 7

Son amendement n° 747 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (questions soumises au conseil municipal à la demande des électeurs) : rejeté (p. 4432)

Son amendement n° 749 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (questions soumises au conseil général à la demande des électeurs) (p. 4435) : rejeté (p. 4436)

Son amendement n° 748 soutenu par M. Patrice Martin-Lalande (questions soumises à l'assemblée délibérante de l'EPCI à la demande des électeurs) : rejeté (p. 4437)

Pierre-André WILTZER

Essonne (4ème circonscription)
Union pour la démocratie française-Alliance

S'inscrit au groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Y

Kofi YAMGNANE
Finistère (6ème circonscription)
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15394)

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 30 septembre 2000]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française [J.O. du 29 novembre 2000] (p. 19000)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Ministères et secrétariats d'Etat. Services extérieurs. Ingénierie publique, réforme, conséquences [23 janvier 2001] (p. 675)

Z

Marie-Jo ZIMMERMANN
Moselle (3ème circonscription)
Rassemblement pour la République

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 29 septembre 2000] (p. 15395)

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 30 septembre 2000] (p. 15482)

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes [J.O. du 12 janvier 2001] (p. 604)

Membre de la Mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne [J.O. du 12 avril 2001] (p. 5673)

Membre suppléante du conseil national de l'enseignement supérieur privé [J.O. du 16 juin 2001] (p. 9602)

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique [J.O. du 28 juin 2001] (p. 10287)

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 2651 élargissant le bénéfice du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle à plusieurs catégories de retraités, ainsi qu'aux travailleurs frontaliers retraités [18 octobre 2000]

Proposition de loi n° 2804 abrogeant de plein droit toutes les dispositions juridiques discriminatoires entre les hommes et les femmes et permettant à toute personne concernée de saisir l'Observatoire de la parité [13 décembre 2000]

Proposition de loi n° 3272 tendant à modifier l'article 722 du code civil pour supprimer toute discrimination entre les hommes et les femmes dans l'ouverture des successions [26 septembre 2001]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Enseignement. Elèves. Egalité des chances [15 novembre 2000] (p. 8577)

Retraites : généralités. Réforme. Perspectives [10 janvier 2001] (p. 124)

DÉBATS

Proposition de loi n° 2132 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [28 novembre 2000] (p. 9456)

Après l'article 8 septies

Intervient sur l'amendement n° 46 de Mme Muguette Jacquaint (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) (p. 9467)

Son sous-amendement n° 47 (obligations familiales des salariés ayant des enfants) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nouvelles dispositions statutaires en matière de travail de nuit) : rejeté (p. 9476)

Son sous-amendement n° 48 (obligations familiales des salariés seuls chargés de famille) à l'amendement n° 12 du Gouvernement : rejeté (p. 9476)

Intervient sur le sous-amendement n° 37 de la commission (passage d'un poste de jour à un poste de nuit et inversement) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9477)

Intervient sur le sous-amendement n° 38 de la commission (obligations familiales des salariés ayant des enfants) à l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 9477)

NOUVELLE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 925)

Son intervention (p. 930)

Thèmes :

Entreprises : représentants du personnel : femmes (p. 930, 931)

Femmes : égalité professionnelle (p. 930, 931)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : femmes (p. 930)

Travail : aménagement du temps de travail (p. 931)

Travail : travail de nuit : femmes (p. 930, 931)

Discussion des articles [30 janvier 2001] (p. 933)

Article 8 nonies (articles L. 213-1, L. 213-1-1 nouveau, L. 213-2 à L. 213-4, L. 213-4-1 à L. 213-4-3 nouveaux, L. 213-5, L. 213-6 du code du travail, articles L. 333-1 à L. 333-3 nouveaux du code de la sécurité sociale et article L. 713-9 du code rural : travail de nuit)

Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 941)

Intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 942)

Article 14 bis (article 6 quater de la loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires : rapport au Parlement sur le respect du principe d'égalité des sexes dans la fonction publique)

Intervient sur l'amendement n° 1 de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 942)

Article 22 (article 35 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière : représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les jurys des examens professionnels)

Intervient sur l'amendement n° 7 de la commission des lois (rétablissement des dispositions adoptées en deuxième lecture) (p. 944)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 931)

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [24 avril 2001] (p. 2200)

Son intervention (p. 2207)

Thèmes :

Entreprises : représentants du personnel : femmes (p. 2207)

Femmes : égalité professionnelle (p. 2207, 2208)

Travail : travail de nuit : femmes (p. 2207)

Abstention du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2208)

Proposition de loi n° 2567 sur la contraception d'urgence

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [28 novembre 2000] (p. 9410)

Son intervention (p. 9415)

Thèmes :

Enseignement : médecine scolaire et universitaire : infirmières (p. 9415)

Famille : contraception (p. 9415, 9416)

Famille : mineurs : pilules abortives (p. 9416)

Proposition de loi n° 2709 relative au nom patronymique

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 février 2001] (p. 1291)

Son intervention (p. 1297)

Thème :

Etat civil : nom : transmission (p. 1297)

Ses explications de vote (p. 1312)

Vote pour du groupe du Rassemblement pour la République (p. 1312)

Projet de loi n° 2605 relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception

LECTURE DÉFINITIVE

Avant la mise aux voix du dernier texte voté par l'Assemblée nationale [30 mai 2001] (p. 3668)

Son intervention (p. 3670)

Thèmes :

Avortement : avortements thérapeutiques (p. 3671)

Famille : contraception (p. 3670)

Famille : mineurs : avortement (p. 3670)

Professions de santé : médecins (p. 3671)